DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

DIPLOMATISCHE DOKUMENTE DER SCHWEIZ

DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

18

1. VII. 1949–30. IV. 1952

CHRONOS • ARMANDO DADÒ EDITORE • EDITIONS ZOÉ

COMMISSION POUR LA PUBLICATION DE
DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

KOMMISSION FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG
DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER SCHWEIZ

COMMISSIONE PER LA PUBBLICAZIONE DI
DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES
DIPLOMATISCHE DOKUMENTE DER SCHWEIZ
DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

VOLUME – BAND 18

(1. VII. 1949–30. VI. 1952)

GROUPE DE RECHERCHE – FORSCHUNGSGRUPPE – GRUPPO DI RICERCA:

Directeur de la recherche – Forschungsleiter – Direttore della ricerca:

Antoine Fleury

Coresponsable – Mitverantwortlich – Corresponsabile:

Mauro Cerutti

Coordinateurs de l'édition – Redaktionsleiter – Coordinatori dell'edizione:

Eric Flury-Dasen
Therese Steffen Gerber

Collaborateurs – Mitarbeiter – Collaboratori:

Michele Coduri
Sébastien Guex
Roland Maurhofer
Luc van Dongen
Sacha Zala

CHRONOS VERLAG, ZÜRICH
ARMANDO DADÒ, LOCARNO
ÉDITIONS ZOÉ, GENÈVE

© 2001 Chronos Verlag, Zürich

ISBN 3-0340-0519-9 (Chronos Verlag, Zürich)
ISBN 88-8281-072-0 (Armando Dadò Editore, Locarno)
ISBN 2-88182-436-6 (Éditions Zoé, Genève)

COMMISSION POUR LA PUBLICATION DE
DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

KOMMISSION FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG
DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER SCHWEIZ

COMMISSIONE PER LA PUBBLICAZIONE DI
DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

Président	Jean-Claude Favez, Professeur à l'Université de Genève (Bureau)
Vice-Président	Christoph Graf, Direktor des Schweizerischen Bundesarchivs, Honorarprofessor an der Universität Bern (Bureau)
Secrétaire	Markus Zürcher, Stellvertretender Generalsekretär der Schweizerischen Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften (Bureau)
Directeur	Antoine Fleury, Professeur à l'Université de Genève (Bureau)

Membres

Rudolf Bolzern	Sekretär des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung
Daniel Bourgeois	Adjoint scientifique aux Archives fédérales, Berne
Jean-Marc Comment	Gestionnaire de l'intégration informatique aux Archives fédérales, Berne (Bureau)
Pierre Du Bois	Professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève
Hans Ulrich Jost	Professeur à l'Université de Lausanne
Georg Kreis	Professor an der Universität Basel
Philippe Marguerat	Professeur à l'Université de Neuchâtel
Georges Martin	Ambassadeur, Chef du Centre d'analyse et de prospective du Département fédéral des Affaires étrangères
Carlo Moos	Professor an der Universität Zürich
Francis Python	Professeur à l'Université de Fribourg
Alois Riklin	Professor an der Universität St. Gallen
Brigitte Studer	Professorin an der Universität Bern

TABLE DES MATIÈRES / INHALTSÜBERSICHT

I. Avant-propos VII
Vorwort XI
Prefazione XV

II. Introduction XVIII
Einleitung XXIII
Introduzione XXVIII

III. Abréviations / Abkürzungen XXXII

IV. Table méthodique des documents XXXV
Thematisches Verzeichnis der Dokumente LXVII

V. Documents / Dokumente 1
VI. Annexes / Anhang 433
VI.1. Organigramme de l'administration fédérale concernée par les relations internationales 434
VI.2. Organigramm der für die internationalen Beziehungen zuständigen Stellen des Bundes 436
VI.3. Les postes diplomatiques et consulaires de la Suisse à l'étranger / Die diplomatischen und konsularischen Vertretungen der Schweiz im Ausland 438
VI.4. Les postes diplomatiques et consulaires étrangers en Suisse / Die diplomatischen und konsularischen Vertretungen des Auslandes in der Schweiz 448

VII. Index / Register 457
VII.1 Index des noms de personnes / Personenregister 457
VII.2 Index des organisations / Organisationenregister 471
VII.3. Index des noms géographiques / Register der geographischen Bezeichnungen 476
VIII. Liste des fonds utilisés des Archives fédérales / Verzeichnis der benutzten Bestände des Bundesarchivs 481
IX. Liste des paraphes des correspondants du Département politique / Paraphenliste der Korrespondenten des Politischen Departements 485

I. AVANT-PROPOS

L'objectif de la collection de *Documents diplomatiques suisses* est à la fois scientifique et pratique. Il s'agit, dans l'esprit de ceux qui en assument la responsabilité, de mettre à la disposition des chercheurs et des praticiens, les sources officielles utiles à la reconstitution et à la compréhension de l'histoire de la politique étrangère de la Suisse, d'un Etat neutre mais profondément impliqué dans le système politique international.

Placée sous le patronage de l'Académie suisse des sciences humaines et sociales qui a pris, depuis janvier 2000, le relais du Fonds national suisse de la Recherche scientifique dans le financement de la recherche, notre entreprise reçoit, en plus de la collaboration des Archives fédérales et des universités, l'appui du Département fédéral des Affaires étrangères et du Fonds national suisse de la recherche scientifique. Une Commission pour la publication de documents diplomatiques suisses, comprenant des représentants des instituts d'histoire des Universités et Hautes Ecoles suisses, des Archives fédérales, du Département fédéral des Affaires étrangères, de l'Académie suisse des sciences humaines et sociales et du Fonds national de la recherche scientifique, assume la responsabilité de la publication. Une convention de collaboration a été signée avec le Département fédéral des Affaires étrangères en vue d'assurer des échanges fructueux entre notre équipe de recherche et les services diplomatiques concernés par les dossiers que nous contribuons à rendre accessibles à la connaissance historique.

Une première série de 15 volumes, couvrant la période 1848–1945, a été publiée sous le patronage de la Société générale suisse d'histoire entre 1979 et 1996. Avant même que le dernier volume de cette série ne soit sorti de presse, la décision a été prise de poursuivre la recherche et la publication pour une nouvelle période 1945–1961, correspondant à «l'ère Petitpierre», du nom du Conseiller fédéral en charge de la diplomatie suisse du 1er février 1945 au 30 juin 1961. Cette période est caractérisée par un élargissement considérable des relations internationales et par leur transformation sous l'influence déterminante des deux Grandes Puissances, par la multiplication des acteurs résultant du processus de décolonisation et par la prise en compte de nouveaux domaines d'action, traduisant l'internationalisation croissante de la vie économique, sociale, culturelle et technique. Autant de développements qui posent de nouveaux défis à la diplomatie suisse qui ne cesse d'augmenter ses représentations diplomatiques et ses services internes. Autrement dit, on assiste à une augmentation considérable des dossiers dont notre équipe restreinte de chercheurs, recrutés dans différentes universités du pays, doit rendre compte dans son travail d'édition.

Confrontée aux problèmes communs à tous les éditeurs de «papiers d'Etat» pour sélectionner un nombre très limité de documents significatifs dans la masse sans cesse croissante des dossiers d'archives, la commission s'est proposée de recourir aux techniques de l'informatique. A cet effet, la banque

de données DoDiS – accessible sur Internet par www.dodis.ch – a été mise au point en étroite collaboration avec les informaticiens de l'Office fédéral de l'informatique et ceux des Archives fédérales. DoDiS a été conçue à la fois pour la publication des documents dans les six volumes prévus et pour rendre accessible une quantité toujours plus importante de documents originaux sous forme électronique. La banque de données fournit d'amples informations sur les personnes (suisses et étrangères), les organisations (structures administratives, associations professionnelles, partis politiques, groupes d'intérêts et autres sociétés ou entreprises) et sur les lieux géographiques (pays, villes, conférences, accords) qui apparaissent dans les documents publiés ou non-publiés.

Les documents sélectionnés proviennent des Archives fédérales où sont conservés les actes du Parlement, du Gouvernement et des départements fédéraux (ministères). La Suisse ayant un gouvernement collégial, toutes les décisions de quelque portée relèvent du seul Conseil fédéral. De plus, les divers départements et offices sont concernés par l'un ou l'autre aspect de la politique étrangère de la Suisse. Il s'ensuit que les documents publiés ne reproduisent pas uniquement les actes du Département fédéral des Affaires étrangères; une part appréciable des textes provient des actes du gouvernement lui-même – ainsi les procès-verbaux des séances et des décisions du Conseil fédéral – de divers départements ou d'offices spécialisés, ou encore de délégations et de commissions spéciales qui ont transmis des rapports au gouvernement, sans oublier des lettres de personnalités officielles ou exerçant des fonctions semi-officielles, voire de représentants d'institutions privées.

La collection ne vise pas à documenter l'ensemble des événements extérieurs intéressant la Suisse ni à reconstituer toute l'évolution de la politique étrangère de la Confédération. Elle s'attache plutôt à illustrer les traits essentiels de la politique extérieure suisse dans ses diverses dimensions ainsi que les conceptions et les données fondamentales des relations internationales. Ont été retenus pour la publication d'abord des textes qui font saisir l'orientation générale de la politique extérieure suisse ou qui ont pu déterminer, à un moment donné, cette orientation; ensuite des textes qui montrent le rôle de la Suisse dans la politique internationale ou qui éclairent son attitude face à tel événement ou face à tel problème; des rapports, des analyses de situation qui contiennent des informations originales ou qui reflètent le point de vue du neutre sur des événements importants; enfin, des instructions, des avis, des notices et des correspondances qui sont indispensables à la compréhension de telle ou telle affaire, notamment du processus de décision et du rôle des acteurs.

Les documents sont présentés dans l'ordre chronologique. Afin d'en faciliter la consultation thématique, on a établi une table méthodique dont une version en français et une en allemand sont publiées. Elles sont divisées en chapitres thématiques (celui sur les relations bilatérales est organisé par ordre alphabétique) et comportent des résumés succincts. En outre, on trouve des index des noms de personnes, des organisations (hormis les structures administratives) et des noms géographiques.

Des organigrammes en fin de chaque volume fournissent des renseignements sur la structure administrative et sur la représentation diplomatique de la Suisse à l'étranger et des pays étrangers en Suisse.

En règle générale, les documents sont publiés intégralement et dans leur langue d'origine. Les passages supprimés sont indiqués par des points de suspension entre crochets; une note en donne parfois l'essentiel. Les formules de salutations ont été supprimées, sauf dans le cas où elles paraissent avoir une signification particulière.

La partie rédactionnelle est écrite dans la langue du document choisi, soit en français, en allemand et en italien. Elle se distingue du texte du document lui-même reproduit en caractère romain, par l'emploi de *l'italique.* Les passages soulignés ou en caractères espacés du document original sont également rendus par l'italique. Les interventions de la rédaction à l'intérieur du document figurent entre crochets. L'orthographe et la ponctuation ont été modifiées sans autre dans les cas de fautes évidentes ou pour unifier l'écriture à l'intérieur du texte.

L'en-tête des documents comprend les éléments suivants: la cote d'archives, le numéro de référence de la banque de données DoDiS, le titre rédactionnel – pour les auteurs et les destinataires des documents, on indique soit les noms et les initiales des prénoms des personnes avec leur fonction, soit les administrations et les services concernés –, la qualification du texte (copie, minute) dans le cas où l'on n'a pas pu reproduire l'original, le genre du document, sa date et son lieu de rédaction. En outre, lorsque ces indications apparaissent sur l'original, l'en-tête peut comprendre encore: le degré de classification (confidentiel, secret) ou d'urgence du document, son numéro d'ordre, les initiales (ou le paraphe) du rédacteur et du secrétariat, l'objet du texte reproduit. Quand il est repris littéralement, le titre du document lui-même est rendu en PETITES CAPITALES DE CARACTÈRE ROMAIN.

L'appareil critique est délibérément limité. Les notes visent avant tout à corriger les inconvénients de l'indispensable sélection en fournissant notamment des références aux documents non publiés, aux documents enregistrés dans la banque de données et aux imprimés officiels que le lecteur voudrait pouvoir consulter. Dans la mesure du possible, il est fait renvoi aux documents mentionnés dans les textes publiés, sauf dans les cas où leur contenu ressort suffisamment du document. La formule «non reproduit», sans indication de provenance, signifie que les documents en question figurent dans les mêmes dossiers que le texte reproduit. Lorsqu'un document présumé important a fait l'objet d'une recherche approfondie qui aboutit à un résultat négatif, on l'indique par la formule «non retrouvé». Quant à l'indication DoDiS, suivie d'un numéro, elle renvoie soit à des documents reproduits dans la banque de données, soit à des références à des sources.

Par la publication de cette nouvelle série de volumes et l'établissement d'une banque de données sur les relations internationales de la Suisse, les éditeurs souhaitent, tout en contribuant à la connaissance des enjeux et des problèmes internationaux qui se sont posés au gouvernement et au peuple suisses depuis 1945, fournir des points de repère fondamentaux à tous ceux qui se préoccupent – citoyens, chercheurs, analystes, journalistes – ou qui sont

en charge – magistrats, fonctionnaires, diplomates, parlementaires – de la formulation et de la conduite de la politique étrangère.

Genève, Berne, février 2001

Commission pour la publication
de documents diplomatiques suisses:
Jean-Claude Favez, *Président*
Christoph Graf, *Vice-Président*

I. VORWORT

Das Anliegen der Reihe *Diplomatische Dokumente der Schweiz* ist ein wissenschaftliches und praktisches zugleich. Den verantwortlichen Herausgeberinnen und Herausgebern geht es darum, der Forschung und Praxis die amtlichen Quellen zur Verfügung zu stellen, die nötig sind für die Rekonstruktion und das Verständnis der aussenpolitischen Geschichte der Schweiz, eines neutralen Staates, der jedoch zutiefst ins internationale System eingebunden ist.

Das Unternehmen steht unter dem Patronat der Schweizerischen Akademie für Geistes- und Sozialwissenschaften, welche im Januar 2000 vom Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung die Finanzierung übernommen hat; es kann ferner auf die Unterstützung des Schweizerischen Bundesarchivs, der Universitäten, des Eidgenössischen Departements für auswärtige Angelegenheiten und des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung zählen. Die Verantwortung für die Publikation trägt die Kommission für die Veröffentlichung Diplomatischer Dokumente der Schweiz, in der die historischen Institute der Schweizer Universitäten und Hochschulen, das Bundesarchiv, das Eidgenössische Departement für auswärtige Angelegenheiten, die Schweizerische Akademie für Geistes- und Sozialwissenschaften und der Schweizerische Nationalfonds vertreten sind. Mit dem Eidgenössischen Departement für auswärtige Angelegenheiten wurde eine Vereinbarung zur Zusammenarbeit unterzeichnet; dies, um den fruchtbaren Austausch zwischen unserer Forschungsgruppe und den diplomatischen Dienststellen zu sichern, welche von den Dossiers, die wir der historischen Forschung zugänglich machen, betroffen sind.

In den Jahren 1979 bis 1996 wurde eine die Zeitspanne zwischen 1848 und 1945 abdeckende erste Serie von 15 Bänden unter dem Patronat der Allgemeinen Geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz publiziert. Bereits vor Drucklegung des letzten Bandes der ersten Serie fiel der Entscheid zur Fortführung der Forschungsbemühungen und deren Publikation. Die neue Periode von 1945–1961 entspricht der «Ära Petitpierre». Sie trägt den Stempel des für die schweizerische Diplomatie zwischen dem 1. Februar 1945 und dem 30. Juni 1961 zuständigen Bundesrates Max Petitpierre. Diese Periode ist gekennzeichnet durch eine beachtliche Erweiterung der internationalen Beziehungen und durch deren Veränderung unter dem bestimmenden Einfluss der beiden Grossmächte; ferner durch die Zunahme der Akteure aufgrund des Dekolonisationsprozesses sowie durch die Berücksichtigung neuer durch eine zunehmende Internationalisierung des wirtschaftlichen, sozialen, kulturellen und technischen Lebens wiedergegebenen Tätigkeitsfelder. So viele Entwicklungen stellten die schweizerische Diplomatie, welche ihre diplomatischen Vertretungen und ihre internen Dienste ständig erweitert, vor neue Herausforderungen. Mit anderen Worten sah sich unsere aus verschiedenen Schwei-

zer Universitäten gebildete Forschungsgruppe vor eine beträchtliche Erweiterung der Dossiers gestellt, welche sie in ihrer Editionsarbeit zu berücksichtigen hatte.

Wie alle Herausgeber von amtlichen Dokumenten sieht sich unsere Forschungsgruppe mit einem grundlegenden Problem konfrontiert: bei der stetig grösser werdenden Menge von aussenpolitisch relevanten Dossiers kann nur eine sehr beschränkte Anzahl von Schlüsseldokumenten veröffentlicht werden. Die Kommission hat aus diesem Grunde beschlossen, Informatikmittel einzusetzen. Zu diesem Zweck wurde in enger Zusammenarbeit mit den Informatikern des ehemaligen Bundesamtes für Informatik und des Bundesarchivs die über Internet zugängliche Datenbank DoDiS (www.dodis.ch) entwickelt. Sie wurde konzipiert, um einerseits die Dokumente für die sechs vorgesehenen Bände zu publizieren und andererseits eine bedeutende Anzahl von Originaldokumenten in elektronischer Form allgemein zugänglich zu machen. Die Datenbank liefert eine Fülle von Informationen zu Personen (in- und ausländischen), Organisationen (Verwaltungsstrukturen, Berufsverbänden, politischen Parteien, Interessenverbänden und anderen Gesellschaften oder Firmen) sowie zu geographischen Orten (Ländern, Städten, Konferenzen, Abkommen), die in den veröffentlichten oder unveröffentlichten Dokumenten erscheinen.

Die abgedruckten Dokumente stammen aus dem Schweizerischen Bundesarchiv, das die Akten von Parlament, Regierung und eidgenössischen Departementen (Ministerien) aufbewahrt. Die Schweiz hat eine Kollegialregierung, und alle Entscheide von irgendwelcher Tragweite fällt der Gesamtbundesrat. Darüber hinaus sind die einzelnen Departemente und Amtsstellen von verschiedenen Aspekten der schweizerischen Aussenpolitik betroffen. Demzufolge stammen die veröffentlichten Dokumente nicht allein aus den Beständen des Eidgenössischen Departements für auswärtige Angelegenheiten; ein beachtlicher Teil der Texte sind Akten der Regierung selbst – so die Sitzungsprotokolle und Entscheide des Bundesrates –, der verschiedenen Departemente und besonderer Ämter oder gar von Delegationen und Spezialmissionen, die der Regierung Berichte zukommen liessen; selbst Briefe von Persönlichkeiten in amtlicher oder halbamtlicher Funktion oder gar von privaten Institutionen waren zu berücksichtigen.

Die Reihe strebt keine lückenlose Dokumentation aussenpolitischer Ereignisse aus schweizerischer Sicht an und kann auch nicht die ganze Entwicklung der eidgenössischen Aussenpolitik vollständig aufzeigen. Vielmehr versucht sie, die Grundzüge, die Leitlinien und fundamentalen Gegebenheiten der internationalen Beziehungen der Schweiz in den verschiedenen Sparten zu illustrieren. Abgedruckt werden darum vornehmlich: Texte, die eine generelle Ausrichtung der schweizerischen Aussenpolitik erkennen lassen oder die zu einem gegebenen Zeitpunkt diese Orientierung nachhaltig beeinflussen konnten; Texte, welche die Rolle der Schweiz in der internationalen Politik zeigen oder Erklärungen bieten für die Haltung der Schweiz gegenüber wichtigen Geschehnissen oder Problemen; sodann Berichte und Lageanalysen, die originale Informationen enthalten oder die den neutralen Blickwinkel zu wichtigen Vorgängen geben; schliesslich Instruktionen, Gutachten, Auf-

zeichnungen und Korrespondenzen, die unerlässlich sind für das Verständnis des jeweiligen Geschehens namentlich des Entscheidungsprozesses sowie der Rolle der Akteure.

Die Dokumente werden in chronologischer Reihenfolge präsentiert. Zur Erleichterung der Benutzung ist jeder Band mit einem thematischen Verzeichnis der Dokumente versehen. Dieses ist in verschiedene thematische Kapitel unterteilt, wobei jenes über die bilateralen Beziehungen alphabetisch geordnet ist. Ausserdem enthält das Verzeichnis kurze Zusammenfassungen in deutsch und französisch sowie ein Register der erwähnten Personen, Organisationen (Amtsstellen ausgenommen) und geographischen Bezeichnungen. Die Organigramme am Ende jedes Bandes geben Aufschluss über die Struktur der Verwaltung und der diplomatischen Vertretung der Schweiz im Ausland und des Auslandes in der Schweiz.

Im allgemeinen sind die Dokumente vollständig und in ihrer Originalsprache abgedruckt. Weggelassene Abschnitte sind durch Auslassungszeichen in eckiger Klammer gekennzeichnet. Mitunter gibt eine Fussnote eine Zusammenfassung der Tilgung. Anrede- und Grussformeln wurden weggelassen, ausser in Fällen, wo sie eine besondere Bedeutung zu haben scheinen.

Der redaktionelle Teil ist in der Sprache des Dokumentes abgefasst, d. h. in französisch, deutsch oder italienisch. Er setzt sich deutlich *(kursiv)* vom Text des Dokumentes (aufrecht) ab. Kursivsatz innerhalb des Dokumentes gibt originale Auszeichnungen an (Unterstreichungen, Sperrungen), Eingriffe der Redaktion in den Dokumenten sind kursiv in eckiger Klammer gesetzt. Orthographie und Interpunktion wurden nur bei offensichtlichen Fehlern stillschweigend bereinigt und die Schreibweise einzig innerhalb des Textes vereinheitlicht.

Der Kopf der Dokumente enthält folgende Elemente: Archivsignatur, Referenznummer der Datenbank DoDiS, redaktioneller Titel – für Absender und Empfänger werden entweder die Initialen des Vornamens, Name und Funktion angegeben oder die betreffenden Amtsstellen –, Kennzeichnung der Textvorlage (Kopie, Minute), falls nicht das Original abgedruckt werden konnte, Gattungsbestimmung des Dokumentes sowie Ort und Datum seiner Entstehung. Der Titel enthält ferner, wenn die Angaben auf der Vorlage stehen: Klassifikation (vertraulich, geheim) oder Dringlichkeitsvermerk des Dokumentes, seine Ordnungsnummer, Paraphen von Autor und Sekretariat und Inhaltsangabe des abgedruckten Textes (Randvermerk). Wörtlich wiedergegebene Titel, die auf dem Dokument selbst stehen, sind in aufrechten KAPITÄLCHEN gesetzt.

Der wissenschaftliche Apparat ist bewusst sparsam gehalten. Die Fussnoten sollen vor allem die Unzulänglichkeiten, die jede Auswahl mit sich bringt, beheben, indem sie die Fundstellen nicht veröffentlichter Dokumente angeben und auf amtliche Publikationen verweisen, welche die Leserinnen und Leser weiterführen können. Soweit möglich, wird auf Dokumente, die in den veröffentlichten Texten erwähnt sind, verwiesen, ausser wenn ihr Inhalt hinreichend aus dem Text hervorgeht. Die Formel «non reproduit / nicht abgedruckt» ohne Angabe der Herkunft heisst, dass sich die betreffenden Dokumente im selben Dossier befinden wie der veröffentlichte Text. Konnte

ein wichtig scheinendes Dokument trotz gründlicher Nachforschungen nicht ermittelt werden, steht die Formel «non retrouvé / nicht ermittelt». Die Bezeichnung DoDiS, gefolgt von einer Nummer, verweist auf Dokumente und Angaben, die in der Datenbank zu finden sind.

Von der Publikation der neuen Serie von Quellenbänden und der Erstellung einer Datenbank zu den internationalen Beziehungen der Schweiz erhoffen sich die beteiligten Editorinnen und Editoren zweierlei: Einerseits soll das Unternehmen dazu beitragen, ein besseres Verständnis für die internationalen Problemstellungen zu schaffen, mit denen sich die schweizerische Regierung und Bevölkerung nach 1945 konfrontiert sahen; andererseits soll es sowohl den interessierten Bürgerinnen und Bürgern, Journalistinnen und Journalisten, Forscherinnen und Forschern, Analytikerinnen und Analytikern als auch den amtierenden Magistratinnen und Magistraten, Beamtinnen und Beamten, Diplomatinnen und Diplomaten, Parlamentarierinnen und Parlamentariern Orientierungshilfen zur Formulierung und Führung der schweizerischen Aussenpolitik liefern.

Genf, Bern, Februar 2001

Kommission für die Veröffentlichung
diplomatischer Dokumente der Schweiz:
Jean-Claude Favez, *Président*
Christoph Graf, *Vice-Président*

I. PREFAZIONE

La collana dei *Documenti diplomatici svizzeri* ha uno scopo sia scientifico che pratico: si tratta, per chi ne assume la responsabilità, di mettere a disposizione dei ricercatori e degli esperti le fonti ufficiali utili per ricostruire e comprendere la storia della politica estera della Svizzera, Stato neutrale ma con profonde connessioni nel sistema politico internazionale.

Patrocinato dall'Accademia svizzera delle scienze morali e sociali che a partire dal 2000 ha preso il posto del Fondo nazionale svizzero per la ricerca scientifica nel finanziamento della ricerca, il nostro progetto gode, oltre alla collaborazione dell'Archivio federale svizzero e delle università, dell'appoggio del Dipartimento federale degli affari esteri e del Fondo nazionale svizzero per la ricerca scientifica. Responsabile della pubblicazione è una Commissione per la pubblicazione di documenti diplomatici svizzeri, comprendente rappresentanti degli istituti di storia delle università svizzere, dell'Archivio federale, del Dipartimento federale suddetto, dell'Accademia svizzera delle scienze morali e sociali e del Fondo nazionale. Una convenzione di collaborazione è stata firmata con il Dipartimento federale degli affari esteri in vista di garantire scambi proficui tra la nostra équipe di ricerca ed i servizi diplomatici interessati dai dossier che contribuiamo a rendere accessibili alla conoscenza storica.

Una prima serie di 15 volumi, relativa al periodo 1848–1945, è stata pubblicata con il patrocinio della Società generale svizzera di storia tra il 1979 e il 1996. Ancor prima dell'uscita dell'ultimo volume si è deciso di proseguire nella ricerca e con la pubblicazione dei volumi relativi al periodo 1945–1961, detto anche «era Petitpierre» dal nome del consigliere federale che diresse la diplomazia svizzera dal 1° febbraio 1945 al 30 giugno 1961. Questo periodo è caratterizzato da un allargamento considerevole delle relazioni internazionali e da una loro trasformazione sotto l'influsso determinante delle due grandi potenze, da una moltiplicazione degli attori che scaturiscono dal processo di decolonizzazione e da una presa in considerazione di nuovi campi d'azione, che rispecchiano la crescente internazionalizzazione della vita economica, sociale, culturale e tecnica. Questi sviluppi pongono ad una diplomazia svizzera, che non cessa di aumentare le proprie rappresentanze diplomatiche ed i propri servizi interni, nuove sfide. In altre parole, constatiamo un aumento considerevole dei dossier di cui la nostra équipe ristretta di ricercatori provenienti da varie università del paese deve tenere conto nel proprio lavoro di edizione.

Di fronte ai problemi – comuni a tutti coloro che pubblicano «carte di Stato» – posti dalla selezione di un numero ristrettissimo di documenti significativi in una massa sempre crescente di fascicoli d'archivio, la commissione si è proposta di ricorrere alle tecniche informatiche. A tale scopo, in stretta collaborazione con gli esperti di informatica dell'Archivio federale e dell'Ufficio informatico dell'amministrazione federale, è stata messa a punto

la banca dati DoDiS, che è liberamente accessibile in Internet all'indirizzo www.dodis.ch. DoDiS è stata concepita sia per pubblicare i documenti nei sei volumi previsti, sia per registrare e rendere accessibile una quantità maggiore di documenti originali in formato elettronico. La banca dati fornisce informazioni dettagliate sulle persone (svizzere e straniere), le organizzazioni (strutture amministrative, associazioni professionali, partiti politici, gruppi d'interesse e altre società o imprese) e sui luoghi geografici (paesi, città, come pure conferenze e accordi) che compaiono nei documenti, sia in quelli editi nel volume, sia in quelli inediti.

I testi scelti provengono dall'Archivio federale ove sono conservati gli atti del Parlamento, del Governo e dei dipartimenti federali (ministeri). Poiché la Svizzera ha un governo collegiale, tutte le decisioni di una certa importanza dipendono solo dal Consiglio federale; la politica estera svizzera interessa inoltre, per taluni aspetti, i vari dipartimenti e uffici federali. Pertanto, i documenti pubblicati non riproducono unicamente gli atti del Dipartimento federale degli affari esteri: una parte apprezzabile dei testi consiste in atti del Consiglio federale stesso (quali i processi verbali delle riunioni e le decisioni governative), di vari dipartimenti e uffici specializzati, ma anche di delegazioni e commissioni speciali che hanno trasmesso rapporti al governo, senza dimenticare le lettere scritte da personaggi ufficiali o che esercitavano funzioni semiufficiali (e perfino da esponenti d'istituzioni private).

La collezione non mira a documentare l'insieme degli eventi esteri concernenti la Svizzera né a ricostruire l'intera evoluzione della politica estera elvetica. Il suo obiettivo è piuttosto illustrare i tratti essenziali di tale politica nelle sue diverse dimensioni, come pure le concezioni e i dati fondamentali delle relazioni internazionali. Si è preferito pubblicare, nell'ordine, testi che consentano di cogliere l'orientamento generale della politica estera svizzera, o che in un momento preciso abbiano potuto decidere tale orientamento; testi che mostrino il ruolo della Svizzera nella politica internazionale o ne chiariscano l'atteggiamento di fronte ad un evento o problema particolare; rapporti o analisi di situazione che contengano informazioni originali o riflettano l'ottica del paese neutrale su avvenimenti importanti; infine, istruzioni, avvisi, appunti e corrispondenza che siano indispensabili per la comprensione di singole questioni e in particolare per il processo decisionale e il ruolo degli attori.

I documenti sono presentati in ordine cronologico. Per facilitarne la consultazione è stata allestita una tavola metodologica con brevi riassunti in tedesco e in francese. La tavola è suddivisa in capitoli tematici: quello dedicato alle relazioni bilaterali elenca gli Stati in ordine alfabetico. Ulteriori strumenti a disposizione del lettore e della lettrice sono gli indici dei nomi, delle organizzazioni (tranne le strutture amministrative) e dei luoghi geografici. Alla fine di ogni volume sono stati aggiunti degli organigrammi che illustrano la struttura amministrativa e le rappresentanze diplomatiche della Svizzera (all'estero) e degli altri paesi (in Svizzera). I documenti sono pubblicati in linea di massima integralmente e nella lingua originale; i passi soppressi sono indicati con puntini di sospensione fra parentesi quadre e sono talvolta riassunti in una nota a piè di pagina. Le formule di saluto sono state soppresse,

tranne quando parevano rivestire un significato speciale. La parte redazionale, scritta nella lingua del documento specifico (francese, tedesco o italiano), si distingue dal testo del documento stesso (che è in carattere tondo) per l'uso del *corsivo;* sono resi con il corsivo anche i passi del documento originale sottolineati o in caratteri distanziati. Gli interventi redazionali all'interno del documento figurano fra parentesi quadre; ortografia e punteggiatura sono state modificate senz'altro nei casi di errore evidente o per unificare la grafia del testo.

L'intestazione dei documenti comprende questi elementi: segnatura d'archivio, numero di riferimento della banca dati DoDiS, titolo redazionale, indicazione degli autori e dei destinatari (cognomi, iniziali dei nomi e funzioni, amministrazione e servizi interessati), tipo di testo (copia, minuta) ove non sia stato possibile riprodurre l'originale, genere del documento, data e luogo di redazione dello stesso. L'intestazione può comprendere, inoltre, grado di classificazione (confidenziale, segreto) o di urgenza del documento, suo numero d'ordine, iniziali o sigla del redattore e della segreteria, oggetto del testo riprodotto (sempre che tali indicazioni compaiano nell'originale). Il titolo del documento, quando viene ripreso alla lettera, è reso in MAIUSCOLETTO TONDO.

L'apparato critico è volutamente limitato. Le note mirano soprattutto a correggere gli inconvenienti dovuti alla selezione (ovviamente necessaria), fornendo in particolare i riferimenti ai documenti non pubblicati, a quelli registrati nella banca dati DoDiS e ai documenti stampati e ufficiali qualora il lettore desiderasse consultarli. Per quanto possibile, si rinvia ai documenti citati nei testi pubblicati, fatto salvo il caso in cui tali testi ne chiariscano a sufficienza il contenuto. La formula «non riprodotto», senza indicazione della provenienza, significa che i documenti in questione figurano negli stessi fascicoli del testo riprodotto. Qualora un documento ritenuto importante sia stato oggetto di ricerca approfondita ma con esito negativo, viene indicato con la formula «non ritrovato».

Pubblicando questa nuova serie di volumi e allestendo una banca dati sulle relazioni internazionali della Svizzera, gli editori auspicano di poter contribuire alla conoscenza delle poste in gioco e dei problemi internazionali che governo e popolo svizzero hanno dovuto affrontare dal 1945; auspicano, per altro, di poter indicare dei punti di riferimento fondamentali anche a tutti coloro che si preoccupano di come viene formulata e condotta la politica estera (cittadini, ricercatori, analisti, giornalisti) o che ne sono responsabili (alte cariche federali, funzionari, diplomatici, parlamentari).

Ginevra, Berna, febbraio 2001

Commissione per la pubblicazione
di documenti diplomatici svizzeri:
JEAN-CLAUDE FAVEZ, *presidente*
CHRISTOPH GRAF, *vicepresidente*

II. INTRODUCTION

Le volume 18 des *Documents diplomatiques suisses* couvre la période de juillet 1949 à avril 1952. La situation internationale est marquée par la tension grandissante entre les deux blocs; elle connaît son paroxysme dans le conflit qui éclate et se poursuit en Corée.

Dans ce contexte, la conduite de la politique de neutralité est soumise à une épreuve majeure. En effet, liée sur le plan moral et économique au bloc occidental, la Suisse doit-elle pour autant participer aux interdictions d'exportations de tous les produits dits stratégiques, décrétées par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, à l'encontre des Etats communistes? Face à ces pressions comment faire prévaloir la neutralité proclamée de la Suisse?

Après bien des discussions, les responsables américains acceptent partiellement le principe du «courant normal» revendiqué par la Suisse dans ses échanges économiques avec les pays du bloc communiste. En proposant des listes de produits interdits à l'exportation vers les pays communistes, les Etats-Unis imposent pratiquement à la Suisse l'obligation de les prendre en compte si elle veut s'épargner des sanctions sur le marché américain; aussi l'arrangement convenu entre les deux gouvernements connu en tant que «*Hotz-Linder Gentlemen's Agreement*» constitue-t-il une «solution pratique» qui permet surtout à la Suisse de développer ses échanges avec son principal partenaire commercial que sont les Etats-Unis; malgré les exigences de ces derniers, les modalités prévues sauvegardent, aux yeux du Conseil fédéral, sa politique de neutralité. Celle-ci trouve d'ailleurs dans le conflit de Corée une occasion d'en faire valoir l'intérêt. En effet, la Suisse est sollicitée à faire partie de la Commission internationale de contrôle de l'armistice en Corée, mission qu'elle accepte en y détachant des officiers aux côtés d'autres délégations militaires placées sur la ligne séparant les deux Corées.

Sur le plan multilatéral, la diplomatie suisse poursuit sa coopération au sein de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) et de l'Union européenne des paiements (UEP), à laquelle elle adhère en 1950. En revanche, elle se tient à l'écart du Conseil de l'Europe qui vient d'être créé; le jugeant trop politique, elle se contente d'y envoyer des représentants qui prennent part aux travaux des comités techniques. Face au Plan Schuman dont on mesure bien à Berne l'importance pour l'économie suisse, il s'agit pour l'instant d'en suivre la mise en œuvre, mais il n'est pas question de s'y associer.

Quant aux relations avec l'Organisation des Nations Unies (ONU), elles sont de plus en plus étroites et concrètes du fait de l'installation progressive à Genève d'organisations spécialisées, au sein desquelles travaillent de plus en plus de fonctionnaires et experts suisses dont certains y assument des responsabilités. De la sorte, les responsables de la diplomatie suisse sont informés à bonne source des affaires traitées et des questions mises à l'ordre du jour des conférences ou réunions spéciales des organisations internatio-

nales auxquelles la Suisse a adhéré. Le gouvernement fédéral refuse en revanche de prendre part aux travaux du General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), dont le secrétariat est installé à Genève, argumentant de son manque d'universalité, mais il ne s'oppose pas à l'émission d'emprunts en Suisse par la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), bien qu'il n'en soit pas membre.

Sur le plan économique, ce sont les négociations au sujet de la mise en œuvre de l'accord de Washington de 1946 qui occupent encore une place importante. Il s'agit notamment de régler la question des avoirs privés allemands bloqués en Suisse et du séquestre de sociétés suisses qualifiées «propriété allemande» par les Alliés. Le règlement de ce long contentieux est renvoyé à un arrangement direct à négocier entre la Suisse et la nouvelle République fédérale d'Allemagne. S'y ajoute le problème plus complexe encore du sort des avoirs en déshérence dans les banques et sociétés suisses, ayant appartenu à des victimes du pouvoir hitlérien; les modalités d'un règlement proposées par le gouvernement suisse sont discutées avec les représentants d'organisations juives américaines.

D'autres questions économiques et financières qui préoccupent le gouvernement fédéral ont trait aux conséquences de la dévaluation de la livre sterling sur le commerce extérieur suisse, aux négociations épineuses menées avec les Etats-Unis; premier partenaire commercial de la Suisse, les Etats-Unis exigent notamment l'introduction d'une «clause échappatoire» dans l'accord de commerce de 1936, les autorisant à supprimer unilatéralement certaines conditions d'échanges prévues dans l'accord avec leur partenaire. Comportant d'autres aspects qu'économiques, la vente et l'achat de matériel de guerre, notamment aux Etats-Unis, représentent un enjeu considérable sans oublier les ventes d'armes à la France, à l'Egypte et à Israël effectuées ou envisagées durant la période. L'influence des milieux suisses de l'industrie de l'armement non seulement auprès des autorités fédérales, mais aussi directement auprès de gouvernements étrangers intéressés à l'acquisition de matériel suisse, est une donnée non négligeable du rôle international de la Suisse dans un contexte de conflits ouverts ou de préparatifs de guerre qui marquent le début des années cinquante. Dans ce domaine, le Conseil fédéral doit élaborer des compromis touchant aussi bien sa politique de neutralité que la législation sur l'exportation de matériel de guerre pour tenir compte des besoins de la défense nationale.

Quant à la politique de sécurité intérieure et extérieure, les documents apportent un éclairage original sur le regard que portent de hauts responsables étrangers sur la fonction stratégique de la neutralité suisse et sur la capacité de défense du pays. Sont aussi documentées des mesures concrètes envisagées en cas de conflit en Europe pour mettre en sécurité les réserves or de la Banque nationale ou pour assurer l'ordre intérieur en cas de troubles.

Ce sont les rapports bilatéraux qui comptent le plus grand nombre de documents retenus ici. Dans les relations de la Suisse avec ses divers partenaires, ce sont les questions économiques qui dominent, mais celles-ci contiennent souvent une dimension politique; des questions proprement politiques, diplomatiques, culturelles et humanitaires n'en ont pas moins

été aussi prises en considération, quand elles ont paru significatives, voire exceptionnelles.

Tout à fait original apparaît le début de la coopération économique et surtout financière avec l'Afrique du Sud. Complexes et incertaines sont les relations avec les nouvelles entités étatiques allemandes mises en place, donnant naissance à la République fédérale d'Allemagne (RFA) et à la République démocratique allemande (RDA) que Berne hésite à reconnaître. La diplomatie suisse s'évertue à affirmer le principe de l'unité de l'Etat allemand, estimant que les deux entités créées par les Puissances victorieuses ne sont que provisoires; mais à la suite de l'engagement des nouvelles autorités de Bonn à assumer les charges de l'ancien Etat allemand, elle se résout à procéder à la reconnaissance de la RFA avec laquelle elle réussit à apurer l'essentiel du contentieux résultant des obligations économiques et financières de l'ancien Reich à l'égard de la Suisse. Berne doit procéder à une réorganisation de sa représentation diplomatique et consulaire dans la nouvelle République fédérale et trouver avec cette dernière des arrangements de tous ordres pour reprendre les activités d'échanges commerciaux, mais aussi des personnes, prenant en compte la présence des Autorités d'occupation dont les compétences encore décisives au début de la période prise en considération sont progressivement dévolues aux nouvelles autorités allemandes. Avec la RDA, des solutions pragmatiques sont mises en œuvre afin de préserver les intérêts des milliers de Suisses établis dans la zone soviétique, à défaut de pouvoir conclure avec le Gouvernement est-allemand un accord similaire à celui qui a été signé avec Bonn, accord qui lui aurait permis de le reconnaître et d'établir des relations diplomatiques normales avec Berlin-Est.

Un autre défi s'est posé à la diplomatie suisse au moment du succès de la Révolution chinoise à la fin de 1949: fallait-il suivre dans sa retraite à Taïwan le gouvernement du Généralissime Tchang Kai-Chek et rester solidaire des Puissances occidentales qui refusèrent de nouer des contacts et de reconnaître les nouvelles autorités de la République populaire de Chine ou au contraire procéder à la reconnaissance de cette dernière, en faisant valoir la sauvegarde d'intérêts propres à la Suisse et sa politique de neutralité? Berne n'a jamais regretté d'avoir osé se singulariser par rapport au bloc occidental en installant sa représentation à Pékin dès 1950.

Comme dans les volumes précédents, nous n'avons pas pu retenir au chapitre des rapports bilatéraux des documents pour tous les pays avec lesquels la Suisse entretient des relations diplomatiques; nous avons dû nous limiter à choisir des documents qui rendent compte d'aspects significatifs d'affaires à régler telles que celles résultant en France des nationalisations ou des sanctions dont sont encore victimes des Suisses pour faits de collaboration ou celles relatives à l'indemnisation de dommages de guerre ou de mesures d'étatisation dans les pays communistes.

Très originales apparaissent les demandes de plusieurs gouvernements, notamment de l'Inde et du Pakistan pour l'envoi d'officiers instructeurs pour former des troupes de skieurs militaires dans la région du Cachemire, ou encore pour la désignation d'une haute personnalité suisse pour administrer l'organisation envisagée d'un plébiscite au Cachemire. Quant à la réponse du Gou-

vernement fédéral au Gouvernement iranien, sollicitant l'envoi d'experts suisses, lors du conflit entre Téhéran et Londres, résultant de la nationalisation de l'industrie pétrolière en Iran, elle montre la réticence de Berne à contrarier la Grande-Bretagne engagée dans un bras de fer avec Mossadegh.

Nous avons aussi jugé utile de documenter les considérations développées au sein de l'Administration fédérale au sujet de la création de nouvelles représentations diplomatiques dans des pays tels que l'Indonésie, Israël, Jordanie ainsi que du développement des services au sein de certaines Légations en y installant des attachés sociaux ainsi que des attachés militaires.

Quelques documents rendent compte d'aspects particuliers de la politique fédérale qu'il s'agisse du droit de parole et de publication d'étrangers en Suisse, de son soutien à des projets d'émigration au Brésil, d'aide aux réfugiés de la guerre de Corée ou du sort des enfants grecs victimes de la guerre civile ou encore du début de l'aide économique ou de la coopération technique aux pays économiquement arriérés, dont le premier bénéficiaire est le Népal.

Enfin, sur toutes les questions documentées ou suggérées ici ainsi que sur des thèmes qui ne sont pas documentés dans ce volume faute d'espace, nous renvoyons à la banque de données DoDiS (www.dodis.ch) qui fournit des informations aussi bien sur les différents dossiers généraux et bilatéraux que sur les personnes, les sociétés et les institutions concernées. Des documents sélectionnés, non reproduits ici, y sont accessibles sous forme d'image électronique.

Il nous reste à exprimer notre reconnaissance aux collaboratrices et collaborateurs qui ont pris part régulièrement – ou pour un temps limité – au dépouillement des archives, à la sélection des documents, à leur saisie dans la banque de données et à leur annotation: Mauro Cerutti, Michele Coduri, Séverine Cuendet, Eric Flury-Dasen, Sébastien Guex, Roland Maurhofer, Therese Steffen Gerber, Luc van Dongen et Sacha Zala. A la suite du départ de certains d'entre eux, deux nouveaux collaborateurs ont rejoint l'équipe à la fin de la préparation du volume: Damien Carron et Dario Gerardi qui ont contribué à l'établissement des index. Daniel Bourgeois, dont les conseils sont toujours appréciés, a accepté de procéder à la révision finale du texte; qu'il reçoive ici l'expression de notre amicale reconnaissance. La transcription des documents a été confiée à Prisca Zingg tandis que la saisie par image des documents a été effectuée par Olivier Bayard, puis par Boris Burri; qu'ils en soient l'une et l'autre remerciés. Notre reconnaissance s'adresse bien entendu aux collaborateurs des Archives fédérales et à leur directeur, Christoph Graf, pour leur constant soutien. Elle s'adresse encore au Fonds national de la recherche scientifique (FNRS) qui a rendu possible la poursuite de cette entreprise et qui renouvelle son soutien à la publication ainsi qu'à l'Académie suisse des sciences humaines et sociales (ASSH) qui a approuvé l'intégration de notre projet dans ses programmes de longue durée, lui assurant ainsi un financement pluriannuel. Le transfert de compétence, dans la prise en charge de notre projet, du Fonds national de la recherche scientifique à l'Académie suisse des sciences humaines et sociales s'est effectué de la façon la plus harmonieuse possible, grâce au dévouement et au savoir-faire de Rudolf Bolzern pour le FNRS et de Beat Sitter-Liver et Markus Zürcher pour l'ASSH.

En outre, une convention de collaboration signée avec le Département fédéral des Affaires étrangères, engage ce dernier à renouveler son appui financier et prévoit surtout une coopération entre notre équipe de chercheurs et le service historique du Centre d'analyse et de prospective dirigée par l'Ambassadeur Georges Martin; que l'un et l'autre trouvent ici l'expression de notre profonde reconnaissance!

Ainsi les nouvelles synergies développées au sein de l'ASSH, des Universités et de l'Administration fédérale apportent des gages de continuité à notre entreprise d'historiens; ces nouvelles conditions procurent au programme de recherche DDS la possibilité de maintenir et de développer la qualité des compétences qu'exige la connaissance d'une des dimensions essentielles que sont les relations internationales dans les activités et le devenir d'un pays comme la Suisse.

Genève, février 2001 ANTOINE FLEURY

II. EINLEITUNG

Der Band 18 der *Diplomatischen Dokumente der Schweiz* deckt die Zeitperiode zwischen Juli 1949 und April 1952 ab. Die internationale Situation war in dieser Phase geprägt durch die zunehmende Spannung zwischen den beiden Blöcken, welche im Koreakrieg einen Kulminationspunkt erreichte.

Vor diesem Hintergrund wurde die schweizerische Neutralitätspolitik einer beträchtlichen Prüfung unterzogen. Sollte die moralisch und wirtschaftlich mit dem Westblock verbundene Schweiz am Embargo für strategische Güter, welches von den USA gegen die kommunistischen Staaten verhängt worden war, teilnehmen? Wie konnte – angesichts eines solchen Drucks – die schweizerische Neutralität geltend gemacht werden?

Nach längeren Diskussionen akzeptierten die amerikanischen Verantwortlichen teilweise das Prinzip des «courant normal», welches von der Schweiz im Handel mit kommunistischen Staaten gefordert wurde. Die USA legten der Schweiz Listen jener Güter vor, deren Export in kommunistische Staaten untersagt war. Dadurch zwangen sie die Schweiz, wollte diese auf dem amerikanischen Markt keine Sanktionen erleiden, zur formellen Annahme. Die zwischen den beiden Regierungen getroffene Vereinbarung – bekannt unter der Bezeichnung «*Hotz-Linder Gentlemen's Agreement*» – stellte eine «praktische Lösung» dar, die es der Schweiz in erster Linie ermöglichte, ihren Handel mit den USA, dem wichtigsten Handelspartner, weiter auszubauen. Ungeachtet der amerikanischen Forderungen wurde die schweizerische Neutralitätspolitik – aus Sicht des Bundesrates – mit den in Aussicht genommenen Bestimmungen gewahrt. Die Schweiz fand indessen im Koreakrieg eine andere Möglichkeit, ihre Bedeutung zu unterstreichen, wurde sie doch angefragt, an der internationalen Kommission neutraler Staaten zur Waffenstillstandskontrolle in Korea teilzunehmen. Diese Aufgabe nahm sie an, indem schweizerische Offiziere an die Seite anderer Militärdelegationen nach Korea abgeordnet wurden.

Auf multilateraler Ebene führte die schweizerische Diplomatie ihre Kooperation im Rahmen der Organisation für europäische wirtschaftliche Zusammenarbeit (OECE) und der Europäische Zahlungsunion (EZU), welcher sie 1950 beitrat, weiter. Sie blieb hingegen dem neu gegründeten Europarat fern, den sie als zu politisch bezeichnete. Sie begnügte sich damit, Vertreter in technische Komitees zu entsenden. Beim Schuman-Plan, über dessen Bedeutung für die schweizerische Wirtschaft man sich in Bern durchaus bewusst war, ging es einstweilen lediglich darum, die Implementierung zu beobachten; von einer Beteiligung war dagegen nie die Rede.

Mit der steigenden Anzahl von Spezialorganisationen in Genf gestalteten sich die Beziehungen der Schweiz zur UNO immer enger und konkreter. Zudem arbeiteten dort immer mehr schweizerische Beamten und Experten, von denen einige gar hohe Funktionen übernahmen. Die Verantwortlichen der Schweizer Diplomatie waren somit aus guter Quelle über Themen und Fragen

informiert, die an Konferenzen oder Spezialsitzungen von Organisationen, denen die Schweiz angehörte, behandelt wurden. Die schweizerische Regierung lehnte jedoch eine Teilnahme an den Vorarbeiten zum General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), dessen Sekretariat in Genf installiert worden war, ab. Grund für die Absage bildete aus Schweizer Sicht die fehlende Universalität der Organisation. Obwohl selbst kein Mitglied, willigte der Bundesrat hingegen in die Ausgabe von Anleihen durch die Internationale Bank für Wiederaufbau und Entwicklung (BIRD) in der Schweiz ein.

Auf wirtschaftlicher Ebene beanspruchten die Verhandlungen zur Inkraftsetzung des Washingtoner Abkommens von 1946 einen wichtigen Platz. Hier handelte es sich namentlich um die Regelung der in der Schweiz blockierten deutschen Privatguthaben und um die Beschlagnahmung des Vermögens schweizerischer Firmen, die von den Alliierten als mehrheitlich unter «deutschem Eigentum» stehend betrachtet wurden. Die Lösung dieses langwierigen Rechtsstreits wurde von einer zwischen der Schweiz und der Bundesrepublik Deutschland zu treffenden Vereinbarung abhängig gemacht. Hinzu kam hier die komplexe Frage des Schicksals der auf schweizerischen Banken und Gesellschaften liegenden nachrichtenlosen Vermögen, welche Opfern des Hitlerregimes gehörten. Die von der schweizerischen Regierung vorgeschlagenen Ausführungsbestimmungen einer solchen Regelung wurden mit Vertretern amerikanischer jüdischer Organisationen besprochen.

Die eidgenössische Regierung beschäftigte sich mit anderen Wirtschafts- und Finanzangelegenheiten. So etwa mit den Folgen, die sich aus der Abwertung des Pfund Sterling auf den schweizerischen Aussenhandel ergaben oder mit den heiklen Verhandlungen mit den USA. Der wichtigste Handelspartner der Schweiz verlangte die Aufnahme einer «Ausweichklausel» in den Handelsvertrag von 1936, welche ihn ermächtigen sollte, einseitig bestimmte Handelsbedingungen, die im Vertrag vorgesehen worden waren, zu kündigen. Der An- und Verkauf von Kriegsmaterial, in erster Linie mit den USA, aber auch abgewickelte oder angestrebte Waffenlieferungen nach Frankreich, Ägypten und Israel betrafen andere als wirtschaftliche Aspekte und spielten eine beträchtliche Rolle. Der Einfluss der schweizerischen Waffenindustrie, sowohl bei eidgenössischen Behörden als auch direkt bei am Erwerb schweizerischen Materials interessierten ausländischen Regierungen, verkörperte eine nicht zu unterschätzende Gegebenheit in der internationalen Rolle der Schweiz im Kontext offener Konflikte oder Kriegsvorbereitungen, wie sie den Beginn der fünfziger Jahre prägten. Um den Erfordernissen der Landesverteidigung Rechnung zu tragen, war der Bundesrat auf diesem Gebiet zu Kompromissen bereit, welche sowohl seine Neutralitätspolitik, als auch die Gesetzgebung zum Kriegsmaterialexport betrafen.

Was die Politik der inneren und äusseren Sicherheit anbelangt, geben die Dokumente Auskunft über die Einschätzung hoher ausländischer Verantwortlicher auf die strategische Funktion und die Neutralität der Schweiz sowie auf die Verteidigungsfähigkeiten des Landes. Dokumentiert werden auch die konkreten Massnahmen, welche im Fall eines europäischen Konflikts zur Sicherstellung der Goldreserven der Nationalbank oder zur Aufrechterhaltung der inneren Ordnung im Fall von Unruhen vorgesehen waren.

Der grösste Teil der abgedruckten Dokumente betrifft jedoch die bilateralen Beziehungen der Schweiz. In ihren Beziehungen zu verschiedenen Partnern dominierten wirtschaftliche Fragen, die indessen oft eine politische Dimension aufwiesen. Fragen rein politischer, diplomatischer, kultureller oder humanitärer Natur wurden ebenso berücksichtigt, wenn sie bedeutsam, ja aussergewöhnlich erschienen.

Der Beginn der wirtschaftlichen und vor allem finanziellen Zusammenarbeit mit Südafrika sticht besonders hervor. Komplex und unsicher waren die Beziehungen mit den neuen deutschen Behörden sowie mit der späteren Bundesrepublik Deutschland (BRD) und der Deutschen Demokratischen Republik (DDR), deren letzteren Anerkennung Bern indessen auswich. Die schweizerische Diplomatie bemühte sich, die Einheit Deutschlands zu beteuern und hoffte, dass die durch die Siegermächte geschaffenen Einheiten keinen Bestand haben würden. Als Folge der Zusage der neuen Bonner Behörden, die Schulden des ehemaligen deutschen Staates zu übernehmen, beschloss die Schweiz, die BRD anzuerkennen. Sie klärte mit ihr den grössten Teil der sich aus den wirtschaftlichen und finanziellen Verpflichtungen des ehemaligen Reichs gegenüber der Schweiz ergebenden Rechtsfragen. Für Bern wurde dadurch eine Reorganisation seiner diplomatischen und konsularischen Vertretung in der neuen Bundesrepublik erforderlich; gleichzeitig mussten mit der BRD eine Vielzahl von Abkommen getroffen werden, um etwa die Handelsbeziehungen sowie den Personenverkehr wieder aufzunehmen. In diesen Angelegenheiten kamen die schweizerischen Behörden nicht umhin, Rücksicht auf die Besatzungsbehörden zu nehmen. Diese besassen besonders zu Beginn der Periode noch entscheidende aussenpolitische Kompetenzen, welche sie jedoch nach und nach an die neuen deutschen Behörden abtraten. Mit der ostdeutschen Regierung konnte kein Abkommen getroffen werden, welches dem mit der BRD geschlossenen Vertrag glich, und der es der Schweiz ermöglicht hätte, die DDR-Regierung anzuerkennen und normale diplomatische Beziehungen mit Ost-Berlin aufzunehmen. Aus diesem Grund strebte die Schweiz mit der DDR praktische Lösungen an, um die Interessen der mehreren tausend in der Sowjetzone wohnhaften Schweizer aufrechtzuerhalten.

Im Falle der erfolgreichen chinesischen Revolution Ende 1949 wurde die schweizerische Diplomatie vor eine andere Herausforderung gestellt: Sollte die Schweiz der Regierung Tschiang-Kai-Cheks in ihren Rückzug nach Taiwan folgen und sich mit den Westmächten solidarisch zeigen, die eine Kontaktaufnahme und eine Anerkennung der neuen Behörden der Volksrepublik Chinas verweigerten? Oder sollte die Schweiz im Gegenteil die neue Regierung anerkennen, indem sie die Aufrechterhaltung ihrer Interessen wie auch die Neutralitätspolitik geltend machte? Bern bereute es nie, mit der Einrichtung einer Vertretung in Peking ab 1950 gegenüber den Westmächten den Alleingang gewagt zu haben.

Wie in den vorangehenden Bänden konnten wir nicht alle Staaten berücksichtigen, mit denen die Schweiz diplomatische Beziehungen unterhielt. Wir mussten uns vielmehr auf eine Auswahl von Dokumenten beschränken, welche aussagekräftige Aspekte von Problemen aufzeigen. Genannt seien hier nur

jene Schwierigkeiten, die sich aus den Nationalisierungen in Frankreich sowie den Sanktionen, welchen Schweizern aus Kollaborationsgründen zum Opfer fielen, ergaben. Aber auch Fragen im Zusammenhang mit Kriegsentschädigungen oder Verstaatlichungen in kommunistischen Ländern werden behandelt.

Aussergewöhnlich erscheinen die Anfragen verschiedener Regierungen, insbesondere Indiens und Pakistans, für die Entsendung von Instruktionsoffizieren zur Ausbildung von militärischen Skitruppen in der Kaschmirregion oder für die Wahl einer höheren schweizerischen Persönlichkeit zur Organisation eines Plebiszits in Kaschmir. Berns Zögern, Grossbritannien in seiner Kraftprobe mit Mossadegh zu behindern, spiegelt die bundesrätliche Antwort an die iranische Regierung, welche um die Entsendung schweizerischer Experten für den zwischen London und Teheran angesichts der Verstaatlichung der iranischen Ölindustrie ausgebrochenen Konflikt ansucht.

Wir haben es für nützlich befunden, die in der Bundesverwaltung entwickelten Überlegungen zur Frage der Errichtung neuer diplomatischer Vertretungen in Staaten wie Indonesien, Israel, Jordanien zu dokumentieren. Ebenfalls erschien uns der Ausbau der Dienste einzelner Gesandtschaften durch Sozial- und Militärattachés von Bedeutung.

Einige Dokumente zeigen bestimmte Aspekte der eidgenössischen Politik auf: So die Frage von Reden und Veröffentlichungen von Ausländern in der Schweiz, die Unterstützung von Emigrationsprojekten nach Brasilien, die Hilfe an Kriegsflüchtlinge aus Korea oder das Schicksal griechischer Kinder als Opfer des Bürgerkriegs oder auch der Beginn der Wirtschaftshilfe oder der technischen Kooperation mit wirtschaftlich zurückgebliebenen Staaten, wobei Nepal als erstes Land in den Genuss dieser Hilfe kam.

Zu all den hier aufgeworfenen Fragen sowie zu Themen, welche aus Platzgründen nicht in den Band aufgenommen werden konnten, verweisen wir auf die Datenbank DoDiS (www.dodis.ch). Sie liefert Informationen sowohl zu verschiedenen thematischen Dossiers wie auch zu Dossiers zu den bilateralen Beziehungen, ebenso wie zu Personen, Organisationen und Institutionen. Ferner sind ausgewählte Dokumente, die nicht in diesem Band abgedruckt werden konnten, als elektronische Bilder zugänglich.

Wir möchten schliesslich allen wissenschaftlichen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern unseren Dank auszudrücken, die ununterbrochen oder für eine bestimmte Zeit bei der Suche und Selektion von Dokumenten, deren Aufnahme in die Datenbank sowie der Herstellung des wissenschaftlichen Apparates teilgenommen haben: Mauro Cerutti, Michele Coduri, Séverine Cuendet, Eric Flury-Dasen, Sébastien Guex, Roland Maurhofer, Therese Steffen Gerber, Luc van Dongen und Sacha Zala. Da einige von ihnen in der Zwischenzeit neue Tätigkeitsfelder gefunden haben, sind zwei neue Mitarbeiter in der Phase der Schlussredaktion des Bandes zu uns gestossen: Damien Carron und Dario Gerardi haben die verschiedenen Register im Anhang erstellt. Daniel Bourgeois stand uns mit willkommenen Ratschlägen zur Seite und hat darüber hinaus die Aufgabe übernommen, die definitive Version des Textes zu prüfen; ihm wollen wir unseren herzlichen Dank aussprechen. Die Transkription der Dokumente wurde Prisca Zingg anvertraut. Die elektronische

Erfassung der Dokumente hat Olivier Bayard, nachfolgend Boris Burri übernommen. Ihnen allen danken wir an dieser Stelle. Unsere Verbundenheit gilt auch den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern des Bundesarchivs und seinem Direktor Christoph Graf für ihre konstante Unterstützung. Sie richtet sich auch an den Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung (SNF), welcher die Fortsetzung dieses Unternehmens ermöglicht und seine Publikationsunterstützung erneuert hat. Unser Dank geht auch an die Schweizerische Akademie für Geistes- und Sozialwissenschaften (SAGW), welche bereit war, unser Projekt in ihr langfristiges Programm aufzunehmen, um ihm dadurch eine mehrjährige Finanzierung zu garantieren. Die Übertragung der Kompetenzen und der generellen Verantwortung unseres Projekts vom schweizerischen Nationalfonds auf die Schweizerische Akademie für Geistes- und Sozialwissenschaften gestaltete sich sehr erfreulich. Dies dank der Einsatzbereitschaft und dem Know-how von Rudolf Bolzern für den SNF, von Beat Sitter-Liver und Markus Zürcher für die SAGW. Durch eine mit dem Eidgenössischen Departement für auswärtige Angelegenheiten unterzeichnete Abmachung zur Zusammenarbeit übernimmt letzteres die Erneuerung seiner finanziellen Unterstützung. Vor allem entsteht dadurch aber eine Kooperation zwischen unserer Forschungsgruppe und dem Historischen Dienst des Zentrums für Analyse und prospektive Studien unter der Leitung von Botschafter Georges Martin. Ihnen allen sei hiermit zutiefst gedankt.

Die durch die Zusammenarbeit von SAGW, Universitäten und Bundesverwaltung entstandenen Synergien ermöglichen die Sicherung des Fortbestands unseres historischen Unternehmens. Die so entstandenen neuen Arbeitsbedingungen gestatten dem Forschungsprogramm DDS, die Fachkenntnisse nicht nur aufrecht zu erhalten, sondern auch weiterzuentwickeln. Sie liefern damit einen Beitrag zur vertieften Kenntnis der internationalen Beziehungen der Schweiz, die eine wesentliche Dimension im Handeln und der Zukunft eines Landes darstellen.

Genf, Februar 2001 ANTOINE FLEURY

II. INTRODUZIONE

Il volume 18 dei *Documenti diplomatici svizzeri* copre un periodo (luglio 1949–aprile 1952) in cui la situazione internazionale è caratterizzata da una tensione crescente tra i due blocchi, culminante nel conflitto che scoppia e prosegue in Corea.

In tale contesto la prassi della politica di neutralità subisce una prova importante. In effetti la Svizzera, legata al blocco occidentale sul piano sia morale sia economico, dovrebbe partecipare al blocco delle esportazioni verso gli Stati comunisti, decretato sui cosiddetti prodotti strategici dal governo degli Stati Uniti d'America? Di fronte a queste pressioni, come far prevalere la neutralità proclamata dalla Svizzera?

Dopo parecchie discussioni i responsabili americani accettano parzialmente il principio del cosiddetto «*courant normal*», rivendicato dalla Svizzera nei suoi scambi economici coi paesi del blocco comunista. Proponendo liste di prodotti soggetti a divieto d'esportazione verso tali paesi, Washington praticamente costringe Berna a tenerne conto per evitare sanzioni sul mercato americano. Il compromesso raggiunto tra i due governi, noto come «*Hotz-Linder Gentlemen's Agreement*», costituisce una «soluzione pratica» che permette soprattutto alla Svizzera di sviluppare scambi con gli Stati Uniti, suo partner commerciale principale; nonostante le richieste americane, le modalità previste dall'accordo salvaguardano, stando al Consiglio federale, la politica elvetica di neutralità. L'utilità di quest'ultima, del resto, ha occasione di emergere nella guerra di Corea: sollecitata a far parte della Commissione internazionale per il controllo dell'armistizio in Corea, la Svizzera accetta la missione distaccando suoi ufficiali, che si uniscono alle altre delegazioni militari sulla linea di demarcazione tra le due Coree.

Sul piano multilaterale, la diplomazia svizzera continua a cooperare in seno sia all'Organizzazione Europea di Cooperazione Economica (OECE) sia all'Unione Europea dei Pagamenti (UEP), a cui aderisce nel 1950. Si tiene invece a distanza dal neoistituito Consiglio d'Europa: giudicandolo troppo politico, si accontenta di inviarvi rappresentanti che partecipano ai lavori dei comitati tecnici. Quanto al Piano Schuman, di cui Berna comprende bene l'importanza per l'economia svizzera, per il momento si tratta di seguirne l'attuazione, ma associarvisi è escluso.

I rapporti con l'Organizzazione delle Nazioni Unite (ONU) si fanno sempre più stretti e concreti perché a Ginevra si insediano progressivamente organizzazioni specializzate, in cui lavora – talvolta assumendo cariche importanti – un numero crescente di funzionari ed esperti svizzeri; i responsabili della diplomazia svizzera sono informati da buona fonte, perciò, sugli affari trattati e sui punti all'ordine del giorno nelle conferenze o riunioni speciali delle organizzazioni internazionali a cui la Svizzera ha aderito. Il Consiglio federale rifiuta invece di partecipare ai lavori del General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), la cui segreteria ha sede a Ginevra, argomentando che non si

tratta di un'organizzazione universale; non si oppone, peraltro, ai prestiti emessi in territorio svizzero dalla Banca Internazionale per la Ricostruzione e lo Sviluppo (BIRS), benché la Svizzera non ne sia membro effettivo.

Sul piano economico, a svolgere ancora un ruolo importante sono i negoziati sull'implementazione dell'accordo di Washington del 1946. Si tratta, in particolare, di regolare la questione degli averi privati tedeschi bloccati in Svizzera e del sequestro di società svizzere definite di «proprietà tedesca» dagli Alleati; la sistemazione di questo lungo contenzioso è rinviata a un futuro accordo diretto tra la Svizzera e la nuova Repubblica federale di Germania. Un problema ancor più complesso è la sorte degli averi che, appartenuti alle vittime del regime nazionalsocialista, ora sono in giacenza nelle banche e società elvetiche; le modalità di soluzione proposte da Berna vengono discusse con i rappresentanti di organizzazioni ebraiche americane.

Altre questioni economiche e finanziarie che preoccupano il Consiglio federale riguardano da un lato le conseguenze della svalutazione della sterlina sul commercio estero svizzero, dall'altro gli spinosi negoziati con gli Stati Uniti, primo partner commerciale: Washington, in particolare, esige l'introduzione di una clausola derogatoria (*escape clause*) nel patto commerciale del 1936 tra i due paesi, che la autorizzi a sopprimere unilateralmente certe condizioni di scambio previste dall'accordo. Comportando implicazioni non solo economiche, la vendita e l'acquisto di materiale bellico (segnatamente negli Stati Uniti) rappresentano una posta in gioco considerevole; lo stesso vale per le vendite di armi alla Francia, all'Egitto e a Israele effettuate o previste nel periodo qui preso in esame. L'influsso esercitato dagli ambienti svizzeri dell'industria bellica – non solo sulle autorità federali, ma anche direttamente sui governi stranieri interessati all'acquisto di materiale elvetico – è un dato non trascurabile del ruolo internazionale svolto dalla Svizzera nel contesto dei conflitti aperti (o dei preparativi di guerra) che segnano gli inizi degli anni Cinquanta. In questo campo il Consiglio federale, per tenere conto dei bisogni dettati dalla difesa nazionale, deve elaborare compromessi che toccano sia la sua politica di neutralità sia la legislazione sull'esportazione di materiale bellico.

Quanto alla politica di sicurezza interna ed esterna, i testi qui riprodotti gettano una luce originale sul modo in cui alti responsabili stranieri vedono la funzione strategica della neutralità svizzera e la capacità di difesa del paese; documentano, inoltre, certe misure concrete previste – nel caso di un conflitto in Europa – per mettere al sicuro le riserve auree della Banca nazionale o per ristabilire, se necessario, l'ordine interno.

Il numero maggiore dei documenti riguarda i rapporti bilaterali. A dominare nelle relazioni con i vari partner della Svizzera sono le questioni economiche, che spesso però comprendono anche aspetti politici; non sono state dimenticate, tuttavia, anche le questioni propriamente politiche, diplomatiche, culturali e umanitarie, ove sembrassero significative o addirittura eccezionali.

Se affatto originale appare l'inizio della cooperazione economica e soprattutto finanziaria con il Sudafrica, complesse e incerte sono le relazioni con le nuove entità statali nate in Germania (Repubblica federale di Germania e Repubblica democratica tedesca, che Berna esita a riconoscere). La

diplomazia svizzera si sforza di affermare il principio dell'unità dello Stato tedesco, ritenendo che le due entità create dai vincitori della guerra mondiale siano solo provvisorie; quando però le nuove autorità di Bonn si impegnano ad assumersi gli oneri dell'ex Reich, Berna decide di riconoscere la Repubblica federale, con cui riesce a liquidare il grosso del contenzioso legato agli obblighi economici e finanziari tedeschi nei confronti della Svizzera. Oltre a dover riorganizzare la propria rappresentanza diplomatica e consolare nella nuova Repubblica federale e stipulare con quest'ultima accordi d'ogni genere per riprendere le attività di scambio commerciale, la Svizzera deve reperire personale e tenere conto della presenza delle autorità occupanti, le cui competenze, ancora decisive all'inizio del periodo qui preso in esame, vengono trasferite progressivamente alle nuove autorità tedesche. Con la Repubblica democratica, non potendo concludere un accordo simile a quello firmato con Bonn (che le permetterebbe di riconoscere e istituire rapporti diplomatici normali con Berlino-Est), Berna adotta soluzioni pragmatiche, per tutelare gli interessi delle migliaia di svizzeri residenti nella zona sovietica.

Un'altra sfida per la diplomazia svizzera si pone, alla fine del 1949, con il successo della Rivoluzione cinese: occorre seguire il governo del generalissimo Chiang Kai-shek nella sua ritirata a Formosa, restando solidali con le potenze occidentali che rifiutano di contattare e riconoscere le nuove autorità della Repubblica popolare cinese, oppure procedere al riconoscimento di quest'ultima, salvaguardando interessi propri della Svizzera e la sua politica di neutralità? Insediando una rappresentanza diplomatica a Pechino (1950), Berna non rimpiangerà mai di avere osato assumere una posizione diversa da quella del blocco occidentale.

Come nei volumi precedenti, nel capitolo sui rapporti bilaterali non abbiamo potuto pubblicare documenti per tutti i paesi con cui la Svizzera mantiene relazioni diplomatiche. Ci siamo dovuti limitare a scegliere testi che mostrassero aspetti significativi di problemi da regolare: in Francia la questione delle nazionalizzazioni o le sanzioni per collaborazionismo ancora inflitte a svizzeri, altrove indennizzi per danni di guerra, nei paesi comunisti misure di nazionalizzazione e così via.

Molto originali appaiono le domande di vari governi, in particolare della India e del Pakistan, perché Berna invii ufficiali istruttori incaricati di formare truppe di sciatori nel Kashmir, o perché designi un esponente svizzero che amministri l'organizzazione prevista per un plebiscito nella regione. Quanto alla richiesta del governo iraniano per un invio di esperti svizzeri (durante il conflitto tra Teheran e Londra sulla nazionalizzazione dell'industria petrolifera in Iran), la risposta di Berna mostra la sua reticenza a contrariare la Gran Bretagna, impegnata in un braccio di ferro con Mossadegh.

Abbiamo ritenuto utile anche documentare le considerazioni dell'amministrazione federale sulla creazione di nuove rappresentanze diplomatiche in paesi quali Indonesia, Israele e Giordania, così come sullo sviluppo dei servizi di certe legazioni con l'insediamento di addetti sociali o addetti militari.

Taluni documenti mostrano aspetti particolari della politica federale, quali il diritto di parola e di pubblicazione per gli stranieri in Svizzera, il sostegno a progetti d'emigrazione verso il Brasile, l'aiuto ai profughi della guerra di

Corea o la sorte dei bambini greci colpiti dalla guerra civile, ma anche gli inizi dell' aiuto economico o della cooperazione tecnica in paesi economicamente arretrati (primo tra i quali il Nepal).

Su tutti gli argomenti documentati o suggeriti nel volume, così come su altri temi non documentati per mancanza di spazio, rinviamo infine alla banca dati DoDiS (www.dodis.ch), che fornisce informazioni sia sui vari dossier generali e bilaterali sia su persone, società e istituzioni coinvolte: in tale sede sono accessibili sotto forma d'immagine elettronica altri documenti selezionati, che qui non abbiamo riprodotto.

Non ci resta che esprimere la nostra gratitudine alle collaboratrici e ai collaboratori che hanno preso parte regolarmente o per un periodo limitato allo spoglio degli archivi, alla selezione dei documenti, alla loro registrazione nella banca dati e alla loro annotazione: Mauro Cerutti, Michele Coduri, Séverine Cuendet, Eric Flury-Dasen, Sébastien Guex, Roland Maurhofer, Therese Steffen Gerber, Luc van Dongen e Sacha Zala. In seguito ad alcune partenze, al termine dei lavori di preparazione del volume l'équipe è stata completata da due nuovi membri: Damien Carron e Dario Gerardi, che hanno contribuito alla stesura degli indici. Daniel Bourgeois, i cui consigli sono sempre apprezzati, ha accettato di procedere alla revisione finale del testo, e qui gli esprimiamo la nostra amichevole riconoscenza. La trascrizione dei documenti è stata affidata a Prisca Zingg, mentre alla loro scansione elettronica hanno provveduto prima Olivier Bayard e poi Boris Burri: anche a loro vadano i nostri ringraziamenti. Per il costante aiuto ricevuto, siamo grati altresì al personale dell'Archivio federale e al suo direttore, Christoph Graf. Ringraziamo inoltre il Fondo nazionale per la ricerca scientifica (FNRS), che ha reso possibile proseguire questa impresa e che rinnova il suo sostegno alla pubblicazione, così come l'Accademia svizzera di scienze morali e sociali (ASSM), che integrando il nostro progetto nei suoi programmi a lungo termine gli ha assicurato un finanziamento pluriennale; nella presa in carico di tale progetto, il trasferimento di competenze dalla prima alla seconda istituzione è avvenuto nel modo più armonioso possibile, grazie alla dedizione e al know-how di Rudolf Bolzern (FNRS), Beat Sitter-Liver e Markus Zürcher (ASSM). Un'intesa di collaborazione firmata con il Dipartimento federale degli affari esteri, infine, impegna quest'ultimo a rinnovare il suo appoggio finanziario e prevede soprattutto una cooperazione tra la nostra équipe di ricerca e il servizio storico del Centro d'analisi e di prospettiva, diretto dall'ambasciatore Georges Martin; anche all'uno e all'altro siamo profondamente grati.

Le nuove sinergie sviluppatesi in seno all'ASSM, alle università e all'amministrazione federale danno quindi garanzie di continuità alla nostra impresa di storici. In questa nuova situazione il programma di ricerca dei *Documenti diplomatici svizzeri* ha la possibilità di mantenere e sviluppare la qualità delle competenze necessarie per conoscere bene le relazioni internazionali, dimensione essenziale ai fini delle attività e del divenire di un paese come la Svizzera.

Ginevra, febbraio 2001 ANTOINE FLEURY

III. ABRÉVIATIONS / ABKÜRZUNGEN

a.	alt
a. a. O.	am anderen Ort
ABS	Association suisse des Banquiers
a. c.	anno currente
ACF	Arrêté du Conseil fédéral
AF	Arrêté fédéral
Anm.	Anmerkung
AM	Aide-Mémoire
AS	Amtliche Sammlung der Bundesgesetze und Verordnungen der Schweizerischen Eidgenossenschaft
At	Antrag
Art. / art.	Artikel / article
AVS	Assurance-vieillesse et survivants
B	Bericht
BBl	Bundesblatt
BBC	Brown, Boveri & Cie.
betr.	betreffend
BIGA	Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BIT	Bureau international du travail
BNS / BN	Banque nationale suisse
BR	Bundesrat
BRD	Bundesrepublik Deutschland
BR-Prot.	Bundesratsprotokoll
BR-Prot.-V	Verhandlungsprotokoll des Bundesrates
BTA	Bureau of Technical Assistance
Bull. sén. CE	Bulletin sténographique du Conseil des Etats
Bull. sén. CN	Bulletin sténographique du Conseil national
BV	Bundesverfassung
bzw.	beziehungsweise
CA	Corps d'armée
ca.	circa
CDN	Commission de défense nationale
cdt.	commandant
CDU	Christlich Demokratische Union Deutschlands
CF	Conseil fédéral
cf.	confer
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CoCom	Coordinating Committee for Multilateral Export Controls
CP	Code pénal
DCA	Défense contre avions
DDS	Documents diplomatiques suisses / Diplomatische Dokumente der Schweiz
DDR	Deutsche Demokratische Republik
DFEP	Département fédéral de l'économie publique
DFFD	Département fédéral des finances et des douanes
DFI	Département fédéral de l'intérieur
DFJP	Département fédéral de justice et police
DFPCF	Département fédéral des postes et des chemins de fer
d. h.	das heisst
d. J.	dieses Jahres

DM	Deutsche Mark
DMF	Département militaire fédéral
d. Mts. / d. M. / ds.	dieses Monats
do.	dito
DO	Defense order
DoDiS	Banque de données des Documents diplomatiques suisses / Datenbank der Diplomatischen Dokumente der Schweiz
DPF	Département politique fédéral (aujourd'hui Département fédéral des Affaires étrangères)
Div.	Divisionär
DWK	Deutsche Wirtschaftskommission
EDC	European Defence Community
Eidg.	Eidgenössisch
EMG	Etat-major général
EPD	Eidgenössisches Politisches Departement (heute Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten)
EPU	European Payments Union
EVD	Eidgenössisches Volkswirtschaftsdepartement
event.	eventuell
Exp.	Exposé
FAO	Food and Agriculture Organisation
FF	Feuille fédérale
ff.	fortfolgende
FINEBEL	France, Italie, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg
FrFr	Francs français
Frs / FS	Francs suisses
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
GB	Grande-Bretagne
Jun.	Junior
Kdt.	Kommandant
Kmgt	Kuomintang
L	Lettre
LDP	Liberal Demokratische Partei Deutschlands
lt.	laut
Ltd.	Limited
LVK	Landesverteidigungskommission
M	Memorandum
m. E.	meines Erachtens
Mio.	Millionen
MPC	Ministère public de la Confédération
NATO	North Atlantic Treaty Organisation
NDP	Nationaldemokratische Partei Deutschlands
NNSC	Neutral Nations Supervisory Commission
N°	Numéro
No	Notiz / notice
Nr. / Nrn.	Nummer / Nummern
NZZ	Neue Zürcher Zeitung
OECE	Organisation européenne de coopération économique
OFIAMT	Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail
OIT	Organisation internationale du travail
ONU	Organisation des Nations Unies
P	Propositon
p.	page
par ex.	par exemple
PB	Politischer Bericht / Politischer Brief
PdA	Partei der Arbeit
PS	Post scriptum

pp.	pages suivantes
PPCC/PPC	People's Political Consultative Conference
PPF	Procédure pénale fédérale
PTT	Post-, Telegraf- und Telefonverwaltung
Prot.	Protokoll
PV	Procès-verbal
PVCE	Procès-verbal du Conseil des Etats
PVCF	Procès-verbal du Conseil fédéral
PVCF/A	Procès-verbal du Conseil fédéral/Annexe
PVCF-D	Procès-verbal des délibérations du Conseil fédéral
PVCN	Procès-verbal du Conseil national
R	Rapport
RDA	République démocratique allemande
resp.	respektive / respectivement
RFA	République fédérale d'Allemagne
RO	Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse
RP	Rapport politique
S	Schreiben
S.	Seite
SA	Société anonyme
S. A.	South Africa
SBG	Schweizerische Bankgesellschaft
SBS	Société de Banque Suisse
SBV	Schweizerischer Bankverein
SCAP	Supreme Commandment of Allied Powers
SdN	Société des Nations
SED	Sozialistische Einheitspartei Deutschlands
Sfr.	Schweizer Franken
SHAPE	Supreme Headquarters Allied Powers Europe
SKA	Schweizerische Studienkommission für Atomenergie
SMAD	Sowjetische Militär-Administration in Deutschland
SNB	Schweizerische Nationalbank
sog.	sogenannt
Sten. Bull. NR	Stenographisches Bulletin des Nationalrats
Sten. Bull. SR	Stenographisches Bulletin des Ständerats
TAB	Technical Assistance Board
TAG	Transferable Account Group
to	tonnes
u. a.	unter anderem
UBS	Union de Banques Suisses
u. E.	unseres Erachtens
UEP	Union européenne des paiements
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund
UNO	United Nations Organisation
UNRRA	United Nations Relief and Rehabilitation Administration
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
USA	United States of America
usw.	und so weiter
vgl.	vergleiche
v. M.	vorigen Monats
vol.	volume
z. B.	zum Beispiel
ZGB	Zivilgesetzbuch
z. T.	zum Teil
z. Zt. / z. Z.	zur Zeit

IV. TABLE MÉTHODIQUE DES DOCUMENTS

Plan de la table méthodique des documents

I. POLITIQUE GÉNÉRALE ET DOCTRINE DE NEUTRALITÉ XXXVIII
I.1. Politique générale XXXVIII
I.2. Doctrine officielle de la neutralité XXXVIII
I.3. La politique extérieure au sein des institutions fédérales XXXIX
I.4. Bons offices XXXIX

II. RELATIONS BILATÉRALES XXXIX
II.1. Afrique du Sud – Relations économiques XXXIX
II.2. Amérique du Sud XL
II.3. Argentine – Relations politiques XL
II.4. Autriche – Relations politiques XL
II.5. Belgique – Relations politiques XLI
II.6. Canada – Relations politiques XLI
II.7.1. Chine – Relations politiques XLI
II.7.2. Chine – Relations économiques XLII
II.8. Corée XLII
II.9. Egypte – Relations politiques XLII
II.10.1. Espagne – Relations politiques XLII
II.10.2. Espagne – Relations économiques XLIII
II.11.1. Etats-Unis – Relations politiques XLIII
II.11.2. Etats-Unis – Relations économiques XLIV
II.12. Finlande XLIV
II.13.1. France – Relations politiques XLIV
II.13.2. France – Relations économiques XLV
II.13.3. France – Autres XLV
II.14.1. Grande-Bretagne – Relations politiques XLVI
II.14.2. Grande-Bretagne – Relations économiques XLVI
II.15. Grèce XLVI
II.16. Hongrie – Relations politiques XLVII
II.17. Inde – Relations politiques XLVII
II.18.1. Indonésie – Relations politiques XLVII
II.18.2. Indonésie – Relations économiques XLVII
II.19. Iran – Relations politiques XLVIII
II.20. Israël – Relations politiques XLVIII
II.21.1. Italie – Relations politiques XLVIII
II.21.2. Italie – Relations économiques XLVIII
II.22.1. Japon – Relations politiques XLIX
II.22.2. Japon – Relations économiques XLIX
II.23. Jordanie – Relations politiques XLIX
II.24. Pakistan – Relations politiques XLIX

II.25. Pays-Bas – Relations politiques L
II.26. Pologne – Relations politiques L
II.27.1. République démocratique allemande – Relations politiques L
II.27.2. République démocratique allemande – Relations économiques LI
II.28.1. République fédérale d'Allemagne – Relations politiques LI
II.28.2. République fédérale d'Allemagne – Relations économiques LII
II.29.1. Roumanie – Relations politiques LIII
II.29.2. Roumanie – Relations économiques LIII
II.30. Suède – Relations politiques LIII
II.31. Tchécoslovaquie – Relations politiques LIII
II.32. Thaïlande LIV
II.33. Turquie – Relations politiques LIV
II.34. Union soviétique – Relations politiques LIV
II.35. Vietnam LV
II.36. Yougoslavie – Relations politiques LV

III. RELATIONS MULTILATÉRALES LV
III.1. Documentation générale sur les relations multilatérales LV
III.2. La Suisse et l'Europe LVI
III.2.1. La Suisse et le Conseil de l'Europe LVI
III.2.2. La Suisse et l'Organisation européenne de Coopération économique LVI
III.2.3. La Suisse et la Communauté européenne du charbon et de l'acier LVII
III.2.4 La Suisse et l'Union européenne des paiements LVII
III.3. La Suisse et l'ONU LVII
III.4. La Suisse et les organisations spécialisées des Nations Unies LVIII
III.5. La Suisse et les organisations internationales gouvernementales LVIII
III.6. La Suisse et les organisations internationales non gouvernementales LVIII

IV. ACTIVITÉS ET POLITIQUES ÉCONOMIQUES LIX
IV.1. Relations commerciales générales LIX
IV.1.1. Commerce Est–Ouest LIX
IV.1.2. La Suisse et l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce LX
IV.2. Relations financières générales LX
IV.3. Suite de l'Accord de Washington LX
IV.4. Exportations et importations d'armes et de matériel de guerre LXII
IV.5. Energie et matières premières LXIII

V. MOUVEMENTS MIGRATOIRES LXIII
V.1. Politique suisse face aux étrangers LXIII
V.2. Politique fédérale à l'égard des Suisses de l'étranger LXIII

VI. ACTIVITÉS HUMANITAIRES LXIII
VI.1. Documentation générale sur les activités humanitaires LXIII
VI.2. Aide aux réfugiés LXIV
VI.3. Aide au développement LXIV
VI.4. Relations avec le CICR LXV

VII. POLITIQUE DE SÉCURITÉ LX
VII.1. Documentation générale sur la politique de sécurité LXV
VII.2. Les grandes lignes de la politique militaire suisse LXVI
VII.3. La Suisse et l'OTA LXVI

VIII. QUESTIONS CULTURELLES LXVI
VIII.1. La presse et les médias LXVI

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

I. POLITIQUE GÉNÉRALE ET DOCTRINE DE NEUTRALITÉ

I.1. POLITIQUE GÉNÉRALE

57	8. 9. 1950 L	DPF (Petitpierre) à Bretscher	Le rédacteur en chef de la NZZ, W. Bretscher, a transmis à M. Petitpierre le texte d'un article – non publié – qui parle d'influence communiste au sein du DPF.
80	23. 2. 1951 L	DMF (Bracher) au DMF (Kobelt)	Les contacts entre officiers supérieurs suisses et étrangers laissent à désirer: refus de rencontres lors de passages en Suisse d'officiers supérieurs étrangers. Une trop grande réserve peut nuire aux intérêts de la Suisse.
130	9. 1. 1952 L	DPF (Petitpierre) à la Banque nationale suisse (Keller)	Dispositions à prendre en cas de guerre pour mettre en sécurité à l'étranger une partie de l'or de la Banque nationale suisse.
Cf. aussi: N°s 85, 86, 120.			

I.2. DOCTRINE OFFICIELLE DE LA NEUTRALITÉ

58	8. 9. 1950 Exp.	DPF (Petitpierre) aux Ministres de Suisse	La situation internationale: Corée, Moyen-Orient, Balkans, Allemagne. Participation suisse aux activités des Nations Unies, au Conseil de l'Europe, à l'OECE.
113	7. 9. 1951 Exp.	DPF (Zehnder) aux Ministres de Suisse	Réflexions sur la pratique de la neutralité dans le monde actuel depuis 1945 et dans le contexte de la guerre froide. La Suisse est située dans un des camps: aussi faut-il éviter une définition de la neutralité qui limiterait la liberté d'action. La participation au blocus de l'Est serait difficile à justifier du point de vue du Neutre. D'où l'opposition suisse à céder aux pressions américaines.
115	20. 9. 1951 L	MPC (Lüthi) au DPF (Petitpierre)	Accusation contre le journaliste Pierre Nicole à cause de ses attaques contre le Conseil fédéral dans la «Voix Ouvrière», au sujet de la participation suisse à l'OECE et à l'UEP comme contraire à la neutralité.
Cf. aussi: N°s 44, 80, 86, 109, 120, 131, 139, 140, 142, 144.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

I.3. LA POLITIQUE EXTÉRIEURE AU SEIN DES INSTITUTIONS FÉDÉRALES

111	22. 8. 1951 No	DPF	Exposé sur la création des postes d'attachés sociaux auprès des Légations à Paris, Londres et Washington. Expérience à poursuivre selon l'importance des colonies suisses à l'étranger.
Cf. aussi: N°s 90, 96.			

I.4. BONS OFFICES

116	21. 9. 1951 L	Pékin (Rezzonico) au DPF (Petitpierre)	Mesures coordonnées avec la diplomatie indienne en faveur des Américains et d'autres étrangers en Chine.
Cf. aussi: N°s 54, 127, 145.			

II. RELATIONS BILATÉRALES

II.1. AFRIQUE DU SUD – RELATIONS ÉCONOMIQUES

14	29. 9. 1949 L	Banque nationale suisse aux DFFD, DFEP et DPF	Conditions pour l'octroi d'un crédit au gouvernement de l'Union sud-africaine par un consortium suisse dirigé par la Société de Banque Suisse. Obtention de licences d'importation pour les exportateurs suisses.
45	26. 5. 1950 L	Banque nationale suisse aux DFFD, DFEP et DPF	Emission d'un emprunt de 50 millions de francs par un syndicat de banques suisses en faveur de l'Anglo-American Corporation of South Africa. Conditions de l'emprunt. Pas d'objections de la Banque nationale suisse.
78	14. 2. 1951 L	Londres (de Torrenté) au DPF (Zehnder)	Considérations de banquiers suisses sur la situation raciale, sociale, démographique et économique de l'Afrique du Sud. Comparaison avec le Congo. Cas du Sud-Ouest africain.
129	7. 1. 1952 No	DFEP	L'Afrique du Sud désire lancer un emprunt en Suisse pour couvrir ses importations, notamment de Suisse. Difficultés à escompter du côté de l'UEP.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.2. AMÉRIQUE DU SUD

89	31. 3. 1951 RP	Rio de Janeiro (Feer) au DPF (Petitpierre)	Les Etats-Unis convoquent une conférence des ministres des Affaires étrangères de toute l'Amérique. L'un des objectifs principaux est de mobiliser les Etats d'Amérique latine contre le communisme, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

II.3. ARGENTINE – RELATIONS POLITIQUES

69	22. 11. 1950 RP	Buenos Aires (Fumasoli) au DPF (Petitpierre)	Le nouveau Ministre de Suisse reçu par le président Perón. Tour d'horizon des relations entre les deux pays et de la situation internationale. Perón expose les fondements et les objectifs du «justicialisme».
Cf. aussi: N° 89.			

II.4. AUTRICHE – RELATIONS POLITIQUES

64	16. 10. 1950 L	DFJP (von Steiger) au DPF (Petitpierre)	Interprétation du traité d'établissement entre la Suisse et l'Autriche. Réfugiés juifs autrichiens: pas d'obligation de partir ailleurs, soutien de la Confédération aux réfugiés.
67	1. 11. 1950 L	MPC (Balsiger) à Vienne (Feldscher)	Intérêt du Conseil fédéral à la visite en Suisse du ministre autrichien de l'Intérieur, pour connaître les faits et les mesures prises dans le contexte de tentatives communistes de perturber ou de contrôler le fonctionnement de l'Etat. Cette visite doit rester secrète.
142	9. 4. 1952 RP	Vienne (Feldscher) au DPF (Petitpierre)	Protestations contre l'occupation de l'Autriche par les Alliés. Désir du gouvernement de pratiquer une neutralité reconnue par le droit international dès que le pays sera libre pour échapper à la logique des blocs.
Cf. aussi: N°s 87, 110.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.5. BELGIQUE – RELATIONS POLITIQUES

46	9. 6. 1950 PVCF	Conseil fédéral	Saisie de l'ouvrage de Degrelle «La cohue de 1940». Itinéraire de ce nazi belge et exposé sur les mesures prises contre la propagande nazie et extrémiste en Suisse.
47	10. 6. 1950 Exp.	Petitpierre au Conseil national	A propos du séjour en Suisse du Roi Léopold III, le droit d'asile ne s'applique pas à son cas. Aucune activité du Roi en Suisse n'est critiquable.
Cf. aussi: N°s 3, 38, 78.			

II.6. CANADA – RELATIONS POLITIQUES

29	20. 1. 1950 PVCF	Conseil fédéral	Au désir du Canada d'élever sa Légation à Berne au rang d'Ambassade, le Conseil fédéral répond par la négative.
Cf. aussi: N°s 85, 87.			

II.7.1. CHINE – RELATIONS POLITIQUES

4	14. 7. 1949 L	Nankin (Jéquier) à Londres (de Torrenté)	Avancée inexorable des troupes communistes. Situation économique catastrophique due à la guerre, au blocus, aux inondations. Programme communiste: recourir à la coopération économique étrangère avant de tout nationaliser. Les communistes convaincus que les Puissances étrangères les reconnaîtront afin de ne pas perdre tous leurs intérêts en Chine. Position des diplomates étrangers sur la reconnaissance du gouvernement communiste.
53	19. 7. 1950 L	DPF (Zehnder) à Pékin (Stiner)	Desiderata suisses à présenter au gouvernement de la République populaire de Chine: missionnaires, liberté de mouvement des Suisses, intérêts financiers et de sociétés d'assurances.
Cf. aussi: N°s 57, 58, 86, 116, 121, 141.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.7.2. CHINE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

102	29. 6. 1951 PVCF	Conseil fédéral	Etat des relations économiques avec la Chine: prévoir un nouvel accord. Dans le contexte du conflit de Corée et étant donné la politique américaine à l'égard de l'URSS, des Etats satellites et de la Chine communiste, il faut attendre.
Cf. aussi: N°s 53, 133.			

II.8. CORÉE

54	26. 7. 1950 L	DPF (Bastian) à New York (Wagnière)	A une demande américaine à propos d'un appui éventuel de la Suisse à l'action des Etats-Unis en Corée, la Suisse a répondu catégoriquement par la négative.
127	22. 12. 1951 L	DMF (Kobelt) aux commandants de corps d'Armée	Le Conseil fédéral a répondu positivement à un sondage relatif à la participation éventuelle d'officiers suisses à la commission internationale de contrôle de l'accord d'armistice en Corée.
145	30. 4. 1952 No	DPF (Zehnder) au DFI (Etter)	Le DPF opposé à l'envoi d'un officier à Washington en vue de s'entretenir avec des responsables américains au sujet des compétences de la future commission neutre de surveillance de l'armistice en Corée. L'Attaché militaire à Washington peut prendre part aux discussions proposées.
Cf. aussi: N°s 56, 58, 65, 79, 86, 89, 102, 121, 141.			

II.9. ÉGYPTE – RELATIONS POLITIQUES

136	23. 2. 1952 No	Le Caire (von Fischer)	Observations sur les troubles en Egypte: situation des étrangers en général et des Suisses en particulier. Les institutions suisses à préserver.
Cf. aussi: N°s 37, 122.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.10.1. ESPAGNE – RELATIONS POLITIQUES

52	17.7.1950 RP	Madrid (Broye) au DPF (Petitpierre)	Le rôle international de l'Espagne après l'éclatement de la guerre de Corée. Les rapports de l'Espagne avec les Etats-Unis et la RFA. Coopération militaire et économique.
Cf. aussi: N° 86.			

II.10.2. ESPAGNE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

126	20.12.1951 L	Madrid (Broye) au DPF (Petitpierre)	Accord entre Oerlikon-Bührle et les autorités espagnoles pour la fabrication d'armements sous licence en Espagne. Le Général Franco regrette l'absence de capitaux suisses en Espagne. Données sur les entreprises suisses installées en Espagne.

II.11.1. ÉTATS-UNIS – RELATIONS POLITIQUES

74	27.12.1950 L	DFJP (von Steiger) au DPF (Petitpierre)	Mesures envisagées à la suite de l'arrestation d'un espion américain: expulsion ou jugement devant la Cour pénale fédérale.
75	15.1.1951 R	DPF (Petitpierre)	Entretiens avec le Ministre de Grande-Bretagne et avec l'Ambassadeur de France au sujet de la reprise des négociations concernant l'Accord de Washington. Interventions britannique et française auprès des Etats-Unis, pour les amener à prendre en compte les arguments suisses.
79	15.2.1951 RP	Washington (Bruggmann) au DPF (Zehnder)	Le Département d'Etat s'est exprimé contre la nomination de Patterson à l'Ambassade des Etats-Unis à Berne. Importance et influence du Sénateur Mac Carthy. Annonce d'un proche retrait des troupes américaines de Corée.
Cf. aussi: N°s 4, 18, 20, 54, 58, 73, 75, 77, 86, 89, 99, 102, 109, 111, 113, 116, 120, 121, 131, 134, 135, 137, 139, 140, 145.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.11.2. ÉTATS-UNIS – RELATIONS ÉCONOMIQUES

63	13. 10. 1950 PVCF	Conseil fédéral	Les Etats-Unis menacent de dénoncer l'accord commercial de 1936 avec la Suisse si celle-ci refuse d'y ajouter une clause échappatoire. La Suisse est contrainte d'accepter étant donné l'importance de ses relations commerciales avec les Etats-Unis.
83	6. 3. 1951 PVCF-D	Conseil fédéral	A propos des déblocages des avoirs suisses aux Etats-Unis et de certifications de domiciliation de détenteurs de titres: la protestation d'un Français et la question de faux certificats.
Cf. aussi: N°s 2, 3, 5, 6, 31, 68, 75, 77, 86, 102, 104, 105, 106, 109, 137, 139.			

II.12. FINLANDE

26	7. 12. 1949 L	Helsinki (Ganz) à Berne (Schauwecker)	Etat des relations commerciales entre la Finlande et la Suisse: le protectionnisme suisse nuisible aux importations de Finlande. Plaidoyer pour des échanges équilibrés.
Cf. aussi: N°s 86, 87.			

II.13.1. FRANCE – RELATIONS POLITIQUES

24	17. 11. 1949 RP	Paris (Burckhardt) au DPF (Petitpierre)	Entretien avec Vincent Auriol qui aborde plusieurs thèmes: considérations personnelles sur les socialistes anglais, le partage de l'Allemagne, le parti communiste français.
28	15. 12. 1949 L	Paris (Barbey) au DPF (Zehnder)	Me Guinand, avocat et député suisse, intervient auprès de René Mayer pour tenter de régler la question des Suisses condamnés en France pour collaboration économique avec les Allemands.
Cf. aussi: N°s 4, 36, 44, 75, 76, 77, 80, 81, 99, 111, 137.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.13.2. FRANCE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

22	4. 11. 1949 No	DPF (Rebsamen) au DPF (Petitpierre)	Projet de texte d'accord sur les modalités de l'indemnisation des Suisses dépossédés de leurs valeurs par les nationalisations de sociétés françaises d'électricité et de gaz. Prise en compte des intérêts liechtensteinois.
38	27. 3. 1950 L	DPF (Zehnder) à Paris (von Salis)	Instructions en vue du règlement de l'ensemble des affaires contentieuses en suspens entre la Suisse et la France: frais d'internement, nationalisations, profits de guerre, créances suisses, zone française en Allemagne.
76	24. 1. 1951 L	Paris (von Salis) au DPF (Petitpierre)	Etat des affaires contentieuses, réglées et en suspens, entre la Suisse et la France. Les arguments suisses sont contestés au sein des administrations concernées par les questions d'indemnisation des sociétés à la suite des mesures de nationalisation.
124	20. 11. 1951 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral approuve les décisions prises par la délégation suisse lors des négociations économiques à Paris (29 octobre–14 novembre 1951): celle-ci, suivant les instructions, n'a pas accepté les propositions françaises comme base de discussion. Les négociations ont donc été interrompues.
Cf. aussi: N°s 2, 77, 83.			

II.13.3. FRANCE – AUTRES

81	26. 2. 1951 No	Paris	Interventions de la Légation pour la libération de Suisses enrôlés dans la Légion étrangère: étude des possibilités (juridiques) selon les différents cas. Mesures pour dissuader les jeunes Suisses d'entrer dans la Légion étrangère.
Cf. aussi: N°s 37, 85, 111.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.14.1. GRANDE-BRETAGNE – RELATIONS POLITIQUES

50	4. 7. 1950 L	Londres (de Torrenté) au DPF (Zehnder)	Analyse de la politique européenne de Londres et de son attitude à l'égard du Plan Schuman. Critique de l'opposition (Churchill, Eden) à la politique du gouvernement travailliste.
Cf. aussi: N°s 20, 75, 86, 99, 111, 122.			

II.14.2. GRANDE-BRETAGNE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

9	25. 8. 1949 No	DFEP (Zipfel) au DFEP (Rubattel)	Otto Zipfel prend position au sujet de la proposition britannique d'une participation de la Suisse au développement économique de la Rhodésie du Sud. Il s'oppose au soutien d'un tel projet pour des raisons à la fois économiques et politiques.
23	10. 11. 1949 L	DFEP (Rubattel) au DFFD (Nobs)	Conséquences de la dévaluation de la livre sterling sur le crédit accordé par la Suisse à la Grande-Bretagne: le gouvernement britannique refuse de compenser la perte subie par la Suisse, faute de garantie du cours de change.
61	7. 10. 1950 No	DFFD	Présentation des raisons économiques et politiques de la non-adhésion de la Suisse au «Transferable Account Group» organisé par les Britanniques.
Cf. aussi: N°s 2, 3, 12, 50.			

II.15. GRÈCE

39	31. 3. 1950 L	DPF (Petitpierre) à Prague (Hohl)	Démarche diplomatique suisse en faveur du rapatriement des enfants grecs se trouvant actuellement dans les pays satellites de l'URSS. Opinion publique sensibilisée au sort des enfants grecs par la radio (Ladame).

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.16. HONGRIE – RELATIONS POLITIQUES

32	10. 2. 1950 RP	Budapest (Grässli) au DPF (Petitpierre)	Entretien avec Rakosi au sujet des relations bilatérales, liberté de la presse, indemnisation des biens étatisés.
Cf. aussi: N° 39.			

II.17. INDE – RELATIONS POLITIQUES

27	7. 12. 1949 L	New Delhi (Daeniker) au DPF (Petitpierre)	Le Ministre de Suisse suggère les noms de W. Stucki et de M. Pilet-Golaz, pour le poste d'Administrateur du plébiscite envisagé au Cachemire, à la suite d'une sollicitation du Ministère indien des Affaires étrangères.
Cf. aussi: N°s 73, 114, 116.			

II.18.1. INDONÉSIE – RELATIONS POLITIQUES

31	2. 2. 1950 No	DPF	Avis divergents sur l'opportunité de créer une Légation en Indonésie: intérêts économiques importants à promouvoir. Répondre au besoin de prestige du gouvernement indonésien.

II.18.2. INDONÉSIE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

94	10. 5. 1951 L	DFEP (Schaffner) à Kartowisastro	Résultats des pourparlers économiques avec une délégation indonésienne: créance Oerlikon-Bührle, arrangements financiers et commerciaux.
Cf. aussi: N° 31.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.19. IRAN – RELATIONS POLITIQUES

100	28. 6. 1951 No	DPF (Petitpierre)	Entretien avec le chargé d'Affaires d'Iran: la négociation avec l'Angleterre au sujet de la nationalisation du pétrole est la meilleure solution. Ce n'est que dans cette perspective que des techniciens suisses peuvent être mis à disposition des autorités iraniennes.

II.20. ISRAËL – RELATIONS POLITIQUES

33	13. 2. 1950 L	Tel-Aviv (Ritter) au DPF (Petitpierre)	Arguments de Ritter en faveur de la création d'une Légation en Israël et l'envoi d'un Ministre. Tenir compte de la réciprocité, car Israël a déjà désigné son Ministre à Berne.
Cf. aussi: N°s 5, 37, 97.			

II.21.1. ITALIE – RELATIONS POLITIQUES

70	4. 12. 1950 L	DPF (Petitpierre) à Rome (Celio)	Position au sujet des mesures d'expulsion de fascistes italiens en Suisse. Interventions de la Légation d'Italie.
104	25. 7. 1951 RP	Rome (Celio) au DPF (Petitpierre)	Position de l'Italie par rapport aux mesures américaines de contrôle du commerce avec les pays communistes. Le Traité de Paix de 1947 fait obligation de ne pas discriminer un membre des Nations Unies en matière d'échanges économiques. Mais l'Italie prend part au blocus économique.

II.21.2. ITALIE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

68	7. 11. 1950 No	Division du Commerce (Moser) au DPF (von Graffenried)	Information sur le règlement des paiements entre l'Italie et la Suisse. Demande de renseignements de la Légation américaine. Les modalités de l'amortissement de la dette italienne.
123	13. 11. 1951 L	DFFD (Iklé) à Rome (Celio)	Problème des avoirs suisses en Italie: la liste. Participation financière au projet Terni et modalités d'utilisation des fonds restants.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.22.1. JAPON – RELATIONS POLITIQUES

56	29. 8. 1950 RP	Tokyo (Weibel) au DPF (Zehnder)	Résumé d'un entretien du Représentant diplomatique suisse au Japon avec Douglas MacArthur: situation en Extrême-Orient, le conflit coréen, conclusion d'un traité de paix avec le Japon.

II.22.2. JAPON – RELATIONS ÉCONOMIQUES

8	19. 8. 1949 L	DFEP (Hotz) à Ciba, Geigy, Sandoz, Hoffmann-La Roche	Difficultés à renouer des relations commerciales avec le Japon. Echec de la voie diplomatique. Déficit grandissant de la balance commerciale. Avantage de la situation pour la Banque nationale suisse.
103	19. 7. 1951 P	DPF au Conseil fédéral	Pour assurer une indemnité aux Suisses qui ont subi des dommages par le Japon, le DPF propose de prélever la somme de 35 millions de francs sur les fonds japonais bloqués en Suisse.

II.23. JORDANIE – RELATIONS POLITIQUES

97	18. 6. 1951 PVCF	Conseil fédéral	L'Assemblée fédérale a autorisé le 29. 9. 1950 le Conseil fédéral à créer une Légation en Jordanie. Renforcement de la position du Roi Abdallah, soutenu par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, qui pourraient viser à créer une Grande Syrie. Nécessité d'accréditer le Ministre de Suisse en Jordanie, déjà accrédité en Syrie, en Irak et au Liban.

II.24. PAKISTAN – RELATIONS POLITIQUES

114	18. 9. 1951 L	DPF (Zehnder) au DMF (Bracher)	Après avoir mis deux officiers instructeurs à disposition du Gouvernement indien, au Cachemire, le Pakistan souhaite de son côté obtenir l'envoi d'une demi-douzaine d'officiers suisses.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.25. PAYS-BAS – RELATIONS POLITIQUES

41	11. 4. 1950 RP	La Haye (Secrétan) au DPF (Petitpierre)	Position internationale des Pays-Bas, engagés à l'Ouest et éloignés d'une politique de neutralité. Situation économique: monnaie faible. Comment intensifier les échanges avec les Pays-Bas. Importance du Rhin et de Rotterdam. Sympathie mutuelle entre les deux peuples.
Cf. aussi: N°s 34, 94.			

II.26. POLOGNE – RELATIONS POLITIQUES

128	22. 12. 1951 No	DPF (Dürr) au DPF (Petitpierre)	Considérations au sujet de l'envoi d'un attaché militaire à Varsovie: les principaux aspects de sa mission.
Cf. aussi: N°s 39, 144.			

II.27.1. RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE – RELATIONS POLITIQUES

15	7. 10. 1949 L	Berlin (Stadelhofer) au DPF (Zehnder)	Formation du gouvernement de la RDA: conséquences pour le statut et les activités de la délégation suisse à Berlin. La question des négociations commerciales avec la zone soviétique.
17	19. 10. 1949 RP	Moscou (Zurlinden) au DPF (Zehnder)	La question de la création de la RDA vue de Moscou: les conséquences pour la politique de neutralité suisse.
19	28. 10. 1949 No	DPF	Création de la RFA et analyse de son statut et de ses rapports avec les Alliés. La Suisse est invitée à se faire représenter auprès de la Haute Commission alliée par une mission diplomatique. La création de la RDA dont le gouvernement comprend un Ministre des Affaires étrangères, pose d'autres problèmes. Modalités pour l'entretien des contacts avec le nouveau gouvernement.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
59	20. 9. 1950 No	DPF	Notice concernant les relations avec les deux Etats allemands. Faut-il continuer à tenir au principe de l'unité de l'Etat allemand. Les deux Etats allemands sont-ils disposés à assumer les obligations de l'ancien Reich à l'égard des Etats tiers?
88	31. 3. 1951 L	Cologne (Huber) au DPF (Zehnder)	A propos de la prétention de la RFA de représenter toute l'Allemagne. Eviter de reconnaître la RDA: attendre que celle-ci fasse des propositions pour régler la question des intérêts suisses en RDA.
Cf. aussi: N°s 49, 72, 86, 99.			

II.27.2. RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

133	11. 2. 1952 No	DFEP	La question des négociations économiques avec la RDA: prendre en considération les 5000 résidents suisses. Vues divergentes de Homberger.
Cf. aussi: N° 49.			

II.28.1. RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE – RELATIONS POLITIQUES

49	24. 6. 1950 No	DPF (Zehnder) au DPF (Petitpierre)	La question de l'établissement d'un consulat général de la RFA soulève celle de la reconnaissance du nouvel Etat allemand. Un refus comporte plus d'inconvénients que d'avantages, du fait que la RFA est voisine de la Suisse. Prévoir les réactions de la RDA.
72	12.12. 1950 L	Cologne (Huber) au DPF (Zehnder)	Entretien avec Adenauer au sujet de l'accréditation diplomatique auprès de la RFA. Souci du Conseil fédéral de ne pas porter préjudice aux Suisses vivant dans la zone orientale. Question des dettes du Reich: validité des anciens traités. Position d'Adenauer sur la reprise des traités et des dettes du Reich. Prévoir des négociations bilatérales à ce sujet.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
99	26. 6. 1951 RP	Cologne (Huber) au DPF (Petitpierre)	Opinion allemande et la participation à la défense de l'Europe. Discussions germano-alliées au sujet d'une remilitarisation de l'Allemagne. Position du Haut Commissaire américain. Renforcement des troupes alliées.
138	13. 3. 1952 RP	Londres (de Torrenté) au DPF (Petitpierre)	Interprétation britannique de la note soviétique du 11 mars relative à la question allemande. Conditions d'un gouvernement pour toute l'Allemagne: élections libres. URSS prête à autoriser le réarmement allemand pour contrer l'alignement de la RFA sur l'Occident. Le projet de CED.
Cf. aussi: N°s 19, 43, 59, 70, 85, 86, 87, 88, 119, 132, 143.			

II.28.2. RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

43	9. 5. 1950 L	Francfort/M (Huber) au DFJP (Rothmund)	Politique alliée en matière de visa: allègement en cours. Conditions suisses pour l'octroi du visa. Les contrôles alliés sur la sortie des ressortissants allemands. Arrangements germano-suisses sur les voyageurs.
62	10. 10. 1950 PVCF	Conseil fédéral	Résultat des négociations économiques entre la Suisse et la RFA. Présentation de l'accord de commerce. Nécessité de l'approbation de la Haute Commission alliée.
107	31. 7. 1951 L	DFEP (Kaufmann) au DPF (Zehnder)	Recrutement de main d'œuvre allemande pour la Suisse: les autorisations accordées de 1946 à 1950; importance de la zone frontalière. Les interventions étatiques ne sont pas souhaitables.
132	5. 2. 1952 PVCF	Conseil fédéral	Instructions et dispositions concernant la délégation suisse envoyée à la Conférence de Londres sur le règlement des dettes allemandes.
143	24. 4. 1952 PV	DPF	Position du Gouvernement de la RFA au sujet du règlement des dettes allemandes proposé par Berne. Déception de W. Stucki. Discussion des premiers paiements: montants et modalités. Question des avoirs des Allemands résidant en RDA.
Cf. aussi: N°s 49, 58, 72, 86, 87, 88, 93, 99, 119.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.29.1. ROUMANIE – RELATIONS POLITIQUES

7	9. 8. 1949 PV	DPF (Turnes)	Intérêt à entretenir des relations normales avec la Roumanie, en dépit du contentieux résultant de l'affaire Vitianu et de l'arrestation de ressortissants suisses en Roumanie. Avis partagés sur les sanctions à prendre.
21	4. 11. 1949 No	DPF (Petitpierre)	Entretien avec le chargé d'Affaires de Roumanie: affaire Vitianu, le sort des Suisses incarcérés en Roumanie. Griefs roumains.
Cf. aussi: N° 39.			

II.29.1. ROUMANIE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

66	30. 10. 1950 R	DPF	Etat des négociations économiques entre la Suisse et la Roumanie: indemnisation des biens suisses étatisés, conditions pratiques et financières des échanges commerciaux.

II.30. SUÈDE – RELATIONS POLITIQUES

86	21. 3. 1951 R	DPF (Zehnder)	Entretiens à Stockholm avec Hammarskjöld, Erlander, Undén. Informations mutuelles: commerce Est-Ouest, matières premières rares, OECE, question allemande, accord de Washington, UEP, Corée.
Cf. aussi: N°s 1, 3, 87, 116.			

II.31. TCHÉCOSLOVAQUIE – RELATIONS POLITIQUES

82	1. 3. 1951 No	DPF (Petitpierre)	Entretien avec le Ministre de Tchécoslovaquie à la suite de ses propos au sujet de la RFA. Son comportement n'est pas conforme aux coutumes diplomatiques. Explications et reproches. Commerce Est-Ouest.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.32. THAÏLANDE

125	14. 12. 1951 L	DFEP (Hotz) à la Légation de Thaïlande	Règlement des échanges commerciaux entre la Suisse et la Thaïlande. Recours limité à la livre sterling: nécessité de faire une exception pour les étudiants de Thaïlande en Suisse.

II.33. TURQUIE – RELATIONS POLITIQUES

18	28. 10. 1949 RP	Ankara (Gorgé) au DPF (Petitpierre)	Problèmes et conséquences de la présence américaine en Turquie. Observations sur l'aide de Truman et du Plan Marshall. Comportements et ingérence des Américains irritent l'opinion des patriotes turcs.

II.34. UNION SOVIÉTIQUE – RELATIONS POLITIQUES

20	2. 11. 1949 No	DPF (Zehnder) au DPF (Petitpierre)	Considérations sur la situation internationale: bombe atomique russe et réaction américaine, renforcement des préparatifs militaires, relations avec Tito et Franco, dévaluation de la livre sterling, discours Lippmann à Zurich. Pas de détente Est-Ouest.
92	7. 5. 1951 No	DPF (Bindschedler) au DPF (Petitpierre)	A propos des relations entre la Société Suisse-URSS et la Légation d'URSS, l'analyse des activités ne permet pas de conclure à une immixtion de l'URSS dans les affaires intérieures, susceptible de justifier une intervention diplomatique.
108	3. 8. 1951 No	DPF	Etat des revendications suisses à l'égard de l'URSS depuis 1917. Résumé des négociations depuis 1948. Pas d'espoir de présenter à nouveau la totalité des revendications avec une chance de réponse positive de la part de l'URSS.
Cf. aussi: N°s 3, 17, 18, 44, 58, 71, 86, 90, 102, 104, 115, 116, 121, 138, 141.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.35. VIETNAM

36	16. 2. 1950 L	DPF (Zehnder) à New Dehli (Daeniker)	La Suisse n'a pas l'intention de reconnaître ni le régime de Bao-Daï, ni celui de Ho-Chi-Minh. Cela malgré les requêtes française et britannique. Maintenir le consulat à Saigon.
Cf. aussi: N°s 44, 86.			

II.36. YOUGOSLAVIE – RELATIONS POLITIQUES

11	12. 9. 1949 RP	Belgrade (Zellweger) au DPF (Petitpierre)	Visite d'adieu du Ministre de Suisse auprès de Tito et de ses collaborateurs, Bebler, Kardelj. Ils pensent que le pire est surmonté du côté soviétique. Moscou ne se risquera pas à une action militaire contre un Etat membre de l'ONU. Bonnes relations avec la Suisse.
13	21. 9. 1949 L	DPF (Petitpierre) à La Haye (Kohli)	Désignation de Kohli à Belgrade. Importance de la Yougoslavie comme poste d'observation, de bons offices, pour les échanges économiques avec les Balkans et entre les deux pays.
Cf. aussi: N° 39.			

III. RELATIONS MULTILATÉRALES

III.1. DOCUMENTATION GÉNÉRALE SUR LES RELATIONS MULTILATÉRALES

118	2. 10. 1951 No	DPF	Discussion de la question: «Quelle attitude notre pays doit-il adopter actuellement dans la lutte qui s'est engagée entre la coopération et l'intégration, et à laquelle il est forcément mêlé, et quelle politique doit-il suivre plus particulièrement à l'égard du plan Schuman? Attente, repliement ou politique active?» Définition de la stratégie à suivre face aux divers projets d'organisations multilatérales européennes: attitude bilatérale et manœuvre multilatérale.
Cf. aussi: N° 42.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

III.2. LA SUISSE ET L'EUROPE

III.2.1. LA SUISSE ET LE CONSEIL DE L'EUROPE

1	7.7.1949 No	DPF (Petitpierre)	Entretien avec le Ministre du Danemark. Souhait d'une adhésion de la Suisse au Conseil de l'Europe. Arguments de Petitpierre pour expliquer la non-participation de la Suisse.
96	4.6.1951 PVCF/A	Conseil fédéral au Conseil national	Position du Conseil fédéral au sujet de la participation de représentants suisses aux travaux techniques de commissions spéciales du Conseil de l'Europe.
Cf. aussi: N°s 58, 60, 86, 98.			

III.2.2. LA SUISSE ET L'ORGANISATION EUROPÉENNE DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

3	11.7.1949 No	DFFD (Jacot) au DFFD (Nobs)	Exposé sur les contradictions des décisions du Conseil fédéral concernant la participation au Plan Marshall: implications politiques et financières récusées en 1948 et reconnues en 1949: ne pas tromper le Parlement sur les conséquences des engagements pris et à prendre. Position suisse face aux Puissances occidentales comparée à celle de la Suède face à l'URSS. Priorité aux engagements bilatéraux.
42	20.4.1950 No	DPF (Zehnder) au DPF (Petitpierre)	Bauer a informé Zehnder que l'on a fait comprendre à Paris que la décision finale sur la question d'incorporation de l'OECE au Conseil de l'Europe ou au Pacte de l'Atlantique dépendrait de l'attitude de la Suisse et du Portugal. Vue sous cet angle, la question de la participation de la Suisse au groupe de liaison entre l'OECE et le Conseil de l'Europe est très importante.
117	28.9.1951 PVCF	Conseil fédéral	Déclaration de l'OECE en faveur d'une croissance de la production dans les Etats membres, sans dirigisme. Le Conseil fédéral donne son approbation à cette déclaration destinée à renforcer les économies libérales.
Cf. aussi: N°s 6, 55, 58, 86, 95, 115, 118, 135.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

III.2.3. LA SUISSE ET LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

48	10.6.1950 L	Vorort (Homberger) au DFEP (Rubattel)	Homberger fait part de son entretien avec les représentants de l'industrie des machines sur les effets du Plan Schuman. Celui-ci aura une grande importance. Nécessité d'être bien informé sur la suite de ce plan. Disposer d'un observateur suisse. Petitpierre ne veut pas de représentant officiel qui impliquerait de mettre déjà un pied dans l'organisation prévue. Recourir au représentant suisse au Comité Charbon-Acier de l'OECE, et aux diplomates suisses à Paris, Bonn et Londres pour se tenir au courant.
Cf. aussi: N°s 50, 58, 118.			

III.2.4 LA SUISSE ET L'UNION EUROPÉENNE DES PAIEMENTS

55	28.7.1950 PVCF-D	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral discute sous la Présidence du Vice-Président von Steiger et en l'absence de Nobs, Petitpierre, Kobelt et Rubattel la proposition du DPF de participer à l'UEP. Etant donné que le texte de la Convention n'est pas encore connu, la discussion se réfère aux propositions du DPF. Vu l'urgence, le Conseil fédéral accepte en principe la participation, malgré les risques, sous réserve de reprendre à nouveau la question.
Cf. aussi: N°s 61, 62, 76, 86, 115, 125, 129.			

III.3. LA SUISSE ET L'ONU

121	30.10.1951 No	DPF (Petitpierre)	Visite du Secrétaire général de l'ONU à Genève. Situation internationale: rapport de force entre USA et URSS, Corée, problème indochinois, question allemande. Impressions de Lie sur Eisenhower et Staline.
Cf. aussi: N°s 27, 39, 65.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

III.4. LA SUISSE ET LES ORGANISATIONS SPÉCIALISÉES DES NATIONS UNIES

16	10. 10. 1949 L	DPF (Zutter) au DPF (Petitpierre)	Impressions sur la conférence de l'UNESCO: appréciations pessimistes du fonctionnement et des objets de l'organisation. Rôle apprécié de Piaget. Division des délégations entre l'Est et l'Ouest.
101	28. 6. 1951 L	Londres (Lindt) au DPF (Zutter)	La Suisse ne devrait pas faire dépendre sa contribution à l'UNICEF des contributions d'autres Etats, étant donné sa réputation humanitaire: il pourrait en résulter une atteinte à la position de la Suisse. Celle-ci doit déterminer librement le montant de ses actions de solidarité.
Cf. aussi: N°s 73, 91.			

III.5. LA SUISSE ET LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES GOUVERNEMENTALES

34	13. 2. 1950 L	DMF (Kobelt) aux DPF (Petitpierre), DFEP (Rubattel) et DFI (Etter)	La participation de physiciens suisses à une conférence en vue d'établir une coopération scientifique en matière atomique, convoquée à Amsterdam, est approuvée, mais la Confédération ne peut apporter de soutien officiel: la neutralité pourrait être mise en question.

III.6. LA SUISSE ET LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON GOUVERNEMENTALES

60	5. 10. 1950 L	DPF (Petitpierre) à de Rougemont	Considérations à propos du refus de Petitpierre de participer à l'inauguration du Centre européen de la culture.
98	22. 6. 1951 L	DPF (Zehnder) au Crédit Suisse (Reinhardt)	Scepticisme de Zehnder au sujet de la création d'une section suisse de la Ligue européenne de coopération économique. Celle-ci est trop proche du Conseil de l'Europe et de l'Union occidentale pour que des représentants suisses puissent agir avec efficacité.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

IV. ACTIVITÉS ET POLITIQUES ÉCONOMIQUES

IV.1. RELATIONS COMMERCIALES GÉNÉRALES

IV.1.1. COMMERCE EST–OUEST

25	26. 11. 1949 No	DPF (Zehnder)	Système imposé par les Etats-Unis pour contrôler les exportations vers des pays communistes. Démarches américaines à Berne: réponses et attitudes suisses face à l'offensive renouvelée des Etats-Unis pour intégrer la Suisse dans le blocus stratégique américain.
77	1. 2. 1951 L	Paris (von Salis) au DFEP (Hotz)	Entretien avec le chef de la division économique au Ministère français des Affaires étrangères, relatif aux relations commerciales de la Suisse avec les pays de l'Est et à la pression des Etats-Unis à cet égard.
84	16. 3. 1951 PVCF	Conseil fédéral	Approbation d'un mémorandum sur la position de la Suisse, adopté après consultation des représentants suisses à Washington, Londres et Paris: résister aux pressions et poursuivre le commerce avec l'Est suivant le courant normal.
A	9. 3. 1951 M	DFEP	
105	26. 7. 1951 No	DPF (Zehnder) au DPF (Petitpierre)	Les Etats-Unis refusent de reconnaître des droits particuliers à la Suisse neutre. Discussion des listes de marchandises interdites à l'exportation vers les pays de l'Est. Compromis proposé par la délégation suisse.
106	27. 7. 1951 PVCF	Conseil fédéral	Approbation des résultats des négociations de Washington concernant les restrictions aux exportations vers les pays de l'Est: pas d'engagement explicite entre Américains et Suisses. Arrangement pragmatique que les Américains peuvent mettre en cause. L'arrangement sauvegarde la politique de neutralité.
Cf. aussi: N°s 82, 86, 104, 113, 133.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

IV.1.2. LA SUISSE ET L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE

95	29. 5. 1951 L	DFEP (Hotz) à Paris (Bauer)	Quelques pays européens, en particulier la Hollande, ont montré un grand intérêt à ce que la Suisse donne son appui à la réduction des droits de douane, dans le cadre de la négociation à Torquay, au niveau européen. La Suisse, intéressée aux réductions tarifaires, ne participe pas au GATT. Elle pense aussi que les conditions ne sont pas encore mûres pour une réduction générale en Europe; tant que les pays partisans des bas tarifs n'ont pas avancé de propositions précises, la Suisse ne saurait fournir de soutien.
Cf. aussi: N° 63.			

IV.2. RELATIONS FINANCIÈRES GÉNÉRALES

12	19. 9. 1949 PVCF-D	Conseil fédéral	Discussion sur la dévaluation de la livre sterling et les conséquences pour la Suisse. Devrait-elle aussi dévaluer le franc?
91	20. 4. 1951 No	DPF (Micheli)	La BIRD cherche à émettre des emprunts en Suisse. Accepter la demande d'exonération fiscale de la Banque, mais partiellement. Conditions d'un accord à signer entre le Conseil fédéral et la BIRD.
Cf. aussi: N°s 5, 10, 55, 61, 119, 125, 130, 132.			

IV.3. SUITE DE L'ACCORD DE WASHINGTON

2	8. 7. 1949 PVCF	Conseil fédéral	Etat des négociations avec les Alliés sur la mise en œuvre des arrangements prévus en 1946. Risque de crise en cas d'abandon de certaines stipulations, en particulier au sujet des avoirs privés allemands bloqués en Suisse. Le problème du taux de change FS/DM et celui du séquestre de sociétés suisses reconnues plus ou moins «propriété allemande». Cas exemplaire «Interhandel». Arguments juridiques avancés par la délégation suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
5	15. 7. 1949 PV	DFJP (von Steiger)	Rencontre entre des représentants des organisations juives américaines et des représentants de l'administration fédérale, sous la présidence du Conseiller fédéral von Steiger: problème des avoirs en déshérence dans les banques et les sociétés suisses. Modalités envisagées pour régler cette question à la fois morale et juridique. La fin des pleins pouvoirs du Conseil fédéral fin 1945 rend une solution pratique et spécifique difficile.
6	29. 7. 1949 L	DPF (Petitpierre) au DPF (Stucki)	Entretien avec le Sous-Secrétaire d'Etat américain aux Affaires économiques, Thorp, à propos du Plan Marshall et sur l'affaire «Interhandel», société suisse que les Américains considèrent comme «allemande», dont ils séquestrent les avoirs aux Etats-Unis. Arguments juridiques et tactiques suisses. Nécessité d'un compromis.
10	9. 9. 1949 L	DPF (Zehnder) à Paris (Burckhardt)	Résumé du problème des biens en déshérence en Suisse depuis l'Accord de Washington de 1946, notamment à la suite de l'entretien avec les représentants des organisations juives américaines. Maintenir un contact informel avec leur représentants à Paris: les informer du projet de Message du Conseil fédéral.
93	7. 5. 1951 R	Berne (Stucki) au DPF (Petitpierre)	Négociations à Bonn: bonnes dispositions allemandes à trouver une solution pour la compensation de la liquidation des avoirs allemands en Suisse. Arguments de W. Stucki pour sauvegarder le principe suisse de respect de la propriété.
119	23. 10. 1951 L	Cologne (Huber) au DPF (Petitpierre)	Décision alliée de remettre le règlement des avoirs allemands à des négociations directes entre la Suisse et la RFA. L'exécution de l'Accord de Washington pourra enfin être réglée.
137	27. 2. 1952 No	DPF (Petitpierre)	Aide-mémoire américain sur le règlement des dettes allemandes en vue de la Conférence de Londres. La Suisse ne peut être liée par l'accord intervenu entre les Alliés et la RFA. Prendre en considération les victimes suisses de la guerre. Désir des Etats-Unis de transformer leur Légation à Berne en Ambassade. Matériel de guerre américain pour la Suisse.
Cf. aussi: N°s 72, 75, 86, 112, 132, 143.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

IV.4. EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS D'ARMES ET DE MATÉRIEL DE GUERRE

37	27. 2. 1950 No	DPF	Arguments développés par Bührle pour l'exportation de canons et d'armes en France, en Egypte et en Israël: interprétation de l'arrêté fédéral sur le matériel de guerre du 28 mars 1949.
109	8. 8. 1951 L	Berne (Etter) à Washington (Bruggmann)	Instructions du DPF au Ministre de Suisse à Washington concernant la fourniture d'armements américains à la Suisse.
120	31. 10. 1951 No	DPF (Petitpierre)	La Suisse ne doit pas entrer en contact avec le commandant de l'OTAN, le général Eisenhower, au sujet de la livraison de quatre chars blindés: danger qu'elle soit interprétée comme un accord entre la Suisse et une alliance militaire étrangère en vue d'une défense commune.
122	12. 11. 1951 L	Le Caire (Fischer) au DPF (Petitpierre)	La Suisse refuse provisoirement d'exporter en Egypte du matériel de guerre étant donné la situation intérieure tendue du pays. Une guerre avec la Grande-Bretagne ne semble toutefois pour l'instant pas menaçante.
131	11. 1. 1952 L	Washington (Bruggmann) au DPF (Petitpierre)	Le Conseil national de sécurité américain vient de «classifier» la Suisse parmi les Etats autorisés à acquérir du matériel de guerre américain.
139	13. 3. 1952 P	DPF au Conseil fédéral	La Suisse aimerait importer du matériel militaire des Etats-Unis, sans pour autant conclure avec les Américains un accord bilatéral qui irait à l'encontre de la neutralité suisse.
140	15. 3. 1952 No	DPF	Le DPF est informé d'une importante commande de matériel militaire passée par les Etats-Unis à la maison Bührle. Position à prendre par le Conseil fédéral.
Cf. aussi: N°s 94, 134, 137.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

IV.5. ENERGIE ET MATIÈRES PREMIÈRES

87	30. 3. 1951 L	DFEP à Société de la Viscose Suisse	Exposé des efforts et des difficultés pour assurer le ravitaillement du pays en cellulose en provenance de Suède, Canada, Autriche, Finlande, Norvège et Allemagne.

V. MOUVEMENTS MIGRATOIRES

V.1. POLITIQUE SUISSE FACE AUX ÉTRANGERS

44	12. 5. 1950 No	DPF	La question d'autoriser les orateurs politiques étrangers à s'exprimer en Suisse n'est pas facile à régler. Directives et cas d'espèces: Général Petit, Pierre Cot, affaire Kravchenko, Garaudy, Saillant; interdiction à tout extrémiste.
Cf. aussi: N°s 43, 46, 47, 70, 74, 107.			

V.2. POLITIQUE FÉDÉRALE À L'ÉGARD DES SUISSES DE L'ÉTRANGER

112	1. 9. 1951 Discours	DPF (Petitpierre) aux Suisses de l'étranger	Résultat de la commission d'experts pour les questions relatives aux Suisses de l'étranger: victimes de la guerre, des nationalisations. L'application de l'Accord de Washington et le cours du change FS/DM, taxe militaire, AVS/Solidarité nationale.
Cf. aussi: N°s 72, 103.			

VI. ACTIVITÉS HUMANITAIRES

VI.1. DOCUMENTATION GÉNÉRALE SUR LES ACTIVITÉS HUMANITAIRES

110	14. 8. 1951 L	DPF aux Légations et Consulats de Suisse	Projet visant à faire émigrer 2500 Souabes du Danube (Volksdeutsche et Reichsdeutsche) au Brésil (Etat du Parana) par l'entremise de l'Aide suisse à l'Europe et grâce à la participation financière des exportateurs suisses qui, en échange de leur participation, obtiennent des licences d'exportation supplémentaires.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A1	non-daté M	DPF	Projet d'émigration au Brésil des Souabes du Danube par l'Aide suisse à l'Europe.
A2	non-daté AM	DPF	Organisation du plan d'émigration et de colonisation et évaluation des avantages pour le Brésil.
Cf. aussi: N° 39.			

VI.2. AIDE AUX RÉFUGIÉS

65	21. 10. 1950 PVCF	Conseil fédéral	Mesures pour venir en aide aux réfugiés et blessés civils et militaires du conflit de Corée. Répondre aux sollicitations du Secrétariat de l'ONU.
Cf. aussi: N°s 64, 110.			

VI.3. AIDE AU DÉVELOPPEMENT

40	31. 3. 1950 PVCF	Conseil fédéral	L'aide aux pays arriérés économiquement deviendra de plus en plus importante tant pour des raisons politiques qu'économiques. La Suisse doit participer à l'aide économique, de préférence sur un plan bilatéral, même si tôt ou tard elle devra coopérer aux initiatives multilatérales. Grâce à l'envoi d'experts, la Suisse, en contribuant au développement économique, se prépare de futurs marchés. Les experts suisses pourront être financés à partir du budget des «possibilités de travail»; la coordination et le contrôle sont confiés à l'EPFZ.
73	23. 12. 1950 L	New Dehli (Daeniker) au DPF (Zutter)	Premier bilan de la mission d'experts suisses au Népal au titre de la coopération au développement. Coopération nécessaire avec les autorités indiennes. Intérêt de l'Ambassade américaine pour l'engagement de la Suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

VI.4. RELATIONS AVEC LE CICR

141	27. 3. 1952 L	Moscou (Gorgé) au DPF (Zehnder)	Attaques contre le CICR au sujet d'une enquête sur les armes bactériologiques utilisées en Corée par les Américains, selon la Chine. La neutralité du CICR contestée à Pékin et à Moscou. Cela rejaillit sur la neutralité suisse.
Cf. aussi: N° 39.			

VII. POLITIQUE DE SÉCURITÉ

VII.1. DOCUMENTATION GÉNÉRALE SUR LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ

30	1. 2. 1950 No	EMG (de Montmollin) à Kobelt	Entretien avec le Maréchal Montgomery en vacances en Suisse: situation politico-militaire, dispositif de l'armée suisse à revoir, y compris son instruction. Explications de de Montmollin au sujet des faiblesses de l'armée suisse.
35	15. 2. 1950 No	DPF (Petitpierre)	Entretien avec le Maréchal Montgomery: exposé historique, organisation de la sécurité de l'Ouest, importance stratégique de la Suisse dans le plan de Montgomery pour la défense de l'Europe occidentale; l'aviation suisse inadaptée, l'instruction démodée.
51	10. 7. 1950 No	DPF (Petitpierre)	Analyse de la situation internationale à la suite du conflit en Corée: examen des préparatifs en cas de guerre. Augmentation des crédits militaires. Mettre l'or en lieu sûr.
71	12. 12. 1950 L	DPF (Petitpierre) à EMG (de Montmollin)	Mesures à envisager en cas d'avancée communiste en Europe, soit par une invasion militaire, soit par la subversion intérieure. Revoir le rôle de l'armée suisse en cas de guerre civile européenne.
134	18. 2. 1952 No	DPF (Zehnder) au DPF (Petitpierre)	Entretiens avec MacArthur et Gruenther, collaborateur d'Eisenhower, à Paris: neutralité suisse et défense de l'Europe. La Suisse peut se procurer du matériel de guerre américain. Priorité à la Corée pour la livraison des chars.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
144	29. 4. 1952 PVCF	Conseil fédéral	Histoire des postes d'Attaché militaire. Raisons plaidant pour la création d'un poste d'Attaché militaire dans les pays de l'Europe orientale.
Cf. aussi: N°s 20, 49, 80, 86, 128, 130, 138.			

VII.2. LES GRANDES LIGNES DE LA POLITIQUE MILITAIRE SUISSE

85	17. 3. 1951 L	DMF (Kobelt) au DPF (Petitpierre)	Accueil d'officiers étrangers et envoi d'officiers suisses à l'étranger. Nécessité pour la formation de continuer les échanges d'officiers instructeurs. Difficultés avec les pays de l'Est.
Cf. aussi: N°s 34, 80, 109, 135, 145.			

VII.3. LA SUISSE ET L'OTAN

135	21. 2. 1952 No	DPF (Zehnder) au DPF (Petitpierre)	La Suisse tient à l'indépendance de l'OECE par rapport à l'OTAN: l'OECE permet à la Suisse de concrétiser sa solidarité européenne. Mais la Suisse saurait organiser ses relations économiques sans l'OECE.
Cf. aussi: N° 41.			

VIII. QUESTIONS CULTURELLES

VIII.1. LA PRESSE ET LES MÉDIAS

90	3. 4. 1951 Exp.	DPF (Petitpierre) au Conseil des Etats	A propos de la diffusion abusive de bulletins de presse par certaines légations à Berne. Veiller au respect du comportement diplomatique en matière de bulletins de presse et d'activités de propagande.
Cf. aussi: N°s 32, 46, 115.			

IV. THEMATISCHES VERZEICHNIS DER DOKUMENTE

Übersicht über das thematische Verzeichnis der Dokumente

I. GRUNDLAGEN DER AUSSEN- UND NEUTRALITÄTSPOLITIK LXX
I.1. Allgemeine Aussenpolitik LXX
I.2. Offizielle Neutralitätspolitik LXX
I.3. Die schweizerische Aussenpolitik in den eidgenössischen Behörden LXXI
I.4. Die Vertretung fremder Interessen LXXI

II. BILATERALE BEZIEHUNGEN LXXI
II.1. Ägypten – Politische Beziehungen LXXI
II.2. Argentinien – Politische Beziehungen LXXI
II.3. Belgien – Politische Beziehungen LXXII
II.4.1. Bundesrepublik Deutschland – Politische Beziehungen ... LXXII
II.4.2. Bundesrepublik Deutschland – Wirtschaftsbeziehungen .. LXXII
II.5.1. China – Politische Beziehungen LXXIV
II.5.2. China – Wirtschaftsbeziehungen LXXIV
II.6.1. Deutsche Demokratische Republik – Politische Beziehungen LXXIV
II.6.2. Deutsche Demokratische Republik – Wirtschaftsbeziehungen LXXV
II.7. Finnland LXXVI
II.8.1. Frankreich – Politische Beziehungen LXXVI
II.8.2. Frankreich – Wirtschaftsbeziehungen LXXVI
II.8.3. Frankreich – Andere Beziehungen LXXVII
II.9. Griechenland LXXVII
II.10.1. Grossbritannien – Politische Beziehungen LXXVIII
II.10.2. Grossbritannien – Wirtschaftsbeziehungen LXXVIII
II.11. Indien – Politische Beziehungen LXXVIII
II.12.1. Indonesien – Politische Beziehungen LXXIX
II.12.2. Indonesien – Wirtschaftsbeziehungen LXXIX
II.13. Iran – Politische Beziehungen LXXIX
II.14. Israel – Politische Beziehungen LXXIX
II.15.1. Italien – Politische Beziehungen LXXX
II.15.2. Italien – Wirtschaftsbeziehungen LXXX
II.16.1. Japan – Politische Beziehungen LXXX
II.16.2. Japan – Wirtschaftsbeziehungen LXXX

II.17. Jordanien – Politische Beziehungen LXXXI
II.18. Jugoslawien – Politische Beziehungen LXXXI
II.19. Kanada – Politische Beziehungen LXXXI
II.20. Korea LXXXII
II.21. Niederlande – Politische Beziehungen LXXXII
II.22. Österreich – Politische Beziehungen LXXXII
II.23. Pakistan – Politische Beziehungen LXXXIII
II.24. Polen – Politische Beziehungen LXXXIII
II.25.1. Rumänien – Politische Beziehungen LXXXIII
II.25.2. Rumänien – Wirtschaftsbeziehungen LXXXIV
II.26. Schweden – Politische Beziehungen LXXXIV
II.27.1. Spanien – Politische Beziehungen LXXXIV
II.27.2. Spanien – Wirtschaftsbeziehungen LXXXIV
II.28. Südafrika – Wirtschaftsbeziehungen LXXXV
II.29. Südamerika LXXXV
II.30. Thailand LXXXV
II.31. Türkei – Politische Beziehungen LXXXVI
II.32. Tschechoslowakei – Politische Beziehungen LXXXVI
II.33. UdSSR – Politische Beziehungen LXXXVI
II.34. Ungarn – Politische Beziehungen LXXXVII
II.35.1. USA – Politische Beziehungen LXXXVII
II.35.2. USA – Wirtschaftsbeziehungen LXXXVII
II.36. Vietnam LXXXVIII

III. MULTILATERALE BEZIEHUNGEN LXXXVIII
III.1. Allgemeine multilaterale Beziehungen LXXXVIII
III.2. Die Schweiz und Europa LXXXVIII
III.2.1. Die Schweiz und der Europarat LXXXVIII
III.2.2. Die Schweiz und die Organisation für europäische wirtschaftliche Zusammenarbeit LXXXIX
III.2.3. Die Schweiz und die Europäische Gemeinschaft für Kohle und Stahl XC
III.2.4. Die Schweiz und die Europäische Zahlungsunion XC
III.3. Die Schweiz und die UNO XC
III.4. Die Schweiz und die Spezialorganisationen der UNO XCI
III.5. Die Schweiz und die internationalen gouvernementalen Organisationen XCI
III.6. Die Schweiz und die internationalen nichtgouvernementalen Organisationen XCI

IV. WIRTSCHAFTSPOLITIK, -BEZIEHUNGEN XCII
IV.1. Allgemeine Handelsbeziehungen XCII
IV.1.1. Ost-West-Handel XCII
IV.1.2. Die Schweiz und das Allgemeine Zoll- und Handelsabkommen XCIII
IV.2. Allgemeine Finanzbeziehungen XCIII
IV.3. Fortsetzung des Abkommens von Washington XCIII
IV.4. Ein- und Ausfuhr von Waffen und Kriegsmaterial XCV
IV.5. Energie und Rohstoffe XCVI

V. MIGRATIONSBEWEGUNGEN XCVI
V.1. Schweizerische Ausländerpolitik XCVI
V.2. Schweizerische Auslandschweizerpolitik XCVI

VI. HUMANITÄRE HILFE XCVI
VI.1. Allgemeine Dokumentation zur Humanitären Hilfe XCVI
VI.2. Flüchtlingshilfe XCVII
VI.3. Entwicklungshilfe XCVII
VI.4. Beziehungen zum IKRK XCVIII

VII. SICHERHEITSPOLITIK XCVIII
VII.1. Allgemeine Dokumentation zur Sicherheitspolitik XCVIII
VII.2. Leitlinien der schweizerischen Militärpolitik XCIX
VII.3. Die Schweiz und die NATO XCIX

VIII. KULTURELLE FRAGEN XCIX
VIII.1. Presse und Medien XCIX

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

I. GRUNDLAGEN DER AUSSEN- UND NEUTRALITÄTSPOLITIK

I.1. ALLGEMEINE AUSSENPOLITIK

57	8. 9. 1950 S	EPD (Petitpierre) an Bretscher	Der Chefredaktor der NZZ, W. Bretscher, überreicht M. Petitpierre einen nicht veröffentlichten Artikel über kommunistische Einflüsse im EPD.
80	23. 2. 1951 S	EMD (Bracher) an EMD (Kobelt)	Die Kontakte zwischen hohen schweizerischen und ausländischen Offizieren lassen zu wünschen übrig: Treffen mit hohen ausländischen Offizieren in der Schweiz werden abgelehnt. Eine zu grosse Zurückhaltung kann den schweizerischen Interessen schaden.
130	9. 1. 1952 S	EPD (Petitpierre) an Schweiz. Nationalbank (Keller)	Im Kriegsfall zu ergreifende Massnahmen für die Sicherstellung eines Teils des Goldes der Nationalbank im Ausland.
Siehe auch: Nrn. 85, 86, 120.			

I.2. OFFIZIELLE NEUTRALITÄTSPOLITIK

58	8. 9. 1950 Vortrag	EPD (Petitpierre) an schweizerische Gesandte	Die internationale Situation: Korea, Mittlerer Osten, Balkan, Deutschland. Schweizer Teilnahme an den Aktivitäten der Vereinten Nationen, am Europarat, an der OEEC.
113	7. 9. 1951 Vortrag	EPD (Zehnder) an schweizerische Gesandte	Überlegungen zur Neutralitätspraxis in der Nachkriegsweltordnung und im Kontext des Kalten Krieges. Die Schweiz ist in einem der Blöcke situiert; gleichzeitig muss eine Neutralitätsdefinition, welche den Aktionsradius einschränkt, verhindert werden. Die Teilnahme am Ostblockembargo des Westens ist aus Sicht des Neutralen schwierig zu rechtfertigen, woraus sich der schweizerische Widerstand gegenüber dem amerikanischen Druck ergibt.
115	20. 9. 1951 S	Bundesanwaltschaft (Lüthi) an EPD (Petitpierre)	Anschuldigungen gegenüber dem Journalisten Pierre Nicole aufgrund von dessen Attacken gegen den Bundesrat in der «Voix Ouvrière».
Siehe auch: Nrn. 44, 80, 86, 109, 120, 131, 139, 140, 142, 144.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

I.3. DIE SCHWEIZERISCHE AUSSENPOLITIK IN DEN EIDGENÖSSISCHEN BEHÖRDEN

111	22. 8. 1951 No	EPD	Darlegung über die Schaffung von Sozialattachés an den schweizerischen Gesandtschaften in Paris, London und Washington. Das Beispiel soll je nach Bedeutung der Schweizerkolonien Schule machen.
Siehe auch: Nrn. 90, 96.			

I.4. DIE VERTRETUNG FREMDER INTERESSEN

116	21. 9. 1951 S	Peking (Rezzonico) an EPD (Petitpierre)	Getroffene Massnahmen betreffend einer koordinierten Intervention zugunsten der Amerikaner in China.
Siehe auch: Nrn. 54, 127, 145.			

II. BILATERALE BEZIEHUNGEN

II.1. ÄGYPTEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

136	23. 2. 1952 No	Kairo (von Fischer)	Betrachtungen über die Unruhen in Ägypten: Lage der Ausländer im Allgemeinen und der Schweizer im Besonderen. Schweizerische Einrichtungen sollen erhalten bleiben.
Siehe auch: Nrn. 37, 122.			

II.2. ARGENTINIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

69	21. 11. 1950 PB	Buenos Aires (Fumasoli) an EPD (Petitpierre)	Der neue Gesandte der Schweiz wird von Präsident Peron empfangen. Überblick über die Beziehungen zwischen den beiden Staaten und die internationale Situation.
Siehe auch: Nr. 89.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

II.3. BELGIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

46	9. 6. 1950 BR-Prot.	Bundesrat	Beschlagnahme des Werkes von Léon Degrelle «La Cohue de 1940». Reise dieses belgischen Nazis in die Schweiz und Darlegung der gegen die nationalsozialistische und extremistische Propaganda getroffenen Massnahmen.
47	10. 6. 1950 Vortrag	Petitpierre an Nationalrat	Während seines Aufenthaltes in der Schweiz wird auf König Leopold III. das Asylrecht nicht angewandt. Die Aktivität des Königs in der Schweiz darf nicht kritisiert werden.
Siehe auch: Nrn. 3, 38, 78.			

II.4.1. BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

49	24. 6. 1950 No	EPD (Zehnder) an (EPD) Petitpierre	Die Einrichtung eines Generalkonsulats der BRD wirft die Frage nach der Anerkennung des neuen deutschen Staates auf. Eine Zurückweisung bringt mehr Nach- als Vorteile, vor allem deshalb, weil die BRD und die Schweiz Nachbarn sind. Reaktionen der DDR einplanen.
72	12. 12. 1950 S	Köln (Huber) an EPD (Zehnder)	Unterhaltung mit Adenauer über die Frage der diplomatischen Akkreditierung bei der BRD. Sorge des Bundesrates wegen einer eventuellen Benachteiligung von in der Ostzone wohnenden Schweizern. Frage der Reichsschulden: Weitergeltung der alten Verträge. Haltung Adenauers zur Wiederaufnahme der Verträge und der Reichschulden. Entsprechende bilaterale Verhandlungen sollten vorgesehen werden.
99	26. 6. 1951 PB	Köln (Huber) an EPD (Petitpierre)	Deutsche Meinung und Teilnahme an der europäischen Verteidigung. Deutsch-alliierte Gespräche zur Frage der Remilitarisierung Deutschlands. Haltung des amerikanischen Hohen Kommissars. Verstärkung der alliierten Truppen.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
138	13. 3. 1952 PB	London (de Torrenté) an EPD (Petitpierre)	Britische Interpretation der sowjetischen Note vom 11. März 1952 zur Deutschen Frage. Bedingung ist eine einheitliche Regierung für ganz Deutschland sowie freie Wahlen. Die UdSSR ist bereit, die deutsche Wiederbewaffnung zuzulassen, um die Anlehnung der BRD an den Westen zu verhindern. Projekt der EVG.
Siehe auch: Nrn. 19, 43, 59, 70, 85, 86, 87, 88, 119, 132, 143.			

II.4.2. BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

43	9. 5. 1950 S	Frankfurt a. M. (Huber) an EJPD (Rothmund)	Alliierte Politik sieht Erleichterungen in Visafragen vor. Schweizerische Bedingung für die Erteilung von Visa. Alliierte Kontrolle über die Ausreise von deutschen Staatsangehörigen. Schweizerisch-deutsches Abkommen betreffend den Reiseverkehr.
62	10. 10. 1950 BR-Prot.	Bundesrat	Resultat der Wirtschaftsverhandlungen zwischen der Schweiz und der BRD. Vorstellung des Handelsvertrags. Genehmigung durch die Alliierte Hohe Kommission ist notwendig.
107	31. 7. 1951 S	EVD (Kaufmann) an EPD (Zehnder)	Rekrutierung von deutschen Arbeitskräften für die Schweiz: Die von 1946 bis 1950 erteilten Bewilligungen; Bedeutung der Grenzgebiete. Staatliche Interventionen sind nicht wünschbar.
132	5. 2. 1952 BR-Prot.	Bundesrat	Instruktionen und Anordnungen für die schweizerische Delegation an der Londoner Konferenz über die Regelung der deutschen Schulden.
143	24. 4. 1952 Prot.	EPD	Stellungnahme der Regierung der BRD zu der von Bern vorgeschlagenen Regelung der deutschen Schulden. Enttäuschung von W. Stucki. Diskussion über die ersten Zahlungen: Höhe und Modalitäten. Wie werden Guthaben von in der DDR wohnhaften Deutschen behandelt?
Siehe auch: Nrn. 49, 58, 72, 86, 87, 88, 93, 99, 119.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

II.5.1. CHINA – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

4	14. 7. 1949 S	Nanking (Jéquier) an London (de Torrenté)	Unaufhaltsamer Vormarsch der kommunistischen Truppen. Katastrophale Wirtschaftslage aufgrund des Krieges, des Embargos und der Überschwemmungen. Kommunistisches Programm: Vor einer allgemeinen Nationalisierung sollte auf die wirtschaftliche Kooperation mit dem Ausland zurückgegriffen werden. Die Kommunisten sind von der Anerkennung durch ausländische Regierungen überzeugt, damit deren Interessen in China weiterhin erhalten bleiben. Einstellung der ausländischen Diplomaten zur Frage der Anerkennung der kommunistischen Regierung.
53	19. 7. 1950 S	EPD (Zehnder) an Peking (Stiner)	Schweizer Desiderata in Rahmen der sich aufbauenden Beziehungen mit der Volksrepublik China: Missionare, Bewegungsfreiheit der Schweizer, Finanzinteressen sowie Interessen der Versicherungsgesellschaften.
Siehe auch: Nrn. 57, 58, 86, 116, 121, 141.			

II.5.2. CHINA – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

102	29. 6. 1951 BR-Prot.	Bundesrat	Stand der Wirtschaftsbeziehungen mit China: Ein neues Abkommen ist vorzusehen. Angesichts des Koreakonflikts und der amerikanischen Politik gegenüber der UdSSR, den Satellitenstaaten und dem kommunistischen China muss jedoch abgewartet werden.
Siehe auch: Nrn. 53, 133.			

II.6.1. DEUTSCHE DEMOKRATISCHE REPUBLIK – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

15	7. 10. 1949 S	Berlin (Stadelhofer) an EPD (Zehnder)	Konstituierung der DDR-Regierung: Konsequenzen für den Status und die Tätigkeit der Schweizerischen Delegation in Berlin. Frage der Wirtschaftsverhandlungen mit der Sowjetzone.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
17	19.10.1949 PB	Moskau (Zurlinden) an EPD (Zehnder)	Gründung der DDR aus Sicht des Beobachters in Moskau und die Konsequenzen für die schweizerische Neutralitätspolitik.
19	28.10.1949 No	EPD	Gründung der BRD und Analyse ihres Statuts sowie ihrer Beziehungen zu den Alliierten. Die Schweiz wird eingeladen, bei der Alliierten Hohen Kommission durch eine diplomatische Mission vorstellig zu werden. Die Gründung der DDR, die ein Aussenministerium hat, stellt weitere Probleme. Modalitäten der Aufrechterhaltung von Kontakten mit der neuen Regierung.
59	20.9.1950 No	EPD	Notiz betreffend die Beziehungen zu den beiden deutschen Staaten. Muss das Prinzip der Einheit des deutschen Staates aufrechterhalten bleiben? Sind die beiden deutschen Staaten bereit, die Verpflichtungen des ehemaligen Reichs gegenüber Drittstaaten wahrzunehmen?
88	31.3.1951 S	Köln (Huber) an EPD (Zehnder)	Absicht der BRD, ganz Deutschland zu repräsentieren. Anerkennung der DDR verhindern: Warten, bis diese Vorschläge zur Regelung der schweizerischen Interessen in der DDR macht.
Siehe auch: Nrn. 49, 72, 86, 99.			

II.6.2. DEUTSCHE DEMOKRATISCHE REPUBLIK – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

133	11.2.1952 No	EVD	Wirtschaftsverhandlungen mit der DDR: 5'000 Schweizer auf dem Gebiet der DDR dürfen nicht ausser Acht gelassen werden. Abweichende Sicht Hombergers.
Siehe auch: Nr. 49.			

.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

II.7. FINNLAND

26	7.12.1949 S	Helsinki (Ganz) an Bern (Schauwecker)	Stand der Wirtschaftsbeziehungen zwischen Finnland und der Schweiz: Schweizerischer Protektionismus schadet den finnischen Importen. Plädoyer für einen ausgeglichenen Handel.
Siehe auch: Nrn. 86, 87.			

II.8.1. FRANKREICH – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

24	17.11.1949 PB	Paris (Burckhardt) an EPD (Petitpierre)	Unterhaltung mit Vincent Auriol, welcher mehrere Themen anspricht: persönliche Bemerkungen zu den englischen Sozialisten, der deutschen Teilung und der kommunistischen Partei Frankreichs.
28	15.12.1949 S	Paris (Barbey) an EPD (Zehnder)	Guinand, Advokat und schweizerischer Nationalrat, interveniert bei René Mayer, um die Frage der in Frankreich wegen wirtschaftlicher Kollaboration mit den Deutschen verurteilten Schweizer zu erledigen.
Siehe auch: Nrn. 4, 36, 44, 75, 76, 77, 80, 81, 99, 111, 137.			

II.8.2. FRANKREICH – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

22	4.11.1949 No	EPD (Rebsamen) an EPD (Petitpierre)	Vorschlag eines Abkommenstextes über die Modalitäten der Entschädigung von Schweizern, welche durch die Nationalisierung der französischen Elektrizitäts- und Gasgesellschaften ihre Guthaben verloren haben. Berücksichtigung der liechtensteinischen Interessen.
38	27.3.1950 S	EPD (Zehnder) an Paris (von Salis)	Instruktionen bezüglich der Regelung aller zwischen der Schweiz und Frankreich hängigen Rechtsangelegenheiten: Internierungskosten, Kriegsgewinne, schweizerische Forderungen, französische Zone in Deutschland.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
76	24. 1. 1951 S	Paris (von Salis) an EPD (Petitpierre)	Stand der geregelten und der noch hängigen Rechtsangelegenheiten zwischen der Schweiz und Frankreich. Die schweizerischen Argumente werden bei jenen Verwaltungsstellen, die sich um Entschädigungsfragen infolge der Nationalisierungen kümmern, bestritten.
124	20. 11. 1951 BR-Prot.	Bundesrat	Der Bundesrat heisst die von der schweizerischen Delegation anlässlich der Wirtschaftsverhandlungen in Paris (29. Oktober–14. November 1951) getroffenen Entscheidungen gut; sich an die Instruktionen haltend, akzeptierte sie die französischen Vorschläge nicht als Diskussionsgrundlage. Die Verhandlungen wurden unterbrochen.
Siehe auch: Nrn. 2, 77, 83.			

II.8.3. FRANKREICH – ANDERE BEZIEHUNGEN

81	26. 2. 1951 No	Paris	Interventionen der Gesandtschaft zur Befreiung von Schweizern, welche in der Fremdenlegion gedient haben: Abklärung der (juristischen) Möglichkeiten gemäss den unterschiedlichen Fällen. Massnahmen, um junge Schweizer davon abzuhalten, in die Fremdenlegion einzutreten.
Siehe auch: Nrn. 37, 85, 111.			

II.9. GRIECHENLAND

39	31. 3. 1950 S	EPD (Petitpierre) an Prag (Hohl)	Diplomatischer Vorstoss der Schweiz zu Gunsten einer Heimschaffung der griechischen Kinder, welche sich noch in osteureopäischen Staaten befinden. Die öffentliche Meinung ist für das Schicksal der Kinder durch den Rundfunk (Ladame) sensibilisiert.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

II.10.1. GROSSBRITANNIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

50	4. 7. 1950 S	London (de Torrenté) an EPD (Zehnder)	Analyse der britischen Europapolitik und Haltung zum Schuman-Plan. Kritik der Opposition (Churchill, Eden) an der Politik der Labour-Regierung.
Siehe auch: Nrn. 20, 75, 86, 99, 111, 122.			

II.10.2. GROSSBRITANNIEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

9	25. 8. 1949 No	EVD (Zipfel) an EVD (Rubattel)	Otto Zipfel nimmt Stellung zum englischen Vorschlag für eine Beteiligung der Schweiz am wirtschaftlichen Aufbau von Süd-Rhodesien. Aus wirtschaftlichen aber auch politischen Gründen ist Zipfel gegen die Unterstützung dieses Projektes durch die Schweiz.
23	10. 11. 1949 S	EVD (Rubattel) an EFZD (Nobs)	Folgen der Abwertung des Pfund Sterling auf den Kredit, welchen die Schweiz Grossbritannien gewährt hat: Die britische Regierung weigert sich, aufgrund fehlender Wechselkursgarantien.
61	7. 10. 1950 No	EFZD	Darstellung der wirtschaftlichen und politischen Gründe, weshalb die Schweiz der «Transferable Account Group» nicht beitreten kann.
Siehe auch: Nrn. 2, 3, 12, 50.			

II.11. INDIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

27	7. 12. 1949 S	New Delhi (Daeniker) an EPD (Petitpierre)	Nach Ansuchen des indischen Aussenministers, schlägt der schweizerische Gesandte W. Stucki und Pilet-Golaz als Administrator des geplanten Plebiszits in Kaschmir vor.
Siehe auch: Nrn. 73, 114, 116.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

II.12.1. INDONESIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

31	2. 2. 1950 No	EPD	Unterschiedliche Ansichten über die Zweckmässigkeit der Errichtung einer Gesandtschaft in Indonesien: Wichtige Wirtschaftsinteressen müssten gefördert und dem Prestigebedürfnis der indonesischen Regierung sollte entsprochen werden.

II.12.2. INDONESIEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

94	10. 5. 1951 S	EVD (Schaffner) an Kartowisastro	Resultate der Wirtschaftsbesprechungen mit einer indonesischen Delegation: Forderung Oerlikon-Bührles, Finanz- und Geschäftsabkommen.
Siehe auch: Nr. 31.			

II.13. IRAN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

100	28. 6. 1951 No	EPD (Petitpierre)	Unterhaltung mit dem iranischen Geschäftsträger: Die Verhandlung mit Grossbritannien zur Frage der Verstaatlichung der Ölindustrie ist die beste Lösung. Nur aus dieser Perspektive können schweizerische Techniker den iranischen Behörden zur Verfügung gestellt werden.

II.14. ISRAEL – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

33	13. 2. 1950 S	Tel-Aviv (Ritter) an EPD (Petitpierre)	Argumente Ritters zugunsten der Errichtung einer Gesandtschaft in Israel. Reziprozität muss berücksichtigt werden, da Israel bereits einen Gesandten für Bern ernannt hat.
Siehe auch: Nrn. 5, 37, 97.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

II.15.1. ITALIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

70	4. 12. 1950 S	EPD (Petitpierre) an Rom (Celio)	Haltung gegenüber der Ausweisung von italienischen Faschisten aus der Schweiz. Interventionen der italienischen Gesandtschaft.
104	25. 7. 1951 PB	Rom (Celio) an EPD (Petitpierre)	Italienischer Standpunkt zu den amerikanischen Kontrollmassnahmen im Handel mit kommunistischen Staaten. Der Friedensvertrag von 1947 sieht vor, kein UNO-Mitglied im Warenverkehr zu diskriminieren. Italien beteiligt sich dennoch am Wirtschaftsembargo.

II.15.2. ITALIEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

68	7. 11. 1950 No	Handelsabteilung (Moser) an EPD (von Graffenried)	Information über die Zahlungsregelung zwischen Italien und der Schweiz. Auskunftsanfrage der amerikanischen Gesandtschaft. Modalitäten der Tilgung der italienischen Schulden.
123	13. 11. 1951 S	EFZD (Iklé) an Rom (Celio)	Probleme mit den schweizerischen Guthaben in Italien: die Liste. Finanzielle Teilnahme am Terni-Projekt und Verwendungsmöglichkeiten übriggebliebener Gelder.

II.16.1. JAPAN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

56	29. 8. 1950 PB	Tokio (Weibel) an EPD (Zehnder)	Zusammenfassung einer Unterhaltung des diplomatischen Vertreters Japans in der Schweiz mit Douglas MacArthur: Lage im Fernen Osten, der Korea-Krieg, Abschluss eines Friedensvertrags mit Japan.

II.16.2. JAPAN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

8	19. 8. 1949 S	EVD (Hotz) an Ciba, Geigy, Sandoz, Hoffmann-La Roche	Schwierigkeiten mit der Wiederanknüpfung von Wirtschaftsbeziehungen mit Japan. Misserfolg des diplomatischen Wegs. Zunehmendes Defizit der Handelsbilanz. Situationsvorteil für die Nationalbank.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
103	19. 7. 1951 At	EPD an Bundesrat	Um eine Abfindung für Schweizer, welche durch Japan geschädigt wurden, zu erreichen, schlägt das EPD vor, die Summe von 35 Millionen Franken von den in der Schweiz blockierten japanischen Guthaben abzuziehen.

II.17. JORDANIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

97	18. 6. 1951 BR-Prot.	Bundesrat	Die Bundesversammlung ermächtigte den Bundesrat am 29. 9. 1950, in Jordanien eine Gesandtschaft zu eröffnen. Stärkung der Stellung von König Abdullah durch die Unterstützung Grossbritanniens und der USA. Mögliche Absicht, ein Gross-Syrien zu errichten. Notwendigkeit, einen schweizerischen Gesandten, der gleichzeitig in Syrien, Libanon und im Irak akkreditiert ist, auch in Jordanien zu akkreditieren.

II.18. JUGOSLAWIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

11	12. 9. 1949 PB	Belgrad (Zellweger) an EPD (Petitpierre)	Abschiedsbesuch des schweizerischen Gesandten bei Tito und seinen Mitarbeitern Bebler und Kardelj. Sie denken, dass von sowjetischer Seite das Schlimmste vorüber ist. Moskau würde keinen UNO-Mitgliedsstaat angreifen. Gute Beziehungen zur Schweiz.
13	21. 9. 1949 S	EPD (Petitpierre) an Den Haag (Kohli)	Ernennung Kohlis nach Belgrad. Bedeutung Jugoslawiens als Beobachtungsposten, für Gute Dienste sowie für den Handel mit dem Balkan.
Siehe auch: Nr. 39.			

II.19. KANADA – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

29	20. 1. 1950 BR-Prot.	Bundesrat	Nach Wunsch Kanadas soll die Gesandtschaft in Bern in den Rang einer Botschaft erhoben werden. Der Bundesrat lehnt diesen Vorstoss ab.
Siehe auch: Nrn. 85, 87.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
			II.20. KOREA
54	26. 7. 1950 S	EPD (Bastian) an New York (Wagnière)	Eine Anfrage der USA betreffend eine schweizerische Unterstützung des amerikanischen Vorgehens in Korea lehnt die Schweiz kategorisch ab.
127	22. 12. 1951 S	EMD (Kobelt) an Korpskommandanten der Armee	Der Bundesrat reagiert positiv auf die Sondierung betreffend eine Teilnahme von Schweizer Offizieren an der internationalen Kommission zur Überwachung des Waffenstillstandsabkommens in Korea.
145	30. 4. 1952 No	EPD (Zehnder) an EDI (Etter)	Das EPD will keinen Offizier nach Washington entsenden, welcher mit den dortigen Verantwortlichen die Kompetenzen einer zukünftigen neutralen Kommission zur Überwachung des Waffenstillstandsabkommens in Korea besprechen würde. Der Militärattaché in Washington kann an den vorgeschlagenen Gesprächen teilnehmen.
Siehe auch: Nrn. 56, 58, 65, 79, 86, 89, 102, 121, 141.			
			II.21. NIEDERLANDE – POLITISCHE BEZIEHUNGEN
41	11. 4. 1950 PB	Den Haag (Secrétan) an EPD (Petitpierre)	Internationale Stellung der dem Westen verbundenen Niederlande: entfernt von einer neutralen Politik. Wirtschaftliche Situation: schwache Währung. Wie kann der Handel mit den Niederlanden verstärkt werden? Bedeutung des Rheins und Rotterdams. Gegenseitige Sympathie zwischen den beiden Völkern.
Siehe auch: Nrn. 34, 94.			
			II.22. ÖSTERREICH – POLITISCHE BEZIEHUNGEN
64	16. 10. 1950 S	EJPD (von Steiger) an EPD (Petitpierre)	Interpretation des Niederlassungsvertrags zwischen der Schweiz und Österreich. Österreichische jüdische Flüchtlinge müssen die Schweiz nicht verlassen, Unterstützung von Flüchtlingen durch die Eidgenossenschaft.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
67	1. 11. 1950 S	Bundesanwaltschaft (Balsiger) an Wien (Feldscher)	Interesse des Bundesrats am Besuch des österreichischen Innenministers in der Schweiz. Die Schweiz ist interessiert an den Tatsachen sowie den Massnahmen im Zusammenhang mit kommunistischen Versuchen, das Funktionieren des Staates zu stören oder zu kontrollieren. Der Besuch muss jedoch geheim bleiben.
142	9. 4. 1952 PB	Wien (Feldscher) an EPD (Petitpierre)	Protest gegen die alliierte Besetzung Österreichs. Wunsch der Regierung, eine vom internationalen Recht anerkannte Neutralität zu praktizieren, bis das Land über die Freiheit verfügt, der Blocklogik zu entrinnen.
Siehe auch: Nrn. 87, 110.			

II.23. PAKISTAN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

114	18. 9. 1951 S	EPD (Zehnder) an EMD (Bracher)	Nachdem die Schweiz der indischen Regierung im Kaschmir zwei Instruktions-Offiziere zur Verfügung gestellt hat, wünscht Pakistan die Entsendung eines halben Dutzends schweizerischer Offiziere.

II.24. POLEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

128	22. 12. 1951 No	EPD (Dürr) an Petitpierre	Bemerkungen zur Entsendung eines Militärattachés nach Warschau: Prinzipielle Gesichtspunkte seiner Mission.
Siehe auch: Nrn. 39, 144.			

II.25.1. RUMÄNIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

7	9. 8. 1949 Prot.	EPD (Turnes)	Interesse, mit Rumänien normale Beziehungen zu unterhalten ungeachtet der aus der Angelegenheit Vitianu resultierenden rechtlichen Fragen und der Verhaftung von Schweizerbürgern in Rumänien. Geteilte Meinung über die zu ergreifenden Sanktionen.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
21	4. 11. 1949 No	EPD (Petitpierre)	Unterhaltung mit dem rumänischen Geschäftsträger: Angelegenheit Vitianu, Schicksal der in Rumänien inhaftierten Schweizer. Rumänische Beschwerden.
Siehe auch: Nr. 39.			

II.25.2. RUMÄNIEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

66	30. 10. 1950 B	EPD	Stand der Wirtschaftsverhandlungen zwischen der Schweiz und Rumänien: Entschädigung verstaatlichten schweizerischen Eigentums, praktische und finanzielle Bedingungen des Handelsverkehrs.

II.26. SCHWEDEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

86	21. 3. 1951 B	EPD (Zehnder)	Unterhaltung mit Hammarskjöld, Erlander sowie Undén in Stockholm. Gegenseitige Informierung über: Ost-West-Handel, knappe Rohstoffe, OEEC, Deutsche Frage, Washingtoner-Abkommen, EZU, Korea.
Siehe auch: Nrn. 1, 3, 87, 116.			

II.27.1. SPANIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

52	17. 7. 1950 PB	Madrid (Broye) an EPD (Petitpierre)	Die internationale Rolle Spaniens nach dem Ausbruch des Korea-Krieges. Die Beziehungen zwischen Spanien, den USA und der BRD. Militärische und wirtschaftliche Kooperation.
Siehe auch: Nr. 86.			

II.27.2. SPANIEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

126	20. 12. 1951 S	Madrid (Broye) an EPD (Petitpierre)	Abkommen zwischen Oerlikon-Bührle und den spanischen Behörden betreffend die Lizenzfabrikation von Rüstungsmaterial in Spanien. General Franco bedauert das fehlende schweizerische Kapital in Spanien. Angaben zu den in Spanien niedergelassenen schweizerischen Firmen.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

II.28. SÜDAFRIKA – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

14	29. 9. 1949 S	SNB an EFZD, EVD und EPD	Bedingungen für die Erteilung eines Kredits an die Regierung der Südafrikanischen Union durch ein schweizerisches Konsortium unter der Leitung der Schweizerischen Bankgesellschaft mit dem Ziel, Importlizenzen für die schweizerischen Exporteure zu erhalten.
45	26. 5. 1950 S	SNB an EFZD, EVD und EPD	Vergabe einer Anleihe von 50 Mio. SFr. durch ein Syndikat von Schweizer Banken zugunsten der Anglo-American Corporation of South Africa. Bedingungen der Anleihe. Keine Einwände der SNB.
78	14. 2. 1951 S	London (Ruegger) an EPD (Zehnder)	Überlegungen von Schweizer Bankiers über die Rassenfrage, die soziale, demographische und wirtschaftliche Lage in Südafrika.
129	7. 1. 1952 No	EVD	Südafrika wünscht in der Schweiz eine Anleihe aufzunehmen, um seine Importe, vor allem jene aus der Schweiz, zu decken. Mit Schwierigkeiten seitens der EZU muss gerechnet werden.

II.29. SÜDAMERIKA

89	31. 3. 1951 PB	Rio de Janeiro (Feer) an EPD (Petitpierre)	Die USA berufen eine Konferenz aller Aussenminister Amerikas ein. Eines der Hauptziele stellt die Mobilisierung der lateinamerikanischen Staaten gegen den Kommunismus sowohl im Innern als auch gegen aussen dar.

II.30. THAILAND

125	14. 12. 1951 S	EVD (Hotz) an thailändische Gesandtschaft	Regelung des Handelsverkehrs zwischen der Schweiz und Thailand. Beschränkte Inanspruchnahme von Pfund Sterling: Für thailändische Studenten in der Schweiz muss eine Ausnahme gemacht werden.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
			II.31. TÜRKEI – POLITISCHE BEZIEHUNGEN
18	28. 10. 1949 PB	Ankara (Gorgé) an EPD (Petitpierre)	Probleme und Konsequenzen der amerikanischen Präsenz in der Türkei. Betrachtungen zur Truman-Hilfe und zum Marshall-Plan. Verhalten und Einmischung der USA verärgern türkische Patrioten.
			II.32. TSCHECHOSLOWAKEI – POLITISCHE BEZIEHUNGEN
82	1. 3. 1951 No	EPD (Petitpierre)	Unterhaltung mit dem tschechoslowakischen Gesandten nach dessen Vorschlägen zur deutschen Wiederbewaffnung. Sein Verhalten entspricht nicht den diplomatischen Gepflogenheiten. Erklärungen und Vorwürfe. Ost-West-Handel.
			II.33. UDSSR – POLITISCHE BEZIEHUNGEN
20	2. 11. 1949 No	EPD (Zehnder) an EPD (Petitpierre)	Betrachtungen zur internationalen Lage: russische Atombombe und amerikanische Reaktion, Verstärkung militärischer Vorbereitungen, Beziehungen zu Tito und Franco, Abwertung des Pfund Sterling, Rede Lippmanns in Zürich. Keine Ost-West-Entspannung.
92	7. 5. 1951 No	EPD (Bindschedler) an EPD (Petitpierre)	Beziehungen zwischen der Gesellschaft Schweiz-Sowjetunion und der russischen Gesandtschaft. Die Analyse der Aktivitäten erlaubt keinen Rückschluss auf eine sowjetische Einmischung in innere Angelegenheiten. Es wäre möglich, eine diplomatische Intervention zu rechtfertigen.
108	3. 8. 1951 No	EPD	Stand der schweizerischen Forderungen an die UdSSR seit 1917. Zusammenfassung der Verhandlungen seit 1948. Es besteht keine Hoffnung, mit einer erneuten Darstellung der gesamten Forderungen eine positive Antwort seitens der UdSSR zu erreichen.
Siehe auch: Nrn. 3, 17, 18, 44, 58, 71, 86, 90, 102, 104, 115, 116, 121, 138, 141.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

II.34. UNGARN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

32	10. 2. 1950 PB	Budapest (Grässli) an EPD (Petitpierre)	Gespräch mit Rakosi betreffend die bilateralen Beziehungen, Pressefreiheit, Entschädigung nationalisierten Eigentums.
Siehe auch: Nr. 39.			

II.35.1. USA – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

74	27. 12. 1950 S	EJPD (von Steiger) an EPD (Petitpierre)	In Erwägung gezogene Massnahmen nach der Verhaftung eines amerikanischen Spions: Ausweisung oder Verurteilung vor dem Bundesstrafgericht.
75	15. 1. 1951 B	EPD (Petitpierre)	Unterhaltung mit dem britischen Gesandten und dem französischen Botschafter über die Frage der Wiederaufnahme der Verhandlungen zum Washingtoner-Abkommen. Britische und französische Interventionen bei den USA, damit diese die schweizerischen Argumente in Betracht ziehen.
79	15. 2. 1951 PB	Washington (Bruggmann) an EPD (Zehnder)	Das State Department hat sich gegen die Ernennung von Patterson an die amerikanische Botschaft in Bern ausgesprochen. Bedeutung und Einfluss von Senator MacCarthy. Ankündigung eines baldigen Rückzugs der amerikanischen Truppen aus Korea.
Siehe auch: Nrn. 4, 18, 20, 54, 58, 73, 75, 77, 86, 89, 99, 102, 109, 111, 113, 116, 120, 121, 131, 134, 135, 137, 139, 140, 145.			

II.35.2. USA – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

63	13. 10. 1950 BR-Prot.	Bundesrat	Die USA drohen mit der Aufkündigung des 1936er-Handelsvertrags mit der Schweiz, wenn diese sich weigert, eine «Escape Clause» (Ausweichklausel) in den Vertrag aufzunehmen. Die Schweiz sieht sich angesichts der Bedeutung ihrer Handelsbeziehungen zu den USA gezwungen, die Klausel zu akzeptieren.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
83	6. 3. 1951 BR-Prot.-V	Bundesrat	Frage der Deblockierung schweizerischer Guthaben in den USA und der Wohnsitzzertifizierung von Titelbesitzern: Protest eines Franzosen und Frage falscher Zertifikate.
Siehe auch: Nrn. 2, 3, 5, 6, 31, 68, 75, 77, 86, 102, 104, 105, 106, 109, 137, 139.			

II.36. VIETNAM

36	16. 2. 1950 S	EPD (Zehnder) an New Dehli (Daeniker)	Die Schweiz hat weder die Absicht, das Regime von Bao-Dai, noch jenes von Ho-Chi-Minh anzuerkennen. Dies trotz einer französischen und britischen Anfrage. Das Konsulat in Saigon muss erhalten bleiben.
Siehe auch: Nr. 44, 86.			

III. MULTILATERALE BEZIEHUNGEN

III.1. ALLGEMEINE MULTILATERALE BEZIEHUNGEN

118	2. 10. 1951 No	EPD	Diskussion über die Frage: «Welche Haltung muss die Schweiz momentan in der Auseinandersetzung zwischen Kooperation und Integration, in welche sie gezwungenermassen verwickelt wird, einnehmen? Und welche Politik müsste sie konkret gegenüber dem Schuman-Plan einnehmen? Abwarten, zurückziehen oder aktive Politik betreiben?» Definition der zu verfolgenden Strategie gegenüber den verschiedenen Projekten der europäischen multilateralen Organisationen: Bilaterales Handeln im multilateralen Bereich.

III.2. DIE SCHWEIZ UND EUROPA

III.2.1. DIE SCHWEIZ UND DER EUROPARAT

1	7. 7. 1949 No	Petitpierre	Unterhaltung mit dem dänischen Minister. Wunsch, dass die Schweiz dem Europarat beitritt. Petitpierres Argumente, um die Nicht-Teilnahme der Schweiz zu erklären.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
96	4. 6. 1951 BR-Prot./ Beilage	Bundesrat an Nationalrat	Haltung des Bundesrats zur Teilnahme von Schweizer Vertretern an technischen Arbeiten der Europarat-Spezialkommissionen.
Siehe auch: Nrn. 58, 60, 86, 98.			

III.2.2. DIE SCHWEIZ UND DIE ORGANISATION FÜR EUROPÄISCHE WIRTSCHAFTLICHE ZUSAMMENARBEIT

3	11. 7. 1949 No	EFZD (Jacot) an EFZD (Nobs)	Darlegung der Widersprüche der Bundesratsentscheide zur Teilnahme am Marshall-Plan. 1948 abgelehnte und 1949 angenommene politische und finanzielle Auswirkungen. Das Parlament soll über die Konsequenzen der eingenommenen und einzunehmenden Verpflichtungen nicht getäuscht werden. Die Haltung der Schweiz gegenüber den Westmächten ist mit jener Schwedens gegenüber der UdSSR zu vergleichen. Dem bilateralen Engagement muss Vorrang gegeben werden.
42	20. 4. 1950 No	EPD (Zehnder) an EPD (Petitpierre)	Bauer hat Zehnder darüber informiert, dass man in Paris begreiflich machen muss, dass die Schlussentscheidung der Frage, ob die OEEC in den Europarat oder in den Atlantikpakt integriert werden sollte, von der schweizerischen und portugiesischen Haltung abhängt. Unter diesem Blickwinkel erscheint die Frage der schweizerischen Teilnahme an der Verbindungsgruppe zwischen OEEC und Europarat als sehr wichtig.
117	28. 9. 1951 BR-Prot.	Bundesrat	Erklärung der OEEC zugunsten einer ohne staatliche Lenkung erreichten Produktionserhöhung in den Mitgliedstaaten. Der Bundesrat stimmt dieser zur Stärkung der freien Wirtschaft bestimmten Erklärung zu.
Siehe auch: Nrn. 6, 55, 58, 86, 95, 115, 118, 135.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

III.2.3. DIE SCHWEIZ UND DIE EUROPÄISCHE GEMEINSCHAFT FÜR KOHLE UND STAHL

48	10. 6. 1950 S	Vorort (Homberger) an EVD (Rubattel)	Homberger informiert über eine Besprechung mit der Schweizer Maschinenindustrie über Auswirkungen des Schuman-Plans. Dieser ist von grosser Bedeutung. Wichtig ist, über den Lauf der Dinge informiert zu werden. Ein schweizerischer Beobachter soll zur Verfügung gestellt werden. Petitpierre will keinen offiziellen Vertreter, weil damit impliziert würde, bereits mit einem Bein in der neuen Organisation zu stehen. Beobachtung sollte über den schweizerischen Vertreter im Montan-Komitee der OEEC sowie die diplomatischen Vertreter in Paris, Bonn und London stattfinden.
Siehe auch: Nrn. 50, 58, 118.			

III.2.4 DIE SCHWEIZ UND DIE EUROPÄISCHE ZAHLUNGSUNION

55	28. 7. 1950 BR-Prot.-V	Bundesrat	Der Bundesrat diskutiert unter dem Vorsitz von Vizepräsident von Steiger und in Abwesenheit von Nobs, Petitpierre, Kobelt und Rubattel den Antrag des EPD bezüglich des Beitritts der Schweiz zur EZU. Angesichts der Tatsache, dass der Abkommenstext noch nicht bekannt ist, dreht sich die Diskussion um den Antrag des EPD. Da die Angelegenheit eilt, akzeptiert der Bundesrat trotz aller Risiken, prinzipiell die Teilnahme, jedoch unter der Voraussetzung die Frage wieder aufzugreifen.
Siehe auch: Nrn. 61, 62, 76, 86, 115, 125, 129.			

III.3. DIE SCHWEIZ UND DIE UNO

121	30. 10. 1951 No	EPD (Petitpierre)	Besuch des UNO-Generalsekretärs in Genf. Internationale Lage: Kräfteverhältnis USA – UdSSR, Korea, Indochinafrage, Deutsche Frage. Eindrücke Lies zu Eisenhower und Stalin.
Siehe auch: Nrn. 27, 39, 65.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

III.4. DIE SCHWEIZ UND DIE SPEZIALORGANISATIONEN DER UNO

16	10. 10. 1949 S	EPD (Zutter) an EPD (Petitpierre)	Eindrücke zur UNESCO-Konferenz: pessimistische Beurteilung des Zustands und der Perspektiven der UNO. Piagets Rolle wird geschätzt. Spaltung der Delegationen in Ost und West.
101	28. 6. 1951 S	London (Lindt) an EPD (Zutter)	Die Schweiz sollte ihren Beitrag an den Kinderhilfsfonds aufgrund ihrer humanitären Verpflichtung nicht von den Beiträgen anderer Länder abhängig machen, da dadurch die angesehene Stellung der Schweiz Schaden leiden könnte. Daraus könnten Eingriffe in die schweizerische Haltung resultieren. Die Schweiz soll die Beitragshöhe für ihre Solidaritätsaktionen selber bestimmen.
Siehe auch: Nrn. 73, 91.			

III.5. DIE SCHWEIZ UND DIE INTERNATIONALEN GOUVERNEMENTALEN ORGANISATIONEN

34	13. 2. 1950 S	EMD (Kobelt) an EPD (Petitpierre), EVD (Rubattel) und EDI (Etter)	Die Teilnahme schweizerischer Physiker an einer Konferenz in Amsterdam zur Einrichtung einer wissenschaftlichen Zusammenarbeit in atomaren Fragen, wird gutgeheissen. Die Eidgenossenschaft kann aber aufgrund einer eventuellen Infragestellung der Neutralität keine offizielle Unterstützung leisten.

III.6. DIE SCHWEIZ UND DIE INTERNATIONALEN NICHTGOUVERNEMENTALEN ORGANISATIONEN

60	5. 10. 1950 S	EPD (Petitpierre) an de Rougemont	Überlegungen zu Petitpierres Weigerung, an der Eröffnung des Europäischen Kulturzentrums teilzunehmen.
98	22. 6. 1951 S	EPD (Zehnder) an Schweizerische Kreditanstalt (Reinhardt)	Skepsis Zehnders zur Gründung einer schweizerischen Sektion der europäischen Liga zur wirtschaftlichen Zusammenarbeit. Diese sei zu nahe am Europarat und der Westunion, als dass die schweizerischen Vertreter wirksam arbeiten könnten.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

IV. WIRTSCHAFTSPOLITIK, -BEZIEHUNGEN

IV.1. ALLGEMEINE HANDELSBEZIEHUNGEN

IV.1.1. OST-WEST-HANDEL

25	26. 11. 1949 No	EPD (Zehnder) an EPD (Petitpierre)	Von den USA auferlegtes System zur Kontrolle der Exporte in die kommunistischen Staaten. Amerikanische Vorstösse gegenüber Bern: schweizerische Antwort und Haltung zur erneuten Offensive der USA, die Schweiz in den strategischen Block der USA zu integrieren.
77	1. 2. 1951 S	Paris (von Salis) an EVD (Hotz)	Unterhaltung mit dem Leiter der Wirtschaftsabteilung des französischen Aussenministeriums über die Frage der schweizerischen Wirtschaftsbeziehungen zu den Oststaaten und den diesbezüglichen amerikanischen Druck.
84	16. 3. 1951 BR-Prot.	Bundesrat	Billigung des Memorandums zur schweizerischen Haltung, welche nach Konsultation der diplomatischen Vertreter in Washington, London und Paris eingenommen wurde: Widerstand gegen den Druck und Aufrechterhaltung des Handels mit dem Osten gemäss dem «courant normal».
A	9. 3. 1951 M	EVD	
105	26. 7. 1951 No	EPD (Zehnder) an EPD (Petitpierre)	Die USA aberkennen der neutralen Schweiz ihre spezifischen Interessen. Diskussion der Listen mit Waren, die für den Export in Oststaaten verboten sind. Von der schweizerischen Delegation vorgeschlagener Kompromiss.
106	27. 7. 1951 BR-Prot.	Bundesrat	Das Resultat der Verhandlungen in Washington zur Frage der Einschränkungen im Warenexport in die Oststaaten wird gutgeheissen: keine formelle Abmachungen zwischen den amerikanischen und schweizerischen Vertretern. Pragmatische Übereinkunft, welche die Amerikaner wieder in Frage stellen können und mit der die schweizerische Neutralitätspolitik gewahrt wird.

Siehe auch: Nrn. 82, 86, 104, 113, 133.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

IV.1.2. DIE SCHWEIZ UND DAS ALLGEMEINE ZOLL- UND HANDELSABKOMMEN

95	29. 5. 1951 S	EVD (Hotz) an Paris (Bauer)	Einige europäische Länder, insbesondere Holland, haben grosses Interesse daran gezeigt, dass die Schweiz ihre Bemühungen in der Torquay-Runde, die Zölle auf eine europäische Grundlage herunterzubringen, unterstützt. Die Schweiz hat grosses Interesse an Zollsenkungen, nimmt aber selbst nicht am GATT teil. Sie ist der Meinung, dass die Zeit für eine allgemeine Senkung auf europäischer Ebene noch nicht reif ist. Solange die Niedrigzoll-Länder noch keine konkreten Vorschläge machen, kann die Schweiz sie nicht unterstützen.
Siehe auch: Nr. 63.			

IV.2. ALLGEMEINE FINANZBEZIEHUNGEN

12	19. 9. 1949 BR-Prot.-V	Bundesrat	Diskussion über die Abwertung des Pfund Sterling und die entsprechenden Konsequenzen für die Schweiz. Muss sie auch den Franken abwerten?
91	20. 4. 1951 No	EPD (Micheli)	Die BIRD versucht in der Schweiz Anleihen aufzunehmen. Das Ersuchen der Bank um Steuerbefreiung sollte angenommen werden, jedoch nur teilweise. Bedingungen eines zu unterzeichnenden Vertrags zwischen dem Bundesrat und der BIRD.
Siehe auch: Nrn. 5, 10, 55, 61, 119, 125, 130, 132.			

IV.3. FORTSETZUNG DES ABKOMMENS VON WASHINGTON

2	8. 7. 1949 BR-Prot.	Bundesrat	Stand der Verhandlungen mit den Alliierten über die Inkraftsetzung. Fast wäre es zum Verzicht auf bestimmte Klauseln, vor allem im Zusammenhang mit in der Schweiz blockierten deutschen Privatguthaben, gekommen. Problem des Wechselkurses SFr./DM und der Beschlagnahmung von als «deutsches Eigentum» angesehenen Schweizer Firmen. Exemplarischer Fall «Interhandel». Juristische Argumente werden von der schweizerischen Delegation vorgeschlagen.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
5	15. 7. 1949 Prot.	EJPD (von Steiger)	Treffen zwischen Vertretern der amerikanischen jüdischen Organisationen und der eidgenössischen Behörden unter dem Vorsitz Bundesrats von Steiger: Frage der nachrichtenlosen Vermögen bei schweizerischen Banken und Gesellschaften. Beabsichtigte Bestimmungen zur Lösung dieses juristischen wie moralischen Problems. Das Ende des bundesrätlichen Vollmachtenregimes 1945 erschwert eine praktische und spezifische Lösung.
6	29. 7. 1949 S	EPD (Petitpierre) an EPD (Stucki)	Unterhaltung mit dem amerikanischen Unterstaatssekretär im Wirtschaftsministerium, Thorp, zur Frage des Marshall-Plans und der Angelegenheit der schweizerischen «Interhandel», die von den Amerikanern als deutsch angesehen wird und deren Guthaben in den USA beschlagnahmt wurden. Juristische und taktische Argumente der Schweiz. Notwendigkeit eines Kompromisses.
10	9. 9. 1949 S	EPD (Zehnder) an Paris (Burckhardt)	Zusammenfassung der Frage der seit dem Washingtoner Abkommen von 1946 in der Schweiz liegenden nachrichtenlosen Vermögen; dies besonders nach der Unterhaltung mit Vertretern der amerikanischen jüdischen Organisationen. Ein informeller Kontakt mit deren Vertreter in Paris sollte aufrechterhalten bleiben und gleichzeitig müssen sie über das entsprechende Bundesratsbeschlussprojekt informiert werden.
93	7. 5. 1951 B	Bern (Stucki) an EPD (Petitpierre)	Verhandlungen in Bonn: Deutsche Stimmung, eine Lösung zum Ausgleich der Auflösung der deutschen Guthaben in der Schweiz zu finden, ist gut. Argumente von W. Stucki zur Aufrechterhaltung des schweizerischen Prinzips der Achtung des Eigentums.
119	23. 10. 1951 S	Köln (Huber) an EPD (Petitpierre)	Alliierte Entscheidung, die Regelung der deutschen Guthaben bei direkten Verhandlungen zwischen der Schweiz und der BRD wiederaufzunehmen. Die Ausführung des Washingtoner-Abkommens könnte so geregelt werden.
137	27. 2. 1952 No	EPD (Petitpierre)	Amerikanisches Aide-mémoire angesichts der Londoner-Konferenz betreffend die Regelung der deutschen Schulden. Die Schweiz kann nur durch einen zwischen den Alliierten und der BRD zustandegekommenen Vertrag eingebunden werden. Die schweizerischen Kriegsopfer müssen berücksichtigt werden. Amerikanischer Wunsch, Gesandtschaft in Bern in eine Botschaft umzuwandeln. Amerikanisches Kriegsmaterial für die Schweiz.
Siehe auch: Nrn. 72, 75, 86, 112, 132, 143.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

IV.4. EIN- UND AUSFUHR VON WAFFEN UND KRIEGSMATERIAL

37	27. 2. 1950 No	EPD	Von Bührle näher ausgeführte Argumente für den Waffen- und Geschützeexport nach Frankreich, Ägypten und Israel: Interpretation des Bundesbeschlusses über das Kriegsmaterial vom 28. März 1949.
109	8. 8. 1951 S	EPD (Etter) an Washington (Bruggmann)	Instruktionen des EPD für den schweizerischen Gesandten in Washington betreffend die Lieferung amerikanischer Waffen an die Schweiz.
120	31. 10. 1951 No	EPD (Petitpierre)	Die Schweiz soll bezüglich der Lieferung von vier Panzern nicht mit dem NATO-Kommandanten, General Eisenhower, Kontakt aufnehmen: Gefahr, dass diese Lieferung als gemeinsames Verteidigungsabkommen zwischen der Schweiz und einer fremden militärischen Allianz interpretiert wird.
122	12. 11. 1951 S	Kairo (von Fischer) an EPD (Petitpierre)	Die Schweiz lehnt die Ausfuhr von Kriegsmaterial nach Ägypten angesichts der gespannten inneren Lage des Landes provisorisch ab. Ein Krieg mit Grossbritannien scheint jedoch für den Moment nicht zu drohen.
131	11. 1. 1952 S	Washington (Bruggmann) an EPD (Petitpierre)	Der Nationale Sicherheitsrat der USA hat soeben die Schweiz unter jene Staaten eingestuft, welche amerikanisches Kriegsmaterial erwerben dürfen.
139	13. 3. 1952 At	EPD an Bundesrat	Die Schweiz möchte Kriegsmaterial aus den USA importieren, ohne jedoch mit den Amerikanern ein bilaterales Abkommen zu schliessen, welches der schweizerischen Neutralität zuwiderlaufen würde.
140	15. 3. 1952 No	EPD	Das EPD wird über eine bedeutende amerikanische Kriegsmaterialbestellung bei Bührle informiert. Vom Bundesrat einzunehmende Haltung.
Siehe auch: Nrn. 94, 134, 137.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

IV.5. ENERGIE UND ROHSTOFFE

87	30. 3. 1951 S	EVD an Viscose Suisse	Darlegung der Bemühungen und Schwierigkeiten zur Sicherung der Landesversorgung mit Zellulose aus Schweden, Kanada, Österreich, Finnland, Norwegen und Deutschland.

V. MIGRATIONSBEWEGUNGEN

V.1. SCHWEIZERISCHE AUSLÄNDERPOLITIK

44	12. 5. 1950 No	EPD	Die Frage, ob politische Reden von Ausländern in der Schweiz erlaubt sein sollen, ist schwierig zu handhaben. Weisungen für die Sonderfälle General Petit, Pierre Cot, Angelegenheit Kravchenko, Garaudy, Saillant. Verbot für alle Extremisten.
Siehe auch: Nrn. 43, 46, 47, 70, 74, 107.			

V.2. SCHWEIZERISCHE AUSLANDSCHWEIZERPOLITIK

112	1. 9. 1951 Rede	EPD (Petitpierre) an Auslandschweizer	Resultat der Expertenkommission für die Auslandschweizer: Kriegsopfer, Nationalisierungen. Anwendung des Washingtoner Abkommens und der Wechselkurs SFr./DM, Militärpflichtersatz, AHV/nationale Solidarität.
Siehe auch: Nrn. 72, 103.			

VI. HUMANITÄRE HILFE

VI.1. ALLGEMEINE DOKUMENTATION ZUR HUMANITÄREN HILFE

110	14. 8. 1951 S	EPD an die schweizerischen Gesandtschaften und Konsulate	Projekt zur Aussiedlung von 2500 Donauschwaben (Volksdeutsche und Reichsdeutsche) nach Brasilien (Staat Parana) durch die Vermittlung der schweizerischen Europahilfe und dank der finanziellen Hilfe von schweizerischen Exporteuren, welche als Gegenleistung zusätzliche Exportlizenzen erhalten.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
A1	nicht datiert M	EPD	Projekt zur Aussiedlung von Donauschwaben nach Brasilien über die schweizerische Europahilfe
A2	nicht datiert M	EPD	Organisation des Aussiedlungsplans, der Besiedlung und der Bewertung der Vorteile Brasiliens.
Siehe auch: Nr. 39.			

VI.2. FLÜCHTLINGSHILFE

65	21. 10. 1950 BR-Prot.	Bundesrat	Massnahmen, um den Flüchtlingen und den zivilen sowie militärischen Verletzten des Korea-Kriegs zu helfen. Dem Ersuchen des UNO-Sekretariats sollte entsprochen werden.
Siehe auch: Nrn. 64, 110.			

VI.3. ENTWICKLUNGSHILFE

40	31. 3. 1950 BR-Prot.	Bundesrat	Die Hilfe an wirtschaftlich rückständige Länder wird unter politischen und wirtschaftlichen Aspekten immer wichtiger. Die Schweiz kann sich nur an der wirtschaftlichen Hilfe beteiligen, dies vorzugsweise auf bilateraler Ebene; auch auf mulitlateraler Ebene wird sie allerdings um eine Beteiligung in geeigneter Form nicht herumkommen. Es ist insbesondere wichtig, durch frühe technische Unterstützung mit Experten für den allgemeinen wirtschaftlichen Aufbau den späteren Markteintritt zu erleichtern. Die schweizerischen Experten könnten aus den Mitteln für die Arbeitsbeschaffung finanziert werden. Die Koordination und die Aufsicht liefen über die ETHZ.
73	23. 12. 1950 S	New Dehli (Daeniker) an EPD (Zutter)	Erste Bilanz der Entsendung von schweizerischen Experten nach Nepal im Zusammenhang mit der Entwicklungszusammenarbeit. Notwendige Zusammenarbeit mit den indischen Behörden. Interesse der amerikanischen Botschaft am schweizerischen Engagement.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

VI.4. BEZIEHUNGEN ZUM IKRK

141	27. 3. 1952 S	Moskau (Gorgé) an EPD (Zehnder)	Angriffe gegenüber dem IKRK betreffend eine Untersuchung über die gemäss chinesischem Dafürhalten von den USA im Korea-Krieg verwendeten bakteriologischen Waffen. Die Neutralität des IKRK wird von Peking und Moskau bezweifelt. Dies hat Auswirkungen auf die schweizerische Neutralität.
Siehe auch: Nr. 39.			

VII. SICHERHEITSPOLITIK

VII.1. ALLGEMEINE DOKUMENTATION ZUR SICHERHEITSPOLITIK

30	1. 2. 1950 No	GSt (de Montmollin) an EMD (Kobelt)	Unterhaltung mit Marschall Montgomery, welcher sich in der Schweiz in den Ferien befindet: politisch-militärische Situation. Dispositiv und Instruktion der Schweizer Armee müssten überprüft werden. Erklärungen de Montmollins zu den Schwächen der Schweizer Armee.
35	15. 2. 1950 No	EPD (Petitpierre)	Unterhaltung mit Marschall Montgomery: historisches Exposé, Sicherheitsorganisation des Westens, Strategische Bedeutung der Schweiz im Plan Montgomerys zur Verteidigung Westeuropas; die schweizerische Luftfahrt entspricht nicht den Anforderungen, die Instruktion ist veraltet.
51	10. 7. 1950 No	EPD (Petitpierre)	Analyse der internationalen Situation nach dem Korea-Krieg: Prüfung der Kriegsvorbereitungen. Erhöhung der Militärkredite. Das Gold muss an einem sicheren Ort gelagert werden.
71	12. 12. 1950 S	EPD (Petitpierre) an GSt (de Montmollin)	Zu treffende Massnahmen für den Fall eines kommunistischen Einfalls in Europa, sei dies durch eine militärische Intervention oder durch innere Zersetzung. Die Rolle der Schweizer Armee im Falle eines europäischen Bürgerkriegs müsste überprüft werden.
134	18. 2. 1952 No	EPD (Zehnder) an EPD (Petitpierre)	Unterhaltungen mit MacArthur und Gruenther, Mitarbeiter Eisenhowers, in Paris: schweizerische Neutralität und Verteidigung Europas. Die Schweiz kann sich amerikanisches Kriegsmaterial besorgen. Für die Lieferung von Panzern hat Korea Priorität.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
144	29. 4. 1952 BR-Prot.	Bundesrat	Geschichte der Militärattaché-Posten. Gründe, welche für die Schaffung eines Militärattaché-Postens in Osteuropa sprechen.
Siehe auch: Nrn. 20, 49, 80, 86, 128, 130, 138.			

VII.2. LEITLINIEN DER SCHWEIZERISCHEN MILITÄRPOLITIK

85	17. 3. 1951 S	EMD (Kobelt) an EPD (Petitpierre)	Aufnahme ausländischer Offiziere und Entsendung schweizerischer Offiziere ins Ausland. Für die Ausbildung von Instruktionsoffizieren ist es notwendig, die Kontakte weiterzuführen. Schwierigkeiten mit den osteuropäischen Staaten.
Siehe auch: Nrn. 80, 109, 135, 145.			

VII.3. DIE SCHWEIZ UND DIE NATO

135	21. 2. 1952 No	EPD (Zehnder) an EPD (Petitpierre)	Die Schweiz legt Wert auf die Unabhängigkeit der OECE gegenüber der NATO: Die OECE erlaubt der Schweiz, ihre europäische Solidarität umzusetzen. Die Schweiz könnte jedoch ihre Wirtschaftsbeziehungen auch ohne die OECE organisieren.
Siehe auch: Nr. 41.			

VIII. KULTURELLE FRAGEN

VIII.1. PRESSE UND MEDIEN

90	3. 4. 1951 Vortrag	EPD (Petitpierre) an Ständerat	Zur Frage der missbräuchlichen Verbreitung von Pressebulletins durch gewisse Gesandtschaften in Bern. Bezüglich Pressebulletins und Propaganda-Aktivitäten muss auf die Respektierung der diplomatischen Gepflogenheiten geachtet werden.
Siehe auch: Nrn. 32, 46, 115.			

V. DOCUMENTS / DOKUMENTE

1

E 2800(-)1990/106/20
[DoDiS-5020]

Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre

ENTRETIEN AVEC M. HANSEN, MINISTRE DE DANEMARK,
LE JEUDI 7 JUILLET 1949, À 17 H. 45

[Berne, 7 juillet 1949]

M. Hansen a été chargé par son Ministre des Affaires étrangères, M. Rasmussen, d'attirer l'attention du Conseil fédéral sur la réunion du *Conseil de l'Europe*, qui aura lieu à Strasbourg au mois d'août.

Le Gouvernement danois pense que ce serait avantageux pour tous les pays représentés dans le Conseil de l'Europe que la Suisse en fasse également partie. Il tient à nous faire savoir que, si notre pays demande à adhérer, le Gouvernement danois lui donnera son appui le plus total. Il pense que cette attitude serait aussi celle des autres pays membres du Conseil de l'Europe.

J'ai répondu à M. Hansen que notre politique de neutralité s'opposait à une adhésion[1]. J'ai relevé que la Suède avait admis qu'il n'y avait pas *[d']*incompatibilité entre la neutralité et la participation au Conseil de l'Europe, mais que notre neutralité avait un caractère plus absolu. J'ai encore souligné le fait que la question devrait éventuellement être soumise aux Chambres fédérales, puis au peuple et aux cantons et que très vraisemblablement une proposition d'adhérer ne serait pas approuvée.

M. Hansen m'a déclaré que, vivant en Suisse, il se rendait parfaitement compte des raisons qui empêchaient notre pays de participer actuellement au Conseil de l'Europe.

J'ai, en terminant, marqué l'intérêt que nous portions à l'action du Conseil. Nous n'avons ni indifférence ni hostilité à son égard. J'ai souligné également que des personnalités dominantes de nos principaux partis politiques faisaient partie du comité suisse qui s'occupe du fédéralisme européen sur un plan purement privé[2] et que j'avais eu l'occasion, au cours d'une de leurs dernières réunions, de renseigner les Commissions des Affaires étrangères sur le Conseil de l'Europe, son organisation et ses buts[3].

---

1. *Cf. l'exposé de M. Petitpierre sur le Conseil de l'Europe lors de la conférence des ministres du 9 septembre 1949,* E 2800(-)1967/61/65 (DoDiS-8835).
2. *Cf. la notice d'E. Mentha à M. Petitpierre du 19 février 1949 au sujet du Comité national suisse pour la coopération européenne,* E 2001(E)1967/113/858 (DoDiS-4245).
3. *Cf. la séance de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national du 7/8 mars 1949 et la séance de la Commission des Affaires étrangères du Conseil des Etats du 15 mars 1949,* E 2800(-)1967/60/1 *respectivement* E 2800(-)1967/60/4.

2

E 1004.1(-)-/1/507
[DoDiS-4680]

BUNDESRAT
Beschlussprotokoll der Sitzung vom 8. Juli 1949[1]

1375. Abkommen von Washington; neue Verhandlungen

Politisches Departement. Antrag vom 23. Juni 1949

Das Politische Departement teilt folgendes mit:

Über die Besprechungen, die vom 9. Mai bis 10. Juni 1949[2] zwischen einer schweizerischen Delegation und den Delegationen der USA, Grossbritanniens und Frankreichs in Washington stattgefunden haben, erstattet der Chef der Schweizerischen Delegation, Herr Minister Dr. Walter Stucki, den nachfolgenden Bericht:

«1) *Allgemeines:* Die hinter uns liegenden Verhandlungen gingen in einer Atmosphäre vor sich, die sich in jeder Hinsicht vorteilhaft von derjenigen unterscheidet, in welcher vor drei Jahren die Verhandlungen über das Abkommen von Washington[3] geführt werden mussten. Während wir damals unter sehr starken Druck gesetzt worden waren, mit offenkundigem Misstrauen behandelt wurden und fast als verkappte Freunde von Hitler-Deutschland betrachtet worden sind, fanden wir dieses Mal, namentlich bei den amerikanischen Vertragspartnern, einen ausgesprochenen Geist der freundschaftlichen Verständigungsbereitschaft. Von der grossen amerikanischen Delegation von 1946 trat nicht ein einziges Mitglied mehr in Erscheinung. Wir hatten durchwegs mit neuen Leuten zu tun, die viel weniger unter jüdischem Einfluss stehen und die nicht vom Geiste Morgenthaus erfüllt sind. Lediglich im amerikanischen Justizministerium sind solche Kräfte noch am Werk, was sich in der Frage der Sequester-Konflikte deutlich genug zeigte. Unsere Hoffnungen insbesondere auf den Chef der amerikanischen Delegation, Unterstaatssekretär Thorp, haben sich insofern erfüllt, als dieser vom Anfang bis zum Schluss der Verhandlungen gegenüber der Schweiz sehr freundschaftlich eingestellt war. Enttäuscht hat er insofern, als ihm offensichtlich die nötige Durchschlagskraft fehlt, um den beiden übrigen Delegationen oder dem amerikanischen Justizministerium gegenüber seine Auffassung auch durchzusetzen.

Aus den Verhandlungen hat sich mit aller Klarheit gezeigt, dass schweizerische Begehren um Aufhebung des Abkommens oder um Aufhebung wenigstens der Liquidationsbestimmungen für das Eigentum von deutschen Privaten nicht die geringste Aussicht auf Erfolg gehabt hätten. Gewisse

---

1. *Abwesend waren: K. Kobelt, R. Rubattel.*
2. *Für die Protokolle der internen Sitzungen der schweizerischen Delegation und die Protokolle der alliierten Delegationen vgl.* E 2801(-)1968/84/89.
3. *Zum Washingtoner Abkommen vgl. DDS, Bd. 16, Thematisches Verzeichnis:* Allgemeine Finanzbeziehungen *und DDS, Bd. 17, Thematisches Verzeichnis:* Fortsetzung des Abkommens von Washington.

schweizerische Kreise, die sich gestützt auf unverantwortliche Meinungsäusserungen einiger amerikanischer Persönlichkeiten in dieser Hinsicht Illusionen hingegeben haben, übersehen offensichtlich, dass weder England noch Frankreich noch ganz besonders die in der Agence interalliée des réparations in Brüssel zusammengefassten übrigen 16 alliierten Staaten bereit sind, auf die Schweizerfranken zu verzichten, die sie aus dem Abkommen erwarten.

Hauptfragen

1) *Umrechnungskurs Schweizerfranken/Deutsche Mark*[4]*:*

Gemäss den Instruktionen des Bundesrates[5] haben wir den englischen Vorschlag vom November 1948[6] angenommen, d. h. unser Einverständnis damit erklärt, dass ein provisorischer Umrechnungskurs von Fr. 100.– = 78 DM festgesetzt werde, dass der definitive Umrechnungskurs später zwischen den Parteien zu vereinbaren oder wenn nötig durch Schiedsgericht zu bestimmen sei und dass, falls der definitive Kurs für den enteigneten Deutschen einen höhern Gegenwert haben sollte, die Differenz im Sinne von Nachschusszahlungen auch denjenigen zukommen müsse, welche auf Grund des provisorischen Kurses bereits ausbezahlt worden sind. Zu unserer Überraschung ist dieses schweizerische Entgegenkommen gerade vom Chef der englischen Delegation damit beantwortet worden, dass er verlangte, der provisorische Kurs sei jetzt schon als definitiv festzusetzen. Er begründete diese Forderung damit, dass seitdem der englische Vorschlag gemacht worden war, ca. 6 Monate verflossen seien, während welcher Zeit sich die Verhältnisse in Deutschland ausgesprochen stabilisiert hätten, so dass man ohne Bedenken den Kurs heute schon endgültig bestimmen könne. Selbstverständlich lehnten wir dieses neue Begehren des bestimmtesten ab. Es wurde rasch erkennbar, dass auch die beiden andern Grossmächte mit allen Mitteln verhindern wollten, dass der definitive Kurs wenn nötig schiedsgerichtlich bestimmt werde. Sie fürchteten offensichtlich eine Kursrelation, die ihr handels- und währungspolitisches Programm für West-Deutschland stören könnte. Man versuchte deshalb, uns für die Zukunft der Handlungsfreiheit dadurch zu berauben, dass man für den definitiven Kurs heute schon bestimmte Kriterien vorschlug. Nach der einen Variante hätte dieser definitive Kurs identisch sein sollen mit dem Kurs, der als Resultat der Wirtschaftsbeziehungen Deutschlands zu der übrigen Welt hervorgehen würde. Durch unsern Einwand, dass offenbar noch auf lange Jahre hinaus für einen solchen natürlichen Kurs die Voraussetzungen fehlen dürften, nämlich die volle Freiheit des Handels- und Zahlungsverkehrs zwischen Deutschland und der Umwelt, konnte dieser Vorschlag rasch erledigt werden. Die zweite Variante ging dahin, auf den Kurs abzustellen, der in einem künftigen Clearing- oder Zahlungsabkommen zwischen

---

4. *Zur gleichen Problematik vgl. DDS, Bd. 17, Nr. 74, das Protokoll vom 24. Juni 1947,* E 2801(-)1968/84/54 (DoDiS-5823) *und das Protokoll vom 13. April 1949,* E 2800(-)1967/61/77 (DoDiS-5800).

5. *Vgl. BR-Prot. Nr. 873 vom 29. April 1949,* E 1004.1(-)-/1/504 (DoDiS-3090).

6. *Vgl. die Notiz von F. Kappeler an M. Petitpierre vom 22. November 1948 und die Notiz von W. Stucki vom 29. November 1948,* E 2801(-)1968/84/89.

Deutschland und der Schweiz vereinbart würde. Da Deutschland nach dem Bonner-Statut[7] nicht berechtigt wäre, ein solches Abkommen ohne die Zustimmung der Westalliierten abzuschliessen, so hätten wir bei Annahme dieses Vorschlages nur noch eine zusätzliche Schwierigkeit geschaffen und uns weitgehend in die Hände einer künftigen deutschen Regierung begeben. Wir mussten deshalb auch diesen Vorschlag ablehnen.

Als sich dann im Verlauf der Verhandlungen immer deutlicher zeigte, dass die Alliierten den Zweck verfolgten, in der Kursfrage eine Einigung zu erzielen, uns damit zur Liquidation der deutschen Vermögenswerte zu zwingen, um möglichst rasch Schweizerfranken zu erhalten, in der andern so wichtigen Hauptfrage aber, derjenigen der Sequesterkonflikte, keinerlei Entgegenkommen zu zeigen, lehnten wir zunächst eine weitere Diskussion der Frage des Umrechnungskurses ab. Es war dies auch deshalb angezeigt, weil zwischen den unterdessen aus Bern erhaltenen Instruktionen und der Auffassung der Delegation gewisse Diskrepanzen hervorgingen, die vorerst abzuklären waren. Es bezieht sich dies vorwiegend auf die oben erörterte Frage einer allfälligen Nachschusspflicht, die sowohl im englischen Vorschlag wie in der Diskussion im Schosse der Aufsichtskommission wie auch in den Instruktionen des Bundesrates als wesentliches Element erschien und nach den neuen Instruktionen hätte eliminiert werden sollen. Diese Frage wird anlässlich der Instruktionen für die im Herbst beginnende neue Verhandlungsetappe sorgfältig abzuklären sein, ohne dass sie hier einer eingehenderen Erörterung bedarf. Es wird alsdann auch die Frage zu entscheiden sein, ob nicht zur Vermeidung weiterer Komplikationen doch ein definitiver Kurs, ev. mit einer Revisions-Klausel, festgesetzt werden kann, und wieweit an der Bedingung festzuhalten ist, dass die Auszahlung au fur et à mesure mit der schweizerischen Liquidation vor sich zu gehen hat.

Wie schon angedeutet, zeigte sich immer klarer, dass das hauptsächliche taktische Problem dieser Verhandlungen für die Schweiz darin lag, den durch Anrufung des Schiedsgerichts erhaltenen Trumpf nicht aus den Händen zu geben, ohne auch in der Frage der Sequester-Konflikte eine erträgliche Lösung erzielt zu haben. Die Lage war deshalb etwas schwierig, weil wir immer erklärt hatten, mit der Liquidation der deutschen Vermögenswerte solange nicht beginnen zu können, als nicht ein angemessener Umrechnungskurs festgesetzt sei. Der Frage der Sequester-Konflikte wegen konnten und können wir die gleiche Haltung natürlich nicht einnehmen. Die schweizerische Delegation stellte sich deshalb, sehr zum Verdruss der Alliierten, auf den Standpunkt, die Schweiz könne nur dann auf das von ihr angerufene Schiedsgericht verzichten, wenn mit der Frage des Umrechnungskurses zum mindesten auch diejenige der Sequester-Konflikte befriedigend geregelt sei. An diesem Standpunkt haben wir bis zum Schluss festgehalten und werden wir auch in Zukunft festhalten müssen.

---

7. *Der Ausdruck «Bonner-Statut» bezieht sich auf die Annahme des Grundgesetzes für die Bundesrepublik Deutschland durch den Parlamentarischen Rat am 8. Mai 1949.*

2) *Sequester-Konflikte*[8]

Die schweizerische Delegation vertrat nachdrücklich unsere bekannten zwei Thesen:

a) Die Alliierten mögen in den Sequester-Konflikten, die zwischen ihnen entstanden sind, in voller Freiheit von der ‹legal ownership› oder von der ‹beneficial ownership› ausgehen, und sie könnten dies auch der Schweiz gegenüber tun, wenn das Abkommen von Washington nicht bestünde. Dieses beauftragt nun aber gerade die Schweiz, unter alliierter Mitwirkung das bei uns liegende Eigentum, welches legal schweizerisch, in Wirklichkeit aber mehr oder weniger deutsch ist, durch Beseitigung des deutschen Einflusses zu einem in jeder Hinsicht legalen schweizerischen Eigentum zu machen. Es wäre wider den Wortlaut und den Sinn des Abkommens, ja es wäre offensichtlich gegen Treu und Glauben, wenn trotz der von der Schweiz abkommensgemäss durchgeführten ‹Entdeutschung› schweizerischer Gesellschaften und Firmen deren Eigentum in den alliierten Ländern nach wie vor als Feindeseigentum behandelt und sequestriert würde.

b) Das Abkommen selber hat klare Regeln darüber aufgestellt, durch wen, wie und in welcher endgültigen Weise darüber zu entscheiden ist, ob deutscher Einfluss bei schweizerischen Gesellschaften besteht und wie er zu beseitigen ist. Die unangefochtenen Entscheidungen der Verrechnungsstelle oder der Rekurskommission sowie die Beschlüsse der ‹Commission mixte› können und dürfen deshalb von den alliierten Vertragsunterzeichnern nicht ignoriert werden, sie sind für sie verbindlich.

Wie zu erwarten war, haben die Alliierten beide Thesen scharf zurückgewiesen. Sie machten geltend, dass es weder ihre Absicht gewesen sei, sich bei Unterzeichnung des Abkommens in dieser Weise zu binden, noch dass sie von den übrigen Alliierten die Ermächtigung erhalten hätten, derartige Bindungen einzugehen. Besonderes Gewicht wurde darauf gelegt, dass bei Abschluss des Abkommens in fast allen alliierten Ländern Gesetze gegen das Feindeigentum bestanden hätten, die mit unserer Auffassung in Widerspruch stehen und dass deren Änderung niemals in ihrer Absicht gelegen hätte. Es wurde auch eine Art eidesstaatliche Erklärung des bekannten Herrn Rubin vorgelegt, der 1946 als Rechtsberater der amerikanischen Delegation tätig war und behauptet, der schweizerische Standpunkt sei mit den damaligen Absichten der Alliierten unvereinbar.

Es wurde somit jede Möglichkeit, die Streitfragen auf grundsätzlichem Boden und multilateral zu regeln, kategorisch in Abrede gestellt. Dagegen erklärten die drei alliierten Delegationen, jede einzeln, sie seien bereit, mit der Schweiz die bestehenden Sequester-Konflikte bilateral zu diskutieren und ev. zu regeln. Mit Rücksicht auf die durchaus negative Einstellung der Gegenseite hatte die schweizerische Delegation keinen Grund, ihrerseits

---

8. *Vgl. DDS, Bd. 17, Nr. 79, die Notiz von L. Jacot an E. Nobs vom 1. Juli 1949,* E 6100 (A)-/25/17 (DoDiS-8674), *BR-Prot. Nr. 292 vom 10. Februar 1950*, E 1004.1(-)-/1/514 (DoDiS-7175), *das Schreiben von M. Petitpierre an W. Stucki vom 26. Juni 1950,* E 2800(-)1967 /61/77 (DoDiS-8675) *und BR-Prot. Nr. 258 vom 2. Februar 1951,* E 1004.1(-)-/1/526 (DoDiS-7920).

irgend welche Konzessionen zu machen und auf ihren Standpunkt zu verzichten oder ihn abzuschwächen. Unter voller Wahrung unseres grundsätzlichen Begehrens auf multilaterale Regelung der Frage erklärten wir uns bereit, den Versuch zu unternehmen, auf bilateralem Wege praktische Lösungen für die entstandenen Konflikte zu suchen.

Es zeigte sich im Verlauf der Besprechungen immer deutlicher, dass das ganze Problem weitgehend dominiert ist, jedenfalls in Amerika, durch den bekannten Fall ‹Interhandel›[9]. Diese in Basel domizilierte Gesellschaft, die ursprünglich unter dem Namen I. G. Chemie durch die deutsche I. G. Farben gegründet worden war, besitzt als Hauptaktivum die Aktien der General Aniline and Film Corporation in Amerika. Deren Wert beträgt über 100 Millionen Dollars. Mit der Behauptung, die Interhandel sei deutsch beherrscht, wurde deren Eigentum in Amerika als Feindeseigentum bezeichnet und die Aktien der GAF 1942 beschlagnahmt. Über den Fall wurde schon anlässlich der Verhandlungen im Frühjahr 1946 einlässlich gesprochen. Die Amerikaner stellten Beweise dafür in Aussicht, dass entgegen dem Resultat der in der Schweiz durchgeführten sehr eingehenden Untersuchungen der deutsche Einfluss bei der Interhandel immer noch bestehe und dass diese deshalb immer noch als deutsch-beherrscht zu betrachten sei. Diese Beweise sind bis zur Stunde niemals vorgelegt worden. Die Schweizerische Rekurskommission hiess deshalb den Rekurs der Interhandel gegen die Unterstellung unter die Sperrebestimmungen gut[10] und ihr Entscheid wurde, da die Alliierten innert 30 Tagen nicht das Schiedsgericht anriefen, im Sinne des Abkommens definitiv. Trotzdem weigerte sich das amerikanische Justizdepartement, die GAF-Aktien frei zu geben und es musste die Interhandel den Prozessweg in Amerika einschlagen. Es ist dort ein offenes Geheimnis, dass man mit allen Mitteln diese gewaltigen Vermögenswerte definitiv erwerben will, dass hohe amerikanische Persönlichkeiten an der Angelegenheit persönlich stark interessiert und dass auch die amerikanischen Gerichte nicht unbedingt zuverlässig sind. Namentlich seitdem der Oberste Amerikanische Gerichtshof in einem andern Fall erklärt hat, es brauche eine solche Firma nicht deutsch-beherrscht zu sein, es genüge, dass sie ‹deutsch-gefärbt› ist, um sie zu enteignen, sind die Prozessaussichten ziemlich prekär. Zwischen der Interhandel und dem amerikanischen Justizministerium schweben schon seit einiger Zeit Vergleichsverhandlungen. Die amerikanischen Offerten sind aber bis jetzt so ausserordentlich niedrig, dass man verstehen muss, wenn sie von der Interhandel nicht angenommen werden konnten. Unsere Delegation hat sich auf den Standpunkt gestellt, dass der definitiv gewordene Entscheid der Schweizerischen Rekurskommission für Amerika verbindlich sei und dass die Weigerung der Freigabe der Guthaben der Interhandel mit der Begründung, diese sei ‹deutsch-gefärbt›, auch im klaren Widerspruch zu Art. V des Abkommens

---

9. *Zur Angelegenheit Interhandel vgl. Nr. 6 in diesem Band, DDS, Bd. 17, Nr. 76, die Notiz vom 11. Juli 1949,* E 2800(-)1990/106/20 (DoDiS-4353), *und die Notiz vom 4. März 1952, ebd.* (DoDiS-7232).

10. *Vgl. das Protokoll der Sitzung der schweizerischen Rekurskommission vom 5. Januar 1948,* E 7160-07(-)1968/54/1055.

von Washington stehe, worin Amerika die uneingeschränkte Verpflichtung übernommen hatte, die schweizerischen Guthaben freizugeben. Es ist wahrscheinlich, dass die energische Vertretung dieses Standpunktes die Amerikaner zu einer höheren Vergleichsofferte veranlassen wird und dass eine Einigung zwischen den Parteien zustande kommt. Wir haben es selbstverständlich abgelehnt, uns irgendwie in diese Verhandlungen zu mischen und uns über Vergleichszahlen zu äussern. Sollte eine Einigung zustande kommen, was sehr zu begrüssen wäre, so dürfte die praktische Erledigung der übrigen Sequester-Konflikte mit den USA viel leichter werden.

Mit der Unterbrechung der Verhandlungen zwischen den Delegationen sind unverzüglich die bilateralen Diskussionen Schweiz-Amerika aufgenommen worden. Die Herren Direktoren Ott und Pfenninger blieben zu diesem Zwecke in Washington, wo auch die noch hängigen Zertifizierungsfälle wenn möglich erledigt werden sollen[11]. Mit Frankreich und England einerseits sowie Belgien, Holland, Norwegen und Dänemark andererseits werden bis zu Beginn der nächsten multilateralen Verhandlungen ebenfalls Versuche zur Regelung der bestehenden Sequester-Konflikte unternommen werden müssen. Eine Aussicht, in allen diesen Fragen zu einigermassen erträglichen Resultaten zu gelangen, besteht nur dann und nur solange, als die Alliierten befürchten müssen, die Schweiz werde an der Anrufung des Schiedsgerichts festhalten und unterdessen mit der Liquidierung der deutschen Vermögenswerte nicht beginnen.

[...][12]

Berücksichtigt man die Totalergebnisse dieser letzten Verhandlungsetappe, so wird man zufrieden sein können. Die Alliierten haben ihre Auffassung, wonach sie berechtigt seien, einseitig den Umrechnungskurs Schweizerfranken/Deutsche Mark festzusetzen, preisgegeben und den schweizerischen Standpunkt der bilateralen Vereinbarungen angenommen. Sie haben auch zugegeben, dass den Deutschen ein wirklicher Gegenwert zukommen muss. Sie haben ihrerseits weder die Frage des Raubgoldes noch diejenige des ehemaligen deutschen Reichseigentums wieder aufgeworfen. Mit Bezug auf den Umrechnungskurs ist man einer Lösung sehr nahe gekommen. Die einzige schwerwiegende Frage, die noch gänzlich unerledigt geblieben ist, berührt das schwierige Gebiet der Sequester-Konflikte, wo wir auf bilateralem Wege einige Resultate wohl werden erzielen können.

[...][13]

Das Politische Departement möchte sich obigem Bericht des schweizerischen Delegationschefs anschliessen. Es wird dem Bundesrat zu gegebener Zeit Antrag mit Bezug auf die schweizerischen Instruktionen für die für den Herbst vorgesehene neue Verhandlungsetappe unterbreiten.»

Auf Grund der Beratung wird vom vorstehenden Bericht von Herrn Minister Stucki zustimmend Kenntnis genommen.

---

11. *Zur Problematik der Zertifizierung der schweizerischen Guthaben in den Vereinigten Staaten vgl. DDS, Bd. 17, Nr. 79.*
12. *Hier werden eher technische Fragen behandelt.*
13. *Hier werden eher technische Fragen behandelt.*

3

E 2800(-)1967/60/10
[DoDiS-8660]

Le Vice-Directeur de l'Administration fédérale des Finances, L. Jacot, au Président de la Confédération, E. Nobs

PARTICIPATION FINANCIÈRE DE LA SUISSE AU PLAN MARSHALL[1]

Copie
No Berne, 11 juillet 1949

1. Préambule

Au moment où le Conseil fédéral doit prendre position à l'égard de l'ultimatum qui lui est adressé par l'organisation du plan Marshall et auquel il doit répondre jusqu'à mercredi à 15 heures[2], je tiens à résumer clairement mon point de vue sur la question.

Lorsque le Département politique fédéral a soumis à une commission interdépartementale son message du 20 août 1948[3], relatif à la participation de la Suisse au plan Marshall, j'ai proposé de renvoyer la question jusqu'à ce que les conséquences financières de la participation de la Suisse aient été éclaircies[4]. Je considérais, en effet, qu'il n'était pas correct vis-à-vis du Parlement de faire ratifier une convention susceptible d'avoir des conséquences financières extrêmement vastes, sans souffler un mot de celles-ci.

Ma proposition n'a réuni qu'une voix: la mienne.

Devant le Conseil national, M. le Conseiller fédéral Petitpierre, chargé de défendre le message, a déclaré ce qui suit: (Bulletin sténographique 1948, p. 508)[5] «Nous n'envisageons donc pas d'accorder, dans le cadre de la coopération économique européenne, de crédits, qui ne nous ont d'ailleurs pas été demandés.»

et plus loin: «Notre contribution à la collaboration économique européenne ne sera donc pas d'ordre financier.» Il ajoute même: «Le Conseil fédéral estime qu'aujourd'hui nos possibilités d'accorder de nouveaux crédits sont épuisées».

---

1. *Sur l'attitude de la Suisse par rapport au Plan Marshall, cf. DDS, vol. 17, table méthodique:* La Suisse et l'Europe/Plan Marshall.
2. *Sur ce que L. Jacot appelle l'«ultimatum» de l'OECE, cf. la notice de F. Kappeler à M. Petitpierre du 7 juillet 1949,* E 2800(-)1967/60/10 (DoDiS-8681), *le projet de rapport du Sous-Comité spécial de la Direction des échanges et des finances de l'OECE du 8 juillet 1949, ibid., ainsi que le mémoire récapitulatif de la Délégation suisse à l'OECE du 27 juillet 1949, ibid.*
3. *Il s'agit du* Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la ratification de la convention de coopération économique européenne signée à Paris le 16 avril 1948 (du 20 août 1948), *FF, 1948, vol. 100, II, pp. 1113–1138.*
4. *A ce propos, cf.* E 2800(-)1990/106/10 *et* 11.
5. *Les passages cités se trouvent dans le Bull. sténogr. CN, 1948, p. 508.*

Après ces déclarations catégoriques, le Conseil fédéral proposerait maintenant un nouveau crédit de 200 millions pour une année seulement[6]. Le Conseil fédéral sera donc appelé à justifier un tel revirement.

L'ultimatum adressé par l'OECE à la Suisse a un aspect politique, un aspect économique et un aspect financier.

2. Aspect politique.

Dans son message le Conseil fédéral a insisté à plusieurs reprises sur son intention de ne pas prendre des engagements incompatibles avec notre neutralité. Or, il doit se rendre à l'évidence que la proposition de l'OECE tend à appliquer à la Suisse le système adopté à l'égard de la Belgique, c'est-à-dire du «Recipient country». Nous pourrions évidemment continuer de prétendre que notre statut de neutralité n'est nullement touché, surtout si les Etats-Unis n'exigent pas de nous la conclusion d'un accord bilatéral. On ne peut cependant nier que l'opération a pour effet de donner à la Suisse des dollars américains en lieu et place de créances en monnaie dépréciée, telle que la livre sterling. Aux yeux des Américains, qu'on le reconnaisse ou non dans un traité, nous aurons reçu des dollars et nous serons considérés comme pays bénéficiaire.

Si l'on se donne la peine de jeter un coup d'œil sur les conflits d'intérêts, les intrigues et les pressions qui sont exercées dans le cadre de l'organisation du plan Marshall, il est de toute évidence que, en y entrant comme pays bénéficiaire de dollars, la Suisse abandonne une partie de sa souveraineté.

Les conséquences politiques de l'accord qui est soumis au Conseil fédéral sont, à mon avis, aussi étendues que celles de l'accord de Washington[7]. Elles le sont peut-être d'avantage parce que, ainsi que le montre l'expérience, nous voyons que nous sommes en face d'un engrenage auquel nous ne pouvons échapper une fois que nous y sommes entrés. Or, il faut éviter d'agir ici avec cette précipitation qui a été si néfaste lors de l'accord de Washington. Il est évident qu'aujourd'hui cet accord ne serait certainement pas ratifié par le Parlement. Le Conseil fédéral doit donc éviter de se trouver dans une situation intenable vis-à-vis des Chambres fédérales.

3. Aspect économique.

Cet aspect ayant été développé plus amplement ce matin[8], je me bornerai de relever:

a. Qu'il est faux d'accorder des crédits sous prétexte de donner du travail avant que la crise se soit produite.

b. Qu'il est faux de parler d'isolement économique, que cet argument déplorable a déjà été invoqué à l'appui de l'accord de Washington et qu'on a vu ce qu'il valait, que notre capacité d'exportation est fixée par nos impor-

---

6. *Cf. le rapport du DFEP, du DFFD et du DPF au Conseil fédéral du 11 juillet 1949,* E 6100(B)1973/141/139.

7. *Sur la conclusion de l'accord de Washington, cf. DDS, vol. 16, table méthodique:* Relations financières générales.

8. *Aucun procès-verbal ou compte rendu de cette discussion n'a été retrouvé.*

tations et que, par conséquent, tant que nous importons nous ne serons pas isolés; que si l'Angleterre nous livre de moins en moins, c'est que le cours de son change est exagéré, qu'en faisant crédit à ce pays on ne remédie pas à la situation mais, au contraire, on le dispense de prendre les mesures qui s'imposent.

c. Qu'il est faux, tactiquement, de commencer par accorder des crédits et de s'imaginer qu'on va pouvoir imposer notre manière de voir sur leur utilisation. Toute l'expérience des négociations bilatérales prouve le contraire.

4. Aspect financier.

Le problème que la Suisse doit résoudre est fort semblable à celui qui se présentait à la Suède, lorsque celle-ci a accordé un crédit démesuré à l'URSS. Les mêmes conséquences risquent d'atteindre notre pays si nous nous engageons dans cette voie.

En cas de dévaluation de la livre sterling, la Confédération perdra environ 80 à 100 millions de francs sur le crédit qu'elle a accordé à la Grande-Bretagne[9]. En octroyant un nouveau crédit à un pays qui nous inflige une perte pareille, n'est-ce pas provoquer le contribuable helvétique?

Pour estimer les risques d'un crédit accordé pour 25 ans, ne convient-il pas de se reporter aux avances faites à l'Europe centrale, il y a 25 ans également, sous les auspices de la SDN?

Enfin, les charges nouvelles provenant de l'octroi de crédits à 2 1/2% – alors que jusqu'à présent nous avons touché 3 1/2% – seront des fardeaux supplémentaires pour le budget de la Confédération; peut-on les décréter sans prévoir immédiatement des recettes correspondantes?

Enfin, n'y-a-t-il pas lieu de considérer qu'au moment où la réforme fédérale des finances est entrée dans une impasse qui créera de gros soucis au Conseil fédéral, il convient d'être extrêmement réservés dans le décaissement des derniers publics? La discussion qui s'est déroulée ce matin donnait l'impression qu'il n'y avait pas en Suisse de problème financier. Il me paraît absolument indispensable d'en rappeler toute l'importance au Conseil fédéral.

Conclusions.

Jusqu'à présent, la Suisse a soutenu le point de vue qu'elle faisait son plan Marshall à sa façon et qu'elle accordait des crédits dans les accords bilatéraux lorsque de telles avances étaient absolument nécessaires. Il n'y a, à mon avis, aucune nécessité quelconque et aucun avantage d'abandonner subitement ce point de vue pour se lancer dans un multilatéralisme qui ne peut lui apporter que des déboires[10].

---

9. *Sur ce crédit, accordé le 12 mars 1946, cf. DDS, vol. 16, N° 105. Le 18 septembre 1949, le Gouvernement britannique décide effectivement de dévaluer la Livre sterling de 30%.*

10. *Sur la suite de cette affaire, cf. la notice de L. Jacot à E. Nobs du 5 septembre 1949,* E 6100(B)1973/141/149 (DoDiS-8682).

4

E 2001(E)1967/113/520
[DoDiS-4200]

Le Chargé d'Affaires de Suisse à Nankin, J.-P. Jéquier, au Ministre de Suisse à Londres, H. de Torrenté[1]

L Nankin, 14 juillet 1949

Avant de faire partir ma dernière lettre, je saisis encore l'occasion de la compléter par quelques lignes. Hier a eu lieu chez l'Amb*[assadeur]* d'Amérique[2] une petite conférence au cours de laquelle il a fait ses adieux aux chefs de mission. Il partira probablement la semaine prochaine, si les communistes ne lui mettent pas des bâtons dans les roues au dernier moment. Evidemment, si l'avion de l'attaché de l'air ne s'était trouvé bloqué à Nankin par la libération, ce départ serait actuellement matériellement impossible.

Au cours de la conférence d'hier, j'ai entendu la plupart des chefs de mission exprimer leur opinion sur la situation. Comme je ne puis faire rapport au Département sur toutes ces questions, je crois utile de vous faire part de ces quelques considérations. Je m'en remets à vous, si vous le jugez nécessaire, de les transmettre à Berne de la façon qui vous paraîtra la plus appropriée.

I. Situation actuelle. Un leader communiste la définissait dernièrement ainsi dans une conférence: Militairement, il n'y a pas de question, politiquement non plus; dans le domaine économique en revanche, grosses difficultés. C'est un fait que, jusqu'à présent, les armées nationalistes ont fondu devant les troupes communistes. Depuis 2 mois cependant, ces dernières sont arrêtées dans le Honan et le Kiangsi, par les inondations disent les uns, par les difficultés de ravitaillement disent les autres. Il y a aussi quelques petites révoltes de généraux aux arrières dont on parle moins. Bref, la marche foudroyante sur Canton n'a pas encore repris. Cela fait mauvaise impression sur le peuple quoique l'issue ne soit pas douteuse. Politiquement, il y a aussi quelques problèmes. Le PPC[3] se réunira à Pékin en août. Le gouvernement sera peut-être créé en septembre ou en octobre, soi-disant avec participation de tous les partis; en réalité de la façon dont a été constitué le dernier gouvernement du Kuomintang, que vous connaissez bien. Alors se posera la question de la reconnaissance sur laquelle je reviendrai.

Economiquement la situation est très grave. Les communistes, heureux de tout le gâchis commis par le Kmgt[4] dans ce domaine, des ruines de la guerre

---

1. *J.-P. Jéquier envoie cette lettre à H. de Torrenté, qui a été Ministre de Suisse en Chine de 1945 à 1948, et n'a pas été remplacé vu la situation troublée en Chine. H. de Torrenté envoie cette lettre à A. Zehnder le 23 août 1949.*
2. *John Leighton Stuart, cf. DDS, vol. 17, N° 59* (DoDiS-3744), *note 2.*
3. *Il s'agit probablement du People's Political Consultative Conference (PPCC) qui s'ouvre le 21 septembre à Pékin.*
4. *Kuomintang.*

civile et *[sic]* réalisent pleinement leur incapacité à résoudre des problèmes qui les dépassent. Ajoutez à cela qu'ils ne peuvent guère compter pour le moment sur l'aide étrangère, que le blocus du Kmgt est pour eux catastrophique et que les éléments eux-mêmes sont contre eux. Au sud du Yangtsé, les pluies torrentielles ont causé des inondations presque aussi graves qu'en 1931. Une partie de la nouvelle récolte de riz a pourri sur place. C'est la famine à brève échéance. Dans le Nord, au contraire, c'est la sécheresse qui fait des ravages avec les mêmes conséquences. Si les perspectives sont mauvaises pour l'agriculture, elles ne sont pas meilleures dans l'industrie qui commence à manquer de matières premières importées et l'agitation sociale encouragée par les communistes ne favorise guère la production.

II. Les plans communistes. Les communistes réalisent fort bien ces difficultés. Tous les jours, la presse avertit la population qu'elle doit s'attendre à passer par de graves privations jusqu'à ce que la crise puisse être surmontée par *l'augmentation de la production*. C'est là le refrain de la propagande communiste. En attendant, la population commence à se lasser de ces éternelles épreuves, mais vu l'absence de toute opposition organisée au régime actuel, les plus désillusionnés font le poing dans leur poche, sachant ce qui les attend s'ils témoignent ouvertement leur mécontentement.

Le programme communiste a été exposé tout au long dans le dernier article de Mao Tsé Tung[5] au début de ce mois. Je l'ai envoyé à Berne par Moscou, mais le recevront-ils?[6] Il est capital. Peut-être la presse anglaise l'a-t-elle reproduit. Les dirigeants communistes séparent le plan politique du plan économique. Politiquement, ils sont décidés à aller de l'avant conformément à la doctrine communiste la plus pure et la plus rigide: aucun compromis avec l'étranger, liquidation systématique de toute opposition à l'intérieur etc… selon les méthodes bien connues. En revanche sur le plan économique, Mao Tsé Tung reconnaît la nécessité d'une collaboration étrangère. Il est facile de lire entre les lignes ce que cela signifie: utiliser à fond la technique et les capitaux étrangers, en misant sur la crainte qu'ont les étrangers de perdre tout ce qu'ils ont engagé en Chine; puis, le jour où l'on croira n'avoir plus besoin de cet appoint étranger, nationalisations, confiscations et réquisitions seront à l'ordre du jour. D'ailleurs, cela n'est pas nouveau; il est d'autant plus étonnant qu'on se laisse toujours prendre à ce piège.

III. La reconnaissance par l'étranger. Les communistes n'ont fait aucun mystère de leurs intentions trop brièvement schématisées ci-dessus. C'est sur cette base qu'ils entendent nouer des relations avec l'étranger. Ils sont persuadés qu'ils n'auront pas de grandes difficultés à le faire, tablant sur la crainte manifestée ouvertement par les grandes puissances de devoir renoncer à tous

---

5. *Il s'agit probablement des extraits d'un article de Mao Tsé-tung de 1949* La Révolution chinoise et le Parti communiste chinois *et du résumé d'un article de Li Li-san, vice-président de la Fédération du Travail, du 14 mai 1949, auxquelles J.-P. Jéquier dédie son rapport du 16 mai 1949:* La doctrine de Mao Tsé-tung et son application actuelle. *Non reproduit. Cf. aussi le rapport du Consul général de Suisse à Shanghaï du 14 juillet 1949. Non reproduit.*

6. *Note en marge de A. Zehnder:* oui! 24. 8.

les intérêts en Chine. Cela explique l'insolence de leur propagande violemment anti-étrangère et leur attitude grossièrement discourtoise à l'égard des représentants des pays étrangers. La situation est actuellement telle que nul étranger n'est à l'abri de leurs violences. Un vice-consul américain *[à]* Shanghaï[7] a été battu comme plâtre et a été relâché après 3 jours de prison et après avoir signé sous contrainte une lettre d'excuse honteuse. Beaucoup d'étrangers ont dû passer par là et la même chose pourrait arriver à Mr. Meyrier[8] lui-même s'il avait un peu de malchance (je m'empresse de dire que depuis la libération il ne sort pas de chez lui, précisément pour éviter un incident de cette nature). Avec une mauvaise foi complète, une indifférence totale des procédés qu'ils emploient et des agents provocateurs partout, il est évident que les communistes tiennent bien le pays et qu'il ne s'agit pas de plaisanter. La presse à elle seule est un chef-d'œuvre de déformation et d'ignominie. J'insiste là-dessus car il convient de bien se rendre compte que nous avons à faire à des gens généralement honnêtes, quelquefois sincères et toujours totalement dénués de scrupules. Ils sont donc très forts et la plus grande erreur serait de les sous-estimer comme l'ont fait les nationalistes et les Américains.

Quelle est la réaction des ambassadeurs et ministres étrangers devant cette situation? A vrai dire, ils ne s'attendaient pas à ce que cela fût si mauvais et sont plutôt désemparés. M. Meyrier exposait hier son point de vue personnel qui est aussi, semble-t-il, celui des représentants des pays signataires du Pacte de l'Atlantique. Il est d'avis qu'il est tout-à-fait vain, inutile de refuser ou de retarder indéfiniment la reconnaissance du nouveau régime. Cela ne pourrait qu'avoir de fâcheux résultats car toute opposition active ou passive exaspère les communistes et les encourage à se livrer à des représailles contre les étrangers. Mieux vaudrait, selon lui, les reconnaître rapidement, inconditionnellement, ce qui n'engage à rien et permettrait peut-être de sauver quelque chose. Cela n'empêcherait nullement d'autre part, de les étrangler économiquement si la possibilité s'en présente. Autrement dit, si l'on voulait arrêter les communistes le seul moyen était de leur faire la guerre. Puisque cela n'entre pas en ligne de compte, mieux vaut reconnaître au plus vite un état de fait pour limiter les dégâts. Ce point de vue me paraît raisonnable. Je ne connais pas celui des Américains. Il est certain en tout cas que le refus de les reconnaître ne découragera nullement les communistes. Ils n'en deviendront que plus enragés. Ils sont décidés, d'autre part, à se serrer la ceinture jusqu'au dernier cran si on les menace de sanctions économiques. Ce sont des fanatiques et ils n'auront aucune objection à laisser mourir la moitié de la population pour démontrer qu'ils ont raison.

Je dois malheureusement m'arrêter car cette lettre devient trop longue. Ne pouvant confier au pilote de cet avion qu'une ou deux lettres privées, j'ai

---

7. *Il s'agit de William Olive, cf. le rapport du Consul général de Suisse à Shanghaï du 15 juillet 1949. Non reproduit. Sur le traitement des étrangers en Chine et la position américaine, cf. le rapport de la Légation de Suisse à Washington du 16 août 1949. Non reproduit.*

8. *Il s'agit de l'Ambassadeur de France.*

pensé vous adresser à vous, Monsieur le Ministre, ce bref rapport bien mal composé car le temps me manque. Nous vous considérons encore, malgré tout, comme notre Ministre à Nankin[9] et tout ce qui concerne ce pays vous intéresse, je le sais plus que n'importe qui d'autre.

P. S. Je vous ai envoyé en mai 2 lettres et 3 brochures en chinois. Avez-vous reçu tout cela? Peut-être vous serait-il possible, lorsque vous recevrez cette lettre de me le confirmer par l'entremise de l'Ambassade d'Angleterre. Les Anglais le font très volontiers.

9. *H. de Torrenté à été le premier, et en fait, le seul ministre de Suisse à Nankin.*

5

E 4001(C)-/1/309
[DoDiS-2661]

Protokoll der Besprechung vom 8. Juli 1949 zwischen dem Vorsteher des Justiz- und Polizeidepartements, E. von Steiger, und Vertretern amerikanischer jüdischer Organisationen[1]

Kopie Bern, 15. Juli 1949

Herr Isenbergh dankt für den Empfang und wünscht die zur Diskussion stehenden Punkte näher zu umschreiben: Das Problem erb- und herrenloser jüdischer Vermögen geht einer Lösung entgegen; namentlich in einigen westeuropäischen Staaten, dann auch in den USA wurde eine befriedigende Lösung gefunden. Prinzipiell bestehen keine Schwierigkeiten. Die moralische Seite des Problems ist einfach: Naziopfer sind keine geeigneten Personen für eine Konfiskation! Herr Isenbergh stellt fest, dass die Schweiz bereits eine verständnisvolle Haltung eingenommen hat, und erwähnt in diesem Zusammenhang die Äusserungen von Minister Stucki in Washington, wonach für diese Probleme eine Prüfung zugesagt wurde[2]. – In der von den *Amerikanern besetzten Zone Deutschlands* wurde eine Regelung getroffen, nach der eine besondere Vereinigung in den Genuss erbloser Vermögen gelangt, um dann diese für die Unterstützung und Rehabilitation von Naziopfern zu verwenden[3].

1. *An der Besprechung anwesend waren: Jewish Agency for Palestine: S. Adler-Rudel. American Jewish Committee: S. J. Rubin, M. Isenbergh. World Jewish Congress: F. R. Bienenfeld. American Joint Distribution Committee: J. Jacobson. EJPD: E. von Steiger, E. Alexander, H. Meyer. EPD: J. Burckhardt. Das Protokoll wurde von C. von Felten unterzeichnet.*
2. *Vgl. DDS, Bd. 16, Nr. 75, Anm. 2.*
3. *Zu dieser Massnahme und zu den nachfolgend von M. Isenbergh erwähnten Massnahmen vgl. die Beilagen zum Schreiben von M. Isenbergh an E. von Steiger vom 3. August 1949,* E 2001(E)1967/113/374.

Ähnliche Regelung in der *britischen Zone*. In der *französischen Zone* werden solche Vermögen zur Entschädigung von Kriegsopfern verwendet. In *Holland* dient das erblose Vermögen fremder Juden zur Rehabilitation und Wiederansiedlung bedürftiger kriegsgeschädigter Juden. In *Rom* vertritt die jüdische Kultusgemeinde die gleichen Interessen. Auch in *Griechenland* fand in den letzten Monaten eine ähnliche Regelung statt. Die Regierung in *Österreich* hat bereits zugesagt, dass erblose Vermögen von Juden in ähnlicher Weise verwendet werden sollen, und sie gibt schon jetzt Vorschüsse auf diese Vermögen ab. In den Friedensverträgen mit den Satellitenstaaten sind ähnliche Regelungen vorgesehen. In gewissen neutralen Staaten wurde eine ähnliche Ordnung getroffen für deutsche Vermögenswerte, wovon 90% den jüdischen, 10% den nichtjüdischen Kriegsopfern zuerkannt wurden. In den Vereinigten Staaten von Amerika verwaltet eine sogenannte «Feindgutverwaltung» Vermögen aus Feindstaaten und feindbesetzten Staaten. Es hat sich herausgestellt, dass gewisse erblose Vermögenswerte verstorbener Kriegsverfolgter nach amerikanischem Recht dem Staate zufallen würden. Da die amerikanische Regierung von dieser Situation nicht profitieren will, wird zur Zeit ein Gesetz ausgearbeitet, nach welchem herren- und erblose Vermögen von Kriegsverfolgten für die bereits genannten Zwecke Verwendung finden sollen. Der Gesetzesentwurf ist bereits vom Senat oppositionslos gutgeheissen worden. Da es am Ende der Session war, konnte sich das Repräsentantenhaus noch nicht damit befassen. Beide grossen Parteien Amerikas unterstützen den Gesetzesentwurf. Sofern die Tagung nach Programm weitergeht, wird damit gerechnet, dass das Gesetz noch während derselben durchgehen soll. – Herr Isenbergh hofft, dass die schweizerische Regierung dem eben angeführten Beispiel wird folgen können.

Herr Bundesrat von Steiger: Eigentlich gehört diese Angelegenheit in den Geschäftsbereich des Eidg. Politischen Departementes. Da aber bei mir um eine Audienz nachgesucht wurde, habe ich die Herren sehr gerne empfangen. Dies umso mehr, als das Politische Departement unser Departement bereits ersucht hat, durch seine Justizabteilung diese Fragen untersuchen zu lassen, denn diese sind für uns nicht neu. Wahrscheinlich ist Ihnen bekannt, dass schon andere Ihnen bekannte Organisationen im gleichen Sinne vorstellig geworden sind[4]. Wir haben dieserhalb bereits Erhebungen gemacht. Ich habe nun den hier anwesenden Herrn Dr. Alexander, stellvertretender Chef der Justizabteilung, der die Angelegenheit bearbeitet, gebeten, an der Konferenz teilzunehmen. Er hat einen Bericht erstattet und kann Ihnen kurz mitteilen, welches das Ergebnis seiner juristischen Untersuchungen für die zu treffenden Massnahmen nach schweizerischem Recht sind[5]. Der Bundesrat

---

4. *Vgl. das Schreiben von G. Brunschvig an M. Petitpierre vom 8. Dezember 1947 und den Bericht von Ch. Knapp, G. Sauser-Hall, A. F. Schnitzer,* E 2001(E)1967/113/374 (DoDiS-6360); *vgl. auch das Schreiben von der Axis Victims League, Swiss Branch, an das Politische Departement vom 27. November 1948, ebd.*

5. *Vgl. die Aufzeichnung der Justizabteilung betreffend des in der Schweiz befindlichen erblosen Vermögens von Naziopfern vom 1. Juli 1949, verfasst von E. Alexander, ebd.*; *vgl. auch* E 4001(C)-/1/309.

als Gesamtbehörde hat noch keinen Beschluss gefasst, da wir Ihren Besuch nun auch noch abwarten wollten, um zu vernehmen, welches Ihre Wünsche und Anregungen sind. Die gemachten Untersuchungen erfolgten gestützt auf Angaben anderer Organisationen. – Wir würden also nach der heutigen Sitzung und Aussprache unsern Bericht dem Politischen Departement übermitteln. Dabei würden wir einerseits dem Politischen Departement unsere eigenen juristischen Untersuchungen zur Kenntnis bringen, anderseits aber auch Ihre Mitteilungen und Anregungen. Wenn Sie uns über die betreffende amerikanische Gesetzgebung oder über Massnahmen, die in von den Amerikanern besetzten Gebieten getroffen werden, Material mitgeben könnten, würden wir es verwenden können.

Herr Isenbergh wird sofort nachsehen und von Paris aus eine Sammlung solchen Materials zustellen[6].

Herr Bundesrat von Steiger: Wir werden das sehr gerne annehmen. Ich möchte ausdrücklich festhalten: ich kann heute keine verbindliche Erklärung für ein anderes Departement abgeben. Ich kann den Herren zeigen, dass wir bereits an der Arbeit sind und wie die juristischen Auffassungen sind.

Herr Isenbergh: Es wird uns sehr angenehm sein, diese Ansichten zu vernehmen.

Herr Bundesrat von Steiger: Sie werden also gewissermassen einen Einblick in unser «juristisches Laboratorium» erhalten können.

Herr Dr. Alexander: Wenn Sondermassnahmen in Aussicht genommen werden, handelt es sich zunächst um Massnahmen der Ermittlung erbloser Vermögen. Man müsste da eine Meldepflicht mit Strafbestimmungen und einer bestimmten Frist festsetzen. Die Meldepflicht müsste ziemlich weit gefasst werden, weil man eben nicht weiss, was von den verschiedenen Vermögen dann erblos ist. Man müsste wahrscheinlich eine Pflicht aufstellen, jedes in der Schweiz befindliche Vermögen zu melden, wenn von dessen Eigentümer z. B. seit dem 9. Mai 1945 keine Verfügung oder Mitteilung eingegangen ist. Man könnte da Ausnahmen machen für den Fall, wo die Erben schon festgestellt sind. Solche Vermögen und – was praktisch keine grosse Bedeutung hat – jene, die Schweizern gehören, kämen nicht in Betracht. Die nähere Gestaltung wäre noch zu prüfen. Jetzt weiss man nicht, wie gross die Vermögen sind. Die Schätzungen gehen sehr weit auseinander. Man kennt die Vermögen, die sich auf Namen von Naziopfern in der Schweiz befinden, nicht. Man weiss nicht, was von diesen Vermögen wirklich erblos ist. In vielen Fällen werden die Erben sich melden; sie haben jetzt Schwierigkeiten, das Vermögen zu finden. Sie wissen, dass der Betreffende in der Schweiz Vermögen gehabt hat, sonst aber nichts Näheres. Als Meldestelle käme die Schweizerische Verrechnungsstelle in Betracht. Wenn ein Erlass ergeht, müssen eben die Aufgaben dieser Meldestelle näher bezeichnet werden. Die Meldestelle hätte in erster Linie den Sachverhalt abzuklären, soweit dies zur Ermittlung des Vermögens erforderlich ist. Nötigenfalls müssten Massnahmen getroffen werden, um die Erben zu ermitteln oder eine Verschollenenerklärung zu veranlassen. Dann

---

6. *Vgl. Anm. 3.*

würde es sich fragen, ob eine beschränkte Verschollenenerklärung in der Schweiz vorgesehen werden muss, oder ob man mit einer Verschollenenerklärung im Ausland auskommt. In erster Linie ist die Verschollenenerklärung eine Sache des Heimatstaates. Die Erbfolge wird sich in der Regel nach ausländischem Recht richten, denn ziemlich alle werden Ausländer sein, die in der Schweiz keinen Wohnsitz gehabt haben; da würde es sich fragen, ob ein Erbrecht des Staates berücksichtigt werden kann. Was soll mit den erblosen Vermögen geschehen? Diese Frage ist heute noch verfrüht. Man hat keine Ahnung, was übrig bleibt. Die zuständigen Behörden haben darüber zu entscheiden. Für die Massnahmen, und zwar auch schon für die Meldepflicht, würde es zum mindesten einen allgemein verbindlichen Bundesbeschluss brauchen, der also von der Bundesversammlung gefasst wird und mit der Referendumsklausel versehen ist. Wenn Massnahmen getroffen werden, wäre das ungefähr das Gegebene.

Herr Bundesrat von Steiger: Referendumsklausel will heissen: wenn bei einem Gesetz das Referendum ergriffen wird, muss es vor das Volk gebracht werden. Hätte ein gewisser Teil des Schweizervolkes (30'000 stimmberechtigte Schweizerbürger oder 8 Kantone) diesen Wunsch, würde eine Volksabstimmung nötig sein. – Sie wissen jetzt, wie weit wir in unseren Studien sind. Wie Sie sehen, sind wir so weit, dass wir dem Politischen Departement sagen können: die rechtlichen Fragen über das einzuschlagende Verfahren sind nun von unserem Standpunkte aus abgeklärt.

Herr Dr. Bienenfeld: Zuerst möchte ich sagen, Herr Minister, dass die Dokumente, besonders das Gutachten, das Sie besitzen und von dem Sie erklärt haben, es stamme von anderen uns bekannten Organisationen, dasjenige des Schweizerischen Israelitischen Gemeindebundes ist[7]. Dieser ist dem Jüdischen Weltkongress angeschlossen und hat sein Gutachten erstattet in engem Einvernehmen mit allen hier vertretenen Organisationen, besonders mit Mr. Jacobson vom Joint Distribution Committee. Wir sehen ein, dass zunächst festgestellt werden muss, ob und welches erblose Vermögen sich in der Schweiz befindet. Ich möchte hier nur auf zwei sehr entscheidende Punkte kommen, um Missverständnisse zu verhüten:

1. Die Frage des Anspruches fremder Regierungen auf dieses erblose Vermögen. Hier erlaube ich mir zu sagen, dass wir einen Anspruch fremder Regierungen auf dieses erblose Vermögen nicht anerkennen können, und zwar aus folgenden Gründen:

a) Alle diese Personen haben ihr Vermögen in die Schweiz gebracht, um es dem Zugriff ihrer Regierungen zu entziehen, da sie die eintretende Katastrophe befürchtet haben. Wir wissen nichts über den letzten Willen dieser Personen; wir wissen aber, dass sie ihr Vermögen nicht in die Hände ihrer Regierungen fallen lassen wollten. Die Schweiz hat solche Personen durch besondere Steuermassnahmen und günstige Anlagebedingungen unterstützt. Ich glaube also, dass es nicht angeht, jetzt aus einem formal juristischen Grunde gegen den Willen dieser Personen zu handeln.

---

7. *Vgl. Anm. 4.*

b) Es wäre doch gegen alle Prinzipien des öffentlichen Rechts, wenn jene Staaten (z. B. Ungarn, Rumänien, Polen), die sich unter dem Einfluss der Nazi an der Ausrottung von Juden beteiligten, deren Vermögen in der Schweiz lag, nun den Vorteil aus diesen erblos gewordenen Vermögen ziehen sollten.

c) Dieser Grund ist viel entscheidender, weil klar juristisch: Alle diese erblosen Vermögen sind nach meiner Meinung nach dem Territorialprinzip zu behandeln. Sie wissen, dass bei erblosen Vermögen zwei Prinzipien Anwendung finden: auf der einen Seite das Prinzip, wonach das Vermögen jenem Staate zufällt, in dessen Gebiet es sich befindet; andererseits das Prinzip, wonach das Vermögen dem Heimatstaat zufällt. Wenn aus Gründen der öffentlichen Ordnung Personen gewünscht haben, dass ihre Vermögen sich in einem bestimmten Staate befinden, so haben sich diese Personen offenbar für das Territorialprinzip entschieden. Wir stehen auf dem Standpunkt, dass diese Vermögen nicht der Schweiz gehören. Auch haben wir das sichere Vertrauen, dass sie es nicht für sich beanspruchen will, sondern es zu andern Zwecken hergeben wird. Zum letzten Argument noch dies: ich glaube, dass nach dem ZGB die Schweiz das Nationalitätsprinzip befolgt. Aber der betreffende Artikel bezieht sich grundsätzlich nur auf Schweizerbürger. Inbezug auf Ausländer hat das ZGB offenbar den Fall nicht vorgesehen. Der Fall, dass Personen, die nicht in der Schweiz wohnen, aber dort Vermögen haben, einer Massenkatastrophe unterliegen, konnte den Verfassern des ZGB unmöglich vor Augen stehen. In solchen Fällen hat Art. 1 ZGB analog Anwendung zu finden, wonach der Richter, d. h. die schweizerische Bundesregierung, den Fall so zu behandeln hätte, als ob ein Richter ihn behandeln würde, wenn er Gesetzgeber wäre. Somit würde das Vermögen von Ausländern, die es ihrem Staate unterziehen wollten, der Schweiz unterstehen und nicht ausländischen Behörden. Hier ist eine Lücke im schweizerischen Gesetz. Die Schweiz ist frei zu entscheiden, ohne Rücksicht auf ausländische Interessen.

Das ist der erste Punkt, den ich vorbringen möchte. Der zweite ist technisch noch viel wichtiger: die Frage der Todeserklärungen. Wir haben uns eigentlich einen Weg vorgestellt, durch den Todeserklärungen überflüssig werden. Denn: lässt man sich auf die komplizierte Frage ein, dass Todeserklärungen der nationalen Regierungen verlangt werden müssen, so führt das zu einem untragbaren Aufschub. Von Sowjetrussland, Polen, Rumänien würde es schwer halten, Todeserklärungen zu erhalten. Um dieses Problem zu umgehen, wurde in einem Gutachten folgender Weg vorgeschlagen[8]: Nach erfolgter Meldepflicht soll in Fällen, wo der Erbe des Vermögens nicht ermittelt werden konnte, dieses an einen Fonds fallen. Es würde sich da um einen Rehabilitations- und Wiederaufbau-Fonds handeln. Sollten sich im Verlaufe der folgenden Jahre der Inhaber der Aktiven oder seine nächsten Verwandten melden, so würden diese noch immer das Recht haben, ihr Vermögen vom Fonds zurückzuverlangen. Unser Standpunkt ist eigentlich der: wenn eine Meldung auf Vermögensanspruch nicht erfolgt, soll das ganze Vermögen dem Fonds zufallen; die Inhaber selbst oder deren Verwandte sollen noch für eine gewisse Zeit das

---

8. *Vgl. den Bericht von Ch. Knapp, G. Sauser-Hall und A. F. Schnitzer, Anm. 4.*

Recht haben, ihr Vermögen zu fordern. Das würde die Todeserklärung ersparen. Die hier vertretenen Organisationen würden einer solchen Lösung unter zwei Bedingungen zustimmen:

1. Falls der wirkliche Inhaber des Vermögens oder seine Verwandten auftauchen, soll er/sie dieses bekommen.

2. Das Geld müsste zu den vorhin genannten Zwecken Verwendung finden.

Herr Jacobson: Gerade jetzt wird unter den Auspizien der UNO eine Konvention[9] vorbereitet, welche, sofern sie in Kraft tritt, deren Mitglieder verpflichtet, Todeszertifikate von andern ausländischen Staaten anzuerkennen. Solche Todeserklärungen können angesucht werden in dem Land, wo das Eigentum liegt. Wenn die Schweiz von dieser Konvention Kenntnis nähme, könnten die Probleme in einer andern Weise gelöst werden.

Herr Isenbergh: Für die Schweiz ist das Problem nicht sehr verschieden von jenem in Holland. Die holländische Regierung hat ein Gesetz veröffentlicht[10], wonach sie Todeszertifikate für Ausländer, die dort Vermögen haben, ausstellt. Alle andern europäischen Staaten konnten das Territorialprinzip nicht anerkennen und erklärten, dass das Vermögen dem Staat zufällt, wo es gelegen ist.

Herr Dr. Bienenfeld wiederholt die drei von ihm ausführlich umschriebenen Punkte: 1. Meldepflicht für erblose Vermögen (Verrechnungsstelle) oder 2. Beitritt zur Internationalen Konvention oder 3. Die Schweiz erklärt sich in einem definitiven Gesetz als berechtigt, Todeszertifikate auszustellen, soweit es sich um das Vermögen kriegsverfolgter Personen in der Schweiz handelt.

Herr Jacobson fragt, über welchen Weg die Schweizer Regierung von solchen Vermögenswerten Kenntnis erhalten soll.

Herr Bundesrat von Steiger: Wenn wir ein solches Gesetz vorschlagen würden, dann wollen wir es recht machen und man müsste für diesen Bereich das Bankgeheimnis lüften.

Herr Dr. Bienenfeld: Wie Sie, Herr Minister, und auch Herr Dr. Alexander richtig bemerkten, ist es noch etwas früh, über diese Sache zu verhandeln. Trotzdem wäre es uns eine Beruhigung, wenn meine soeben gemachten Ausführungen bei den endgültigen Vorschlägen bereits in Erwägung gezogen würden. Die einzelnen Punkte werde ich mir erlauben, gemeinsam mit meinen Kollegen nochmals schriftlich darzulegen.

Herr Dr. Alexander: Was Sie als Todeszertifikate bezeichnen, nennen wir «beschränkte Verschollenenerklärung».

Herr Bundesrat von Steiger: Das wäre eben ein Ausnahmeverfahren zum Verschollenenverfahren des ZGB.

Herr Isenbergh: Ist eine Gesetzgebung unbedingt erforderlich; könnte ein solcher Erlass nicht noch als Kriegsmassnahme im Verwaltungsverfahren erfolgen?

Herr Bundesrat von Steiger: Unsere vorläufigen Untersuchungen haben ergeben, dass wir einen solchen Erlass kaum als «Kriegsmassnahme» nach

---

9. *Nicht ermittelt.*
10. *Nicht ermittelt.*

ausserordentlichem Recht ins Auge fassen können; denn im Dezember 1945 haben die eidgenössischen Räte diese Möglichkeit derart eingeschränkt, dass ein vom Parlament zu fassender Bundesbeschluss notwendig sein wird[11]. – Will Herr Dr. Burckhardt als Vertreter des Politischen Departementes noch Stellung nehmen?

Herr Dr. Burckhardt: Das Politische Departement hat bis jetzt keine Stellung nehmen können. Juristische Probleme können nicht so leicht gelöst werden. Man hat den Schweizerischen Israelitischen Gemeindebund eingeladen, uns allfällige Dokumente über ausländische Gesetzgebungen zur Verfügung zu stellen[12]. Wir sind dankbar für solches Material.

Herr Dr. Bienenfeld: Der Schweizerische Israelitenbund *[sic]* hat leider unterlassen, dieses Material an Sie weiterzuleiten; es wird Ihnen in kürzester Zeit zugehen.

Herr Bundesrat von Steiger: Wir haben bereits drei Eingaben erhalten: jene des Israelitenbundes, jene der Axis Victims League, Swiss Branch, und jene der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe[13].

Herr Rubin: Die Frage des Bankgeheimnisses wurde im Zusammenhang mit den Currie-Verhandlungen und dem Washingtoner-Abkommen gestreift und seines Wissens auch durch Vollmachten gelöst[14]. Könnte dies nicht auch im hier vorliegenden Falle geschehen?

Herr Bundesrat von Steiger: Ich möchte nur darauf hinweisen, dass wir im Zusammenhang mit den Currie-Verhandlungen und dem Washingtoner-Abkommen das Bankgeheimnis teilweise gelüftet haben, aber nur unter Zustimmung des Parlaments. Vorsorglich haben wir noch Massnahmen vor 1945 getroffen. Mr. Currie war mit der Delegation anfangs 1945 in der Schweiz; der Bundesrat hatte dannzumal Vollmachten bis Ende 1945. Alle diese Massnahmen haben sich im Jahre 1945, Prüfung vorbehalten, nach dem administrativen Verfahren abgewickelt, wozu wir wie gesagt bis Ende Dezember 1945 berechtigt waren. Heute ist die Situation anders. Wir haben für eine Menge anderer Dinge die gleichen Schwierigkeiten, können uns aber auch für diese nicht mehr auf die Vollmachten berufen.

Herr Rubin dachte sich nicht, dass die in Frage stehende Massnahme auf administrativem Wege getroffen werden sollte, aber er glaubte – da die Angelegenheit indirekt mit dem Kriegsgeschehen in Verbindung steht – doch an eine Möglichkeit, das Bankgeheimnis wenigstens für diesen bestimmten Zweck zu lüften.

---

11. *Vgl. den* Bundesbeschluss über den Abbau der ausserordentlichen Vollmachten des Bundesrates (vom 6. Dezember 1945)*, AS, 1945, Bd. 61, S. 1049–1051.*

12. *Vgl. die Notiz von O. Long an A. Daeniker vom 24. Januar 1948 und das Schreiben von W. Stucki an P. Guggenheim vom 26. Oktober 1948,* E 2001(E)1967/113/374.

13. *Vgl. Anm. 4 und den nicht datierten Entwurf eines Bundesratsbeschlusses betreffend «herrenlose» Vermögen der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, Beilage des Schreibens von O. Schürch an E. Fontanel vom 15. November 1946, ebd.*

14. *Zu den Currie-Verhandlungen vgl. DDS, Bd. 15, Thematisches Verzeichnis:* Négociations économiques avec les Alliés à Berne en février et mars 1945. *Zum Abkommen von Washington vgl. DDS, Bd. 16, Thematisches Verzeichnis:* Allgemeine Finanzbeziehungen *und DDS, Bd. 17, Thematisches Verzeichnis:* Fortsetzung des Abkommens von Washington.

Herr Bundesrat von Steiger: Die Einschränkungen der Vollmachten, die dem Bundesrat erteilt worden sind Ende 1945[15], sind derart streng, dass selbst dann, wenn noch Zusammenhänge mit dem Krieg vorhanden sein könnten, das an sich nicht genügt. Wir haben oft Fälle, wo ein Zusammenhang mit dem Krieg nachweisbar ist. Wir haben das auch hier untersucht, aber die Angelegenheit hängt nicht mit unserer Landesverteidigung zusammen und auch nicht mit der unbedingten Existenz unseres Landes. Es handelt sich hier um eine moralische und eine Rechtsfrage. Herr Dr. Alexander hat die Frage genau untersucht, ob der Bundesrat hiezu nicht die Möglichkeit hätte, ist aber zu einem negativen Resultat gelangt, und ich teile seine Auffassung[16].

Herr Dr. Bienenfeld dankt im Namen seiner Kollegen für den Empfang. Wir werden uns erlauben, das erwähnte Material nachzuschicken[17]. Ich glaube, guten Grund zur Annahme zu haben, dass wir doch zu einer befriedigenden Lösung kommen werden.

Herr Isenbergh wiederholt seinen Dank für die Aussprache. Alle hier vertretenen Organisationen haben Zweigstellen in Europa, die sehr froh wären, mit der schweizerischen Regierung in Verbindung zu treten, um gegebenenfalls auch mit technischen Einzelheiten, Material, Rat und Auskunft zur Verfügung zu stehen.

Herr Bundesrat von Steiger: Sollen wir in Zukunft an Herrn Isenbergh nach Paris schreiben?

Herr Isenbergh bejaht diese Frage.

Herr Bundesrat von Steiger dankt für die liebenswürdigen Worte. Ich möchte nur bemerken, dass es – sollten wir noch einmal zusammenkommen, um Einzelheiten zu besprechen – natürlich Herrn Bundesrat Petitpierre vorbehalten sein muss zu bestimmen, ob er nun die weitern Fragen persönlich mit Ihnen besprechen will, nachdem wir ihm über die Rechtsgrundlage, wie auch über unsere Untersuchungen und die heutige Konferenz Bericht erstattet haben werden. – Herr Bundesrat von Steiger schliesst die Konferenz um 16.35 Uhr.

---

15. *Vgl. Anm. 11.*
16. *Vgl. Anm. 5.*
17. *Vgl. die Beilagen zum Schreiben von M. Isenbergh an E. von Steiger vom 3. August 1949, ebd.*

6

E 2800(-)1967/61/77
[DoDiS-4722]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Délégué du Conseil fédéral pour les missions spéciales, W. Stucki

Copie
L Genève, 29 juillet 1949

J'ai eu mardi dernier, le 26 juillet, un long entretien avec M. Thorp, Sous-Secrétaire d'Etat américain aux Affaires économiques. Après nous être entretenus assez longuement du Plan Marshall et de la participation de la Suisse à l'Organisation Européenne de Coopération Economique nous avons abordé l'accord de Washington.

Il est inutile que je vous donne des renseignements sur les faits que vous connaissez et sur lesquels il n'y a pas de contestation.

Sur l'affaire «Interhandel»[1], M. Thorp considère que pour bien comprendre ce litige il faut remonter très en arrière dans l'histoire de l'accord de Washington. Dès le début, il y a eu un désaccord fondamental, peut-être inconscient, entre les négociateurs suisses et les négociateurs américains. Ce désaccord repose sur les conceptions différentes qu'on a, dans les deux pays, de l'importance des «corporations» intermédiaires entre un placement de fonds et ceux qui en retirent le bénéfice.

Les Etats-Unis mettent l'accent sur le placement même. Ils estiment que les avoirs d'«Interhandel» en Amérique sont à considérer comme avoirs allemands aux Etats-Unis et ne tombent pas sous le coup de l'accord de Washington. Les Suisses, au contraire, considèrent qu'il faut partir du fait que l'entreprise intéressée au placement est en Suisse, de sorte que les avoirs d'«Interhandel», même ceux se trouvant aux Etats-Unis, doivent être traités comme des avoirs allemands en Suisse, relevant de l'accord de Washington.

J'ai fait valoir qu'il s'agissait avant tout d'une question de fait et qu'il n'était pas admissible que l'on considère arbitrairement aux Etats-Unis comme allemands des intérêts qui, en réalité, étaient suisses. J'ai souligné l'obligation pour notre pays de défendre, même indépendamment de l'accord de Washington, des intérêts suisses dans un Etat étranger. En outre, j'ai insisté sur l'intérêt qu'il y aurait pour les deux pays à chercher une solution *[à l']*amiable dans une affaire qui présentait un double aspect, politique et juridique. A défaut d'accord, j'ai rappelé que nous étions décidés à soumettre l'affaire à l'arbitrage prévu dans l'accord de Washington. Faisant allusion aux interpellations dont je serais probablement l'objet devant les Chambres fédérales[2], j'ai indiqué que je répondrais dans ce sens aux interpellateurs.

---

1. *Sur l'affaire Interhandel, qui relève de la problématique plus générale des conflits de séquestre, cf. DDS, vol. 17, N° 76 et la notice de M. Petitpierre sur son entretien avec R. C. Patterson du 4 mars* 1952, E 2800(-)1990/106/20 (DoDiS-7232).
2. *Sur ces interpellations, cf. la notice de M. Petitpierre sur son entretien avec J. C. Vincent du 11 juillet 1949, ibid*. (DoDiS-4353).

Nous avons discuté la valeur des intérêts d'«Interhandel» aux Etats-Unis. J'ai articulé le chiffre de 110'000'000 de dollars. M. Thorp m'a répondu qu'il avait entendu parler, il y a plus d'une année, d'une valeur de 90 à 100'000'000 de dollars, mais qu'actuellement on estimait la valeur des intérêts suisses de 40 à 60'000'000 de dollars.

M. Thorp m'a déclaré encore qu'il n'avait jamais compris pourquoi la Suisse ne voulait pas régler les autres questions en relation avec l'accord de Washington, aussi longtemps que l'affaire «Interhandel» resterait en suspens[3]. J'ai répondu qu'à notre avis un règlement devrait intervenir sur toutes les questions en discussion et que nous ne voulions pas souscrire à un compromis en laissant de côté des questions sur lesquelles il serait difficile de revenir ultérieurement. J'ai précisé que si sur un point spécial une entente n'était pas possible, nous devions le constater au moment de la conclusion d'un compromis général et décider à ce moment-là de soumettre ce point à l'arbitrage.

M. Thorp m'a assuré qu'il partageait mon avis sur l'opportunité de trouver un compromis dans l'affaire «Interhandel» et m'a affirmé que, dès son retour à Washington, il chercherait à agir dans ce sens.

J'ai ensuite demandé à M. Thorp de bien vouloir recommander aux autres pays avec lesquels nous avons des conflits de séquestre de se prêter à des négociations directes avec la Suisse pour l'examen et, si possible, la solution pratique de ces conflits. J'ai indiqué comme pays à côté de la France et de la Grande-Bretagne, qui se sont déjà déclarées disposées à négocier, la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark et la Norvège[4]. J'ai souligné qu'il y aurait lieu d'attirer leur attention sur le fait qu'il n'y aurait pas de règlement général des conflits de séquestre, mais qu'il était préférable de chercher à résoudre chacun de ceux-ci sur le plan pratique.

M. Thorp a fait observer qu'il lui serait plus facile d'intervenir si nous avions réglé tous les cas en suspens avec les Etats-Unis. Mais son Gouvernement désire se montrer serviable et il examinera quelles démarches il pourrait faire auprès des Gouvernements des pays que je lui ai signalés. J'ai précisé que nous ne demandions pas une pression mais une simple recommandation de la part des Etats-Unis.

Avant de prendre congé, M. Thorp m'a déclaré qu'il était déprimant de voir combien d'énergie il fallait dépenser pour liquider les affaires du passé alors que l'on devrait pouvoir concentrer toutes ses forces sur les problèmes du présent et de l'avenir. J'ai abondé dans ce sens en lui déclarant que j'espérais que les problèmes en relation avec l'accord de Washington pourraient trouver une solution aussi rapidement que possible, notre opinion publique était de plus en plus hostile à cet accord.

Cet entretien, qui a duré 1 1/4 h., a été très amical. J'espère qu'il n'aura pas été inutile et qu'il facilitera le règlement de quelques-unes des questions encore en suspens.

---

3. *A ce propos, cf. la notice de L. Jacot à E. Nobs du 1er juillet 1949*, E 6100(A)-/25/17 (DoDiS-8674) *et la lettre de M. Petitpierre à W. Stucki du 26 juin 1950,* E 2800(-)1967/61/77 (DoDiS-8675).
4. *Sur ces conflits, cf. PVCF N° 292 du 10 février 1950,* E 1004.1(-)-/1/514 (DoDiS-7175) *et PVCF N° 258 du 2 février 1951,* E 1004.1(-)-/1/526 (DoDiS-7920).

7

E 2001(E)1967/113/778
[DoDiS-7240]

Sitzungsprotokoll des Politischen Departements

PROTOKOLL DER SITZUNG VOM 5. AUGUST 1949 IM BÜRO VON HERRN LEGATIONSRAT DR. TROENDLE (15H00–18H00)

BR Bern, 9. August 1949

[…][1]

Herr Troendle erklärt, dass selbstverständlich der Bund ein Interesse an normalen Beziehungen mit Rumänien hat. Sollte *[es]* sich als notwendig erweisen, so dürfen wir aber ebenso selbstverständlich vor eventuellen Sanktionen nicht zurückschrecken. Immerhin müssen wir uns bewusst sein, dass es schwierig fallen dürfte, die Rumänen durch wirtschaftliche Massnahmen zu einem Einlenken zu veranlassen.

Herr Schnyder schildert den Sachverhalt mit Bezug auf die Affäre Vitianu[2]. Die Vergleichskommission ist schon dreimal zusammengetreten; die rumänischen Partner sind aber unentschuldigt ferngeblieben. An der letzten Sitzung der Vergleichskommission[3] wurde der Beschluss gefasst, das Stadium des Ermittlungsverfahrens als erfolglos abgeschlossen zu betrachten. Auf das Ermittlungsverfahren sollte jetzt das eigentliche Rechtsverfahren vor dem Haager Gerichtshof folgen. Es ist offensichtlich, dass sich die Rumänen einem Entscheid dieses Gerichtshofes entziehen wollen. Das können sie auch, da das formelle Erfordernis zu einem Rechtsentscheid, nämlich ein Entscheid der Vermittlungskommission, eben fehlt. Wir haben wenigstens den bescheidenen Trost, dass wir nicht einen Entscheid rechtlicher Natur, der nach Herrn Cuttat zweifellos zu unseren Gunsten ausgefallen wäre, verhinderten.

Wie Herr Minister von Salis berichtete, ist es dem rumänischen Innenministerium, das entgegen der Auffassung des Aussenministeriums den Vitianuhandel auf die Spitze trieb, gelungen, belastendes Material für gewisse Exponenten der rumänischen Aussenpolitik zu finden, womit der Zweck erreicht ist und Vitianu fallen gelassen werden kann[4]. Es scheint, dass die Rumänen aus freien Stücken ihr rigoroses Vorgehen abschwächen wollen. Um diese Tendenz auszunützen, sollten wir nichts unversucht lassen. Vielleicht gelingt

---

1. *Dieses Protokoll wurde von F. Turnes erstellt und unterzeichnet. An der Sitzung waren folgende Personen anwesend: A. Zehnder, P. A. von Salis, J.-A. Cuttat, F. Schnyder, H. Vischer, F. Turnes, M. Troendle, F. Bauer, L. Roches.*
2. *Zur Affäre Vitianu vgl. Nr. 21 in diesem Band.*
3. *Vgl. die interne Notiz des Politischen Departements vom 2. August 1949,* E 2001(E)1967/113/133. *Zur Einsetzung einer Vergleichskommission vgl. auch die Notiz von M. Petitpierre vom 15. Juni 1949,* E 2800(-)1967/61/84 (DoDiS-7261). *Vgl. auch DDS, Bd. 17, Nrn. 97 und 100* (DoDiS-5400, DoDiS-5422).
4. *Vgl. zu diesem Thema den politischen Bericht Nr. 11 von P. A. von Salis an M. Petitpierre vom 2. Juli 1949,* E 2300 Bukarest/14 *sowie das Schreiben von P. A. von Salis an A. Zehnder vom 15. Mai 1950,* E 2001(E)1967/113/133.

es mir, Herrn Serban, der nun plötzlich um eine Unterredung mit mir nachgesucht hat, auf das Interesse aufmerksam zu machen, das Rumänien selbst an normalen Beziehungen mit uns haben muss.

Herr Minister von Salis orientiert über die Vorgänge in Rumänien bei der Verhaftung von Schweizerbürgern.

Kurz vor seiner Abreise aus Bukarest wurde ihm noch eine scharf gehaltene Protestnote überreicht[5], aus der immerhin geschlossen werden kann, dass die Rumänen unter den Vitianuhandel einen Schlussstrich setzen möchten.

Unsere bisherige Praxis mit Bezug auf den Warenverkehr mit Rumänien muss einer gründlichen Kontrolle unterzogen werden.

Herr Minister Zehnder sieht vorläufig zwei Möglichkeiten, mit den Rumänen wieder ins Gespräch zu kommen:

1. die bevorstehende Unterredung Schnyder–Serban[6],
2. Vermittlung der russischen Gesandtschaft in Bern[7].

Bis diese Möglichkeiten nicht ausgeschöpft sind, sollten unsererseits keine Repressalien ergriffen werden.

Herr Cuttat. Immerhin könnte jetzt beschlossen werden, dass man den Rumänen wenigstens mit Sanktionen drohen könnte.

Herr Minister von Salis ist entgegengesetzter Meinung, da es absolut nichts nützt, mit Sanktionen zu drohen, die nachher nicht verwirklicht werden.

Herr Troendle. Was den von der Bankgesellschaft der rumänischen Nationalbank eingeräumten Kredit betrifft[8], so scheint ihm ein nachträglicher Protest unsererseits an die Bankgesellschaft nutzlos zu sein. Wir stehen vor einem fait accompli; zudem haben wir das Geschäft mündlich auf Zusehen hin bereits genehmigt.

Was wirtschaftliche Sanktionen betrifft, so ist die wirksamste zweifellos die Sperre. Alle Staatsbanken des Ostblocks hängen sehr an ihren Goldreserven. Die Sperre wurde bisher rigoros gehandhabt. Ausnahmen wurden nur für die rumänische Gesandtschaft in Bern und für das Anwaltshonorar der Verteidiger Vitianus gestattet.

Was ihn am Vorgehen der Bankgesellschaft besonders stört, ist die Tatsache, dass der rumänischen Nationalbank ermöglicht wurde, nicht in Verzug zu geraten. Nachdem aber gemäss Bescheid der Verrechnungsstelle nur ein formeller Verstoss vorliegt, dürfte es nicht angängig sein, die Bankgesellschaft zur Einzahlung der 9,5 Mio. Fr. an die Nationalbank zu verhalten.

Schwierig wird unsere Situation, wenn die Rumänen versuchen sollten, die Sperre mit der Inhaftierung von Schweizern zu verkoppeln. Ob die Freilassung unserer Mitbürger gegen Aufhebung der Sperre erwirkt werden könnte, müsste der Bundesrat entscheiden. Vom Standpunkt der Nationali-

---

5. *Nicht ermittelt.*
6. *Eine erste Unterredung zwischen F. Schnyder und B. Serban hatte bereits am 8. August 1949 stattgefunden, vgl. die Notiz von F. Schnyder vom 9. August 1949, ebd. Weitere Unterredungen folgten am 8. und 23. September, vgl. die Notiz von F. Schnyder vom 20. und vom 23. September 1949,* E 2001(E)1967/113/136.
7. *Nicht ermittelt.*
8. *Nicht ermittelt.*

sierungskommission aus gesehen, haben wir natürlich das grösste Interesse an der Erhaltung des gesperrten Faustpfandes.

Was nun die von Herrn Minister v. Salis beanstandete Praxis der Handelsabteilung betrifft, so lässt sich auf diesem Gebiet nicht viel machen, das die Rumänen ernstlich in Verlegenheit bringen könnte. So war beispielsweise die Zuchtviehausfuhr des letzten Jahres eine innenpolitische Notwendigkeit, die sich übrigens diesen Herbst wiederholen dürfte. Unser Farben-Embargo konnten wir auch bloss zwei Wochen aufrecht erhalten und mussten uns nachher durch die Interessenten der Chemie dahingehend belehren lassen, dass Rumänien Farben in unbeschränkter Menge auch aus den Westzonen Deutschlands beziehen könnte. Wir würden uns also mit einer Ausfuhrsperre für Farben ins eigene Fleisch schneiden. Gleich liegen die Verhältnisse mit Bezug auf die Kugellager, die nicht unter das Verbot der Ausfuhr von kriegswichtigem Material fallen. Rumänien hätte ohne weiteres die Möglichkeit, schweizerische Kugellager via Tschechoslowakei oder Ungarn oder Italien zu beziehen. Dies wenigstens so lange als diese Länder ihr Kugellagerkontingent nicht für eigene Bedürfnisse erschöpft haben.

Herr Bauer. Die hauptsächlichsten Exportartikel sind Maschinen und Farben. Zu den Farben ist nichts Neues beizufügen. Hinsichtlich der Maschinen kann man keine Restriktionen vorsehen, da die Exporte mit alten Geschäften verkoppelt sind und der Kaufpreis (für frühere Kriegsmaterial-Lieferungen) schon vor langer Zeit entrichtet worden ist. Eine Ausfuhrsperre können wir lediglich für Magnetos erlassen. Dies ist bereits geschehen. Herr Bauer wird auch nicht unterlassen, die Kugellager-Fabriken zu bearbeiten.

Beschluss: Die Behandlung von Ausfuhrgesuchen wird auf die lange Bank geschoben, um so wenigstens eine rumänische Demarche und damit ein Wiederingangkommen der Besprechungen zu provozieren.

Herr Vischer. Auf dem Finanzsektor liessen sich natürlich verschiedene Repressalien ergreifen. Alle Massnahmen würden aber zur Konsolidierung unserer Beziehungen zu Rumänien nichts beitragen.

Herr Troendle pflichtet Herrn Vischer bei, indem er in Erinnerung ruft, dass unser erstes Ziel die Befreiung unserer Mitbürger aus der Haft sein muss.

Beschluss: Herr Vischer wird beauftragt, Herrn Generaldirektor Schaefer telefonisch darüber zu unterrichten, dass die heutige Konferenz zu keinem Entschluss über die Bewilligung oder Nichtbewilligung des Kreditgeschäftes gelangte und die Angelegenheit weiterhin in Evidenz behalten wird. Die Bundesbehörden möchten über die Antwort des Generaldirektors der rumänischen Nationalbank unterrichtet werden.

Herr Troendle antwortet auf eine Frage des Unterzeichneten, dass es ihm nicht zweckmässig erscheine, die Bankgesellschaft zu veranlassen, das Gold wieder an unsere Nationalbank zurückzuschaffen, da ja heute die Sperre dem Pfandrecht vorgeht und nicht umgekehrt.

Die Konferenz ist einhellig der Auffassung, man solle jetzt das Ergebnis der verschiedenen bevorstehenden Kontakte abwarten. Die Lage wird dann erneut überprüft werden müssen.

8

E 7110(-)1967/32/1299
[DoDiS-3320]

Le Chef de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, aux Sociétés Ciba S. A, Geigy S. A., Sandoz S. A. et Hoffmann-La Roche S. A.

EXPORTATIONS AU JAPON

L Berne, 19 août 1949

Par votre lettre du 30 juin écoulé[1], reçue le 5 crt., vous soulevez la question de la reprise des exportations suisses vers le Japon et relevez en particulier le déficit de 1 : 10 de notre balance commerciale avec ce pays. Vous souhaiteriez voir mettre les importations au service de vos exportations. Votre exposé a retenu toute notre attention et nous nous empressons de vous faire savoir ce qui suit:

La reprise des exportations suisses vers le Japon est un problème qui nous préoccupe depuis la fin de la guerre[2]. C'est en étroit contact avec les organisations économiques de notre pays, notamment avec le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie à Zurich, et avec notre mission diplomatique à Tokyo que nous avons cherché à renouer les relations commerciales existant avant la déflagration mondiale et à recréer les bases indispensables à la reprise de nos exportations. Jusqu'ici, ces efforts ont été absolument vains[3], nul résultat positif – si l'on fait abstraction des importations japonaises en Suisse qui se sont régulièrement développées – n'ayant pu être obtenu par la voie diplomatique que nous avons choisie, tant à Tokyo, qu'à Washington. Nos efforts n'en continuent pas moins pour autant et nous espérons malgré tout arriver, comme en ce qui concerne l'Allemagne occidentale occupée, où la situation est analogue, à un arrangement satisfaisant[4].

Etant donné que le Japon a déjà conclu une série d'accords avec divers pays européens et autres, en vue de régler les échanges commerciaux réciproques, nous avons également examiné s'il convenait d'envisager l'ouverture de négociations relatives à la conclusion d'un arrangement semblable. Pour l'instant, d'entente avec le Vorort, cette solution n'a pas pu être retenue. Nous ne manquerons, toutefois, pas d'y avoir recours[5], aussitôt que les circonstances permettront d'en espérer un résultat un tant soit peu satisfaisant, soit une

---

1. *Non reproduit.*
2. *Cf. DDS, vol. 17, N° 67* (DoDiS-2699); *cf. aussi la lettre de E. von Graffenried à R. Hohl du 25 février 1948,* E 2001(E)-/1/63 (DoDiS-2698), *la lettre de K. Bruggmann à R. Hohl du 11 mai 1948, ibid.* (DoDiS-2696) *et la lettre de F. Probst au Vorort du 26 juillet 1948,* E 2001(E)-/1/373 (DoDiS-2700).
3. *Cf. la lettre de F. Probst au Vorort du 26 juillet 1948, ibid.* (DoDiS-2700).
4. *Cf. PVCF N° 1780 du 13 septembre 1949*, E 1004.1(-)-/1/509 (DoDiS-7109).
5. *Cf. la notice de J.-E. Töndury à la délégation permanente pour les négociations économiques du 19 mai 1950*, E 2001(E)1967/113/760 *et* E 7110(-)1967/32/1296 (DoDiS-3340).

amélioration par rapport à l'état présent. Tel ne semble évidemment guère être le cas aujourd'hui.

Le déficit de notre balance commerciale avec le Japon ne laisse naturellement pas de nous inquiéter. Il y a toutefois lieu de considérer l'intérêt qu'il présente toujours pour la Banque nationale suisse du point de vue de sa gestion des dollars. Avant de chercher à le réduire en réactivant éventuellement l'obligation de versement à la Banque nationale découlant de l'ACF du 14 août 1945[6] (instituant des mesures provisoires pour le règlement des paiements entre la Suisse et le Japon et toujours en vigueur, quoique pratiquement jamais appliqué au paiement des importations japonaises en Suisse), ce qui en l'état actuel des choses aurait infailliblement pour effet d'arrêter les importations, nous croyons utile de permettre la conclusion de compensations avec des produits japonais, intéressants pour notre économie nationale, dans l'espoir d'obtenir ainsi – non une contraction – mais une extension dans les deux sens des échanges[7].

Nous tenant volontiers à votre disposition pour tout renseignement complémentaire y relatif ou pour appuyer à Tokyo des propositions concrètes de compensation, nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

---

6. *Cf. l'*Arrêté du Conseil fédéral instituant des mesures provisoires pour le règlement des paiements entre la Suisse et le Japon (du 14 août 1945), *RO, 1945, vol. 61, pp. 605–610*.
7. *Pour un état de la situation, cf. la notice de J.-E. Töndury du 6 février 1951, ibid.* (DoDiS-7401).

9

E 7001(B)-/1/537
[DoDiS-7860]

Der Delegierte des Bundesrates für Arbeitsbeschaffung, O. Zipfel, an den Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, R. Rubattel

KOLONISATION VON SÜD-RHODESIEN

No Bern, 25. August 1949

Ich danke Ihnen für die Übermittlung der Akten der Mobile Development Services Limited betreffend die Beteiligung der Schweiz an einem Studienkomitee für die Entwicklung Süd-Rhodesiens und die Mitwirkung unseres Landes am wirtschaftlichen Aufbau dieses Landes[1].

Das Geschäft ist mir seit den ersten Unterhandlungen zwischen Sir Claude Auchinleck und Herrn E. Bührle bekannt, da mich dieser zu den Besprechungen eingeladen hat. Ich lehnte aber eine Teilnahme ab und verwies Herrn Bührle an das BIGA, da mir das vorgelegte Projekt einzig vom Standpunkt

---

1. *Vgl. den* Report on Swiss-Rhodesian Project. *Nicht abgedruckt.*

der Auswanderung aus interessant erschien. Später nahm ich an einer Aussprache zwischen Sir Auchinleck, General Woods und Vertretern verschiedener Departemente beim BIGA teil[2]. Auch kenne ich den Schriftwechsel zwischen Herrn Direktor Kaufmann und dem Vorort. Persönlich bin ich folgender Ansicht:

1. Das Projekt der Mobile Development Service Ltd. bezieht sich auf ein Kolonisationsproblem grossen Stils. Es ist auffallend, dass England, das in Kolonisationsfragen über eine jahrhundertelange Erfahrung verfügt, die Mitarbeit schweizerischer Unternehmungen wünscht. Es kann dies nur auf den Wunsch zurückgeführt werden, schweizerisches Kapital in grossem Umfang zur Durchführung der Pläne zu gewinnen.

Unsere Erfahrungen in Kolonisationsfragen sind gleich null. Wir müssen vorsichtig sein in Angelegenheiten, die wir nicht beherrschen und die mit Risiken verbunden sind, die wir nicht zu überblicken vermögen.

2. Die schweizerische Wirtschaft müsste sich an einem Unternehmen in einem fremden Lande beteiligen, bei dem niemand voraussagen kann, wie es sich in einigen Jahren gegen uns einstellen wird. Auch Verträge geben uns keine Garantie dafür, dass das investierte Schweizerkapital nicht eines Tages einfriert oder dass durch staatliche Beschränkungen unsere Tätigkeit in Süd-Rhodesien behindert oder gar verunmöglicht wird. Es handelt sich ja nicht um ein Geschäft, das in einigen Jahren abgewickelt werden kann, sondern um ein solches von wahrscheinlich sehr langer Dauer.

3. Die Pläne der Gesellschaft lassen erkennen, dass in erster Linie eine Schwerindustrie zur Verwertung der Bodenschätze (Eisen und Kohle) aufgezogen werden soll. Auf diesem Gebiete sind wir, im Gegensatz zu den Engländern, nicht Spezialisten. Im weiteren sollen Fabriken zur Verwertung der Rohstoffe gebaut werden. Hier könnten wir zweifellos mitwirken. Dabei stellen sich aber sofort verschiedene Fragen, auf die das Exposé der Mobile Development Services Ltd. keine Antwort gibt. Da das Land mit 120'000 weissen und 1'500'000 schwarzen Einwohnern nur einen bescheidenen Markt darstellt, müssten die in den neuen Fabriken hergestellten Produkte zum weitaus grössten Teil exportiert werden. Wie stellt man sich die Bezahlung dieser Waren vor, da man gleichzeitig durch den Ausbau der Landwirtschaft das Land von Lebensmittelimporten frei machen will? Die Bezahlung könnte doch nur durch Importe oder Devisen erfolgen, wobei der Absatz auf erhebliche Schwierigkeiten stossen dürfte, sofern Bezahlung in Devisen verlangt wird. Es dürfte sich ja meist um Erzeugnisse handeln, die auch in Europa oder Amerika hergestellt werden und somit keine Notwendigkeit bestünde, sie in Süd-Rhodesien zu kaufen. Die gegenwärtige Struktur der Weltwirtschaft macht es unwahrscheinlich, dass ein Land dauernd Rohstoffe oder Fertigwaren exportieren kann, ohne in angemessenem Rahmen von den Kundenländern Waren zu beziehen.

---

2. *Zu diesem Gespräch vgl. die Notiz von M. Kaufmann an R. Rubattel vom 1. Februar 1949. Nicht abgedruckt. Zum Gespräch von C. L. Auchinleck mit Vertretern der schweizerischen Gesandtschaft in London, vgl. das Schreiben von H. de Torrenté an die Handelsabteilung vom 17. Mai 1949,* E 6100(B)1973/141/74.

4. Die wirtschaftliche Entwicklung eines Neulandes erfordert eine sehr lange Zeit. Im Exposé der genannten Gesellschaft ist angenommen, dass Ingenieure, Techniker, Spezialisten und Farmer aus Europa zugezogen würden. Offenbar nehmen die Projektverfasser an, die eigentlichen Arbeitskräfte würden aus der einheimischen schwarzen Bevölkerung rekrutiert. Bis aus dieser für die Metallindustrie geeignete Arbeiter ausgebildet sind, braucht es aber viele Jahre der Schulung und Erziehung. Die Industrie inzwischen mit europäischen Arbeitern in Gang zu setzen, dürfte kaum angehen, da diese einen ähnlichen Lebensstandard wie in ihrem Heimatland verlangen würden, also recht teuer zu stehen käme. Dabei würde nicht einmal die Lohnfrage die Hauptrolle spielen, sondern diesen Arbeitern müssten vor allem Wohnungen zur Verfügung gestellt werden, was den Bau ganzer Ortschaften mit allen Einrichtungen (Strassen, Wasser, Elektrizität, Kanalisationen usw.) zur Voraussetzung hätte[3]. Man müsste sich also mit dem Gedanken abfinden, dass die Entwicklung nur langsam erfolgen könnte und dass sehr grosse Kapitalinvestitionen nötig waren, bevor ein wirtschaftliches Ergebnis zu erwarten wäre. Ob sich für dieses Kapital weitab der europäischen und amerikanischen Forschungs- und Entwicklungszentren und der Märkte überhaupt eine Verzinsung und Rückzahlung herausschaffen liesse, scheint mir keineswegs sicher zu sein.

5. Vom Arbeitsbeschaffungsstandpunkt aus sehe ich nur ein Interesse in der Möglichkeit, Techniker und Spezialisten auswandern zu lassen. Lieferungen von Maschinen, Einrichtungen usw. dürften erst nach langer Zeit in Frage kommen. Auch dies nur, wenn unser Land bereit wäre, sehr langfristige Kredite zu erteilen, deren Rückzahlung höchst problematisch erscheint.

6. Länder wie Süd-Rhodesien zu entwickeln ist Sache einer auf lange Sicht betriebenen Kolonisationspolitik. Eine solche Politik können nur Grossmächte mit entsprechenden wirtschaftlichen und militärischen Hilfsmitteln betreiben.

7. Ich vermute stark, dass hinter den wirtschaftlichen Plänen der Gesellschaft auch militärische Interessen stehen. Nicht ohne Grund hat sich Sir Auchinleck zuerst an Herrn Bührle gewandt[4]. Es liesse sich aber kaum verantworten, wenn wir mithelfen würden, mit Schweizergeld in Südafrika eine ausserhalb Europas liegende Waffenschmiede für das englische Empire aufzubauen. Mit unserer Neutralität liesse sich dies bestimmt nicht vereinbaren.

8. Wenn wir im Ausland zur Befruchtung unseres Aussenhandels Kapital investieren wollen oder investieren müssen, so wird dies besser in Ländern geschehen, die sofort als Bezüger unserer Waren in Frage kommen. Wollen wir weiter gehen und unentwickelten Ländern Kredite gewähren, so gibt es solche, die in kurzer Zeit für Warenbezüge grösseren Umfanges in Frage kommen könnten, da bereits ein Bedarf an Gütern besteht. Ich denke hier an Indien[5], Pakistan[6], den mittleren Osten[7] oder Südamerika[8].

---

3. *Zur Auswanderung nach Süd-Rhodesien und den wirtschaftlichen Beziehungen vgl.* E 2200.35(-)1970/193/3.

4. *Vgl. auch das Schreiben von H. Torrenté an J. Rossat vom 3. Februar 1949,* E 2001(E)1967/113/8.

5. *Zu den Wirtschaftsbeziehungen mit Indien vgl.* E 7110(-)1967/32/1089–1092, E 2200.64(-)1967/101/4; *vgl. auch den nicht datierten Bericht der Handelsabteilung über die wirt-*

9. Da sich die private Wirtschaft den Plänen von Sir Auchinleck gegenüber sehr reserviert verhält[9], wird der Bund die Angelegenheit nicht weiter verfolgen können[10].

---

schaftlichen Beziehungen der Schweiz mit Südasien, Südostasien, Australien, Neuseeland, E 2200.170(-)1969/134/7 (DoDiS-8150).
6. *Zu den Wirtschaftsbeziehungen mit Pakistan vgl.* E 2200.64(-)1971/68/7.
7. *Zu den Wirtschaftsbeziehungen mit Iran, Jordanien und Libanon, vgl.* E 7110(-)1967/32/1188, 1304 *und* 1353.
8. *Zu den Wirtschaftsbeziehungen mit Ländern Südamerikas vgl.* E 7110(-)1967/32/666–668 *für Argentinien oder* E 7110(-)1967/32/657–661 *für Brasilien.*
9. *Vgl. das Schreiben von H. Homberger und H. Wehrli an R. Rubattel vom 16. Juli 1949 über die Umfrage unter einigen Branchenverbänden über deren Haltung zum vorgeschlagenen Projekt. Nicht abgedruckt* (DoDiS-7894).
10. *Vgl. das Schreiben von R. Rubattel an W. O. Wood vom 8. September 1949. Nicht abgedruckt.*

10

E 2200.41(-)-/39/61
[DoDiS-8664]

Der Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, A. Zehnder, an den schweizerischen Gesandten in Paris, C. J. Burckhardt

S DO Bern, 9. September 1949

Wir beehren uns, Ihnen nachstehende Angelegenheit zu unterbreiten.

Wie Ihnen wohl bekannt ist, wurde bei Anlass der Unterzeichnung des Washingtoner Abkommens vom 25. Mai 1946 in einem vertraulichen Briefwechsel zugesichert, die schweizerische Regierung «examinera avec bienveillance la question des mesures nécessaires pour mettre à la disposition des trois Gouvernements alliés, à des fins d'assistance, le montant des biens en Suisse de victimes d'actions de violence perpétrées récemment par l'ancien Gouvernement allemand, qui sont mortes sans héritiers.»[1]

Die Prüfung dieses Problems konnte in der Schweiz bisher nicht zum Abschluss gebracht werden. Von Seiten der Alliierten scheint man der Sache nicht mehr grosse Bedeutung beizumessen. Die letzte offizielle Eingabe, die in dieser Sache bei uns vorliegt, ist eine Note der französischen Botschaft vom 27. Mai 1947[2]. (Der «Final act of the Paris Conference on Reparations» vom 21. Dezember 1945[3] lautet im Teil I, Art. 8, lit. C: «Governments of neutral

---

1. *Vgl. DDS, Bd. 16, Nr. 75, Anm. 2, DDS, Bd. 17, Nr. 19 und das Protokoll der Sitzung des Expertenkomitees vom 17. April 1951 betreffend die schweizerisch-alliierten Verhandlungen über die Durchführung des Abkommens von Washington,* E 2801(-)1968/84/91 (DoDiS-8677).
2. *Vgl. die Note der französischen Botschaft in Bern an das Politische Departement vom 27. Mai 1947,* E 2001(E)1967/113/374.
3. *Vgl.* E 2001(E)1969/121/155.

countries shall be requested to make available for this purpose assets in such countries of victims of Nazi action who have since died and left no heirs». Am 14. Juni 1946[4] haben sodann Frankreich, die Vereinigten Staaten von Amerika, Grossbritannien, die Tschechoslowakei und Jugoslawien eine Vereinbarung getroffen, worin (unter anderem) bestimmt wurde, dass die französische Regierung im Namen der fünf erwähnten Staaten den in Aussicht genommenen Schritt bei den neutralen Staaten unternehmen würde.) Es ist bezeichnend, dass darin bemerkt wird, in Frankreich seien keine herrenlosen Hinterlassenschaften der Opfer von Gewalthandlungen der ehemaligen deutschen Regierung festgestellt worden («… à la suite de l'enquête menée par l'Administration française, il résulte qu'il n'existe en France aucune succession en déshérence provenant des victimes d'actions de violence commises par l'ancien gouvernement allemand»). Offenbar hat man die Erwartungen, auf umfangreiche solche Vermögen in der Schweiz greifen zu können, einigermassen aufgegeben.

Dem Versuch, das Problem einer Lösung näher zu bringen, haben sich in der Schweiz aus grundsätzlichen Erwägungen insbesondere die Bankkreise widersetzt. Die Banquiervereinigung hat sich immerhin *[…]*[5] bereit erklärt, bei ihren Mitgliedern diskret Erkundigungen über den Umfang allenfalls in Betracht kommender Guthaben einzuziehen. Das Ergebnis dieser vertraulichen Enquête ist höchst bescheiden. Bankguthaben, deren Eigentümer der deutschen Kriegführung zum Opfer gefallen sein konnten, wurden nur im Belaufe von etwas weniger als einer halben Million festgestellt, wovon mehr als die Hälfte Deutschen gehörten und deshalb in Anwendung des Washingtoner Abkommens bei der Verrechnungsstelle angemeldet worden sind[6].

Bei dieser Sachlage bestand zunächst kein Anlass, den Gegenstand mit besonderem Eifer weiter zu verfolgen. Erst gegen Ende 1947 wurde die Frage wieder aktuell durch Vorschläge, die der Schweizerische Israelitische Gemeindebund dem Politischen Departement unterbreitete[7]. Dieses Departement wandte sich seinerseits in der Folge an das Justiz- und Polizeidepartement in der Meinung, dass die neuen Vorschläge zunächst in rechtlicher Hinsicht von der Justizabteilung geprüft werden sollten[8]. Das erbetene Gutachten liegt noch nicht vor.

---

4. *Vgl. die Note der französischen Botschaft in Bern an das Politische Departement vom 20. August 1946,* E 2001(E)1967/113/374.

5. *Gestrichen wurde* unter der Hand.

6. *Vgl. das Schreiben der Schweizerischen Bankiervereinigung an das Politische Departement vom 7. Oktober 1947, ebd., und das Memorandum der schweizerischen Delegation, das den Alliierten am 17. Mai 1951 während der schweizerisch-alliierten Verhandlungen über die Durchführung des Abkommens von Washington übergeben wurde,* E 2801(-)1968/84/91 (DoDiS-8678).

7. *Vgl. das Schreiben von G. Brunschvig an M. Petitpierre vom 8. Dezember 1947 und den Bericht von Ch. Knapp, G. Sauser-Hall und A. F. Schnitzer in der Beilage,* E 2001(E)1967/113/374 (DoDiS-6360).

8. *Vgl. das Schreiben von W. Stucki an das Justiz- und Polizeidepartement vom 5. November 1948, ebd.*

Herr Bundesrat von Steiger hat sich bereit erklärt, Persönlichkeiten der ausländischen jüdischen Kreise zu empfangen, die sich mit der Frage des herrenlosen Nachlasses von Naziopfern befassen[9]. Über diese Konferenz, die am 8. Juli d. J. bei Herrn Bundesrat von Steiger stattfand, orientiert Sie der Text des beiliegenden Protokolls[10].

Inzwischen wurde am 25. Juni d. J. in Warschau ein Abkommen, worin ausser Fragen des laufenden Wirtschaftsverkehrs auch die seit Ende des Krieges offen stehenden finanziellen Probleme (Nationalisierungen usw.) gelöst werden sollten, abgeschlossen[11]. Die Vereinbarung berührt auch die Frage des herrenlosen polnischen Eigentums in der Schweiz; der Entwurf zur Botschaft, womit der Bundesrat das Abkommen den Räten zur Ratifikation unterbreiten wird, führt darüber folgendes aus[12]:

«Die polnische Regierung hat in allen Verhandlungen seit dem Krieg immer wieder darauf hingewiesen, dass viele polnische Staatsangehörige, die während des Krieges ohne Hinterlassung von Erben verschwunden sind, zum Teil Depots bei schweizerischen Banken und Lebensversicherungen bei schweizerischen Gesellschaften unterhalten haben, auf die jetzt niemand Anspruch erhebt. Dieses Problem, auf dessen Regelung die polnische Regierung den grössten Wert legte, wurde ohne Eingriff in die privatrechtlichen Verhältnisse so gelöst, dass solche Guthaben und Versicherungsansprüche nach einem gewissen Zeitablauf ins schweizerisch-polnische Clearing einbezahlt werden müssen, unter Vorbehalt der Rücküberweisung, wenn sich später privatrechtlich Anspruchsberechtigte bei den schweizerischen Banken oder Versicherungsgesellschaften melden.»

Zu ihrer weitern Orientierung erhalten Sie anbei die Kopie einer Notiz, die dieserhalb am 3. August 1949 für den Vorsteher des Politischen Departements ausgefertigt wurde[13].

Die internationalen jüdischen Kreise, die mit dem Justiz- und Polizeidepartement in Verbindung gestanden waren, erhielten von der mit Polen getroffenen Vereinbarung Kenntnis. Herr Max Isenbergh, Paris, «*Counsel for European Operations*» des *American Jewish Committee*», richtete deswegen am 26. August 1949 den in Kopie beiliegenden Brief an Herrn Bundesrat von Steiger[14]. Dieser leitete den Brief mit der Bitte um Beantwortung an das Po-

---

9. *Vgl. das Schreiben von S. Cahn-Debré und M. Isenbergh an E. von Steiger vom 16. Juni 1949 und das Schreiben des Justiz- und Polizeidepartements an das American Jewish Committee vom 24. Juni 1949,* E 4001(C)-/1/309.

10. *Vgl. Nr. 5 in diesem Band.*

11. *Zu den polnisch-schweizerischen Verhandlungen und dem Abkommen vom 25. Juni 1949 vgl. DDS, Bd. 17, Nrn. 132 und 134, die Antwort von M. Petitpierre auf die Interpellation von W. Schmid vom 14. März 1950,* E 2801(-)1968/84/91 (DoDiS-8676).

12. *Zu diesem Entwurf vgl.* E 2001(E)1967/113/11. *Auf Weisung von M. Troendle wurde der folgende Abschnitt in die Endversion der Botschaft aufgenommen, vgl. die Notiz von F. Kappeler an M. Petitpierre vom 22. September 1949,* E 2001(E)1967/113/775.

13. *Vgl. die Notiz von H. Vischer an M. Petitpierre vom 3. August 1949,* E 2001(E)1967/113/374.

14. *Vgl. das Schreiben von M. Isenbergh an E. von Steiger vom 26. August 1949, ebd.*

litische Departement weiter, das seines Erachtens für die weitere Behandlung des Problems zuständig sei[15].

Wir möchten es unserseits tunlichst vermeiden, uns mit den interessierten internationalen jüdischen Kreisen in eine direkte Korrespondenz einzulassen. Wir wären Ihnen deshalb dankbar, wenn Sie eine Möglichkeit finden könnten, sich mit Herrn Isenbergh in Verbindung zu setzen, um ihm Bescheid zu geben. Dabei würde es sich im wesentlichen darum handeln, ihm die oben wiedergegebenen Ausführungen über die Verwendung herrenlosen politischen Vermögens aus dem Entwurf zu einer bundesrätlichen Botschaft zur Kenntnis zu bringen und ihn im übrigen wissen zu lassen, dass das grundsätzliche Problem weiter geprüft werde. Gleichzeitig würden wir es begrüssen, wenn Sie Herrn Isenbergh, falls die jüdischen Vereinigungen die Frage in der Schweiz weiter zu verfolgen wünschen, veranlassen wollten, sich zu diesem Zwecke der Vermittlung der schweizerischen Kreise zu bedienen, die bereits mit dem Politischen Departement in Verbindung standen (Schweizerischer Israelitischer Gemeindebund und die von ihr eingesetzte juristische Expertenkommission).

15. *Vgl. das Schreiben von E. von Steiger an M. Petitpierre vom 30. August 1949, ebd.*

11

E 2300 Belgrad/7
[DoDiS-8738]

Der schweizerische Gesandte in Belgrad, E. Zellweger, an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre[1]

PB Nr. 9 Vertraulich — Zürich, 12. September 1949

Die Unterhaltungen, die ich anlässlich meiner Abschiedsbesuche[2] mit Marschall Tito, Aussenminister Kardelj und den stellvertretenden Aussenministern Bebler, Topovic und Mates hatte, vermittelten mir einen, wie ich glaube, zuverlässigen Einblick in die Auffassungen der jugoslawischen Staatsführung über den Konflikt mit dem Ostblock[3].

Ich möchte einen für die bisherige wie künftige Entwicklung sicher bedeutsamen psychologischen Faktor vorweg erwähnen: Marschall Tito befindet sich in einer ausgezeichneten physischen und psychischen Verfassung. Seine Ruhe und Ausgeglichenheit, seine innere Sicherheit und unbeirrbare Zuversicht beeindrucken seine Besucher nachhaltig. Es scheint für ihn kennzeichnend

1. *M. Petitpierre setzte den politischen Bericht am 14. September bei den Bundesräten in Zirkulation.*
2. *E. Zellweger demissionierte auf Ende September 1949 vom diplomatischen Dienst, vgl. BR-Prot. Nr. 1732 vom 6. September 1949,* E 1004.1(-)-/1/509.
3. *Die im Kominform zusammengeschlossenen moskautreuen kommunistischen Parteien Osteuropas schlossen die kommunistische Partei Jugoslawiens am 27. Juni 1948 aus dem Kominform aus und starteten eine Wirtschaftsblockade gegen Jugoslawien.*

zu sein, dass seine Ruhe, seine Fähigkeit zur Analyse einer politischen Situation, seine Entschlusskraft umso grösser sind, je schwieriger die Lage ist, die er zu meistern hat. Der konservative englische Unterhausabgeordnete und General MacLean, der während des Krieges Chef der britischen Militärmission bei Tito war, hat mir schon vor geraumer Zeit gesagt, Tito sei immer in den schwierigsten Situationen «at his best». Bezeichnenderweise war er es, der Samstag, den 20. August, die Nervosität seiner Mitarbeiter abbremste, als sie unter dem Eindruck einer bedrohlichen Note der Sowjetregierung die Vertreter Frankreichs, Grossbritanniens und der Vereinigten Staaten durch einen telefonischen Anruf Beblers auf das Aussenministerium hatten bitten lassen[4]. Auf Titos Weisung ist, wie mir der stellvertretende Aussenminister Bebler mitteilte, dieses Aufgebot widerrufen worden. Bebler sagte wörtlich: «Wir haben an jenem Tage den Marschall mit Alarmtelegrammen bombardiert. Er aber spazierte in Badehosen am Strande von Brioni, liess sich durch unsere Aufregung nicht anstecken und gab gelassen seine Anweisungen, die richtig waren. Er besitzt ein unglaubliches Flair für die Würdigung einer politischen Situation». Es lässt sich auf jeden Fall nicht bestreiten, dass die jugoslawische Regierung in ihrem Konflikt mit dem Koloss im Osten eine Politik getrieben hat, die in jeder Hinsicht das Prädikat staatsmännisch verdient.

Die Zuversicht Titos zieht einen erheblichen Teil ihrer Stärke aus einer ideologischen Wurzel. Dies wurde mir klar, als Tito mir sagte: «Wir konnten als Revolutionäre nicht anders handeln». Es ist seine und seiner Mitarbeiter Meinung, dass die Sowjetunion durch Unterjochung und Ausbeutung der Volksdemokratien Lenins Grundsätze über das Verhältnis unter sozialistischen Staaten (Zusammenarbeit auf dem Fusse der Gleichberechtigung) krass missachtet und daher diese Staaten zur Trennung von Moskau zwingt und auf den Weg einer nationalkommunistischen Entwicklung treibt, wenn sie ihre revolutionären Ziele nicht preisgeben wollen. Da es nach marxistischer Überzeugung Gesetze der Geschichte sind, welche die Entwicklung diesen revolutionären Zielen entgegentreiben, ist die Loslösung von Moskau eine historische Notwendigkeit, der sich auch die andern Volksdemokratien nicht entziehen können. Diese Überzeugung hat auch Aussenminister Kardelj, der mir sagte: «Wir werden nichts tun, um in den andern kommunistischen Parteien Gruppen von Sympathisanten zu gründen. Die Geschichte wird dies ohne unser Dazutun besorgen». Die Behauptung Kardeljs, dass Jugoslawien der Entstehung titoistischer Bewegungen in den andern Volksdemokratien nicht nachhelfe, ist nicht unglaubhaft, indem die russische Politik gegenüber den Volksdemokratien solche Bewegungen in der Tat automatisch auslöst. Vor 14 Tagen berichteten mir ungarische mit den Verhältnissen vertraute Arbeiterführer in Budapest, dass die Mehrheit der ungarischen Überzeugungskommunisten pro Tito sei. Die Stärke der separatistischen Gefahr in den Volksdemokratien lässt sich übrigens an der Heftigkeit der gegen sie gerichteten Reaktion ablesen (Erhebung und Begründung der Anklage gegen Rajk und Konsorten in Ungarn, Massenversammlungen gegen Tito in Polen).

---

4. *Zu den sowjetisch-jugoslawischen Beziehungen vgl. auch den politischen Bericht Nr. 12 von H. Zurlinden an M. Petitpierre vom 27. Oktober 1949,* E 2300 Moskau/9 (DoDiS-7709).

Ich fragte Marschall Tito, ob er glaube, dass eine Verselbständigung der andern Volksdemokratien gegenüber der Sowjetunion zu einer Art von cordon neutre längs der russischen Westgrenze führen würde. Tito antwortete, dies sei wahrscheinlich und wäre ein Beitrag zur Sicherung des Friedens.

Sowohl Marschall Tito wie Aussenminister Kardelj glauben auch heute nicht an eine militärische Aktion aus dem Ostblock gegen Jugoslawien. (Andere Aktionen vermögen, wie die Erfahrung von 15 Monaten zeigt, das Regime in Jugoslawien nicht ernstlich zu gefährden). Kardelj erklärte, eine militärische Aktion wäre ein offensichtlicher Angriffsakt, den sich Russland als Mitglied der UNO gegen ein anderes UNO-Mitglied nicht gestatten könne, auch nicht *mit Rücksicht auf die öffentliche Meinung*. Dieses Wilson'sche Argument im Munde eines Kommunisten ist einigermassen überraschend und offenbart eine wohl unbewusste Annäherung an eine westliche Denkweise.

Sowohl Marschall Tito als auch Kardelj sind der Meinung, dass die schwierigsten Momente hinter ihnen liegen. «Allerdings kennen wir die Zukunft nicht», hat der Aussenminister beigefügt. Die Regierung Tito hat nun während 15 Monaten den Beweis erbracht, dass sie fähig ist, jeden Angriff auf das Regime (ausser dem militärischen) abzuwehren, was ihre Position nicht nur in den Augen der westlichen Grossmächte gefestigt hat.

Was das Verhältnis zur Schweiz betrifft, so haben meine sämtlichen Gesprächspartner ebenso spontan wie übereinstimmend erklärt, die jugoslawische Regierung werde alles tun, um die jetzigen guten Beziehungen zur Schweiz auch in Zukunft zu erhalten und zu festigen. Es erregte, weil es bisher noch nie geschehen war, im diplomatischen Korps geradezu Aufsehen, dass Aussenminister Kardelj meine Frau und mich zu einem intimen Abschiedsdéjeuner in seiner Villa eingeladen hat (weitere Teilnehmer: stellvertretender Aussenminister Mates mit Frau, stellvertretender Aussenhandelsminister Pavlic mit Frau und ein Legationsrat vom Protokoll).

12

E 1003(-)-/1/R 3104
[DoDiS-8001]

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal des délibérations de la 61e séance du 19 septembre 1949

Dévaluation de la livre

M. Petitpierre: Grande-Bretagne dévalue la livre.[1] Série d'Etats suivent le mouvement. Perdons 80 mios. fr. s. sur notre crédit à Grande-Bretagne. Conséquence économique sera envahissement par marchandises des pays ayant dévalué. Convoquer délég*[ation]* écon*[mique]* et fin*[ancière]*. Faire une déclaration à la presse?

---

1. *Le DPF est informé de la dévaluation de la livre sterling prévue pour le dimanche*

M. Nobs: Le taux de la dévaluation surprend les milieux compétents. Distribue tableaux des échanges commerciaux avec pays intéressés et le commente. Si le bloc sterling dévalue seul, 10% de nos échanges sont touchés. Si d'autres pays suivent, y compris France et Italie, 49%. La BN dit que la livre était trop élevée et qu'une dévaluation est nécessaire et utile au commerce mondial. BN pense que CF doit publier communiqué. Dire simplement que dévaluation est mesure nécessaire qui régularisera situation. Avons 320 mios créances sur Angleterre. Pas de garantie de change pour partie importante. Perdons ainsi 80 à 90 mios. Perspectives pour marché suisse encore incertaines. Ne savons pas encore ampleur du renchérissement en Angleterre. Inopportun de parler d'une dévaluation suisse comme le préconisent certains milieux hôteliers. Belgique espère ne pas dévaluer. Si GB assainit sa situation, touristes anglais deviendront peut-être plus nombreux. Donc attendre la suite des événements. Ne pas faire de déclaration; serait sans grand effet. Mais d'accord de faire une déclaration dans le sens proposé par BN: dévaluation est un fait nécessaire, pour GB, qui aura de bons effets.

M. Petitpierre: GB aimerait savoir si dévaluation sera aussi décidée par la Suisse et, si oui, à quel taux.

M. Rubattel: Pour l'instant ne rien décider. Savoir ce qui se passe à l'étranger. Ne pas dire que la mesure sera propre à assainir situation. On n'en sait rien. S'attendre à d'assez fortes importations anglaises. De petits fléchissements de nos exportations peuvent avoir des conséquences assez lourdes. N'aurons pas beaucoup de touristes anglais cet hiver. Devrons peut-être prendre des mesures d'ordre interne (restrictions d'importations). Efficacité de la dévaluation britannique dépend de la réaction britannique (hausse des salaires, etc.). Ne rien faire pour le moment. Mais réunir délégation économique et financière. Il faut un communiqué pour empêcher la presse de divaguer. Dire simplement: La mesure ne nous a pas surpris. Suivons les événements.

M. Etter: Situation très différente de 1936[2]. Pour l'instant, attendre. La presse attend des déclarations. Communiqué peut avoir de grands effets, en Suisse et à l'étranger.

M. Celio: Très préoccupé des conséquences pour tourisme et transports. Au début, conséquences néfastes. Délégation écon. et fin. doit présenter rapport aussi complet que possible sur maintien ou dévaluation éventuelle du fr. suisse. Du p*[oint]* d*[e]* v*[ue]* purement économique, aurions avantage à dévaluer.

M. de Steiger: Je me suis fait rappeler par un collaborateur de Keller et Rossy (Schwegler) les conditions d'adoption des AF en faveur de Genève, Neuchâtel, etc. Avons parlé de la liberté d'action qui serait nécessaire pour interventions futures. En 1936, avons dévalué à cause de l'industrie horlogère

---

18 septembre 1949 par une note most secret *de la Légation de Grande-Bretagne à Berne, remise le samedi 17 septembre à midi. La Légation de Suisse à Washington dans un télégramme du 17 septembre, 11 h. 10, a déjà écrit au DPF que suite à des signaux discrets de la Légation de Grande-Bretagne à Washington, on vit l'imminence de la dévaluation, cf.* E 2001(E)1967/113/727.

2. *Sur la dévaluation de 1936, cf. DDS, vol. 11, N° 297 et annexes.*

et de l'hôtellerie seulement, et pas pour des raisons monétaires. Rédiger un communiqué en termes brefs, pour préparer public aux conséquences.

M. Kobelt: DMF a fait de grosses commandes à GB, en partie pas payées. Fera peut-être ainsi des économies. – Ne rien décider pour le moment. Préparer le public aux conséquences possibles.

M. de Steiger: L'initiative no 2[3] prévoit suppression contrôle des prix. Montrer au public les avantages du régime.

M. Rubattel: Evénements confirment bien-fondé de notre politique d'après-guerre. J'ai déjà songé aux mesures à prendre en cas de dévaluation.

M. Petitpierre: Savoir que répondre au Gouvernement britannique. Dire, dans le communiqué: aujourd'hui le CF ne voit pas de motifs de dévaluer. Sinon, liquidation d'obligations et achats d'or.

M. Rubattel: Charger Zehnder, Hotz et Iklé de rédiger projet de communiqué[4].

M. Petitpierre: Prendre contact avec gouvernement britannique avant de le mettre en cause dans communiqué.[5]

[…]

---

3. *Il s'agit de l'initiative populaire* Retour à la démocratie directe, *acceptée en votation populaire le 11 septembre 1949, cf. FF, 1949, vol. 101, II, p. 585.*

4. *Sur l'acceptation du communiqué, cf. le procès-verbal des délibérations du Conseil fédéral de la 62e séance du 23 septembre 1949. Non reproduit. Pour le texte du communiqué, cf.* E 2001(E)1967/113/727.

5. *Pour les délibérations du Conseil fédéral sur la question de la dévaluation de la livre, cf. aussi les procès-verbaux des délibérations du Conseil fédéral du 23, 30 septembre (62e resp. 64e séance), 4 et 7 octobre (65e resp. 66e séance) 1949. Non reproduits. Cf. aussi* E 2001(E)1967/113/10.

13

E 2800(-)1967/59/89
[DoDiS-8737]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Ministre de Suisse à La Haye, R. Kohli

Copie
L

Berne, 21 septembre 1949

Je vous confirme les entretiens que j'ai eus avec vous au sujet de votre transfert à Belgrade.

Le Conseil fédéral, en vous appelant à ce poste[1], considère qu'il vous manifeste sa confiance. En effet, pour un temps indéterminé, Belgrade devient un centre d'observation politique de tout premier ordre. Au surplus, si l'évolution actuelle continue dans les Balkans, les problèmes d'ordre économique qui se

---

1. *La nomination de R. Kohli a eu lieu le 24 octobre 1949, cf. PVCF N° 2003 du 24 octobre 1949,* E 1004.1(-)-/1/510.

posent entre la Yougoslavie et la Suisse peuvent devenir de plus en plus importants[2]. C'est pourquoi le Conseil fédéral a jugé nécessaire de confier la direction de notre Légation à Belgrade à un diplomate expérimenté, qui, si la situation devait se modifier, saurait faire face calmement à toutes les éventualités. Votre transfert de La Haye à Belgrade ne constitue donc pas une rétrogradation, au contraire.

Comme je vous l'ai dit, je considère que votre séjour à Belgrade, justifié par l'état actuel des choses en Yougoslavie et dans les Balkans, ne doit pas être envisagé pour une très longue durée[3], mais qu'en principe, il prendra fin au moment où les circonstances seront redevenues plus normales au point de vue politique et économique.

J'ai pris note de votre désir d'occuper plus tard un poste dans un pays anglo-saxon, comme le Canada. Il ne m'est pas possible de vous faire une promesse à cet égard. Je peux simplement vous assurer qu'étant donné le service que vous nous rendez en allant à Belgrade, le Département demandera au Conseil fédéral de tenir compte dans la mesure du possible de ce désir, le moment venu.

---

2. *Cf. DDS, vol. 17, table méthodique:* Yougoslavie – relations économiques.
3. *R. Kohli reste à Belgrade jusqu'en juin 1953.*

14

E 6100(B)1972/96/19
[DoDiS-8771]

Das Direktorium der Schweizerischen Nationalbank an den Vorsteher des Finanz- und Zolldepartements, E. Nobs, den Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, R. Rubattel, und den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre[1]

BETR. GEWÄHRUNG EINES BANKENVORSCHUSSES AN DIE REGIERUNG DER SÜDAFRIKANISCHEN UNION

S Zürich, 29. September 1949

Wie uns der Schweizerische Bankverein mitteilt, beabsichtigt ein unter Führung dieses Institutes stehendes schweizerisches Bankenkonsortium, der südafrikanischen Regierung einen Vorschuss in Schweizerfranken im Gegenwert von 5 t Gold, gerechnet zum offiziellen Ankaufspreis der Schweizerischen Nationalbank, ergebend einen Betrag von ca. SFr. 24'000'000.–, für die Dauer von 2 Jahren zu gewähren. Für die südafrikanische Regierung besteht die Option einer Verlängerung dieses Kredites um 1 Jahr. Der Kredit soll in Gold zurückbezahlt werden. Es ist möglich, dass der Vorschuss nachträglich von

---

1. *Das Schreiben wurde von P. Keller und P. Rossy unterzeichnet.*

SFr. 24'000'000.– auf SFr. 30'000'000.– erhöht wird[2]. Der Schweizerische Bankverein steht in dieser Frage mit dem südafrikanischen Finanzminister Havenga, der sich zurzeit in London aufhält, in Unterhandlung.

Wir hatten zunächst gegen diese Kreditoperationen Bedenken, da sie nach unserem ersten Urteil ein spekulatives Element gegen den Schweizerfranken in sich zu bergen schien. Zu dieser Auffassung veranlasste die Form des Kredites, der mit Bezug auf die Rückzahlung an eine Art Goldgewichtsbestimmung geknüpft ist.

Wie wir in mündlichen Unterredungen mit der Generaldirektion des Schweizerischen Bankvereins erfahren haben, besteht indessen seitens der schweizerischen Banken keinerlei Absicht, die fragliche Kreditoperation zu einer Spekulation gegen den Schweizerfranken auszunützen. Den Banken sei vielmehr die Form der Kreditzurückzahlung in Gold von der südafrikanischen Regierung nahegelegt worden.

Die Nationalbank hat vom währungs-, geld- und kapitalmarktpolitischen Standpunkt aus gegen die geplante Kreditoperation nichts einzuwenden, obwohl ihr eine Goldsicherung in dieser Form im gegenwärtigen Zeitpunkt nicht sympathisch ist. Sie stellt diese Bedenken jedoch zurück, weil es sich um einen goldproduzierenden Schuldner handelt und insbesondere weil mit dem Kreditgeschäft gewisse nicht zu unterschätzende handelspolitische Vorteile verbunden sind[3]. Mit Bezug auf die letztern haben wir erfahren, dass sich der südafrikanische Finanzminister gegenüber Herrn Generaldirektor Nussbaumer vom Schweizerischen Bankverein bereit erklärt hat, die nachfolgende Verpflichtung einzugehen:

«The South African Government undertakes that the import licencies which can be used by South African importers for imports from Switzerland will not be less, during the 2 years, than the aequivalent of the gold during the currency of the agreement.»

Diese Formel wurde heute gemäss einer Mitteilung des Schweizerischen Bankvereins aus London noch dahin präzisiert, dass vom fraglichen Kreditbetrag für je die Hälfte im Jahre 1950 und im Jahre 1951 Importlizenzen zugunsten schweizerischer Exporteure ausgestellt werden sollen. Ohne solche Importlizenzen erschiene die Gewährung von Einfuhrbewilligungen zugunsten des schweizerischen Exportes überhaupt als fraglich.

Wir wären Ihnen dankbar, wenn Sie uns über das vorliegende Kreditgenehmigungsgesuch Ihre Stellungnahme so bald als möglich bekanntgeben könnten[4]. Der Schweizerische Bankverein teilt mit, dass der südafrikanische

---

2. *Im Dezember 1949 wurde der Kredit auf 7,5 t Gold erhöht, was 36,5 Mio. Schweizerfranken entsprach. Vgl. das Schreiben der Schweizerischen Nationalbank an E. Nobs, R. Rubattel und M. Petitpierre vom 13. Dezember 1949,* E 6100(B)1972/96/21.

3. *Im November 1948 richtete die südafrikanische Regierung ein Devisenkontingent für Importe aus Staaten ein, welche nicht Mitglied des Sterlinggebiets waren. Diese Massnahme bewirkte einen starken Rückgang der schweizerischen Exporte. Im April 1949 beauftragte die Handelsabteilung G. P. de Keller mit einer Spezialmission nach Südafrika. Vgl. dessen Bericht vom 15. Juni 1949 über seine Mission, die im Übrigen zu keinem konkreten Resultat führte,* E 2001(E)1967/113/608.

4. *E. Nobs und M. Petitpierre erteilten ihre Zustimmung am 30. September 1949. Von einer*

Finanzminister Havenga London voraussichtlich Ende dieser Woche verlassen wird und grosses Gewicht darauf legt, bis dahin seitens des schweizerischen Bankenkonsortiums eine Antwort zu erhalten. Wir glauben, dass mit Rücksicht auf die wirtschaftliche Bedeutung der Kredittransaktion der Sache ausserordentlich gedient wäre, wenn die schweizerischen Banken in die Lage versetzt werden könnten, der südafrikanischen Regierung den gewünschten Entscheid bis zum angegebenen Termin zu erteilen[5].

Kreditgewährung erhoffte sich Petitpierre schweizerischerseits den Vorteil eines Luftverkehrsabkommens mit der südafrikanischen Regierung. Zu dieser Frage, vgl. auch die Notiz von F. Kappeler an M. Petitpierre vom 30. September 1949, ebd.

5. *Am 18. Januar 1950 informierte die Schweizerische Nationalbank E. Nobs, R. Rubattel und M. Petitpierre,* dass nach einer heutigen Benachrichtigung des Schweizerischen Bankvereins in Basel der rubr. Kredit im Betrage von SFr. 36'500'000.– nunmehr endgültig zustande gekommen ist. Wie die Generaldirektion des Schweizerischen Bankvereins hiezu beifügt, hat sich die Regierung der Südafrikanischen Union im Sinne der gestellten Auflagen vertraglich verpflichtet, in den Jahren 1950 und 1951 mindestens je für die Hälfte des Kreditbetrages Einfuhrbewilligungen für Importe aus der Schweiz zu erteilen. E 6100 (B)1972/96/19.

15

E 2001(E)1967/113/152
[DoDiS-7361]

Der Leiter der Schweizerischen Delegation in Berlin a. i., E. Stadelhofer, an den Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, A. Zehnder

S Vertraulich Berlin, 7. Oktober 1949

Ich beehre mich, Ihnen auf Grund der mir zugekommenen Informationen über die von sowjetischer Seite vorgesehenen Massnahmen zur Bildung einer deutschen Regierung in Berlin und die dabei zu erwartenden Etappen wie folgt Aufschluss zu geben:

1. Heute Freitag um 12 Uhr werde der Deutsche Volksrat zusammentreten und sich nach der von ihm anfangs dieses Jahres angenommenen provisorischen Verfassung in die sog. Volkskammer umbilden. Anschliessend werde der eine Präsident der SED, Wilhelm Pieck, zum Staatsoberhaupt und der andere Präsident, Otto Grotewohl, zum Ministerpräsidenten gewählt. Es folge die Konstituierung der Regierung, die sich aus drei stellvertretenden Ministerpräsidenten, Otto Nuschke, Präsident der Ostzonen-CDU, Prof. Hermann Kastner, Präsident der Ostzonen-LDP und Dr. Lothar Bolz, Präsident der NDP (Nationaldemokratische Partei), vierzehn Ministern und fünfzehn Staatssekretären, von denen einer der Ministerpräsidentschaft zugeteilt werde, zusammensetze.

2. Montag, den 10. Oktober, würden die Parlamente der fünf Länder der Ostzone die Mitglieder für die sogenannte Länderkammer, insgesamt vier-

unddreissig, bestimmen. Am Dienstag erfolge deren Konstituierung in Berlin sowie die Bestätigung der von der Volkskammer gefassten Beschlüsse.

3. Ebenfalls für Dienstag sei ein repräsentativer Akt der beiden Kammern, unter Teilnahme der Spitzen der SMAD, geführt vom sowjetischen Oberkommandierenden, Generaloberst Tschuikow in Gala-Uniform, vorgesehen. Nach Abgabe einer Erklärung über die Umwandlung der SMAD in ein Kontrollorgan auf rein ziviler Basis, die Auflösung der Deutschen Wirtschaftskommission für die sowjetische Besatzungszone sowie die erfolgte Konstituierung der deutschen Regierung würden die russischen Vertreter, um die wiedergewonnene Souveränität zu unterstreichen, sich demonstrativ entfernen. Es werde dabei mit aller Klarheit zum Ausdruck gelangen, dass die Regierung die Kompetenz für ganz Deutschland beanspruche.

4. Sobald die sowjetischen Vertreter sich entfernt hätten, würden in Gesetzesform die Wahlen für ein Zonenparlament wie auch die Länderparlamente auf den 15. Oktober 1950 festgelegt. Hernach werde Herr Pieck als Staatsoberhaupt die bindende Erklärung abgeben, dass er formell auf vier Jahre gewählt sei, aber nach den Neuwahlen demissionieren werde, um die Wahl eines Staatspräsidenten, der den dazumaligen politischen Verhältnissen Rechnung trage, zu ermöglichen.

5. Die neue Regierung werde sich aus acht SED-Mitgliedern und sechs Vertretern der bürgerlichen Parteien zusammensetzen und unter Berücksichtigung der Ministerpräsidentschaft neun SED-Vertreter und neun bürgerliche Vertreter haben. Als wesentlich wird betrachtet, dass sie ein Aussenministerium des klassischen Typs, mit Herrn Georg Dertinger, CDU, als Aussenminister aufweisen wird.

6. Mit Bezug auf die de jure Anerkennung der deutschen Regierung durch Russland und die Staaten des Ostblocks scheint noch nicht restlose Gewissheit darüber zu bestehen, ob sie ebenfalls schlagartig erfolgen wird oder ob die Möglichkeit offen gelassen werden möchte, innerhalb kurz anzusetzender Viermächte-Besprechungen auf Aussenminister- oder sogar noch höherer Ebene einen Modus vivendi zu finden, bei dem sich die östliche Seite zu einer Anerkennung des Kompetenzanspruches nur für das Gebiet der sowjetischen Besatzungszone verpflichten würde. Der Preis, zu dem eine derartige Selbstbeschränkung als möglich angesehen wird, wird in einer vertraglichen Neutralisierung des gesamtdeutschen Raumes auf völkerrechtlicher Grundlage gesehen.

Mit Bezug auf die Reaktion von westlicher Seite war naturgemäss in Berlin, weil sowohl das Schwergewicht der Besatzungs- wie auch der deutschen Seite in Westdeutschland liegt, nicht sehr viel zu erfahren. Die als möglich erscheinenden Konsequenzen wurden wie folgt gesehen:

a) Anerkennung der Aufnahme Berlins als 12. Land in die Westdeutsche Republik durch die hohen Kommissionen.

b) Wahl Berlins als Bundeshauptstadt durch die Westdeutsche Republik.

c) Vorverschiebung des für den 20. Oktober vorgesehenen Besuches des Bundespräsidenten Heuss in Berlin.

d) Demonstrative Abhaltung einer Sitzung der westdeutschen Regierung in Berlin.

e) In kurzer Zeit erfolgende demonstrative Übersiedlung von zwei bis drei Ministerien der Bundesregierung nach Berlin.

Auf sowjetischer und deutscher politischer Seite der Ostzone scheint man sich über die westdeutsche und westalliierte Reaktion bis jetzt keine zu grossen Gedanken zu machen, weil man von der Annahme ausgeht, dass es sich dabei mehr nur um eine Parade als um einen Gegenschlag handeln könne. Überdies wird bemerkt, dass die westdeutsche Regierung staatsrechtlich gesehen schon deshalb in einer ungünstigen Lage sei, weil das Bonner Grundgesetz ihr verfassungsrechtlich gar keine Handhabe für die Beanspruchung einer gesamtdeutschen Zuständigkeit gebe. Kämpferische Verwicklungen oder ein Handstreich auf Westberlin werden nicht erwartet. Die sowjetischen Besatzungstruppen sollen weitgehend aus dem Strassenbild zurückgezogen werden und dafür ostdeutsche Polizeieinheiten hervortreten; nicht zuletzt deshalb, um ein Eingreifen westalliierten Militärs zu verhindern. Die Unterstreichung der deutschen Souveränität soll noch durch folgende Massnahmen in Erscheinung treten:

A) Erlass einer sehr weitgehenden Amnestie, die insbesondere auch politische Vergehen umfasse.

B) Sehr grosse Entlassungen aus Gefängnissen und Konzentrationslagern.

C) Übergabe der gesamten Gerichtsbarkeit, mit Ausnahme von Spionage und Angriffen gegen das sowjetische Militär, an die deutsche Regierung.

D) Konstituierung eines obersten deutschen Gerichtes sowohl für Zivil-, Straf- als auch Verwaltungsangelegenheiten.

E) Einführung des rechtsstaatlichen Verfahrens auf allen Stufen der Verwaltung.

Insbesondere wurde in diesem Zusammenhang noch durchblicken gelassen, dass die Schweiz und Schweden in allen sie interessierenden Fragen auf Entgegenkommen rechnen dürften, da man grosses Gewicht auf ihre Einstellung gegenüber der neuen deutschen Regierung lege.

In diesem Zusammenhang scheinen sich mir, soweit ich die Situation zu überblicken vermag, insbesondere folgende Fragen zu stellen:

1. Es ist nicht ausgeschlossen, dass die Delegation eingeladen wird, zu Anlässen repräsentativen Charakters einen Vertreter zu entsenden[1]. Sollte es mir nicht möglich sein, von Fall zu Fall Ihre Stellungnahme telephonisch einzuholen und wäre ich auf eine eigene Entschlussfassung angewiesen, so würde ich mir als Richtlinie nehmen, dass einerseits alles vermieden werden muss, was einer aussenpolitischen Stellungnahme gleichkommen könnte, und andererseits doch das Schwergewicht der Delegation in den Beziehungen zu den zuständigen Stellen des ostdeutschen Raumes liegt. Vor allem würde ich auch prüfen, welches die Stellungnahme des schwedischen Generalkonsulates und der Staaten, die mit Ostdeutschland rege Handelsbeziehungen unterhalten, wie Norwegen, Dänemark und Holland ist.

---

1. *Tatsächlich wurde Legationsattaché O. Burki zur 4. Sitzung der provisorischen Volkskammer vom 19. Oktober 1949 eingeladen, dort als «Schweizer Gesandter» begrüsst und neben die Vertreter der osteuropäischen Staaten gesetzt. Vgl. die Notiz von E. Stadelhofer vom 19. Oktober 1949. Nicht abgedruckt.*

2. Da die DWK am Dienstag formell aufgelöst werden soll, kann namentlich in Handelsangelegenheiten die Adressierung der Briefe nicht mehr in der bisherigen Weise vorgenommen werden. Ich werde grundsätzlich bis zum Eintreffen Ihrer Stellungnahme davon absehen, Briefe an die in Frage kommenden Ministerien zu adressieren, sondern die Fälle bis zur Abklärung der Situation zurückstellen. Sollte eine nicht verschiebbare Intervention notwendig werden, beispielsweise Handelssachen oder Personenschutz, so würde ich sie auf einen mündlichen Vortrag beschränken.

3. Sollte ich zu einer Vorsprache eingeladen werden, so würde ich der Aufforderung grundsätzlich Folge leisten, aber mich auf die blosse Entgegennahme einer allfälligen Erklärung zur Weiterleitung an die zuständigen schweizerischen Stellen beschränken.

4. Es frägt sich, ob es schweizerischerseits als zweckmässig erachtet wird, die Handelsvertrags-Verhandlungen mit der Ostzone, die für den 26. Oktober festgelegt wurden[2], auf den vorgesehenen Termin zu beginnen. Möglicherweise werden die russischen Stellen die Auffassung vertreten, die Besprechungen seien zumindest zum überwiegenden Teil mit der deutschen Seite zu führen und als Verhandlungspartner werde die Regierung oder das Handelsministerium auftreten. Von der Handelsabteilung des EVD habe ich vor einigen Tagen Weisung erhalten, für die Herren Dr. Troendle, Fürsprech Marti, Dr. Biber, Dr. Aebi und Dr. Jeanrenaud für den 26. d. M. die Einreisevisa zu beschaffen. Auf Grund der neuen Situation habe ich vorderhand von der Weiterleitung des vorbereiteten Briefes abgesehen. Ich wäre dankbar, wenn mir von der Handelsabteilung mitgeteilt würde, ob es beim Verhandlungsbeginn am 26. Oktober bleibt[3].

5. Um für alle Eventualitäten gefasst zu sein, wird sich Herr Dr. Keller, bis sich die Situation überblicken lässt, mit einem kleinen Mitarbeiterstab in den Büroräumen im Ostsektor Berlins, Friedrichstrasse 194–199, auch die Nacht über aufhalten.

6. Von Montag, den 10. Oktober an, wird zumindest das im Ostsektor arbeitende Personal Zivilkleidung tragen[4].

Ich wollte nicht verfehlen, Ihnen diese Informationen unter allem Vorbehalt auf schnellstem Wege zukommen zu lassen.

PS. Ich wäre Ihnen verbunden, wenn Sie mit Bezug auf die stilistische Seite freundlicherweise dem Umstand Rechnung tragen wollten, dass mir für die Abfassung des Briefes nur ganz kurze Zeit zur Verfügung stand, wenn ich eine sich bietende ausserordentliche Kuriergelegenheit ausnützen wollte.

---

2. *Die Verhandlungen waren am 1. Dezember 1948 mit einem Protokoll beendet worden mit der Absicht, dieses Protokoll jährlich zu verlängern,* E 7110(-)1996/199/1.

3. *Tatsächlich wurden die Handelsverhandlungen erst im Mai 1950 begonnen, kamen aber zu keinem Abschluss, vgl. ebd. sowie BR-Prot. Nr. 342 vom 17. Februar 1950,* E 1004.1(-)-/1/514 (DoDiS-7176).

4. *Bis Oktober 1949 trugen die Mitglieder der Schweizer Delegation Militäruniform, da von den Alliierten in Berlin nur Militärmissionen geduldet wurden. Die Uniformpflicht wurde aber schliesslich abgeschafft. Vgl. den Geschäftsbericht der Schweizerischen Delegation vom Jahr 1949, S. 23,* E 2400 Berlin/11.

16

E 2001-04(-)-/6/35
[DoDiS-3161]

Le Chef du Service des Organisations internationales du Département politique, Ph. Zutter, au Chef du Département politique, M. Petitpierre[1]

R CX Berne, 10 octobre 1949

Vers le milieu de la conférence de l'Unesco[2], j'ai eu l'honneur de vous faire part de quelques impressions[3]. Par le présent rapport, je désire vous faire connaître mon sentiment d'ensemble sur la conférence. Il va de soi que le rapport officiel de la délégation vous sera présenté ultérieurement[4] et que mes lignes ont un caractère plutôt personnel.

L'Unesco est loin d'être parfaite; chacun en conviendra, même ses partisans les plus convaincus. En réalité, elle cherche sa voie et s'efforce de s'assurer, par des moyens souvent empiriques, un fonctionnement normal et productif. Il serait faux, semble-t-il, de rechercher les causes de ce malaise dans le seul manque de coordination des diverses activités de cette institution. Il serait inexact également d'en attribuer la responsabilité aux sections qui la composent. Il est nécessaire de remonter plus haut et de constater que si l'Unesco éprouve des difficultés à s'imposer au monde, c'est avant tout faute d'avoir sa raison suffisante. Elle ne possède pas un réel contenu intellectuel et spirituel qui lui appartienne en propre et dont elle puisse faire bénéficier les individus et les gouvernements. Cette carence se traduit pratiquement par un manque de cohésion dans les idées et une dispersion des diverses activités de l'Unesco. En fait, ce grand temple laïque, pour ne pas dire athée, manque d'un principe spirituel. Toute son action est étale, les échanges se font sur un plan horizontal qui tend à s'élargir indéfiniment, sans qu'une ordonnance des valeurs puisse se discerner de haut en bas.

Le Directeur général, M. Torrès Bodet, il faut le reconnaître, s'efforce de remédier au danger que présente pour l'Unesco sa structure actuelle. Son prédécesseur, M. Huxley, n'a pas su donner à l'institution une ossature bien articulée. C'est à M. Torrès Bodet qu'il appartient de redresser et de renforcer ce corps par trop invertébré. Il s'y attache avec une ténacité lucide et une finesse qui viennent s'allier heureusement dans cet esprit prêt à la lutte. Toutefois, ses efforts sont difficiles et il confiait récemment à un ami qu'il se sentait terriblement seul pour mener à bien l'œuvre entreprise. Néanmoins, on peut dire qu'il constitue la pierre angulaire de l'édifice et que s'il ne réussit pas à donner à l'Unesco son essor suffisant, il est peu probable que d'autres y par-

---

1. *M. Petitpierre lit le rapport le 26 octobre 1949 et commente en marge:* J'ai lu ce rapport avec un vif intérêt. Il faudrait en communiquer une copie à M. Etter.
2. *La conférence générale dure du 19 septembre au 5 octobre 1949.*
3. *Cf. le rapport de Ph. Zutter du 23 septembre 1949. Non reproduit.*
4. *Cf. le* Rapport de la délégation suisse sur la 4e session de la conférence générale de l'UNESCO *de B. Barbey du 12 novembre 1949. Non reproduit.*

viennent. Il exerce son influence avant tout sur le secrétariat et exige beaucoup de travail de ses collaborateurs. Il lui est plus difficile évidemment d'obtenir une collaboration très efficace des gouvernements, car les délégués échappent à son pouvoir réel. Il serait pourtant bien nécessaire de mettre en harmonie certaines opinions pour le moment divergentes. On le vit avec évidence lors des grands entretiens qui eurent lieu à la maison de la Chimie. Trois des orateurs se succédant à la tribune émirent chacun une vue différente sur la base de la responsabilité de l'Etat pour la diffusion de la culture. Le premier déclara que la condition fondamentale résidait dans une organisation internationale suffisamment forte pour s'imposer aux gouvernements; un deuxième soutint sans hésitation que le marxisme avait depuis longtemps apporté une solution à ce problème: l'Etat doit être aveuglément obéi; le troisième, un oriental, affirma que le salut ne peut parvenir que de groupes de volontaires affranchis de toute dépendance. Ces trois thèses contradictoires ne laisseraient pas d'étonner les «masses» qui, du moins on se plaît à le croire à l'Unesco, attendent d'être sauvées par un organisme qui n'a pas encore fixé sa méthode. A l'occasion des conférences à la maison de la Chimie, le professeur Jean Piaget se distingua par un exposé objectif, intéressant et substantiel, bien que ramassé[5]. C'est probablement lui qui reçut le plus de félicitations méritées. On ne peut pas en dire autant des autres, notamment du président Bidault, dont le discours fut particulièrement faible.

Je vois ce que mon exposé a de sévère, peut-être de trop sévère pour l'Unesco. Toute vérité n'est pas bonne à dire et je n'émettrais pas ces critiques devant un public étendu, car je persiste à croire que malgré ses faiblesses l'Unesco est nécessaire actuellement et peut rendre des services. Elle est partie peut-être sur une base qui ne nous satisfait pas pleinement, mais le rôle que nous y pouvons jouer n'est pas à négliger. Nous nous efforçons dans d'autres organisations de faire prévaloir des vues objectives et raisonnables; nous devons pouvoir le faire là aussi. La délégation suisse au cours de la dernière session ne s'est pas abstenue de formuler des critiques. Il nous était bien entendu difficile, comme nouveaux venus, de rappeler des vérités premières du haut de la tribune. La plupart des autres délégués présents l'eussent d'autant plus difficilement admis que certains d'entre eux sont affligés de la susceptibilité des médiocres. De toute façon, cela aurait été à la fois prématuré et presque discourtois. En revanche, il nous fut possible, au cours de conversations particulières, de faire certaines critiques. Dans les échanges de vues privés, nous rencontrions d'ailleurs souvent des vues analogues aux nôtres. La Suisse peut jouer un rôle utile. Nous l'avons vu par l'insistance avec laquelle le directeur Torrès-Bodet pria M. Piaget de prendre la direction de la section d'éducation de l'Unesco. Notre compatriote déclina cette offre, mais accepta l'intérim pendant trois mois. Il jouit d'ailleurs d'un prestige évident dans les milieux de l'Unesco.

---

5. *J. Piaget est le chef de la délégation suisse. Sont membres de la délégation: E. Oprecht, A. Muggli, B. Barbey et Ph. Zutter. Pour son intervention, cf. le* Résumé du mémoire présenté par le Président de la délégation suisse à la conférence générale de l'UNESCO (Paris 1949). *Non reproduit*.

En matière de budget, nous avons tâché aussi de provoquer une solution raisonnable. Entre certains Etats qui, sans être prodigues, voulaient accéder à toutes les demandes d'augmentation et d'autres, les Anglo-Saxons, dont l'austère économie risquait de compromettre les points indispensables du programme, nous avons choisi une ligne moyenne qui fut d'ailleurs suivie par l'ensemble des délégations et qui fixa le budget de l'année prochaine à 8 millions de dollars. C'était d'ailleurs conforme à nos instructions qui tendaient à donner satisfaction dans la mesure du possible aux désirs de M. Torrès Bodet, sans pour autant nous laisser entraîner à des dépenses excessives. La fixation du pourcentage de notre contribution fut l'objet de discussions approfondies entre M. Muggli et la Trésorerie. Nous avons conclu qu'une discussion particulière sur ce point avec l'Unesco était préférable à un débat public. La révision du pourcentage qui nous est appliqué ne pourra avoir lieu qu'après un nouvel examen des éléments qui ont servi de base au calcul du barème. Ces éléments ayant été fixés par les Nations Unies, c'est donc à Lake Success qu'il nous faudra agir non seulement pour notre contribution à l'Unesco, mais aussi pour celles que nous payons aux autres institutions spécialisées.

L'activité de l'Unesco en Allemagne nous a permis de prendre position de façon nette. Deux thèses s'opposaient: celle des pays de l'Occident qui désirent travailler en Allemagne sans tarder et celle des pays de l'Est qui prétendent que les tendances totalitaires dans l'Allemagne occidentale devraient préalablement être éliminées. Il s'agissait, on le voit, de l'opposition classique des deux blocs. La délégation suisse a insisté sur l'intérêt que notre pays porte à l'action de l'Unesco en Allemagne. Nous sommes en effet proches de ce pays non seulement en raison d'une frontière commune, mais aussi par le fait que dans une importante partie de la Suisse la langue littéraire est la même qu'en Allemagne. Cette langue pendant des siècles a été le véhicule de principes, d'idées, de chefs-d'œuvre qui ont permis aux Suisses de pénétrer de façon précise les conceptions qui caractérisent leurs voisins du Nord. Aux belles époques de l'Allemagne, la Suisse a largement bénéficié de son rayonnement. La preuve en est le culte voué en Suisse aux grandes œuvres de la littérature allemande. Ces raisons inclinent donc naturellement la Suisse à chercher à apporter son aide dans l'action entreprise par l'Unesco en Allemagne. Au surplus, nous n'avons pas attendu cette action pour commencer[6] et les différents domaines dans lesquels nous pourrions poursuivre notre activité en Allemagne sur le plan de l'Unesco furent indiqués.

La prochaine conférence de l'Unesco aura lieu à Florence au mois de mai. Elle sera importante en ce sens que l'on y verra si les efforts intelligents du Directeur général portent leurs fruits. Il est assez vraisemblable, d'autre part, que lors du renouvellement du Conseil exécutif, M. Piaget sera parmi les nouveaux élus[7].

---

6. *Pour les premières initiatives d'aide culturelle en Allemagne, cf. DDS, vol. 17, N° 48* (DoDiS-4360) *et la notice sur l'aide culturelle suisse à l'Allemagne du 3 novembre 1947,* E 2001(-)-/1/84 (DoDiS-5580).

7. *J. Piaget est membre du Conseil exécutif de 1950 à 1954.*

17

E 2001(E)1967/113/152
[DoDiS-7362]

Le Ministre de Suisse à Moscou, H. Zurlinden, au Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique, A. Zehnder

L'Allemagne et l'URSS

Communication politique N° 10 Confidentiel — Moscou, 19 octobre 1949

Dans mes rapports de presse nos 12, 13 et 14[1], je vous ai indiqué ce que la presse soviétique a publié au sujet de la constitution d'un Etat démocratique allemand.

Le principal fait qui a retenu l'attention des milieux diplomatiques ces derniers jours est l'établissement de relations diplomatiques entre l'URSS et le gouvernement de l'Allemagne orientale. Le représentant diplomatique de l'URSS en Allemagne est déjà désigné en la personne de M. Pouchkine, tandis que le nom du futur représentant allemand à Moscou n'est pas encore connu. Il est évident que la coexistence de deux Etats allemands et l'établissement de relations diplomatiques entre l'un ou chacun d'eux et un certain nombre de pays étrangers va poser des problèmes délicats en matière de politique internationale, spécialement à des Etats neutres comme la Suisse. Ne pouvant reconnaître l'un des Etats allemands sans reconnaître l'autre, et ne pouvant les reconnaître les deux sans reconnaître en même temps deux Allemagnes, notre pays, je le suppose, se contentera sans doute, pour la défense de ses intérêts en Allemagne, de maintenir à l'est comme à l'ouest des représentations consulaires, toute autre décision étant différée jusqu'au règlement définitif du problème allemand. Je serais heureux toutefois que vous vouliez bien m'indiquer le plus tôt possible les intentions de la Confédération en cette matière, vos instructions devant par voie de conséquence dicter ma propre conduite à l'égard du représentant diplomatique allemand à Moscou, qu'en tout état de cause, je ne saurais ignorer totalement lorsqu'il sera ici.

La lecture des journaux soviétiques de ces dernières semaines permet de se rendre compte clairement des différentes phases de la politique fort habile menée par les Soviets en Allemagne.

1. Après la constitution du gouvernement de Bonn, ils ont accusé les puissances occidentales d'avoir scindé l'Allemagne en deux parties, alors que le gouvernement soviétique se serait constamment efforcé de sauvegarder l'unité du peuple allemand.

2. Des manifestations ont eu lieu et des résolutions ont été votées dans diverses régions de l'Allemagne réclamant l'unité du pays.

3. Tenant compte des aspirations du peuple allemand à l'unité, le gouvernement soviétique a autorisé la création d'un gouvernement de l'Allemagne démocratique auquel l'administration militaire soviétique a transmis ses pouvoirs. Ainsi donc, en face du gouvernement de scission et de marionnettes de

1. *Non retrouvés.*

Bonn, l'URSS a favorisé la création d'un gouvernement qui reçoit pour mission de réaliser l'unité de l'Allemagne rompue par les puissances de l'Ouest et des Allemands de Bonn. De ce fait le gouvernement soviétique se fait le champion de l'unité allemande. Cette unité étant voulue par l'immense majorité du peuple allemand, comme en témoignent les manifestations et résolutions précitées, cette même majorité approuve et appuie le gouvernement démocratique allemand, dont l'Union soviétique.

Je ne doute pas qu'une telle propagande exerce une influence profonde sur l'immense majorité du peuple soviétique, qui ne sait pas ce qui se passe en dehors de ses frontières et n'a pas l'occasion d'écouter d'autres «sons de cloche».

Quant au message de Staline aux dirigeants de l'Allemagne orientale, il a surtout frappé les observateurs diplomatiques par ce qu'il ne dit pas. Il ne contient en effet aucune allusion au sort futur du nouvel Etat démocratique allemand, en particulier au retrait des troupes d'occupation et à la conclusion d'un traité de paix. Il est vrai, que le gouvernement soviétique n'a pas l'habitude de dévoiler ses plans à l'avance, mais on peut se demander si la politique soviétique en Allemagne, après les récents événements, ne va pas marquer un temps d'arrêt.

18

E 2300 Ankara/8
[DoDiS-7085]

Le Ministre de Suisse à Ankara, C. Gorgé,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre

PROPOS SUR L'AIDE AMÉRICAINE

RP N° 16 Ankara, 28 octobre 1949

Tout le monde sait l'effort que déploient les Etats-Unis pour faire de la Turquie un solide bastion contre l'impérialisme soviétique. On peut dire qu'il leur a été imposé par la politique de plus en plus agressive de Moscou à l'égard de ce pays qui, non seulement se montrait réfractaire à l'évangile stalinien, mais encore refusait d'accorder à son inquiétante voisine la base militaire qu'elle réclamait sur les Détroits. Comme le Gouvernement américain ne pouvait plus nourrir beaucoup d'illusions sur les desseins d'hégémonie des Soviets, il finit, presque à contre-cœur, par considérer qu'il serait de son intérêt de ne pas laisser les Turcs soutenir seuls, ou presque seuls, la pression soviétique. En octroyant armes et matériel aux régiments turcs, l'Etat-major de Washington s'assurait en fin de compte et relativement à peu de frais une base militaire qui, en cas de conflagration générale, pouvait être de la plus grande importance pour contenir une poussée «rouge» vers le Sud et la Méditerranée. Et ce fut l'aide dite Truman. Avions, chars d'assaut, canons de faible et gros calibre, véhicules de tous genres, équipements de toutes sortes furent bientôt déchargés

dans les ports d'Anatolie. La Turquie sortait de son isolement, et l'on peut dire que ce fut avec un énorme soulagement qu'en présence de la persistante hostilité du Kremlin, elle vit affluer sur son territoire, sous les espèces du matériel de guerre venu d'outre-mer, comme des garanties supplémentaires de sa sécurité.

Mais si la défense nationale allait recevoir un surcroît de force appréciable, le pays ne souffrait pas moins de graves lacunes dans l'ordre économique. Trop primitive, son agriculture languissait. Ses ports manquaient d'équipement moderne et ses mines étaient, faute d'outillage perfectionné, d'un rendement nettement insuffisant. D'immenses progrès restaient à réaliser, et encore, pour y parvenir à plus ou moins longue échéance, devait-on doter au préalable le territoire des voies de communications dont il avait un urgent besoin, de routes dont l'état carrossable ne dépendît plus d'un ou deux jours de pluie. C'est alors que la Turquie bénéficia d'une autre aide américaine, celle du Plan Marshall. On n'y parvint pas sans peine. Au début, les Américains firent valoir, en effet, que le Plan Marshall avait pour but d'aider à la reconstruction des pays ravagés par la guerre; il n'avait pas pour objectif d'assurer à un pays donné des conditions de vie supérieures à celles qu'il avait connues avant la guerre. A quoi l'on rétorqua non sans raison, du côté turc, que, pour être fort militairement, c'est-à-dire pour être en mesure de défendre son indépendance avec quelque chance de succès, un pays devait être également fort sur le plan économique. On ajouta que, si le Plan Marshall visait à conjurer la crise de production dont pâtissait l'Europe, une Turquie à régime agricole amélioré pourrait aider à remédier au mal. Mieux outillée, elle serait à même d'exporter des céréales pour le plus grand bien des régions éprouvées par la disette. L'Amérique céda finalement à des arguments dont il aurait été difficile, au demeurant, de contester la valeur, et la pluie de dollars commença, à la très vive satisfaction d'un gouvernement désireux de faire sortir le pays du marasme économique, mais, en même temps, paralysé dans son action par une trésorerie exsangue qui entraîna d'ailleurs la chute du cabinet Hasan Saka.

La Turquie avait obtenu, en somme, tout ce qu'elle avait demandé. Les Américains s'étaient montrés compréhensifs, voire très généreux à son égard. Mais les Turcs eurent à payer, en revanche, une rançon qui s'avère, quoi qu'on en dise, assez lourde pour leur sourcilleux esprit d'indépendance. L'aide *Truman* ne se concevait point sans un contrôle assez strict de la part des donateurs. Il n'était pas question pour ceux-ci de remettre purement et simplement du matériel de guerre à leurs associés. Il fallait s'assurer de l'usage qui en serait fait et initier, en outre, le soldat turc au maniement d'engins au mécanisme aussi coûteux que compliqué. D'où la nécessité de missions militaires venues de Washington à cette double fin. C'est ainsi que l'on vit bientôt des centaines d'experts en uniforme «yankee» – plus de quatre cents à l'heure actuelle – s'établir à demeure de préférence dans les grandes agglomérations du pays. Les états-majors américains constituant ce qu'on appelle «la Mission» eurent leurs bureaux, leurs maisons à eux et, dans la capitale par exemple, plus d'un édifice de belle allure arbore du matin au soir le pavillon étoilé avec même, sur la façade, le nom des services qu'il abrite. Dans la suite, les experts firent venir leurs familles, de sorte qu'Ankara, pour ne parler que de la capitale,

s'est augmentée d'une nombreuse colonie américaine dont la présence est devenue fort ostensible et qui n'a pas laissé, au surplus, d'influer sur le prix des loyers et, disons-le aussi, sur le gage des domestiques.

Comme il fallait s'y attendre, nombreuses sont aussi les personnalités américaines qui viennent voir de visu l'œuvre de leur Mission sur sol turc. Il ne se passe effectivement guère de semaines sans qu'un officier général de grand renom, un fonctionnaire puissant, un inspecteur civil ou militaire de haut rang, voire un membre du gouvernement ne dégringolent du ciel pour faire visite à la Turquie et, comme de juste, serrer la main du Président de la République. Bien entendu, les parlementaires sont également de la partie. Nombre de sénateurs sont déjà venus faire leur petite enquête sur les lieux et, aujourd'hui même, est arrivée une nouvelle délégation de «pères conscrits» chargés, comme les autres, de prouver au contribuable américain qu'il ne dépense pas son argent en Turquie pour le roi de Prusse. Il y aura évidemment, selon le rite établi, réception chez le Président de la République avec l'obligatoire photographie dans les quotidiens du lendemain. La scène se répétera encore bien des fois et elle s'est produite si souvent qu'elle est devenue d'une banalité à ne plus figurer que dans les faits-divers de la presse quotidienne. Mais ce serait faire trop bon marché des besoins de la propagande et l'on peut tenir pour assuré que, demain comme hier, la première page des journaux réservera une ou deux colonnes – plutôt trois que deux – aux grands personnages américains venus manifester leur sympathie à ce peuple décidé, quoi qu'il arrive, à tenir tête à l'ennemi commun. C'est, après tout, dans l'ordre et l'on ne comprendrait pas que la presse locale ignorât la venue à Ankara de notabilités représentatives en quelque sorte de l'aide infiniment précieuse dont les Turcs sont l'objet. Question de gratitude d'abord, mais question de courtoisie surtout, et l'on ne sache pas que, dans le domaine des convenances, les autochtones aient à apprendre quoi que ce soit de ces occidentaux qu'ils se sont résolus, depuis Atatürk, à prendre comme modèles.

Il n'en reste pas moins – et c'est là que nous voulions en venir – que, pour beaucoup de citoyens turcs, et non des moindres, la présence américaine est devenue assez encombrante. Ce sont, certes, des amis, mais ce ne sont pas moins des étrangers, et des étrangers qui auraient un peu trop de propension à fourrer leur nez partout. Cette indiscrétion sans doute inévitable ne laisse pas de peser passablement sur les Turcs dont on connaît l'ombrageux patriotisme. L'assistance qu'ils reçoivent est, certes, assez éloignée de cette tutelle que subissent, dit-on, sans trop de mauvaise grâce les Grecs, mais elle ne revêt pas moins, à leurs yeux, le caractère d'une immixtion étrangère avec tous les inconvénients qu'elle comporte pour l'amour-propre national. L'aide américaine était un pis-aller, mieux, un mal nécessaire, mais on s'est rendu compte qu'elle est plus malaisée à supporter qu'on ne l'avait imaginé. S'il est permis de l'assimiler sans trop d'irrévérence à un volatile, la souveraineté turque y a laissé des plumes. Et, dans son for intérieur, le Turc ne s'en console guère. De fait et pour peu que l'on ait de doigté, l'on sait, l'on sent qu'il faut se garder de parler «aide» et «Mission» avec votre ami turc. Vous le mettriez inutilement mal à l'aise. C'est d'autant plus frappant que jamais il n'aborderait ce sujet avec vous, même si les hasards de la conversation vous amenaient à

toucher en quelque sorte du doigt le thème défendu. A preuve cette conversation que j'avais encore, l'autre jour, avec un général ami de notre pays. On eut beau effleurer la question de la modernisation de l'armée, aucun mot ne sortit de sa bouche qui eût révélé à des cénobites du Tibet qu'il existât des avions et canons américains dans le pays.

Il est possible du reste que les Américains ne font pas tout ce qu'ils pourraient pour enlever un peu à leur présence ce qu'elle a de secrètement irritant pour une âme turque éprise d'indépendance. Ils montrent peut-être un peu trop leurs uniformes, leurs autos à plaque américaine et leur drapeau. Cela irrite d'ailleurs les Russes et les Turcs n'aiment pas irriter les Russes. Ils font, au contraire, tout pour ne pas leur déplaire sans nécessité. D'un autre côté, les Américains parlent, j'imagine, un peut trop et, souvent, avec une méconnaissance assez profonde de la mentalité du peuple fier au milieu duquel ils sont appelés à vivre pour un temps. Si ce n'était pas le cas, le préposé au Plan Marshall en Turquie n'aurait pas proféré, il n'y a pas longtemps, quelque chose comme ceci à une réunion de commerçants indigènes: «Si vous avez quelque chose à proposer, venez me voir ou allez voir le Ministre compétent». C'était un peu trop confondre les positions respectives. Si important soit-il, l'honorable M. Dorr n'est pour le moment qu'un haut fonctionnaire américain; il n'est pas encore membre du gouvernement turc.

De tels propos ont bien de quoi affliger un tantinet le moins susceptible des citoyens de la «République». Et il suffirait qu'un ami américain versât trop dans le même langage protecteur pour qu'un Turc aux nerfs à fleur de peau – et il y a des êtres sensibles sous tous les climats – perdît un jour le contrôle de soi-même. C'est même arrivé dernièrement et d'une manière assez retentissante. Se trouvant à un dîner aux côtés de M. Nadir Nadi, rédacteur en chef de «La République», l'Ambassadeur d'Amérique jugea bon de lui dire qu'il regrettait, pour sa part, son dernier article sur la Yougoslavie, qui passe pour traiter assez durement les musulmans de nationalité turque vivant sur son territoire. «Vous comprenez, lui disait M. Wadsworth, vous devez ménager Tito et son régime. Le jour n'est pas éloigné peut-être où la Yougoslavie sera avec nous, etc.» On ne peut pas dire que le sang du bouillant Nadir Nadi ne fit qu'un tour, car il ne répondit rien. Mais il fit pire, car, le lendemain, il rédigea un article de fond, intitulé «Une réponse», dans lequel il exhalait toute son indignation à l'endroit de ce malotru d'Américain qui s'était permis de lui indiquer la ligne de conduite à suivre. Le Turc patriote en avait assez. Sa dignité offensée éclatait et avec quel courroux! C'était à n'en croire ses yeux. «Si, écrivait-il noir sur blanc, son séjour prolongé dans les pays du Proche-Orient a eu pour effet de faire oublier quelque peu à mon interlocuteur certaines règles de la bienséance … je n'en suis pas moins obligé, en ma qualité d'humble journaliste de la Turquie d'Atatürk, de maintenir mon niveau de civilisation». Autrement dit, son interlocuteur était un Ours du Danube qui avait oublié à qui il parlait. Il n'était plus dans la Turquie des capitulations; il était dans la République indépendante fondée par Mustafa Kemal le libérateur. Mon collègue a dû se le tenir pour dit. Il sera plus prudent une autre fois.

Tout cela n'est pas très grave, mais il était bon de relever que, si les Turcs apprécient l'aide d'outre Atlantique, ils ne maudissent pas moins *in petto* – il

n'y a là rien de contradictoire – les circonstances qui les ont obligés à s'accommoder d'une ingérence étrangère dont leur cœur de patriote ne pouvait que souffrir. Ah! comme ils auraient été heureux de vivre en bonne amitié avec les Russes et de laisser l'Occident en découdre, le cas échéant, avec eux! Mais voilà, Moscou n'a pas voulu. Ce n'est pas leur faute. Ils acceptaient bien, fidèles au mot d'ordre d'Atatürk, d'être des Occidentaux, mais ils le sont devenus beaucoup plus qu'ils ne l'auraient souhaité. C'est le destin qui en a ainsi décidé. Pas eux[1].

P. S. – Ce rapport était écrit lorsque le fameux journaliste américain, M. Walter Lippmann – encore un qui désirait se rendre compte sur place de l'effort américain! – a tenu, je ne sais trop pourquoi, à venir me saluer à la Légation. Nous l'avons reçu chez nous avec Mme Lippmann et sa fille, heureux, en somme, de cette visite à laquelle ma femme et moi étions loin de nous attendre.

---

1. *Sur l'aide américaine à la Turquie, cf. les rapports militaires détaillés de Ch. Daniel,* E 2300 Ankara/7 *et* 8. *Cf. aussi son rapport du 23 août 1947 sur le rôle de l'URSS,* E 2300 Ankara/7 (DoDiS-4580).

19

E 2001(E)1967/113/152
[DoDiS-7360]

Interne Notiz des Politischen Departements[1]

UNSERE BEZIEHUNGEN ZU WEST- UND OSTDEUTSCHLAND

OT Bern, 28. Oktober 1949

1. Westdeutschland

Durch das Inkrafttreten der Bundesverfassung, die Wahl des Bundespräsidenten und die Bestellung einer verantwortlichen Regierung ist kürzlich die Westdeutsche Bundesrepublik geschaffen worden. Diese Bundesrepublik hat zwar die Merkmale eines Staates, es fehlen ihr aber die Attribute der Souveränität. Ihre Handlungsfreiheit wird durch das Besetzungsstatut beschränkt, durch das sich die Besetzungsmächte die Ausübung der obersten Gewalt ausdrücklich vorbehalten. Die nach aussen sichtbarste Einschränkung der Souveränität liegt auf dem Gebiet der internationalen Beziehungen. Die Führung der auswärtigen Angelegenheiten sowie die Kontrolle über den Aussenhandel und den Devisenverkehr bleiben den Besetzungsmächten vorbehalten.

Welcher Gestalt die Beziehungen Westdeutschlands zur Aussenwelt unter Führung der alliierten Organe sind, wird in der «Charta of the Allied High Commission for Germany» näher umschrieben, die eine Vereinbarung der Regierungen Frankreichs, Grossbritanniens und der Vereinigten Staaten von

---

1. *Diese Notiz wurde von E. Bernath verfasst.*

Amerika darstellt und im Augenblick der Errichtung der Bundesrepublik in Kraft trat. Diese Charta regelt die Organisation der Alliierten Hohen Kommission und umschreibt ihre Aufgaben. Nach Artikel 8 der Charta soll «die notwendige Verbindung mit den Regierungen anderer besonders interessierter Staaten dadurch gesichert werden, dass diese Regierungen dem Rat der Hohen Kommission geeignete Missionen beigeben, die auf Grund eines noch festzulegenden Verfahrens zu den untergeordneten Körperschaften der Hohen Kommission und zur deutschen Regierung Zutritt haben».

Unter Berufung auf diesen Artikel der Charta sind wir am 12. September im Auftrage der drei Hohen Kommissare von den alliierten Behörden in Westdeutschland schriftlich auf die Möglichkeit hingewiesen worden, bei der Alliierten Hohen Kommission eine mit der Wahrung unserer Interessen betraute Mission zu errichten[2]. Wir wurden gleichzeitig gebeten, gegebenenfalls den Namen des Chefs dieser Mission bekannt zu geben.

Da, wie gesagt, die Westdeutsche Bundesrepublik in ihrer heutigen Form kein souveräner Staat ist und seine Beziehungen zum Ausland nicht von ihm, sondern durch die Alliierte Hohe Kommission geregelt werden, stellt sich die Frage einer Anerkennung Westdeutschlands ebensowenig wie die Frage der Aufnahme direkter diplomatischer Beziehungen, z. B. durch die Errichtung einer Gesandtschaft. Andererseits ist es selbstverständlich, dass wir die Geschehnisse an der Nordgrenze unseres Landes nicht ignorieren und die Vertretung unserer Interessen in diesem Gebiet nicht vernachlässigen dürfen. Wir würden uns durch eine solche Haltung selbst schaden und die Deutschen unnötigerweise vor den Kopf stossen. Es empfiehlt sich daher, von der Möglichkeit der Errichtung einer Mission bei der Alliierten Hohen Kommission Gebrauch zu machen. Welcher Art diese Mission in völkerrechtlichem Sinne sein wird, bleibt unbestimmt. Die Charta verwendet lediglich den Ausdruck «geeignete Mission» (appropriate mission). Sicher ist, dass es sich nicht um eine Militärmission handelt, wie diejenigen beim Alliierten Kontrollrat in Berlin, sondern um eine zivile Mission, wie dies dem zivilen Charakter der Alliierten Hohen Kommission für Westdeutschland entspricht. Die Mission dürfte vorwiegend diplomatischen Charakter haben.

Dem im wesentlichen undefinierten Charakter der Mission sollte ihre Bezeichnung Rechnung tragen. Ihr Name sollte sich so wenig wie möglich an bestehende Vorbilder anlehnen und deutlich die Zeichen einer ad hoc Schöpfung tragen. Es sollte jedenfalls ein Name gewählt werden, der keine Verwechslung mit einer Gesandtschaft zulässt. Es wird vorgeschlagen, die Vertretung in Anlehnung an Art. 8 der Charta «Schweizerische Mission in Bonn», «Mission suisse à Bonn», zu nennen. Diese Bezeichnung weicht in jeder Beziehung von der traditionellen Terminologie ab und ist inhaltlich so komplex, dass sie nach allen Richtungen, gegenüber den westlichen Alliierten, den Russen und den Deutschen unverfänglich erscheint.

Der Chef dieser Schweizerischen Mission in Bonn sollte einen Rang haben, der ihn seinen Kollegen gegenüber nicht in eine untergeordnete Position ge-

---

2. *Vgl. das Schreiben von E. Stadelhofer an J.-A. Cuttat vom 13. September 1949. Nicht abgedruckt.*

raten lässt. Es wäre für die Wahrung unserer Interessen falsch und müsste sich im Verkehr sowohl mit den alliierten wie mit den deutschen Behörden auswirken, wenn der Chef der Schweizerischen Mission eine geringere Stellung hätte, als seine Kollegen. Da wir Bericht erhielten, dass die meisten westeuropäischen Länder Diplomaten mit Ministerrang mit der Leitung ihrer Vertretung zu betrauen beabsichtigen, sollte auch der Chef der Schweizerischen Mission den Titel eines Ministers haben oder erhalten.

2. Ostdeutschland

Der Gründung der Westdeutschen Bundesrepublik folgte zu Anfang Oktober die Konstituierung der Deutschen Demokratischen Republik in der Ostzone. Wie zu erwarten war, sind dieser Deutschen Demokratischen Republik von der Sowjetregierung formell grössere Freiheiten und ihrer Regierung grössere Kompetenzen eingeräumt worden, als sie Staat und Regierung in Westdeutschland besitzen. Einzelheiten über die Art der zukünftigen Beziehungen der ostdeutschen Regierung zur sowjetischen Besetzungsmacht sind zwar noch nicht bekannt und auch hinsichtlich der Abgrenzung ihrer Kompetenzen in räumlicher und materieller Beziehung bestehen noch Unklarheiten, aber es zeigt sich doch jetzt schon deutlich, dass sie dem Ausland mit dem Anspruch der vollen oder nur in geringem Masse beschränkten Souveränität entgegentreten wird. Diese ergibt sich schon daraus, dass die Regierung der Deutschen Demokratischen Republik einen eigenen Aussenminister hat, der offenbar befugt sein soll, die Beziehungen seiner Regierung zum Ausland selber zu regeln. Darüber hinaus beansprucht diese Regierung grundsätzlich für sich ganz Deutschland zu vertreten und für ganz Deutschland zu handeln.

Diese allerdings sehr theoretische Stellung der ostdeutschen Regierung macht uns die Gestaltung unserer zukünftigen Beziehungen zu der unter dem Einfluss Sowjetrusslands stehenden Zone ungleich schwerer als in Westdeutschland. Eine schweizerische Anerkennung der ostdeutschen Regierung in irgendwelcher Form kommt nicht in Frage, denn trotz des Anspruches der ostdeutschen Regierung, souverän zu sein und ganz Deutschland zu vertreten, ist doch das Bestehen zweier gleichermassen nur sehr beschränkt souveräner Regierungen eine Tatsache. Die Anerkennung einer der beiden Regierungen würde nicht nur allen Grundsätzen unserer Politik, sondern auch der seit Kriegsende vom Bundesrat vertretenen Auffassung eines ungeteilten Deutschland widersprechen.

Es ist aber dennoch wichtig, zum Schutze der noch recht zahlreichen Landsleute und der vielgestaltigen materiellen Interessen in der Ostzone[3] dem Ausbau unserer Vertretung in diesem Gebiet unsere Aufmerksamkeit zu schenken. Von diesem Gesichtspunkt ausgehend schien es angezeigt, zunächst einmal unsere Delegation in Berlin zu verstärken und den seit dem Tode des Herrn

---

3. *Zur Frage der schweizerischen Interessen in der DDR vgl. das Schreiben von F. Schnyder an A. Zehnder vom 31. Oktober 1951,* E 2001(E)1967/113/193 (DoDiS-8011) *sowie die Notiz von A. Rebsamen an A. Zehnder vom 21. Februar 1950,* E 2001(E)1967/113/265 (DoDiS-7996).

von Diesbach verwaisten Posten eines Chefs der Delegation neu zu besetzen. Da uns bisher weder die Sowjetregierung noch die Regierung der Deutschen Demokratischen Republik um eine Stellungnahme zu der Gründung des ostdeutschen Staates ersuchte, konnte der zum neuen Chef der Delegation Ernannte, Herr Legationsrat Schnyder, sich Ende letzter Woche noch nach Berlin begeben, ohne dass ein Agreement *[sic]* in irgendeiner Form für ihn verlangt zu werden brauchte. Herr Schnyder reiste lediglich mit den nötigen Visa der Sowjet-Militärverwaltung und der drei westlichen Besatzungsmächte. Er ist als Chef der Schweizerischen Delegation in Berlin zuständig für die Wahrung unserer Interessen in dem noch immer unter Viermächteverwaltung stehenden Grossberlin und in der Sowjet-Besetzungszone Deutschlands. Er hat daher den Auftrag, den Verkehr mit allen vier Besetzungsbehörden, d. h. sowohl mit den russischen wie mit den Behörden der westlichen Alliierten weiter zu pflegen. Er soll ferner versuchen, mit den ostdeutschen Behörden in Kontakt zu kommen, um wenn möglich mit diesen zu einer praktischen Zusammenarbeit zu gelangen, die ihm gestattet, die schweizerischen Interessen in der Ostzone zu verteidigen. Er soll sich dabei jedoch jeder Manifestation enthalten, die geeignet wäre, unsere politische Stellungnahme der Regierung der Deutschen Demokratischen Republik gegenüber zu präjudizieren.

Bei der Erfüllung seiner Aufgabe wird ihm zustatten kommen, dass unsere Delegation sowohl unter der Leitung von Herrn von Diesbach wie auch nach dessen Tode den Kontakt mit den Sowjetbehörden und den ostdeutschen Verwaltungsbehörden besonders pflegte und dass die Delegation seit nahezu einem halben Jahr über Büroräume im Ostsektor verfügt, ohne deswegen ihren Sitz in dem in Westberlin gelegenen ehemaligen Gesandtschaftsgebäude aufzugeben. In Anbetracht der Tatsache, dass der grösste Teil der von der schweizerischen Vertretung in Berlin zu wahrenden Interessen in der Sowjetzone liegt, ergibt sich von selbst, dass sich das Schwergewicht ihrer Arbeit nach dem im Ostsektor gelegenen Büro verlegt.

Wie jeder junge Staat, wird natürlich auch die Deutsche Demokratische Republik aus Prestigegründen Wert darauf legen, Beziehungen mit möglichst vielen Staaten anzuknüpfen. Es liegen Berichte vor, dass die ostdeutsche Regierung besonderen Wert auf enge Beziehungen zur Schweiz legt[4]. Wie sich diese Beziehungen entwickeln, wird in erster Linie davon abhängen, ob die ostdeutsche Regierung bereit ist, eine Lösung in dem oben skizzierten Rahmen zu finden, ohne die Errichtung einer für Ostdeutschland zuständigen schweizerischen Vertretung von einer Anerkennung in irgendeiner Form oder von der Einholung eines Agreements *[sic]* abhängig zu machen.

---

4. *Vgl. Nr. 15 in diesem Band.*

20

E 2802(-)1967/78/5
[DoDiS-7702]

Le Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique, A. Zehnder, au Chef du Département politique, M. Petitpierre

Copie
No CR Berne, 2 novembre 1949

Depuis bientôt une année les résultats du travail de documentation et de recoupement politiques nous permettaient d'affirmer que Moscou n'envisage pas de guerre d'agression contre l'Europe occidentale ou les Etats-Unis dans un proche avenir. En revanche, la même conclusion quant aux intentions de Washington n'était guère possible. Tout au plus étais-je tenté d'invoquer l'impossibilité, pour un Etat démocratique, notamment les Etats-Unis, de commencer une guerre préventive sans avoir été provoqué très sérieusement.

Ces derniers temps notre attention a été attirée par certains événements aux Etats-Unis que même notre Légation à Washington n'arrivait pas à expliquer raisonnablement. Je pense à

1) la déclaration de Truman au sujet de la bombe atomique russe;
2) le conflit entre militaires, notamment entre l'aviation d'une part, et la marine et l'armée de l'autre;
3) la coquetterie officielle avec Tito et Franco;
4) le renforcement sensible de l'espionnage américain en Europe;
5) la dévaluation de la livre sterling sous forte pression américaine;
6) le renforcement considérable de la pression américaine aux fins d'alignement des économies européennes;
7) une certaine hâte de voir se réaliser la constitution d'organes de coordination dans le cadre des pactes de l'Atlantique, de Bruxelles, etc.

J'ai saisi l'occasion de la présence de M. Walter Lippmann en Suisse pour voir ce qu'il en pensait[1]. J'ai profité également de la présence à Berne de M. Dimitroff, Chef du gouvernement bulgare en exil, que j'ai consulté[2]. Voici les résultats:

Si jusqu'en septembre 1949 la politique américaine à l'égard de l'URSS ne suivait pas une ligne droite, elle s'est nettement alignée à partir de ce moment. Bien que la dévaluation de la livre anglaise en fasse partie, il faut considérer comme point de départ la déclaration de Truman sur la bombe atomique russe. C'est le début de la préparation de l'opinion publique américaine à l'éventualité d'un conflit armé prochain et d'une guerre préventive (Dimitroff). Une provocation sérieuse est désirable. Dans son récent discours Acheson a déclaré que Tito aurait «tout l'appui des Etats-Unis en cas de conflit avec l'URSS sauf l'entrée des Etats-Unis en guerre». Lippmann, dans son

---

1. *Sur le séjour de W. Lippmann en Suisse, cf.* E 2001(E)1970/217/31.
2. *Sur la présence de G. Dimitrov en Suisse, cf.* E 2001(E)1969/121/153.

discours à Zurich, a dit que toute agression soviétique contre la Yougoslavie constituerait, pour les Etats-Unis, un «casus belli». Rendu attentif à cette contradiction, Lippmann m'a confirmé qu'il avait dit ce que Acheson ne pouvait pas encore proposer à l'opinion publique américaine. Le discours de Lippmann à Zurich a été fait à la demande de Acheson et les termes ont été convenus au préalable (Morrison, du New-York Herald).

Le conflit entre militaires est dû au fait que le Président Truman aurait décidé de consacrer tous les crédits disponibles à l'aviation et à la bombe atomique, d'où la nécessité de réduire l'importance et les effectifs des autres forces armées (Lippmann, Dimitroff). Cette mesure est en train d'être énergiquement réalisée. La preuve en est la décision du gouvernement américain de mettre hors service avec effet immédiat un nombre considérable de bâtiments de guerre, 78 si je ne me trompe pas. Le chef de la marine, un amiral, vient d'être congédié et remplacé par un vice-amiral, commandant de l'escadre américaine dans la Méditerranée orientale.

L'Amérique désirerait qu'un conflit fût provoqué, mais que ce conflit pût être liquidé en 10–15 jours moyennant la mise en action de grands effectifs aériens et des bombes atomiques. Si la tension entre Tito et les Russes ne provoquait pas ce conflit, les Américains essaieraient de mettre les Russes au pied du mur d'une autre manière (Dimitroff). Ils ouvriraient des négociations directes avec les Russes. Le but de ces négociations directes serait d'aboutir au retrait des forces armées russes au-delà des frontières occidentales soviétiques et à la renonciation à toute expansion et à toutes zones d'influence en Europe. Sinon c'est la guerre! Cette procédure présente, cependant, l'inconvénient majeur de passer outre les désirs et les craintes de la Grande-Bretagne et de la France qui ne sont pas précisément des partisans de la méthode brutale. Des éléments de cette nouvelle politique se trouvent affirmés tant dans le télégramme du State Department à M. le Ministre Vincent que dans les idées que Lippmann et Dimitroff se font des nécessités de l'heure.

Pour réaliser ce plan, les Américains ont besoin de bases militaires en Angleterre et dans le Proche-Orient. Ils doivent donc s'entendre avec les Anglais. Cette question a été un des thèmes de conversation de Washington au début de septembre dernier entre les Américains, les Canadiens et les Anglais. Les Anglais auraient consenti à mettre leur aviation à la disposition des Etats-Unis, à condition que ceux-ci leur dévoilassent le secret de la production en série du plus récent modèle de la bombe atomique. La dévaluation de la livre sterling et les achats massifs de matières premières de grande importance stratégique contre paiement en dollars constitueraient l'autre partie importante de cet accord (Dimitroff).

Le pacte de l'Atlantique doit entrer dans le stade de réalisation aussi vite que possible. Les Américains ne s'intéressent qu'au commandement supérieur des forces aériennes. Ils désirent que ce commandement leur soit confié. L'organisation doit être mise sur pied de façon à pouvoir être actionnée dès le printemps 1950 (Dimitroff).

Si cette thèse est juste, nous assisterons cet automne et cet hiver à une série de mesures préparatoires et à une campagne de mobilisation de l'opinion publique américaine.

Quel que soit le degré de méfiance que j'oppose à cette nouvelle théorie, il y a des faits qui la confirment et qui me frappent. Par ailleurs, Dimitroff m'a donné quelques preuves de l'efficacité de ses sources de renseignements, notamment le plan des bureaux de notre Légation à Sofia, la disposition intérieure des coffres-forts, leur contenu, y compris les chiffres, plusieurs télégrammes déchiffrés de Jenner, Feisst et Ganz etc.

La conclusion que nous pourrions tirer de cet état de choses est qu'il n'est pas permis de parler de détente dans les relations est-ouest, mais qu'il faut bien relever une tension accrue et même un danger de guerre plus accentué que jusqu'à présent.

21

E 2800(-)1990/106/21
[DoDiS-7239]

Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre

Entretien avec M. Serban, Chargé d'Affaires de Roumanie, le vendredi 4 novembre 1949, à 16 h. 30

[Berne, 4 novembre 1949]

J'ai fait venir M. Serban pour lui exposer ce qui suit:

Le Gouvernement roumain s'intéresse à l'affaire Vitianu[1], le Conseil fédéral à la situation des Suisses qui ont été incarcérés en Roumanie et auxquels le Gouvernement roumain refuse un visa de sortie[2]. L'autorité compétente a examiné la question de savoir si Vitianu pouvait être libéré conditionnellement, ayant accompli les deux tiers de sa peine. Elle est arrivée objectivement à une solution négative, ce qui s'explique par la conduite de Vitianu au cours de ces dernières semaines. Comme M. Zehnder l'a déclaré à M. Serban, nous n'avons pas l'intention de garder Vitianu en otage[3], mais il sera libéré soit à l'expiration de sa peine, soit antérieurement si les conditions de la libération conditionnelle étaient remplies.

En revanche, si la libération des Suisses incarcérés en Roumanie et leur rapatriement, ainsi que le rapatriement des autres Suisses qui désirent rentrer, pouvaient être obtenus, je serais prêt à proposer au Conseil fédéral de libérer Vitianu immédiatement. Cette libération résulterait de l'accord intervenu entre les deux Gouvernements. J'avais précisé, et j'ai répété, que l'entretien avait un caractère officieux, que je ne formulais aucune proposition, mais que

---

1. *Sur cette affaire,* cf. *N° 7 dans le présent volume, DDS, vol. 17, N° 97 ainsi que la lettre de L. Meier à A. Zehnder du 24 octobre 1949,* E 2001(E)1967/113/133 (DoDiS-7241) *et la notice d'A. Zehnder à M. Petitpierre du 24 novembre 1949* E 2802(-)1967/78/10 (DoDiS-7248).
2. *Cf. PVCF N° 1506 du 26 juillet 1949,* E 1004.1(-)-/1/507. *Cf. aussi PVCF N° 2139 du 28 novembre 1950,* E 1004.1(-)-/1/523 (DoDiS-7844).
3. *Cf. la notice d'A. Zehnder à P. A. von Salis du 11 novembre 1949,* E 2001(E)1967/113/133.

je désirais simplement savoir si ces deux affaires pouvaient être liquidées de cette manière. Au cas où, en principe, le Gouvernement roumain refuserait d'entrer en matière, notre conversation serait à considérer comme nulle et non avenue. J'ai insisté aussi sur le fait que, de part et d'autre, on devrait faire abstraction de toute question de prestige, ne pas revenir sur le fond des deux affaires, mais chercher une solution pratique.

M. Serban m'a répondu qu'il était heureux de cet entretien, dont il fera part à son Gouvernement. Il s'est plaint de la manière dont on avait cherché à créer une atmosphère autour de sa Légation en faisant intervenir trois ministres, dont celui de l'URSS, et en lui donnant des informations inexactes, en particulier sur la date à laquelle Vitianu pourrait être libéré. Il affirme que M. Zehnder a indiqué cette date et lui reproche de s'être adressé à des diplomates d'autres pays pour qu'ils interviennent auprès de la Légation de Roumanie[4]. M. Serban a également fait allusion aux entretiens qu'il avait eus avec M. Schnyder[5] et M. Cuttat[6]. Aujourd'hui, il est renseigné exactement sur nos intentions, ce qu'il préfère.

En terminant, j'ai encore dit à M. Serban que je désirais éviter des finasseries et des marchandages et que, si son Gouvernement est prêt à entrer dans nos vues, nous pourrions voir de quelle manière la discussion devrait se poursuivre.

Au cours de la discussion, M. Serban m'a dit que Vitianu avait la conviction qu'on l'empoisonnait lentement dans le pénitencier où il se trouve et, d'autre part, que le refus de le libérer était en contradiction avec une disposition du code pénal suisse (il m'a indiqué sauf erreur l'article 38). Sur ce point, j'ai relevé qu'il était vain d'engager une discussion sur la manière dont chaque Gouvernement applique ses propres lois et que j'avais aussi des réserves à faire sur les conditions dans lesquelles nos compatriotes ont été condamnés et sont actuellement traités en Roumanie.

---

4. *Sur l'intervention de la Légation soviétique sollicitée par le DPF, cf. N° 7 dans le présent volume.*
5. *Sur ces entretiens, qui ont lieu en août et en septembre 1949, cf.* E 2001(E)1967/113/136.
6. *Cf. la notice de J.-A. Cuttat du 3 août 1949, ibid.*

22

E 2001(E)1967/113/268
[DoDiS-8638]

Notice interne du Département politique[1]

CONCERNE: NATIONALISATIONS EN FRANCE

UL Berne, 4 novembre 1949

Les pourparlers avec les représentants du Ministère des Affaires étrangères et du Ministère des Finances, qui ont commencé le 20 octobre à Paris, se sont achevés le 3 novembre par le collationnement d'un projet de texte d'accord. En substance, ce projet prévoit la délivrance aux ayants droit suisses en lieu et place de leurs valeurs nationalisées, de titres de créance dont le montant nominal en francs français est établi d'après les normes définies dans les prescriptions françaises en la matière. Ces titres de créance mentionnent également la contre-valeur en francs suisses. Cette mention ne comporte toutefois pas l'obligation de payer en francs suisses; elle ne figure sur les titres que pour indiquer les effets comptables d'une garantie de change dont sont assortis le montant nominal en francs français et l'intérêt fixe à 3%. La garantie de change est calculée au cours officiel du franc suisse au 8 avril 1946, date de la promulgation de la loi de nationalisation. Le remboursement des titres doit se faire en francs français au cours du franc suisse sur le marché libre de Paris au jour de la mise en paiement et durant une période de 7 ans au maximum. Les fonds remboursés doivent obligatoirement être remployés en France. Toutefois, l'accord prévoit de larges possibilités de réinvestissement de ces fonds.

Outre l'intérêt fixe, les titres de créance bénéficient d'un intérêt complémentaire variable et de la prime de remboursement prévue dans la loi française Louvel. Les intérêts fixes et complémentaires sont transférables en Suisse aux conditions fixées dans les accords actuellement en vigueur entre les deux pays. S'agissant de la cessibilité des titres de créance, celle-ci est limitée aux personnes physiques ou morales suisses. Pour faciliter néanmoins la négociabilité des titres de créance, les autorités françaises se sont déclarées prêtes, à la demande instante de la délégation suisse, à autoriser les banques suisses à représenter les intéressés suisses en qualité de «nominees». Par cette faculté, l'exigence des intéressés suisses au sujet de la cessibilité de ces titres se trouve ainsi remplie par un moyen pratique que l'on peut considérer comme satisfaisant.

Ces pourparlers se sont prolongés en raison de l'exigence française de soustraire du bénéfice de l'indemnisation les cas des ressortissants suisses ayant acquis des valeurs françaises de l'électricité et du gaz de nationaux français résidant en Suisse ou de personnes morales ayant leur siège social en Suisse et représentant des intérêts français prépondérants, durant la période du 1er septembre 1945 au 8 avril 1946. Les représentants suisses ont dû finale-

1. *Cette notice, rédigée par L. Guillaume et signée par A. Rebsamen, est adressée à M. Petitpierre. Sur cette question, cf. aussi DDS, vol. 17, N° 128.*

ment se contenter d'une solution suivant laquelle les autorités françaises se réservent la possibilité de décider, au vu de pièces justificatives, et après consultation des autorités fédérales, s'il convient ou non de faire bénéficier les intéressés suisses en cause du régime prévu par la Convention.

Quant aux intérêts liechtensteinois, les autorités françaises ont pris l'engagement de les indemniser dans les mêmes conditions que les ressortissants suisses. Préalablement toutefois doit être réglée la question des conditions de preuve relatives à la nationalité et aux droits de propriété. Aux yeux des autorités françaises, ces conditions doivent être plus sévères pour les ressortissants liechtensteinois que pour les ressortissants suisses. Des dispositions comportant une discrimination entre ces ressortissants ne pouvant figurer dans le texte de l'accord, il a été convenu que la question serait réglée séparément.

A l'issue des pourparlers, les délégations suisse et française ont prévu de faire paraître un communiqué de presse à une date encore à convenir. Vraisemblablement ce communiqué paraîtra le 4 novembre après entente entre la Légation de Suisse à Paris et les Ministères français intéressés. Un rapport au Conseil fédéral est actuellement en préparation en vue de le saisir du projet d'accord et de lui permettre de donner les instructions nécessaires pour la signature. L'accord entrera en vigueur dès que les Chambres fédérales auront donné leur approbation[2].

2. *La convention signée le 21 novembre 1949 est approuvée par les Chambres fédérales, le 22 novembre 1949, cf. le* Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la convention entre le Gouvernement suisse et le Gouvernement français relative aux modalités d'indemnisation des intérêts suisses en France dans les entreprises d'électricité et de gaz nationalisées (du 22 novembre 1949), *FF, 1949, vol. 101, II, p. 957 ss.; pour le texte complet de la convention, cf.* K I/685; *pour le texte publié, cf. RO, 1949, II, p. 1953 ss.*

23

E 6100(B)1973/141/42
[DoDiS-7861]

Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, R. Rubattel, an den Vorsteher des Finanz- und Zolldepartements, E. Nobs

WIRTSCHAFTSVERHANDLUNGEN MIT GROSSBRITANNIEN – DECKUNG DES ABWERTUNGSVERLUSTES

S Bern, 10. November 1949

Wir kommen zurück auf Ihr Schreiben vom 20. Oktober betreffend den Abwertungsverlust des Bundes von 76,5 Mio. Franken auf dem Grossbritannien gewährten Vorschuss von 260 Mio. Franken[1]. Im Sinne einer vorläufigen Stellungnahme gestatten wir uns, Ihnen mitzuteilen, dass das gesamte

1. *Zu diesem Vorschuss vom 12. März 1946 vgl. DDS, Bd. 16, Nr. 105.*

Problem in einer internen Sitzung der Delegation England vom 2. d. M., an welcher Herr Direktor Iklé, die Schweizerische Nationalbank, die Schweizerische Verrechnungsstelle und der Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins anwesend waren, eingehend diskutiert wurde. Selbstverständlich wurde die Frage der Deckung des Abwertungsverlustes auch anlässlich der Besprechungen aufgegriffen, welche in der Zeit vom 24.–27. Oktober mit einer britischen Delegation in Bern stattfanden[2]. Zur Klarstellung müssen wir hier bemerken, dass es sich nicht um eigentliche Verhandlungen, sondern um eine Aussprache über die sich im Zusammenhang mit der Abwertung des Pfundsterling ergebenden Auswirkungen auf das schweizerisch/britische Abkommen einerseits und über das Problem der Liberalisierung des intereuropäischen Warenverkehrs handelte. Die schweizerische Delegation hat die Frage des Abwertungsverlustes mit der britischen Delegation durchexerziert und aus ihrer Enttäuschung über das britische Vorgehen auch kein Hehl gemacht. Auf das Begehren um Deckung des Verlustes von 76,5 Mio. Franken bekamen wir jedoch eine kalte Absage. Aus den Äusserungen unserer Partner mussten wir den Eindruck erhalten, dass Grossbritannien auch die 1948 geplante Konsolidierung seiner Schuld gegenüber der Schweiz im Sinne der Beschlüsse der OECE Paris nicht vorgenommen hatte, weil damit eine Kursgarantie verbunden gewesen wäre, welche die Erzielung eines Abwertungsvorteils verunmöglicht hätte. Grossbritannien ist auch heute nicht bereit, der Schweiz für ihre abgewerteten Pfundguthaben eine Kursgarantie zu gewähren. Ob für diese Haltung die Möglichkeit einer Schuldentilgung durch weitere Abwertung massgebend ist oder ob es sich für England lediglich darum handelt, vom bisherigen Prinzip nicht abzuweichen, ist eine offene Frage. Es bleibt somit leider nur die Feststellung, dass der Bund offenbar die Konsequenzen für die unmittelbar vor Abschluss des schweizerisch-britischen Abkommens herrschende Situation tragen muss, welche durch folgenden Passus aus dem Schreiben des Vorstehers des Eidg. Politischen Departements vom 30. November 1945 an den damaligen schweizerischen Gesandten in London deutlich charakterisiert wird:

… «Il (le Conseil fédéral) est convaincu que la conclusion d'un accord de payements avec l'Angleterre est une nécessité du point de vue politique et économique, malgré les risques qui sont liés à la conclusion d'un tel accord. Il a donc décidé de donner suite au vœu exprimé par les Anglais de conclure un accord de payements et d'engager des pourparlers dans ce but aussi rapidement que possible.

… Si le Conseil fédéral s'est résolu à prendre cette décision de grande portée, il est parti, entre autres, de l'idée que, dans les négociations qui vont s'engager avec les Alliés au sujet des avoirs allemands en Suisse et des listes noires, une attitude amicale et compréhensive du Gouvernement anglais serait pour nous d'une grande importance.»[3]

---

2. *Zu diesen Besprechungen vgl. BR-Prot. Nr. 2426 vom 19. Dezember 1949,* E 1004.1.(-)-/1/512.

3. *Vgl. das Schreiben von M. Petitpierre an P. Ruegger vom 30. November 1945,* E 7110(-)1976/16/4 (DoDiS-780)*; vgl. auch DDS, Bd. 16, Nr. 50.*

Anlässlich der Sitzung vom 2. November wurden auch die weiteren Möglichkeiten einer Deckung des Abwertungsverlustes untersucht[4]. Eine Erhöhung der bestehenden Transferabgabe im Sinne Ihrer Überlegungen wäre bei der heutigen Lage wohl kaum zu verantworten, da sie in erster Linie den schweizerischen Export treffen würde, welcher infolge der durch die Abwertung eingetretenen massiven Preiserhöhungen für Schweizerwaren ohnehin schwer zu kämpfen hat. Die naheliegendere Lösung würde eigentlich darin bestehen, eine besondere Abgabe auf den schweizerischen Importen aus dem Sterlinggebiet zu erheben. Gegen ein solches Vorgehen könnte sich jedoch Grossbritannien unter Berufung auf Art. 9 (Meistbegünstigungsklausel) des Freundschafts-, Handels- und Niederlassungsvertrages vom 6. September 1855 zur Wehr setzen[5]. Abgesehen davon wäre auch die Erhebung einer Abgabe auf den Einzahlungen der schweizerischen Importeure mit grossen technischen Schwierigkeiten verbunden, da offenbar vermieden werden müsste, dass die Abgabe einfach von der Einzahlung in Abzug gebracht wird und somit die Zahlung des schweizerischen Importeurs nicht ausreicht, um die privatrechtliche Forderung des Lieferanten im Sterlinggebiet zu decken. Wir sind daher zum Schluss gekommen, dass der einzige Weg für eine Deckung des Abwertungsverlustes ohne handelspolitische Schwierigkeiten darin bestehen würde, die heute geltende Transferabgabe von 1 1/2% zu Gunsten des Bundes anders aufzuteilen.

Es stellt sich hier die Frage, ob die Anteile der Verrechnungsstelle (1/4%) und der ermächtigten Banken (1/4%) zugunsten des Bundes gekürzt werden könnten. Ausserdem wäre zu prüfen, ob nicht die von der Sektion für Ein- und Ausfuhr erhobene Ausfuhrgebühr von 1/4% für Exporte nach dem Sterlinggebiet herangezogen werden könnte.

Wir werden diese Möglichkeiten auf ihre Verwirklichung hin prüfen und uns gestatten, zu gegebener Zeit wieder mit Ihnen in Verbindung zu treten[6].

---

4. *Vgl. Anm. 2.*

5. *Vgl. AS 1854–1857, V, S. 271–286; vgl. auch DDS, Bd. 1, Thematisches Verzeichnis:* I. Grande-Bretagne – Traité d'établissement.

6. *Vgl. BR-Prot. Nr. 2426 vom 19. Dezember 1949,* E 1004.1(-)-/1/512 (DoDiS-7891). *Am Ende des Briefes befindet sich eine nachträglich angebrachte handschriftliche Notiz von L. Jacot:* Man wird versuchen müssen, mit kleinen Massnahmen ein möglichst günstiges Resultat zu erzielen. Die Schaffung einer «günstigen Atmosphäre» kostet uns aber auch eine Stange Geld. Washington 250 + Pfundabwertung 76 = 326!!

24

E 2300 Paris/103
[DoDiS-8256]

Le Ministre de Suisse à Paris, C. J. Burckhardt,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre

RP N° 9 Personnel. Confidentiel Paris, 17 novembre 1949

Le Président de la République[1] m'a parlé de son amitié pour Jaurès.

Il m'a dit: «Jaurès était un chrétien; il l'était à la façon des premiers chrétiens, c'était ce qu'il y avait de plus profond en lui. En avançant dans l'existence, je le rejoins dans ses convictions intimes et presque mystiques. Il n'aimait pas l'Eglise catholique qui lui paraissait, par beaucoup de ses aspects, la négation même de la révélation et de l'enseignement de Jésus-Christ. Il y avait en lui beaucoup d'humanisme aussi et, comme chez moi, peut-être, un certain romantisme, c'est-à-dire que, tout en reconnaissant le bien-fondé de certaines théories économiques de Karl Marx, il était beaucoup plus nourri des idées généreuses du socialisme français du début du siècle dernier, de ce romantisme socialiste, peut-être plus encore que des idées de 89.»

Il ajouta: «Jaurès avait toujours peur du déséquilibre démographique et social que créerait une technique trop avancée et, bien des fois, il déclara: «Là où passera la pénétration économique d'une grande puissance pourront aussi passer les armées.»

Le Président me dit:

«Nos amis, les socialistes anglais, m'ont déçu. Ils m'ont déçu parce qu'ils ont montré un égoïsme national étonnant tout en prenant des mesures économiques sans souplesse et d'une façon doctrinaire. Que va-t-il arriver? Les élections anglaises auront lieu en janvier. Je déduis cela du fait que le Roi d'Angleterre m'a invité à faire un séjour au mois de mars après les élections.» (Je vous prierai de considérer ceci comme un renseignement confidentiel qui peut être très important, le Président m'ayant dit: «gardez cela pour vous».)

Le développement en Allemagne inquiète mon interlocuteur:

«Dès le début j'ai déclaré aux dirigeants de notre politique extérieure, comme aux Américains, qu'il fallait éviter à tout prix la séparation de l'Allemagne en deux entités.» Là encore, M. Vincent Auriol se reprit, en observant qu'il se trouvait sur ce point en léger désaccord avec son Gouvernement[2]. Puis il enchaîna:

«Maintenant, d'après toutes les nouvelles que je reçois – et chaque télégramme le reflète – l'influence de l'Allemagne du Nord sur l'Allemagne du Sud, l'influence d'un certain élément viril et déterminé sur une partie de la population beaucoup plus passive, je dirais féminine, se fait sentir de façon

---

1. *Vincent Auriol.*
2. *Note marginale de C. J. Burckhardt:* strictement confidentiel!

inquiétante. Je ne crois pas qu'à la longue l'Allemagne échappera à l'emprise et le fait de la nomination du Maréchal Rokossowski en Pologne indique bien que les Allemands se substituent à ce dernier pays dans le jeu soviétique et qu'elle prendra la place d'une Pologne, hier encore satellite et non intégrée totalement.»

Il me parla aussi du Parti Communiste français de façon pénétrante, compréhensive et, en ce qui concerne les hommes, bienveillante. J'aurais l'occasion de vous en référer oralement.

25

E 2001(E)1967/113/13
[DoDiS-7202]

Le Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique, A. Zehnder, au Chef du Département politique, M. Petitpierre[1]

COMMERCE OUEST-EST

Copie
No BT

Berne, 26 novembre 1949

I. Considérations générales.

Les Etats-Unis n'ont pas tardé à se rendre compte que le Pacte de l'Atlantique ne serait qu'une absurdité si, après l'avoir péniblement conçu, ils continuaient, avec l'Europe occidentale, à armer l'Union Soviétique. Ils ne voulaient pas, d'autre part, que l'aide Marshall puisse favoriser, même indirectement, l'exportation vers l'Union Soviétique et ses satellites de produits pouvant servir à la guerre. Ils élaborèrent donc, à la fin de l'année dernière, un système d'interdiction d'exportation, de l'Ouest vers l'Est, des produits d'intérêt stratégique.[2]

Ce système est simple. Il comprend, à défaut d'un blocus général jugé impossible à l'heure qu'il est, deux listes[3] de marchandises dont l'exportation est subordonnée à une licence. Cette licence est refusée si l'acheteur est un pays de l'Est. La première de ces listes (liste A, dite «liste de sécurité») énumère tous les produits dont il est urgent, selon Washington, d'arrêter l'exportation; il s'agit du matériel de guerre proprement dit. La seconde liste (liste B) comprend les produits dont les Etats-Unis sont disposés à tolérer l'exportation un certain temps encore.

Les Etats-Unis ont certes été conscients de certaines des difficultés auxquelles ils allaient se heurter lorsqu'ils demanderaient aux pays de l'Europe occidentale d'appliquer les deux listes d'interdiction. Ils semblent néanmoins avoir cru au début à un résultat rapide et s'être imaginés qu'un échec de leur système ne serait imputable qu'au peu d'empressement des pays de l'Europe

1. *Cette notice est rédigée par E. Vallotton.*
2. *Cf. DDS, vol. 17, N° 109* (DoDiS-3981).

occidentale. C'est ce qui expliquerait le ton assez impératif de leurs premières démarches où ils laissèrent clairement entendre qu'ils considéreraient comme un geste inamical le fait de continuer l'exportation des produits incriminés.

Certaines des difficultés auxquelles les Etats-Unis se sont heurtés sont communes à tous les pays de l'Europe occidentale, alors que d'autres sont propres à certains de ces pays.

C'est ainsi qu'il s'est d'emblée avéré impossible d'appliquer le système américain avec rigueur tant que des accords bilatéraux lieraient des pays de l'Europe occidentale avec des pays de l'Est.

D'autre part, certains produits d'intérêt stratégique indéniable présentent, pour le commerce extérieur de plusieurs pays, un intérêt économique traditionnel si important que ces pays ne sauraient sans autre en interdire l'exportation. Il n'est qu'à citer le cas de la Grande-Bretagne qui s'est déjà réservé le droit de ne limiter que quantitativement et non d'interdire complètement l'exportation des bateaux-citernes, des navires et des coques de bateaux.

Les mesures d'interdiction d'exportation risquent également de léser sérieusement les intérêts des pays qui les approuvent, si elles ne sont pas appliquées uniformément et simultanément par tous les pays de l'Europe occidentale. Ceci explique une certaine retenue chez ces pays qui n'entendent agir que si tous agissent.

La réexportation et le transit, qui représentent une faille dans le système d'interdiction, risquent eux aussi de léser indirectement plus d'un pays et ne sont pas sans les préoccuper.

Enfin, une certaine publicité malencontreusement donnée aux intentions américaines n'a certes pas été de nature à faciliter aux pays de l'Europe occidentale la décision que les Etats-Unis attendaient d'eux.

En ce qui concerne les difficultés propres à certains pays seulement, il suffit de citer le cas de la Suède[4] et de la Suisse qui, pratiquant un système de non discrimination, entendent demeurer libres de faire du commerce avec tous les pays du monde.

C'est à ces diverses difficultés que s'est achoppé jusqu'ici «le Groupe consultatif sur le commerce Est-Ouest» de l'OECE. A lire les rapports de ce Groupe, un certain résultat aurait déjà été obtenu. Cela semble bien être le cas pour l'Italie, qui a mis en vigueur les deux listes américaines, et pour la Grande-Bretagne et la France qui ont établi – mais pas encore appliqué – une liste commune, à vrai dire passablement plus restreinte que les listes américaines. Mais pour les autres pays, la plupart des mesures d'interdiction dont ils ont fait état devant le Groupe sont antérieures aux projets américains et ne touchent en général qu'au domaine du matériel de guerre proprement dit.

---

3. *Pour les listes datées du 1er avril 1948, cf.* E 2001(E)1967/113/390. *Pour les listes suivantes, cf. N° 105, note 2, dans le présent volume.*

4. *Pour les consultations entre la Suède et la Suisse sur la question du commerce Ouest-Est, cf. N° 86 dans le présent volume.*

II. Historique.

C'est au mois de décembre 1948 que le Ministre des Etats-Unis à Berne fit la première démarche[5]. Il est intéressant de noter qu'il nous demanda d'emblée de ne pas répondre par un non formel auquel, réalisant parfaitement le caractère délicat de sa démarche, il semblait presque s'attendre. Nous nous sommes contentés, tout en déclarant vouloir étudier la proposition américaine, de faire les réserves les plus expresses en nous basant sur notre politique traditionnelle de neutralité.

Des démarches semblables[6] furent faites à cette époque par les Etats-Unis à Londres, Paris, Bruxelles, La Haye, Rome, Copenhague, Oslo et Stockholm.

La délégation économique permanente se réunit peu après la démarche du Ministre des Etats-Unis à Berne. Elle fut d'avis que nous ne saurions, pour des raisons de principe évidentes, discuter avec les Américains sur la base de leurs deux listes. De toute façon, la plupart des produits qui y figurent, à l'exception du matériel de guerre proprement dit, constitue justement la base de nos accords économiques avec les pays de l'Est. En revanche, nous pourrions agir sur le plan du matériel de guerre proprement dit, aucun pays de l'Est n'en ayant acheté chez nous jusqu'ici. La délégation estima donc que l'on ne devrait pas opposer un non catégorique aux Américains, mais que l'on pourrait aller à leur rencontre par deux mesures autonomes. Il s'agirait tout d'abord d'élargir l'interdiction d'exportation d'armes et de matériel de guerre déjà existante, élargissement qui était de toute façon à l'étude à cette époque et qui permettrait d'arriver à une identité presque complète avec la liste américaine A. La seconde mesure consisterait à contrôler le commerce de transit de matières premières américaines à travers la Suisse, commerce qui semble préoccuper particulièrement les Etats-Unis.

C'est dans ce sens que nous avons répondu au Ministre des Etats-Unis lors de sa seconde démarche, à mi-janvier 1949[7]. Au cours de cet entretien il nous fut possible de faire préciser à M. Vincent que la démarche américaine n'avait aucunement le caractère d'une intervention mais plutôt celui d'un simple échange de vues aux fins de préciser les positions de nos deux gouvernements.

Depuis lors, l'affaire a été essentiellement traitée sur le plan de l'OECE[8]. En effet, dès la fin de janvier 1949 des discussions eurent lieu, dans le cadre de cette organisation, à l'effet de procéder si possible à la rédaction d'une liste européenne commune ou tout au moins à l'établissement de listes nationales identiques entre elles. Les discussions s'engagèrent sur la base d'une

---

5. *Cf. la notice d'A. Zehnder à M. Petitpierre du 16 décembre 1948,* E 2001(E)1967/113/390 (DoDiS-4217).

6. *Cf. le* Résumé des réponses de nos légations au sujet des demandes formulées par les Etats-Unis d'Amérique auprès de certains pays européens de ne pas exporter un certain nombre de marchandises vers l'URSS et ses satellites *de O. Exchaquet du 28 décembre 1948,* E 2802(-)1967/78/12.

7. *Cf. les notices d'A. Zehnder à M. Petitpierre du 12, 13 et 18 janvier 1949,* E 2802(-)1967/78/12 *et du 11 février 1949,* E 2001(E)1967/113/390 (DoDiS-8814).

8. *Cf.* E 2802(-)1967/78/12.

liste franco-britannique tendant à mettre sous licence un certain nombre de produits dont l'exportation serait soit interdite soit quantitativement limitée. Notons qu'en établissant cette liste commune, la France et la Grande-Bretagne, friandes de l'aide Marshall, ont agi avec une hâte qui semble avoir eu pour but principal de se faire bien voir des Etats-Unis. *Mais la France et la Grande-Bretagne soulignèrent en même temps qu'elles ne pourraient appliquer cette liste que pour autant que les autres pays européens prendraient des mesures semblables.* Ces autres pays se trouvent ainsi en délicate posture, puisqu'ils ne peuvent refuser ou attaquer la liste franco-britannique sans risquer d'être rendus responsables de l'échec qui pourrait s'en suivre.

Grâce aux travaux du «Groupe consultatif sur le commerce Est-Ouest» la situation a quelque peu évolué, depuis le début de l'année, en ce sens que les pays de l'Europe occidentale ont sérieusement examiné les mesures qu'ils pourraient prendre. Ces études ont fait l'objet de déclarations devant le Groupe consultatif mais n'ont pas encore passé sur le plan des réalisations. Il n'est toutefois pas exclu que les pays les plus intéressés à l'aide Marshall soient bientôt obligés de passer aux réalisations. Nous serions en ce cas l'objet de nouvelles et plus fortes pressions venant cette fois-ci des pays de l'Europe occidentale qui ne pourraient admettre d'avoir à prendre des mesures d'interdiction sans que nous en fassions autant.

III. Notre attitude.

Nous avons toujours gardé, en ce qui concerne les travaux de l'OECE, la plus prudente réserve. Les autres pays tenaient cependant beaucoup à notre présence. Au mois de septembre, lorsque nous fîmes comprendre qu'en somme toutes ces discussions ne nous regardaient pas, tant l'Ambassadeur de France que le Ministre de Grande-Bretagne, les deux par ordre de leur gouvernement, insistèrent pour que nous envoyions un délégué[9]. Nous nous sommes entendus finalement sur l'envoi d'un observateur, après que M. Snow eût accepté, par écrit, la thèse suisse à savoir que quels que soient les résultats des délibérations à Paris la Suisse n'en prendrait connaissance qu'à titre d'information. Nous avons néanmoins renoncé par la suite à envoyer régulièrement un observateur aux réunions du Groupe consultatif, non sans demander cependant à l'OECE d'être tenus au courant, à titre confidentiel, de l'évolution de la question et des débats du Groupe. Nous n'entendions pas que l'on tentât de profiter de notre présence pour nous intéresser, d'une façon ou d'une autre, à une action commune.

Notre attitude, à l'heure actuelle, peut être résumée comme suit:

1. Prudence à l'égard de l'OECE, afin d'éviter que notre participation aux discussions concernant les interdictions d'exportation vers l'Est puisse être exploitée par les Etats-Unis. Maintien, néanmoins, d'un contact étroit afin d'être toujours bien informés des décisions prises à Paris.

2. En ce qui concerne le matériel de guerre proprement dit, nous ne saurions de toute façon faire plus que ce que nous avons déjà fait. Nous venons

---

9. *Cf. la lettre confidentielle de T. M. Snow à A. Zehnder du 7 octobre 1949,* E 2802(-)1967/78/12.

en effet de reviser entièrement, de notre propre chef, notre législation en la matière, par la prorogation en mars 1949 de l'arrêté du Conseil fédéral interdisant l'exportation d'armes, de munitions et d'explosifs et par l'élargissement simultané de la liste du matériel de guerre soumis au contrôle de la Confédération tant en ce qui concerne la fabrication et l'importation de ce matériel que son exportation et son transit[10].

3. Pour les autres produits, nous ne pouvons renoncer à la liberté de notre commerce. Il est exclu d'introduire actuellement un système de licences d'exportation.

4. Néanmoins, en ce qui concerne la réexportation, nous avons accepté, depuis mars 1949, de fournir à la Légation des Etats-Unis à Berne des déclarations émanant des maisons suisses important des produits stratégiques des Etats-Unis. Ces déclarations spécifient si ces produits sont destinés ou non à être réexportés. La Division du Commerce, qui s'en occupe, ne joue là qu'un rôle de boîte aux lettres et ne contrôle pas ces déclarations ni n'en répond. Mais on évite ainsi que les Etats-Unis n'entrent en relation directe avec ces maisons et procèdent sur notre territoire à des investigations inadmissibles.

5. Nous ne pouvons, en revanche, rien faire en ce qui concerne la réexportation des produits qui ne sont pas achetés aux Etats-Unis et qui, tout en étant offerts à l'Est par des maisons suisses, n'entrent pas sur notre territoire ou n'y pénètrent que dans les ports francs pour être ensuite réexpédiés vers l'Est.

IV. Décisions à prendre.

A l'heure actuelle, les missions diplomatiques américaine et britannique s'adressent, pour les renseignements concernant les produits stratégiques, à la Division du Commerce. Mais depuis peu elles paraissent vouloir faire agir leurs attachés militaires. C'est ainsi que le Colonel Bracher a reçu récemment la visite de l'attaché militaire américain[11] au sujet de la réexportation de graphite artificiel.[12] De son côté, la délégation française à l'OECE nous a demandé s'il ne serait pas préférable d'assurer à l'avenir les contacts aux fins d'information réciproque par l'intermédiaire de l'attaché militaire français à Berne et du Département militaire fédéral et non plus par la voie de notre délégation à Paris. Les Français ont motivé leur demande en disant qu'il s'agissait de plus en plus de questions techniques et qu'il serait peut-être préférable de les laisser traiter par des personnes professionnellement habituées à des contacts confidentiels… N'est-ce pas, plutôt, que l'on chercherait un interlocuteur plus conciliant que la Division du Commerce ou le Département politique?

---

10. *Cf. RO, 1949, pp. 323–327 et PVCF N° 641 du 28 mars 1949,* E 1004.1(-)-/1/503 (DoDiS-6460). *Pour un survol de la législation en matière d'exportations d'armes et de matériel de guerre, cf. DDS, vol. 17, N° 109, note 6, et ibid., N° 123.*

11. *Il s'agit en réalité du deuxième secrétaire de la Légation américaine à Berne, Charles H. Owsley.*

12. *Cf. la notice secrète* Ein- und Ausfuhr von Graphit *de H. Bracher du 21 novembre 1949,* E 2802(-)1967/78/12.

L'OECE a, d'autre part, exprimé récemment le désir de recevoir, si possible, des informations sur les points suivants:

a) quantité de matériel «stratégique» actuellement susceptible d'être exporté vers les pays de l'Est;

b) quantité de matériel «stratégique» susceptible d'être exporté à l'avenir dans le cadre des accords qui pourraient être conclus avec les pays de l'Est.

Bien que les renseignements demandés ne soient pas secrets, nous ne voyons pas pour quelle raison nous devrions donner suite à la demande de l'OECE. Il suffirait, peut-être, de dire que nous n'exportons pas de matériel de guerre proprement dit vers les pays de l'Est, mais que nous continuerons à exporter certaines catégories de machines et de produits chimiques dans le cadre des contingents convenus, car, à leur défaut, tout le commerce avec l'Est s'arrêterait et nos accords sur les nationalisations[13] ne pourraient plus être exécutés.

Quoiqu'il en soit, nous pouvons déduire de ce qui précède qu'il va y avoir une nouvelle offensive aux fins d'intégration de la Suisse dans le système du blocus stratégique américain. Pour le moment nous ne craignons pas de mesures de rétorsion de la part de Washington. C'est tout au plus si quelques-unes de nos commandes militaires pourraient en souffrir.

Si le Conseil fédéral partage l'avis exprimé dans cette notice, celle-ci pourrait tenir lieu d'instructions.

---

13. *Sur les nationalisations, cf. DDS, vol. 17, N°s 16, 64, 86, 93, 132 et N°s 66 et 108 dans le présent volume.*

26

E 2200.8(-)1970/332/7
[DoDiS-3501]

Der schweizerische Gesandte in Helsinki, A. Ganz, an den finnischen Generalkonsul in Bern, C. Schauwecker

Kopie
S

Helsinki, 7. Dezember 1949

Mit grossem Interesse habe ich seinerzeit von Ihrem Konsularbericht Kenntnis genommen[1], der u. a. eine Fülle verschiedener Statistiken enthält, die man sonst an allen möglichen Orten zusammensuchen muss.

Inzwischen sind wieder zwei Monate durchs Land gegangen, in welcher Zeit ich aus der Schweiz überhaupt nichts mehr zu hören bekam. Ich habe dieserhalb kürzlich an Herrn Fürsprecher Schaffner geschrieben[2] und mich

---

1. *Nicht ermittelt.*
2. *Nicht abgedruckt.*

in milder Form darüber beklagt, dass die Handelsabteilung die hiesige Gesandtschaft nur ganz selten und dann nur summarisch über die Weiterentwicklung der ökonomischen Beziehungen zwischen unsern beiden Ländern orientiert. Wohl bringt der Handelsverkehr Schweiz – Finnland zufolge der Kleinheit der beiden Länder und des besonderen Charakters dieses Warenaustausches mit sich, dass sich nur ganz wenige Personen und Firmen laufend mit der Weiterentwicklung befassen. Aber es bleibt trotzdem recht peinlich für mich, ganz abseits gelassen zu werden, so dass ich nicht in der Lage bin, mit hiesigen Geschäftsleuten und mit den verantwortlichen Beamten der verschiedenen Ministerien «en connaissance de cause» zu verhandeln. So habe ich nichts darüber erfahren, in welcher Form beabsichtigt ist, das Clearing-Defizit von nunmehr Sfr. 10 Millionen auf ein normales Mass zu reduzieren, obschon ich sicher bin, dass sowohl Sie wie die Herren Schaffner und Kobel sich immer wieder um die Lösung dieser leidigen Sache bemühen. Das einzige, was ich durch Herrn Schaffner erfuhr, war der angeblich von finnischer Seite geäusserte Wunsch, im Januar oder Februar in Bern über die Fortsetzung des zurzeit gültigen Handelsabkommens[3] zu verhandeln.

Wenn ich mich richtig erinnere, so hatten Sie mir seinerzeit vorausgesagt, die Überfüllung der Lager werde Ende dieses Jahres aufhören und einer neuen wenn auch bescheidenen Importbewegung Platz machen. Inzwischen ist es darum still geworden. Die aufmerksame Lektüre Ihres Berichtes zeigt allerdings, dass es sich bei weitem nicht nur um die Überfüllung der Lager und um die Sättigung des schweizerischen Marktes, sondern um viel schlimmere Sachen handelt, nämlich um die stets zunehmende Autarkie der Schweiz in bezug auf die klassischen Importartikel aus Finnland. Wenn die Schweiz wirklich beabsichtigt, ihre neue Papier-, Karton- und Zellulosefabrikation so zu schützen, dass der Import aus Finnland wegen mannigfacher Schikanen praktisch unmöglich wird, dann muss man fast glauben, dass in Zukunft überhaupt auf den finnischen Markt für schweizerische Exportwaren verzichtet werden soll. Dieses Ergebnis wäre aber in der Tat selbst bei dem bescheidenen Jahresumsatz von ca. Sfr. 30 Millionen ausserordentlich bedauerlich. Sie werden mir nicht zürnen, wenn ich als alter Planwirtschaftler den Fehler in erster Linie beim Verzicht der schweizerischen Behörden auf jegliche Produktionsbegrenzung und Importlenkung suche. Was nützen alle die gewaltigen bilateralen Bemühungen um die Förderung des schweizerischen Exportes, wenn andrerseits der Importeur hinsichtlich Bezugsquelle, Quantum und Erwerbsmodus völlig frei ist, und die Schweiz überdies gezwungen ist, neue Industrien, die lediglich der Ausfluss günstiger Konjunkturen und übermässiger Expansion sind, mit gesetzlichen Massnahmen zu schützen, obwohl das wohlverstandene Interesse des Landes eine ganz andere Regelung erheischen würde? Da sich die Schweiz aber wiederholt für «das freie Spiel der Kräfte» entschieden hat und die Lenkung des Aussenhandels in dem hierzu

---

3. *Ein* Abkommen betreffend die Abänderung des Abkommens über den Waren- und Zahlungsverkehr zwischen Finnland und der Schweiz vom 28. September 1940 *wurde am 11. Juni 1946 in Bern geschlossen. Vgl. AS, 1946, Bd. 62, S. 645–647; vgl. auch DDS, Bd. 16, Nr. 102.*

erforderlichen Umfange mit Äusserungen des Abscheus weit von sich weist, werden wir uns eben mit den verfahrenen Situationen abfinden müssen, die aus eben diesem freien Spiel entstehen. Meine bescheidene Erfahrung erstreckt sich bisher nur auf Polen und Finnland. In bezug auf beide Länder habe ich nun jedoch dasselbe erlebt, man will den Fünfer und das Weggli, d. h. man will die Auslandsmärkte beliefern, und zwar nicht nur mit Maschinen und Chemikalien, sondern auch mit «non essentials», aber man will nicht auf der Importseite die nötigen Konsequenzen ziehen.

Wenn schon die Handelsabteilung mich nichts wissen lässt, so finden vielleicht Sie, verehrter Herr Dr. Schauwecker, hie und da etwas Zeit, um mich zu orientieren. Ich bin natürlich gespannt, ob man einfach den gegenwärtigen Zustand weiter bestehen lässt, indem man zunächst Handelsabkommen und Warenlisten um weitere sechs Monate verlängert[4], oder ob man vorzieht, das Abkommen auf 1. März 1950 als unerfüllbar gänzlich aufzuheben und zum norwegischen System überzugehen, oder gar das ganz freie zwischen Italien und Finnland geltende System zu adoptieren, das nur einen symbolischen Clearing vorsieht und im übrigen den ganzen Verkehr auf freie Kompensationen zwischen Exporteuren und Importeuren beruhen lässt.

[…][5]

Ich möchte nun schliessen, indem ich Ihnen und Frau Dr. Schauwecker sowie Sohn und Schwiegertochter frohe Festtage wünsche. Möge das neue Jahr Ihnen die verdiente Wiedergenesung des finnisch-schweizerischen Warenaustausches bringen, so wie wir überhaupt wünschen möchten, dass die zufolge der Abwertung mit ganz Skandinavien eingetretene Stockung in irgendeiner Form gemildert werden kann.

---

4. *Das Handelsabkommen wurde durch einen Notenwechsel vom 15./28. Februar 1950 um 6 Monate verlängert; vgl. das Schreiben von J. Hotz an die schweizerische Gesandtschaft in Helsinki vom 9. März 1950*, E 2200.8(-)1970/332/7 (DoDiS-7992). *Für die weiteren Wirtschaftsverhandlungen mit Finnland, vgl.* E 7110(-)1967/32/939, E 7800(-)-/1/19; *für den Stand der Verhandlungen im Jahr 1951, vgl. BR-Prot. Nr. 1696 vom 3. September 1951,* E 1004.1(-)-/1/533; *für die Verhandlungen im Jahr 1952, vgl. die Notiz an A. Zehnder vom 17. Oktober 1952*, E 2001(E)1969/121/365 (DoDiS-7993).

5. *Dieser Absatz enthält persönliche Bemerkungen von A. Ganz.*

27

E 2001(E)1969/121/67
[DoDiS-8434]

Le Ministre de Suisse à New Delhi, A. Daeniker,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre

L Nouvelle Delhi, 7 décembre 1949

Par vos lettres des 22 et 28 mars dernier[1], vous aviez bien voulu approuver la mention que j'avais faite du nom de M. le Ministre W. Stucki parmi les candidats au poste d'Administrateur du Plébiscite au Cachemire que le Gouvernement de l'Inde avait l'intention de proposer au Conseil de Sécurité[2].

A la veille de son départ pour New York, où il assistera le représentant de l'Inde au Conseil lorsque l'affaire du Cachemire sera de nouveau discutée, le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, Sir Girja Shanker Bajpai, est revenu à nos conversations du mois de mars. En effet, le Conseil décidera éventuellement de faire appel à un médiateur pour amener les deux parties à une conciliation; il n'est guère possible que l'Amiral Nimitz, dont la nomination avait été envisagée, soit choisi pour ces fonctions. Le Gouvernement de l'Inde, de son côté, donnerait sa préférence à un ressortissant d'un Etat neutre soit Suisse, soit Suédois, à condition qu'il s'agisse d'une personnabilité de premier plan jouissant d'une renommée internationale. Il m'a demandé si j'avais des noms à lui suggérer.

Me basant sur votre lettre du 22 mars, je lui ai renouvelé la proposition Stucki, dont il a pris bonne note. Sir Girja m'a demandé encore si nous n'aurions pas d'homme politique disponible en ce moment qui ait appartenu au Conseil fédéral et été en charge notamment des Affaires étrangères. Je lui ai cité le nom de M. Pilet-Golaz et, à sa demande, je lui ai donné quelques indications sur la carrière de votre prédécesseur, dont il a également pris note.

---

1. *Cf.* E 2800(-)1967/59/85.
2. *Sur la question du Cachemire et les activités de l'ONU en cette matière, cf. le rapport politique N° 15 de A. Daeniker à M. Petitpierre du 14 septembre 1949,* E 2300 New Delhi/1; *cf. aussi la lettre de M. Petitpierre à W. Stucki du 28 mars 1949,* E 2800(-)1967/60/9.

28

E 2001(E)1967/113/226
[DoDiS-8635]

Le Chargé d'Affaires de Suisse a. i. à Paris, B. Barbey, au Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique, A. Zehnder

L Paris, 15 décembre 1949

Je me réfère à votre lettre du 8 décembre[1] et ai l'honneur de vous faire savoir que j'ai reçu le mardi 13 de ce mois la visite de M. Guinand, Conseiller national, venu m'entretenir de la question des Suisses poursuivis ou condamnés en France pour commerce avec l'occupant[2].

Mon interlocuteur m'a fait part de son projet d'interpellation et m'a confirmé qu'il en avait parlé avec le Chef du Département politique.

Introduit par Me Martinaud-Déplat, Me Guinand a été reçu par le Garde des Sceaux, M. René Mayer, qui lui a, m'a-t-il dit, réservé le meilleur accueil et avec lequel il s'est entretenu très franchement du problème qui le préoccupe. Il lui a exposé son point de vue qui est d'ailleurs celui des Autorités suisses et selon lequel la Justice française ne saurait être fondée à rechercher des ressortissants suisses pour l'activité économique qu'ils auraient déployée avec les Allemands durant l'occupation puisque cette activité non seulement n'était pas interdite par le Gouvernement français, alors officiellement reconnu par la majorité des Etats, et notamment par la Suisse, mais était bien plutôt encouragée par ce Gouvernement. Il a souligné auprès du Garde des Sceaux que beaucoup de nos compatriotes n'en avaient pas moins été frappés par les Tribunaux français et que c'est contre de telles sentences qu'il entendait s'élever. Me Guinand a spécifié qu'en adoptant une telle attitude il n'était nullement dans son intention de s'entremettre pour les Suisses qui se seraient rendus coupables de dénonciation, de délation, d'espionnage, ou d'autres délits du même ordre qui ne pouvaient que justifier les sanctions prises à l'encontre de leurs auteurs. Quant aux bénéfices exagérés qu'en raison des circonstances exceptionnelles de l'occupation, certains de nos compatriotes auraient pu réaliser en déployant leur activité économique, il était évident que les Autorités françaises restaient fondées à les ramener à leur juste proportion en imposant aux intéressés le paiement de montants objectivement calculés.

Le Garde des Sceaux n'était nullement au courant du problème qui lui était soumis[3]. Il déclara qu'il se ferait aussitôt apporter le dossier, mais qu'il

---

1. *Non reproduite.*
2. *Cf. DDS, vol. 17, N° 78* (DoDiS-4184), *cf. aussi la* Note chronologique sur les démarches entreprises dans la question des citoyens suisses condamnés en France pour collaborationisme *de Y. Berthoud du 9 juillet 1947*, E 2001(E)-/1/59 (DoDiS-6440).
3. *Note marginale de J.-A. Cuttat:* C'est un peu naïf que de nous dire cela, sans commentaire.

ne pouvait faire aucune promesse à son visiteur. Me Guinand eut néanmoins une excellente impression de cet entretien. M. Mayer, beaucoup plus que ses prédécesseurs MM. Teitgen et Marie, semble un homme d'action prêt à assumer ses responsabilités.

Me Guinand a exprimé le vœu qu'une amélioration sensible de la question des Suisses condamnés en France pour collaboration économique puisse intervenir avant le début du printemps, ceci dans l'intérêt des bonnes relations entre nos deux pays. Il a ajouté qu'il voudrait pouvoir éviter de dire à la tribune du Conseil national «des choses peu agréables».

Cette démarche auprès du Ministre de la Justice d'un avocat et député suisse qui entretenait déjà avec celui-ci des relations amicales, peut n'être pas sans une influence heureuse sur un problème dont la solution satisfaisante est vivement souhaitable. Je voudrais toutefois relever que les mesures de répression prises contre nos compatriotes coupables de collaboration économique ne représentent, à mon avis, qu'une partie du problème. Outre que les cas de condamnations de Suisses pour commerce avec l'ennemi sont l'exception, puisque le plus souvent ils ont été, en définitive et par le moyen d'un artifice juridique, frappés pour intelligence avec l'ennemi (art. 75 du C. P.), il existe les cas nombreux de ceux qui ont été condamnés par des Cours de Justice ou des Tribunaux militaires sur la base d'accusations calomnieuses, de dénonciation, d'espionnage, de délation, etc.[4] Le sort de ceux-ci n'est pas moins digne d'intérêt et j'estime qu'il faut éviter, en ne parlant que des condamnés pour collaboration économique, de sacrifier ces derniers[5].

Il me paraît assez peu douteux que les efforts entrepris par Me Guinand qui n'a abordé avec le Garde des Sceaux que les lignes générales du problème dont il était venu l'entretenir, soient déterminés par l'intérêt qu'il porte au cas qui vous est connu du ressortissant suisse Marcel Aubert. Je n'ignore pas qu'il a pris en mains la défense de ce compatriote dont le dossier en France est assez lourdement chargé et auquel les Autorités françaises n'ont été, jusqu'ici, pas du tout favorables. Aubert n'en a pas pour autant renoncé à provoquer d'incessantes interventions en sa faveur par l'entremise de nombreux avocats ou de politiciens suisses et français.

Comme l'un de mes collaborateurs doit voir le 16 de ce mois le Directeur des Affaires criminelles et des Grâces pour tenter d'obtenir le règlement de divers cas en suspens de compatriotes condamnés par des Cours de Justice, il saisira cette occasion pour faire état auprès de ce haut fonctionnaire de l'entretien qu'ont eu Me Guinand et le Garde des Sceaux. Je l'ai prié d'examiner avec M. Turquey les moyens d'obtenir une solution satisfaisante et efficace du problème des Suisses condamnés en France pour collaboration, éventuellement par l'adjonction au projet de loi d'amnistie d'une disposition visant le cas des neutres.

---

4. *Note marginale de J.-A. Cuttat:* Nous avions demandé la liste de ces «cas nombreux», le 11 décembre et 12 janvier.
5. *Note marginale de J.-A. Cuttat:* En effet.

En me réservant de vous tenir au courant du résultat de cette entrevue[6], je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération[7].

---

6. *Selon la lettre de P. A. von Salis du 6 janvier 1950, un collaborateur de la Légation a rencontré le Directeur de Cabinet du Garde des Sceaux, le 22 décembre, cf.* E 2001(E)1967/113/226 (DoDiS-8636).

7. *En marge, J.-A. Cuttat note à l'adresse de S. Campiche:* 1. à répondre en approuvant et en exprimant l'espoir que d'ici au mois de mars, la situation sera meilleure. 2. Informer Justice et Police (Fremdenpolizei et Min. Publ.) du dernier alinéa de ma notice du 16 XII (Scapini). 22 XII 49.

29

[DoDiS-7172]
E 1004.1(-)-/1/513

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de décision de la séance du 20 janvier 1950

148. Rang du représentant du Canada, près la Confédération Suisse

Département politique. Proposition du 12 janvier 1950.

Le Département politique expose ce qui suit:

«Le Gouvernement canadien ayant manifesté, il y a environ trois ans, le désir d'accréditer à Berne un représentant ayant rang d'ambassadeur[1], le Conseil fédéral avait décidé le 25 février 1947, sans enthousiasme, d'autoriser le chef du Département politique à répondre affirmativement à cette requête, en précisant que la Suisse n'assurerait pas la réciprocité par la désignation d'un agent du même rang. Cette décision fut prise à l'époque parce que le Conseil fédéral eût préféré recevoir à Berne un ambassadeur, plutôt que de voir le Canada renoncer à son intention d'établir en Suisse une représentation diplomatique. D'autre part, le professeur Wahlen étant alors chargé d'une mission au Canada par le Département de l'Economie publique en vue d'obtenir un meilleur ravitaillement en céréales, il eût été délicat pour les autorités suisses de répondre négativement à la requête qui leur était faite[2].

En transmettant la décision du Conseil fédéral au Ministre de Suisse à Ottawa, le Département politique insista toutefois auprès de celui-ci pour qu'il ne ménageât aucun effort afin d'amener le Gouvernement canadien à renoncer à son projet[3].

Ottawa, après avoir sondé Londres et Washington, revint sur ses intentions et envoya à Berne l'Ambassadeur Wilgress en qualité de Ministre plénipo-

---

1. *Cf. la lettre de V. Nef à M. Petitpierre du 7 février 1947,* E 2001(E)1967/113/161.

2. *Sur les négociations avec le Canada en cette matière, cf.* E 2200.30(-)-/1/4*; cf. aussi DDS, vol. 16, N° 104* (DoDiS-133).

3. *Cf. le télégramme du Département politique à la Légation de Suisse à Ottawa du 25 février 1947,* E 2001(E)1967/113/161.

tentiaire et Envoyé extraordinaire. Ce dernier occupa son poste jusqu'au 16 mars 1949. Depuis lors, la Légation du Canada est gérée par un Chargé d'affaires.

Par télégramme du 9 janvier 1950, la Légation de Suisse à Ottawa vient de communiquer au Département politique que le Gouvernement canadien soulève à nouveau la question et demande si le Conseil fédéral est aujourd'hui disposé à recevoir un ambassadeur comme chef de la mission du Canada, laquelle deviendrait donc une ambassade. La Légation ajoute que le candidat choisi est un diplomate hautement qualifié, d'une grande expérience, et ayant déjà le rang d'ambassadeur[4].

Il faut observer que la question se présente aujourd'hui sous un autre jour qu'en 1947. Le Canada a déjà une mission à Berne et il paraît peu vraisemblable qu'en cas de réponse négative de notre part il envisage de la supprimer. D'autre part, il serait préférable de voir la Légation du Canada à Berne gérée par un Chargé d'affaires pendant quelque temps encore, plutôt que d'admettre le précédent que constituerait l'ouverture à Berne d'une Ambassade du Canada, lequel précédent ne manquerait pas d'être invoqué par d'autres gouvernements représentés à Berne.»

Aussi, vu ce qui précède, le Département politique propose et le Conseil décide:

a) D'autoriser le chef du Département politique à répondre négativement au Gouvernement canadien, tout en remerciant celui-ci de sa flatteuse intention[5];

b) d'autoriser le chef du Département politique à porter la chose à la connaissance des commissions des Affaires étrangères[6].

---

4. *Cf. le radiogramme de la Légation de Suisse à Ottawa au Département politique du 10 janvier 1950, ibid.*

5. *Cf. la lettre de M. Petitpierre à V. Nef du 27 janvier 1950, ibid.* (DoDiS-8476); *cf. aussi l'exposé du Département politique* Historique du développement des représentations diplomatiques, *ibid.*

6. *Cf. la séance de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national du 15 février 1950 et la séance de la Commission des Affaires étrangères du Conseil des Etats du 22 février 1950,* E 2800(-)1967/59/4.

30

E 5800(-)-/1/2
[DoDiS-7236]

Le Chef de l'Etat-major général, L. de Montmollin, au Chef du Département militaire, K. Kobelt[1]

NOTE CONFIDENTIELLE SUR L'ENTRETIEN DU 28. 1. 1950 AVEC M. LE MARÉCHAL MONTGOMERY

Berne, 1er février 1950

Cette année de nouveau M. le Maréchal Montgomery m'a fait savoir, par l'intermédiaire du Colonel Bracher, qu'il désirait avoir un entretien analogue à celui de Mürren l'an dernier. Cet entretien a eu lieu le 28. 1. 50 dans l'appartement du Colonel Bracher. N'y ont pris part que le Maréchal, le Colonel Bracher – faisant office de traducteur – et moi-même. Il s'est déroulé selon le même processus que l'année passée: exposé du Maréchal, – déclarations de ma part sur certaines questions soulevées par le Maréchal, – discussion assez brève.

Comme l'entretien de 1950 devait nettement servir de suite à celui de 1949, je me permets de renvoyer à ma note confidentielle du 3. 2. 49[2], indispensable à la compréhension de la présente note, laquelle procédera selon les mêmes règles de présentation.

I. Exposé M*[ontgomer]*y.

Le tour d'horizon *politico-militaire* a été fait assez rapidement. La situation actuelle est caractérisée par:

– les succès communistes en Extrême-Orient,

– le raidissement des USA,

– la transformation opérée en Allemagne depuis quelques mois (renouveau de nationalisme).

My s'est abstenu de toute appréciation sur la situation politique des pays du bloc *W[est]*, ainsi que sur celle des satellites de *E[ast]*.

Sur le *plan militaire* de nouveaux facteurs sont apparus, dont les plus importants sont:

– la nécessité plus impérieuse que jamais d'attirer l'*Allemagne* dans le bloc *W* en permettant son réarmement, ce que *My* traduit par l'expression «faire appel à sa main-d'œuvre» (!) pour ne pas alarmer les nations voisines de ce pays (France et Belgique notamment);

---

1. *La notice est remise au Chef de l'instruction, H. Frick, au Sous-Chef Front de l'Etat major, K. Brunner, au Chef de la section opérations, J. Annasohn, et au Chef de la section service des renseignements, Ch. Daniel. Sur ce séjour en Suisse de B. L. Montgomery, cf. aussi* E 5001(F)-/1/13.
2. *Cf. DDS, vol. 17, N° 113*.

– le rétablissement progressif de l'*Italie*, ce qui permet de reporter le front défensif de *W* des Alpes françaises sur la frontière orientale du nord de l'Italie (la ligne de défense n'a pas été précisée);

– la réalisation de la *bombe atomique* par *E*, plus rapide que cela était prévu, exige que l'Europe occidentale soit tenue si *W* veut la conserver; sa reconquête serait impossible, la bombe atomique interdisant à l'avenir toute opération de débarquement du genre Sicile ou Normandie; *My* cherche à persuader les USA qu'ils doivent collaborer à la défense de l'Europe, non seulement avec leur aviation (voir ma note de 1949) mais avec leurs forces terrestres également;

– en ce qui concerne le *danger de guerre* immédiat *My* est nettement plus pessimiste qu'en 1949; il n'a cependant fixé aucun délai, pas plus qu'il n'est revenu sur les chiffres donnés en 1949 au sujet des délais nécessaires à *W* pour assurer la défense de l'Europe.

En ce qui concerne l'*armée suisse My* a suggéré un remaniement de son dispositif défensif destiné à colmater le trou existant entre les dispositifs défensifs de *W* nord (Rhin) et sud (en 1949 front des Alpes françaises, en 1950 frontière orientale italienne): au lieu d'un barrage Bâle–Mont-Blanc, il recommande un barrage Vorarlberg–frontière nord du territoire (Rhin ou Limmat) s'appuyant, à gauche, au Rhin de Bâle.

Alors qu'en 1949 *My* s'était abstenu de toute considération sur la *valeur de l'armée suisse*, il a estimé devoir me communiquer, cette fois, son appréciation sur notre armée. Ses conclusions sont sévères: il estime en effet que,

– l'armée suisse n'est pas en mesure de collaborer à une guerre européenne au même titre que les armées – encore en voie de reconstitution – des nations du bloc *W*; par quoi il faut entendre sans doute (considération personnelle, non exprimée par *My*) que l'armée suisse, n'étant pas organisée selon les mêmes principes que les autres armées, ne peut entrer dans une guerre de coalition comme devraient le faire les autres armées du bloc *W* (manque de mobilité stratégique, armement offensif insuffisant, par ex.), mais n'exclut pas son action de barrage, sur son propre territoire et au profit des fronts défensifs de *W;*

– l'armée suisse, dans sont état actuel, ne serait pas capable d'offrir aux armées de *E* une résistance suffisante, les raisons principales étant:

– l'insuffisance de son instruction,

– la mauvaise organisation de son commandement supérieur du temps de paix, par quoi il faut comprendre qu'il critique l'absence, à la tête de la hiérarchie militaire, d'un officier supérieur ayant pouvoir de commandement sur les cdt. CA et ayant la haute main sur l'instruction de l'armée, cet officier devant être, selon *My,* le Chef de l'EMG (question de principe et qui n'a naturellement rien à voir avec ma personne). «Une armée ne peut pas être préparée à la guerre de façon satisfaisante si elle est dirigée par un ‹comité› (CDN) au lieu d'être commandée par un officier responsable», telle est l'idée fondamentale de *My*.

II. Exposé M*[on]*t*[mollin]*. et discussion.

Mt a tout d'abord remercié *My* pour la confiance qu'il témoignait à un petit pays neutre en communiquant à son Chef EMG des renseignements dont certains doivent être considérés comme «secrets d'Etat». Il lui a aussi dit sa reconnaissance pour la franchise avec laquelle *My* s'est exprimé, des critiques et des vérités, même si elles ne sont pas agréables à entendre, étant plus utiles que des louanges souvent imméritées.

Au sujet des *conceptions stratégiques de la Suisse Mt* a laissé entendre que, quelle que soit la situation militaire de l'Europe, notre volonté de défense se traduirait par celle de conserver et de défendre la plus grande partie possible de notre territoire mais que, si, finalement, nous devions succomber devant le nombre à la frontière ou sur le Plateau, nous chercherions à durer aussi longtemps que possible en tenant tout ou partie du Réduit. Nos décisions dépendront de la situation des belligérants à nos frontières, d'où l'intérêt pour nous de connaître leurs intentions (malheureusement unilatérales!). Pour la défense du territoire, certaines lignes – que tout stratège peut aisément supputer – telle que celle de Sargans–Limmat–Rhin conserveront toujours leur valeur. Notre volonté de défendre notre territoire sera toujours dans l'intérêt des armées s'appuyant à nos frontières.

Je n'ai pas voulu laisser sans réponse les appréciations portées sur notre armée par *My* et ai cherché à lui expliquer – sans grand succès d'ailleurs – quelles étaient les raisons particulières qui nous ont amené à admettre notre organisation du haut commandement du temps de paix. Je ne lui ai pas caché que, du point de vue *théorique*, tout militaire ne pouvait que se déclarer d'accord avec sa conception qu'un organisme militaire hiérarchique devait avoir une tête propre, mais que dans la *pratique* notre système avec la CDN comme tête militaire, avait aussi des avantages de continuité, qui, en temps de paix, compensaient largement les inconvénients, – qu'au surplus il s'agissait d'une question *secondaire* et que la réalisation de la conception *My*, naturelle pour tout étranger non au courant de nos conditions particulières, ne porterait pas nécessairement remède aux déficiences que *My* avait cru devoir relever. J'ai été jusqu'à lui faire remarquer que, dans les armées voisines (France, Belgique, par ex.), l'application du principe de commandement préconisé par *My* ne semblait pas avoir permis de surmonter les crises graves qu'elles ont à surmonter.

Je n'ai pas caché non plus que j'étais conscient des faiblesses de notre armée mais que je les voyais, peut-être aussi dans une certaine insuffisance de son instruction, mais surtout dans celle de son armement, comme je l'avais fait en 1949. Je n'ai pas manqué de prier *My* de nous faciliter à cet égard nos tractations avec les autorités militaires des pays du bloc *W*; sa réponse a été dilatoire pour ne pas dire décevante.

III. Considérations finales.

Je n'ai pas grand'chose à ajouter à ce que j'ai exposé dans ma note de 1949.

Au cours de la discussion, *My* a réaffirmé son point de vue de 1949 au sujet de notre *neutralité*.

La supposition antérieure au sujet du *but* de ces entretiens semble se confirmer: *My* désire s'assurer que, dans le dispositif stratégique qu'il cherche à mettre sur pied pour la défense de l'Europe, l'armée suisse jouera le rôle de colmatage entre les fronts nord et sud.

Il est certain que, en ce qui concerne la valeur de notre armée, *My* a été fortement influencé dans son jugement par le rapport que lui a fait tenir le Général de brigade Cottrell-Hill, qui a passé 3 semaines dans notre armée en automne 1949. Des extraits de ce rapport[3] nous ont été communiqués par notre attaché militaire à Londres – en accord avec l'EMG anglais –; ce rapport, objectif bien que sévère, ne cèle pas les faiblesses de notre système et nous serons bien inspirés en faisant notre profit de ces appréciations d'un officier étranger.

3. *Cf. N° 35, note 6, dans le présent volume.*

31

E 2001(E)1968/83/55
[DoDiS-7303]

Notice interne du Département politique[1]

Berne, 2 février 1950

Dans votre notice du 19 janvier[2], vous vous efforcez de réfuter les arguments que nous avons avancés en faveur de la création à Djakarta d'une légation dirigée par un chargé d'affaires en pied[3]. Avant de donner connaissance de vos objections à la Division du Commerce et à notre Légation à New Delhi[4], il eût été plus prudent de nous donner l'occasion d'y répondre. Votre exposé, en effet, n'a pas ébranlé notre point de vue. Voici pourquoi:

1) L'Indonésie est à vos yeux l'un des pays les plus riches de l'Asie, mais non le plus riche, comme nous l'avons dit. Or, notre affirmation n'était pas une hyperbole, mais un fait bien connu de tous ceux, Suisses, Anglais, Hollandais et Indiens, qui connaissent le pays et ont étudié son économie. Si nous insistons sur ce point, c'est qu'il contribue à montrer qu'un chargé d'affaires s'impose plus encore en Indonésie qu'au Pakistan[5].

1. *Cette notice, signée par A. Zehnder, est adressée à la Division des Affaires administratives.*
2. *Cf.* E 2001(E)1967/113/155.
3. *Cf. le* Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la création de légations en Indonésie, en Islande et en Ethiopie (du 20 avril 1951), *FF, 1951, vol. 103, I, pp. 944–949. R. Naville est nommé Chargé d'Affaires à Djakarta le 8 janvier 1952, cf. PVCF N° 24,* E 1004.1(-)-/1/537.
4. *Il s'agit d'une copie de la notice du 19 janvier.*
5. *Le Conseil fédéral nomme comme premier Chargé d'Affaires C. Rezzonico, cf. PVCF N° 1374 du 8 juillet 1949,* E 1004.1(-)-/1/507*, qui rejoint son poste à Karachi en décembre.*

2) Vous évoquez l'éventualité d'une pénurie de devises des Indonésiens. Ce point ne nous a pas échappé, mais si l'on voulait le considérer comme décisif, nous devrions mettre en veilleuse un nombre considérable de nos représentations à l'étranger. C'est là d'ailleurs un risque incombant en premier lieu à nos exportateurs. Notre devoir à nous est de ne rien négliger pour leur ouvrir de nouveaux débouchés. Vous reconnaissez vous-mêmes que nos indications statistiques sont intéressantes. La Division du Commerce, de son côté, souligne l'importance de l'Indonésie pour notre économie[6]. Cette importance ne fait que s'accroître. Preuve en est que nous avons déjà reçu la visite de représentants de notre industrie des machines (Bühler Uzwil)[7] et des produits chimiques (Ciba)[8], venus spontanément exprimer le désir que nous renforcions notre représentation à Djakarta. Ils confirmeront d'ailleurs ce désir par des lettres adressées à notre Département, probablement au nom des principaux intéressés[9].

3) Vous ne comprenez pas notre phrase «en attendant trop longtemps, nous risquerions de voir ce marché et les possibilités d'exportation, de placements, d'envoi de personnel technique, etc., être accaparés notamment par les Etats-Unis»[10]. Vous remarquez que nous sommes déjà représentés à Batavia par M. Beusch[11], consul de carrière, dont vous faites l'éloge et qui vous paraît suffisant pour défendre et développer nos intérêts commerciaux et autres. Tel n'est pas l'avis des commerçants établis à Djakarta, au témoignage du représentant de la Ciba qui est venu nous voir. On reproche à M. Beusch son manque d'initiative et de compétence commerciale. Si donc nous ne voulons pas être évincés, notamment par les Américains, il faudra de toute façon envisager un nouveau titulaire de poste pour Djakarta.

4) Vous reconnaissez vous-même que «la Suisse possède dans son jeu un atout de plus que les grandes puissances». Nous en prenons acte bien volontiers. Il s'agit précisément pour nous de nous ménager une place au soleil sans tarder. La lettre du gouvernement indonésien nous offrant d'échanger des consuls – qui n'est parvenue à notre connaissance qu'après la rédaction de notre notice – ne saurait être décisive, car elle reflète le point de vue de l'Indonésie, qui a beaucoup plus à nous offrir qu'à nous demander. Or, M. le Ministre Desai, qui a séjourné dans l'Archipel, est si convaincu du besoin de prestige de ce pays qu'il nous recommande vivement d'y envoyer un ministre, si nous voulons être sûrs de les satisfaire[12]. Le moins qu'on puisse en déduire est que votre crainte que Djakarta ne refuse d'accepter un chargé d'affaires est chimérique, d'autant plus que la réciprocité ne s'impose aucunement.

---

6. *Cf. le procès-verbal non-daté d'une conférence du 12 décembre 1949 entre la Division du Commerce et du DPF,* E 2001(E)1967/113/155 (DoDiS-7480).
7. *Cf. la lettre de l'entreprise Gebrüder Bühler Uzwil à J.-A. Cuttat du 9 février 1950, ibid.*
8. *Cf. la notice de F. Hegg du 1er février 1950, ibid.*
9. *Cf. la lettre du directoire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie au Département politique du 19 septembre 1950. Non reproduite.*
10. *Pour les relations économiques entre l'Indonésie et les Etats-Unis d'Amérique, cf.* E 7110 (-)1967/32/1128.
11. *Pour sa nomination, cf. PVCF N° 2321 du 13 septembre 1946,* E 1004.1(-)-/1/473.
12. *Une notice sur l'entretien avec D. B. Desai sur cette affaire n'a pas pu être retrouvée.*

Je répète que ce n'est pas l'Indonésie, mais nous qui sommes intéressés à la création d'une légation et que ce ne pouvait donc être l'affaire du gouvernement de Djakarta de nous le proposer.

5) Vous concluez en disant qu'il ne faut pas engager la Confédération prématurément dans des voies inadéquates et inutilement coûteuses. Tel est bien le fond du problème. Ce qui précède fait ressortir qu'en tout état de cause, nous devrons renforcer notre représentation à Djakarta, soit transformer au moins notre consulat en consulat général. Le problème se ramène donc au point de savoir si le surcroît de dépense pour un chargé d'affaires par rapport à un consul général est compensé par les avantages d'une représentation diplomatique. Cette différence ne dépasse pas, semble-t-il, quelques dizaines de milliers de francs. Posée de la sorte, la question appelle une réponse affirmative, comme vous pourrez vous en convaincre en lisant les lettres que nous adresseront les intéressés susnommés. En effet, même la nomination d'un consul général ne suffirait pas à satisfaire les Indonésiens, et par conséquent à faciliter la conquête de ce marché, parce que seule une légation consacre l'indépendance nouvellement acquise par l'Indonésie.

En résumé, ce n'est pas en risquant cette dépense, mais au contraire en voulant l'éviter que nous nous exposerions à de graves reproches.

32

E 2300 Budapest/7
[DoDiS-8539]

Der schweizerische Gesandte in Budapest, M. Grässli, an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre

GESPRÄCH MIT HERRN MATHYAS RAKOSI

PB Nr. 3 Budapest, 10. Februar 1950

Über meine bisherigen Besuche, insbesondere beim stellvertretenden Ministerpräsidenten Herrn Mathyas Rakosi beehre ich mich, Ihnen folgenden Bericht zu erstatten:

Die Persönlichkeiten, die ich bisher aufgesucht habe und die Gespräche, die dabei geführt worden sind, boten kein so grosses Interesse, dass es sich lohnte, etwas darüber zu schreiben. Zusammenfassend darf bemerkt werden, dass die gepflogenen Unterhaltungen durchwegs freundlich waren und alle meine Gesprächspartner pflichteten mir bei, dass der Ausbau der wirtschaftlichen Beziehungen als Voraussetzung eines guten Verhältnisses zwischen zwei Kleinstaaten verschiedener politischer Struktur durchaus erstrebens- und wünschenswert ist. Alle fanden auch einige freundliche Worte für die Schweiz. Leider ist aber zu sagen, dass die hochgestellten Leute, mit denen ich bis jetzt gesprochen habe, mehr die Rolle vorgeschobener Figuren als entscheidender Faktoren spielen. Dies gilt für Präsident Arpad Szakasits, Ministerpräsident Istvan Dobi (beide von der Kleinlandwirtepartei), Aussenminister Gyula Kallai und Parlamentspräsident Lajos Drahos (Kommunisten). Gemeinsam für alle ist, dass sie nur die ungarische Sprache beherrschen.

Eine Ausnahme macht einzig Andor Berei, kommunistischer Staatssekretär für politische Angelegenheiten im Aussenministerium und eigentlicher Kopf dieser Behörde. Ich besuchte diesen intelligenten und sprachgewandten Semiten am 5. Januar, um ihm die Note wegen der durch die Verordnung vom 28. Dezember 1949 erfolgten Nationalisierungen und der daraus resultierenden schweren Beeinträchtigung schweizerischer Interessen auszuhändigen[1]. Wenn ein Berei in der anschliessenden durchaus freundschaftlichen Unterhaltung versichert, es sei Ungarn daran gelegen, erspriessliche Wirtschaftsbeziehungen mit der Schweiz auszubauen und auch eine befriedigende Lösung in der Frage der Nationalisierungsentschädigungen anzustreben, hat das schon einiges Gewicht. Ich darf hiezu auch auf meinen kurzen Bericht vom 5. Januar an die Abteilung für Politische Angelegenheiten verweisen[2].

Vor ungefähr Monatsfrist, nach seiner Rückkehr aus Moskau, wohin er sich zu den Stalin-Geburtstagsfeierlichkeiten begeben hat, meldete ich mich durch Vermittlung des Protokolls zu einem Besuch bei Herrn Mathyas Rakosi. Der grundgescheite, ebenfalls sprachgewandte allmächtige Diktator Ungarns, seines Zeichens Vizeministerpräsident, empfing mich am Mittwoch, den 8. Februar um 11.30 h in seinem Büro in der wohlbehüteten und bewachten kommunistischen Parteizentrale. Unsere Unterhaltung dauerte nahezu 1 1/2 Stunden und kann folgendermassen resümiert werden:

Gleich zu Beginn unseres Gespräches machte Rakosi einen Exkurs auf das pressepolitische Gebiet. Dabei gab er seiner lebhaften Missbilligung Ausdruck, dass in der Schweizerpresse häufig gehässige Artikel über Ungarn erscheinen. Er habe jedoch vorderhand nicht die Absicht zurückzuschlagen, obschon ihm dies mindestens einmal monatlich von verschiedenen Seiten nahegelegt werde. Als Begründung für seine mässigende Einflussnahme in dieser Richtung führte er an, es sei nicht Sache eines kleinen Landes wie Ungarn, den Angreifer zu spielen. Er wisse allerdings nicht, wie lange es ihm noch gelingen werde, die ungarische Presse vom Zurückschlagen abzuhalten. Unter Hinweis auf die bekannte in der Schweiz herrschende Pressefreiheit gab ich Rakosi zu verstehen, dass ihm wahrscheinlich auch in Zukunft noch Artikel zu Gesicht kommen werden, welche vielleicht nicht gerade in freundlichster Weise gewisse Vorkommnisse in Ungarn sowie auch in andern Volksdemokratien kommentieren. Dies sei an sich bedauerlich, lasse sich aber aus der grundverschiedenen Auffassung über das was Demokratie ist, erklären. Es sei schon möglich, gab ich zu, dass gewisse Vorkommnisse nicht in streng objektiver Weise beschrieben werden, was wohl darauf zurückzuführen ist, dass es für schweizerische Journalisten bürgerlicher Richtung sozusagen ein Ding der Unmöglichkeit ist, nach Ungarn zu reisen. Unsere Zeitungsunternehmen seien allerdings nicht so kapitalkräftig, um überall ständige Vertreter zu halten, es wäre aber immerhin vielleicht vorteilhaft, durch Erteilung einer Einreisebewilligung ab und zu einem schweizerischen Journalisten zu ermög-

---

1. *Zur Frage der schweizerischen Entschädigungen in Ungarn vgl. BR-Prot. Nr. 149 vom 20. Januar 1950,* E 1004.1(-)-/1/513 (DoDiS-7173). *Mit Ungarn wurde am 19. Juli 1950 ein Entschädigungsabkommen abgeschlossen, vgl. AS, 1950, II, S. 712–715.*
2. *Nicht ermittelt.*

lichen, sich an Ort und Stelle über den Ablauf der Dinge zu orientieren. Hierzu meinte Rakosi lachend, es sei ihm eigentlich gleichgültig, ob die Zeitungsleute aus erster oder zweiter Hand lügen. In diesem Zusammenhang wies er darauf hin, dass mit gewissen Journalisten, die zu den beiden letzten grossen Prozessen (Mindszenty und Rajk) zugelassen worden waren, üble Erfahrungen gemacht worden sind. Wenn sie sich damals schon bemühten, aus Budapest einigermassen objektive Berichte zu senden, so hätte sich ihre Schreibweise seither wesentlich geändert. Im übrigen sei es nicht anzunehmen, dass die Schweizerpresse ihre Haltung ändere, da unser Land ja ohnehin stark unter amerikanischem Einfluss sei.

Diese Bemerkung gab mir die Gelegenheit, meinem Gesprächspartner aus eigener Erfahrung einige Schwierigkeiten zu schildern, die in der Nachkriegszeit das Verhältnis zwischen der Schweiz und den Vereinigten Staaten etwas trübten. Ausserdem sollte unsere Haltung zu der Frage der amerikanischen Wirtschaftshilfe, zum Atlantikpakt sowie auch zum Europarat doch allgemein bekannt sein. Unsere Politik all diesen Bestrebungen gegenüber habe gerade zum Ziel zu verhüten, dass die Schweiz in Blockbildungen und Mächtekonstellationen aller Art hinein gerate. Der Bundesrat sei im Gegenteil unablässig bemüht, die Unabhängigkeit der Schweiz nach allen Richtungen zu wahren. Rakosi gab zu, dass ihm diese Bestrebungen bekannt und dass sie tatsächlich auch von einem gewissen Erfolg gekrönt seien.

Ich benützte die Gelegenheit Herrn Rakosi darzulegen, wie ich meine Aufgabe als schweizerischer Gesandter in Ungarn auffasse. Es sei mir in erster Linie darum zu tun, mit Hilfe der zuständigen ungarischen Behörden die Wirtschaftsbeziehungen auszubauen und wenn möglich damit den Beweis zu erbringen, dass zwei Kleinstaaten trotz verschiedener politischer Struktur ein erspriessliches gegenseitiges Verhältnis schaffen können. Überdies betrachte ich einen intensiven und für beide Teile nutzbringenden Wirtschaftsverkehr als eine Voraussetzung dazu, zwischen unsern beiden Ländern mit der Zeit vielleicht mehr als nur korrekte Beziehungen herzustellen. Hiezu sei erforderlich, dass schweizerische Geschäftsleute ohne grosse Schwierigkeiten zu Besprechungen mit den zuständigen Organen in Ungarn einreisen können. Vermehrter persönlicher Kontakt und daraus resultierende für beide Teile fruchtbare Wirtschaftsbeziehungen werden vielleicht mit der Zeit dazu beitragen, dass auch die von ihm beanstandete Kritik an gewissen Zuständen in der Volksdemokratie Ungarn in den Spalten der schweizerischen Presse einer objektiven Würdigung des, wie ich hoffe, sich erbaulich gestaltenden Handelsaustausches Platz machen werde.

Rakosi konnte und durfte natürlich kein Verständnis zeigen für die schweizerische Auffassung von Pressefreiheit. Er gab jedoch zu, dass ein Aufschwung in den gegenseitigen Wirtschaftsbeziehungen geeignet sei, ganz allgemein das Verhältnis unserer beiden Länder günstig zu beeinflussen. Im übrigen sei auch er durchaus der Auffassung, dass eine Intensivierung des Handelsaustausches anzustreben sei. Die geographische Lage der beiden Länder sei hiezu durchaus geeignet, ebenso ihre Volkswirtschaften, die sich glücklich ergänzen. Das Gespräch mit Herrn Rakosi bestätigt nur den allgemeinen Eindruck, den ich während meiner bisherigen Tätigkeit in Budapest erhalten habe, nämlich dass

es der ungarischen Regierung ausserordentlich daran gelegen sei, gerade mit der Schweiz möglichst gute Handelsbeziehungen zu pflegen.

In diesem Zusammenhang kam Rakosi auch auf die gegenwärtig schwebenden Verhandlungen zu sprechen und meinte, er könne es nicht recht verstehen, dass sich die Schweiz in der Frage der Nationalisierungsentschädigungen gewissermassen als Lanzenbrecher missbrauchen lasse. Die grossen Haifische, wie er sich ausdrückte, seien doch Unternehmen wie die amerikanische Standard Oil Company, der schwedische Zündholztrust u. a., denen gegenüber die schweizerischen Interessen an Bedeutung zurücktreten. Wir müssen damit rechnen, dass die ungarische Delegation uns auf der ganzen Linie erbitterten Widerstand entgegensetze, da später ohnehin die Amerikaner, Engländer, Schweden usw., bei denen es sich um grössere Komplexe handelt, eine Gleichbehandlung für sich in Anspruch nehmen. Rakosi glaubt, es wäre für die Schweiz vielleicht vorteilhafter gewesen zuzuwarten, bis mit diesen Ländern eine Verständigung erzielt worden sei, um nachträglich gegebenenfalls ein günstigeres Resultat zu erwirken. Dabei betonte er nochmals, es sei ihm ganz besonders daran gelegen, mit unserem Lande eine befriedigende Lösung anzustreben. Hiezu erwiderte ich, dass es uns ferne liegt, für andere die Kastanien aus dem Feuer zu holen. Ausserdem könnte späterhin, obschon sein Einwand auf den ersten Blick einer gewissen Logik nicht entbehre, der Spiess umgedreht und uns vorgehalten werden, dass die andern in Betracht fallenden Länder auch nicht mehr erhalten haben. Überdies sei er meines Wissens im Irrtum, wenn er annehme, die schweizerischen Interessen seien an Bedeutung geringer als diejenigen, die er zitiert habe. Ich glaube sogar, dass unsere Ansprüche zusammengezählt den Wiedergutmachungsbegehren jedes andern Landes nicht nachstehen. Rakosi war sichtlich überrascht, da er offenbar der Überzeugung war, unsere Interessen seien nicht so bedeutend. Ich habe den Eindruck, dass meine wiederholte Bitte, seinen Einfluss geltend zu machen, um dieses unliebsame Hindernis in unsern gegenseitigen Beziehungen in einer auch für die Schweiz tragbaren Weise aus dem Wege zu räumen, nicht in taube Ohren gefallen ist.

Abschliessend darf gesagt werden, dass die offene Unterhaltung mit Herrn Rakosi in durchaus freundlichem, ja fast freundschaftlichem Tone geführt worden ist.

33

E 2001(E)1968/83/55
[DoDiS-8443]

Der schweizerische Generalkonsul in Tel-Aviv, P. Ritter, an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre

S Konfidentiell Tel-Aviv, 13. Februar 1950

Mit Schreiben vom 23. November 1949 teilten Sie mir mit[1], dass in der kommenden Märzsession den Kammern eine Botschaft unterbreitet werden soll, dahingehend, das hiesige Konsulat in eine Gesandtschaft zu erheben[2].

Zurückgreifend auf mein Schreiben vom 14. November 1949[3] beehre ich mich zu Ihrer Kenntnis zu bringen, dass auf der Seite Israels die Verstimmung über die Verzögerung dieses Schrittes sehr spürbar weiterbesteht. Es ist deshalb meine Pflicht, Ihnen in diesem Zusammenhang folgendes zu melden und zu wiederholen:

1. Herr Staatspräsident Dr. Chaim Weizmann, eine der markantesten Persönlichkeiten der Gegenwart, ist, wie ich Ihnen dies bereits mehrmals schrieb, schon rein persönlich gekränkt und verletzt, dass die Schweiz mit der Errichtung einer Gesandtschaft solange zuwartete. Offiziell erwartet er, dass unser Land aus verschiedenen Gründen (Sonderstellung der Schweiz zum Zionismus und zur jüdischen Frage, das Abhalten der zionistischen Kongresse in Basel, der Wiege des wiedererstandenen Judenstaates etc.) einen Gesandten ernennt, um seinerseits an die längst in Aussicht genommene Akkreditierung des israelischen Generalkonsuls in Zürich Herrn Tolkowsky als Gesandten in Bern schreiten zu können.

2. Der greise Präsident legt besonderes Gewicht darauf, dass der erste diplomatische Vertreter der Schweiz in Israel sein Beglaubigungsschreiben ihm, der die Schweiz als seine zweite Heimat betrachtet, und nicht dem Aussenminister überreicht.

3. Obschon meine persönlichen Beziehungen zu den einzelnen Ministern und Beamten gut sind und meine Frau und ich uns der Sympathien der massgebenden Persönlichkeiten erfreuen, bekomme ich bei jeder Gelegenheit zu hören und zu fühlen, wie sehr das schweizerische Verhalten die Israelbehörden schmerzt und kränkt. Die leitenden Kreise sind in diesen Dingen hyperempfindlich. Die Elite setzt sich eben aus russischen Juden zusammen. Auf die orientalische und grosszügige Mentalität der alten Garde muss man unbedingt Rücksicht nehmen. Junge Staaten sind immer empfindlich. Die Juden sind es im Quadrat. Das diplomatische Korps hat sich hier nun konstituiert und einzig die Türkei unterhält in Tel-Aviv einen Geschäftsträger, der allerdings den

---

1. *Nicht ermittelt.*
2. *Vgl. die* Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung betreffend die Errichtung einer Gesandtschaft in Israel (vom 12. Mai 1950), *BBl, 1950, Bd. 102, I, S. 1161 f.*
3. *Nicht abgedruckt.*

Titel eines bevollmächtigten Gesandten hat, obschon sich in Ankara ein Israel-Gesandter befindet. Dieser Umstand fusst auf politischen Gründen, ist doch die Türkei der erste islamische Staat, der Israel bisher anerkannte. Obschon es sich hier um eine nur vorübergehende Massnahme handelt, ist der Empfangsstaat deswegen sichtbar verschnupft.

4. Israel ist nicht nur ein Staat von einer Million hier lebender Juden, sondern eine internationale Macht von mindestens 16 Millionen Juden, die über die ganze Welt verstreut leben und überall eine führende Rolle spielen. Deswegen kann man Israel nicht mit den arabischen Nachbarn vergleichen, die keinen geschichtlichen Tiefgang haben und auf sehr schwachen Füssen stehen.

5. Die hiesige Regierung und die Judenheit würden es als zum mindesten schmerzlich empfinden, wenn ihr Vertreter in Bern, der in Zürich seinen Umzug dorthin bereits vorbereitet, nicht zum Gesandten ernannt werden könnte und am Schwanze des diplomatischen Korps in der Hauptstadt der ältesten Demokratie der Welt marschieren müsste.

6. Mit einem Hinweis darauf, dass mit Rücksicht auf die arabischen Staaten oder aus finanziellen Erwägungen der Bundesrat keine Voll-Lösung des Gesandtschaftsproblemes in Tel-Aviv finden könne, wird man das hiesige «Faché» nicht nur nicht beheben können, sondern nur vertiefen. Die hiesige Vertretung kostet, so oder so gleichviel. Es wäre somit schade, wenn die Schweiz, deren Export nach Palästina in der Mandatszeit ca. 1 Million Franken im Jahr betrug und die ihre Ausfuhr nach Israel im Jahr 1949 bereits auf 9 Millionen Franken heraufschraubte[4], im Hintertreffen verbleiben müsste, falls sie ihrem Vertreter bei den Juden einen Rang geben will, der ihn seinen Kollegen gegenüber in eine untergeordnete Position geraten lässt. Israel ist schliesslich nicht ein arabischer Staat, sondern der Sitz der Regierung eines internationalen Volkes, das nach einem Unterbruch von 2000 Jahren wieder in das Konzert der Mächte tritt und darin über kurz eine wichtige Rolle spielen wird. Der Fall Israels ist einmalig in der Weltgeschichte. Schon heute sitzen in vielen internationalen Kommissionen Vertreter Israels oder Juden, die aus Rancune der Schweiz eines Tages einen Streich spielen können. Vorsehen heisst hier vorbauen. Es ist deshalb wichtig, dass der Chef der ersten diplomatischen Mission bei den Juden, eben wegen der Internationalität, die Israel anhaftet, keine geringere Stellung hat wie seine Kollegen.

Indem ich Sie bitte, mich für alle Fälle jetzt schon verständigen zu wollen, an welchem Datum ungefähr die Erhebung des Konsulates in eine Gesandtschaft wird vollzogen werden können, benutze ich auch diesen Anlass gerne, um Sie, Herr Bundespräsident, meiner ausgezeichnetsten Hochachtung und vollen Ergebenheit zu versichern.

---

4. *Zu den wirtschaftlichen Beziehungen der Schweiz mit Israel vgl.* E 7110(-)1967/32/1201.

34

E 2001(E)1967/113/864
[DoDiS-8502]

Der Vorsteher des Militärdepartements, K. Kobelt, an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre, des Volkswirtschaftsdepartements, R. Rubattel, und des Departements des Innern, Ph. Etter[1]

STUDIENKOMMISSION FÜR ATOMENERGIE, INTERNATIONALE ZUSAMMENARBEIT

S Bern, 13. Februar 1950

Im Oktober 1949 erhielt der Präsident der Schweizerischen Studienkommission für Atomenergie (SKA), Prof. Dr. Scherrer, eine Einladung zur Einweihung des von Philips für die holländische Atomenergiekommission gebauten Cyklotrons in Amsterdam, zusammen mit der Mitteilung, es sei beabsichtigt, anlässlich dieser Einweihung mit Vertretern verschiedener kleinerer Staaten (Holland, Belgien, Dänemark, Schweden, Norwegen, Schweiz) die Frage einer allfälligen Zusammenarbeit auf dem Gebiete der Kernphysik zu besprechen[2].

Nach Prüfung dieser Fragen teilten wir dem Präsidenten der SKA mit, dass einer Teilnahme schweizerischer Wissenschafter an der beabsichtigten Konferenz nichts im Wege stehe, dass sie jedoch nur in ihrer Eigenschaft als Leiter der ihnen unterstehenden wissenschaftlichen Institute und nicht als Vertreter irgendwelcher schweizerischen Behörden zu betrachten wären[3].

Professor Scherrer und Professor Huber, Basel, nahmen hierauf die Einladung an und nahmen an der Konferenz zusammen mit Vertretern der obenerwähnten Staaten, mit Ausnahme von Norwegen, welches sich nicht vertreten liess, teil. An dieser am 11. November 1949 stattgefundenen Konferenz wurde festgestellt, dass die einzelnen kleinen Staaten die Mittel nicht aufbringen können, um die Atomforschung in ähnlicher Weise zu fördern, wie dies durch die Grossstaaten geschieht. Namentlich sind nirgends genügend Mittel vorhanden, um eine sogenannte Pile (Uran-Maschine) zu bauen, oder auch grosse Beschleunigungsmaschinen, wie sie für die Fortführung der Grundlagenforschung notwendig wären. Es wurde über die Frage diskutiert, ob nicht wenigstens ein Austausch von Erfahrungen und Daten zwischen den Kleinstaaten stattfinden sollte, wogegen die Frage, ob mit gemeinsamen Geldmitteln eine Uranmaschine oder ein Accelerator gebaut werden sollte, offen gelassen wurde.

An der Sitzung der Studienkommission für Atomenergie vom 14. 12. 49 berichteten Prof. Scherrer und Prof. Huber über diese Konferenz[4]. Die Kom-

---

1. *In einer handschriftlichen Notiz vom 15. Februar schrieb A. Zehnder an Ph. Zutter:* Est-ce que vous vous occupez de cette affaire? Ou voulez-vous que je prépare la réponse. J'ai moins de scrupules que M. Kobelt quant à la collaboration entre petits Etats européens.
2. *Für eine Zusammenfassung der Ergebnisse dieser Gespräche vgl. das Schreiben von P. Scherrer an R. von Wattenwyl vom 14. November 1949,* E 9500.77(-)1971/159/2.
3. *Nicht ermittelt.*
4. *Vgl.* E 5155(-)1971/202/65.

mission war sich der Schwierigkeit einer solchen Zusammenarbeit, selbst wenn sie sich rein auf den industriellen Sektor beschränken würde, durchaus bewusst und beschloss, die Frage der Industriekommission für Atomenergie unter dem Vorsitz von Direktor Th. Boveri zur Begutachtung vorzulegen. Andererseits hielt man es für richtig, den Kontakt mit der holländischen Atomenergiekommission aufrecht zu erhalten.

Inzwischen traf ein vom 5. 1. 50 datiertes Schreiben des Sekretärs der holländischen Atomenergiekommission, Professor Woltjer[5], ein mit dem Ersuchen, die Schweiz möge ihren Entschluss betreffend die Zusammenarbeit in der Frage der Atomphysik bekannt geben und der Einladung, nochmals zwei Delegierte zu einer Konferenz nach Amsterdam zu entsenden, an welcher eine solche Zusammenarbeit beschlossen und in definitive Form gebracht werden soll.

Unsere Auffassung kann wie folgt festgehalten werden:

1. Es ist selbstverständlich, dass eine internationale Zusammenarbeit nur auf rein wissenschaftlicher Grundlage mit dem ausdrücklichen Zweck, die Studien auf dem Gebiet der Kernphysik zum Zweck ihrer Ausnützung für industrielle und volkswirtschaftliche Zwecke zu fördern, zur Diskussion stehen kann.

2. Es ist zweifellos richtig, dass unsere Mittel, wie auch diejenigen der übrigen in Frage kommenden Kleinstaaten unzureichend sind, um mit den Grossstaaten auf diesem wichtigen Gebiet Schritt halten zu können. Namentlich vom Standpunkt unserer Industrie aus ist es notwendig, dass die Schweiz Mittel und Wege findet, damit auf dem Gebiet der Kernphysik, welches vielleicht geeignet ist, in absehbarer Zeit eine ähnliche Stellung einzunehmen wie heute das Gebiet der Elektrotechnik, unsere Forschung nicht zurückbleibt. Dies kann nur in Zusammenarbeit mit andern kleinen Staaten, bei welchen Gewähr für loyale Einstellung vorhanden ist, bis zu einem gewissen Grad erreicht werden.

3. In finanzieller Beziehung scheinen namentlich in Schweden, möglicherweise auch in Holland und Belgien, bedeutend günstigere Verhältnisse vorzuliegen als in der Schweiz. Nach Angabe von Prof. Scherrer verfügen die dortigen Kernphysiker über sechsmal höhere Kredite als in der Schweiz. Andererseits dürfen wir ohne Unbescheidenheit erklären, dass in qualitativer Beziehung die in der Schweiz vorhandenen Kräfte diejenigen der andern in Frage stehenden kleinen Staaten unbedingt überragen, und dass die Schweiz durchaus in der Lage wäre, im Rahmen der beabsichtigten Zusammenarbeit eine führende Rolle zu übernehmen.

4. Nach unserer Ansicht kann auf den Vorschlag, mit gemeinsamen Mitteln eine Uranmaschine oder einen grossen Beschleuniger zu bauen, nicht eingetreten werden. Dagegen könnte eventuell einer Zusammenarbeit in zwei Beziehungen zugestimmt werden, nämlich:

a) Bezüglich des Austausches von experimentellen Erfahrungen und theoretischen Daten und

---

5. *Vgl.* E 9500.77(-)1971/159/3.

b) könnte eine Arbeitsteilung in der Weise vorgenommen werden, dass in den einzelnen Ländern bestimmte Probleme besonders intensiv verfolgt und deren Resultate den andern anschliessend bekannt gegeben würden.

Es wäre auch die Frage zu prüfen, ob unsere Delegierten als Vertreter der schweizerischen Behörden, als Vertreter der Schweizerischen Studienkommission für Atomenergie oder als Vertreter der Eidg. Technischen Hochschule zu bezeichnen wären[6]. Es scheint uns, dass dieser letzteren Lösung der Vorzug zu geben wäre, indem die betreffenden Herren als Wissenschafter, ohne offizielle Mission der Regierung sich beteiligen würden.

Wir möchten aber noch die Auffassung Ihrer Departemente kennen, da uns gerade der aussenpolitische und der volkswirtschaftliche Aspekt der Frage besonders wichtig erscheint[7]. Wir möchten auf dem politischen Gebiete namentlich auch darauf hinweisen, dass die Zusammenarbeit auf dem Gebiete der Atomforschung mit Staaten der Westunion doch bis zu einem gewissen Grade von den Oststaaten als eine Zusammenarbeit auf dem Gebiete der militärischen Rüstungen angesehen werden könnte. Die Erklärung, dass es sich für uns um die volkswirtschaftliche Auswertung der Energie handle, wird wohl kaum Glauben finden und als blosse Tarnung angesehen. Vom Standpunkt der Wahrung unserer Neutralität aus scheint uns deshalb eine zu enge Zusammenarbeit nicht sehr angezeigt. Mit einem andern neutralen Staat, wie beispielsweise Schweden, liesse sich allenfalls ein gemeinsames Vorgehen noch eher rechtfertigen.

Wir wären Ihnen dankbar, wenn Sie zu diesen Fragen Stellung nehmen wollten[8].

---

6. *Vgl. zu dieser Frage das Schreiben von Ph. Zutter an H. Vallotton vom 3. März 1950. Nicht abgedruckt.*
7. *Vgl. das Schreiben von M. Petitpierre an K. Kobelt vom 3. März 1950 und das Schreiben von R. Rubattel an K. Kobelt vom 8. März 1950. Nicht abgedruckt.*
8. *Vgl. das Schreiben von K. Kobelt an die Kriegstechnische Abteilung vom 20. März 1950,* E 27/19038/3 (DoDiS-8594).

35

E 2800(-)1990/106/19
[DoDiS-7235]

Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre[1]

Résumé d'un entretien avec le Maréchal Montgomery à Mürren[2], le 15 février 1950, à 20 h. 15

Strictement confidentiel *[Berne, 15 février 1950]*

Le Maréchal Montgomery a commencé son tour d'horizon par une récapitulation des événements historiques les plus saillants des dix dernières années. Les deux événements primordiaux de l'année 1941 furent l'attaque allemande contre la Russie, et celle du Japon contre les Etats-Unis d'Amérique, étendant ainsi les hostilités au monde entier. En 1942, trois événements sont à signaler: la bataille navale de la mer de corail, la bataille de Stalingrad et la bataille d'El Alamein. Leur signification respective équivaut à l'enrayement décisif de l'expansion nipponne en Australie et en Nouvelle-Zélande, à l'avance allemande en Russie et à la menace que l'Allemagne faisait peser sur l'Afrique. Après ces trois batailles, les Alliés pouvaient envisager avec certitude de gagner la guerre.

Comme conséquence de cette nouvelle situation, il y eut plusieurs conférences entre les Alliés, à savoir celle de Téhéran en 1943, qui n'a pas mené à des résultats concrets, et celle de Yalta en janvier 1945, qui revêt par contre une importance primordiale, du fait que pour amener les Russes à déclarer la guerre au Japon, les Alliés leur ont fait des concessions énormes en Europe orientale. Les Russes en ont conclu que leurs Alliés avaient peur d'eux. Nous subissons donc aujourd'hui le contrecoup des fautes commises à Yalta sur le plan diplomatique.

Soulignant que tout ceci appartient maintenant à l'histoire, le Maréchal Montgomery a abordé les événements actuels. D'après lui, il existe deux points névralgiques dans le monde d'aujourd'hui, à savoir l'Allemagne et le sud-est de l'Asie. La situation qui règne en Allemagne serait imputable, pour la plus grande part, aux Alliés. Ces derniers l'ont d'abord divisée en deux zones et ensuite les Alliés occidentaux ont divisé leur propre zone en trois. Le danger prééminent est donc que l'Allemagne fasse cause commune avec les Russes afin de réaliser son unité, quitte à se retourner contre eux, une fois réalisées ses aspirations nationales. En outre, on peut constater dans certains milieux allemands, voire même dans des milieux autres que communistes, une certaine sympathie pour la Russie. Les Alliés occidentaux se neutralisant dans leur

---

1. *Cette notice est rédigée par R. Hunziker.*
2. *M. Petitpierre se trouve dans cette localité de l'Oberland bernois pour participer à une séance de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national. Résidant dans le même hôtel, B. L. Montgomery exprime le vœu de s'entretenir avec le Président de la Confédération. Sur ce séjour de B. L. Montgomery en Suisse, cf. aussi N° 30 dans le présent volume.*

action en raison de leurs intérêts contradictoires, il en résulte une indécision dans leur attitude à l'égard de l'Allemagne, indécision que les Russes exploitent à outrance. Il ne reste plus une minute à perdre. Il faudrait établir un bloc solide des pays de l'Europe occidentale, dans lequel on incorporerait l'Allemagne, en vue de créer une barrière efficace contre l'invasion russe[3].

L'alliance des «Puissances à Bruxelles» n'était qu'un premier pas dans cette voie. On se souviendra que le Maréchal Montgomery a été chargé d'élaborer un plan commun pour la défense militaire des cinq puissances participantes. A ce propos, le Maréchal relève en passant qu'il a toujours eu pour principe de faire remarquer qu'il n'était qu'un soldat, que comme tel il n'avait pas à décider entre la guerre et la paix, que son rôle devait se borner à renseigner à fond les politiciens auxquels incombait la tâche de prendre les décisions importantes. Dans ses pourparlers avec les plénipotentiaires des puissances réunies à Bruxelles, il a rencontré beaucoup de difficultés. Au lieu de chercher en quoi ils pouvaient contribuer, ils se réunissaient pour voir ce qu'ils pouvaient obtenir d'une telle alliance. La France par exemple qui, par sa position géographique et sa tradition historique, devrait être forte puisqu'autour d'elle devrait s'organiser la défense stratégique de l'Europe occidentale, cette même France était très faible. Chaque fois que Montgomery avait obtenu que ses idées sur la défense de l'ouest soient plus ou moins acceptées, les ministres français compétents étaient éliminés du Gouvernement du fait de la chute du cabinet dont ils faisaient partie. Mais comme quelques-uns d'entre eux se retrouvaient dans la nouvelle équipe gouvernementale, le Maréchal arrivait quand même peu à peu à faire accepter son point de vue. D'une façon générale, on peut dire qu'il était extrêmement difficile d'amener les hommes d'Etat des cinq pays en cause à se mettre d'accord même sur une simple question de détail. Il a cité comme exemple le problème suivant: pour mener à bien un plan de consolidation et de défense de l'Europe occidentale, il était absolument essentiel de se servir, d'une façon ou de l'autre, du potentiel de travail du peuple allemand. Les hommes d'Etat présents ont craint déjà que le Maréchal Montgomery ne veuille réarmer l'Allemagne, ce qui n'était nullement le cas.

Passant à la Suisse, le Maréchal a déclaré que notre pays jouait un grand rôle dans son plan stratégique. Lors de ses tournées d'inspection, de la Méditerranée jusqu'à la Mer du Nord, par la chaîne des Alpes et en longeant le Rhin, il a eu l'occasion d'examiner notre système de défense. Pour le Maréchal, il est souhaitable que la Suisse garde à tout prix sa neutralité sur le plan militaire. Ceci exige que notre armée et nos méthodes de défense correspondent aux nécessités de l'heure. Si la Suisse n'était pas à même de se défendre, le plan du Maréchal Montgomery pour la défense stratégique de l'Europe s'effondrerait.

---

3. *Sur la conception de défense de l'Ouest de Montgomery, cf.* Memorandum Montgomery über die östliche Verteidigungslinie der Westalliierten, 14. 9. 1949, E 5800(-)-/1/2. *Il est le résultat d'un voyage d'étude de Montgomery, de la Méditerranée aux bords du Rhin jusqu'à la mer du Nord, entre le 18 août et le 10 septembre 1949.*

Sur le plan économique par contre, Montgomery suggère que la Suisse poursuive une politique de coopération de plus en plus étroite avec les autres pays de l'Europe occidentale. Il craint que, dans le cas contraire, nous courrions le risque d'être isolés avec toutes les répercussions fâcheuses qu'une telle situation entraînerait pour nous.

Le Maréchal a tenu à commenter ensuite la situation sur un autre point névralgique du monde, à savoir le sud-est de l'Asie. Par une politique contradictoire, les Puissances occidentales sont arrivées à aggraver la situation de façon telle que la Chine doit être considérée comme définitivement acquise au communisme et à la Russie. En outre, les puissances occidentales risquent de perdre l'Indochine. Le Maréchal n'exclut pas la possibilité de voir la Birmanie passer également dans le camp adverse, encore avant l'Indonésie. Il croit qu'à ce moment-là le danger communiste s'étendra à la Malaisie et aussi à l'Inde, de sorte qu'il en résulterait un bloc d'un milliard d'habitants aux ordres de Moscou. Il est absolument nécessaire de tâcher de remédier à cet état de chose par un plan commun entre la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la France et les Pays-Bas avant que n'éclate une conflagration catastrophique.

D'une façon générale, j'ai confirmé au Maréchal Montgomery qu'aussi pessimistes que soient ses vues, il était intéressant de constater qu'elles correspondaient aux miennes, ceci était d'autant plus remarquable que nos sources d'information étaient différentes.

Suite de l'entretien, à 21 h. 30:

Le Maréchal Montgomery déclare que la Suisse jouait un très grand rôle dans le système de défense de l'Europe occidentale et, selon lui, pour deux raisons différentes: d'abord parce que son plan stratégique pour la défense de l'Europe occidentale était basé sur la possibilité qu'a la Suisse de se défendre avec efficacité[4]; ensuite parce qu'il éprouve une grande sympathie pour notre pays.

Selon Montgomery, il est indispensable que la Suisse ne se laisse pas entraîner dans une alliance militaire, mais qu'elle garde une stricte neutralité. Cette considération implique toutefois pour la Suisse que son armée soit véritablement en mesure de défendre le pays.

Après avoir été chargé d'organiser la défense européenne à l'ouest, le Maréchal Montgomery avait entrepris des tournées d'inspection sur une ligne déterminée allant de la Méditerranée à la Mer du Nord. Dans le cadre de ses investigations, il a aussi examiné le système de défense de la Suisse et il est arrivé à la conclusion que l'armée suisse n'était pas à même de défendre notre pays[5]. Ceci avait beaucoup inquiété le Maréchal qui a demandé que l'on procède à un examen minutieux des ressources militaires et du système de défense de la Suisse il y a un an par la mission britannique Cottrell-

---

4. *M. Petitpierre note en marge de ce mot:* sa neutralité.

5. *Dans un entretien avec le Chef de l'Etat-major général de l'armée suisse, le 28 janvier 1950, Montgomery a déjà fait part de ses appréciations sur l'organisation, l'équipement et les dispositifs de l'armée suisse, cf. la note confidentielle de L. de Montmollin du 1er février 1950, N° 30 dans le présent volume.*

Hill[6]. Le rapport de cette mission avait été déposé auprès de l'autorité compétente en Suisse, mais aucun changement n'était survenu qui laissa supposer qu'on avait tenu compte de ses recommandations.

Les constatations du Maréchal visent surtout deux points:

1. Dans le budget militaire de la Suisse, l'aviation occupe un rang disproportionné. Il est tout à fait erroné de vouloir, comme nous le faisons actuellement, créer une aviation basée sur des appareils de chasse modernes, qui coûtent cher et qui, en cas de guerre, ne seraient d'aucune utilité, ceci parce que d'une façon générale le territoire helvétique est beaucoup trop restreint pour permettre le déploiement efficace de telles escadrilles, même si nous possédions des appareils radars placés dans des postes stratégiques avancés, comme par exemple à Trieste, Munich, Strasbourg, etc. Dans ces conditions, notre aviation de chasse si coûteuse constitue un gaspillage d'argent que notre pays ne peut guère se permettre.

Par contre, ce qui nous fait actuellement défaut, ce sont des avions moins puissants, plus lents, destinés à faire la liaison soit entre le commandement et les troupes, soit entre les différentes unités sur le front. Le Maréchal Montgomery estime que ce type d'avions est tout à fait indispensable dans une guerre moderne.

Conclusion: supprimer les avions de chasse. Se servir de la moitié du budget prévu pour l'aviation en vue de l'achat et de l'entretien d'une aviation de liaison et de reconnaissance, et l'autre moitié pour les besoins de l'armée.

2. Les méthodes d'instruction de l'armée suisse sont démodées et par conséquent erronées[7]. Le Maréchal Montgomery n'a pas de doute que les troupes suisses se battraient avec la plus grande bravoure, mais qu'avec les méthodes surannées employées chez nous, elles seraient vouées au massacre. Il est faux d'avoir un groupement d'instruction distinct du service de l'état-major général.

Conclusion: Suppression du Colonel-commandant de corps à la tête du groupement d'instruction. Le remplacer par un jeune, dynamique et réceptif, pas plus élevé au point de vue rang que lieutenant-colonel et colonel. Il serait désirable d'envoyer cet officier par exemple en Grande-Bretagne pour qu'il y apprenne les méthodes modernes d'instruction.

Si cette modification avait lieu tout de suite, le changement nécessaire des méthodes utilisées pour l'instruction de notre armée pourrait s'effectuer dans un délai d'environ un an et demi à deux ans, peut-être juste à temps pour éviter le pire.

Le Maréchal Montgomery a signalé qu'il rencontrerait M. le Conseiller fédéral Kobelt à Zweisimmen en date du 21 février, et qu'il lui remettrait un papier confidentiel contenant les idées et les vues qu'il avait exposées ci-dessus[8].

---

6. *Une traduction allemande de ce rapport du Général britannique R. C. Cottrell-Hill, d'octobre 1949, de 43 pages, se trouve dans* E 5800(-)-/1/2.

7. *Pour la réaction du chef de l'instruction de l'armée, le colonel H. Frick, aux critiques de Montgomery, cf. sa lettre à K. Kobelt du 18 mars 1950,* E 5001(F)-/1/44.

8. *Selon un rapport de K. Kobelt non signé, daté du 25 février 1950, intitulé* Bericht über

J'ai remercié le Maréchal Montgomery d'avoir bien voulu exprimer son opinion sur ces différents points et j'ai ajouté que je ne manquerais pas de m'en entretenir avec le Chef du Département Militaire après la rencontre à Zweisimmen.

Ferienaufenthalt Feldmarschalls Montgomery in der Schweiz, Februar, *la rencontre Kobelt – Montgomery à Zweisimmen a eu lieu le 18 février. Le papier confidentiel remis à Kobelt est daté du 10 février 1950 (à la main) et intitulé* The Swiss Army. The true facts of the situation. February 1950. Memorandum by Field-Marshall Montgomery, E 5800(-)-/1/2 (DoDiS-8874). *Un deuxième entretien eut lieu entre Montgomery et Kobelt, le 22 février 1950, à la Légation de Grande-Bretagne à Berne, au cours duquel le rapport Cottrell-Hill est discuté.*

36

E 2001(E)1967/113/154
[DoDiS-7040]

Der Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, A. Zehnder, an den schweizerischen Gesandten in New Delhi, A. Daeniker

Kopie
S VT Vertraulich. Persönlich Bern, 16. Februar 1950

Für Ihren Brief vom 8. Februar (B.1.13./J.2.21.10/L/mf)[1] bin ich Ihnen sehr dankbar. Alles was Sie in der nächsten Zeit näheres darüber erfahren könnten, würde mich lebhaft interessieren. Ich teile durchaus Ihre Auffassung, dass damit die kriegerische Austragung der Spannung zwischen Ost und West in greifbare Nähe gerückt ist und vermutlich nicht auf den Südosten Asiens beschränkt bleiben wird.

Was nun die schweizerische Anerkennung des Regimes Bao Dai anbetrifft, so haben wir hier eine Note der französischen[2] und englischen Vertretung[3] darüber erhalten. Sowohl der Botschafter wie der englische Gesandte haben mündlich beigefügt, ihre Regierungen würden grossen Wert darauf legen, dass die Anerkennung durch die Schweiz bald erfolge. Gleichzeitig wurden wir in einer mündlichen Demarche des sowjetrussischen Gesandten[4] eingeladen, zu prüfen, ob nicht die Bedingungen für die Anerkennung Ho Chi Minh's gegeben seien. Die Russen stützen sich dabei auf die Tatsache, dass die Franzosen selber in den Jahren 1946 und 1947 mit Ho Chi Minh als gleichberechtigtem Partner verhandelt hätten.

---

1. *Vgl. das Schreiben von A. Daeniker an A. Zehnder. Nicht abgedruckt.*
2. *Vgl. die diplomatische Note der französischen Botschaft vom 4. Februar 1950. Am gleichen Tag überreichte der französische Botschafter dem Politischen Departement zwei ähnliche Noten betreffend die Anerkennung von Kambodscha und Laos. Nicht abgedruckt.*
3. *Vgl. die diplomatische Note der britischen Gesandtschaft vom 9. Februar 1950. Nicht abgedruckt.*

Unsere Auffassung, die ich auch den erwähnten Gesandten offen zum Ausdruck gebracht habe, ist die, dass wir gar keinen Grund sehen, im jetzigen Augenblick Stellung diesem Konflikt gegenüber zu beziehen. In absehbarer Zeit werden wir also weder Bao Dai noch Ho Chi Minh anerkennen. Immerhin knüpfte ich an diese Erklärung den Vorbehalt des Schutzes der schweizerischen Interessen in Indochina an. Ich lasse jetzt den Umfang dieser Interessen prüfen. Es ist dies notwendig, weil der französische Botschafter mir erklärte, wir hätten in Saigon einen Konsul, dessen Exequatur vielleicht erneuert werden müsste, was uns unter Umständen zwingen könnte, zumindest de facto-Beziehungen zu Vietnam, Laos und Cambodge aufzunehmen[5]. In Viet Minh haben wir, wenn ich richtig orientiert bin, überhaupt keine Interessen.

---

4. *Nicht ermittelt.*
5. *Trotz fehlender Anerkennung gestalteten sich die Beziehungen des schweizerischen Konsulates in Saigon mit den lokalen Behörden unproblematisch. Vgl. das Schreiben von J. Studer an A. Zehnder vom 20. September 1952*, E 2001(E)1972/33/78 (DoDiS-7043).

37

E 2001(E)1967/113/391
[DoDiS-8683]

Notice interne du Département politique[1]

JH Berne, 27 février 1950

A la suite d'une séance qui a réuni chez M. le Conseiller fédéral Kobelt M. Bührle, le colonel de Watteville et le soussigné, le Chef du Département militaire vous prie de consentir à une interprétation plus large de l'arrêté du Conseil fédéral concernant le matériel de guerre, du 28 mars 1949[2], en autorisant:

1) l'exportation en France de canons Oerlikon destinés à être montés sur des vedettes, sans exiger l'engagement de non-réexportation prescrit par l'art. 15[3];

2) l'exportation d'armes en Egypte et en Israël, en vertu de la nouvelle situation nationale et internationale[4].

M. Bührle développa les arguments suivants:

Depuis quelques années, il doit prélever environ fr. 1'500'000 sur ses réserves pour permettre à son établissement de vivre. De 86'000'000 qu'il

---

1. *Cette notice, destinée à M. Petitpierre, est rédigée par J.-A. Cuttat.*
2. *Cf. RO, 1949, pp. 315–322. Sur l'adoption de l'arrêté, cf. DDS, vol. 17, N° 123* (DoDiS-4180) *et PVCF N° 641 du 29 mars 1949*, E 1004.1(-)-/1/503 (DoDiS-6460).
3. *Sur cette question, cf.* E 2001(E)1967/113/391.
4. *Sur l'exportation d'armes en Egypte, cf. N° 122 dans le présent volume. Cf. aussi le procès-verbal des délibérations du Conseil fédéral de la 18e séance du 7 mars 1950,* E 1003 (-)-/1/R 3104.

devrait être, le chiffre d'affaires est tombé à 16'000'000. Dans le domaine des armes, l'exportation est tombée au-dessous de 5'000'000 par an alors qu'elle devrait être de 20'000'000. La situation devenant toujours plus inquiétante dans le domaine des machines, notamment en raison de la concurrence allemande, la fabrique d'Oerlikon ne peut subsister que si on l'autorise à vendre des armes en Orient.

Le colonel de Watteville abonda dans le sens de M. Bührle; il constata que la situation est de plus en plus menaçante pour toute l'industrie suisse de l'acier. Les ouvriers eux-mêmes réclament une interprétation moins stricte de l'arrêté et il ne doute pas que le parti socialiste est en train de changer d'attitude à cet égard.

M. le Conseiller fédéral Kobelt, tout en faisant remarquer à M. Bührle qu'il ne pourra jamais compenser entièrement par des exportations d'armes le fléchissement de ses exportations de machines, reconnut que la situation n'est plus la même qu'il y a un an. D'une part, la situation économique s'est aggravée en Suisse et, d'autre part, les hostilités ont cessé en Palestine[5]. Ne peut-on pas dire que le Proche-Orient n'est plus un foyer de guerre?

J'ai fait remarquer ce qui suit:

Pour ce qui est de l'exportation susvisée en France, le Département politique peut se rallier au point de vue du Département militaire, parce que les canons ne représentent qu'une petite partie des vedettes auxquelles ils seront incorporés, en sorte que cette exception à la règle ne risque pas de devenir un précédent.

Quant à l'exportation en Orient, il incombe au Conseil fédéral de décider s'il veut abandonner, ou du moins atténuer considérablement, le critère adopté jusqu'à présent pour interdire une exportation d'armes. Etaient considérées jusqu'à présent comme susceptibles de «nuire aux intérêts de la Suisse» (art. 1er, alinéa 2) les exportations destinées à des pays considérés comme «foyers de guerre» (ou comme «situés au carrefour de tensions politiques»). La situation en Proche-Orient a-t-elle changé à cet égard? Je ne le crois pas; toutefois, les autorités fédérales ne sont pas liées par ce critère, qui n'est que l'une des interprétations possibles de la notion d'intérêt du pays. Il est donc loisible au Conseil fédéral, dans le cadre de l'arrêté, d'autoriser l'exportations d'armes à destination de l'Orient et du Proche-Orient, mais la situation serait alors la suivante: la Suisse livrerait des armes au monde entier, sauf aux pays situés derrière le rideau de fer.

De l'avis de M. Bührle, le risque d'«isoler» ainsi les pays situés derrière le rideau de fer importe peu, parce que cet isolement n'apparaîtra pas; en effet, nos fabriques d'armes s'abstiendront en fait, à l'avenir comme par le passé, d'exporter dans cette direction pour ne pas indisposer les Américains, ce qui nous dispensera de refuser l'autorisation[6].

En conclusion, l'arrêté nous permet d'autoriser la livraison d'armes en Egypte et en Palestine, mais ce changement de pratique comporte certains

---

5. *Cf. DDS, vol. 17, Nos 4* (DoDiS-1959) *et 110* (DoDiS-4400).
6. *Cf. table méthodique du présent volume:* Commerce Est-Ouest.

aspects politiques dont l'appréciation vous incombe. Pour entrer dans les vues de M. Kobelt, qui vous prie instamment de consentir aux livraisons d'armes en Egypte et en Israël, le plus simple serait peut-être de dire que depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté, la situation internationale a changé en ce sens que le monde entier est devenu «foyer de guerre»; cette notion ne saurait donc plus servir de critère pour les exceptions prévues à l'article 1er et force nous serait, en quelque sorte, de l'écarter et de décider dans chaque cas particulier si une livraison d'armes est ou non de nature à nuire aux intérêts du pays. Or, nous ne craignons guère les reproches éventuels de l'Egypte ou d'Israël[7].

7. *La question de l'exportation d'armes dans ces deux pays est discutée par le Conseil fédéral lors de sa séance du 7 mars 1950. Cf. le procès-verbal des délibérations du Conseil fédéral de la 18e séance du 7 mars 1950,* E 1003(-)-/1/R 3104 (DoDiS-8907).

38

E 2001(E)1967/113/275
[DoDiS-8637]

Le Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique, A. Zehnder, au Ministre de Suisse à Paris, P. A. von Salis

Copie
L OD

Berne, 27 mars 1950

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre rapport, daté du 24 février[1], sur l'ensemble des affaires contentieuses encore en suspens entre la Suisse et la France[2].

C'est avec un très vif intérêt que nous avons pris connaissance des informations contenues dans cet exposé, dont les considérations finales ont retenu tout particulièrement notre attention.

Nous avons d'ailleurs saisi l'occasion de la récente visite de M. Bauer, Conseiller de légation, pour faire avec lui, à Berne, le 7 de ce mois, un nouveau tour d'horizon. Nous avons repris, depuis lors, l'examen approfondi de chacun des problèmes qui nous préoccupent.

Ces conversations nous ont conduits aux constatations que voici: De prime abord, la diversité des affaires en cause et l'inexistence d'une compensation possible entre elles nous engagent à penser qu'il est préférable de continuer à les traiter séparément. Ceci ne doit pourtant pas vous empêcher de présenter aux autorités françaises, en un seul document, la liste générale de nos revendications, afin de leur démontrer combien nombreuses sont encore les questions qui attendent toujours leur solution et de marquer tout le prix que nous

1. *Pour ce rapport du 24 février 1950, cf.* E 2001(E)1967/113/274.
2. *Pour un tour d'horizon des affaires contentieuses encore en suspens entre les deux pays, traitées dans ce document, cf. la notice interne du Département politique du 13 mars 1950,* E 2001(E)1969/121/178.

attachons à leur règlement. Nous vous laissons le soin d'agir de la manière que vous jugerez la plus opportune.

I. *Frais d'internement.*

a) *Militaires français*.

La question peut en principe être considérée comme liquidée, la France ne contestant pas notre créance de 11,5 millions de francs suisses. Il importe néanmoins d'obtenir encore, sans nouveau délai, la reconnaissance inconditionnelle écrite du Gouvernement français et, par la suite, de convenir avec lui des modalités de paiement et de transfert. Nous vous saurions gré d'agir dans ce sens[3].

b) *Troupes polonaises et belges rattachées au 45ème Corps d'armée français.*

Ces frais d'internement se décomposent comme suit:

Fr. 92'152'458 pour les militaires polonais

Fr. 703'337.– pour les militaires belges.

Les autorités françaises contestent devoir quoi que ce soit à ce titre. On ne peut, dès lors, que regretter de n'avoir pas établi un protocole d'internement lorsque ces troupes sont entrées en Suisse. Cependant, examiné sous son angle juridique, ce problème devrait pouvoir être résolu, car il semble évident que la responsabilité internationale de la France vis-à-vis de la Suisse est engagée. Le Département fédéral des Finances n'entend pas, pour sa part, renoncer à cette créance, pas plus qu'il ne tient à la voir négociée au préjudice de l'extension à nos nationaux des bénéfices de la loi française sur les dommages de guerre.

Nous ne nous dissimulons pourtant pas que les chances de faire triompher la thèse suisse devant un tribunal arbitral sont faibles: au mieux 50% si l'on s'en rapporte à l'avis de droit du Professeur Sauser-Hall. D'autre part, tenter de faire valoir ces prétentions envers l'Etat polonais serait matériellement illusoire, d'autant plus qu'alors nous ne pourrions plus nous retourner contre la France et inversement.

Quant à la Belgique, ce pays nous avait proposé spontanément de traiter nos compatriotes sur un pied d'égalité avec ses propres ressortissants en matière de dommages de guerre en échange de l'abandon de nos créances d'internement de Fr. 703'337.– et Fr. 70'316.–, ce dernier chiffre correspondant aux frais occasionnés par les militaires qui relevaient directement de l'armée belge. Mais le montant en jeu, moins de 1 million de francs, justifierait-il, au regard des 90 millions du cas polonais, de créer un tel précédent? Nous ne le pensons pas.

Nous nous proposons, dès lors, de déléguer à Paris notre collaborateur, M. Bindschedler, avec la mission de procéder avec le contentieux du Ministère des Affaires étrangères à l'examen juridique prévu à l'époque entre les délégations suisse et française et de tenter d'arriver à une solution de droit et de

---

3. *Par lettre du 26 décembre 1950, le Gouvernement français s'engage à rembourser la totalité de la créance suisse par le canal de l'Union européenne des paiements, cf. le rapport de la Légation de Suisse à Paris du 24 janvier 1951, cf. N° 76 dans le présent volume.*

fait. Cet agent étant absent jusqu'au 15 mai prochain, nous vous fixerons, dès son retour, sur les détails de l'entrevue projetée[4].

II. *Dommages de guerre.*

Il est évident qu'en l'absence de tout accord franco-suisse en la matière, on ne saurait guère demander l'assimilation de nos nationaux aux Français sinistrés. D'autant plus que pareille exigence serait en contradiction avec le principe que nous défendons au chapitre des profits illicites.

Il ne reste qu'à ajourner encore la discussion de ce problème qui doit néanmoins figurer au nombre de nos revendications, l'argument à faire valoir étant la non discrimination de traitement des Suisses par rapport aux autres étrangers.

III. *Réquisition de marchandises suisses par les autorités françaises.*

Nous sommes d'accord avec vous d'abandonner nos ultimes revendications, le Ministère français des Finances vous ayant confirmé, par note du 25 février 1950[5], comme vous vous y attendiez d'ailleurs, que l'arrangement de septembre 1947 était un accord forfaitaire et qu'il mettait fin à toutes prétentions de notre part relatives à des marchandises suisses réquisitionnées par les autorités françaises. A la suite de votre communication du 7 mars, nous avons fait savoir à la Division du Commerce que nous considérions cette affaire comme liquidée vis-à-vis de la France[6].

IV. *Nationalisations.*

a) *Gaz et électricité, intérêts liechtensteinois.*

Par note du 14 février, le Ministère des Affaires étrangères vous a prié, en vue de l'application aux ressortissants de la Principauté de la convention franco-suisse du 21 novembre 1949[7], de lui procurer, outre un relevé des intérêts liechtensteinois atteints par les mesures de nationalisation dans les industries du gaz et de l'électricité en France, certaines indications sur les propriétaires de titres.

Les informations requises ont été immédiatement demandées par nos soins à la Légation de la Principauté, d'une part, et à l'Associations suisse des Banquiers, de l'autre. L'ASB a entrepris dès le 6 mars une enquête auprès de ses membres en vue de déterminer le montant des titres français de gaz et d'électricité de propriété liechtensteinoise et placés sous la gérance d'une banque suisse ou gérés pour le compte de ressortissants suisses qui les auraient acquis de personnes liechtensteinoises postérieurement au 1er septembre 1945. A la date du 13 mars, une seule annonce avait été faite à l'ASB, qui s'attend néanmoins à d'autres notifications. Etant donné que, de son côté, le Gouvernement de la Principauté ne nous a pas encore fourni les renseignements

---

4. *Ce projet de voyage de R. Bindschedler à Paris est resté sans suite.*
5. *Non reproduite.*
6. *Par la même lettre du 26 décembre 1950 (cf. note 3), les autorités françaises s'engagent à rembourser le solde dû de Fr. 10'743'050.40.*
7. *Pour la négociation de cette convention, cf. N° 22 dans le présent volume.*

sollicités, tenant compte aussi du bref délai restant encore à disposition pour la remise des déclarations portant acceptations du règlement d'indemnisation annexé à la convention nous vous demandons d'élaborer une note à l'intention du Quai d'Orsay réservant dès à présent les droits des intéressés liechtensteinois dont les déclarations ne pourraient être enregistrées jusqu'au 31 mai 1950, date de forclusion. Cette note pourrait être déposée au début du mois d'avril sauf instruction contraire de notre part.

b) *Compagnie genevoise du gaz.*

Nous avons eu le 23 février une conférence avec les directeurs de cette société, qui nous ont remis un aide-mémoire résumant leur attitude en cette affaire. L'essentiel de cet exposé a été transmis par l'entremise de vos services aux autorités françaises, dont nous ne connaissons pas jusqu'à ce jour la réaction. Dans l'intervalle, les délégués de l'entreprise lésée se sont rendus à Paris pour y reprendre des négociations directes avec ces mêmes autorités qui ne semblent pas mettre beaucoup d'empressement à entrer dans les vues de la société suisse. C'est pourquoi, si un accord privé n'intervient pas d'ici au 1er mai prochain, il conviendra, à titre de solution transitoire et afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la Compagnie genevoise, de demander par note au Ministère des Affaires étrangères la faculté pour cette entreprise d'adhérer à la convention franco-suisse du 21 novembre 1949, après le délai limite du 31 mai 1950, voire même après que le Conseil d'Etat se sera prononcé sur le recours encore pendant qu'elle a interjeté. Ceci ne doit pas vous empêcher d'appuyer, dans toute la mesure du possible, les démarches en cours en vue d'accélérer le règlement de cette affaire sur le plan privé.

c) *Nationalisation de certaines banques, mines et compagnies d'assurances.*

Bien qu'aucune disposition spéciale ne soit prévue dans les lois relatives à la nationalisation de ces secteurs en faveur des intérêts étrangers (à la différence de la loi du 8 avril 46 sur l'électricité et le gaz, art. 13), nous entendons pousser nos démarches en vue d'obtenir un dédommagement équitable en faveur des propriétaires suisses d'actions, titres et parts, lésés par ces mesures de nationalisation. Comme nous vous l'avons écrit le 3 de ce mois, nous nous rendons parfaitement compte des difficultés qu'il y aura à surmonter pour aboutir à un règlement de ce litige. Toutefois, et en dépit de l'importance plutôt modeste des intérêts en jeu, nous ne voudrions pas encourir le reproche d'avoir défendu des capitaux considérables dans le domaine de l'électricité et du gaz et de n'avoir rien entrepris dans celui des banques, mines et assurances.

Cependant, pour des raisons tactiques, nous sommes également d'avis d'attendre que le Gouvernement belge soit arrivé à un premier résultat dans ses négociations avec la France à ce même sujet, avant de prendre une initiative. Nous nous réservons donc d'arrêter définitivement, de concert avec vous, notre ligne de conduite à l'égard des autorités françaises d'ici deux à trois semaines.

d) *Transfert à la sécurité sociale du risque-accidents du travail.*

La question de l'indemnité revendiquée par les sociétés suisses opérant en France, privées de leur portefeuille risque-accidents du travail, doit être

gardée à vue. A notre sens, des négociations ne sauraient raisonnablement débuter avant que le Gouvernement français ait pris une décision à l'égard de ses propres compagnies. Il faut donc, avant d'aller de l'avant, voir la tournure que prendront les pourparlers engagés entre la Fédération française des sociétés d'assurances et l'Etat. Ceci ne veut pas dire que les directeurs parisiens des assurances suisses doivent renoncer à des conversations officieuses avec le Ministère des Finances et du Travail et ne pas chercher éventuellement à aboutir à une compensation directe de créances mutuelles, comme vous le leur avez proposé.

e) *Nationalisation de la Fabrique de tabac et cigarettes F. J. Burrus à Ste Croix aux Mines (Alsace).*

Cette société en nom collectif, qui appartient pour les 2/3 aux ressortissants suisses de même nom, a été nationalisée par un décret Laval en 1935, à l'exclusion des immeubles, outillages et fournitures. En 1947, la nationalisation a été étendue aux bâtiments, machines et fournitures. Les requérants ont demandé notre intervention pour obtenir que l'indemnité de dépossession, qui doit être fixée par la commission gouvernementale au courant du mois d'avril de cette année, soit calculée selon la formule prévue dans le décret-loi du 30 octobre 1935 et revalorisée au cours du change à cette date, à savoir Frs. 20.– pour FrFr. 100.–, ce qui représenterait pour les trois associés suisses un montant de près de 5,5 millions de francs suisses.

Nous cherchons présentement à déterminer si les intéressés ont épuisé tous les moyens de traiter directement avec les autorités françaises, ce qui ne paraît pas être le cas. Il n'en reste pas moins que nous serons vraisemblablement amenés à saisir officiellement le Gouvernement français de cette affaire, ignorée jusqu'ici de votre Légation, et qu'elle doit être incluse dans la liste des cas litigieux. Nous sommes conscients de la difficulté qu'il y aura à nous entremettre en faveur de cette société qui, si nous sommes bien informés, est constituée selon le droit français.

f) *Pharmacie.*

Nous poursuivons l'étude de cette question complexe avec les services fédéraux intéressés et vous savons gré des efforts que vous déployez de votre côté dans ce domaine pour délimiter le cadre de négociations futures. Nous vous demandons de persévérer dans cette voie jusqu'au moment où il apparaîtra que des pourparlers peuvent être entamés avec quelques chances de succès.

V. *Profits illicites.*

Lors de son passage à Berne, le 7 mars, M. Bauer nous a fait un résumé de la conférence qui s'est tenue au Quai d'Orsay entre les représentants de votre Légation et ceux du Ministère des Affaires étrangères et des Finances.

Nous attendons, avec l'intérêt que vous devinez, la réponse française à la note de la Légation du 3 octobre 1949. Cette réponse, qui nous permettra d'aller de l'avant, devrait, selon nous, contenir la proposition d'un règlement pratique des cas rangés dans trois catégories selon la formule que vous avez

proposée et qui établit une discrimination entre nos nationaux suspects d'avoir réalisé des profits:

a) en violation de la réglementation économique;

b) dans des opérations de commerce avec l'ennemi;

c) en violation de la réglementation économique et au cours d'opérations avec l'ennemi.

Le collaborateur que nous vous avons spécialement délégué le 16 de ce mois s'emploie présentement à réunir sur chaque cas les éléments d'information qui nous permettront d'articuler des chiffres et de donner plus de poids à nos interventions.

Il importe, dans l'intervalle, de demander au Gouvernement français de surseoir à l'exécution de toutes peines prononcées contre des ressortissants suisses accusés de profits illicites, vu les divergences qui, en cette matière, ont surgi en France entre les tribunaux et le Conseil d'Etat, voire même entre les tribunaux.

En tout état de cause, nous sommes fermement décidés, comme vous le savez, à ne pas céder sur le principe du droit des gens, selon lequel la notion du commerce avec l'ennemi n'est pas applicable aux neutres.

Nous ajoutons qu'ainsi que nous vous l'avons fait savoir par lettre du 23 mars, nous demanderons à notre Légation à Madrid de s'efforcer de se procurer le texte de l'arrangement franco-espagnol auquel vous faites allusion dans votre message du 16 du même mois.

VI. *Créances suisses sur des maisons allemandes en France.*

1. *Movag SA Zurich c/Conti Press, Paris*.

2. *Bommelli c/Princesse von Pless*

3. *Sphinxwerke Müller & Co., Soleure c/Stotz-Kontakt*.

L'attitude du Gouvernement français, qui s'est déclaré incapable de satisfaire les créanciers suisses sur des avoirs allemands en France, étant responsables de ceux-ci envers l'Agence internationale de réparations, semble être conforme aux décisions prises par les Alliés. La Suisse n'est cependant aucunement liée par elles.

Les créanciers suisses d'Allemands, dont les avoirs ont été saisis, ne sauraient être désintéressés que, soit sur la base d'un arrangement conclu avec les Alliés, en dérogation des dispositions prises en matière de réparations, soit sur la base d'accords bipartites, les Etats contractants acceptant de dédommager ces compatriotes sur la quote-part de réparations qui leur est allouée. Il ressort d'ailleurs des pourparlers qui ont eu lieu dernièrement à Paris entre M. le Ministre Stucki et les autorités françaises que celles-ci seraient éventuellement disposées à régler ce problème par la voie d'un accord de réciprocité.

La France, en ce qui la concerne, persiste pourtant à exiger que les créanciers suisses prouvent que le débiteur allemand ne possède aucun bien hors de France. Nous ne pouvons accepter cette condition qui nous paraît difficilement réalisable. En tout état de cause, nous n'inclinons pas à poursuivre pour l'instant nos démarches envers la France. Il apparaît plutôt indiqué d'attendre la mise en vigueur des dispositions suisses relatives à la liquidation des avoirs

allemands en Suisse qui nous permettront, le cas échéant, de prendre toutes mesures appropriées sur le plan interne. Entre-temps, nous nous efforcerons de rechercher également une solution avec les Alliés lors de nouvelles négociations dans le cadre de l'exécution des accords de Washington[8].

VII. *Perte du S. S. «Generoso».*

Dans la note qu'il vous a fait tenir le 22 février, au sujet de l'affaire du S/S «Generoso», le Ministère des Affaires étrangères a exprimé l'avis qu'il s'agit en l'occurrence d'un dommage de guerre et qu'en l'absence de tout accord franco-suisse en cette matière, notre demande d'indemnisation ne peut être prise en considération.

Les arguments invoqués par le Quai d'Orsay ne nous ont pas convaincus, de sorte que nous avons repris au fond l'examen de ce cas, ce qui nous engagera éventuellement à réentamer les pourparlers avec le Gouvernement français. Si les Français se refusaient à entrer dans nos vues, une solution consistant à recourir à l'arbitrage d'un état tiers pourrait, le cas échéant, être envisagée.

VIII. *Zone française d'occupation en Allemagne.*

a) *Prélèvements.*

Nous espérons que vous serez en mesure de nous fixer très prochainement sur la date à laquelle pourront s'engager des pourparlers tendant à l'octroi d'indemnités aux maisons suisses victimes de prélèvements opérés par les autorités françaises d'occupation en Allemagne[9].

b) *Mesures tendant à limiter la capacité de production de certaines industries.*

Devant l'objection d'incompétence à laquelle il faut s'attendre de la part de la France, qui se retranche derrière les accords de Potsdam pour justifier les mesures prises à l'encontre d'industries suisses en Allemagne, nous nous appliquons à être prêts à ouvrir aussi des négociations par la voie diplomatique avec les Gouvernements anglais et américain.

Dans le cas de la SA pour l'Industrie de l'Aluminium contrainte de démonter un atelier sis sur la rive droite du Rhin, et dont le matériel doit être affecté aux réparations, la solution préconisée par la France consistant à se faire attribuer par priorité ce matériel qu'elle serait prête à laisser à ce moment-là à la disposition des intéressés suisses moyennant compensation, ne nous agrée guère.

En tout état de cause, la SA pour l'Industrie de l'Aluminium entend bien récupérer ces machines sans bourse délier. Nous envisageons encore de procéder par l'entremise de notre représentation diplomatique en Allemagne occidentale à une enquête visant à déterminer si des entreprises de propriété suisse ont été plus fortement touchées par des mesures de démontage que d'autres appartenant au même groupe de production. Si les résultats de celle-ci étaient concluants, il semble qu'une solution transactionnelle dans le cadre d'un accord forfaitaire pourrait être trouvée.

---

8. *Cf. table méthodique du présent volume:* Suite de l'Accord de Washington.
9. *Cf. DDS, vol. 16, N° 70* (DoDiS-1989).

Il serait pourtant souhaitable que, dans l'intervalle, votre Légation approchât derechef les autorités françaises pour chercher à définir leurs intentions.

Telle est, en résumé, la marche à suivre par votre Légation, dans l'impossibilité où nous nous trouvons d'aborder de front l'ensemble de ces diverses questions avec les autorités françaises. Certaines d'entre-elles – nous pensons entre autres aux nationalisations et aux profits illicites – pourraient éventuellement faire l'objet de prochaines négociations parallèles dont nous serions prêts à étudier les modalités une fois en possession des données qui nous font encore défaut. Notre programme de revendication s'en trouverait alors sensiblement allégé et, à la lumière des résultats obtenus, peut-être serait-il possible d'arriver à un compromis sur les autres points en suspens[10].

---

10. *Sur l'état des revendications suisses à l'égard de la France, en plus du rapport indiqué sous note 1, cf. la lettre de P. A. von Salis à A. Zehnder du 31 mai 1951,* E 2200.41(-)-/39/63 (DoDiS-8705).

39

E 2001(E)1967/113/823
[DoDiS-7082]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Ministre de Suisse à Prague, R. Hohl[1]

Copie
L WA Confidentielle Berne, 31 mars 1950

La situation des enfants grecs détenus dans certains pays de l'Est préoccupe vivement l'opinion publique suisse et les autorités fédérales. L'ONU a adopté en 1948[2], vous le savez, une résolution confirmée en 1949 et aux termes de laquelle ces enfants devraient êtres rendus à leurs parents, pour autant que ceux-ci le demandent. Cette décision n'a eu aucune suite.

Ce qui se révèle impossible aux institutions internationales pour des raisons politiques et presque passionnelles, la Suisse ne pourrait-elle pas tenter de le faire? Nous nous rendons compte de la difficulté que pourrait présenter une telle tâche et n'avons rien voulu entreprendre avant que les tentatives faites sur le plan international aient été épuisées. La dernière en date émane du Comité international de la Croix-Rouge, lequel, d'entente avec le Secrétariat des Nations Unies, avait convoqué pour le 9 mars à Genève une conférence des représentants des Croix-Rouge des pays détenteurs. Seule la Yougoslavie répondit qu'elle accepterait si les autres pays intéressés faisaient de même. Tel ne fut pas le cas et la réunion ne put avoir lieu.

---

1. *Une lettre semblable est envoyée aux Légations de Suisse à Varsovie, Sofia, Budapest, Bucarest et avec des modifications à Belgrade.*
2. *Cf.* E 2001(E)-/1/158.

En Suisse, une série d'émissions radiophoniques faites par M. Paul Ladame à Radio-Genève a rencontré un accueil très favorable. L'opinion publique dans sa très grande majorité verrait avec sympathie une œuvre de notre pays en vue du rapatriement de ces enfants. Environ 110'000 signatures ont été envoyées à Radio-Genève, ainsi que des offres spontanées d'hébergement en Suisse pour une moyenne d'un mois en faveur de 8 à 9000 enfants. Plusieurs milliers de francs ont été remis également.

Cette circonstance nous incline à entreprendre une démarche, bien que nous ne nous dissimulions pas combien il sera difficile d'arriver à un résultat positif. Il s'agira d'une démarche diplomatique auprès de tous les pays détenteurs d'enfants grecs et que nous vous prions d'entreprendre auprès du Gouvernement tchécoslovaque[3]. A notre avis, il faudrait avant tout éviter de provoquer un raidissement de l'attitude des pays détenteurs et par conséquent il conviendrait d'employer des arguments excluant toute position politique. Il est à présumer cependant que les Républiques populaires – abstraction faite de la Yougoslavie – qui détiennent actuellement les enfants dont il s'agit, prendront l'avis du Gouvernement soviétique. Aussi avons-nous décidé de prendre les devants auprès de Moscou et simultanément avec l'envoi de la présente lettre que nous adressons également à ceux de vos collègues qui entrent en ligne de compte, nous aurons un échange de vues avec le représentant de l'URSS à Berne auquel nous remettrons l'aide-mémoire dont copie ci-jointe qui contient l'essentiel de nos intentions[4].

En remettant cet aide-mémoire, nous insisterons sur le fait que nos vues sont purement humanitaires et rentrent dans le cadre de l'attitude que la Suisse a eue à l'égard des victimes de la guerre pendant et après les hostilités. Nous offrons notre entremise par esprit d'entr'aide, pensant qu'il pourrait être plus facile aux gouvernements des pays détenteurs d'accepter notre proposition du moment qu'elle procède d'un gouvernement décidé à donner à l'opération dont il s'agit un caractère aussi peu ostentatoire que possible. Il va de soi que notre but est en définitive la restitution des enfants à leurs parents, de quelque côté qu'ils se trouvent de la barricade qui sépare les esprits en Grèce à l'heure actuelle. Leur séjour en Suisse ne serait donc que provisoire, mais pourrait sans doute durer assez longtemps pour que la restitution puisse avoir lieu individuellement ou par petits groupes, ne donnant lieu à aucune démonstration tapageuse.

Notre offre portera sur tous les enfants réclamés par leurs parents. Cela coïncide d'ailleurs avec les résolutions adoptées à l'unanimité par les participants à l'Assemblée générale des Nations Unies en 1948 et 1949. D'après les listes dressées par le CICR, ces enfants se monteraient à environ 8600. On pourrait, si le principe du rapatriement tel que nous le prévoyons était admis, envisager des listes de priorité fondées, par exemple, sur l'état de santé et sur

---

3. *Annotation dans le texte original:* (selon le destinataire: polonais, bulgare, hongrois, roumain, yougoslave).

4. *Cf. la notice de M. Petitpierre sur son entretien du 31 mars 1950 avec A. Koulagenkov. Non reproduite.*

l'âge. Il serait possible également, peut-être, d'englober dans l'opération des enfants qui ne sont pas réclamés par leurs parents, c'est-à-dire ceux dont l'identité est mal établie, mais qui expriment le désir de retourner chez eux. Toutefois, pour le moment nous sommes d'avis qu'il ne conviendrait pas d'entrer dans trop de détails et de nous borner aux mineurs réclamés par leurs parents conformément aux résolutions de l'ONU.

Sur le plan pratique, des dispositions seraient prises par nos soins d'entente avec le CICR, la Croix-Rouge suisse et tous les organismes suisses humanitaires ou techniques dont nous pourrions avoir besoin. Des commissions devraient être créées non seulement pour assurer le transport des enfants en Suisse, mais encore pour établir leurs conditions d'accueil dans leurs familles en Grèce après un séjour plus ou moins prolongé dans notre pays. Notre objectif n'étant pas de garder ces enfants en Suisse, il est évident que leur séjour dans notre pays ne devrait pas être trop long.

Nous vous prions de faire part de notre intention au gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité en utilisant les arguments les plus susceptibles de provoquer une acceptation. Quoi qu'il en soit, nous estimons qu'il s'agit d'une offre de collaboration à laquelle la Suisse ne pourrait pas se soustraire, quelles que soient ses chances de succès, et qui correspond non seulement au sentiment du peuple suisse, mais encore du Parlement dans sa grande majorité et du Conseil fédéral. On a pu constater, lors des émissions radiophoniques mentionnées plus haut, que l'opposition très violente des milieux d'extrême-gauche s'est circonscrite dans un rayon restreint. Si d'ailleurs les gouvernements intéressés acceptaient, cette position négative tomberait d'elle-même. Nous vous prions donc de faire tous vos efforts pour tâcher d'aboutir à un résultat.

Il nous semblerait peu indiqué que d'autres pays fussent mis au courant de nos intentions avant que nous connaissions la réponse de principe des gouvernements intéressés. La France et la Suède[5], sauf erreur, se proposent elles aussi d'offrir leur entremise. Nous n'avons pas voulu leur suggérer une action commune qui, à notre sens, aurait moins de chances de succès encore. Le moment venu, nous informerons la France et la Suède, ainsi que l'Angleterre et les Etats-Unis, de notre intervention.

En vous remerciant d'ores et déjà de la diligence, du tact et de la discrétion dont vous ferez preuve pour engager cette affaire à laquelle nous attachons une grande importance, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération[6].

---

5. *Sur le rôle de la Croix-Rouge suédoise dans la question des enfants grecs, cf. le rapport politique N° 24 de C. Stucki du 14 décembre 1950,* E 2300 Athen/8 (DoDiS-7084).

6. *Dans sa notice non reproduite du 9 juin 1950* (DoDiS-7083)*, J. Ruedi dresse le bilan suivant des efforts déployés par la Suisse:* Résultat obtenu par la Suisse jusqu'à présent: zéro. Bien que quatre détenteurs ne se soient pas encore prononcés, le manque d'enthousiasme mis à répondre à nos propositions nous permet de croire que rien de favorable ne peut être attendu. *La notice contient également une proposition sur la ligne de conduite à adopter dans l'avenir.*

40

E 1004.1(-)-/1/515
[DoDiS-8055]

BUNDESRAT
Beschlussprotokoll der Sitzung vom 31. März 1950

632. Ausrichtung von Vorschüssen und Beiträgen an schweizerische Fachleute zur Aufnahme von Unterhandlungen und Untersuchungen in wirtschaftlich zurückgebliebenen Ländern

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 27. März 1950.
Finanz- und Zolldepartement. Mitbericht vom 30. März 1950.

Das Volkswirtschaftsdepartement unterbreitet folgenden Bericht und Antrag:

«I. Das Problem der technischen Unterstützung wirtschaftlich zurückgebliebener Länder ist in letzter Zeit stark in den Vordergrund getreten. Für die Koordination der verschiedenen internationalen Bestrebungen auf diesem Gebiete soll durch die Vereinigten Nationen ein sogenanntes ‹Technical Assistance Board› (TAB) geschaffen werden[1]. Die Bedeutung, die dieser durch die Vereinigten Nationen zu erfüllenden Aufgabe beigemessen wird, ergibt sich schon daraus, dass Präsident Truman in seiner Inauguraladresse vom Januar 1949 die Entwicklung rückständiger Länder als das wichtigste Ziel seiner Präsidialperiode bezeichnet und ein hierauf bezügliches Hilfsprogramm ausgearbeitet hat, das nun Gegenstand eines Gesetzentwurfes vom 18. Januar 1950 bildet[2]. Darin wird nebst einer allfälligen Mitwirkung der Vereinigten Nationen und anderer internationaler sowie privater Organisationen zur Verwirklichung des Programms auch auf die Möglichkeit direkter bilateraler Zusammenarbeit zwischen einem Kulturstaat und einem wirtschaftlich rückständigen Land hingewiesen. Im Mai dieses Jahres wird in Amerika eine internationale Konferenz zur Behandlung der Frage der technischen Unterstützung an wirtschaftlich zurückgebliebene Länder stattfinden, zu der auch Nichtmitgliedstaaten der Vereinigten Nationen eingeladen werden sollen[3].

Wenn die Frage der Unterstützung zurückgebliebener Länder für die Vereinigten Staaten unter politischen und wirtschaftlichen Gesichtspunkten von ausserordentlicher Bedeutung und Tragweite ist, so tritt für uns der politische Aspekt selbstverständlich in den Hintergrund. Um so stärker sind, abgesehen von Überlegungen humanitärer Art, die wirtschaftlichen Motive, die uns veranlassen müssen, nicht beiseite zu stehen, sondern uns in bestmöglicher Weise in diese grosse internationale Aufgabe einzuschalten. Es ist anzunehmen, dass von den Vereinigten Nationen und den andern massgebenden internationalen Instanzen ein Projekt wird ausgearbeitet werden, dem die Schweiz schon aus

---

1. *Vgl.* E 2001-04(E)-/6/11.
2. *Zu Trumans «Point Four»-Programm vgl. das Schreiben von K. Bruggmann an A. Zehnder vom 24. Februar 1950, ebd.*
3. *Die Konferenz fand vom 12.–14. Juni 1950 in Lake Success statt.*

Gründen der internationalen Solidarität ihre Mitwirkung nicht wird versagen können[4]. Anderseits dürfen wir uns von einer solchen Kollektivaktion für unser Land nicht zuviel versprechen. Hier werden die Grossstaaten und vor allem Amerika das Wasser auf ihre Mühlen zu leiten verstehen. Wir werden deshalb alle Anstrengungen machen müssen, um uns auf dem für uns viel günstigeren Wege bilateraler Verhandlungen mit einzelnen Ländern unsern Anteil an den zu vergebenden Aufträgen zu sichern. In welcher Weise hier am zweckmässigsten vorzugehen ist und mit welchen organisatorischen Mitteln das Ziel am besten erreicht wird, ist gegenwärtig Sache der Prüfung zwischen den an der Frage interessierten Stellen[5].

II. Abgesehen von der Frage der technischen Unterstützung im Rahmen der Vereinigten Nationen sowie der in Prüfung befindlichen grundsätzlichen Frage bilateraler Verhandlungen der Schweiz mit einzelnen Ländern, stehen wir aber jetzt schon angesichts einer Reihe konkreter Anfragen vor der Notwendigkeit, bestimmte Auftragsmöglichkeiten abklären zu lassen. Derartige dringliche Anfragen liegen zur Zeit aus einer grösseren Anzahl von Ländern vor, wovon namentlich aus Persien, Nepal, Angola und Libanon bezüglich der Durchführung kartographischer Aufnahmen[6]. Professoren der Eidgenössischen Technischen Hochschule und andere zur grundsätzlichen Stellungnahme ersuchte Gruppen privater Sachverständiger verfügen nicht über die erforderlichen Mittel, um in diese Länder zu reisen und die nötigen Verhandlungen mit den Regierungen zu führen. Einer solchen vorgängigen Kontaktnahme ist jedoch eine massgebende Bedeutung zuzumessen, weil sie dazu benützt werden soll, die betreffenden Regierungen von der Überlegenheit der schweizerischen Verfahren für die Ausführung der vorgesehenen Arbeiten zu überzeugen und sie zu veranlassen, bei den aufzustellenden Pflichtenheften zum mindesten auch die schweizerischen Methoden zu berücksichtigen.

Der ganzen Angelegenheit ist deshalb besondere Aufmerksamkeit zu schenken, weil erfahrungsgemäss nach den kartographischen Aufnahmen Untersuchungen über die Ausnützung des Landes nach verschiedenen Richtungen (Wasserkräfte, Wälder, Bodenschätze, Erschliessung des landwirtschaftlichen Bodens, usw.) notwendig werden und es, wenn die Aufgaben schweizerischen Wissenschaftern übertragen werden, leichter ist, weitere Studienaufträge für unsere Spezialisten zu erhalten. Diese wiederum können, wenn es zur Auswertung der gewonnenen Erkenntnisse kommt, ihren Einfluss dahin geltend machen, dass schweizerische Industrien bei der Lieferung der technischen Ausrüstungen berücksichtigt werden.

Was die Bedeutung dieser allfälligen wirtschaftlichen Auswirkungen auf lange Sicht anbelangt, vertritt das Präsidium des Schweizerischen Schulrates der Eidgenössischen Technischen Hochschule in einem Exposé vom 14. 2. 1950 an das Eidgenössische Politische Departement folgende Auffassung, der wir uns durchaus anschliessen können:[7]

---

4. *Vgl. BR-Prot. Nr. 697 vom 14. April 1950,* E 1004.1(-)-/1/516 (DoDiS-7662).
5. *Vgl.* E 7170(B)1968/167/1.
6. *Vgl.* E 2001-04(E)-/6/10.
7. *Vgl.* E 2001-04(E)-/6/11.

‹Wenn in einem der technischen Hilfe teilhaftig werdenden zurückgebliebenen Gebiet die Exportwirtschaft eines bestimmten Staates Fuss fassen könnte, beispielsweise durch die Erstellung von Verkehrsanlagen, Bewässerungsanlagen, Wasserkraftwerken, thermischen Kraftwerken oder durch die Zurverfügungstellung von wissenschaftlichen Equipen für photogrammetrische Landesaufnahmen, geologische Untersuchungen usw., so wird ein späteres Eindringen in solche bestehende oder potentielle Märkte für andere Länder mit grössten Schwierigkeiten verbunden sein … Aus früheren Kolonien werden souveräne Staaten, die in der ersten Phase ihrer Unabhängigkeit meist einem extremen Nationalismus huldigen, die aber gerade in dieser Phase ihrer staatlichen Entwicklung zu einem gewissen Teil auf die wissenschaftliche, technische und wirtschaftliche Beratung durch prominente Ausländer angewiesen sind.

Diese Lage der Dinge führt zu folgenden Erscheinungen:

An Stelle fehlender oder in ungenügendem Ausmass vorhandener einheimischer wissenschaftlicher Institute werden wissenschaftliche und technische Arbeitsgruppen aus dem Ausland treten, welche die Voraussetzungen für eine technische und wirtschaftliche Entwicklung des Landes schaffen sollen, beispielsweise durch photogeologische Prospektionen, geologische Untersuchungen, kartographische Zusammenstellung der Befunde, usw. Statt dass durch eine noch ungenügend entwickelte einheimische Industrie einzelne Maschinen, Geräte, Produkte eingekauft werden, bestellen der nun neu entstandene Staat oder Gruppen von Industriellen im Ausland vielfach ganze Industrieanlagen, vielleicht unter Einschluss der Verpflichtung zur Schulung der erforderlichen Arbeiterschaft und des benötigten Kaders. Die besondere Gefahr besteht dabei darin, dass die schweizerische Exportwirtschaft, wenn sie nicht frühzeitig genug – unter Umständen bereits durch die Stellung der wissenschaftlichen und technischen Equipen für die Landesvermessung z. B. – in der Wirtschaft des betreffenden Landes Fuss fassen kann, später nur noch unter grössten Schwierigkeiten in den neuen Markt einzudringen vermag, um sich einen nennenswerten Anteil an den Importbedürfnissen zu sichern.

Die vorstehend skizzierte Veränderung der staatlichen Stellung früherer Kolonien innerhalb der Völkergemeinschaft und die sie begleitenden Erscheinungen eines ausgeprägten Nationalismus und einer, wenigstens vorübergehenden gefühlsbetonten Ablehnung der einstigen Kolonialmächte, schaffen in der heutigen Entwicklungsperiode günstige Voraussetzungen für die Schweiz. Die Tatsache, dass wir als neutraler Kleinstaat keine machtpolitische Bedrohung darstellen, dass wir aber anderseits in wissenschaftlicher und wirtschaftlicher Beziehung auf einer hohen Stufe der Entwicklung stehen, lässt den Beizug schweizerischer Staatsangehöriger als Experten und Berater und die Anschaffung von schweizerischen Industrieprodukten als besonders wünschenswert erscheinen.›

Um die bestmögliche Zusammenarbeit der hauptsächlichen Stellen zu gewährleisten, die sich mit den Problemen der Unterstützung wirtschaftlich zurückgebliebener Länder zu befassen haben, wurde am 8. März 1950 eine neungliedrige, unter dem Vorsitz des Präsidenten des Schweizerischen Schulrates stehende Koordinationskommission geschaffen, die vor allem die geeig-

neten Fachleute ausfindig zu machen und diese auf die Durchführung der ihnen anvertrauten Aufgaben vorzubereiten hat.

Aus den dargelegten Gründen und in Anbetracht der grossen sowohl durch die USA als auch durch andere Grossmächte unternommenen Anstrengungen zur Mitwirkung an der wirtschaftlichen Erschliessung rückständiger Gebiete und angesichts des natürlichen Vorsprungs, den diese Grossstaaten und insbesondere Amerika besitzen, scheint es uns ein dringliches Gebot zu sein, dass der Bund schweizerischen Fachleuten die Einleitung der unumgänglichen Unterhandlungen mit gesuchstellenden Ländern finanziell erleichtert. Da das angestrebte Ziel mit den Belangen der Arbeitsbeschaffung in unmittelbarem Zusammenhang steht, dürfte die Ausrichtung der zu diesem Zweck erforderlichen Vorschüsse am besten aus Arbeitsbeschaffungsmitteln erfolgen. Dazu könnten die noch vorhandenen, wegen der durch den Bundesratsbeschluss vom 27. 12. 1946 angeordneten Sistierung von Arbeitsbeschaffungsmassnahmen nicht in Anspruch genommenen Mittel verwendet werden, wobei uns ein Höchstbetrag von Fr. 200'000.– unter den gegenwärtigen Umständen für das hier vorgesehene Sofortprogramm als angemessen erscheint[8]. Es wird ein entsprechender Nachtragskredit beantragt und an den Bundesrat gleichzeitig das Begehren gestellt werden, er möchte schon vor der Kreditbewilligung die Hälfte des genannten Betrages als dringlichen Vorschuss bewilligen. Die rechtliche Grundlage für dieses Vorgehen ist durch die Bestimmung unter Ziffer 5 des soeben erwähnten Bundesratsbeschlusses vom 27. 12. 1946 gegeben, die folgendermassen lautet:

‹Die Durchführung weiterer Arbeitsbeschaffungsmassnahmen bleibt der Bewilligung durch den Bundesrat vorbehalten.›

Die vorgesehene Finanzierung hätte sich hauptsächlich in Form einer Ausfallgarantie abzuwickeln, in dem Sinne, dass die zur Verfügung gestellten Mittel in den nach Durchführung der Auslandreise allenfalls auszuarbeitenden Angeboten oder Kostenvoranschlägen einzurechnen und nach der endgültigen Auftragserteilung dem Bund möglichst rasch zurückzuerstatten wären. Durch die Ausrichtung zusätzlicher Bundesbeiträge oder den eventuellen Verzicht auf die volle Rückerstattung der zugesprochenen Mittel soll schweizerischen Fachleuten ausnahmsweise die Möglichkeit gegeben werden, ihren Aufenthalt im Ausland für event. vorzunehmende Vorstudien, Untersuchungen, Besichtigungen und dergleichen kurzfristig zu verlängern, insofern die damit verbundenen Spesen nicht anders gedeckt werden können. Das Präsidium des Schweizerischen Schulrates der Eidgenössischen Technischen Hochschule wäre beauftragt, die Aufsicht über die zweckentsprechende Verwendung der Bundesmittel gemäss einer zwischen ihm und dem Delegierten für Arbeitsbeschaffung abzuschliessenden Vereinbarung auszuüben. Alle Gesuche um finanzielle Unterstützung, also auch diejenigen privater Gruppen von Sachverständigen, müssten dem Präsidium des Schweizerischen Schulrates der Eidgenössischen Technischen Hochschule eingereicht oder dorthin weitergeleitet werden und mit dessen Vorentscheid den zuständigen Bundesstellen zur Prüfung unterbreitet werden. Der endgültige Entscheid über die Gewährung einer

8. *Vgl. BR-Prot. Nr. 3274 vom 27. Dezember 1946,* E 1004.1(-)-/1/476 (DoDiS-8112).

finanziellen Unterstützung würde durch den Delegierten für Arbeitsbeschaffung im Einvernehmen mit dem Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit, der eidg. Finanzverwaltung und der Abteilung Internationale Organisationen des eidg. Politischen Departementes getroffen.»

Gestützt auf diese Erwägungen und in der Erkenntnis, dass eine auf eigener Initiative beruhende Mitwirkung der Schweiz am wirtschaftlichen Aufbau zurückgebliebener Länder in unmittelbarem Interesse unseres Landes liegt, wird antragsgemäss und im Einverständnis mit dem Finanz- und Zolldepartement *beschlossen*:

1. Vom vorliegenden Bericht wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen.

2. Aus den noch verfügbaren, für Arbeitsbeschaffungszwecke reservierten Mitteln, wird ein Betrag von höchstens Fr. 200'000.– abgezweigt, der zur Ausrichtung von Vorschüssen, Ausfallgarantien und Beiträgen an schweizerische Fachleute für die Aufnahme von Verhandlungen und Untersuchungen in wirtschaftlich zurückgebliebenen Ländern dienen soll[9].

3. Die zur Verfügung gestellten Mittel sind durch die Bezüger dem Bunde innert möglichst kurzer Frist zurückzuerstatten, falls ihnen von den interessierten Regierungen Aufträge erteilt werden; in besonderen Fällen kann ausnahmsweise eine zusätzliche finanzielle Unterstützung gewährt oder auf die volle Rückerstattung verzichtet werden.

4. Alle Gesuche im Sinne von Ziffer 2 sind dem Präsidium des Schweizerischen Schulrates der Eidgenössischen Technischen Hochschule einzureichen oder dorthin weiterzuleiten. Es versieht die Gesuche mit einem Vorentscheid und sendet die Unterlagen in je einem Exemplar an den Delegierten für Arbeitsbeschaffung, das Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit, die eidg. Finanzverwaltung und die Abteilung Internationale Organisationen des eidg. Politischen Departementes.

5. Der Entscheid über die Gewährung einer finanziellen Unterstützung wird durch den Delegierten für Arbeitsbeschaffung im Einvernehmen mit dem Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit, der eidg. Finanzverwaltung und der Abteilung Internationale Organisationen des eidg. Politischen Departementes ohne Rekursmöglichkeit getroffen.

6. Die Aufsicht über die ordnungsgemässe Verwendung der Bundesmittel wird durch das Präsidium des Schweizerischen Schulrates der Eidgenössischen Technischen Hochschule gemäss den Bestimmungen einer zwischen ihm und dem Delegierten für Arbeitsbeschaffung abzuschliessenden Vereinbarung ausgeübt.

---

9. *Vgl. BR-Prot. Nr. 697 vom 14. April 1950,* E 1004.1(-)-/1/516 (DoDiS-7662).

41

E 2300 Den Haag/9
[DoDiS-7300]

Le Ministre de Suisse à La Haye, D. Secrétan,
au Président de la Confédération, M. Petitpierre

RELATIONS ENTRE LA SUISSE ET LES PAYS-BAS

RP N° 3 La Haye, 11 avril 1950

J'ai terminé le rapport que j'ai eu l'honneur de vous adresser le 3 avril sur mes premières impressions aux Pays-Bas[1] en vous disant que quatre événements survenus entre 1940 et 1950 déterminent toute la politique du royaume, et par là exercent une influence prépondérante sur les rapports qu'il entretient avec la Confédération suisse. Ces quatre événements majeurs sont:
1. l'agression allemande le 10 mai 1940;
2. la victoire des alliés le 8 mai 1945;
3. l'exécution du plan Marshall à partir de 1948;
4. la perte de l'Indonésie le 27 décembre 1949.

Les relations qu'entretiennent deux pays sont généralement d'ordre politique, économique, financier, culturel.

1. Sur *le plan politique*, l'agression allemande et la victoire due aux alliés a complètement et définitivement détourné les Pays-Bas du principe de la neutralité. Dans ce domaine, la Confédération suisse et la Hollande se séparent, et le rythme s'accélère suivant lequel le royaume s'engage dans des alliances politiques et militaires avec les grandes puissances de l'Ouest.

En 1945, le gouvernement de la reine signe *la Charte des Nations unies* à San Francisco. Le 17 mars 1948, il conclut *le Pacte de Bruxelles*, engagement à cinquante ans d'échéance, et qui institue, à son article 7, un conseil consultatif comprenant la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Une session de ce conseil est prévue, sauf erreur, à Paris pour la mi-avril. Dès le début, la Hollande s'intéresse au plan Marshall, et elle contracte les engagements bilatéraux demandés par les Etats-Unis. Elle doit à l'appui américain, si extraordinairement puissant et efficace, d'avoir pu éviter la faillite. La victoire des alliés avait permis au pays de recouvrer son indépendance, mais elle le laissait épuisé et au bord du gouffre. Sans plan Marshall, le royaume faisait naufrage comme une épave. Les crédits s'élèveraient, de 1948 à 1952, à plusieurs milliards de francs suisses.

Aussi est-ce surtout depuis 1948 que l'on voit les Pays-Bas s'engager de plus en plus vis-à-vis de l'Ouest. A partir du 4 avril 1949, ils sont membres du *Pacte de l'Atlantique*, accord d'une durée de vingt ans; et le conseil prévu à l'article 9 du traité vient de se réunir à La Haye. Il groupait les ministres de la défense nationale de onze sur douze des états contractants; il est convoqué à nouveau pour le milieu du mois de mai.

---

1. *Non reproduit.*

Le 5 mai 1949, les Pays-Bas entrent dans *le Conseil de l'Europe*, à Strasbourg.

Enfin, leur ambassadeur à Washington signe le 27 janvier 1950 le «mutual defence assistance agreement», convention qui se propose de répartir des armements entre les huit états occidentaux, et ce pour un montant d'un milliard de dollars.

Pris au dix-neuvième siècle entre l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, comme la Suisse l'était entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France et l'Italie, les Pays-Bas devaient, logiquement, conclure à une politique de neutralité. L'attaque hitlérienne a réduit ce principe à néant. Il n'y a aucune chance de voir la Hollande revenir en arrière. Les engagements sont pris: la politique de neutralité est enterrée. Dans une conversation que j'avais avec lui il y a quelques jours, M. Stikker, Ministre des affaires étrangères, conciliateur politique de l'OECE et président de cet organisme, me disait: «Nous signons tous les pactes»[2]. Ces mots résument exactement la situation.

Sur le plan politique, les vues de Berne et de La Haye sont donc fort divergentes; nos pays prennent des directions différentes, et le maximum qui puisse être obtenu est de maintenir la compréhension mutuelle.

2. *Domaine économique et financier*. La guerre a considérablement appauvri les Pays-Bas. L'agression allemande, une occupation de cinq années, la résistance, les raids alliés, autant de causes de destructions génératrices de misères. La perte de l'Indonésie, consommée depuis trois mois, aggrave la situation. Le royaume a envoyé des troupes, il a engagé des actions militaires, et maintenant il faut rapatrier par milliers les civils et les soldats. Les mauvaises relations qu'entretiennent entre eux les états membres de l'union indienne et la menace communiste qui plane sur l'Asie du sud-est rendent précaires les accords de la Table ronde, si péniblement et longuement négociés.

Pendant ce temps, la population de la métropole augmente. L'excédent des naissances serait de deux cent mille par an. Il faut des exutoires, mais où les trouver? Le prince Bernhard vient de consacrer trois mois à visiter la plupart des pays de l'Amérique du Nord, du centre et du Sud, dans l'espoir de découvrir des terres d'émigration. Il y serait arrivé jusqu'à un certain point. L'espoir de la Hollande sont, à cet égard, surtout le Canada et l'Australie. Le pays place également son espérance dans une industrialisation encore accrue. Il faut que de commerçants et d'agriculteurs, les Hollandais deviennent aussi producteurs.

Les ressources du royaume en or et en devises fortes sont fort maigres. Il hésite à augmenter sa dette envers nous, et nous à laisser croître nos créances sur lui. On a donc tendance, de part et d'autre, à limiter les relations commerciales aux seuls échanges possibles.

De plus, le gouvernement hollandais a dévalué en septembre 1949[3]. Or, les monnaies faibles ont une propension à se rechercher les unes les autres. Des

---

2. *Sur l'entrevue de D. Stikker avec M. Petitpierre, cf. la notice du 24 août 1950,* E 2800 (-)1990/106/19 (DoDiS-8855).

3. *Sur la dévaluation d'autres pays comme celle de la Grande-Bretagne, cf. N°s 12, 23 dans le présent volume.*

courants s'établissent entre pays qui ont procédé à la même opération. La Finlande, la France, la Suède se félicitent du développement de leur commerce avec les Pays-Bas.

Dans l'entretien que j'avais avec lui et auquel je me suis référé tout à l'heure, le Ministre des affaires étrangères qualifiait nos rapports économiques de «misérables».

Ce n'est pas sans une certaine inquiétude quant à l'avenir de nos relations avec les Pays-Bas que je vois l'orientation politique des deux Etats différer de façon aussi nette et leurs échanges commerciaux s'amenuiser. Je me demande si la Suisse ne pourrait pas chercher à compenser, précisément dans le domaine économique et financier, ce que sa politique a d'incompatible avec la direction prise par les Etats occidentaux.

Des négociations auront lieu à La Haye au début de mai. Leur objet est limité. Des pourparlers plus larges s'engageront au mois d'août[4]. Nous avons le temps d'examiner s'il n'y aurait pas un intérêt politique, pour éviter une séparation qui augmente, à nous intéresser peut-être un peu plus largement que nous n'avons pu le faire jusqu'à présent, et surtout depuis 1948, à l'industrialisation du pays.

Industrie et commerce d'exportation d'une part, finance d'autre part, pourraient chez nous faire converger leurs efforts. Les entretiens que j'ai eus au début du mois de mars avec vous-même, Monsieur le Président de la Confédération, et avec MM. les conseillers fédéraux Nobs et Rubattel[5], tendraient à prouver que, du côté suisse, la bonne volonté et la compréhension sont indéniables.

3. *La question du Rhin*. Les Pays-Bas présentent actuellement pour la Suisse un seul intérêt majeur: c'est le Rhin. Soixante millions de francs suisses ont été investis dans les installations portuaires de Rotterdam. Trois millions de tonnes de marchandises empruntent chaque année la voie du Rhin.

La Suisse a fait pendant la guerre une expérience vitale, la nécessité pour elle de posséder une flotte de haute mer et une flotille sur le Rhin. Le Rhin est notre seule voie d'accès à la mer libre.

Actuellement, la flotte des Pays-Bas est reconstruite, et nos pavillons sont devenus rivaux. La concurrence est forte, avec tout ce que semblable compétition peut entraîner de mauvaise humeur, voire de mauvais procédés.

La Convention de Mannheim de 1868 assure la libre utilisation du fleuve à tous les états riverains. Nous nous faisons les défenseurs de ce principe. Nous avons un allié dans ce domaine dans la personne du ministre des affaires étrangères des Pays-Bas; M. Stikker m'a assuré que son département est résolument en faveur de l'Acte de Mannheim. Le Ministère de l'économie nationale et celui des affaires étrangères ont sur ce point des vues qui ne concordent pas. Comme j'exposais à M. van den Brink l'importance que revêt pour nous un Rhin libre, le Ministre pour les questions économiques me répondit: «Mettez, je vous pris, le mot liberté entre guillemets».

---

4. *Sur les négociations économiques et le nouvel accord avec les Pays-Bas, cf. PVCF N°1646 du 11 septembre 1950,* E 1004.1(-)-/1/521. *Cf. aussi* E 7110(-)1976/16/32.

5. *Il n'y a pas de traces de ces entrevues.*

L'opinion de M. Stikker est tout autre, et je veux croire que l'influence croissante du Ministre des affaires étrangères finira par influer sur l'attitude du Ministre pour les questions économiques.

4. *Relations culturelles*. Si, sur le plan politique, les conceptions sont différentes; si, dans le domaine économique et financier, les rapports sont limités; si, sur le Rhin les intérêts s'opposent, il n'en est pas de même en matière de culture. Il faut reconnaître que jusqu'à présent seuls les spécialistes de la diplomatie, de l'économie, de la finance ou de la navigation sont au courant des difficultés. Le grand public les ignore, et la sympathie que les deux peuples éprouvent spontanément l'un pour l'autre est à peu près intacte. Seule l'affaire de l'or, présentée par une presse friande de scandale a éveillé des soupçons à notre égard jusque dans les masses[6]. Je crois pouvoir admettre que, dans l'esprit des dirigeants néerlandais, cette affaire est aujourd'hui classée. La Suisse et les Pays-Bas ressentent une certaine affection réciproque, et ce sentiment s'est certainement exprimé chez nous au mois de mars, à l'occasion de ce que l'on peut appeler la consolidation de l'emprunt hollandais. Il peut se manifester librement sur le plan culturel. Il faut dire que, dans ce domaine, nous sommes aidés par une société qui porte, aux Pays-Bas, le nom de «Stichting Nederland-Zwitserland» et, en Suisse, celui d'«Association Suisse-Pays-Bas». En Hollande, elle compte sept cents membres répartis en six groupes régionaux. Un comité central a à sa tête le président de la banque de Rotterdam. Les six groupes locaux ne déploient pas tous la même activité. Les uns sont presque inertes, d'autres très actifs. Le plus remuant est celui de La Haye. Il n'en reste pas moins qu'un concert suisse, qu'un film suisse, qu'une exposition de peinture, qu'un conférencier, sans oublier les gymnastes et les yodleurs, sont presque certains de réussir, à condition que les manifestations ne soient pas exagérément fréquentes.

6. *Sur l'or hollandais, cf. PVCF N° 39 du 5 janvier 1951,* E 1004.1(-)-/1/525 (DoDiS-7783).

42

E 2001(E)1967/113/583
[DoDiS-7711]

Le Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique, A. Zehnder, au Chef du Département politique, M. Petitpierre

No VT — *Berne*, 20 avril 1950

M. Bauer m'a dit à Bâle qu'il faut considérer le discours de M. Bidault à Lyon[1] comme un tournant important dans l'histoire de l'OECE. Selon les conversations qui ont eu lieu dans les coulisses de l'OECE, on est d'avis que

1. *Sur le discours de G. Bidault, cf. la lettre de P. A. de Salis à M. Petitpierre du 24 avril 1950,* E 2300 Paris/104.

l'organisation est placée maintenant devant le problème d'être, après 1952, incorporée soit dans le Conseil de l'Europe, soit dans le Pacte de l'Atlantique. On croit savoir que M. Bidault a prononcé son discours d'entente avec les Britanniques et les Américains. Il s'agirait donc d'une action concertée.

Egalement dans les couloirs de l'OECE, on a fait comprendre à M. Bauer que la décision finale, à savoir l'incorporation au Conseil de l'Europe ou au Pacte de l'Atlantique, dépendra de l'attitude de la Suisse et du Portugal. On veut donc sauver les apparences de l'Europe unie jusqu'à la preuve du contraire.

Dans cet ordre d'idées, la participation de la Suisse dans le groupe des trois membres qui seront désignés par l'OECE comme groupe de liaison avec le Conseil de l'Europe, augmente en importance[2]. De l'avis de M. Bauer, il faudrait choisir de deux maux le moindre et l'autoriser à donner le consentement du Conseil fédéral à la participation de la Suisse au dit groupe. Ainsi que vous le savez, on prévoit de composer celui-ci des représentants de la Suède, de l'Italie et d'un troisième pays à désigner par le Comité exécutif[3], à savoir la Suisse, à laquelle on a déjà proposé ce siège que nous avons refusé lors de la séance du Conseil[4].

Comme il s'agit d'un organe de l'OECE qui ne fait pas partie du Conseil de l'Europe[5], nous pourrions, à la rigueur, accepter le siège qu'on nous offre. Les inconvénients que je vois, c'est qu'on parlera toujours de la Suisse dans la presse lorsqu'il y a aura des questions à discuter entre l'OECE et le Conseil de l'Europe[6]. Quelle que soit notre position, il faut donner à M. Bauer les instructions avant vendredi soir[7].

---

2. *Sur les relations entre l'OECE et le Conseil de l'Europe, cf.* E 2001(E)1967/113/838 *et* 852.

3. *Cf. le procès-verbal de la séance du comité exécutif du 25 avril 1950,* E 2210.2.(-)1973/131/12.

4. *Cf. le procès-verbal de la séance du Conseil des Ministres de l'OECE du 4 avril 1950, ibid. Sur les méthodes de travail de la commission de liaison, cf. la note du Secrétaire général de l'OECE, R. Marjolin, du 13 décembre 1950, ibid.*

5. *Le Conseil de l'Europe installe aussi une commission de liaison composée des représentants de la France, du Royaume-Uni et de la Turquie, cf.* E 2001(E)1967/113/852.

6. *Sur la position de la Suisse vis-à-vis du Conseil de l'Europe, cf. l'exposé de M. Petitpierre à l'occasion de la conférence des ministres suisses de 1949, du 9 septembre,* E 2800(-)1967/61/65 (DoDiS-8835); *sur la conception de la politique européenne de la Suisse, cf. N° 118 dans le présent volume; cf. aussi la table méthodique:* La Suisse et le Conseil d'Europe.

7. *Le Conseil fédéral discute la proposition et décide de participer au groupe de liaison, le 21 avril 1950, cf.* E 1003(-)-/1/R 3104, *A. Zehnder note en marge du présent document:* Téléphoner à Bauer, C*[onseil]* F*[édéral]* d'accord. *Sur les travaux subséquents de la commission de liaison, cf.* E 2001(E)1967/113/838.

43

E 2001(E)1967/113/377
[DoDiS-8083]

Der schweizerische Gesandte bei der Alliierten Hohen Kommission in Deutschland, A. Huber, an den Chef der Polizeiabteilung des Justiz- und Polizeidepartements, H. Rothmund

Kopie
S

Frankfurt am Main, 9. Mai 1950

Zwei Tatsachen veranlassen mich, die Praxis unserer Visaerteilung in Deutschland einer Durchsicht zu unterziehen[1]. Wie ich schon berichtete[2], haben die alliierten Behörden die Vorschriften für die Erteilung des Exit-Permits insofern gelockert, als fortan keine Visumszusicherung der fremden Konsulate mehr gefordert wird[3]. Einen weiteren bedeutsamen Umstand bilden die mit der Bundesrepublik Deutschland getroffenen Vereinbarungen vom 29. April 1950 betreffend den Transfer für Studien- und Erziehungsaufenthalte, für Tuberkulosekuren sowie für den Tourismus[4]. Diese neuen Tatsachen, vor allem aber die Interessen unserer notleidenden Hotellerie[5], der Erziehungsinstitute und der Sanatorien und ferner die namhaften Fortschritte in der Stabilisierung und Normalisierung der politischen und wirtschaftlichen Lage in Westdeutschland rechtfertigen es, Änderungen der bestehenden Vorschriften ins Auge zu fassen. Ich beehre mich, Ihnen einige Anregungen und Empfehlungen zur Prüfung zu unterbreiten:

Laut den massgebenden Kreisschreiben Nr. 447 vom 16. Februar 1948[6] und Nr. 520 vom 10. Juni 1949[7] sind die schweizerischen Vertretungen in Deutschland ermächtigt, in den meisten Fällen von sich aus Einreisebewilligungen zu erteilen. Abgesehen von einer Reihe von Spezialfällen müssen bei deutschen Gesuchstellern die folgenden Prüfungen vorgenommen werden:

a) Ist der Unterhalt gesichert?[8]

b) Ist der Wohnsitz des Gesuchstellers im Konsularkreis?

c) Liegt ein politischer Grund vor, um das Visum zu verweigern?

ad a) Bis jetzt hatten die Gesuchsteller *[den Nachweis]* zu erbringen, dass es sich entweder um eine Geschäftsreise handelt oder um eine Einladung

---

1. *Vgl. auch* E 4300(B)1969/78/1.
2. *Vgl. das Schreiben von A. Huber an A. Zehnder vom 6. April 1950. Nicht abgedruckt.*
3. *Ausreisewillige Personen mussten ab dem 1. Juli 1950 keine Ausreisebewilligung bei der Alliierten Hohen Kommission in Deutschland mehr beantragen, vgl. die Bekanntmachung des Allied Permit Office in Bern vom 27. Juni 1950. Nicht abgedruckt.*
4. *Die Vereinbarungen zwischen der BRD und der Schweiz wurden nicht am 29., sondern am 20. April abgeschlossen, vgl. die diplomatische Note von F. Stedtfeld an W. Hunziker vom 20. April 1950,* E 2001(E)1967/113/648.
5. *Vgl. das Schreiben von E. von Steiger an den Schweizerischen Fremdenverkehrsverband vom 19. Mai 1951,* E 2001(E)1969/121/136 (DoDiS-8082).
6. *Nicht abgedruckt* (DoDiS-8101).
7. *Nicht abgedruckt* (DoDiS-8102).
8. *Handschriftliche Anmerkung:* Bereits aufgehoben.

von Freunden oder Verwandten. Nachdem mit Westdeutschland die oben erwähnte Vereinbarung über den Transfer zugunsten von Aufenthalten in der Schweiz (Studien- und Erziehungsaufenthalte, Tuberkulosekuren, Pilgerreisen, Ausflugsfahrten, Reisen zu kulturellen Veranstaltungen oder zur Erholung) zustande kam, sollten unsere Instruktionen an die neue Lage angepasst werden[9]; beim Vorliegen einer Devisengenehmigung ist eine weitere Prüfung der Kostendeckung überflüssig.

In diesem Zusammenhang wäre auch die Vorschrift zu revidieren, dass für Nicht-Geschäftsreisen die Zustimmung der schweizerischen Gemeinde, in der der Reisende seinen Aufenthalt nehmen will, vorzulegen ist. Im Interesse unserer Hotellerie könnte und sollte bei Aufenthalten mit Reisedevisen auf diesen Nachweis, welcher von den Interessenten als umständlich und zeitraubend empfunden wird, verzichtet werden. Ich wäre Ihnen sehr verbunden, wenn Sie darüber hinaus prüfen wollten, ob nicht generell auf diese Bestätigungen der Gemeinden verzichtet werden könnte. Da es sich hierbei um eine innerschweizerische Angelegenheit handelt, bin ich nicht in der Lage, mich darüber zu äussern, kann Ihnen aber nur bestätigen, dass mir bis heute kein Fall bekannt ist, in dem eine Gemeinde bei Erholungsaufenthalten diese Bestätigung verweigert hätte.

ad b) Wie Ihnen bekannt ist, benötigen deutsche Staatsangehörige, die sich ins Ausland begeben wollen, eine Ausreisebewilligung der zuständigen alliierten Behörde, des «Combined Travel Board». Diese ist nur erhältlich, wenn der Gesuchsteller den Beweis erbringt, dass er in Westdeutschland ansässig ist. Unter diesen Umständen scheint es mir vertretbar, dass unsere Konsulate auf die Beibringung einer Wohnsitzbescheinigung verzichten.

ad c) Die «politische Unbedenklichkeit» beweisen uns die Gesuchsteller normalerweise durch Vorlage eines sog. Spruchkammerbescheides, d. h. des Urteils der besonderen Entnazifizierungsgerichte[10]. Bekanntlich werden die ehemaligen Mitglieder der Partei und der angegliederten Formationen in folgende Kategorien eingeteilt: 1. Hauptschuldige, 2. Belastete, 3. Minderbelastete, 4. Mitläufer, 5. Nicht-Belastete. Daneben besteht das weitüberwiegende Mehr der «Nicht-Betroffenen», d. h. der Personen, die weder der Partei noch ähnlichen Formationen angehört haben.

Darüber hinaus prüfen die Alliierten in jedem Einzelfalle vor Erteilung einer Ausreisebewilligung die Gesuchsteller auf ihre politische Vergangenheit. Da eine Reise über die Grenze ohne alliierten Exit-Permit nicht möglich ist, scheint es mir zu genügen, wenn wir uns im allgemeinen auf diese doppelte alliierte und deutsche Prüfung verlassen und normalerweise die politische Unbedenklichkeit nicht noch einmal eingehend untersuchen. Diese Prüfung

---

9. *Vgl. das* Kreisschreiben Nr. 562 an die schweizerischen Vertretungen in Deutschland *vom 6. Juli 1950. Nicht abgedruckt* (DoDiS-8085). *Vgl. auch das* Kreisschreiben Nr. 630 an die Polizeidirektoren der Kantone und an die Regierung des Fürstentums Liechtenstein *vom 30. November 1951, womit im Hinblick auf eine vollständige Visumaufhebung das Dauervisum für deutsche Staatsangehörige eingeführt worden ist. Nicht abgedruckt* (DoDiS-8084).

10. *Zu den Nürnberger Prozessen vgl. DDS, Bd. 16, Nr. 63 und DDS, Bd. 17, Nrn. 30, 108.*

hätte nur dann einen Sinn, wenn sie noch eingehender erfolgen könnte als durch die Alliierten. In der Regel fehlen uns aber hierzu das nötige Personal und insbesondere die Mittel zur Vornahme einer eigenen erschöpfenden Untersuchung. Ich möchte Ihnen daher vorschlagen, auf die Prüfung der politischen Unbedenklichkeit im allgemeinen zu verzichten und es den schweizerischen Vertretungen in Deutschland zu überlassen, regelmässig den «Zeller»[11] zu konsultieren und nur beim Vorliegen besonderer Umstände den Einzelfall eingehender zu untersuchen. Selbstverständlich sind die Feststellungen der alliierten und deutschen Behörden für uns nicht verbindlich, und es bleibt nach wie vor Pflicht unserer Konsulate eingehende Ermittlungen anzustellen und insbesondere Gesuche abzulehnen, falls vom Standpunkt der schweizerischen Interessen irgendwelche Bedenken auftauchen[12].

Die besonderen Vorschriften über einzelne Kategorien von Reisenden (Sanitarische Grenzkontrolle ausländischer Arbeitskräfte Nr. 369, Bewilligungsverfahren für Dienstmädchen und Bauernknechte, sowie für Saisonarbeiter Nr. 416, Büsingen Nr. 469, Kindertransporte Nr. 472, Studentenlanddienst Nr. 503, freiwilliger Landdienst Nr. 522 etc.) werden meines Erachtens von den oben vorgeschlagenen Erleichterungen nicht berührt und dürften somit weiterhin bestehen bleiben.

Wie eingangs erwähnt, wurde alliierterseits die Lockerung eingeführt, wonach die Gesuchsteller dem Combined Travel Board an Stelle einer Visazusicherung eines fremden Konsulates nur noch die Bestätigung vorlegen müssen, dass sie bei einer ausländischen Vertretung ein Visagesuch eingereicht haben; dementsprechend soll unsererseits die korrespondierende selbstverständliche Vereinfachung des Verfahrens eingeführt werden, wonach unsere Vertretungen den Gesuchstellern jeweilen nur eine Empfangsbestätigung aushändigen, um dann die Prüfung der Gesuche während der gleichen Zeit vorzunehmen, in der auch der Instanzengang der Alliierten durchlaufen wird. Auf diese Weise würde für den einzelnen Gesuchsteller etliche Zeit gespart.

Zum Schlusse möchte ich noch darauf hinweisen, dass infolge der schweizerisch-deutschen Reisevereinbarungen mit einer beträchtlichen Zunahme der Visa-Gesuche zu rechnen ist[13]. Eine Anstellung von zusätzlichem Personal wäre nicht zu umgehen, wenn nicht gleichzeitig eine Lockerung der Vorschriften in Kraft treten würde. Mein Visabüro in Frankfurt, das in den letzten neun Monaten rund 6000 Visa erteilte, arbeitet hart an der Grenze der Leistungsfähigkeit mit einem männlichen Beamten und zwei weiblichen Hilfsangestellten. Ähnlich liegen die Verhältnisse bei allen zehn Vertretungen. Eine Vermehrung des Personals um mindestens zehn Einheiten wäre im Zeichen der Sparmassnahmen schwer zu rechtfertigen. Ich wäre Ihnen daher sehr verbunden, wenn Sie meine Anregungen insbesondere auch von diesem Gesichtspunkt aus prüfen wollten.

---

11. *Schweizerisches Fahndungsregister der strafrechtlich gesuchten Personen.*
12. *Vgl. die Aktennotiz von F. Dick vom 29. Mai 1951,* E 4001(C)-/1/20 (DoDiS-8125).
13. *Vgl. die Statistik der von den schweizerischen Konsulaten in der Bizone ausgestellten Visa in der Beilage dieses Dokuments. Nicht abgedruckt* (DoDiS-8138).

44

E 2001(E)1969/121/50
[DoDiS-7280]

Notice interne du Département politique[1]

NOTICE POUR LE CHEF DU DÉPARTEMENT À PROPOS DE DISCOURS D'ORATEURS POLITIQUES ÉTRANGERS

JM/KW Berne, 12 mai 1950

1) La question d'autoriser des orateurs politiques étrangers à prendre la parole en Suisse[2] ne saurait être tranchée sans que l'on tienne compte de l'existence, dans le public, du besoin légitime, d'être renseigné, de connaître et d'apprendre. Il y a donc un intérêt évident pour la Suisse à établir avec l'étranger des rapports aussi multiples que possible, non seulement sur le plan officiel, mais également sur le plan personnel[3]. Dans le cas de conférences à caractère politique, il faudrait cependant pouvoir admettre que l'orateur observe une prudence particulière quant à la façon d'exposer son sujet. De telles conférences ne doivent en aucun cas mettre en danger notre sécurité intérieure ou extérieure ou menacer en particulier nos relations avec l'étranger. L'expérience a démontré de plus en plus que c'est au moment des grandes tensions politiques qu'une entière liberté d'expression accordée aux orateurs politiques étrangers pouvait faire surgir le plus de complications. Relevons encore que le Conseil fédéral, dans la réponse donnée à la question de M. le Conseiller national Jeanneret (5 décembre 1949[4], interdiction faite au Général Petit de prendre la parole[5]) a fixé expressément que la question de l'admission d'orateurs politiques étrangers n'a rien de commun avec la politique de neutralité du pays, mais que cette question doit être traitée du point de vue de la sûreté extérieure et intérieure de la Suisse.

2) Pendant la dernière guerre, la question des discours d'orateurs politiques étrangers était régie par l'arrêté du Conseil fédéral concernant la participation d'orateurs étrangers à des assemblées politiques, du 3 novembre 1936[6]. Aujourd'hui, ce sont les dispositions de l'arrêté du Conseil fédéral concernant les discours politiques d'étrangers du 24 février 1948[7] qui sont applicables. Cet arrêté prévoit que les étrangers qui ne sont pas en possession d'un permis

---

1. *Cette notice est rédigée par E. Diez et R. Godet et signée par R. Bindschedler. Cf. la lettre de M. Petitpierre à E. von Steiger du 16 février 1950. Non reproduite.*
2. *Cf. surtout* E 4001(C)-/1/31, E 4320(B)1991/134/9 *et* 10 *et* E 2001(E)1969/121/50.
3. *Pour le développement de l'interpellation de J. Gressot du 14 mars 1950 sur l'interdiction de conférences et de livres et la réponse d'E. von Steiger du 27 septembre 1950, cf. PVCN du 27 septembre 1950,* E 1301(-)-/I/399, *pp. 123–133 et 162 resp. 134–161* (DoDiS-8149).
4. *Cf. l'annexe du PVCF N° 2293 du 5 décembre 1949 et le PVCF lui-même,* E 1004.1(-)-/1/512 (DoDiS-8118 *et* 8117). *La question de M. Jeanneret date du 27 octobre.*
5. *L'interdiction du Conseil fédéral date du 2 septembre 1949, cf. PVCF N° 1700,* E 1004.1(-)-/1/509 (DoDiS-7107). *Cf. aussi* E 4001(C)-/1/31 *et* E 2001(E)1967/113/72.
6. *Cf. RO, 1936, vol. 52, pp. 845ss.*
7. *Cf. RO, 1948, pp. 111ss.*

d'établissement ne peuvent prendre la parole sur un sujet politique, dans des assemblées publiques ou privées, qu'avec une autorisation spéciale du canton où le discours doit avoir lieu. Aux termes de l'art. 3 de cet arrêté, l'autorisation sera refusée s'il y a lieu de craindre que la sûreté intérieure ou extérieure du pays ne soit mise en danger ou que l'ordre n'en soit troublé. Les orateurs étrangers doivent également s'abstenir de toute immixtion dans les affaires de politique intérieure.

3) Etant donné que, conformément à l'art. 102, ch. 8–10, de la constitution fédérale, il appartient au Conseil fédéral d'assurer le maintien de la sûreté intérieure ou extérieure du pays, le Conseil fédéral s'est réservé de donner aux cantons des directives sur l'admission d'orateurs étrangers ou de statuer lui-même dans des cas d'espèce (art. 4 ACF du 24 février 1948).

Le Conseil fédéral fit en premier lieu usage de la possibilité de statuer lui-même dans des cas d'espèce, en particulier lorsque les interdictions intéressaient plusieurs cantons – comme ce fut le cas pour le Général Petit – et que l'on pouvait craindre que des décisions cantonales contradictoires ne viennent mettre en relief les dissensions de la politique intérieure. Quant au fond du cas du Général Petit, – c'est-à-dire à l'interdiction de discourir – le Conseil fédéral motiva sa décision par le fait que ledit général était connu pour ses discours de propagande communiste et qu'aucune garantie n'était donnée en ce qui concernait l'objectivité de son exposé. L'on pouvait, au contraire, craindre d'assister à une démonstration politique de la part de l'orateur en question. Le Conseil fédéral, comme dans le cas de l'interdiction faite à M. Pierre Cot[8] (décision du Conseil fédéral du 5 avril 1949[9]) s'est fondé sur les considérations selon lesquelles toute activité politique de la part d'étrangers extrémistes devait être prohibée. Il devait éviter avant tout que ces personnes, en tant qu'orateurs politiques, se fassent entendre du grand public. Cette attitude correspond d'ailleurs à la ligne de conduite suivie par le Conseil fédéral dans le domaine de la politique intérieure, ligne tendant à s'opposer à tout ce qui pourrait mettre nos institutions démocratiques en danger.

4) A propos du procès Kravchenko, plusieurs orateurs étrangers avaient projeté de parler en Suisse, en public, les uns en faveur de Kravchenko, les autres contre lui. Conformément à l'arrêté du 24 février 1948, le Conseil fédéral, en date du 21 avril 1949[10], décida d'interdire à tous les étrangers de prendre la parole sur un thème qui se rapportât directement ou indirectement au procès Kravchenko. La raison de cette interdiction était que l'on ne pouvait tolérer que des étrangers reprennent en Suisse les discussions politiques auxquelles ce procès avait donné lieu. En effet, dans l'intérêt de la sûreté intérieure et extérieure de la Confédération, la propagande ou l'agitation politique d'étrangers ne pouvaient être admises dans cette période de grandes tensions internationales.

---

8. *Cf.* E 4001(C)-/1/31.
9. *Cf. PVCF N° 716 du 5 avril 1949,* E 1004.1(-)-/1/504 (DoDiS-8116).
10. *Pour ces interdictions contre A. Wurmser et Matarasse, cf. PVCF N° 815 du 21 avril 1949,* E 1004.1(-)-/1/504 (DoDiS-8119) *ainsi que* E 4320(B)1990/266/289, E 4001(C)-/1/31 *et* E 2001(E)1967/113/72.

5) Les demandes émanant d'orateurs extrémistes étrangers de pouvoir parler en Suisse ayant augmenté dans des proportions notables, le Conseil fédéral prit la décision, dans sa séance du 24 février 1950[11], non seulement de ne pas accéder aux requêtes des communistes Roger Garaudy[12], Louis Saillant[13], Simon *[sic]*[14] Bertrand[15] et Xuan Lai Nguyem[16], mais encore de n'accorder plus aucune autorisation de prendre la parole à quelque extrémiste étranger que ce soit[17]. Dans ses motifs, le Conseil fédéral fit valoir que les organismes tels que le Parti du travail[18], la «Freie Jugend der Schweiz»[19], l'Association Suisse-URSS[20], les partisans de la paix, le mouvement populaire féminin[21] ou d'autres organismes communistes ou communisants en Suisse cherchaient de plus en plus à faire venir comme conférenciers des coreligionnaires politiques étrangers. Les instructions données par le Conseil fédéral aux cantons[22] précisaient qu'il fallait entendre par extrémistes avant tout les communistes, ainsi que les nazis ou les fascistes. Le Ministère public fédéral, en exécution de l'arrêté du Conseil fédéral du 24 février 1950, adressa aux cantons une circulaire relative à l'interdiction pour les extrémistes étrangers de prendre la parole en Suisse[23].

---

11. *Cf. PVCF N° 385 du 24 février 1950,* E 1004.1(-)-/1/514 (DoDiS-7523).
12. *Cf.* E 4320(B)1978/121/74.
13. *Cf.* E 4320(B)1990/266/262.
14. *Le prénom est Simone.*
15. *Cf.* E 4320(B)1981/141/115.
16. *Cf.* E 4320(B)1978/121/53.
17. *Cf.* E 4001(C)-/1/31 *et* E 2001(E)1967/113/72.
18. *Cf.* E 4320(B)1974/47/206–217 *et* E 2001(E)1969/50/49 *et* 50.
19. *Cf.* E 4320(B)1981/141/5–7 *et* E 2001(E)1970/217/47.
20. *Cf.* E 4320(B)1974/47/188–190 *et* E 2001(E)1970/217/74.
21. *Cf.* E 4320(B)1981/141/115.
22. *Il n'existe pas d'instructions du Conseil fédéral aux cantons. C'est le Ministère public fédéral qui instruit les cantons.*
23. *Cf. la circulaire du Ministère public fédéral aux Directeurs cantonaux de la police du 28 février 1950,* E 4001(C)-/1/25. *L'interdiction du 24 février est levée par la circulaire du 24 juin 1950 d'E. von Steiger aux Directeurs cantonaux de la police,* E 2001(E)1969/121/50 (DoDiS-7540).

45

E 6100(B)1972/96/21
[DoDiS-8772]

Das Direktorium der Schweizerischen Nationalbank an den Vorsteher des Finanz- und Zolldepartements, E. Nobs, den Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, R. Rubattel, und den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre[1]

BETR. 4% ANLEIHE VON SFR. 50'000'000.– BZW. £ 4'081'632.13.1 AN DIE ANGLO-AMERICAN CORPORATION OF SOUTH AFRICA LTD., JOHANNESBURG[2]

S Zürich, 26. Mai 1950

Die Schweizerische Bankgesellschaft berichtet uns, dass beabsichtigt ist, durch ein schweizerisches Bankensyndikat, dem ausser dem genannten Institut die Schweizerische Kreditanstalt und der Schweizerische Bankverein angehören, in ca. 3–4 Wochen am schweizerischen Kapitalmarkt eine 4% Anleihe der Anglo-American Corporation of South Africa Ltd., Johannesburg, im Betrage von SFr. 50'000'000.– bzw. £ 4'018'632.13.1 zur öffentlichen Zeichnung aufzulegen. Es ist vorgesehen, den Anleihensvertrag nächste Woche zu unterzeichnen.

Die Modalitäten der Anleihe sind die folgenden:

Zinssatz: 4%
Emissionskurs: 98 1/2%

Art der Obligationen: Bei den Obligationen dieser Anleihe handelt es sich um sogenannte registered bonds, die auf den Namen der drei schweizerischen emittierenden Banken eingetragen und von diesen an die schweizerischen Zeichner mit Blanko-Indossament weitergegeben werden. Damit ist den Zeichnern der Bonds durch die Syndikatsbanken eine gewisse Garantie hinsichtlich der Interessenwahrung geboten.

Anleihensdauer: 12 Jahre, wobei der Schuldnerin die Möglichkeit zusteht, die Anleihe schon nach 7 Jahren ganz oder teilweise zu kündigen.

Zahlung von Zinsen und Kapital: Nach Wahl der Gläubiger entweder in Schweizerfranken oder in S. A.-Pfunden, zu den auf den Obligationen bzw. Coupons angegebenen Beträgen, wobei für die Festsetzung dieser Beträge der heutige Kurs von 1 £ = SFr. 12.25 zur Anwendung gelangt.

Transfer: Das Schatzamt der Südafrikanischen Union und die South African Reserve Bank haben die Zusicherung erteilt, dass die für die Einlösung der Coupons und die Rückzahlung der Anleihe erforderlichen Schweizerfrankenbeträge unabhängig von irgendwelchen staatlichen Zahlungsabkommen

---

1. *Das Schreiben wurde von P. Keller und A. Hirs unterzeichnet.*
2. *Vgl. auch Nr. 14 in diesem Band. Zur Verhandlung dieser Anleihe, vgl. insbesondere den Bericht des schweizerischen Konsuls in Johannesburg, O. Berchtold, an das Politische Departement vom 17. April 1950,* E 2001(E)1967/113/608.

der Anleihensschuldnerin zur freien Überweisung nach der Schweiz zur Verfügung gestellt werden.

Bei der Anleihensnehmerin, der Anglo-American Corporation of South Africa Ltd., handelt es sich nach Angaben der Schweizerischen Bankgesellschaft um eine rein private Finanzgesellschaft mit einem

Aktienkapital von nom.	£ 5'151'000
zuzüglich Reserven von	£ 9'885'000
ergebend ein Eigenkapital von	£ 15'036'000,

entsprechend ca. 183 Mill. SFr. Die fremden Kapitalien belaufen sich demgegenüber nach der Bilanz vom 31. Dezember 1949 auf £ 17,4 Millionen.

Die Gesellschaft wurde 1917 gegründet und ist zwar nicht die älteste, wohl aber die bedeutendste und aktivste Finanzierungsgesellschaft des südafrikanischen Bergbaues. Ihre weitverzweigten Interessen erstrecken sich direkt und indirekt auf zahlreiche Goldminen, auf sozusagen sämtliche Diamantenminen, auf rund 45% des Kohlenbergbaues, auf mehrere Industrieunternehmungen der Südafrikanischen Union sowie auf einen erheblichen Teil der nordrhodesischen Kupfer-, Blei- und Zinkminen. Die Anglo-American Corporation of South Africa nimmt ihre Interessen an allen diesen Unternehmungen meistens über eine Reihe von Subholding- und Nebenholdinggesellschaften wahr.

Der Börsenwert des Aktienkapitals der Anglo-American Corporation of South Africa stellt sich heute auf rund £ 45 Mill., während der Börsenwert der unter ihrem Einfluss stehenden Unternehmungen den Betrag von £ 200 Mill. beträchtlich übersteigen soll. Die Anglo-American Corporation of South Africa zahlte seit vielen Jahren ununterbrochen eine Dividende von s 3/– bis 4/4; die Dividende wurde 1946 auf s 5/– und 1949 auf s 6/– erhöht. Die führenden Männer der Anglo-American Corporation of South Africa heissen Ernest Oppenheimer und Honnold.

Was den Eintausch allfälliger wirtschaftlicher Gegenleistungen der Südafrikanischen Union anbelangt, führt die Schweizerische Bankgesellschaft aus, dass es ihr leider trotz grösster Bemühungen nicht gelungen sei, von den südafrikanischen Behörden eine schriftliche Zusage zu erhalten, dass sie den Gegenwert dieser Anleihe ganz oder teilweise für Bestellungen in der Schweiz verwenden und entsprechende Importlizenzen für schweizerische Waren nach Südafrika ausstellen werde. Es wurde der Schweizerischen Bankgesellschaft indessen von den zuständigen Persönlichkeiten wiederholt versichert, dass dieses Anleihensgeschäft einen wesentlichen Beitrag zur Entwicklung der schweizerisch-südafrikanischen Finanzbeziehungen darstelle und dass diese Entwicklung den südafrikanischen Behörden die moralische Verpflichtung auferlege, die schweizerische Exportwirtschaft in vermehrtem Masse zu berücksichtigen, um damit ihrerseits den erforderlichen Beitrag zu einer günstigen Entfaltung der schweizerisch-südafrikanischen Wirtschaftsbeziehungen im allgemeinen zu leisten[3]. Es kann nach Ansicht der Schweizerischen Bank-

---

3. *Vgl. die Notiz von R. Rubattel an die Handelsabteilung vom 28. Mai 1950*, E 7110(-)1967/32/49: 1. N'y a-t-il pas possibilité d'obtenir de la SBS *[sic: UBS]* qu'une partie au moins de

gesellschaft angenommen werden, dass sich bei beidseitig gutem Willen ein ganz bedeutender Austausch von wirtschaftlichen Gütern zwischen den beiden Ländern erzielen lasse, wie dies vor einigen Jahren der Fall war, bevor die heutige Regierung infolge der Devisenlage sich gezwungen sah, die Importe aus Hartwährungsländern drastisch zu kürzen[4]. Die Schweizerische Bankgesellschaft gibt die Versicherung ab, dass sie das in ihren Kräften Liegende tun werde, um einer solchen Entwicklung Vorschub zu leisten. Trotz dieser Sachlage glaubt die Schweizerische Bankgesellschaft, dass das vorliegende Anleihensgeschäft die gegenwärtige unbefriedigende Lage im schweizerisch-südafrikanischen Güteraustausch nur günstig beeinflussen könne, und sie werde sich nochmals bemühen, die ihr mündlich gemachten Darlegungen hinsichtlich einer moralischen Verpflichtung der südafrikanischen Instanzen wegen vermehrter Berücksichtigung schweizerischer Exporteure doch noch substanzieller zu gestalten.

Über die Verwendung der aus der Anleihenszeichnung resultierenden Schweizerfrankenbeträge ist von der Schweizerischen Bankgesellschaft zu vernehmen, dass nach Äusserung der Anleihensnehmerin die Schweizerfranken der südafrikanischen Notenbank zediert werden sollen, die vermutlich deren Umwandlung in Dollars vornehmen wird.

Das Direktorium hat vom Standpunkt der Währungslage und des Geld- und Kapitalmarktes aus gegen das Anleihensprojekt keine Einwendungen zu erheben. Es vertritt nach wie vor die Auffassung, dass die Kapitalausfuhr so weit immer möglich in den Dienst der schweizerischen Exportwirtschaft gestellt werden soll. Angesichts der gegenwärtigen Lage auf dem schweizerischen Geld- und Kapitalmarkt kommt jedoch für die Beurteilung des Kapitalexportes dem einheimischen Kapital- und Zinssatzproblem wachsende Bedeutung zu. Es stellt sich die Frage, ob bei der Gewährung von Krediten und Anleihen an das Ausland wirtschaftliche Auflagen auch dann gemacht werden sollen, wenn mit der Eventualität zu rechnen ist, dass Kapitalexportprojekte an der Geltendmachung wirtschaftlicher Gegenleistungen scheitern und damit der Kapitalmarkt der Chance einer allenfalls zu erwartenden Entlastung verlustig geht. Wir halten es für wünschbar, dass im vorliegenden Fall dieser Seite des Problems die gebotene Beachtung geschenkt wird.

Wir unterbreiten Ihnen das Anleihensprojekt der Schweizerischen Bankgesellschaft, mit dem Ersuchen, uns Ihre Stellungnahme dazu bekanntzugeben. Wir wären Ihnen verbunden, wenn Sie der Angelegenheit eine beförderliche Behandlung geben wollten[5].

---

l'emprunt soit employée à des importations suisses? Les «engagements moraux» ne suffisent pas. 2. S'il s'avérait impossible d'obtenir une «contre-partie», la surliquidité du marché de l'argent ne nous permettrait pas, à mon avis, de faire opposition à l'emprunt. (Le cas est analogue à celui d'un autre emprunt du gouvernement de l'Afrique du Sud, sauf erreur ou omission).

4. *Vgl. Nr. 14, Anm. 3, in diesem Band. Vgl. auch das Schreiben des Vororts des Handels- und Industrievereins an die Generaldirektion der SBG vom 22. Mai 1950,* E 2001(E)1967/113/608.

5. *Am 1. Juni antwortete E. Nobs dem Direktorium der Schweizerischen Nationalbank,* dass wir mit der Begebung der erwähnten Anleihe vom Standpunkt des Geld- und Kapitalmarktes

aus gesehen einverstanden sind, sofern auch die handelspolitische Seite eine befriedigende Berücksichtigung erfährt. *Am 6. Juni gab R. Rubattel schliesslich sein Einverständnis, nachdem er bemerkt hatte:* Eine konkretere Zusicherung ist offenbar nicht erreichbar. Anderseits müsste eine Ablehnung des Geschäftes seitens der schweizerischen Regierung bei den südafrikanischen Behörden eine Verstimmung hervorrufen, die für den schweizerischen Export schwere Folgen haben könnte. *Vgl.* E 7110(-)1967/32/49. *Am 6. Juni gab M. Petitpierre seinerseits sein Einverständnis*, E 6100(B)1972/96/21.

46

E 2001(E)1967/113/353
[DoDiS-7302]

BUNDESRAT
Beschlussprotokoll der Sitzung vom 9. Juni 1950

Léon Degrelle «La Cohue de 1940». Einziehung[1]

Justiz- und Polizeidepartement. Antrag vom 18. Februar 1950[2]

I. Mit Antrag vom 18. Februar 1950 berichtete das Justiz- und Polizeidepartement wie folgt:

«I.

1. Der Presse war vor kurzem zu entnehmen, dass in der Schweiz ein Buch von Léon Degrelle unter dem Titel ‹La Cohue de 1940› erschienen sei[3].

Die Erkundigungen der Bundesanwaltschaft ergaben, dass dieses Buch tatsächlich im Verlag des Robert Crausaz in Lausanne erschienen ist.

a) Über den Verfasser des Buches, Léon Degrelle, ist bekannt, dass er Führer der belgischen Rexistenbewegung war, welche in den Vorkriegs- und noch während der Kriegsjahre in Belgien eine beachtliche politische Rolle spielte[4]. Die Rexistenbewegung war ideologisch mit dem Nationalsozialismus verbunden, ähnlich wie bei uns die verschiedenen ‹Fronten›, welche verboten und aufgelöst wurden. Degrelle hielt sich nach dem Krieg einige Zeit in

---

1. *Vgl. insbesondere* E 4001(C)-/1/73, E 4320(B)1973/17/52 *und* E 2001(E)1967/113/353.
2. *Der Bundesrat hat also erst knapp vier Monate nach Antragsstellung einen Beschluss gefasst. Der Antrag wurde auf der letzten Seite mit dem Kapitel* II. In seiner Sitzung vom 13. März 1950 *[…] ergänzt, um die zwischenzeitlich vorgenommenen Beschlüsse zu dokumentieren. Der Bundesratsbeschluss Nr. 1072 fehlt in der Sammlung der Bundesratsbeschlüsse vom Juni 1950, vgl.* E 1004.1(-)-/1/518. *Der Bundesratsbeschluss vom 9. Juni 1950 wurde übersetzt, ergänzt, abgeändert und als motivierter Entscheid dem betroffenen Verleger im September mitgeteilt, vgl. BR-Prot. Nr. 1613 vom 5. September 1950 mit Anhang,* E 1004.1(-)-/1/521 (DoDiS-7780). *Ebenso fehlt der Antrag des EJPD in der Sammlung der Departementsanträge. Dafür enthält die Antragssammlung den Auszug aus dem Protokoll des Bundesrates vom 9. Juni mit den Änderungen vom 5. September 1950. Auf dessen Rückseite steht die Beschlussnummer 1072, die ursprünglich für den Bundesratsbeschluss vom 9. Juni vorgesehene Nummer, vgl.* E 1001(-)-/1/267. *Dafür wurde der Bundesratsbeschluss vom 5. September nachträglich als Bundesratsentscheid Nr. 1043a, datiert auf den 5. Juni, eingefügt.*
3. *Vgl. die Neue Zürcher Zeitung und die Agenturmeldungen vom 16. Februar 1950,* E 4001(C)-/1/73.
4. *Zur Person von Léon Degrelle vgl.* E 4320(B)1973/17/52 *und* E 2001(E)1970/217/207.

Spanien auf. Am 24. August 1946 teilte die spanische Regierung der belgischen Botschaft in Madrid mit, dass er Spanien verlassen habe. Die Bundesanwaltschaft erhielt zu dieser Zeit verschiedene Meldungen, wonach Degrelle beabsichtige, nach der Schweiz zu fliehen[5]. Da eine Asylgewährung für Degrelle zum vornherein nicht in Frage kam, wurde er im Fahndungsblatt der Bundespolizei vom 27. August 1946 zur Festnahme ausgeschrieben. Die schweizerischen Gesandtschaften in Rom, Lissabon und Kairo sowie die Konsulate in Algier und Tunis wurden angewiesen, Degrelle kein Einreisevisum zu erteilen.

Degrelle war Kommandant der SS-Freiwilligen Brigade ‹Wallonien›, die 1944 gegen Russland kämpfte. Der Zeitung ‹La Suisse› vom 12. Oktober 1947 war zu entnehmen, dass der Vater Degrelle's vom Militärgericht Liège wegen seiner Haltung während der deutschen Besetzung zu 10 Jahren Haft und 250'000 Fr. Busse verurteilt wurde. Das ‹Berner Tagblatt› vom 6. Juli 1945 teilte mit, dass sich Degrelle in Argentinien aufhalte, wo er sich in einer SS-Uniform photographieren liess und erklärt haben soll, seine frühere Tätigkeit in keiner Weise zu bedauern.

Degrelle wurde am 27. Dezember 1944 vom ‹Conseil de guerre de Bruxelles› in contumaciam zum Tode durch Erschiessen verurteilt.

b) Für den Inhalt des Buches ‹La Cohue en 1940› kann auf die Beilage verwiesen werden[6].

Es handelt sich um ein Memoirenwerk, in welchem die vielgestaltigen Schicksale Belgiens in den Jahren 1939–1945 behandelt werden. Mit der Schweiz befasst sich Degrelle auf Seite 188, wobei er sich beklagt, dass seine Frau an die Grenze gestellt worden und daraufhin in Belgien zu 10 Jahren Gefängnis verurteilt worden sei. (Davon ist der Bundesanwaltschaft, der Flüchtlingssektion und der Fremdenpolizei nichts bekannt.) Demgegenüber hätte die Schweiz dem verkappten Nazi und Kollaborationisten de Man[7] Asyl gewährt, während der Schriftsteller Jean Paquis ausgewiesen wurde und daraufhin in Paris füsiliert worden sei (S. 188).

Degrelle befasst sich eingehend mit der Persönlichkeit des Königs Leopold III.[8], mit dem er in regem Kontakt stund und der bei wichtigen Entschlüssen die Ansicht Degrelle's kennen wollte. Degrelle bezeichnet den König als ‹têtu, neurasténique au naturel, qui recourait volontiers à d'obscures manœuvres›. Immerhin anerkennt Degrelle, dass der König das Beste wollte, aber der Situation nicht gewachsen war. Trotzdem betrachtet Degrelle Leopold III. als Repräsentanten der nationalen Idee, zu dem er aufblickt und den er nicht beleidigen will.

Sehr scharf ist die Stellungnahme des Verfassers gegen die Mitglieder der belgischen Regierung in den Jahren 1939–1940, insbesondere gegen Pierlot, Janson und Spaak, die er der rücksichtslosen Kollaboration mit den Deutschen

---

5. *Vgl.* E 4320(B)1973/17/52.
6. *Zur summarischen Inhaltsübersicht vom 8. Februar 1950 vgl.* E 2001(E)1967/113/353. *Die Beilage enthielt neben der summarischen Inhaltsübersicht, die belgische Note vom 30. Januar und das Buch von L. Degrelle.*
7. *Vgl.* E 4320(B)1991/243/116 *und* E 2001(E)1969/121/153.
8. *Vgl. Nr. 47 in diesem Band.*

und sogar des Verrates bezichtigt. (Janson veranlasste die Inhaftnahme Degrelle's am 15. Mai 1940.) Degrelle wurde dann nach Frankreich gebracht, wo er durch Intervention des Marschalls Pétain gerettet wurde.

Degrelle kannte Hitler schon seit dem Jahre 1936. Anlässlich eines kurzen Aufenthaltes in Berlin wurde er Hitler durch Ribbentrop vorgestellt. Degrelle versuchte im Jahre 1940 eine Begegnung zwischen dem König und Hitler herbeizuführen, welche aber wegen des schlechten Gesundheitszustandes des Königs zunächst unterblieben sei. (Später erfolgte dann doch ein Besuch des Königs in Berchtesgaden.) Degrelle war in ständigem Kontakt mit den Deutschen und hatte besonders nahe Beziehungen zum deutschen Botschafter in Paris, Otto Abetz.

Degrelle war überzeugter Kollaborationist, weil er der Meinung war, dass Hitler Belgien wohlgesinnt gewesen sei. Degrelle bekundet eine überschwengliche Begeisterung für Hitler, den er als grossen Staatsmann bezeichnet. In den Augen Degrelle's ist Hitler nicht nur Deutscher, sondern der grosse Europäer. Die Begeisterung für Hitler war der Beweggrund für die Bildung der SS-Freiwilligen Brigade ‹Wallonien› und einer internationalen Legion zum Kampf gegen Russland und den Kommunismus.

2. Die von der Bundesanwaltschaft durchgeführten Erhebungen ergaben folgendes:

a) In den Einvernahmen vom 30. Januar und 3. Februar 1950 erklärte der Verleger *Crausaz* Robert, geb. 15. 3. 1926 in Zürich, von Bavois (Vaud), wohnhaft in Lausanne, dass er das Manuskript Degrelle's vom vormaligen Direktor der ‹Editions du cheval ailé› in Genf, Constant Bourquin, erhalten habe. Bourquin habe erklärt, dass er das Manuskript erfolglos verschiedenen Verlegern angeboten habe. Crausaz hätte den Druck und die Herausgabe der Schrift aus eigener Initiative und auf eigenes Risiko übernommen. Er sei dabei weder von Ausländern beeinflusst worden, noch hätte er finanzielle Zuwendungen von dritter Seite erhalten.

Mit dem Druck habe er die ‹Imprimerie de la plaine du Rhône SA› in Aigle beauftragt, weil sein Vater dort Leiter der Druckerei sei. Politische Absichten hätte er mit der Herausgabe des Buches nicht bezweckt. Crausaz erklärt, dass er lediglich aus geschäftlichen Gründen den Verlag übernommen habe. Nach seiner Ansicht sei der Inhalt des Buches, in Berücksichtigung der Tatsache, dass es sich um die Memoiren eines aktiven Politikers handle, nicht zu beanstanden. Die Ausdrucksweise und die Angriffe gegen andere Politiker gingen nicht über das übliche Mass derartiger Schriften hinaus. Crausaz machte geltend, dass er ohne weiteres auch politische Schriften der Gegner des Degrelle in Verlag nehmen würde, wenn ein solches Angebot vorläge.

Das Manuskript habe er nach erfolgter Drucklegung wieder Herrn Bourquin zurückgesandt.

Das Buch sollte in einer Auflage von 6000 Exemplaren herausgegeben werden. Die ganze Auflage ist jedoch noch nicht fertiggestellt. Vorläufig beschlagnahmt wurden 2597 Expl., zum Teil noch nicht broschiert.

An Hand der Belege konnte festgestellt werden, dass nach Belgien 869, nach Holland 308 und nach Frankreich 3 Expl. exportiert wurden. Eine weitere belgische Bestellung von 1516 Expl. konnte noch nicht ausgeführt werden.

In der Schweiz wurden 478 Expl. an Buchhandlungen und 20 Expl. an die Presse versandt. Von den ungefähr 70 Buchhandlungen erhielt ca. die Hälfte nur 1 bis 3 Expl. Die folgenden Buchhandlungen erhielten 10 und mehr Exemplare:

Payot,	Lausanne	115 Exemplare
Payot,	Zürich	10 ”
Naville,	Genf	12 ”
Exportation	Genf	100 ”
Office du Livre SA,	Fribourg	32 ”
Azed,	Basel	15 ”

b) Bourquin, der Vermittler des Manuskriptes Degrelle's, ist Schweizer und kam im Sommer 1927 von Frankreich (Paris) nach Genf. In Frankreich ist er wegen Herausgabe ungedeckter Schecks vorbestraft. In den Jahren 1926 und 1928 war er in Konkurs. Durch ministeriellen Erlass vom 23. November 1937 ist Bourquin aus Frankreich ausgewiesen.

Die von ihm geleitete Firma ‹Editions du cheval ailé› in Genf, soll sich wegen Überschuldung in Liquidation befinden. Seit einigen Monaten befinde sich Bourquin in Sevilla. Den Wohnsitz in Genf habe er aufgegeben.

Der heutige Verwalter der ‹Editions du cheval ailé›, Herr Nicolet, erklärt, dass er nie im Besitze des Manuskriptes war.

3. Aufgrund von Art. 1 des Bundesratsbeschlusses vom 29. Dezember 1948 betreffend staatsgefährliches Progagandamaterial[9] hat die Bundesanwaltschaft die beim Verleger und Drucker gefundenen Bücher vorläufig beschlagnahmt. Ebenso wurde der Drucksatz in der Druckerei versiegelt. Einem Gesuch des Druckers entsprechend, hat die Bundesanwaltschaft eingewilligt, dass der Satz unter polizeilicher Kontrolle eingeschmolzen wird, damit das Material zu anderen Zwecken weiter verwendet werden kann.

Die provisorische Beschlagnahme der Bundesanwaltschaft erfolgte, um den Vollzug der mit vorliegenden Bericht beantragten Einziehung durch den Bundesrat sicherzustellen.

II.

1. In Art. 1, Abs. 1, des Bundesratsbeschlusses vom 29. Dezember 1948 betreffend staatsgefährliches Propagandamaterial wird die Bundesanwaltschaft beauftragt, Propagandamaterial, das geeignet ist, die innere oder äussere Sicherheit der Eidgenossenschaft, insbesondere die Beziehungen zu ausländischen Staaten, die politischen, namentlich demokratischen Einrichtungen der Schweiz zu gefährden, zu beschlagnahmen.

Gemäss Abs. 2 des Artikels entscheidet der Bundesrat über die Einziehung.

2. a) Das Buch Degrelle's ist ein sog. Memoirenwerk, das vor allem bezweckt, die politische Haltung des Verfassers zu erklären. Das tut er einerseits durch die Rechtfertigung des Nationalsozialismus, dessen hauptsächliche Träger, wie z. B. Hitler, er verherrlicht und andererseits durch Verunglimpfung

---

9. *Vgl. AS, 1948, S. 1282.*

oder Beleidigung seiner politischen Gegner, insbesondere von Mitgliedern der belgischen Regierung in den Jahren 1939/40.

An Memoirenwerke wird man im allgemeinen keine allzugrossen Anforderungen in Bezug auf Objektivität und historische Wahrheit stellen. Ein Mangel in dieser Hinsicht würde auch nicht die Beschlagnahme auf Grund des Bundesratsbeschlusses vom 29. Dezember 1948 rechtfertigen, denn nicht jede unwahre oder subjektiv gefärbte Betrachtung ist geeignet, unsere Landessicherheit zu gefährden. Verschiedene Ausländer, die in der Schweiz Asyl fanden, konnten ihre Memoiren in unserem Lande herausgeben, wie z. B. de Man[10], Bonnet[11] und Alfieri[12]. Allerdings taten sie es zum Teil ohne Bewilligung, aber trotzdem wurden die Schriften selbst nicht beschlagnahmt, weil ihr Inhalt nicht geeignet war, unsere Landessicherheit irgendwie zu gefährden. Dagegen kamen andere Sanktionen in Frage. Alle diese Schriften stehen zudem auf höherem Niveau und sie lehnen insbesondere die nationalsozialistische oder faschistische Diktatur ab. Bei Degrelle's Buch handelt es sich jedoch um eine Rechtfertigung und Verherrlichung des Nationalsozialismus durch den Nationalsozialisten. Degrelle ist überzeugter Nazi.

Hier stellt sich nun die Frage, wie weit das zugelassen werden kann.

Zunächst könnte man den Standpunkt vertreten, dass eine Gefährdung der demokratischen Einrichtungen der Schweiz nur dann in Frage käme, wenn der Verherrlichung Hitlers im Buche Degrelle's eine derart propagandistische Bedeutung zukäme, dass sie geeignet wäre, in der Schweiz nationalsozialistische Tendenzen irgendwie zu fördern. Eine solche Wirkung ist kaum anzunehmen. Demgegenüber stellen wir jedoch folgende Erwägungen allgemeiner Natur:

Der Nationalsozialismus brachte unser Land in schwere Gefahr. Das Schweizervolk musste grosse Opfer auf sich nehmen, um seine Selbständigkeit und Freiheit zu behaupten und sich im Innern der nationalsozialistischen Zersetzungsversuche zu erwehren. Gerade gegen die nationalsozialistische Propaganda führten unsere militärischen und zivilen Stellen im Interesse der innern Sicherheit unseres Landes einen kontinuierlichen Kampf. Dieser Kampf wurde unterstützt von der überwältigenden Mehrheit unseres Volkes und seiner Presse, weil sehr wohl erkannt wurde, was durch geschichtliche Beispiele belegt ist, dass sich diese Propaganda in der letzten Zielsetzung immer gegen die Selbständigkeit der Eidgenossenschaft und ihre demokratische Staatsform richtete. Was aber damals im Interesse der innern Sicherheit als richtig erkannt wurde, ist es heute noch. Einen andern Standpunkt könnte man einnehmen, wenn der Nationalsozialismus endgültig der Geschichte angehören würde. Das ist aber noch keineswegs der Fall. Gegenteils mahnt die Entwicklung in Deutschland in dieser Hinsicht zur Wach-

---

10. *Vgl.* Henri de Man, Cavalier seul. 45 années de socialisme européen, Genève 1948.
11. *Vgl.* Georges Bonnet, Défense de la paix. De Washington au Quai d'Orsay, vol. 1, Genève 1946 *und* Ders., Défense de la paix. Fin d'une Europe, de Munich à la Guerre, vol. 2, Genève 1948. *Vgl. auch* E 4320(B)1991/243/102 *und* E 2001(E)1967/113/370.
12. *Vgl.* Dino Alfieri, Deux dictateurs face à face. Rome, Berlin 1939–1943, Genève 1948. *Vgl.* E 4320(B)1991/243/95–96, E 4001(C)-/1/282, E 2001(E)-/1/91 *und DDS, Bd. 16, Nr. 18.*

samkeit. Solange aber der Nationalsozialismus lebt, bleibt auch die Bedrohung gegenüber unserem Lande. Wenn auch das Mass dieser Bedrohung im Vergleich zu den Vorkriegs- und den Kriegsjahren heute als gering erscheint, so kann sich doch morgen wiederholen, was gestern war. Deshalb heisst es, den Anfängen zu wehren, nämlich jedem Aufflackern nationalsozialistischer Propaganda in unserem Lande, weil sie sich in der Zielsetzung immer gegen unsere Landessicherheit, insbesondere auch gegen die demokratischen Einrichtungen der Eidgenossenschaft richtet.

In zweiter Linie ist zu beachten, dass die Schrift Degrelle's auch Beleidigungen gegen fremde Politiker und Staatsmänner enthält. Die noch heute amtierenden belgischen Minister Spaak und Devèse werden als Verräter bezeichnet. Insofern ist der Tatbestand der Beleidigung eines fremden Staats gemäss Art. 296 StGB erfüllt. Damit wird aber auch das Interesse unseres Landes verletzt, das wir an guten Beziehungen zu andern Staaten haben; das Strafgesetzbuch schützt sie gegen Angriffe im 16. Titel seines zweiten Buches, ‹Störung der Beziehungen zum Ausland› (vergl. Hafter: Schweiz. Strafrecht, besonderer Teil, 2. Hälfte, S. 762). In der von der belgischen Gesandtschaft dem Politischen Departement überreichten Note vom 30. Januar 1950 wird u. a. gesagt: ‹Cet ouvrage contient des accusations calomineuses et injurieuses contre la plupart des hommes politiques belges›.

Jede Störung der Beziehungen zum Ausland schliesst deren Gefährdung im Sinne von Art. 1 des erwähnten Bundesratsbeschlusses in sich. Damit ist aber eine weitere Voraussetzung zur Beschlagnahme auf Grund des Bundesratsbeschlusses vom 29. Dezember 1948 gegeben.

b) Neben dem Inhalt der Schrift ist auch deren Verfasser, im vorliegenden Fall die Persönlichkeit Degrelle's in Betracht zu ziehen. Es fragt sich, ob es jedem Ausländer gestattet sein soll, in unserem Lande eine Propaganda zu entfalten.

Es gibt Ausländer, die auf unserem Boden überhaupt nichts zu suchen haben. Das betrifft in erster Linie die prominenten Nationalsozialisten. Es kann keinem Zweifel unterliegen, dass wir z. B. Hitler – wenn er noch lebte – nie gestatten würden, seine Memoiren auf Schweizerboden herauszugeben, in denen er seine Haltung rechtfertigen wollte. Das wäre eine Provokation des Schweizervolkes, die es sich nicht gefallen lassen würde. Träger des nationalsozialistischen Gedankens und der Kollaboration mit den Nazis war in Belgien Degrelle. Er verriet zudem sein Vaterland an das nationalsozialistische Deutschland, welches Belgien überfiel und besetzte. Diese Tat und der Versuch, sie heute durch Verherrlichung Hitlers und seines Systems rechtfertigen zu wollen, lassen Degrelle vor allem auch vom schweizerischen Standpunkt als unwürdig erscheinen. In diesem Zusammenhang darf man sich wohl daran erinnern, mit welch grosser Entrüstung die überwältigende Mehrheit des Schweizervolkes den Überfall der nationalsozialistischen Armeen auf Belgien und Holland im Jahre 1940 zur Kenntnis nahm.

Als Ganzes genommen, ist das Buch Degrelle's die Rechtfertigung der politischen Haltung eines Verräters.

Ein Ausländer, der – wie Degrelle – wegen seiner persönlichen Unwürdigkeit nie Aufnahme in unserem Land finden würde, hat bei uns keine

Propaganda in irgend einer Form zu treiben, durch die ein diktatorisches und antidemokratisches Regime, das unsere Landessicherheit in höchstem Masse gefährdete, verherrlicht wird.

c) in einer Eingabe des Verlegers des Buches von Degrelle, Robert Crausaz in Lausanne, vom 7. Februar 1950 an den Vorsteher des eidg. Justiz- und Polizeidepartementes[13], wird um Freigabe des von der Bundesanwaltschaft vorläufig beschlagnahmten Buches ersucht. Crausaz macht geltend,

dass die Beschlagnahme im Widerspruch zum Recht auf freie Meinungsäusserung stehe;

Art. 296 StGB nicht anwendbar sei, da es sich um ein geschichtliches Werk handle;

die Schrift enthalte keine Beleidigung des Königs Leopold III. Die Angriffe gegen belgische Politiker, von denen nur noch Devèse belgischer Minister sei, wären zwar übertrieben, seien aber polemischer Natur;

auch de Man, Alfieri etc. hätten in der Schweiz Memoiren veröffentlichen dürfen; insbesondere wäre auch die Schrift Kravtchenkos[14] in der Schweiz erschienen, in welcher die Regierung eines fremden Staates stark angegriffen worden sei;

Crausaz erklärt, ‹de ne pas suivre Degrelle dans l'amour incorrigible et enfantin qu'il porte encore aujourd'hui aux idées totalitaires, style fascisme et nazisme›;

endlich macht der Verleger auf den finanziellen Schaden aufmerksam, der sich für ihn aus der Einziehung des Buches ergeben würde und seinen Ruin zur Folge hätte.

Da sich die Beantwortung auf die vorstehenden Einwände zur Hauptsache bereits aus den obigen allgemeinen Ausführungen ergibt, braucht nur noch kurz darauf eingetreten zu werden:

Die freie Meinungsäusserung ist – wie alle andern subjektiven Freiheitsrechte – begrenzt durch das staatliche Interesse (vgl. Burckhardt: Kommentar zur BV, S. 526).

Der Tatbestand von Art. 296 StGB ist objektiv erfüllt, indem zwei amtierende belgische Minister, Spaak und Devèse (nicht nur letzterer) des Verrats beschuldigt werden. Dieser Gesichtspunkt steht jedoch nicht im Vordergrund, weil im vorliegenden Fall die Frage über Beschlagnahme und Einziehung nicht in erster Linie in strafrechtlicher Hinsicht zu stellen ist, sondern sich vor allem aus der Unzulässigkeit nationalsozialistischer Propaganda beantwortet.

Die Memoiren de Man's, Alfieri's etc. liegen nicht auf der Ebene derjenigen Degrelle's. Erstere entfalten keine antidemokratische Propaganda.

Das schweizerische Bundesstaatsrecht kennt keine Ersatzpflicht für den Schaden, der sich aus rechtmässigen Massnahmen der Behörden ergibt. Im Einzelfall wurde allerdings dem Geschädigten ex aequo et bono ein Teil des Schadens ersetzt, der sich aus einer Beschlagnahme ergab, wenn der Geschädigte nachweisen konnte, dass er alle Sorgfalt, wie Erkundigungen über die

---

13. Vgl. E 4001(C)-/1/73.

14. *Der Titel der Buches lautet* J'ai choisi la liberté. *Zur Person V. Kravtchenkos vgl.* E 2001(E)1967/113/72.

Zulässigkeit bei zuständigen Stellen, anwandte. Crausaz wusste aber, dass vor ihm schweizerische Verleger die Übernahme des Buches von Degrelle ablehnten. Der Vermittler des Manuskriptes, Herr Bourquin – der selbst wenig vertrauenswürdig ist – hat ihn darauf aufmerksam gemacht. Das hätte Crausaz zu besonderer Vorsicht veranlassen sollen: dies um so mehr, als er heute selbst zugesteht, Degrelle sei ‹dans l'amour incorrigible et enfantin qu'il porte encore aujourd'hui aux idées totalitaires›.

Der Hinweis des Crausaz auf das Erscheinen des Buches von Kravtchenko: ‹Ich wählte die Freiheit›, gibt zu folgender Bemerkung Anlass:

Das eidg. Politische Departement befürchtet – wie sich aus einer Besprechung zwischen den Herren Minister Dr. Zehnder und Legationsrat Dr. Cuttat einerseits und den Herren Bundesanwalt Prof. Dr. Lüthi und Adjunkt Dr. Dick anderseits ergab – dass im Falle der Einziehung des Buches von Degrelle ausländische Vertretungen gleiche Massnahmen für Druckschriften verlangen könnten, in denen ihre Regierungen angegriffen oder beleidigt werden. Diese Befürchtung wäre in der Tat berechtigt, wenn die Einziehung des Buches von Degrelle aus aussenpolitischen Gründen, wegen Gefährdung der äussern Sicherheit erfolgen würde. Dies ist jedoch nicht der Fall. Die Einziehung wird deshalb beantragt, weil das Buch nationalsozialistische Propaganda enthält. Diese Propaganda richtet sich – wie die gemachten Erfahrungen zur Genüge zeigten – gegen die innere Sicherheit unseres Landes, weil sie – offen oder versteckt, bewusst oder unbewusst – auf die innere Zersetzung hinzielt und insbesondere darauf gerichtet ist, die demokratischen Grundlagen der Eidgenossenschaft zu unterhöhlen. Deshalb können wir, solange die nationalsozialistische Gefahr nicht erloschen ist, keine derartige Propaganda durch Ausländer in unserem Lande dulden. Die Bundesanwaltschaft hat denn auch ihre Erhebungen wegen des Erscheinens des Buches von Degrelle eingeleitet, bevor die belgische Gesandtschaft dem Politischen Departement die oben erwähnte Note überreichte[15]. Das Erscheinen des Buches von Degrelle könnte Schule machen. Es könnten sich weitere Verleger finden, die aus geschäftlichen oder anderen Gründen, Werke dubioser Ausländer veröffentlichen wollten, welche gegen schweizerisches Gedankengut und gegen unsere demokratischen Auffassungen gerichtet sind. Man kann sich freilich fragen, ob wirklich von einer Gefährdung die Rede sein könne. Herr a. Oberrichter Bäschlin, der als Zensor beigezogen worden ist, kam zu folgendem Schluss:

‹Eine Gefährdung der demokratischen Einrichtungen der Schweiz käme wohl nur dann in Frage, wenn der Verherrlichung Hitlers auf S. 451/57 des Degrelle'schen Buches eine derart propagandistische Bedeutung zukommen könnte, dass sie geeignet wäre, in der Schweiz nationalsozialistische Tendenzen irgendwie zu fördern, allein dies erscheint eher unwahrscheinlich; denn der Verfasser ist ein prominenter Belgier und nicht ein Schweizer, und die ganze Darstellung seines Werkes schildert die besondern politischen Verhältnisse seines Landes in den kritischen Jahren, welche grundverschieden sind von den unsrigen. – Es erscheint deshalb meines Erachtens sehr fraglich, ob

15. *Vgl. die diplomatische Note der belgischen Gesandtschaft an das Politische Departement vom 30. Januar 1950,* E 2001(E)1967/113/353.

vorliegend eine definitive Beschlagnahmung des Degrelle'schen Buches am Platze ist.›

Trotz diesen Schlussfolgerungen heisst es jedoch, den Anfängen zu wehren. Die Bundesanwaltschaft hielt es deshalb für ihre Pflicht, die Bücher mit Beschlag zu belegen, und wir sind der Auffassung, dass diese Beschlagnahme nun nicht nachträglich aufgehoben werden solle, sondern dass gegenteils die Einziehung zu verfügen sei.

Das nationalsozialistische Propagandamaterial kann auch nicht anders behandelt werden als das kommunistische. Mit Beschluss vom 14. Juni 1948 hat der Bundesrat auf Antrag des eidg. Justiz- und Polizeidepartementes und im Einvernehmen mit dem eidg. Politischen Departement eine Anzahl kommunistischer Schriften eingezogen[16], welche die Bundesanwaltschaft zuvor beschlagnahmt hatte. Der Einziehung unterlagen folgende ‹Schriften des internationalen und parteigebundenen Kommunismus› (vergl. Protokollauszug aus der Sitzung des Bundesrates vom 14. Juni 1948, S. 7 und 8): ‹Jeunesse du Monde›, ‹Cahiers du Communisme›, ‹Parallelle 50›, ‹Weg und Ziel›, ‹Die Sowjetstimme› und ‹Pour une paix durable› – Organ des Kominform.

Die Einziehung erfolgte, obschon die einzelnen Schriften weder nach ihrer Anzahl, noch nach ihrem Inhalt, unsere Landessicherheit unmittelbar gefährdet hätten. Der Bundesrat zog jedoch in Erwägung, dass die ausländische kommunistische Propaganda insgesamt geeignet sei, eine solche Gefährdung herbeizuführen. Deshalb musste die Grenzlinie irgendwo gezogen werden, nämlich dort, wo die Propaganda für den internationalen parteigebundenen Kommunismus beginnt.

Der erwähnte Einziehungsbeschluss des Bundesrates gab der Bundesanwaltschaft eine Wegleitung für die einzuschlagende Praxis. Gemäss derselben hat die Bundesanwaltschaft seither eine ganze Anzahl kommunistischer Schriften beschlagnahmt, worüber das Departement dem Bundesrat demnächst Bericht und Antrag erstatten wird. Bei den beschlagnahmten Schriften handelt es sich wiederum um solche, die – wie das Buch von Degrelle – die Landessicherheit weder nach Anzahl noch nach Inhalt unmittelbar gefährden. Verherrlichen die kommunistischen Schriften das kommunistische Regime und dessen Träger, tut Degrelle in seinem Buche das Gleiche in Bezug auf den Nationalsozialismus. In beiden Fällen wird jedoch Propaganda gemacht für diktatorische Regimes, die sich gegen unsere demokratischen Auffassungen und gegen schweizerisches Gedankengut richten. Deshalb rechtfertigt sich die Gleichbehandlung. Es wäre schwierig, in Zukunft kommunistische Schriften gemäss bisheriger Praxis zu beschlagnahmen und einzuziehen, wenn das Buch von Degrelle freigegeben würde.

Degrelle war nicht Nationalsozialist und nicht Faschist, sondern Rexist, d. h. belgischer Frontist extremster Sorte. Sein ganzes Buch verherrlicht diesen, jeder demokratischen Staatsform ablehnend gegenüber stehenden Gedanken, so gut es auch geschrieben ist. Wir haben in der Schweiz die frontistischen

---

16. *Vgl. BR-Prot. Nr. 1437 vom 14. Juni 1948,* E 1004.1(-)-/1/494 (DoDiS-6586). *Vgl. auch* E 4001(C)-/1/25.

Organisationen aufgehoben und ihre Zeitungsorgane verboten. Beide wären zu einer ernsten Landesgefahr geworden und zum Ausgangspunkt für die wirksame Unterstützung der 5. Kolonne. Bei uns endete es mit den Landesverratsprozessen, mit Vollzug der Todesstrafe an manchen Verrätern. Und nun sollten wir dieses Buch der Verherrlichung des belgischen antidemokratischen Frontistenchefs in der Schweiz erscheinen und verkaufen lassen?

Das kann nicht in der Linie der vom Bundesrat konsequent verfolgten Politik gegen die Unterminierung durch frontistische Umtriebe liegen.

3. Wie oben erwähnt, hat die Bundesanwaltschaft bloss die sich beim Verleger befindlichen Exemplare des Buches von Degrelle provisorisch beschlagnahmt. Sie hat jedoch darauf verzichtet, diese Massnahme auf diejenigen Exemplare auszudehnen, die sich bei den schweizerischen Buchhandlungen befinden. Im Falle der Einziehung des Buches durch den Bundesrat müsste sich diese Massnahme auch auf die sich bei den Buchhandlungen befindlichen Exemplare erstrecken.

III.

Auf Grund der vorstehenden Erwägungen stellen wir den Antrag, der Bundesrat möge in Anwendung von Art. 1, Abs. 2, des Bundesratsbeschlusses vom 29. Dezember 1948 betreffend staatsgefährliches Propagandamaterial beschliessen:

1. Von der provisorischen Beschlagnahme des Buches von Degrelle: ‹La Cohue de 1940› durch die Bundesanwaltschaft wird zustimmend Kenntnis genommen.

2. Die beschlagnahmten Bücher werden eingezogen.

Die Einziehung bezieht sich auch auf die sich noch bei den Buchhandlungen befindlichen Exemplare.

3. Das Manuskript des Buches, falls es in der Schweiz gefunden wird, ist ebenfalls einzuziehen.

4. Die Bundesanwaltschaft wird mit dem Vollzug dieses Beschlusses beauftragt.»

II. *[sic]*

In seiner Sitzung vom 13. März 1950 beschloss der Bundesrat[17], seine Beschlussfassung über den Anhang des Justiz- und Polizeidepartementes aufzuschieben und die Angelegenheit der Gemischten politischen Pressekommission zu unterbreiten. Mit Schreiben vom 16. Mai 1950 teilte die Pressekommission[18] nunmehr mit, dass sie zu diesem Geschäft nicht Stellung zu nehmen habe.

---

17. *Vgl. BR-Prot. Nr. 505 vom 13. März 1950,* E 1004.1(-)-/1/515. *Zu den Diskussionen im Bundesrat und zwischen Bundesräten vgl. das Verhandlungsprotokoll der 20. und 41. Sitzung des Bundesrates vom 13. März bzw. 5. Juni 1950,* E 1003(-)1970/343/R 3105 *bzw. das Schreiben von E. von Steiger an M. Petitpierre vom 30. August 1950,* E 2001(E)1967/113/353 (DoDIS-7625).

18. *Vgl.* E 4001(C)-/1/73.

Gemäss dem Antrag des Justiz- und Polizeidepartementes und in Anwendung von Art. 1, Abs. 2, des Bundesratsbeschlusses vom 29. Dezember 1948 betreffend staatsgefährliches Propagandamaterial wird *beschlossen*:

1. Von der provisorischen Beschlagnahme des Buches von Degrelle: «La Cohue de 1940» durch die Bundesanwaltschaft wird zustimmend Kenntnis genommen.

2. Die beschlagnahmten Bücher werden eingezogen[19].

Die Einziehung bezieht sich auch auf die sich noch bei den Buchhandlungen befindlichen Exemplare.

3. Das Manuskript des Buches, falls es in der Schweiz gefunden wird, ist ebenfalls einzuziehen.

4. Die Bundesanwaltschaft wird mit dem Vollzug dieses Beschlusses beauftragt.

---

19. *Vgl. das Schreiben der Bundesanwaltschaft an das Justiz- und Polizeidepartement des Kantons Waadt vom 12. Juli 1950,* E 4320(B)1973/17/52.

47

E 1301(-)-/I/397, S. 539–542
[DoDiS-7301]

Réponse du Chef du Département politique, M. Petitpierre, devant le Conseil national à l'interpellation de M. Eggenberger[1]

[Berne, 10 juin 1950]

Petitpierre, président de la Confédération: Je tiens tout d'abord à remercier M. Eggenberger du ton modéré et de l'objectivité avec lesquels il a développé son interpellation[2]. J'essaierai d'expliquer brièvement comment le Conseil fédéral envisage le problème qui en fait l'objet.

En août 1945, Léopold III, roi des Belges, a fait demander au Département politique s'il pourrait entrer en Suisse avec sa famille pour y séjourner provisoirement dans les environs de Genève[3].

Le Gouvernement belge, consulté, a fait savoir qu'il ne voyait aucun inconvénient à ce que le roi vînt s'établir en Suisse[4].

---

1. *La plupart des réponses aux interventions parlementaires ne sont pas publiées dans le bulletin sténographique mais dans les procès-verbaux du Conseil national* (E 1301(-)) *et du Conseil des Etats* (E 1401(-)). *N'ont été retenus dans le bulletin sténographique que les réponses du Conseil fédéral aux objets soumis au referendum obligatoire et celles qui ont fait l'objet d'une décision explicite de publication dans le bulletin sténographique.*

2. *Pour l'interpellation de M. Eggenberger du 24 mars et son traitement, cf. PVCN du 14 juin 1950,* E 1301(-)-/I/397, *pp. 533–539.*

3. *Cf. la notice de W. Stucki du 23 août 1945,* E 2001(E)1967/113/383.

4. *Cf. la lettre de M. de Stoutz à W. Stucki du 23 août 1945, ibid. Cf. aussi* E 2200.44(-)-/3/1.

Dans sa séance du 28 août 1945, le Conseil fédéral a pris la décision d'autoriser le roi à s'établir près de Genève[5], à deux conditions: l'une que les autorités genevoises donneraient leur accord, ce qu'elles ont fait immédiatement[6]; l'autre, que le roi s'abstiendrait de toute activité politique sur le territoire de la Confédération. Le Conseil fédéral se réservait en outre de revenir sur sa décision au cas où les circonstances viendraient à se modifier.

Léopold III n'a jamais demandé à bénéficier du droit d'asile et n'avait aucune raison de le faire. En effet, lorsqu'il a sollicité l'autorisation de s'établir en Suisse, il était toujours le chef de l'Etat belge. La loi belge de 1945 – à laquelle M. Eggenberger a fait allusion – constate son empêchement de régner, mais n'a pas modifié le caractère juridique de sa personne royale. Le roi conservait donc tous ses privilèges.

Le droit d'asile tel qu'il s'entend en droit international ou tel qu'il est défini dans les commentaires sur la Constitution fédérale, ne s'appliquait pas à sa personne. En effet, il ne concerne que ceux qui, en raison de leurs convictions politiques ou religieuses, ont dû quitter leur pays, ne peuvent sans danger y retourner et cherchent un refuge ailleurs.

Je pense donc que les considérations sur le droit d'asile auxquelles s'est livré tout à l'heure l'interpellateur, si intéressantes qu'elles aient été, n'étaient pas à leur place dans le cas particulier, étant donné que le roi Léopold ne peut être considéré et traité comme un réfugié.

La détermination du statut en Suisse de Léopold III, de sa famille et de sa suite ne ressortit pas non plus à la réglementation sur le séjour et l'établissement des étrangers en général. Le roi Léopold III ne peut pas être considéré comme un simple particulier. Ce sont certains principes du droit des gens qui sont applicables[7], étant donnée la qualité de souverain et de chef d'Etat du roi des Belges. C'est la raison pour laquelle il appartenait au Conseil fédéral, pouvoir exécutif, et non pas à une autorité administrative, d'examiner et de régler la question de l'entrée et du séjour du roi dans notre pays.

En somme, la seule question qui se pose aujourd'hui est celle de savoir si la deuxième condition posée par le Conseil fédéral, à savoir l'abstention de toute activité politique, a été observée.

Pendant son séjour en Suisse, Léopold III a eu des contacts, à de nombreuses reprises, avec des hommes politiques de son pays, notamment avec des membres du Gouvernement belge et des personnalités dirigeantes des principaux partis politiques[8]. Cette activité, dont le caractère politique n'est pas contestable, bien qu'elle ait été limitée presque exclusivement à des contacts personnels, recherchés semble-t-il plus par les membres du Gouvernement et des partis politiques belges que par le roi lui-même, n'était dirigée ni contre le Gouvernement, ni contre le régime et les institutions de la Belgique. Au contraire, elle tendait au règlement d'une question importante pour ce

---

5. *Cf. PVCF N° 2088 du 28 août 1945,* E 1004.1(-)-/1/460 (DoDiS-8834).
6. *Cf. la lettre de P. Balmer à P. Baechtold du 10 septembre 1945,* E 2001(E)1967/113/383.
7. *Cf. les références à différents spécialistes de droit international public indiquées sur le projet de réponse à l'interpellation du 9 juin 1950. Ibid.*
8. *Cf. par exemple la lettre d'E. Lardy à A. Zehnder du 11 avril 1949, ibid.* (DoDiS-7541).

pays, à laquelle non seulement le roi, mais le gouvernement, le parlement et le peuple belges sont vivement intéressés.

Il faut souligner en particulier que le problème qui divise aujourd'hui la Belgique n'est pas celui de savoir si ce pays doit maintenir son régime monarchique actuel ou créer un régime républicain. Il n'y a pas de divergences entre les principaux partis politiques sur ce point.

En n'élevant aucune objection contre les entretiens qui ont eu lieu à Pregny, le Conseil fédéral savait qu'il ne s'exposait à aucune critique de la part des autorités belges. C'est au contraire en s'opposant à ces entretiens que le Conseil fédéral aurait pu encourir le reproche qu'il prenait parti en faisant obstacle à ce qu'une question primordiale intéressant un pays ami pût faire l'objet d'une discussion en vue d'une solution amiable. Le Conseil fédéral aurait pu aliéner ainsi les sympathies que peuvent avoir pour la Suisse, non seulement le souverain, mais encore les autorités et le peuple d'un pays avec lequel nous avons toujours entretenu les relations les plus courtoises et les plus amicales.

La condition posée à l'époque par le Conseil fédéral devait nécessairement être formulée en termes généraux. Au moment où elle a été posée, on ignorait quel développement prendrait la question royale en Belgique. Il n'eût donc pas été possible, à ce moment-là, de formuler des précisions. Mais il va de soi que cette condition visait avant tout une activité préjudiciable à notre pays, ou de nature à compromettre nos relations soit avec la Belgique, son gouvernement ou son peuple, soit encore avec un autre pays.

M. Eggenberger a fait allusion aux risques qu'il y avait à ce qu'un précédent fût créé par le comportement actuel du roi des Belges dans notre pays. On peut affirmer que la situation de ce souverain est tout à fait particulière, voire exceptionnelle. Le Conseil fédéral garde d'ailleurs l'entière liberté de régler comme il l'entend d'autres cas de même nature qui pourraient se présenter.

L'opinion du Conseil fédéral est que le roi Léopold III n'a pas eu chez nous une activité critiquable, et qu'il n'a pas enfreint les conditions auxquelles son séjour en Suisse a été subordonné. Il n'y a donc aucun changement à apporter au statut actuel auquel le roi des Belges a été et doit rester soumis tant qu'il demeurera dans notre pays[9].

---

9. *Léopold III rentre en Belgique le 22 juillet 1950. Cf. aussi* E 2200.44(-)1969/166/12.

48

E 7800(-)-/1/3
[DoDiS-8444]

Der Direktor des Vororts des Handels- und Industrievereins, H. Homberger, an den Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, R. Rubattel

SCHUMAN-PLAN

L Zürich, 10. Juni 1950

Mit Ihrem Schreiben vom 30. Mai[1] haben Sie mich ersucht, Ihnen einige Auskünfte über die möglichen Auswirkungen des sog. Schuman-Plans über die Kohlen- und Eisenindustrie zu verschaffen[2]. Ich habe mich zu diesem Zwecke mit dem Verein Schweizerischer Maschinen-Industrieller in Verbindung gesetzt, der seinerseits einige Persönlichkeiten aus der schweizerischen Eisen- und Maschinenindustrie zusammenberufen hat, um das Problem zu besprechen. Über das Ergebnis dieser Aussprache erhalte ich soeben folgende Mitteilungen:

«Ihr Schreiben vom 3. ds. bot Veranlassung zu einer Aussprache, die gestern auf unserem Sekretariat stattfand und an der die Herren Minister Dr. H. Sulzer, Dr. René Bühler, Prof. Dr. Durrer, Direktor Ernst von Moos (Luzern), Dr. F. Hummler, P. Miescher (Schaffhausen), H. Montandon, Direktor E. Müller, W. von Orelli und der Unterzeichnete teilnahmen[3].

Die Aussprache ergab, dass der ‹Plan Schumann› – sofern er zustandekommt – auch für unser Land und speziell für unsere eisenerzeugende und eisenverbrauchende Industrie von grösster Bedeutung sein kann. Eine effektive Beurteilung der konkreten wirtschaftlichen Auswirkungen ist aber nicht möglich, solange der ‹Plan› über das vage Stadium, in dem er sich heute noch befindet, nicht hinausgekommen ist[4].

Wichtig ist für uns vor allem, dass wir über den Lauf der Dinge möglichst genau unterrichtet werden, die Entwicklung also aus direkter Anschauung verfolgen können. Die gestrige Versammlung hat daher einstimmig beschlossen, Ihnen zu beantragen, es möchte von Bern aus unverzüglich die Möglichkeit der *Entsendung eines schweizerischen Beobachters* an die am 20. Juni in Paris beginnende Konferenz der sechs Länder abgeklärt werden. Stimmt Bern – wie wir hoffen – unserem Vorschlag zu und kann das Einverständnis Frankreichs – als einladender Macht – erzielt werden, so schlagen wir vor, bis auf weiteres Herrn H. Montandon, Neuchâtel, mit der Beobachtermission zu betrauen. Herr Montandon verfügt über ausgezeichnete Sach-

---

1. *Nicht ermittelt.*
2. *Für eine Kopie des Planes und Erläuterungen vgl. das Schreiben von G. Bauer an J. Hotz vom 6. Juni 1950,* E 2001(E)1969/121/298; *vgl. auch die Notiz von R. Lempen vom 3. Juni 1950, ebd.*
3. *Die Aussprache kam auf Initiative von C. Montandon zustande, vgl. dessen Brief an den Verein Schweizerischer Maschinenindustrieller vom 2. Mai 1950,* E 2210.2(-)1973/121/24.
4. *Vgl. den Bericht von C. Montandon an den Verein Schweizerischer Maschinenindustrieller vom 6. Juni 1950,* E 2001(E)1969/121/298.

kenntnisse und vertritt, wie Sie wissen, unser Land – zusammen mit Herrn Dr. René Bühler, bereits im Comité de la Sidérurgie der OECE[5].

Da uns vom Beginn der erwähnten Konferenz nur noch kurze Zeit trennt, ist die Sache von grosser Dringlichkeit.»

Da noch nirgends etwas Genaueres über die Modalitäten des Zusammenschlusses der französischen und der deutschen Kohlen- und Eisenindustrie bekanntgegeben wurde, ist es begreiflich, wenn sich über die möglichen Auswirkungen des Schuman-Planes in der Schweiz noch niemand ein Bild machen kann. Es scheint übrigens, dass sowohl die französische wie die deutsche Kohlen- und Eisenindustrie von der diplomatischen Initiative der französischen Regierung vollständig überrascht wurde und dass infolgedessen der sensationellen Eröffnung Schumans anlässlich der Londoner Konferenz keinerlei konkrete Vorbereitungen mit den betroffenen Industrien vorausgegangen waren[6].

Bei dieser Sachlage ist es umso begreiflicher, dass die schweizerische Maschinenindustrie grossen Wert darauf legt, über die weitere Entwicklung des Schuman-Plans informiert zu sein. Zu diesem Zwecke ist die Frage aufgeworfen worden, ob nicht ein schweizerischer Beobachter an die am 20. ds. in Paris beginnende Konferenz delegiert werden könnte. Da mir diese Anregung anlässlich eines telephonischen Berichtes über die oben erwähnte Aussprache innerhalb der Maschinenindustrie bekannt gegeben worden war, habe ich noch letzten Freitag mit Herrn Minister Zehnder über die Möglichkeit der Entsendung eines schweizerischen Beobachters gesprochen, der seinerseits deswegen mit Herrn Bundespräsident Petitpierre Fühlung nahm. Das Ergebnis ersehen Sie aus der nachstehend wiedergegebenen Notiz, die mir Herr Zehnder noch am gleichen Tage hat zukommen lassen:

«Nach Rücksprache mit Bundesrat Petitpierre bin ich in der Lage, Ihnen mitzuteilen, dass er nicht nur gegen die Entsendung eines solchen privaten Beobachters ist, sondern auch nicht will, dass unsererseits eine Initiative in dieser Richtung unternommen wird. In der Tat, wenn ich Herrn Bauer in Paris beauftrage, das Gesuch zu stellen oder nur zu sondieren, so ist als wahrscheinlich anzunehmen, dass die französische Regierung mit grösstem Vergnügen dem schweizerischen Begehren entsprechen wird. Durch die Sondierung allein wäre somit die Antwort bereits präjudiziert, und wir wären mit einem Bein in dieser neuen Organisation. Das ist es aber gerade, was der Bundespräsident unter allen Umständen vermeiden möchte, solange er nicht weiss, welche Art Komplikationen der Versuch, diesen Plan zu realisieren, noch nach sich ziehen wird.»[7]

---

5. *Zur Arbeit dieses Komitees vgl.* E 2210.2(-)-1973/131/10.

6. *Zur Reaktion der bei der Erarbeitung des Planes übergangenen Kreise vgl. das Schreiben von C. Montandon an den Verein Schweizerischer Maschinenindustrieller vom 19. Juni 1950,* E 2001(E)1969/121/298. *Zur überraschenden Präsentation des Planes durch R. Schuman anlässlich der Londoner Konferenz vgl. das Telegramm Nr. 44 der schweizerischen Gesandtschaft in London an das Politische Departement vom 11. Mai 1950,* E 2300 London/44; *vgl. auch den politischen Bericht Nr. 4 von P. A. von Salis an M. Petitpierre vom 25. Mai 1950,* E 2300 Paris/104. *Zur Londoner Konferenz vgl. das Schreiben von H. de Torrenté an A. Zehnder vom 20. Juni 1950,* E 2300 London/44.

7. *Vgl. das Schreiben von A. Zehnder an H. Homberger vom 8. Juni 1950,* E 2802(-)1967/78/7.

Bei dem engen Zusammenhang, der offenbar zwischen dem Schuman-Plan und der Europa-Organisation von Strassburg besteht, verstehe ich die Gründe sehr gut, die Herrn Bundespräsident Petitpierre veranlassen, im gegenwärtigen undurchsichtigen Stadium der Sache auch nur von einer Sondierung über die Möglichkeit der Teilnahme eines schweizerischen Beobachters in Paris abzusehen. Ich teile die Auffassung, dass wir in dieser hochpolitischen Materie nicht vorsichtig genug prozedieren können. Dagegen wäre es natürlich von allergrösstem Wert, wenn auf andere Weise darnach getrachtet würde, so gut wie möglich auf dem laufenden zu bleiben und nicht nur auf das angewiesen zu sein, was in den Zeitungen steht. Die Industrie wird in dieser Richtung tun was ihr möglich ist; insbesondere wird Herr Montandon, der die schweizerische Maschinenindustrie in der OECE-Organisation vertritt, in Paris bemüht sein, mit den Vertretern der französischen Maschinenindustrie in Kontakt zu bleiben. Darüber hinaus wäre es aber ausserordentlich wünschbar, wenn unsere diplomatischen Vertretungen in Paris, Westdeutschland und London beauftragt würden, die Angelegenheit mit besonderer Intensität zu verfolgen[8].

In der Annahme, dass Sie damit einverstanden sein werden, erlaube ich mir, Kopien dieses Briefes den Herren Bundespräsident Petitpierre, Minister Zehnder und Minister Hotz zuzustellen.

---

8. *Vgl. die regelmässigen Berichte von C. Montandon an den Verein Schweizerischer Maschinenindustrieller, von denen die interessierten Stellen der Bundesverwaltung jeweils Kopien zugestellt erhielten,* E 2001(E)1969/121/298.

49

E 2001(E)1969/121/66
[DoDiS-8095]

Le Chef de la Division des Affaires politiques, A. Zehnder, au Chef du Département politique, M. Petitpierre[1]

VT *Berne*, 24 juin 1950

La Haute Commission Alliée en Allemagne désire, par note du 5 juin, être renseignée sur les vues du Gouvernement suisse au sujet de l'établissement en Suisse d'un consulat général de la République fédérale allemande[2].

---

1. *Cette notice, rédigée par A. Zehnder, est discutée lors de la prochaine séance du Conseil fédéral. Cf. les remarques manuscrites d'A. Zehnder:* Ainsi approuvé par le Conseil fédéral, le 27 juin 1950. *Cf. aussi le PVCF de débats de la 47ème séance du Conseil fédéral du 27 juin 1950,* E 1003(-)-/1/R 3104 *et PVCF N° 1203 du 27 juin 1950,* E 1004.1(-)-/1/518.
2. *La note date du 6 juin. Non reproduite. A. Huber la reçoit le 12 juin, cf. le télégramme N° 19 d'A. Huber du même jour. Non reproduit.*

I.

Aux termes du droit des gens, l'exequatur accordé à un consul d'un pays étranger constitue une reconnaissance de fait, sinon de jure, d'un gouvernement étranger. Or, le soi-disant gouvernement de l'Allemagne occidentale n'a pas encore tous les éléments exigés par le droit des gens pour être reconnu. Si l'on voulait rester strictement sur le plan juridique, nous devrions refuser de recevoir un consul de la République d'Allemagne occidentale.

D'autre part, sur le plan pratique, l'établissement d'un consulat général de l'Allemagne occidentale aurait quelques inconvénients pour nous. J'en note trois:

1. La nécessité dans laquelle se trouvera chaque membre de la colonie allemande en Suisse, forte de 60'000 personnes à peu près, de se décider s'il veut accepter la protection de l'Allemagne occidentale ou rester en dehors de toute protection allemande ou, enfin, demander la protection de l'Allemagne orientale. Nous avons recueilli à ce sujet plusieurs renseignements[3]. La colonie préférait ne pas être mise devant cette alternative, mais sa presque totalité, devant le fait accompli, accepterait la protection de l'Allemagne occidentale. Si l'on hésite, c'est parce que presque chacun a soit des intérêts ou des parents en Allemagne orientale. Ce que la colonie voudrait éviter, c'est la scission et des discussions politiques dues à la présence d'émissaires de l'une ou de l'autre partie de l'Allemagne.

2. En acceptant un consulat général de l'Allemagne occidentale, nous reconnaîtrions la division de l'Allemagne et le problème de la représentation de l'Allemagne orientale se poserait donc du même coup. Il est évident que ce ne sera pas la Suisse qui prendra l'initiative, mais il faut s'attendre à ce que l'Allemagne orientale saisisse cette occasion pour établir une représentation chez nous. Nous pourrions refuser sous prétexte d'un manque de réciprocité; en effet, tous nos consulats en Allemagne orientale ont été fermés[4]. Je prévois que les Russes ne permettront pas leur réouverture. Toutefois, nous courons un certain risque en nous plaçant sur ce terrain parce que, pour des raisons que j'ignore encore, l'Allemagne orientale pourrait peut-être faire la concession désirée; dans ce cas-là, nous serions obligés d'accepter sa représentation. Si ce cas se présentait, nous risquerions de contrecarrer la politique des Etats-Unis à l'égard de l'Allemagne occidentale, selon laquelle seule celle-ci représente la totalité du pays. Les puissances occidentales veulent, dans le même ordre d'idée, donner plus d'éclat à leur protégé et empêcher qu'à l'ouest on le traite sur le même pied que l'Allemagne orientale.

3. Les représentations des deux parties de l'Allemagne émettront nécessairement des prétentions sur les avoirs de l'Etat allemand, notamment sur l'hôtel de la Légation et ses dépendances, ainsi que sur d'autres valeurs immobilières ou mobilières[5]. Nous pourrions assez facilement répondre aux deux

---

3. *Cf. la notice de H. Frölicher du 14 février 1950,* E 2001(E)1967/113/160 (DoDiS-8905).
4. *Cf. DDS, vol. 16, N° 59* (DoDiS-1988).
5. *Cf. la notice de H. Frölicher du 14 février 1950,* E 2001(E)1967/113/160 (DoDiS-8904).

en posant le problème de la reprise des passifs lorsqu'on nous demandera la remise des actifs. Je ne crois pas que l'un ou l'autre des deux Etats ait le moindre désir ou la possibilité de rembourser les créances suisses sur l'Allemagne, puisque ce chiffre est de plus de deux milliards de francs suisses.

II.

Voici les inconvénients, mais il y aurait également un inconvénient majeur à refuser une représentation officielle de l'Allemagne occidentale. C'est toujours notre voisin avec lequel nous désirons sincèrement entretenir les meilleures relations possibles. Il serait de mauvaise politique de commencer par offenser un jeune gouvernement au moment où il lutte pour son indépendance et son entière souveraineté. C'est le moment, en général, où les jeunes Etats sont très susceptibles et où ils ont besoin d'un certain appui. Les autres pays européens, parmi lesquels la Suède, n'ont pas hésité à réagir instantanément et à accepter sans condition une représentation officielle de l'Allemagne occidentale, précisément pour rendre ce service au nouvel Etat[6]. Il n'y a, par ailleurs, aucun doute que notre volonté politique est de reconnaître de fait l'existence de l'Etat de l'Allemagne occidentale qui nous offre une certaine garantie contre l'expansion communiste au nord.

J'ai chargé M. Huber de discuter tout le problème *directement* avec les Allemands pour voir s'ils tiennent vraiment à donner à leur représentation le caractère officiel d'un consulat général en dépit de la difficulté dans laquelle ils mettraient la colonie[7]. Une représentation commerciale à Zurich serait susceptible de leur rendre exactement les mêmes services sans présenter les inconvénients que je viens d'énumérer. M. Huber a cependant pour instruction de ne pas insister s'il voit que l'Allemagne a besoin de ce consulat général pour des raisons de prestige.

Tout en attendant sa réponse[8], je propose d'envisager d'ores et déjà l'autorisation inconditionnelle d'ouvrir un consulat général de l'Allemagne occidentale[9]. Avant de répondre à la note alliée, j'aimerais bien connaître encore le résultat des conversations que M. Huber aura eues avec M. Adenauer[10].

---

6. *Cf. le télégramme N° 2 d'A. Huber au Département politique du 20 juin 1950. Non reproduit.*

7. *Cf. la lettre d'A. Zehnder à A. Huber du 23 juin 1950. Non reproduite.*

8. *Cf. le télégramme N° 5 d'A. Huber au Département politique du 29 juin 1950. Non reproduit.*

9. *Cf. note 1.*

10. *Cf. le télégramme N° 24 d'A. Huber au Département politique du 17 juillet 1950. Non reproduit. Huber informe le Département politique que K. Adenauer est d'accord avec la constitution d'une agence commerciale même s'il préférerait un consulat. Dans le télégramme N° 27 du Département politique du 20 juillet, A. Huber est autorisé de répondre à la Haute Commission interalliée que la Suisse accepte la constitution d'une agence consulaire. Non reproduit. L'entrevue du 18 juillet entre Th. Heuss et M. Petitpierre à Chaumont est décisive pour le changement d'avis du Département politique, cf. la lettre de M. Petitpierre à A. Huber du 19 juillet 1950,* E 2200.161(-)1968/134/14 (DoDiS-8124).

50

E 2001(E)1969/121/298
[DoDiS-7712]

Der schweizerische Gesandte in London, H. de Torrenté, an den Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, A. Zehnder[1]

S London, 4. Juli 1950

I.

Die Motive, die Frankreich dazu veranlassten, den Schuman-Plan[2] aufzustellen, werden in London in folgendem erblickt:

1) Frankreich befürchtete, angesichts der raschen Verselbständigung Westdeutschlands, jede Kontrolle über die Ruhrindustrie zu verlieren. Im Schuman-Plan sah es die einzige Möglichkeit, sein Mitspracherecht in einer Weise zu verankern, die vom Schwund der Rechte der Besatzungsmächte unabhängig bliebe. Wie ich Ihnen schon auf raschestem Wege mitgeteilt *[habe]*, hatte der parlamentarische Unterstaatssekretär im Foreign Office, Mr. Davies, diese Vermutung selbst ausgesprochen[3].

2) Frankreich wollte den Versuch unternehmen, die Stellung Westeuropas, und damit Frankreichs, innerhalb der atlantischen Gemeinschaft zu stärken. An der Londoner Konferenz wollte es den Gedanken einer Einigung Europas, der in der letzten Zeit in den politischen Gesprächen etwas in Vergessenheit geraten war, von neuem ins Bewusstsein rufen[4]. Der Schuman-Plan sollte die wirtschaftliche Basis für ein geeintes Europa schaffen.

3) Immer besorgt, gegenüber den Grossmächten Amerika und England, eine gewisse Gleichberechtigung zu behaupten, erwartete Frankreich von der Initiative einen allgemeinen Prestigezuwachs.

4) Weniger ausschlaggebend, aber doch mitbestimmend, scheint nach britischer Auffassung die französische Hoffnung gewesen zu sein, dass der Plan einer Vereinigung der westeuropäischen Montan-Industrie den Erwartungen der öffentlichen amerikanischen Meinung entsprechen und die Aussichten auf die Fortsetzung amerikanischer Hilfe an Europa – und seine afrikanischen Besitzungen – vergrössern würde.

II.

Die Haltung der britischen Regierung zum Schuman-Plan, wie sie schon im White Paper über die anglo-französischen Diskussionen und dann im

---

1. *Das Schreiben wurde vermutlich von A. R. Lindt redigiert.*
2. *Zum Schuman-Plan im allgemeinen vgl. Thematisches Verzeichnis in diesem Band:* Die Schweiz und die Europäische Gemeinschaft für Kohle und Stahl.
3. *Vgl. das Telegramm Nr. 46 von H. de Torrenté an das EPD vom 12. Mai 1950,* E 2300 London/44; *zu den innenpolitischen Hintergründen der französischen Initiative vgl. das Schreiben vom 11. Mai 1950 und den politischen Bericht Nr. 4 vom 25. Mai 1950 von P. A. von Salis an M. Petitpierre,* E 2300 Paris/104.
4. *Zur Londoner Konferenz vgl.* E 2200.40(-)1968/64/7.

Parlament von Mr. Attlee und Sir Stafford Cripps umrissen worden ist, lässt sich folgendermassen zusammenfassen:

1) Die französische Initiative wird insofern begrüsst, als sie einen Versuch darstellt, die Spannung zwischen Frankreich und Deutschland zu beheben.

2) Nachdem Frankreich es abgelehnt hat, in Besprechungen über die politischen und wirtschaftlichen Auswirkungen des Planes einzutreten, hält die britische Regierung es für unmöglich, sich an den Verhandlungen auf Grund der Bedingungen der französischen Regierung zu beteiligen.[5]

3) Die britische Regierung hat zwar durch den Vorsteher des Planungsbüros, Sir Edwin Plowden, eigene Vorschläge ausarbeiten lassen. Sie hält diese aber gegenwärtig geheim und lehnt es ab, irgendetwas zu unternehmen, was die laufenden Verhandlungen beeinflussen könnte. Sie will nicht das Odium auf sich nehmen, durch eigene Vorschläge die Verhandlungen zu stören oder von den Zielen, die sich die französische Regierung gesetzt hat, abzulenken.

4) Die britische Regierung hofft, dass sie sich in einem spätern Zeitpunkt in irgendeiner Form und unter Wahrung ihrer Interessen an der Realisierung des Planes beteiligen kann.

III.

Der britischen Haltung liegen folgende Motive zugrunde:

1) In den Vordergrund stellen sowohl das *White Paper* wie auch die Erklärungen des Ministerpräsidenten und Sir Stafford Cripps die Bedenken gegenüber der Befugnis der «High Authority», auf dem Gebiet der Montan-Industrie bindende Beschlüsse zu fassen. Mr. Bevan, der gelegentlich als möglicher Nachfolger Mr. Bevin's genannt wird, erklärte mir, eine solche Kompetenzgewalt, die den Willen der Volksmeinung in den einzelnen Staaten nicht zu berücksichtigen habe, könne nur als diktatorisch und faschistisch bezeichnet werden. Würde, so erklärte mir der parlamentarische Unterstaatssekretär im Foreign Office, Mr. Davies, einem übernationalen Organ ein Bestimmungsrecht auf einem so wichtigen Gebiete wie Kohle und Stahl eingeräumt, würde innerhalb Englands die Planung nicht nur gehindert, sondern verunmöglicht. Die englischen Arbeiterkreise sehen in der Planung das Mittel, die Arbeitslosigkeit zu verunmöglichen. Die Labour-Regierung würde sich eines der wichtigsten Instrumente ihrer Innenpolitik aus der Hand schlagen lassen, wenn sie einer «High Authority» einen Einfluss auf die Planung gestatten würde. Das Hauptmotiv der gegenwärtigen britischen Haltung kann infolgedessen als ein wirtschaftliches bezeichnet werden.

2) Von annähernd gleicher Bedeutung ist das aussenpolitische Moment. Das grösste Problem Englands liegt heute darin, eine fein ausgeklügelte Gleichgewichtsstellung zwischen Commonwealth, Amerika und Europa einzunehmen. Die britische Regierung will es vermeiden, die Beziehungen zu einem der drei Partner zu verengern, wenn dies die Lockerung der Bande zu den zwei andern Partnern bedeuten würde. Sie glaubt, dass England seinen

---

5. *Für die Haltung Frankreichs gegenüber Grossbritannien vgl. den politischen Bericht Nr. 6 von P. A. von Salis an M. Petitpierre vom 22. Juni 1950,* E 2300 Paris/104.

vollen Beitrag zur Einigung Europas nur als Mittelpunkt des Commonwealth und als enger Verbündeter der Vereinigten Staaten leisten kann. Obwohl die Dominions vor dem Entschluss Londons, auf die Beteiligung an der Schuman-Plan-Konferenz zu verzichten, nicht konsultiert worden sind, ist die Regierung überzeugt, dass der Entscheid im Interesse des Commonwealth liege.

3) Ein weiteres aussenpolitisches Moment kommt hinzu. Der Versuch Englands, an der Londoner Konferenz der Aussenminister alle westlichen Organisationen der atlantischen Gemeinschaft unterzuordnen, ist durch den Schuman-Plan zum mindesten verzögert worden. Mr. Attlee hat dies in seiner Parlamentserklärung vom 13. Juni ausgedrückt: «Die Diskussion des französischen Vorschlages hat natürlicherweise bewirkt, dass der ständige Fortschritt, der in Richtung auf eine grössere Aktionsgemeinschaft der Demokratien auf politischem, strategischem und wirtschaftlichem Gebiete gemacht wird, dem Blickfang einigermassen entzogen worden ist.»

Das Foreign Office ist heute der Überzeugung, dass ein geeintes Europa, das nicht in engster Beziehung zur atlantischen Gemeinschaft steht, unzeitgemäss ist. Es begegnet mit Misstrauen allen Bestrebungen, die unter Umständen zur Bildung einer europäischen «Troisième Force» führen könnte*[n]*. Mr. Davies betonte allerdings mir gegenüber, dass M. Schuman keine derartigen Absichten verfolge.

IV.

Die Stellungnahme der Regierung fand im grossen und ganzen die Zustimmung der Presse und der öffentlichen Meinung, denn sie entsprach der britischen Abneigung gegen Improvisation und gegen die Eingehung von Verpflichtungen, deren Tragweite sich nicht übersehen lässt. Dass die Opposition den Schuman-Plan zu einer Attacke erkor, ist wohl einzig der Broschüre der Labour-Partei über die Einigung Europas zuzuschreiben. (Siehe meinen politischen Bericht No. 10[6]). Die Opposition wurde gereizt durch die Bedeutung, die doktrinären sozialistischen Überlegungen in aussenpolitischen Fragen zugeteilt wurde. Für die liberale Partei, die konsequent für eine Preisgabe britischer Souveränitätsrechte zugunsten einer europäischen Einheit aufgetreten ist, war die Stellungnahme einfach. Bei den Konservativen jedoch widersprachen sich der Enthusiasmus für eine Europaunion einerseits und anderseits die Forderung, dass dem Commonwealth die Priorität allen andern aussenpolitischen Bindungen gegenüber einzuräumen sei. In der Propaganda für ein geeintes Europa war die konservative Partei dadurch begünstigt, dass sie die Regierungsverantwortung nicht zu tragen hat. Mr. Eden erklärte einem meiner Gewährsmänner, Mr. Churchill würde zweifellos der Europaunion gegenüber zurückhaltender sein, wenn er Ministerpräsident wäre. – Die Motion der beiden Oppositionsparteien forderte, dass sich England an der Schuman-Plan-Konferenz unter den gleichen Bedingungen wie die holländische Regierung beteilige.

---

6. *Vgl den politischen Bericht Nr. 10 von H. de Torrenté an M. Petitpierre vom 16. Juni 1950,* E 2300 London/44.

In der Begründung der Motion durch Mr. Eden, Mr. Clement, Mr. Davies und Mr. Churchill liess die Opposition keinen Zweifel darüber aufkommen, dass ihre Kritik an der Regierung lediglich taktischer Natur sei. Kein Redner der Opposition verlangte die bedingungslose Annahme des französischen Prinzips der «High Authority». Kritisiert jedoch wurde die Passivität der Regierung, die darauf verzichtete, ihre Auffassung an der Schuman-Plan-Konferenz zu vertreten. Mr. Eden unterstrich hauptsächlich das aussenpolitische Moment. Käme der Schuman-Plan ohne Beteiligung Englands zustande, würde dies eine deutsche Vorherrschaft auf dem Kontinent bedeuten. Diese könnte sich in der Schaffung einer künstlichen europäischen Neutralität auswirken, welche geeignet wäre, die westliche Verteidigung zu gefährden.

Infolge der koreanischen Krise[7] erhielt die Debatte einen akademischen Charakter. Sie brachte aber eine Abklärung über die britische Stellungnahme zu einem geeinten Europa. Sowohl Labour wie die Konservativen halten die Schaffung eines europäischen Bundesstaates für verfrüht. Zur Diskussion steht für sie gegenwärtig nur ein Staatenbund, in dem die Regierungen selbst sich über allfällige Verzichte auf ihre Souveränitätsrechte zu einigen haben. In der Substanz sind sich Regierung und Opposition auch betreffs des Schuman-Planes einig. Beide wünschten im Grunde eine Organisation, in der die Regierungen selbst ähnlich wie in der OECE vertreten wären. Die Debatte bewies aber, dass die Kritik an Mr. Bevin, dem mangelnde Initiative und mangelnde Führung vorgeworfen wird, nicht eingeschlafen ist.

V.

Auf Seiten der Regierung scheint gegenwärtig der Ausgang der Schuman-Plan-Konferenz mit Gleichmut erwartet zu werden. Das Foreign Office nimmt an, dass früher oder später Frankreich gegenüber Deutschland des britischen Beistandes bedürfe. Mr. Berthoud, Unterstaatssekretär für wirtschaftliche Fragen im Foreign Office, machte mir diesbezüglich eine Andeutung: Es sei vielleicht im Interesse Frankreichs, dass Grossbritannien sich ausserhalb der Verhandlungen halte, es könne dann umso besser im gegebenen Zeitpunkt intervenieren. Vor wenigen Tagen sagte mir Mr. Morgan Philipps, der Generalsekretär der Labour-Partei, er glaube nicht an ein günstiges Resultat der Schuman-Verhandlungen, da diese klar den Unterschied zwischen den Zielen Frankreichs und Deutschlands herausarbeiten würden. London halte seinen Gegenvorschlag für den Augenblick bereit, wo es zu ihrer Bekanntgabe eingeladen werde. Ich frage mich, ob dieser Augenblick nicht dann kommen wird, wo die Diskrepanz der Absichten, die Deutschland und Frankreich zum Schuman-Plan führten, ans Tageslicht treten und einen Stillstand der Verhandlungen bewirken.

---

7. *Zum Koreakrieg vgl. Thematisches Verzeichnis in diesem Band*: Korea.

51

E 2800(-)1990/106/1
[DoDiS-7221]

Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre

Séances du Conseil fédéral des 3 et 10 juillet 1950

[Berne, 10 juillet 1950]

Au cours de la séance du 3 juillet[1], j'ai fait un exposé sur la situation politique générale, en relevant qu'elle me paraissait très dangereuse. D'après une information, des négociations seraient en cours à Baden près de Vienne entre une délégation yougoslave et une délégation soviétique. L'URSS voudrait obtenir qu'en cas de guerre, la Yougoslavie ne se mette pas du côté des Alliés. Par ailleurs, la guerre de Corée risque de durer longtemps, le Gouvernement de la Corée du Sud n'étant pas populaire. Les Américains ne seront donc vraisemblablement pas soutenus par la population contre les troupes de la Corée du Nord. La déclaration de M. Truman sur Formose risque d'entraîner les Etats-Unis dans une guerre contre la Chine. L'URSS a encore des possibilités d'action en Indochine et en Malaisie. Ainsi les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France risquent de se trouver engagés dans des opérations militaires en Extrême-Orient sans que les Russes, de leur côté, aient à intervenir directement. Cela leur donne les mains libres ailleurs: Iran, Turquie, Balkans, Allemagne. On ne peut pas exclure la possibilité d'une guerre générale, même si aujourd'hui elle n'est voulue ni par l'URSS ni par les Etats-Unis. La situation politique de l'Italie est aussi précaire. Un coup de force communiste pourrait réussir en cas de guerre.

J'ai proposé au Conseil fédéral de tenir une séance au cours de laquelle nous examinerions l'état actuel de nos préparatifs et les mesures qu'il y aurait lieu de prendre au cas où une guerre éclaterait en Europe à brève échéance, ainsi en automne, dans la période entre les récoltes et l'hiver, ou dans le courant de l'an prochain. Une séance a été fixée au 10 juillet. M. Kobelt fera un exposé sur les préparatifs militaires, M. Rubattel sur les préparatifs économiques et M. de Steiger donnera des renseignements sur les mesures envisagées pour lutter contre la cinquième colonne.

Séance du 10 juillet.

Les exposés prévus ont été faits par MM. Kobelt, de Steiger et Rubattel. Différentes décisions ont été prises. Le Conseil fédéral prendra la responsabilité d'accorder au Département militaire les crédits dont il a un urgent besoin pour terminer certains préparatifs. La délégation parlementaire des finances sera consultée ou tenue au courant.

---

1. *En fait, la séance a lieu le 4 juillet. Cf. le procès-verbal des délibérations du Conseil fédéral de la 49e séance du 4 juillet 1950,* E 1003(-)-/1/R 3104. *Le procès-verbal de la séance du 10 juillet n'a pas pu être retrouvé. Ibid.*

J'ai été chargé d'examiner avec M. Paul Keller, Président du Directoire de la Banque nationale, les mesures qu'il y aurait lieu de prendre à l'égard de l'or (dépôt en lieu sûr en Suisse ou à l'étranger).

Le Département politique est également chargé d'examiner comment, en cas d'invasion de la Suisse, nos relations devraient s'établir avec d'autres pays. En 1940, un projet de convention avait été préparé, dont il semble qu'il ait été détruit. Il s'agit de préparatifs purement internes envisagés.

52

E 2300 Madrid/17
[DoDiS-8600]

Le Ministre de Suisse à Madrid, E. Broye,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre

RP N° 13 Confidentiel — Madrid, 17 juillet 1950

J'ai l'honneur de vous donner dans le présent rapport quelques renseignements sur:

Le 14ème anniversaire du Mouvement national déclenché le 18 juillet 1936[1]; certains aspects financiers des rapports de l'Espagne avec les Etats-Unis d'Amérique et l'Allemagne occidentale.

A la veille du 14ème anniversaire du Mouvement qu'il a déclenché et qui a dégénéré en guerre civile le 18 juillet 1936, les bruits qui circulent toujours à cette époque sur les velléités du Général Franco de remanier son Cabinet ne semblent pas se confirmer, peut-être comme conséquence de l'affaire de Corée[2] qui pourrait faire anticiper la réunion de l'Assemblée des Nations Unies et exercer une influence sur l'attitude de quelques pays à l'égard de l'Espagne et probablement sur l'annulation de la décision comportant le retrait des Ambassadeurs[3].

La presse espagnole recueille avec beaucoup de complaisance les manifestations d'hommes politiques de tous les pays qui, à l'occasion de la guerre de Corée considèrent indispensable l'inclusion de l'Espagne dans le Plan de défense européen et les déclarations favorables du Général de Gaulle ont été particulièrement soulignées, en observant toutefois que si l'Espagne est bonne à se battre pour l'Europe, elle doit aussi être bonne pour recevoir l'aide économique et les appuis financiers pour la renforcer. Mais à cet égard, les cercles dirigeants de l'étranger paraissent encore nourrir des préventions tenaces contre l'Espagne: en France surtout, on ne croit pas à la possibilité d'un apport positif de l'Espagne à la défense militaire et au développement économique

---

1. *Cf. DDS, vol. 11, table méthodique:* II. Relations bilatérales, 8.2. Guerre civile espagnole.
2. *Cf. table méthodique du présent volume:* Corée.
3. *Cf. DDS, vol. 16, N° 106* (DoDiS-1702).

du Continent. Ses effectifs militaires, (évalués à environ 600'000 hommes y compris les troupes du Maroc), efficaces pour la défense du territoire éminent perdraient une grande partie de leur efficacité dans une guerre moderne pour laquelle ils n'ont aucun entraînement et armement spécial et pourraient même constituer un élément de trouble dans l'armée alliée, comme ce fut le cas pour la Division Bleue dans le système militaire allemand et pour les formations espagnoles au sein des forces de la Résistance française.

Quant à l'aide économique, selon les mêmes sources, elle serait absorbée d'une manière exclusive par les nécessités intérieures d'élever le niveau de la vie de la population espagnole, en pleine croissance, sans aucune possibilité d'améliorer sa balance des inter-échanges avec le reste du Continent.

On observe que le Département d'Etat américain a bloqué l'envoi des armes aux pays de l'Amérique Latine pour la défense de l'hémisphère[4], en estimant que la disponibilité d'un armement moderne provoquerait des guerres civiles, au lieu de les supprimer. Les espoirs des pays sud-américains sont placés dans le Pentagone ou Commandement militaire américain, qui favorise l'envoi d'armes au prix d'accords pour la livraison de matériaux stratégiques en cas de guerre. Un observateur du Royal Institute of International Affairs de Londres arrive à des conclusions semblables et soutient que l'Espagne est psychologiquement beaucoup plus mûre pour s'appuyer sur l'Amérique que sur l'Europe et il prévoit que les Etats-Unis finiront par accorder à l'Espagne une aide économique bien qu'il laisse entendre que probablement ils exigeront la libéralisation du régime. D'une part les Etats-Unis, après l'expérience de la Chine nationale[5], se méfieraient des régimes exclusivement militaires et d'autre part ils craindraient la constitution en Espagne d'un régime pareil à celui de Tito en Yougoslavie – tout en demeurant anti-communiste et anti-soviétique – spécialement sous l'aspect de la subordination au contrôle militaire de toute l'activité économique, comme c'est déjà partiellement le cas avec la création de l'Institut National de l'Industrie.

L'inclusion du Portugal dans le Pacte Atlantique cause quelque préoccupation dans le pays voisin, surtout au sujet de la situation des Iles Açores[6]. On craindrait qu'en cas d'un nouveau conflit le Portugal ne pourrait pas continuer à garder sa neutralité.

Le Président de l'Atlas Corporation, M. Floyd Odlum, accompagné de sa femme, l'aviatrice Jacqueline Cochran, est venu à Madrid pour arrêter l'emploi d'un montant en pesetas provenant de la vente de 42 avions de reconnaissance et d'entraînement qu'il a faite à l'Espagne. M. Odlum a été reçu par le Caudillo et l'on pense qu'il cherchera à acheter des participations dans l'industrie espagnole avec la somme considérable de pesetas qu'il va encaisser. Ces 42 avions ont déjà été embarqués à San Diego et sont en route pour l'Espagne.

Les divergences qui existent actuellement entre l'Espagne et l'Allemagne occidentale ont été mises en évidence dans un article publié par l'ancien

---

4. *Sur les relations entre les Etats-Unis et l'Amérique latine, cf. N° 10 dans le présent volume*.
5. *Cf. DDS, vol. 17, N° 59* (DoDiS-3744)
6. *Cf. le rapport politique N° 10 d'A. Brunner à M. Petitpierre du 23 octobre 1951,* E 2300 Lissabon/10 (DoDiS-8877).

Ambassadeur allemand à Madrid pendant la guerre, M. Dieckhoff, dans une revue allemande dans laquelle il critique les expropriations de biens allemands par l'Espagne, en contestant que l'Espagne fût créancière. Dans une lettre séparée à M. le Ministre Stucki[7] et dans de nombreuses lettres antérieures, je le tiens au courant de toute la procédure accélérée que l'Espagne semble adopter pour exécuter les sentences d'expropriation des biens allemands dans le pays, et notamment par la vente d'actions et de capitaux de très nombreuses sociétés allemandes, les collèges allemands ayant été eux-mêmes expropriés et attribués au Ministère de l'Education Nationale espagnol.

7. *Cf. la lettre datée du 17 juillet*, E 2801(-)1968/84/137.

53

E 2001(E)1967/113/520
[DoDiS-8182]

Der Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, A. Zehnder, an den schweizerischen Geschäftsträger in Peking, S. Stiner[1]

Kopie
S GF

Bern, 19. Juli 1950

Wir nehmen Bezug auf unseren Telegrammwechsel, welcher mit unserem Telegramm No. 2 vom 1. Juni 1950[2] eingeleitet wurde und in welchem wir Ihnen ankündigten, dass wir Ihnen fortlaufend diejenigen Begehren mitteilen würden, welche wenn immer möglich der chinesischen Regierung unterbreitet werden sollten.

Wir haben uns seither bemüht, die hauptsächlichsten schweizerischen Desiderata zusammenzustellen und möchten Ihnen darüber im folgenden kurz berichten.

I. Probleme die in die Zuständigkeit unseres Departementes fallen:
1. Missionare.

Das Schicksal unserer Missionare in China scheint uns das dringendste aller Probleme zu sein, die sich für uns in China stellen. Insbesonders beschäftigen uns die in Tsitsikar gefangenen Missionare des katholischen Stammhauses Bethlehem (Immensee). Durch unsere Korrespondenz mit dem Konsulat in Hongkong sind Sie über die Sachlage auf dem laufenden gehalten worden[3]. Für alle Fälle übergeben wir Ihnen eine interne Notiz vom 25. Mai

1. *Dieses Schreiben wurde von E. Barazetti verfasst.*
2. *Vgl.* E 2001(E)1967/113/154.
3. *S. Stiner war von Juni 1949 bis Mai 1950 als schweizerischer Konsul in Hongkong tätig.*

1950[4], in welcher der gegenwärtige Stand der Angelegenheit umschrieben wird (Beilage 1)[5]. Wir bitten Sie, Ihr Möglichstes zu tun, um eine Freilassung der immer noch ihrer Freiheit beraubten zwölf Mitbürger zu erreichen.

2. Handlungs- und Bewegungsfreiheit der Schweizer in China.

Gemäss verschiedenen Berichten unseres Generalkonsulates in Shanghai und mehrerer Firmen, die Geschäftsniederlassungen in Shanghai haben, ist die Bewegungsfreiheit unserer Landsleute, die dort in leitender Stellung sind, gehemmt. Insbesondere werden die Leiter von Unternehmungen, welche Betriebseinschränkungen durchzuführen haben oder in Liquidation treten, als Geiseln betrachtet und erhalten erst dann ein Ausreisevisum, wenn sämtliche Forderungen, die gegen die in Frage stehende Firma erhoben werden, erfüllt sind. Diese Forderungen werden von allen möglichen Seiten gestellt und sind sehr oft unbegründet oder masslos übersetzt. Unsere Mitbürger in Shanghai werden vor allem durch diese hilflose Lage bedrückt, in die sie ohne eigenes Verschulden früher oder später geraten können. Wir wären Ihnen insbesondere dankbar, wenn Sie Mittel und Wege finden würden, um diesen Schikanen ein Ende zu bereiten. Unser Generalkonsulat wird in der Lage sein, gewisse Schritte in derartigen Situationen zu unternehmen, sobald es als konsularische Vertretung von der neuen Regierung offiziell anerkannt sein wird.

3. Der Konflikt in Korea.

Einer unserer Mitbürger, Gerold Matti[6], der als Leiter der beiden grössten Hotels in Seoul tätig war, hat sich laut einer telegraphischen Mitteilung unserer diplomatischen Vertretung in Tokio in letzter Minute geweigert, sich von den Amerikanern evakuieren zu lassen. Gemäss einer unbestätigten Meldung soll er von den Nordkoreanern gefangen gesetzt worden sein.

Wir wissen nicht, auf welche Weise wir uns über das Schicksal unseres Mitbürgers am ehesten orientieren können. Falls Sie die Möglichkeit dazu hätten, wären wir Ihnen verbunden, wenn Sie uns Nachrichten über Gerold Matti verschaffen könnten.

4. Kriegsschäden.

Verschiedene Fälle von Kriegsschäden sind uns angemeldet worden. Wir haben deswegen noch mit der Regierung Tschiang-Kai-Scheks verhandelt, allerdings ohne Erfolg[7]. Die zuständige Sektion unseres Departementes wird Ihnen über diese Frage mit gleicher Post einen eingehenden Bericht

---

Danach reiste er nach Peking, um die Leitung der Verhandlungen mit der Volksrepublik China zur Aufnahme diplomatischer Beziehungen zu übernehmen.

4. *Vgl. die Notiz von E. Barazetti* Das Schicksal der Schweizerkolonie in China, insbesondere der dort stationierten Missionare seit Beginn des Jahres 1949 *vom 25. Mai 1950,* E 2001(E)1967/113/520 (DoDiS-8727).

5. *Nicht abgedruckt.*

6. *Eigentlich Gérald Matti, vgl.* E 2001(E)1969/121/47.

7. *Vgl. das Schreiben von W. Hofer an J.-P. Jéquier vom 1. Juli 1948 und das Schreiben von W. Hofer an H. de Torrenté vom 29. April 1947,* E 2001(D)1968/154/391 (DoDiS-7381 *bzw.* 2306).

senden[8]. Wir sind uns bewusst, dass die Geltendmachung von Ansprüchen in dieser Hinsicht zurzeit wenig Aussicht auf Erfolg bietet. Wir wollten jedoch nicht verfehlen, Sie über die von unseren Landsleuten erlittenen Schäden ins Bild zu setzen. Wir überlassen es Ihrem Ermessen, ob Sie diese Fragen überhaupt aufwerfen wollen und allenfalls den geeigneten Zeitpunkt zu wählen, um mit der chinesischen Regierung darüber Besprechungen aufzunehmen.

5. Finanzinteressen in China.

Die Schweizerische Bankiervereinigung teilte uns mit, dass sie bisher von ihren Mitgliedern keine Anfragen betreffend China erhalten habe. Vorderhand ist daher in dieser Hinsicht nichts vorzukehren. Wie Sie wissen, sind wir jedoch sehr daran interessiert, über die Devisengesetzgebung und ihre praktische Durchführung laufend orientiert zu werden.

6. Interessen schweizerischer Versicherungsgesellschaften in China[9].

Der Verband der konzessionierten schweizerischen Versicherungsgesellschaften zeigte sich anfänglich beunruhigt wegen der durch die neue Regierung verlangten Reservestellungen. Inzwischen hat sich aber gezeigt, dass sich die neuen Vorschriften nur zum Vorteil unserer Gesellschaften auswirken können. Es ist daher in dieser Hinsicht nichts vorzukehren. Für Berichte über die Gesetzgebung in Bezug auf das Versicherungswesen sind wir ebenfalls dankbar, da die schweizerischen Versicherungsgesellschaften für das Geschäft in China grosses Interesse bekunden.

II. Probleme die in die Zuständigkeit der Handelsabteilung des EVD fallen:

1. Der Vorort des Handels- und Industrie-Vereins nahm zu unseren Wirtschaftsbeziehungen mit China gemäss Schreiben vom 24. Juni 1950 Stellung, von dem wir Ihnen eine Kopie beilegen (Beilage 2)[10]. Der Vorort bezieht sich darin insbesondere auf die Eingabe an den Bundespräsidenten durch die 14 Firmen[11], die Stammhäuser von Niederlassungen oder Vertretungen sind, welche sich zurzeit noch in Shanghai betätigen. Diese Eingabe haben wir Ihnen bereits früher zugestellt. Ähnlich verhält es sich mit dem Verband schweizerischer Transport- und Welthandelsfirmen (Beilagen 3 und 4)[12]. Sie ersehen daraus, dass die schweizerischen Firmen in China insbesondere mit den Schwierigkeiten zu kämpfen haben, die sich für sie aus den neuen konfiskatorischen Steuern ergeben und den Schikanen, welche den Leitern ihrer Niederlassungen

---

8. *Es handelt sich vermutlich um die* Notice concernant les dommages de guerre en Chine *vom 30. Juni 1950,* E 2001(D)1968/154/391.

9. *Vgl.* E 2001(E)1967/113/521.

10. *Nicht abgedruckt.*

11. *Es handelt sich um die Aluminiumwalzwerke für China AG, Chur; Chungking Import SA, Zürich; Ciba Aktiengesellschaft, Basel; J. R. Geigy AG, Basel; F. Hoffmann-La Roche & Co. AG, Basel; AG für Nestlé-Produkte, Vevey; Sandoz AG, Basel; Schweizerische Rückversicherungs-Gesellschaft, Zürich; Von Schulthess & Co., Zürich; Siber Hegner & Co. AG, Zürich; Gebrüder Sulzer AG, Winterthur; J. H. Trachsler AG, Bern; Übersee-Handel AG, Zürich; Gebrüder Volkart, Winterthur. Vgl. das Schreiben an M. Petitpierre vom 19. Juni 1950, ebd.*

12. *Nicht abgedruckt.*

in Shanghai bei Betriebseinschränkungen oder Liquidation auferlegt werden. Wir haben bereits unter I. Ziff. 2 von diesen Schikanen gesprochen. Eine Kopie unserer Antwort an diese Firmen haben Sie bereits erhalten.

2. Die Handelsabteilung machte uns im übrigen darauf aufmerksam, dass sie sich sehr wegen des neuen in Vorbereitung befindlichen Zolltarifes interessiere.

Damit glauben wir Ihnen eine Zusammenfassung der Probleme gegeben zu haben, die sich uns gegenwärtig im Verkehr mit der neuen Regierung Chinas stellen. Am vordringlichsten stellt sich das Problem unserer in Tsitsikar gefangenen Missionare und einer Erleichterung der Lage unserer Geschäftsleute in Shanghai. In dieser Beziehung ist in letzter Zeit ebenfalls eine Besserung eingetreten, worüber uns unser Generalkonsulat in Shanghai mit Schreiben vom 16. Juni[13] orientierte, dessen Abschrift Sie ebenfalls in der Anlage finden (Beilage 5)[14].

---

13. *Vgl. das Schreiben von A. Koch an das Politische Departement vom 16. Juni 1950*, E 2001(E)1967/113/520.
14. *Nicht abgedruckt.*

54

E 2001-04(-)-/6/10
[DoDiS-7582]

La Division des Organisations internationales du Département politique, à l'Observateur suisse auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, J.-F. Wagnière[1]

Copie
L TZ Confidentielle Berne, 26 juillet 1950

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre rapport du 14 juillet sur la guerre de Corée[2].

Le Conseil fédéral n'envisage pas de faire de déclaration à propos de ces événements, et aucune demande ne lui a été faite à ce sujet. M. le Ministre Bruggmann, auquel un fonctionnaire du State Department demandait récemment si la Suisse n'appuierait pas d'une façon quelconque l'action des Etats-Unis en Corée, lui a répondu catégoriquement que cela n'était pas le cas[3]. Si la même question vous était posée, nous croyons qu'il conviendrait d'être tout aussi clair, notre neutralité et le fait que la Suisse ne soit pas membre des Nations Unies ne permettent pas d'autre réponse[4].

---

1. *Cette lettre est signée par M. Bastian.*
2. *Non reproduit.*
3. *Non retrouvé.*
4. *Une participation suisse sous différentes formes est encore exclue jusqu'en septembre, cf. la notice de J.-A. Cuttat à P.-R. Micheli du 15 août 1950 et la notice interne du Département politique, du 5 septembre 1950,* E 2001(E)1967/113/825 (DoDiS-7584 *resp.* 7583). *Par la suite toutefois la Confédération modifie sa position, cf. N° 65 dans le présent volume.*

55

E 1003(-)-/1/R 3104
[DoDiS-8164]

BUNDESRAT
Verhandlungsprotokoll der 56. Sitzung vom 28. Juli 1950[1]

[…]

ORGANISATION FÜR DIE EUROPÄISCHE WIRTSCHAFTLICHE ZUSAMMENARBEIT. BEITRITT DER SCHWEIZ ZUM ABKOMMEN ÜBER EINE EUROPÄISCHE ZAHLUNGSUNION[2]

Herr Vizepräsident: Die Herren Petitpierre, Rubattel und Nobs empfehlen persönlich den Beitritt. Heute liegt die genaue juristische Formulierung noch nicht vor. Wir haben nur die Grundlage. Es wird beantragt, in zustimmendem Sinne Kenntnis zu nehmen und die Ermächtigung zur Unterzeichnung zu erteilen. Wollen wir zustimmen und nachher den eidgenössischen Räten die Genehmigung des Abkommens empfehlen? Die Sache ist eilig, weil es den andern Staaten daran liegt, eine Lösung zu erhalten. Wenn wir nicht mitmachen, wird eine starke Diskriminierung unseres Exportes die Folge sein. Lieber nehmen wir gewisse Unsicherheiten in Kauf, als dass wir Gefahr laufen, dass unser Export leiden könnte. Trotz den Risiken sind die zuständigen Departemente alle einverstanden. Das Finanz- und Zolldepartement verlangt, dass der Kredit an England in dieses Abkommen einbezogen werde[3]. Herr Schaffner wird nach England reisen und verlangen, dass dieser Kredit zu verschwinden hat und im Abkommen Platz finden muss. Mit Frankreich ist bereits ein solches Abkommen abgeschlossen worden[4]. Die Engländer haben sich bis jetzt gewehrt, die sind *[sich]* aber im klaren, dass sie nachgeben müssen. Jedes Land kriegt eine Quote. Die Schuldner können bis zu 1/5 Kredit ohne Goldzahlungen in Anspruch nehmen. Die Gläubiger umgekehrt müssen 1/5 als Kredit stehen lassen. Für den Rest hat er Anspruch auf 40% in Gold. Für die Schweiz besteht eine grosse Bewegungsfreiheit.

Nach zwei Jahren besteht die Möglichkeit auszutreten. Trotzdem wir Gläubigerland sind, haben wir ein eminentes Risiko, das wir aber in Kauf nehmen dürfen.

Der Redner orientiert dann über den Liberalisierungsgrundsatz von Einzelheiten (s. beiliegende Notiz vom 27. Juli[5]).

---

1. *Abwesend waren: E. Nobs, M. Petitpierre, K. Kobelt, R. Rubattel.*
2. *Die Diskussion basierte auf dem gemeinsamen schriftlichen Antrag des Politischen Departements und des Volkswirtschaftsdepartements vom 26. Juli 1950 und einem Mitbericht des Finanz- und Zolldepartements vom 27. Juli 1950,* E 1001(-)-/1/90.
3. *Vgl. den Mitbericht des Finanz- und Zolldepartements vom 27. Juli 1950, ebd.; vgl. auch das* Memorandum der Eidg. Finanzverwaltung zum Beitritt der Schweiz zur Europäischen Zahlungsunion *vom 26. Juli 1950,* E 6100(B)1973/141/139 (DoDiS-8302).
4. *Vgl. BR-Prot. Nr. 1408 vom 25. Juli 1950,* E 1004.1(-)-/1/519 (DoDiS-7683).
5. *Es handelt sich um das Begleitschreiben von Ph. Etter vom 27. Juli 1950, mit welchem dieser den gemeinsamen Antrag des Politischen Departements und des Volkswirtschaftsdepartements versandt hatte,* E 1001(-)-/1/90.

Auch Herr Minister Hotz glaubt, dass wir beitreten sollten, um weitere Schwierigkeiten, die uns im Export entgegengestellt werden könnten, zu überwinden.

Herr Etter: Ich habe von der Angelegenheit zum ersten Mal Kenntnis genommen und versucht, mich durch das Gestrüpp der Details hindurchzuarbeiten. Zuerst hatte ich erhebliche Bedenken. Die gingen zwar auf die Zeit, als wir der DEC[6] beitraten. Damals vertraten wir den Standpunkt, dass wir nicht am Marshallplan mitmachen. Jetzt machen wir doch irgendwie mit am Marshallplan. Diese Bedenken habe ich mit dem Sachbearbeiter des Politischen Departementes und Herrn Iklé besprochen. Sie haben mich darüber aufgeklärt, dass wir mit den Krediten nicht über das Mass hinausgehen, was wir bisher Frankreich und England bewilligt haben. Dazu kommt, dass Frankreich einen Kredit in zwei Jahren zurückzahlt. Darin, dass bei einer Liquidation Schulden und Forderungen gemeinsam verrechnet werden, erblicke ich einen Vorteil. Wir haben als Schuldner eine Reihe von Staaten. Auch die Liberalisierung des Handelsverkehrs ist ein Vorteil. Hotz und Homberger waren zuerst sehr zurückhaltend. Sie haben sich schrittweise durchgerungen zur Auffassung, dass wir nicht mehr wegbleiben können[7]. Es handelt sich um ein Übel, aber um ein kleineres Übel.

Wir sollten heute Beschluss fassen unter dem Vorbehalt, dass die abwesenden Mitglieder des Bundesrates auch noch zustimmen. Sicher werden zustimmen die Herren Petitpierre und Rubattel. Von Herrn Nobs dürfen wir keine Äusserung erwarten.

Herr Vizepräsident: Es wäre zu überlegen, ob wir Montag noch eine Extrasitzung abhalten wollen, um festzustellen, ob Antworten eingegangen sind. Die Mehrheit haben wir, wir sollten aber einstimmig sein.

Für den nicht liberalisierten Teil bleibt dann die Möglichkeit des bilateralen Kampfes auf dieser Kleinzone können wir noch verhandeln[8].

Herr Celio: Die grosse Frage, die mich beschäftigt wäre die, ob das Abkommen im Einklang steht mit unserer Neutralitätspolitik. Wir machen einen Schritt vorwärts. Die Volkswirtschaftlichen haben das Wort. Ich glaube, dass in einer solchen Sache Einstimmigkeit herrschen muss. Unsere Zustimmung gilt in dem Sinne, dass alle zustimmen.

Beschluss: Zustimmung, wenn von irgend einer Seite ein Protest einlangen sollte, dann würden wir uns vorbehalten, nochmals zusammenzukommen. Herr Etter wird das Politische Departement orientieren[9]. *[…]*

---

6. *Es handelt sich wahrscheinlich um die OECE.*

7. *Vgl. die Protokolle der Ständigen Wirtschaftsdelegation,* E 7800(-)-/1/4, vgl. auch E 2001(E) 1967/113/583, E 7110(-)1976/134/18.

8. *Zur Liberalisierung der Einfuhr im Rahmen der EZU vgl. BR-Prot. Nr. 1835 vom 6. Oktober 1950,* E 1004.1(-)-/1/522 (DoDiS-8243).

9. *Zum definitiven Entscheid über den Beitritt zur EZU vgl. das Verhandlungsprotokoll der 57. Sitzung des Bundesrates vom 16. August 1950,* E 1003(-)-/1/R 3104. *Dieser Entscheid wurde ohne weitere Diskussion gefasst, vgl. das Votum von M. Petitpierre:* Evolution de la situation est telle qu'il convient d'adhérer. Nous courons des risques. Maximum 645 mios, plus non valeur de 300 mios. Département finances aurait voulu subordonner adhésion à conclusion d'un accord avec la France, c'est en ordre. Pour la Grande Bretagne, ce n'est pas possible. Autorisons Bauer à signer. *Vgl. BR-Prot. Nr. 1496 vom 16. August 1950,* E 1004.1(-)-/1/520 (DoDiS-7690).

56

E 2001(E)1967/113/517
[DoDiS-2703]

Le Chef de la Mission diplomatique suisse au Japon, Ch. Weibel, au Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique, A. Zehnder

L Confidentiel Tokyo, 29 août 1950

Le Général MacArthur, à qui j'avais été présenté lors d'un déjeuner offert à sa résidence au Premier Ministre Menzies, m'a reçu hier à l'occasion de mon entrée en fonctions[1] . Son accueil a été extrêmement cordial et au cours de l'entretien qui s'est prolongé durant quelque 45 minutes, le Général a parlé très librement de la situation politique et militaire en Extrême-Orient et a répondu avec beaucoup de bonne grâce aux questions que je lui posais. J'ai l'honneur de résumer ci-après ses déclarations.

Il voit dans la vague de nationalisme et de marxisme qui a déferlé sur l'Asie le résultat de la politique colonisatrice des nations anglo-saxonnes et autres, qui, si elles ont maintenu l'ordre dans ces régions, ne se sont pas souciées d'améliorer le niveau de vie de leurs habitants. La masse énorme des Asiatiques, l'activité du Kremlin, l'interdépendance accrue des Continents donnent au problème de l'Extrême-Orient une importance capitale. La Chine, habitée par une population hétéroclite et individualiste, a résisté aux tentatives d'unification de Sun Yat-Sen puis de Chiang Kai-Shek, ce dernier, privé qu'il était d'aide extérieure suffisante, devant inévitablement succomber aux coups d'un adversaire puissamment soutenu par Moscou[2]. Une troisième tentative est maintenant en cours et a plus de chance de réussir que les deux précédentes. Le Général ne paraît pas croire à la possibilité d'un titoisme asiatique[3]. Selon lui, un communiste chinois restera communiste avant tout, et il a mentionné avec scepticisme et un rien d'amertume l'espoir qu'entretiennent certaines nations commerçantes de sauvegarder leurs intérêts économiques en Chine en cherchant des accommodements avec Pékin. J'ai cru comprendre que cette remarque visait la Grande-Bretagne.

Sur la situation militaire en Corée, le Général s'est exprimé avec un optimisme plus tempéré que celui dont sont empreints les communiqués officiels. Il est d'avis que les Coréens du Nord n'ont commis qu'une faute jusqu'à maintenant, mais capitale: celle d'avoir, à la mi-juillet, surestimé les forces américaines, alors que ces dernières se trouvaient dans une position critique. Au lieu de poursuivre sa poussée victorieuse, le commandement nordiste a cru bon de regrouper ses forces, donnant ainsi aux troupes américaines et co-

---

1. *Ch. Weibel assume ses fonctions à Tokyo le 26 juillet 1950, cf.* Rapport de Gestion de la Mission Diplomatique Suisse au Japon pour l'année 1950, E 2400 Tokio/7.
2. *A propos de la guerre civile chinoise, cf. les rapports de la Légation de Suisse à Nankin, DDS, vol. 16, N° 107* (DoDiS-166) *et vol. 17, N° 59* (DoDiS-3744).
3. *A propos des rapports russo-yougoslaves, cf. le rapport politique N° 12 de la Légation de Suisse à Moscou du 27 octobre 1949,* E 2300 Moskau/9 (DoDiS-7709).

réennes du Sud, complètement désorganisées, le temps de se ressaisir. Le Commandant Suprême a toutefois insisté sur le fait que les armées du Nord étaient supérieurement commandées et équipées et que la lutte serait longue et difficile. Il exclut toute intervention russe directe dans le conflit, car l'URSS voit ouverts à ses entreprises d'autres champs d'action plus intéressants pour elle. Quant à l'attitude chinoise, il est encore trop tôt pour se prononcer. C'est seulement lorsque les troupes américaines pourront prendre l'offensive que la question deviendra aiguë de savoir si les divisions chinoises, concentrées derrière la frontière, passeront à l'action. Le Général se refuse à tout pronostic sur ce sujet, d'autant plus que les Nations-Unies n'ont pas encore décidé si leurs armées devront s'arrêter au 38e parallèle. Il prévoit d'ardentes discussions à ce propos. Du point de vue militaire, a-t-il observé, le 38e parallèle est une ligne purement académique qui, s'il reçoit l'ordre de détruire l'ennemi, ne peut jouer aucun rôle dans ses plans. Le Général, rappelant que la guerre de Corée se trouve être sa 17e campagne en 51 ans de service actif, estime qu'elle surpasse de loin toutes les autres par sa cruauté et sa sauvagerie. Il évalue à 60'000 hommes les pertes des Nordistes et à 50'000 hommes celles des Sudistes. Quant aux troupes américaines, elles aussi ont été durement éprouvées.

J'ai cru bon de mentionner en passant que le Comité international de la Croix-Rouge faisait les plus grands efforts pour envoyer des délégués en Corée du Nord[4]. Le Général a paru douter qu'il y parvienne, sans du reste manifester un intérêt particulier à ce sujet.

En ce qui concerne Formose, le Commandant Suprême est d'avis que, militairement parlant, l'île ne représente plus un point névralgique en Extrême-Orient. Vu la protection de la flotte et de l'aviation américaine, toute attaque venant du continent serait vouée à l'insuccès. Les rapports alarmants qu'il avait reçus de Formose et selon lesquels le gouvernement de Pékin préparait une invasion de l'île, ont été la raison de sa récente visite là-bas. Il en est revenu rassuré, convaincu qu'aucun préparatif d'invasion n'est en cours pour le moment.

La conversation s'est enfin portée sur l'attitude du Japon à l'égard du conflit. Le Général a parlé avec beaucoup de sentiment de la tenue du peuple nippon qu'il qualifie d'exemplaire par son calme et sa discipline. Il y voit la preuve du succès de l'occupation et de l'assimilation par les Japonais des principes démocratiques, bien que, a-t-il ajouté, ils n'aient pas encore complètement saisi l'essence même de la démocratie, telle que les peuples occidentaux la conçoivent. Il est maintenant grand temps de conclure un traité de paix qui aurait dû être négocié depuis deux ou trois ans déjà.

Ainsi se termina cet entretien sur lequel j'ai cru devoir vous renseigner en détails[5].

---

4. *Cf.* E 2001(E)1967/113/804.
5. *Note marginale de A. Zehnder destinée à M. Petitpierre*: Rapport très intéressant. 13. 9.

57

E 2800(-)1967/59/27
[DoDiS-8543]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Rédacteur en Chef de la Nouvelle Gazette de Zurich, W. Bretscher

Copie
L Personnelle Berne, 8 septembre 1950

Je viens de recevoir votre lettre du 7 septembre[1], ainsi que l'article intitulé «Kommunistische Einflüsse im Politischen Departement?»[2]. Je l'ai lu avec un certain étonnement. Il me paraît visiblement inspiré. Comme je suis pris aujourd'hui par la Journée des ministres[3], il ne m'est pas possible de vous répondre plus longuement. Le plus simple serait d'ailleurs que nous ayons un entretien au cours duquel je pourrais vous donner quelques renseignements, notamment sur mon point de vue concernant la reconnaissance du gouvernement communiste de la Chine[4]. Dans les temps très difficiles que nous traversons, il serait regrettable que ce soient des milieux que représente votre journal qu'on jette une suspicion – à mon avis injustifiée – sur le Département politique.

Quoi qu'il en soit, je vous suis très reconnaissant de m'avoir communiqué cet article et de ne pas l'avoir publié. Si je n'ai pas l'occasion de vous voir prochainement, je m'en entretiendrai aussi rapidement que possible avec le Professeur Weber[5].

---

1. *Non retrouvée*.
2. *Cf. l'article non-publié et non daté* Kommunistische Einflüsse im Politischen Departement? *Non reproduit* (DoDiS-8909).
3. *Cf. N° 58 dans le présent volume.*
4. *Cf. table méthodique du présent volume:* Chine – Relations politiques.
5. *Karl Weber, rédacteur à la NZZ, est vraisemblablement l'auteur de l'article en question.*

58

E 2800(-)1967/61/65
[DoDiS-8742]

Exposé du Chef du Département politique, M. Petitpierre, lors de la Conférence annuelle des Ministres de Suisse à l'étranger[1]

[Berne, 8 septembre 1950]

[…][2]

Il me paraît inutile de m'étendre longuement sur la situation politique actuelle. Vous la connaissez. Je crois qu'on peut la résumer ainsi:

La guerre de Corée a ouvert un nouveau chapitre dans l'histoire de l'après-guerre[3]. Son déclenchement a prouvé que les principes pacifiques énoncés dans l'appel de Stockholm n'inspirent réellement ni le communisme international ni l'Union soviétique. La réaction rapide des Etats-Unis a montré que, de son côté, l'Amérique est décidée à opposer la force à la force et la violence à la violence. On peut affirmer, je crois, que la guerre de Corée est le commencement de la troisième grande guerre de ce siècle. On ne peut pas dire si le conflit restera localisé; c'est possible; il peut ne pas dégénérer en une guerre mondiale et générale. Mais il paraît probable qu'il est le commencement d'une série d'opérations qui peuvent prendre la forme de guerres militaires contre un pays, de guerres coloniales ou encore de guerres civiles. Que les Américains réussissent à se maintenir en Corée ou qu'ils soient rejetés à la mer, les conséquences d'un succès comme d'un échec risquent d'être graves, car les deux seules grandes puissances qui soient actuellement en mesure de mener une guerre se trouvent en face l'une de l'autre et leur prestige est profondément engagé dans la guerre de Corée, – sans compter celui de la Chine communiste.

Au surplus, cette guerre, qui est une guerre civile entre Coréens, qui est aussi une guerre entre l'Union soviétique et les Etats-Unis et entre les deux systèmes politiques que ces puissances incarnent, est enfin une guerre qui oppose deux races, la race jaune et la race blanche. Elle est une étape vers cet enjeu final: l'élimination définitive des blancs du continent asiatique. Il est d'ailleurs assez paradoxal que ce soient les Etats-Unis, puissance anti-coloniale, qui s'exposent à concentrer aujourd'hui sur eux la haine des peuples asiatiques.

Nous n'avons pas à juger si les Américains ont eu tort ou raison de s'engager comme ils l'ont fait en Corée. Leur intervention aura certainement eu cet avantage de montrer à l'Union soviétique une volonté de résistance à ses desseins, qui jusqu'à présent n'avait guère eu l'occasion de se manifester. En revanche, on doit regretter nettement l'imprudence de la déclaration faite le 27 juin par le Président Truman à l'égard de Formose. L'engagement qu'elle

---

1. *Cf. aussi le texte légèrement différent de l'exposé dans le procès-verbal de la conférence des ministres tenue à Berne. Non reproduit.*
2. *Ce passage contient une nécrologie du Ministre de Suisse à Rome, René de Weck, décédé le 12 juin.*
3. *Sur la guerre de Corée, cf. table méthodique du présent volume:* Corée.

contient peut avoir comme conséquence une guerre entre les Etats-Unis et la Chine. Elle est au surplus en contradiction avec l'attitude antérieure des Américains, qui ont retiré, il y a moins de deux ans, leur aide au gouvernement du Général Tchiang-Kai-Chek en proclamant qu'il était corrompu et ne méritait plus d'être soutenu. On doit regretter qu'en un temps aussi grave, où des problèmes aussi difficiles se posent, les Etats-Unis aient une politique étrangère aussi incohérente, contradictoire et imprudente, et dominée par des préoccupations de politique intérieure.

Il faut aussi considérer comme fâcheuse la politique suivie au sein des Nations Unies, avant la guerre de Corée, par les Etats-Unis vis-à-vis de la Chine communiste. Ici encore, le maintien au Conseil de sécurité du représentant de la Chine nationaliste[4] et le refus d'admettre à sa place le délégué de Mao Tsé Toung me paraissent constituer une faute très lourde et qui fait le jeu de l'Union soviétique. Celle-ci ne peut que profiter de cette mise à l'écart de la Chine, qui empêche celle-ci d'établir des contacts avec la plupart des Puissances occidentales, dont plusieurs sont, contre leur gré, obligées de se plier aux exigences américaines.

Quels sont les points sensibles, en dehors de la Corée et du sud-est asiatique?

Il y a sans doute aujourd'hui avant tout l'Iran, les Balkans et l'Allemagne. En Iran, une action militaire supposerait presque nécessairement une intervention directe de l'Union soviétique. Elle aurait sans doute comme conséquence une guerre générale, étant donnés les intérêts britanniques et américains dans les régions pétrolifères du Moyen-Orient. Dans les Balkans, malgré les manœuvres militaires à la frontière yougoslave et la possibilité de faire agir les Etats satellites, rien ne permet de penser qu'une action soit imminente[5]. En Allemagne, la situation est plus inquiétante puisqu'une action contre le Gouvernement de Bonn et l'Allemagne occidentale pourrait, comme en Corée, revêtir la forme d'une guerre civile entre Allemands. La situation est cependant différente de celle de la Corée, puisque l'Allemagne est un pays occupé. Mais il me paraît possible, sinon probable, que des développements auront lieu dans ce pays avant un long délai. Ils s'accompagneront vraisemblablement d'une action interne exercée en France et en Italie par les partis communistes.

La situation est donc certainement grave et ne permet aucun optimisme; aucune issue ne paraît s'ouvrir vers la paix.

Sans doute, l'opinion dominante aujourd'hui est que l'URSS ne désire pas s'engager dans une guerre générale. Mais il est incontestable que celle-ci est l'aboutissement logique de sa politique. A un moment donné, les Américains, surtout lorsqu'ils auront procédé à leur réarmement, pourront préférer à une lutte épuisante et toujours renaissante sur différents points du globe, – comme le préconisent déjà aujourd'hui certains militaires et certains politiciens, – frapper à la tête et engager des hostilités contre l'URSS. Il est clair que nous n'en sommes pas encore là et je ne voudrais me risquer à aucun pronostic, et cela d'autant moins que je ne pense pas que les événements se dérouleront

4. *Sur les vues de T. Lie à propos de la Chine nationaliste, cf. N° 121 dans le présent volume.*
5. *Cf. table méthodique du présent volume:* Yougoslavie – relations politiques.

d'une manière aussi schématique et conformément aux règles de la logique. Mais l'expérience prouve que la course aux armements aboutit en général à la guerre.

Pour l'Europe, il me paraît y avoir trois dangers principaux. Le *premier*, c'est que les Etats-Unis, à un moment donné, soient engagés trop à fond en Extrême-Orient et s'y affaiblissent. On sait ce que signifierait une guerre avec la Chine. Le *second* est l'absence de volonté de résistance dans les pays occidentaux, en particulier en France et en Italie, où règne un esprit de démission et de défaitisme et où il semble que l'opinion publique n'envisage pas sérieusement une résistance armée en cas d'attaque. Même le réarmement des pays européens est voulu davantage par les USA que par ces pays eux-mêmes, qui – tout en gardant pour le moment leur liberté politique – deviennent peu à peu des satellites. Enfin, l'évolution en Allemagne, où l'action communiste en zone occidentale peut se camoufler sous l'apparence d'une action nationale en faveur de l'unité, dirigée par les anciens chefs de la Wehrmacht, qui sont aujourd'hui au service de l'URSS.

Même si l'on peut admettre qu'une guerre générale n'est aujourd'hui voulue ou désirée ni par l'URSS ni par les Etats-Unis, on ne peut exclure qu'elle sera la conséquence d'un processus indépendant de la volonté de ces deux puissances, processus provoqué soit par l'imprudence de leur politique, soit par la fatalité.

Même si cette éventualité ne se produit pas, on ne peu pas envisager, à moins d'événements imprévisibles aujourd'hui, le rétablissement de la paix. La lutte continuera sous les formes les plus diverses. Il suffit de relire les ouvrages de Lénine et de Staline pour se rendre compte que l'on assiste à l'exécution méthodique d'un programme précis, vers un but depuis longtemps déterminé. Comme la guerre de 1939 était déjà en puissance dans le «Mein Kampf» d'Hitler.

Dans ces conditions, les problèmes de collaboration internationale prennent une importance particulière. Cette collaboration, qu'on pouvait espérer, sans qu'on n'y ait d'ailleurs jamais cru, générale et universelle, alors que l'Union soviétique était encore l'alliée des puissances occidentales, a pris aujourd'hui un autre caractère. Les Nations Unies ne sont plus une organisation au sein de laquelle on cherche à régler pacifiquement les différends entre nations et les problèmes politiques. Lake Success est plutôt une tribune où chacun des blocs hostiles fait sa propre politique et sa propagande. Les institutions spécialisées elles-mêmes deviennent de plus en plus une émanation du bloc occidental, au fur et à mesure que les Etats satellites et l'URSS s'en retirent[6]. Le problème de notre adhésion aux Nations Unies ne se pose pas ou plus. En revanche, nous continuerons à prendre part à l'activité des institutions spécialisées dont la Suisse est membre. Nous devrons également faire un effort en vue d'obtenir la ratification des conventions de la Croix-Rouge conclues à Genève en 1949 et signées par la grande majorité des Etats ayant participé à la Conférence, parmi lesquels l'URSS et ses satel-

6. *Cf. la lettre de P. A. de Salis à M. Petitpierre du 13 décembre 1949*, E 2001-04(-)-/6/20 (DoDiS-8787).

lites[7]. Jusqu'à présent, ces ratifications sont peu nombreuses. Il y a un intérêt évident, surtout si les foyers de guerre devaient s'étendre, à ce que ces conventions puissent être appliquées. Les expériences faites à cet égard par le Comité international de la Croix-Rouge, qui jusqu'à présent n'a pas pu faire pénétrer un de ses délégués en Corée du Nord, sont plutôt décevantes.

Si la collaboration internationale sur le plan mondial est en régression, en conséquence de la division du monde en deux blocs, une collaboration limitée et partielle a tendance à se développer entre les puissances occidentales, y compris les Etats-Unis et le Canada. Cette collaboration revêt en particulier trois aspects: militaire, politique, économique.

1) Sur le plan militaire, notre statut de neutralité nous condamne à l'isolement. La question d'une adhésion éventuelle de notre pays à l'Union Atlantique ne se pose pas.

2) Sur le plan politique, c'est au sein du Conseil de l'Europe, à Strasbourg, que cette collaboration a pris corps, si l'on peut dire[8]. Les débats de la deuxième session du Conseil de l'Europe ont démontré que cette organisation politique n'a pas été établie sur des fondements solides. Elle a peine à trouver sa voie et cherche encore son but. La Grande-Bretagne est d'ailleurs négative. Le fait qu'à Strasbourg on s'occupe aussi du problème de la défense militaire de l'Europe doit nous engager à demeurer à l'écart. Nous n'avons d'ailleurs jamais songé à une adhésion. Lorsque nous avons été consultés, soit par les Commissions des affaires étrangères des deux Chambres, soit par des groupements, sur l'opportunité d'envoyer une délégation officielle ou officieuse à Strasbourg, nous nous sommes toujours prononcés négativement. Il n'y a pas d'inconvénients, en revanche, à ce que des associations privées suisses continuent à s'intéresser à l'activité du Conseil de l'Europe et aux mouvements en faveur d'une fédération ou de l'unité européennes. La proposition faite à Strasbourg par M. Churchill de créer une armée européenne peut être interprétée comme un signe de faiblesse et d'impuissance des Etats groupés à Strasbourg. C'est une illusion de penser que l'on pourra résoudre sur le plan européen des problèmes, surtout ceux de défense nationale, que les Etats sont incapables de résoudre eux-mêmes sur le plan national. Il faut relever toutefois que, si le plan Schuman[9] était, à un moment donné, subordonné au Conseil de l'Europe, lequel constituerait l'autorité suprême prévue par le plan, cela pourrait avoir pour notre pays des conséquences. D'après nos dernières informations, le plan Schuman sera, en effet, réalisé d'ici quelques mois. La Grande-Bretagne se tiendra à l'écart, mais ne fera pas opposition. Elle cherchera plutôt à établir un lien entre le plan Schuman et sa propre industrie. Pour l'instant, nous nous tenons sur la réserve, c'est-à-dire que nous n'envisageons pas notre adhésion au plan, qui ne serait d'ailleurs probablement pas possible maintenant. Mais il n'est pas exclu qu'un jour ou l'autre certains problèmes se posent pour notre économie, surtout si des discriminations sont

---

7. *Sur la ratification de la convention par la Suisse, cf. PVCF N° 565 du 24 mars 1950*, E 1004.1(-)-/1/515 (DoDiS-7181).
8. *Cf. table méthodique du présent volume:* La Suisse et le Conseil de l'Europe.
9. *Cf. N° 48 dans le présent volume.*

faites entre les pays ayant adhéré au plan et les pays tiers, quant aux livraisons et aux prix pratiqués.

Dans le domaine politique, nous ne pouvons pas éviter d'être isolés: c'est la conséquence de notre politique de neutralité.

3) Sur le plan économique, nous continuons à participer à l'OECE[10] et le Conseil fédéral a préparé un projet de message pour recommander aux Chambres l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne de paiements[11]. Sur ce plan-là, nous allons être placés en face de difficultés de plus en plus grandes. Il n'y a pas de doute que le réarmement de l'Europe aura des conséquences économiques générales et exercera une influence sur la politique économique de chacun des Etats membres. Il y a toute une série de problèmes économico-militaires qui intéresseront simultanément l'Union Atlantique et l'OECE. Les Etats membres de celle-ci qui ne font pas partie de l'Union Atlantique, en particulier la Suisse et la Suède, peuvent se trouver à un moment donné dans une position assez délicate, s'ils ne veulent pas s'exposer au reproche de participer activement, par le truchement de l'OECE, au réarmement de l'Europe opéré sous l'égide de l'Union Atlantique, avec la participation et sous la direction des Etats-Unis[12]. Les mesures de libération envisagées par l'accord sur l'Union européenne de paiements risquent d'être compromises. Non seulement nos exportations peuvent être menacées, mais encore notre ravitaillement, surtout en matières premières, pourra se heurter à des difficultés. Si notre statut de neutralité nous condamne à l'isolement au point de vue militaire et au point de vue politique, en revanche, je ne pense pas que nous puissions supporter d'être isolés économiquement, et cela d'autant moins que ce que nous pourrions perdre d'un côté par l'amenuisement de nos échanges avec les pays occidentaux, il est vain de penser que nous pouvons le retrouver du côté des démocraties populaires.

Il m'a paru, étant donné le développement actuel des événements, qu'il y avait un grand intérêt à faire exposer aujourd'hui par les personnalités les plus compétentes pour cela les conséquences de la collaboration de notre pays avec ou au sein d'organisations internationales. Les conclusions auxquelles notre discussion permettra d'aboutir pourront nous servir à examiner le problème plus général des risques et des dangers que peut présenter la continuation de cette collaboration pour notre politique de neutralité. Il est d'ailleurs clair que ce problème ne peut pas être résolu une fois pour toutes, mais que, dans l'avenir plus encore que par le passé, il se posera presque chaque jour et à chaque occasion, et que nous aurons de plus en plus de peine à concilier notre politique de neutralité, non seulement avec la solidarité, qui nous lie aux autres pays menacés par l'expansion communiste et

---

10. *Cf. table méthodique du présent volume:* La Suisse et l'Organisation européenne de Coopération économique.

11. *Cf. le* Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'adhésion de la Suisse à l'accord sur l'établissement de l'Union européenne des paiements (du 22 septembre 1950), *FF, 1950, vol. 102, II, pp. 993–1076.*

12. *Cf. la notice de M. Petitpierre sur une entrevue avec D. Stikker du 24 août 1950,* E 2800 (-)1990/106/19 (DoDiS-8855).

soviétique, mais encore avec les exigences de notre économie et de notre défense nationale.

Dans les relations que vous avez, soit avec les autorités du pays où vous êtes accrédités, soit avec vos collègues d'autres pays, je vous prie de souligner, chaque fois que vous en aurez l'occasion[13]:

a) que la Suisse reste indéfectiblement attachée à son statut de neutralité et à pratiquer la politique qui en découle;

b) que notre pays est décidé à continuer à faire les sacrifices nécessaires pour sa défense nationale et qu'en plus des dépenses militaires ordinaires, représentant à peu près le tiers de son budget, le Conseil fédéral et les Chambres envisagent des dépenses extraordinaires d'environ un milliard et demi de francs, pour accélérer son programme de réarmement[14];

c) que les autorités suisses considèrent que la lutte contre le communisme est avant tout un problème de politique intérieure et que les chances de succès dans cette lutte dépendent largement de la politique sociale;

d) qu'en ce qui concerne notre adhésion à des organisations politiques, comme le Conseil de l'Europe, nous envisageons que c'est s'illusionner que de penser que l'on pourra résoudre sur le plan européen des problèmes fondamentaux auxquels on est incapable de donner une solution sur le plan national, cette remarque valant avant tout pour la défense nationale et aussi, dans une certaine mesure, pour la politique sociale;

e) Si l'on nous reproche, dans les démocraties populaires, de participer à l'OECE et à l'Union européenne des paiements, et de contribuer ainsi, au moins indirectement, au réarmement de l'Europe, il faut faire valoir que notre adhésion à ces deux organismes est pour nous une nécessité, parce que nous ne pouvons pas nous tenir à l'écart des discussions qui ont lieu sur des problèmes économiques qui intéressent l'ensemble des pays au milieu desquels la Suisse est située et avec lesquels elle a les échanges commerciaux les plus intenses (60% de son total). Cette collaboration au sein de l'OECE et de l'Union européenne de paiements est commandée, non seulement par le souci de maintenir nos exportations, mais encore par celui d'assurer notre ravitaillement, notamment en matières premières.

Vous voudrez bien, en outre, toujours défendre le point de vue que l'OECE et l'Union européenne de paiements doivent rester des organisations indépendantes de l'Union Atlantique et du Conseil de l'Europe.

Vous voudrez bien montrer de l'intérêt pour le Plan Schuman et chercher à obtenir le plus de renseignements possible sur les intentions des pays qui ont adhéré à ce Plan.

Il faudra aussi souligner l'indépendance de notre politique à l'égard des problèmes asiatiques et relever à l'occasion que nous avons de la peine à comprendre que le Gouvernement de la Chine communiste continue à être exclu des Nations Unies.

---

13. *Notices manuscrites de M. Petitpierre:* effort pour ratification de Conv. x Rouge *[Conventions de la Croix-Rouge]*.

14. *Cf. le* Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le programme d'armement et son financement (du 16 février 1951), *FF, 1951, vol. 103, I, pp. 589–673.*

Enfin, je vous prie de chercher à établir des contacts avec les représentants de tous les pays asiatiques, sans distinction selon leur régime intérieur. D'une part, il y a un intérêt pour nous à longue échéance à montrer de la compréhension pour tous ces pays qui ont recouvré ou sont en train de recouvrer leur liberté et qui peuvent être appelés un jour à jouer un certain rôle dans la vie internationale.

Voilà, Messieurs, quelques indications. Il y en aurait sans doute d'autres à vous donner. Je pense que nous pourrons les reprendre au cours de la discussion générale qui suivra les trois exposés que vous allez entendre[15].

---

15. *Pour les exposés de W. Stucki* Der gegenwärtige Stand der Besprechungen betreffend Havanna-Charta und allgemeine Zollkonferenz, *de J. Hotz* Die Rückwirkungen der Tätigkeit der internationalen Organisationen auf die schweizerische Handelspolitik, *de P. Keller* Die finanziellen Rückwirkungen der Tätigkeit der internationalen Organisationen auf die Schweiz *et la discussion générale sur ces trois exposés, cf. le procès-verbal de la conférence des ministres. Non reproduit.*

59

E 2001(E)1967/113/152
[DoDiS-7983]

Interne Notiz des Politischen Departements[1]

GP Bern, 20. September 1950

Kurz vor Ende des letzten Weltkrieges, am 8. Mai 1945, hat der Bundesrat zum Deutschlandproblem wie folgt Stellung genommen[2]:

«Völkerrechtlich entsteht mit der Erklärung des Bundesrates, dass er keine offizielle Reichsregierung mehr anerkennt, für die Schweizerischen Behörden die Situation, dass das Reich zwar als Staat nicht verschwunden ist, aber keine Regierung mehr hat und damit als Völkerrechtssubjekt nicht mehr handlungsfähig ist. Die gegenseitigen offiziellen Beziehungen fallen dahin. Dagegen bleiben die schweizerisch-deutschen Verträge rechtlich weiter bestehen. Letzteres wäre auch der Fall, wenn die Alliierten ganz Deutschland besetzen und tatsächlich die frühere Staatsgewalt übernehmen und diese Übernahme proklamieren. Denn die schweizerische Regierung müsste auch nach einer totalen Okkupation und einer entsprechenden Proklamation gegenüber die Auffassung vertreten, dass die Alliierten die frühere Staatsgewalt nur de facto über-

---

1. *Diese Notiz wurde von E. Bernath verfasst und unterzeichnet. A. Zehnder notierte am 22. September auf der ersten Seite folgende Weisung:* H. Bernath. Auf Antrag des Bundespräsidenten *[M. Petitpierre]* hat die Delegation des Bundesrates *[für Finanz- und Volkswirtschaft]* entschieden: «Das Abkommen wird im Namen des BR. unterschrieben. Der Wille des BR. ist es, die westdeutsche Regierung zu anerkennen *[sic]*. Ostdeutschland interessiert den BR. nicht.» Folge für uns: Ausbau unserer Bemühungen zu W-Deutschland. Unsere Interessen in Ostdeutschland treten ins Stadium der Liquidation.
2. *Vgl. DDS, Bd. 15, Nr. 441.*

nommen haben, ohne Rechtsnachfolger des Reichs zu sein, und dass daher die Ausübung der Staatsgewalt durch die Alliierten keine rechtlichen Folgen gegenüber dem neutralen Ausland haben kann.»

Der Bundesrat vertrat damals also die Ansicht, dass Deutschland als einheitlicher Staat nicht untergegangen sei, auch wenn die Reichsregierung zu bestehen aufgehört habe und der Staat als Völkerrechtssubjekt nicht mehr handlungsfähig sei.

In einem Antrag an den Bundesrat vom 2. Juni 1950 wird ausdrücklich festgestellt, dass trotz der Schaffung der «Bundesrepublik Deutschland» (Westdeutschland) und der «Deutschen Demokratischen Republik» (Ostdeutschland) an der Auffassung, Deutschland sei als einheitlicher Staat nicht untergegangen, festgehalten werden sollte und dass eine Anerkennung der Regierungen der genannten beiden Staatsgebilde nicht möglich sei[3]. Die These ist durch die Annahme dieses Antrages durch den Bundesrat ausdrücklich gutgeheissen worden[4].

Aus dieser These ergaben sich eine Reihe von Konsequenzen, die in dem erwähnten Antrag näher umschrieben wurden und die sich alle auf den folgenden Nenner bringen lassen: tatsächliche Beziehungen zu den Behörden beider Staatsgebilde sind sehr wohl möglich, aber der Verkehr zu den Behörden West- und Ostdeutschlands und die Regelung beide Parteien interessierender Fragen sollen in Formen abgewickelt werden, aus denen keine Anerkennung de facto oder de jure abgeleitet werden kann (siehe Seite 4 des dieser Notiz beiliegenden Antrages).

In dem genannten Bundesratsbeschluss war aber auch darauf hingewiesen worden, dass die Entwicklung der Dinge weitergehe und dass diese rechtliche und politische Würdigung des Deutschlandproblems keine endgültige sei. Die Entwicklung ist in der Tat schneller fortgeschritten als vor 3 1/2 Monaten angenommen werden konnte und zwar in der Richtung auf eine Konsolidierung der Selbständigkeit der westdeutschen Bundesrepublik. Diese Tendenz zeigte sich schon im Monat Juli, als die Frage der Errichtung eines westdeutschen Generalkonsulates in der Schweiz aufgeworfen wurde[5]. Nach einigem Zögern erklärte sich der Bundesrat mit der Errichtung eines solchen Generalkonsulates einverstanden, da die westdeutsche Regierung unsere grundsätzlichen Bedenken anscheinend nicht zu würdigen vermochte[6].

Inzwischen stattgefundene Wirtschaftsverhandlungen[7] und Besprechungen über den Abschluss eines Sozialversicherungsabkommens[8] und einer Ver-

---

3. *Vgl. den Antrag des Politischen Departements an den Bundesrat vom 2. Juni 1950,* E 1001(-)-/1/89 (DoDiS-7390).

4. *Vgl. BR-Prot. Nr. 1069 vom 9. Juni 1950,* E 1004.1(-)-/1/518.

5. *Das Generalkonsulat der Bundesrepublik Deutschland in Zürich wurde am 15. Juni 1951 eröffnet, vgl. das* Kreisschreiben Nr. 614 an die Polizeidirektionen der Kantone *vom 29. Juni 1951,* E 4800.1(-)1967/111/69.

6. *Vgl. das Verhandlungsprotokoll der 52. Sitzung des Bundesrates vom 17. Juli 1950,* E 1003(-)-/1/R 3104.

7. *Die Verhandlungen dauerten vom 29. August bis am 16. September 1950, vgl. Nr. 62 in diesem Band.*

8. *Das Abkommen wurde am 2. Oktober paraphiert und am 24. Oktober 1950 unterzeichnet,*

einbarung über die Verlängerung der Prioritätsfristen[9] haben nun einen Schritt weitergeführt, indem die westdeutsche Regierung auf den Abschluss formeller «Regierungsabkommen bezw. Verträge» zu bestehen scheint. Dazu kommt, dass die Regierung der Bundesrepublik Deutschland, wenn nicht alles täuscht, schon in den nächsten Tagen das Recht zur Errichtung eines Aussenministeriums und zum Austausch diplomatischer Agenten mit andern Staaten erhalten wird.

Diese Entwicklung zwingt uns, unsere These zum Deutschlandproblem einer neuen Prüfung zu unterziehen. Die westlichen Alliierten, die der Bundesrepublik Deutschland das Recht zur Errichtung von konsularischen Vertretungen und zum Abschluss von Staatsverträgen gaben[10] und das Recht zur Errichtung diplomatischer Vertretungen zu geben im Begriffe stehen[11], wollen, wie wir hören, die Theorie aufstellen, dass durch all dies der juristische Status Deutschlands, die Frage der Anerkennung und diejenige der Rechtsnachfolge des Dritten Reichs nicht berührt werden. Man muss sich unter diesen Umständen fragen, was es eigentlich braucht, damit alle diese Probleme berührt werden.

Tatsächlich hat allerdings die ganze Kontroverse für die Westmächte und übrigens auch für die Sowjetunion und ihre Satelliten in dieser Beziehung bei weitem nicht die gleiche Bedeutung wie für uns, denn jede der beiden Mächtegruppen ignoriert ganz einfach die von der andern Gruppe protegierte «deutsche Regierung». Für uns stellt sich das Problem aber anders, denn wir sind in dem Ringen um Deutschland nicht Partner sondern Zuschauer. Weder entspricht es unserer Politik, Partei für den einen gegen den andern zu ergreifen, noch wäre es zu rechtfertigen, unsere Interessen im einen Gebiet für diejenigen im andern Gebiet zu opfern. Wenn wir all dies nicht wollen, so können wir auch dem einen nicht vorenthalten, was wir dem andern gewähren. Praktisch gesprochen heisst dies, dass heute die Errichtung eines westdeutschen Generalkonsulates in der Schweiz sowie der Abschluss von Verträgen mit der westdeutschen Regierung und schon morgen vielleicht die Akkreditierung eines westdeutschen diplomatischen Vertreters in Bern[12] uns nötigt,

---

vgl. die Notiz von R. Bührer an A. Zehnder vom 26. Oktober 1950, E 2001(E)1967/113/204 (DoDiS-8041).

9. *Die im Mai 1950 begonnenen Verhandlungen konnten erst am 2. November zu einem Abschluss gebracht werden. Vgl. die* Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung betreffend das Abkommen der Schweiz mit der Bundesrepublik Deutschland über die Verlängerung von Prioritätsfristen auf dem Gebiet des gewerblichen Rechtsschutzes (vom 10. November 1950), *BBl, 1950, Bd. 102, III, S. 458–469. Vgl. auch das Schreiben von H. Morf an A. Zehnder vom 28. März 1950,* E 2001(E)1967/113/289 (DoDiS-8043) *sowie das Gutachten der Justizabteilung an E. von Steiger vom 14. Juli 1950,* E 2001(E)1967/113/204 (DoDiS-8042).

10. *Im Petersberger Abkommen vom 22. November 1949 einigten sich die Alliierte Hohe Kommission und Konrad Adenauer darauf, dass die BRD Konsular- und Handelsbeziehungen mit anderen Staaten aufnehmen durfte.*

11. *Dieses Recht wurde der Bundesrepublik Deutschland mit dem neuen Besatzungsstatut vom 6. März 1951 zugestanden.*

12. *Friedrich Holzapfel wurde erst am 6. Mai 1952 als erster deutscher Gesandter in der Schweiz akkreditiert.*

auch unsere Beziehungen mit der ostdeutschen Regierung ganz bedeutend zu intensivieren, wenn wir diese nicht vor den Kopf stossen und unsere sehr bedeutenden Interessen in der Ostzone nicht gefährden wollen[13].

Eine solche zwangsweise Intensivierung unserer Beziehungen zu Ostdeutschland (z. B. der Abschluss eines Regierungsabkommens und die Aufnahme direkter Beziehungen unserer Vertretung in Berlin mit dem Aussenministerium der Deutschen Demokratischen Republik) bringen uns ohne Zweifel der Anerkennung der Zweiteilung Deutschlands näher[14].

Welches sind nun aber die schweizerischen Interessen in der Ostzone? Rechtfertigen sie wirklich unsere Rücksichtnahme, denn der Handelsverkehr ist ja mit Westdeutschland ungleich grösser als mit Ostdeutschland. Um diese Fragen zu beantworten, muss man sich vor Augen halten, dass heute noch mehr als 5000 Schweizer in der Ostzone wohnen, die mit allergrössten Schwierigkeiten zu kämpfen haben, dass mehrere tausend Schweizer Ostdeutschland im Laufe der letzten Jahre zwar verliessen[15], aber den grössten Teil ihrer Habe zurücklassen mussten und dass die schweizerischen Interessen der Banken und Versicherungsgesellschaften sowie zahlreicher Privater insbesondere in den industriereichen Gebieten Ost-Berlins, Sachsens und Thüringens ausserordentlich gross sind. Eine detaillierte Aufstellung der einzelnen Sachgebiete, bei denen der schweizerische Interessenschutz in Ostdeutschland gegenwärtig wirksam wird, liegt dieser Notiz bei[16]. Sie dürfte besser als viele Worte beweisen, dass eine Vernachlässigung oder gar Aufgabe dieser Interessen kaum zu verantworten wäre.

Wenn uns nun die von uns unbeeinflusste Entwicklung der Dinge zwingt, mit der Regierung der Bundesrepublik Deutschland und ziemlich sicher auch mit derjenigen der Deutschen Demokratischen Republik direkte und sehr intensive Beziehungen zu pflegen, so stellt sich die Frage, ob nicht der Augenblick gekommen sei, wo verschiedene grundsätzliche Probleme zwischen der Schweiz und Deutschland, vorläufig zum mindesten mit der westdeutschen Regierung, aufgegriffen werden sollten und zwar ohne Rücksicht darauf, ob die Aufnahme dieser engen direkten Beziehungen bereits die Anerkennung dieser Regierung bedeutet oder nicht. Diese Probleme stehen im Zusammenhang mit der Frage der Rechtsnachfolge. Es handelt sich vor allem um die beiden folgenden Fragenkomplexe:

1) Reichsschuld[17] und Reichseigentum[18],

2) Weitergeltung der Verträge[19].

---

13. *Vgl. die Notiz von A. Rebsamen an A. Zehnder vom 21. Februar 1950,* E 2001(E)1967/113/265 (DoDiS-7996).

14. *Zu den Wirtschaftsverhandlungen mit der DDR vgl. Nr. 133 in diesem Band.*

15. *Vgl. das Schreiben von F. Schnyder an E. Scheim vom 24. August 1950,* E 2001(E)1967/113/339 (DoDiS-8013).

16. *Vgl. die* Übersicht betreffend die schweizerische Interessenwahrung in Ostdeutschland (nach Sachgebieten geordnet), Stand September 1950. *Nicht abgedruckt* (DoDiS-8122).

17. *Die Schweiz war an der Vorkonferenz zur Bereinigung der Aussenverschuldung in London vom 25. Juni bis 17. Juli 1951 mit einem Beobachter vertreten. Die definitive Regelung kam an der multilateralen Schuldenkonferenz vom 28. Februar bis 8. August 1952 in*

Es ist zwar zu erwarten, dass die westdeutsche Regierung sich für inkompetent erklärt, diese Fragenkomplexe einer sofortigen Regelung zuzuführen. Nichts dürfte sie aber daran hindern, wenigstens grundsätzlich ihre Bereitschaft zur Übernahme der Verbindlichkeiten des alten Reiches zu erklären, einen pactum de contrahendo zu schliessen. Eine eingehende Aufstellung der zu behandelnden Probleme findet sich ebenfalls in der Beilage[20].

Der Zeitpunkt, mit der westdeutschen Regierung unverzüglich Besprechungen über diese Fragen aufzunehmen, ist ohne Zweifel gekommen, denn die westdeutsche Regierung lehnt den Abschluss der Handelsvereinbarung in jeder andern Form als derjenigen eines Regierungsabkommens ab, ohne unserer besondern Lage Rechnung zu tragen. Sie zwingt uns dadurch, unsere grundsätzliche Einstellung zum Deutschlandproblem weitgehend zu ändern. Wenn wir aber eine solche Änderung unserer Deutschlandpolitik in Erwägung ziehen, so sollten wir zum mindesten Minimalzusicherungen hinsichtlich der Regelung derjenigen Fragen, die mit der Rechtsnachfolge des Reichs zusammenhängen, dafür erhalten. Es dürfte in jedem spätern Augenblick schwerer halten, derartige Zusicherungen von der deutschen Regierung zu bekommen.

Aus dem Gesagten ergibt sich, dass Herr Minister Huber sofort, d. h. noch bevor das neue Handelsabkommen unterzeichnet wird, mit höchsten deutschen Regierungsstellen die Verbindung aufnehmen sollte[21], um ihnen mit aller Deutlichkeit folgendes auseinanderzusetzen:

1) Die Schweiz wird durch das westdeutsche Begehren genötigt, ihre bisherige sehr vorsichtige Deutschlandpolitik, die weitgehend auch die Interessen Deutschlands berücksichtigte, aufzugeben. Die Schweiz ist jedoch nicht in der Lage, ihre sehr grossen Interessen in der Ostzone einfach zu opfern, und es wird ihr daher nichts anderes übrig bleiben, als schrittweise ihre Beziehungen zur Ostregierung zu intensivieren.

2) Wenn die Schweiz durch den Abschluss eines Regierungsabkommens ihre Bereitschaft bekundet, den gegebenen Verhältnissen in Deutschland soweit als möglich Rechnung zu tragen, so kann sie dies nur, wenn die westdeutsche Regierung ihrerseits die Bereitschaft zeigt, die mit der Rechtsnachfolge zusammenhängenden Probleme, d. h. Anerkennung der Reichsschuld

---

London zustande. Vgl. E 2801(-)1968/84/4 *und* 5, E 2001(E)1967/113/627–629 *sowie* E 2801 (-)1968/84/6 *und* 7, E 2001(E)1969/121/304 *und* 305.

18. *Zu den alliierten Ansprüchen auf das deutsche Reichseigentum in der Schweiz vgl. DDS, Bd. 17, Nr. 56, insbesondere Anm. 4.*

19. *Vgl.* E 2001(E)1969/121/64. *Vgl. auch das Schreiben von A. Huber an A. Zehnder vom 14. Oktober 1950, ebd.* (DoDiS-8020) *und das Schreiben von A. Huber an A. Zehnder vom 28. Juni 1951, ebd.* (DoDiS-8040).

20. *Vgl. die Notiz von E. Bernath vom 20. September 1950. Nicht abgedruckt* (DoDiS-8121). *Vgl. auch die Notiz von H. Miesch an E. Bernath vom 20. September 1950 mit einer Aufstellung der schweizerischen Forderungen gegenüber dem ehemaligen Deutschen Reich. Nicht abgedruckt* (DoDiS-8123).

21. *Eine erste Unterredung mit deutschen Behörden zu diesen Fragen fand am 12. Oktober mit W. Haas statt. Vgl. das Schreiben von A. Huber an A. Zehnder vom 14. Oktober 1950,* E 2001(E)1969/121/64 (DoDiS-8020). *Am 11. Dezember 1950 führte A. Huber mit K. Adenauer ein weiteres Gespräch, vgl. Nr. 72 in diesem Band.*

und Weitergeltung der alten Verträge, sobald als möglich einer Regelung zuzuführen. Diese Bereitschaft der deutschen Regierung sollte im gegenwärtigen Augenblick zum mindesten durch einen Notenaustausch niedergelegt werden.

60

E 2800(-)1990/106/18
[DoDiS-8542]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre,
au Directeur du Centre européen de la culture, D. de Rougemont

Copie
L Berne, 5 octobre 1950

Mon cher Denis,

Tu m'as demandé de t'envoyer un message à l'occasion de l'inauguration du Centre européen de la culture[1]. Après examen, je suis arrivé à la conclusion que je ne pouvais pas donner suite à ta demande. J'ai tenu à connaître encore l'opinion d'un de mes collègues[2], avec lequel j'ai eu un entretien cet après-midi et qui est aussi d'avis que je dois m'abstenir. Les raisons de cette décision sont les suivantes:

Tu es mon beau-frère. A la radio ou encore dans tes Lettres aux députés européens, qui ont été publiées cet été par le *Journal de Genève*, tu as pris position très nettement, soit contre l'URSS ou encore le Maréchal Staline personnellement, soit contre l'attitude du Gouvernement britannique à l'égard du Conseil de l'Europe. Il semble que, dans l'esprit de ceux qui t'écoutent ou te lisent, – peut-être plus à l'étranger qu'en Suisse, – on admette, sachant que nous sommes beaux-frères, que rien de ce que tu dis ou écris ne l'est sans mon approbation. On m'a même fait la remarque qu'étant donnés nos liens de parenté, il aurait fallu ne pas te montrer aussi violent et excessif dans tes Lettres aux députés européens.

La Suisse, tu le sais, ne peut songer à adhérer au Conseil de l'Europe, et cela d'autant moins aujourd'hui que celui-ci s'occupe aussi, contre ses intentions primitives, de problèmes militaires[3]. Le Centre européen de la culture est patronné par le Conseil de l'Europe et par les hommes qui sont à la tête de ce dernier. Actuellement, du côté suisse la tendance se manifeste plutôt de pratiquer une politique de neutralité très stricte. Je me trouve donc dans la nécessité de chercher à éviter toute équivoque et à prévenir le reproche de faire deux politiques contradictoires, l'une officielle et l'autre qui serait inspirée

---

1. *Le Centre est inauguré le 7 octobre 1950. Sur sa création, cf. la notice de J. Stroehlin à M. Petitpierre du 14 décembre 1949,* E 2001(E)1967/113/892 (DoDiS-8647) *et la notice de J. Stroehlin du 28 juin 1950,* E 2001(E)1967/113/863 (DoDiS-8649).
2. *Le Conseiller fédéral mentionné n'a pas pu être identifié.*
3. *Cf. table méthodique du présent volume:* La Suisse et le Conseil de l'Europe *et N° 98, note 4, dans le présent volume.*

de mes opinions et vues personnelles. Or, comme tu le sais, je suis convaincu que nous devons continuer à suivre la ligne que nous nous sommes tracée depuis la fin de la guerre et que la neutralité doit rester le principe fondamental de notre politique extérieure[4]. Je me rends parfaitement compte que cette attitude créera pour nous des difficultés probablement grandissantes et qu'elle se heurtera à une incompréhension de plus en plus marquée, non seulement des Etats-Unis mais encore d'autres puissances occidentales.

Le service que je pourrais rendre au Centre européen de la culture en envoyant un message représenterait peu de chose en regard des inconvénients que l'envoi de ce message pourrait avoir non seulement pour moi, mais pour le Conseil fédéral et par conséquent pour notre pays.

C'est avec regret que je te donne cette réponse négative, étant donnés les efforts que tu accomplis depuis quelques années et le dévouement dont tu fais preuve pour la défense de l'idée et des intérêts européens. J'espère néanmoins que tu comprendras les motifs de cette réponse et que tu ne m'en voudras pas.

M. Philippe Zutter assistera à la manifestation de samedi, mais sans y représenter le Conseil fédéral.

---

4. *Cf. la conférence des ministres de 1951, qui est principalement dédiée au thème de la neutralité suisse,* E 2800(-)1967/61/65. *Cf. N° 113 dans le présent volume.*

61

E 6100(B)1973/141/44
[DoDiS-7863]

Interne Notiz des Finanz- und Zolldepartements[1]

ZUR FRAGE EINES ANSCHLUSSES DER SCHWEIZ AN DIE TRANSFERABLE ACCOUNT GROUP

Bern, 7. Oktober 1950

Den verschiedenen Berichten unserer Londoner Gesandtschaft ist zu entnehmen, dass die Engländer die Einbeziehung aller EPU-Länder[2] in die TAG (= *Transferable Account Group*) beabsichtigen, indem sie den noch nicht angeschlossenen EPU-Ländern einen diesbezüglichen Abkommensentwurf unterbreiten wollen. Die am System der TAG teilnehmenden Staaten geniessen unter sich den Vorteil einer beschränkten Pfundkonvertibilität.

---

1. *Diese Notiz wurde von W. Eggenschwiler verfasst und an M. Iklé gerichtet. Auf dem Dokument wurde folgende handschriftliche Notiz angebracht:* Prof. Jacot, einverstanden mit dieser Betrachtungsweise. Müssen wir der Handelsabteilung unsere Auffassung bekannt geben?
2. *Es handelt sich um die Europäische Zahlungsunion (European Payments Union).*

Diese umfasst die sog. «direct current transactions», d. h. Zahlungen, die nicht zum Zwecke eigentlicher Kapitaldislokationen gemacht werden. Da der TAG eine Reihe von Ländern angehören, die nicht zur EPU zählen, wie beispielsweise Ägypten, Spanien und die Sowjet-Union, vermag dieses System einen über die Sphäre der EPU hinausreichenden, zusätzlichen Konversionsbereich zu schaffen. Die dieser Randgruppe angehörenden Länder würden durch den Beitritt der Schweiz in die Lage versetzt, unsere Forderungen in Pfundsterling statt in Schweizerfranken abzugelten. Es ist wahrscheinlich, dass dies zu einer zusätzlichen Nachfrage nach schweizerischen Exportprodukten führen würde. Es ist bekannt, dass Pfundguthaben besitzende Länder, wie z. B. Schweden und Italien, die Tendenz haben, ihre Bezüge in irgendwelchem Lande zu tätigen, wenn dieses nur bereit ist, die angebotenen Pfundsterling anzunehmen, selbst wenn die Produkte teurer bezahlt werden müssen als anderswo. Im gegenwärtigen Zeitpunkt, wo unser Export mit keinen besonderen Schwierigkeiten zu kämpfen hat, fällt indessen dieser Vorteil zusätzlicher Exportchancen nicht so stark ins Gewicht wie die nachher zu erörternden *Nachteile* eines Anschlusses an die TAG.

Die Konten der TAG können gemäss der britischen Vorschriften in die Mitgliederwährungen, keinesfalls aber in Dollars konvertiert werden. Grossbritannien ist indessen bezüglich der Durchsetzung dieser restriktiven Bestimmung auf die Mitarbeit der zentralen Bankinstitute der Mitgliedländer angewiesen. Die Kontrolle der (bisher) 15–18 Staatsbanken war aber nie eine hundertprozentige. So soll beispielsweise im November 1949 die Niederländische Staatsbank holländischen Pfundinhabern gestattet haben, mit ihren Pfundguthaben in Australien Wolle zu kaufen und die Ware gegen Dollars nach den USA oder andern Hartwährungsländern weiter zu verkaufen.

Gegenüber Australien mussten sich die Käufer zwar formell verpflichten, die Wolle selbst zu verbrauchen, haben sich aber offenbar nicht daran gehalten. Zwei Drittel der westeuropäischen Wollkäufe, die im September 1949 in Australien getätigt worden sind, sollen nachher in New York wieder gegen Dollars veräussert worden sein. Jene Mitglieder der TAG, welche derartige «illegale» Transaktionen tolerierten, zogen aus ihrer Zugehörigkeit zur TAG den weiteren Vorteil der Beschaffung zusätzlicher Hartdevisen aus billigen Pfunden. Die Schweiz, selbst ein Hartwährungsland, wäre indessen an dieser Möglichkeit nicht besonders dringlich interessiert, auch deswegen nicht, weil die geschilderte Praxis zu Konflikten mit der *Bank of England* zu führen pflegt.

Schwerer als diese geringen und in gewisser Beziehung zweifelhaften Vorteile wiegen die Nachteile eines Anschlusses der Schweiz an die TAG. In erster Linie ist der Erwartung Ausdruck zu geben, dass die ausserhalb der EPU stehenden Mitglieder uns einen Teil ihrer laufenden Pfundeinnahmen (und bis zu einem gewissen Grade auch deblockierte alte Pfunde) zur Zahlung anbieten werden, und zwar nicht nur für Warenforderungen, sondern auch für Dienstleistungen, Tilgungen und Amortisationen, die ebenfalls unter den Begriff der «direct current transactions» fallen. Alle diese Pfundsterling-Zahlungen, die voraussichtlich auf einen beträchtlichen Umfang anschwellen werden, müssten in der monatlichen Abrechnung durch die EPU die britisch-schweizerische Bilanz ausserordentlich belasten, das britische Defizit vergrös-

sern und die Beanspruchung unserer Quote in einem unvorhergesehenen Masse beschleunigen[3]. Wie dem uns von der Gesandtschaft zugestellten Prototyp eines derartigen bilateralen Abkommens lt. Art. 4 zu entnehmen ist, müsste sich nämlich die Schweiz – offenbar unter Vorbehalt der in Art. 12 des EPU-Abkommens gesetzten Grenzen – verpflichten, die Annahme von Pfundsterling aus den angeschlossenen Ländern keinen Einschränkungen zu unterwerfen[4]. Wir hätten also keine Möglichkeit den Zustrom von Pfundsterling durch Bewirtschaftungsmassnahmen zu regulieren, ganz abgesehen davon, dass eine solche Bewirtschaftung auch nur als notwendiges Übel betrachtet werden könnte. Die raschere Erschöpfung der schweizerischen Kreditlimite innerhalb der EPU würde bewirken, dass die Schweiz zur Erteilung neuer Kredite aufgerufen würde oder dass sie seitens Grossbritanniens diskriminiert werden könnte. Im schlimmsten Falle ist sogar mit einem Austritt aus der EPU zu rechnen, was dann einer umfassenden Diskriminierung durch die verbleibenden EPU-Mitglieder gleichkommen würde.

Abgesehen von dieser die Bundesfinanzen direkt berührenden Seite, gibt das britische Projekt noch zu weiteren, teils technischen, teils politischen Bedenken Anlass. Durch das System der Transferable Accounts würden die angeschlossenen Ostblock-Länder in die Lage gesetzt, in mehrfacher Weise von den der EPU zur Verfügung gestellten Krediten zu profitieren, mit andern Worten, sie würden indirekt der EPU angeschlossen. Was die Amerikaner zu einer derartigen Beanspruchung ihrer Dollar-Beiträge sagen werden, bleibt abzuwarten. Aber auch was die schweizerischen Kredite anbelangt, so kann man sich fragen, ob es zweckmässig ist, dieselben dem Ostblock zugänglich zu machen. Die Ostländer könnten bei uns mit neuen oder alten Pfundsterling zusätzliche Warenbezüge machen. Solche zusätzliche Bezüge bei Neutralen werden in dem Masse wahrscheinlicher, in welchem der alliierte Westen seine Exporte nach dem Osten militärpolitisch orientierten Restriktionen unterwirft. Diese Entwicklung könnte indessen auch unsere Neutralitätspolitik tangieren[5].

Sodann würde der Anschluss der Schweiz an die TAG einen Ausbau unseres Kontrollapparates bedingen. Neben die bisherigen «sterling accounts» hätten dann noch die andern Spielregeln und einer schärferen Kontrolle unterstehenden «transferable accounts» zu treten. Diese Komplizierung hätte vermehrte Verwaltungsausgaben zur Folge, welche entweder die Banken oder die Staatsrechnung belasten würden, sofern sie nicht durch eine neue Abgabe

---

3. *Fussnote im Originaltext:* * Es ist z. B. bezeichnend, dass Ägypten im vergangenen Jahre mit nicht zum £-Block gehörenden Ländern, die £ an Zahlungsstatt angenommen haben, für 113 Mio. £ zusätzliche Umsätze zu erzielen vermochte. Die Einbeziehung weiterer EPU-Länder in das System der TAG würde zweifellos die £-Gläubiger ausserhalb der EPU (aber innerhalb der TAG) in die Lage versetzen, ihren Handel so zu organisieren, dass sie in grösserem Umfang von ihren £-Beständen zehren könnten als gegenwärtig.

4. *Der erwähnte Prototyp für ein neues bilaterales Abkommen mit Grossbritannien wurde mit dem Schreiben von V. H. Umbricht an die Handelsabteilung vom 25. September 1950 übermittelt,* E 7110(-)1967/32/1051*; vgl. den Kommentar dazu im Schreiben der Eidgenössischen Finanzverwaltung an die Handelsabteilung vom 17. Oktober 1950, ebd.*

5. *Zur Frage des Ost-West-Handels vgl. Nr. 106 in diesem Band; vgl. auch das thematische Verzeichnis:* Ost-West-Handel.

gedeckt werden könnten. So oder so würde jedenfalls eine unproduktive Belastung unserer Wirtschaft entstehen.

Eine weitere unerwünschte Auswirkung eines Anschlusses der Schweiz an die TAG würde darin bestehen, dass das Verhältnis zur EPU durch eine Querverbindung getrübt würde und sich die Auswirkungen unseres Anschlusses an die EPU nicht mehr eindeutig feststellen liessen. Die Tatsache, dass die Engländer im Begriffe sind, einen Staat im Staate aufzubauen, ist auch in anderer Beziehung bedenklich. Das britische Vorgehen bedeutet, wenn nicht geradezu eine Gefährdung, so doch zum mindesten eine Schwächung der Zahlungsunion und sollte jedenfalls nicht durch unsern Beitritt gefördert werden. Wenn nun schon das – international gesehen – Positive verzeichnet werden darf, dass eine intereuropäische Zahlungs- und Verrechnungs-Organisation zustande gekommen ist[6], so sollte diese unter Inkaufnahme gewisser Unzulänglichkeiten vorerst allseits nach Kräften unterstützt statt durch separatistische Aktionen zum vorneherein konkurrenziert werden, sodass sie überhaupt erst einmal Gelegenheit erhält, ihre Tauglichkeit unter Beweis zu stellen. Sicherlich bringt ja unsere Zugehörigkeit zur EPU gerade in Bezug auf die eingesetzten Bundesgelder bedeutende Risiken und Unzulänglichkeiten mit sich, deren Klarstellung in der bundesrätlichen Botschaft wohl etwas deutlicher hätte ausfallen dürfen[7]. Da jedoch mit einer Ratifikation des EPU-Abkommens durch das Parlament gerechnet werden muss[8], haben wir kein Interesse, eine Organisation, der wir aller Voraussicht nach einmal angehören werden, durch den gleichzeitigen Beitritt zu einem wenig attraktiven Konkurrenzgebilde zu schwächen und damit die EPU einem Liquidationsstadium näher zu bringen, von dessen vorzeitiger Durchführung wir in erster Linie Verluste zu erwarten hätten.

Die britischen Bemühungen scheinen einmal mehr mit dem Versuche verbunden zu sein, den Wirkungsbereich und die Macht des Pfundsterlings auszudehnen, eine Tendenz, die in der Nachkriegszeit bereits verschiedentlich zu Tage getreten ist[9]. Wir haben indessen kein Interesse an der Ausdehnung des Pfundbereichs, und es ist dies auch nicht nötig, um etwa den Dollar in Schranken zu halten. Die Umsätze in Pfundsterling umfassen nämlich ohnehin nahezu einen Drittel des Welthandels, und etwa ein Viertel der Weltbevölkerung lebt im Sterlinggebiet, während ein weiterer Fünftel auf Länder entfällt, die mit der Pfundwährung sehr stark verbunden sind. Der Wirkungsbereich

---

6. *Zu den Verhandlungen über die Errichtung der Europäischen Zahlungsunion vgl.* E 2001(E)1967/113/583, 584 *und* 838, E 7800(-)-/1/4; *vgl. Thematisches Verzeichnis in diesem Band:* Die Schweiz und die Europäische Zahlungsunion.

7. *Vgl. BBl, 1950, Bd. 102, II, S. 977–1000; zum Beitritt der Schweiz zur EZU vgl. auch Nr. 55 in diesem Band.*

8. *Vgl. Sten. Bull. NR, 1950, S. 563–606; Sten. Bull. SR, 1950, S. 289–301; vgl. auch den Bundesbeschluss vom 26. Oktober 1950, AS, 1950, S. 1209.*

9. *Fussnote im Originaltext:* * In den Verhandlungen des Europarates im September 1949 trat die britische Tendenz zu Tage, die Bank von England, die heute der Regierung von London direkt untersteht, durch das Mittel einer vom Gold gelösten, frei manipulierten Pfundwährung zum währungspolitischen Herrscher über die europäischen Länder machen zu wollen.

des Pfundsterlings scheint demnach gross genug, um ein gewisses Gleichgewicht als gesichert erscheinen zu lassen.

Man wird auch die Nachteile nicht unbeachtet lassen müssen, die der internationalen Stellung des Schweizerfrankens im Falle eines Beitritts zur TAG daraus erwachsen müssten, dass in einem gewissen Umfange eine Nachfrageverschiebung von Schweizerfranken auf das Pfund Sterling stattfinden würde. Wir haben keinen Grund, den Schweizerfranken weniger begehrt zu machen und dafür den Pfundkurs durch Veranlassung einer vermehrten Verwendbarkeit des Pfundsterlings und durch die in Art. 1 des erwähnten Prototyps vorgesehene vertragliche Verpflichtung zu stützen. Die Schweiz ist Grossbritannien bezüglich Pfundstützungsaktionen schon mehr als nötig entgegengekommen, unter anderem indem die Nationalbank sich im Mai 1949 bereit erklärte, die aus einem weitgespannten Finanztransfer anfallenden Pfundsterling restlos zum (damals noch stark übersetzten) offiziellen Kurse zu honorieren[10].

Die Gegenüberstellung der Vor- und Nachteile zeigt eindeutig, dass die Schweiz kein Interesse an einem Beitritt zur *Transferable Account Group* haben kann[11]. Insbesondere dürfte der Standpunkt des Finanzdepartementes durch die klar zu Tage tretende Gefahr einer beschleunigten Ausschöpfung unserer Kreditquote bei der EPU eindeutig bestimmt sein.

---

10. *Zur Pfundabwertung vgl. Nrn. 12 und 23 in diesem Band.*
11. *In den Wirtschaftsverhandlungen vom November 1950 erklärte sich die Schweiz bereit, unter bestimmten Voraussetzungen und auf «administrativer Basis» Pfundtransfers zuzulassen, vgl. BR-Prot. Nr. 2120 vom 24. November 1950,* E 1004.1(-)-/1/523 (DoDiS-7843).

62

E 1004.1(-)-/1/522
[DoDiS-7802]

BUNDESRAT
Beschlussprotokoll der Sitzung vom 10. Oktober 1950[1]

1854. Wirtschaftsverhandlungen mit Westdeutschland

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 7. Oktober 1950.

Das Volkswirtschaftsdepartement unterbreitet folgenden Bericht und Antrag[2]:

«Im Anschluss an die vom 29. August bis 16. September 1950 in Frankfurt a/Main geführten Wirtschaftsverhandlungen mit Westdeutschland, über deren Ergebnis die Öffentlichkeit am 19. September durch ein amtliches Commu-

---

1. *Abwesend waren: Ph. Etter, K. Kobelt, E. Celio (nicht mehr im Amt), J. Escher (noch nicht im Amt).*
2. *Vgl.* E 7110(-)1967/32/892. *Vgl. auch* E 2001(E)1967/113/614 *und* 615 *und* E 2001(E)1969/121/304.

niqué[3] in grossen Zügen orientiert worden ist, sind am 27. September in Bern die getroffenen Vereinbarungen durch die beidseitigen Delegationsvorsitzenden[4] offiziell paraphiert worden. Die Unterzeichnung kann erst erfolgen, wenn die Alliierte Hohe Kommission die Abmachungen ratifiziert hat, worauf diese alsdann mit Rückwirkung auf den 1. September 1950 in Kraft treten.

Das Vertragswerk umfasst ein Handelsabkommen mit zwei Listen, worin die Einfuhrkontingente für die beiderseits nicht liberalisierten Waren festgelegt worden sind, diverse Briefwechsel sowie ein Protokoll über die Vereinbarungen betreffend den Zahlungsverkehr mit verschiedenen Anlagen[5]. Das Handelsabkommen ist fest für die Dauer eines Jahres abgeschlossen. Die Geltungsdauer der neuen Abmachungen über den Zahlungsverkehr richtet sich dagegen nach derjenigen des weiterhin in Kraft bleibenden Zahlungsabkommens vom 27. August 1949[6]; dessen Gültigkeitsdauer läuft bis zum 28. Februar 1951 und verlängert sich danach automatisch um je 6 Monate, wenn es nicht von der einen oder andern Partei 2 Monate vor Ablauf gekündigt wird.

Über den Inhalt der Abmachungen ist im wesentlichen folgendes zu berichten:

I. *Warenverkehr*

1. Im Hinblick auf die durch die Europäische Zahlungsunion vorgesehenen Liberalisierungsmassnahmen erübrigten sich spezielle Vereinbarungen für jene Waren, die auf den beidseitigen Freilisten stehen. Unabhängig vom Zeitpunkt des effektiven Beitritts der Schweiz zur Europäischen Zahlungsunion[7] wendet Westdeutschland seine 60%ige Freiliste bereits mit Wirkung vom 4. Oktober auf die Einfuhr aus unserem Lande an.

2. Bei der Festsetzung der deutschen Einfuhrkontingente für die nicht liberalisierten Waren ging die schweizerische Delegation davon aus, dass die Höhe dieser Kontingente sich nach den Absatzmöglichkeiten in Deutschland richten sollte. Entgegen den Erklärungen der deutschen Unterhändler, auch im Rahmen der nicht liberalisierten Quote würden keine protektionistischen Ziele verfolgt, zeigten sich doch bei der Diskussion über bestimmte Waren, wie Farbstoffe, Textilien, erhebliche Meinungsverschiedenheiten, die neben der Rücksichtnahme auf die deutschen Handelsbeziehungen mit anderen Marshall-Ländern offensichtlich auf Schutzpolitik zurückzuführen waren. Dank der ausserordentlich grossen deutschen Einfuhr in die Schweiz der letzten Monate und durch die Drohung, nötigenfalls die Einfuhr der nicht liberalisierten Waren zu beschränken, war es der schweizerischen Delegation möglich, bei den strittigen Positionen einen durchaus befriedigenden Kompromiss zu

---

3. *Vgl.* E 7110(-)1967/32/892.
4. *Es handelt sich um Hans Schaffner (Vorsitzender der schweizerischen Delegation) und um Werner Schueller (Vorsitzender der deutschen Delegation).*
5. *Vgl. ebd.*
6. *Vgl. AS, 1949, S. 1328–1335.*
7. *Zum Beitritt der Schweiz zur Europäischen Zahlungsunion vgl. Nr. 55 sowie Thematisches Verzeichnis in diesem Band:* Die Schweiz und die Europäische Zahlungsunion.

schliessen. Dem Total der deutschen Einfuhrkontingente für schweizerische Waren von ca. 288 Millionen D-Mark (ca. 300 Millionen Sfr.), einschliesslich Landwirtschaft, stehen schweizerische Einfuhrkontingente für deutsche Waren in Höhe von 290 Millionen Sfr. gegenüber. Dazu werden noch die Lieferungen im Rahmen der Freiliste kommen. Wenn auch über deren Entwicklung praktisch eine Prognose nicht möglich ist, so kann doch theoretisch mit einem Austauschvolumen von je ca. 700 Millionen Sfr. in beiden Richtungen gerechnet werden.

Da schweizerischerseits die Voraussetzungen für den unbehinderten zollbegünstigten passiven *Textilveredelungsverkehr* nicht vorhanden sind, erwies es sich als notwendig, bei dem in der Schweiz gehandhabten Leistungssystem eine Lockerung zuzusichern, um nicht Gefahr zu laufen, dass von deutscher Seite die Vergebung von Textilveredelungsaufträgen nach der Schweiz sistiert wird. Es werden nunmehr deutscherseits für Textilien aller Art, die zur Veredelung in die Schweiz geschickt werden (schweizerisch-aktiver Verkehr), Zollfreipässe und Devisenbewilligungen bis zum Betrage von 6,3 Millionen D-Mark für die Dauer des Abkommens erteilt werden. Eine Sachverständigenkommission soll vor Ablauf des Abkommens zusammentreten, um eine Neuregelung des Textilveredelungsverkehrs mit dem Ziel einer zollpolitisch unbehinderten Durchführung vorzubereiten.

Hinsichtlich der schweizerischerseits abgegebenen Zusicherung mit Bezug auf das erneut vorgebrachte deutsche Begehren um eine Herabsetzung des Zolles für Uhrenschalen bei der Einfuhr in die Schweiz wird dem Bundesrat ein entsprechender Antrag unterbreitet werden, sobald die Abmachungen von den Alliierten ratifiziert worden sind[8].

3. Erfreulicherweise gelang es, für die *Ausfuhr von schweizerischen landwirtschaftlichen Erzeugnissen* nach dem traditionellen deutschen Absatzmarkt ebenfalls einen befriedigenden Kontingentsrahmen festzulegen. Infolge der auch in Westdeutschland zu erwartenden grossen Obsternte bedurfte es zwar etwelcher Mühe, die ursprüngliche Abnahmebereitschaft für Obst und Obstprodukte von lediglich 800'000 Dollar auf 3 Millionen Dollar zu erhöhen. Die deutschen Behörden erklärten sich einverstanden, einen schweizerischen Antrag, das Einfuhrkontingent im Verlaufe des Vertragsjahres je nach Aufnahmefähigkeit des deutschen Marktes bis zu 5 Millionen Dollar zu erhöhen, im Rahmen der jeweils gegebenen Möglichkeiten unter Beachtung der traditionellen schweizerischen Stellung als Obstlieferland zu berücksichtigen. Über die Durchführung der handelsvertraglich festgelegten Lieferungen, insbesondere auch hinsichtlich der einzuführenden Sorten und der festzusetzenden Einfuhrzeiten, hat ein gemischter Sachverständigenausschuss den beiderseitigen Behörden Vorschläge zu unterbreiten.

4. Der Umstand, dass bei der Festsetzung der Einfuhrkontingente nicht mehr auf eine ausgeglichene Zahlungsbilanz abgestellt wurde, veranlasste die

---

8. *Die Verträge mit der BRD konnten erst am 27. Januar 1951 unterzeichnet und rückwirkend auf den 1. September 1950 in Kraft gesetzt werden, weil die Alliierte Hohe Kommission in Deutschland ihre Genehmigung hinauszögerte. Vgl. BR-Prot. Nr. 969 vom 18. Mai 1951,* E 1004.1(-)-/1/529 (DoDiS-8048).

deutsche Delegation, eine *Gefahrenklausel* in die Abmachungen aufzunehmen. Beide Regierungen haben das Recht, Einfuhren, wie sie in den Listen der nicht liberalisierten Waren aufgeführt sind, einzustellen, wenn solche Einfuhren in ihrem Lande zu ernsthaften wirtschaftlichen Störungen führen sollten[9]. Für diesen Fall sind beide Regierungen bereit, unverzüglich die Lage zu besprechen und eine für beide Teile annehmbare Lösung der Schwierigkeiten zu suchen. Sofern nicht zwingende Gründe dies unmöglich machen, werden die Parteien sich vor der Ergreifung solcher Massnahmen miteinander in Verbindung setzen. Unter Umständen kann diese Gefahrenklausel auch für die Schweiz wertvoll sein, da es nicht zu vermeiden war, den deutschen Wünschen bei der Festsetzung der schweizerischen Einfuhrkontingente in weitgehendem Umfange zu entsprechen.

5. Was die deutsche Einfuhrtechnik bei den nicht liberalisierten Waren anbelangt, bleibt es grundsätzlich beim bisherigen System der periodischen Ausschreibungen. Um das Risiko der spekulativen Überzeichnungen auszuschalten, ist für Textilien, Uhren und chemische Produkte ein besonderes Verfahren vereinbart worden, wonach die deutschen Aussenhandelsbanken Einfuhrerträge nur entgegennehmen, sofern diese mit einer Unbedenklichkeitsbescheinigung der mit der Vorprüfung beauftragten schweizerischen Stellen (Kontingentsverwaltungsstellen) versehen sind. Deutscherseits wurde ausserdem zugesichert, bei der Erteilung der Einfuhrgenehmigungen ganz allgemein auf die marktmässigen Bedürfnisse Rücksicht zu nehmen und nicht einzelne Waren zu diskriminieren.

6. Auf deutschen Wunsch ist im Handelsabkommen die *gegenseitige Gewährung der Meistbegünstigung* vereinbart worden, und zwar sowohl hinsichtlich der Zölle, Zollförmlichkeiten und Gebühren als auch hinsichtlich aller ähnlichen Vorteile, die einer der beiden Vertragschliessenden einem dritten Lande gegenwärtig oder künftig gewährt. Nach den Grundsätzen der Meistbegünstigung sollen auch deutsche Geschäftsreisende in der Schweiz und schweizerische Geschäftsreisende im Gebiet der Bundesrepublik Deutschland behandelt werden.

II. *Auswirkung der Europäischen Zahlungsunion auf das Zahlungsabkommen*[10]

Sofern irgendeine Bestimmung des geltenden Zahlungsabkommens die Rechte oder Pflichten beeinträchtigt, die sich für eine der vertragschliessenden Parteien aus ihrer Mitgliedschaft innerhalb der ‹Organisation für Europäische Wirtschaftliche Zusammenarbeit› ergeben, wird diese Bestimmung während der Dauer der Mitgliedschaft beider Parteien zu der genannten Organisation nicht angewendet werden.

---

9. *Zur deutschen Verschuldung und Zahlungsbilanzkrise sowie den daraus folgenden Importrestriktionen der BRD vgl. die Notiz von H. Marti an J. Hotz vom 31. Oktober 1950,* E 7110(-)1967/32/894 (DoDiS-8047) *und BR-Prot. Nr. 969 vom 18. Mai 1951,* E 1004.1(-)-/1/529 (DoDiS-8048).

10. *Vgl. die Notiz von H. Marti an J. Hotz vom 12. August 1950,* E 2210.2(-)1973/131/4.

III. *Zahlungsregelung für die unsichtbaren Leistungen*

Soweit gewisse unsichtbare Ein- und Ausfuhren durch die Liberalisierungsbeschlüsse der ‹Organisation für Europäische Wirtschaftliche Zusammenarbeit› nicht erfasst worden sind (Tourismus, Transfer von Lizenzen auf Grund von Nachkriegskontrakten) oder von deutscher Seite Vorbehalte zu den Pariser Beschlüssen angebracht wurden (Transfer von Vermögenserträgnissen, Künstlerhonoraren, Filmzahlungen) erwies sich eine bilaterale Regelung als notwendig.

1. Die von deutscher Seite vorgesehene Regelung, wonach für den *Touristenverkehr* nach sämtlichen Marshall-Ländern, ausgenommen Österreich, ein jährlicher Gesamtbetrag im Gegenwert von 14 Millionen Dollar zur Verfügung gestellt werden soll, eröffnet dem schweizerischen Fremdenverkehr eine nicht ungünstige Entwicklungsmöglichkeit, umso mehr, als bekanntlich seit einiger Zeit die Deutschen nun kein alliiertes Ausreisevisum mehr benötigen[11]. Für Studien- und Erziehungsaufenthalte sowie Sanatoriumsaufenthalte für Tuberkulosekranke werden neuerdings überhaupt keine devisenmässigen Beschränkungen mehr bestehen.

2. Anstelle der seinerzeit von den Alliierten abgelehnten generellen Transferregelung für die rückständigen Obligationenzinsen der *Grenzkraftwerke* ist vereinbart worden, dass die jährliche plant rental-Quote (Pachtsumme für den auf schweizerischem Gebiet liegenden Teil der Grenzkraftwerke) von 3,2 Millionen Sfr. auf 4,8 Millionen Sfr. erhöht wird. Voraussetzung hiefür ist, dass sich zu gegebener Zeit die einzuberufenden Obligationärversammlungen mit einer Abzahlung der rückständigen Obligationenzinsen in 3 Jahren bei Rheinfelden und 5 Jahren bei Albbruck-Dogern und mit einer Reduktion des Zinsfusses auf 4% bei den laufenden Zinsen einverstanden erklären.

3. Trotzdem die Pariser Beschlüsse für den *Versicherungsverkehr* die völlige Liberalisierung vorsehen, sind die Überweisungen der Verwaltungskostenanteile an die schweizerischen Versicherungsgesellschaften mit Tochterunternehmungen in Westdeutschland auf je 500'000 D-Mark pro 3. und 4. Quartal 1950 beschränkt. Eine entsprechende Beschränkung besteht auch für die Überweisung der *Regiespesen*, die schweizerische Firmen von ihren deutschen Tochtergesellschaften zugute haben. Immerhin gelang es, in Abweichung von der bisherigen Regelung, neben den vollen Zahlungen für Löhne und Gehälter des Personals, das in der Schweiz zugunsten der Zweigunternehmen in Deutschland tätig ist, auch die Vergütung der Generalunkosten einzubeziehen (bisherige Transferquote 1,8 Millionen Sfr.; Transferquote für die Zeit vom 1. April 1950 bis 31. März 1951 ca. 4,8 Millionen Sfr.).

4. Auf dem *Finanzsektor* war nach wie vor eine vertragliche Regelung nicht möglich. Die deutsche Delegation erklärte sich wiederum ausserstande, hierüber in Verhandlungen einzutreten. Aus ähnlichen Gründen war es auch nicht möglich, die Übertragbarkeit von Sperrguthaben auf andere Devisen-Ausländer (Negoziabilität) sowie konkrete Überweisungsmöglichkeiten in Rück-

---

11. *Zum Reiseverkehr, wie auch zur Visumsfrage im allgemeinen vgl. Nr. 43 in diesem Band.*

wanderer- und anderen Härtefällen durchzusetzen. Schweizerischerseits wurde ferner das Interesse an erweiterten Verwendungsmöglichkeiten für schweizerische Guthaben, wie u. a. die Umwandlung von nicht auf Deutsche Mark lautenden Forderungen in D-Mark unter Gutschrift auf Sperrkonto, dargelegt; es stehen diesbezüglich Erleichterungen auf autonomer Basis in Aussicht.

Offen ist ferner noch der Transfer der rückständigen schweizerischen Lizenzguthaben, Pensionen und Renten für die Zeit ab Kriegsende bis 31. August 1949.

IV. *Form des Abkommens und dessen Unterzeichnung*[12]

Entgegen der ursprünglichen Annahme lehnte es die deutsche Delegation ab, die getroffenen Vereinbarungen als Ergänzung der bisherigen Abmachungen mit den Militärregierungen in einem Verhandlungsprotokoll festzuhalten, welches von den Delegationsvorsitzenden in ihrer Eigenschaft als Chef ihrer Delegation unterzeichnet worden wäre. Unter Hinweis auf die Form der Abmachungen mit andern Ländern, wie z. B. Schweden, beharrte der Verhandlungspartner auf dem Abschluss eines Handelsabkommens und auf dessen Paraphierung und Unterzeichnung beidseitig im Namen der Regierung. Sowohl die bundesrätliche Finanzdelegation als auch der Bundesrat haben diese Fragen einer eingehenden Prüfung unterzogen und entschieden, dass dem deutschen Antrag entsprochen werden sollte.

Das neue Abkommen mit Westdeutschland bringt eine beträchtliche Verbesserung unserer Situation und eine befriedigende Eingliederung der Handelsbeziehungen mit unserem nördlichen Nachbar in den Rahmen der Europäischen Zahlungsunion. Unerlässlich hiefür ist indessen, dass die Schweiz definitiv der Zahlungsunion beitritt.»

Gestützt auf diese Ausführungen wird antragsgemäss *beschlossen:*

1. Vom vorliegenden Bericht wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen.

2. Die Vereinbarungen werden gemäss vorgelegtem Inhaltsverzeichnis genehmigt.

3. Der Delegationsvorsitzende wird ermächtigt, zu gegebener Zeit die Abmachungen, welche deutscherseits im Namen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland unterzeichnet werden, im Namen der schweizerischen Regierung zu unterzeichnen.

4. Nach erfolgter Unterzeichnung sind das Handelsabkommen mit den Anhängen «A» und «B» sowie das Protokoll über die Vereinbarungen betreffend den Zahlungsverkehr in die amtliche Gesetzsammlung aufzunehmen.

---

12. *Vgl. Nr. 59 in diesem Band.*

63

E 1004.1(-)-/1/522
[DoDiS-7803]

BUNDESRAT
Beschlussprotokoll der Sitzung vom 13. Oktober 1950

1872. Aufnahme der «Escape Clause» (Ausweichklausel) in den schweizerisch-amerikanischen Handelsvertrag

Vertraulich

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 12. Oktober 1950.
Politisches Departement. Mitbericht vom 12. Oktober 1950.

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

«Am 10. August 1950 hat der amerikanische Gesandte in Bern[1] im Auftrag seiner Regierung dem eidg. Politischen Departement eine Note überreicht, worin die Kündigung des schweizerisch-amerikanischen Handelsvertrages vom 9. Januar 1936[2] auf den 10. Februar 1951 ausgesprochen wird. Die amerikanische Regierung erklärt sich jedoch bereit, die Kündigung zurückzuziehen, sofern die schweizerische Regierung bis zum 15. Oktober 1950 einwilligt, die sogenannte ‹Escape Clause› (clause échappatoire, Ausweichklausel) in den Vertrag aufzunehmen. Der Text der amerikanischen Note liegt vor[3].

Wir haben uns seinerzeit gestattet, den Bundesrat durch ein Exposé der Handelsabteilung vom 24. Juni 1950[4] über Wesen und Bedeutung der ‹Escape Clause› zu orientieren. Wir führten kurz zusammengefasst folgendes aus: Die Ausweichklausel ist auf amerikanische Initiative heute Bestandteil der Welthandelspolitik geworden. Die amerikanische Regierung ist gesetzlich verpflichtet, sie in ihre sämtlichen Handelsverträge aufzunehmen. Der schweizerisch-amerikanische Handelsvertrag vom Jahre 1936 ist einer der wenigen Verträge, der die Klausel noch nicht enthält. Der amerikanischen Regierung ist es aus hochaktuellen innerpolitischen Gründen – Gefährdung der Wiederwahl einflussreicher, aus sogenannten ‹Uhrenstaaten› stammender demokratischer Senatoren im kommenden Monat – dringend erwünscht von unserm Lande noch vor dem Novemberwahlgang die Zustimmung zur Aufnahme der Klausel in den Handelsvertrag zu erhalten.

Auch den Text der Klausel haben wir dem Bundesrat damals in den Hauptzügen bekanntgegeben. Die Formulierung, in der die Amerikaner die Klausel nunmehr in den Handelsvertrag eingefügt zu sehen wünschen, wird vorgelegt[5].

---

1. *J. C. Vincent.*
2. *Vgl. den* Bundesbeschluss über das Handelsabkommen zwischen der Schweiz und den Vereinigten Staaten von Amerika (vom 23. April 1936), *AS, 1936, Bd. 52, S. 241–271.*
3. *Vgl. die diplomatische Note vom 10. August 1950, Beilage 1 zum Antrag des Volkswirtschaftsdepartements vom 12. Oktober 1950,* E 1001(-)-/1/632.
4. *Exposé von J. Hotz*, Die Bedeutung der «Escape Clause» für den schweizerisch-amerikanischen Handelsvertrag vom 9. Januar 1936, *vom 24. Juni 1950*, E 7110(-)1967/32/1623.
5. *Vgl.* Draft Escape Clause for Swiss Trade Agreement*, Beilage 2a) zum Antrag EVD*

Das amerikanische Begehren hat uns vor eine wenig erfreuliche Situation gestellt. Die Ausweichklausel ist sowohl dem schweizerischen Rechtsdenken wie unserer Handelsvertragspraxis bisher fremd gewesen. Ein Vertrag, der die ‹Escape Clause› enthält und somit den Rückzug von Konzessionen ohne Kündigung ermöglicht, verliert in unsern Augen viel von seinem Wert. Wir haben daher die in den letzten anderthalb Jahren informell und mündlich gemachten amerikanischen Anregungen auf Akzeptierung der Klausel stets abgelehnt. Eine formelle amerikanische Note vom 5. Juni 1950[6], die den gleichen Vorschlag enthielt, befand sich bei uns noch in Prüfung als die Amerikaner am 10. August 1950[7] die bedingte Kündigung des Handelsvertrages aussprachen. Heute müssen wir uns aus den bereits angedeuteten Gründen darüber Rechenschaft geben, dass auf unserer ablehnenden Haltung der ‹Escape Clause› gegenüber nicht mehr länger beharrt werden kann[8]. Die Vereinigten Staaten sind unser wichtigster Handelspartner, und sie bezeichnen die Ausweichklausel als eine unentbehrliche Voraussetzung nicht nur für die Weiterführung ihrer prinzipiell freiheitlich orientierten Handelspolitik im allgemeinen, sondern insbesondere für die Weiterdauer einer handelsvertraglichen Bindung mit unserm Lande. Auf einen Vertrag mit den USA als Grundlage für die Aufrechterhaltung und Ausdehnung unseres Exportes nach den Vereinigten Staaten können wir aber nicht verzichten. Unter diesen Umständen stellte sich nur noch die Frage, ob wir die Ausweichklausel ohne weitere Diskussion zu akzeptieren haben würden, oder ob nicht die Gelegenheit wahrgenommen werden sollte, um, wenn nicht als Gegenleistung für die Annahme der ‹Escape Clause› durch die Schweiz, so doch bei Anlass der dadurch eingeleiteten Revision des schweizerisch-amerikanischen Handelsvertrages von den Amerikanern das Zugeständnis zu erhalten, mit der Schweiz auf Zolltarifunterhandlungen einzutreten.

Ein Zugeständnis in dieser Richtung erschien von vornherein keineswegs leicht erreichbar. Zwar verkünden die Vereinigten Staaten seit Jahren der Welt als ihre Politik, dass die einer Ausweitung des Welthandels entgegenstehenden Schranken, insbesondere die Zolltarife, systematisch abgebaut werden müssen. Ferner bietet das schweizerisch-amerikanische Verhältnis, so wie es heute besteht, sicher die Voraussetzungen für eine Revision hauptsächlich des amerikanischen Tarifs, der gerade auf einigen typischen schweizerischen Exportprodukten immer noch sehr hoch ist. Der Aufnahme von Zolltarifgesprächen zwischen der Schweiz und den Vereinigten Staaten steht

---

vom 12. Oktober 1950, E 1001(-)-/1/632 *und die französische Übersetzung* Projet de clause échappatoire pour l'Accord de commerce avec la Suisse, *ebd.*

6. *Vgl. die Beilage des in Anm. 4 erwähnten Exposés von J. Hotz.*

7. *Vgl. die diplomatische Note vom 10. August 1950*, E 1001(-)-/1/632.

8. *Im Mai 1950 herrschte im Volkswirtschaftsdepartement noch die Einschätzung vor, dass durch das Argument, dass das Handelsabkommen von 1936 vom Parlament ratifiziert worden sei, der amerikanische Vorstoss betreffend der «Escape Clause» abgewendet werden könne. Vgl. dazu die Notiz von R. Campiche an J.-A. Cuttat vom 2. Mai 1949,* E 2001(E)/1967/113/9 (DoDIS-8815): La Division du Commerce estime, par conséquent, qu'en refusant de procéder à cet échange de lettres, nous forcerons les Américains à renoncer à leur projet.

aber ein gewichtiges Hindernis entgegen, die Tatsache nämlich, dass die Vereinigten Staaten grundsätzlich nur noch im Rahmen des auf ihre Initiative zurückgehenden Allgemeinen Abkommens über die Zolltarife und den Handel vom 30. Oktober 1947 (GATT) über Zolltarife zu verhandeln gewillt sind[9]. Die Schweiz aber konnte diesem Abkommen, das den Platzhalter der noch nicht in Kraft getretenen Welthandelscharta von La Havana darstellt, aus den gleichen Gründen bisher nicht beitreten, die uns eine Ratifizierung der Welthandelscharta unmöglich machen (Schutzlosigkeit der Schweiz als Hartwährungsland gegen diskriminatorische Einfuhrbeschränkungspraktiken der Länder mit Zahlungsbilanzschwierigkeiten).

Wenn es daher zwischen der Schweiz und den Vereinigten Staaten zu Zolltarifverhandlungen kommen soll, so muss dies vom schweizerischen Standpunkt aus gesehen, ausserhalb des GATT geschehen. Dementsprechend haben wir, und zwar durch unsern Gesandten in Washington, Herrn Minister Bruggmann[10], in den letzten Wochen sondieren lassen, ob die amerikanische Regierung bereit wäre, bei Anlass der Aufnahme der ‹Escape Clause› zu solchen Gesprächen ausserhalb des GATT Hand zu bieten. In Würdigung der Tatsache, dass die amerikanische Regierung aus Präzedenz- und andern Gründen Bedenken zeigen würde, haben wir unsern Vorschlag von vornherein in dem Sinne limitiert, dass wir Unterhandlungen nur über einen beschränkten Kreis von schweizerischen Exportprodukten, auf denen die amerikanischen Zölle aussergewöhnlich hoch sind, anregten. Doch auch auf eine solche blosse Partialrevision des bestehenden Handelsvertrages glaubt die Regierung von Washington, wie sich aus den Berichten von Herrn Minister Bruggmann eindeutig ergibt, nicht eintreten zu können. Sie macht hiefür vor allem innenpolitische Gründe geltend: sie müsse, so erklären ihre Wortführer, auch den blossen Anschein vermeiden, als gewähre sie für die Annahme der ‹Escape Clause› durch unser Land – d. h. einer Klausel, die nach amerikanischen Begriffen eine Selbstverständlichkeit bedeutet – irgend eine Gegenleistung. Des weitern bekräftigt die amerikanische Regierung neuerdings ihren Standpunkt, dass Zolltarifgespräche nur im Rahmen des GATT in Frage kommen könnten. Solange die Novemberwahlen und die unter der Ägide des GATT gegenwärtig in Torquay (England) stattfindenden multilateralen Zolltarifverhandlungen nicht vorbei sind, will die amerikanische Regierung auch auf eine unverbindliche Erklärung, zu einem spätern Zeitpunkt die Frage der Aufnahme von Tarifgesprächen mit der Schweiz wohlwollend zu prüfen, nicht eintreten.

Unter diesen Umständen wird unserm Land, wenn es den Handelsvertrag mit den Vereinigten Staaten retten will, nichts anderes übrig bleiben, als dem amerikanischen Begehren auf Rezeption der ‹Escape Clause› ohne weitere Bedingungen nachzukommen. Obwohl der Vertrag manche Wünsche offen lässt, so hat er sich doch im grossen und ganzen als für uns sehr günstig erwiesen. Die schweizerischen Exporte nach den Vereinigten Staaten haben sich unter seiner Herrschaft von 48 Millionen im Jahre 1935 auf 456 Millionen im Jahre 1948 gesteigert; die Uhrenexporte insbesondere stiegen von 17 Mil-

9. *Vgl. AS, 1959, S. 1745–1822*.
10. *Vgl.* E 7110(-)1967/32/1623.

lionen im Jahre 1935 auf 267 Millionen im Jahre 1948. Ein Dahinfallen des Vertrages würde bewirken, dass die amerikanischen Zölle auf schweizerischen Produkten sich im Durchschnitt um 30% erhöhen. Die überwiegende Mehrheit der durch Vermittlung des Vororts konsultierten Exportindustrien – so vor allem auch die Uhrenindustrie – haben sich denn auch zugunsten der Annahme der ‹Escape Clause› ausgesprochen und uns nahegelegt, vor allen Dingen ein Auslaufen des bestehenden Vertrages zu vermeiden.

Die Situation, in die uns die amerikanische Regierung durch die definitive Kündigung des Vertrages im Falle der Nichtannahme der ‹Escape Clause› gebracht hat – ohne dass der Abschluss eines neuen Vertrages angesichts der geschilderten Sachlage möglich wäre – bedeutet zweifellos für die schweizerische Regierung eine gewisse Zwangslage. Dennoch glauben wir, dass die Angelegenheit nicht dramatisiert werden sollte. Die ‹Escape Clause› ist, so sehr sie uns missfallen mag, nicht mehr zu umgehen, und sie hat wenigstens das Gute, uns das Fortbestehen des Vertrages zu gewährleisten. Ob sie je zum Nachteil des schweizerischen Exportes angewendet werden wird – vor allem für den Uhrenexport bestehen bekanntlich Befürchtungen – kann nur die Zukunft lehren.

Wir sehen vor, die Annahme der ‹Escape Clause› durch die Schweiz in Form eines vom Chef des eidg. Politischen Departements zu unterzeichnenden Schreibens an den amerikanischen Gesandten in Bern zu kleiden[11], das als Antwort auf die Note der amerikanischen Regierung vom 10. August 1950 gelten würde.»

Gestützt auf die geschilderten Erwägungen wird im Einvernehmen mit dem Politischen Departement

beschlossen:

1. Der vorstehende Bericht wird genehmigt unter Vorbehalt der Änderung durch das Politische Departement am Text der Klausel und am Mitgeteilt, welches nach Korrektur durch das Politische Departement und das Volkswirtschaftsdepartement übergeben werden wird[12].

2. Das Politische Departement wird ermächtigt, im Sinne des vorgelegten Entwurfes[13] zu einem Schreiben an die amerikanische Gesandtschaft, der Regierung der Vereinigten Staaten von Amerika die Zustimmung des schweizerischen Bundesrates zur Aufnahme der «Escape Clause» in den schweizerisch-amerikanischen Handelsvertrag vom 9. Januar 1936 zu erklären[14].

---

11. *Vgl. den Entwurf dieses Schreibens als Beilage 3 zum Antrag des Volkswirtschaftsdepartements vom 12. Oktober 1950,* E 1001(-)-/1/632.

12. *Vgl. die Notiz von J. Hotz an M. Petitpierre und R. Rubattel vom 12. Oktober 1950,* E 7110(-)1967/32/1623.

13. *Vgl. Anm. 11.*

14. *Für den noch am 13. Oktober 1950 erfolgten Brief- und Notenaustausch und die Rücknahme der von der amerikanischen Regierung am 10. August 1950 ausgesprochenen Kündigung des Handelsvertrages vgl.* E 7001(B)-/1/266.

64

E 2001(E)1967/113/194
[DoDIS-8281]

Der Vorsteher des Justiz- und Polizeidepartements, E. von Steiger, an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre

S Bern, 16. Oktober 1950

Am 14. September 1950 wurde in Wien das am 26. Juli 1950 paraphierte «Abkommen zwischen dem Schweizerischen Bundesrat und der Österreichischen Bundesregierung betreffend zusätzliche Vereinbarungen über die Niederlassungsverhältnisse der beiderseitigen Staatsbürger» unterzeichnet[1]. Artikel 1 dieses Abkommens legt fest, dass österreichische Staatsbürger nach einem ununterbrochenen, ordnungsgemässen Aufenthalt von 10 Jahren in der Schweiz Anspruch auf Erteilung der Niederlassungsbewilligung im Sinne des Art. 6 des schweizerischen Bundesgesetzes über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer vom 26. März 1931[2] erhalten. Dieses Abkommen wurde abgeschlossen für die künftige langfristige Entwicklung des Austausches der beiderseitigen Staatsangehörigen und auf der Grundlage, dass der Aufnahmestaat in voller Entscheidungsfreiheit über die Zulassung die Aufenthaltsgewährung und die Zurückweisung in den Heimatstaat befinden kann.

Die klare Fassung des Abkommens gewährleistet eine reibungslose Anwendung der Vereinbarung auf die künftig zureisenden österreichischen Staatsangehörigen. Dagegen stellt sich heute die Frage, inwieweit die in der Schweiz wohnhaften Österreicher Anrechnung der bisherigen Aufenthaltsdauer auf die vereinbarungsgemässe zehnjährige Frist verlangen können.

Im Bestreben, die sich bereits in der Schweiz aufhaltenden Österreicher möglichst weitgehend in den Genuss der Vorteile aus dem Abkommen treten zu lassen, wird jenen, die vor 1938 mit österreichischen Pässen eingereist sind, sich während der Dauer des Krieges ununterbrochen in der Schweiz aufgehalten und nach Kriegsende wiederum einen österreichischen Pass angenommen haben, der bisherige Aufenthalt auf die vertragliche Aufenthaltsdauer von 10 Jahren angerechnet. Dieses Entgegenkommen scheint uns angebracht und gerechtfertigt, da es hauptsächlich österreichischen Staatsangehörigen gewährt wird, deren Aufenthalt sich innerhalb der normalen fremdenpolizeilichen Praxis entwickelt hat und deren Aufenthaltsverlängerungen meistens erfolgten, weil die weitere Anwesenheit aus arbeitsmarktlichen Gründen erwünscht war. Bei diesen Ausländern bestand prinzipiell auch immer die fremdenpolizeiliche Möglichkeit, die Aufenthaltsverlängerung zu verweigern und sie zur Rückkehr nach Österreich zu verhalten.

Anders ist die Lage bei den Emigranten und Flüchtlingen österreichischer Herkunft (in der Folge Flüchtlinge genannt). Diese sind grösstenteils im Zu-

---

1. *Nicht abgedruckt. Das Abkommen wurde nicht in der Amtlichen Sammlung der Bundesgesetze und Verordnungen veröffentlicht.*
2. *Vgl. AS, 1933, Bd. 49, S. 279–304.*

sammenhang mit den Judenverfolgungen in Österreich in den Jahren 1938/39 eingereist und unser Land war weder in der Zulassung noch in der Aufenthaltsgewährung an diese Ausländer frei[3]. Aus der Asyltradition heraus erachtete sich unser Land moralisch verpflichtet, diese Bedrängten aufzunehmen und ihnen vorübergehend Aufenthalt zu gewähren. Die im Bundesgesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer verankerten Grundsätze, die den Fremdenpolizeibehörden die Abwehr der wirtschaftlichen und kulturellen Überfremdung sowie den Schutz des Arbeitsmarktes zur Pflicht machen, hatten vor der Asyltradition zurückzutreten. Die Anrechnung des Aufenthaltes als Flüchtlinge auf die vertragliche Aufenthaltsdauer von 10 Jahren, die den Anspruch auf Erteilung der Niederlassungsbewilligung entstehen lässt, kann deshalb grundsätzlich nicht in Frage kommen.

In Erwägung haben wir dagegen gezogen, ob und in welcher Weise einem Flüchtling der Aufenthalt nach Kriegsende angerechnet werden kann, sofern er sich wiederum einen österreichischen Pass beschafft und diesen den Fremdenpolizeibehörden zur Regelung seines Aufenthaltes vorgelegt hat. Sofern in diesem Vorgehen der Verzicht des Ausländers auf alle Flüchtlingsrechte gesehen werden und die fremdenpolizeiliche Behandlung nach den Grundsätzen erfolgen kann, die für einen normal eingereisten Österreicher gelten, glauben wir die Anrechnung des Aufenthaltes seit der Passannahme auf die vertragliche Aufenthaltsdauer von 10 Jahren nicht verweigern zu können. Um nicht in jedem Einzelfall einen individuellen Fristenlauf beachten zu müssen, würde für alle jene Österreicher, die den Pass vor Abschluss des Abkommens am 14. September 1950 angenommen und zur Aufenthaltsregelung vorgelegt haben, der anrechenbare Aufenthalt vom 1. Januar 1946 an gezählt werden. Für Österreicher jedoch, die den Pass erst nach dem Abschluss des Abkommens annehmen und vorlegen, würde die zehnjährige Frist vom Datum der Passvorlage zur Aufenthaltsregelung zu laufen beginnen.

Die österreichischen Flüchtlinge können jedoch kaum ein Interesse an der Unterstellung unter das Wiener Abkommen haben, nachdem ihnen dieses nicht das sofortige Anrecht auf die Niederlassungsbewilligung geben kann. Sie werden voraussichtlich gegenteils sich weiterhin auf die Flüchtlingseigenschaft berufen, weil diese ihnen eine bessere Stellung in der Schweiz verschafft. In der Tat steht der Erlass neuer Richtlinien über die Behandlung der durch den Weltkrieg in die Schweiz gekommenen Flüchtlinge bevor[4]. Diese wurden in zwei Konferenzen jüngst auch mit den Vertretern der kantonalen Fremdenpolizeibehörden und der Polizeidirektionen besprochen und haben deren Zustimmung gefunden[5]. Das wesentlich Neue daran ist die grundsätzliche Aufhebung der bis jetzt für die Flüchtlinge geltenden Pflicht zur Weiterreise. Das

---

3. *Vgl. DDS, Bd. 12, Thematisches Verzeichnis:* IV.1 La Suisse et l'immigration juive.

4. *Vgl. die* Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung zum Beschlussentwurf über Beiträge des Bundes an die Unterstützung von Flüchtlingen (vom 15. Dezember 1950), *BBl, 1950, Bd. 102, III, S. 712–729.*

5. *Vgl. das Referat von H. Rothmund über die* Abänderung der Richtlinien über die fremdenpolizeiliche Behandlung der Flüchtlinge *an der Konferenz der kantonalen Justiz- und Polizeidirektoren vom 6./7. Oktober 1950 in Schwyz*, E 4260(C)1969/146/10.

heisst, dass künftig der Flüchtling die Bewilligung zum Aufenthalt erhalten soll in der Meinung, er möge selber über die Gestaltung seines weiteren Schicksals befinden. Um den Kantonen die fremdenpolizeiliche Bewilligung für die Flüchtlinge zu erleichtern, ist ein neuer Bundesbeschluss in Vorbereitung[6], der bestimmen wird, dass der Bund, in Verbindung mit den privaten Hilfsorganisationen, die Unterstützung für die Flüchtlinge übernehmen soll, so dass die Kantone kein finanzielles Risiko tragen. Wir erwarten, dass die Grosszahl der älteren, nicht mehr oder nur noch teilweise arbeitsfähigen Flüchtlinge die Niederlassungsbewilligung erhalten werden. Die jüngeren noch arbeitsfähigen sollen zum mindesten eine Bewilligung erhalten, die sie zum beliebigen Stellenantritt ermächtigt. Ausgeschlossen sollen Flüchtlinge jedoch sein von der Betätigung im Import, Export und Transithandel. Selbstverständlich können auch die persönlich unerwünschten Elemente nicht damit rechnen, in der Schweiz zu bleiben. Ihre Zahl dürfte aber nicht gross sein.

Es ist klar, dass kein österreichischer Flüchtling, der Aussicht hat, sofort oder in naher Zukunft als solcher die Niederlassungsbewilligung zu erhalten und für den der Bund im Falle der Verarmung die Unterstützung übernehmen wird, ein Interesse hat, sich auf den Niederlassungsvertrag[7] und auf die Wiener Vereinbarung zu berufen. Voraussichtlich werden es nur solche tun wollen, die als Unerwünschte nicht von den neuen Richtlinien werden profitieren können. Diesen nützt es aber nicht viel, weil sie ja heute noch keinen Anspruch auf die Niederlassungsbewilligung erhalten und weder der Niederlassungsvertrag noch die ausführenden Bestimmungen der Wiener Vereinbarung einer Wegweisung entgegenstehen.

Die Anrechnung der bisherigen Aufenthaltsdauer von fremdenpolizeilich normal eingereisten Österreichern, deren Aufenthalt sich auch während der Dauer des Anschlusses und des Krieges entsprechend entwickelt hat, bedarf schweizerischerseits keiner zusätzlichen Vereinbarung. Sollte aber die österreichische Regierung eine solche wünschen, so würde dem nichts entgegenstehen. Dagegen sollte für die oben dargelegte beschränkte Anwendung des Abkommens auf Flüchtlinge das Einverständnis der österreichischen Behörden erreicht und in einer Form festgelegt werden, der die gleiche rechtliche Verbindlichkeit zukommt wie dem Abkommen selbst. Wir ersuchen Sie deshalb, unsere diplomatische Vertretung in Österreich zu beauftragen, mit den zuständigen österreichischen Behörden zur Regelung der aufgeworfenen Fragen Fühlung aufzunehmen[8].

Wir bitten Sie, uns über die unternommenen Schritte auf dem laufenden zu halten, und versichern Sie, Herr Bundespräsident, unserer ausgezeichneten Hochachtung.

---

6. *Vgl. Anm. 4.*

7. *Vgl. den* Vertrag zur Regelung der Niederlassungsverhältnisse vom 7. Dezember 1875, *AS, 1876/77, Bd. 2, S. 148–158 und den* Vertrag über die Anwendung früherer den Rechtsverkehr betreffender Verträge zwischen der Schweiz und Österreich vom 25. Mai 1925, *AS, 1926, Bd. 42, S. 169–174.*

8. *Vgl. das Schreiben von A. Zehnder an P. A. Feldscher vom 24. Oktober 1950. Nicht abgedruckt.*

65

E 1004.1(-)-/1/522
[DoDiS-8025]

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de décision de la séance du 21 octobre 1950

1905. Secours à la population civile de Corée

Département politique. Proposition du 17 octobre 1950.

Par lettre du 7 août 1950[1], dont copie fut adressée à tous les Conseillers fédéraux et aux Présidents des fractions parlementaires, M. le Conseiller national Anderegg, insistant sur l'obligation morale qu'avait notre pays de venir en aide aux victimes de la guerre, nous avait demandé si la Suisse ne pourrait porter secours aux réfugiés et aux blessés civils et militaires en Corée et si, à cet effet, un crédit de 5 à 10 millions de francs ne pourrait être demandé aux Chambres fédérales.

Le Département politique a répondu à M. Anderegg, en date du 24 août[2], que les idées développées par lui rencontraient toute notre sympathie, mais qu'il semblait préférable pour le moment de ne rien entreprendre. En effet, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies venait de prendre une décision relative à l'assistance à la population civile de Corée et le Conseil économique et social, tenant compte de cette décision, venait pour sa part d'adopter une résolution tendant notamment à porter aide et secours à la population civile de Corée. Ces deux textes étaient basés sur des considérations d'ordre politique. Ils donnaient ainsi un caractère politique à l'action de secours envisagée par les Nations Unies et la Suisse ne pouvait donc guère y participer. Le Département politique a expliqué en outre à M. Anderegg que pour faire œuvre utile la Suisse devait agir aussi bien en Corée du Nord qu'en Corée du Sud, ce qui était alors exclu. Enfin, dans l'état de confusion qui régnait à ce moment en Corée, notre aide ne pouvait être très efficace.

Du côté des Etats-Unis et des Nations Unies différents sondages ont ensuite été faits soit auprès de notre Légation à Washington, soit auprès de notre observateur à Lake Success[3], pour connaître les intentions de la Confédération. Le Département politique y a répondu comme à M. Anderegg[4]. Enfin au début de septembre, M. Moderow, Directeur de l'Office européen des Nations Unies à Genève, est venu demander de la part du Secrétaire général M. Trygve Lie si la Suisse serait prête à envoyer en Corée des médicaments qui y faisaient gravement défaut[5].

---

1. *Cf. la lettre d'E. Anderegg à M. Petitpierre*, E 2001(E)1967/113/825.
2. *Ibid.*
3. *J. F. Wagnière.*
4. *Cf. N° 54 dans le présent volume, cf. aussi la notice de J.-A. Cuttat à P.-R. Micheli du 15 août 1950 et la notice interne du Département politique du 5 septembre 1950,* E 2001 (E)1967/113/825 (DoDiS-7584 *resp.* 7583).
5. *Cf. la notice d'entretien de M. Petitpierre avec W. Moderow du 4 septembre 1950*, *ibid.*

N'étant pas membre de l'organisation des Nations Unies, la Suisse n'est aucunement obligée de suivre les décisions de son Conseil. Le Département politique estime néanmoins que dans le cas présent elle ne saurait plus longtemps rester à l'écart du mouvement de solidarité auquel 53 Etats ont déjà donné leur adhésion. Le moment semble venu de faire un geste en faveur de la population d'un pays victime de la guerre.

Pour que notre action ne puisse être interprétée comme une prise de position politique, il est nécessaire qu'elle ne soit pas liée à celle des Nations Unies et que la population du Nord puisse en bénéficier comme celle du Sud. Ces conditions seraient remplies si les fonds que le Conseil fédéral déciderait de consacrer à cette entreprise étaient utilisés à l'achat de médicaments dont la distribution serait confiée au Comité international de la Croix-Rouge. Bien que les délégués de cette institution n'aient pas encore été autorisés à pénétrer dans la Corée du Nord, elle pense néanmoins être en mesure de remplir la tâche que nous lui confierions.

Les moyens dont nous pouvons disposer étant forcément limités, il serait imprudent de nous engager avec de grosses sommes dans une action lointaine dont le résultat est naturellement quelque peu incertain. L'essentiel pour la Suisse est de ne pas rester passive et de manifester les sentiments humanitaires qu'elle a toujours professés. Le Département politique a donc pensé qu'un montant de 100'000.– francs devrait suffire pour l'instant. Comme il serait toutefois très inférieur aux sommes que les autres pays ont consacrées à la population civile de la Corée, il sera préférable de ne pas le mentionner dans le communiqué qui serait publié à cette occasion: on pourrait en effet se borner à donner la liste des médicaments donnés par la Suisse sans indiquer leur valeur.

Dans la séance de ce jour le Chef du Département des Finances et des Douanes s'est déclaré verbalement d'accord avec cette proposition.

Vu ce qui précède le Conseil unanime *décide:*

1. Une somme de 100'000.– fr. sera consacrée à l'achat de médicaments destinés à la population civile de Corée.

2. Ce montant consistera en:

a) 50'000.– fr. prélevés sur le solde du crédit du 7 octobre 1947 pour la continuation de l'entr'aide internationale,

b) 50'000.– fr. constituant une avance urgente.

3. Le Comité international de la Croix-Rouge sera chargé de distribuer ces médicaments.

4. Le Département politique est chargé de l'exécution de la présente décision; il fera notamment paraître un communiqué de presse où seront indiqués les médicaments envoyés en Corée.

5. Le Conseil fédéral se déclare disposé à accepter une proposition tendant à porter la somme à 200'000.– francs.

66

E 9500.2-04(A)1970/356/6/2
[DoDiS-7238]

Interner Bericht der schweizerischen Gesandtschaft in Bukarest[1]

Bericht über die 1. Sitzung zwischen der schweizerischen und der rumänischen Delegation, welche am 30. Oktober 1950 in den Räumen des rumänischen Aussenhandelsministeriums von 1900–2130 Uhr stattfand

[Bukarest, 30. Oktober 1950]

Nach Austausch der gegenseitigen Begrüssungsadressen kam *Herr Rădulescu* auf die Note des Politischen Departementes vom 30. September[2] zu sprechen. Er erklärte im Namen der rumänischen Regierung, mit deren Inhalt grundsätzlich einverstanden zu sein. Er bat daraufhin Herrn Minister Troendle, den schweizerischen Standpunkt näher darzulegen. Herr Minister *Troendle* ging sofort in medias res, d. h. er gab nähere Erläuterungen der in oberwähnter Note aufgeführten Traktandenliste für die in Aussicht genommenen späteren Verhandlungen Schweiz-Rumänien. *Herr Minister Troendle* führte dabei u. a. aus:

1. In erster Linie müssten Fragen der Vergangenheit abgeklärt und geregelt werden; nämlich:

a) Liquidation der alten Verträge

b) Entschädigung der schweizerischen Interessenten

c) Vergütung von der Schweiz gehörenden Waren, welche infolge Kriegsgeschehen verloren gegangen sind.

ad a) Es handelt sich in der Hauptsache um technische Fragen, insbesondere nämlich um Transferfragen (nicht ausgeführte Transfers wegen Kursdifferenz).

ad b) Hier handelt es sich um die Entschädigung der durch Nationalisierung, Expropriation und Konfiskation geschädigten schweizerischen Staatsangehörigen[3]. Die Schweiz vertritt dabei den Standpunkt, jeder Staat könne seine Wirtschaft und seine Politik gestalten wie es ihm beliebe; die Schweiz werde sich nie darin einmischen; sie suche vielmehr auf wirtschaftlichem Gebiete mit allen Staaten Kontakt, und zwar auch mit solchen die ihre Wirtschaft nach andern Prinzipien aufbauen. Sobald jedoch schweizerische Interessen durch Massnahmen des Drittstaates getroffen würden, verlange die Schweiz gemäss internationalem Recht volle, adäquate und effektive Entschädigung. Durch die oberwähnten Massnahmen der rumänischen Regierung seien insbesondere schweizerische Interessen in der rumänischen Elektrizitätswirtschaft, im rumänischen Geschäftsleben, in der rumänischen Chemie und in

---

1. *Dieser Bericht wurde von L. Meier erstellt und unterzeichnet.*
2. *Vgl. die diplomatische Note von E. Bernath an die rumänische Gesandtschaft in Bern vom 30. September 1949,* E 2001(E)1967/113/778; *vgl. auch Nrn. 7 und 21 in diesem Band.*
3. *Nicht abgedruckt.*

der Lebensmittelindustrie getroffen worden. Das gleiche sei der Fall bezüglich Ländereien, Häuser und Aktien rumänischer Firmen, soweit sich diese Wertpapiere in Schweizerbesitz befanden. Über das Ausmass dieser Schäden würden gegenwärtig in der Schweiz Erhebungen durchgeführt. Die Schweiz verlange, dass jeder Fall individuell behandelt werde. Sollte dies zu allzu grossen Schwierigkeiten führen, müsste sie als Schadenersatz eine Globalsumme heischen.

ad c) Hier handelt es sich um nachstehend aufgeführte Güterkategorien:

aa) Transnistrische Ware gekauft und bezahlt durch die Schweiz (Getreide und Fourrage) requiriert durch russische Truppen. Gemäss Waffenstillstandsvertrag vom 12. September 1944 sei Rumänien gehalten, für diese Schäden aufzukommen, deren Totalwert 3'700'000 Schweizerfranken betragen.

bb) Rumänische Ware bezahlt und Eigentum schweizerischer Käufer, requiriert durch lokale Behörden, weshalb Rumänien ebenfalls Entschädigung leisten müsse.

cc) Waren, die im Transit durch Rumänien verloren gingen. Hier muss in jedem einzelnen Falle abgeklärt werden, ob es sich um Kriegsschäden oder militärische Requirierung handelt, für welch letztere Rumänien schadenersatzpflichtig sei. Es sei im übrigen nicht das erste Mal, dass diese Frage mit den Rumänen besprochen werde. Verschiedene Fälle hätten bereits eine Regelung gefunden, andere hingegen seien wegen Unterbruchs der Verhandlungen unerledigt geblieben.

2. Bezüglich des zukünftigen Warenverkehrs zwischen den beiden Ländern bemerkte *Herr Minister Troendle*, dass trotz Unterbruch der Besprechungen kein vertragsloser Zustand herrsche. Er erinnerte an den Handelsvertrag vom 25. August 1930[4] (Convention provisoire) ergänzt am 16. Januar 1933[5]. Diese Dokumente enthalten jedoch einzelne Klauseln, die beidseitig nicht mehr beachtet werden. Da nie gekündigt, seien sie formell immer noch in Kraft. Die Schweiz habe gegen einen Weiterbestand dieser Verträge nichts einzuwenden; eventuell könnten auf Verlangen von Rumänien gewisse dieser Klauseln in einen neuen Vertrag übernommen werden.

Am 29. Juni 1946 sei der letzte Vertrag unterzeichnet worden, zu dem noch als integrierender Bestandteil das Liquidationsprotokoll gehöre[6].

Sollte ein textlich neuer Vertrag aufgesetzt werden, müsste zuerst über das Prinzip des gegenseitigen Waren- und Zahlungsverkehrs eine Einigung gefunden werden. Die Schweiz müsse im Prinzip dabei absolute Freiheit im Waren- und Zahlungsverkehr verlangen. Sollte eine derartige Lösung nicht möglich sein, könnte schweizerischerseits nur eine solche akzeptiert werden, die von diesem Prinzip möglichst wenig abwiche. Denn die Schweiz kenne keine Importbewilligung, ausgenommen für gewisse landwirtschaftliche Produkte, für welche sie selber eine begrenzte Bewirtschaftung habe. Vor

---

4. *Vgl. AS, 1930, Bd. 46, S. 503–505.*
5. *Vgl. AS, 1933, Bd. 49, S. 73–78 und S. 79–84.*
6. *Vgl. das* Abkommen zwischen der schweizerischen Eidgenossenschaft und dem Königreich Rumänien über den Warenaustausch und den Zahlungstransfer (vom 29. Juni 1946), *AS, 1947, Bd. 63, I, S. 165–169.*

einigen Monaten seien auch sämtliche Exportbewilligungen abgeschafft worden; 3–4 genau umschriebene Artikel dürfen jedoch nicht ausgeführt werden (Maschinen zur Herstellung von Uhren und Spitzen, Schrott, Knochen), sowie Kriegsmaterial. Sofern der Drittstaat keine Währung besitze, die bedingungslos konvertibel sei, müsse die Schweiz auf ein technisches Abkommen hinzielen, um zu erreichen, dass der Drittstaat in der Schweiz über die notwendigen Disponibilitäten verfüge.

In diesem Rahmen könne die Schweiz einem neuen Vertrag mit Rumänien zustimmen.

Herr Rădulescu replizierte, der Vertrag von 1946 müsse aufgehoben werden, weil er durch die Verhältnisse überholt sei. Die Schweiz möge erklären, was sie vom alten Vertrag beibehalten wolle, sowie was sie neu dazu wünsche.

Was nun aber die angeblich geschädigten schweizerischen Interessen in Rumänien anbelange (Nationalisierung und deren Folgen), so könne er nicht sagen, ob nicht die rumänischen Interessen durch die von der Schweiz verhängte Blockade[7] mehr betroffen worden seien, als die schweizerischen in Rumänien. Denn die blockierten rumänischen Guthaben betrügen das vielfache vom Totalwert der angeblich verletzten schweizerischen Interessen in Rumänien. Er ersuche daher Herrn Minister Troendle, eine Liste der verlangten Entschädigungssumme vorzulegen. Ebenfalls sollte eine Liste bezüglich der in Rumänien verloren gegangenen Güter produziert werden. Im übrigen seien auch rumänische Waren in der Schweiz verloren gegangen.

In bezug auf die zukünftigen Handelsbeziehungen behauptete Herr R*ă*dulescu, in der Schweiz bestünde keine freie Wirtschaft. In Rumänien stelle der Handel Staatsmonopol dar und innerhalb desselben sei er absolut frei. Rumänien kenne keinerlei Exportrestriktionen. Rumänien kenne jedoch Import- und Exportpläne; Import- und Exportlisten würden die Basis für eine Vereinbarung mit der Schweiz bilden. Rumänien müsse die Einfügung gewisser Klauseln verlangen, damit die Handhabung der Verträge gesichert sei. Mit der Errichtung eines Frankenkontos in der Schweiz ist Herr Rădulescu einverstanden.

In bezug auf den Vertrag aus dem Jahre 1930 bedingt Herr *Rădulescu* sich Zeit aus, um dieses Dokument studieren zu können.

Herr Minister Troendle ist höchst überrascht über die Einstellung Rumäniens bezüglich schweizerischer und rumänischer Schäden, denn schliesslich sei in Rumänien nationalisiert und konfisziert worden, dieweilen die Schweiz lediglich eine provisorische Kontrolle eingeführt habe, weil zwischen den beiden Ländern über gewisse Fragen nicht verhandelt werden konnte, über die heute u. a. gesprochen werden kann. Er, Troendle, kenne die rumänischen Guthaben in der Schweiz nicht. – Frühestens im Januar 1951, nach Durchführung der Enquete[8] werde eine detaillierte Liste über die schweizerischen geschädigten Interessen in Rumänien eingereicht werden. – Zu dem

---

7. *Vgl. BR-Prot. Nr. 1938 vom 20. August 1948,* E 1004.1(-)-/1/496.

8. *Ein Entschädigungsabkommen zwischen der Schweiz und Rumänien wurde am 3. August 1951 mit der Festlegung einer Globalsumme von 42,5 Mio. SFr. abgeschlossen. Vgl. AS, 1951, S. 829–838.*

oberwähnten Punkte c) würde Rumänien ebenfalls eine vollständige Dokumentation vorgelegt werden. Dokumentation, die bereits früher einmal Rumänien unterbreitet worden sei.

Was die zukünftigen gegenseitigen Beziehungen anbelange, sei zu sagen, dass die Schweiz keine Warenlisten mehr zu erstellen wünsche und die Tendenz verfolge, diese wo immer möglich aufzuheben. Solche würden höchstens wegen praktischen Erwägungen belassen werden, doch wären im allgemeinen mit solchen Listen schlechte Erfahrungen gemacht worden, nämlich dann, wenn der Plan des Drittlandes mit den Listen nicht übereinstimme.

Bezüglich des Zahlungssystems bemerkte *Herr Minister Troendle*, man könne sich auf dem bestehenden Prinzip finden, sofern Rumänien einverstanden sei.

Herr Rădulescu erwiderte, die rumänischen Massnahmen (Nationalisierung, etc.) hätten einen generellen Charakter und seien die Folgen der in Rumänien bestehenden Auffassungen; sie seien gegen keinen Staat gerichtet, demzufolge auch nicht gegen die Schweiz, resp. schweizerische Interessenten. Das erhelle übrigens aus der Tatsache, dass Rumänien auch nach Vornahme dieser Massnahmen in den Schweizerbanken viel Geld deponiert liess. Die Handlungsweise der Schweiz dagegen (Blockierung) sei direkt gegen Rumänien gerichtet gewesen.

Herr Minister Troendle skizzierte die Situation auf dem schweizerischen Markte, die durch eine gespannte Preislage charakterisiert sei, weil nämlich die ganze Welt in der Schweiz verkaufen wolle, um Schweizerfranken zu bekommen. Da die Schweiz in erster Linie Gebrauchsgüter und erst in zweiter Linie Investitionsgüter exportiere, würde es sicher schwierig sein, sich mit Rumänien bezüglich Erstellung von Warenlisten zu einigen. Gegebenenfalls müssten diese Waren unterteilt werden, nach dem Prinzip Waren Interesse 1. Klasse, Waren Interesse 2. Klasse.

Herr Rădulescu erklärte, wenn die Schweiz am Export nach Rumänien interessiert sei, sei Rumänien seinerseits bereit, die bezogenen Waren durch eigene rumänische Waren zu bezahlen. Sie seien einverstanden, Uhren und Textilien im Umfange von je 25% des Gesamtimportes aus der Schweiz zu beziehen, wofür korrespondierende Waren aus Rumänien bezogen werden müssten.

Herr Minister Troendle stellte fest, die Schweiz könne nicht zulassen, dass ein Land bei ihr gleichsam nur die Rosinen aus dem Kuchen der offerierten Waren herauspicke; der besonderen Struktur unserer Wirtschaft Rechnung tragend, müssten wir eine allgemeine Verteilung verlangen, wobei jedoch die Schweiz nicht starr an einem Prozentsatz halte.

Herr Minister Troendle führte im weiteren aus, bis jetzt sei der Handel mit Rumänien bilateral geregelt gewesen. In letzter Zeit habe sich jedoch feststellen lassen, dass im Osten Europas multilaterale Verhältnisse bestünden. Als Beispiel erwähnte Herr Minister Troendle, Bulgarien verkaufe der Schweiz Eier unter der Bedingung, dass ein Teil des Kaufpreises nicht dem bulgarischen, sondern dem rumänischen Clearing überwiesen werde. Die Schweiz habe gegen ein solches Vorgehen nichts einzuwenden, sofern es sich mit ihrem Interesse decke. Doch müsse schweizerischerseits die Frage erhoben werden,

ob die importierten Güter in der Schweiz verbraucht werden müssen, oder ob sie reexportiert werden könnten. Dies abzuklären sei wichtig, weil die Schweiz den Reexport nicht verbiete. Dieses multilaterale System falle der Schweiz nicht unbequem, da er die Handelsmöglichkeiten erhöhe.

Herr Minister Troendle bat um Bekanntgabe der rumänischen Stellungnahme zu diesem Problem.

Herr Rădulescu war nicht in der Lage, vor Befragen der übrigen Kominformstaaten eine Antwort zu geben.

67

E 2200.53(-)-/22/13
[DoDiS-8282]

Der Chef des Polizeidienstes der Bundesanwaltschaft, W. Balsiger, an den schweizerischen Gesandten in Wien, P. A. Feldscher[1]

S Streng vertraulich. Dringlich — Bern, 1. November 1950

Für Ihren wertvollen Bericht vom 19. Oktober a. c.[2] danken wir Ihnen bestens. Inzwischen haben wir von Herrn Minister Zehnder die vervielfältigte Regierungserklärung im österreichischen Parlament erhalten[3], die vom österreichischen Gesandten in Bern dem Politischen Departement übergeben wurde.

In Ihrem Bericht teilen Sie mit, dass Herr *Minister Helmer* möglicherweise in nächster Zeit die Schweiz besuchen und die zuständigen Stellen über seine Wahrnehmungen unterrichten werde. Wir würden es ausserordentlich begrüssen, wenn dieser *Besuch sobald wie möglich* stattfinden könnte[4] und zwar im Zusammenhang mit den Weisungen des Bundesrates vom 5. Sept. 1950 betr. vertrauensunwürdige Beamte[5], auf welche Weisungen wir bereits in unserem Schreiben vom 13. Oktober 1950[6] hingewiesen haben. Auf Grund dieser Weisungen sind Massnahmen gegen mehrere Beamte und Angestellte des Bundes getroffen worden. Besonders die von der Generaldirektion der PTT getroffenen Massnahmen sind in ausserordentlich heftiger Weise an-

---

1. *Je eine Kopie des Schreibens ging an A. Zehnder und an M. Hammer.*
2. *Vgl.* E 4320(B)1981/141/44 *und* E 2001(E)1969/121/236.
3. *Vgl. die Beilage des Schreibens von A. Zehnder an W. Balsiger vom 26. Oktober 1950,* E 4320(B)1981/141/44.
4. *Der Besuch fand vom 22.–24. November 1950 in Bern statt. Vgl. insbesondere die von A. Amstein erstellten, nicht datierten* Aufzeichnungen mit Herrn Bundesminister Helmer, Innenminister Österreichs, über den kommunistischen Putschversuch im September/Oktober 1950 in Österreich, *ebd.* (DoDiS-8740). *Ursprünglich war nicht beabsichtigt gewesen, von der geheimen Unterredung ein Protokoll zu erstellen. Vgl. das* Programm für den Aufenthalt von Herrn Minister Helmer *vom 21. November 1950*, E 4001(C)-/1/25.
5. *Vgl. BBl, 1950, Bd. 102, II, S. 789 und BR-Prot. Nr. 1618 vom 5. September 1950,* E 1004.1(-)-/1/521 (DoDiS-7781).
6. *Vgl.* E 2200.53(-)-/22/13.

gegriffen worden, von der PdA, in der Presse und im eidg. und in kantonalen Parlamenten. Die öffentliche Meinung der welschen Schweiz hat gegen den Bundesrat und die Massregelungen fast einmütig Stellung genommen. Nun stehen Wiedererwägungsgesuche der Gemassregelten (vorab der Postfunktionäre) zur Behandlung, die nach einer von Herrn Bundesrat von Steiger im Nationalrat abgegebenen Zusicherung[7] vom Bundesrat entschieden werden sollen. Sowohl die Generaldirektion PTT als auch die Bundesanwaltschaft haben das allergrösste Interesse nicht nur an einer lückenlosen Dokumentation im Einzelfall sondern auch an den *Erfahrungen mit der kommunistischen Infiltration* in andern Ländern, wo es in jüngster Zeit zu einem kommunistischen Umsturz oder zum Versuch dazu gekommen ist (Tschechoslowakei 1948[8], Österreich 1950). Mit dieser Beweisführung befinden wir uns in Zeitnot, da bis Ende des Jahres alle diese Rekursfälle erledigt sein müssen.

Aus diesen Gründen, die wir Ihnen hier einlässlich auseinandersetzen mussten, wäre uns und der Generaldirektion der PTT der Besuch des Herrn Minister Helmer *dringend erwünscht*. Vordringlich sind insbesondere Erläuterungen zu dem Satz der Regierungserklärung im österreichischen Parlament: «Ausserdem wurde in einigen Gebieten das Telephon- und Telegraphennetz vorübergehend lahmgelegt», sowie zu den in unserem Schreiben vom 13. Oktober 1950 enthaltenen Meldungen betr. Sabotageaktionen der PTT- und Bahnangestellten.

Eventuell wäre einer der Chefbeamten des Bundesministeriums des Innern, der mit den jüngsten kommunistischen Unruhen in Österreich völlig vertraut ist, bereit, sich nach Bern zu begeben?

Die Reisekosten übernimmt die Eidgenossenschaft. Dieser Brief hat als *Einladung* zu gelten. Wir würden den Besuch aus Wien der Reise unserer Funktionäre nach Wien unbedingt vorziehen, da die Aussprache in Bern mit den interessierten Stellen sich fruchtbarer gestalten könnte.

Selbstverständlich sollte die Reise – auch von österreichischer Seite – *geheim* gehalten und die Aussprache *streng vertraulich* behandelt werden.

Wir bitten um telegraphische Antwort über das Politische Departement[9]. Im Falle einer Zusage wird das Flugbillet Wien-Zürich von der Generaldirektion PTT sofort besorgt.

Mit Rücksicht auf die Zensur haben wir davon abgesehen, Ihnen das in diesem Schreiben Niedergelegte am Telephon auseinanderzusetzen.

Dieses Schreiben erfolgt im Einvernehmen mit Herrn Bundesanwalt Prof. Lüthi.

---

7. *Vgl. die Antwort von E. von Steiger auf die Motion von L. Nicole und die Interpellation von P. Graber, NR-Prot. vom 4. Oktober 1950,* E 1300(-)-/I/399, *S. 420–430, hier S. 428.*
8. *Vgl. DDS, Bd. 17, Thematisches Verzeichnis:* Tschechoslowakei – politische Beziehungen *und DDS, Bd. 17, Nr. 71* (DoDiS-4440).
9. *Vgl. das Telegramm Nr. 19 der schweizerischen Gesandtschaft in Wien an das Politische Departement vom 13. November 1950,* E 2001(E)1969/121/236.

68

E 2001(E)1967/113/749
[DoDiS-8822]

Die Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements an die Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements[1]

Auskünfte an ausländische Gesandtschaften

Bern, 7. November 1950

Entsprechend Ihrer kürzlichen Notiz[2] an die Ständige Verhandlungsdelegation soll Herr Jonnes von der USA-Gesandtschaft in Bern morgen bei Ihnen vorsprechen. Derselbe Herr Jonnes sprach heute unvermittelt bei unserer Abteilung vor, wobei Herr Dr. Weitnauer ihn an mich verwies. Da Herr Jonnes Auskünfte über den schweizerisch-italienischen Zahlungsverkehr einholen wollte, konnte sein Besuch nicht gut abgelehnt werden, da er sonst hätte misstrauisch werden können.

Um die Herrn Jonnes zu erteilenden Auskünfte zu koordinieren, gestatte ich mir, Ihnen nachfolgend das Ergebnis meiner Unterredung bekanntzugeben:

Herr Jonnes teilte mit, er möchte lediglich Auskunft über einen einzigen Punkt unserer Vereinbarungen mit Italien erhalten. Aus einer Publikation in der «Neuen Zürcher Zeitung» habe er entnommen, dass eine Amortisation der alten schweizerischen Guthaben bis Ende 1951 vereinbart worden sei. Nun sei im Ausweis der schweizerischen Nationalbank heute noch ein Guthaben des Bundes aus den Kriegsjahren 1942/43 von 176 Mio. Fr. vermerkt. Früher seien es sogar ca. 300 Mio. Fr. gewesen; inzwischen sei aber, wie er aus dem Geschäftsbericht des Bundesrates für das Jahr 1949 entnehmen konnte, im Frühling 1949 eine Regelung getroffen worden, die offenbar eine Reduktion dieses Betrages bis zum heutigen Datum auf 176 Mio. Fr. zur Folge gehabt habe[3]. Wenn dieses noch ausstehende Guthaben von fast 200 Mio. Fr. über die EPU bezahlt werde, so stelle dies eine erhebliche Belastung der italienischen EPU-Quote dar, was an sich eine italienische Angelegenheit sei. Die USA interessiere sich aber für diese Frage lediglich deshalb, weil die Amortisation der Kriegsschulden Italiens über die EPU einen schwerwiegenden Präzedenzfall für die Amortisation der deutschen Schulden gegenüber der Schweiz darstellen könnte[4].

Ich antwortete, dass Herr Jonnes die Ausführungen der NZZ nicht richtig interpretiert habe, indem sich die anlässlich der letzten Verhandlungen mit

---

1. *Diese Notiz wurde von E. Moser erstellt und an E. von Graffenried des Politischen Departements adressiert; eine Kopie ging an J. Hotz und H. Homberger.*
2. *Nicht abgedruckt.*
3. *Vgl. DDS, Bd. 17, Nrn. 129 und 131.*
4. *Vgl. Thematisches Verzeichnis in diesem Band:* Fortsetzung des Abkommens von Washington.

Italien[5] getroffene und offenbar in der NZZ vermerkte Vereinbarung über die Rückzahlung alter Clearingguthaben bis Ende 1951 lediglich auf die noch offenen privaten Clearingguthaben beziehe. Es handle sich dabei nur noch um 3 Mio. Fr., wobei es sich bei diesen Guthaben wie folgt verhalte:

Italien habe schon im Frühling d. J. den schweizerischen Clearingaltgläubigern, deren Guthaben sich damals noch auf ca. 50 Mio. Fr. beliefen, eine Abgeltungsofferte (mit einem gewissen Einschlag) gemacht, die von den meisten Gläubigern angenommen worden sei; dadurch seien alle privaten Clearingguthaben bis auf 3 Mio. Fr. inzwischen bereits amortisiert worden. Die neugetroffene Regelung beziehe sich lediglich auf diese noch offenen 3 Mio. Fr., wobei die Amortisation dieses Betrages gar nicht über die EPU erfolge, sondern ausserhalb derselben mit Zahlungsmitteln, die heute schon verfügbar seien.

Herr Jonnes erkundigte sich daraufhin, was denn mit den im Ausweis der Nationalbank publizierten, offenbar heute noch vorhandenen Guthaben des Bundes von 176 Mio. Fr. geschehe.

Ich antwortete, dass der Betrag von 176 Mio. Fr. lediglich buchhalterisch im Ausweis vermerkt sei und übrigens im nächsten Ausweis der Nationalbank voraussichtlich gar nicht mehr erscheinen werde, weil sich das Guthaben des Bundes inzwischen erheblich reduziert habe. Wir hätten nämlich – wie aus dem von Herrn Jonnes erwähnten Geschäftsbericht des Bundesrates über seine Geschäftsführung im Jahre 1949 zu ersehen sei[6] – bereits im Frühling 1949 eine Amortisationsvereinbarung mit Italien getroffen, wobei der Bund den italienischen Behörden einen sehr erheblichen Einschlag auf sein ursprüngliches Guthaben gewährt habe. Gestützt auf diese Vereinbarung habe Italien den grössten Teil seiner Verbindlichkeiten bereits bezahlt, sodass heute nur noch rund 40 Mio. Fr. offen seien. Wenn bisher im Ausweis der Nationalbank der Betrag von 176 Mio. Fr. aufgeführt wurde, so sei es lediglich im Sinne einer vorsorglichen Massnahme geschehen, weil die Schweiz sich vorbehalten habe, ihre ursprünglichen Guthaben in vollem Umfange wieder geltend zu machen, wenn Italien seine vertraglichen Amortisationszahlungen einstellen sollte. Nachdem nun aber Italien seine Zahlungen bisher fristgemäss geleistet und damit seine Schuld gemäss Vereinbarung vom Frühling 1949 zum grössten Teil bereits abbezahlt habe, seien wir in der Lage, auf die Vermerkung dieses buchhalterischen Betrages im Ausweis der Nationalbank in Zukunft zu verzichten.

Im übrigen sei über die Amortisation der Bundesguthaben bei den soeben zu Ende gegangenen Verhandlungen gar nicht verhandelt worden. Die Angelegenheit sei nämlich bereits im Frühling 1949 mit der Festsetzung von vertraglichen Amortisationszahlungen endgültig liquidiert worden. Die noch verbleibenden Ratenzahlungen von gesamthaft rund 40 Mio. Fr. würden selbstverständlich entsprechend den Vorschriften der EPU als «amortissement contractuel» über die EPU beglichen werden.

---

5. *Vgl. BR-Prot. Nr. 1952 vom 27. Oktober 1950*, E 1004.1(-)-/1/522 (DoDiS-7804).
6. *Vgl. den* Bericht des schweizerischen Bundesrates an die Bundesversammlung im Jahre 1949 vom 4. April 1950, *S. 272–274*.

Über die von den italienischen Behörden freigegebenen bestehenden Saldi auf dem Konto «Transferts divers» liess Herr Jonnes nichts verlauten, sodass anzunehmen ist, dass er hierüber nicht unterrichtet ist.

Ich leitete daraufhin das Gespräch auf den allgemeinen Handels- und Zahlungsverkehr über, wobei Herr Jonnes lediglich einige Fragen über die Kontingentierung der Salami-Einfuhr und über die sich in letzter Zeit vermehrenden Golddrahtexporte nach Italien[7] stellte.

Herr Jonnes schien über die erteilten Auskünfte befriedigt zu sein.

Ich verfehlte nicht, zu bemerken, dass mir die morgige Vorsprache des Herrn Jonnes bei Ihnen bekannt sei, wobei ich andeutete, dass er bei Ihnen Auskünfte über andere Fragen, z. B. des allgemeinen Finanztransfers, offenbar einzuholen gedenke.

---

7. *Vgl. dazu das Schreiben des schweizerischen Geschäftsträgers a. i. in Rom vom 30. September 1950,* E 7110(-)1967/32/1236; *für statistische Angaben des Goldexportes vgl. die Notiz von J. Vollenweider vom 17. Oktober 1950*, E 7110(-)1967/32/1235 (DoDiS-8824); *vgl. auch einen Kommentar von E. Celio vom 5. Dezember 1950, ibid.* (DoDiS-8825), *über den weiteren Goldverkehr mit Italien vgl. die Notiz an J. Hotz vom 19. Mai 1951, unterschrieben von J. Vollenweider und E. Moser*, E 7110(-)1967/32/1238 (DoDiS-8823).

69

E 2300 Buenos Aires/10
[DoDiS-8546]

Le Ministre de Suisse à Buenos Aires, M. Fumasoli, au Chef du Département politique, M. Petitpierre

RP N° 4 Buenos Aires, 21 novembre 1950

J'ai l'honneur de vous confirmer le télégramme d'aujourd'hui[1], par lequel je vous ai communiqué que j'ai remis ce matin mes lettres de créance au président Peron. J'ai déjà eu l'occasion de vous exposer les circonstances auxquelles doit être attribué le retard avec lequel l'audience présidentielle a été fixée, en relevant qu'il ne saurait être mis en rapport avec un désir quelconque des autorités argentines de marquer vis-à-vis de nous de la mauvaise humeur ou de la mauvaise volonté.

Pour ma part je n'ai nullement fait preuve d'impatience, je n'ai pas pressé le Ministère des Affaires étrangères et j'ai attendu tranquillement. Je suis en effet persuadé que ce n'est qu'avec de la patience, de la bonne humeur et une cordialité qu'aucun mouvement d'impatience ne doit troubler, que l'on peut venir à bout du manque de manières qui caractérise l'administration nouvelle dans ce pays. Ici, encore plus qu'en Espagne, ce n'est que par les relations personnelles que l'on peut arriver à quelque chose et on ne peut pas se faire ces relations si on est exigeant en matières de formes: il faut donner sans exiger. Le

---

1. *Non retrouvé.*

chef du protocole de l'Etat (le protocole ne dépend plus du Ministère des Affaires étrangères et son chef est un ami personnel du président) s'est d'ailleurs excusé ce matin, du retard apporté à la cérémonie de présentation des lettres, en me disant que le président l'avait chargé à plusieurs reprises de l'excuser auprès de moi. Ce n'est probablement pas exact, mais ça n'a aucune importance.

Le côté extérieur et brillant que le Gouvernement argentin continue de donner à la première visite des chefs des missions diplomatiques au président de la nation (voitures à cheval qui parcourent les principales avenues de la ville avec interruption du trafic intense; escorte de détachements de grenadiers dans des uniformes rutilants; accès aux salons de la présidence en passant sous les épées croisées des officiers de la garde, etc.) a été décrit sans doute à plusieurs reprises par mes prédécesseurs et je me dispense d'y revenir ici.

Le général Peron m'a reçu avec une cordialité extrême. Chacun s'accorde d'ailleurs pour dire qu'il est et qu'il veut être très aimable et qu'il aime à surprendre ses visiteurs par ce courant de sympathie qui se dégage – il le sait fort bien – de ses manières très simples et très cordiales. Comme mes collègues, j'ai trouvé moi aussi que M. Peron est extraordinairement simple et aimable et je ne peux qu'apprécier l'honneur qu'il m'a fait en me retenant auprès de lui pour trois quarts d'heure, alors que les visites de présentation des lettres de créance, n'ont jamais duré plus de 15 à 25 minutes. La durée de mon entretien a surpris tout le monde et moi aussi, qui ai pourtant cru opportun de faire, à trois reprises, le geste de m'en aller. Je n'attribue certes pas une grande importance à l'excessive amabilité du président, mais j'ai été très satisfait de le trouver dans d'aussi bonnes dispositions à mon égard, d'autant plus qu'il en a fait état, je dirais, publiquement.

Au cours de cette conversation sur la politique générale de l'Argentine, sur l'avenir de l'Europe, etc., il a été naturellement question aussi de quelques-uns de nos problèmes. Comme il n'est pas d'usage que ces audiences solennelles soient utilisées pour aborder en détail des points techniques, je n'ai pas pu souligner vis-à-vis de M. Peron tous les côtés des questions qui nous tiennent à cœur. C'eût été du reste inutile, car le président n'est certes pas au courant des détails, il aurait oublié mes observations dès mon départ pour ne se souvenir que de mon indiscrétion! Avant de faire quelques allusions aux thèmes généraux touchés par le président, je voudrais me permettre de vous faire rapport en quelques mots, sur les points qui nous intéressent de plus près.

A un moment donné je dis au Général que le Président de la Confédération m'avait chargé de ses meilleurs messages pour lui et de ses respectueux hommages pour Madame Peron. Le général se tourna alors vers le Ministre des Affaires étrangères, M. Paz qui observa un silence presqu'absolu pendant toute la conversation (et je me réfère à son sujet à ma lettre du 17 de ce mois)[2] et dit en souriant: «M. Petitpierre se rappelle toujours très aimablement de ma femme. Il a été très gentil pour elle lorsqu'elle était en Suisse et il était même avec elle au moment où on lui jeta une pierre»[3]. Je l'interrompis en

2. *Cf.* E 2300 Buenos Aires/10.
3. *Cf. DDS, vol. 17, N° 17, surtout note 14.*

disant: «cela a été pour nous une bien triste surprise». M. Peron ne me laissa pas continuer et, en riant ouvertement déclara: «cela n'a aucune importance. Il s'agissait d'un communiste et cela constitue un honneur pour nous. Les souvenirs de Suisse sont les meilleurs qui restent à ma femme de son voyage en Europe. Je ne sais seulement pas quand je verrai ma femme pour lui transmettre ces messages, car la chose la plus difficile pour moi ce n'est pas le gouvernement, c'est de rencontrer ma femme: elle s'occupe de tous; elle travaille de 7 heures du matin jusqu'à 3, 4 heures de la nuit, avec un acharnement et une passion qui la tuent». Il m'a été très agréable de constater que M. Peron a bien voulu me déclarer ainsi expressément que les incidents que vous savez sont «classés» pour lui. La version qu'il en donne est amusante et, au fond, habile et je ne vis aucune raison de commenter son opinion à ce sujet. Je considère sa déclaration comme inspirée par la sympathie et je me plais à espérer que la présidente partage l'oubli de son mari au sujet des évènements que je viens de rappeler.

Naturellement, je parlai au Général de l'application de nos récents accords et de nos échanges de marchandises. Il me promit formellement d'intervenir auprès des Autorités compétentes (Ministère des Finances et Banque Centrale) pour qu'elles ne retardent pas davantage la publication des circulaires nécessaires en vue de la délivrance des permis d'importation dans le cadre des accords du 3 août 1950[4].

En outre, je lui demandai – en soulignant les difficultés auxquelles je me heurtais pour me loger – pleine liberté en ce qui concerne la forme de paiement de la maison que la Confédération envisage d'acheter à Buenos Aires[5] (à l'instar dis-je, de ce qu'elle a fait dans les capitales les plus importantes…). Cela m'a paru nécessaire, car si l'achat a lieu et si le paiement devait être réalisé par nous d'une façon pas en harmonie avec la législation en vigueur ici en matière de devises (en ayant recours à la bourse noire, ou par un versement en francs suisses en Suisse, ou par d'autres moyens tout aussi contraires aux lois) je voulais être couvert pour toute éventualité et être en mesure de me référer au Président lui-même, si jamais le Ministre des Finances, ou toute autre autorité, nous demandaient un jour des explications. Le Président me répondit avec empressement: «C'est avec le plus grand plaisir que je vous assure que vous êtes pleinement libre d'agir comme vous le voulez». Il dit cela en regardant le Ministre des Affaires étrangères qui, dans cette circonstance aussi, approuva vivement de la tête. Je n'ai pas voulu expressément entrer dans les détails. Je ne pouvais d'ailleurs pas le faire, la question étant encore à l'étude à Berne. Je voulais une déclaration générale couvrant toutes les possibilités. Je comptais l'obtenir au cours d'une conversation que j'escomptais comme devant être amicale et mon attente n'a guère été déçue. J'en suis satisfait et je crois que cela peut beaucoup faciliter les choses.

---

4. *Cf.* Avenant à l'Accord commercial entre la Confédération suisse et la République argentine (du 20 janvier 1947), *conclu le 3 août 1950, RO, 1950, II, pp. 772–780. Sur la négociation de l'accord, cf.* E 7110(-)1967/32/668.

5. *Cf.* E 2001(E)1968/83/142.

Le reste de la longue conversation a porté sur la situation de l'Europe; sur la guerre mondiale, éventuelle; sur les idées du Général quant à la politique intérieure et extérieure que doit suivre l'Argentine. Quant au premier point, M. Peron me fit une synthèse – que je crois assez juste d'ailleurs au moins en partie – des raisons de la faiblesse de l'Europe, raisons qu'il voit surtout dans le manque d'une idéologie, dans le découragement, dans la défaite du socialisme et l'habileté des chefs communistes, dans l'abdication de l'Angleterre. Pour ce qui est du second point, il m'a intéressé d'entendre de la bouche de M. Peron, qu'il croit à une nouvelle guerre mondiale à bref délai. Les motifs qu'il indique à l'appui de sa thèse, sont d'ordre économique et militaire. On m'avait dit, ici, que pendant les premières années de gouvernement (l'époque de Miranda), le Général avait fondé sa politique économique en spéculant sur une guerre imminente, mais que maintenant il avait changé d'idée, ne croyait plus à la guerre et allait modifier sa politique économique. D'après ce qu'il m'a dit, il n'en est rien. Je reviendrai sur ce point en vous écrivant plus tard sur la situation politique et économique en Argentine.

Le troisième point (politique interne et étrangère de l'Argentine) exigerait, si je voulais vous répéter toutes les déclarations de M. Peron, des développements qui vous paraîtraient sans doute en disproportion avec l'importance que vous attribuez probablement au personnage. Au point de vue de la politique interne, M. Peron me fit un exposé de sa théorie de la troisième position et du «justicialismo», mot forgé par lui, mais désormais adopté semble-t-il, par l'Académie de la langue à Madrid. M. Peron qui se définit un adversaire irréductible du communisme (et il l'est sans doute) veut établir la justice sociale dans son pays, en réprimant les abus du capitalisme (la grande propriété, etc.) et en élevant le standard de vie du peuple. Il ne désire nullement supprimer le capitalisme, mais il veut le canaliser et lutter en même temps contre le communisme par des concessions qu'il estime essentielles en faveur de la masse. Il m'a exposé ces idées en les fondant sur un système économique et philosophique qui constitue précisément le justicialisme. Ce système a le grand mérite, d'après M. Peron, de représenter une véritable idéologie pour laquelle les peuples pourraient s'enthousiasmer au lieu de le faire pour le communisme. Il estime que l'une des principales causes de l'état de faiblesse dans lequel se débat, selon lui, l'Occident, doit justement être recherchée dans le fait que l'Occident n'a plus une idéologie capable de rallier les peuples en leur donnant une raison de vivre et de lutter comme tels. Le justicialisme revendique les droits de l'individu contre les abus du capitalisme. Il me semble superflu d'insister davantage sur ces principes dont Peron se croit l'inventeur (il me l'a dit). Peut-être vaudrait-il la peine que j'approfondisse, un jour, certaines tendances et certains résultats du peronisme, mais je préfère le faire dans un autre rapport, d'autant plus que le général semble se détacher de plus en plus des définitions de principes, en faveur de réalisations pratiques qui n'ont pas souvent pour but le bonheur des peuples.

En matière de politique étrangère, M. Peron a insisté sur son désir de renforcer la latinité, non pas pour en faire un tampon entre les Etats Unis et la Russie, mais pour constituer une force consciente de certaines nuances que d'autres groupes ethniques saisissent moins bien. Cette idée – je le sais – était

autre fois un de ses thèmes préférés: il y insiste moins depuis qu'il a été déçu par l'Espagne. Il m'a dit qu'il avait fait approcher M. Bidault, il n'y a pas très longtemps, pour le gagner à la cause de l'union des latins, mais qu'une personnalité française de premier plan, chargée par Bidault d'examiner l'affaire, transmit à Buenos Aires la réponse suivante: «la France a dû apprendre l'anglais après la guerre de 1914, l'allemand pendant celle de 1940 et elle apprend le russe pour la prochaine: il ne lui reste plus de temps pour les langues latines». Cette réponse aussi amusante que décevante et qui déçoit d'ailleurs toujours encore le général Peron, me fait penser qu'elle pourrait avoir été donnée par M. François Poncet qui, en arrivant à Rome en 1939, pour essayer de détacher l'Italie de l'Allemagne, à la veille de la guerre, répondait à quelqu'un qui lui demandait pourquoi il donnait à ses enfants des gouvernantes allemandes: «il faut bien qu'ils apprennent l'allemand puisque l'allemand sera la future langue de l'Europe». Bref, M. Peron semble néanmoins maintenir l'Argentine orientée vers l'Europe plutôt que vers les Etats Unis[6]. Il le dit et je crois que cela doit en somme plaire à l'Europe.

Je m'en voudrais de m'appesantir davantage sur mon entretien avec le président Peron. Il vous intéressera plutôt d'être informé sur la véritable situation politique et économique du pays, ce que je me propose de faire aussitôt que possible[7]. Je partirai samedi prochain pour Assomption, pour remettre mes lettres de créance au président Chaves et je pense que je pourrai être de retour ici, vers le 14 décembre[8].

---

6. *Sur la position de l'Argentine envers les Etats-Unis, cf. N° 89 dans le présent volume.*
7. *Cf. son rapport politique du 22 février 1951,* E 2300 Buenos Aires/10.
8. *Cf. son rapport N° 5, daté du 11 décembre 1950, ibid.*

70

E 2001(E)1969/121/51
[DoDiS-7770]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Ministre de Suisse à Rome, E. Celio[1]

Copie
L AJ

Berne, 4 décembre 1950

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 22 novembre[2], concernant la réponse donnée par le Comte Sforza à un interpellateur qui, devant la Chambre, demandait ce que le Gouvernement italien avait entrepris en vue de provoquer l'abrogation des arrêtés d'expulsion dont la Suisse a frappé divers Italiens fascistes en 1945 et en 1946.

---

1. *Cette lettre est redigée par J.-J. de Tribolet.*
2. *Cf. le rapport politique N° 42 d'E. Celio à M. Petitpierre*, E 2300 Rom/57 (DoDiS-7776).

J'ai lu également la lettre que l'association constituée par ces derniers vous a adressée le 30 octobre et j'ai pris connaissance avec intérêt de vos commentaires[3] relatifs à ce document et à l'attitude adoptée en cette affaire par le «Corriere del Ticino»[4].

Je conclus de ces renseignements et de ce que vous me dîtes de votre entretien avec le Ministre Reale que l'interpellation dont vous parlez ne semble pas devoir servir de prétexte aux Italiens pour revenir à la charge. Quelles que soient les intentions italiennes, le Département politique n'a pas changé de point de vue depuis le mois de juin où se situe la dernière intervention de M. Reale[5]. A cette occasion, il a été rappelé à celui-ci quelles raisons empêchaient les cantons d'entrer dans ses vues et il lui a été répété que ces derniers reviendraient sur leur décision seulement lorsqu'ils le jugeraient eux-mêmes opportun[6].

Je vous rappelle à toutes fins utiles que sur 587 personnes expulsées à l'origine, 168 ont été autorisées à rester en Suisse par les instances de recours. Par suite de cela, le total des individus ayant effectivement dû quitter le pays s'est réduit à la proportion de 4‰ des Italiens résidant en Suisse; au surplus, à la suite des démarches entreprises par la Légation d'Italie en faveur de 109 individus, 37 mesures principales d'expulsion ont été rapportées ou suspendues, ainsi que 33 décisions semblables qui touchaient les épouses et les enfants des expulsés.

Comme vous le savez, les différends que les expulsions fascistes avaient suscités ont été liquidés par l'échange de notes du 22 août 1946[7]. La note italienne exprimait le désir de voir les autorités fédérales reprendre l'examen de certains cas déjà tranchés. Nous avons répondu que nous ne pouvions donner des assurances formelles à ce propos, vu que les autorités cantonales étaient les premières compétentes pour connaître des arrêtés d'expulsion pris par elles. Nous avons toutefois ajouté que «le vœu exprimé par la Légation pourrait être pris en considération, dans un cadre tout à fait restreint, lorsqu'un certain temps se sera écoulé et pour des personnes en faveur desquelles des circonstances particulières pourraient être invoquées.»

Depuis lors, la tactique de M. Reale a consisté à tirer tout ce qu'il pouvait de cette concession. Nous aurions pu nous tenir à la lettre de notre engagement et, seulement après l'échéance d'un laps de temps raisonnable, c'est-à-dire 4 ou 5 ans, ne reconsidérer que quelques cas particulièrement dignes d'attention. Or, en fait, en juin 1949 déjà, trois ans à peine après cet échange de notes, le Département fédéral de Justice et Police a consenti grâce à notre insistance à recevoir de la Légation d'Italie une liste par laquelle celle-ci lui

---

3. *Non reproduits.*
4. *Du 8 novembre.*
5. *Cf. sa note du 16 juin. Non reproduite. Sur les interventions du Ministre Reale, cf. aussi la notice de H. Rothmund du 7 février 1950,* E 4800.1(-)1967/111/4 (DoDiS-7773).
6. *Cf. la notice de J.-A. Cuttat à M. Petitpierre du 24 juin 1950. Non reproduite* (DoDiS-7775).
7. *Pour le texte de la note suisse et italienne, cf.* E 2001(E)1967/113/80 (DoDiS-7771 *resp.* 7772).

recommandait l'examen de 43 cas d'expulsion[8]. La Légation n'a pourtant pas jugé utile d'indiquer pour quelles raisons elle proposait une mesure de clémence en faveur des personnes figurant sur sa liste.

A l'examen, il est apparu que 10 cas méritaient d'être rejetés immédiatement, tandis que 10 autres se sont révélés assez suspects aux yeux des autorités cantonales pour les amener à en différer l'étude.

Il ne faut pas non plus perdre de vue que les 3000 Allemands, qui ont également été invités à quitter notre territoire après la guerre, ne manqueraient pas à leur tour de formuler des revendications de même genre, si nous accordions aujourd'hui aux Italiens plus que nous n'avons promis[9]. Cette considération vaut quelque chose quand on songe que les nazis expulsés de Suisse sont sept fois plus nombreux que les fascistes ayant subi le même traitement.

Cependant, comme vous l'observez à la fin de votre lettre, ces derniers ne devraient guère pouvoir compter sur l'appui de leur gouvernement au moment où celui-ci prend des mesures pour contenir la renaissance du fascisme en Italie.

---

8. *Pour cette liste de noms, cf. la lettre du Département de Justice et Police au Département politique du 2 février 1950. Non reproduite.*
9. *Sur le cas des Allemands, cf.* E 2001(E)1970/217/48, E 4001(C)-/1/43 *et N° 43 dans le présent volume.*

71

E 27/12750
[DoDiS-7224]

Le Président de la Confédération, M. Petitpierre, au Chef de l'Etat-major général, L. de Montmollin

L Personnelle — Berne, 12 décembre 1950

J'ai bien reçu votre lettre du 4 décembre[1], ainsi que le texte de l'exposé[2] que vous avez fait au mois de novembre au Conseil fédéral sur la conduite de nos opérations militaires et vous exprime mes vifs remerciements.

C'est bien comme vous l'écrivez dans votre lettre que j'envisage l'évolution possible de la situation en Europe. Sans doute une invasion militaire de l'Europe occidentale ne peut pas être exclue. Toutefois il me paraît plus probable et plus conforme à la tactique communiste que l'URSS cherchera à agir à l'intérieur des pays pour susciter un renversement du régime et éventuellement une guerre civile. L'Autriche semble être actuellement le pays le plus menacé. En Allemagne, les opérations seraient dirigées par la police ou les troupes de l'Allemagne orientale. En France et en Italie, le parti com-

---

1. *Cf. la lettre de L. de Montmollin à M. Petitpierre du 4 décembre 1950,* E 2800(-)1967/59/36 (DoDiS-7225).
2. *Des exemplaires de ce texte, daté simplement* novembre 1950*, se trouvent dans* E 27/3465/4, E 27/12750 *et* E 2800(-)1967/59/36.

muniste pourrait créer des troubles et chercher à s'emparer du pouvoir par la force. L'Europe deviendrait le champ d'une vaste guerre civile, dans laquelle les communistes, quelle que soit leur nationalité, s'opposeraient aux troupes chargées de défendre le Gouvernement. Cette manière de voir les choses est peut-être une simple vue de l'esprit. Il est d'ailleurs difficile, sinon impossible de se rendre compte exactement comment les événements se dérouleraient. Mais ils auraient en tout cas plus que le caractère de simples troubles intérieurs, contre lesquels on pourrait se prémunir en prenant des mesures de police à la frontière. Sans que l'on puisse sans doute déjà aujourd'hui préparer un plan pour faire face à une telle évolution, on doit, me semble-t-il, songer à une pareille éventualité, qui exigerait une action de notre armée toute différente de celle que lui imposerait une attaque militaire.

Nous pourrons à l'occasion, peut-être au début de l'année prochaine, nous entretenir de cette question, qui mérite d'être examinée[3].

---

3. *Le 12 janvier 1951, le Conseil fédéral approuve une proposition du DFJP daté du 20 juillet 1950,* E 1005(-)1976/205/1 (DoDiS-7785) *et adopte ainsi une* Ordonnance assurant la sécurité du pays*, à caractère secret, dont l'art. 18 précise que la* présente ordonnance entre en vigueur à la date d'une mobilisation partielle ou générale de l'armée, ordonnée par le Conseil fédéral en vertu de l'article 198 de l'organisation militaire. Le Conseil fédéral peut aussi en ordonner l'entrée en vigueur en cas de danger particulier pour la sécurité du pays. *Pour la décision du Conseil fédéral, cf. le procès-verbal des délibérations du Conseil fédéral de la 3e séance du 12 janvier 1951,* E 1003(-)1970/343/R 3105 (DoDiS-8916). *Pour le texte de l'ordonnance, cf. PVCF secret du 12 janvier 1951,* E 1005(-)1976/205/1 (DoDiS-7784, 8879). *Cf. aussi la proposition du DFJP du 7 avril 1951 et les propositions de lettres aux gouvernements cantonaux du 9 avril 1951,* E 1005(-)1976/205/1 (DoDiS-8917, 8918).

72

[DoDiS-8062]
E 2001(E)1967/113/152

Der Leiter der Schweizerischen Diplomatischen Mission bei der Alliierten Hohen Kommission in Deutschland, A. Huber, an den Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, A. Zehnder[1]

S Geheim! Köln, 12. Dezember 1950

Ich beehre mich Bezug zu nehmen auf unsere Unterredung vom 29. vorigen Monats mit Herrn Bundespräsidenten Petitpierre[2], in welcher unser Vorgehen in der Frage der Akkreditierung bei der Bundesrepublik Deutschland besprochen wurde.

---

1. *Handschriftliche Notiz von A. Zehnder vom 16. Dezember 1950 an E. Bernath:* Sehr gut, insbesondere durch Bundeskanzler bestätigte Aufzeichnung. Diese verteilen mit Vermerk: streng vertraulich.
2. *An dieser Unterredung hat auch A. Zehnder teilgenommen. Dabei wurde das Memorandum der Alliierten Hohen Kommission in Deutschland vom 15. November 1950 besprochen, wonach ausländische Staaten Vorbereitungen zur Aufnahme direkter diplomatischer Beziehungen treffen sollten. Nicht abgedruckt.*

Ich habe gestern in einer Unterredung mit Bundeskanzler Adenauer Gelegenheit gehabt, den schweizerischen Standpunkt in dieser Angelegenheit eingehend darzulegen. Einleitend bemerkte ich, dass der Gesamt-Bundesrat, der allein über die wichtige Frage zu entscheiden habe, noch keinen Beschluss getroffen habe[3]. Wegen der besonderen Lage der Eidgenossenschaft werde ihm die Entscheidung auch nicht leicht fallen. Selbstverständlich liege es nicht an gefühlsmässigen Gründen, im Gegenteil, die bisherigen Kontakte zwischen Mitgliedern der beiden Bundesregierungen seien so zahlreich und herzlich, dass es sich erübrigt, eine solche Annahme zu zerstreuen[4].

Vielmehr handelt es sich für uns um gewichtige Bedenken, die in den besonderen, völkerrechtlichen und tatsächlichen Verhältnissen der Schweiz liegen.

Besondere Schwierigkeiten ergeben sich zunächst für die Schweiz als den einzigen Staat der Völkergemeinschaft mit dem völkerrechtlichen Statut der ewigen und grundsätzlichen Neutralität. Dem Bundesrat bereitet das Schicksal der in der Ostzone lebenden Schweizer grosse Sorge, weil ihre Stellung durch die Aufnahme diplomatischer Beziehungen mit der Bundesrepublik gefährdet würde[5]. Auch in dieser Beziehung steht die Schweiz eben allein da, denn keiner der in Bonn vertretenen Staaten hat Staatsangehörige in vergleichbarer Zahl in der Ostzone leben.

Endlich berührt die Frage der Akkreditierung wichtige Vermögensinteressen. Das Reich ist für hohe Beträge Schuldnerin der Schweiz[6]. Das Ausmass der privaten Verschuldung ist sehr bedeutend[7]. Eine Reihe bedeutsamer Staatsverträge regeln wichtige zwischenstaatliche Fragen[8].

Der Bundesrat hat sich bereits im Mai 1945 auf den Standpunkt gestellt[9] – und diesen Standpunkt immer aufrecht erhalten –, dass Deutschland als Staat nicht aufgehört hat zu bestehen[10]. Daher leben seiner Auffassung nach die mit dem Reich abgeschlossenen alten Verträge und die alten Verbindlichkeiten weiter. Der Bundesrat, im Bestreben, die rechtliche Basis dieser Position nicht preiszugeben, hat den verständlichen Wunsch, vorgän-

---

3. *Kurze Zeit nach dem Inkrafttreten des revidierten Besatzungsstatuts der Westalliierten vom 6. März 1951 fasste der Bundesrat den Entscheid zur Aufnahme von diplomatischen Beziehungen zur BRD, vgl. BR-Prot. Nr. 566 vom 16. März 1951,* E 1004.1(-)-/1/527 (DoDiS-8077).

4. *Vgl. die Notiz von A. Zehnder an M. Petitpierre vom 19. Januar 1950 zum Vortrag von L. Erhard,* E 2001(E)1967/113/191 (DoDiS-8105).

5. *Vgl. das Schreiben von F. Schnyder an E. Scheim vom 24. August 1950,* E 2001(E)1967/113/339 (DoDiS-8013).

6. *Vgl. Nr. 59 in diesem Band, Anm. 17.*

7. *Vgl. den von der Schweizerischen Verrechnungsstelle erstellten* Überblick über die schweizerischen Vermögenswerte in Deutschland [in den Grenzen nach 1945] nach dem Stande vom 1. Januar 1946 (auf Grund der Bestandesaufnahme gemäss Bundesratsbeschluss vom 29. 1. 1946) *vom Juni 1951,* E 2001(E)1967/113/627 (DoDiS-8903).

8. *Vgl. die Liste der schweizerisch-deutschen Staatsverträge seit 1848,* E 2001(E)1969/121/64.

9. *Vgl. DDS, Bd. 15, Nr. 441.*

10. *Vgl. das Rechtsgutachten von R. Bindschedler vom 18. Oktober 1946,* E 2001(E)-/1/93 (DoDiS-6341).

gig jeder Entscheidung in der Akkreditierungsfrage, Aufschluss über die Stellungnahme des Bundeskanzlers zu den alten Staatsverträgen, der öffentlichen und privaten Verschuldung zu erhalten. Eine Klärung dieser Frage würde den Entschluss, den der Bundesrat in der Frage der Akkreditierung treffen würde, erleichtern und ich appellierte an das Verständnis des Kanzlers im Sinne einer konstruktiven Lösung[11].

Der Bundeskanzler skizzierte die in den Verhandlungen mit den Besatzungsmächten betreffend Anerkennung der Reichsschulden unternommenen Schritte[12]. Er hoffe und glaube, dass noch diese Woche der Ausschuss für Auswärtige Angelegenheiten seine Zustimmung zu dem Textentwurf geben werde, durch welchen die Anerkennung für die ehemaligen Reichsschulden ausgesprochen werde. Diese Anerkennung decke auch schweizerische Forderungen.

Hier bat ich den Kanzler, mir den Text der geplanten Vereinbarungen zugänglich zu machen. Der Bundeskanzler beauftragte den der Unterredung beiwohnenden stellvertretenden Chef der Bundeskanzlei, Legationsrat Dittmann, mir den gewünschten Text zu geben[13]. Meinerseits bemerkte ich, soweit ich unterrichtet sei, bezöge sich die Anerkennung nur auf Vorkriegsschulden des Reichs und gewisse Kategorien von Nachkriegsschulden, dagegen werde die für die Schweiz überaus wichtige aus der Kriegszeit 1939–1945 stammende und ca. eine Milliarde Franken betragende sogenannte «Clearingschuld»[14] des Reichs von der Anerkennung nicht erfasst. Es sei aber für den Bundesrat von höchster Bedeutung, über die Haltung des Bundeskanzlers speziell zu diesem Teil der Altverschuldung eine Präzisierung zu erhalten, ansonsten der Bundesrat sich schwere Kritiken zuzöge und die Angelegenheit mit einem schweren psychologischen Rückschlag in der Öffentlichkeit enden könnte. Der Bundeskanzler bestätigte zunächst, dass der Textentwurf nur die Vor- und Nachkriegsschulden visiere. Hinsichtlich der Clearingschuld könne er natürlich heute keine bindenden Verpflichtungen eingehen; er sei jedoch persönlich der Auffassung, dass hinsichtlich der Anerkennung dieses Teils der Altverschuldung gegenüber der Schweiz nicht anders vorgegangen werden solle, als wie hinsichtlich der Vor- und Nachkriegsschulden des Reichs und dass eine beiderseits befriedigende Lösung gefunden werden müsse. Ich dankte dem Kanzler für diese Erklärung und bat ihn, mich zu ermächtigen, Bern die Mitteilung zu

---

11. *Ende März 1951 ernannte der Bundesrat A. Huber zum ersten schweizerischen Gesandten in der Bundesrepublik Deutschland, vgl. BR-Prot. Nr. 633 vom 30. März 1951,* E 1004.1 (-)-/1/527.

12. *Vgl. die* Notiz zur Frage der deutschen öffentlichen und privaten Verschuldung gegenüber der Schweiz *von H. Miesch vom 11. Dezember 1950,* E 2001(E)1967/113/627 (DoDiS-7849).

13. *A. Huber erhielt eine Abschrift der deutschen Erklärung zur Schuldenfrage mit einem Begleitschreiben von K. Adenauer an A. François-Poncet und eine Abschrift der alliierten Stellungnahme zur deutschen Erklärung von A. François-Poncet, die er dem EPD übermittelte. Nicht abgedruckt.*

14. *Handschriftliche Notiz von A. Zehnder:* !

machen, dass er einverstanden sei, dass zu gegebener Zeit bilaterale Verhandlungen wegen der Regelung der aus der Kriegszeit stammenden «Clearingschuld» eingeleitet werden. Der Bundeskanzler bejahte vorbehaltlos diese Frage[15].

Der Bundeskanzler erklärte mir ferner, dass er die schweizerische Auffassung, wonach Deutschland 1945 als Staat nicht untergegangen sei, teile. Seiner Auffassung nach seien infolgedessen die alten Staatsverträge mit Neutralen nicht untergegangen[16]. Was das Verhältnis der Bundesrepublik zum Reich anbetrifft, so umschrieb der Kanzler diese Beziehung nicht als Rechtsnachfolge, sondern nach seiner Ansicht sei die Bundesrepublik die «Fortsetzung des Reichs»[17]. Ich dankte dem Kanzler für diese weitere Erklärung.

Was die private Verschuldung anbetrifft, so sagte der Kanzler, dass diesbezüglich für eine Anerkennung durch die Bundesrepublik kein Raum sei, weil es sich nicht um Verbindlichkeiten des Reichs, sondern um Verbindlichkeiten handle, die zwischen privaten deutschen Schuldnern und privaten schweizerischen Gläubigern bestehen. Ich erwiderte, dass aber auch für dieses Problem Verhandlungen von Staat zu Staat erforderlich seien, weil die Regelung der mit dem Transfer[18] zusammenhängenden Fragen nur mit staatlicher Mitwirkung erfolgen könne. Der Kanzler stimmte dieser Auffassung zu.

Ich glaube, dass durch diese Unterredung das Problem der Altverschuldung einen Schritt vorwärts gekommen ist[19]. Nach dem Stand der Dinge riskierte insbesondere die Clearingschuld zwischen Stuhl und Bank zu fallen. Allerdings ist diese Gefahr noch nicht völlig gebannt. Abgesehen von Schwierigkeiten im deutschen Parlament besteht noch das Risiko, dass die Besatzungsmächte sich gegen die vom Bundeskanzler gemachten Erklärungen wenden[20]. Es gilt daher vorsichtig zu operieren. Es bleibt aber die wichtige Tatsache, dass es gelungen ist, den Kanzler auf diese für uns günstige These zu fixieren[21]. Dass er den Vorbehalt machte, noch keine verbindliche Verpflichtung einzugehen, ist eine staatsrechtliche Selbstverständlichkeit.

Ich bin in allen Phasen des 3/4 stündigen Gesprächs beim Kanzler auf ein tiefes Verständnis und eben solches Vertrauen zu unserem Land gestossen. Es kam dem Fortschritt des Gesprächs zu gut, dass die Frage der Akkreditierung nicht im Ton einer conditio sine qua non vielmehr eines Appells an die Mitwirkung des Kanzlers für die Lösung des Problems gestellt wurde. Anspielungen auf das Washingtoner Abkommen oder auf Aushändigung des von uns verwalteten Reichsvermögens erfolgten keine.

---

15. *Handschriftliche Notiz von A. Zehnder:* Überraschend.
16. *Vgl. auch das Schreiben von A. Huber an A. Zehnder vom 14. Oktober 1950,* E 2001(E)1969/121/64 (DoDiS-8020).
17. *Handschriftliche Notiz von A. Zehnder:* ?
18. *Handschriftliche Notiz von A. Zehnder:* ja.
19. *Vgl. Nr. 59 in diesem Band, Anm. 17.*
20. *Handschriftliche Notiz von A. Zehnder:* Mir wäre es lieber, wenn Adenauer nicht so positiv gewesen wäre!
21. *Handschriftliche Notiz von A. Zehnder:* Sicher.

Ich habe von meinem Gespräch mit dem Bundeskanzler eine Aufzeichnung angefertigt, die gestern von Herrn Legationsrat Dittmann geprüft und richtig befunden wurde[22]. Ich lege eine Abschrift hier bei, ebenso übermittle ich Ihnen beigefügt den mir inzwischen ausgehändigten Entwurf des zwischen der Bundesregierung und der Hohen Kommission geplanten Notenwechsels betreffend Anerkennung der Vor- und Nachkriegsschulden[23].

22. *Nicht abgedruckt.*
23. *Nicht abgedruckt.*

73

E 2001-04(-)-/6/10
[DoDiS-8153]

Der schweizerische Gesandte in New Delhi, A. Daeniker, an den Chef der Abteilung für Internationale Organisationen des Politischen Departements, Ph. Zutter

S *New Delhi*, 23. Dezember 1950

In der Beilage übersende ich Ihnen ein Schreiben an Herrn Prof. Pallmann,[1] Präsident des Schweizerischen Schulrates in Zürich, mit verschiedenen Anlagen[2], enthaltend den zwischen dem Chef der schweizerischen technischen Experten-Mission für Nepal[3] und dem Präsidenten des *Development Board* der dortigen Regierung[4] ausgetauschten Briefwechsel. Herr Custer hat sich letzter Tage in Delhi aufgehalten und mir über die Lage Bericht erstattet.

Ich möchte hervorheben, dass die schweizerische Mission in Katmandu in sehr entgegenkommender Weise aufgenommen worden ist und anscheinend auch ihrerseits einen ausgezeichneten Eindruck gemacht hat. Es bestehe in Regierungskreisen in Katmandu der aufrichtige Wunsch, die gewonnenen Kontakte weiter auszubauen und im Wege der Erteilung von neuen Aufträgen die technische Zusammenarbeit speziell mit unserem Lande fortzusetzen, wofür ausreichende finanzielle Mittel in Aussicht gestellt worden seien. Die Mission hat bereits verschiedene wissenschaftliche Aufträge ausgeführt, darunter

1. *Nicht abgedruckt.*
2. *Gemäss dem oben erwähnten Schreiben handelt es sich um vier von W. Custer an H. Pallmann gerichtete Schreiben. Vermutlich handelt sich um verschiedene Dokumente, die H. Pallmann an die Mitglieder der Koordinations-Kommission für die Behandlung von Geschäften im Gebiete der technischen Hilfe an unterentwickelte Länder am 12. Januar zukommen liess. Nicht abgedruckt. Vgl. auch* E 2001(E)1967/113/203 und E 2200.64(-)1971/68/7.
3. *Walter Custer.*
4. *Bijaya Shamsher Jung.*

luftphotogrammetrische Aufnahmen zum Zwecke der Herstellung einer Karte und Untersuchungen für die Erstellung einer neuen Wasserkraftanlage.

Die Mission hat in umsichtiger Weise ihr künftiges Programm in der Art aufgestellt, dass eine Ausscheidung der land- und forstwirtschaftlichen Development-Projekte erfolgen soll, die, unter der Ägide der FAO, *dem Bureau of Technical Assistance* der UNO unterstellt werden sollen. Das *Development Board* der nepalesischen Regierung hat bereits in einem Schreiben an Herrn Dr. Wahlen, Direktor der FAO, um die Gewährung technischer Hilfe nachgesucht, für deren Durchführung speziell schweizerische Experten angefordert werden; hingegen sollen diese Projekte auf multilateraler Grundlage zur Ausführung kommen, um die Unterstützung des BTA zu finden. Für alle weiteren Development-Projekte soll dagegen ein «*Swiss Board of Technical Assistance for Nepal*» gegründet werden, das dem Patronat der Eidgenössischen Technischen Hochschule und der unter dem Vorsitz des Herrn Schulpräsidenten Pallmann eingesetzten Koordinationskommission unterstellt werden soll; die Arbeiten desselben würden von der nepalesischen Regierung selbst finanziert werden, eventuell mit Unterstützung schweizerischer Firmen, die sich für die Ausführung solcher Arbeiten interessieren.

Es wird der Koordinations-Kommission obliegen, nach Einsichtnahme in den Bericht des Herrn Custer[5], zu seinen Anträgen Stellung zu nehmen; ich behalte mir vor, mit einem späteren Bericht auf die Angelegenheit zurückzukommen. Die Möglichkeit einer weiteren Zusammenarbeit wird im wesentlichen von einer Einigung zwischen der indischen und der nepalesischen Regierung über die von ersterer als notwendig bezeichneten Reformen abhängen; nur unter dieser Voraussetzung wird auch eine wohlwollende Haltung der indischen Behörden zur Ausführung solcher Projekte zu erwarten sein.

Ich möchte noch beifügen, dass seitens der Amerikanischen Botschaft in New Delhi den Arbeiten der schweizerischen Experten-Mission grosses Interesse entgegengebracht wird. Die amerikanische Regierung hat ihrerseits unter Punkt 4 der Inauguraladresse des Präsidenten Truman der Regierung von Katmandu technische Hilfe in einem Betrage von $ 50’000.– angeboten, die aber im wesentlichen auf das Gebiet der Minenuntersuchungen beschränkt sein soll.

---

5. *Nicht ermittelt.*

74

E 2001(E)1969/121/58
[DoDiS-7976]

Le Chef du Département de Justice et Police, E. von Steiger, au Chef du Département politique, M. Petitpierre[1]

DÉTENTION. AFFAIRE CHARLES DAVIS. ESPIONNAGE POLITIQUE

L Urgent Berne, 27 décembre 1950

Par lettre du 15 décembre[2], vous avez eu l'amabilité de me faire savoir que vous n'aviez aucune objection à faire à l'expulsion du ressortissant américain Davis. Vous estimiez qu'en l'état actuel de l'enquête, cette mesure vous paraissait être la plus indiquée.

Entre temps, le Ministère public a continué ses investigations. Davis fut soumis à un interrogatoire serré, sur la base d'un questionnaire établi spécialement à cet effet.

Or il se trouve que ce complément d'enquête a essentiellement modifié la situation, en ce sens que Davis avoue aujourd'hui avoir pratiqué un service de renseignements politiques pour le compte de la police fédérale des Etats-Unis (FBI). Le rôle attribué primitivement au sénateur McCarthy[3] s'en trouve sensiblement amoindri, et passe à l'arrière-plan, comme l'expose le procureur général dans un nouveau rapport, du 22 décembre[4], auquel il me sera permis de renvoyer pour éviter des répétitions.

Davis étant l'agent de la police politique de son pays, et cette police disposant d'une succursale organisée à l'Ambassade américaine à Paris, dont les antennes sont poussées jusque chez nous, l'affaire apparaît aujourd'hui sous un jour beaucoup plus grave que précédemment. La méthode appliquée par le FBI pour s'emparer sur territoire suisse du courrier destiné aux personnes espionnées (cf. page 3 du rapport du 22 décembre) en dit long sur l'absence de scrupules du service d'espionnage américain. L'atteinte à notre souveraineté territoriale est flagrante.

Si la situation se trouve aujourd'hui modifiée quant aux faits révélés par l'enquête, elle l'est aussi, dans une mesure identique, sur le plan juridique. Dans son projet de proposition tendant à l'expulsion de Davis en application de l'art. 70 C*[onstitution]* F*[édérale]* (du 11 décembre), le Ministère public avait fait observer que l'inculpation fondée sur l'art. 272 C*[ode]* P*[énal]* (service de renseignements politiques) ne reposait point, en dépit des apparences, sur une base absolument solide, attendu que le service de renseignements paraissait avoir été pratiqué, non pas pour le compte d'un parti, comme le

---

1. *Le document est accompagné d'un feuillet contenant l'indication:* pour la séance du Conseil fédéral*; une note manuscrite de A. Zehnder:* à faire examiner par P; *une note manuscrite de M. Petitpierre:* préparer une réponse. Il me semble à première vue que la poursuite pénale doit être engagée.
2. *Non reproduit.*
3. *Cf. N° 79 dans le présent volume.*
4. *Cf. la lettre de W. Lüthi à E. von Steiger du 22 décembre 1950,* E 4001(C)-/1/24.

requiert la loi pénale, mais pour celui d'un particulier. Si une poursuite pénale devait paraître quelque peu téméraire au moment où fut établi le projet de décision d'expulsion, il n'en va plus de même aujourd'hui. Dans son rapport du 22 décembre, le procureur général résume en quelques phrases les principaux chefs d'inculpation (cf. pages 4 et 5). Il fait remarquer que le délit d'espionnage politique est actuellement prouvé à suffisance de droit, de sorte que rien ne s'oppose, pénalement parlant, à ce que la procédure suive son cours.

Il appartiendra donc au Conseil fédéral de décider du sort qu'il entend réserver à ce cas. L'alternative est la suivante:

a) décider l'expulsion immédiate de l'inculpé, en vertu de l'art. 70 C*[onstitution]* F*[édérale]*, ou

b) autoriser la poursuite pénale, en application de l'art. 105 PPF, l'instruction et le jugement de l'affaire étant déférés à la Cour pénale fédérale.

Ici se pose la question de *l'opportunité d'un procès pénal*. On peut se demander si le moment n'est point venu de montrer aux autorités américaines que nous ne saurions tolérer pareils agissements sur notre territoire, et de manifester par la même occasion, vis-à-vis de l'extérieur, notre volonté bien arrêtée de maintenir coûte que coûte notre statut d'Etat neutre en sévissant contre tout espionnage ou mouchardage, d'où qu'il vienne.

Le procureur général me fait savoir qu'il est prêt, vu le résultat actuel de ses investigations (éléments objectifs et subjectifs), à requérir l'ouverture d'une instruction préparatoire (art. 108 PPF) si le Conseil fédéral autorise la poursuite[5].

S'agissant d'un cas de détention présentant par conséquent un certain degré d'urgence, je pense que vous jugerez utile de le porter à l'ordre du jour de la séance de jeudi[6].

---

5. *Pour l'autorisation de la poursuite pénale, cf. PVCF N° 30 du 5 janvier 1951,* E 1004.1(-)-/1/525. *Pour l'acte d'accusation du 24 juillet 1951 et la sentence de la Cour pénale fédérale du 16 octobre 1951 déclarant Ch. Davis coupable du délit de renseignements politiques et le condamnant à huit mois d'emprisonnement et à l'expulsion du territoire suisse pour une durée de dix ans, cf.* E 2001(E)1969/121/58.

6. *Pour la suite de l'affaire, cf.* E 4320(B)/1990/133/102 *et* 103.

75

E 2800(-)1990/106/20
[DoDiS-8614]

Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre

Entretiens avec M. Scrivener et M. Hoppenot concernant l'Accord de Washington

Copie *Berne*, 15 janvier 1951

M. Scrivener, que j'ai reçu ce matin, m'a déclaré qu'il avait fait remettre samedi une note de son Gouvernement concernant la reprise des négociations. Le Gouvernement britannique se permet d'insister d'une manière pressante pour que le Gouvernement suisse examine avec bienveillance les propositions américaines contenues dans une note remise par le Gouvernement des Etats-Unis à notre Légation à Washington[1]. M. Scrivener a précisé que les Gouvernements français et britannique étaient intervenus auprès du Gouvernement américain pour que celui-ci facilite la reprise des négociations.

M. Hoppenot, que j'ai reçu cet après-midi, a tenu à me donner quelques renseignements sur ce qui s'était passé l'automne dernier.

En octobre, le Gouvernement américain a fait part aux Gouvernements français et britannique de son intention de faire une communication à l'Agence des réparations à Bruxelles pour l'informer que, le Gouvernement suisse ayant démontré par son attitude au cours de ces dernières années, notamment en juin 1950, qu'il regrettait d'avoir signé l'Accord de Washington et faisait son possible pour éviter de l'exécuter, il se désintéressait de l'Accord de Washington et renonçait à en poursuivre l'exécution. L'Ambassade de France et la Légation de Grande-Bretagne à Berne ayant été consultées par leurs Gouvernements respectifs, on émit l'avis qu'il ne fallait pas entrer dans les vues américaines, étant donné que la responsabilité des difficultés survenues au cours de ces dernières années n'incombait pas seulement aux autorités suisses, mais était partagée. Dans ces conditions, il était préférable de chercher le moyen de reprendre les négociations. C'est à ce moment-là que M. Hoppenot est venu me trouver. La lettre que je lui ai adressée après mes entretiens avec lui, ainsi que les démarches françaises et britanniques, ont engagé le Gouvernement des Etats-Unis à renoncer à son intention et à préparer un projet de note qui a été soumis à Paris et à Londres. Ce projet a été quelque peu modifié à la demande des Français et des Anglais, pour être rendu plus facilement acceptable pour la Suisse. M. Hoppenot espère que la note américaine, même si elle ne donne pas satisfaction sur tous les points aux désirs suisses, permettra une reprise des négociations quadripartites à très bref délai.

---

1. *Sur cette note remise le 10 janvier 1951, cf. PVCF N° 258 du 2 février 1951,* E 1004.1(-)-/1/526 (DoDiS-7920).

76

E 2200.41(-)-/37/C/13
[DoDiS-8712]

Le Ministre de Suisse à Paris, P. A. von Salis,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre

L Paris, 24 janvier 1951

J'ai l'honneur de me référer à la correspondance échangée au sujet des diverses affaires contentieuses encore en suspens entre la France et la Suisse et crois utile de vous adresser un bref rapport, en ce début d'année 1951, sur leur état actuel[1].

Quelques-unes de ces questions ont trouvé une solution au cours de ces derniers mois. Il s'agit des:

1. *Frais d'internement des militaires français*

Le Gouvernement français s'est engagé, par une lettre du 26 décembre 1950, à rembourser les Fr. s. 11'500'000.– en deux tranches et ceci avant le 30 juin 1951. Le transfert s'effectuera par le canal de l'Union européenne de Paiements (UEP).

2. *Réquisitions de marchandises suisses opérées par les autorités françaises*

Par cette même lettre, les autorités françaises ont confirmé leur intention de rembourser, par l'intermédiaire de l'UEP, le solde encore dû s'élevant à Fr. s. 10'743'050,40 avant le 28 février 1951.

Les points de détail qui se posaient au sujet du décompte de la somme encore due ont été réglés.

Ainsi donc, les autorités françaises ont été amenées, non seulement à reconnaître nos prétentions, mais encore à consentir au transfert de leurs montants.

3. *Nationalisations*

a) Gaz et électricité

Les questions secondaires qui se posaient encore à ce propos ont été résolues au cours de l'année dernière. Il en est ainsi en particulier des intérêts liechtensteinois. Quant à la Compagnie genevoise de l'Industrie du Gaz, il y a tout lieu de penser que le montant de son indemnité sera fixé par les autorités françaises compétentes dans un très proche avenir; le Ministère des Finances lui a par ailleurs fait savoir qu'il acceptera, le moment venu, sa déclaration tardive d'adhésion à la Convention franco-suisse du 21 novembre 1949[2].

---

1. *Pour l'état des affaires contentieuses entre la France et la Suisse au début de l'année 1950, cf. N° 38 dans le présent volume.*
2. *Cf. N° 22 dans le présent volume.*

b) Pharmacie

Une solution a pu être trouvée à cette délicate question. Il a en effet été procédé, le 20 juillet 1950, lors des dernières négociations économiques franco-suisses, à un échange de lettres donnant satisfaction aux maisons suisses intéressées.

Il y aurait toutefois lieu encore de préciser la durée de cet arrangement; à notre avis, celui-ci doit rester en vigueur aussi longtemps que le sera l'ordonnance française du 23 mai 1945, dont il n'est qu'un accessoire. Un projet d'échange de notes en ce sens a été soumis au Ministère des Affaires étrangères, qui ne m'a cependant pas encore fait connaître son point de vue.

4. *Zone française d'occupation en Allemagne*

Ensuite des pourparlers franco-suisses qui ont eu lieu au mois d'avril 1950, cette question peut être, en ce qui concerne la Légation tout au moins, considérée comme liquidée.

Les autres affaires sont malheureusement toujours en suspens:

1. *Frais d'internement des troupes polonaises et belges, rattachées au 45ème Corps d'Armée français*

Vous m'avez écrit, le 25 mai 1950, que M. Bindschedler se rendrait à Paris dès qu'il le pourrait pour reprendre la discussion avec le Contentieux du Ministère des Affaires étrangères. Si je ne fais erreur, il était prévu de faire examiner le problème sous son aspect juridique par les experts des deux parties. Si telle est toujours votre intention, je suis tout disposé à approcher M. André Gros, jurisconsulte du Quai d'Orsay. En tout état de cause, j'attacherais du prix à être fixé sur vos décisions.

2. *Dommages de guerre*

Je vous avais prié, dans ma lettre du 24 février 1950[3], de me faire connaître la décision du Conseil fédéral. Vous m'avez répondu, le 25 mai[4], qu'il vous semblait préférable de ne pas prendre de décision. Je vous saurais vivement gré de me faire savoir si vous prévoyez de me charger de nouvelles démarches ou si vous entendez abandonner cette affaire. Il est évident que tout nouveau délai ne peut qu'affaiblir encore notre position.

3. *Nationalisations*

a) Nationalisation de certaines banques, mines et compagnies d'assurances

La question n'a guère progressé au cours de l'année dernière; à ma connaissance, elle n'a pas été reprise du côté belge.

Il avait été prévu que vous demanderiez à mon collègue, M. Lardy, de sonder les intentions de M. van Zeeland, Ministre des Affaires étrangères de Belgique, à ce sujet. Il m'intéressera d'avoir connaissance de son rapport.

---

3. *Non reproduit. Cf.* E 2001(E)1967/113/274.
4. *Non reproduite.*

b) Transfert à la Sécurité sociale du risque accidents du travail

Au cours des négociations économiques franco-suisses du mois de juillet 1950[5], le Président de la Délégation suisse a remis à son collègue français un mémorandum rappelant tout l'intérêt que les autorités fédérales attachent à un prompt règlement de cette affaire.

Mes collaborateurs n'ont pas manqué, dès le retour à Paris de la Délégation française, de reprendre contact avec le Ministère des Affaires étrangères. Celui-ci a déclaré que l'aide-mémoire suisse lui paraissait trop succinct et qu'il désirait en particulier être renseigné à fond sur notre thèse juridique ainsi que sur l'importance du préjudice subi par les compagnies d'assurances suisses.

Sur ces entrefaites, plusieurs entretiens ont eu lieu au Quai d'Orsay avec les experts des compagnies intéressées. Le Contentieux des Affaires étrangères, après une étude approfondie de la question, a fait savoir officieusement à mes collaborateurs qu'en principe il estimait que les prétentions des compagnies d'assurances étaient fondées. Le Ministère des Affaires étrangères décida donc de convoquer une réunion interministérielle, à laquelle prirent part des représentants du Ministère du Travail et de la Sécurité sociale ainsi que du Ministère des Finances (Direction des Finances extérieures, Direction des Assurances et Ministère du Budget).

Selon ce qu'il m'a été rapporté, le Quai d'Orsay n'aurait pu convaincre les représentants du Ministère des Finances et du Travail du bien-fondé de la thèse suisse. Les représentants de ces deux administrations estiment en effet qu'il ne saurait être question d'indemniser les compagnies suisses sans que le soient également les compagnies françaises et les autres sociétés d'assurances étrangères qui se trouvent dans le même cas.

Or, jusqu'ici, le Gouvernement français est d'avis qu'il n'y a pas lieu à indemnisation des compagnies d'assurances.

A l'issue de cette conférence interministérielle, il a été décidé que, tant le Ministre du Travail que le Ministre des Finances exposeraient leur manière de voir au Ministre des Affaires étrangères. S'il y a divergence de vues, la question serait soumise pour arbitrage au Président du Conseil.

Jusqu'ici, seul le Ministre du Travail a exprimé son point de vue au Ministre des Affaires étrangères. Comme il fallait s'y attendre, il s'oppose à ce qu'il soit versé une indemnité aux compagnies d'assurances tant françaises qu'étrangères.

Quant à M. Petsche, il ne dispose pas encore de tous les éléments d'appréciation; jusqu'à maintenant, seule la Direction des Finances extérieures lui a soumis un rapport concluant que l'on ne peut isoler le problème soulevé par les compagnies d'assurances suisses, mais que les autorités françaises doivent prendre une décision d'indemniser ou de ne pas indemniser *toutes* les sociétés d'assurances qui se sont vu enlever le risque accidents du travail.

La Direction des Assurances et le Ministère du Budget doivent encore présenter leur rapport à M. Petsche. M. Masselin, Directeur de la Direction des Assurances, a déclaré tout récemment à l'un de mes collaborateurs qu'il

---

5. *Cf. PVCF N° 1408 du 25 juillet 1950,* E 1004.1(-)-/1/519 (DoDiS-7683).

était favorable au principe de l'indemnisation des compagnies d'assurances et qu'il allait soumettre incessamment son exposé au Ministre des Finances.

Pour l'instant, il ne nous reste donc qu'à attendre que M. Petsche ait communiqué sont point de vue à M. Schuman. Je me réserve, à ce moment-là, d'entreprendre une démarche auprès de ce dernier.

c) Nationalisation de la Fabrique de Tabac et Cigarettes F. J. Burrus à Sainte-Marie-aux-Mines

Me Jean Michel, qui a été chargé de suivre cette affaire auprès de la Commission d'Indemnisation, tient régulièrement ses mandants au courant de son développement.

Il est d'ailleurs possible que cette affaire puisse se régler en dehors de toute intervention officielle.

4. *Profits illicites*

Sur vos instructions, mes collaborateurs ont repris contact au sujet de ce problème, au début de l'année 1950[6], avec les Ministères des Affaires étrangères et des Finances.

Leur premier objectif a été d'obtenir que toutes poursuites à l'encontre de ressortissants suisses soient suspendues jusqu'à la conclusion d'un accord franco-suisse en la matière.

Les discussions ont dès l'abord été difficiles, le Conseil d'Etat ayant, dans un arrêt du 3 février 1950, pris position contre la thèse suisse. Des progrès ont toutefois pu être accomplis.

Comme vous le savez, la législation sur les profits illicites institue la confiscation, au bénéfice du Trésor français, des profits de toute nature provenant

1. d'opérations faites directement ou par intermédiaire avec les puissances ennemies et leurs ressortissants;

2. d'opérations réalisées en violation de la réglementation économique;

3. enfin d'opérations prévues sous chiffres 1. et 2., qui peuvent naturellement être conjointes (cas mixtes).

Nous avons rappelé à nos interlocuteurs français que nous admettions parfaitement que les ressortissants suisses soient poursuivis par-devant les Comités de Confiscation dans les cas prévus sous chiffres 2. et 3. (violation à la réglementation économique et cas mixtes). Cependant, avons-nous ajouté, il importe que, dans ces affaires, les Comités de Confiscation rendent des décisions objectives et prennent en bonne considération les moyens de défense invoqués par nos compatriotes, ce qui précisément n'a bien souvent pas été le cas.

A la fin de l'été dernier, le Ministère des Finances a finalement bien voulu envoyer aux Trésoriens-Payeurs généraux et aux Présidents des Comités de Confiscation de nouvelles instructions par lesquelles il les invitait à vouer une attention particulière aux demandes en révision pour éléments nouveaux émanant de nos compatriotes (ces instructions précisent que les requêtes en

---

6. *Cf. le rapport de P. A. von Salis du 24 février 1950,* E 2001(E)1967/113/274.

révision devront être prises en considération toutes les fois qu'il apparaîtra que les décisions initiales n'ont pas exactement tenu compte de tous les éléments en cause) et à suspendre les ventes forcées aussi longtemps que toutes les voies de recours n'étaient pas épuisées (donc y compris les demandes en révision pour éléments nouveaux).

Malgré notre insistance, le Ministère des Finances s'est en effet absolument opposé à prendre une mesure de suspension générale.

Les instructions mentionnées ci-dessus donnaient également tous renseignements utiles sur les cas mixtes et les questions de solidarité et d'intérêts moratoires.

Quant au problème fondamental de la non-application de la législation sur les profits illicites dans les cas de commerce avec l'ennemi, mes collaborateurs ont une nouvelle fois exposé aux fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères et de celui des Finances pour quelle raison le Conseil fédéral était d'avis que nos compatriotes devaient échapper à toutes poursuites. Nos interlocuteurs, sans pour autant se ranger à notre point de vue, se sont pourtant déclarés prêts à nous faire une concession. Ils entendent toutefois ne la faire qu'à l'occasion de négociations plus générales. C'est ainsi qu'ils nous ont suggéré de réviser et d'améliorer la Convention franco-suisse de 1937[7] tendant à éviter les doubles impositions. L'Administration fédérale des Contributions s'étant, de son côté, déclarée d'accord de parfaire cette convention, en particulier en incluant des dispositions relatives aux impôts perçus à la source, il est prévu que des négociations officielles auront lieu le plus rapidement possible dans ce domaine. Un projet de nouvelle convention a été soumis aux cantons par l'Administration fédérale des Contributions, en sorte que ces négociations pourront commencer incessamment.

5. *Créances suisses sur des maisons allemandes en France*

Conformément à vos instructions, je n'ai entrepris aucune démarche dans cette affaire.

6. *Perte du s/s Generoso*

Je n'ai pas manqué, selon vos directives, de rappeler à nouveau cette affaire à l'attention du Ministère des Affaires étrangères. Celui-ci ne m'a pas encore fait connaître son point de vue.

En résumé, de nouveaux progrès ont été réalisés. Je compte concentrer mes efforts ces prochains mois sur les problèmes des profits illicites et de l'indemnisation des compagnies suisses d'assurances. Si un règlement acceptable peut être trouvé pour ces deux affaires, les problèmes, à mon avis, les plus irritants pourront être considérés comme réglés[8].

---

7. *Pour la décision de réviser la convention franco-suisse du 13 octobre 1937 sur la double imposition, cf. PVCF N° 299 du 6 février 1951,* E 1004.1(-)-/1/526 (DoDiS-7922).

8. *Pour un état des négociations économiques franco-suisses à la fin de l'année 1951, cf. N° 124 dans le présent volume.*

77

E 2200.41(-)-/37/C/12
[DoDiS-8710]

Der schweizerische Gesandte in Paris, P. A. von Salis, an den Direktor der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements, J. Hotz

Kopie
S Vertraulich Paris, 1. Februar 1951

Ich beehre mich, Bezug zu nehmen auf Ihre schriftlichen Instruktionen vom 25. Januar[1] und die mir gestern auf schnellstem Wege zugekommenen Mitteilungen über den Bundesratsbeschluss Nr. 2 betreffend die Überwachung der Einfuhr[2]. Ich hatte nicht verfehlt, unverzüglich den Leiter der Wirtschaftsabteilung im französischen auswärtigen Amt, Herrn Minister Charpentier, um eine Audienz zu ersuchen, die gestern abend um 18 h. 30 stattfand.

Ich erklärte Herrn Charpentier einlässlich die Gründe, die den Bundesrat veranlasst haben, den Beschluss Nr. 2 zu fassen und legte besonderes Gewicht darauf, ihm auseinanderzusetzen, dass wenn die Westmächte irgendwelche Zweifel hegten über die endgültige Bestimmung von Waren, die für die Schweiz deklariert würden, sie es nunmehr in der Hand hätten, auf Grund der neuen Regelung alle Garantien zu erhalten, dass die Waren nicht aus der Schweiz exportiert würden. Herr Charpentier nahm von meiner Erklärung und vom Memorandum Kenntnis, ohne sich des längeren darüber zu äussern. Er beschränkte sich auf die Feststellung, dass die Massnahme im richtigen Moment komme, da die amerikanische Regierung in immer dringenderer Weise auf die Einstellung der Ausfuhr strategisch wichtiger Materialien nach dem Ostblock dränge.

Eine halbe Stunde vor meiner Besprechung mit Herrn Charpentier erhielt ich auch Ihre weiteren Weisungen in der Frage der Ausfuhr schweizerischer Waren nach dem Osten. Ich legte ihm ebenfalls Ihre Auffassung in dieser Frage dar und machte namentlich geltend, dass der schweizerische Export nach dem Osten nur ca. 7% unserer Gesamtausfuhr ausmache, wobei, wie ja auch Frankreich, die Schweiz bestrebt sei, die Ausfuhrwaren auf die verschiedenen Kategorien zu verteilen. Bei dieser Sachlage könne von einer irgendwie massgebenden Ausfuhr strategischer oder kritischer Waren aus der Schweiz schwerlich die Rede sein. Herr Charpentier nahm von diesen Erklärungen Vormerk und stellte fest, dass seine Regierung bestrebt sei, auch auf diesem Gebiete die amerikanische Tendenz zwecks Einführung strikter Verbote zu bekämpfen. Er wies darauf hin, dass wie die Schweiz, auch Frankreich gewisse Wirtschaftsbeziehungen mit den Oststaaten aufrecht erhalten müsse und dass er Verständnis für unsere These der «courants normaux» habe. Was die französische Regierung jedoch unter allen Umständen nicht wolle, sei, dass auf Grund der Verpflichtungen gegenüber Amerika Frankreich auf die Lieferung gewisser Produkte nach dem Osten verzichten müsse und dass die Schweiz

1. *Nicht abgedruckt.*
2. *Vgl. AS, 1951, S. 45–46. Dieser Bundesratsbeschluss ist datiert vom 30. Januar 1951.*

einfach an Frankreichs Stelle trete und die aufgegebenen Märkte des Ostens mit den gleichen Waren beliefere. Verständnis fand ich auch bei Herrn Charpentier in der Frage der Rohmaterialien, die der Osten uns liefert, und er reagierte besonders auf den Hinweis des Bezuges von polnischer Kohle. Ich darf somit annehmen, dass man zumindest im französischen Aussenministerium vorläufig in der Frage der Ausfuhr schweizerischer Waren ein gewisses Verständnis zeigt, wobei selbstverständlich ein zu grosser amerikanischer Druck vielleicht auch hier in der Folge eine Änderung der französischen Einstellung mit sich bringen könnte. Herr Charpentier wies besonders auf die schweizerischen Exporte von Kugellagern hin, bei welchem Anlass ich ihm eine sehr vage Andeutung machte, dass nötigenfalls der Bundesrat prüfen werde, welche Massnahmen gegen ein Überschreiten des Rahmens des «courant normal» ergriffen werden könnten. Ich ging jedoch auf Einzelheiten nicht ein.

Herr Charpentier stellte fest, dass auch die Schweden kürzlich gewisse Angaben über ihren Warenverkehr mit dem Osten zur Verfügung gestellt hätten und behauptete zunächst, dieser Warenaustausch betrage 1% der gesamten schwedischen Ausfuhr. Ich gab meinem Erstaunen über diesen sehr kleinen Prozentsatz Ausdruck, worauf Herr Charpentier seine Erklärung dahin berichtigte, dass es sich bei diesem 1% um eine Schätzung der Ausfuhr strategischer oder kritischer Waren nach dem Osten handle.

Er frug mich zuletzt, ob ich allenfalls bereit wäre, ihm in der Frage der schweizerischen Ausfuhr im Sinne der abgegebenen Erklärungen eine schriftliche Mitteilung zu machen. Ich glaube nicht, dass sich dies als unbedingt notwendig erweist, doch wäre ich Ihnen dankbar, wenn Sie mir Ihren Standpunkt in der Sache mitteilen wollten[3].

Der Generaldirektor der Wirtschaftsangelegenheiten im Quai d'Orsay teilte mir sodann vertraulich mit, dass die französische Regierung sich dafür eingesetzt habe, dass die Schweiz in einem der Rohstoffkomitees in Washington vertreten werde, da sie festgestellt habe, dass weder Skandinavien noch die Schweiz als Mitglied eines solchen Komitees vorgesehen worden sei. Zunächst sei geplant gewesen, der Schweiz im Komitee für Wolfram (Tungsten) und Molybdän einen Sitz einzuräumen, doch habe man beschlossen, sie sei im Komitee für Schwefel zu vertreten. Schweden erhält einen Sitz im Komitee für Wolfram und Molybdän und Norwegen in demjenigen für Nickel. Sofern in dieser Absicht keine Änderung eintritt, soll uns in einigen Tagen eine amtliche Mitteilung darüber zukommen. Über diese Frage erhalten Sie übrigens mit gleichem Kurier einen besonderen zusammenfassenden Bericht[4]. Ich verdankte Herrn Charpentier das bekundete Interesse, selbstverständlich unter Vorbehalt der Prüfung der Frage, ob allenfalls politische Erwägungen eine solche schweizerische Vertretung als angezeigt erscheinen lasse oder nicht.

---

3. *Um die Haltung der Schweiz im Ost-West-Handel abzuklären, wurden die schweizerischen Gesandten in Washington, London und Paris zu einem einlässlichen Meinungsaustausch nach Bern eingeladen, vgl. dazu Nr. 84 in diesem Band.*

4. *Nicht abgedruckt.*

78

E 2001(E)1967/113/608
[DoDiS-8773]

Le Ministre de Suisse à Londres, H. de Torrenté, au Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique, A. Zehnder[1]

L Londres, 14 février 1951

Deux banquiers suisses se sont récemment rendus en Afrique du Sud pour y étudier les possibilités d'y créer une succursale. Du rapport[2], dont les conclusions sont d'ailleurs négatives sur ce point pour des considérations plus bancaires qu'économiques, j'extrais quelques passages qui ont retenu mon attention:

«The main problem of South Africa is that of increasing its white population sufficiently for it to hold the balance in the years to come with an increased pressure from the native population for a larger share in the wealth of the country. It will be impossible in the long run to continue to keep the native population to its present low standard of living and it will become necessary to grant them at least some measure of political rights. Unfortunately, the present Government[3] does not seem to take any special steps for an increased immigration. Most welcome are immigrants from Holland, Scandinavia and Germany, of protestant faith.

On the other hand, we have made the racial problem a subject of almost every conversation with many people of high standing and different trends of thought, including the honorary Consul General and the Consul of Switzerland[4], both of which have spent almost all their life in the Union of South Africa. Contrary to what is the opinion very often heard abroad, namely that the racial issue may give rise to revolutionary outbreaks in South Africa, we did not find anybody who appeared to be afraid of the use of force or violence on the part of the natives in the near future. Everybody agrees that the problem will need careful handling and that it may lead to local disturbances from time to time. There is no easy short cut to solve such a complicated situation, and the immediate granting of full political rights and proclamation of social equality is entirely out of the question for the time being. The natives themselves are by no means united and are economically so weak that it would be most difficult for them to engage in concerted action against the whites for any length of time. It is therefore considered that the native problem, difficult as it may be, does not present an explosive character as things stand at present.

---

1. *Lettre signée, au nom du Ministre H. de Torrenté, par E. Bernath.*
2. *Le rapport original n'a pu être retrouvé. Les papiers de la Légation de Suisse à Londres* (E 2200.40(-)1968/126/10) *ne contiennent qu'une copie de la lettre du 14 février. Malgré les recherches entreprises, il n'a pas été possible d'identifier les deux banquiers suisses dont il est question.*
3. *Formé par D. Malan, chef du Parti national, après sa victoire électorale de mai 1948 sur J. Smuts.*
4. *Respectivement Ch. Diethelm et O. Berchtold.*

It should also be remembered that the native problem presents vastly different aspects throughout the African Continent:

In North Africa, the political and economic history of the native populations has been closely linked for thousands of years with the corresponding developments of the Mediterranean countries and will in all probability continue to do so.

In Central Africa, even today, the truly colonial system prevails and the Belgian Congo[5] with its immense territories, its native population of 15'000'000 blacks and only 60'000 whites (of which 10–15'000 priests) may be cited as a typical example. Here, the white man comes out as an administrator either for the State or for private commercial or industrial enterprises, but only for a limited number of years with the definite intention to return to Europe sooner or later. Here, people quite openly admit that one day when a sufficiently large elite of natives has been formed they will either take over the government of the country or at least ask for equality within the framework of some ‹Union›.

As against this, the important number of 2'500'000 whites in South Africa strongly feel that they are not foreigners in a native country, but that South Africa is predominantly theirs with a native population whose presence is admitted but who have no claim to own the country or to direct its destiny. South Africans of Dutch and French origin in particular feel that they have only one home, namely South Africa and that Holland or France are as much foreign to them as any other country in the world. They do not, therefore, admit for one moment the idea of walking out of South Africa as the British did in India or the Dutch in Indonesia. Before anything like that could happen they would fight to the last and the natives in South Africa know this very well.

These distinctions should be clearly realised when discussing the native problem of the African Continent as a whole.

The leaders of the country, or at least those with whom we have come into contact, have impressed us favourably. They are no doubt sincere and capable men, but they may be lacking in political maturity. In particular, their public utterances on the subject of racial problems have not been very happy and have given them a bad name abroad. Moreover, the attitude of the South African representatives at the United Nations in the debates regarding South West Africa, has also antagonised public opinion abroad[6].

---

5. *En 1950, un consortium de banques suisses sous la direction de la SBS et du Crédit suisse a émis un emprunt de 60 millions de francs à 4% en faveur du Congo belge, avec la garantie de l'Etat belge. Un deuxième emprunt du même montant est émis par le même syndicat bancaire en 1951. Cf.* E 2001(E)1967/113/700, E 6100(B)1972/96/21 *et* E 7110(-)1967/32/49.

6. *En 1946, après la disparition de la Société des Nations, le gouvernement sud-africain rejette la recommandation de l'Assemblée de l'ONU de placer son mandat sur le Sud-Ouest africain sous la tutelle des Nations Unies. En 1949, Prétoria informe l'ONU qu'elle ne transmettrait plus de renseignements sur ce territoire. En 1950, dans un avis consultatif, la Cour internationale de Justice estime que l'Afrique du Sud garde ses obligations internationales découlant du mandat de la SdN. Après le rejet par Prétoria de cet avis, l'Assemblée*

While the picture has favourable and unfavourable aspects, it would seem that in the present troubled conditions of the world and the probable dangers ahead, especially for Europe, that South Africa enjoying as it does a very favourable geographical position, can be considered as a good country for investment for many years ahead, at least 10 to 15 years, but the evolution of the population problem will require careful watching.»[7]

---

de l'ONU constitue en décembre 1950, un comité ad hoc de 5 membres, chargé de négocier avec les autorités sud-africaines. Cf. E 2200.178(-)1979/103/4.

7. *Sur les investissements suisses déjà effectués en Afrique du Sud, cf. N°s 14 et 45 dans le présent volume.*

79

E 2300 Washington/52
[DoDiS-8578]

Der Legationsrat der schweizerischen Gesandtschaft in Washington, R. Hunziker, an den Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, A. Zehnder

PB Washington, 15. Februar 1951

Ich beehre mich, Ihnen folgendes mitzuteilen

1. Ernennung von Botschafter Patterson zum amerikanischen Gesandten in Bern.

Verschiedene Beamte des Staatsdepartements haben sich spontan dahingehend geäussert, dass Botschafter Patterson sich Präsident Truman für den Berner Posten selber vorgeschlagen hat. Das Staatsdepartement sei nach wie vor gegen seine Ernennung[1], weil es sich einerseits der Wichtigkeit des Postens in der Schweiz und anderseits der mangelnden Eignung des neuen Gesandten wohl bewusst sei. Demzufolge werde hier versucht, Botschafter Patterson zu seiner Demission zu veranlassen, um zu verhindern, dass er sein Amt in der Schweiz antrete.

Die politischen Hintergründe der Ernennung Pattersons zum Gesandten in Bern sind übrigens hier niemandem verborgen geblieben. Jedermann weiss, dass er seinerzeit einen namhaften Betrag zur Deckung der Kosten der Wahlkampagne Präsident Trumans beigesteuert hat.

In diesem Zusammenhang dürfte Sie auch eine Glosse Drew Pearsons in der «*Washington Post*» vom 12. Februar interessieren, deren Text ich diesem Schreiben beilege[2].

---

1. *Handschriftliche Anmerkung:* Contrairement au télégramme de la Légation.
2. *Nicht abgedruckt.*

2. Senator McCarthy.

Wer in diesen Tagen in Washington ein politisches Gespräch überhört, kann mit Bestimmtheit damit rechnen, dass binnen weniger Minuten der Name McCarthy fällt. Geht man den Gründen nach, weshalb ein vor zwei Jahren noch völlig Unbekannter heute eine so grosse Rolle spielt, so ist dies wohl auf eine ganze Anzahl verschiedener Faktoren zurückzuführen.

Bis zu einem gewissen Grad ist die Tatsache, dass weite Kreise der Bevölkerung einer Administration, die schon so lange am Ruder ist wie die heutige, überdrüssig sind, und dass man somit jedem, der etwas gegen sie vorbringen kann, willig Gehör schenkt. Ausserdem liebt man hier das Sensationelle. Wenn nun eine Person, der Kraft ihres Amtes eine gewisse Bedeutung zukommt, in einer Senatssitzung aufsteht und auf ihre Fragestellung «Warum ist China in die Hände der Kommunisten gefallen?» antwortet: «Weil der Staatssekretär selber ein Kommunist, und das Staatsdepartement von Kommunisten durchsetzt ist», so wird diese demagogische Behauptung eines «terrible simplificateur» und skrupellosen Menschen zugleich bestimmt von zahlreichen Leuten geglaubt. Der Brunnenvergifter aber, der unter dem Schutze der parlamentarischen Immunität dutzendweise Beamte des Aussenministeriums angeklagt, hat sich aber wohl gehütet, je ausserhalb des Senates seine Behauptungen zu wiederholen, sodass die Betroffenen rechtlich keine Möglichkeit haben, sich Genugtuung zu verschaffen.

McCarthy verfügt offenbar über genügend Geldmittel, um sich einen ganzen Stab von Detektiven zu halten, die das Privatleben zahlreicher Parteigegner und Staatsbeamter aufs genaueste unter die Lupe nehmen. Im Fall des kürzlich in der Schweiz verhafteten Spitzels Davis[3] hat McCarthy selber zugegeben, dass jener sich an einen seiner in Paris stationierten Agenten gewendet habe, um ihm Informationen über kommunistische Umtriebe in der Schweiz und Frankreich anzubieten.

Die Folge all dieser ständigen Bespitzelungen ist eine Angstpsychose, nicht nur unter den Staatsbeamten in Washington, sondern im ganzen Lande. Beiläufig sei vermerkt, dass gegenwärtig von einer Loyalitätsuntersuchungskommission, gestützt auf beschlagnahmte Dokumente, das «*Institute of Pacific Relations*» durchleuchtet wird; in den fraglichen Beweisstücken sollen die Namen von Alger Hiss und Botschafter Jessup mehrmals mit denjenigen von notorischen Kommunisten in Beziehung stehen.

Es wird sich nun weisen, ob es der Nimitzkommission[4] (über die ich Ihnen letzte Woche Bericht erstattete[5]) gelingt, gegen die überhandnehmende Psychose des «McCarthytums» gewissermassen ein Gegengewicht zu schaffen.

Die republikanische Partei hat indessen erkannt, dass McCarthy für den Stimmenfang eine nicht zu unterschätzende Bedeutung zukommt, und dass man mit ihm gewisse politische Gegner erfolgreich einzuschüchtern vermag.

---

3. *Vgl. Nr. 74 in diesem Band.*
4. Commission on Internal Security and Individual Rights *unter dem Vorsitz des Flottenadmirals Chester W. Nimitz.*
5. *Vgl. das Schreiben von R. Hunziker an A. Zehnder vom 9. Februar 1951. Nicht abgedruckt.*

Dazu kommt, dass der ambitiöseste Mann in Washington, Senator Taft, welcher heute der unumstrittene Führer der Republikaner ist, McCarthy zu seinem Schützling erkoren hat; er hofft offenbar, dass letzterer durch seine Praktiken dazu beitragen werde, die nächste Präsidentschaftskampagne zu seinen (d. h. Tafts) Gunsten zu entscheiden. Bei der grossen aussenpolitischen Debatte ging es – nach Meinung scharfer Beobachter – im Lager der Republikaner eigentlich gar nicht darum, ob Truppen nach Europa zu entsenden seien oder ob Europa die Priorität vor anderen strategisch wichtigen Gebieten zukommen solle, sondern vielmehr darum, wer bei der nächsten Präsidentschaftswahl der Kandidat der *Grand Old Party* sein werde (d. h. Taft, Dewey oder sonst jemand).

Eine wichtige Entwicklung der letzten Tage war die Ernennung McCarthys zum Mitglied eines 21-köpfigen Senatsausschusses, welcher über das Finanzwesen und das Budget des Staatsdepartements berät; obschon sich in diesem Ausschuss die Demokraten in der Mehrheit befinden, ist es klar, dass McCarthy nun in erhöhtem Masse die Aussenpolitik der Vereinigten Staaten wird beeinflussen können; denn schon bisher war es so, dass jedesmal, wenn Staatssekretär Acheson in irgendeinem Punkt gegenüber der Sowjetunion keine allzu schroffe Haltung einnehmen wollte, McCarthy ihn des «*Appeasement*» beschuldigte. Nun wird Acheson wahrscheinlich einen guten Teil seiner Zeit darauf verwenden müssen, sich gegen die verantwortungslosen Angriffe des Senators zur Wehr zu setzen.

3. Koreafront.

Wie ich aus bester Quelle erfahren habe, beabsichtigt das Staatsdepartement, die amerikanischen Truppen noch im Laufe dieses Jahres aus Korea zurückzuziehen. Als Datum für den Abschluss dieser Operation wurde der Monat Dezember 1951[6] genannt. (Ich bitte Sie, diese Mitteilung als streng vertraulich zu behandeln.)

Walter Lippmann hat wahrscheinlich ähnliche Informationen erhalten; denn in seinem heutigen Artikel in der «*New York Herald Tribune*», welcher zum Teil auf einem Frontbericht General MacArthurs beruht, deutet er an, dass man es in Korea zu einer Stabilisierung der Fronten, zu einem allmählichen Übergang zur Waffenruhe und schliesslich zur Einstellung der dortigen Feindseligkeiten überhaupt kommen lassen solle.

---

6. *Handschriftliche Anmerkung:* ?

80

E 5800(-)-/1/2
[DoDiS-7120]

Der Direktor der Eidgenössischen Militärverwaltung, H. Bracher, an den Vorsteher des Militärdepartements, K. Kobelt

BETRIFFT: FRAGEN DER NEUTRALITÄT

S *Bern,* 23. Februar 1951

Im Zusammenhang mit einigen Vorfällen der letzten Zeit möchte ich mir erlauben, Ihnen im Nachstehenden einige Überlegungen zu übermitteln, die ich auf Grund sehr konkreter Äusserungen von alliierter Seite (nicht Montgomery)[1] gewonnen habe.

In alliierten Kreisen wird heute mit einem gewissen Bedauern festgestellt, dass hohe militärische Persönlichkeiten in der Schweiz wohl mit aller Höflichkeit empfangen, aber behandelt würden, als ob sie mit einer ansteckenden Krankheit behaftet wären. Die schweizerischen ebenbürtigen Persönlichkeiten liessen sich meistens verleugnen, sodass das Gefühl eines sehr deutlichen Vakuums je länger je mehr aufkomme. Diese Feststellungen sind auf folgende Erscheinungen zurückzuführen:

1. Rede- und Vortragsverbot für General de Lattre[2].

2. Verhinderung einer Kontaktnahme höherer schweizerischer Militärs mit General König anlässlich einer kürzlichen Durchreise[3].

3. Verhinderung einer Kontaktnahme mit General Spaatz anlässlich seines letztjährigen Besuches[4]. Er habe weder ein Mitglied der Regierung noch hohe Offiziere der Luftwaffe zu Gesicht bekommen.

4. Das Gleiche wird festgestellt in Bezug auf den Besuch des stellvertretenden Oberkommandierenden der alliierten Armeen 1943–1945, Lord Tedder[5].

5. Ablehnung einer Einladung des italienischen Generalstabschefs an höhere schweizerische Militärs zu einer freundschaftlichen Kontaktnahme[6].

6. Auch Montgomery habe das Gefühl, dass man jeglichem engeren Kontakt mit ihm ausweiche.

Alle diese Feststellungen seien sowohl in Paris wie in London und Washington zur Sprache gekommen, da alle vorgenannten Besucher in der Schweiz sich in den verschiedenen Organisationen des Atlantikpaktes jeweils treffen, und hätten mit Bedauern eine Entfremdung mit der Schweiz feststellen lassen.

---

1. *Vgl. die Nrn. 30 und 35 in diesem Band.*
2. *Vgl.* E 2001(E)1967/113/72 sowie *NR-Prot. vom 27. September 1950,* E 1301(-)-/I/399, *S. 123–162* (DoDiS-8149).
3. *Vgl.* E 2001(E)1968/78/186.
4. *Nicht abgedruckt.*
5. *Vgl.* E 5001(F)-/1/13.
6. *Vgl. DDS, Bd. 17, Nr. 85, vgl. auch* E 27/12743.

Persönlich bin ich der Auffassung, dass diese Feststellungen wohl in den meisten Fällen zutreffen und auf konkrete Weisungen des Bundesrates zurückzuführen sind. Da sie sich nun aber auszuwirken beginnen, wäre es vielleicht an der Zeit, wenn gelegentlich im Bundesrate über diesen Punkt eine kurze Aussprache gepflogen würde.

In diesem Zusammenhange dürfte es vielleicht immerhin wertvoll sein, daran zu erinnern, dass vor dem Kriege, in den Jahren 1936–1939, der Kontakt mit ausländischen militärischen Persönlichkeiten lange nicht so rigoros unterbunden wurde wie jetzt. Ohne mich über die Zweckmässigkeit des damaligen Austausches aussprechen zu wollen, möchte ich lediglich in Erinnerung rufen, dass der damalige Oberstkorpskdt. Wille[7] und teilweise auch Oberstdiv. Bircher[8] einen recht engen Kontakt pflegten mit hohen deutschen Offizieren. Wille hat jeweilen über diese Gespräche in der LVK Bericht erstattet oder auch den Departementschef durch kurze Notizen orientiert. Auf der anderen Seite pflegte Oberstkorpskdt. Guisan einen regen Meinungsaustausch mit hohen französischen Offizieren[9], über den er ebenfalls in der LVK jeweils Bericht erstattete. Schliesslich hat Oberstkorpskdt. Labhart als Chef der Generalstabsabteilung 1938 Paris besucht und dort ebenfalls die Spitzen der französischen Armee gesprochen[10]. Zuzugeben ist, dass die Aktenfunde in La Charité[11] uns einigen Unwillen von Seiten der deutschen Leitung verschafften. Andererseits ist es aber wohl mehr nur einem Zufall zuzuschreiben, dass die Amerikaner beim Durchstöbern der Akten der deutschen Heeresleitung nach Kriegsschluss nicht auf ähnliche Dokumente gestossen sind, da sie zweifelsohne irgendwo aufbewahrt wurden.

Alle diese Zusammenhänge scheinen mir der Bedeutung wert, um gelegentlich einer Würdigung unterzogen zu werden; denn es könnte sich mit der Zeit wohl die Frage stellen, ob es angezeigt ist, auf die Gefahr hin, unhöflich und unnahbar zu sein, sich jeglichem Verkehr mit hohen ausländischen Militärs zu widersetzen, wie es anderseits auch denkbar ist, dass unter den heutigen Verhältnissen vielleicht dieses Vorgehen doch richtig ist. Man wird sich aber dann nicht wundern dürfen, wenn uns je länger je mehr von alliierter Seite Schwierigkeiten bereitet werden.

---

7. *Vgl. DDS, Bd. 14, Nr. 382, Annex II, Anm. 9.*
8. *Vgl. DDS, Bd. 14, Nrn. 27, 39 und Annex, 87 und 256.*
9. *Vgl. DDS, Bd. 13, Nrn. 355, 369 und 429 sowie DDS, Bd. 14, Nrn. 7 und Annex, 349 und 356, Anm. 4.*
10. *Zur Reise von J. Labhart nach Paris konnten keine Akten ermittelt werden.*
11. *Vgl. Anm. 9.*

81

E 2200.41(-)-/37/B/9
[DoDIS-8634]

Notice de la Légation de Suisse à Paris[1]

SITUATION DES RESSORTISSANTS SUISSES ENRÔLÉS DANS LA LÉGION ÉTRANGÈRE

Paris, 26 février 1951

I. Aspect pratique de la question.

1) Au cours de l'année 1950, la Légation s'est occupée de 83 cas de légionnaires[2]. Il y a lieu d'ajouter que ce chiffre ne représente nullement la totalité des ressortissants suisses qui se sont engagés pendant cette période à la Légion ou qui s'y trouvent actuellement. Les sondages que l'Attaché militaire de la Légation a tentés auprès des autorités françaises compétentes pour connaître une fois ce nombre n'ont pas abouti, ce qui n'est pas surprenant, étant donné que ces indications tombent sous le secret militaire. Il n'est, d'ailleurs, pas certain que les autorités françaises connaissent même les contingents exacts des différentes nations représentées à la Légion, car il arrive assez souvent que les candidats cachent non seulement leur véritable identité personnelle, mais également leur nationalité.

2) Sur les 83 cas cités plus haut, 41 peuvent être écartés du présent rapport étant donné qu'ils ne touchent pas au problème de l'enrôlement même, mais concernent des questions d'ordre plutôt administratif: recherches, transmission de documents, demandes d'assistance de la part des parents, etc.

3) Pour 42 cas, la Légation a été saisie d'une demande de libération émanant en général des parents des légionnaires.

a) dans 9 cas, elle a refusé d'intervenir en raison du fait que les *intéressés* étaient *déjà majeurs au moment de leur enrôlement* et qu'il n'y avait pas d'autres arguments susceptibles d'être invoqués en faveur de leur licenciement.

b) dans 6 cas, la Légation est intervenue pour des légionnaires majeurs en faisant valoir des *motifs d'ordre humanitaire*. On invoquait, par exemple, le fait que le légionnaire avait subi avant son engagement une grave maladie et qu'il en ressentait encore des conséquences le rendant inapte au service armé. Il est clair que cet argument n'est pas très convaincant, car les services de la Légion sont en mesure de constater eux-mêmes si le soldat est apte ou non. Dans l'affirmative, il est compréhensible qu'ils ne tiennent pas compte d'une maladie antérieure à l'engagement. Dans la négative, ils n'ont aucun intérêt à retenir le jeune homme à la Légion et à subvenir aux frais de son entretien; ils feront donc de leur propre chef le nécessaire pour licencier l'intéressé. Pour certains, la Légation a invoqué la situation pénible de parents privés du soutien

---

1. *Cette notice est en annexe à la circulaire N° 820 du 28 février 1951 que la Légation de Suisse adresse aux consulats en France métropolitaine et en Afrique du Nord, en vue de la réunion annuelle des consuls en 1951.*
2. *Pour les interventions successives de la Légation suisse au sujet de Suisses enrôlés dans la Légion étrangère, cf. les Rapports de gestion annuels de la Légation*, E 2400 Paris.

de leur fils, père ou mari. Tous ces arguments se sont avérés inefficaces et toutes les démarches entreprises dans les 6 cas en question ont échoué.

c) dans 21 cas, la Légation est intervenue en vue d'obtenir la libération des *légionnaires qui se sont engagés après avoir atteint l'âge de 18 ans, mais avant leur 20e année*. Dans cette catégorie, un seul légionnaire a été libéré. Il s'agit d'un ressortissant liechtensteinois. La libération n'eut lieu qu'après dix interventions de la Légation auprès du Ministère des Affaires étrangères. Entre-temps, l'intéressé avait accompli deux ans de service; comme il avait été gravement blessé au combat, il faut admettre que ce fut plutôt son incapacité de continuer le service qui amena finalement les autorités françaises à le libérer. Celles-ci n'ont d'ailleurs pas manqué de souligner le caractère tout à fait exceptionnel de cette mesure. Aucun des autres cas de cette nature n'a eu de solution: dans 10 d'entre eux la Légation est déjà en possession d'une réponse négative du Ministère des Affaires étrangères, un légionnaire a été porté disparu et dans les 9 autres cas la réponse est encore ouverte mais elle sera sans doute aussi négative.

d) dans 6 cas, la Légation a été appelée à intervenir en faveur de *légionnaires qui se sont engagés avant d'avoir atteint l'âge de 18 ans*. Elle a obtenu la libération de 3 compatriotes; dans deux cas, celle-ci fut accordée dans un bref délai, tandis que dans l'autre il fallut, pour atteindre le but, envoyer 10 notes au Quai d'Orsay et des interventions de l'Attaché militaire. Il s'agissait d'un jeune homme qui s'était engagé en Allemagne à l'âge de 16 ans 1/2. Sa libération eut lieu après qu'il ait servi deux ans et quatre mois à la Légion et qu'il ait été interné pendant une période prolongée dans un hôpital à Saïgon.

3 cas sont encore en suspens et la Légation continuera ses efforts pour obtenir leur licenciement.

4) En résumé, sur 33 cas pour lesquels la Légation est intervenue, 4 seulement ont été réglés.

Il est malheureusement à prévoir que l'aggravation de la situation en Indochine n'amènera pas les autorités françaises à adopter à l'avenir une attitude moins réticente.

II. Aspect juridique de la question.

Les conditions d'engagement dans la Légion étrangère sont fixées par les prescriptions suivantes:

La *loi fondamentale du 9 mars 1831* se borne à instituer une «Légion d'étrangers» sans contenir aucune disposition concernant les conditions d'engagement. C'est l'*ordonnance du 10 mars 1831* qui prescrit (article 6) que, pour être reçus à s'engager dans la Légion, les étrangers devront avoir au moins 18 ans accomplis. Ils devront être porteurs de leur acte de naissance, mais l'article 7 autorise le commandant du corps à recevoir un engagement même en l'absence de cette pièce. La nécessité pour les mineurs de se faire autoriser par leur représentant légal ne semble pas avoir préoccupé le législateur français de cette époque.

Le *décret du 15 janvier 1910*, qui supprimait toute limite d'âge pour l'engagement à la Légion, n'a pas eu la vie longue, car la limite d'âge fut rétablie aux termes d'un décret paru au Journal officiel du 13 mars 1911.

Le décret de 1910 n'avait sans doute pas introduit l'exigence d'une autorisation pour les engagés mineurs. La nécessité de cette autorisation, de ce consentement du représentant légal, n'est prévue qu'à l'article 3 de l'*instruction du 25 juillet 1937* émanant de la Direction de l'infanterie, mais non pas d'une façon rigoureuse, puisque l'acte de naissance et le consentement du représentant légal peuvent être remplacés par une simple déclaration par laquelle l'intéressé certifie qu'il est âgé d'au moins 20 ans.

Le *modificatif du 7 juillet 1949*, par lequel la Direction du personnel militaire de l'Armée de terre apporte à l'instruction du 25 juillet 1937 un changement très important, laisse subsister la limite d'âge de 18 ans pour les engagements d'étrangers. En revanche, il supprime pour ces derniers l'obligation de justifier du consentement de leur représentant légal et se contente d'un simple «certificat de bonnes vie et mœurs». Faute d'acte de naissance (ou pièce équivalente) et de certificat de bonnes vie et mœurs, l'étranger peut se borner à signer une déclaration certifiant qu'il est âgé d'au moins 18 ans.

D'après ces dispositions légales, un mineur suisse âgé de plus de 18 ans peut donc s'engager dans la Légion sans justifier du consentement de son représentant légal et seule l'incorporation d'un jeune homme de moins de 18 ans avec ou sans autorisation est susceptible d'être attaquée comme illégale et contraire aux dispositions formelles de la loi.

Pour des raisons qui n'ont guère besoin d'être expliquées, la Légation ne pouvant s'accommoder de la situation telle qu'elle a été créée par le modificatif du 7 juillet 1949 continua comme auparavant à intervenir pour des jeunes gens suisses qui s'étaient engagés avant l'âge de 20 ans et sans autorisation de leur représentant légal.

Deux questions se posent en effet:

1. du point de vue constitutionnel français, les textes cités plus haut émanant de simples bureaux (Direction de l'infanterie, Direction du personnel militaire) pouvaient-ils statuer valablement sur une matière aussi importante que les conditions d'engagement dans un corps appartenant à l'armée?

2. ces textes sont-ils conformes aux règles du droit international public et notamment aux accords régissant les rapports entre la Suisse et la France?

Une première expertise élaborée à ce sujet par les avocats-conseils de la Légation arrive à la conclusion qu'il n'est guère possible d'invoquer les accords franco-suisses (traité d'établissement, convention sur la compétence judiciaire), ni le droit international pour amener le Gouvernement français à ne plus accepter l'engagement de ressortissants suisses dans la Légion étrangère.

En raison de la complexité du problème, la Légation a demandé également au Département politique et au Département de Justice et Police des avis de droit qui la mettront en mesure d'arrêter son attitude de principe.

III. Quelles sont les mesures qui peuvent être envisagées en l'état actuel?

Selon les conclusions des expertises susmentionnées, la Légation se réserve d'engager avec les autorités françaises compétentes des pourparlers tendant à faire abroger le modificatif du 7 juillet 1949 et à réintroduire ainsi dans les conditions d'engagement d'étrangers mineurs la nécessité du consentement du représentant légal.

En attendant, il paraît indiqué d'examiner des mesures préventives, à savoir comment empêcher les jeunes gens de s'engager dans la Légion.

A ce sujet, les Consulats de Suisse en France – notamment ceux dans la circonscription desquels existent des bureaux de recrutement de la Légion – sont appelés à exercer une certaine surveillance. Il arrive en effet, l'expérience le confirme, que de jeunes compatriotes venus en France dans l'intention souvent assez vague de s'enrôler dans la Légion entrent, avant de réaliser leur projet, en contact avec un Consulat pour obtenir des renseignements ou pour s'informer des possibilités de travail. A cette occasion, le fonctionnaire compétent, en questionnant habilement son visiteur suspect, arrivera parfois à le faire parler et confier ses intentions. Le cas échéant, il le rendra attentif aux conséquences graves qu'un pas irréfléchi peut entraîner pour lui-même et sa famille et il prendra toutes autres mesures qui s'imposent. Seul un très petit nombre de «candidats» pourra être atteint de cette manière, mais il vaut néanmoins la peine de vouer une grande attention à ces cas et il serait indiqué que des instructions soient données à cet égard au personnel consulaire.

Il est évident que tout moyen illégal (par exemple faciliter l'évasion) doit être écarté.

La Légation examinera, en outre, avec le Département politique la possibilité d'attirer l'attention de la population suisse sur ce problème et de mettre en garde publiquement la jeunesse contre les dangers de la Légion. Une telle mesure s'avère d'autant plus indiquée que ces dernières semaines encore un hebdomadaire zurichois très répandu a jugé utile de publier un article sur la Légion étrangère qui, dans une forme s'efforçant de paraître objective, présente cette institution sous un jour qui ne peut que pousser les jeunes gens à tenter l'aventure.

Pour l'orientation de l'opinion publique, différents moyens sont possibles: communiqué de presse, conférence de presse, articles inspirés dans certains journaux suisses. On pourrait éventuellement envisager aussi de provoquer une intervention parlementaire.

Il va de soi que toute polémique devrait être évitée, de manière à ménager la susceptibilité des Français, qui ont évidemment une opinion différente sur la Légion étrangère. Avant de s'engager dans cette voie, il serait d'ailleurs également nécessaire de connaître à fond notre position juridique.

Pour l'instant, la Légation continue à traiter individuellement les cas pour lesquels son intervention est sollicitée[3].

---

3. *Pour les cas individuels durant la période 1949–1954, cf.* E 2200.41(-)-/37/B/29 *et* E 2200.41 (-)-/39/37 *et* 38. *Pour la discussion de cette question par le Ministre de Suisse à Paris et les Consuls suisses en France, cf.* Procès-verbal de la réunion des 16 et 17 mars 1951, E 2200.41(-)-/37/B/9.

82

E 2800(-)1990/106/21
[DoDiS-8544]

Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre

ENTRETIEN AVEC M. TAUBER, MINISTRE DE TCHÉCOSLOVAQUIE, LE JEUDI 1ER MARS 1951, À 12 HEURES

[Berne, 1er mars 1951]

J'ai convoqué le Ministre de Tchécoslovaquie à la suite de la conférence de presse qu'il a donnée hier à Zurich sur le réarmement de l'Allemagne occidentale.

D'après les renseignements qui ont été donnés hier même au Protocole, par le premier collaborateur de M. Tauber, qui a décidé de quitter la Légation, cette conférence de presse a été tenue sur des instructions données par Moscou aux Légations de Tchécoslovaquie à l'étranger[1]. Le but de pareille conférence est de préparer l'opinion publique à la veille de la Conférence des Quatre qui doit se réunir prochainement à Paris.

J'ai déclaré à M. Tauber que les autorités suisses se montraient très larges et tolérantes en ce qui concerne l'activité des Légations et des diplomates étrangers, qu'en principe nous n'avions pas d'objections à ce que des conférences de presse soient données par des Ministres, mais à condition qu'elles se rapportent à des sujets intéressant les relations entre le pays représenté et celui auprès du Gouvernement duquel le Ministre est accrédité. J'ai fait observer à M. Tauber que nous devions considérer comme inadmissible la conférence de presse donnée par lui sur le réarmement de l'Allemagne occidentale, parce que cela constituait une activité politique dépassant les limites dans lesquelles un diplomate peut et doit exercer ses fonctions[2]. J'ai précisé que le Gouvernement suisse n'avait pas à se prononcer sur le problème du réarmement de l'Allemagne, mais qu'il lui appartenait, comme à l'opinion publique suisse, de se former un avis objectif et indépendant. La conférence de presse était un acte de propagande et une tentative d'influencer notre opinion publique contre lesquels nous devions nous élever. J'ai relevé encore que le Ministre de Tchécoslovaquie n'était peut-être pas très satisfait de tout ce que publiait la presse suisse, que nous avions de notre côté des raisons de nous plaindre de la presse tchécoslovaque, mais que nous désirions que les relations entre les deux Gouvernements et entre les deux pays continuent à être correctes et si possible cordiales et amicales. J'ai exprimé le regret de ce que le dernier correspondant d'un journal suisse qui ne fût pas communiste ait été empêché de continuer son activité à Prague pour des raisons sur lesquelles je ne voulais pas revenir[3]. J'ai souligné encore qu'une conférence de

1. *Cf. la notice d'A. Boissier à M. Petitpierre du 1er mars 1951*, E 2001(E)1967/113/21.
2. *Cf. la notice de G. Keel du 27 février 1951* Politische Betätigung ausländischer Diplomaten in der Schweiz, *ibid*. (DoDiS-8553).
3. *Non retrouvé.*

presse comme celle d'hier allait à l'encontre de son but et ne pouvait que provoquer de vives réactions dans notre presse et dans notre opinion publique.

Le Ministre de Tchécoslovaquie m'a indiqué les conditions dans lesquelles cette conférence de presse avait été organisée. Il n'a fait aucune allusion à des instructions qu'il aurait reçues, soit de son Gouvernement, soit d'ailleurs. Il m'a simplement déclaré qu'il avait considéré comme légitime de renseigner la presse et l'opinion publique suisses sur la manière dont la Tchécoslovaquie, pour laquelle une armée allemande représente un danger permanent, envisage la question du réarmement de l'Allemagne occidentale. Il n'a pas songé, ce faisant, à s'immiscer dans les affaires intérieures de la Suisse et regrette qu'une telle intention ait pu lui être prêtée. Il considère d'ailleurs son rôle comme étant avant tout de chercher à maintenir et à développer les relations entre la Suisse et la Tchécoslovaquie.

M. Tauber s'est plaint amèrement de la presse suisse, en relevant qu'au cours du dernier mois, il avait lu dans nos journaux environ 600 articles contenant des attaques injustifiées contre son pays et ses autorités.

Le Ministre de Tchécoslovaquie m'a demandé si je considérais mes observations comme un conseil amical. Je lui ai répondu affirmativement, en répétant que nous ne pouvions pas admettre que les diplomates étrangers prennent l'habitude de donner chez nous des conférences de presse sur des sujets politiques n'intéressant pas directement la Suisse et le pays qu'ils représentent.

M. Tauber m'a demandé si j'ai eu connaissance des déclarations qu'il avait faites. Il a souligné qu'elles ne contenaient rien de désobligeant ni pour la Suisse ni pour aucun Gouvernement étranger (allemand, américain ou autre). Il m'a dit en outre qu'il avait refusé de répondre à certaines questions qui lui étaient posées, notamment sur le caractère impérialiste de la politique américaine. J'ai précisé que, d'après mes informations, M. Tauber ne s'était en effet pas livré à des attaques contre qui que ce soit, mais qu'un principe était en jeu, et non pas le contenu des déclarations qu'il avait faites à la presse.

M. Tauber m'a demandé ensuite s'il pouvait aborder un autre sujet. Il m'a parlé des récentes mesures prises par le Conseil fédéral et intéressant notre commerce avec l'étranger[4]. Il a fait allusion aux démarches dont nous avions été l'objet de la part des autorités américaines[5]. Il m'a posé quelques questions, auxquelles j'ai répondu d'une manière vague, en soulignant qu'au cours de la conférence que nous avions eue hier avec nos Ministres à Washington, Londres et Paris, nous avions procédé à un échange de vues, mais sans aboutir à des conclusions, ni prendre des décisions[6]. M. Tauber m'a confirmé ce qu'il avait dit à M. le Ministre Zehnder, il y a quelques jours, sur la possibilité d'obtenir des matières premières de certains pays de l'Est[7]. Je ne me suis pas prononcé.

---

4. *Cf. PVCF N° 239 du 30 janvier 1951,* E 1004.1(-)-/1/525.
5. *Cf.* E 2001(E)1967/113/13. *Au sujet du commerce Est-Ouest, cf. N°s 25, 84, 105 et 106 dans le présent volume.*
6. *Cette conférence a eu lieu le 28 février et le 1er mars 1951,* cf. E 2001(E)1967/113/13. *Cf. aussi N° 84 dans le présent volume.*
7. *Non retrouvé.*

83

E 1003(-)1970/343/R 3105
[DoDiS-8662]

CONSEIL FÉDÉRAL
Procés-verbal des délibérations de la 18ème séance du 6 mars 1951[1]

[…]

DÉBLOCAGE AVOIRS USA[2]

M. Etter: Avons reçu lettre d'un Français protestant contre procédés suisses[3]. Impressionné par ses reproches. Discuter un jour l'ensemble du problème.

M. de Steiger: Vous recevrez rapport affaire Fribourg (fausses domiciliations)[4]. Paiement des impôts était considéré comme domicile par Torche Ackermann, Gauthier[5]. C'est punissable. Savoir s'il faut procès public ou simplement mandat de répression. Prévu pour les cas peu graves sans intention de lucre. Juge d'instruction voulait d'abord agir dans ce sens mais a changé d'avis à cause concours idéal de délit (violation des devoirs de fonctions). Le CF peut-il pourvoir à ce que la procédure soit celle du mandat de répression? MP[6] ne le pense pas. Le CF pourrait à mon avis le faire, si procès politique. Zehnder dit que procès public serait très inopportun et que CF devrait l'éviter. Hotz est du même avis. Pas possible de renvoyer affaire à justice cantonale.

M. Petitpierre: Procès public très désagréable au moment où devons instituer des contrôles. Sera facile à la défense d'établir qu'autorités étaient au courant des pratiques suivies pour domiciliation. Il y a une lettre de Steiger du 8 mars 1948 qui pose une thèse très large[7]. A noter que Gauthier est très utile au DMF[8]. Suivant ce qu'il dira procès public très désagréable pour DMF. Liquidation discrète désirable.

---

1. *Absents: K. Kobelt, E. Nobs*.
2. *Sur le problème du déblocage des avoirs suisses, ou gérés par des sociétés suisses, gelés aux Etats-Unis, cf. DDS, vol. 16, Nos 103* (DoDiS-1957) *et 118* (DoDiS-1958), *ainsi que DDS, vol. 17, No 77* (DoDiS-4350). *Cf. également Nos 2 et 6 dans le présent volume.*
3. *Cf. la lettre de P. Rossy à E. von Steiger du 13 mars 1951, à laquelle est annexée une copie de la lettre du Français en question, datée du 14 février 1951,* E 4001(C)-/1/26.
4. *Sur l'affaire des fausses domiciliations et des faux affidavits, cf. le rapport du DPF au Conseil fédéral du 9 mars 1950,* E 4001(C)-/1/303 (DoDiS-8713); *la notice d'A. Zehnder à M. Petitpierre du 17 novembre 1950,* E 2800(-)/1967/61/91 (DoDiS-8714) *et la lettre du Ministère public fédéral à E. von Steiger du 15 mai 1951*, E 4001(C)-/1/26 (DoDiS-8709).
5. *Il s'agit respectivement de Paul-Robert Torche, Chef du Département de police et santé publique du canton de Fribourg, de Joseph Ackermann, Chef du Département des finances du canton de Fribourg, et de Louis Gauthier, Chef de la Police du même canton.*
6. *Il s'agit du Ministère public fédéral.*
7. *Cf. la circulaire confidentielle, signée par E. von Steiger, aux directions de police des cantons du 8 mars 1948,* E 4001(C)-/1/303.
8. *Cf. le mémoire concernant L. Gauthier de R. Frick à E. von Steiger du 1er février 1951,* E 4001(C)-/1/26.

M. Escher: Eviter un procès. Peut-être que le juge d'instructions établira que conditions pour mandats de répression sont remplies. CF devrait agir à temps.

M. de Steiger: Séparation des pouvoirs empêche pouvoir d'intervenir, à moins que ne soit peut-être par intermédiaire MP. La circulaire du 8 mars 1948 est l'œuvre d'un fonctionnaire Politique et Division police. J'avais refusé de la signer. On a insisté, disant que ces instructions devaient émaner chef Département. J'ai signé après qu'on m'a dit que tout était en ordre.

M. Etter: Un office devrait s'occuper de la lettre du Français.

M. de Steiger: Il faut une réponse prudente, établie par Justice et Police et Politique. Invoquer l'Etat régi par le droit.

M. Petitpierre: Je suis pour une liquidation discrète parce que les pratiques n'ont pas compromis but vis-à-vis USA. Faire différence entre cas de lucre et les autres. Avons respecté nos engagements vis-à-vis USA. *[…]*

84

E 1004.1(-)-/1/527
[DoDiS-7231]

BUNDESRAT
Beschlussprotokoll der Sitzung vom 16. März 1951

577. Haltung der Schweiz im West-Ost-Handel

Vertraulich

Volkswirtschaftsdept. Antrag vom 12. März 1951
Politisches Departement. Mitbericht vom 12. März 1951

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

«Als Folge der gegenwärtigen angespannten Weltlage und der Massnahmen, welche beide Mächtegruppen treffen, um ihre Interessen zu wahren, werden mehr und mehr auch die internationalen Handelsbeziehungen in Mitleidenschaft gezogen. Vor allem die Länder der westlichen Welt unter der Führung der Vereinigten Staaten von Amerika sind dazu übergegangen, den Warenverkehr mit dem Osten unter militärisch-politischen Gesichtspunkten einschränkenden Vorschriften zu unterwerfen[1]. Wenn auch von einer eigentlichen Blockade nicht die Rede sein kann, so haben die westlichen Alliierten noch die Lieferung einer ganzen Reihe von sogenannten strategisch wichtigen Waren nach den Oststaaten mit einem Embargo belegt.

Aus dieser Situation erwachsen unserm Lande zunehmende Schwierigkeiten. Um unsere Haltung genauer abzuklären, haben das Politische Departement und das Volkswirtschaftsdepartement es als wünschenswert erachtet, mit unsern Gesandten in Washington, London und Paris einen ein-

1. *Vgl. Nrn. 25, 105 und 106 in diesem Band.*

lässlichen Meinungsaustausch zu pflegen. Diese Aussprache hat am 28. Februar und 1. März 1951 in Bern stattgefunden. Ihr Ergebnis, sowie die Richtlinien für das weitere Vorgehen, sind im Memorandum vom 9. März 1951 dargelegt, auf das wir für alle nähern Einzelheiten verweisen dürfen.»

Auf Grund der Beratung wird im Einverständnis mit dem Politischen Departement *beschlossen*:

Das Memorandum vom 9. März 1951 betreffend die Haltung der Schweiz im West-Ost-Handel wird in der neuen berichtigten Fassung genehmigt (s. Beilage)[2].

ANNEX

Memorandum betreffend die Haltung der Schweiz im West-Ost-Handel

Berichtigtes Exemplar[3]. Vertraulich — Bern, 9. März 1951

Am 28. Februar und 1. März 1951 hat zwischen den Herren Bundesräten Petitpierre und Rubattel, ihren ersten Mitarbeitern[4] und den schweizerischen Gesandten[5] in Washington, London und Paris ein eingehender Meinungsaustausch stattgefunden, welcher der Stellung der Schweiz im West-Ost-Handel und insbesondere ihrer Haltung gegenüber den Forderungen der drei alliierten Hauptmächte USA, Grossbritannien und Frankreich auf Annahme von Verbotslisten für den schweizerischen Export nach den Ländern des Ostblocks gewidmet war. Der Meinungsaustausch hat ergeben, dass die internationale Situation auf diesem Gebiet noch durchaus unklar ist. Weder ist abzusehen, inwieweit die Vereinigten Staaten in der entschiedenen Embargopolitik, die

---

2. *Vgl. Annex zu diesem Dokument* (DoDiS-8911).

3. *Für die ursprüngliche Version vgl.* E 2001(E)1967/113/13. *Für die vom Bundesrat vorgenommenen Änderungen vgl. Anm. 12 und 13; vgl. ferner die Notiz von R. Rubattel an J. Hotz vom 14. März 1951,* E 7001(B)-/1/267. *Für den Antrag des EVD vom 12. März 1951 vgl.* E 1001(-)-/1/634.

4. *Mit einem vertraulichen Schreiben vom 16. Februar 1951,* E 2200.40(-)1968/126/25, *lud M. Petitpierre, nebst R. Rubattel und den drei schweizerischen Gesandten, noch folgende Personen zur Sitzung vom 28. Februar 1951 ein: W. Stucki, J. Hotz, A. Zehnder, H. Schaffner, H. Homberger, O. Zipfel, M. Kaufmann, M. Iklé, L. Jacot, P. Keller, P. Rossy, R. von Wattenwyl, E. von Graffenried, F. Real, G. Bauer, V. H. Umbricht. Nach einer handschriftlichen Bemerkung von V. H. Umbricht dürften ferner auch L. de Montmollin, Ph. Zutter und J. Decroux an der Sitzung anwesend gewesen sein, vgl. ebd. Für Aufzeichnungen der verschiedenen, bereits ab dem 27. Februar 1951 abgehaltenen Sitzungen vgl. die Notiz* Besprechung Minister de Torrenté, Minister Bruggmann und Minister von Salis *vom 27. Februar 1951, 10 Uhr 15, ebd.; die Notiz von V. H. Umbricht vom 27. Februar 1951, 15 Uhr,* Besprechung Minister de Torrenté, Minister Hotz, Dr. Homberger, Dr. Umbricht, *ebd.; ferner die* Notiz über die Konferenzen betreffend Rohstoffe & West/Ost-Handel, etc. mit den Gesandten in Washington, London und Paris, 28. Februar/1. März 1951 *vom 1. März 1951,* E 2802(-)1967/78/13; *für die Voten von H. de Torrenté vgl. seine Notiz* Séance du 1er mars 1951, 9 h. Cabinet de M. Hotz, E 2200.40(-)1968/126/25; *vgl. ferner die Notiz von V. H. Umbricht vom 12. März 1951 über die* Sitzung vom Donnerstag, den 1. März, 9 Uhr, im Büro von Minister Hotz, Bern, *ebd.*

5. *K. Bruggmann (Washington), H. de Torrenté (London) und P. A. von Salis (Paris).*

sie selbst befolgen, auf die Gefolgschaft ihrer Alliierten und der übrigen nicht dem Ostblock angeschlossenen Staaten rechnen können, noch auch lässt sich abschliessend ermessen, welches die Aussichten unseres eigenen traditionell und unbedingt neutralen Landes sind, für sein Begehren auf Anerkennung seiner Sonderstellung auch im West-Ost-Handel bei den westlichen Alliierten Verständnis und Entgegenkommen zu finden. Für dringende Entschlüsse besteht daher kein Anlass, und es gilt vor allem Zeit zu gewinnen, um unsern Gesandten in den erwähnten drei Hauptstädten Gelegenheit zu geben, im Sinne informeller Sondierungen das Problem weiter abzuklären. Für diese Sondierungen sind die folgenden *Richtlinien* festgelegt worden:

Angesichts der weltpolitischen Auseinandersetzung zwischen West und Ost, die dank der von den Vereinigten Staaten eingeleiteten Aktion heute vor allem auch mit wirtschaftlichen Mitteln geführt wird, ist das Hauptbestreben der Schweiz darauf gerichtet, als neutrales Land nichts zu tun, was zur Vermehrung der Spannungen beitragen kann. Wenn daher die beiden gegnerischen Parteien in Verfolgung ihrer politischen Ziele ihrem Handel mit der Gegenseite Beschränkungen auferlegen, so anerkennt die Schweiz, dass sie aus dieser Situation nicht durch die Expansion ihres eigenen Handels in der einen oder andern Richtung Nutzen ziehen darf. Umgekehrt beansprucht die Schweiz als ihr Recht, ihren normalen Handel im traditionellen Umfang und in der traditionellen Zusammensetzung («normal trade») mit allen Ländern der Welt fortzusetzen. Sie wird daher ein Embargo, das die eine Mächtegruppe für den Export bestimmter Waren nach den Ländern der andern Mächtegruppe verfügt, niemals für ihren eigenen Export als verbindlich anerkennen können. Dass die Schweiz die ihr Anfang Januar 1951 überreichte alliierte Embargoliste[6] übernimmt und von Staates wegen diskriminatorisch zuungunsten des Ostblocks handhabt, kommt somit keinesfalls in Betracht.

Mit dem Ziel, den Anforderungen zu genügen, die ihr als neutralem Land die gegenwärtige Situation auferlegt, hat die Schweiz bereits sehr wesentliche Massnahmen getroffen. Durch die Bundesratsbeschlüsse vom 11. Dezember 1950[7] wurde eine Anzahl knapper Rohstoffe der Ein- und Ausfuhrbewilligungspflicht unterstellt. Die Einfuhrbewilligung erhält nur, wer sich im voraus verpflichtet, die Ware unverzüglich in die Schweiz zu importieren; eine Wiederausfuhr en l'état wird nicht gestattet. Ferner hat der Bundesrat durch Beschluss vom 30. Januar 1951[8] das Einfuhrzertifikat allgemein anwendbar gemacht und damit ein Instrument geschaffen, das einen Transit von Waren, die nicht mehr direkt zwischen den Ländern der beiden Mächtegruppen ausgetauscht werden können, über die Schweiz – oder unter Missbrauch des schweizerischen Namens – wirksam zu verhindern geeignet ist. In das Ermes-

---

6. *Für die Übergabe der Liste am 8. Januar durch J. C. Vincent, am 9. Januar durch H. Hoppenot und am 10. Januar 1951 durch P. S. Scrivener vgl. die Notizen von A. Zehnder an M. Petitpierre vom 8., 9. und 10. Januar 1951,* E 2001(E)1967/113/13. *Vgl. ferner das Schreiben von J. C. Vincent an A. Zehnder vom 9. Januar 1951, ebd.*

7. *Vgl. AS, 1950, S. 1336–1338, S. 1339–1343 und S. 1344–1345. Vgl. ferner AS, 1950, S. 403 bis 408 und S. 409–410.*

8. *Vgl. AS, 1951, S. 45–46. Vgl. ferner Nr. 106, Anm. 4 und 5, in diesem Band.*

sen, aber auch in die Verantwortung der ausländischen Ausfuhrbehörden ist es inskünftig gestellt, sich durch vorgängige Einforderung des schweizerischen Importzertifikats darüber zu vergewissern, dass eine Ware, für die eine Exportlizenz mit dem Bestimmungsort Schweiz beantragt wird, tatsächlich in die Schweiz gelangt und hier verbraucht wird. Mit dieser Regelung ist unser Land, indem es ein zwar fakultatives, bei seiner Anwendung aber lückenloses Kontrollsystem geschaffen hat, für das Gebiet des Transits weiter gegangen als mancher Alliierter der Vereinigten Staaten (z. B. Holland, vgl. Angelegenheit Metallbodio![9]).

Um hinsichtlich des Exportes *schweizerischer* Waren Vorkehren treffen zu können, fehlt uns zurzeit noch die rechtliche Grundlage. Eine entsprechende Ergänzung des Bundesgesetzes vom 1. April 1938[10] über die Sicherstellung der Landesversorgung mit lebenswichtigen Gütern wird jedoch vorbereitet; sie soll von den eidgenössischen Räten in der diesjährigen Frühjahrssession beschlossen werden[11]. Das neue Gesetz wird dem Bundesrat die erforderliche Ermächtigung geben, den schweizerischen Export, sei es ganz oder teilweise, neu der Bewilligungspflicht zu unterstellen. Die Ausfuhrbewilligungspflicht wird gegebenenfalls das Instrument bilden, das der Bundesrat braucht, um den schweizerischen Export an sogenannten «kritischen» Waren im traditionellen Umfang des «normal trade» zu halten. Übrigens wird auch aus andern Gründen die Ausfuhrbewilligungspflicht kaum mehr entbehrt werden können (so vor allem zur Schaffung eines handelspolitischen Kompensationsobjektes, um die Ausfuhr wichtiger Rohstoffe und anderer Waren in Drittstaaten zugestanden zu erhalten, sowie zur Erleichterung der Kontrolle der Nichtwiederausfuhr en l'état). Unsere Gesandten in Washington, London und Paris sind ermächtigt, im Verlaufe der nun einzuleitenden weitern Abklärungen, die schweizerische Absicht erkennen zu lassen, wenn nötig mit bezug auf die schweizerische Ausfuhr generelle neue Überwachungsmassnahmen zu ergreifen, gleichzeitig aber klarzustellen, dass solche Massnahmen grundsätzlich nur zur Erhaltung der schweizerischen Lieferungen im Rahmen des «normal trade» und zur Sicherstellung adäquater Gegenleistungen im Inte-

---

9. *Die Metallbodio A. G. (Basel) betrieb Handel mit Metallen, Berg- und Hüttenprodukten und besass Beteiligungen an ähnlichen Unternehmungen. Zur Mitteilung des State Department an die schweizerische Gesandtschaft in Washington, dass sich am 23. Januar 1951 in Rotterdam 100 Tonnen Rohkupfer im Eigentum der Metallbodio A. G. im Transit von Japan nach der Tschechoslowakei befänden, und dass die niederländische Regierung keine rechtliche Möglichkeit besitze, den Weitertransport nach der Tschechoslowakei zu verhindern, vgl. das Telegramm Nr. 2 der schweizerischen Gesandtschaft in Washington an das EPD vom 26. Januar 1951,* E 2001(E)1967/113/13. *Diese Angelegenheit wurde im De Telegraaf vom 9. Februar 1951 publik, vgl. ebd. Vgl. auch die interne Notiz des EPD vom 16. März 1951, ebd.:* Wir brachten die Firma Metallbodio mit der amerikanischen Gesandtschaft in telephonischen Kontakt. Das Ergebnis war, dass die Firma – offenbar hauptsächlich aus Furcht, auf eine amerikanische schwarze Liste zu geraten – es fertig brachte, sich aus ihrem Engagement gegenüber dem tschechoslowakischen Besteller zu befreien und die Ware in die Schweiz hineinzunehmen.

10. *Vgl. AS, 1938, Bd. 54, S. 309–313.*

11. *Beschlossen am 26. April 1951, vgl. AS, 1951, S. 417–419.*

resse der Versorgung der Schweiz dienen können, nicht aber zur Diskrimination des einen Mächteblocks zuungunsten des andern.

Herr Minister Bruggmann im besondern ist überdies gebeten, seine amerikanischen Gesprächspartner daraufhin zu sondieren, ob nicht zur Beseitigung der mit den Vereinigten Staaten (und Westdeutschland) seit einiger Zeit bestehenden Bezugsschwierigkeiten eine Einigung in folgender Weise möglich wäre:

1. Die schweizerische Regierung würde in Aussicht nehmen, die Ausfuhrbewilligungspflicht u. a. auch für die «kritischen» Warengruppen wieder einzuführen[12]. Sie würde ferner die Ausfuhrbewilligungspflicht so handhaben, dass die Lieferungen nach allen Ländern in den einzelnen kritischen Warengruppen den Umfang eines in normalen Zeiten erzielbaren Exportes nicht überschreiten. Die Länder des Ostblocks (Sowjetrussland, Polen, Rumänien, Bulgarien, Tschechoslowakei, Ungarn, deutsche Ostzone) würden zu diesem Zweck als eine Einheit behandelt. Bei der Beurteilung dessen, was im besondern als «normal trade» mit dem Osten anzusehen ist, wären einerseits die in der Vergangenheit erzielten oder vertraglich vereinbarten Exporte und anderseits Umfang und wirtschaftliche Bedeutung der Gegenleistungen zu berücksichtigen, die wir von den Ländern des Ostblocks erhalten (Kohlen, Schmiedestücke, Kurbelwellen und andere Eisenhalbfabrikate, Futtermittel, Saatgut, usw.). Die Abwicklung der bestehenden schweizerischen Handelsabkommen mit den Oststaaten und die Ausführung der einzelnen hängigen Aufträge müssen unter allen Umständen gewährleistet sein, sofern auch unsere Partner ihren Verpflichtungen nachkommen.

2. Grundsätzlich sollte die in Ziffer 1 skizzierte Regelung genügen und Einzelerklärungen schweizerischer Firmen über die Verwendung von importierten Rohstoffen, Halb- und Fertigfabrikaten entbehrlich machen. Es steht jedoch fest, dass schon bisher auf Grund amerikanischer Vorschriften (bzw. alliierter Vorschriften in Westdeutschland) derartige Erklärungen von schweizerischen Importeuren regelmässig abgegeben worden sind und dass gestützt darauf die bestellten Waren geliefert wurden. Nach einem von der amerikanischen Regierung am 1. März 1951 in Kraft gesetzten neuen Verfahren müssen inskünftig ganz allgemein für alle in USA ausfuhrbewilligungspflichtigen Waren durch den amerikanischen Exporteur beim Warenempfänger im Ausland Informationen über den Verwendungszweck der Ware eingeholt werden. Es ist davon auszugehen, dass in zahlreichen Fällen solche rein tatbeständliche Auskünfte ohne Schwierigkeit gegeben werden können, und es darf angenommen werden, dass die amerikanischen Behörden – wie schon in der Vergangenheit – auf Grund solcher individueller Auskünfte die Ausfuhrbewilligung erteilen. Solange sich eine schweizerische Firma nicht der Kontrolle durch eine ausländische Behörde zu unterziehen hat, ist gegen solche individuelle Erklärungen nichts einzuwenden.

---

12. *Die ursprüngliche Formulierung im Antrag des EVD, vgl. Anm. 3, lautete:* 1. Die schweizerische Regierung würde in Aussicht nehmen, die Ausfuhrbewilligungspflicht u. a. auch für die Warengruppen, in denen die gemäss den alliierten Verbotslisten als strategisch wichtig betrachteten Waren enthalten sind, wieder einzuführen.

Sollte sich zeigen, dass in einzelnen Fällen die individuellen Erklärungen der schweizerischen Importeure an ihre amerikanischen (oder westdeutschen) Exporteure nicht zum Ziel führen, und handelt es sich dabei um besonders dringend benötigte Rohstoffe oder Halbfabrikate, so könnte daran gedacht werden, in Ergänzung des gemäss Ziffer 1 vorgesehenen allgemeinen Überwachungssystems durch die zuständige schweizerische Behörde eine tatbeständliche Erklärung darüber abzugeben, dass die in der Schweiz aus den importierten Rohstoffen oder Halbfabrikaten hergestellten Waren entweder überhaupt in der Schweiz verbleiben oder jedenfalls nicht nach den Ländern des Ostblocks exportiert werden (unter Vorbehalt der Abwicklung der bestehenden Verpflichtungen gemäss Ziffer 1 a. E.)[13]. Unter der gleichen Voraussetzung könnte unter Umständen im Einzelfall auch eine behördliche Garantie übernommen werden, dass aus bestimmten Rohstoffen oder Halbfabrikaten keine «kritischen» Fertigprodukte hergestellt werden. Selbstverständlich würde die Einhaltung solcher Erklärungen und Garantien durch die schweizerischen Behörden überwacht.

3. Als Gegenleistung würde die schweizerische Regierung von der amerikanischen Regierung erwarten, dass sie der normalen Belieferung unserer Wirtschaft mit amerikanischen (und westdeutschen) Waren keine Hindernisse entgegensetzt und dass sie bei der Zuteilung bewirtschafteter knapper Waren die Schweiz auf dem Fusse voller Gleichbehandlung berücksichtigt.

Die in Ziffer 2 umschriebenen Möglichkeiten stellen an und für sich keine besonders befriedigenden Lösungen dar; sie sind vielmehr als Notbehelfe zu betrachten. Aus diesem Grunde sollten sie den amerikanischen Behörden im gegenwärtigen Zeitpunkt noch nicht von uns aus angeboten werden. Wir erwähnen diese Lösungsmöglichkeiten lediglich im Sinne der Ermächtigung, sie zur Sprache zu bringen, sofern die Haltung der Gegenseite es als angezeigt erscheinen lässt.

---

13. *Diese Klammerbemerkung wurde gegenüber der ursprünglichen Formulierung, vgl. Anm. 3, hinzugefügt.*

85

E 2001(E)1969/121/1
[DoDiS-7281]

Der Vorsteher des Militärdepartements, K. Kobelt,
an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre

Gastliche Aufnahme fremder Offiziere und Abkommandierung von Instruktionsoffizieren ins Ausland

S Bern, 17. März 1951

Es liegt uns daran, Sie und allenfalls auch den Bundesrat über eine grundsätzliche Frage zu orientieren, die im Zusammenhang steht mit der gastlichen Aufnahme fremder Offiziere in der Schweiz einerseits und der Abkommandierung von Instruktionsoffizieren ins Ausland andererseits. Wir dürfen dabei kurz in Erinnerung rufen, dass in der letzten Zeit gelegentlich in der kommunistischen Presse unseres Landes die Abkommandierung von Instruktionsoffizieren ins Ausland beanstandet wurde und dass andererseits auch der ursprünglich zugebilligte Besuch schwedischer Fliegerkadetten Anlass zu Auseinandersetzungen gab[1]. Da nun heute einerseits von der kanadischen Luftwaffe das Gesuch einlangte um gastliche Aufnahme zweier kanadischer Fliegeroffiziere in der Schweiz[2] und andererseits das englische War Office die Entsendung schweizerischer Instruktionsoffiziere zu einem ihrer Schulungskurse begrüssen würde[3], möchten wir vor allem die politische Seite dieser Frage abgeklärt wissen.

Es unterliegt keinem Zweifel, dass die periodische Entsendung schweiz. Instruktionsoffiziere zu ausländischen Armeen das einzige Mittel ist, um in unsern Ausbildungsmethoden einigermassen auf der Höhe zu bleiben[4]. Es entsprach bisher einer langjährigen Tradition, dass nahezu lückenlos die Kurse der *Ecole supérieure de guerre* in Paris besucht wurden, vor dem Krieg jeweils auch die Kriegsakademien in Deutschland und Italien und seit dem Krieg ähnliche Schulen und Kurse in Grossbritannien und in den Vereinigten Staaten[5]. Alle Instruktionsoffiziere, die das Glück hatten, zu einem kürzern oder längern Auslandsaufenthalt abkommandiert zu werden, kehrten mit einer reichen Ausbeute an neuesten Erfahrungen aus den ausländischen Armeen wieder zu uns zurück. Wir glauben deshalb, dass an dieser bewährten Einrichtung

---

1. *Nicht ermittelt.*
2. *Vgl. die Notiz von A. Zehnder an M. Petitpierre vom 20. September 1951,* E 2001(E)1967/113/5.
3. *Am 15. Mai 1951 fasste das EMD den Entschluss, die beiden Obersten H. Brunner und A. Wieland zur Ausbildung nach England zu entsenden. Vgl. die von K. Kobelt unterzeichnete Abkommandierung,* E 5001(F)-/4/64.
4. *Vgl. die Kleine Anfrage von L. Nicole vom 8. Dezember 1949 und die Antwort des Bundesrates vom 17. Februar 1950,* E 2001(E)1972/33/3 (DoDiS-7622).
5. *Vgl. die Liste der Abkommandierungen von schweizerischen Offizieren der Jahre 1920 bis 1949 vom 12. Januar 1950, ebd.* (DoDiS-7820), *sowie das Schreiben von H. Bracher an J.-A. Cuttat vom 16. Januar 1950, ebd.* (DoDiS-7621).

festgehalten werden sollte, auch wenn das nicht immer die Billigung aller politischen Parteien findet.

Auf der andern Seite muss aber auch verstanden werden, dass diese Möglichkeiten uns vom Auslande nur so lange geboten werden, als wir selbst bis zu einem gewissen Grade Gegenrecht halten. Auch in dieser Beziehung möchten wir daran erinnern, dass vor dem Kriege zahlreiche ausländische jüngere Offiziere aus Frankreich, Italien, Schweden, Türkei und China längere Zeit bei uns weilten. Nun besteht offenbar im Auslande, unabhängig von den Wünschen der einzelnen Armeen, neuerdings die Auffassung, dass es wertvoll wäre, einzelne jüngere Offiziere vorübergehend zu unsern Schulen zu kommandieren. Wir anerkennen, dass heute in dieser Hinsicht vielleicht vermehrte Vorsicht und Zurückhaltung am Platze sind. Da es sich jedoch bei diesem Austausch gewöhnlich um jüngere Offiziere im Grade eines Hauptmanns oder Majors handelt, dürften die politischen Rückschlüsse nicht so schwerwiegend ausfallen, als wenn es sich um besonders markante Führungspersönlichkeiten des Auslandes handelt. Die ausländischen Armeen möchten bei uns vor allem die Organisation des Milizsystems näher kennen lernen und sind besonders auch interessiert an unserer Ausbildung in schwierigem Gelände. Selbstverständlich sind auch wir der Auffassung, dass diesen ausländischen Offizieren keine besonders wichtigen Gebiete der Landesverteidigung gezeigt werden sollen und dass es beispielsweise bei Fliegern nicht angezeigt ist, sie zu Schulen einzuladen, die auf den Kriegsflugplätzen des Zentralraumes üben. Dagegen hätten wir keine Bedenken, mit einiger Zurückhaltung einzelne jüngere Offiziere zu den normalen Rekrutenschulen im Mittelland zuzulassen, immer unter dem Vorbehalte der gebotenen Gegenseitigkeit.

In bezug auf unsere Neutralität darf ja auch in Erinnerung gerufen werden, dass wir jederzeit bereit sind, einen Austausch mit andern Ländern in Erwägung zu ziehen. Leider sind aber dahin gerichtete Bemühungen mit Oststaaten ergebnislos gewesen. Wir wären Ihnen, sehr geehrter Herr Bundesrat, dankbar, wenn Sie vom Standpunkte Ihres Departementes aus zu dieser Frage Stellung nehmen würden[6] und möchten es auch Ihnen überlassen, diese Frage in den nächsten Tagen allenfalls im Bundesrate zur Sprache zu bringen[7]. Zu Ihrer Orientierung diene lediglich, dass wir gegenüber dem englischen Kriegsministerium bis Ende des Monats zu- oder absagen müssen.

---

6. *Vgl. das Schreiben von M. Petitpierre an K. Kobelt vom 28. März 1951. Nicht abgedruckt.*
7. *Vgl. die beiden Verhandlungsprotokolle der 27. und 28. Sitzung des Bundesrates vom 9. bzw. 13. April 1951,* E 1003(-)1970/343/R 3105.

86

E 2800(-)1967/60/20
[DoDiS-8158]

Le Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique, A. Zehnder[1]

RAPPORT SUR MA VISITE À STOCKHOLM DES 5, 6 ET 7 MARS 1951

MX Confidentielle Berne, 21 mars 1951

I. Protocole

Au début de février 1951, M. Dag Hammarskjöld, alors secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères de Suède, a fait procéder à des sondages auprès de moi, par le Ministre de Suède à Berne[2], afin de savoir si je ne pourrais pas lui rendre visite à Stockholm pour discuter de certaines questions intéressant les deux pays et ayant trait à la politique économique internationale. D'emblée il a été clair que la réponse ne pouvait être négative, M. Hammarskjöld nous ayant toujours renseignés sur les intentions suédoises, depuis qu'il avait pris en main la direction des affaires dont il s'agit. Il s'était notamment rendu à mon invitation les 30 septembre et 1er octobre 1950 à Zurich pour discuter les problèmes du commerce ouest-est et de l'avenir de l'OECE[3]. D'entente avec le Chef du Département politique, j'ai donc donné une réponse affirmative.

Quelques jours après ces sondages, M. Hammarskjöld a été nommé membre du Cabinet suédois et chargé, en tant que Ministre sans portefeuille, de la coordination politique des questions économiques internationales. En confirmation de ses sondages il m'adressa, en date du 14 février, l'invitation[4], au nom du Gouvernement suédois, de venir pour quelques jours à Stockholm en me priant de fixer une date. Je répondis le 17 février[5] et proposai les 5 et 6 mars, désireux que j'étais de connaître au préalable les résultats de la conférence du 28 février à Berne sur les mêmes questions avec les Ministres de Suisse aux Etats-Unis d'Amérique, en Grande-Bretagne et en France[6].

J'arrivai à Stockholm le 4 mars à 21h30. M. Hammarskjöld avec un de ses collaborateurs m'attendait à l'aéroport. M. Vallotton, Ministre de Suisse, était également présent. Grâce à l'invitation de M. Vallotton à loger à la Légation, j'ai pu, sans brusquer les Suédois, refuser leur aimable offre de loger à leurs frais au Grand-Hôtel.

---

1. *Une copie de ce rapport fut remise à tous les Conseillers fédéraux, à J. Hotz, H. Homberger, P.-H. Thévenaz, aux Ministres de Suisse à Stockholm, Londres, Rome, Washington et Paris, respectivement H. Vallotton, H. de Torrenté, E. Celio, K. Bruggmann, P. A von Salis. Le rapport circula également chez J. Decroux, E. von Graffenried, W. Bossi et Ch. Daniel.*
2. *Staffan John Söderblom.*
3. *Non retrouvé.*
4. *Non reproduite.*
5. *Non reproduit.*
6. *Cf. N° 84 dans le présent volume.*

La première conférence en tête-à-tête avec M. Hammarskjöld a été fixée le 5 mars à 11h au Ministère des Affaires étrangères, et suivie d'un déjeuner entre quatre yeux dans un restaurant de la vieille ville. Une nouvelle réunion a eu lieu à 16h en présence du Ministre de Suisse et des collaborateurs de M. Hammarskjöld. Le soir, un dîner de 18 couverts a été offert par M. Hammarskjöld auquel assistaient entre autres M. Undén, Ministre des Affaires étrangères, M. Vallotton, M. Lundberg, Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, M. Bohemans, Ambassadeur de Suède aux Etats-Unis, M. Böök, Président de la Banque nationale de Suède, etc.

Le lendemain, j'ai été reçu à 12h30 par le Président du Conseil, M. Erlander. A 13h, M. Vallotton rendait l'invitation de la veille par un déjeuner de 22 personnes auquel il avait aimablement convié, en dehors de M. Hammarskjöld, ses collaborateurs et les fonctionnaires diplomatiques de la Légation, quelques personnalités intéressantes de la vie spirituelle de la capitale, quelques membres de la colonie suisse, le chef du protocole[7] et quelques amis du corps diplomatique.

Après le déjeuner, une dernière conférence eut lieu au Ministère des Affaires étrangères, et mes obligations officielles prirent ainsi fin dans la capitale suédoise.

Le 8 mars, de grand matin, je quittai Stockholm et retrouvai en avion M. Hammarskjöld en route pour Paris à la conférence du Conseil de l'OECE à l'échelon ministériel.

II. Conférences en relation directe avec ma visite à Stockholm

A. Généralités

Jetant un coup d'œil rétrospectif, je suis impressionné par la tendance empirique des Suédois de résoudre les problèmes de l'heure et rien que ceux-ci. Ni M. Hammarskjöld ni ses collaborateurs n'ont jamais exposé un problème dans son ensemble avec ses aspects particuliers ou connexes. Ils n'ont jamais esquissé une ligne de conduite générale, mais se sont toujours arrêtés à celui parmi les aspects particuliers qui demandait une solution immédiate. Il y a là une manière, toute différente de la nôtre, d'aborder un problème. En improvisant, ils sont plus rapides que nous, mais la ligne de leur politique est plus sinueuse que la nôtre[8]. Il y a inévitablement des contradictions, ce qui explique, en partie tout au moins, le mécontentement de la presse qui, n'étant pas renseignée sur l'ensemble d'un problème, ne sait pas à quoi s'en tenir dans le détail.

L'ambiance des conversations officielles a été des plus chaleureuses. On exposait franchement les difficultés et demandait conseil là où l'on ne savait que faire. De mon côté, je répondais par la franchise.

Il n'y a pas eu de négociations, et nous n'avons pas établi de ligne de conduite commune. J'ai limité mon mandat aux conversations.

---

7. *Le baron Ramel.*
8. *Cf. table méthodique du présent volume:* Doctrine officielle de la neutralité.

B. Commerce Ouest-Est

Ce fut le thème principal de nos conversations[9].

Quelle que soit la volonté de collaboration de la Suède avec les pays occidentaux, la réalité ne lui permet pas de céder à la pression américaine. L'industrie lourde – essentielle pour la Suède –, dépend des fournitures polonaises du charbon silésien. La Suède fournit dans les pays de l'est des roulements à billes, des produits semi-fabriqués de l'industrie de l'acier et des alliages de métaux, du papier et de la cellulose, des installations mécaniques pour la production desdits produits et enfin des installations complètes et en partie de l'industrie électrique à faible tension. Ses fournitures sont donc composées de produits de haute valeur stratégique. Même si elle ne consentait qu'à réduire l'exportation de l'un ou de l'autre des produits en question, elle risquerait de provoquer la réduction ou l'arrêt des importations de charbon polonais. Or, les réserves actuelles de la Suède en charbon polonais ne couvrent que les besoins de 15 jours! Dans ces conditions, il paraît impossible qu'elle puisse céder à la pression américaine. M. Hammarskjöld est embarrassé et essaiera de gagner du temps en négociant avec les Américains. C'est la raison de la présence à Stockholm de l'Ambassadeur de Suède aux Etats-Unis d'Amérique. Voici les instructions que ce dernier a reçues:

1) Commenter les chiffres de la balance commerciale suédoise avec les pays de l'est en

a) démontrant le peu d'importance que ce commerce représente relativement aux besoins des pays satellites et de l'Union soviétique,

b) insistant sur l'importance des matières premières soustraites à la production de guerre russe moyennant leur importation en Suède,

c) et prouvant ainsi que la balance stratégique est favorable à l'Ouest.

Il est possible qu'il soit plus facile à la Suède qu'à la Suisse de fournir cette preuve puisque la première reçoit, outre le charbon polonais, des quantités intéressantes de minerais russes.

2) Essayer d'obtenir des Américains que certaines catégories de roulements à billes soient rayées de la liste «embargo» et insérées dans la liste «courant normal».

3) Si les Américains voulaient accepter la notion de la balance stratégique et apporter les allégements demandés à l'exportation des roulements à billes, les Suédois seraient, de leur côté, prêts à garantir que leurs exportations ne dépasseraient pas le courant normal ou, plus exactement, qu'elles se tiendraient dans les limites du commerce normal.

4) Les négociations en vue d'un arrangement final sur les bases esquissées devraient avoir lieu à Stockholm.

Les Suédois paraissent être plus avancés que nous dans leurs concessions tout en refusant, comme nous, d'appliquer les listes américaines. En effet, ils n'ont jamais supprimé le contrôle des exportations et peuvent donc fournir aux Américains le commentaire détaillé du commerce avec les pays de l'Est en ce qui concerne l'aspect particulier de l'application des listes. Ils savent

---

9. *Cf. table méthodique du présent volume:* Commerce Est-Ouest.

donc qu'il leur suffit de régler la question de quelques articles d'exportation (roulements à billes, produits semi-fabriqués en acier et en alliages) de manière à pouvoir continuer les livraisons pour ménager la chèvre et le chou.

J'ai attiré l'attention de M. Hammarskjöld sur le danger de négocier, l'expérience du blocus prouvant qu'il est impossible de satisfaire le partenaire sans accepter la presque totalité des ses exigences. Les négociations à Stockholm risqueraient donc, à mon avis, d'aboutir à l'application des listes américaines par la Suède.

Les Suédois n'ont pas encore réfléchi à l'éventualité des listes noires. Comme nous, ils ont relevé une pression exercée par les Américains directement auprès des maisons suédoises d'exportation. Ils ont avoué que certaines maisons commencent à ne plus accepter de commandes des pays de l'Est. Un peu frivolement, ils pensent que l'attitude des maisons privées pourrait sortir le Gouvernement de l'embarras. La formule: «l'industrie ne livrerait plus, mais le Gouvernement n'empêcherait pas les livraisons» leur paraît viable au cas où les négociations avec les Américains n'aboutiraient pas.

Contrairement à ce que nous avons vu en Suisse, ni le transit ni le financement du transit par la Suède ne jouent un rôle important dans le commerce Ouest-Est. La Suède ne se trouve, par conséquent, pas dans l'obligation d'imiter la mesure du certificat à l'importation, mesure arrêtée par le Conseil fédéral le 30 janvier.

Toutes les exportations étant soumises depuis longtemps au contrôle, une mesure spéciale analogue à celle que le Conseil fédéral a arrêtée le 11 décembre 1950 pour empêcher la réexportation en l'état de matières premières rares, était superflue[10]. Les mesures en vue du contrôle de l'exportation du matériel de guerre proprement dit sont à quelques exceptions près identiques à l'arrêté du Conseil fédéral du 28 mars 1949[11]. Le maniement pratique des autorisations à l'exportation est analogue au nôtre avec la différence que l'accent ne repose pas sur la notion du pays importateur foyer de guerre potentiel, mais sur celle du courant normal.

Aucune instruction ne sera donnée aux Ministres de Suède à Londres et à Paris, le Gouvernement suédois ayant constaté que la Grande-Bretagne et la France ne s'étaient ralliées à la démarche américaine que pour prouver la solidarité des puissances atlantiques.

Une nouvelle démarche conjointe a été annoncée à M. Hammarskjöld à mon départ de Stockholm, mais il ne la recevra qu'à son retour de Paris.

C. Matières premières rares

Les Suédois n'ont eu aucun scrupule d'accepter dans les 48 heures l'invitation du Gouvernement américain à participer aux travaux du Comité du molybdène et du tungstène. Ils considèrent, jusqu'à preuve du contraire, la nouvelle organisation pour la répartition de matières premières rares comme une organisation économique dont la création est due à des considérations essen-

---

10. *Cf. RO, 1950, pp. 1372–1377.*
11. *Cf. RO, 1949, pp. 315–322, et DDS, vol. 17, N° 123* (DoDIS-4180).

tiellement économiques. Par ailleurs, le fait que les comités ne pourront émettre que des recommandations permettra au Gouvernement suédois d'examiner, dans chaque cas particulier, le côté politique d'une recommandation et de répondre, le cas échéant, à celle-ci par une fin de non-recevoir.

Vu l'urgence et afin d'assister, dès le début des travaux, à toutes les réunions du Comité, les Suédois ont désigné un membre de leur Ambassade à Washington comme représentant de la Suède. Ils envisagent, cependant, de confier, par la suite, la représentation des intérêts suédois dans ce Comité, et si possible aussi dans les autres comités, à un personnage de marque de l'industrie lourde suédoise. La décision de principe et le choix du représentant dépendront de la tournure que prendront les travaux au sein des Comités.

Quant au Groupe central qui, à l'avis des Suédois, n'est qu'une espèce de for à l'intérieur duquel les trois Grands essaieront de concilier leurs intérêts et qui, par rapport aux comités spécialisés, ne jouera que le rôle d'un secrétariat de coordination, la Suède aimerait bien que l'OECE y fût représentée pour défendre les intérêts communs de l'Europe et notamment pour «dépolitiser» le Groupe, si une telle tendance devait s'y manifester. Ils ont donc été favorables au voyage de M. Stikker et de M. Marjolin à Washington et à l'insertion de la clause concernant l'OECE dans la réponse à l'invitation adressée aux puissances de prêter leur collaboration aux Comités spécialisés.

Comme chez nous, ce n'est pas le molybdène et le tungstène qui intéressent la Suède, mais tous les métaux non ferreux et ce n'est qu'avec l'espoir de pouvoir travailler dans les coulisses du Comité des métaux non ferreux que la Suède s'est contentée de n'être représentée qu'au Comité du molybdène et du tungstène.

D. Organisation Européenne de Coopération Economique

Au début de cette année, la Suède a présenté à l'Organisation Européenne de Coopération Economique (OECE) un mémorandum tendant à fusionner l'OECE et le Conseil de l'Europe[12]. Cette initiative téméraire à laquelle M. Hammarskjöld attache une très grande importance, risque de créer pour la Suisse une situation extrêmement pénible au sein de l'OECE. Avant mon départ, je caressais l'idée de demander à M. Hammarskjöld de retirer son projet, mais j'ai dû très vite me rendre à l'évidence que je subirais un échec. En effet, le premier thème que M. Hammarskjöld aborda fut celui de la fusion des deux organisations européennes. A l'appui du projet suédois, il invoqua l'argumentation suivante:

1) Les Britanniques sont en train de se retirer des affaires de l'Europe. Ils sont notamment opposés à tout élargissement des compétences de l'Assemblée consultative à Strasbourg. L'OECE les gêne moins, mais là encore ils ne sont pas disposés à laisser contrecarrer leur politique commerciale par des initiatives tendant trop à souligner le caractère supranational de l'OECE.

2) Il est dans l'intérêt évident de l'Europe que les Britanniques ne se désintéressent pas d'elle. Il faut donc tout faire pour ne pas décourager les

12. *Cf. table méthodique du présent volume:* La Suisse et l'Organisation européenne de Coopération économique.

Britanniques. A cette fin, il paraît indiqué de parer au pire en choisissant le moindre mal, c'est-à-dire de renoncer au Conseil de l'Europe en donnant plus de poids à l'OECE, seule organisation européenne qui a fait ses preuves.

3) Les hommes d'Etat qui représentent leur Gouvernement au sein du Conseil de l'Europe et du Conseil de l'OECE sont identiques. Ils traitent dans les deux organismes souvent les mêmes questions. C'est une perte de temps que l'on ne saurait justifier à l'époque actuelle. On rendrait service à tous les Etats en réduisant au minimum le nombre des conférences internationales faisant double emploi.

4) Ce qui vaut pour les hommes d'Etat s'applique également aux fonctionnaires. Quels abus de temps et de forces que de refaire au Conseil de l'Europe tout le travail fait déjà pour l'OECE! Une répartition à l'avance s'est avérée impossible, les deux organisations veillant jalousement à leur indépendance complète quant au choix des problèmes à traiter.

Les arguments que j'ai retenus plus haut sont pour ainsi dire les arguments officiels. Or il y a, à la base de la proposition suédoise, une pensée intime. La voici:

A l'avis suédois, la politique britannique connaît une hiérarchie des valeurs. Au sommet de celle-ci, les Suédois voient: l'alliance avec les Etats-Unis et les intérêts du *Commonwealth* britannique. Ils rangent dans la deuxième catégorie les événements mondiaux pouvant influer directement sur les intérêts britanniques indiqués ci-dessus, à savoir: ONU, conférences internationales à caractère politique, guerres locales, questions économiques mondiales etc. Les questions de l'Europe ne se trouvent, toujours à l'avis des Suédois, que dans le troisième compartiment, et enfin les relations bilatérales entre la Grande-Bretagne et chacun des pays européens s'insèrent encore plus bas.

Il serait donc peu conforme à l'intérêt de l'Europe de remplacer la collaboration britannique multilatérale par une collaboration bilatérale. L'importance de l'Europe baisserait ainsi d'un étage tandis qu'elle augmenterait d'intérêt si l'on réussissait à donner à la collaboration multilatérale politique en Europe un accent de collaboration économique mondiale dans le cadre régional de l'Europe.

Les informations que les Suédois possèdent confirment les nôtres, à savoir que les Britanniques considèrent le Conseil de l'Europe et l'OECE un peu comme des «cadavres»; d'où l'initiative suédoise tendant à faire revivre l'intérêt britannique pour les affaires européennes.

A bord de l'avion par lequel je rentrais à Berne, M. Hammarskjöld me dit qu'en présence de l'attitude négative de la Suisse à l'égard de son mémorandum, il proposerait à Paris l'institution d'un comité d'études. La portée exacte du mandat pourrait être discutée encore, mais il espérait que la Suisse n'hésiterait pas à faire partie de ce comité. J'ai réservé l'étude préalable du mandat.

En général, la Suède est favorable à une certaine activité spectaculaire de l'OECE. M. Hammarskjöld se rend compte que l'on est en train d'y aborder l'étude de problèmes qui, à l'heure actuelle, ne sauraient être résolus par l'OECE. Il est notamment d'avis que l'on n'arrivera pas à harmoniser la politique des prix ou la politique à l'exportation de produits recherchés d'origine européenne ou la politique commerciale en général. Il est d'avis également

qu'il est temps de consolider la libération de 60% et d'ajourner toute nouvelle initiative allant au-delà de ce pourcentage. Il a été très heureux de voir l'opposition suisse au sujet de la non-discrimination dans le secteur des produits non libérés, mais contrairement à notre avis, il considère que le système de contingents globaux serait une solution judicieuse. Avec nous il trouve inadmissible la résolution prise par le Comité de direction de l'EPU invitant l'Allemagne à déclarer hors vigueur les accords commerciaux bilatéraux. La Suède, comme nous d'ailleurs, s'opposera à la tendance de ce comité de direction de s'ériger en instance supranationale donnant des ordres à des gouvernements.

III. Autres questions traitées

A. Allemagne

M. Undén m'a parlé de la question allemande. Il est de l'avis que le réarmement de l'Allemagne serait, à l'heure actuelle, une faute politique du point de vue européen. Si les Occidentaux veulent négocier la renonciation au réarmement de l'Allemagne occidentale, tant mieux pour eux, mais il y aurait, à son avis, deux catégories de risques: l'échec des négociations à quatre – ce qui obligerait alors les Alliés de procéder, même contre leur gré, au réarmement de l'Allemagne pour être logiques et ne pas perdre la face et, secundo, les conditions auxquelles la République fédérale subordonnerait son consentement au réarmement.

Mais le problème particulier auquel il était désireux d'apporter une solution immédiate était celui de l'établissement des relations diplomatiques avec le Gouvernement allemand de Bonn. Il a chargé M. Hammarskjöld d'approfondir avec moi ce problème lors d'une des conférences au Ministère des Affaires étrangères en présence des juristes du Ministère. Cette conférence a eu lieu à la fin de la dernière journée.

Les Suédois rencontrent les mêmes difficultés que nous, difficultés dues à leur politique de neutralité[13]. En effet, pour eux la division de l'Allemagne n'est qu'une expression du conflit Ouest-Est. La reconnaissance de l'un ou de l'autre des deux gouvernements ne peut être considérée comme un acte en dehors de ce conflit. C'est une prise de position. La volonté politique en Suède tend à ne reconnaître que le Gouvernement de Bonn dans les limites du pouvoir effectif qu'il exerce sur une partie du territoire de l'ancien Reich. Or, les juristes sont embarrassés puisque l'acte constitutif de l'indépendance de la République fédérale sur le plan de la politique extérieure, tel qu'il ressort de la convention conclue entre les Alliés et Bonn, constate que le Gouvernement de M. Adenauer «est le seul Gouvernement légal représentant le peuple allemand». La prétention de l'Allemagne occidentale d'étendre son pouvoir au-delà du territoire sur lequel il exerce son autorité y est donc expressément stipulée. Le Gouvernement de Bonn, lui-même, va encore plus loin. Il s'identifie, en effet, avec l'ancien Reich allemand.

Devant ces difficultés d'ordre juridique, les Suédois voulaient se baser sur la construction juridique suivante:

---

13. *Cf. PVCF N° 566 du 16 mars 1951,* E 1004.1(-)-/1/527 (DoDiS-8077).

L'Allemagne occidentale est un pays occupé. La souveraineté y est exercée par la Commission interalliée. Pour des raisons pratiques, celle-ci a délégué et continue à déléguer certains pouvoirs au Gouvernement allemand. Elle vient de déléguer, entre autres, au Gouvernement de M. Adenauer le droit de légation actif et passif et la politique extérieure, en général, mais elle continuera à avoir un droit de regard, et, le cas échéant, le droit de veto. On ne peut donc pas dire qu'en établissant des relations diplomatiques, la Suède reconnaîtrait implicitement la souveraineté entière au Gouvernement de Bonn ou sa prétention d'être le seul successeur de l'ancien Reich. Le fait d'accréditer à Bonn un ambassadeur ou un ministre ne changerait donc, à l'avis suédois, rien à la situation telle qu'elle a existé jusqu'ici. Ce n'est qu'un pas dans la direction de la normalisation des relations avec l'Allemagne de l'Ouest sous le régime d'occupation interalliée.

J'ai expliqué les raisons pour lesquelles cette construction juridique n'était pas défendable et j'ai avancé notre construction de deux gouvernements «en guerre» sur le territoire de l'ancien Reich. En présence d'une telle situation de fait, assez fréquente dans la doctrine, on n'a jamais reconnu les deux gouvernements à la fois. Pour choisir, il est admis de se baser sur l'intérêt du pays qui reconnaît. Le Conseil fédéral n'a jamais reconnu et n'a pas l'intention de reconnaître la division de l'Allemagne. S'il l'avait fait, il rendrait un mauvais service aux Allemands eux-mêmes qui tiennent, et les deux gouvernements ne cessent de l'affirmer, à l'unité de l'Allemagne. Pour parer au reproche de s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Allemagne, le Conseil fédéral n'exclut pas la possibilité d'entretenir avec le gouvernement sur le territoire duquel les intérêts suisses sont moindres, des relations de fait. La solution est analogue à celle que nous avons adoptée à l'époque lors de la guerre civile d'Espagne.

Quelle que soit la construction juridique que les Suédois adopteront finalement, ils sont résolus, d'ores et déjà, de recevoir à Stockholm un agent diplomatique allemand et d'envoyer à Bonn un agent diplomatique suédois. Quant à son rang, les Suédois attendaient la conférence des pays nordiques, à la fin de la semaine passée, pour le fixer. Vu l'importance de l'Allemagne occidentale pour la Suède, ils proposeront un ambassadeur, mais se tiendront à la décision prise par la conférence nordique.

B. Accords de Washington

M. Undén s'est intéressé aux négociations à Berne qui ont débuté lors de mon séjour à Stockholm[14]. Nous avons constaté qu'il n'y a pas de comparaison possible entre la situation de la Suisse et celle de la Suède. Les Suédois ayant renoncé au principe sacré pour nous «pas d'expropriation sans indemnisation effective», les problèmes difficiles à résoudre pour nous ne se posent pas pour eux. C'est ainsi que les Suédois sont d'avis que la promesse des Alliés de faire accepter par l'Allemagne, dans le traité de paix à conclure, l'expropriation des avoirs allemands en Suède a été suffisante pour procéder à

14. *Cf. PVCF N° 258 du 2 février 1951,* E 1004.1(-)-/1/526.

l'exécution. L'indemnisation des Allemands en Allemagne serait par conséquent une affaire à régler entre le Gouvernement allemand et les intéressés avec l'aide des Alliés ou même sans celle-ci.

C. Union Européenne de Paiements

M. Hammarskjöld désirait savoir comment nous avions résolu le problème de deux pays non liés par aucun accord de paiements, mais faisant partie tous deux de l'Union européenne de paiements. Il a fait allusion à la Belgique. Je lui ai expliqué que nous nous basions sur les chiffres belges indiquant les soldes de la balance des paiements à la fin d'un mois. Et le contrôle par nous? J'ai dû avouer qu'il n'existait pas. Alors M. Hammarskjöld m'a dit qu'il croyait savoir que les chiffres belges étaient exagérés et qu'il fallait prendre garde, car les Belges profiteraient de ce manque de contrôle.

D. Politique de stockage

Le Président du Conseil, M. Erlander, en présence d'une pression assez forte de milieux économiques et militaires, pression tendant à mettre à contribution des fonds d'Etat en vue de constituer des stocks de vivres et de matières premières en Suède pour le cas d'un conflit armé en Europe, hésite à s'avancer dans cette voie. Il m'a demandé si nous partagions sa manière de voir que cet automne déjà une chute de prix pourrait se produire aux Etats-Unis du fait que ceux-ci auront accompli ou même dépassé les plans de stockage. Je n'ai pas caché qu'il m'était presque impossible de répondre, mais que nous avions entendu les mêmes réflexions chez nous. Ma première impression est, cependant, que le stockage en Suède est insuffisant (charbon 15 jours!). M. Erlander a répondu qu'il avait d'autres difficultés que la Suisse: il ne disposait ni de devises libres ni d'or pour procéder à des achats massifs à l'étranger, et la Suède était débitrice à l'égard de beaucoup de pays. Dans ces conditions, il ne pouvait faire que le strict minimum. Le danger de guerre en Europe s'éloignant et une chute des prix aux Etats-Unis étant possible, il devait agir, vu la situation déficitaire de la balance des paiements suédoise, avec beaucoup de prudence.

E. Indochine

Avant mon départ, mes collaborateurs m'avaient prévenu que les autorités locales en Indochine demandaient le renouvellement de l'exequatur accordé à l'époque à notre consul à Saigon[15] par le Gouvernement français. J'ai donc demandé à M. Undén s'il y avait des raisons pour la Suède de revenir sur l'ancienne décision de ne pas reconnaître le Vietnam, Laos et Cambodge. La Suède n'ayant ni intérêts dans ces pays ni consul, la question ne se pose même pas pour eux. M. Undén n'a pas l'intention de changer d'avis considérant que l'élément d'instabilité qu'il avait relevé dans sa réponse à l'Ambassadeur de France continuait à persister en Indochine.

---

15. *Sur la situation des Suisses en Indochine, cf. la lettre de J. Studer à A. Zehnder du 20 août 1952,* E 2001(E)1972/33/78 (DoDiS-7043).

IV. Tour d'horizon politique

Je retiens de la conversation avec M. Undén quelques conclusions, sans entrer dans les considérations qui sont, ce qui est compréhensible, d'ordres différents: logique, intuitif et émotionnel.

1) Il n'y a pas de danger immédiat de guerre pour l'Europe. Selon les renseignements suédois, les Russes n'ont pas l'intention de prendre les devants et de courir, en ouvrant les hostilités en Europe, un risque imprévisible.

2) Il faut compter, à l'avenir, avec une activité accrue sur le plan du *Kominform*. L'épuration se fait dans tous les pays européens en vue de renforcer les troupes de choc communistes. Cette cinquième colonne communiste profitera de toutes les occasions favorables pour semer la discorde et, le cas échéant, pour passer à des actions de sabotage.

3) Les Russes paraissent avoir peur du réarmement de l'Allemagne qu'ils considèrent comme seul adversaire capable de leur créer de graves difficultés en Europe. Leur désir de régler avec les Occidentaux ce problème qui les préoccupe, paraît être sincère. Méfiants à l'égard des Américains, les Russes ne paraissent pas croire que les Américains voudront renoncer à ce plan.

4) Il y a quelque chance que la conférence préliminaire réussisse à établir l'ordre du jour de la Conférence à quatre. Il faudrait, pour cela, que le problème du réarmement allemand figurât comme point premier de l'ordre du jour. Les Russes ne voudront ouvrir les discussions sur aucun autre point de l'ordre du jour sans être rassurés au préalable qu'ils auront gain de cause sur le premier.

5) La guerre de Corée se prolongera, sans doute. Le Comité de l'ONU qui s'occupe de cette question et dont un diplomate suédois est membre, attend le moment où l'équilibre des forces sera rétabli. On pense à une zone démilitarisée le long du 38me parallèle. L'attitude de M. MacArthur qui ne s'est pas et ne veut pas se prononcer au sujet d'un dépassement nouveau du 38me parallèle, décidera du sort de ce plan. Il y a des signes de lassitude chez les Chinois.

6) Pour la Suède, le centre de préoccupations paraît être l'Iran. Il faut compter avec la possibilité d'une révolution. Dans cette éventualité, l'Iran courrait le danger d'une ingérence des Grandes Puissances, ce qui déclencherait la guerre générale, puisque ni les Russes, ni les Américains, ni les Anglais ne pourront agir par représentation.

7) La politique de neutralité, telle que nous la concevons, n'est pas possible pour la Suède. Il y a la solidarité nordique a laquelle la Suède est très attachée. Il y a aussi la Finlande qui demande de la Suède beaucoup de considération à l'égard des Russes.

M. Undén s'est plaint de l'incompréhension de l'opinion publique suédoise pour sa politique. Celle-ci avance toujours comme exemple la Suisse, or la Suisse n'est ni membre des Nations Unies ni liée à d'autres pays par des liens analogues à ceux des pays nordiques entre eux. Enfin, la Suède n'a pas renoncé à une politique active dans l'intérêt de la paix, ce qui la met, à l'heure qu'il est, souvent dans des situations extrêmement délicates.

8) Comme indication générale, il suffit de partir de l'idée que la Suède consulte volontiers la Grande-Bretagne, tout en se réservant naturellement l'entière liberté de décision.

9) M. Undén serait heureux de voir continuer les contacts personnels avec les hommes d'Etat suisses qu'il a inaugurés par sa visite à Berne[16]. Il serait particulièrement heureux de pouvoir inviter Monsieur le Conseiller fédéral Petitpierre à venir à Stockholm et d'apprendre qu'il accepterait son invitation, en dépit des difficultés, qu'il connaît, pour nos conseillers fédéraux de se rendre à l'étranger.

16. *Sur la visite de Ö. Undén en Suisse qui a eu lieu le 1er octobre 1948*, cf. E 2001(E)1970/217/82.

87

E 7110-01(-)1976/125/4
[DoDiS-8146]

Die Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements an die Société de la Viscose suisse[1]

EINFUHR VON ZELLULOSE

Kopie
S *Bern*, 30. März 1951

Mit Ihrem an das Eidg. Volkswirtschaftsdepartement gerichteten Schreiben vom 13. d. M.[2], das uns zur direkten Beantwortung überwiesen wurde, geben Sie Ihrer Sorge in bezug auf die Beschaffung ausreichender Mengen Zellulose Ausdruck. Angesichts der bestehenden Schwierigkeiten beantragen Sie den Abschluss zwischenstaatlicher Vereinbarungen, insbesondere mit Schweden, Finnland, Norwegen, Kanada, Österreich und Deutschland, um, soweit möglich, die von diesen Ländern für die Schweiz zur Verfügung gestellten Quantitäten Zellulose zu erhöhen.

Wie Sie wissen, wurden vorerst autonome schweizerische Massnahmen ergriffen, soweit dies zurzeit überhaupt möglich ist, die, wenn auch vielleicht erst auf längere Sicht hin und bloss indirekt, an der Besserung der von Ihnen geschilderten Situation zum Teil beitragen könnten. So wurde u. a. die Holzausfuhr der Kontrolle unterstellt, und ganz allgemein wurden die in Betracht fallenden eidgenössischen Stellen auf die absolute Notwendigkeit aufmerksam gemacht, alles zu unterlassen, was die gegenwärtigen Schwierigkeiten erhöhen könnte. Dabei sind wir uns bewusst, dass eine spürbare Entspannung in der Versorgungslage nur durch die Erhöhung der Zelluloseimporte herbeigeführt werden kann, und wir setzen als selbstverständlich voraus, dass auch Sie in dieser Hinsicht nicht untätig bleiben. Was die von uns bestehenden Möglich-

1. *Dieses Schreiben wurde von K. Ris unterzeichnet.*
2. *Vgl. das Schreiben der Société de la Viscose suisse an das Volkswirtschaftsdepartement vom 13. März 1951,* E 7110(-)1967/32/25.

keiten und bereits unternommenen Schritte in bezug auf die von Ihnen erwähnten Länder betrifft, beehren wir uns, Ihnen folgendes zur Kenntnis zu bringen:

Schweden. Ihre Bemerkung, wonach die Lieferanten von Zellulose sich nicht nur ausserstande erklären, grössere zusätzliche Mengen abzugeben, sondern mit ihren Lieferversprechen mehr und mehr in Rückstand geraten, bezieht sich, wie wir annehmen, insbesondere auf dieses Land. Was die Erhöhung der für die Schweiz bestimmten Mengen betrifft, stossen wir auf die grosse Schwierigkeit, dass unsere Unterhändler anlässlich der letzten Verhandlungen, die zwecks Festsetzung von Kontingenten stattfanden, aus den Ihnen bekannten Gründen nicht in der Lage waren, schweizerische Einfuhrkontingente für schwedische Zellulose in einem Umfang zu konzedieren, wie sie Schweden beantragte. Was die Lieferungsrückstände für bereits bestellte Ware betrifft, sind diese zweifelsohne auf die anormal grosse Nachfrage zurückzuführen und zum Teil wahrscheinlich auch auf die bei den Produzenten herrschende Tendenz, von den von Quartal zu Quartal steigenden Preisen zu profitieren. Sofern eine Erhöhung des schwedischerseits für unser Land reservierten Volumens überhaupt erwirkt werden kann, wird dies u. E. nur anlässlich regulärer Verhandlungen möglich sein. Solche Verhandlungen sind auf Ende April d. J. in Aussicht genommen, und Sie können versichert sein, dass die schweizerische Delegation keine Mühe scheuen wird, um zum bestmöglichen Resultat zu gelangen.

Kanada. Seit mehreren Wochen schon bemüht sich auf unseren Auftrag hin die Schweiz. Gesandtschaft in Kanada, um Möglichkeiten ausfindig zu machen, die es den schweizerischen Interessen gestatten würden, Zellulosekäufe in diesem Land zu tätigen. Aus den bisherigen Berichten geht indessen hervor, dass die Produktionskapazität Kanadas auf lange Sicht hin ausverkauft ist und höchstens kleinere Zufallsposten frei gemacht werden könnten, wobei sich allerdings die Frage stellen würde, ob die kanadischen Verkäufer, die noch vor kurzer Zeit sich erfolglos bemühten, in der Schweiz Offerten unterzubringen, bereit wären, zu erschwinglichen Preisen ein Land zu bedienen, das nicht zu den traditionellen Abnehmern zählt.

Österreich. Bekanntlich bestehen mit diesem Land keine Kontingentsvereinbarungen, sodass die Bezugsmöglichkeiten einzig von der allfällig noch verfügbaren Menge und den verlangten Preisen abhängen. Wir beauftragen jedoch unsere Gesandtschaft in Wien, zu untersuchen, ob Möglichkeiten bestehen, auf irgendeinem Weg österreichische Lieferungen zustande zu bringen, und sobald wir im Besitz der Antwort unserer diplomatischen Vertretung in Österreich sind, werden wir Sie entsprechend benachrichtigen.

Finnland. Wie Ihnen bekannt ist, gelang es, aus diesem Land grössere Zuteilungen zu erhalten, als vertraglich vorgesehen war, und wir werden selbstverständlich jede sich bietende Möglichkeit ergreifen, auch dort der Schweiz zusätzliche Kontingente zu sichern. Dass Ihre seinerzeitige Anregung, die ungewöhnliche Preissteigerung in Finnland durch eine entsprechende Exportabgabe auszugleichen, nicht realisiert werden konnte, ist bekanntlich darauf zurückzuführen, dass die mitinteressierte schweizerische Exportindustrie diese Abgabe als völlig untragbar kategorisch ablehnte.

Norwegen. Anlässlich der letzten Verhandlungen mit diesem Land, d. h. im Januar 1951, haben wir uns sehr ernsthaft bemüht, ein Kontingent für Zellulose zugesichert zu erhalten. Leider scheiterten unsere Bemühungen, die auch vom Vertreter des Vororts des Schweiz. Handels- und Industrie-Vereins unterstützt wurden, an der Tatsache, dass Norwegen materiell überhaupt nicht in der Lage war, für die Schweiz irgendwelche Mengen zu reservieren, weil die gesamte norwegische Produktion auf längere Zeit hinaus an die traditionellen Grossabnehmer verkauft ist.

Deutschland. Infolge der heute sehr unübersichtlichen Situation der gesamten deutschen Wirtschaft ist es im Moment praktisch unmöglich, zu beurteilen, inwiefern allfällige schweizerische Schritte einen Erfolg zeitigen könnten. Immerhin haben wir von Ihren Wünschen unseren Dienst Deutschland in Kenntnis gesetzt, und es ist selbstverständlich, dass wir bei der allernächsten sich bietenden Gelegenheit auch in diesem Land zu Ihren Gunsten unternehmen werden, was überhaupt möglich ist.

Wir gestatten uns, zu wiederholen, dass wir in Kenntnis der Schwierigkeiten, welchen Sie begegnen, jede sich bietende Möglichkeit ergreifen werden, Ihnen behilflich zu sein und hoffen, dass unsere gemeinsamen Anstrengungen mit der Zeit zu einem mindestens annehmbaren Ergebnis führen werden.

88

E 2001(E)1967/113/152
[DoDiS-7927]

Der Leiter der Schweizerischen Diplomatischen Mission bei der Alliierten Hohen Kommission in Deutschland, A. Huber, an den Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, A. Zehnder

S Geheim Köln, 31. März 1951

Ich danke Ihnen verbindlichst für die Übermittlung des Bundesratsbeschlusses vom 15. d. Mts. betreffend die Errichtung einer Schweizerischen Gesandtschaft bei der Bundesrepublik[1]. Da in der Begründung auf die Möglichkeit der Aufnahme direkter Beziehungen zur ostdeutschen Regierung hingewiesen wird, erlaube ich mir zu dieser Frage, die unser Verhältnis zu Westdeutschland tief berührt, einige Erwägungen zu unterbreiten.

Die Bundesrepublik erhebt Anspruch, ganz Deutschland zu verkörpern. Sie hat aber daraus auch die Konsequenzen gezogen: in rechtlicher Beziehung vertritt sie die These von der Identität der Bundesrepublik mit dem ehemaligen Reich. Deren praktische Bedeutung zeigte sich z. B. bei der Anerkennung der deutschen Auslandsschulden. Es bedarf keiner Worte, dass dieser Standpunkt für eine Reihe schweizerischer Belange der denkbar günstigste ist. Er

1. *Der Bundesratsbeschluss datiert nicht vom 15., sondern vom 16. März 1951, vgl. BR-Prot. Nr. 566 vom 16. März 1951,* E 1004.1(-)-/1/527 (DoDiS-8077).

verspricht eine einigermassen befriedigende Regelung des Problems der Auslandsschulden und dürfte auch die von uns angestrebte Weitergeltung der deutsch-schweizerischen Staatsverträge ermöglichen. Wenn wir aber die aus dieser These sich ergebenden Vorteile in Anspruch nehmen wollen, so müssen wir uns sehr ernstlich fragen, ob wir diese These anfechten wollen.

Übrigens hat die deutsche Auffassung starke Berührungspunkte mit der schweizerischen These. Obersatz unserer Deutschlandpolitik war, dass Deutschland als einheitliches Völkerrechtssubjekt nicht zu existieren aufgehört hat. Wir erklärten ferner, jeden Schritt zu vermeiden, der die gegenwärtige Spaltung völkerrechtlich sanktionieren würde. Dies würden wir aber tun, wenn wir nach der Anerkennung der Bundesrepublik auch die Volksdemokratische Republik durch Aufnahme diplomatischer Beziehungen ausdrücklich anerkennen würden. Diesen Schritt müssen wir daher vermeiden, wenn wir mit unserer grundlegenden Konzeption, nichts zur Verewigung der deutschen Spaltung beizutragen, in Einklang bleiben wollen. Wir müssen ihm aber ausweichen, wenn wir die auf dem Spiele stehenden schweizerischen praktischen Interessen, welche überwiegend in Westdeutschland gelegen sind, bestens wahren wollen. Eine Anerkennung der Deutschen Demokratischen Republik würde aber zweifellos die moralische Wirkung, welche in Bonn mit der Aufnahme diplomatischer Beziehungen erreicht wurde, weitgehend zunichte machen, mehr, sogar eine ernste Trübung bringen; in der Tat würde die doppelte Akkreditierung im Osten und Westen einen Lebensnerv Bonns berühren, denn für die Bundesrepublik wird unsere These «nichts tun, was die deutsche Spaltung völkerrechtlich verewigt» geradezu zur Maxime!

Unbestreitbar ist, dass wir die schweizerischen Interessen in der Ostzone nicht ohne jeden Schutz lassen können[2]. Wir müssen versuchen, für die einzigartige Lage, in der sich die Schweiz in dieser Hinsicht befindet und die sich von derjenigen fast aller anderen Staaten unterscheidet, Verständnis bei der Regierung der Bundesrepublik zu wecken. Ich tue dies vorsorglicherweise seit Monaten! Es empfiehlt sich aber behutsam und langsam vorzugehen. Zunächst sollte schweizerischerseits keine Initiative gegenüber der Deutschen Demokratischen Republik ergriffen, sondern zugewartet werden bis letztere an uns herantritt. Dann ist der Moment gekommen, zum Gegenangriff auszuholen und auf die schreiende Diskrepanz in der Behandlung der schweizerischen Interessen im westlichen und östlichen Deutschland hinzuweisen. Während die Bundesrepublik die berechtigten schweizerischen Interessen in jeder Hinsicht respektiert und Verständnis für die Lösung der schwierigen Probleme zeigt, erfolgen seitens der Deutschen Demokratischen Republik nur gravierende Verletzungen der schweizerischen Interessen. Solange solche Verhältnisse herrschen, haben wir keine Veranlassung Eingriffe mit Entgegenkommen zu entgelten! Die Behandlung der ostdeutschen Anliegen sollte sich nach der Einstellung und dem Verständnis richten, die die Deutsche Demokratische Republik gegenüber den schweizerischen Belangen aufbringt.

---

2. *Zur Frage der schweizerischen Interessen in der DDR vgl. Nr. 19, Anm. 3, in diesem Band.*

Es sollte auch vermieden werden, dass wir uns bei allfälligen Schritten gegenüber der Deutschen Demokratischen Republik allein befinden. Es ist allerdings kaum anzunehmen, dass viele Staaten einen modus vivendi zur Deutschen Demokratischen Republik suchen werden, schon aus dem einfachen Grunde, weil die meisten keine erheblichen Interessen in der Ostzone zu verteidigen haben. Dies trifft vor allem für die drei westlichen Besatzungsmächte, aber auch für alle kleinen Alliierten zu. Von den Neutralen dürften Spanien und Portugal aus ideologischen Gründen von jedem Schritt absehen. Dagegen kommen theoretisch in Betracht einen modus vivendi mit der Deutschen Demokratischen Republik zu suchen: Indien, Schweden und eventuell der Vatikan. Meines Erachtens sollten wir daher abwarten was diese Staaten unternehmen. Jedenfalls sollte als maximale Konzession ins Auge gefasst werden die Errichtung gegenseitiger Handelsvertretungen. Dies dürfte hier gerade noch tragbar sein. Damit könnten die wichtigsten praktischen Interessen gewahrt und in politischer Beziehung ein gewisses *appeasement* herbeigeführt werden.

89

E 2300 Rio de Janeiro/8
[DoDiS-8684]

Der schweizerische Gesandte in Rio de Janeiro, E. Feer, an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre

MOBILMACHUNG SÜDAMERIKAS GEGEN DEN KOMMUNISMUS

PB Nr. 2 Rio de Janeiro, 31. März 1951

Schon einige Wochen bevor Herr Neves da Fontoura, der neue brasilianische Kanzler im Kabinett Vargas[1], nach Washington verreiste, um sein Land an der IV. Konferenz der amerikanischen Aussenminister zu vertreten, sagte er mir, im Mittelpunkt der Diskussionen würde die Frage stehen, mit welchen gemeinsamen Massnahmen die Länder der panamerikanischen Union[2] der kommunistischen Gefahr entgegentreten sollen. Auf der amerikanischen Botschaft sah man das Programm von Washington von einem anderen Gesichtswinkel aus. Das nordamerikanische Stichwort für die Zusammenkunft von Washington war schon einige Wochen früher von Herrn Edward Miller Jun., *Assistant Secretary of State for Interamerican Affairs*, gegeben worden, der in einer Rundreise, die gerade der Vorbereitung dieser Konferenz galt, alle südamerikanischen Hauptstädte aufgesucht hat. Seit dieser Rundreise Millers, der ein energischer und kluger Kopf ist, ist es kein Geheimnis mehr,

1. *Zu G. Vargas und zur Zusammensetzung seines Kabinetts vgl. den politischen Bericht Nr. 1 von E. Feer vom 19. Februar 1951,* E 2300 Rio de Janeiro/10.
2. *Zur Schaffung der Panamerikanischen Union vgl. DDS, Bd. 17, Nr. 72, Anm. 1* (DoDiS-4185).

dass die offiziellen Kreise in Washington über die militärische Hilfe, die man im Kriege gegen die nordkoreanische Aggression[3] von den südamerikanischen Partnern bis jetzt erhalten hat, bitter enttäuscht sind. Südamerika verlange immer nur wirtschaftliche Hilfe und handelspolitisches Entgegenkommen, Ausdehnung des Marshallplanes auf die lateinischen Nachbarn, vermehrte Kreditgewährungen durch die Export-Importbank, usw., aber von Gegenleistungen, die nicht gerade die Form der Entsendung von Truppen annehmen müsste, höre man nichts. Washington sei diesmal entschlossen, mit allem ihm zur Verfügung stehenden Nachdruck, nicht nur im Rahmen der Vereinigten Nationen einen positiven Beitrag seiner südamerikanischen Partner im Kampf gegen den Weltkommunismus zu verlangen, sondern auch im Felde der panamerikanischen Union. Eine Mobilmachung Südamerikas gegen den Kommunismus sei umso wichtiger als diese Länder in Lake Success ja über 21 Stimmen verfügen, mit denen sie in allen wichtigen Entscheidungen leicht den Ausschlag geben können.

Nun hat ja diese IV. Konferenz der amerikanischen Aussenminister bereits begonnen und Staatssekretär Acheson hat in seiner klaren Eröffnungsrede die drei Hauptpunkte des Programms herausgeschält. Sie sind:

1. Möglichst rasch die Verteidigung des amerikanischen Kontinents zu organisieren, wobei auch die Frage der Bildung einer panamerikanischen Armee sozusagen als mobile Polizeitruppe gegen den Kommunismus geprüft werden soll.

2. Massnahmen im Kampf gegen den Kommunismus im Innern.

3. Bewirtschaftung der produktiven Kräfte des Kontinents, im Hinblick auf diesen politischen Kampf, wobei die USA den schwächeren Partnern Garantien geben will, dass sie das Risiko aus forcierten Produktionserweiterungen späterhin, wenn sich die Weltlage wieder beruhigt hat, mit den Lieferländern teilen will. Diese Garantie ist für einen Kontinent, dessen Export immer noch zu 90% aus Rohstoffen besteht, besonders wichtig.

Obschon die Konferenz von Washington ein epochemachendes Programm aufweist und geeignet sein könnte, einen Wendepunkt in der panamerikanischen Politik darzustellen, ist man hier geneigt, nicht zu viel von ihr zu erwarten. Als militärpolitischer Faktor ist Südamerika, wenn man die Kräfteverteilung zwischen Moskau und seinen Satelliten einerseits und der «partnership of the free world», wie sie Acheson bezeichnet hat, andererseits betrachtet, erbärmlich schwach. Die Nordamerikaner selbst meinen, es sei besser, in Korea keine südamerikanischen Truppen zu haben, weil schon jetzt das Volksgemisch und die Verschiedenheit der Ausbildung und der Bewaffnung die Einheitlichkeit in der strategischen Führung erschwere. Dagegen sind die südamerikanischen Länder natürlich in der Lage, an die Lebensmittelversorgung der Truppen und unter Umständen auch mit Rohstofflieferungen für die Kriegsproduktion an die gemeinsamen Leistungen beizutragen, wobei ihre Leistungsfähigkeit naturgemäss durch ihre wirtschaftliche und devisenpolitische Schwäche beschränkt ist. Im Rahmen der Aktion der Vereinigten Nationen

---

3. *Vgl. Thematisches Verzeichnis in diesem Band:* Korea.

wird man also von Südamerika keine grossen Überraschungen erwarten dürfen. Auch mit dem eigentlichen Punkt 1 der Konferenz von Washington wird man nicht viel weiter kommen, da die Voraussetzung einer koordinierten Verteidigung des Kontinents, bzw. der Schaffung einer panamerikanischen Polizeitruppe in erster Linie die militärische Dachorganisation des eigenen Landes ist. Eine schlagfertige Armee unterhält aber ausser Argentinien kein einziges der südamerikanischen Länder und gerade Argentinien ist ja bekanntlich der am schwersten zu behandelnde Partner[4].

Unter Programmpunkt 2 ist von der Washingtoner Konferenz schon etwas positiveres zu erwarten. Bereits hat die militärisch-politische Kommission der Kanzler gestern einstimmig die sogenannte Erklärung von Washington gutgeheissen, die den Kampf gegen den Kommunismus zum Gegenstand hat, und die hier als ein ernstlicher Versuch betrachtet wird, die südamerikanischen Staaten auf diesem Felde zu mobilisieren. Auf lange Sicht wird die Wirksamkeit dieser Entschliessung wohl dadurch geschwächt werden, dass Argentinien und Mexiko versuchen, das Prinzip der strikten Nicht-Intervention in die inneren Verhältnisse der Vertragsstaaten, auch im Rahmen dieser Resolution durchzusetzen, wodurch eine nicht unerhebliche Schwächung des solidarischen Vorgehens im Kampfe gegen den Kommunismus bewirkt wird. Wenn einer der Vertragsstaaten plötzlich das Opfer eines kommunistischen Putsches würde, wären durch diese Klausel die Partner verhindert, im Interesse der kontinentalen Harmonie einzugreifen. Es gibt in Brasilien viele Leute von Einfluss, die glauben, dass Peron, wenn er einmal in ernste wirtschaftliche und innerpolitische Schwierigkeiten gerät, imstande wäre, mit dem Kommunismus zu paktieren. Die andere Alternative wäre eine militärische Diversion. Beides ist natürlich möglich, bevor ein verzweifelter Diktator die Waffen streckt, aber eine unmittelbare Gefahr bestimmt sicher nicht. Jedenfalls zeigt aber die Stimmung in Rio de Janeiro, dass man hier Argentinien nach wie vor als das Preussen Südamerikas betrachtet, dem nie ganz zu trauen ist. Die Nicht-Interventionsklausel im Pakt gegen den Kommunismus erscheint der brasilianischen Regierung mehr als nur ein Schönheitsfehler. Man findet, dass schliesslich alle südamerikanischen Regierungen ein gemeinsames Interesse haben sollten, kommunistischen Umsturzversuchen, wo sie immer stattfinden könnten, zum vorneherein mit allen Mitteln zu begegnen.

Die Erklärung Perons, dass Argentinien nun auch das Geheimnis der praktischen Auswertung der Atomenergie entdeckt habe[5] und dazu noch ein besonders billiges Verfahren, ohne Uranium oder Plutonium, hat hier entweder ungläubiges Kopfschütteln oder doch eine gewisse Nervosität hervorgerufen. Die offizielle Interpretation geht dahin, dass, wenn ein Regierungshaupt eines befreundeten Staates eine derartige Mitteilung in aller Form macht, dann müsse man sie ernst nehmen. Alle sind sich darin einig, dass die Ankündigung Perons nicht von ungefähr am Vorabend der Konferenz von Washington

---

4. *Vgl. Nr. 69 in diesem Band und den politischen Bericht Nr. 2 von E. Feer an M. Petitpierre vom 27. März 1950,* E 2300 Buenos Aires/10 (DoDiS-8685).

5. *Vgl. die Schreiben von M. Fumasoli an das Politische Departement vom 27. März 1951,* E 2001(E)1967/113/6, *und vom 1. Dezember 1952*, E 2001(E)1969/121/3.

stattgefunden hat. Der Präsident Argentiniens will damit, gemäss beliebter Taktik, den USA zur Kenntnis bringen, dass er ihre militärische Hilfe nicht braucht, wie auch Argentinien vom nördlichen Nachbar keine wirtschaftliche Hilfe erwarte. Argentinien ist und bleibt der Hecht im Karpfenteich der panamerikanischen Union.

PS. Über die Stärke und Gefährlichkeit der kommunistischen Bewegung in Brasilien ist es ausserordentlich schwer, zuverlässige Zahlen zu erhalten, da die kommunistische Partei hier seit Jahren verboten ist und an den Wahlen nicht in Erscheinung trat. Bei dem ausserordentlich niedrigen Lebensstandard der grossen brasilianischen Massen, ist die potentielle Gefahr einer kommunistischen Infiltration selbstverständlich stets vorhanden. Auf der anderen Seite verhindern aber die riesigen Entfernungen zwischen den Bevölkerungszentren und die schlechten Verkehrsmittel ein engeres Hand-in-Hand-Arbeiten der einzelnen kommunistischen Gruppen. So werden Demonstrationen arbeitsloser und hungernder Gruppen in einzelnen Landesgegenden von der Presse oft als kommunistische Aufstände dargestellt, in anderen Gegenden des riesigen Landes kaum beachtet.

Ich befasse mich zurzeit mit der Sammlung von Material über den Kommunismus in Brasilien[6].

---

6. *Vgl. seinen politischen Bericht Nr. 5 vom 25. Juni 1951*, E 2300 Rio de Janeiro/10.

90

E 2001(E)1969/121/31
[DoDiS-8545]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Conseil des Etats[1]

Réponse de M. le Conseiller fédéral Max Petitpierre

Berne, 3 avril 1951

Le problème soulevé par M. Malche[2] présente de multiples aspects. M. Malche pose au Conseil fédéral trois questions précises.

Le Conseil fédéral connaît-il les bulletins de presse édités par plusieurs Légations étrangères?

---

1. *Cette réponse de M. Petitpierre est envoyée aux représentations diplomatiques et consulaires suisses le 5 avril 1951.*

2. *Cf. l'Interpellation Malche, PVCE du 11 septembre 1950,* E 1401(-)-/I/295, *pp. 2–3.* Depuis plus d'une année, certaines Légations répandent par la poste, sous enveloppe ouverte, des bulletins qui paraissent fréquemment, jusqu'à deux ou trois fois par semaine. Ce genre de propagande n'est pas inconnu chez nous, surtout depuis l'époque fasciste et hitlérienne, mais ses auteurs actuels innovent en ce sens qu'il leur arrive d'utiliser l'immunité diplomatique pour les besoins de leur polémique internationale. Les bulletins dont il s'agit ne se bornent pas, en effet, à exalter un régime, en l'espèce le communisme, au détriment de tous les autres, ils attaquent et stigmatisent avec violence diverses nations

A cette question, je réponds: oui.

Le Conseil fédéral est-il disposé à dire ce qu'il en pense et quelle est son attitude en cette affaire?

Je vais m'efforcer de répondre à ces deux dernières questions.

C'est au cours de la dernière guerre que les Légations à Berne commencèrent à faire paraître des bulletins de presse. Après la guerre, cette pratique s'étendit.

Au début, ces bulletins donnaient avant tout des renseignements sur la vie politique d'un pays, sur les problèmes économiques, sociaux et culturels que ce pays avait à résoudre. Ces bulletins étaient destinés en premier lieu aux rédactions des journaux suisses, mais aussi à des hommes politiques ou à des branches de l'administration fédérale, et sans doute encore à des personnes susceptibles d'être intéressées par leur contenu. Ces bulletins avaient avant tout un caractère informatif et, même si certains d'entre eux pouvaient avoir un caractère tendancieux, un caractère de propagande, les termes et l'esprit dans lesquels ils étaient rédigés ne suscitaient aucune réaction de la part de ceux qui les lisent dans notre pays.

Au cours de ces dernières années, les choses ont changé. Aujourd'hui, le ton de certains de ces bulletins de presse s'est élevé et ces bulletins reproduisent assez fréquemment des articles ou le texte de discours dans lesquels d'autres Etats ou leurs Gouvernements, ou encore leurs hommes politiques, sont violemment et parfois même grossièrement pris à partie.

M. Malche a cité des exemples. Ceux qui lisent régulièrement ces bulletins de presse pourraient en donner d'autres. Il arrive que dans certains de ces bulletins on s'en prenne à la Suisse. Ainsi dans l'un d'entre eux, du 31 mai 1948, se trouve reproduit un article d'une revue étrangère contenant des phrases comme celles-ci: «Il est significatif que les autorités suisses se sont ruées à la défense non pas des intérêts de la Suisse, mais de l'‹honneur professionnel› de leurs riches patrons anglo-américains. N'est-ce pas de la servilité envers les impérialistes, envers les fauteurs d'une nouvelle guerre? On ne saurait qualifier autrement leur attitude.» Il s'agissait d'un article relatif à la saisie et à l'interdiction en Suisse d'une revue étrangère.

A côté de ces bulletins de presse, en général édités par elles, certaines Légations distribuent sur une large échelle des documents de propagande importés de l'étranger, soit des imprimés, des brochures, des dépliants, etc. Depuis quelque temps, le Ministère public fédéral et le Département politique ont reçu de multiples protestations d'entreprises et de personnes privées suisses qui reçoivent cette documentation sans l'avoir sollicitée et qui se plaignent surtout de continuer à la recevoir après avoir expressément demandé à la Légation en cause de cesser ses envois. Ce procédé a été relevé par plusieurs journaux, notamment par le «*Bund*» dans son numéro du 14 novembre 1950. Le quotidien bernois a publié une lettre d'un lecteur qui cite un certain nombre d'expressions relevées dans l'un de ces imprimés: «Terror-

---

qui sont également accréditées à Berne. Le Conseil fédéral connaît-il ces publications? Si tel est le cas, est-il disposé à dire ce qu'il en pense et quelle attitude il adopte en cette affaire?

bombenangriffe des amerikanischen Imperialismus in Korea …», «Die Provokation der imperialistischen Aggressoren», «Die Provokationen und Verleumdungen der Titobande …». Ce lecteur s'exprime en outre comme suit: «Keiner wird die Exterritorialität und die Vorrechte der Diplomaten höher schätzen als wir, keiner sie mehr respektieren und in entsprechenden Ehren halten. Das bedeutet aber nicht die wortlose Kenntnisnahme von Drucksachen, welche beleidigende Ausdrücke und Schmähungen gegen Staaten enthalten, mit denen wir in normalen diplomatischen Beziehungen stehen.»

Pour en revenir aux bulletins de presse des Légations, qui sont plus spécialement visés par l'interpellation, les autorités s'en sont occupées bien avant qu'ils provoquent les remous que l'on sait. Le Département politique a notamment fait procéder par nos missions diplomatiques à l'étranger à une enquête pour savoir quelle est la pratique suivie et quelles sont les dispositions prises dans les autres pays[3]. Les réponses que nous avons reçues constituent un volumineux dossier[4]. Il n'est pas possible d'entrer dans leurs détails. On peut cependant faire cette constatation essentielle que les pays qui admettent le principe de la liberté de la presse font preuve d'un libéralisme très large à l'égard des bulletins édités ou diffusés par des représentations diplomatiques. Ainsi le Gouvernement britannique, sollicité de réglementer la question, fit valoir que les dommages que peuvent causer ces bulletins de presse sont moindres que ceux qui résulteraient d'une restriction à la liberté de presse. Dans quelques pays, toutes les publications étrangères doivent être annoncées aux autorités. Dans certains pays, les autorités n'ont pas hésité à intervenir et sont allées jusqu'à interdire purement et simplement les bulletins de certaines Légations qui avaient pris une ampleur démesurée et contenaient tout autre chose que des renseignements sur la vie des pays dont les Ambassades ou Légations les éditaient.

Dans les pays à régime totalitaire, lorsque la liberté de la presse n'est pas restreinte par des prescriptions gouvernementales, elle l'est en tout cas par la nature même du régime. Si les missions officielles accréditées dans ces pays publient aussi des bulletins de presse, la tolérance dont on fait preuve à leur égard n'a qu'une portée théorique. Les conditions politiques dans les pays soumis à une dictature rendent impossible leur diffusion à des particuliers. Ils sont adressés tout au plus aux diplomates, parfois aux ministères ou aux rédactions de journaux.

Il n'y a aucun doute que ces bulletins de presse, par leur nombre, par la manière dont ils sont conçus et rédigés, constituent une propagande, non seulement en faveur de certains pays, mais aussi dirigée contre des pays avec lesquels nous entretenons des relations normales, et à l'occasion contre notre propre pays.

Quelle attitude devons-nous adopter à leur égard? Quel est, plus précisément et pour commencer, le point de vue juridique auquel-nous devons nous placer?

---

3. *Cf. la* Communication aux représentations diplomatiques et consulaires *du 15 septembre 1950. Non reproduite.*
4. *Non reproduites*.

Les dispositions du droit suisse éventuellement applicables sont contenues dans l'arrêté du Conseil fédéral du 8 mars 1946 concernant l'assouplissement des mesures qui restreignent la création de nouveaux journaux, périodiques et agences de presse et d'information[5]. Cet arrêté a été prorogé en dernier lieu jusqu'à fin 1951. Il interdit aux étrangers de créer de nouveaux journaux, périodiques et agences de presse et d'information sans une autorisation expresse du Département de justice et police.

Aucune des Légations qui publient un bulletin de presse n'a sollicité au préalable une autorisation de ce Département. Les autorités fédérales, de leur côté, n'ont jamais exigé des Légations qu'elles respectent cette prescription. En l'absence d'un critère précis, on ne peut guère attribuer aux bulletins de presse le caractère de journaux ou de périodiques au sens de l'arrêté, étant donné qu'il s'agit en général de bulletins polycopiés, d'un tirage relativement limité et qui ne sont pas mis en vente dans des magasins ou des kiosques à journaux, mais qui sont délivrés gratuitement. Il s'agit plutôt de circulaires ou si l'on veut de lettres périodiques composées dans les bâtiments mêmes occupés par les missions diplomatiques. La question aurait un aspect différent si cette documentation devait sortir des presses d'une imprimerie suisse ou encore si ces bulletins, imprimés à l'étranger, étaient expédiés en Suisse. On pourrait alors faire application des dispositions de l'arrêté du Conseil fédéral du 29 décembre 1948 visant la propagande subversive[6]. Le Ministère public fédéral pourrait saisir, en liaison avec les autorités douanières et postales, les objets pouvant servir à une propagande susceptible de mettre en danger la sécurité intérieure ou extérieure de la Confédération. Cet arrêté a d'ailleurs déjà permis de saisir des documents de propagande autres que des bulletins de presse.

Ce n'est cependant pas sur le terrain du droit suisse que notre position peut être arrêtée avec le plus de netteté. Comme il s'agit d'un problème qui intéresse avant tout nos relations avec des Etats étrangers, c'est plutôt le droit des gens qui doit commander notre attitude.

D'après le droit des gens, une des tâches principales des missions diplomatiques est de veiller au maintien de bonnes relations entre le pays qu'elles représentent et celui où elles sont accréditées. C'est dans ce cadre que doit se déployer leur activité. Elles ne peuvent pas en sortir sans aller contre l'esprit même du droit des gens et sans être infidèles à leur raison d'être.

Si des bulletins de presse donnent des renseignements objectifs, s'ils sont rédigés en termes courtois, leur publication et leur diffusion ne peuvent se heurter à aucune objection tirée du droit des gens. Au contraire, cette méthode de documentation moderne peut se révéler utile si elle tend à faire mieux connaître des pays étrangers dans leurs aspects politique, historique, culturel, économique et social. De la connaissance peut naître la compréhension.

En revanche, si ces bulletins, qui par leur caractère officiel sont en quelque sorte, sur notre territoire, la voix des Etats étrangers qui les publient, si ces bulletins prennent à partie, dans des articles polémiques ou injurieux, nos insti-

---

5. *Cf. RO, 1946, vol. 62, pp. 329–330*.
6. *Cf. RO, 1948, p. 1271*.

tutions ou nos autorités, les missions diplomatiques qui les éditent se mettent en contradiction avec les tâches qui leur sont assignées par le droit des gens.

De même, parce que la Suisse attache un grand prix au maintien des règles de la courtoisie internationale, elle ne doit pas admettre que, sur son territoire, des Etats étrangers ou leurs représentants attaquent, injurient ou diffament d'autres Etats ou d'autres Gouvernements avec lesquels notre pays entretient des relations normales. Il ne s'agit pas, bien entendu, de reconnaître ici que les autorités suisses, qui appliquent très largement le principe de la liberté de la presse, puissent être tenues pour responsables de ce qui se publie sur notre territoire. La question n'est pas là. Ce qu'il s'agit de souligner, c'est que, si le bulletin édité par une Légation établie à Berne suscite, en raison de ses attaques contre des personnalités ou des Etats étrangers, des réactions comme celles que nous avons observées en Suisse, cette Légation viole la règle du droit des gens selon laquelle les représentations diplomatiques doivent veiller au maintien de bonnes relations entre le pays qu'elles représentent et celui où elles sont accréditées. Si le bulletin de presse irrite une partie de notre opinion publique, dont le mécontentement s'est exprimé à plusieurs reprises par la voix de la presse, s'il indispose les particuliers, qui reçoivent souvent massivement des bulletins de propagande qui ne les intéressent pas, cette activité, qui va jusqu'à motiver au surplus des interpellations aux Chambres fédérales, n'est guère compatible avec la raison d'être d'une Légation.

Un examen approfondi du problème soulevé par M. Malche permet d'arriver aux conclusions suivantes:

Il y a tout d'abord une distinction à faire entre les bulletins de presse publiés par les Légations et les documents de propagande habituels: brochures, imprimés, dépliants, importés de l'étranger et distribués par les représentations diplomatiques. Cette propagande n'est pas tolérée lorsqu'elle peut constituer un danger pour la sécurité intérieure ou extérieure de la Confédération. La documentation subversive peut être purement et simplement saisie par les autorités postales au moment de sa diffusion en Suisse et sans tenir compte du fait que des missions diplomatiques servent d'organes de distribution. Cette saisie peut être opérée en vertu d'un arrêté du Conseil fédéral visant la propagande subversive, du 29 décembre 1948.

Quant aux bulletins de presse des Légations proprement dits, les autorités, comme je l'ai dit tout à l'heure, ne sont pas disposées à les admettre sous la forme imprimée. Si certaines Légations, pour tourner cette difficulté, devaient recourir aux services d'une imprimerie située hors de notre territoire, les autorités suisses assimileraient de tels bulletins, suivant leur contenu et malgré le papier à en-tête d'une Légation, à des documents de propagande politique imprimés à l'étranger et n'hésiteraient pas à tirer les conséquences nécessaires.

Quant aux bulletins de presse tels qu'ils se présentent sous la forme habituelle, c'est-à-dire polycopiés dans les locaux d'une mission diplomatique, voici les règles que nous estimons devoir appliquer:

Pour rester fidèles à notre tradition politique et aux principes en vigueur dans notre pays, les autorités fédérales ont l'intention de continuer à se montrer tolérantes. Cette attitude est semblable d'ailleurs à celle adoptée dans la plupart des pays à régime démocratique.

Nous ne pensons pas que le principe de la réciprocité doive être appliqué. Dans une matière comme celle qui nous intéresse, cette application pourrait aller à fin contraire. Toutefois nous exercerons, si cela nous paraît opportun, une vigilance accrue à l'égard des bulletins édités par des Légations représentant des pays où la publication ou la diffusion de tels bulletins est entravée soit par les conditions politiques du régime, soit par des instructions gouvernementales. C'est là un facteur qui, sans être décisif, peut être retenu dans l'examen des cas qui pourront encore se présenter.

Lorsque les bulletins de presse contiendront des articles ou des commentaires constituant une immixtion dans les affaires de notre pays, le Conseil fédéral se réserve d'intervenir en vertu du droit des gens. De même, si les bulletins de presse, contiennent, présentées sous une forme quelconque, des attaques injurieuses ou diffamatoires contre des Etats étrangers, leurs institutions, leurs personnalités politiques.

Enfin, si ces bulletins de presse devaient être considérés comme constituant une propagande susceptible de mettre en danger la sécurité intérieure ou extérieure de la Confédération, les autorités fédérales pourront y voir une infraction à l'arrêté du Conseil fédéral du 29 décembre 1948.

Quelles sont, pour terminer, les mesures pratiques et la procédure à suivre dans ces différentes éventualités?

Le Conseil fédéral aurait à suivre la voie de la procédure diplomatique. Une poursuite judiciaire est exclue, étant donnés les immunités et privilèges dont bénéficient les représentations diplomatiques.

L'action du Conseil fédéral s'exercerait de la manière suivante:

Le représentant diplomatique intéressé serait convoqué et son attention attirée sur le caractère inadmissible des bulletins de presse édités par sa Légation[7]. Il serait en outre invité à veiller à ce que dorénavant ces bulletins de presse soient conçus et rédigés d'une manière décente.

Si cette première intervention reste sans effet et en cas de récidive, le Conseil fédéral pourrait demander le rappel, soit du chef de mission intéressé, soit de son attaché de presse.

Eventuellement, la saisie du bulletin de presse pourrait être ordonnée. Mais comme la saisie ne peut pas être opérée dans les locaux de la mission diplomatique, elle serait limitée aux exemplaires du bulletin de presse sur lesquels il serait possible de mettre la main, soit en particulier ceux distribués par la poste.

Jusqu'à présent, les autorités se sont abstenues d'exercer un contrôle quelconque sur ces bulletins de presse. Il ne nous paraît pas opportun de déroger à cette pratique, par exemple en exigeant de chaque Légation le dépôt régulier auprès de l'administration fédérale des publications qu'elle édite ou diffuse. Une telle pratique s'apparenterait à la censure préventive. On pourrait y voir une entorse au principe de la liberté de l'information. Elle impliquerait en outre que tout ce qui est publié dans ces bulletins de presse a reçu l'agrément

---

7. *Cf. la notice de G. Keel à M. Petitpierre du 21 mai 1951* concernant la convocation des diplomates responsables du bulletin de presse des Légations de l'URSS et des démocraties populaires. *Non reproduite* (DoDiS-8548).

tacite des autorités fédérales, alors même qu'en fait, celles-ci se borneraient à en prendre connaissance. La meilleure censure, celle qui présente le moins d'inconvénients et la plus saine, est en définitive celle qui est faite par le public lui-même a posteriori. Les réactions provoquées au cours de ces derniers mois par les bulletins de presse émis par quelques Légations ont prouvé amplement que nous avons en Suisse une opinion publique très sensible aux excès dans le domaine de la propagande. C'est pourquoi l'intervention des autorités doit rester limitée au strict minimum et n'avoir lieu que lorsque des abus ont été commis.

En somme, le Conseil fédéral ne veut pas recourir à des méthodes bureaucratiques ou policières. Il ne veut pas étouffer ni même réduire la liberté de l'information lorsque cette information se manifeste sous la forme des bulletins de presse des Légations. Mais le Conseil fédéral cherchera à empêcher les excès et à veiller à ce que, sur le territoire de notre pays, les règles du droit des gens, les usages diplomatiques et les lois de la courtoisie internationale soient respectés.

91

E 2001-04(-)-/6/25
[DoDiS-8661]

Notice de l'Adjoint du Chef de la Division des Organisations internationales du Département politique, P.-R. Micheli

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

HK *Berne*, 20 avril 1951

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement a été créée en 1944 par la Conférence monétaire et financière des Nations Unies à Bretton Woods.

Comme son nom l'indique, elle a pour but d'aider à la reconstruction et au développement des territoires des Etats membres en leur fournissant les capitaux nécessaires pour relever les économies désorganisées par la guerre et pour augmenter les moyens de production et les ressources des pays insuffisamment développés.

La Banque se procure les capitaux dont elle a besoin par des emprunts[1]. Jusqu'à présent, la Banque n'a émis des emprunts qu'aux Etats-Unis. Elle est très désireuse de trouver d'autres sources de capitaux. C'est la raison pour laquelle elle a projeté d'effectuer des opérations financières en Suisse également[2].

En 1950 déjà, la Banque s'était enquise des conditions dans lesquelles elle pourrait émettre des emprunts en Suisse[3]. Elle demandait à conclure avec la

1. *Cette phrase est rajoutée ultérieurement dans le texte initial.*
2. *Sur les relations entre la Suisse et la BIRD, cf. DDS, vol. 17, N°s 3* (DoDiS-125) *et 26* (DoDiS-321).
3. *Cf. la lettre de P.-R. Micheli à R. Pfenninger du 29 avril 1950. Non reproduite.*

Confédération un arrangement lui reconnaissant les mêmes prérogatives et privilèges dont elle jouit dans les Etats membres. A côté des privilèges et immunités généralement concédés aux organisations internationales, les Etats membres lui ont en effet octroyé une exonération fiscale complète sur ses opérations financières. Afin de pouvoir travailler en Suisse à des conditions ne s'éloignant pas trop de celles dont elle bénéficie aux Etats-Unis, elle désirait (principalement) être libérée du droit de timbre et si possible de l'impôt sur les coupons.

Alors que la question des privilèges et immunités diplomatiques ne soulevait pas de difficultés majeures – car il n'y avait pas de raison de refuser à la Banque ce qui avait été octroyé aux autres institutions internationales en Suisse – il n'en fut pas de même de la question fiscale.

Une conférence des différents services de l'administration fédérale, qui s'est réunie en juin 1950, arriva à la conclusion qu'il était impossible d'accorder à la Banque l'exonération fiscale qu'elle sollicitait[4].

Ce point de vue fut communiqué au président de la Banque le 7 août 1950. M. Black fit part de sa déception au Chef du Département politique et envoya un représentant en Suisse pour entamer de nouvelles négociations[5].

La question fut alors réexaminée. Elle fut soumise à la délégation permanente afin d'établir jusqu'à quel point la Suisse aurait un intérêt à favoriser l'activité de la Banque[6].

Devant la délégation permanente, l'Administration fédérale des Contributions renouvela les réserves qu'elle avait formulées précédemment. Je voudrais résumer brièvement son avis. Le voici: la Suisse n'a aucune obligation de déférer aux désirs exprimés par la Banque. Elle ne fait pas partie de cet organisme et n'a pris aucun engagement à son égard. La situation réclamée par la Banque est d'ailleurs incompatible avec la législation en vigueur. Elle ne saurait être accordée sans l'approbation du Parlement. De toute façon, une exemption de l'*impôt sur les coupons* n'est pas concevable étant donné la nature de cet impôt. Quant à une exemption complète du *droit de timbre*, elle placerait la Banque dans une situation plus privilégiée que la Confédération elle-même, les cantons et les communes, qui ne bénéficient que d'une réduction de moitié de cette taxe.

De leur côté, le Département politique, la Banque Nationale suisse, le Vorort et l'Administration fédérale des Finances ont relevé l'intérêt général que nous aurions à faciliter l'émission en Suisse d'emprunts de la Banque pour la reconstruction. Cet intérêt est d'ordre politique, économique et financier.

Du point de vue *politique*: Les Etats membres ont reconnu que les tâches de la Banque justifient un traitement particulier. La Suisse pourrait difficilement adopter une autre attitude. Un refus de sa part pourrait être fâcheusement interprété comme un manque de solidarité internationale.

---

4. *Cf. le compte-rendu de la réunion du 21 juin 1950 de H. Thévenaz. Non reproduit.*
5. *Cf. la lettre de P.-R. Micheli à E. R. Black du 7 août 1950 et la lettre de E. R. Black à M. Petitpierre du 3 janvier 1951. Non reproduites.*
6. *Cf. la notice non reproduite. Cette séance s'est tenue le 24 janvier 1951.*

En matière *économique*, notre pays retirerait indirectement certains avantages d'emprunts émis chez nous. La Banque octroie des crédits à de nombreux pays, entre autres les pays de l'Amérique du Sud, comme le Brésil, l'Argentine et le Chili. Avec ces crédits, des travaux importants seront entrepris, travaux auxquels notre industrie pourrait être associée par la livraison de machines. La Banque contribuerait ainsi à ouvrir de nouveaux débouchés à notre exportation.

Du point de vue *financier*, il est désirable que les capitaux suisses puissent trouver des placements à l'étranger offrant une certaine sécurité. Les emprunts de la Banque donneraient cette possibilité. Il est donc souhaitable que la demande de la Banque ne soit pas repoussée[7].

Les membres de la délégation permanente sont arrivés ainsi à la conclusion qu'un geste devrait être fait envers la Banque. Ils ont reconnu avec l'Administration des Contributions, que l'exonération de l'impôt sur les coupons ne pouvait entrer en ligne de compte. En revanche, ils ont estimé que la Banque devrait être exonérée partiellement du droit de timbre. Une exonération complète leur a paru excessive, mais ils ont jugé que la Banque devrait bénéficier de la réduction de 50% reconnue à la Confédération, aux cantons et aux communes.

Nous avons donné connaissance de ces conclusions au délégué de la Banque internationale pour la reconstruction. Par lettre du 13 avril, M. Broches nous a déclaré que ces conclusions donneraient satisfaction à la Banque[8]. Il a toutefois demandé que nous incluions dans le projet d'accord une clause selon laquelle les avoirs de la Banque en Suisse seraient exemptés d'impôts comme ceux des autres organisations internationales. La Banque n'a pas l'intention d'utiliser immédiatement le produit de l'emprunt qu'elle fera en Suisse. Elle compte l'y laisser en dépôt. Une telle exemption correspondait à celle déjà accordée aux différentes organisations internationales dans notre pays. Nous croyons donc que l'on pourrait répondre affirmativement sur ce point.

Si ces conclusions rencontrent l'approbation de la délégation économique et financière du Conseil fédéral, nous pourrions procéder de la façon suivante:

Le Département politique proposerait au Conseil fédéral de signer avec la Banque l'accord que nous avons préparé sur le statut juridique de cette institution et qui a déjà été approuvé par les différents services de l'administration. Cet accord serait complété d'un chapitre sur le statut fiscal de la Banque[9].

Aux termes de cet accord, le Conseil fédéral reconnaîtrait la personnalité internationale et la capacité juridique de la Banque. Celle-ci ne serait assujet-

---

7. *A noter qu'en février 1951, les grandes banques suisses acceptent de placer en Suisse un emprunt de la BIRD de 50 millions de francs; cf. la lettre de la Société de Banque Suisse et du Crédit Suisse à la BNS du 27 février 1951*, E 6100(B)1973/141/180 (DoDiS-8680) *et la lettre de la BNS aux DFFD, DFEP et DPF du 7 mars 1951, ibid.* (DoDiS-8679).

8. *Cf. la notice de P.-R. Micheli pour A. Zehnder du 13 avril 1951 et la lettre d'A. Broches au DPF du 13 avril 1951. Non reproduites.*

9. *La phrase dans le texte initial est biffée* qui bénéficierait d'une réduction de 50% sur les droits de timbre.

tie à la juridiction des tribunaux suisses que pour son activité en Suisse. En d'autres termes, elle ne pourrait être actionnée devant nos tribunaux pour des actes accomplis hors de notre pays. L'accord lui reconnaîtrait le droit d'effectuer en Suisse toutes les opérations prévues dans ses statuts, sous réserve toutefois que la Banque Nationale suisse les ait préalablement approuvées. Ses *fonctionnaires* jouiraient des privilèges et immunités accordés aux fonctionnaires des Nations Unies. Nous avons prévu cependant que, contrairement à ce qui a été fait avec l'ONU, les fonctionnaires suisses de la Banque ne seraient pas exonérés des impôts sur leur salaire. En matière fiscale, la Banque bénéficierait d'une réduction de 50% sur les droits de timbre.

Les autres conventions passées entre le Conseil fédéral et des organisations internationales n'ont dans la règle pas été soumises à *l'approbation parlementaire*. La question peut se poser de savoir si une telle approbation est nécessaire dans le cas particulier. Suivant l'avis de l'Administration des Contributions, la délégation permanente a exprimé cette opinion. La portée des engagements que prendrait le Conseil fédéral envers la Banque dépasse en effet celle des engagements vis-à-vis d'autres organisations internationales.

92

[DoDiS-7703]
E 2001(E)1970/217/74

Le Chef du Service juridique du Département politique, R. Bindschedler, au Chef du Département politique, M. Petitpierre

PROPAGANDE CULTURELLE DES REPRÉSENTATIONS DIPLOMATIQUES. LES RELATIONS DE LA LÉGATION SOVIÉTIQUE À BERNE AVEC LA SOCIÉTÉ SUISSE-URSS.

Copie
BO Berne, 7 mai 1951

Les relations que la Légation soviétique à Berne entretient avec la société Suisse-URSS constituent-elles une activité illicite? Pour répondre à cette question, il faut partir de faits prouvés et dont il pourrait être fait état, le cas échéant, à l'égard du Ministre de l'URSS. La conviction que nous pouvons avoir que l'activité de la Société Suisse-URSS s'insère dans le plan général de la politique soviétique et que les autorités soviétiques la considère*[nt]* comme un des instruments de cette politique ne suffit pas pour motiver une intervention diplomatique de notre part.

[…][1]

---

1. *Suit un exposé sur les droits et obligations des missions diplomatiques dans le pays hôte.*

II.

La Légation soviétique à Berne entretient des relations suivies avec la Société Suisse-URSS[2], société qui, comme d'autres de ce genre, a pour but (avoué) de cultiver, en dehors de toute politique, les liens d'amitié entre les peuples suisse et soviétique et de travailler en Suisse à une meilleure compréhension de la culture soviétique. Pour autant donc, ces relations n'ont rien d'extraordinaire et la Légation soviétique ne se distingue pas en cela d'autres légations étrangères.

A lire les rapports de police qui nous sont soumis[3], on a l'impression cependant que la Légation soviétique utilise la Société Suisse-URSS à des fins autres que purement culturelles. C'est-à-dire qu'il y aurait immixtion politique. Mais les faits rapportés prouvent-ils une immixtion dans la politique de la Suisse?

Ces faits doivent être classés en deux catégories. Tout d'abord les faits contrôlables et sur lesquels pourrait être basée une protestation éventuelle auprès de la légation.

a) L'organisation de voyages en URSS; il ne ressort pas du rapport que l'organisation est le fait de la Légation, mais cela est de notoriété publique;

b) la présence à l'assemblée générale de la Société Suisse-URSS (Landeskonferenz), tenue à Bienne le 4 mars 1951, de trois diplomates soviétiques et le discours de l'un d'entre eux (Skobolev, 1er Secrétaire de légation);

c) l'activité de l'attaché culturel Skobolev au profit de la société et la fréquence des relations que cela suppose.

Ni l'un ni l'autre des points susmentionnés n'est susceptible de fournir la preuve d'une immixtion illicite dans la politique suisse. Il n'y a là, extérieurement, rien que ne se permettent aussi d'autres légations. On pourrait tout au plus relever que, lors de l'assemblée générale de Bienne, un délégué français s'est lancé dans une diatribe contre le plan Marshall et le pacte Atlantique, ce qui mettait certainement en cause la politique extérieure de la Confédération, alors que Skobolev lui s'est soigneusement abstenu de tout écart de ce genre et s'est contenté de louer l'activité de la Société Suisse-URSS. Etant donné qu'on ne saurait prouver que les diplomates soviétiques avaient été avertis du contenu du discours du délégué français, on ne saurait leur faire un grief d'avoir assisté à l'assemblée. Il reste toutefois que les débats en ont reçu un certain caractère politique et que les diplomates soviétiques auraient fait preuve de tact en se retirant.

Pour les autres faits allégués dans les rapports de police (critiques des autorités soviétiques et de la Légation adressées aux membres responsables de la société, ordres reçus de la Légation concernant le programme d'activité de la société ou, par exemple, la tenue de procès-verbaux), ils sont incontrôlables, de sorte qu'on ne saurait baser là-dessus une intervention diplomatique.

Il est vrai que, d'après la théorie bolchevique elle-même, la vie intellectuelle et artistique est fonction de la politique et que de ce point de vue toute pro-

---

2. *Au sujet de la Société Suisse-URSS, cf.* E 2001(E)1970/217/74, *DDS, vol. 16, N° 113* (DoDiS-49) *et DDS, vol. 17, N° 38* (DoDiS-1724).

3. *Non reproduits.*

pagande culturelle est en même temps propagande politique, et même propagande illicite parce que tendant nécessairement à favoriser l'introduction dans quelque pays que ce soit de certaines formes sociales et politiques. A cela s'ajoute que la Société Suisse-URSS n'est, en fait, rien d'autre qu'une succursale du PdA et qu'elle est dominée par des membres de ce dernier. La Légation d'URSS n'ignore pas ce fait et on pourrait en tirer la preuve qu'elle entend bien influencer la vie politique suisse par son entremise.

Toutefois, juridiquement parlant et même en fait il n'est pas possible de considérer toute manifestation ayant pour but de faire connaître la culture soviétique (et encore moins lorsqu'il s'agit d'œuvres russes prérévolutionnaires) comme une propagande illicite, ni d'identifier la Société Suisse-URSS avec le PdA. Il n'est pas possible non plus d'argumenter simplement avec l'identité de certains de leurs membres. Il en résulte qu'ici non plus il n'y a pas matière à intervention auprès de la Légation soviétique.

III.

Pour conclure nous constaterons qu'une intervention auprès de la Légation soviétique ne pourrait être suffisamment fondée en droit et en fait et qu'il faut donc s'abstenir de cette démarche tant que d'autres preuves ne sont pas en notre possession.

Il ne fait pas de doute pour nous cependant que la Légation joue un jeu incompatible avec ses obligations internationales. Cela justifie une surveillance étroite des faits et gestes de ses diplomates. Cette surveillance permettra peut-être d'accumuler de nouvelles preuves susceptibles cette fois de justifier une intervention diplomatique.

93

E 2800(-)1967/61/77
[DoDiS-8663]

Der Delegierte des Bundesrates für Spezialmissionen, W. Stucki, an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre[1]

Abkommen von Washington. Besprechungen in Bonn

B Vertraulich Bern, 7. Mai 1951

Entgegen der mir durch die Gesandtschaft in Köln gemachten Mitteilung, konnte ich den Bundeskanzler und Aussenminister, Dr. Adenauer, nicht sprechen, da er nach Strasburg verreist war. Er wurde vertreten durch den Staatssekretär im Auswärtigen Amt, von Hallstein. Im übrigen fanden die Diskussionen fast ausschliesslich statt mit dem Bundesfinanzminister Schäffer, seinem Staatssekretär Hartmann und dem Fachbearbeiter Ministerialdirektor Wolff.

1. *Die Besprechungen von W. Stucki in Bonn fanden hauptsächlich am 30. April 1951 statt.*

Die Atmosphäre dieser Verhandlungen war ungewöhnlich freundschaftlich, und es machte sich von deutscher Seite nicht nur keinerlei Verstimmung, sondern eine offensichtliche dankbare Anerkennung gegenüber der Schweiz geltend.

Ich legte zunächst dar, dass der Bundesrat, nach Aufnahme der diplomatischen Beziehungen mit der westdeutschen Bundesrepublik[2] Wert darauf lege, diese direkt über die schweizerische Stellungnahme zur Frage der deutschen Vermögen in der Schweiz zu orientieren. In diesem Sinne handle es sich bei meiner Reise um einen Akt der Höflichkeit und auch des gesunden Menschenverstandes, da man nach schweizerischer Auffassung schon vor einiger Zeit die deutsche Regierung zu den Besprechungen zwischen der Schweiz und den Alliierten in irgend einer Form hätte beiziehen sollen. Die Schweiz wünsche, fügte ich bei, mit ihrem nördlichen Nachbarn gute und freundschaftliche Beziehungen wieder herzustellen und würde es sehr begrüssen, wenn das schwierige Problem des Abkommens von Washington in einer Weise gelöst werden könnte, der auch die deutsche Regierung, wenn nicht formell, doch materiell zuzustimmen in der Lage wäre. Ich gab dann eine summarische Übersicht über die Verhandlungen von 1946 und die seitherige Entwicklung. Ich legte dar, dass und wie wir trotz starkem Druck von der andern Seite an dem Grundsatz festgehalten hatten, dass der von unsern Massnahmen betroffene Deutsche einen angemessenen Gegenwert in DM erhalten müsse.

Minister Schäffer fasste seinen Eindruck, sichtlich bewegt, in die Worte zusammen: «Ich hatte den Glauben an Recht und Moral verloren. Durch ihre mutige und konsequente Vertretung des Rechtsstandpunktes gegenüber einer mächtigen Staatengruppe hat mir die Schweiz einen Teil dieses Glaubens zurückgegeben. Wir sind ihr dafür zu grossem Dank verpflichtet.» Herr Schäffer unterstrich dann nachdrücklich, wie sehr man sich in Bonn über den Unterschied in der Haltung der Schweiz einerseits und der übrigen Neutralen – Schweden, Spanien, Portugal und Türkei – anderseits, bewusst sei. Er erklärte, dass natürlich die deutsche Regierung am liebsten sehen würde, wenn das Abkommen von Washington aufgehoben werden könnte, dass sie aber sehr wohl verstünde, dass die Schweiz durch ihre Unterschrift gebunden sei. Soweit es ihr rechtlich und materiell möglich sei, werde die Bundesregierung gerne mithelfen, zu einer für alle Beteiligen erträglichen Lösung zu gelangen.

Ich gab dann eine kurze Schilderung unserer jetzigen Verhandlungen mit den Alliierten und gab der Ansicht Ausdruck, dass der in Bern aufgestellte Kompensationsplan[3] auch für Deutschland annehmbar und sogar vorteilhaft sei. Die Alliierten könnten ja, auch nach dem neuen Besatzungsstatut, der deutschen Regierung die volle Entschädigung für die Liquidationssumme, gegen 400 Millionen Franken, auferlegen. (Es ist im Verlaufe der Besprechungen diese Kompetenz der Alliierten von deutscher Seite nie bestritten worden.) Statt dessen hätte Deutschland nur ca. DM 90 Millionen kurzfristig aufzubringen, erhielte einen gleich hohen Betrag in Schweizerfranken und müsste

2. *Vgl. BR-Prot. vom 16. März 1951,* E 1004.1(-)-/1/527 (DoDiS-8077).
3. *Zu den Verhandlungen mit den Alliierten und zum Kompensationsplan vgl. das Protokoll der Verhandlungen vom 14. März 1951,* E 2801(-)1968/84/91 (DoDiS-8671).

für die weitern 180 Millionen Titel ausgeben, die weitgehend verrechnet werden könnten mit den öffentlich-rechtlichen Schulden der Inhaber. Für die Hälfte der von Deutschland aufgebrachten Leistungen könne zudem eine Schweizerfranken-Schuld vermindert werden, die, wenn sie auch heute von der deutschen Bundesregierung noch nicht formell anerkannt worden ist, doch ohne jeden Zweifel in kurzer Frist anerkannt werden muss, wenn die Regierung von Bonn die Rolle des Nachfolgers des deutschen Reiches spielen wolle.

Schliesslich wies ich noch darauf hin, dass nach schweizerischer Auffassung die deutschen Berechtigten 50% ihrer Forderungen ohne irgendwelche Belastungen erhalten sollten und dass wir in dieser Hinsicht eine deutsche Unterschrift benötigten, bevor wir Schweizerfranken nach Bonn überweisen könnten.

Minister Schäffer machte folgende Einwendungen gegenüber dem schweizerisch-alliierten Plan, der ihm durch die Alliierten bekanntgegeben worden war:

1. Das deutsche Budget für 1951 ist vom deutschen Parlament genehmigt worden. Es ist vollkommen ausgeschlossen, aus den bewilligten Summen einen Betrag von 90 Millionen DM für die Durchführung des Planes abzuzweigen. Es müsste deshalb dem deutschen Parlament ein neues Kreditgesuch unterbreitet werden, was im Minimum vier bis fünf Monate erfordern würde und zu einer für alle Beteiligten unangenehmen Diskussion führen könnte.

2. Nach dem vorgesehenen Plan würde derjenige Deutsche, der sein Vermögen in der Schweiz gehabt hat, ganz ausserordentlich begünstigt gegenüber denjenigen, die ihre Werte in andern Ländern angelegt oder in Deutschland selber gelassen hatten. Eine Entschädigungszahlung der deutschen Regierung müsste betrachtet und gerechtfertigt werden unter dem Titel des Lastenausgleichs zu Gunsten der Deutschen, die im Ausland geschädigt wurden. Ganz allgemein kämen hiefür weniger als 10% der Verluste in Frage, während für die Deutschen, die ihr Geld der Schweiz anvertrauten, eine Entschädigung von 75% zu Lasten der deutschen Steuerzahler aufgebracht werden müsste. Dies verstosse gegen das in der Verfassung festgelegte Prinzip der Gleichbehandlung aller Deutschen.

Ich erwiderte sofort, dass uns diese Betrachtungsweise als vollkommen unrichtig erscheine. Wir legten ja gerade den grössten Wert darauf, dass der Deutsche, der sein Vermögen in die Schweiz gelegt hat, nicht zu Schaden kommen solle und dass deshalb zu seinen Gunsten ein Lastenausgleich im deutschen Sinne gar nicht in Frage komme. Wir könnten uns vielmehr vorstellen, dass die aus der Schweiz erhaltenen Entschädigungen in spätern Zeiten zum Lastenausgleich geradezu herangezogen werden könnten. Wenn man der deutschen Regierung gewisse Entschädigungszahlungen zumute, so liegt der Grund darin, dass die Alliierten, die 1946 ausschliesslich Gewalt in Deutschland ausübten, eben eine solche Verpflichtung eingegangen seien und diese nun heute zu einem kleinen Teil der deutschen Regierung auferlegen. Diese handle somit keineswegs auf Grund der kommenden deutschen Gesetzgebung über Lastenausgleich, sondern als gezwungene Vollzieherin der von den Alliierten der Schweiz gegenüber eingegangenen Verpflichtungen. Im übrigen stelle sich die Rechnung so:

50% der Entschädigung wird aufgebracht durch die Schweiz, indem sie ihr Guthaben belasten lässt.

12 1/2% werden aufgebracht wiederum durch die Schweiz, indem sie auf einen entsprechenden Anteil am Liquidationserlös verzichtet.

12 1/2% werden aufgebracht durch die Alliierten, indem diese ebenfalls auf entsprechende Anteile am Liquidationserlös verzichten.

25% werden aufgebracht durch die deutsche Regierung, die aber für nahezu 100 Millionen Franken in Devisen erhält.

Diese, für die deutschen Herren scheinbar ganz neue Argumentation machte sichtlich Eindruck, und namentlich der Finanzminister selber trat auf den Gedanken ein, dass auch moralisch derjenige eine Privilegierung verdiene, der sein Geld in ein Land gelegt hat, das sich nun so intensiv für die Wahrung des Privateigentums einsetzt.

3. Die Befreiung der ersten 50% von öffentlich-rechtlichen Abgaben ist nach der deutschen Gesetzgebung ohne besondere Schwierigkeiten durchzuführen und, ohne dass er dem Auswärtigen Amt oder dem Justizministerium vorgreifen wolle, glaubt er sagen zu können, dass eine deutsche Mitwirkung bei der Durchführung des Planes möglich wäre bei Aufrechterhaltung der grundsätzlich negativen Einstellung gegenüber dem Abkommen von Washington.

4. Die Ausgabe von Titeln, wie sie im schweizerisch-alliierten Plane vorgesehen sind, kann Deutschland nur mit Zustimmung des Parlamentes vornehmen. Es ist fraglich, ob eine solche erhältlich wäre.

Ich warf, rein persönlich und unverbindlich, die Frage auf, ob man diese grosse Schwierigkeit dadurch umgehen könnte, dass an Stelle von eigentlichen Titeln individuelle Schuldverschreibungen ausgestellt würden. Sie könnten auf den Betrag lauten, der den 50% nicht in bar ausbezahlten Beträgen, abzüglich der vom Gläubiger aus öffentlichem Recht geschuldeten Bussen, Steuern, etc. entsprechen würde. Herr Schäffer und ich behielten uns die Stellungnahme zu dieser Idee ausdrücklich vor.

5. Finanzminister Schäffer erklärte mehrfach, dass die Alliierten wohl das Recht hätten, der Bundesrepublik den Berner Plan durch ein alliiertes Gesetz aufzuzwingen, dass er aber nahezu sicher sei, dass dies aus politischen Gründen nicht geschehen werde. Trotzdem sei er zu einer weiteren positiven Mitarbeit sehr bereit, wobei deutlich zum Ausdruck kam, dass ihn ganz besonders die Schweizerfranken-Devisen lockten. Angesichts der grossen Bedeutung des Problems müsse er eine Vorlage an das deutsche Kabinett machen und diesem die Entscheidung überlassen.

Zum Schluss bedankte sich Minister Schäffer nochmals sehr herzlich für unsern Besuch – ich war bei allen Besprechungen begleitet vom schweizerischen Geschäftsträger in Köln, Herrn Aubert de la Rüe – und gab der Hoffnung Ausdruck, dass wir durch neue Besprechungen doch zu einer Lösung gelangen würden.

Auf seinen Wunsch orientierte ich kurz vor der Abreise den führenden Finanzsachverständigen der Alliierten Hohen Kommission in Bonn über das Resultat und den Sinn meiner Besprechungen mit den deutschen Vertretern.

94

E 7110(-)1967/32/1127
[DoDiS-7304]

Le Président de la Délégation suisse, H. Schaffner,
au Président de la Délégation indonésienne, H. Kartowisastro

Copie
L Berne, 10 mai 1951

Au cours des pourparlers qui ont eu lieu à Berne hier, il a été convenu de ce qui suit:

La créance de la maison Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon, Bührle & Co., Oerlikon, pour l'achat de matériel de guerre par le Gouvernement indonésien[1], se montant à 34/36 millions de francs suisses, sera payée en devises libres, en dehors de l'accord de paiements, conclu entre la Suisse et les Pays-Bas le 24 octobre 1945[2] et valable également pour le service des paiements entre la Suisse et l'Indonésie en vertu de l'accord commercial signé le 30 avril 1951[3].

Pour permettre à l'Indonésie de récupérer autant que possible ces devises libres, la Suisse se déclare d'accord de libérer dès maintenant les importateurs suisses de coprah, de tabac, de caoutchouc, d'étain et d'huile de palme d'origine indonésienne de l'obligation du paiement de ces marchandises par le truchement de l'accord de paiements précité pour les importations effectuées jusqu'au 31 janvier 1952, qui dépasseraient les contingents fixés dans la liste B I de l'accord commercial du 30 avril 1951[4]. Ces importations supplémentaires pourront donc être réglées en devises libres (dollars etc.). Il est bien entendu qu'il s'agit en la matière d'une concession suisse exceptionnelle qui ne doit aucunement constituer un précédent pour l'avenir.

Je vous prie de bien vouloir me confirmer votre accord sur ce qui précède[5].

---

1. *Cf.* E 2001(E)1970/217/224.
2. *Cf. RO, 1945, vol. 61, pp. 899–910.*
3. *Non reproduit.*
4. *Non reproduit.*
5. *Cf. la note de H. Kartowisastro à H. Schaffner du 10 mai 1951,* E 2001(E)1970/217/224.

95

E 2001(E)1967/113/838
[DoDiS-8447]

Der Direktor der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements, J. Hotz, an den schweizerischen Delegierten bei der OECE, G. Bauer

GATT/Angleichung der europäischen Zolltarife

S Bern, 29. Mai 1951

Wir danken Ihnen verbindlich für Ihr Schreiben vom 4. Mai 1951 und haben von Ihren aufschlussreichen Mitteilungen mit Interesse Kenntnis genommen[1].

Wir wissen die Haltung der Unterzeichnerstaaten des Torquay-Memorandums und insbesondere ihres holländischen Wortführers der Schweiz gegenüber sehr zu schätzen. Zweifellos hat unser Land auch ein grosses Interesse daran, die Bemühungen der erwähnten Ländergruppe zur Vereinheitlichung der europäischen Zolltarife aufmerksam zu verfolgen, da diese Länder einen Zustand anstreben, der unsern eigenen Gesichtspunkten für die Gestaltung des intereuropäischen Zolltarifniveaus durchaus entspricht. Darüber hinaus muss, ganz allgemein, unser Bestreben dahin gehen, den Kontakt mit den Initiativen, die sich in und um das GATT geltend machen, sorgfältig zu pflegen. Nachdem die Havanna-Charta – im Gefolge des Entscheides der amerikanischen Regierung, sie dem Kongress nicht mehr zur Ratifizierung vorzulegen – endgültig ad acta gelegt ist[2], und anderseits das GATT, das schon bisher als Ersatz für die Welthandelscharta gewirkt hat, offenbar zu einer permanenten Institution ausgebaut werden soll, geht, auf lange Sicht betrachtet, unsere Politik nach wie vor dahin, in der einen oder andern Form den Anschluss an diesen zukunftsreichen internationalen Organismus zu finden. Bisher hat allerdings einem Beitritt der Schweiz zum GATT immer das Ihnen bekannte Hindernis entgegengestanden, dass Hartwährungsländer nach den Bestimmungen des allgemeinen Teils des GATT gegen Diskriminationen von Ländern mit Zahlungsbilanzschwierigkeiten schutzlos sind – eine Situation, die für unsere exponierte, leicht verwundbare Aussenwirtschaft völlig unannehmbar ist. Wir geben die Hoffnung nicht auf, dass es gelingen könnte, mit der Zeit eine Revision der allgemeinen Vertragsbestimmungen des GATT im Sinne einer Anpassung an die viel modernern, wirklichkeitsnähern Vorschriften des Handelskodex der europäischen Zahlungsunion[3] herbeizuführen. Dies ist ein weiterer Grund, warum wir uns sorgfältig hüten müssen, dem

---

1. *Vgl. das Schreiben von G. Bauer an J. Hotz vom 4. Mai 1951. Nicht abgedruckt. Bauer weist darin auf das auf Initiative der Benelux-Staaten zustande gekommene und von zehn Staaten unterschriebene Memorandum hin, das den beschleunigten Abbau der Zolldisparitäten forderte. Vgl. das* Mémorandum des délégations des pays de Benelux concernant les négociations tarifaires européennes*, Januar 1950,* E 2200.40(-)1968/126/23.
2. *Zur Havanna-Charta vgl. DDS, Bd. 16, Nr. 48* (DoDiS-54).
3. *Es handelt sich um den* Codex der Ratsbeschlüsse über die Liberalisierung des Handels vom 18. August 1950, *vgl. BBl 1950, Bd. 102, II, S. 1042–1054.*

GATT und seinen Mitgliedern gegenüber eine negative Haltung an den Tag zu legen. Es sollte vielmehr unsere Richtlinie sein, wo immer eine Gelegenheit dazu sich ergibt, unser Interesse zu bekunden, gleichzeitig aber die berechtigten Sonderwünsche der Schweiz zu plädieren.

Wie die Dinge heute liegen, müssen wir uns allerdings Rechenschaft darüber geben, dass die Situation für konkrete schweizerische Initiativen noch nicht als reif erscheint. Diesen Eindruck gewinnen wir auch, was das Sonderproblem der Disparität der europäischen Zolltarife betrifft, aus Ihrer Schilderung der gegenwärtigen Pläne und Absichten der Unterzeichner des Torquay-Memorandums[4].

Wir können uns noch durchaus kein bestimmtes Bild davon machen, wie gross die Aussichten der Zehner-Gruppe sind, zu einem vernünftigen praktischen Ereignis zu gelangen und müssen inzwischen jedenfalls vermeiden, die Schweiz Vorspannerdienste für eine in ihren Umrissen nicht recht erkennbare Sache leisten zu lassen.

Unter diesen Umständen möchten wir Ihnen nahelegen, die Gespräche mit ihren Pariser Kollegen zwar weiterzuführen und Ihre Gesprächspartner dazu zu ermuntern, uns über die neuesten Entwicklungen jeweils auf dem laufenden zu halten, im übrigen aber weiterhin die vorerst noch gebotene Zurückhaltung zu üben. Sobald die Bemühungen der Torquay-Gruppe sich etwas mehr konkretisiert haben, werden wir auf Grund Ihrer Berichte die Sachlage gerne neu prüfen. Wir ersuchen im übrigen die schweizerische Gesandtschaft in London, uns über das Problem, wie es sich vom englischen Blickpunkt aus darstellt, ebenfalls auf dem laufenden zu halten[5].

---

4. *Vgl.* Final act authenticating the results of tariff negotiations concluded at Torquay, beginning September 28, 1950, and ending April 21, 1951, E 2200.40(-)1968/126/23; *zur schweizerischen Beobachtung der Torquay-Runde vgl.* E 2801(-)1968/84/19.
5. *Vgl. das Schreiben von J. Hotz an H. de Torrenté vom 29. Mai 1951,* E 2200.40(-)1968/126/23.

96

E 1004.1(-)-/1/530
[DoDiS-5082]

Le Conseil fédéral au Conseil national

PVCF/A[1] *Berne*, 4 juin 1951

Question Vincent du 5 avril 1951

Une agence de presse étrangère a annoncé que la Confédération suisse était représentée par un observateur aux travaux du Conseil de l'Europe.

Aucun démenti catégorique et satisfaisant n'ayant été opposé à cette nouvelle, le Conseil fédéral est invité à renseigner le parlement et l'opinion publique à cet égard.

---

1. *Annexe du PVCF N° 1096 du 4 juin 1951*, E 1004.1(-)-/1/530.

Réponse du Conseil fédéral.

A notre connaissance, l'Agence France Presse a communiqué le 13 mars dernier à ses correspondants cette nouvelle:

«M. Bidault a ouvert dans les salons de la présidence de l'Assemblée nationale les travaux de la Commission des Affaires étrangères du Conseil de l'Europe. Les délibérations portent sur l'examen des rapports établis par les hauts fonctionnaires sur la réforme du statut. Mercredi ou jeudi seront étudiés les problèmes soulevés par la création des autorités spécialisées. En même temps siègent à Paris, pour préparer la septième session du Comité ministériel, le groupe d'études sur le plein emploi ainsi que la sous-commission des travaux publics et des transports. De plus, des experts sont réunis afin d'étudier les modalités d'un brevet européen. Le gouvernement suisse a délégué un représentant et participe ainsi pour la première fois à l'activité du Conseil de l'Europe.»

Ce texte a été repris par plusieurs journaux ainsi que par l'agence télégraphique suisse, dans son service en langue française. Il pouvait donner à penser que la Confédération s'était fait représenter à toutes les délibérations qui y sont mentionnées. La réalité est différente. En effet, la participation de la Suisse aux travaux techniques de commissions spéciales du Conseil de l'Europe s'est limitée à ce qui suit:

Au mois de janvier s'est réuni à Strasbourg, sous les auspices du Conseil de l'Europe, un comité d'experts en matière de brevets. Celui-ci a exprimé le vœu que la Suisse soit représentée dans le groupe de travail chargé d'étudier certaines questions relatives aux brevets et à l'organisation d'un office européen des brevets.

Nous avons pensé que la Suisse devait participer aux travaux d'un comité technique dont la tâche est bien délimitée. En l'occurrence, nous y avons vu les deux avantages suivants: Tout d'abord, notre pays a acquis une certaine expérience en matière de brevets et il a tout intérêt à établir des contacts avec l'institution qui cherche à améliorer les procédures actuellement en vigueur. En second lieu, les travaux de ce comité technique pourraient aboutir à des conclusions risquant de faire double emploi avec l'activité du bureau international pour la protection de la propriété industrielle dont le siège est à Berne et sur lequel la Confédération exerce sa haute surveillance depuis de nombreuses années. Le Département politique, d'entente avec le Département de Justice et Police et le Département des Finances et des Douanes, a donc jugé utile, dans ce cas particulier, de charger M. Plinio Bolla, ancien juge fédéral, de représenter la Suisse au sein de ce comité technique qui a siégé du 12 au 16 mars et qui reprendra ses travaux en juillet prochain.

D'autre part, le 29 mars, au nom du Gouvernement français, le Secrétaire général du Conseil de l'Europe a adressé aux Etats membres de ce Conseil ainsi qu'à la Suisse, à l'Autriche et au Portugal une invitation à participer à une conférence chargée d'envisager la création d'une organisation commune des principaux marchés agricoles, aux termes d'un plan qui porte le nom du Ministre français de l'Agriculture, M. Pflimlin.

La Division de l'Agriculture a montré un vif intérêt pour ce projet, tout comme l'Union suisse des paysans. Après s'être entouré d'autres avis encore,

le Conseil fédéral a décidé, le 25 mai, de donner suite à l'invitation du Gouvernement français, sans que cette acceptation modifie la position de la Suisse à l'égard du Conseil de l'Europe[2].

Au surplus, le Conseil fédéral se réserve d'examiner à l'avenir s'il y aurait lieu de prendre part à d'autres délibérations de commissions techniques du Conseil de l'Europe, dans le cas où celles-ci présenteraient un intérêt évident pour notre pays.

---

2. *Cf. table méthodique du présent volume:* La Suisse et l'Europe.

97

E 1004.1(-)-/1/530
[DoDiS-8303]

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de décision de la séance du 18 juin 1951

1195. Demande d'agrément à la nomination de M. Franz Kappeler en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse en Jordanie

Département politique. Proposition du 14 juin 1951.

Dans son message du 12 mai 1950[1], le Conseil fédéral avait exposé les considérations motivant l'établissement de relations diplomatiques directes avec le royaume hachémite de Jordanie. Par la suite, l'Assemblée fédérale a autorisé le Conseil fédéral, par arrêté du 29 septembre 1950, entré en vigueur le 10 janvier 1951, à créer une légation en Jordanie[2].

Comme il est dans les intentions du Conseil fédéral d'ériger le consulat de Suisse à Tel-Aviv en une légation et d'accréditer un ministre auprès du Gouvernement de l'Etat d'Israël[3], le Département politique estime qu'il conviendrait de ménager la susceptibilité des pays de la ligue arabe[4], en procédant dès que possible à l'ouverture de relations diplomatiques normales avec la Jordanie dont le territoire s'étend, depuis la convention d'armistice du 3 avril 1949, à la zone arabe de Palestine qui englobe une partie de Jérusalem.

D'autre part, le roi Abdullah de la dynastie des Hachémites, dont la position au sein de la ligue arabe s'est très sensiblement fortifiée à la suite de l'appui de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique, poursuit une politique qui vise à étendre son influence sur les pays limitrophes et qui

---

1. *Cf. FF, 1950, vol. 102, I, 1124–1125.*
2. *Cf. RO, 1951, pp. 30–31.*
3. *Cf. PCVF N°s 1226 et 1227 du 22 juin 1951,* E 1004.1(-)-/1/530*; cf. FF, 1950, vol. 102, I, pp. 1121 f., cf. N° 33 dans le présent volume.*
4. *Cf. la notice de A. Zehnder du 17 mai 1950,* E 2001(E)1968/83/55.

pourrait bien aboutir, tôt ou tard, à la création, sous son égide, d'une Grande Syrie. M. Franz Kappeler, actuellement Ministre de Suisse en Syrie, au Liban et en Irak, pourrait alors se trouver dans l'impossibilité d'exercer son mandat, n'étant pas accrédité à Amman. Dans ces conditions, le Département politique est d'avis qu'il conviendrait de confier également à M. Kappeler la tâche de représenter la Confédération dans ce pays. Cette solution aurait pour elle l'avantage d'être fort peu onéreuse.

Vu ce qui précède, le Département politique propose et le Conseil *décide:*

Le Département politique est autorisé à demander l'agrément du gouvernement du royaume hachémite de Jordanie à la nomination de M. Franz Kappeler en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse à Amman.

98

E 2001(E)1967/113/864
[DoDiS-8541]

Der Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, A. Zehnder, an den Generaldirektor der Schweizerischen Kreditanstalt, E. Reinhardt

Kopie
S ND Vertraulich Bern, 22. Juni 1951

Ich danke Ihnen sehr für Ihren interessanten Bericht vom 5. d. M.[1] über die Brüsseler-Zusammenkunft der Ligue européenne de coopération économique. In der Zwischenzeit haben sich auch unsere diplomatischen Vertretungen in Frankreich[2] und Belgien[3] zu der Angelegenheit geäussert.

Wie sie, so hat auch Herr Minister Lardy von der jüngsten Veranstaltung einen im allgemeinen günstigen Eindruck erhalten. Er, wie auch die Gesandtschaft in Paris, wissen über die Liga Vorteilhaftes zu berichten. Weniger befriedigt von den Resultaten der letzten Konferenz scheinen die Organisatoren selber gewesen zu sein: nach ihnen sind die Resolutionen, die gefasst wurden, allzu allgemein und nichtssagend ausgefallen. Bei der vorsichtigen und zurückhaltenden Einstellung der Engländer werden sich meines Erachtens jedoch andere Ergebnisse noch auf lange Zeit hinaus kaum erwarten lassen.

Was die Gründung einer Schweizer Sektion der Liga anbetrifft, so frage ich mich, ob man sich nicht besser weiterhin abwartend verhalten sollte. Die

1. *Nicht abgedruckt.*
2. *Vgl. die Schreiben von G. Bauer an A. Zehnder vom 21. Mai 1951. Nicht abgedruckt.*
3. *Vgl. das Schreiben von E. Lardy an A. Zehnder vom 30. Mai und 6. Juni 1951. Nicht abgedruckt.*

wirtschaftlichen Integrationsprobleme, die sich für Europa stellen, werden ja bereits ausgiebig in schon bestehenden Vereinigungen (z. B. der Internationalen Handelskammer) diskutiert; dort, wie auch anderswo, haben wir Gelegenheit, die Sonderstellung, in der wir uns befinden, darzulegen. Wenn ich auch keineswegs verkenne, dass sich aus einer schweizerischen Beteiligung an der Liga an sich willkommene Kontakt- und Aufklärungsmöglichkeiten ergeben könnten und dass auch wir ein Interesse haben, uns über die Einigungsbestrebungen zu orientieren und allenfalls darauf einen gewissen Einfluss auszuüben, so scheint mir doch diese Neugründung einer unbedingten Notwendigkeit nicht zu entsprechen. Eines ihrer Ziele scheint übrigens die Förderung des Zuständigkeitsbereichs des Europarats zu sein. Nachdem die Schweiz diesen Bestrebungen, soweit sie den politischen Bereich betreffen, bekanntlich ablehnend gegenübersteht[4], könnte sich auch die schweizerische Sektion der Liga schon bald in die Stellung eines Mitgliedes gedrängt sehen, das in den Augen der übrigen Beteiligten vielleicht etwas allzu sehr durch die Betonung der schweizerischen Sonderstellung auffallen würde. Erfahrungsgemäss ist es aber besser, solchen, für die Sektion wenig angenehmen und dem Ansehen des Landes keineswegs förderlichen Situationen auszuweichen.

Sie sehen, dass sich meine ursprünglich eher positiv gehaltene Einstellung bei näherer Prüfung aller Gesichtspunkte etwas gewandelt hat: einmal vermag mich die neue Doppelspurigkeit im Studium europäischer Wirtschaftsfragen nicht recht zu befriedigen. Und sodann gibt mir auch die enge Verknüpfung der Liga mit Europaunion[5] und Europarat zu denken. Ich bin mir dabei durchaus bewusst, dass eine schweizerische Sektion rein privaten Charakter aufweisen würde; sie könnte daher die Schweiz in keiner Weise verpflichten. Ihre Äusserungen werden unter Umständen aber doch als schweizerische Stellungnahme gewertet werden und entsprechend vorsichtig abzufassen sein. Ob derartige, mit gewichtigen Vorbehalten belastete Formulierungen unseren Interessen dienen, wage ich zu bezweifeln.

Ich bin gerne bereit, die Sache gelegentlich auch noch mündlich mit Ihnen zu behandeln.

---

4. *M. Petitpierre hat einige Tage zuvor im Nationalrat Stellung zum Europarat bezogen. Vgl. die Antwort von M. Petitpierre vom 14. Juni 1951 auf die am 12. April 1951 eingereichte Interpellation von E. Boerlin, NR-Prot. vom 14. Juni 1951,* E 1301(-)-/I/402, *S. 358–379, insbesondere S. 375–377. Für die Begründung der Interpellation durch Boerlin vgl.* E 1301 (-)-/I/402, *S. 356–358 (beide* DoDiS-8741*).*

5. *Es handelt sich hierbei wahrscheinlich um die Westunion, das im März 1948 durch den Brüsseler Vertrag begründete kollektive Selbstverteidigungsbündnis mit Frankreich, Grossbritannien und den Benelux-Staaten. Die Westunionstaaten haben am 26. Januar 1949 die Bildung des Europarats beschlossen.*

99

E 2300 Köln/15
[DoDiS-8035]

Der schweizerische Gesandte in Köln, A. Huber,
an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre

PB Nr. 14 Köln, 26. Juni 1951

Militaria: Der Koreakrieg stellte die deutsche öffentliche Meinung quasi über Nacht vor die Frage einer deutschen Beteiligung an der Verteidigung Europas[1]. Der Gedanke wurde von Adenauer und seiner Regierung sofort angenommen, aber vom übrigen Deutschland damals ziemlich einmütig abgelehnt. Kommunisten, Sozialisten, ehemalige Militärs, die evangelische Kirche, die Neutralisten um Professor Noack, die Jugend, die Universitäten, die Presse bildeten eine Mauer der Absage. Das Schlagwort «Ohne uns» fand allgemeine Verbreitung. Der sozialistische Leader, Professor Carl Schmid, verstieg sich zu dem defaitistischen Wort «Uns ist es lieber, es werden heile Menschen in Häusern bolschewisiert als Krüppel in Erdlöchern». Der bekannte Pastor Niemöller, Kirchenpräsident von Hessen, erklärte «Wir dürfen uns um keinen Preis gegen unsere eigenen Brüder bewaffnen lassen, selbst dann nicht, wenn drüben im Osten die Menschen mit Gewalt bewaffnet werden». Bundesinnenminister Heinemann folgte ihm und demissionierte. Professor Noack und sein Kreis, die den weltfremden Gedanken einer unbewaffneten Neutralität vertreten, die Militärs, verbittert wegen ihrer jahrelangen Proskribierung, sie alle lehnten den deutschen Verteidigungsbeitrag ab. Hätte damals eine Volksbefragung stattgefunden, so wäre eine überwiegende Verwerfung ihr Schicksal gewesen. Anlässlich seines Deutschlandbesuches erkannte Eisenhower sofort die Verfahrenheit der Situation und veranlasste, dass die Durchführung der kurz vorher – im Dezember 1950 – in Brüssel gefassten Beschlüsse betreffend die deutsche Remilitarisierung aufgeschoben wurden.

Nun hat vor kurzem der amerikanische Hochkommissar in Deutschland, McCloy[2], im Laufe seiner «Hearings» vor der Senatskommission in Washington erklärt, dass seiner Ansicht nach die Stellungnahme Westdeutschlands zum Problem der Remilitarisierung sich sehr gewandelt habe und dass bei behutsamer Behandlung der Frage, Westdeutschland in absehbarer Zeit zu aktiver Beteiligung an der Verteidigung des Westens gebracht werden könnte. Von einer Wandlung zu reden, wäre m. E. verfrüht. Indessen werden Anzeichen für eine Tendenzänderung sichtbar. Die Einstellung der Massen dürfte zwar nach wie vor negativ, zum mindesten passiv sein. Indessen kommt es beim

---

1. *Zur Orientierung der Zentrale über die deutsche Wiederaufrüstung des Jahres 1951 durch verschiedene schweizerische Gesandtschaften vgl. die Militärberichte zu Deutschland. Nicht abgedruckt. Zu den schweizerischen Waffenlieferungen an den sich im Frühjahr 1951 konstituierenden deutschen Bundesgrenzschutz vgl.* E 2001(E)1967/113/390.
2. *Vgl. die Notiz zu einem Gespräch zwischen M. Petitpierre und J. McCloy vom 1. Juli 1950,* E 2800(-)1990/106/19 (DoDiS-8871).

Herdentrieb der Deutschen entscheidend auf die führenden Schichten an und bei diesen zeichnet sich ein gewisser Umschwung ab. Die Kritik in der Presse ist verstummt; die grossen Blätter zeigten eine zunehmend aufgeschlossenere Haltung. Ebenso wichtig ist, dass eine Reihe ehemaliger Militärs sich zur Notwendigkeit einer Verteidigung bekannten. Ich berichtete neulich über die Erklärungen des ehemaligen Kommandanten der Panzerdivision «Grossdeutschland», General von Manteuffel[3]. Der neugewählte Präsident des Deutschen Gewerkschaftsbundes sprach sich für einen deutschen Verteidigungsbeitrag aus. Pastor Niemöller schweigt und die Neutralisten um Professor Noack haben kein nennenswertes Echo gefunden. Bei all dem handelt es sich zwar um blosse Indizien neuer Tendenzen, die nicht überschätzt werden dürfen, aber immerhin wert sind, registriert zu werden, umsomehr als die fortschreitende Verstärkung der alliierten Besetzungstruppen diese Richtung begünstigt, indem sie den Faktor Furcht bei der deutschen Bevölkerung reduziert.

Unterdessen haben die Vorbesprechungen zwischen alliierten und deutschen militärischen Experten einen Abschluss gefunden[4]. Wie ich aus direkter Quelle erfuhr, kam über alle wesentlichen Punkte eine Einigung zu Stande. Selbstverständlich handelt es sich vorläufig nur um eine Einigung im Schosse der Experten, die noch der Genehmigung der amerikanischen, britischen, französischen und deutschen Regierung bedarf. Zunächst wurde Meinungsübereinstimmung erzielt über die Frage der Grösse der deutschen Verbände, welche so viel Staub aufgewirbelt hatte. Man einigte sich – über die Selbstverständlichkeit – dass auch die deutschen Kontingente in Divisionsstärke aufgestellt würden. Insgesamt sind 12 Divisionen vorgesehen. Die für die Aufstellung dieser Truppe erforderliche Zeit wird auf zwei Jahre geschätzt. Mein Gewährsmann glaubt aber, dass die Frage nunmehr in Fluss kommen könnte, und dass es bereits um die Jahreswende 1951/52 zur Aufstellung der ersten drei Divisionen kommen könnte. Auch über den Einsatz dieser Truppe wurden Regeln vorgesehen: so würden die 12 deutschen Divisionen nicht geschlossen zu einem einzigen Verband zusammengefasst werden, sondern würden in Gruppen à je drei Divisionen eingesetzt werden, sodass rechts und links andere alliierte Verbände zu stehen kämen.

Mit der Verstärkung der alliierten Truppen wird Ernst gemacht. Nach Meinung meines Gesprächspartners dürfte damit zu rechnen sein, dass die Amerikaner ihre Besatzung bald auf sechs und bis Jahresende auf etwa zehn Divisionen erhöhen werden; die britischen Truppen dürften auf sechs Divisionen steigen und die Franzosen auf eine Stärke, die etwas darunter liegt. Alles in allem ergäbe sich eine Truppenmacht, die einen Vormarsch in Richtung zur Atlantikküste nicht zu einem blossen militärischen Spaziergang machen würde.

---

3. *Vgl. den politischen Bericht Nr. 12 von A. Huber an M. Petitpierre vom 4. Juni 1951. Nicht abgedruckt.*

4. *Am 9. Januar 1951 begannen Besprechungen zwischen der Bundesregierung und der Alliierten Hohen Kommission über einen deutschen Verteidigungsbeitrag im Rahmen der Diskussion des Pleven-Plans.*

100

E 2800(-)1990/106/20
[DoDiS-7201]

Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre

Entretien avec M. Meykadeh, Chargé d'affaires de l'Iran, le jeudi 28 juin 1951, à 10 heures 30.

[Berne, 28 juin 1951]

Il m'a paru que nous ne pouvions pas rester entièrement passifs devant les événements d'Iran[1]. J'ai fait venir M. Meykadeh, Chargé d'Affaires de ce pays, et ai pris prétexte de la demande qui nous avait été faite par le Gouvernement iranien de lui fournir un conseiller juridique, des experts-comptables et d'autres techniciens[2] pour lui exposer mon point de vue sur ce qui se passe dans son pays. Je lui ai déclaré que la Suisse ne demandait pas mieux que de rendre service à l'Iran, mais que les événements actuels m'étaient incompréhensibles. Le principe de la nationalisation du pétrole n'étant pas contesté par les Anglais, il semblait indispensable de négocier avec eux et de s'entendre, au moins provisoirement, jusqu'à ce que les questions de fond aient été résolues. Il n'était pas possible, sans de graves inconvénients, de procéder par décisions unilatérales et ultimatives. Des négociations étaient d'autant plus indiquées que le Gouvernement avait en main des atouts décisifs, comme le désir britannique de sauvegarder ce qui pouvait l'être de ses intérêts en Iran, la crainte de l'Angleterre que le conflit ne dégénère en guerre, etc. Il y a, au surplus, tous les éléments pour qu'un accord satisfaisant pour les deux parties puisse intervenir et assurer la continuation de l'exploitation du pétrole. La situation actuelle pouvant évoluer d'une manière catastrophique, le Con-

---

1. *Entré en fonction le 29 avril comme chef du gouvernement, M. Mossadegh a obtenu du Shah, le 2 mai, la signature de la loi adoptée en mars par le parlement, qui nationalise la Anglo-Iranian Oil Company, à majorité britannique. Cf.* E 2300 Teheran/6. *Cf. aussi* E 2001(E)1969/121/374. *Sur la réaction de la Grande-Bretagne, cf. le rapport de H. de Torrenté au DPF du 28 mai 1951,* E 2001(E)1970/217/121.

2. *Cf.* E 2001(E)1967/113/203, E 2001(E)1969/121/96 *et* E 2001(E)1970/217/121. *Selon le procès-verbal des délibérations de la 42e séance du Conseil fédéral du 8 juin 1951,* E 1003 (-)1970/343/R 3105*, M. Petitpierre informe:* Iran demande désignation d'un comptable suisse et demande aussi un juriste suisse comme conseiller du gouvernement. Londres désirerait que les Etats étrangers sollicités dans ce sens répondent négativement. Si gouvernements pays occidentaux s'inclinent devant cette attitude de Londres, Iran s'adressera peut-être à l'Est. Comme l'affaire prend une tournure politique, mieux vaut s'abstenir. *Dans un télégramme daté du 8 juin et destiné au Ministre de Suisse à Londres,* E 2001 (E)1969/121/96, *Petitpierre précise que* Le Gouvernement iranien demande un expert-comptable pour réviser les comptes de l'Anglo-Iranian Oil Company, un juriste comme conseiller Gouvernement et d'autres experts techniques pour raffinage, étude prix, exploitation et écoulement. Notre opinion est que le Conseil fédéral ne peut officiellement faire des propositions, mais ne peut s'opposer à ce que le Gouvernement iranien s'adresse directement à personnalités suisses pour tels mandats.

seil fédéral ne pouvait pas admettre que des Suisses soient mêlés à des événements ou associés à des décisions qui pourraient, non seulement faire perdre en définitive son indépendance à l'Iran, mais même provoquer une guerre générale. Aussi longtemps que l'aspect politique de toute cette affaire était dominant, l'intervention de Suisses, même dans des domaines techniques, me paraissait indésirable. En revanche, si un *modus vivendi* devait être trouvé entre l'Angleterre et l'Iran, on pourrait admettre plus facilement que des Suisses soient appelés comme experts par le Gouvernement de Téhéran. Ce serait d'ailleurs à des personnalités de premier ordre qu'il conviendrait de s'adresser pour des missions de ce genre. Le Conseil fédéral ne pouvait donc ni proposer des experts ni recommander à des experts d'accepter une offre du Gouvernement iranien. Mais celui-ci pouvait naturellement s'adresser directement à des Suisses, qui, eux, sont libres d'accepter ou de refuser le mandat qui leur est proposé.

M. Meykadeh s'est montré très compréhensif. J'ai constaté qu'il partageait entièrement mes vues sur la politique de son Gouvernement. Il a ajouté qu'il avait des difficultés avec quelques-uns de ses attachés et avec la plupart des 700 étudiants iraniens qui sont actuellement en Suisse. Tous ces jeunes gens sont très nationalistes et se font des illusions sur les résultats de la politique actuelle du Gouvernement de Téhéran. M. Mossadegh, président du Conseil, qui depuis quarante ans qu'il est dans la vie publique a toujours été dans l'opposition, est habitué à l'intransigeance.

M. Meykadeh a reçu de nombreux Suisses des offres d'aller en Iran comme experts. Mais il s'agit de personnes n'ayant pas les compétences nécessaires. M. Meykadeh a donc dû informer son Gouvernement qu'il avait complètement échoué dans sa tâche de trouver des experts en Suisse. Il m'a déclaré qu'il télégraphierait le même jour à son Gouvernement pour lui faire part du point de vue que je lui avais exposé sur les événements actuels.

Je lui ai dit que j'étais toujours à sa disposition, soit pour discuter, soit, le moment venu, si un accord intervenait, pour voir avec lui si des experts suisses pourraient être proposés à son Gouvernement.

101

E 2001-04(-)-/6/20
[DoDIS-8704]

Der schweizerische Legationsrat bei der schweizerischen Gesandtschaft in London, A. R. Lindt, an den Chef der Abteilung für Internationale Organisationen des Politischen Departements, Ph. Zutter[1]

S London, 28. Juni 1951

Ich danke Ihnen für Ihren Brief vom 18. Juni[2], welcher den Vorschlag der Eidgenössischen Finanzverwaltung zum Gegenstand hat, den schweizerischen Beitrag an UNICEF abhängig von den Beiträgen, berechnet auf den Kopf der Bevölkerung, der anderen westeuropäischen Staaten zu machen.

Darf ich mich hierzu folgende Bemerkungen erlauben:

1.) An und für sich ist es sicher wünschenswert, einen Schlüssel für die Beitragsleistung der Schweiz an UNICEF zu finden. Meines Erachtens sollte dieser Schlüssel in erster Linie bestimmt werden durch das politische und humanitäre Interesse der Schweiz an einer Organisation, die nicht eine «specialized agency», sondern ein integrierender Bestandteil der Vereinigten Nationen ist. Der Vorschlag der Finanzverwaltung sucht aber das Kriterium nicht in unserer eigenen Politik, sondern in Beiträgen anderer westeuropäischer Staaten, die von unserem Willen vollständig unabhängig sind und durch politische, wirtschaftliche und egoistische Überlegungen bestimmt werden, die von den schweizerischen durchaus verschieden sind. Ich erwähne nur den Umstand, dass hilfeempfangende Länder ihren Beitrag sehr stark nach der erhaltenen oder nach der zu erhoffenden Hilfe UNICEF's einschätzen.

Länder, die an UNICEF besonders interessiert sind – ich nenne die Vereinigten Staaten, Australien, Kanada –, erwarten von der Schweiz, dass sie in ihrer Beitragspolitik eine selbständige Haltung einnimmt. Dass die Schweiz ihren Beitrag von Beiträgen anderer Länder abhängig machen würde, liesse gewisse Zweifel daran aufkommen, ob die Schweiz wirklich eine eigene humanitäre Politik befolge[3].

2.) Der Berechnung des schweizerischen Beitrages auf Grund der Jahresbeiträge anderer Regierungen haftet etwas Starres und Künstliches an. Ist es gerechtfertigt, das Mittel der Beiträge pro Kopf der Bevölkerung zu errechnen, ohne zwischen *«contributing countries»,* die keine Hilfe empfangen, und *«receiving countries»*, die auch einen Beitrag leisten, zu unterscheiden? Würde es tatsächlich als angebracht betrachtet werden, dass die neutrale und kriegsverschonte Schweiz das Doppelte dieses errechneten Mittels aufbringen

1. *Handschriftliche Anmerkung von Ph. Zutter an H. Cramer vom 2. Juli 1951:* Cette lettre ne me persuade pas entièrement. Je continue plutôt à trouver de la valeur à la solution Iklé. Les arguments de Lindt ne sont pas très convaincants et nous ne devons pas cultiver un complexe de culpabilité parce que nous n'avons pas eu la guerre. *Cramer hebt im folgenden verschiedene Aussagen des Schreibens hervor und notiert am Seitenrand seine Kommentare.*
2. *Nicht abgedruckt.*
3. *Handschriftliche Anmerkung:* Ja, ev.

würde? Ein Fall sei herausgegriffen: Auch bei der Weglassung Westdeutschlands würde sich der Beitragsschlüssel so auswirken, dass die Schweiz kaum mehr als das kriegsgeschädigte Norwegen zahlen würde. Würde Norwegen nicht den schweizerischen Beitrag als unangemessen betrachten[4]? Ein zweiter Fall: Grossbritannien macht immer wieder geltend, dass seine direkte Beitragsleistung an den Fonds deshalb verhältnismässig klein sei, da es grosse Beiträge an UNRRA geleistet und deshalb zur Grösse der Liquidationsdividende beigetragen habe, die UNICEF zugekommen ist. Die Schweiz aber habe sich an der UNRRA kaum beteiligt.

Ich fürchte, dass die vorgeschlagene Matching Formel[5] unerquicklichen Diskussionen rufen wird: Entspricht es der besonderen Stellung der Schweiz, wenn sie das Doppelte eines Mittels zahlt, das aus den Beiträgen lediglich kriegsgeschädigter Länder errechnet wird?

3.) Die vorgeschlagene Matching Formel bezieht sich ausdrücklich nur auf westeuropäische Staaten. Die Eidgenossenschaft gehört nicht dem Europarat an. Es muss deshalb etwas befremden, dass sie die Matching Formel auf westeuropäische Staaten beschränkt[6]. Kann es vom Neutralitäts-Standpunkt aus verantwortet werden, osteuropäische Staaten, falls diese neue Beiträge an UNICEF leisten sollten, nicht zu berücksichtigen? Die Schweiz kämpft für die *internationale* Geltung der humanitären Grundsätze[7]. Es ist deshalb schwer verständlich, warum nur die Beiträge der westeuropäischen Staaten und nicht aller übrigen Länder wegweisend sein sollten.

4.) Dass die Schweiz, dem grossen amerikanischen Beispiel folgend, nun ebenfalls eine Matching Formel aufstellen will, kann zu hämischen Bemerkungen Anlass geben. Auch ist klarzustellen, dass die vorgeschlagene schweizerische Matching Formel sich vom amerikanischen Beispiel insofern unterscheidet, als die Vereinigten Staaten wenigstens einen bestimmten Betrag aussetzen, indes der schweizerische Betrag einzig und allein bedingt ist durch die Beitragsleistung der anderen westeuropäischen Länder.

Wenn daran festgehalten werden sollte, einen festen Schlüssel für das Ausmass des schweizerischen Beitrages aufzustellen, was ich grundsätzlich für falsch halte, so wäre es wohl besser, auf die Beiträge derjenigen Staaten der ganzen Welt abzustellen, die keine Hilfe empfangen. Diese Formel hätte wenigstens den Vorteil, dass sie politisch unverfänglich ist und, von England abgesehen, die kriegsgeschädigten Länder ausser Betracht lässt.

Richtiger würde es mir jedoch erscheinen, wenn die Schweiz fortfahren würde, das Ausmass ihres Beitrages an UNICEF in voller Selbstverständlichkeit auf Grund ihrer eigenen Einschätzung des Wertes der Arbeit des Kinderfonds zu bemessen[8]. Die Schweiz nimmt unter den beitragsleistenden

---

4. *Handschriftliche Anmerkung:* nein: Norwegen 1,29 Mill. Schweiz 2,02.
5. *Die USA waren nur bereit, ihre Beitragsleistung im Verhältnis 2,5 zu 1 aufrechtzuerhalten, wenn ausseramerikanische Staaten weiterhin dem UNICEF genügend hohe Summen zur Verfügung stellten. Vgl. das Schreiben von Ph. Zutter an M. Iklé vom 1. März 1951. Nicht abgedruckt.*
6. *Handschriftliche Anmerkung:* werden berücksichtigt.
7. *Vgl. Thematisches Verzeichnis in diesem Band:* Humanitäre Hilfe.
8. *Handschriftliche Anmerkung:* Ja, klar.

Nationen eine sehr angesehene Stellung ein. Ihr Beitrag, berechnet auf den Kopf der Bevölkerung, ist nicht der höchste unter diesen Ländern. Das besondere Interesse, das die Schweiz humanitärer internationaler Arbeit zuschreibt, rechtfertigt es, wenn die Schweiz ihren gegenwärtigen Platz unter den beitragsleistenden Nationen behaupten kann. Aus dieser Überlegung drängt sich ein neuer schweizerischer Beitrag von 1 Million Schweizerfranken[9] auf.

9. *Handschriftliche Anmerkung:* pro Jahr.

102

E 2001(E)1967/113/697
[DoDiS-8126]

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de décision de la séance du 29 juin 1951

1291. Relations économiques avec la Chine

Département de l'Economie publique. Proposition du 25 juin 1951.

Le Département de l'Economie publique communique ce qui suit:

«La Division du Commerce a procédé, au début de cette année, à une étude approfondie de l'état de nos relations économiques avec la Chine[1]. Ce rapport, dont un exemplaire est joint en annexe, se termine par la conclusion suivante:

‹Les tendances du nouveau régime et la main-mise progressive de l'Etat sur l'ensemble de l'économie chinoise, et en particulier sur le commerce extérieur, paraissent exclure que les relations économiques entre la Suisse et la Chine puissent longtemps encore se dérouler dans le cadre libéral et privé qu'elles ont connu jusqu'à ces dernières années. En outre, la vague xénophobe qui déferle sur l'Extrême-Orient depuis la deuxième guerre mondiale laisse supposer que les jours des maisons de commerce européennes installées à Shanghai et Tien-Tsin sont comptés, sans qu'on puisse dire pendant combien de temps encore leur activité y sera tolérée.›

‹Dans ces conditions, il semblerait opportun qu'une prise de contact, englobant l'ensemble des relations économiques, ait lieu de Gouvernement à Gouvernement afin d'aboutir, dans un avenir pas trop éloigné, à un accord ou même à un traité de commerce, destiné à compléter ou à remplacer le traité d'amitié sino-suisse du 13 juin 1918[2], devenu notoirement insuffisant.›

1. *Cf. le rapport sur les relations économiques entre la Suisse et la Chine du 12 février 1951*, E 7110(-)1967/32/808.
2. *Cf. DDS, vol. 6, N° 407, Annexe, ainsi que RO, 1921, vol. 37, pp. 66–69. Pour le Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale, cf. FF, 1918, vol. 70, V, pp. 675–676.*

‹Les Chinois gagnés à l'idéologie marxiste-léniniste croient maintenant à la vertu du ‹plan›, à l'exécution duquel tout doit être subordonné. Faisant suite à la corruption et au désordre qui régnaient en Chine au temps du Kuomintang, l'ordre et la discipline semblent maintenant avoir fait des progrès dans cet immense pays. Il devrait donc être possible de conclure un jour ou l'autre avec lui un accord économique analogue, dans sa forme générale et son contenu, à ceux conclus ces dernières années avec les ‹démocraties populaires› de l'Est européen. De nombreux arguments militent du côté suisse en faveur de la conclusion d'un tel accord. L'un des principaux est constitué par le fait que le nouveau tarif douanier chinois, actuellement en préparation, prévoit, comme on l'a vu, des droits préférentiels pour les produits originaires des pays liés à la Chine par un traité de commerce. D'autre part, les autorités chinoises refusent d'inscrire au registre des marques de fabrique celles s'appliquant aux produits nouveaux en provenance de pays n'ayant pas conclu de traité.›

‹En revanche, la statistique douanière suisse indique que depuis cinq ans le bilan de nos échanges commerciaux avec la Chine est fortement actif pour la Suisse, ce qui peut inciter à penser que le moment serait mal choisi pour des négociations bilatérales. Mais nous savons que nos statistiques concernant la Chine sont faussées, du fait de l'inclusion de Hongkong dans les chiffres relatifs à la Chine, et le caractère apparemment actif de notre balance ne semble pas devoir nous faire renoncer à l'avantage considérable qu'il y aurait pour la Suisse à s'assurer, au moyen d'un accord économique, la possibilité de maintenir en Chine une partie au moins des positions commerciales intéressantes que nos compatriotes s'y sont acquises au cours des dernières décades, au prix de longs et courageux efforts, et qui, du train dont vont les choses, risquent de n'être bientôt qu'un souvenir.›

‹De toute manière, la Chine, quel que soit le régime au pouvoir, représente pour l'industrie suisse un marché intéressant. Avec ses quelque 450'000'000 d'habitants et ses besoins immenses, ce pays pourrait, théoriquement, absorber une quantité illimitée de produits suisses.›

‹Les nouvelles mesures américaines en matière de blocus sont certes de nature à gêner le développement normal du commerce extérieur chinois; elles n'ont cependant pas pour effet de l'arrêter complètement. Dans ce domaine, tout dépendra de l'évolution générale des relations politiques et économiques entre les USA et les puissances occidentales d'une part, la Chine et l'URSS d'autre part, la guerre de Corée n'étant qu'un des aspects particuliers de cette question.›

‹Plus que par le passé, il incombe donc et il incombera toujours plus à l'Administration fédérale ainsi qu'à nos agents diplomatiques, consulaires et commerciaux en Extrême-Orient, tenant compte de la nouvelle constellation politique intervenue dans cette région et de l'avènement du régime totalitaire en Chine, de trouver les voies et moyens d'assurer la continuité et le développement des relations économiques entre les deux pays.›

L'évolution de la situation politique et économique en Chine semble en effet devoir rendre nécessaire, à plus ou moins brève échéance, un règlement général de nos relations avec ce pays, qui pourrait prendre la forme d'un accord économique sino-suisse.

A ce propos, notre Ministre à Pékin nous a signalé[3] qu'au mois de janvier dernier, le Ministre chinois du Commerce avait envisagé, au cours d'une conversation avec lui, la possibilité de conclure un accord avec la Suisse. M. Rezzonico s'était alors borné à promettre à son interlocuteur de vouer toute son attention à ce problème.

Notre Ministre a en outre fait savoir à la Division du Commerce, au mois d'avril 1951[4], que les milieux économiques suisses de Shanghai souhaitaient de voir les échanges commerciaux sino-suisses, en raison des difficultés croissantes qui les entravent, régis par un accord, et que notre Consul général en cette ville, ainsi que lui-même, en étaient arrivés à la même conclusion. A sa connaissance, la République chinoise n'a encore conclu aucun accord économique avec un Etat ne faisant pas partie du bloc soviétique.

D'autre part, la situation politique générale consécutive au conflit de Corée et, en particulier, l'attitude que les Etats-Unis ont adoptée au cours de ces derniers mois à l'égard de l'URSS, de ses satellites et surtout de la Chine communiste, sont de nature à nous inviter à la prudence dans nos relations futures avec le Gouvernement de Mao-Tsé-Toung.

Si donc l'on ne considère que le cadre étroit des échanges commerciaux entre la Suisse et la Chine, on parvient, du côté suisse, à la conclusion que le moment serait arrivé d'entamer avec ce pays des négociations en vue de conclure plus tard avec lui un accord économique général.

En revanche, si l'on s'élève de l'échelon bilatéral à l'échelon mondial, force est de constater que le rôle important joué par les Etats-Unis d'Amérique dans le domaine économique, en particulier au point de vue de notre ravitaillement en matières premières, nous interdit, pour le moment en tout cas, de prendre une initiative qui tendrait à développer nos échanges avec un pays qui se trouve pratiquement en état de guerre avec notre grand partenaire américain.

C'est pourquoi, tout bien considéré, l'intérêt supérieur de la Confédération paraît devoir, dans la situation actuelle, tracer aux autorités fédérales compétentes la ligne de conduite suivante:

1. ne prendre aucune initiative tendant à l'ouverture de négociations économiques avec la Chine;

2. si une telle initiative était prise du côté chinois, en différer le plus possible la réalisation;

3. maintenir le courant actuel de nos échanges commerciaux avec la Chine, tout en tenant compte des nouvelles exigences de la situation politique et économique internationale.»

Se fondant sur ce qui précède, le Département fédéral de l'Economie publique propose et le Conseil *décide*
d'approuver les conclusions contenues dans la présente proposition.

---

3. *Cf. la lettre de C. Rezzonico à J. Hotz du 18 avril 1951,* E 7110(-)1967/32/808 (DoDiS-8177).

4. *Ibid.*

103

E 1001(-)-/1/92
[DoDiS-7402]

Antrag des Politischen Departements an den Bundesrat

JAPANISCHE GUTHABEN IN DER SCHWEIZ; SICHERSTELLUNG DER SCHWEIZERISCHEN FORDERUNGEN GEGENÜBER JAPAN

FY/NF/BD Nicht für die Presse Bern, 19. Juli 1951

I.

Gemäss Bundesratsbeschlüssen vom 19. Dezember 1949[1] und 14. Februar 1951[2] wurden von den in der Schweiz liegenden japanischen Staatsguthaben Fr. 2'426'693.– auf diejenigen Schweizer bzw. deren Hinterbliebenen verteilt, welche infolge der japanischen Ausschreitungen Schäden an Leib und Leben erlitten hatten. Da es sich um Schäden handelte, welche Japan der Schweiz auf völkerrechtlicher Grundlage wieder gutzumachen hatte und für die Japan infolge seiner Handlungsunfähigkeit zur Zeit nicht Ersatz leisten konnte, standen dieser Verwendung keine Bedenken gegenüber.

II.

Das Politische Departement hat die Frage geprüft, ob nicht für die Befriedigung weiterer schweizerischer Forderungen auf die übrigen japanischen Guthaben in der Schweiz gegriffen werden könnte. Es war im Begriffe, dem Bundesrat einen entsprechenden Antrag zu unterbreiten[3], der die Heranziehung dieser Werte zur Deckung von weiteren völkerrechtlichen Ansprüchen der Schweiz gegenüber Japan – es handelt sich um die Wiedergutmachung der Requisitions- und Plünderungsschäden – vorgesehen hätte.

Indessen wurde vor wenigen Tagen der Entwurf eines Friedensvertrages zwischen den Alliierten und Japan publiziert. Dieser enthält u. a. eine bisher nicht bekannt gegebene Bestimmung, wonach die Überführung der japanischen Guthaben in neutralen und früher alliiertenfeindlichen Ländern an das Internationale Komitee vom Roten Kreuz vorgesehen wird. Die Eidgenossenschaft kann jedoch durch den Friedensvertrag – und insbesondere die erwähnte Klausel – rechtlich in keiner Weise verpflichtet werden, da sie nicht Vertragspartei ist.

Angesichts dieser neuen Entwicklung, die indirekt die schweizerischen Interessen berührt, ist es angezeigt, im Sinne einer vorsorglichen Massnahme diejenigen Beträge aus den in der Schweiz liegenden japanischen Guthaben abzuzweigen, die zur Sicherstellung der schweizerischen Forderungen gegenüber Japan benötigt werden. Es soll in diesem Zusammenhang darauf hingewiesen werden, dass die in alliierten Ländern mit Beschlag belegten

---

1. *Vgl. BR-Prot. Nr. 2411*, E 1004.1(-)-/1/512 (DoDiS-2702).
2. *Vgl. BR-Prot. Nr. 353*, E 1004.1(-)-/1/526, *vgl. auch* E 2001(E)1969/121/183.
3. *Vgl. den Entwurf eines Antrags des Politischen Departements an den Bundesrat vom 28. Mai 1951*, E 2001-06(-)1968/248/1.

japanischen Werte zur Befriedigung von Gläubigeransprüchen in diesen Ländern herangezogen wurden.

Die schweizerischen Ansprüche, die für eine solche Wiedergutmachung in Frage kommen, betreffen Kriegsschäden und kommerzielle Forderungen.

III.

Die vorgesehene Sicherstellung dieser Gegenforderungen kann am besten durch die Überweisung eines entsprechenden Betrages aus den Guthaben der Yokohama Specie-Bank bei der Schweizerischen Nationalbank auf das Konto 5.520.014.4 bei der Eidgenössischen Finanzverwaltung erfolgen. Die Guthaben der Yokohama Specie-Bank bei der Schweizerischen Nationalbank betragen ca. 50,7 Millionen Franken. Aus diesem Betreffnis scheint die Ausscheidung eines Betrages von 35 Millionen Franken angemessen. Er soll lediglich als Pfand für die schweizerischen Forderungen gegenüber Japan dienen und kann freigegeben werden, sobald mit den Japanern eine für die Schweiz befriedigende Regelung im Verhandlungswege gefunden sein wird. Es ist in diesem Zusammenhang daran zu erinnern, dass derartige Verhandlungen frühestens nach der Aufnahme diplomatischer Beziehungen zwischen der Eidgenossenschaft und Japan begonnen werden können, was voraussichtlich erst nach Abschluss und Ratifikation des Friedensvertrages der Fall sein wird. Im übrigen ist darauf hinzuweisen, dass die vorgesehene Massnahme weniger weit geht, als die unter Ziffer I erwähnte Verwertung von japanischen Guthaben zu Gunsten schweizerischer Forderungen.

Unter den gegebenen Umständen erscheint eine Beschlussfassung durch den Bundesrat im vorgeschlagenen Sinne als dringlich.

Aus diesen Gründen stellt das Politische Departement den Antrag, es sei folgendes zu *beschliessen:*[4]

1. Von vorstehendem Bericht wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen,
2. Das Politische Departement wird beauftragt, von den bei der Schweizerischen Nationalbank liegenden Guthaben der Yokohama Specie-Bank 35 Millionen Schweizerfranken durch die Schweizerische Nationalbank auszuscheiden und auf das Konto 5.520.014.4 der Eidgenössischen Finanzverwaltung überweisen zu lassen.

---

4. *In einem Mitbericht vom 25. Juli 1951 hielt das Finanz- und Zolldepartement fest:* Wir stimmen dem Antrag des Politischen Departements zu und möchten lediglich eine Bemerkung technischer Natur anbringen: Die 35 Millionen sind nicht auf das Konto 5.520.014.4 der Finanzverwaltung, sondern auf das unverzinsliche Depotkonto 5.520.014.14 Kriegsschädenvergütung Japan, Konto II der Finanzverwaltung zu überweisen. *In seiner Sitzung vom 27. Juli 1951 entschied der Bundesrat, dem Antrag des Politischen Departements mit der Korrektur des Finanzdepartements zu folgen, vgl. BR-Prot. Nr. 1477,* E 1004.1(-)-1/531.

104

E 2300 Rom/58
[DoDiS-8818]

Le Ministre de Suisse à Rome, E. Celio,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre

RP N° 28 Confidentiel Rome, 25 juillet 1951

La crise gouvernementale italienne: Rien de nouveau sous le soleil.
[…][1]
L'Italie et le blocus américain des pays de l'Est[2].

Selon des informations qui me sont parvenues tout récemment[3], on estimerait à Berne que l'Italie, seule parmi tous les pays européens de l'Ouest, n'aurait pas été obligée par les Américains à réduire ses exportations à destination des Etats situés derrière le rideau de fer. On se demanderait en Suisse – si je suis bien renseigné – comment il serait possible que l'Italie, bénéficiaire de l'aide Marshall[4] et de l'aide militaire américaine, ait pu échapper à l'obligation commune à tous les autres pays du Pacte Atlantique d'interrompre certaines exportations vers l'Est de produits hautement stratégiques, d'après la conception de Washington, ou de restreindre tout au moins les livraisons de matières premières et de marchandises d'une importance vitale pour l'économie de guerre des pays formant le bloc russe.

J'ai essayé de tirer les choses au clair, en profitant de l'occasion qui m'était donnée par l'ouverture très prochaine de nouvelles négociations économiques entre Rome et Moscou, pour éclaircir quelle est exactement la position de l'Italie dans le domaine particulièrement délicat du commerce ouest-est.

De source italienne absolument autorisée, j'ai obtenu les renseignements résumés ci-après:

Du point de vue purement juridique et formel, l'Italie serait en droit de maintenir et même de développer les échanges commerciaux avec l'Est sans promulguer, dans ses relations avec l'URSS et ses satellites, des restrictions ou des limitations d'aucune sorte. En effet, il ne faut pas oublier que l'Italie est toujours partie à un traité de paix qui lui a été imposé par les puissances alliées et associées, parmi lesquelles se trouvent l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, la République Soviétique Socialiste de Biélorussie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la République Soviétique Socialiste d'Ukraine. Ce traité, signé à Paris le 10 février 1947 et qui est toujours valable selon la conception des puissances alliées et associées, contient des clauses économiques assez strictes en ce qui concerne la liberté de commercer laissée à l'Italie. En fait, selon la partie VIII, «Relations économiques générales»,

---

1. *Cette partie du rapport sur la crise gouvernementale ouverte le 16 juillet par la démission du 6ème cabinet A. De Gasperi n'a pas été retenue. Sur la solution de la crise, cf. le* P. S. *à la fin de ce document.*
2. *Cf. table méthodique du présent volume:* Commerce Est-Ouest.
3. *Cf. la lettre de A. Zehnder à E. Celio*, E 2001(E)1967/113/15.
4. *Cf. DDS, vol. 17, table méthodique:* La Suisse et l'Europe/Plan Marshall.

article 82, litt. b, (je cite): «*L'Italie ne pratiquera, à tous autres égards, aucune discrimination arbitraire au détriment des marchandises en provenance ou à destination du territoire d'une Nation Unie par rapport aux marchandises analogues en provenance ou à destination du territoire de toute autre Nation Unie ou de tout autre pays étranger.*»

L'Italie se trouve donc dans la situation paradoxale de devoir céder à des pressions américaines en vue de réduire le trafic vers l'Orient européen et la Russie, alors que cette dernière et deux de ses satellites sont signataires du Traité de paix de 1947, qui prohibe au Gouvernement de Rome toute discrimination à l'égard d'une nation quelconque membre de l'ONU.

Comme vous le savez, l'Italie s'efforce d'obtenir la révision du Traité de paix de Paris et elle fait partie du Pacte atlantique, malgré les limitations à sa souveraineté que comporte l'application du dit Traité. *En fait*, depuis que l'Italie est entrée dans l'Union atlantique, le Traité de paix est resté lettre morte sur bien des points à son égard: des violations «de facto» ont été tolérées et même encouragées dans bien des domaines par les pays de l'Ouest. Dans ces conditions, *l'Italie ne s'est prévalue en aucune façon des dispositions du Traité de paix pour sauver son commerce avec les pays de l'est*. Elle applique, comme tous les autres Etats de l'Ouest, les dispositions relatives à la guerre froide économique. Comme vous le savez, un organisme international dont l'existence est encore plus ou moins secrète (Cocom)[5] et siégeant à Paris, s'efforce de renforcer le blocus économique des pays de l'est. Cet organisme est présidé par un Italien[6] et les décisions qu'il prend sont appliquées sans restrictions par le Gouvernement de Rome. *Cependant, selon les informations que j'ai pu recueillir, les représentants italiens se sont efforcés d'introduire un peu de souplesse dans ce domaine, alors que Washington, partant d'un concept quelque peu théorique, aurait cherché à faire appliquer des règles d'une rigidité trop grande dans le cas de la péninsule.* Les représentants italiens font valoir, en effet, que l'arme du blocus est à double tranchant: d'une part, elle doit viser à affaiblir l'économie de pays considérés comme des agresseurs éventuels; mais, d'autre part, elle peut affaiblir aussi le potentiel économique des pays devant pouvoir résister à cette agression. Dans ces circonstances, on fait valoir à Rome que le 5% environ du total des exportations italiennes est dirigé vers l'est. Ce chiffre apparaît modeste à première vue, spécialement aux yeux des Américains, qui, habitués à disposer d'un large marché intérieur, ont tendance à considérer que ces 5% peuvent facilement être sacrifiés par l'Italie sur l'autel de la communauté atlantique. Cependant, si l'on analyse les statistiques plus à fond, on constate que les marchandises comprises dans ces 5% proviennent de secteurs très différents de l'économie italienne. Certaines industries de la péninsule exportent jusqu'à 30% de leur production vers les pays de l'Est (par ex. roulement à billes, appareillages électriques et certaines machines, etc.). Dans ces conditions, *l'Italie ne peut se passer des marchés situés derrière*

---

5. *Abbréviation de Coordinating Committee for Multilateral Export Controls. Cf. à ce sujet le rapport secret de la délégation suisse à l'OECE au Département politique du 25 avril 1950*, E 2001(E)1967/113/13. *Cf. aussi N° 25 dans le présent volume*.

6. *G. D'Orlandi, cf. le rapport du 25 avril 1950 cité à la note précédente.*

le rideau de fer en vue de ne pas augmenter le chômage, la misère et, par conséquent, l'adhésion de nouveaux ouvriers au parti communiste. Cette conception est vivement défendue par les représentants italiens à Washington et à Paris.

Un autre aspect du problème ne doit pas être négligé: *l'URSS et ses satellites continuent de fournir à l'Italie des matières premières très importantes pour son économie*, parmi lesquelles je citerai: le blé, le cuivre et ses alliages, l'amiante, le manganèse, le charbon polonais, les œufs et le bétail de Hongrie, le pétrole de Roumanie, le tabac de Bulgarie et les bois en provenance de l'un ou l'autre de ces Etats. Or, pour payer ces importations importantes, il faut pouvoir exporter. Ce point de vue fait également partie de la thèse italienne.

C'est probablement à la suite des retouches qu'elle aura pu apporter à la réglementation désirée par les Etats-Unis, mais avec l'approbation de Washington, que l'Italie se trouve avoir pu augmenter ses exportations en 1950 envers l'URSS, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie et Hong-Kong par rapport aux chiffres atteints en 1949. Les exportations vers la Tchécoslovaquie, la Bulgarie et la Chine ont, en revanche, subi une légère diminution d'une année à l'autre.

On m'a signalé, du côté italien, que les exportations de la Suisse vers l'Est étaient évidemment «sous la loupe» à Paris et que l'Italie serait absolument disposée à nous aider d'une manière ou d'une autre si nous avions des difficultés particulières avec les Etats-Unis d'Amérique[7]. Cette offre de collaboration m'a été renouvelée à deux reprises et je ne saurais assez faire ressortir combien est grande la compréhension des fonctionnaires italiens compétents à l'égard de notre situation spéciale de pays neutre et indépendant.

Enfin, je dois ajouter que le commerce de transit à travers la Suisse de marchandises italiennes, dont la destination finale était plus ou moins amplement camouflée et dont la consommation devait finalement avoir lieu derrière le rideau de fer, est en train de disparaître. Les autorités italiennes ont introduit, au début de ce mois, une surveillance des importations assez analogue à celle que nous appliquons et dorénavant l'exportation de marchandises italiennes ne sera plus autorisée que lorsque les autorités auront la certitude qu'elles doivent être effectivement consommées en Suisse.

En ce qui concerne la procédure selon laquelle s'opèrent les échanges commerciaux entre l'Italie et l'Est, je dois relever qu'il existe des clearings avec la Russie et la plupart de ses satellites, bien qu'avec la Tchécoslovaquie et l'Allemagne orientale les échanges s'opèrent par voie de compensation privée. Dans le cas de la Pologne également, certaines opérations de compensation globale sont en cours entre les deux pays. Dans ces cas, les Gouvernements de Prague, de Berlin et de Varsovie ont recours à des hommes ou à des maisons de confiance en Italie qui se chargent de l'exécution des compensations. Dans la pratique, il paraîtrait que certaines de ces personnes ou sociétés font des gains très importants en tant qu'intermédiaires et qu'une partie de ces profits retourne aux caisses du parti communiste italien. J'ai soulevé cette question

---

7. *Cf. N°s 105 et 106 dans le présent volume.*

pendant la discussion avec mes informateurs italiens qui m'ont déclaré que le système des agences commerciales officielles (comme celles que l'URSS entretient à Rome) est celui qui est préféré par le Gouvernement italien qui dispose de moyens de contrôle adéquats pour surveiller l'activité de ces agences en Italie. Dans tous les cas où cela est possible, le Gouvernement italien cherche à obtenir la création de telles agences, afin de pouvoir supprimer l'activité plus ou moins clandestine des maisons de confiance désignées par certains pays satellites de l'URSS. A toutes fins utiles, je vous remets ci-inclus un article sur ce sujet qui a paru dans le numéro du 22 juillet 1951 de l'hebdomadaire l'«Europeo»[8]. Ce problème n'a pas cessé de préoccuper l'opinion publique italienne.

Je prendrai mes vacances à partir du 2 août et me rendrai à Ambri, mon village natal: du brouhaha d'une métropole de 2 millions d'habitants à la supersimplicité d'un village de 200 âmes: quelle chance!

P. S. – Au terme de ce rapport, M. De Gasperi n'a pas encore présenté officiellement au président Einaudi la liste de ses collaborateurs.

J'ai toutefois de bonnes raisons de croire que les considérations exposées plus haut ne subiront pas de modifications. L'unique personnalité nouvelle et importante qui entrera au gouvernement sera M. Fanfani, de l'aile gauche de la démocratie chrétienne. M. Fanfani est professeur d'économie politique à l'Université, député à la Constituante il fut Ministre dans de précédents cabinets*; réfugié en Suisse, il donna des cours aux internés italiens aux Universités de Lausanne et Genève pendant la période de la république sociale de Salò. Il fut recteur du camp universitaire de Pully pour les réfugiés civils*[9]. Il est l'auteur de plusieurs publications de caractère social et économique. C'est une personnalité qui s'impose, même à ses adversaires, par la droiture de son caractère, ses qualités intellectuelles et un altruisme illimité. On lui attribuera probablement le Ministère de l'Agriculture, ce qui signifierait que M. De Gasperi entend conduire à bon port la réforme agraire si discutée par les gros propriétaires fonciers, quels qu'ils soient[10].

---

8. *Non reproduit.*

9. *Sur les internés italiens pendant la guerre, cf. DDS, vol. 15, table méthodique:* IV.2. Réfugiés, Internés et Prisonniers de Guerre.

10. *Effectivement, A. Fanfani fera partie en tant que Ministre de l'Agriculture du 7ème cabinet De Gasperi, entré en fonction le 26 juillet 1951.*

105

E 2001(E)1967/113/15
[DoDiS-8820]

Le Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique, A. Zehnder, au Chef du Département politique, M. Petitpierre

No MX Strictement Confidentiel *Berne*, 26 juillet 1951

Du 2 au 23 juillet 1951 se sont déroulées à Berne les conversations concernant le commerce Est-Ouest entre une délégation suisse présidée par M. Hotz et une délégation américaine présidée par M. Linder, Sous-secrétaire d'Etat suppléant du Département d'Etat à Washington[1].

1. Les conversations se sont déroulées dans une atmosphère agréable, et les Américains ont démontré une grande compréhension pour nos besoins pratiques; mais dès le début, nous nous sommes rendu compte que sur le plan politique il existait un abîme entre notre conception et celle des Américains. En effet, la délégation suisse plaidait la liberté du commerce, à laquelle un pays neutre a droit, tandis que les Américains se basaient sur une politique d'alliance et d'hostilité à l'égard du bloc oriental. La délégation américaine a refusé de reconnaître à la Suisse des droits particuliers dus au statut de neutralité, tandis que nous nous sommes refusés de reconnaître aux Américains le droit d'ingérence dans nos affaires, découlant de leur politique d'alliance. C'est ainsi qu'à un certain moment des négociations, nous sommes convenus d'aborder le problème par son côté pratique.

2. Les Américains tentaient de nous imposer l'arrêt complet des exportations des marchandises figurant sur la liste I vers les pays de l'Est et une réduction sensible des exportations des marchandises figurant sur la liste II[2]. Ils nous ont fait comprendre également que les licences américaines d'exportation pour la Suisse ne seraient obtenables que lorsque la délégation américaine serait satisfaite des concessions que la Suisse ferait dans ce sens. La délégation suisse, en revanche, se refusait d'accepter le principe de l'arrêt complet d'une certaine catégorie de marchandises destinées à être exportées vers les pays de l'Est tant pour des raisons politiques qu'économiques. Parmi ces dernières, elle a relevé l'importance vitale de certaines importations de produits de l'Europe orientale et la nécessité d'avoir une base aussi large que possible pour le transfert des indemnités de nationalisation. Enfin, l'industrie suisse ne saurait renoncer à certaines exportations traditionnelles dans les pays de l'Est où il y a encore d'anciens clients de notre industrie d'exportation que nous ne voulons pas perdre. Sous cet angle de vue, la Suisse a demandé de pouvoir continuer à exporter tant des produits de la liste I que ceux de la liste II, tout en se déclarant prête à limiter la quantité. De cette façon, les négociations ont porté essentiellement sur l'ampleur de nos exportations vers l'Est.

---

1. *Cf. aussi N° 106 dans le présent volume.*
2. *La liste I est dite d'«embargo», la liste II de «contrôle quantitatif». Pour une copie de ces listes, classées «secret» et datées du 17 avril 1951, cf.* E 2001(E)1967/113/14 *et* E 7800(-)-/1/6. *Cf. aussi N° 25, note 3, dans le présent volume.*

3. Nous sommes partis de l'idée que nous pourrions assurer un certain courant normal basé sur nos exportations en 1949/50. Lors des conversations avec les Américains, nous nous sommes rendu compte que notre exportation de 1949/50 était supérieure à celle de 1947/48 et qu'en insistant trop sur cette base de calcul, nous nous mettions tactiquement dans une situation impossible puisque les Américains pouvaient facilement nous démontrer que nous voulions profiter d'une extension provoquée par un état de tension entre l'Ouest et l'Est et postérieure à la première démarche américaine de décembre 1948[3]. Basées sur l'année 1949/50, les exportations futures vers l'Est devraient être évaluées à 25 millions de francs suisses et 36 catégories de marchandises indiquées sur la liste I. Au cours de ces conversations, nous avons réduit le volume total des exportations à venir pour la liste I à 8,4 millions de francs suisses et à 18 catégories de marchandises. Dans ces 18 catégories sont contenues tous les produits dont nous avons besoin pour pouvoir discuter raisonnablement les accords commerciaux avec les pays de l'Est. Le montant global de 8,4 millions de francs doit être compris dans le sens de nouvelles commandes et pas dans le sens d'exportations effectives. Ce montant est le résultat d'une enquête auprès des maisons de fabrication suisse et doit servir à assurer un certain courant nécessaire, au point de vue de ces maisons, à leurs relations d'affaires avec leurs anciens clients. Il exclut, en revanche, toute extension.

4. En ce qui concerne les marchandises de la liste II, les Américains ont assez rapidement renoncé à nous imposer des réductions sensibles. Ils se sont déclarés d'accord d'accepter une somme forfaitaire de 65 millions de francs dans le sens d'un contingentement global pour des nouvelles commandes. Ils ont toutefois subordonné cette solution globale à une assurance du côté suisse que les exportations effectives des marchandises figurant sur la liste II ne dépasseront pas le volume global de 1950. Cette condition nous a amenés à revoir de près les contrats anciens. Il est clair, en effet, que nous risquons, à un certain moment, d'avoir un cumul d'exportations provenant d'anciens et de nouveaux contrats, ce qui aurait pu doubler ou même tripler le chiffre de nos exportations vers l'Est. Une enquête minutieuse a permis de donner l'assurance désirée par les Américains parce qu'il s'est révélé que les anciens contrats ne pourraient être tous exécutés en 1951, qu'ils se répartiraient sur plusieurs années et que pour l'exécution de nouvelles commandes il fallait compter avec des délais de livraison assez longs.

5. En principe, nous avons déclaré que, en ce qui concerne les anciens contrats, la Suisse était tenue de remplir ses anciens engagements et honorer sa signature. Il n'était donc pas question de discuter de ces contrats, et nous nous sommes refusés à les incorporer dans une solution quelconque à négocier avec les Américains. A notre avis, les Américains ont renoncé à poursuivre leurs efforts dans cette direction et nous considérons aujourd'hui que nous pourrons exécuter ces contrats. Toutefois, vu le nombre assez élevé d'anciens contrats dans certaines catégories de marchandises stratégiques comme roulements à billes, compresseurs, pompes et machines-outils, nous avons conseillé à

---

3. *Cf. DDS, vol. 17, N° 109.*

nos exportateurs de veiller à ce que les exportations effectives se répartissent sur des délais plus longs. L'industrie suisse a accepté cette suggestion très volontiers.

6. Les Américains ont été très catégoriques et très susceptibles en ce qui concerne l'exportation de certains produits hautement stratégiques, notamment ceux qui figurent sur les listes de l'énergie atomique. L'enquête à laquelle nous avons procédé a établi que certaines de nos maisons possédaient de ces commandes, mais que celles-ci n'étaient pas très grandes. Enfin, les maisons suisses elles-mêmes voulaient se débarrasser de ces commandes qu'elles avaient acceptées à une époque où la tension entre l'Est et l'Ouest n'était pas si prononcée. Voyant que les Américains étaient très intransigeants sur ces quelques articles, nous avons décidé de proposer au Conseil fédéral d'amender l'arrêté du Conseil fédéral de 1949 concernant l'exportation du matériel de guerre[4]. Nous proposerons donc très prochainement l'adjonction d'une catégorie V dans l'arrêté du Conseil fédéral précité qui embrassera les machines, instruments et produits chimiques destinés à la fabrication des bombes atomiques.

7. Finalement, nous ne nous sommes pas entendus avec les Américains sur une solution complète des problèmes. A la dernière séance, le chef de la délégation américaine a déclaré qu'il n'était pas en mesure de recommander à son gouvernement la levée de l'interdiction de donner des licences d'exportation à la Suisse parce que la Suisse n'a pas pu accepter l'embargo pour les produits de la liste I. Les Américains ont déclaré qu'ils ne seraient pas en mesure, dans ces conditions, de constater qu'un accord est intervenu avec la Suisse, mais vu la franchise avec laquelle nous avons discuté avec eux et vu les assurances que nous avons données, ils seraient en mesure de recommander un relâchement de la pratique assez restrictive à l'égard de la Suisse qu'ils avaient adoptée ce printemps. Nous pouvons donc compter que la majeure partie des 1200 demandes suisses bloquées actuellement au *State Departement* obtiendront les licences d'exportation. Quelques produits, cependant, qui font l'objet de la liste I et pour lesquels nous demandons à continuer nos exportations vers l'Est resteront bloqués et seront examinés de cas en cas.

Les Américains sont donc prêts à édicter ces nouvelles mesures à condition que nous appliquions le système que nous leur avons esquissé.

8. Il s'agit donc d'une espèce de *«gentlemen agreement»* sans aucun engagement de notre part ou de la part des Américains. Il fonctionnera pour autant que nous appliquerons dans la pratique les mesures expliquées aux Américains et, naturellement, pour autant que les Américains se tiendront, de leur côté, à la promesse qu'ils nous ont donnée.

Ceci nécessite du côté suisse une série de nouvelles ordonnances du Département de l'Economie publique basées sur l'arrêté du Conseil fédéral de principe du 15 juin 1951[5] sans que cet arrêté doive être complété.

---

4. *Sur cet arrêté et son interprétation, cf. N° 37, note 2, dans le présent volume.*

5. *Cf.* l'Arrêté du Conseil fédéral concernant la surveillance des exportations de marchandises indispensables (du 18 juin 1951), *daté non pas du 15, mais du 18 juin 1951, RO, 1951, pp. 527–528.*

La Division du Commerce prépare les ordonnances nécessaires qui entreront en vigueur si possible le 1er août, sinon le 6 août. Le chef de la délégation suisse adressera un rapport complet au Conseil fédéral avant cette date[6].

6. *Cf. N° 106 dans le présent volume.*

106

E 1004.1(-)-/1/531
[DoDiS-7230]

BUNDESRAT
Beschlussprotokoll der Sitzung vom 27. Juli 1951

1491. Haltung der Schweiz im West-Ost-Handel

Volkswirtschaftsdept. Antrag vom 26. Juli 1951

Das Volkswirtschaftsdepartement unterbreitet folgenden Bericht:

«Wir haben uns gestattet, Ihnen am 12. März 1951[1] ein Memorandum, datiert vom 9. März 1951[2] über die Haltung der Schweiz im West-Ost-Handel vorzulegen, in dem der damalige Stand der Angelegenheit zusammengefasst war. Wir dürfen für die grundsätzliche Problemstellung auf die Ausführungen dieses Memorandums verweisen.

Inzwischen hat die amerikanische Regierung ihre Bemühungen, in der westlichen Welt, gestützt auf ihre Verbotslisten, die wirtschaftliche Abwehrpolitik gegen den Ostblock zu organisieren, zielbewusst fortgesetzt. Nach wie vor ist es das Ziel der Amerikaner, alle westlichen Länder dazu zu veranlassen, eine grosse Anzahl von genau spezifizierten Waren nicht mehr nach den Oststaaten zu exportieren (sog. Liste I-Waren) oder doch den Export quantitativ zu beschränken (Liste II-Waren)[3].

An dieser Politik hat die amerikanische Regierung auch unserm Lande gegenüber unentwegt festgehalten. Unsere Gesandtschaft in Washington konnte von den amerikanischen Behörden keine grundsätzliche Zustimmung zu dem von uns postulierten Grundsatz des ‹*normal trade*› für die schweizerischen Exporte nach dem Osten erzielen; vielmehr wurden je länger desto mehr Gesuche für den Export sogenannter kritischer Waren aus den Vereinigten Staaten nach der Schweiz in Washington blockiert. Wir wurden darauf aufmerksam gemacht, dass eine Freigabe der betreffenden Sendungen nur gegen entsprechende Zusicherungen hinsichtlich der schweizerischen Exportpolitik gegenüber dem Osten erwartet werden könne. Auch für die schweizerischen Bezüge von knappen Rohstoffen aus USA zeigten die amerikani-

1. *Dem Antrag des Volkswirtschaftsdepartements vom 12. März 1951 beigelegt*, E 1001(-)-/1/634.
2. *Vgl. Nr. 84, Annex, in diesem Band.*
3. *Vgl. Nr. 105, Anm. 2, in diesem Band. Vgl. ferner Nr. 25, Anm. 3, in diesem Band.*

schen Behörden in letzter Zeit deutlich die Tendenz, die schweizerischen Begehren dilatorisch zu behandeln und die Zuteilung drastisch zu kürzen.

Unter diesen Umständen konnten wir nicht im Zweifel darüber sein, dass früher oder später eine Aussprache mit Vertretern der amerikanischen Regierung notwendig werden würde. Als Grundlage für diese Besprechungen haben wir Ende Mai eine einlässliche Umfrage bei der schweizerischen Industrie über ihre Exporte an strategisch wichtigen Waren in den letzten vier Jahren durchgeführt; diese Enquete wurde Anfang Juli auf Grund inzwischen erschienener bereinigter internationaler Überwachungslisten ergänzt. Die Umfrage ergab, dass im Jahresdurchschnitt 1949/50 die Schweiz für ca. 25 Mio. Franken Waren der Internationalen Liste I – der sogenannten Embargoliste – nach dem Osten exportiert hat; ferner für rund 65 Millionen Franken Waren der Internationalen Liste II, deren Ausfuhr nach dem Osten gemäss den Gesichtspunkten der Amerikaner und ihrer Alliierten einer quantitativen Beschränkung unterworfen werden soll. Gleichzeitig haben wir unserer Industrie eine von der amerikanischen Atomenergiekommission herausgegebene Liste derjenigen Waren vorgelegt, die bei der Auswertung der Atomenergie von Bedeutung sind; mit Bezug auf diese Waren stellte sich heraus, dass die schweizerischen Exporte nach dem Osten praktisch bedeutungslos sind.

Bekanntlich ist durch Bundesratsbeschluss[4] und Verfügung Nr. 1 vom 18. Juni 1951[5] über die Überwachung der Ausfuhr lebenswichtiger Güter die Ausfuhrbewilligungspflicht für eine grosse Anzahl von Waren wieder eingeführt worden. Diese Massnahme, die aus verschiedenen Gründen getroffen wurde (wir verweisen auf unsern Antrag vom 15. Juni 1951[6]) hat nicht zuletzt ihren Ursprung in der Notwendigkeit, unsere Exporte unter dem Gesichtspunkt des West-Ost-Handels einer Überwachung unterstellen zu können. Gestützt auf die erwähnten Erlasse hat die Handelsabteilung inzwischen die Exporte von strategisch wichtigen Waren im Rahmen des Durchschnittsexportes der Jahre 1949/50 kontingentiert, wie dies der von uns gegenüber den ausländischen Regierungen bereits vor Monaten dargelegten Konzeption des ‹*normal trade*› entspricht.

Im Interesse der Bereinigung unserer Situation mit den Vereinigten Staaten, d. h. unserm wichtigsten Handelspartner, dessen Haltung zugleich für die Sicherung unserer Rohstoffbezüge von entscheidender Bedeutung ist, war es unser Wunsch, Vertretern der amerikanischen Regierung unser neues Ausfuhrregime mündlich zu erläutern und von der Stellungnahme der amerikanischen Behörden Kenntnis zu nehmen. Dieser Wunsch traf sich mit dem Angebot der amerikanischen Regierung, eine Delegation nach Bern zu entsenden, um über den ganzen Fragenkomplex Besprechungen zu pflegen.

Diese Besprechungen haben vom 2.–23. Juli 1951 stattgefunden. Die amerikanische Delegation stand unter dem Vorsitz von Herrn Linder, Deputy Assistant Secretary of State vom amerikanischen Staatsdepartement; die schweizerische Delegation war geleitet von Herrn Minister Hotz, Direktor

---

4. *Vgl. AS, 1951, S. 529–530.*
5. *Vgl. AS, 1951, S. 533–565. Vgl. ferner Nr. 84, Anm. 7 und 8, in diesem Band.*
6. *Vgl.* E 1001(-)-/1/635.

der Handelsabteilung. Der Meinungsaustausch war trotz der unverkennbaren Spannungen, die natürlicherweise aus dem Gegensatz zwischen einem traditionell neutralen Lande wie der Schweiz und den eine politische Blockpolitik verfolgenden Vereinigten Staaten resultierten, im ganzen von freundschaftlichem Geiste getragen. Die Ereignisse dürfen, grundsätzlich gesehen, als befriedigend bezeichnet werden; sie lassen sich im einzelnen wie folgt zusammenfassen:

Wie zu erwarten, bildete für die amerikanische Delegation den Ausgangspunkt, auch von der Schweiz die Anwendung der amerikanischen Embargogrundsätze zu fordern. Von Anfang an aber liess die Delegation erkennen, dass sie auf der grundsätzlichen Ebene von der Schweiz hierzu keine Zustimmung erwartete; sie richtete daher ihr Bestreben auf eine *praktische* Lösung, ohne allerdings zu verhehlen, dass für die Behebung unserer Bezugsschwierigkeiten aus [den] USA ein substantielles schweizerisches Entgegenkommen notwendig sein werde. Auf der andern Seite vertrat die schweizerische Delegation mit Nachdruck den Standpunkt, dass für uns ein grundsätzliches Embargo der Oststaaten in der Belieferung mit kritischen Waren aus der Schweiz nicht in Betracht kommen könne. Nicht nur machen die Grundsätze der Neutralitätspolitik eine solche Haltung unmöglich; auch wirtschaftliche Gründe, nämlich die Abhängigkeit der Schweiz für wichtige Gegenlieferungen aus dem Osten – wie auch die Interessen der Nationalisierungsentschädigungsverträge – machen es unerlässlich, dass wir mit den einzelnen Oststaaten die Kontinuität des Austausches pflegen und weiterhin neue Handelsverträge abschliessen. Dies ist aber nur möglich, wenn wir auch für Waren der Internationalen Liste I, d. h. Waren, die nach den amerikanischen Kriterien nicht mehr exportiert werden sollten, auch in der Zukunft Bestellungen entgegennehmen können.

Die Auseinandersetzung mit der amerikanischen Delegation wurde damit im wesentlichen zu einem Problem des Ausmasses dieser schweizerischen Lieferungen. Nach einer Fühlungnahme mit den Hauptvertretern der schweizerischen Industrien, die in erster Linie am Export nach dem Osten interessiert sind, waren wir in der Lage, die ursprünglich im Rahmen des ‹*normal trade*› vorgesehenen Kontingente angesichts der wegen der verminderten Lieferfähigkeit der Ostländer rückläufigen Geschäftsmöglichkeiten nicht unerheblich herabzusetzen. Von den für die Jahre 1949/50 berechneten Durchschnittsexporten von rund 25 Mio. Franken für Waren der Liste I sind wir auf insgesamt Fr. 8'385'000.– zurückgegangen; die 36 einzelnen Warenkategorien der Liste I, für die wir ursprünglich eine Exportquote verlangt hatten, haben wir im Verlaufe der Besprechungen auf 18 reduziert. In diesen 18 Warengruppen sind alle diejenigen Produkte der Liste I enthalten, die für die Aufrechterhaltung des schweizerischen Exportes nach dem Osten als essentiell und unverzichtbar bezeichnet werden müssen; die Summe von Fr. 8'385'000.– wird erlauben, für diese Waren die traditionellen Beziehungen im Rahmen der schon seit einiger Zeit zurückgehenden Lieferkapazität der Ostländer aufrecht zu erhalten. Für die Waren der Liste II zeigte sich die amerikanische Delegation von Anfang an entgegenkommend; sie nahm ohne Widerspruch die von der Schweiz genannte Summe von 65 Mio. Franken im Sinne eines Glo-

balkontingentes zur Kenntnis. Als einzigen Vorbehalt verband sie damit, dass die *tatsächlichen* Exporte in den kommenden Jahren den Export an Liste II-Waren des Jahres 1950 nicht überschreiten. Mit Bezug auf die wenigen Positionen der Liste der amerikanischen Atomenergiekommission, in denen schweizerischerseits ein Export stattgefunden hat, wurde den Amerikanern die Zusicherung abgegeben, dass wir den Bundesratsbeschluss vom 28. März 1949[7] über das Kriegsmaterial durch die Unterstellung der atomphysikalischen Materialien ergänzen werden. Durch diese besondere Regelung haben wir der grossen symbolischen Bedeutung, die die Amerikaner dem Handel in diesen Geräten beimessen, Rechnung getragen. Für die pendenten Kontakte – die für manche Warengruppen eine nicht unbedeutende Höhe aufweisen – haben wir konsequent den Standpunkt verfochten, dass sie ohne Einschränkung müssen durchgeführt werden können. Die Amerikaner haben trotz einiger grundsätzlicher Einwände in diesem Punkte nicht insistiert, so dass aus der vertragsgemässen Abwicklung der alten Geschäfte keine Nachteile für unsere Versorgung zu erwarten sind.

Nicht durchgedrungen sind wir hingegen mit unserer Forderung, von der amerikanischen Delegation eine ausdrückliche Zustimmung zum weitern Export von Liste I-Waren im oben genannten Umfang zu erreichen. Hier spielen offenbar amerikanisch-innerpolitische Gründe mit, die es der amerikanischen Verwaltung unmöglich machen, in dieser Hinsicht ausdrückliche Zusagen zu geben. Hingegen konnte eine Absprache erzielt werden, die für die Schweiz nicht ungünstig ist und in folgender Richtlinie besteht: Die amerikanischen Behörden sind bereit, mit Bezug auf alle diejenigen Waren der Internationalen Liste I, für die wir keine Quote beanspruchen, die Exportlizenzen nach der Schweiz für entsprechende amerikanische Waren freizugeben. Für die 18 Warengruppen, bei denen wir an einer Quote festhalten, werden amerikanische Exportlizenzen für die Lieferung entsprechender Waren amerikanischen Ursprungs nach der Schweiz dagegen nur erteilt, wenn wir im einzelnen Fall zwingend darlegen können, dass wir für eine Sendung solcher Waren nach dem Osten besonders wertvolle Gegenleistungen erhalten. Im übrigen aber darf – immer vorausgesetzt, dass die Schweiz die erwähnte neue Exportpolitik gegenüber dem Osten in die Praxis umsetzt – mit der Beseitigung aller Hindernisse für den Bezug von Waren aus den Vereinigten Staaten gerechnet werden. Dies gilt, was besonders wichtig ist, auch für den Bezug knapper Rohstoffe.

Die mit der amerikanischen Delegation auf der geschilderten Basis gefundene Verständigung ist durchaus informell; irgendwelche schriftlichen Erklärungen wurden nicht ausgetauscht. Jede Partei erwartet von der andern, dass sie autonom ihren Teil zur Einhaltung der getroffenen Abmachung leistet. In diesem Sinne werden wir unverzüglich in Form interner Richtlinien anordnen, dass keine Exportbewilligungen mehr für Liste I-Waren – ausgenommen die bewussten 18 Warenkategorien – für den Export nach den Oststaaten erteilt werden. Für Liste II-Waren werden wir die erforderlichen Massnahmen treffen, dass die Jahresexporte global die im Jahre 1950 erreichte

---

7. *Vgl. BR-Prot. Nr. 641 vom 28. März 1949*, E 1004.1(-)-/1/503 (DoDiS-6460).

Höhe von 65 Millionen Franken inskünftig nicht überschreiten. Von den amerikanischen Behörden erwarten wir die umgehende Freigabe der in Washington hängigen Lizenzen.

Das Resultat der Besprechungen ist somit ein sehr informelles ‹*Gentlemen's Agreement*›[8], dessen Brauchbarkeit abzuwarten bleibt. Wir haben uns in keiner Weise formell festgelegt; die Massnahmen, die wir nun durchführen werden, sind autonom-schweizerische Massnahmen, die jederzeit geändert werden können, wenn die Abmachung mit den Amerikanern sich nicht bewährt. Gerade aus neutralitätspolitischen Gründen ist diese Lösung von besonderm Wert.»

Gestützt auf diese Ausführungen und im Einverständnis mit dem Politischen Departement wird der vorliegende Bericht antragsgemäss genehmigt.

---

8. *Dieses Abkommen ist nach den Namen der Chefs der schweizerischen und amerikanischen Verhandlungsdelegationen ‹Hotz-Linder Agreement› genannt geworden.*

107

E 2001(E)1969/121/152
[DoDiS-8080]

Der Direktor des Bundesamts für Industrie, Gewerbe und Arbeit, M. Kaufmann, an den Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, A. Zehnder[1]

S Bern, 31. Juli 1951

Mit Schreiben vom 27. Juni[2] und 11. ds.[3] ersucht uns die Schweizerische Gesandtschaft in Köln zu 2 Eingaben des Herrn Dunand[4], des Leiters der Dienststelle für Wanderungsfragen in der Bundesrepublik Deutschland des BIT, Stellung zu nehmen. Sowohl von Ihren Schreiben als auch von den in Abschrift beigelegten Eingaben des Herrn Dunand hat Ihnen die Gesandtschaft eine Kopie zugestellt. Vom zweiten Schreiben und der dazu gehörenden Beilage erhielt auch die Polizeiabteilung eine Abschrift.

Während sich das erste Schreiben, Anregungen des Präsidenten des Landesarbeitsamtes Hessen, Sauer, weitergebend, speziell mit der Lenkung der Rekrutierung deutscher Arbeitskräfte für die Schweiz befasst, gibt die zweite Eingabe dem Vorschlag des Herrn Scheuble, Ministerialdirektor und Leiter der Abteilung für Arbeitsvermittlung im Arbeitsministerium der Bundesrepublik, Ausdruck, die arbeitsmarktlichen Beziehungen zwischen der Schweiz

---

1. *Das Schreiben ist von Vize-Direktor M. Holzer in Vertretung des Direktors unterschrieben worden. Handschriftliche Notiz von A. Zehnder vom 2. August 1951:* H. Koenig. Gelegentlich mit H. Rothmund besprechen. Ich habe es ihm versprochen.
2. *Nicht abgedruckt.*
3. *Nicht abgedruckt.*
4. *Nicht abgedruckt.*

und Deutschland ganz allgemein einer Regelung zuzuführen. Da beide Schreiben, grundsätzlich gesehen, denselben Gegenstand betreffen, nämlich den von deutscher Seite geäusserten Wunsch, die Anwerbung und Vermittlung deutscher Arbeitskräfte für die Schweiz durch Abkommen oder Vereinbarungen zu regeln, gestatten wir uns, sie zusammen zu behandeln.

Die zur Diskussion gestellten Fragen waren zum grössten Teil bereits mit Gegenstand von Besprechungen zwischen Ihrem Departement, der Polizeiabteilung und unserem Amt[5]. In der Folge ersuchten Sie mit Schreiben vom 2. Juni unsere Gesandtschaft in Köln[6], den Bundesarbeitsminister[7] darüber aufzuklären, dass wir es vorziehen würden, den Stagiaire-Austausch und weitere Fragen der Zulassung, des Aufenthaltes und der Niederlassung mit der künftigen deutschen Gesandtschaft in Bern weiterzuverfolgen.

Bei dieser Sachlage glauben wir mit Herrn Baechtold, dem Chef der Eidg. Fremdenpolizei, dass es im gegenwärtigen Zeitpunkt nicht opportun wäre, auf die Vorschläge der genannten deutschen Stellen resp. des Herrn Dunand einzutreten. Es sollte u. E. vielmehr zugewartet werden, bis der gesamte Fragenkomplex mit der künftigen deutschen Gesandtschaft diskutiert und dabei abgeklärt werden kann, welche Punkte eventuell Gegenstand von Verhandlungen zwischen der Schweiz und Deutschland bilden sollten[8]. Wir dürfen es Ihnen überlassen, unserer Gesandtschaft eine entsprechende Antwort zukommen zu lassen[9].

Da anlässlich der erwähnten Besprechungen zwischen Ihrem Departement, der Polizeiabteilung und unserm Amt die Frage einer Regelung der Rekrutierung noch nicht akut war, benützen wir die Gelegenheit, Ihnen unsere Auffassung zu diesem Problem darzulegen. Vorab möchten wir anhand einiger Zahlen den Umfang der Einwanderung deutscher Arbeitskräfte seit Kriegsende kurz skizzieren.

Erstmalig erteilte Bewilligungen an unselbständig erwerbstätige Deutsche in der Schweiz.

Jahr	Bewilligungen zu befristetem Aufenthalt[10]			Grenzgänger			Total			in % der Bewilligungen an alle Ausländer
	Männer	Frauen	Total	Männer	Frauen	Total	Männer	Frauen	Total	
1946			910			2066			2976	6,1
1947	769	1320	2089	675	3088	3763	1444	4408	5852	3,9
1948	1198	2656	3854	1135	3473	4608	2333	6129	8462	6,5
1949	1054	3501	4555	770	2876	3646	1824	6377	8201	9,6
1950	1422	4963	6385	1231	2450	3681	2653	7413	10066	13,4

5. *Vgl. das Protokoll der interdepartementalen Konferenz vom 29. Mai 1951. Nicht abgedruckt.*
6. *Vgl.* E 7175(B)1976/215/15.
7. *Es handelt sich um Anton Storch.*
8. *Vgl. das Schreiben von A. Zehnder an M. Kaufmann, ebd.* (DoDiS-8908).
9. *Vgl. das Schreiben von M. König an A. Huber vom 16. August 1951. Nicht abgedruckt.*
10. *Fussnote im Text:* 1) ohne Flüchtlinge und Emigranten.

Dieser Aufstellung ist zu entnehmen, dass die Zureise von Deutschen zur Arbeitsannahme in der Schweiz stark im Ansteigen ist. Dasselbe Bild ergibt sich aus den in den letzten Jahren im Februar durchgeführten Bestandesaufnahmen, welche folgende *Bestände* kontrollpflichtiger erwerbstätiger deutscher Staatsangehöriger[11] aufwiesen:

1950 12'860 Männer & Frauen = ca. 14% aller kontrollpflichtigen erwerbstätigen Ausländer[12]
1951 15'588 Männer & Frauen = ca. 16% aller kontrollpflichtigen erwerbstätigen Ausländer[13]

Während die Totalzahl aller kontrollpflichtigen erwerbstätigen Ausländer[14] von 1950 auf 1951 um 8% anstieg, betrug die Zunahme der Zahl der deutschen Erwerbstätigen in der Schweiz[15] im gleichen Zeitraum ca. 21%.

Über die Herkunft der deutschen Staatsangehörigen aus den verschiedenen Landesteilen gibt unsere Statistik leider keine Auskunft, da die Ausländer ausschliesslich nach ihrer Staatszugehörigkeit ohne Unterteilung nach Gliedstaaten und Provinzen erfasst werden. Es besteht aber kein Zweifel, dass die Mehrheit der in der Schweiz arbeitenden Deutschen aus den angrenzenden Ländern Baden, Württemberg und Bayern stammt. Einen deutlichen Hinweis in dieser Richtung geben die Grenzgängerzahlen, da ja nur die Bewohner der Grenzzone im kleinen Grenzverkehr zirkulieren können. Der oben stehenden Tabelle ist zu entnehmen, dass der Anteil der Grenzgänger an der Gesamtzahl der an deutsche Erwerbstätige erstmals erteilten fremdenpolizeilichen Bewilligungen im vergangenen Jahr 36,5% betrug. Das will also heissen, dass im Jahre 1950 bei mehr als einem Drittel der in die Schweiz einreisenden erwerbstätigen Deutschen die Rekrutierung in der Grenzzone fest gegeben war. Wenn wir es aus den genannten Gründen auch nicht zahlenmässig dokumentieren können, besteht doch kein Zweifel darüber, dass die zum Aufenthalt in die Schweiz einreisenden deutschen Arbeitskräfte ebenfalls seit jeher zum grössten Teil aus den uns direkt benachbarten Gebieten stammen. Diese Tatsache beruht u. a. auf dem Umstand, dass die schweizerischen Arbeitgeber im allgemeinen die Süddeutschen als Arbeitnehmer bevorzugen, weil diese sich erfahrungsgemäss am besten unseren Verhältnissen anzupassen vermögen.

Die geschilderten Rekrutierungsverhältnisse haben sich im Rahmen der historischen grenznachbarlichen Beziehungen im Interesse beider Länder entwickelt. Sie durch staatliche Lenkungsmassnahmen ändern zu wollen, halten wir nicht für angezeigt. Da nach unserem Recht der schweizerische Arbeitgeber völlig frei ist, seine Arbeitskräfte zu rekrutieren wie und wo er will (bei ausländischen Arbeitskräften selbstverständlich unter Vorbehalt der Erteilung von Einreise- und Aufenthaltsbewilligungen), müsste es sich bei einer staat-

---

11. *Fussnote im Text:* 2) solche mit Bewilligungen zu befristetem Aufenthalt sowie Grenzgänger, aber ohne Flüchtlinge und Emigranten.
12. *Vgl. Anm. 11.*
13. *Vgl. Anm. 11.*
14. *Vgl. Anm. 11.*
15. *Vgl. Anm. 11.*

lichen Lenkung um eine einseitige deutsche Massnahme handeln. In letzter Konsequenz liesse sich u. E. eine solche Lenkung nur durchführen, indem die direkte Anwerbung deutscher Arbeitskräfte für die Schweiz verboten und gleichzeitig die Herausgabe der zur Ausreise benötigten heimatlichen Ausweispapiere vom Entscheid darüber, ob der beabsichtigte Stellenantritt in der Schweiz genehm sei oder nicht, abhängig gemacht würde. Eine entsprechende Regelung würde den arbeitsmarktlichen Verkehr mit der Schweiz zweifellos stark hemmen und es müsste damit gerechnet werden, dass sich die schweizerischen Arbeitgeber unter solchen Voraussetzungen wiederum vermehrt von der Rekrutierung in Deutschland zugunsten italienischer und österreichischer Arbeitskräfte distanzieren würden.

Könnte sich eine mit letzter Konsequenz durchgeführte einseitige Lenkung unserer Überzeugung nach nur negativ auf die zwischenstaatlichen wirtschaftlichen und arbeitsmarktlichen Beziehungen auswirken, frägt es sich, ob andererseits nicht eine andere, gemässigtere Form der Beeinflussung schweizerischer Rekrutierungen gefunden werden könnte. In dieser Richtung zeichnet sich eine erfolgversprechende Möglichkeit in der sehr zuvorkommenden Art ab, mit der, wie seitens einiger schweizerischer Firmen betont wird, deutsche Arbeitsämter unsern Arbeitgebern, die ihre Dienste beanspruchen, in der Rekrutierung von Arbeitskräften an die Hand gehen. Gute Erfahrungen auf diesem Gebiete sprechen sich bekanntlich rasch herum und es kann deshalb damit gerechnet werden, dass die schweizerischen Arbeitgeber bei Bedarf an deutschen Arbeitskräften sich in zunehmendem Masse an die deutschen Arbeitsämter wenden werden. Wenn die Arbeitsämter über einen ansehnlichen Teil der Rekrutierungen schweizerischer Arbeitgeber zum vornherein orientiert sind, haben sie es in der Hand, sich gegenseitig zu informieren und gewisse, den arbeitsmarktlichen Verhältnissen in den verschiedenen Gegenden Rechnung tragende Ausgleiche in der Vermittlung von Arbeitskräften vorzunehmen.

Es muss allerdings deutlich darauf hingewiesen werden, dass u. E. einer Vermittlung von Arbeitskräften aus den nördlicheren Teilen Deutschlands ziemlich enge Grenzen gesetzt sind. Neben der Frage der Anpassung an unsere Verhältnisse, die wir bereits weiter oben angeschnitten haben, sind vor allem die Distanzen zu berücksichtigen. Da die z. Zt. im Ausland rekrutierten Arbeitskräfte ausschliesslich zur Deckung eines Hochkonjunkturbedarfes herangezogen werden, kommt für sie in der Regel nur ein vorübergehender Aufenthalt, nicht aber eine dauernde Festsetzung in der Schweiz in Frage. Um Festsetzungstendenzen zu verhindern und auch aus Gründen des Wohnungsmarktes werden diese Arbeitskräfte grundsätzlich nur ohne Familienanhang zugelassen. In dieser Situation muss, besonders wenn die Voraussetzungen für die zusätzliche Beschäftigung von Ausländern noch längere Zeit anhalten sollten, die Möglichkeit bestehen, dass die in Frage stehenden Arbeitskräfte von Zeit zu Zeit ihre Angehörigen aufsuchen können. Für Deutsche aus den nördlichen Landesteilen werden die Kosten für solche Urlaubsreisen nur mehr schwer tragbar sein.

Unsere Erwägungen zusammenfassend, gelangen wir zum Schluss, dass eine straffe staatliche Lenkung der Rekrutierung deutscher Arbeitskräfte

weder den deutschen noch den schweizerischen arbeitsmarktlichen Interessen nützen würde und dass sie deshalb wohl abzulehnen sei. Andererseits können wir dem Bedürfnis der beteiligten deutschen Bundesländer, bei der Vermittlung von Arbeitskräften für die Schweiz einen den arbeitsmarktlichen Verhältnissen Rechnung tragenden Ausgleich unter sich zu schaffen, unser Verständnis nicht versagen. Ein, wenn auch nicht durchgreifendes, so doch den Bedürfnissen der Wirtschaft angepasstes Mittel hierzu sehen wir im vermehrten Ausbau der Auslandsvermittlung durch die deutschen Arbeitsämter und in der Koordinierung ihrer diesbezüglichen Bemühungen.

Was die von Herrn Dunand gewünschte Beschaffung von Dokumentierungen über die Rekrutierung deutscher Arbeitskräfte für die Schweiz anbelangt, müssen wir Ihnen leider mitteilen, dass wir, was bei der völligen Freiheit unserer Arbeitgeber in dieser Beziehung ja leicht verständlich ist, über eine solche nicht verfügen.

108

E 2001(E)1969/121/122
[DoDiS-7701]

Interne Notiz des Politischen Departements[1]

SCHWEIZERISCHE FORDERUNGEN UND ERSATZANSPRÜCHE GEGENÜBER DER SOWJETUNION

LB/EM Bern, 3. August 1951

I.

Nachdem seit den letzten Bemühungen zur Geltendmachung der verschiedenen schweizerischen Forderungen und Ersatzansprüche gegenüber der Sowjetunion bereits einige Zeit verstrichen ist und es sich nicht darum handeln kann, diese Angelegenheit endgültig auf sich beruhen zu lassen, hielten wir es für angezeigt bezüglich aller in dieser Sache unternommenen Schritte eine Bilanz zu ziehen und gleichzeitig Klarheit zu schaffen über die Frage eines allfälligen weitern Vorgehens. Dies rechtfertigte sich umsomehr, als im Verlaufe der letzten Jahre mit fast allen Oststaaten Verhandlungen über die Entschädigung der in diesen Ländern durch Enteignungsmassnahmen betroffenen schweizerischen Vermögenswerte durchgeführt werden konnten.

II.

Im folgenden geben wir zunächst eine kurze Übersicht über den wertmässigen Umfang der in Rede stehenden Ansprüche (Ziffer 1) sowie über die bisher unternommenen Bemühungen zu deren Geltendmachung (Ziffer 2).

---

1. *Diese an A. Zehnder gerichtete Notiz wurde von M. König unterzeichnet.*

1. *Wertmässiger Umfang der Ansprüche.*

a) *Revolutionsschäden 1917/1918.*

Was zunächst die sogenannten Revolutionsschäden 1917/1918 anbelangt, so beläuft sich die Gesamtsumme der bei der «Secrusse»[2] angemeldeten Forderungen auf rund 1,5 Milliarden Schweizerfranken. In diesem Betrag ist der durch die Plünderung der Schweizerischen Gesandtschaft in Petrograd erwachsene Schaden in Höhe von ca. 11 Mio. Franken inbegriffen.

b) *In der Folge des zweiten Weltkriegs entstandene Ansprüche.*

Die im Zusammenhang und in der Folge des zweiten Weltkriegs entstandenen Ansprüche können auf rund 200 Mio. Schweizerfranken geschätzt werden. Davon entfallen rund 40 Mio. auf das zurückgelassene Eigentum (Liegenschaften und Betriebe) im ehemaligen Ostpreussen und Ostpolen, in den annektierten russischen Gebieten sowie im Baltikum. Die restlichen rund 160 Mio. Schweizerfranken betreffen Entschädigungsforderungen für Expropriationen, Requisitionen, Plünderungen, Schäden an Leib und Leben, Zerstörungen usw., denen unsere Landsleute im Kriegsgebiet zum Opfer gefallen sind. Eingeschlossen sind hier auch die Ansprüche für die durch die Eingriffe sowjetischer Truppen verursachten Beschädigungen und Plünderungen der Schweizerischen Gesandtschaften in Berlin und Budapest.

c) *Notleidende Finanzforderungen usw.*

Schliesslich bestehen weitere Forderungen im Gesamtbetrag von rund 100 Mio. Schweizerfranken. Hierunter fallen zunächst die notleidenden Finanzforderungen gegenüber Schuldnern, die in den durch die Sowjetunion annektierten, ehemals baltischen und polnischen Gebieten wohnhaft waren. Im weitern umfasst diese Gruppe Ansprüche aus dem am 24. Februar 1941 mit der Sowjetunion abgeschlossenen Abkommen über den Warenaustausch[3]. Ferner eine der Eidgenossenschaft zustehende Forderung für im Verlaufe der letzten Kriegsjahre durch Beherbergung russischer Kriegsgefangener entstandene Kosten[4], sowie Forderungen der PTT gegenüber der sowjetischen Postverwaltung[5].

Es sei hier ausdrücklich hervorgehoben, dass es sich bei den erwähnten Zahlen um vorläufige Berechnungen handelt, die teilweise auf Schätzungen beruhen. In zahlreichen Fällen nämlich, insbesondere dort, wo Schädigungen Privater zur Diskussion stehen, liegen keine spezifizierten Schadensanmeldungen vor. Auf der andern Seite aber sind in denjenigen Fällen, wo die Interessenten dem Departement zwar ziffermässig bestimmte Ersatzansprüche unterbreitet haben, diese laut unsern Erfahrungen häufig erheblich übersetzt berechnet worden. Endgültige Zahlen liessen sich daher nur auf Grund einer eingehenden Überprüfung jedes einzelnen Schadensfalles

---

2. *Zur Secrusse vgl.* J.II.79(-)1971/143 *sowie* E 2001(E)1969/121/238.
3. *Vgl. DDS, Bd. 14, Nr. 21.*
4. *Vgl.* E 2001(E)-/1/104.
5. *Vgl. die Notiz von M. Gelzer* Zusammenstellung der schweizerischen Forderungen und Ersatzansprüche gegenüber der Sowjetunion *vom 29. Januar 1951. Nicht abgedruckt.*

ermitteln. Selbst wenn aber die oben erwähnten Zahlen, gestützt auf eine einlässliche Untersuchung, eine gewisse Reduktion erfahren sollten, so ist aus dem bisher Gesagten doch ersichtlich, dass es sich bei den in Rede stehenden Ansprüchen gegenüber der Sowjetunion um ganz beträchtliche Summen handelt.

2. *Bisher zur Geltendmachung der verschiedenen Forderungskomplexe unternommene Schritte.*

Überblickt man die bisher zur Geltendmachung der verschiedenen Forderungskategorien unternommenen Vorstösse bei den sowjetischen Behörden, so können Demarchen genereller und spezieller Natur unterschieden werden. (Für Einzelheiten sei auf die beiliegende Dokumentation zur Interventionsgeschichte verwiesen).

Die letzten *Schritte allgemeiner Art* wurden durch unsere Gesandtschaft in Moskau im Frühjahr 1951 beim sowjetischen Aussenministerium unternommen. Diese Sondierungen zeitigten jedoch ein völlig negatives Resultat. So wurde Herrn Minister Gorgé, als er den zuständigen Chefbeamten im sowjetischen Aussenministerium im Monat März[6] auf die verschiedenen schweizerischen Ansprüche hinwies, erklärt, die eidgenössischen Behörden gingen fehl, wenn sie sich noch der trügerischen Hoffnung hingäben, dass seitens der sowjetischen Regierung in dieser Hinsicht auch nur das Geringste erhältlich zu machen sei. Anlässlich einer weitern am 8. Mai 1951 stattgehabten Unterredung[7] wurde unserem Gesandten diese Stellungnahme bestätigt und mitgeteilt, es könnten, wie das sowjetische Aussenministerium bereits in seiner Note vom 7. Mai 1947[8] ausgeführt habe, für die anlässlich der Revolution von 1917/1918 durch Nationalisierungsmassnahmen betroffenen schweizerischen Interessen keinerlei Entschädigungen entrichtet werden. Was im weitern die im Zusammenhang mit dem zweiten Weltkrieg stehenden Schäden anbelange, so insbesondere diejenigen, von welchen unsere Landsleute in Ostpreussen anlässlich des Vormarsches der sowjetischen Armee betroffen worden seien, so könne die Sowjetunion keine Entschädigungen ausrichten, nachdem sie selbst im Verlaufe dieses Krieges Millionen an Menschenleben verloren habe, ganz abgesehen von den erlittenen und sich auf Milliarden belaufenden Sachschäden.

Wenn es sich schweizerischerseits auch nur darum handeln kann, solche Ersatzansprüche vorzubringen, für die auf Grund völkerrechtlicher Regeln eine Ersatzpflicht des Verursacherstaates gegeben ist, so ergibt sich doch aus den oben wiedergegebenen Ausführungen eines berufenen Sprechers des russischen Aussenministeriums eindeutig, dass die Sowjets nach wie vor nicht bereit sind, auf Verhandlungen einzutreten.

Was weiter zurückliegende allgemeine Vorstösse anbelangt, so boten Ende Mai 1948 Verhandlungen zwischen einer schweizerischen und einer sowje-

---

6. *Vgl. das Schreiben von C. Gorgé an A. Zehnder vom 20. März 1951,* E 2001(D)1968/154/374.
7. *Vgl. das Schreiben von C. Gorgé an A. Zehnder vom 9. Mai 1951. Nicht abgedruckt.*
8. *Vgl.* E 2001(E)1967/113/523.

tischen Regierungsdelegation Gelegenheit, auf die verschiedenen schweizerischen Forderungen hinzuweisen. Anlass zu diesen Verhandlungen bildete seinerzeit ein Begehren der Regierung der UdSSR auf Schadensersatz wegen der durch Bundesratsbeschluss vom 25. Juni 1941[9] verfügten Blockierung der Guthaben der staatlichen russischen GOS Bank in Höhe von 21 Mio. Franken[10]. Die schweizerische Verhandlungsdelegation wies damals die sowjetischen Forderungen als unbegründet zurück, machte jedoch gleichzeitig den Vorschlag, die Frage der russischen Forderungen mit den schweizerischen Ansprüchen gegenüber der Sowjetunion in Verbindung zu bringen. Diese schweizerische Stellungnahme wurde auch in einem der sowjetischen Delegation am 28. März[11] übergebenen Aide-Mémoire festgehalten, welches bezüglich der schweizerischen Ansprüche Wiedergutmachung folgender Schäden verlangte:

Schäden, die durch Nationalisierungsmassnahmen der sowjetischen Behörden entstanden sind; (Revolutionsschäden)

Verluste schweizerischer natürlicher oder juristischer Personen infolge von Enteignungen, Nationalisierungen usw. in früher selbständigen, heute unter sowjetischer Oberhoheit stehenden Gebieten; (Baltikum, Ostpreussen, Polen, Bukowina und Bessarabien)

Kriegsschäden, soweit die Sowjetunion dafür verantwortlich und soweit gemäss Völkerrecht eine Entschädigungspflicht besteht; (Requisitionen, Plünderungen)

Schäden, die anlässlich der Besetzung fremder Staaten durch die sowjetischen Truppen verursacht wurden;

Schäden an Leib und Leben, die Schweizerbürgern anlässlich der Besetzung fremder Staaten durch die sowjetischen Truppen zugefügt wurden (Tötungen, Verletzungen, Deportationen).

Es sei beigefügt, dass im fraglichen Aide-Mémoire ausdrücklich hervorgehoben wurde, es handle sich bei den aufgezählten Schäden lediglich um eine vorläufige Zusammenstellung, die keinen Anspruch auf Vollständigkeit erhebe.

Schliesslich benützte Herr Minister Troendle als Chef der schweizerischen Delegation anlässlich der ebenfalls im Frühjahr 1948 erfolgten Wirtschaftsverhandlungen in Moskau[12] die Gelegenheit, um einen allgemeinen Vorbehalt anzubringen.

Zu diesen Schritten allgemeiner Natur traten nun eine Reihe *spezieller Demarchen*, die bezüglich einzelner der oben aufgeführten Schadenskategorien in die Wege geleitet wurden. In dieser Hinsicht kann folgendes festgestellt werden:

---

9. *Vgl. DDS, Bd. 14, Nr. 65.*

10. *Vgl. DDS, Bd. 16, Nr. 34* (DoDiS-57), *das Aide-mémoire der schweizerischen Handelsdelegation vom 12. März 1948,* E 2001(E)1967/113/151 (DoDiS-4212) *sowie das Schreiben von R. Faessler an H. Flückiger vom 8. Juni 1948, ebd.* (DoDiS-4213).

11. *Es handelte sich dabei um den 28. Mai 1948, vgl.* E 2001(D)1968/154/374.

12. *Vgl. das Wirtschaftsabkommen vom 17. März 1948,* E 7110(-)1976/16/53 *sowie DDS, Bd. 17, Nr. 65* (DoDiS-4021).

a) *Revolutionsschäden.*

Was die Revolutionsschäden 1917/1918 anbelangt, so hat die Schweizerische Gesandtschaft in Moskau mit Note vom 15. April 1947[13] beim sowjetischen Aussenministerium um Wiedergutmachung derselben ersucht. Auf die negative Beantwortung dieses Begehrens hin brachte unsere Gesandtschaft der Sowjetregierung mit Note vom 28. Juni 1947[14] zur Kenntnis, dass die schweizerischen Behörden die Angelegenheit einer neuen Prüfung unterzögen und sich vorbehalten, in einem spätern Zeitpunkte darauf zurückzukommen.

b) *In der Folge des zweiten Weltkriegs entstandene Ansprüche.*

Unter den im Zusammenhang mit dem zweiten Weltkrieg entstandenen Ansprüchen bildete die Frage des zurückgelassenen Eigentums im ehemaligen Ostpreussen sowie der gleichgelagerten Interessen in den übrigen unter sowjetische Kontrolle gestellten Gebieten Gegenstand verschiedener gesonderter Demarchen. So wurde dieses Problem dem sowjetischen Aussenministerium mit Noten der Schweizerischen Gesandtschaft vom 14. November 1946[15], 25. Juli 1947[16] und 25. September 1948[17] unterbreitet, wobei die Respektierung des in Rede stehenden schweizerischen Eigentums durch die sowjetische Regierung verlangt wurde. In der gleichen Sache wurden überdies auch mündliche Demarchen unternommen, so am 14. Juli 1947[18] durch Herrn Minister Flückiger beim stellvertretenden Chef der ersten Europäischen Sektion des Aussenministeriums (Pochidajew) sowie am 25. September 1948[19] durch Herrn Legationsrat Schnyder beim stellvertretenden Chef der ersten Europäischen Abteilung des sowjetischen Aussenministeriums (Michailow).

Eine besondere Demarche ferner betraf die Frage der durch russische Truppen beschädigten und geplünderten schweizerischen Gesandtschaften in Berlin und Budapest. Mit Note des Politischen Departements vom 12. Januar 1948[20] nämlich wurde der hiesigen sowjetischen Gesandtschaft eine Zusammenfassung der auf den erwähnten Gesandtschaften entstandenen Schäden übermittelt.

c) *Andere Forderungen.*

Bezüglich der oben unter Ziff. 1 c) zusammengefassten Forderungen schliesslich ist von speziellen Demarchen seitens des Departements oder unserer Gesandtschaft in Moskau bisher Umgang genommen worden. Es sei hier indessen auf den Vorbehalt verwiesen, den Herr Minister Troendle im

---

13. *Vgl.* E 2001(E)1967/113/523 (DoDiS-52).
14. *Vgl. das Schreiben von H. Flückiger an R. Hohl vom 28. Juni 1947, ebd.*
15. *Vgl.* E 2001(E)-/1/50.
16. *Nicht abgedruckt.*
17. *Nicht abgedruckt.*
18. *Vgl. das Schreiben von H. Flückiger an A. Zehnder vom 14. Juli 1947,* E 2001(E)-/1/50.
19. *Nicht abgedruckt.*
20. *Nicht abgedruckt.*

Frühjahr 1948 anlässlich der Wirtschaftsverhandlungen mit der Sowjetunion anbrachte, und der auch diese Forderungen einschloss[21].

III.

1. Auf Grund einer ersten Prüfung der Frage des weitern Vorgehens gelangen wir zum Schluss, dass von einer erneuten allgemeinen Demarche zur Geltendmachung der schweizerischen Entschädigungsforderungen abzusehen ist. Einmal ist unter den gegebenen Umständen ohnehin mit einer vollständig negativen Antwort der sowjetrussischen Regierung zu rechnen; sodann dürfte der gegenwärtige Zeitpunkt, der durch die besonderen Spannungen zwischen Ost und West gekennzeichnet ist, für ein Wiederaufrollen des gesamten Fragenkomplexes alles andere als geeignet sein.

Allerdings fragt es sich, ob nicht Überlegungen völkerrechtlicher Natur die Vornahme neuer Schritte erheischen. Könnten die Russen bei der jetzigen Sachlage der schweizerischen Regierung nicht entgegenhalten, die schweizerischen Schadenersatzforderungen seien nie rechtsgültig geltend gemacht worden?

Soweit die einzelnen Ansprüche nicht durch formelle Noten unterbreitet wurden, bildeten sie zum mindesten Gegenstand mündlicher Demarchen. Hinsichtlich der Geltendmachung völkerrechtlicher Ansprüche bestehen keinerlei Vorschriften bezüglich der Form der völkerrechtlichen Akte; auch eine mündliche Erklärung wird in der Völkerrechtspraxis als rechtsverbindlich angesehen[22].

Einer russischen Einrede der nicht rechtsgenüglichen Geltendmachung der schweizerischen Ansprüche käme übrigens nur dann praktische Bedeutung zu, wenn diese Ansprüche der Verjährung unterliegen würden. Die Frage, ob völkerrechtliche Ansprüche überhaupt verjähren können, ist indessen kontrovers. So bestehen auf internationalem Gebiet insbesondere keine einheitlichen Verjährungsfristen[23]. Völkerrechtlich gesehen können deshalb die bisher unternommenen Schritte als genügend betrachtet werden; eine neue «rechtserhaltende» Demarche drängt sich auf jeden Fall nicht auf.

2. Auch spezielle Demarchen, d. h. solche mit Angaben über jeden einzelnen Fall, zu unternehmen, erscheint uns im gegenwärtigen Zeitpunkt nicht angezeigt zu sein. Neben den soeben angeführten Gründen sprechen die folgenden Überlegungen gegen ein derartiges Vorgehen:

Einmal würde sich in einem solchen Fall in Anbetracht der Unvollständigkeit der vorhandenen Unterlagen, namentlich soweit es sich um die Schä-

---

21. *Vgl. das Schreiben von M. Troendle an A. I. Mikojan vom 17. März 1948,* E 2001(E)1967/113/151.

22. *Fussnote im Originaltext:* [1)] Guggenheim Lehrbuch des Völkerrechts I, S. 60: Der Ständige Internationale Gerichtshof hat in einem Streit über Ostgrönland erklärt, dass die vom norwegischen Aussenminister im Namen seiner Regierung durch ihn ihm Rahmen seiner Zuständigkeit dem dänischen Gesandten abgegebene Erklärung Norwegen verpflichte.

23. *Fussnote im Originaltext:* [2)] Vgl. Guggenheim a. a. O., S. 146 und die dortige Anmerkung 296.

digungen Privater handelt, eine neue Enquête als unerlässlich erweisen. Angesichts der vorauszusehenden ablehnenden Haltung der sowjetischen Behörden wäre es schon aus psychologischen Überlegungen nicht tragbar, dieses Problem, was sich als unabwendbar erweisen würde, in eine weitere Öffentlichkeit zu tragen. Es sollte dies nicht zuletzt auch deshalb vermieden werden, weil man aus verhandlungstaktischen Gründen wohl kaum darum herumkäme, von der Geltendmachung der Revolutionsschäden 1917/1918 zunächst abzusehen. Deren Realisierung in Verhandlungen müsste nämlich von vorneherein als aussichtslos erachtet werden.

Andererseits ist aber gerade den durch die Revolution Geschädigten noch jüngst im Zusammenhang mit der Entbindung der «Schweiz. Hilfs- und Kreditorengenossenschaft für Russland» von der Rückzahlungspflicht der dieser und ihren Mitgliedern vom Bund gewährten Kredite, die Bereitwilligkeit erklärt worden, ihre Ansprüche gegenüber der Sowjetunion auch weiterhin zu vertreten.

Wie aus dem Gesagten hervorgeht, kommen zur Zeit weder erneute allgemeine noch spezielle Demarchen in Frage; vielmehr ist offensichtlich, dass das ganze Problem in einer hoffnungslosen Sackgasse befangen ist. Diese Erkenntnis schliesst indessen keineswegs aus, heute schon festzustellen, dass der ganze Fragenkomplex bei der nächsten Gelegenheit, wo wirtschaftliche Probleme mit der Sowjetunion zur Diskussion stehen, (z. B. bei Handelsvertragsverhandlungen) einer erneuten Prüfung zu unterziehen sein wird. In einem solchen Fall nämlich dürften genügend wirtschaftliche Anknüpfungspunkte bestehen, die es erlauben würden, auch die Frage der schweizerischen Ersatzforderungen wieder aufzugreifen. Da wir indessen über keine Druckmittel gegenüber der Sowjetunion verfügen, wird man sich allerdings in Bezug auf die Aussichten, unter solchen Umständen eine annehmbare Regelung der Frage zu finden, keinen Illusionen hingeben dürfen. Abgesehen davon, wäre bis anhin auch gar kein Weg ersichtlich, auf welchem allfällige Zahlungen der Sowjetunion praktisch abgewickelt werden könnten.

Angesichts der Tragweite des geschilderten Problems stellt sich schliesslich die Frage, ob es nicht angezeigt erschiene, den Bundesrat im Einvernehmen mit dem Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement im Sinne der obigen Ausführungen zu unterrichten.

109

E 2200.36(-)-/16/7
[DoDiS-8297]

Le suppléant du Chef du Département politique, Ph. Etter, au Ministre de Suisse à Washington, K. Bruggmann[1]

L CV Confidentiel Berne, 8 août 1951

Nous avons reçu en communication la lettre que vous avez adressée le 25 juillet dernier à la Division du Commerce dans la question des «Defense Order Ratings»[2]; nous avons pris connaissance avec un vif intérêt des démarches que vous avez faites pour obtenir un traitement aussi favorable que possible des demandes qui intéressent plus particulièrement notre défense nationale.

Nous pensons comme vous que nous devons obtenir des autorités américaines qu'elles tiennent compte des conditions spéciales dans lesquelles nous nous trouvons pour accorder à la Suisse une place privilégiée par rapport aux pays qui ne font pas partie du Pacte de l'Atlantique, dont seuls les membres bénéficient d'une priorité pour leurs commandes d'armement aux Etats-Unis.

Aussi est-il nécessaire de donner dans ce but aux autorités américaines à Washington tous les renseignements propres à leur faire saisir l'importance stratégique de la Suisse dans la défense de l'Europe occidentale, en vue de les amener à comprendre l'intérêt vital que nous avons à doter l'armée suisse de l'équipement moderne dont elle a besoin pour assurer la défense de notre territoire. Mais pour des raisons politiques, qui ne vous ont pas échappé, il nous est absolument impossible d'avoir des rapports directs à ce propos avec le Général Eisenhower comme on vous l'a suggéré au State Department, bien que nous n'ignorons pas que, vu le crédit dont il jouit à Washington, son avis en sa qualité de Commandant suprême de l'armée européenne occidentale pourrait être très utile à notre cause. Notre politique de neutralité nous oblige à ne pas nous départir de cette prudente attitude; on peut en effet aisément imaginer la fâcheuse situation dans laquelle nous nous trouverions si les contacts éventuels que nous aurions eus avec le «SHAPE» étaient dévoilés, ce qui ne pourrait certainement guère être évité.

C'est l'importance du point de vue politique de cette question, que vous soulevez à la page 5 de votre lettre précitée[3], qui nous a amené, d'entente

---

1. *La lettre est rédigée par J. Decroux.*
2. *Cf.* E 7110(-)1967/32/1668 (DoDiS-8312). *Cf. aussi la notice de A. Zehnder à J. Decroux du 3 août 1951*, E 2802(-)1967/78/12: Voici la lettre de la Légation de Suisse à Washington adressée à la Division du Commerce dont je vous ai parlé cet après-midi. J'attire votre attention sur la page 5 de cette lettre. C'est à nous de répondre. Il faut préciser dans la réponse que nous sommes disposés à donner des renseignements aux Américains à Washington, mais que nous continuerons à ignorer, pour des raisons politiques, le SHAPE, le quartier général de Eisenhower à Paris. Une copie de cette lettre doit être envoyée à la Division du Commerce et au Département Militaire. Il faut qu'elle soit signée par M. Petitpierre ou par M. Etter.
3. *Cf. la lettre de K. Bruggmann à J. Hotz du 25 juillet 1951. Non reproduit.* Der Vertreter

avec la Division du Commerce, à vous faire connaître notre manière de voir en l'occurrence.[4]

---

des Staatsdepartementes *[…]* erklärte u. a., dass es ausserordentlich nützlich wäre, wenn sich SHAPE (Hauptquartier General Eisenhowers in Paris) in dieser Frage aussprechen würde. Eine Meinungsäusserung von dieser Stelle über die Bedeutung der Schweiz in der europäischen Verteidigung würde es den hiesigen Instanzen bedeutend erleichtern, der Schweiz den Platz einzuräumen, der ihr gebührt. Ich habe es bewusst unterlassen, auf diesen Wink einzutreten, obwohl ich mir darüber im Klaren bin, dass die Stimme General Eisenhowers in Washington grosse Beachtung findet. Ich darf Sie bitten, mir mitzuteilen, ob Sie es für wünschenswert erachten, von dieser Möglichkeit, schweizerische militärische DO-Begehren aus den Vereinigten Staaten zu fördern, Gebrauch zu machen.

4. *Cf. N° 120 dans le présent volume.*

110

E 2001(E)1967/113/819
[DoDiS-7320]

La Division des Organisations internationales du Département politique aux représentations diplomatiques et consulaires

Emigration au Brésil des Souabes du Danube

Copie
CS

Berne, 14 août 1951

Nous avons l'honneur de vous remettre sous ce pli un memorandum concernant l'émigration au Brésil des Souabes du Danube organisée par l'Aide Suisse à l'Europe, projet qui est en train d'être réalisé. Les renseignements ci-joints sont certainement de nature à vous intéresser.

ANNEXE 1

Mémorandum[1]
Projet d'émigration au Brésil des Souabes du Danube par l'Aide Suisse à l'Europe

CS

Depuis 1948, la Caritas Internationalis et l'Union suisse de charité qui lui est affiliée ont fait des sondages dans différents pays d'outre-mer pour étudier la possibilité de faire immigrer des réfugiés d'Europe d'origine allemande (Volks- und Reichsdeutsche). Ces efforts ont été soutenus par l' Œuvre suisse d'entraide ouvrière.

A la fin de 1949, un plan pour l'émigration d'un groupe relativement important de Souabes du Danube, résidant en Autriche et venant pour la plupart

---

1. *Ce memorandum non-daté est rédigé par H. Cramer,* E 2001(E)1967/113/819 (DoDiS-8925).

de Yougoslavie, prit une forme plus concrète. Aussi l'Aide Suisse à l'Europe, en tant qu'organisation principale de coordination des œuvres d'entraide suisses privées travaillant à l'étranger, décida-t-elle de prêter son appui à l'exécution du projet qui se trouvait déjà assez avancé. Elle examina les propositions faites pour terminer les préparatifs en cours et mit à disposition les moyens financiers nécessaires. Une Commission d'études, composée de trois experts souabes, fut créée et envoyée au Brésil au début de 1950 pour une durée de trois mois. Elle avait pour tâche de s'enquérir sur place des possibilités de colonisation. On la chargea en même temps d'élaborer un plan détaillé pour l'établissement de 500 familles, soit d'environ 2500 personnes en tout. La commission d'études souabe répondit aux espoirs qu'on avait mis en elle et présenta à l'Aide Suisse à l'Europe un plan détaillé d'établissement prévu pour l'Etat brésilien du Goyaz. Ce projet fut soumis à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, à l'Organisation internationale du travail, à l'Organisation internationale pour les réfugiés ainsi qu'à un grand nombre de spécialistes. Le projet a rencontré un accueil favorable et nombre de suggestions purent être prises en considération en vue de la mise au point du projet définitif. L'Aide Suisse à l'Europe approuva alors le plan, qui lui servit de base pour son activité dans ce domaine particulier. Le plan prévoit des dépenses d'un montant total de 6,5 millions de francs suisses, y compris les frais de voyage des émigrants d'Autriche au Brésil, l'achat de machines agricoles, d'objets d'équipement personnel, de terrains et de semences, ainsi qu'un capital d'exploitation devant suffire pour deux ans. Selon le projet de la commission d'études, les colons sont tenus de rembourser dans le délai de 10 à 15 ans les dépenses faites pour eux. Au demeurant les Souabes du Danube transférés au Brésil doivent s'organiser en une coopérative, responsable vis-à-vis de l'Aide Suisse à l'Europe[2]. De son côté, le gouvernement brésilien a donné en principe à l'Aide Suisse à l'Europe sont consentement pour l'immigration de 100'000 Allemands.

Après que les bases du projet d'émigration eussent été ainsi fixées, l'Aide Suisse à l'Europe voua son attention au financement et après de grands efforts on réussit à trouver une solution originale qui peut être considérée comme une innovation.

Des exportateurs suisses se déclarèrent d'accord de mettre à disposition de l'Aide Suisse à l'Europe une contribution à fonds perdu dont le montant restait à fixer, en échange de licences supplémentaires pour leurs exportations au Brésil. Aussi l'Aide Suisse à l'Europe fut-elle en mesure en janvier 1951 de signer avec la Banque d'Etat du Brésil (Banco do Brasil) un accord, selon lequel des licences d'importation brésiliennes supplémentaires pour un total de 31 millions de francs étaient accordées aux exportateurs suisses. Ceci à condition que l'organisation transporte 2500 colons allemands au Brésil afin de les y établir.

Toutefois la conclusion de cet accord ne mit pas fin aux difficultés qui s'opposaient à la réalisation du projet d'émigration. Depuis le moment où pour la première fois l'Aide Suisse à l'Europe prit contact avec les exportateurs

2. *La coopérative en question s'appelle Agraria.*

suisses, la conjoncture s'était modifiée considérablement par suite du conflit de Corée. Les exportateurs suisses ne se déclarèrent prêts à effectuer les exportations que si la question des risques pouvait être résolue de façon acceptable. Le gouvernement brésilien, comme on l'a dit, avait fait de l'arrivée effective des émigrés une condition du contrat; en outre, les créances des exportateurs suisses ne doivent être portées au «conta grafica» qu'après l'arrivée des marchandises au Brésil, moment à partir duquel seulement le Banco do Brasil s'engage de son côté au paiement des créances en francs suisses. Les paiements se font pour la première fois douze mois après ladite mise en compte et par tranches d'1/6 de la créance totale. Les créances sont ainsi payées 18 mois après leur inscription au «conta grafica». La décision de la commission pour la garantie des risques à l'exportation, approuvée par le Conseil fédéral, consistant à assumer la garantie de 80% de la valeur d'exportation des marchandises demandées à chacune des maisons suisses, fut un premier pas vers la solution du problème. Le Conseil fédéral se déclara également prêt à assumer une garantie supplémentaire analogue à la garantie contre les risques d'exportation et qui est nécessaire jusqu'au moment de l'entrée en vigueur de la garantie contre les risques d'exportation, c'est-à-dire jusqu'à l'inscription des créances au «conta grafica». Dans ces circonstances, l'Aide Suisse à l'Europe put placer au printemps de 1951 toutes les licences mises à sa disposition.

La plupart des exportateurs suisses ne sont en mesure d'effectuer leurs paiements à fonds perdu à l'Aide Suisse à l'Europe – paiements qui s'élèvent en moyenne à 20% de la valeur des factures pour la marchandise livrée – que s'ils ont reçu la contrevaleur de leurs créances. La Confédération a donc décidé de mettre sans délai à disposition de l'Aide Suisse à l'Europe à titre d'avance le montant total de ces paiements, soit environ 6,5 millions de francs nécessaires pour le financement de l'émigration. De cette manière, l'Aide Suisse à l'Europe a été mise en mesure de commencer immédiatement l'exécution de l'action d'émigration.

Les études entreprises pendant ce temps au Brésil montrèrent que l'établissement projeté dans l'Etat de Goyaz pouvait se réaliser mieux encore dans celui de Paraná. Ceci surtout à cause de la situation plus favorable de ce dernier au point de vue des communications et parce que son territoire est en grande partie déjà propre à la culture. L'Aide Suisse à l'Europe se rangea à cette manière de voir et consentit à l'achat de 20'000 ha. de terrain. Le 22 mai de cette année un premier groupe de 221 colons est parti de Gênes pour l'Amérique du Sud et est arrivé le 5 juin. Il s'agit d'un groupe dit «de travail» qui a pour tâche d'accomplir les travaux préparatoires pour l'admission, pour le moment, de deux autres groupes de colons. Ces travaux préparatoires comprennent principalement l'organisation d'une scierie et d'une briqueterie ainsi que la construction d'un nombre suffisant de maisons d'habitation. Par la suite il sera possible d'accueillir d'autres groupes. Il est prévu de transporter jusqu'à la fin de l'année les 500 familles au Paraná, le dernier groupe d'environ 4–500 personnes devant quitter l'Europe au mois de décembre.

On a l'intention de ne pas se contenter de ce premier plan et d'établir en Amérique du Sud d'autres colons choisis parmi les réfugiés d'origine allemande. Théoriquement, il sera possible de créer une nouvelle existence outre-

mer pour des émigrés dans la mesure où les premiers colons restitueront les crédits accordés. Mais il semble plus utile de chercher à conclure de nouveaux contrats, soit avec le Brésil, soit avec d'autres Etats sud-américains afin de trouver des fonds qui permettent de réaliser dans un avenir pas trop lointain d'autres projets d'émigration. Aujourd'hui déjà des sondages sont faits dans cette intention[3]. L'Organisation internationale du Travail à Genève a témoigné au plan de l'Aide Suisse à l'Europe la plus grande sympathie et il n'est pas exclu qu'elle participe financièrement à la réalisation d'autres projets, spécialement en ce qui concerne les frais de voyage.

ANNEXE 2

AIDE-MÉMOIRE[4]

I. Organisation du plan.

1) Le plan d'émigration et de colonisation dont il est question dans cet Aide-Mémoire est dû à l'initiative de l'Union Suisse de Charité (CARITAS). L'Aide Suisse à l'Europe a adopté ce plan de colonisation.

L'Union Suisse de Charité s'occupe intensivement depuis 1936 des problèmes relatifs à l'émigration. Elle a fondé au Brésil (Avaré, Sao Paolo) une école pour les immigrants, afin de leur donner une formation adéquate pour le travail agricole de ce pays. L'Aide Suisse à l'Europe, dans le cadre de ses actions d'aide aux pays victimes de la guerre, s'est toujours occupée de l'angoissante question des réfugiés et a essayé d'y apporter une solution définitive.

2) L'Union Suisse de Charité à été fondée en 1901. Elle est soutenue par la Conférence des Evêques Suisses. L'Union Suisse de Charité a joué un rôle capital dans la fondation de l'Aide Suisse à l'Europe et jouit au sein de cette organisation d'une influence prépondérante.

L'Aide Suisse à l'Europe est une fédération des organisations suisses de charité traditionnelles et qui jouit de l'appui officiel du Gouvernement suisse. L'Aide Suisse à l'Europe a reçu depuis 1945, date à laquelle cet organisme a commencé à fonctionner sous le nom de «Don Suisse», des subventions de la Confédération Suisse pour un montant d'environ 160 millions de francs suisses. A ces 160 millions viennent s'ajouter environ 50 millions de francs suisses, résultat d'une collecte parmi la population suisse qui a été appuyée par le Gouvernement suisse. Ces fonds ont été utilisés par le canal des organisations membres de l'Aide Suisse à l'Europe pour parer aux souffrances des populations victimes de la guerre dans tous les pays européens.

3) L'Union Suisse de Charité, aussi bien que l'Aide Suisse à l'Europe sont dirigées par de hautes personnalités suisses.

L'Union Suisse de Charité a comme président M. le Conseiller National Dr. Wick, et comme directeur général Monseigneur Crivelli. L'Aide Suisse à

---

3. *Cf. par exemple le cas du Chili, qui s'inspire de l'expérience brésilienne,* E 2001(E)1967/113/820.

4. *Cet aide-mémoire non-daté est rédigé par Ch. Redard,* E 2001(E)1967/113/819 (DODIS-8926).

l'Europe a comme président le Prof. Dr. Ludwig de Bâle et comme secrétaire général M. le Dr. Leupold. La commission d'émigration de l'Aide Suisse à l'Europe a comme président M. le Ministre Redard qui pendant de longues années a été Ministre de Suisse au Brésil.

4) Les deux organisations ci-dessus mentionnées ont envoyé au Brésil deux délégués ayant plein pouvoir pour étudier les possibilités d'émigration au Brésil, pour négocier avec les Autorités brésiliennes les questions relatives à l'émigration de réfugiés européens et pour négocier avec les Autorités brésiliennes (Ministère des Affaires Etrangères et Banco do Brasil) les questions financières relatives à cette émigration. Ces délégués sont M. le Dr. Jean Vayda et M. René Bertholet qui depuis dix ans sont les collaborateurs étroits aux services des organisations-membres de l'Aide Suisse à l'Europe, ayant déjà fait leurs preuves. Ces organisations et l'Aide Suisse à l'Europe assument l'entière responsabilité pour les faits et actes de ces deux mandataires. Leur activité est d'ailleurs contrôlée d'une façon suivie par l'Aide Suisse à l'Europe.

II. Exécution du plan.

Ce plan comporte l'émigration au Brésil de 500 familles paysannes de Souabes du Danube. Il s'agit de la première étape d'un plan plus vaste dont il est question dans la lettre du Conselho de Imigraçao e Colonizaçao du 12 août 1950[5], qui a été adressée au délégué général, M. le Dr. Jean Vayda de la «Uniao Suiça de Caridade» (Union Suisse de Charité) au Brésil.

Il s'agit en l'occurrence de coloniser dans l'Etat de Goiaz 25'000 ha. avec un équipement agricole moderne. Le plan de financement élaboré par les délégués de l'Aide Suisse à l'Europe à Rio de Janeiro après leurs discussions très poussées auprès du Banco do Brasil et auprès de la Division Economique du Ministère des Affaires Etrangères du Brésil peut se résumer de la façon suivante:

1) Le Banco do Brasil donne à l'Aide Suisse à l'Europe une concession pour l'importation de marchandises suisses qui s'effectuera par les importateurs traditionnels au Brésil. Le montant de ces importations s'élève à 30'000'000 de francs Suisses environ. La liste de ces marchandises comprend environ 70% d'«essentials» et environ 30% de «non-essentials».

2) Le paiement des marchandises en francs suisses ne s'effectuera pas immédiatement après leur importation au Brésil. Le Banco do Brasil s'engagera à virer les francs suisses qu'en un ou deux ans après l'inscription en «conta grafica» des montants facturés des marchandises importées. C'est à dire que le Banco do Brasil aura à sa disposition environ 130'000'000 de Cruzeiros pendant un ou deux ans sans avoir le besoin de payer des intérêts.

3) Les exportateurs suisses ont un intérêt croissant à maintenir leur position sur le marché brésilien. Ils sont prêts à donner à l'Aide Suisse à l'Europe des crédits à long terme en faveur de son plan de colonisation, s'ils ont la possibilité de recevoir des licences d'importation. Ce problème a été discuté avec eux. Ces crédits à long terme qui sont en réalité une diminution de leurs profits

---

5. *Non retrouvée.*

immédiats suffiront pour financer la colonisation prévue par l'Aide Suisse à l'Europe.

4) Les Banques Suisses sont prêtes à financer les exportateurs suisses pour cette période de un ou deux ans ci-dessus mentionnée et cela grâce au concours de la garantie du Gouvernement suisse destinée à couvrir les risques inhérents aux exportations. Le Gouvernement suisse contribuera donc par le truchement de cette garantie de l'Etat à la réalisation du plan de l'Aide Suisse à l'Europe.

5) L'Aide Suisse à l'Europe est prête à assurer les services sociaux de cette entreprise (émigration et colonisation de 500 familles paysannes). Ils comportent la sélection des candidats à l'émigration, des cours préparatoires avant le départ (langue portugaise, connaissance du Brésil, etc.), l'assistance sociale au départ, pendant le transport, à l'arrivée, une assistance médicale et sociale sur le lieu même de la colonisation pendant une durée de 5 ans. Le budget de ces services sociaux est de francs suisses 500'000 environ qui seront payés par le Gouvernement suisse à fonds perdu en faveur du plan de colonisation de l'Aide Suisse à l'Europe.

6) L'organisation de la colonisation sera faite sous une forme coopérative. Il est prévu de créer au Brésil une Société de crédit réel, mi-brésilienne, mi-suisse, qui aura la tâche de fiscaliser la coopérative et d'assurer le bon fonctionnement de cette dernière[6]. La coopérative sera liée à cette Société de crédit réel de telle façon qu'elle sera obligée de rembourser les crédits qu'elle aura reçus par son intermédiaire. Il est entendu que les fonds ainsi récupérés par la Société de crédit réel seront utilisés pour la réalisation de nouveaux plans de colonisations, naturellement en tenant compte des engagements pris par l'Aide Suisse à l'Europe à l'égard des exportateurs suisses en ce qui concerne les crédits à long terme, que ces derniers auront accordés à l'Aide Suisse à l'Europe.

III. Avantages pour le Brésil.

1) La colonisation de 25'000 ha dans l'Etat de Goiaz avec des méthodes modernes d'équipement agricole par 500 familles de Souabes du Danube ayant des traditions colonisatrices incontestables.

2) Le Brésil réalise cette œuvre de colonisation sans que pour cela l'Etat soit obligé de débourser une somme quelconque ou d'ouvrir un crédit quelconque en faveur de l'œuvre de colonisation.

3) Le Brésil importe pour 130'000'000 Cruzeiros de marchandises suisses dont plus de 70% sont des «essentials» dans une période où l'industrie mondiale est accaparée par le réarmement et cela sous des conditions de crédit de un à deux ans. Cette forme d'importation correspond à la politique actuelle du Brésil, dite «stock pile» avec paiement des marchandises importées un ou deux ans après leur importation, avec la différence que dans notre cas le Banco do Brasil recevra les 150 millions de Cruzeiros immédiatement après l'arrivée des marchandises au Brésil.

---

6. *Il s'agit de la société Emigrar SA.*

4) Les prix des marchandises ainsi importées ne seront pas plus élevés que ceux pratiqués sur le marché brésilien[7].

---

7. *Au sujet de ce projet d'émigration au Brésil, cf. la lettre de P.-R. Micheli à E. Feer du 15 mai 1950,* E 2001(E)1967/113/817 (DoDiS-7440)*, la notice de la Division du commerce du DFEP à H. Homberger du 13 octobre 1951. Non reproduite* (DoDiS-7441) *et le PVCF N° 1968 du 25 novembre 1952 et son annexe,* E 1004.1(-)-/1/547 (DoDiS-7442 *et* 8921). *Cf. aussi* E 2001(E)1967/113/821*, et, pour la suite du dossier riche en rebondissements,* E 2001(E)1970/1/11, 17 *et* 18.

111

E 2800(-)1967/59/5
[DoDiS-8736]

Notice interne du Département politique[1]

PROJET DE RÉPONSE À LA QUESTION COTTIER, GENÈVE, CONCERNANT LES ATTACHÉS SOCIAUX

EC Berne, 22 août 1951

I. *Historique.*

L'idée de créer des postes d'attachés sociaux remonte à fin 1938[2]. Le Conseil fédéral décida en effet à cette époque d'organiser auprès de la Légation à Paris un centre d'information pour les questions sociales intéressant les travailleurs suisses résidant en France ou désireux de s'y établir[3].

Lorsque, en 1945, les Chambres et les milieux intéressés entamèrent des discussions sur l'extension et le renforcement de notre représentation diplomatique[4], ils furent d'avis que le moment était venu de doter d'un attaché social nos missions les plus importantes. C'est ainsi que des spécialistes furent attribués aux Légations de Suisse à Paris, Londres et Washington[5].

L'utilité des attachés sociaux a été mise en doute à diverses reprises, en 1948 notamment[6]. Elle avait été critiquée dans la presse. Au Parlement, le

---

1. *Ce projet est rédigé par P. Frochaux et adressé à M. Petitpierre pour la séance de la commission des Affaires étrangères du 3 septembre 1951 à Berne. Le texte initial est rédigé le 15 février 1951 par G. Bonnant et adressé à M. Petitpierre comme réponse aux doutes emises par R. Rubattel et J. Escher lors d'une séance du Conseil fédéral, cf. la lettre de M. Petitpierre à R. Rubattel et J. Escher du 27 février 1951, cf.* E 2001(E)1968/83/72*. La version définitive date du 8 janvier 1952. Ibid.*
2. *Cf.* E 2001(D)-/7/26.
3. *Cf. PVCF N° 2299 du 27 décembre 1938,* E 1004.1(-)-/1/380.
4. *Cf. le* Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la création de légations (du 7 septembre 1945), *FF, 1945, vol. 97, II, pp. 1–30 et Bull. sténCN, 1945, pp. 653–661 et Bull. sténCE, 1945, pp. 161–173.*
5. *Georges Chavaz est nommé attaché social à Paris par PVCF N° 130 du 15 janvier 1946,* E 1004.1(-)-/1/465 (DoDiS-1346), *Paul Clottu à Londres et Emil Friedrich Riemensberger à Washington par PVCF N° 3004 du 29 novembre 1946,* E 1004(-)-/1/475 (DoDiS-6060).
6. *Cf.* E 2001(E)1968/82/45.

Conseiller national Philippe Schmid avait posé une question[7] à laquelle il fut répondu de la manière suivante:

«Nous n'avons pas l'intention de modifier en quoi que ce soit l'institution des attachés sociaux ni la tâche qui leur est confiée dans les postes dont ils dépendent.

Il y en a trois: Paris, Londres et Washington. Nous faisons une expérience qui, jusqu'à présent, n'a donné que de bons résultats. Il n'a pas été question, par ailleurs, de décréter un régime spécial de rétribution pour les attachés sociaux. Toutefois, ceux-ci sont attachés à une légation et le tarif consulaire autorise cette légation à percevoir un émolument de vacation lorsqu'il s'agit de travaux se rapportant à des intérêts privés et qui ont exigé un travail important.»[8]

II. *Tâches des attachés sociaux.*

A. *Information.*

La documentation que l'attaché social doit recueillir porte en particulier sur les sujets suivants:

Protection des travailleurs (contrats de travail individuels et collectifs, salaires, durée du travail et du repos, vacances, protection des femmes et des enfants, prévention des accidents et des maladies professionnelles, inspection du travail, conciliation et arbitrage, jurisprudence du travail, travail à domicile).

Sécurité sociale (assurances maladie, accidents, chômage, maternité, vieillesse et survivants, invalidité).

Lutte contre le chômage et placement.

Formation professionnelle dans l'artisanat, l'industrie et le commerce (apprentissage, perfectionnement des ouvriers et employés qualifiés, écoles techniques, examens professionnels).

Statistiques sociales (salaires, prix, coût de la vie, niveau de vie, degré d'occupation, marché du travail, chômage) et démographiques. Méthodes d'établissement de ces statistiques.

Organisation professionnelle, communauté professionnelle et d'entreprise, comités d'entreprise, de production, etc.

Commerce de détail, arts et métiers: Organisation, mesures de protection.

Protection de la main-d'œuvre agricole et des paysans.

Activité des organisations agricoles.

Protection de la famille (allocations familiales, etc.).

Politique en matière de logement et de construction de logements à bon marché.

Hygiène publique (tuberculose, alcoolisme, maladies épidémiques).

Institutions sociales, leur organisation, leur fonctionnement.

Nationalisation des industries et des assurances privées. Formes d'économie mixte. Coopératives.

En règle générale, l'attaché social communique la documentation qu'il a recueillie à l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail. Celui-ci se charge de la transmettre aux autres administrations et aux asso-

---

7. *La question de Ph. Schmid date du 10 juin 1948, ibid.*
8. *Ibid. Cf. aussi* E 7170(A)-/1/4.

ciations intéressées. Dans certains cas, l'attaché social peut néanmoins correspondre directement avec ces administrations ou ces associations.

B. *Défense des intérêts des travailleurs suisses et de l'immigration.*

Les attachés sociaux traitent les questions concernant la main-d'œuvre, le travail, l'exercice des professions et préparent les accords internationaux sur ces différentes matières. Ils s'occupent également de l'application de l'Assurance-Vieillesse et survivants facultative, de l'immigration et de l'assistance sociale sur le plan général. Leur activité diffère selon les postes:

Paris.

L'attaché social à Paris a participé à la négociation des accords suivants:

– arrangement confidentiel du 1er août 1946 sur la situation des ressortissants de l'un des Etats résidant dans l'autre;

– déclaration relative à la situation des ressortissants français en Suisse et suisses en France;

– accord relatif à l'admission des stagiaires;

– traité de travail entre la France et la Suisse;

– accord relatif à l'émigration et à l'établissement d'exploitants agricoles suisses;

– accord relatif à la circulation frontalière;

– accord du 27 avril 1948 sur l'exercice des professions d'experts-comptables et de comptables;

– convention du 9 juillet 1949 et arrangement du 23 mai 1950 sur l'Assurance-vieillesse et survivants (environ 10'000 Suisses en France sont affiliés à l'AVS).

L'attaché social prépare depuis plusieurs années déjà certains traités sur la profession d'architecte, les professions médicales ou para-médicales, le statut du fermage et du métayage, l'échange de stagiaires, etc. L'importance de ce service ressort du volume de la correspondance du bureau de l'attaché social. En 1950, ce bureau reçut 2200 lettres environ et en écrivit 3200.

Londres.

L'attaché social s'occupe du sort des travailleurs suisses en Angleterre. Ceux-ci constituent un élément peu stable, la majeure partie d'entre eux venant en Angleterre dans le seul but d'apprendre l'anglais. Six mille permis de travail par an environ sont délivrés par les autorités anglaises à des travailleurs suisses. Le gouvernement britannique est opposé à des traités internationaux sur les questions de main-d'œuvre. L'attaché social a réalisé certains accords avec des associations professionnelles sur les stagiaires dans l'industrie hôtelière, sur les boulangers et pâtissiers, sur les agriculteurs et les jardiniers.

L'attaché social négocie présentement un accord de réciprocité en matière d'assurance-vieillesse. Il s'occupe en outre d'assister nos compatriotes dans la difficulté. Ses tâches, dans le domaine social, n'absorbent pas toute son activité; il voue une partie de son temps à l'information politique.

Washington.

L'activité de l'attaché social à Washington se limite au domaine de la documentation des autorités et associations suisses et à celle des autorités américaines.

III. *Conclusions.*

L'Office fédéral des Arts et Métiers, avec lequel les attachés sociaux sont le plus fréquemment en rapport, estime que l'expérience est concluante et qu'une modification du système actuel n'est pas souhaitable. M. Saxer, directeur de l'Office fédéral des assurances sociales s'exprimait à leur sujet comme suit à la date du 28 novembre 1950: «L'Office fédéral des assurances sociales attache une très grande importance aux attachés sociaux en général et notamment à celui de Paris, étant donné qu'il s'agit en l'occurrence d'une colonie assez nombreuse.»[9]

Nos trois attachés sociaux ont rendu en outre aux Légations dont ils dépendent d'excellents services. Le travail qu'ils ont fourni n'aurait pas pu être évité. Tout au plus aurait-il été confié à d'autres agents qui peut-être, n'étant pas spécialisés, ne l'auraient pas fait avec la même compétence.

---

9. *Cf.* E 2001(E)1968/83/72.

112

E 2800(-)1967/61/74
[DoDiS-8859]

Discours du Chef du Département politique, M. Petitpierre, à l'occasion des Journées annuelles des Suisses de l'étranger

Ne pas publier avant le 2. 9. 51 à 11h. Bâle, 1/2 septembre 1951

Mes chers compatriotes,

Une fois de plus, mes fonctions de Chef du Département politique me donnent le privilège d'être au milieu de vous, de vous transmettre le salut du Conseil fédéral et de vous apporter ses vœux pour le succès de vos travaux.

[…][1]

D'année en année, ces Journées des Suisses de l'étranger prennent, me semble-t-il, plus d'importance et marquent davantage dans la vie du pays[2]. Non seulement elles manifestent la cohésion spirituelle qui unit étroitement les deux Suisses: celle de l'intérieur et celle de l'extérieur, mais encore elles sont l'occasion pour vous de vous retremper dans la vie du pays, de reprendre contact avec ses institutions, avec les ombres et les lumières de notre existence nationale, d'exposer directement vos problèmes et vos préoccupations; et à nous elles font mieux connaître le destin de nos compatriotes à l'étranger, la manière dont ils jugent nos questions nationales; elles nous permettent surtout de chercher à tracer, d'entente avec vous, les voies grâce auxquelles nos relations avec nos colonies pourront être améliorées et rendues plus vivantes et l'action des autorités en faveur des Suisses de l'étranger plus efficace.

---

1. *Ce passage contient des remerciements de M. Petitpierre.*
2. *Pour ces journées des Suisses de l'étranger, cf.* E 2800(-)1967/61/74.

On ne saurait donc être assez reconnaissant à ceux qui, non seulement sont les agents actifs de ces Journées annuelles, mais, tout le long de l'année, se vouent à la belle et grande tâche de maintenir et de resserrer de manières si diverses les liens entre les Suisses de l'étranger et le pays; je pense en particulier à ceux qui collaborent en Suisse même au sein du Secrétariat des Suisses à l'étranger, ou d'autres organisations comme le Secours aux Suisses, Pro Juventute, la Commission de bourses d'études et d'apprentissage en faveur des Suisses de l'étranger, le Comité d'aide aux écoles suisses de l'étranger.

Mais je pense aussi à ceux d'entre vous qui, à côté de leur activité professionnelle, consacrent leur temps et leurs forces à des tâches désintéressées, là même où ils sont établis, pour maintenir et développer les institutions fondées par des Suisses, songent à en créer de nouvelles et savent en faire des foyers où la patrie, en dépit de l'éloignement et de l'absence, reste présente.

A tous ces serviteurs fidèles et désintéressés, au nom du Conseil fédéral et du pays, je dis: nous savons ce que nous vous devons et nous vous disons merci pour ce que vous êtes, merci pour l'œuvre patiente que vous accomplissez avec tant de dévouement.

Il suffit de prendre connaissance de l'ordre du jour de vos délibérations pour se rendre compte de l'utilité, de la nécessité de ces Journées et de la diversité des problèmes qui méritent d'y être traités et qui sont, les uns d'ordre spirituel, les autres d'ordre matériel touchant des intérêts généraux ou des intérêts particuliers.

Il y a les problèmes du passé et ceux de l'avenir. Au cours de ces dernières années, ils ont fait l'objet d'une étude systématique. Vous savez que, grâce à une initiative prise en 1945 et dont le mérite revient à mon collègue M. Edouard de Steiger, alors comme aujourd'hui Président de la Confédération et Chef du Département de Justice et Police, et à ses collaborateurs, une Commission d'experts pour les questions relatives aux Suisses de l'étranger a été constituée[3]. Son travail s'est poursuivi silencieusement et vous savez qu'il a abouti à un rapport[4] dont les différents éléments sont actuellement examinés par les autorités et administrations fédérales compétentes[5]. Ce rapport, clair et précis, contient des propositions et des suggestions. Je ne sais pas dans quelle mesure celles-ci pourront être retenues et réalisées. Il y en a qui le seront certainement. D'autres se heurtent à des difficultés à cause de leur complexité ou parce qu'elles exigent des modifications législatives. Quoi qu'il en soit, elles méritent toutes d'être étudiées dans un esprit positif, le moins bureaucratiquement possible, et avec la volonté d'aller aussi loin que faire se pourra dans le sens des vœux exprimés.

---

3. *Pour la création de cette commission, cf. PVCF N° 2850 du 10 novembre 1945,* E 1004.1 (-)-/1/463. *Cf. aussi DDS, vol. 17, N° 117, note 19.*

4. *Cf. le* Bericht der Expertenkommission für Auslandschweizerfragen an den Vorsteher des Eidg. Justiz- und Polizeidepartementes zuhanden des Bundesrates (vom 21. Dezember 1950), E 4265(A)1969/303/18 (DoDiS-8899).

5. *Cf. le* Einstweiliger Bericht über die bisherige Behandlung des Berichtes der Expertenkommission für Auslandschweizerfragen innerhalb der Bundesverwaltung (Dezember 1951), E 2001(E)1968/83/152 *et le* Memorandum über den Stand der Auslandschweizerfragen zu Beginn des Jahres 1952, E 2802(-)1967/78/11 (DoDiS-8895), *les deux rédigés par E. Scheim.*

J'ai fait tout à l'heure allusion aux problèmes du passé et à ceux de l'avenir.

Parmi ceux du passé, il y a en particulier ceux intéressant nos compatriotes qui ont été victimes de la guerre, soit qu'ils aient pu demeurer dans les pays étrangers où ils étaient établis mais ont été atteints dans leur personne ou dans leurs biens, soit que des événements indépendants de leur volonté les aient obligés à revenir en Suisse. On peut admettre qu'il y a 30'000 ou 40'000 Suisses qui ont subi les effets cruels des hostilités.

Une double action devait s'exercer en leur faveur, d'un côté à l'étranger, par la voie diplomatique, auprès des Gouvernements des pays où ils ont ou avaient leur domicile, de l'autre côté en Suisse même.

A l'étranger, au cours de ces dernières années nous avons multiplié les démarches pour obtenir une solution aussi satisfaisante que possible des problèmes intéressant nos compatriotes. Dans la plupart des domaines, ces démarches ont abouti à des résultats positifs. Des Suisses condamnés à tort ont été libérés; des indemnités nous ont été versées et ont pu être réparties aux familles de Suisses qui ont perdu la vie soit en Europe[6] soit dans les pays d'outre-mer[7]. En revanche, la plupart des dommages de guerre causés à des Suisses dans les pays qui ont souffert des hostilités n'ont pas été réparés. Nos possibilités d'action dans ce domaine sont très limitées. Tout ce que nous pouvons chercher à atteindre, c'est que les Suisses soient assimilés aux nationaux. Il est évidemment exclu d'obtenir pour eux un traitement de faveur. Mais même cette assimilation n'a pas été admise jusqu'à présent par la plupart des Gouvernements avec lesquels nous avons négocié. Le Conseil fédéral aura d'ailleurs l'occasion de se prononcer sur l'ensemble du problème des dommages de guerre en répondant à une interpellation déposée récemment au Conseil national[8]. Sur le plan intérieur, en l'absence d'une responsabilité de la Confédération pour les dommages subis par des Suisses à l'étranger, les Chambres, sur la proposition du Conseil fédéral, ont pris, vous le savez, l'arrêté du 17 octobre 1946 ouvrant, après ceux déjà accordés et utilisés, un nouveau crédit de 75 millions de francs en faveur de nos compatriotes victimes de la guerre[9]. Ce crédit n'est pas encore épuisé. Il est évidemment insuffisant pour permettre la réparation, même partielle, des dommages de guerre. Son but n'est d'ailleurs pas d'assurer cette réparation, mais d'accorder des secours à ceux de nos compatriotes restés à l'étranger ou qui ont été rapatriés et qui se trouvent dans la situation la plus difficile.

Dans un autre domaine, nous avons été appelés à défendre des intérêts suisses importants à l'étranger. Je pense à ceux de nos compatriotes qui ont été atteints par des mesures de nationalisation ou par des mesures analogues et qui ont été expropriés de leurs biens[10]. Il était impossible de s'élever contre

---

6. *Cf. la* notice sur le traitement des Suisses dans les pays de l'Est européen du 4 mars 1949, E 2800(-)1967/59/4 (DoDiS-5184).
7. *Cf. PVCF N° 1155 du 3 mai 1946,* E 1004.1(-)-/1/469 (DoDiS-1391).
8. *Il s'agit de l'interpellation de W. Vontobel du 2 avril 1951. Pour la réponse de M. Petitpierre au Conseil national, cf.* E 2001(D)1968/154/4 (DoDiS-8896).
9. *Cf. l'*Arrêté fédéral concernant une aide extraordinaire aux Suisses de l'étranger (du 17 octobre 1946), *RO, 1946, vol. 62, pp. 876–878.*
10. *Cf. note 6.*

les mesures de nationalisation, que chaque Etat est libre de prendre comme il l'entend. En revanche, une expropriation sans indemnité étant contraire au droit des gens, nous avons négocié pour obtenir, sinon le paiement de la contre-valeur de ces biens, tout au moins des indemnités permettant de réparer partiellement le préjudice subi par les intéressés. Ceux-ci ne pouvant pratiquement pas agir individuellement, c'est la Confédération comme telle qui s'est chargée de leurs intérêts et a cherché à obtenir des indemnités aussi élevées que possible. Nous avons conclu des accords pour régler ce problème avec la plupart des pays de l'Est européen: Yougoslavie, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie et, tout récemment, Roumanie[11]. Sans doute ces accords ne sont pas entièrement satisfaisants. Ils ont été l'objet de certaines critiques aux Chambres, dans la presse, dans l'opinion publique. Nous croyons cependant avoir été bien inspirés en cherchant à résoudre sans plus attendre ces problèmes irritants. D'ailleurs, si tous ces accords n'ont pas produit leurs effets dans les délais convenus, ils ont cependant déjà permis d'encaisser une somme totale de 54 millions sur des indemnités représentant un montant global de 274 millions.

L'accord conclu à Washington en 1946, qui, à côté d'autres questions, prévoit la liquidation des avoirs allemands en Suisse, a suscité de grands espoirs parmi les Suisses victimes de la guerre. Ces espoirs n'étaient pas sans fondement puisque l'accord disposait que la moitié du produit de la liquidation des biens allemands serait versée à notre pays et que le Conseil fédéral avait exprimé l'intention de proposer aux Chambres d'utiliser les sommes qu'il aurait reçues en faveur de nos compatriotes victimes de la guerre[12]. Sans vouloir reprendre longuement cette affaire aux aspects si complexes, je tiens à souligner encore une fois que, lorsque l'accord de Washington a été conclu, son but n'était pas d'assurer à la Confédération les moyens d'indemniser les victimes suisses de la guerre. Les raisons qui ont justifié à l'époque cet accord étaient d'une tout autre nature. Elles ont été exposées dans le message que le Conseil fédéral a adressé aux Chambres le 14 juin 1946[13]. Un passage de ce document a souvent été invoqué par les milieux intéressés, celui précisément où le Conseil fédéral fait allusion à l'utilisation de la part revenant à la Suisse en faveur de nos compatriotes atteints par la guerre, Le Conseil fédéral ne peut cependant faire des propositions aux Chambres aussi longtemps que le sort de l'accord de 1946 est incertain et que l'on ne sait pas de quelle manière, sous quelle forme et selon quelles modalités il pourra, en définitive, être exécuté. Nous comprenons l'impatience des milieux intéressés et nous regrettons que l'exécution de cet accord ait suscité des difficultés dont l'examen et la discussion ont duré des années. Mais l'on ne doit pas trop s'étonner de ce développement peu satisfaisant. Il s'agissait en effet de résoudre des problèmes d'une nature tout à fait exceptionnelle. En outre, les négociations par lesquelles une solution

11. *Cf. l'accord avec la Yougoslavie du 27 septembre 1948, RO, 1948, pp. 995–997, avec la Pologne du 25 juin 1949, RO, 1949, I, pp. 831–842, avec la Hongrie du 19 juillet 1950, RO, 1950, pp. 735–739. L'accord avec la Roumanie est conclu le 3 août 1951, cf. RO, 1951, pp. 827–841.*

12. *Cf. DDS, vol. 17, N° 117* (DoDiS-5440).

13. *Cf. le* Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'approbation de l'accord financier conclu à Washington (du 14 juin 1946)*, FF, 1946, vol. 98, II, pp. 710–733.*

devait leur être donnée se déroulaient non pas avec un seul Gouvernement, mais avec les trois Gouvernements qui avaient traité à Washington en 1946, et qui eux-mêmes en représentaient d'autres.

Comme vous le savez, il y a relativement peu de temps, l'an dernier, l'on s'est mis d'accord sur une des plus importantes questions à résoudre, celle du cours de transfert des francs suisses en monnaie allemande. Là-dessus, les conflits de séquestre ont présenté des difficultés particulières. Nos négociateurs ont défendu avec succès, non seulement notre point de vue juridique, mais aussi les intérêts du pool. Grâce à leurs efforts, des montants appréciables ont été assurés à ce dernier par les accords conclus avec les pays intéressés. Indépendamment de la question de principe, nous avions un intérêt matériel à sauvegarder, en ce sens que, plus le montant de ce pool, c'est-à-dire le montant global à répartir, est élevé, plus la part pouvant revenir aux victimes suisses de la guerre serait augmentée.

Aujourd'hui restent encore en jeu, avant tout, la procédure et les modalités par lesquelles la contre-valeur de leurs biens pourra être versée aux propriétaires allemands. D'après l'accord de 1946 et d'après nos propres conceptions sur la portée de l'accord, nous devons avoir la garantie que ces derniers recevront cette contre-valeur. Il a été possible, le printemps dernier, après des négociations qui ont été laborieuses, d'arriver à une entente sur ce point entre la Suisse et les Alliés. Cette entente ne consacre pas une solution idéale, mais elle apparaît comme défendable. Pour faciliter au Gouvernement de la République fédérale allemande sa collaboration, les Alliés et nous-mêmes étions prêts à assumer certains sacrifices sous forme de transferts de devises, ce qui aurait toutefois réduit proportionnellement les recettes du pool. Les autorités allemandes n'ont pas accepté ce plan. Il en est résulté pour les Alliés comme pour nous une situation nouvelle, qui oblige en particulier à réexaminer si les sacrifices envisagés se justifient encore. Nous n'avons pas à prendre position sur l'intention que peuvent avoir les Alliés d'imposer au Gouvernement allemand l'exécution de l'entente intervenue sous sa forme primitive ou sous une forme modifiée.

Des plans ont été publiés dans la presse, d'après lesquels nous devrions chercher à nous libérer de l'accord de Washington d'une manière quelconque par un paiement. Jusqu'à présent, de tels plans ne nous ont pas été présentés officiellement. S'ils devaient l'être, nous les soumettrions à un examen très attentif. A première vue, les difficultés d'exécution technique de tels plans seraient assez grandes et, étant données les conséquences juridiques et matérielles d'une exécution de l'accord de 1946 selon des modalités nouvelles, l'Assemblée fédérale devrait être consultée et serait compétente pour décider puisqu'elle a en 1946 ratifié l'accord de Washington.

Pour être tout à fait précis, je rappelle que les décisions qui pourraient être prises d'entente avec les Alliés ne s'appliqueraient qu'aux biens appartenant à des propriétaires domiciliés en Allemagne occidentale.

Quoi qu'il en soit, il semble que, dans un avenir que j'espère assez proche, nous serons enfin fixés sur les possibilités d'exécution de l'accord de 1946 et sur les perspectives qui pourraient éventuellement s'ouvrir pour les Suisses victimes de la guerre. Certaines des propositions faites par la Commission

d'experts – et pour lesquelles la mise à contribution du produit de la liquidation des biens allemands est envisagée – doivent d'ailleurs être examinées pour elles-mêmes et leur étude ne saurait dépendre de l'exécution de l'accord de Washington[14].

Parmi les problèmes de l'avenir, – à côté de problèmes particuliers: taxe militaire, nationalité de la femme mariée, assurance-vieillesse, il y en a un qui était le thème principal de vos délibérations de cette année, celui du maintien et du rajeunissement des colonies suisses à l'étranger. Vous avez traité longuement ce sujet hier matin. Il a de multiples aspects. Il suffit, pour se rendre compte de son urgence et de sa gravité, de constater qu'en 1930, 340'000 Suisses vivaient à l'étranger, qu'en 1940 ils étaient encore 270'000 et qu'à fin 1949 ils n'étaient plus que 204'000, sans compter les doubles-nationaux.

Dans ce domaine-là plus ou autant que dans beaucoup d'autres, on se rend compte du recul qui s'est produit dans les relations internationales. Les frontières de certains pays, on le sait, sont pratiquement fermées aux étrangers, pour des raisons d'idéologie politique. La plupart des Suisses qui y étaient établis ont dû quitter leur territoire, souvent en abandonnant leurs biens[15]. Dans d'autres, des considérations démographiques et sociales exigent la protection des nationaux. Nous serions mal venus de leur en vouloir des dispositions restrictives qu'ils ont été amenés à prendre puisque, de notre côté, nous ne pouvons plus laisser nos frontières largement ouvertes aux étrangers qui voudraient venir exercer une activité dans notre pays. Ainsi certaines colonies ont disparu ou sont menacées de disparition ou de vieillissement. Il y a cependant des pays d'outre-mer qui accueillent encore des immigrants. Leur population est faible comparée à leur étendue, à leurs richesses naturelles et à leurs possibilités de développement économique. Il existe encore dans d'assez vastes régions d'autres continents des possibilités pour des Suisses de s'y établir, mais c'est en somme, sinon un autre problème, tout au moins un problème un peu différent et qui intéresse moins nos colonies existantes que ceux de nos compatriotes qui désirent s'expatrier et tenter leur chance ailleurs que dans leur pays. C'est en définitive pour des raisons qui échappent à notre volonté et à notre action que le problème du rajeunissement des colonies se pose. C'est pourquoi il est difficile de lui donner une solution et de trouver des remèdes. Ce qui ne signifie pas – au contraire – qu'il ne mérite pas que nous nous en souciions. Et je pense que le résultat des discussions d'hier nous éclairera et permettra aux autorités de contribuer dans la mesure du possible, un possible qui est assez limité, à réagir contre un développement inquiétant. Il faudra d'ailleurs se méfier des solutions artificielles, ce celles qui ne tiennent pas compte des réalités. Et pour atteindre des résultats positifs, nous devons pouvoir compter sur nos colonies elles-mêmes, sur les Suisses qui ont déjà l'expérience de la vie à l'étranger.

Nous aimons à appliquer à notre pays la formule: unité dans la diversité. Cette diversité, qui fait de la Suisse ce qu'elle est, nous la retrouvons dans nos

---

14. *Cf. note 4.*

15. *Sur ce sujet, cf. la* notice sur le traitement des Suisses dans les pays de l'Est européen *du 4 mars 1949,* E 2800(-)1967/59/4 (DoDiS-5184).

colonies. Selon les pays et les régions, celles-ci sont plutôt urbaines ou plutôt campagnardes, vivent en majorité du commerce ou de l'industrie, ou de l'agriculture. Le destin a été plus favorable aux unes qu'aux autres. La mentalité et les aspirations de leurs membres ne sont pas les mêmes partout. Elles sont naturellement influencées par le milieu où elles vivent. Mais un lien doit les unir entre elles, non seulement pendant les quelques heures où chaque année leurs représentants se rencontrent en Suisse, mais d'une manière permanente. Ce lien, c'est l'attachement à la Patrie commune, aux principes grâce auxquels, malgré sa petitesse, elle a su devenir et rester forte, libre et indépendante. Et l'un de ces principes essentiels est la solidarité, c'est-à-dire le sentiment qu'au-dessus des intérêts individuels et particuliers les plus légitimes, il y a un intérêt général qui en toutes circonstances doit l'emporter et qui crée des devoirs pour tous et pour chacun. Les Suisses de l'étranger le savent. Mais ils ne se contentent pas de le savoir, comme on connaît une chose abstraite. Quand il le faut, ils n'hésitent pas à en tirer les conséquences matérielles, même sans y être sollicités. Et à cet égard rien n'a été plus émouvant que le mouvement spontané de nos colonies apportant généreusement leur contribution à l'aide organisée l'hiver dernier en faveur des populations de nos montagnes cruellement éprouvées par les avalanches. Vous avez là, Suisses de l'étranger, fait un geste dont nous vous sommes profondément reconnaissants. Aussi longtemps que vous serez animés des sentiments qui ont inspiré ce geste, nous saurons que les limites de notre pays ne s'arrêtent pas à ses frontières, mais qu'au delà de celles-ci, il y a une Suisse invisible et vivante sur laquelle, dans les mauvais jours comme dans les bons, nous pouvons compter, comme sur nous-mêmes.

113

E 2800(-)1967/61/65
[DoDiS-8743]

Rede des Chefs der Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, A. Zehnder, anlässlich der Jahreskonferenz der schweizerischen Gesandten[1]

Die Praxis der schweizerischen Neutralitätspolitik angesichts der heutigen Weltlage

[Bern, 7. September 1951][2]

I. Ist die Neutralitätspolitik überhaupt noch ein taugliches Instrument zur Wahrung der schweizerischen Unabhängigkeit?
II. Problematik jeder Politik.

I. Es wäre interessant, festzustellen, wie sich der Souverän, d. h. das schweizerische Volk, zur Frage der Weiterführung oder Aufgabe der schweizerischen Neutralität in der gegenwärtigen politischen Situation stellen würde. Sie werden mit mir einig gehen, dass es schlechthin undenkbar ist, eine Abstimmung über diese heikle Frage durchzuführen. Wir an der Zentrale haben aber über die mutmasslichen Resultate einer solchen Abstimmung unsere Meinung, denn aus Gesprächen wissen wir, dass das schweizerische Volk auch heute unter allen Umständen an der Neutralität festhält. Es ist möglich, dass eine Minderheit anderer Auffassung ist, und dass diese Minderheit heute grösser ist als vor fünf Jahren. Doch besteht kein Zweifel darüber, dass die Anhänger der Neutralität die überwiegende Mehrheit besitzen.

In den Gesprächen, die wir mit den einzelnen Exponenten des Schweizervolkes hatten, mussten wir immer wieder feststellen, dass keine Klarheit darüber besteht, was unter Neutralität zu verstehen ist. Neutralität ist zum Teil zu einem sentimentalen Begriff geworden. Es ist deshalb immer wieder notwendig, zu präzisieren, was darunter verstanden werden muss. Wir wissen, dass Neutralität ein militärischer Begriff ist. In der Tat ohne Kriegszustand gibt es keine Neutralität. Ferner ist Neutralität ein Rechtsbegriff. Aber ausserhalb des Krieges gibt es auch rechtlich keine Neutralität. Die Botschaft

---

1. *Schwerpunkt der Ministerkonferenz vom 6.–8. September 1951 in Bern bildete das Thema* La pratique de la politique de neutralité dans le monde actuel *mit Referaten von A. Zehnder, V. Nef, D. Secrétan und Max Grässli. An der Konferenz nahmen neben M. Petitpierre folgende Postenchefs teil: K. Bruggmann, A. Brunner, W. von Burg, E. Celio, E. Feer, P. A. Feldscher, B. von Fischer, M. Graessli, R. Hohl, A. Huber, G. Jaccard, F. Kappeler, R. Kohli, E. Lardy, V. Nef, J. Rossat, P. A. de Salis, D. Secrétan, O. Seifert, Ch. Stucki, H. de Torrenté. Das EPD war auf Gesandtenebene vertreten durch: W. Stucki, A. Zehnder, Ph. Zutter. Ebenfalls eingeladen waren: M. Troendle, Delegierter des Bundesrates für Handelsverträge, und M. Iklé, Direktor der Finanzverwaltung des EFZD.*
2. *A. Zehnder hat dieses Referat am 7. September gehalten. Das Manuskript des Referats datiert vom 5. September 1951 und weicht in einigen Passagen vom Referat ab. Vgl.* E 2802 (-)1967/78/4.

des Bundesrates vom 4. August 1919 über den Beitritt der Schweiz zum Völkerbund äussert sich darüber wie folgt:[3]

«Neutralität ist der Inbegriff der mit dem Neutralitätszustand verbundenen völkerrechtlichen Rechte und Pflichten.»

und fährt dann fort:

«Neutralitätspolitik ist die Haltung eines neutralen Staates in den Angelegenheiten, die zwar nicht durch das Neutralitätsrecht bestimmt sind, auf die aber die Neutralität mittelbar einen Einfluss hat.»

Es gibt also neben der Neutralität im militärischen und rechtlichen Sinne auch eine Neutralitätspolitik.

Professor Max Huber beginnt seine letzte Studie (1948) über Neutralitätsrecht und Neutralitätspolitik mit der Feststellung, dass Rechtsverhältnisse selten für sich allein betrachtet werden können[4]. «Die allgemeine Haltung der Rechtssubjekte ausserhalb eines gegebenen Rechtsverhältnisses ist für letzteres oft von grosser, vielleicht entscheidender Bedeutung.» Wenn es also auch keine Neutralität im rechtlichen Sinne in Friedenszeiten gibt, so ist doch die Haltung eines Staates eben in diesen Friedenszeiten wesentlich für die Beurteilung seines Neutralitätswillens im Falle eines Konfliktes. Diese Haltung eines Staates in Friedenszeiten im Hinblick auf die Neutralität im Kriege ist Neutralitätspolitik im Frieden.

Die Neutralitätspolitik im Kriege ist das Gebiet, auf dem der Neutrale den Kriegführenden gegenüber seine Freiheit bewahrt und auf dem er je nach dem Verhalten der Kriegführenden ihnen entgegenkommen oder ent-gegentreten darf. Die zitierte Botschaft des Bundesrates sagt:

«Nichts kann den Interessen eines Neutralen mehr entgegen sein als eine übermässige Ausdehnung der Neutralitätspflichten. Denn das Grundrecht der Neutralen, vom Kriege verschont zu bleiben und in seinen friedlichen Beziehungen zu anderen Staaten nicht gestört zu werden, ist eine Selbstverständlichkeit.»[5]

Gerade weil Neutralitätspolitik in den freien Willen des Neutralen gestellt und eine Frage des politischen Ermessens ist, darf die Möglichkeit der Betätigung einer solchen Politik nicht durch missbräuchliche Ausdehnung der Neutralitätspflichten eingeschränkt oder unterdrückt werden. In der Tat, die Geschichte der Neutralität ist im grossen ganzen der Kampf der Neutralen um die freie Sphäre, in welcher sie sich im Kriege bewegen können. A fortiori gelten diese Regeln für die Neutralitätspolitik im Frieden, wobei die Sphäre des freien Ermessens des Neutralen theoretisch unbeschränkt ist. Der Neutrale ist souverän und kann tun und lassen, was ihm beliebt. Jedenfalls wird er aber eifersüchtig wachen, dass in Friedenszeiten seine Bewegungsfreiheit durch andere Staaten unter dem Titel seiner Neutralität nicht eingeschränkt wird.

---

3. *Vgl. die* Botschaft des Bundesrates betreffend die Frage des Beitritts der Schweiz zum Völkerbund (vom 4. August 1919), *BBl, 1919, Bd. 71, IV, S. 541–648.*

4. Max Huber, Neutralitätsrecht und Neutralitätspolitik, in: Schweizerisches Jahrbuch für internationales Recht, 5 (1948), S. 9–28.

5. *Vgl. Anm. 3.*

Es gibt Ausnahmen von der unbeschränkten Freiheit des Neutralen in Friedenszeiten. Ich sehe deren zwei:

1. Die politische Lage kann sich so gestalten, dass die Friedenszeiten nicht mehr die Charakteristika eines Friedenszustandes aufweisen. Es kann dies sein, wenn nach Beendigung eines Krieges die Liquidation des Krieges noch nicht beendet ist, oder wenn die politische Lage zwischen zwei oder mehreren Gruppen von Staaten so gespannt wird, dass sich bereits Bündnisse von Staaten abzeichnen oder vorbereitet werden im Hinblick auf einen künftigen Krieg.

2. Die Schweiz als einziger Staat auf der Welt hat die Prätention, als dauernd neutraler Staat von allen anderen Staaten anerkannt zu werden. Es ist klar, dass die Haltung eines so prätentiösen Staates anders sein muss als jene eines gelegentlich Neutralen gegenüber sich bekämpfenden Staatengruppen.

Die Voraussetzungen für diese zwei Ausnahmen sind meiner Ansicht nach im heutigen Thema enthalten. Es ist somit gerade dieser Aspekt des Problems, der uns heute interessiert: Wie ist die Neutralitätspolitik der dauernd neutralen Schweiz in der heutigen politischen Situation, die schon kein Friede und noch kein Krieg oder schon kein Krieg und noch kein Friede ist, zu handhaben?

Ich glaube, es ist richtiger, wenn ich zuerst versuche, die heutige politische Lage der Welt zu charakterisieren, und erst später dies aus der gegebenen Situation zu folgernden Schlüsse für die Politik der Schweiz ziehe.

Der jüngste Weltkrieg ist seit über sechs Jahren beendet, nicht aber seine Liquidation. Es fehlen noch die Friedensverträge und die daraus resultierende Wiedererlangung der vollen Souveränität der Unterlegenen. Deutschland, Österreich und Japan sind noch besetzte Länder, obgleich die Besetzungsnormen in der Zwischenzeit wesentlich gemildert worden sind. Aus der noch nicht vollendeten Liquidation des letzten Weltkrieges verblieben sowohl für einen gelegentlichen Neutralen des letzten Krieges wie auch für einen dauernd Neutralen Verhältnisse, denen gegenüber beide nicht ganz frei sind. In konsequenter Fortsetzung der Neutralitätspolitik im verflossenen Kriege steht auch der Neutrale vor dem Problem der Liquidation der Vergangenheit und zwar eben als Neutraler und nicht als Kriegführender. Jeden Schritt im Sinne der Rückkehr zu Friedensverhältnissen wird er begrüssen, und sofern es möglich ist, das Seinige dazu beitragen. In dieses Kapitel gehören, was die Schweiz anbetrifft, die Wiederanknüpfung unterbrochener wirtschaftlicher Beziehungen, die Wiederaufnahme der diplomatischen Beziehungen[6], die Zulassung der ehemals Kriegführenden zu internationalen Organisationen, kurzum die Normalisierung aller Art von Beziehungen. Die Schweiz ist, im Bestreben dieser Normalisierung herbeizuführen, auf Schwierigkeiten besonderer Art, d. h. auf solche, die das Vertrauen des Auslandes in die Neutralität der Schweiz

---

6. *Zur Frage der Anerkennung von ausländischen Staaten vgl. die Antwort von M. Petitpierre vom 24. März 1949 auf die Interpellation von W. Schmid, NR-Prot.,* E 1301(-)-/I/390, *S. 112–118. Zur Anerkennung Chinas vgl. die Notiz von M. Petitpierre an A. Zehnder vom 7. Oktober 1949,* E 2001(E)1967/113/154 (DoDiS-8017)*, zur Anerkennung Indonesiens vgl. das Protokoll einer interdepartementalen Konferenz vom 12. Dezember 1949,* E 2001(E)1967/113/155 (DoDiS-7480)*, zur Frage der Anerkennung der beiden deutschen Staaten vgl. Nr. 88 in diesem Band.*

erschüttern könnten, nicht gestossen. Wenn man uns in diesem Zusammenhang gelegentlich Vorwürfe gemacht hat, so war es in dem Sinne, dass wir zu wenig elastisch und zu doktrinär neutral gewesen sind.

Das zweite Kapitel der heutigen politischen Situation, das neutralitätspolitisch von Bedeutung ist, war und ist der Versuch, die Welt international auch politisch straffer als bisher zu organisieren. Ich denke an die Vereinigten Nationen und deren zahlreiche Organe[7]. Sie kennen die Gründe, weshalb wir diesen Organisationen, soweit sie politisch sind, nicht beitreten konnten und weshalb wir ohne weiteres in deren technischen Organen mitarbeiten durften. Jede Superregierung bedarf, um wirksam zu sein, der effektiven Macht, ihre Entschlüsse gegen Widerstand durchzusetzen. Gerade dieser Aspekt der UNO war es, der uns hinderte, ihr beizutreten, weil Sanktionen gegen Dritte unvereinbar sind mit dem Statut eines dauernd neutralen Staates. Wenn wir gewissen technischen Organisationen der UNO nicht beigetreten sind, z. B. der Charta von Havanna[8] oder Bretton Woods[9], oder der GATT[10], so waren dafür andere Gründe massgebend als die Neutralität.

Das dritte Kapitel der heutigen politischen Situation umfasst die Problematik des sogenannten Kalten Krieges oder des Konfliktes West-Ost. Im Gegensatz zu den Aspekten des ersten Kapitels, die die Liquidation der Vergangenheit betrafen, weist der Konflikt West-Ost in die Zukunft. Alles, was mit diesem zunächst ideologischen Konflikt zusammenhängt, ist neutralitätspolitisch von Bedeutung. Denn eben unsere Entscheidungen in Einzelfällen riskieren einmal in der Zukunft genau unter die Lupe genommen, um sorgfältig analysiert zu werden «pour les besoins d'une cause future», die wir heute noch nicht kennen. Heute ist die Welt praktisch in zwei Lager aufgeteilt mit politischen und militärischen Bündnissen diesseits und jenseits des Eisernen Vorhanges. In diesem Konflikt gibt es keine dauernd Neutralen ausser der Schweiz. Wohl zeichnet sich gerade in den letzten Monaten ein gewisser Wunsch zu einer neutralistischen Haltung bei gewissen Staaten ab; doch sind in der Praxis diese Unabhängigkeitsbestrebungen von Moskau oder Washington noch politisch zu wenig wirksam, als dass man sich auf sie stützen könnte. Auf dem asiatischen Kontinent ist es Indien, im Mittelmeerraum die arabischen Staaten, in Europa Schweden, in Amerika Argentinien und einige zentralamerikanische Republiken. Hinter dem Eisernen Vorhang ist einzig Jugoslawien von Bedeutung, aber es scheint, dass Jugoslawien jetzt schon bereit ist, die westliche Blockpolitik mitzumachen[11]. Charakterisiert ist ferner die Lage durch die Intoleranz der beiden Gruppen gegeneinander. Die Situation ist also ähnlich einer solchen im Kriege, und das Verständnis für die unabhängige Politik eines neutralen Staates schwindet dementsprechend mit der Verschärfung der Gegensätze.

---

7. *Vgl. DDS, Bd. 16 und Bd. 17, Thematisches Verzeichnis:* Die Schweiz und die UNO *sowie* Die Schweiz und die Spezialorganisationen der UNO.
8. *Vgl. DDS, Bd. 17, Nrn. 34* (DoDiS-1965), *41* (DoDiS-128) *und 55* (DoDiS-3200).
9. *Vgl. DDS, Bd. 17, Nr. 3* (DoDiS-125), *DDS, Bd. 16, Nr. 111* (DoDiS-1960)*, DDS, Bd. 15, Nr. 144, Annex III.*
10. *Vgl. Nr. 95 in diesem Band.*
11. *Vgl. Nrn. 11 und 13 in diesem Band.*

II. Was heisst nun Politik der Neutralität in dieser komplexen politischen Situation mit ihrem dreifachen Aspekt der Liquidation der Vergangenheit, der Bestrebungen für eine straffere politische Organisation der Welt und dem Konflikt West-Ost?

Wie eingangs erwähnt, verlangt das Schweizervolk vom Bundesrat eine Politik der Neutralität. Es ist aber am Bundesrat, zu entscheiden, ob in der gegebenen Situation eine Politik der Neutralität überhaupt richtig ist. Es ist doch so, dass das, was der Schweizer will, die Unabhängigkeit und die Selbständigkeit der Schweiz ist. Wie in jeder Politik ist auch Neutralität eine Politik, d. h. auch die Neutralität ist nur ein Mittel zum Zweck, eben das Mittel, das die schweizerischen Regierungen bisher als am besten geeignet für die Sicherung der Unabhängigkeit und Selbständigkeit der Schweiz erachtet haben. Sollte sich das Instrument als untauglich erweisen, so müsste es der Bundesrat trotz aller Sentimentalität, mit der das Schweizervolk an der Neutralität hängt, zum alten Eisen werfen. Ist nun dieses Mittel in der heutigen Situation noch tauglich? Sie werden zugeben, dass es sehr schwer ist, die Frage zu beantworten. Ich glaube, bevor wir sie bejahen oder verneinen, müssten wir uns fragen, ob uns ein besseres Instrument zur Verfügung steht. Es wäre unvorsichtig, auf etwas zu verzichten, was sich bewährt hat, ohne einen Ersatz zu haben, der besser ist.

Im Konflikt West-Ost steht die Schweiz eindeutig auf einer Seite. Ideologisch ist sie mit dem Westen verbunden. Auch geographisch gehört sie zum Westen. Herr Bundesrat Petitpierre hat einmal gesagt, die Schweiz sei ein Ast am westeuropäischen Baum. Verdorrt der Baum, so kann auch der Ast kein Eigenleben führen. Es ist nicht zum ersten Mal, dass wir in einem solchen Dilemma sind. Als die liberale Weltauffassung durch das Experiment des Nationalsozialismus und Faschismus in Frage gestellt wurde, so versuchten wir, die Neutralität lediglich als eine Obliegenheit des Staates darzustellen und behielten uns die Freiheit der Gesinnung vor, d. h. wir lehnten strikte die Gesinnungsneutralität ab. In meinen Reisen im Ausland und besonders während meines Aufenthaltes in Berlin[12] musste ich feststellen, dass jeder Versuch, diese Zweiteilung verständlich zu machen, auf taube Ohren stiess, zum Teil weil die Partner davon einfach nichts hören wollten, zum Teil weil sie ehrlich ausserstande waren, diese Subtilitäten zu verstehen. Dabei hatten wir es immerhin noch mit Europäern, zugegeben deformierten, aber immerhin Europäern zu tun. Versuchen wir, diese Subtilität Nicht-Europäern zu erklären, so stossen wir heute auf volles Unverständnis. Ein totalitäres Regime, viel totalitärer als das von Hitler wie heute das russische ist, ist ausserstande, einer solchen Auffassung zuzustimmen, selbst wenn es sie verstehen könnte. In Amerika ist es nicht viel anders. Mit der den Amerikanern inhärenten Tendenz, alles zu vereinfachen, müssen wir damit rechnen, dass sie bei einer weiteren Verschärfung des Konfliktes sich auf die einfachste Formel zurückziehen, nämlich Freund oder Feind. Auch wenn sie bereit wären, die Neutralität zu verstehen, so würden sie unfreundliche Reaktionen in der Schweizerpresse

12. *A. Zehnder war von 1942 bis 1945 als Legationsrat und als Stellvertreter von H. Frölicher auf der schweizerischen Gesandtschaft in Berlin tätig.*

gegen die amerikanische Regierung, gegen amerikanische Institutionen, gegen ihre Politik als schliesslich unvereinbar mit der Neutralität erklären. Ich würde es als gefährlich erachten, die schweizerische Politik auf diesem doppelten Geleise weiterfahren zu lassen. Wir müssen uns hüten, den Begriff der Neutralität selber zu differenzieren, zu umschreiben oder zu interpretieren. In der heutigen politischen Situationen brauchen wir mehr Ellenbogenfreiheit als in normalen Friedenszeiten. Und diese Ellenbogenfreiheit wird uns nur dann gewährleistet, wenn wir nicht von uns aus den Rahmen, in welchem wir politisch tätig sein können, einschränken. Hüten wir uns vor der Erweiterung des Pflichtenkreises durch uns selber in unsicheren Zeiten. Wenn der Krieg kommt, wird es noch früh genug sein, uns freiwillige Beschränkungen aufzuerlegen, denn ein dauernd neutraler Staat wird im Kriege verschiedenes unterlassen, wozu er sonst das Recht hätte. Hüten wir uns aber in allererster Linie vor der Interpretation unserer Neutralitätspflichten durch andere. Es wird unvermeidlich sein, und es geschieht schon von Zeit zu Zeit, dass man unsere Haltung in konkreten Fällen unter die Lupe nimmt und uns vorhält, wir seien bei diesem oder jenem Entschluss nicht neutral gewesen. Unsere Pflicht ist es, solchen missbräuchlichen Interpretationen der schweizerischen Neutralitätspflichten entgegenzutreten, sonst riskieren wir sehr schnell, in diesem eingeengten Rahmen zu ersticken.

Ebenso ausgeschlossen scheint mir eine Politik des Gleichgewichtes zwischen West und Ost zu sein. Sie ist schlechthin der Schweiz nicht würdig. Wenn man es beiden Teilen recht tun will und auf ihre Meinungen hört, so wird man schliesslich eine opportunistische Politik nach beiden Richtungen betreiben und notwendigerweise einmal zwischen Hammer und Amboss geraten. Nicht durch Nachgeben in kritischen Momenten gegenüber dem im Augenblick Stärkeren werden wir unsere Unabhängigkeit retten können, sondern durch eine konsequente Haltung, durch eine Haltung, die man jederzeit stichhaltig, auch dem schwerhörigen Gegner, erklären kann.

Wie sieht nun eine Politik aus, die den vorstehenden Ausführungen Rechnung trägt? Es ist, nach meiner Auffassung, eine Politik der Neutralität schlechthin, oder, wenn Sie es vorziehen, bei der traditionellen Terminologie zu bleiben, eine Politik der bewaffneten integralen Neutralität, wobei Inhalt, Wesen und Umfang unseres Pflichtenheftes von uns allein gegeben wird ohne Rücksicht auf ein Gleichgewicht zwischen West und Ost.

Sollte sich ergeben, dass diese Politik nicht durchgeführt werden kann, weil sie nicht das geeignete Instrument ist, um die Unabhängigkeit und Selbständigkeit des Landes zu gewährleisten, so müssen wir uns fragen, was denn als besserer Ersatz ins Auge gefasst werden könnte. Vermutlich, dieser Schluss liegt auf der Hand, wäre es der Beitritt der Schweiz zu irgendeinem der Systeme, die die Unantastbarkeit und Sicherheit der kleinen Staaten sicherzustellen bestrebt sind. Als solche kämen in Frage sowohl die militärischen Bündnisse in der Art des Atlantik-Paktes oder Systeme der kollektiven Sicherheit[13]. Die Theorie, ob es einem neutralen Staaten verwehrt ist, Defensivbünd-

13. *Vgl. Thematisches Verzeichnis in diesem Band:* Allgemeine Dokumentation zur Sicherheitspolitik.

nisse zu schliessen zum Zwecke der Sicherung seiner Unabhängigkeit, vorausgesetzt, dass ein solches Defensivbündnis dem potentiellen Angreifer rechtzeitig bekanntgegeben wird, ist kontrovers[14]. Es ist aber lediglich eine theoretische Überlegung, die in der Praxis wohl in jedem Fall dazu führen wird, dass der potentielle Gegner von diesem Augenblick an den Neutralen eben nicht mehr als vertrauenswürdig betrachten wird. In jedem Konflikt hat sich der Aggressor bisher immer wieder dagegen gewehrt, als Angreifer abgestempelt zu werden. Er war stets bestrebt, eine Rechtfertigung für die Aggression zu finden, und die Rechtfertigung lag stets im Hinweis auf gewisse Bündnisse, die andere Staaten angeblich gegen ihn geschlossen hatten. Ein System der kollektiven Sicherheit, insbesondere wenn es universell ist, wie dasjenige der Vereinigten Nationen, hat diesen Nachteil nicht, solange als eben diese Universalität erhalten bleibt. Vom Augenblick an, wenn eine Gruppe von Staaten das System der kollektiven Sicherheit verlässt, ist die kollektive Sicherheit der restlichen Staaten nichts anderes als ein Bündnis anderer unter sich, und die ausserhalb dieses Bündnisses stehenden Staaten werden die gleichen Überlegungen anstellen wie im ersten Fall. Ferner wissen wir, dass kollektive Sicherheitssysteme ohne Sanktionen nicht spielen, und Sanktionen sind bekanntlich Krieg. Bei dem kollektiven Sicherheitssystem unterschreibt der beitretende Staat die Pflicht zur Ergreifung von Sanktionen, und damit bekennt er sich zum Krieg als Mittel zur Lösung internationaler Konflikte. Dieses Bekenntnis steht aber im flagranten Widerspruch zur ganzen traditionellen Politik der Schweiz. Es ist gefährlich, hauptsächlich für Kleinstaaten, mit Traditionen zu brechen. Die kollektive Sicherheit ist, so gesehen, kein besseres Instrument als das Instrument der Neutralität. Offene Defensivbündnisse sind leichter zu verantworten und stehen nicht unbedingt im Widerspruch zur Neutralität. Aber, wie gesagt, wer kann uns den Unterschied erklären zwischen Defensiv- und Offensivbündnissen, sobald ein stärkerer Partner als der kleine Staat mit im Spiele ist und jederzeit in der Lage ist, seine Politik auch ihm gegenüber durchzusetzen. Theoretisch mag ein Defensivbündnis in gewissen Zeiten tauglich sein für die Bewahrung der Unabhängigkeit und Selbständigkeit eines Staates, aber es nützt ja nur, wenn ein Stärkerer dahinter steht, und in dieser Vereinigung mit dem Stärkeren liegt eben die Gefahr für den Schwächeren. Ich kann unter diesen Umständen beim besten Willen nicht erklären, dass es eine sicherere und bessere Lösung für die Schweiz gibt, ihre Unabhängigkeit und Selbständigkeit zu bewahren, als die Neutralität. Es ist möglich, dass die eine oder andere der Grossmächte unsere Neutralität im entscheidenden Moment nicht respektieren wird, aber solange keine greifbaren Beweise dafür vorliegen, dass dem so ist, ist die Neutralitätspolitik sicherlich für die Schweiz immer noch das tauglichste Mittel zur Bewahrung ihrer Unabhängigkeit. Oder ist die Neutralität bereits schon ein untaugliches Mittel?

---

14. *Ende 1948 sondierte der österreichische Aussenminister K. Gruber bei P. A. Feldscher erfolglos mit der Idee eines sicherheitspolitischen Zusammengehens der beiden Länder. Vgl. DDS, Bd. 17, Nr. 105* (DoDiS-5264).

Haben wir bereits Beweis oder Anhaltspunkte, dass unsere Neutralität im Kriegsfalle nicht respektiert wird? Meine Antwort fällt eindeutig aus: Nein. Es sind nur Vermutungen, dass sie nicht respektiert werden könnte. Wir wollen aber nicht einen radikalen Wechsel der Politik vornehmen gestützt auf Vermutungen. Es müssten schon sicherere Anhaltspunkte für die Untauglichkeit vorliegen, damit ein Bruch mit der Tradition vorgenommen wird.

Die vorstehenden Ausführungen rekapitulierend, komme ich deshalb zu folgendem Schlusse: Es liegt bis heute kein Anhaltspunkt vor, dass die schweizerische Neutralität ein untaugliches Instrument für die Bewahrung der schweizerischen Unabhängigkeit und Selbständigkeit geworden ist. Solange dies nicht der Fall ist, wäre es unklug, das Instrument, dass sich bisher immerhin auch in schwierigen Zeiten bewährt hat, gegen ein anderes auszutauschen, das zum mindesten ebenso problematisch ist und uns vielleicht noch weniger Sicherheiten bietet. Eine Gleichgewichtspolitik zwischen West und Ost ist schlechterdings nicht möglich. Sie würde ja besagen, dass wir den Wünschen der einen und der anderen Partei gleichermassen entgegenkommen wollten. Praktisch heisst es, bei beiden Parteien Liebkind zu sein. Wer aus einem solchen Sachverhalt eine Anerkennung oder einen Dank erwartet, irrt sich im voraus. Unklug, ja gefährlich wäre es ferner, wollte man unsere Neutralität der politischen Lage anpassen, d. h. unsere Neutralität definieren, umschreiben, interpretieren oder einschränken. Es ist klar, dass, je umfangreicher wir selber das Pflichtenheft der Neutralität gestalten, umso grösser auch die Ansprüche der anderen Länder an die Einhaltung dieses Pflichtenheftes, ja auf die weitere Einengung der Bewegungsfreiheit des Neutralen sein werden. Es ist deshalb nicht angängig, von einer differenzierten oder von integraler oder partieller Neutralität zu sprechen. Wir sind neutral schlechthin. Was dies bedeutet, wird aus der Haltung der Schweiz im Einzelfall ersichtlich.

Sie werden mir einwenden, das genüge nicht, denn in irgendeiner Form sollte die Anerkennung der schweizerischen Neutralität durch die anderen Staaten erfolgen, damit sie wirksam ist. Sie werden mir auch sagen, dass es einer Anerkennung der schweizerischen Neutralitätspolitik bedarf, damit das Vertrauen in die neutrale Haltung der Schweiz in einem künftigen Konflikte bestehen bleibe. Dies ist zweifelsohne richtig. Es wird schliesslich auf das Vertrauen ankommen, das die anderen Länder der Schweiz entgegenbringen. Glauben Sie aber, dass durch ein stetes Nachgeben und Sicheinlassen auf ungerechtfertigte Begehren anderer Länder, d. h. durch eine Kompromissbereitschaft das Vertrauen in die Schweiz grösser sein wird, als wenn wir unsere eigene Linie verfolgen? In den fünf Jahren, die ich in Bern verbracht habe, habe ich gelernt, dass eine klare Stellungnahme, ob sie den andern passt oder nicht passt, mit einer plausiblen Begründung eines Entscheides im Einzelfalle besser ist und mehr Vertrauen in die Schweiz einflösst, als das Nachgeben den Wünschen beider Parteien. Und eben diese Selbständigkeit in der Entscheidung, lediglich begründet mit unserer innerlichen Auffassung von der Sauberkeit und Konsequenz unserer Haltung, wird das für den Respekt der Neutralität notwendige Vertrauen in uns erhalten.

Auch ich bin natürlich kein Prophet und kann deshalb nicht sagen, dass diese Haltung uns vor einer Aggression eines Bösgläubigen bewahren könnte.

Wenn ein Aggressor gewillt ist, aus irgendwelchen Gründen die Schweiz zu überfallen oder sie zu liquidieren, so hilft auch keine so saubere Haltung, denn er wird immer wieder Vorwürfe finden können, um uns zu überfallen. Jedenfalls würde ihm ein Bündnis mit seinen potentiellen Gegnern mehr stichhaltige Argumente in die Hand spielen als zum Beispiel die Freiheit der Meinung und des Wortes in der Schweiz.

III. Und nun zum Schluss noch einige konkrete Beispiele für die heutige Praxis der schweizerischen Neutralitätspolitik. Ich habe die Beispiele so ausgewählt, dass sie auf den ersten Blick als neutralitätspolitisch relevant erscheinen, bei näherem Zusehen aber Lösungen gestatten, die mit anderen Argumenten zu rechtfertigen sind.

1. Zur Liquidation der Vergangenheit. Als typisches Beispiel möchte ich hier die Wiederaufnahme der diplomatischen Beziehungen zu Deutschland erwähnen[15]. Sie kennen das Problem. Es ist komplex, weil diese Frage nicht nur in der Vergangenheit wurzelt, sondern auch durch den Konflikt West-Ost überschattet ist. Man hat uns gesagt, dass die schweizerische Neutralität es verlange, dass der Bundesrat entweder beide Deutschland gleichzeitig anerkenne oder keines von beiden. Diese Schlussfolgerung scheint naheliegend, aber sie hätte in der Praxis zu einer absurden und unhaltbaren Lösung geführt aus dem einfachen Grund, weil wir im ersteren Falle als einziger Staat die Zweiteilung Deutschland damit anerkannt hätten und im zweiten Falle gegen das Prinzip der Normalisierung der Beziehungen nach einem beendeten Kriege verstossen hätten. Auch hier mussten wir uns fragen, welche Lösung liegt im schweizerischen Interessen und entspricht der schweizerischen Auffassung von der sauberen Haltung eines dauernd Neutralen. Das schweizerische Interesse lag unverkennbar in den Beziehungen zu Westdeutschland[16]. In bezug auf die Sauberkeit der Haltung ging unsere Linie ebenfalls nach Westdeutschland. In der Tat, das westliche Teilgebiet war bereit, die mit der Schweiz geschlossenen Verträge zu respektieren, die schweizerischen Interessen zu schützen entsprechend den uns teuren Grundsätzen des Völkerrechts, und ideologisch gehörte es zu unseren Freunden. Im Osten demgegenüber wurden die demokratischen Rechte missachtet, die Verträge nicht respektiert, und es lag auch keine Bereitschaft vor, den Schutz der schweizerischen Interessen zu gewährleisten[17]. Wir haben nicht gezögert, die der schweizerischen Lebensauffassung am besten zusagende Lösung zu treffen und jeden Vorwand der unneutralen Haltung kategorisch zurückzuweisen mit der Begründung, dass ein Staat, der die völkerrechtlichen Normen des staatlichen Zusammenlebens nicht zu respektieren wünsche, auch nicht erwarten dürfe, dass ein Rechtsstaat wie die Schweiz, dem gerade diese Achtung vor dem Recht sehr teuer ist, kein Entgegenkommen zu erwarten habe.

2. Ich habe als ein wesentliches Merkmal der heutigen Zeit die Bestrebungen zu einer strafferen Organisierung der Welt erwähnt. Auch in Europa

---

15. *Vgl. Thematisches Verzeichnis in diesem Band:* Bundesrepublik Deutschland – Politische Beziehungen.
16. *Vgl. Nr. 59 in diesem Band.*
17. *Vgl. Nr. 88 in diesem Band.*

hat es Bestrebungen dieser Art gegeben. Ich denke in diesem Augenblick an den Europa-Rat[18]. Wir wurden nicht aufgefordert, beizutreten, aber man hat uns sondiert, ob ein Beitritt der Schweiz nicht möglich wäre[19]. Wir haben den Beitritt abgelehnt, weil er mit der schweizerischen Neutralität unvereinbar ist. Ich habe schon eingangs erwähnt, dass ein Beitritt zu einer Organisation der kollektiven Sicherheit an sich mit der schweizerischen Neutralität vereinbar wäre, sofern nicht von Anfang an Sanktionen gegen andere Staaten in der Charta enthalten sind. Dies war beim Europa-Rat nicht der Fall. Man glaubte zunächst, es handle sich um den freiwilligen Zusammenschluss von Staaten, deren Weltauffassungen gleichartig sind, an sich eine bestrickende Idee. Bei näherem Zusehen erwies es sich aber, dass Staaten in diese Gemeinschaft aufgenommen worden sind, deren Teilnahme gar nicht so selbstverständlich war. Ich denke an die Türkei oder Griechenland. Für die Aufnahme dieser Staaten waren nicht Weltanschauungsgründe massgebend, sondern strategische Überlegungen, also mit der Zielsetzung: Krieg. Der Europa-Rat ist heute ein Bündnis-System nicht gegen den Kommunismus und den Staat Russland. Wir waren aber nicht gewillt, unsere Neutralität gegen ein Bündnis-System einzutauschen, dessen Wirksamkeit ja nicht zweifelhaft war.

3. Im Rahmen des sogenannten West-Ost-Konfliktes traten die Vereinigten Staaten, unterstützt von England und Frankreich, an uns heran, mit dem Begehren, den Handel mit den Oststaaten von bestimmten strategisch wichtigen Artikeln einzustellen, d. h. die Blockade Amerikas gegen die Sowjetunion und ihre Satelliten mitzumachen[20]. Es handelt sich in der Tat um eine politische Haltung im Frieden, die unvereinbar gewesen wäre mit unseren Grundsätzen der Neutralität, hätten wir dem amerikanischen Begehren entsprochen. Wir haben deshalb jede Mitarbeit an dieser Blockade verweigert[21]. Es liess sich auch vom Augenblick an, wo wir grundsätzlich das Mitmachen an der Blockade ablehnten, aus dem Neutralitätskomplex lösen. Wenn wir dann schliesslich autonom gewisse Massnahmen getroffen haben, um unseren Export nach den Oststaaten neuen Vorschriften zu unterwerfen, so geschah dies aus der Erkenntnis, dass wir vor einem wirtschaftlichen Problem standen, für welches eine dringende Lösung gefunden werden musste. Wirtschaftliche Neutralität kennen wir nicht. In Wirtschaftsfragen gilt die Regel der Leistung und Gegenleistung, des do ut des. Stark simplifiziert präsentierte sich die Lage wie folgt: Einerseits Lieferung der für unsere Industrie unerlässlichen Rohstoffe und Halbfabrikate gegen Abnahme von Waren unserer traditionellen Exporte. Auf der anderen Seite Lieferungen von wenig interessanten Waren für uns gegen Abnahme von fast ausschliesslich nur Investitionsgütern und für die Rüstung sehr wichtigem Material. Es wäre mit der sauberen Haltung der Schweiz unvereinbar, wollten wir weiterhin aus den westlichen Staaten die

---

18. *Vgl. Thematisches Verzeichnis in diesem Band:* Die Schweiz und der Europarat.
19. *Vgl. DDS, Bd. 17, Nr. 110* (DoDiS-4400) *und das Telegramm Nr. 7 des EPD an die schweizerische Gesandtschaft in London vom 2. Februar 1949,* E 2001(E)1967/113/858 (DoDiS-8910).
20. *Vgl. Thematisches Verzeichnis in diesem Band:* Ost-West-Handel.
21. *Vgl. DDS, Bd. 17, Nr. 109* (DoDiS-3981) *und Nrn. 84 und 86 in diesem Band.*

selbst bei ihnen knapp gewordenen Rohstoffe beziehen, um damit nach den Oststaaten strategisch wichtiges Material zu liefern, ohne die geringste Anstrengung ihrerseits, unseren Rohstoffbedarf zu decken. Hier musste der Grundsatz des do ut des in voller Schärfe angewendet werden. Wir haben deshalb unsere Ausfuhr nach dem Osten eingeschränkt und werden nur dann mehr kostbare Waren liefern, wenn der Osten sich dazu bequemt, interessante Gegenlieferungen zu bieten[22].

Es ist uns gerade in diesem Zusammenhang oft der Vorwurf gemacht worden, wir hätten dem amerikanischen Druck nachgegeben. Ich möchte hier erklären, dass dies nicht der Fall ist, sondern dass die Amerikaner bei uns die Bereitschaft gefunden haben, im geschilderten Ungleichgewicht die notwendige Korrektur anzubringen. Es ist übrigens interessant zu vermerken, dass vom Osten her, trotz breit angelegter Angriffe der kommunistischen Presse der Schweiz auf den Bundesrat, uns bisher kein Vorwurf der unneutralen Haltung gemacht worden ist. Im Gegenteil, man ermuntert uns vom Osten her, das Problem der mangelnden Rohstoffe mit Amerika zu lösen, denn auch dort gab man sich Rechenschaft darüber, dass der Export wichtiger Waren aus der Schweiz eingestellt werden müsste, wenn die Rohstoffe fehlten. Selbstverständlich konnte der Osten nur eine unpolitische Lösung annehmen, d. h. ausserhalb der durch Amerika verfügten Blockade.

22. *Vgl. den* Bundesratsbeschluss über die Überwachung der Ausfuhr lebenswichtiger Güter (vom 18. Juni 1951), *AS, 1951, S. 529–530 und die* Verfügung Nr. 1 des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements über die Überwachung der Ausfuhr lebenswichtiger Güter (vom 18. Juni 1951), *AS, 1951, S. 533–565.*

114

E 2001(E)1967/113/203
[DoDiS-8442]

Le Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique, A. Zehnder, au Directeur de l'Administration militaire fédérale du Département militaire, H. Bracher

Copie
L FT

Berne, 18 septembre 1951

Nous avons l'honneur de vous soumettre l'affaire suivante:

En 1949, déférant au désir que le Gouvernement de l'Inde avait exprimé par la bouche de son Ministre à Berne, votre Département avait mis à la disposition de l'armée indienne, au Cachemire, deux officiers-instructeurs de ski et de service en montagne, le Major EMG Gallusser et le Premier Lieutenant Zurbriggen[1]. Comme vous vous en souvenez, la nouvelle de la mission

1. *Cf. l'ordonnance du DMF du 21 novembre 1949,* E 2001(E)1967/113/202.

confiée par le Gouvernement indien aux deux instructeurs suisses de troupes de montagne avait alors été diffusée de façon un peu tendancieuse par la presse du Pakistan, dont la querelle avec l'Inde au sujet du Cachemire est connue[2]. Mais les autorités de ce pays comprirent l'objet de cette mission et l'affaire put être classée.

Or, notre Légation à Karachi vient de nous communiquer qu'une demande analogue a été présentée par le Ministère des Affaires étrangères du Pakistan[3]. On désire, en effet, faire appel aussitôt que possible à une demi-douzaine d'officiers suisses et notre représentation diplomatique nous prie de lui faire connaître télégraphiquement:

1. si et à quelles conditions des instructeurs suisses de ski pourraient être détachés en vue de la création et de l'instruction de troupes pakistanies de ski;

2. si et à quelles conditions des instructeurs de ski pourraient être mis à disposition pour l'entraînement de civils.

Le précédent que nous avons créé avec l'Inde nous met évidemment dans une situation délicate à l'égard du Pakistan. Etant donné la farouche rivalité qui existe entre ces deux pays depuis qu'ils ont accédé à l'indépendance, nous pouvons nous demander s'il ne serait pas difficile de refuser à l'un les services que nous avons prêtés à l'autre.

Vous nous obligeriez en voulant bien nous faire connaître votre manière de voir à ce sujet et nous mettre en mesure de répondre à notre Légation à Karachi qui nous demande une décision dans le plus bref délai possible, l'affaire étant considérée comme urgente par le Gouvernement du Pakistan[4].

---

2. *Cf. la lettre de A. Daeniker à A. Zehnder du 22 novembre 1949, ibid.*

3. *Cf. la lettre de W. Jaeggi à A. Zehnder du 10 septembre 1950. Non reproduite.*

4. *Cf. les réponses de la Direction de l'administration militaire du DMF du 4 et 19 octobre 1951. Non reproduites.*

115

E 2800(-)1967/59/62
[DoDiS-8293]

Le Procureur général de la Confédération, W. Lüthi, au Chef du Département politique, M. Petitpierre

AFFAIRE PIERRE NICOLE

L Personnelle Berne, 20 septembre 1951

Vous savez que Pierre Nicole est accusé d'atteinte à l'honneur, de trahison politique (art. 266 CP) et de propagation d'informations inexactes au sens de l'art. 266 bis CP[1].

---

1. *Dans la Voix ouvrière du 2 mars 1951, P. Nicole publie un éditorial où il est écrit notamment que* nos gouvernants complotent pour trahir notre peuple, pour associer notre pays à la guerre antisoviétique que préparent les impérialistes américains. *Le même jour, M. Petitpierre écrit à Ed. von Steiger que,* il me semble que l'auteur de cet article dépasse

Sur le terrain des art. 174 et 266 bis, l'accusé soulèvera certainement l'exception de la vérité, offrant la preuve de ses allégations touchant le prétendu abandon de la neutralité par le Conseil fédéral.

Pour le représentant du Ministère public (M. Corbaz, Procureur général extraordinaire), il s'agira donc d'être abondamment documenté pour réfuter au fur et à mesure chaque affirmation de l'accusé. Comme c'est toujours le cas dans un procès pénal, il appartient au Ministère public de prouver le bien-fondé de l'accusation, en l'espèce donc la fausseté des allégations incriminées.

Il faut s'attendre à ce que la défense d'une manière générale et l'accusé en particulier tirent argument de la participation suisse à l'OECE et à l'UEP. M. Corbaz a été alerté, dans ce domaine assez spécial, par les nouvelles publiées à fin août dans la grande presse suisse (Tribune de Genève, Feuille d'Avis de Lausanne, Nouvelle Gazette de Zurich et autres), nouvelles selon lesquelles l'OECE venait ou était sur le point de mettre sur pied un vaste programme financier et économique en vue du réarmement de l'Europe. Ce programme, disaient les journaux, était déterminé par l'attitude ambiguë de la Russie soviétique. P. Nicole ne manquera pas de sauter sur ce qu'il considère certainement comme une aubaine pour sa défense.

Désireux qu'il est d'être documenté et renseigné de façon détaillée par l'autorité compétente, M. Corbaz aimerait connaître la manière de voir du Département politique. Je viens donc vous demander si vous seriez disposé à accorder une audience personnelle à M. Corbaz et à le mettre à cette occasion en rapports avec ceux de vos collaborateurs qui s'occupent des problèmes qu'il soulèvera à cette occasion. Je vous serais fort reconnaissant, quant à moi, si vous pouviez recevoir M. Corbaz. Ce dernier me fait savoir qu'il serait disponible mercredi, jeudi ou vendredi de la semaine prochaine. Vous m'obligeriez en m'informant du moment qui vous conviendrait[2].

Je m'excuse, Monsieur le Conseiller fédéral, de vous importuner pendant la session des Chambres, et vous prie d'agréer, les assurances de ma haute considération.

---

les limites que l'on peut admettre et qu'il serait opportun que le Ministère public fédéral voie s'il ne serait pas possible de le poursuivre judiciairement, E 2800(-)1967/59/62.
Le 12 mars, tous les membres du Conseil fédéral portent plainte collectivement contre P. Nicole, pour calomnie, selon l'art. 174 du code pénal, ibid., et peu après une enquête est ouverte contre lui par le Ministère public fédéral. Sur la position de M. Petitpierre, cf. aussi sa notice manuscrite, non datée (octobre 1951?), ibid.: Affaire Nicole. Ouvrir une enquête préliminaire pour renoncer ensuite à poursuivre serait engager Nicole à continuer. – Mieux prendre tout de suite une décision définitive. – Difficile d'admettre que N. a agi dans l'intérêt de l'étranger. – L'URSS ne s'est guère souciée de ses accusations c*[ontre]* la Suisse. *Le 1er décembre 1951, la Cour pénale fédérale déclare P. Nicole coupable d'infraction à l'art. 266 du code pénal, reprimant l'atteinte à l'indépendance de la Confédération, et de calomnie, selon l'art. 174, et le condamne à quinze mois d'emprisonnement. Pour le texte de la sentence, cf.* E 4001(C)-/1/212.

2 *Cf. la réponse de A. Zehnder à R. Corbaz du 14 novembre 1951,* E 2210.2(-)1968/64/7 (DoDiS-8446) *donnant des informations sur l'accord informel concernant le rapport entre l'OTAN et l'OECE. La solution trouvée est présentée dans la lettre de G. Bauer à A. Zehnder du 2 mai 1951, ibid.*

116

E 2001(E)1980/83/392
[DoDiS-7717]

Le Ministre de Suisse à Pékin, C. Rezzonico,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre

L Pékin, 21 septembre 1951

Le problème de la situation des ressortissants américains en Chine a fait l'objet d'une lettre que j'adressais, le 18 mai 1951, à la Division des Affaires politiques de votre Département[1], et de notre échange récent de messages télégraphiques.

Depuis le jour où je vous ai saisi de la question, la situation a évolué. Il s'agissait, au départ, essentiellement de faciliter le retour dans leur pays aux citoyens des Etats-Unis qui rencontraient, dans l'obtention du visa de sortie nécessaire, les mêmes difficultés, en somme, que les ressortissants d'autres nations. Il m'avait semblé, dès lors, que mon premier souci devait être celui de m'occuper de mes compatriotes en instance de départ. Plusieurs d'entre eux ont pu, entretemps, quitter la Chine.

La détérioration constante des relations entre la Chine et les Etats-Unis d'Amérique, qui s'est accentuée au cours de ces derniers mois, a entraîné avec elle l'arrestation d'un nombre d'Américains inculpés, en général, de menées subversives et d'atteinte à la sécurité de l'Etat. Il ne m'appartient pas de porter un jugement sur la valeur de ces accusations. Pourtant, comme je l'écrivais le 21 août à la Division des Affaires politiques[2], il m'a paru qu'en présence du traitement indigne infligé aux étrangers, le représentant de la Suisse, pays dans lequel le droit est strictement respecté et où la courtoisie internationale n'est pas un vain mot, ne pouvait pas demeurer indifférent. C'est dans cet esprit, dès lors, qu'au reçu de votre communication du 13 courant[3], j'ai cru pouvoir prendre quelques initiatives que j'ai eu soin de maintenir dans les limites qui me sont permises, sans encourir le risque de diminuer mes moyens d'action en faveur des intérêts suisses.

Le 14 de ce mois, l'Ambassadeur de l'Union Indienne est venu me voir[4]. Il désirait, m'informait-il, me consulter au sujet d'une question dont il avait été saisi de la part de son Gouvernement. Le Sardar Panikkar me donna alors lecture d'un télégramme reçu de Delhi le matin même et qui était conçu à peu près dans les termes suivants: «Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sollicite nos bons offices en faveur de quarante de ses ressortissants en Chine, dont la liste, entre nos mains, vous parviendra par prochain courrier. L'Amérique a adressé la même requête à la Birmanie. L'Ambassa-

---

1. *Non reproduite.*
2. *Cf. la lettre de C. Rezzonico à A. Zehnder*, E 2001(E)1970/217/300.
3. *Cf. le télégramme N° 102 de M. Petitpierre à C. Rezzonico du 13 septembre 1951. Non reproduit.*
4. *Cf. la* Note d'audience – conversation avec l'Ambassadeur de l'Inde à Pékin le 14 septembre 1951, *annexée à cette lettre. Non reproduite.*

deur de Birmanie nous demande notre avis et, avant de répondre, nous désirons connaître le vôtre. Il s'agirait de communiquer au Gouvernement chinois les noms des Américains en question, d'obtenir des informations sur les motifs qui ont conduit à leur arrestation, d'apprendre quand les procès seront ouverts et s'il leur sera donné la possibilité de se défendre. Il s'agit, en somme, d'une démarche analogue à celle que vous avez entreprise en faveur de ressortissants italiens[5].»

Vous relèverez, comme moi, que la démarche américaine à la Nouvelle Delhi n'est pas tout à fait la même que celle dont s'est acquitté Mr. Patterson et qui visait à la libération de ses compatriotes. De plus, le Gouvernement hindou ne paraît pas avoir été informé des démarches parallèles entreprises ailleurs qu'en Birmanie.

J'ai donc, à mon tour, mis l'Ambassadeur au courant de la question que vous aviez bien voulu me poser et, après un long échange de vues, nous avons décidé de faire connaître à nos autres collègues le projet que nous avions formé de consulter l'Ambassadeur de l'URSS, doyen du Corps diplomatique, et de l'engager, si possible, à renouveler, cette fois en faveur des seuls Américains, la démarche qu'il avait entreprise il y a quelque temps au sujet du traitement des étrangers en Chine et dont je vous ai entretenu dans ma correspondance antérieure[6].

M. Panikkar s'est occupé des Asiatiques et, par l'Ambassadeur de Suède[7], j'ai touché le Ministre du Danemark et le Chargé d'Affaires de Norvège, étant donné que je n'avais pas le temps de les voir; je tenais, en effet, à connaître aussi la réaction de mon collègue britannique, au jugement duquel j'attache beaucoup de poids. D'ailleurs, en sa qualité de représentant des intérêts américains en Chine il devait, me semblait-il, avoir été mis au courant par le *Foreign Office*.

La communication télégraphique qu'avait reçue de Stockholm l'Ambassadeur de Suède, n'était qu'une information. Son gouvernement relatait très brièvement une conversation que M. Undén avait eue avec l'Ambassadeur des Etats-Unis, au cours de laquelle le Ministre des Affaires étrangères avait mis son visiteur au courant des entretiens que M. Söderblom avait déjà eus, à Pékin, à propos de la situation difficile faite à certains étrangers. Mon collègue estimait donc qu'il n'avait pas à intervenir. Néanmoins, il était entièrement d'accord de se joindre à la démarche que le Sardar Panikkar et le soussigné nous proposions d'entreprendre auprès de l'Ambassadeur de l'URSS.

Le Ministre du Danemark n'a reçu aucune instruction de son gouvernement. Le Chargé d'Affaires de Norvège, en revanche, avait été mis au courant de la demande de bons offices adressée à son Ministre des Affaires étrangères. M. Koren, lui aussi, approuvait le projet de saisir de la question le représentant de l'URSS.

---

5. *A propos de la situation des ressortissants italiens, cf.* E 2001(E)1970/217/300.

6. *Sur cet aspect, cf. les lettres de C. Rezzonico à la Division des Affaires politiques du DPF du 11, 19 juillet et 14 août 1951, ibid*.

7. *Cf. la* Note d'audience – conversation avec l'Ambassadeur de Suède à Pékin le 15 septembre 1951, *annexée à cette lettre. Non reproduite.*

Mon collègue britannique était au courant de l'affaire[8]. Le *Foreign Office* l'avait consulté sur l'opportunité de donner suite à une requête présentée par l'Ambassadeur des Etats-Unis, tendant à ce que le Gouvernement britannique appuie, par la voix de ses représentants dans les capitales entrant en ligne de compte, la démarche américaine. Estimant que nous avions tous fait un effort en faveur des intérêts de la communauté étrangère en Chine, Mr. Lamb a répondu qu'il ne lui paraissait pas souhaitable que la Grande-Bretagne parût vouloir exercer une pression sur les pays intéressés. Le Chargé d'Affaires britannique approuvait, lui aussi, l'idée d'une consultation de M. Roschin.

Le 18 septembre, à 10 h du matin, M. Panikkar et moi-même entretenions de l'affaire l'Ambassadeur de Russie[9]. Il n'avait reçu aucune information de Moscou (voudriez-vous me permettre de demander à vos services de considérer ce détail comme confidentiel). Il n'en a pas moins décidé, sans la moindre hésitation, de donner suite à notre suggestion et de reprendre dès que possible, c'est-à-dire dans le courant de ces tout prochains jours, la discussion du problème des étrangers et notamment celui des Américains, en informant de notre démarche le Premier Ministre de la République Populaire. Il a ajouté, à titre strictement confidentiel également, qu'il demanderait à Chou En-lai s'il voyait quelque objection à ce qu'il (l'Ambassadeur) discutât la question avec le Ministre de la sécurité publique. J'ai toutes raisons de croire que l'Ambassadeur Roschin tiendra ses promesses.

Ainsi, le Sardar Panikkar et moi-même avons fait tout notre possible pour venir en aide à des malheureux parmi lesquels nous avons, lui, mes collaborateurs et moi, des connaissances personnelles. J'espère beaucoup n'avoir pas, en agissant rapidement et sans attendre des instructions ultérieures de votre part, dépassé vos intentions.

Quant à la démarche américaine, il me semble qu'il aurait été difficile de choisir un moment plus inopportun pour l'entreprendre. On en est à se demander si Washington ne se rend pas compte du fait que la Conférence de San Francisco et la signature du traité de paix avec le Japon ne sont pas des événements susceptibles d'éveiller de la sympathie dans le cœur des Chinois à l'égard de leurs «hôtes» américains. De plus, j'aimerais me permettre de dire que cette démarche a été fort mal préparée, pour autant qu'elle l'ait été. Les missions diplomatiques des Pays-Bas, de la Grande-Bretagne et de la Norvège ne sont pas encore «reconnues»[10]. Les chefs de poste n'ont de rapports qu'avec le service du Protocole des Affaires étrangères, donc des possibilités très limitées de se faire entendre. Le Chargé d'Affaires du Pakistan –

---

8. *Il s'agit de Lionel Lamb, cf. la* Note d'audience – conversation avec le Ministre *[en fait chargé d'Affaires]* Lamb, représentant britannique, le 17 septembre 1951*, annexée à cette lettre. Non reproduite.*

9. *Cf. la* Note d'audience – conversation avec l'Ambassadeur de l'URSS à Pékin le 18 septembre 1951*, annexée à cette lettre. Non reproduite.*

10. *Les négociations en vue de l'établissement des relations diplomatiques entre ces pays et la République populaire de Chine aboutissent en 1954. Par conséquent, les autorités chinoises ne reconnaissent pas aux missions diplomatiques de ces pays à Pékin les compétences traditionnelles des missions diplomatiques.*

que son gouvernement met au courant par courrier diplomatique, qui n'est pas encore arrivé – a lui-même de gros soucis que lui cause l'arrestation survenue, il y a bientôt un an à Kashgar, d'agents consulaires pakistanis qu'il n'arrive pas à faire libérer. Mon collègue indonésien se débat dans les difficultés que lui cause le différend sino-indonésien soulevé par le refoulement de seize fonctionnaires diplomatiques et consulaires chinois à leur arrivée à Djakarta. (J'ai tenu au courant de la question votre Division politique)[11]. Enfin, l'Ambassadeur de Birmanie était en route pour rejoindre son poste au moment où le Département d'Etat sollicitait l'aide du Gouvernement birman. On ne pouvait guère s'attendre à ce que le nouvel Ambassadeur inaugurât son activité par une démarche en faveur de l'Amérique. Enfin, un assaut, s'il avait été possible, comme celui qu'envisageait le Gouvernement américain, suivant par surcroît de très près les démarches «concertées» que nous avions entreprises en rapport avec l'initiative du Gouvernement britannique, n'aurait eu aucune chance de succès[12].

Vous aurez sans doute été surpris de l'accent que j'ai mis sur la question de l'information de l'opinion publique par les soins du Gouvernement américain. N'y voyez pas un excès de modestie de notre part. Mes collègues ont tous eu la même réaction que moi et, plus que le soussigné encore, ils semblent craindre les remous qu'une «mobilisation» du Corps diplomatique étranger en Chine à des fins de propagande politique pourrait déchaîner.

Je me permets de joindre au présent rapport les notes d'audiences que j'ai rédigées immédiatement après chacune des conversations que j'ai eues. Elles étaient destinées à mon usage personnel, de là leur style peu administratif. Si vous avez le temps de les parcourir, elles vous fourniront peut-être sur la démarche qui fait l'objet de la présente lettre et des questions connexes, des détails complémentaires utiles.

P. S.: Mon collègue britannique vient de me communiquer le texte du télégramme adressé par le Gouvernement américain à ses représentants diplomatiques dans diverses capitales. Ce document étant de nature à vous intéresser, je vous le transmets sous ce pli, accompagné de sa traduction en français[13].

---

11. *Non retrouvé.*
12. *Cf. la lettre de C. Rezzonico à A. Zehnder du 13 août 1951,* E 2001(E)1970/217/300 (DoDiS-7716).
13. *Non reproduit.*

117

E 1004.1(-)-/1/533
[DoDiS-8134]

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de décision de la séance du 28 septembre 1951

1837. Déclaration de l'Organisation européenne de coopération économique du 29 août 1951 visant à l'accroissement de la production

Département politique. Proposition du 22 septembre 1951.
Département de l'Economie publique. Proposition du 22 septembre 1951.

Le 29 août, en Conseil des Ministres à Paris, les représentants des pays membres de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) ont adopté la déclaration commune soumise, pourvue d'une certaine importance quant à l'activité future de cette organisation. Ils ont convenu que l'objectif général de leur politique sera d'accroître de 25% dans les cinq prochaines années la production globale de l'Europe occidentale[1].

Cette déclaration s'inspire de l'idée que seule une augmentation notable de la production, obtenue au moyen d'une action individuelle et d'efforts combinés, permettra aux pays participants de faire face, sans atteinte au niveau de vie des populations, à la menace d'inflation qu'ont fait naître les exigences de la défense individuelle ou collective. Son objet est compris déjà dans la Convention de la coopération économique européenne du 16 avril 1948[2]. Les gouvernements membres ont néanmoins voulu manifester publiquement, à la veille des conférences politiques internationales de cet automne (NATO, Conseil de l'Europe), leur intention d'aborder les problèmes économiques de l'heure au sein de l'organisation non politique et européenne qu'est l'OECE.

Au cours des brèves conversations qui précédèrent cette décision, l'on avait pu craindre que l'accent ne serait mis sur le réarmement et qu'il n'en serait né pour notre pays des obligations incompatibles avec la politique de neutralité. D'autre part, au point de vue économique, il était permis de se demander si la résolution envisagée n'allait pas se composer d'un programme de production rigide et détaillé et tourner, de la sorte, en un «plan quinquennal européen» mal conciliable avec les conditions de production de notre économie libérale. Il s'était donc posé la question de savoir si la Suisse n'avait pas lieu de s'abstenir en l'occurrence, en se déclarant non intéressée au sens de l'article 14 de la convention[3].

Les débats de dernière heure et le texte définitivement élaboré pour la réunion du Conseil sont venus toutefois dissiper les préoccupations que cette initiative avait pu causer au Département politique et au Département de l'Economie publique. En effet, à l'étude attentive de la documentation obtenue

---

1. *Cf. le rapport de P. Dupont à J. Hotz du 31 août 1951,* E 7110(-)1976/134/21.
2. *Cf. RO, 1949, pp. 26–42.*
3. *Cf. les procès-verbaux des séances avec les milieux intéressés*, E 2210.2(-)1973/121/13.

de la délégation suisse, il s'est affirmé que la résolution ne mentionnait pas le réarmement comme objectif mais comme simple donnée de fait et qu'il n'y était fait allusion qu'en termes ne préjudiciant pas notre politique de neutralité («sécurité individuelle ou collective»). Il s'est aussi confirmé que la déclaration commune se tenait, tant en esprit qu'à la lettre, dans le cadre de la convention du 16 avril 1948 (articles 2, 3, 4, 5, 7 et 8), qu'elle respectait absolument les conditions que la Suisse avait mises à sa participation à l'OECE en apposant sa signature à cette convention[4] et qu'elle ne comportait notamment pas d'engagement politique de la part des pays membres.

D'autre part, l'énonciation, en termes vagues, des études à entreprendre dans les différents domaines auxquels la décision serait appliquée, charbon, acier, électricité, agriculture, construction de logements, immigration de travailleurs, indiquait clairement que l'OECE s'était souciée de ne pas tomber dans l'erreur de vouloir enrégimenter l'économie européenne dans des programmes d'investissements et de production rigides. La résolution ne fait donc qu'établir des directives générales dont devraient s'inspirer les travaux des comités de l'OECE au cours des prochains mois et l'effort de productivité des pays membres dans les années à venir. D'ailleurs, à la demande de diverses délégations, une clause avait encore été insérée (termes initiaux de l'article 3), posant en principe que «les conditions peuvent varier entre les pays». Cette disposition, venue renforcer l'article 14 de la convention dans la présente affaire, laissait à notre pays la possibilité de faire valoir le cas échéant, sur le plan d'application, les objections d'ordre pratique que lui eût dictées sa structure économique. Il fallait considérer comme évident que notre production agricole ne devrait pas être affectée par les décisions que l'OECE eût pu prendre en vertu de la déclaration du 29 août. Il se révélait non moins évident que, comme pays non éprouvé par la guerre, la Suisse avait réalisé déjà les objectifs énoncés dans cette résolution et qu'elle avait notamment atteint dans le domaine de la production des limites qu'il lui serait difficile de dépasser. Il était enfin bien acquis que notre pays resterait attaché à sa politique économique libérale, réservée à l'égard de tout plan national de production.

Outre les constatations rassurantes faites au sujet du contenu même de la déclaration, il était apparu surtout que la Suisse avait un intérêt direct à ce que l'OECE s'occupât également des incidences économiques que le réarmement avait sur les pays membres, plutôt que de voir ces problèmes traités au sein d'organisations internationales de caractère politique ou politico-militaire. En prenant part aux discussions à Paris, notre pays peut en effet exercer, dans ses modestes limites, une certaine influence sur le développement de ces conversations tout en conservant la possibilité de s'en distancer si les circonstances devaient le demander. En revanche, si ces problèmes sont étudiés ailleurs, dans des organisations dont il reste forcément absent, notre pays pourrait se voir placé devant des situations particulièrement délicates aussi bien au point de vue économique qu'au point de vue politique sans avoir eu l'occasion d'y défendre ses intérêts légitimes[5].

---

4. *Cf. FF, 1948, vol. 100, II, pp. 1113–1138, en particulier 1118.*
5. *Cf. aussi N° 118 dans le présent volume.*

Considérant donc que la déclaration à laquelle la Suisse était conviée de s'associer ne soulevait pas d'objection d'ordre politique et qu'elle ne portait en principe pas préjudice aux intérêts du pays, mais qu'elle était même au contraire, dans un certain sens, propre à en faciliter la sauvegarde, le Département politique et le Département de l'économie publique ont estimé pouvoir autoriser la délégation suisse près l'OECE à donner son approbation en ce qui concernait le Gouvernement suisse.

Le Département politique et le Département de l'Economie publique proposent dès lors et le Conseil fédéral

décide

de prendre acte de l'approbation donnée par la délégation suisse, au nom des autorités fédérales, à la déclaration commune des gouvernements membres de l'Organisation européenne de coopération économique du 29 août 1951.

118

E 2001(E)1969/121/298
[DoDiS-7705]

Notice interne du Département politique[1]

Coopération ou intégration européenne? Orientation suisse

HB Berne, 2 octobre 1951[2]

I.

La *coopération économique européenne* ne serait pas ce qu'elle est sans l'article 14 que la Suisse a fait insérer dans la Convention[3]. Son œuvre aurait pris un autre cours si les premiers penchants dirigistes de l'OECE n'avaient

---

1. *Rédigée et signée par V. Martin. La notice est accompagnée d'une notice à A. Zehnder du 2 octobre 1951, rédigée et signée par V. Martin, résumant le contenu:* Il s'agit d'instruire le Ministre Vallotton qui va s'entretenir du plan Schuman avec M. Hammarskjöld.
M. Vallotton est documenté. Il possède la lettre de la Division du commerce du 20 septembre avec annexes. Cette lettre n'envisage toutefois que l'objet économique en se prononçant forcément pour le bilatéral. Or, le plan Schuman doit être considéré surtout comme une manifestation d'un problème politique général et supérieur (substitution de l'intégration à la coopération) dans lequel nos intérêts nous orientent – il est vrai – vers le bilatéral, mais aussi vers Paris.
Dans la notice ci-jointe, je me permets de vous exposer comment se présent à mes yeux ce problème sans cesse plus sérieux. J'en arrive à la conclusion qu'une contre-offensive suisse à mener par l'OECE serait nécessaire et qu'il serait utile d'orienter nos légations dans cette direction. *Cf. la lettre de A. Zehnder à H. Vallotton 3 octobre 1951. Non reproduite. Cf. aussi la lettre de H. Vallotton à A. Zehnder du 4 octobre 1951 sur son entretien avec D. Hammarskjöld sur le plan Schuman et la coopération européenne. Non reproduite.*
2. *La notice est datée du 2 septembre 1951, en fait elle fut rédigée le 2 octobre 1951.*
3. *Cf. le* Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la ratification de la Convention de coopération économique européenne (du 20 août 1948)*, FF, 1948, vol. 100, II, pp. 1113 ss.*

pas été vigoureusement combattus par les délégations à la tête desquelles figurait la délégation suisse. *L'intégration économique européenne*, à l'égard de laquelle nous anime le même instinct de conservation, attend *notre contre-offensive*.

II.

Mise en œuvre par le plan Marshall, profitant de l'accalmie politique qui devait nécessairement suivre une guerre ruineuse, la *coopération* a fait ses preuves. Dans le respect des autonomies nationales, l'Europe reprenait confiance (1948–1950).

La menace communiste et la tension internationale accrue qu'elle engendre sont venues renforcer le besoin de sécurité. Les exigences de la défense sont en voie de compromettre le relèvement de l'Europe. L'inflation envahit lentement le continent. Dans l'esprit de ceux qui veulent une Europe forte, la coopération ne suffit plus. La réalisation du marché européen unique apparaît sans cesse davantage comme le seul moyen d'enrayer l'inflation tout en réarmant pour conserver au continent sa force de résistance. L'accroissement de la production, décidé dans le cadre de l'OECE le 29 août[4], n'est qu'un palliatif; les décisions d'Ottawa reconnaissent ce «leurre» discrètement[5]. Il faut activer *l'intégration*. Un plan Marshall N° 2 soutiendra l'ordre économique nouveau qui subordonnerait les économies nationales aux besoins de la communauté.

Les pays européens tiennent cependant à leur indépendance. Ils la restreindront pourtant sous la pression des circonstances en raison de leur interdépendance économique. Mais non pas d'un coup (verticalement). L'intégration n'avancera donc d'abord que par secteur, charbon, acier, agriculture, transports, électricité (horizontalement).

C'est sous cette sombre perspective que se présentent à une Suisse, dépendante aussi bien de la neutralité politique que de l'économie européenne, le plan Schuman[6], le plan Pflimlin[7], le projet Bonnefous[8], le pool européen de l'électricité[9] et l'avenir de l'OECE.

---

4. *Sur cette déclaration du Conseil des Ministres de l'OECE et la position de la Suisse, cf. N° 117 dans le présent volume.*

5. *Il s'agit de la 7ème conférence de l'OTAN du 17 au 22 septembre 1951 à Ottawa, cf. le rapport de V. H. Umbricht du 4 octobre 1951,* E 2200.40(-)1968/64/7. *Sur les relations entre l'OTAN et l'OECE, cf. la lettre de H. de Torrenté à M. Petitpierre du 30 janvier 1951,* E 2300 London/45 (DoDIS-7893).

6. *Sur le plan Schuman, cf.* E 2001(E)1967/113/853, E 2001(E)1969/121/298; *sur l'attitude suisse vis-à-vis du plan Schuman, cf.* E 2001(E)1969/121/302, E 2800(-)1967/59/5, E 2800(-)1967/60/11, E 7001(B)-/1/536, E 7800(-)-/1/3; *cf. aussi table méthodique du présent volume:* La Suisse et la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

7. *Sur le plan Pflimlin (marché commun agricole), cf.* E 2001(E)1967/113/585 *et* 853; E 2001(E)1969/121/282; E 2210.2(-)1973/121/26a *et* 27; E 7111(A)-/1/42; E 7800(-)-/1/5.

8. *Sur le plan Bonnefous (marché commun des transports), cf. ibid*.

9. *Sur le pool européen de l'électricité, cf.* E 2001(E)1967/113/594.

III.

Le passage de la coopération à l'intégration, qui ne saurait s'opérer au grand jour, mais par interpénétration des deux systèmes, est fonction d'événements sur lesquels notre pays n'exercera pas la moindre influence. Il n'en va pas nécessairement de même de la *forme* que prendra l'intégration, si la conjoncture continuait de s'aggraver au point de rendre inévitable le recours à cette solution extrémiste.

En effet, si la Suisse est le pays le plus intéressé à ce que l'Europe ne connaisse pas un régime économique dont les petits Etats – et premièrement le nôtre – feraient les frais, il est évident que longtemps encore aucun pays ne voudra d'une économie européenne centralisée (conçue sur le modèle d'un Etat unitaire). La Suisse n'est pas non plus seule à préférer, quand les événements rendraient un resserrement des économies nationales inéluctable, une intégration fédéralisée (Confédération d'états) à une intégration fédérative (Etat fédératif). Il est certain d'autre part que les gouvernements ne peuvent pas faire ce qu'ils veulent, quelles que deviennent les exigences de la défense Atlantique. Ils sont forcément freinés par des intérêts nationaux, comme le montre la ratification du plan Schuman qui rencontre des résistances loin d'être vaincues[10].

Et le mouvement d'intégration, fait sans doute le plus important de tous, se compose de deux forces qui sont d'inspiration opposée, comme il en allait déjà de la coopération: celle des milieux traditionalistes, qui préféreraient limiter l'intégration aux pays d'essence libérale: Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas (les pays du plan Schuman ou le FINEBEL[11] et l'Allemagne, ou encore la «Petite Europe»), et l'idée socialiste (Guy Mollet et Hammarskjöld) qui la voudrait plus large avec la Grande-Bretagne et les Pays scandinaves (FINEBEL, Allemagne et Uniscan[12], ou «Grande Europe») sous l'égide du Conseil de l'Europe. Les Britanniques, situés dans une autre constellation, attendent en laissant penser qu'ils pourraient donner finalement la préférence à une intégration réalisée dans le cadre de l'OECE qui respecterait leur particularisme[13]. L'Amérique favorise les deux tendances susmentionnées, en accordant la priorité à la première parce qu'elle est celle de pays dont les vues économiques sont plus proches des siennes. Il n'en reste pas moins que la conception traditionaliste et la conception socialiste de l'intégration se contrecarreront. Il est à mentionner enfin que l'intégration doit être considérée comme contraire à toute conception saine des lois économiques, qui ne se laissent pas édicter d'en haut mais d'en bas. Cet argument joue toutefois d'autant moins que l'intégration s'exerce sur un plan géogra-

---

10. *Cf. la lettre de H. Hauswirth à J. Hotz du 3 octobre 1951. Non reproduite.*

11. *Sur le projet FINEBEL, cf.* E 2001(E)1967/113/585 *et* 843.

12. *«Uniscan» ou «Ukiscan» est le groupe formé par le Royaume-Uni et les pays scandinaves pour des consultations en matières économiques et financières*, *cf.* E 2001(E)1967/113/585.

13. *Sur l'attitude britannique vis-à-vis du régionalisme européen, cf. le rapport politique N° 27 de H. de Torrenté à M. Petitpierre du 4 décembre 1949,* E 2300 London/43 (DoDiS-7881); *sur l'attitude britannique vis-à-vis du supranationalisme, cf. N° 50 dans le présent volume.*

phique étroit, et c'est là sans doute l'une des forces du plan Schuman qui – théoriquement du moins – pourrait finir par être appliqué. L'intégration sera, mais pour les raisons générales mentionnées un peu plus haut, sous une forme tout de même moins régionale et moins utopique que celle du plan Schuman actuel. Pour la Suisse, la partie n'est pas perdue d'avance.

IV.

Quelle attitude notre pays doit-il adopter actuellement dans la lutte qui s'est engagée entre la coopération et l'intégration, et à laquelle il est forcément mêlé, et quelle politique doit-il suivre plus particulièrement à l'égard du plan Schuman? Attente, repliement ou politique active?

a. De 1933 à 1947, la Suisse choisissait entre le *multilatéral classique* (libéralisme économique dans lequel les relations s'établissaient de particuliers suisses à particuliers étrangers) et le *bilatéral* (relations d'Etat à Etat). De 1948 à 1951, elle oscillait entre le bilatéral et le *multilatéral interétatique* (coopération économique impliquant l'entretien de relations d'Etats à l'ensemble des Etats dans le respect de l'autonomie nationale). A côté de ce multilatéral déjà dangereux pour nous, mais entré dans les mœurs, ou plus exactement de façon sous-jacente à ce multilatéral-là, se lève en cette année un multilatéral nouveau, le *multilatéral superétatique*. Sur le plan horizontal surgit donc un élément nouveau que nous ne pouvons plus ignorer, quand bien même il serait divisé sur le plan vertical. Si les données suisses n'ont pas varié, les données du «problème» ont changé. Notre choix doit tenir compte de ce facteur nouveau, qui déterminera l'avenir dans la mesure où la tension internationale ira croissant.[14]) Notre choix n'est donc plus aussi simple qu'auparavant. Il se réfléchit sur le jeu des forces économico-politiques actuellement à l'œuvre en Europe, à l'instar des votes d'une fraction politique au sein d'un parlement tripartite. *Le bilatéral favorise le multilatéral superétatique en affaiblissant le multilatéral interétatique*. Le dualisme libéral-socialisme ne modifie pas le principe de la nouvelle équation. Il ne fait que déplacer la virgule dans la solution: question d'intensité.

b. La question qui se pose pour la Suisse dès maintenant est celle de savoir si le bilatéral la protégera suffisamment à l'égard d'une Europe intégrée sous la pression d'événements que notre pays ne gouverne pas. La question suivante, si la précédente appelle une réponse négative – ce qui coule évidemment de source – est celle de savoir si nous n'aurions pas intérêt à combattre le multilatéral superétatique, à en ralentir au moins la progression dans nos modestes limites en essayant de l'influencer dans un sens qui sauvegarderait notre indépendance, *mais avant que l'intégration n'ait marqué de nouveaux points, pendant qu'il serait encore temps*.

Poser la seconde question, c'est y répondre. C'est aussi reconsidérer, non pas notre stratégie (défendre l'indépendance au sein de l'Europe dans l'indépendance à l'égard des deux «blocs»), mais notre tactique. C'est passer à

---

14. *Annotation en marge:* L'intégration est à la coopération ce que le réarmement est au relèvement, ce que l'inflation est à l'économie qui guérissait, ce que le politique est à l'économique, c'est-à-dire l'ennemi de l'économique.

l'action suivant les cas. Les positions de l'adversaire ne sont pas encore précisées. C'est la raison pour laquelle la nécessité d'un changement de tactique ne saute pas aux yeux. En 1948 et 1949, le problème se posait au sein d'une organisation dans laquelle une délégation suisse, touchée, sollicitait des instructions. Aujourd'hui le problème ne se pose pas au sein de l'OECE, ni même à l'OECE. Il se pose entre l'OECE et des organisations dont nous sommes en principe absents, c'est-à-dire, pour nous, en l'air, sans intérêts suisses qui nécessiteraient directement une prise de position de la part des Autorités fédérales. C'est, cette fois, l'intégration elle-même qui attend notre contre-offensive.

V.

Vus sous cet angle, le plan Schuman, le plan Pflimlin, le projet Bonnefous nous apparaissent comme des problèmes encore politiques. Il serait erroné de considérer uniquement leur objet économique et leurs conséquences en fonction seulement des intérêts matériels en jeu. Il importe avant tout de mettre en relief leur incidence au point de vue politique[15]. Il incombe dès lors, non pas au Commerce, mais au Politique de diriger les opérations d'entente avec les autres départements. La circulaire de la Division du Commerce du 20 septembre concernant le plan Schuman[16] ne saurait être considérée que comme documentation. C'est du Politique que nos légations et la délégation à Paris attendent des instructions, qui pourraient être les suivantes:

Plan Schuman: Traiter acier et charbon bilatéralement. Parler plan Schuman multilatéralement. Axer ce plan si possible sur une OECE qui conserverait la règle de l'unanimité. La plan Schuman n'est pas encore ratifié. S'il devait l'être, il s'écoulera encore un certain temps avant l'entrée en vigueur[17]. Du reste une période transitoire de deux ans est prévue, au cours de laquelle les Autorités supérieures de la Communauté n'auront pratiquement que des compétences consultatives. Bien des choses peuvent se passer d'ici là, les pays non membres – Grande-Bretagne, Suède, Suisse auraient encore la possibilité d'en transformer même la structure. Une action combinée de nos légations à Londres, Stockholm et de notre délégation à Paris mériterait d'être envisagée[18].

---

15. *Cf. à cet égard l'exposé de M. Petitpierre devant les Commissions des Affaires étrangères des Chambres fédérales du 29 et du 30 mai 1951,* E 2800(-)1990/106/1 (DoDiS-8262).

16. *Il s'agit en fait de deux circulaires de la Division du Commerce du Département de l'Économie publique du 20 septembre, l'une aux légations de Suisse dans les pays participant au plan Schuman, et l'autre aux légations de Suisse à Londres et à Stockholm. Non reproduits.*

17. *Le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier est ratifié par les six Etats signataires, les dernières ratifications n'étant déposées qu'en juin 1952; mis en vigueur le 25 juillet 1952, la Haute Autorité s'installe à Luxembourg le 10 août 1952.*

18. *Cf. les entretiens de A. Zehnder lors de sa visite à Stockholm du 5 au 7 mars 1951 concernant entre autres la position des deux pays vis-à-vis de la coopération européenne, cf. N° 86 dans le présent volume. Le 8 novembre D. Hammarskjöld rend visite à Berne pour discuter en premier lieu l'avenir de l'OECE, cf. la notice de A. Zehnder du 13 novembre 1951,* E 2802(-)1967/78/11, *concluant:* Nous nous trouvons donc en présence d'une décision à prendre. Voulons-nous agir pour essayer de sauver l'OECE, partageons-nous le point de

Plan Pflimlin: Même attitude bilatérale et même manœuvre multilatérale[19].

Comité des transports intérieurs ECE, OEC, CE (projet Bonnefous): Jusqu'ici nous avons suivi comme règle générale: soutenir principiellement Genève, subsidiairement Paris et sous-subsidiairement Strasbourg lorsqu'il s'agissait de «contrer» le NATO[20]. Dans l'actuelle question des travaux futurs du Comité des transports intérieurs de l'OECE, nous devrions appliquer, sous l'égide d'une coordination interne habile, la tactique suivante: soutenir activement Paris, maintenir Genève[21].

VI.

C'est dans la direction qui précède que je me permets de proposer d'orienter, d'entente avec la Division des Organisations internationales et la Division du commerce, la délégation suisse près de l'OECE ainsi que nos légations en Europe, en leur montrant bien qu'il ne s'agit nullement d'un simple problème de double emploi et qu'un tel argument ne saurait être manié désormais qu'avec prudence. Il n'y a pour nous double emploi qu'entre deux organisations relevant du même système international[22] . Les autres «doubles emplois» nous servant même, notre politique me paraîtrait devoir être celle des «doubles emplois» savamment dosés.

---

vue suédois quant à la voie à suivre ou préférons-nous voir l'OECE mourir lentement? Si nous envisageons une action, à quel moment et par quel moyen? *Sur l'action suédoise concernant les relations entre l'OECE et le Conseil de l'Europe, cf. le rapport de la Délégation suisse près de l'OECE du 12 mars 1951,* E 2001(E)1967/113/838.

19. *Sur l'attitude des milieux économiques concernés par le plan Pflimlin, cf. le procès-verbal daté du 10 mars de la conférence tenue au Palais fédéral, le 29 février 1952,* E 2001(E)1969/121/282. *La Suisse est invitée par le Gouvernement français à prendre part à une conférence internationale sur l'organisation des marchés agricoles et y envoie une délégation, cf. PVCF N° 859 du 13 mai 1952,* E 1004.1(-)-/1/541.

20. *Sur les relations entre les organisations européennes et l'OTAN, cf. table méthodique du présent volume:* La Suisse et l'OTAN.

21. *Sur les attitudes divergentes au sein de l'administration fédérale concernant la politique à suivre envers le plan Bonnefous, cf. le procès-verbal de la séance du 6 octobre 1951,* E 2001(E)1967/113/853.

22. *Pour éviter des doubles emplois entre les diverses organisations internationales s'intéressant à la coopération européenne, l'OECE installe, par décision du 12 juillet 1951 du Conseil des Ministres, un groupe de travail chargé d'étudier les relations de l'OECE avec les autres organisations. La Suisse est aussi représentée dans ce groupe par G. Bauer, cf. le Rapport N° 146/1 de G. Bauer au service OECE de la Division du Commerce du 20 septembre 1951,* E 2001(E)1967/113/838.

119

E 2801(-)1968/84/91
[DoDiS-8665]

Le Ministre de Suisse à Cologne, A. Huber,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre

L Confidentielle Cologne, 23 octobre 1951

Je vous ai donné, par la voie la plus rapide, connaissance de la proposition soumise par le Ministère fédéral des Finances à la Haute Commission Alliée dans la question de l'Accord de Washington[1].

Le document exprime avec toute clarté que les Gouvernements Alliés renoncent à l'exécution de l'Accord de Washington et remettront le règlement de la restitution des avoirs allemands[2] à des négociations directes avec le Gouvernement suisse, dès que leur sera versée la somme moyennant laquelle ils abandonnent leurs droits. Une solution que l'on osait à peine espérer il y a encore une année s'esquisse donc pour l'avenir immédiat. Ainsi que me l'a confié confidentiellement le Secrétaire d'Etat Hartmann, on peut compter sur le prochain consentement des Alliés, car le texte de la proposition a non seulement fait l'objet de discussions préliminaires germano-alliées mais a été débattu mot par mot avec les porte-paroles américains. Dès que le consentement des Alliés sera donné, la voie s'ouvrira pour nous dégager des obligations découlant de l'Accord de Washington, ainsi qu'à une solution bilatérale germano-suisse.

Ainsi que vous le savez, M. Wolff a, de façon répétée, donné à entendre que l'Allemagne serait prête à mettre à la disposition de la Suisse un montant à peu près équivalent à celui qui serait échu aux Alliés. Si cet ordre d'idées prévaut dans les négociations germano-suisses, la solution la plus appropriée serait, me semble-t-il, que le montant en question soit versé à compte sur le milliard-clearing[3]. Par ce mode de règlement, équivalent à une compensation, nous serions libres d'utiliser cette somme à des fins qui nous sembleraient bonnes et éviterions d'autre part l'odieux d'une mesure prise aux dépens de la propriété privée étrangère. Comme pays neutre et possédant d'importants capitaux à l'étranger, nous avons un intérêt évident à nous garder d'un tel acte.

Cette façon d'agir présenterait encore un autre avantage: le milliard-clearing, qui était jusqu'ici la bête noire des Alliés, deviendrait enfant légitime

---

1. *Sur cette proposition, cf. l'annexe de la lettre de B. Wolff à W. Stucki du 29 octobre 1951. Non reproduite.*
2. *Sur la problématique des avoirs allemands en Suisse, cf. N° 93 dans le présent volume, DDS, vol. 17, Nos 22* (DoDiS-71), *56* (DoDiS-4421), *74* (DoDiS-2827) *et 117* (DoDiS-5440), *la notice de A. Huber du 11 septembre 1950,* E 2801(-) 1968/84/90 (DoDiS-8670), *le procès-verbal du 14 mars 1951,* E 2801(-)1968/84/91 (DoDiS-8671), *la notice de W. Stucki du 21 août 1951,* E 2801(-)1968/84/91 (DoDiS-8672) *et la lettre de la Société de Banque Suisse à l'Office suisse de compensation du 14 décembre 1951,* E 2801(-)1968/84/91 (DoDiS-8673).
3. *Par l'expression milliard-clearing, A. Huber fait référence aux crédits accordés par la Confédération suisse au Reich durant la Deuxième Guerre mondiale, dans le cadre du clearing germano-suisse, qui se sont élevés à un peu plus d'un milliard de francs au total.*

par le fait d'être intégré aux nouveaux accords à conclure avec les Alliés et les Allemands.

Je me permets de faire encore la recommandation d'agir vite, en considération de la Conférence de Londres (Schuldenkonferenz)[4]. Il me semble important, en effet, que la question de l'Accord de Washington soit résolue si possible avant cette conférence afin qu'elle ne puisse être remise en discussion à Londres.

---

4. *Il s'agit de la Conférence internationale sur les dettes extérieures allemandes, qui se tient à Londres du 28 février au 8 août 1952. Sur la préparation suisse à cette conférence, et de manière générale, sur la question des dettes allemandes vis-à-vis des créanciers suisses, cf. N°s 132 et 143 dans le présent volume, la lettre de E. Nobs à M. Petitpierre du 24 août 1951,* E 2800(-)1967/59/18 (DoDiS-8666), *le procès-verbal de la séance de négociation du 19 février 1952 entre une délégation de la RFA et une délégation suisse,* E 2801(-)1968/84/92 (DoDiS-8667), *les lettres de W. Stucki à M. Petitpierre du 5 mars 1952, ibid.* (DoDiS-8668) *et du 14 mars 1952,* E 2801(-)/1968/84/4 (DoDiS-8669).

120

E 2800(-)1967/59/58
[DoDiS-8295]

Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre

PRISE DE CONTACT ÉVENTUELLE AVEC E[*ISENHOWER*]
AU SUJET DE LIVRAISONS DE MATÉRIEL DE GUERRE PAR LES ETATS-UNIS

Berne, 31 octobre 1951

Le Département militaire voudrait envoyer un industriel, en même temps officier, en vue de négocier pour commencer au sujet de la livraison de quatre chars blindés. La discussion pourrait ensuite s'élargir afin d'obtenir l'autorisation sans laquelle les autorités américaines ne veulent prendre aucun engagement.

Le simple fait matériel et objectif de l'autorisation accordée me paraît présenter des risques et peut être interprété en ce sens qu'un accord est intervenu entre la Suisse et une alliance militaire étrangère en vue d'une défense commune. Ce risque me semble tel qu'on doit renoncer à entrer dans cette voie. Il est beaucoup plus important pour notre indépendance et notre défense nationale que nous restions au-dessus et en dehors de tout soupçon. Un accord, même sur un plan purement technique et commercial, peut compromettre la confiance que nous devons inspirer et avoir pour conséquence que l'on ne nous distingue plus, d'ailleurs à tort, des pays membres de l'Alliance Atlantique. Nous augmentons ainsi le risque d'être entraînés dans une guerre, ce qui est beaucoup plus grave et important que d'être privés de quelques chars blindés et éventuellement d'autres armes. La valeur de notre réarmement est autant sinon plus morale que matérielle. Les sacrifices que nous faisons manifestent notre volonté de défendre notre indépendance. Si nous sommes

entraînés dans un conflit, ce n'est vraisemblablement pas quelques armes de plus ou de moins qui peuvent nous sauver. A cela s'ajoute que, si nous discutons avec E*[isenhower]*, c'est tout autre chose que si nous avons des pourparlers avec un Gouvernement étranger pour la livraison de matériel de guerre. En outre, il n'est pas exclu que l'autorisation ne nous serait accordée que contre des renseignements que nous donnerions sur notre défense nationale. Des démarches, d'ailleurs vaines, ont déjà été faites en vue d'obtenir ces renseignements. Nous ne devons pas nous exposer à des discussions et à des marchandages qui risquent de rendre plus difficiles encore nos relations avec les Etats-Unis.

C'est pourquoi, tout en comprenant le point de vue du Département militaire, je suis d'avis que nous devrions renoncer à toute démarche auprès de E*[isenhower]*, qui ne représente pas seulement son pays, mais une alliance militaire[1].

---

1. *Pour la suggestion du Ministre des Etats-Unis à Berne, R. C. Patterson*, d'entrer directement en contact avec le Général Eisenhower ou avec ses services, *cf. la lettre personnelle de M. Petitpierre à K. Bruggmann du 22 novembre 1951,* E 2800(-)1967/59/58 *et* E 2800(-)1967/59/84. *Dans sa réponse du 30 novembre 1951, ibid.* (DoDiS-8881), *K. Bruggmann informe que le Département d'Etat n'a pas donné des instructions à Patterson:* Er habe offenbar seine eigene persönliche Meinung ausgedrückt, welche das Department nicht teile. *Pour les signaux du Département d'Etat dans l'été 1951, cf. N° 109 dans le présent volume, note 3.*

121

E 2800(-)1990/106/19
[DoDiS-8703]

Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre

ENTRETIEN AVEC M. TRYGVE LIE, À GENÈVE, LE MARDI 30 OCTOBRE 1951

Berne, 31 octobre 1951

Invité par le Conseil d'Etat de Genève, j'ai assisté hier à un déjeuner donné par lui en l'honneur de M. Trygve *Lie*, Secrétaire général des Nations Unies. Prenaient part au repas, à côté des représentants des autorités genevoises, les directeurs de quelques institutions spécialisées: Dodd (FAO), Morse (OIT), Mulatier (Télécommunications), ainsi que des collaborateurs de M. Lie. J'étais assis à côté de ce dernier. Nous nous sommes entretenus en allemand pendant le repas. Après celui-ci, nous nous sommes retirés, M. Lie *[et]* moi, dans un salon et avons eu une longue conversation sur la situation politique générale[1]. M. Zutter faisait fonction d'interprète.

---

1. *Pour un tour d'horizon de M. Petitpierre sur la politique extérieure de la Suisse après le début de la guerre de Corée, cf. N° 58 dans le présent volume et sa réponse à l'interpellation d'E. Boerlin devant le Conseil national, PVCN du 14 juin 1951,* E 1301(-)-/I/402, *pp. 358–379* (DoDiS-8741).

M. Lie a commencé par me demander mon avis, puis il m'a donné le sien. Nous avons pu constater que, dans leurs grandes lignes, nos points de vue concordent, notamment en ce qui concerne l'avenir immédiat et le risque de guerre.

Nous avons constaté que les années 1952 et 1953 seront particulièrement difficiles et peut-être décisives. M. Lie croit que les Russes ont perdu la guerre contre le temps, en ce sens que, lors du blocus de Berlin[2], ils auraient eu la possibilité d'occuper l'Europe en quelques jours. Aujourd'hui, cette possibilité n'existe plus. Les Russes s'en rendent compte. Au surplus, ils savent que les Américains possèdent au moins trois fois plus de bombes atomiques qu'eux-mêmes et qu'ils ont la possibilité dans les vingt-quatre heures de bombarder à peu près n'importe quel point du territoire de l'URSS. Ils ne songent vraisemblablement pas à prendre une initiative qui les entraînerait dans une guerre. Ils ont subi une défaite militaire en Corée, une défaite politique à San Francisco à l'occasion de la signature du traité de paix avec le Japon, une défaite politique et militaire en Indochine depuis que les Anglais et les Américains soutiennent les Français. M. Lie ne croit pas qu'ils désirent la paix en Corée. Ils ont intérêt à retenir le plus de troupes américaines possible dans cette région, pour éviter que ces troupes ne soient transportées ailleurs, par exemple en Europe. Mais ils ne savent pas comment sortir de l'affaire de Corée, où ils ne veulent pas non plus engager trop de matériel. Celui-ci a été transporté en abondance à travers la Mandchourie. Les Russes paraissent d'ailleurs être en difficulté avec les Chinois et les Coréens du Nord en ce qui concerne la liquidation de la guerre de Corée. M. Lie ne pense pas que les Chinois donneront suite à leur intention de s'emparer de Formose. Il pense plutôt qu'après la disparition de Tschang-kai-chek, l'île sera mise sous mandat de l'ONU. Les Russes continuent d'ailleurs à être extrêmement forts, peut-être plus même qu'on ne l'imagine. Mais les Américains, de leur côté, ont actuellement à peu près 4 millions d'hommes aptes à faire la guerre, ce que les Russes n'ignorent pas.

M. Lie pense que, si une guerre peut être évitée en 1952 et 1953, il sera possible d'arriver à un *modus vivendi*, mais le communisme ne sera pas pour autant éliminé et continuera à sévir dans les pays démocratiques de l'Occident. M. Lie a vu récemment le Général Eisenhower. Celui-ci a confirmé les renseignements que nous avons, à savoir qu'en Allemagne orientale, il ne semble y avoir aucun préparatif de guerre de la part des Russes. Ceux-ci procèdent simplement à des relèves et à des mouvements de troupes dans cette région. Le Maréchal Tito, que M. Lie a également vu à Belgrade il y a quelques mois, est aussi d'avis que les Russes ne préparent pas actuellement la guerre en Europe[3].

J'avais attiré l'attention de M. Lie sur le problème allemand. Il m'a dit que l'importance de celui-ci lui avait échappé et qu'il chercherait à se renseigner plus qu'il ne l'est aujourd'hui. Il ne considère pas le problème allemand comme

---

2. *Cf. DDS, vol. 17, N°s 81* (DoDiS-4423) *et 88* (DoDiS-4362).
3. *Sur les relations entre la Suisse et la Yougoslavie, cf. N° 11 dans le présent volume.*

un des plus cruciaux. Mais, pour lui, les problèmes les plus graves intéressent le Proche et le Moyen Orient. La question du Cachemire peut donner lieu à des développements critiques, étant donnée l'exaspération de l'opinion publique au Pakistan[4]. En Iran, il n'est pas exclu qu'un arrangement intervienne[5]. La question égyptienne n'est en elle-même peut-être pas aussi grave qu'on ne le pense[6]. C'est plutôt le problème musulman et de l'Islam qui se pose dans son ensemble. Nous pourrions assister à des développements dangereux également dans toute l'Afrique du Nord. Ces pays offrent un terrain favorable au communisme, en particulier l'Egypte, où un nombre limité de familles vivent dans l'opulence alors que la grande masse de la population crève de faim. A la prochaine Assemblée des Nations Unies, c'est vraisemblablement le problème arabe qui donnera lieu aux débats les plus passionnés. Dans tous ces pays, que M. Lie a visités il y a quelques mois, on déteste les Anglais, mais l'on n'aime pas davantage les Français et les Américains. Les puissances coloniales comme la Grande-Bretagne et la France n'ont pas compris les changements intervenus dans le monde et n'arrivent pas à se débarrasser de leur esprit colonialiste.

M. Lie a été très déçu de l'entretien qu'il a eu en 1950 avec Staline. Il s'est rendu compte qu'il n'y avait pas de possibilité d'arrangement avec les Russes. Ceux-ci le détestent, en particulier parce qu'il leur a dit que le réarmement des nations occidentales était légitime et, en rétablissant un certain équilibre, était une contribution à la paix. M. Lie est toujours de cet avis et pense que seul le réarmement des Etats-Unis et de l'Europe occidentale peut permettre d'arriver un jour à un *modus vivendi* avec l'URSS.

En conclusion, même si le danger de guerre ne paraît pas imminent, il peut à tout instant se produire un événement qui modifie la situation. Il faut donc être vigilant et suivre les événements de très près pour ne pas se laisser surprendre.

P. S. A propos des préparatifs de guerre, M. Lie a relevé que, d'après les renseignements qu'il avait reçus de Norvège et de Finlande, on ne constatait aucun préparatif de la part des Russes dans le Finnmark et dans la région de Mourmansk, où il est facile d'observer ce qui se passe.

A propos des Etats-Unis, M. Lie a relevé également que, si Taft l'emportait aux prochaines élections et si sa tendance prévalait, il n'était pas exclu qu'il y ait un renversement dans la politique des Etats-Unis et que ceux-ci retournent à l'isolationnisme. Il y a donc un danger si la tendance républicaine devait l'emporter sur celle des démocrates.

Enfin M. Lie m'a fait une déclaration importante. Il considère qu'en cas d'attaque de l'Union soviétique contre un pays quelconque du monde occidental, tous les pays devraient prendre les armes pour le défendre. Même si la Suisse ou la Suède étaient attaquées, a-t-il ajouté, je ferais mon possible pour obtenir que les Nations Unies prennent les armes pour défendre ces deux pays.

---

4. *Cf. N° 114 dans le présent volume.*
5. *Cf. N° 100 dans le présent volume.*
6. *Sur les émeutes en janvier 1952 en Egypte et les répercussions sur la colonie suisse, cf. N° 136 dans le présent volume.*

122

E 2001(E)1967/113/391
[DoDiS-8720]

Le Ministre de Suisse au Caire, B. de Fischer,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre

L Le Caire, 12 novembre 1951

A peine avais-je reçu votre message du 31 octobre dernier[1], que le Ministre des Affaires Etrangères intérimaire m'a convoqué pour m'entretenir de votre réponse au Ministre d'Egypte à Berne au sujet de la défense provisoire du Conseil fédéral d'exporter des armes suisses vers l'Egypte[2]. Il m'a remis l'aide-mémoire du 10 novembre dont ci-joint copie[3], en me priant de souligner devant vous les quatre points suivants:

a) «Le Gouvernement égyptien, m'a-t-il dit, n'a jamais eu et n'a toujours pas l'intention de faire quelle guerre que ce soit à l'Angleterre ou de laisser se faire une guérilla contre elle; le différend qui divise les deux pays est de nature juridique; les relations diplomatiques, économiques et financières subsistent entre les deux pays.

b) Le Gouvernement égyptien n'a pas l'intention d'armer ou de laisser s'armer des individus ou des groupes égyptiens tels que les ‹phalanges de la libération› ou les ‹Frères musulmans› pour lutter contre la Grande-Bretagne au Canal de Suez ou ailleurs dans le Royaume.

c) Le Gouvernement égyptien n'a aucune intention de conclure quelque arrangement politique que ce soit avec l'URSS.

d) Les armes commandées en Suisse font partie d'un programme de commandes courantes de l'armée égyptienne et sont des armes purement défensives.»

Ibrahim Farag Pacha me demande dès lors de m'entremettre auprès de vous afin que le Conseil fédéral revienne sur sa décision et qu'il autorise l'envoi en Egypte des armes commandées en Suisse par l'armée royale[4].

Voici ce que je puis vous dire au sujet des communications de Farag Pacha:

Un conflit armé entre l'Egypte et l'Angleterre semble effectivement exclu. L'Angleterre a, d'après les estimations de l'Attaché militaire français, quelque 100'000 hommes bien équipés dans la zone du Canal. L'Egypte, de son côté, ne dispose que de 12'000 hommes environ dont la majeure partie se trouve

---

1. *Non reproduit.*
2. *Interdiction provisoire visant environ 15'000 roquettes commandées à la maison Bührle (pour 8,8 millions de francs), ainsi que 200'000 cartouches commandées à Hispano-Suiza (pour 2,7 millions de francs). Cf. la notice de J. Decroux à M. Petitpierre du 5 novembre 1951. Non reproduite. Sur l'exportation d'armes en Egypte, cf. aussi N° 37 dans le présent volume.*
3. *Non reproduite.*
4. *Le 9 novembre 1951, avant même l'envoi par B. de Fischer de sa lettre à M. Petitpierre, le Conseil fédéral décide d'autoriser la livraison des armes à l'Egypte; cependant, Berne n'a pas informé le Ministre au Caire de la décision. Cf. la lettre du DPF au Service technique du DMF du 9 novembre 1951 et la lettre de B. de Fischer au DPF du 17 novembre 1951. Non reproduites.*

au nord du Canal de Suez; ce corps de troupes est donc séparé du reste du pays. De plus, les Britanniques peuvent, s'ils le veulent, interrompre, en arrêtant le flux de pétrole et de mazout débarqué ou raffiné à Suez, toute la vie publique du Royaume (chemins de fer, égouts, eaux, circulation automobile, usines, etc.). Dans ces circonstances, l'Egypte ne peut lutter raisonnablement que sur le plan politique ou diplomatique et par la guerre froide.

Une guérilla provoquée par le Gouvernement paraît également peu probable car ce dernier sait que les armes dont se serviraient les guérilleros pourraient facilement se tourner contre lui-même et le régime. Mais il ne faut pas oublier que Frères musulmans et autres groupes extrémistes possèdent des armes qui proviennent généralement des stocks allemands abandonnés dans le désert libyque.

Le véritable danger ne se trouve toutefois pas dans les intentions agressives du Gouvernement, mais bien dans sa faiblesse. Après avoir surexcité les esprits, il risque de perdre le contrôle des foules. Celles-ci pourraient alors se diriger soit contre les Anglais, soit contre les autorités royales. Dans le premier cas, Anglais et Egyptiens useront certainement d'armes; dans le second, les Britanniques interviendront très probablement avec la force pour prévenir l'anarchie et des épidémies dans le pays et occuperont les principales villes de la Vallée du Nil; là aussi, il y aura sans doute des conflits armés[5].

Les choses n'en sont pas là pour le moment. Mais il conviendrait avant de prendre une nouvelle décision de notre part d'attendre un peu et de voir comment la situation se développe. Je me permettrai de vous tenir très exactement au courant de l'évolution des choses.

Je sais que Farag Pacha répondra que dans le cas présent il ne s'agit que d'armes défensives et inutilisables hors de l'aviation. Mais peut-on faire des distinctions? Je n'ignore pas non plus que pour des raisons de politique intérieure et extérieure, le Gouvernement actuel tient énormément à l'arrivée des armes commandées en Suisse et que nous lui donnerions une preuve très précieuse de notre amitié si nous les libérerions. Mais d'un autre côté, je ne crois pas qu'en maintenant provisoirement notre refus, nous perdrions plus que certaines sympathies parmi les dirigeants actuels du Wafd; la Cour et les autres partis comprendraient sans doute assez bien notre attitude neutre.

D'une façon générale, je suggérerais que le Département veuille bien continuer, comme il l'a fait la dernière fois, à communiquer sa réponse à l'aide-mémoire du 10 novembre au Ministre d'Egypte à Berne. Dans l'atmosphère de notre capitale pareille communication a des chances de moins irriter la sensibilité égyptienne qu'ici où tout le monde est extrêmement nerveux. En tout cas, il importerait que le Gouvernement égyptien comprenne bien qu'il

---

5. *Le 23 novembre 1951, dans une lettre à M. Petitpierre, B. de Fischer écrit que:* Un véritable maquis s'est formé dans la zone du Canal et y attaque journellement les troupes britanniques, en tuant des hommes ou en s'emparant d'armes. Le Gouvernement feint d'ignorer ce mouvement, mais il le tolère s'il ne le favorise pas clandestinement. Mais ni Egyptiens ni Anglais ne songent à laisser dégénérer ces coups de main en véritables engagements, et le Gouvernement Nahas tient absolument à ce que l'armée ne soit pas mise à contribution. *Non reproduite* (DoDIS-8728).

ne s'agit pas, comme vous l'avez déjà dit, d'une mesure prise de notre côté pour plaire aux Anglais. Il faudrait aussi éviter que mécontent, le Gouvernement ne livre cette question à la presse qui pourrait en tirer prétexte pour faire de notre pays et notre colonie en Egypte l'objet d'attaques intempestives.

Moi-même, je vous serais fort reconnaissant de me donner un aperçu aussi précis que possible des raisons qui ont conduit le Conseil fédéral à prendre sa décision et de m'indiquer les précédents à invoquer, afin que je puisse défendre votre manière de voir en pleine connaissance de cause[6].

6. *Cf. aussi la notice de A. Zehnder à M. Petitpierre du 28 décembre 1951,* E 2001(E)1969/121/163 (DoDiS-8922)*:* J'ai refusé aujourd'hui l'autorisation de fabrication pour deux grosses commandes égyptiennes de matériel de guerre, totalisant 42 millions de francs suisses. Il s'agit de nouvelles commandes qui s'ajoutent aux quelques 25 millions d'anciennes dont l'exportation est autorisée. Raisons: ordre de grandeur dépassant de beaucoup les affaires «normales», situation politique. – M. Scrivener est venu me voir pour me dire que le Gouvernement britannique désirerait que nous n'accordions plus les autorisations d'exportation pour le matériel de guerre à destination de l'Egypte. J'ai dit que nous avons déjà pris la décision de ne pas autoriser les nouvelles commandes, mais que nous permettrons l'exécution des anciennes. *M. Petitpierre a noté:* d'accord, 28. 12. 51.

123

E 2200.19(-)-/26/5
[DoDiS-8821]

Le Directeur de l'Administration fédérale des Finances du Département des Finances et des Douanes, M. Iklé, au Ministre de Suisse à Rome, E. Celio

PROJET TERNI

L Berne, 13 novembre 1951

Par office du 31 octobre[1], vous avez bien voulu nous remettre copie de la note que vous avez remise au Ministère italien des Affaires étrangères au sujet de nos avoirs en Italie[2]. Vous nous faites part, en même temps, des objections que soulèvent les autorités italiennes et vous joignez également à votre communication un extrait d'une lettre adressée au ministère précité par le Ministère du Trésor[3]. Votre collaborateur, M. Parodi, qui a été convoqué par le Conseiller d'Ambassade Majoli, estime que l'on pourrait arriver à une solution si la Confédération donnait son accord à un investissement dans l'affaire TERNI.

Tout en vous remerciant vivement de votre communication, nous avons l'honneur de vous confirmer que, faute de disponibilités suffisantes, il nous

1. *Non reproduite*.
2. *Au sujet des avoirs et des investissements suisses en Italie, cf. la notice de J. Hotz à R. Rubattel du 6 juin 1950,* E 2001(E)1967/113/756 (DoDiS-8826). *Cf. aussi DDS, vol. 17, table méthodique*: Italie – Relations économiques.
3. *Non reproduit*.

serait difficile d'entrer dans les vues des autorités italiennes. Le décompte de nos avoirs en Italie se présente comme suit:

en millions de francs		
Montant prévu selon convention		
Italnavi[4]	22,5	
Maison Suisse Milan (1 milliard de lires)	6,0	
En lires pour investissements	20,0	48,5
Paiements effectués en 1947/48:		
Italnavi	22,5	
Maison Suisse Milan	6,0	28,5
		20,0
Paiements effectués en 1951:		
Nautilus (1er acompte s/8millions)		6,4
		13,6
Selon convention[5], le Gouvernement italien doit encore verser les sommes suivantes:		
Nautilus (solde 8 - 6,4 millions)	1,6	
Delphinia[6]	8,0	9,6
Pour le solde de		4,0
le Gouvernement suisse prévoit la répartition suivante:		
Nautilus (supplément selon convention du 12 février 1951 entre ladite société et la Confédération)	0,75	
Maison suisse Milan (supplément 300 millions de lires à 0.70)		2,1
Ecoles Suisses:		
Avances effectuées par le Centro Svizzero à Milan 53,5 millions de lires à 0.70		0,3745
Solde du crédit octroyé à l'Ecole de Gênes 54 - 20 millions de lires = 34 millions à 0.70	0,238	3,4625
Solde disponible		0,5375

4. *Sur cette affaire, cf. DDS, vol. 17, Nos 70* (DoDiS-4260) *et 129* (DoDiS-4262), *cf. aussi* E 6100(B)1972/96/16.
5. *Cf. PVCF N° 754 du 17 avril 1951*, E 1004.1(-)-/1/528 (DoDiS-7934) *et PVCF N° 780 du 20 avril 1951, ibid*. (DoDiS-7935).
6. *Cf.* E 2001(E)1967/113/756 *et* E 2200.19(-)-/26/5.

Ces chiffres appellent les remarques suivantes:

a. Maison Suisse de Milan.

Le dépassement de 300 millions de lires est dû non seulement au renchérissement du coût de la vie en Italie mais aussi au fait qu'il a fallu renforcer les fondements de l'édifice et y apporter certaines modifications. Celles-ci concernent notamment les installations de chauffage, les installations sanitaires, les ascenseurs et les fenêtres. Ces dépenses supplémentaires que l'on ne pouvait prévoir lors de l'établissement du projet de construction, se sont révélées nécessaires au cours des travaux. Dans ces conditions, il importe, que nous le voulions ou non, que le montant précité, soit 2,1 millions de francs, soit affecté à cette construction. Il ne serait donc nullement indiqué d'investir une partie de ce montant dans un nouveau projet car le Centro Svizzero se verrait contraint de constituer des hypothèques, au taux de 8 à 10%, sur la Maison Suisse. Ceci aurait pour effet de compromettre le rendement de toute l'entreprise.

b. Nautilus.

Ainsi que nous l'avons déjà relevé dans notre lettre du 5 octobre, la convention conclue le 12 février 1951 entre la Confédération et la Société Nautilus[7] mentionne que les frais de construction du bateau (sans le moteur) sont devisés à 8'750'000 francs. En outre, le contrat qui lie la Société Nautilus et les Chantiers réunis de l'Adriatique (Cantieri Riuniti dell'Adriatico), à Trieste, prévoit que le prix de construction du bateau sera augmenté en cas de hausse des prix des matériaux et des salaires. Comme le coût de la vie accuse depuis un certain temps une forte augmentation en Italie, la Société Nautilus n'est pas à l'abri de dépassements de devis. En outre, nous savons que la Société Nautilus ne serait pas en mesure de financer les dépassements par ses propres moyens. Nous ne saurions donc courir le risque de nous trouver à court de disponibilités lorsqu'il s'agira de financer le solde des frais de construction.

Par ailleurs, nous ne pouvons admettre le point de vue des autorités italiennes selon lequel la construction de bateaux ne représente pas des investissements profitables à l'économie italienne. Nous estimons que de telles constructions sont tout aussi intéressantes que celles qui concernent des usines hydro-électriques, notamment du fait que les chantiers italiens ne peuvent entrer actuellement en concurrence avec les chantiers européens. Ceci est démontré clairement par la récente débâcle de la Société Ansaldo. Les chantiers de Trieste, où le bateau se trouve en construction, appartiennent, au surplus, à l'Etat italien, de sorte que celui-ci est tout particulièrement intéressé à cette construction.

c. Ecoles Suisses en Italie.

Les investissements en faveur des différentes écoles suisses en Italie se sont élevés dans leur ensemble à 53,5 millions de lires, soit à environ 374'000

7. *Cf.* E 2001(E)1967/113/756 *et* E 2200.19(-)-/26/5.

francs. Comme il s'agit de petits montants qui ont été affectés à des achats de terrains, ou à des transformations de bâtiments, nous n'avons pas cru devoir déranger les autorités italiennes en leur présentant chaque demande séparément. En effet, lors des discussions relatives aux investissements, les délégués italiens ont toujours déclaré que les dépenses faites pour les écoles suisses en Italie leur étaient en principe sympathiques, parce qu'elles procuraient du travail au marché italien, restaient en Italie et dispensaient le Gouvernement italien de toute sortie ultérieure de devises. Nous pensons donc que ce genre de dépenses, extrêmement profitables à l'économie italienne, ne peut que rencontrer l'approbation des autorités.

En bref, nous ne pourrions à la rigueur consacrer en faveur du projet TERNI que le solde de nos disponibilités qui s'élève à 537'500 francs, à condition, bien entendu, que cette somme soit réellement disponible. Pour que nous ayons cette certitude, nous devrions recevoir du Gouvernement italien ou des Chantiers réunis de l'Adriatique, qui sont une entreprise d'Etat, l'assurance que le coût du bateau en construction ne dépassera pas la somme prévue initialement. Nous devrions en outre attendre que les travaux de la maison à Milan soient terminés ou en tout cas aient atteint un point qui nous permette d'avoir la conviction que nous sommes à l'abri de tout nouveau dépassement, qui – chacun le sait – ne sont que trop fréquents en matière de construction. Telle est la concession que nous pourrions faire aux Autorités italiennes au cas où celles-ci tiendraient à tout prix à l'exécution du projet TERNI. Nous nous demandons, toutefois, vu le montant minime qui reste à disposition, si les Autorités italiennes auraient encore intérêt à une participation de la Suisse à ce projet. Quant à nous, nous pourrions facilement utiliser ce solde pour les besoins courants de la Confédération en Italie.

Nous vous serions donc très obligés de bien vouloir exposer aux Autorités italiennes la situation réelle des investissements telle qu'elle est indiquée ci-dessus. Nous vous saurions gré d'insister tout particulièrement pour qu'elles vous versent en faveur du *Centro Svizzero* la somme de 300 millions de lires représentant le dépassement, ainsi que les 53,5 millions qui ont été prélevés momentanément sur les avoirs disponibles du Centre Suisse en faveur des écoles suisses. Cette somme de 353,5 millions est en effet absolument nécessaire au plus tôt à la Maison de Milan pour les paiements qui ne peuvent être différés. En outre, il y aurait lieu de demander également le versement de la somme de 34 millions de lires concernant l'Ecole Suisse de Gênes.

124

E 1004.1(-)-/1/535
[DoDiS-8141]

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de décision de la séance du 20 novembre 1951

2234. Négociations économiques franco-suisses

Département de l'Economie publique. Proposition du 19 novembre 1951.

Le Département de l'Economie publique communique ce qui suit:

«*I.*
Par décision du 23 octobre dernier, vous aviez fixé à la délégation présidée par M. le Ministre J. Hotz, directeur de la Division du Commerce, le programme suivant comme instructions pour les négociations relatives au renouvellement des accords économiques franco-suisses[1]:

A. *Affaires commerciales*
1. Fixation pour l'exportation suisse vers la France de contingents améliorés pour les produits ne bénéficiant pas de la libération des échanges, en particulier pour le fromage et l'horlogerie.
2. Fixation pour l'exportation de France vers la Suisse de contingents de matières premières (charbon, fer, bois, engrais, etc.) suffisants pour assurer l'approvisionnement du marché suisse.
3. Fixation d'une date pour l'ouverture de négociations tarifaires.
4. Fixation du mode de règlement en ce qui concerne le matériel de guerre.

B. *Affaires financières*
1. Indemnité de nationalisation pour les assurances des risques du travail.
2. Règlement relatif au service en Suisse des emprunts émis dans notre pays par la République française ou garantis par elle (emprunts ‹vivants›).
3. Règlement du régime des transferts financiers.
4. Harmonisation des politiques de transfert suisse et française.

II.
Après avoir négocié à Paris du 29 octobre au 14 novembre 1951 la délégation suisse dut constater que, dans les circonstances présentes, il ne lui était pas possible, vu les réponses françaises, de trouver, tout au moins dans le secteur marchandises, une base d'accord conforme au programme établi. Si l'on en reprend les différents points, la situation se présente comme suit:

---

1. *Sur ces accords arrivés à échéance, le 31 août 1951, et les négociations relatives à leur renouvellement, cf. PVCF N° 1460 du 24 juillet 1951,* E 1004.1(-)-/1/531 (DoDiS-8129).

A. *Questions commerciales*

1. *Fixation de contingents pour l'exportation de produits suisses vers la France*.

a) *Fromage* – Le contingent que nous demandions devait permettre de redonner à cette exportation l'importance qu'elle avait avant 1939, soit 600 wagons annuellement. La délégation française, pour des raisons de politique intérieure, entendait maintenir le contingent à son niveau actuel, soit 15,4 millions de francs suisses, ce qui correspond à 300 wagons environ. Tout au plus aurait-elle été disposée à relever cette quantité à 340 wagons en y englobant les 40 wagons accordés à titre d'avance au mois d'octobre 1951. Au cours des discussions qui eurent lieu à ce propos, la délégation française releva que la France est encore toujours le premier client de la Suisse pour le fromage bien que son contingent pour l'importation de vin en Suisse ne vienne qu'en troisième position après ceux de l'Espagne et de l'Italie. La délégation suisse répondit que les contingents de vins de ces derniers pays avaient été fortement réduits par rapport à l'avant-guerre, alors que celui de la France avait été relevé de 134'000 hl à 200'000 hl. En outre, le volume de nos exportations de fromage vers la France ne représente plus que la moitié de ce qu'il était en 1939 alors que l'Italie, qui a libéré l'importation de ce produit, est en voie de devenir le premier client de la Suisse sur ce plan. Les comparaisons chiffrées donnent le tableau suivant: (quantités en tonnes, valeur en millions de fr. s.):

Exportations de fromage vers

	1938		1950		1951 (10 mois)	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
la France	6408	11,9	4082	21,7	3234	15,6
l'Italie	3804	9,1	3640	19,8	4481	21,0

Contingents pour l'importation de vin en provenance (en hectolitres)

	1938	1950
de France	134'000	200'000
d'Italie	483'000	350'000
d'Espagne	428'000	275'000

b) *Horlogerie* – Notre programme tendait à obtenir que les produits horlogers finis (montres et mouvements terminés) d'une valeur unitaire supérieure à 40 fr. s. soient libérés du contingentement étant bien entendu que le contingent actuel resterait acquis intégralement aux articles d'un prix inférieur. Cette procédure aurait permis de rendre à peu près à l'horlogerie suisse son importance traditionnelle (11%) dans nos exportations vers la France. Dans sa réponse, la délégation française se déclara prête à libérer les articles terminés (montres avec boîtes en acier et mouvements) d'un prix unitaire supérieur à 60 fr. s. moyennant réduction de 20% du contingent actuel pour les autres articles. Cette formule étant inacceptable et la délégation française

ayant retiré son offre, la délégation suisse proposa de revenir au contingentement pur et simple et d'élever de 20 à 30 millions de francs suisses le contingent horloger. La délégation française déclara ne pas pouvoir aller au-delà de 22 millions de francs suisses, mais en laissant entrevoir une possibilité d'amélioration substantielle si la Suisse s'engageait à autoriser la vente à la France de machines d'horlogerie au lieu de maintenir le système de location-vente actuellement en vigueur. Il convient de constater à ce sujet que la France, en matière horlogère, présente à chaque occasion de nouvelles revendications sans jamais compenser aucune des concessions déjà faites par la Suisse.

c) *Autres produits* – Pour une série d'autres produits importants, la délégation française n'envisageait pas de tenir compte de l'évolution des prix et des demandes suisses de fixer, dans certains cas, des contingents correspondant mieux aux anciens courants; pour certains articles, elle proposait même des réductions de contingents. A la première catégorie de produits appartiennent entre autres les colorants, les raccords, les motoculteurs, les machines à écrire, les machines à coudre. A la seconde catégorie l'alcool butylique, les dissolvants, les crayons, l'acide acétique etc.

2. *Fixation de contingents d'exportation de matières premières françaises*.

a) *Charbon* – La proposition suisse tendait au maintien du courant actuel, soit 825'000 tonnes par an. La délégation française, faisant état de la pénurie actuelle de la France, pénurie due à un accroissement des besoins, par suite de l'effort de réarmement, et non pas à une réduction de la production – la France étant obligée, d'autre part, de réduire ses importations de charbon américain en raison du manque de dollars – proposa de fixer le contingent comme suit pour une année:

Charbon de qualité marchande	420'000 tonnes
Charbons de qualité inférieure	60'000 tonnes
Compensation de charbon français avec du charbon américain (à payer par la Suisse et à importer directement en France)	60'000 tonnes

La délégation suisse fit ressortir que cette proposition provoquerait une réduction des importations en Suisse de charbons français de l'ordre de 350'000 tonnes, quantité représentant approximativement le 0,5% de la production française; un tel pourcentage ne pouvait dès lors influencer gravement le niveau d'activité de l'industrie française, tandis que son absence causerait une diminution de recettes de l'ordre de 30 millions de francs suisses dans la balance des paiements franco-suisse. En dépit de la pertinence de cet argument, la délégation française, vu les instructions qu'elle avait reçues et malgré la proposition de la Suisse de réduire sa demande de 825'000 tonnes à 670'000 tonnes (contingent actuel) se déclara dans l'impossibilité de relever les chiffres avancés. Tout au plus envisageait-elle d'augmenter ces chiffres en mettant à la charge du nouveau contingent les livraisons de charbon effectuées pendant la période en cours, en plus du contingent contractuel.

b) *Produits sidérurgiques* – Ici encore la proposition suisse tendait, à part deux ou trois nouvelles demandes, au maintien du *statu quo*, c'est-à-dire 220'000 tonnes avec quelques aménagements de la répartition qualitative. La confrontation des demandes suisses et des réponses françaises faite ci-dessous permet de constater que si la réduction proposée par la délégation française atteint en chiffres ronds 40%, cette réduction se répartit de manière très inégale entre les divers postes:

	Demandes suisses	Réponses françaises
Produits sidérurgiques finis, laminés à chaud	105'000 to	90'000 to
Semi-produits sidérurgiques	50'000 to	10'000 to
Fonte brute	30'000 to	12'000 to
Tubes et tuyaux d'acier	15'000 to	10'000 to
Produits de grosse forge et gros emboutissage	–	400 to
Tréfilés, laminés, étirés à froid	–	5'000 to
Fer blanc (nouvelle demande)	3'000 to	600 to
Aciers fins et spéciaux	8'000 to	5'000 to
Acier inoxydable	1'000 to	0
Tuyaux de fonte	2'000 to	3'000 to
Vieille fonte (nouvelle demande)	10'000 to	0
Ferraille (nouvelle demande)	15'000 to	0
Matériel de chemin de fer	10'000 to	à comprendre dans le poste des laminés à chaud
Tôles dynamo (nouvelle demande)	5'000 to	do

La délégation suisse fit observer que par rapport à l'accord actuel, la proposition française aboutissait à une réduction de l'ordre de 90'000 to, c'est-à-dire 0,6% de la production française d'acier, quantité qu'on devait pouvoir estimer négligeable, sur le plan de la productivité française, mais dont l'absence dans les importations en Suisse causerait une nouvelle diminution de recettes de l'ordre de 35 à 40 millions de francs suisses dans la balance des paiements franco-suisse. Vu l'importance que l'approvisionnement en produits sidérurgiques français représente pour l'industrie suisse, votre délégation n'a pu qu'insister pour une meilleure prise en considération de ses demandes. Pour tenir compte de la situation difficile de la sidérurgie française, qui ne travaille plus qu'à 85%, vu la raréfaction des matières premières et qui doit diminuer ses exportations d'une manière générale, tout en faisant un effort pour exporter davantage vers la zone dollars, afin de se procurer des dollars, la délégation suisse s'est déclarée prête à se contenter jusqu'au printemps prochain, moyennant le maintien du contingent actuel, du rythme ralenti des importations de produits sidérurgiques français, tel qu'il s'est manifesté ces derniers mois; il aurait été entendu, par contre, que le retard devrait être rattrapé dans la suite. La délégation française n'a pu entrer dans ces vues et s'est bornée à proposer,

comme d'ailleurs aussi pour le charbon et le bois, que la situation soit revue après six mois d'accord.

c) *Autres produits* – Si pour les engrais (sels de potasses, phosphates) et pour l'alumine calcinée, la délégation française était disposée à accepter les propositions suisses, il n'en était pas de même pour les bois où ses offres étaient bien en-dessous des besoins suisses chiffrés par la Section du bois de l'Office de guerre pour l'industrie et le travail.

3. *Fixation d'une date pour les négociations tarifaires franco-suisses*

La délégation française a pris acte de la demande suisse, mais a fait savoir que de telles négociations, dont elle attend peu, ne pourraient guère avoir lieu avant le second semestre de 1952.

4. *Règlement des paiements afférents au matériel de guerre*

La délégation suisse a, une fois de plus, exposé la pratique générale suivie par la Suisse à ce sujet[2], pratique tendant à ne pas considérer comme paiements courants ceux afférents au matériel de guerre. Parmi les raisons avancées à ce propos du côté suisse, il faut relever le fait que les livraisons de matériel de guerre ont un caractère nettement conjoncturel, de sorte qu'il n'est pas souhaitable de les assimiler au trafic commercial courant si l'on ne veut pas que le service des paiements se trouve brusquement déséquilibré de manière notable, voire dangereuse, par de tels règlements. La délégation française, se fondant sur les pourparlers en cours au sujet de l'achat de matériel de guerre français par la Suisse, estimait en revanche qu'il convenait de trouver dans ces livraisons la compensation financière des pertes qu'elle était dans l'obligation de faire subir au trafic des paiements franco-suisse par la réduction des fournitures de matières premières françaises.

Etant donné les incidences diverses de ce problème et conformément à vos instructions, la délégation suisse a fait toutes réserves à cet égard. Selon la suite des démarches de la Suisse pour l'achat de matériel de guerre en France, nous nous réservons de vous soumettre à nouveau cette question. Pour le moment, nous avons invité la délégation du Département militaire, avec laquelle nous avons pris contact à Paris, à laisser ouverte la question du mode de règlement du matériel dont il s'agit.

En matière de *tourisme*, les Autorités françaises ont pris, pendant le séjour de la délégation suisse à Paris, des mesures tendant à limiter, en principe, à une fois par an l'allocation, par les banques agréées, de devises (contrevaleur en francs suisses de 50'000 fr. fr.) aux touristes français se rendant en Suisse. Des allocations plus fréquentes pourront, comme à présent, être accordées, mais moyennant une autorisation spéciale de l'Office des Changes. Les Autorités françaises, avec lesquelles nous nous sommes entretenus de la question, nous ont assuré que ces mesures, qui ont simplement pour but de

---

2. *Cf. DDS, vol. 17, table méthodique:* Exportations d'armes et de matériel de guerre *et table méthodique du présent volume:* Exportations et importations d'armes et de matériel de guerre

remédier aux abus et ne comportent qu'un changement de procédure, ne sont pas destinées à restreindre le tourisme français en Suisse. Nous nous sommes réservé de revenir sur la question, suivant les expériences qui seront faites avec le nouveau système.

B. *Questions financières*

1. *Indemnisation des assurances des risques du travail*

Les Autorités françaises, tout en indiquant qu'elles n'étaient pas habilitées à engager des négociations sur le plan bilatéral, ont commenté les conditions dans lesquelles une commission d'études chargée d'élaborer des propositions en vue d'un éventuel règlement général des indemnisations, venait d'être instituée par décret-loi. Un siège est réservé dans cette commission aux sociétés étrangères, il nous fut offert pour la Suisse. Après avoir discuté cette question avec les sociétés suisses, nous avons fait la contre-proposition suivante: les sociétés suisses pourront exposer leur point de vue d'une manière détaillée, au cours d'une ou de plusieurs auditions par-devant cette commission. De cette manière, les sociétés suisses auraient l'occasion de faire valoir leurs revendications, tout en réservant leur position sur le plan du droit des gens.

2. *Emprunts ‹vivants›*[3] – Au cours de différentes réunions, l'état de chacun des emprunts se trouvant encore en cours de remboursement fut examiné, ainsi que leur composition et la manière dont le service courant devrait en être fait aux différents groupes de créanciers (les titres de ‹propriété française› ont en principe été déposés auprès de banques françaises et se trouvent immobilisés de la sorte). La délégation française, se basant sur la suppression des affidavits qui est intervenue, nous a demandé de porter à 14 millions de francs suisses le plafond annuel à charge du compte A que nous pensions fixer à 11 ou 12 millions. Pour le service 1952, il conviendra donc de déterminer d'un commun accord le plafond exact, ce qui maintenant dépend essentiellement de la solution qui interviendra dans les questions générales; nous signalons que la solution forfaitaire présente également des avantages pour nous, en évitant l'institution d'un affidavit suisse. Par ailleurs, l'application de l'arrangement provisoire du 6 octobre 1951 réglant le service jusqu'au 31 décembre de cette année fut discutée en fonction des problèmes de comptabilité qui se posent, tels que le système des comptes dotation, les arriérés, etc.

3. et 4. *Régime des transferts financiers* – Le régime des transferts financiers avec la France comporte, ainsi qu'on le sait, une série de particularités qui ont fait l'objet d'un examen approfondi, compte tenu des modifications déjà survenues ou qui pourraient encore intervenir dans la politique de transfert des deux pays. En particulier, ont été examinés: les transferts de revenus de France en Suisse, le volume des investissements suisses en France, les possibilités relativement larges de remploi et de réinvestissement ainsi que les opérations appelées ‹épongeages›, la tendance française à simplifier le système des comptes, le régime des valeurs mobilières françaises et le droit au transfert

---

3. *Sur la question des emprunts français, cf. PVCF N° 798 du 24 avril 1951,* E 1004.1(-)-/1/528 (DoDiS-7937) *et PVCF N° 1337 du 6 juillet 1951,* E 1004.1(-)-/1/531 (DoDiS-8128).

conféré automatiquement pour leurs revenus et les amortissements, etc. Certains secteurs devront faire l'objet d'une surveillance constante, des contrôles pourront peut-être même se révéler nécessaires. Sur le plan général, il fallait nous prémunir contre les conséquences indésirables que pourraient avoir des mesures autonomes françaises, le régime des transferts franco-suisse reposant en grande partie sur des dispositions autonomes. Notre propre politique fut expressément réservée dans ce domaine, notamment sous l'angle de notre position dans l'UEP.

Quant à l'éventualité d'un nouvel emprunt français en Suisse, nous avons laissé entendre que la Suisse pourrait être amenée à poser certaines conditions (comme cela s'est fait dernièrement à propos d'emprunts consentis à la Hollande, au Congo, etc.). Les Français furent très réservés sur ce point, peut-être par tactique mais probablement aussi à cause de l'incertitude générale qui règne en France à l'heure actuelle.

5. *Divers* – Pas de remarque particulière, différentes questions se trouvent à l'examen.

C. *Questions mixtes*

Comme on le sait, les avoirs que les banques françaises agréées possèdent auprès des banques agréées suisses ont considérablement augmenté, ce qui se traduit par une mise à contribution immédiate de notre quote à l'UEP. Ce développement semble en grande partie être dû à l'incertitude dans laquelle on se trouve quant à la devise française.

Ce problème a fait l'objet de discussions très complètes. Les instances françaises se rendent compte que la Suisse ne pourrait à la longue tolérer un semblable état de choses; elles préparent donc de leur côté une réglementation autonome.

III.

Tout bien considéré, la délégation suisse n'a pas cru pouvoir ainsi que nous l'avons exposé ci-dessus, accepter les propositions françaises comme base de discussion. Ces propositions tendaient en effet à refuser à la Suisse le maintien du courant normal (charbon, produits sidérurgiques) ou le rétablissement de ce courant (fromage, horlogerie) pour des produits occupant une place déterminante dans les échanges commerciaux franco-suisses. Votre délégation n'a fait que se conformer à cet égard aux instructions que vous lui aviez données. La délégation française ayant déclaré n'être pas en mesure de faire de nouvelles offres, il ne restait pas d'autre solution que d'interrompre les conversations. Une date n'a pas été fixée pour la reprise de ces dernières, mais la délégation suisse n'a pas manqué de laisser entendre à la délégation française qu'elle comptait sur sa venue prochaine en Suisse – les accords en vigueur arrivent à expiration le 30 novembre 1951 – pour la suite des négociations. Il convient de relever que le cours des conversations aujourd'hui interrompues a été défavorablement influencé, d'une part, par la situation actuelle de la France, situation caractérisée par une inflation en pleine expansion sur le plan intérieur et par une diminution des disponibilités de paiements internationaux

sur le plan extérieur, et, d'autre part, par le fait que le Ministère des Relations économiques extérieures, seul capable dans les circonstances présentes d'imposer une ligne de conduite plus souple aux ministères techniques, axés sur la stricte protection des intérêts de l'agriculture et de l'industrie françaises, se trouvait amputé de son chef, M. Pflimlin, ce dernier venant de subir une opération et ne pouvant dès lors être consulté à nouveau par la délégation française. Nous avons toutefois chargé notre Ministre à Paris, M. de Salis, de faire auprès du remplaçant de M. Pflimlin, M. René Mayer, Ministre des Finances, une démarche en vue de lui exposer les raisons pour lesquelles la délégation suisse n'a pas pu accepter les propositions françaises pour le renouvellement des accords économiques franco-suisses.

Un communiqué relatant l'interruption des négociations a été remis à la presse.»

Au bénéfice des considérations qui précèdent, les décisions prises par la délégation suisse à l'occasion des négociations qui ont eu lieu à Paris du 29 octobre au 14 novembre 1951 au sujet du renouvellement des accords économiques franco-suisses sont approuvées.

125

E 2001(E)1967/113/782
[DoDiS-6900]

Le Chef de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, au Chef de la Légation Royale de Thaïlande à Berne, L. Dithakar Bhakdi[1]

Trafic de paiement entre la Suisse et Thaïlande

Copie
L *Berne*, 14 décembre 1951

Nous avons l'honneur de nous référer aux conversations du 13 décembre 1951 entre M. Siriphol, Attaché auprès de votre Légation, et M. Steffen, au sujet de l'acceptation de livres sterling dans les échanges commerciaux entre la Suisse et Thaïlande. Comme vous le savez, nous nous sommes déclarés prêts, au printemps de cette année[2], à accepter des livres sterling jusqu'à concurrence de 1 million pour le financement de nos exportations vers votre pays. Les importateurs en Thaïlande ont fait usage de cette possibilité de paiement dans une mesure si large qu'entretemps la quote précitée a déjà été épuisée. Notre quote dans l'Union Européenne de Paiements ayant été mise fortement à contribution[3], il ne nous est pas possible, à notre grand regret, d'envisager

1. *Cette lettre est signée par H. Schaffner.*
2. *Cf. la lettre de la Division du Commerce du DFEP au Consulat de Suisse à Bangkok du 1er mars 1951,* E 2001(E) 1967/113/782. *Cf. aussi PVCF N° 415 du 20 février 1950*, E 1004.1 (-)-/1/526.
3. *Cf. PVCF N° 2547 du 26 décembre 1951*, E 1004.1(-)-/1/536 (DoDiS-8241).

une augmentation du plafond fixé. De ce fait, nous avons déjà dû, à partir de ce mois, limiter nos exportations vers les pays de la zone sterling par la réintroduction d'un contingentement. Dans le même ordre d'idées, nous nous sommes vus obligés d'abolir, dans nos relations avec l'Egypte, le système qui autorisait le financement de voyages et séjours en Suisse de touristes égyptiens au moyen de livres sterling. Toutes ces mesures ont pour but d'éviter un épuisement prématuré de la quote mise à notre disposition par la susdite Union pour l'exportation vers les pays membres.

Vous comprendrez que, dans ces circonstances, et bien que nous l'eussions désiré, il ne nous soit en principe pas possible de continuer à accepter des livres sterling de votre pays qui ne fait pas partie de la zone sterling ou de l'Union Européenne de Paiements. Vos Autorités compétentes ont déjà été informées de ce qui précède par notre Légation à Bangkok. Nos exportations en Thaïlande doivent par conséquent être payées de nouveau, comme cela était le cas avant le printemps de cette année, en monnaies libres, c'est-à-dire en francs suisses ou en dollars USA. Nous espérons toutefois que, vu ce changement de mode de paiement, il n'en résultera pas une entrave pour nos échanges commerciaux au développement desquels nous continuerons à vouer toute notre attention.

Or, selon des informations qui nous sont parvenues de notre Représentation diplomatique à Bangkok, il semble que notre décision de ne plus accepter de livres sterling risque de mettre en danger la venue en Suisse d'étudiants thaïlandais. Une telle interruption serait très déplorable et, nous semble-t-il, ne serait ni dans l'intérêt de votre pays, ni dans celui du nôtre[4]. En conséquence, nous serions disposés, si vos Autorités le désiraient, à examiner avec vous les mesures qui pourraient parer à cet état de choses.

Avant de prendre une décision, il nous serait cependant nécessaire d'être informés d'une manière aussi exacte que possible sur les montants qui seront utilisés par les étudiants de votre pays faisant leurs études en Suisse. Nous vous prions, par conséquent, de bien vouloir nous faire savoir 1) le nombre d'étudiants thaïlandais qui séjourneront en Suisse au cours de l'année 1952 et 2) le montant moyen en livres sterling qui sera dépensé par chacun d'eux et dont le transfert devra être assuré dans le cadre du *«transferable account system on a administrative basis»* au cours officiel.

Nous espérons que vous serez en mesure de nous fournir ces renseignements. Dès que nous les posséderons, nous examinerons les mesures qui pourraient être prises.

---

4. *Sur l'importance de l'envoi en Suisse d'étudiants thaïlandais, cf. la lettre de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique à la Légation de Suisse à Bangkok du 5 juin 1951*, E 2001(E)1967/113/782 (DoDiS-7022).

126

E 2001(E)1967/113/709
[DoDiS-8601]

Le Ministre de Suisse à Madrid, E. Broye,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre[1]

L Confidentiel Madrid, 20 décembre 1951

Au cours d'un dîner que je lui offris hier en sa qualité d'ami que je connus déjà pendant la Guerre civile, le Lieutenant-Colonel Cavanillas du Haut Etat-Major Central des forces armées espagnoles m'a fait les déclarations suivantes qui viennent apporter des détails sur la nature et la portée d'accords qui avaient dû être récemment conclus entre la Société Oerlikon et des maisons espagnoles:

Au retour d'un voyage aux Etats-Unis, le Directeur général de la maison Oerlikon, M. Buehrle, accompagné d'un autre ingénieur suisse, a eu des entretiens à Madrid avec l'Ambassadeur d'Espagne auprès du Quirinal, M. Sangróniz, et l'Ambassadeur d'Espagne à Lisbonne, M. Nicolas Franco, ainsi qu'avec le Colonel La Cierva (cousin de l'inventeur de l'autogire), le Lt.-Col. Cavanillas précité et des industriels intéressés dans la SA Manufacturas Metálicas Madrileñas constituée en 1924 et transformée en 1940 avec un capital de 24 millions de pesetas et dont le Président est M. Ricardo Goizueta et les conseillers M. Nicolas Franco et M. Cavanillas. Durant ce séjour qui ne dura qu'une journée, les deux parties jetèrent les bases d'une combinaison pour fabriquer en Espagne des projectiles-fusées d'après les brevets Oerlikon, en décidant que pour le moment le Ministère espagnol de l'Air commanderait 5000 projectiles de ce genre pour avion. Dans la suite, la fabrication s'étendrait à d'autres types pour la Marine et l'Armée de terre.

Cette réunion qui eut lieu il y a quelque deux mois, fut immédiatement suivie par l'envoi à Oerlikon d'une Commission d'officiers espagnols présidée par le Colonel Roa et comprenant le Capitaine Hernandez Blanco. La Commission rentrera à la fin de l'année à Madrid et c'est à ce moment-là que seront fixés tous les détails de l'entreprise. Celle-ci comprend la constitution de trois sociétés: l'une suisse pour l'exploitation des brevets; la seconde hispano-suisse pour l'exploitation du brevet en Espagne et la troisième une société espagnole pour la fabrication.

La société suisse apporterait une partie des machines nécessaires et les plans de fabrication; les Manufacturas Metálicas Madrileñas cèderaient une partie de leurs usines à Madrid et une partie des machines pour la nouvelle fabrication; en outre on construirait des ateliers de montage et d'essai.

Cette nouvelle de la création d'une société hispano-suisse qui établit une coopération de l'industrie suisse en Espagne doit être rapprochée de certaines paroles que le Général Franco m'adressa au cours de la visite officielle de prise de congé que je lui fis le 12 de ce mois au palais du Pardo. En effet, après

---

1. *Celui-ci a noté*: à communiquer à MM. les conseillers fédéraux Rubattel et Kobelt.

nous être exprimé mutuellement les regrets que nous cause mon départ et nous être adressé les vœux et les souhaits d'usage et après avoir évoqué le souvenir des principaux événements qui se déroulèrent depuis la Guerre civile jusqu'à nos jours, le Général Franco m'exprima son regret de constater l'absence de capitaux suisses en Espagne. Bien que saisi par cette intervention, je citai les grandes entreprises suisses qui sont installées en Espagne: Nestlé, Ciba, Sandoz, Suchard; les fabricants de textiles en Catalogne Bebié et Dubler, sans parler de la «Sevillana» qui avait été une entreprise suisse qui a fait honneur à notre Pays[2]. Je lui citai aussi le cas tout récent publié dans le Bulletin officiel de la maison Trüb Täuber & Co. à Zurich qui a passé un contrat avec une société espagnole «Isolux» pour la fabrication d'instruments de précision avec une participation de capital suisse de 33%, tandis que la loi ne permet que 25% ce qui est nettement insuffisant et qui est une cause de l'indifférence des capitaux étrangers qui exigeraient une participation d'au moins 50%. Selon le Caudillo, le capital suédois serait beaucoup plus entreprenant en Espagne.

L'Espagne souhaiterait que la Suisse fasse comme la France qui a accordé dernièrement un crédit de 5 milliards en marchandises à l'Espagne avec la garantie du Gouvernement français donnée aux vendeurs français. Ce crédit va d'ailleurs être remboursé puisqu'au cours des discours qui ont été prononcés récemment à la Chambre de Commerce française par le Ministre du Commerce et le Ministre des Affaires étrangères, il a été dit que l'Espagne exporterait à la France des marchandises d'une valeur de 20 milliards tandis que la France n'en exporterait à l'Espagne que pour 15 milliards, l'excédent de 5 milliards servant à amortir des obligations antérieures.

Je vous envoie ci-joint quelques copies de ce rapport dans l'idée que vous jugerez peut-être opportun de les transmettre à M. le Conseiller fédéral Rubattel ou à la Division du Commerce.

---

2. *Sur la Compañia Sevillana de Electricidad, cf. DDS, vol. 15, N°s 81 et 270. Electro-Watt, qui détient une part importante du capital de la «Sevillana», a vendu cette part, fin 1949, à un groupe étranger. Cf. la lettre d'Electro-Watt à l'Office suisse de Compensation du 17 décembre 1951 et celle de l'Office suisse de Compensation au Département politique du 12 janvier 1952,* E 2001(E)1969/121/365.

127

E 2001(E)1988/16/662/5
[DoDiS-7580]

Der Vorsteher des Militärdepartements, K. Kobelt, an die Kommandanten der 1.–4. Armeekorps und der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen

L Bern, 22. Dezember 1951[1]

Ihnen und Ihren untergeordneten Heereseinheitskommandanten möchte ich von folgendem Sachverhalt Kenntnis geben:

Die UNO beabsichtigt für den Fall, dass in Korea ein Waffenstillstand abgeschlossen werden kann, die Kontrolle der Durchführung des Abkommens Offizieren neutraler und einiger anderer Staaten zu übertragen. Es ist damit zu rechnen, dass ein offizielles Gesuch auch an die Schweiz gerichtet wird. Auf eine vorläufige Sondierung[2] hin hat der Bundesrat grundsätzlich zustimmend geantwortet[3], aber darauf hingewiesen, dass es für die Schweiz schwer halten werde, 40 Stabsoffiziere, wie dies gewünscht wird, stellen zu können. Wir stellten deshalb das Gesuch, dass auch Hauptleute zugelassen werden sollten. Es ist damit zu rechnen, dass diesem Gesuche, unter Berücksichtigung unserer besondern Verhältnisse, entsprochen wird. Die Offiziere müssten sich für eine Abwesenheit von mindestens einem halben Jahr verpflichten.

Solange ein offizielles Gesuch nicht vorliegt, ist jede Publikation zu unterlassen. Es geht deshalb zur Zeit nicht an, öffentlich Offiziere zur Meldung aufzufordern. Die Angelegenheit kann aber plötzlich sehr dringlich werden.

Ich ersuche Sie deshalb zu prüfen, welche Ihrer Offiziere allenfalls in Frage kommen und sich bereit erklären würden. Sie können vertraulich mit diesen Rücksprache nehmen. Ich bitte Sie alsdann das Ergebnis Ihrer Prüfung dem Chef des Personellen der Armee zuzustellen, der die Vorschläge zu meinen Handen zusammenstellen wird.

Ich brauche wohl kaum zu betonen, dass die Schweiz ein grosses Interesse hat, dem Gesuche zu entsprechen, weil dadurch vor aller Welt gezeigt werden kann, dass auch neutrale Kleinstaaten in der Völkerfamilie wichtige Aufgaben erfüllen können und dass dadurch das Verständnis für unsere Neutralitätsgrundsätze nur gestärkt werden kann.

---

1. *Die Kopie in* E 5001(F)-/4/R 3443 *trägt als Versanddatum den 26. Dezember 1951.*
2. *Vgl. das Telegramm Nr. 251 von K. Bruggmann an M. Petitpierre vom 13. Dezember 1951,* E 2001(E)1988/16/662/5 *und* E 5001(F)-/4/R 3443 (DoDiS-7581).
3. *Vgl. die Verhandlungsprotokolle der 90. und 91. Sitzung des Bundesrates vom 14. bzw. 17. Dezember 1951,* E 1003(-)1970/343/R 3105.

128

E 2802(-)1967/78/10
[DoDiS-8654]

Le Secrétaire de légation du Département politique, R. Dürr, au Chef du Département politique, M. Petitpierre

CRÉATION D'UN POSTE D'ATTACHÉ MILITAIRE À VARSOVIE (CF. COMMUNICATION DU CHEF DU DÉPARTEMENT MILITAIRE DU 14. 12. 51)[1]

Copie
No *Berne*, 22 décembre 1951

Un attaché militaire près la Légation de Suisse à Varsovie peut-il encore être utile?

Quelles sont ses possibilités de travail?

Examinons divers aspects de cette mission.

I. *Sur le plan suisse.*

Il n'est pas douteux que l'équilibre des forces – nous entendons la répartition des observateurs – appelle l'envoi d'un officier dans les pays satellites. L'effort s'est concentré, depuis la fermeture des postes de Sofia[2] et de Belgrade, sur les grandes capitales et à l'ouest. Or, nous avons le plus grand intérêt à savoir ce qui se passe «devant» nous. D'ailleurs n'est-ce pas là le meilleur moyen de prouver notre neutralité politique? A Madrid succède Varsovie. Les partis de gauche perdront ainsi une occasion de poser des questions auxquelles peut-être il serait peu aisé de répondre!

II. Lorsqu'on nous dit de Pologne que nous serons assurés d'une réciprocité de traitement, il s'agit bien entendu de mots. Notre attaché militaire ne travaillera jamais dans les mêmes conditions que son collègue en Suisse. Il ne vivra pas la même vie. Il ne peut y avoir et il n'y aura pas réciprocité. Mais est-ce à dire qu'il ne faille pas l'envoyer à Varsovie? Certes non. Car sa présence représente notre «couverture stratégique immédiate».

En effet, les yeux et les oreilles d'un homme de métier peuvent déceler beaucoup de choses. *Et l'on ne saurait tout cacher.* Comment ne pas percevoir, par exemple, la préparation d'actions aéroportées. N'est-ce pas à mille kilomètres et plus de l'objectif que sont rassemblés hommes et matériels. Mais pour évaluer, juger, renseigner, *il faut être sur place*. Il faut pouvoir recueillir les milles et une informations qui recoupées, filtrées, contrôlées, permettent à l'EMG de tabler sur des données sûres. Il faut aussi arrêter les «faux renseignements», les nouvelles de presse tendancieuses; voir ce qui est réel et ce qui appartient à la guerre des nerfs. En dépit de toutes les difficultés que

---

1. *Non retrouvée.*
2. *Cf. la notice d'A. Zehnder à M. Petitpierre du 20 décembre 1950*, E 2001(E)1968/83/112 (DoDiS-7423).

représente une semblable mission, nous estimons cependant qu'un officier averti peut:

a) obtenir des informations sur le recrutement (appel des réservations notamment);

b) contrôler l'appel des officiers de réserve;

c) apprécier le degré de fidélité des troupes à l'égard du régime;

d) évaluer l'importance du trafic aérien (maintien de l'activité ou augmentation);

e) évaluer l'importance du trafic ferroviaire – recueillir dans les gares des indications utiles. On ne concentre pas des troupes sans que les gares en soient avisées, sans que les répercussions ne se fassent sentir assez rapidement, singulièrement sur les horaires.

f) estimer si les concentrations de matériels, le stockage d'armes et de munitions s'intensifient;

g) apprécier l'importance des forces para-militaires;

h) apprendre (s'il n'y est pas invité) si et de quelle importance sont les manœuvres, dans quelle région se jouent les exercices;

i) observer dans la rue les soldats, leur comportement, leur habillement, etc.

Nous pensons en outre qu'à l'heure actuelle un attaché militaire peut encore porter sur une armée satellite un jugement de valeur, en dépit de toutes les difficultés qui lui seront faites.

III. Une telle mission est fonction bien entendu de l'officier qui sera désigné. Nous croyons savoir que le candidat, officier aviateur expérimenté, qui fut attaché militaire adjoint pendant 3 ans (il parle 3 langues et connaît les usages du corps diplomatique), offre les garanties nécessaires.

IV. De ce qui précède, nous concluerons à l'utilité de l'envoi d'un attaché militaire à Varsovie[3].

---

3. *Cf. aussi le* Co-Rapport du Département politique concernant la proposition du Département militaire fédéral du 6 mars 1952 relative à la création d'un poste d'attaché militaire à Varsovie *du 18 mars 1952. Non reproduit* (DoDiS-8657). *Sur la décision du Conseil fédéral, cf. N° 144 dans le présent volume. La notice mentionnée est aussi envoyée à A. Zehnder. Cf. la lettre de F. Hegg à A. Zehnder du 28 décembre 1951. Non reproduit.* Un argument qui me paraît toutefois militer en faveur de la création du poste dont il s'agit est celui de la neutralité: il nous faut aussi des attachés militaires derrière le rideau de fer. On pourrait donc envisager éventuellement l'envoi d'un tel attaché à Varsovie, quitte à rappeler celui-ci après un temps relativement court, au cas où l'expérience ne donnerait pas de résultat. De cette façon, nous pourrions répondre à ceux qui critiquent l'absence d'attachés militaires derrière le rideau de fer que nous avons fait un essai mais qu'il a fallu se rendre compte que c'était peine perdue.

129

E 2001(E)1969/121/87
[DoDiS-8770]

Interne Notiz der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements[1]

Bern, 7. Januar 1952

Aus Anlass des Besuches des südafrikanischen Finanzministers, Herr N. C. Havenga[2], erlaube ich mir, Ihnen wunschgemäss folgendes mitzuteilen:

Herr Havenga war bereits Finanzminister im Kabinett Herzog von 1924 bis 1940. Er ist Chef der extrem rechts stehenden «Afrikaner Party», welche aus 199 Stimmen beider Kammern über deren 9 verfügt, aber weil die regie-

---

1. *Diese Notiz an J. Hotz wurde von H. Schaffner unterzeichnet.*
2. *N. C. Havenga traf am 5. Januar, von Mailand her kommend, in Zürich ein, wo er von J. de Rham und M. de Stoutz empfangen wurde. Anschliessend traf er sich mit dem Generaldirektor des SBV, A. Nussbaumer, und unterhielt sich am folgenden Tag mit der Führung des SBV, der SBG und der Crédit Suisse. Am 7. Januar wurden Havenga und seine Mitarbeiter vom Bundesrat zu einem Mittagessen in das Von-Wattenwyl-Haus geladen, an welchem M. Petitpierre, R. Rubattel, W. Stucki, J. Hotz, P. Keller und M. Iklé teilnahmen. Vgl. die Notiz von M. de Stoutz an M. Petitpierre vom 29. Dezember 1951 und die nicht unterzeichnete Notiz an M. Petitpierre vom 4. Januar 1952. Nicht abgedruckt. Während des Essens im Von-Wattenwyl-Haus hielt Havenga eine Dankesrede an seine Gastgeber, in welcher er sich um eine Rechtfertigung der Apartheidspolitik der Regierung Malan bemühte. Nicht abgedruckt* (DoDiS-8893). *Hier ein Auszug aus dem Schluss der Rede*: L'attitude des nationalistes à l'égard des questions raciales est peut-être difficile à comprendre dans un monde ou règnent de nouvelles conceptions, plus que libérales, vis-à-vis du problème des Noirs. La question est d'ailleurs faussée par une propagande savante et de mauvais foi. Il ne faut pas oublier la position très spéciale de l'Afrique du Sud à cet égard. Les Blancs qui ont fondé ce pays, sont en minorité et ont coupé tous les liens avec leurs pays d'origine. Ils se doivent donc de défendre l'Afrique du Sud non seulement pour eux-mêmes, mais également pour les Blancs. Le Gouvernement ne peut donc être d'accord avec la thèse de l'égalité des droits politiques évoquée à l'UNO *[sic]*. Ceci équivaudrait tôt ou tard à la suppression des Blancs en Afrique du Sud. Ce pays ne continue pas moins ses efforts pour éduquer les indigènes et leur procurer des avantages sociaux. En revanche, il reste intransigeant sur la question de l'égalité politique. Cette politique est toujours désignée sous le nom de «ségrégation» et «aparted» *[sic]*. Elle a été préconisée par le général Hertzog. D'autre part, l'Afrique du Sud a accordé aux Noirs des territoires où ils sont les maîtres absolus; mais là où les Blancs sont responsables des affaires publiques, le Gouvernement entend maintenir sa position d'une manière très ferme. Il n'y a rien d'immoral dans cette attitude qui n'est que réaliste. En cas de danger, il est certain que le pays retrouverait l'unité dont il a toujours joui en temps de crises et de guerres. Aujourd'hui, l'Afrique du Sud qui a gagné la bataille pour son indépendance, estime être aussi libre que la Suisse. Nos enfants doivent être des Sudafricains avant tout et ne pas mettre, comme c'est la tendance de certains Anglais, leur pays d'origine au-dessus de leur véritable patrie. Le maintien de notre pays est dans l'intérêt de tous les Blancs en Europe. C'est pourquoi nous voulons nous préserver tout en maintenant les principes chrétiens auxquels nous croyons. Ceci est vrai, malgré les assertions de nos adversaires, et avant de juger de notre politique, il convient d'étudier très sérieusement toute la question.

rende National Party allein nicht über die Mehrheit verfügt, das Zünglein an der Waage für den parlamentarischen Weiterbestand der Regierung Malan bildet[3].

Die nach dem Regierungsantritt Malan entstandenen Schwierigkeiten für die Einfuhr schweizerischer Waren in der Südafrikanischen Union[4] konnten bis heute zu einem grossen Teil behoben werden. Die schweizerische Ausfuhr nach der Südafrikanischen Union zeigt deshalb wiederum steigende Tendenz und erreichte im Jahre 1951 (11 Monate) 39 Mio. Franken gegenüber nur 11 Mio. Franken im ganzen Jahre 1950. Die Einfuhr betrug im Jahre 1951 (ohne Gold) 24 Mio. Franken; sie besteht zur Hauptsache aus Rohwolle.

Die Industrial Development Corporation of South Africa Ltd., eine vollständig im Besitze der Regierung befindliche Gesellschaft wünscht bei einem schweizerischen Bankenkonsortium ein Anleihen von 50 bis 60 Mio. Franken aufzunehmen[5]. Wir haben uns in positivem Sinne zu diesem Projekte ausgesprochen. Es besteht allerdings noch eine Divergenz hinsichtlich des Zahlungsmodus. Die südafrikanische Regierung hat den Banken bereits zur Kenntnis gebracht, dass sie eine Rückzahlung des betreffenden Anleihens über die Europäische Zahlungsunion[6] wünsche, sofern diese Union zum damaligen Zeitpunkt noch besteht. Man kann sich daher fragen, ob es nicht vernünftig wäre, der Abwicklung der gesamten Transaktion über die Zahlungsunion zuzustimmen, um so im heutigen Zeitpunkt eine Entlastung unserer Gläubigerposition zu erreichen.

Lediglich der Vollständigkeit halber sei darauf hingewiesen, dass nach Ansicht einer schweizerischen Grossbank in den Jahren 1950/51 der schweizerische Kapitaltransfer nach der Südafrikanischen Union mehr als 150 Mio. Schweizerfranken erreicht haben soll[7].

Die Firmen BBC Baden, Maschinenfabrik Oerlikon, Sécheron Genf und Lokomotivfabrik Winterthur haben der südafrikanischen Regierung eine Offerte für die Lieferung von 90 elektrischen Lokomotiven eingereicht. Die Firmen sind der Ansicht, dass ein Eintreten der südafrikanischen Regierung auf diese Offerte mit den Jahren noch weitere Bestellungen nach sich ziehen werde und dass es sich daher um eine Arbeitsbeschaffung auf lange Sicht handle. Sie wären sehr dankbar, wenn man Herrn Minister Havenga gegenüber auch seitens der schweizerischen Regierung ein Interesse an dieser Transaktion an den Tag legen würde. Angesichts der heutigen Beschäftigungslage und der Gläubigerstellung der Schweiz im Rahmen der Europäischen Zahlungsunion würde allerdings dieses Geschäft eine schwere Belastung darstellen[8].

---

3. *Nach den Wahlen vom Mai 1948.*
4. *Vgl. Nr. 14, Anm. 3, in diesem Band.*
5. *Zur Verhandlung dieser Anleihe vgl.* E 6100(B)1972/96/21.
6. *Zur Europäischen Zahlungsunion vgl. Nr. 55 in diesem Band.*
7. *Vgl. die interne Notiz des EPD vom 3. Dezember 1951 und Beilagen,* E 2001(E)1967/113/608. *Vgl. auch Nrn. 14 und 45 in diesem Band.*
8. *Trotz verschiedenen Demarchen von O. Berchtold, J. de Rham und A. Jann, zogen die südafrikanischen Behörden die englische Offerte der English Electric Company jener schweizerischen vor. Zum Scheitern der Offerte der schweizerischen Firmen vgl. das Schreiben von J. de Rham an A. Zehnder vom 7. April 1952,* E 2001(E)1970/217/407 (DoDiS-8889).

Vgl. auch das Schreiben von J. Hotz an J. de Rham vom 22. April 1952, E 2001(E)1970/217/407 (DoDiS-8891). *Der Bundesrat entschied am 5. Oktober 1951, in der Südafrikanischen Union eine Gesandtschaft zu eröffnen,* en vue de sauvegarder les intérêts économiques suisses, sans cesse croissants, en Afrique du Sud. *Vgl. BR-Prot. Nr. 1898 vom 5. Oktober 1951,* E 1004.1(-)-/1/534. *Vgl. auch das Protokoll vom 2. Juni 1950,* E 2001(E)1968/83/55 (DoDiS-8115). *Schweizerischer Gesandter wurde J. de Rham. Vgl. das Schreiben von J. de Rham an das EPD vom 25. Mai 1952,* E 2300 Pretoria/1*, in welchem er die Komplikationen erläuterte, die sich aus der Existenz zweier Hauptstädte, Pretoria und Kapstadt, ergaben. Das bedeutete, dass* durant toute la session parlementaire qui, en règle générale, dure du 15 janvier à fin mai ou même fin juin, tous les chefs de cabinet, les secrétaires généraux, les chefs de division, les membres du parlement, les hauts fonctionnaires etc. résident à Cape Town, le plus souvent avec leurs familles.

130

E 2800(-)1967/59/37
[DoDiS-7965]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Président de la Direction générale de la Banque nationale suisse, P. Keller

Copie
L Personnelle et confidentielle Berne, 9 janvier 1952

Le Conseil fédéral a examiné et adopté hier matin la proposition du Département politique du 27 décembre 1951 concernant la «vorsorgliche Bestellung einer Auslandsvertretung der Schweizerischen Nationalbank für den Kriegsfall»[1]. Différentes questions m'ont été posées et diverses observations ont été faites. J'ai été en mesure de répondre sur tous les points. Il serait cependant utile que vous puissiez encore me donner votre avis sur les questions suivantes.

1) Un de mes collègues a demandé si la Banque nationale ne pourrait et ne devrait pas déposer une partie de son or dans les banques d'Etat de pays ne faisant pas partie de l'Union atlantique[2].

2) Le désir a été exprimé que la Banque nationale ne décide pas, comme il est prévu à page 4, sous chiffre 2, de la proposition, de l'entrée en vigueur des pouvoirs de la délégation sans s'être mise préalablement d'accord avec le Conseil fédéral, ou tout au moins le Département des Finances et le Département politique.

Au cas où la Banque nationale serait empêchée de donner les instructions nécessaires, il conviendrait de préciser que nos Légations à Londres, Washington et Ottawa ne devraient agir que sur instructions du Conseil fédéral ou du Département politique.

---

1. *Cf.* E 1005(-)1976/205/1 (DoDiS-7972).
2. *Selon la proposition du DPF du 27 décembre 1951, un tiers environ des réserves-or de la BNS se trouvent en Suisse, alors que les deux autres tiers sont déposés aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et au Canada*, *ibid.* (DoDiS-7972).

3) Si de nouveaux membres de la délégation devaient être nommés, comme prévu à page 4, sous chiffre 5, de la proposition, il serait désirable que, dans la mesure du possible, le chef de la délégation[3] consulte, sur ces nominations, les autres membres de la délégation qui pourraient être atteints.

4) Le Conseil fédéral est d'avis qu'il n'y aurait pas lieu, dans les circonstances présentes, de transférer à l'étranger plus d'or qu'il n'y en a actuellement.

Vous voudrez bien examiner encore ces différents points et me faire part des observations qu'ils pourraient vous suggérer. Le Conseil fédéral ne demande d'ailleurs pas que le texte de la proposition soit modifié[4].

---

3. *C'est-à-dire P. Keller ou, en cas d'empêchement, P. Rossy, cf.* E 1005(-)1976/205/1 (DoDiS-7972).

4. *Pour la réponse de P. Keller du 18 janvier, cf.* E 2800(-)1967/59/37 (DoDiS-7966). *Cette réponse est transmise par M. Petitpierre, le 21 janvier, à M. Weber. Non reproduit.*

131

E 2001(E)1969/121/2
[DoDiS-8294]

Le Ministre de Suisse à Washington, K. Bruggmann, au Chef du Département politique, M. Petitpierre

L Confidentiel *Washington,* 11 janvier 1952

Me référant à mes communications par voie rapide au sujet des facilités offertes à la Suisse pour l'acquisition de matériel de guerre, j'ai l'honneur de vous faire tenir sous ce pli une copie de l'aide-mémoire que M. Bonbright, adjoint du Sous-secrétaire d'Etat pour les affaires d'Europe, m'a remis le 9 janvier[1].

La «classification» de la Suisse au sens de la loi de défense ci-dessus mentionnée ne put être obtenue qu'après un long laps de temps, car un grand nombre d'autorités américaines y étaient intéressées. C'est le *National Security Council* qui a dû se prononcer en dernier ressort sur cette affaire. Comme vous le savez, le *Council* constitue une sorte de Cabinet restreint. Son président est le Président des Etats-Unis et les membres en sont notamment le Secrétaire d'Etat, le Secrétaire à la Défense et les chefs des départements militaires (Armée, Marine, Aviation)[2]. Des hauts fonctionnaires désignés par le Président peuvent également siéger au *Council* à certaines occasions.

La décision de mettre la Suisse au bénéfice de la loi précitée est si confidentielle que le Département d'Etat hésitait à en informer le Ministre Patterson. D'après ce que le Département m'a déclaré entre temps, elle ne lui fut

---

1. *Cf.* E 2001(E)1969/121/2 (DoDiS-8310).

2. *Pour les noms, cf. N° 139 dans le présent volume.*

finalement communiquée que le 10 janvier, soit le lendemain de mon entrevue avec M. Bonbright.

Je vous serais très obligé de me donner vos instructions concernant les conditions auxquelles devra souscrire la Suisse d'après la loi américaine. J'aurai certainement bientôt un entretien au Département d'Etat à ce sujet.

132

E 1004.1(-)-/1/538
[DoDiS-8086]

BUNDESRAT
Beschlussprotokoll der Sitzung vom 5. Februar 1952

227. Londoner Konferenz über deutsche Auslandschulden

Politisches Departement. Antrag vom 28. Januar 1952.
Finanz- und Zolldepartement. Mitbericht vom 4. Februar 1952.
Volkswirtschaftsdepartement. Mitbericht vom 2. Februar 1952.

Das Politische Departement unterbreitet folgenden Bericht und Antrag:

«Die vom Bundesrat am 18. Januar 1952[1] im Hinblick auf die am 28. Februar in London beginnende Konferenz zur Bereinigung der deutschen Aussenschulden einberufene vorbereitende Kommission ist am 23. Januar d. J. zusammengetreten[2]. Sie hat insbesondere geprüft, ob die Annahme der Einladung zur Teilnahme an der Konferenz zu empfehlen sei und bejahendenfalls mit welchen Vorbehalten sie zu verbinden wäre. Ferner schenkte sie ihre Aufmerksamkeit der Bestellung einer Verhandlungsdelegation. Schliesslich befasste sie sich mit dem Inhalt allfälliger Verhandlungsinstruktionen. Die Kommission hat zu diesen Fragen wie folgt Stellung genommen.

Der von den Regierungen Frankreichs, Grossbritanniens und der USA ausgehenden Einladung[3] liegt ein Memorandum der Alliierten Dreimächtekommission für deutsche Schulden vom Dezember 1951 bei[4]. Diesem ist zu entnehmen, dass der in London auszuarbeitende Plan zur Bereinigung der deutschen Aussenschulden in einem internationalen Abkommen verankert werden soll, dem jede Regierung beitreten kann, ob sie an der Konferenz teilgenommen hat oder nicht. Nach Ziffer 12 des Memorandums sollen in der Folge mit gewissen Ausnahmen alle vor dem 8. Mai 1945 begründeten deutschen Aussenschulden ausschliesslich nach den Bestimmungen dieses internationalen Abkommens geregelt werden können. Es wird deshalb erwogen, in den Vertragstext Vorschriften aufzunehmen, die die Regelung oder Zahlung solcher Schulden ausserhalb der vertraglichen Vereinbarungen verhindern sollen. Eine Nicht-Teilnahme an der Konferenz würde somit für die Schweiz

1. *Vgl. BR-Prot. Nr. 103 vom 18. Januar 1952,* E 1004.1(-)-/1/537.
2. *Vgl. das Protokoll der vorbereitenden Kommission vom 23. Januar 1952,* E 2801(-)1968/84/6.
3. *Vgl. die Einladung des Foreign Office vom 12. Januar 1952, ebd.*
4. *Nicht ermittelt.*

das Risiko mit sich bringen, einfach übergangen zu werden, bzw. sich Bestimmungen unterwerfen zu müssen, auf deren Gestaltung sie keinen Einfluss hatte. Daher kommt grundsätzlich die Zurückweisung der an die Schweiz ergangenen Einladung nicht in Frage.

Insbesondere aus zwei Gründen kann indessen die schweiz. Teilnahme nur unter gewissen Vorbehalten zugesichert werden. Zunächst ergibt sich aus Ziffer 11, IV c des alliierten Memorandums, dass Ansprüche aus der Zeit des zweiten Weltkrieges von Staaten, die sich mit Deutschland nicht im Kriege befanden und von Staatsangehörigen dieser Staaten gegenüber dem Reich und Körperschaften des Reiches einschliesslich der Guthaben, die auf Clearingkonten erworben worden sind, nicht in die Londoner Regelung einbezogen werden können. Diese Ansprüche werden zurückgestellt, bis Ansprüche aus dem I. und II. Weltkrieg der ehemals kriegführenden Länder und ihrer Staatsangehörigen im Rahmen einer endgültigen und allgemeinen Regelung erneut erörtert werden können, offenbar im Zusammenhang mit dem Friedensvertrag. Es bestehen Gründe anzunehmen, dass mit dieser Bestimmung vor allem eine Diskussion der Rückzahlung des schweizerischen Clearingvorschusses und des schweizerischen Kohlenkredites (rund eine Milliarde Schweizerfranken) ausgeschlossen werden soll. Sodann erweckt auch die weiter oben erwähnte Ausschliesslichkeitsklausel Bedenken, da sich auf Grund des deutschen Aktivums in der deutsch-schweizerischen Handels- und Zahlungsbilanz für die Schweiz wenigstens transfermässig eine Sonderstellung ergibt, der wohl nur durch separate Abmachungen Rechnung getragen werden kann. Im Hinblick auf diese Verhältnisse kann die Schweiz die Einladung zur Londoner Konferenz nur unter dem ausdrücklichen Vorbehalt annehmen, dass sie sich mit dieser Haltung aus verschiedenen Gründen nicht von vornherein mit dem Inhalt des alliierten Memorandums identifiziert.

II.

Hinsichtlich der Bestellung einer Verhandlungsdelegation ist zu berücksichtigen, dass nach den Konzeptionen der alliierten Dreimächtekommission die Londoner Verhandlungen den Vertretern der einzelnen Gläubigerkategorien Gelegenheit geben sollen, direkt mit den entsprechenden deutschen Schuldnervertretern zu verhandeln. Es muss daher darauf geachtet werden, dass die diversen schweizerischen Gläubigergruppen ausreichend zu Worte kommen. Immerhin empfiehlt sich eine gewisse Konzentration. Es erscheint daher gerechtfertigt, dem Delegationschef und dessen Stellvertreter einen Vertreter des Finanzdepartements für die Forderungen des Bundes, der Banken für die Titel- und Stillhalteforderungen, der schweizerischen Assekuranz für die Versicherungs- und Rückversicherungsfragen sowie für die auf Grund von Staatsverträgen besonders privilegierten Gläubiger von Frankengrundschulden und schliesslich der Schweizerischen Verrechnungsstelle für die Gläubiger von Einzelforderungen beizugeben. Anderseits ist damit zu rechnen, dass anfänglich nur die Aufbringungsseite, d. h. die Angleichung der einzelnen Schuldverträge an die allgemeine wirtschaftliche und finanzielle Situation der Bundesrepublik Deutschland bzw. der einzelnen deutschen Schuldner zur Sprache kommen wird, währenddem das Transferproblem noch in den

Hintergrund treten dürfte. Es kann daher jedenfalls zunächst davon abgesehen werden, einen Delegierten der am Transferproblem interessierten Handelsabteilung und des Vororts zu bestellen. Ebenso ergibt sich vorläufig für die Schweizerische Nationalbank keine Notwendigkeit einer Vertretung. Endlich werden die Interessen der Rückwanderer teils durch das Politische Departement, teils durch die Banken bzw. Verrechnungsstelle gewahrt, sodass auch in dieser Richtung eine besondere Vertretung nicht angezeigt erscheint.

Es hat selbstverständlich die Meinung, dass der Delegationschef später die Ernennung weiterer Delegierter beantragen und ferner jederzeit Experten beiziehen kann. Der Sekretär der Delegation wird vom Politischen Departement gestellt.

III.

Im Hinblick auf die von den Alliierten vorgeschlagene Verhandlungsmethode direkter Gespräche zwischen Gläubigern und Schuldnern sowie auf die Tatsache, dass in der Behandlung der zur Diskussion stehenden Fragen bisher nur geringe Fortschritte erzielt werden konnten, ergibt sich vorerst für den Bundesrat weder die Notwendigkeit noch die Möglichkeit mit Bezug auf die Vertretung der einzelnen schweizerischen privaten Forderungskategorien irgendwelche Verhandlungsinstruktionen zu erteilen. Es erscheint im Gegenteil zweckmässig, den einzelnen Gläubigergruppen zunächst eine möglichst grosse Bewegungsfreiheit einzuräumen. Dagegen wird der Bundesrat voraussichtlich im Zusammenhang mit dem vorläufig noch nicht akuten Transferproblem gewisse Richtlinien erteilen müssen. Es wäre ihm alsdann erneut Antrag zu stellen.

Anders verhält es sich mit den Forderungen des Bundes, da sich aus dem alliierten Memorandum ergibt, dass für den überwiegenden Teil derselben vorläufig eine Bereinigungsmöglichkeit überhaupt nicht besteht. Das Eidgenössische Finanz- und Zolldepartement wird dem Bundesrat bezüglich der aus dieser Situation sich ergebenden Konsequenzen im Einvernehmen mit den interessierten Departementen gesondert Antrag stellen[5].»

Aus diesen Erwägungen wird im Einvernehmen mit dem Finanz- und Zolldepartement sowie dem Volkswirtschaftsdepartement antragsgemäss *beschlossen*

1. Die Einladung der Regierungen Frankreichs, Grossbritanniens und der USA zur Teilnahme der Schweiz an der Londoner Konferenz über deutsche Aussenverschuldung vom 28. Februar 1952 wird angenommen, jedoch mit dem ausdrücklichen Vorbehalt, dass sich die Schweiz damit auf den Inhalt des alliierten Memorandums nicht irgendwie festlegt. Die Schweizerische Gesandtschaft in London ist zu beauftragen, dem Foreign Office eine entsprechende Mitteilung zukommen zu lassen, die vom Eidgenössischen Politischen Departement und dem Eidgenössischen Finanz- und Zolldepartement zu redigieren ist[6].

---

5. *Vgl. BR-Prot. Nr. 236 vom 5. Februar 1952,* E 1004.1(-)-/1/538.
6. *Vgl. den Entwurf für ein Antwortschreiben an das Foreign Office als Beilage zum Antrag des Finanz- und Zolldepartement vom 31. Januar 1952,* E 2801(-)1968/84/6.

2. Die Verhandlungsdelegation ist wie folgt zu bestellen:

Minister Dr. W. *Stucki*, Delegierter des Bundesrates für Spezialmissionen als Delegationschef,

Legationsrat E. von *Graffenried*, Vertreter des Eidgenössischen Politischen Departements, als Stellvertreter des Delegationschefs,

Dr. M. *Iklé*, Direktor der Eidgenössischen Finanzverwaltung,

E. *Mehnert*, Direktor der Schweizerischen Verrechnungsstelle,

Dr. P. *Vieli*, Präsident des Komitees Deutschland der Schweizerischen Bankiervereinigung,

Dr. H. *Koenig*, Vertreter der schweizerischen Frankengrundschuldgläubiger und der schweizerischen Assekuranz,

Dr. H. *Miesch*, Eidgenössisches Politisches Departement, als Sekretär der Delegation.

Das Auslandstaggeld wird festgesetzt auf:

Fr. 120.– für den Delegationschef,

Fr. 100.– für die Mitglieder der Delegation mit Ausnahme der Herren Vieli und Koenig, deren Spesen von den durch sie vertretenen Gläubiger-Organisationen getragen werden.

3. Das Finanz- und Zolldepartement stellt dem Bundesrat im Einvernehmen mit den interessierten Departementen mit Bezug auf die Vertretung der Bundesforderungen gesondert Antrag[7].

4. Das Politische Departement wird ermächtigt, im gegebenen Zeitpunkt die Öffentlichkeit durch ein Pressecommuniqué über die Annahme der Einladung sowie die Zusammensetzung der Delegation zu unterrichten.

---

7. *Vgl. Anm. 5.*

133

E 7110(-)1996/199/1
[DoDiS-7984]

Notiz über eine Besprechung der ständigen Wirtschaftsdelegation[1]

WIRTSCHAFTSVERHANDLUNGEN MIT OSTDEUTSCHLAND

Kopie Bern, 11. Februar 1952

Herr Minister Hotz weist einleitend darauf hin, dass die Frage der vom Eidg. Politischen Departement auf Ende Februar vorgesehenen Verhandlungen in Berlin[2] vor allem wegen des West-Ost-Handels[3] einer sorgfältigen Überprüfung bedürfe. Gegen Sonderbesprechungen betreffend Rechtsschutz-

---

1. *Diese Notiz wurde von H. Marti redigiert und unterzeichnet. Die Besprechung fand am 8. Februar 1952 statt. Folgende Personen waren anwesend: J. Hotz, H. Marti (beide EVD), A. Zehnder, M. König (beide EPD), H. Homberger (Vorort).*
2. *Vgl. den Antrag des EPD vom 6. Dezember 1951,* E 2001(E)1967/113/152 (DoDiS-7988).
3. *Zur Frage des Ost-West-Handels vgl. Nrn. 25, 84, 105, 106 in diesem Band.*

fragen durch das Politische Departement bestünden natürlich seitens der Handelsabteilung keinerlei Bedenken. Wirtschaftlich bestünde jedoch kein Bedürfnis für ein Handelsabkommen.

Herr Minister Zehnder: Die ostdeutsche Regierung beabsichtigt zweifellos, auf dem Wege der vorgesehenen Verhandlungen zu einer Art Anerkennung durch die Schweiz zu kommen. Dagegen bestehen nach wie vor politische Bedenken. Die Verzögerungstaktik brachte das Politische Departement zum Schluss in eine gewisse Verlegenheit im Hinblick auf die Wahrung der Interessen der ca. 5000 Auslandschweizer und der nicht unerheblichen privaten schweizerischen Vermögensinteressen in Ostdeutschland[4]. Der Departementschef entschied Ende 1951, dass das Primat noch den Rechtsschutzinteressen zukomme. Die Entscheidungen hinsichtlich der Aufnahme von Verhandlungen im Februar wurden im Einvernehmen mit der Handelsabteilung getroffen.

Es wäre zu begrüssen, wenn die Rechtsschutzfragen nicht allein, sondern gemeinsam mit Handelsvertragsverhandlungen vorgebracht werden könnten. Voraussichtlich wird die ostdeutsche Regierung die schweizerischen Wünsche nicht erfüllen; ein Abbruch auf *«freundschaftlicher»* Basis ist im Grunde genommen das beste, was unter Umständen erreicht werden kann.

Wenn lediglich auf politischem Boden verhandelt wird, so werden ostdeutscherseits von vornherein die Gegenforderungen gestellt. Wäre es unter Umständen nicht möglich, durch die Einräumung einer gewissen Devisenspitze dem Verhandlungspartner handelspolitisch eine Konzession zu gewähren, um für Rechtsschutzfragen eine gewisse Plattform zu schaffen.

Herr Dr. Homberger: Ostdeutschland ist kein Objekt für Wirtschaftsverhandlungen, trotzdem der Verkehr mit diesem Lande durchaus nicht als ein «non valeur» anzusehen ist. Es ist erfreulich, dass sich der Verkehr auch unter dem vertraglosen Zustand intensiviert hat.

Einfuhren in 1000 Fr.		Ausfuhren in 1000 Fr.
28,3	1948	3,4
15,6	1949	6,9
13,2	1950	14,1
26,4	1951	22,5

Es ist nicht zu verwundern, dass z. B. die Schweizerische Gesellschaft für chemische Industrie brieflich den Vorort beauftragt, es sei das bisherige de facto-Regime aufrecht zu erhalten, was sich als weit günstiger erweise als eine formelle Clearingregelung.

Neben der materiellen Beurteilung muss das Problem auch unter dem Gesichtspunkt der allgemeinen Handelspolitik geprüft werden. Die Aufnahme von offiziellen Wirtschaftsverhandlungen, welche von der DDR sicherlich schon mit Begleitmusik kommentiert wird, würde uns vom Standpunkt des West-Ost-Handels aus belasten. Eine Verhandlungsdelegation zu entsen-

4. *Zur Frage der schweizerischen Interessen in der DDR vgl. Nr. 19, Anm. 3, in diesem Band.*

den, lediglich zum Zweck, ein negatives Resultat herbeizuführen, ist eine halsbrecherische Sache.

In der Tat ist es jedoch angesichts des fait accompli nicht leicht, sich aus der Affaire zu ziehen. Eventuell könnte ja eine Lösung darin gefunden werden, dass keine eigentliche Wirtschaftsdelegation nach Berlin reist, sondern lediglich ein Vertreter der Handelsabteilung die Delegation des Politischen Departements begleitet, um nebenbei die Warenfragen zu besprechen. Nachdem Herr Bauer bereits als Delegationschef dem Aussenhandelsministerium gegenüber bezeichnet worden ist, liegt es nahe, dass er nach Berlin fahren würde. Es würde sich dabei um informatorische Besprechungen handeln, um den status quo irgendwie festzuhalten.

Zum Schluss weist Herr Dr. Homberger noch auf das Verhältnis mit China hin, wo sich ebenfalls Rechtsschutzprobleme stellen[5]. Falls man à tout prix mit Ostdeutschland zu einer Verständigung zu kommen sucht, muss man auch mit China eine analoge Regelung treffen.

Herr Legationsrat König weist darauf hin, dass nach einer telephonischen Mitteilung der Delegation in Berlin sich unter Umständen eine weitere Verzögerung der Aufnahme der Verhandlungen dadurch ergäbe, weil gegen den ostdeutschen Betrieb der Sapt[6] ein Schauprozess auf Weisung der sowjetischen Kontrollkommission stattfinden soll. Man könnte ja einwenden, dass man schweizerischerseits nicht daran denke, die Verhandlungen aufzunehmen, so lange der Prozess nicht fallen gelassen werde.

Herr Minister Hotz bemerkt, dass mit der vorgeschlagenen Lösung dem Politischen Departement geholfen sei. Es würde sich also darum handeln, eine Zweierdelegation als «mission d'exploration» nach Berlin zu entsenden, sobald die formelle Schwierigkeit wegen des Schauprozesses durch das Politische Departement bereinigt ist. Je nach der weiteren Entwicklung des Problems des West-Ost-Handels, welches unter Umständen demnächst wieder in eine kritische Phase eintreten könnte, muss die Angelegenheit im gegebenen Zeitpunkt noch abschliessend geprüft werden.

Auf den Einwand von Herrn Dr. Homberger hin, es könnte lediglich durch die Tatsache des Abschlusses einer neuen Vereinbarung die Kompensationsregelung beeinträchtigt werden, erwiderte Herr Minister Hotz, dass dieses Risiko in Kauf genommen werden könnte.

Der Unterzeichnete wird beauftragt, Herrn Minister Dr. Troendle und Herrn Bauer zu unterrichten.

---

5. *Vgl. Thematisches Verzeichnis in diesem Band:* China – Wirtschaftsbeziehungen.
6. *Vgl.* E 2001(E)1967/113/400.

134

E 2001(E)1969/121/2
[DoDiS-7237]

Le Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique, A. Zehnder, au Chef du Département politique, M. Petitpierre

No AG Strictement confidentiel[1] Berne, 18 février 1952

Lors de mon récent séjour à Paris, j'ai eu l'occasion de dîner avec M. MacArthur, conseiller politique du Général Eisenhower. J'ai rencontré également le Général Gruenther, chef de l'Etat-major général du Général Eisenhower, avec lequel j'ai pris un verre de whisky avant le dîner. Je n'ai rien fait pour provoquer cet entretien, mais lorsque M. Reinhardt, ancien diplomate américain chargé maintenant de cours politiques à l'Ecole militaire de Paris et dont les auditeurs doivent posséder au moins le grade de colonel d'Etat-major, m'avait offert de rencontrer le Général Gruenther et M. MacArthur, je n'ai pas décliné l'offre sachant tout le prix que le Conseil fédéral attache à connaître l'opinion du haut commandement américain sur la politique de neutralité suisse et les conditions auxquelles nous pourrions nous procurer du matériel de guerre aux Etats-Unis.

Permettez-moi de ne pas reproduire tous les propos échangés, mais de résumer la conversation.

1. Le haut commandement américain s'intéresse vivement à la Suisse et suit avec une grande attention notre effort de réarmement. Il est convaincu qu'une Suisse armée et bien décidée à se défendre contre une agression éventuelle de l'Est est dans l'intérêt de la communauté atlantique. Le but américain étant de créer une Europe capable de résister à l'URSS, la voie à suivre peut bien varier. A l'heure qu'il est, le haut commandement américain accepte sans réserve la Suisse neutre et vigilante. Il y a même un peu d'admiration pour ce pays indépendant qui, sans trop se soucier de ce qui se passe autour de lui, suit sa ligne droite. Mais à la fin du raisonnement américain se trouve une conclusion prématurée qui fausse l'attitude sympathique des milieux militaires américains. En effet, disent-ils, de toute façon la Suisse se trouvera l'alliée des Américains le jour même où l'agression soviétique se produira en Europe. Si vous essayez de leur faire comprendre que la Suisse luttera aussi contre l'agresseur américain, ils vous répondent que ce dicton bien connu est conforme à notre politique de neutralité et qu'il est du devoir de chaque citoyen suisse de le répéter, mais qu'en réalité la Suisse ne se battra pas contre les Etats-Unis d'Amérique puisque la lutte engagée en Europe sera une lutte à vie et à mort contre le communisme et pour la civilisation européenne, et dans cette lutte la Suisse n'aura pas d'alternative.

---

1. *Note manuscrite de M. Petitpierre en tête du document*: donné connaissance au Conseil fédéral, le 22 février 1952, remis copie à M. Kobelt, Président de la Conf[*édération*]. *Sur le bref échange de vues au sein du Conseil fédéral au sujet de la défense suisse dans le cadre de la Défense de l'Europe*, *le 22 février 1952, cf.* E 1003(-)1970/343/R 3105.

2. Tout en étant neutre, la Suisse est considérée par le haut commandement américain comme un pays allié intéressant, et rangée parmi les pays de priorité numéro 1. C'est-à-dire qu'elle peut obtenir du matériel de guerre des Etats-Unis au même titre que la Belgique, les Pays-Bas ou la Norvège. La priorité d'urgence n'est accordée en ce moment qu'à la Corée et à la Grande-Bretagne. Aucune décision n'a été encore prise au sujet de l'Indochine.

M. Eisenhower est et sera toujours disposé à intervenir en faveur de la Suisse pour qu'elle obtienne le matériel de guerre dont elle aura besoin. En ce qui concerne les appareils de radar, il suffirait d'un rappel à Washington. Quant aux chars d'assaut, les Etats-Unis ne peuvent rien donner maintenant. La production est engagée pour les besoins en Corée. Le nouveau modèle auquel la Suisse s'intéresse (char d'assaut 48, 45'000 tonnes) s'est révélé défectueux. La tourelle vibre lorsque le char est en mouvement. Il a fallu refaire ce modèle. Il ne sera livrable à l'Europe qu'à la fin de 1952[2].

Une autre difficulté a surgi. Les Américains, avec beaucoup d'insistance, avaient réussi à convaincre les petits Alliés de mettre sur pied plusieurs divisions techniques qui chôment maintenant parce que les chars 48 avec lesquels ils devaient s'exercer ne viennent pas. Afin de ne pas compromettre le résultat, les Américains doivent livrer à ces pays les premiers chars améliorés sortant des usines. Les livraisons débuteraient en octobre/novembre 1952.

Selon les plans d' Eisenhower, la Suisse pourrait recevoir une première série (une douzaine de chars dernier modèle) en mars 1953 pour commencer l'entraînement de son armée. Le haut commandement ne croit pas que nous rencontrions des difficultés à Washington. Il se peut qu'il y ait quelques formalités à remplir préalablement – des garanties de non réexportation, des garanties de secret de fabrication, modalités de paiement etc. – Le haut commandement nous conseille de nous entendre à ce sujet avec le *State Department*.

M. MacArthur a ajouté qu'il est toujours prêt à me recevoir lorsque nous aurions besoin du concours du haut commandement pour aplanir des difficultés à Washington. Si j'avais des scrupules à l'alarmer directement ou par la Légation de Suisse à Paris, je pourrais le faire soit par M. Reinhardt ou par M. Reams à Berne.

---

2. *Sur l'achat et la vente de matériel de guerre aux Etats-Unis, cf. table méthodique du présent volume:* Exportations et importations de matériel de guerre.

135

E 2802(-)1967/78/12
[DoDiS-7228]

Le Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique, A. Zehnder, au Chef du Département politique, M. Petitpierre

Copie
No AG *Berne*, 21 février 1952

J'ai eu la visite de M. Reams. Il a abordé entre autres le problème des relations entre le NATO et l'OECE[1]. Il a posé notamment les questions suivantes:

1. La Suisse est-elle opposée à ce que la nouvelle organisation économique du NATO ait son siège à Paris?

2. La Suisse est-elle opposée à ce que l'OECE soit éventuellement vidée de sa substance, tout en continuant à exister sur le papier?

3. La Suisse aurait-elle des objections à ce qu'on liquide complètement l'OECE?

Pris un peu au dépourvu, j'ai donné à M. Reams les réponses suivantes:

ad 1. Ce à quoi la Suisse tient, c'est que l'OECE demeure complètement indépendante vis-à-vis du NATO. Pour des raisons «d'optique», la Suisse aurait préféré que le siège de la nouvelle organisation du NATO ne se trouvât pas au même endroit que celui de l'OECE, mais si l'indépendance est sauvegardée, même au cas où le siège du NATO serait fixé à Paris, nous ne ferons pas d'objection. D'ailleurs, c'est aux membres du NATO de décider où se trouvera le siège de cette organisation, et la Suisse n'a pas à exprimer une opinion.

ad 2. Je puis comprendre que pour les membres de la communauté atlantique il est plus intéressant d'examiner les problèmes économiques en relation avec les problèmes du réarmement. L'OECE, en effet, ne pourrait pas remplir cette tâche pour la simple raison que ni la Suisse ni la Suède ne pourraient consentir que cette organisation s'occupe de questions militaires et d'armement. Si la communauté atlantique arrivait à la conclusion que les problèmes économiques de l'Europe ne peuvent être résolus indépendamment des nécessités du réarmement, la Suisse le comprendrait. On ne pourrait pas nous demander, en revanche, de continuer à faire partie d'une organisation vidée complètement de sa substance. Pour ma part, je regretterais ce développement, car notre participation à l'OECE concrétise notre sentiment de la solidarité européenne.

ad 3. Si la décision était prise de liquider purement et simplement l'OECE, la Suisse ne serait, je crois, pas trop fâchée. Nous saurions arranger nos relations économiques sur le plan bilatéral aussi bien que sur le plan multilatéral. Dans certains cas même, la défense des intérêts suisses se trouverait facilitée.

---

1. *Cf. N° 42 dans le présent volume.*

136

E 2001(E)1969/121/238
[DoDIS-8745]

Notice de la Légation de Suisse au Caire[1]

NOTICES SUR LES PERSPECTIVES D'EXISTENCE QUI S'OFFRENT AUJOURD'HUI AUX COLONIES SUISSES EN EGYPTE

Le Caire, 23 février 1952

Raison de cette étude.

Les graves troubles du 26 janvier 1952, au cours desquels la propriété étrangère au Caire a subi des pertes considérables, ont soulevé une profonde émotion dans les colonies étrangères en Egypte, surtout occidentales, qui n'ont toujours pas oublié les excès xénophobes de 1948. Nos compatriotes qui, eux aussi, ont été durement atteints par ces évènements et auxquels aucune assurance suffisante n'a encore été donnée quant à la réparation de leurs dommages, se préoccupent assez de l'avenir. Aussi ce complexe de circonstances a-t-il engagé la Légation à reprendre son étude, commencée en 1949 déjà, sur les perspectives d'existence s'offrant dorénavant à la communauté suisse dans la Vallée du Nil.

Une analyse soigneuse des faits a été entreprise. Voici les conclusions auxquelles la Légation est arrivée, quant à elle; ces considérations pourront l'inspirer, ces prochains temps, lorsqu'elle sera appelée à conseiller tant des compatriotes résidant déjà en Egypte que d'autres désireux de s'y rendre.

Situation des étrangers en Egypte.

Jusqu'en 1949, les étrangers en Egypte jouissaient d'une protection efficace, garantie par des conventions internationales (capitulations, etc.) ou assurée par la présence de troupes britanniques stationnées dans les grandes villes égyptiennes. Depuis 1949, la sécurité des étrangers dépend exclusivement du Gouvernement égyptien. Les évènements du 26 janvier, comme ceux d'ailleurs moins étendus de 1948 survenus à la suite de la guerre de Palestine, ont démontré que l'organisation de la sécurité n'est pas toujours suffisante et que les étrangers courent, à certains moments, les plus grands dangers dans leur vie et dans leurs biens. Même des traités d'établissement ou une loi nationale sur les étrangers – s'ils avaient existé – n'auraient pas constitué une protection suffisante pour les étrangers et ils n'auraient pas davantage pu arrêter le cours des évènements en question.

Les dangers que les étrangers peuvent courir aujourd'hui.

Ces troubles ne seront probablement pas les derniers. Ce n'est pas un secret que le *Kominform* s'intéresse à l'Egypte et on sait qu'un de ses premiers buts est de faire sortir les étrangers de ce pays qui en sera d'autant plus affaibli.

---

1. *Cette notice est signée par B. de Fischer. Elle est envoyée à Berne et lue par M. Petitpierre le 26 février 1952.*

D'autre part, des réformes sociales et économiques sont inévitables. Selon toute probabilité, elles ne s'effectueront pas par des seuls moyens pacifiques et il est difficile de penser qu'elles ne toucheront pas les étrangers; au contraire, ces derniers risquent d'en être les premières victimes.

L'expérience a montré que l'Etat égyptien répugne à se considérer comme responsable des émeutes et qu'il n'entend que rarement réparer les dommages subis par les étrangers à cette occasion.

L'attitude du peuple égyptien à l'égard des étrangers.

On ne peut guère se défendre de l'impression que dans sa grande majorité le peuple égyptien lui-même désire, consciemment ou inconsciemment, voir les étrangers – les Occidentaux avant tout – quitter le pays. Cette xénophobie a des sources historiques lointaines et proches: les Croisades, l'occupation de l'Egypte par les Turcs, puis par les Anglais; l'exploitation de certaines richesses du pays par des éléments étrangers parfois peu recommandables, etc. Elle est aussi fondée sur des motifs religieux provenant de l'Islam et sur des raisons politiques et économiques prenant leurs racines dans la naissance de l'Egypte moderne et la poussée d'un nationalisme fanatique. Enfin, l'augmentation de la population égyptienne est extrêmement forte, tandis que le marché du travail reste étroit; il est compréhensible, en particulier, que les milliers d'intellectuels que les universités ou les établissements professionnels égyptiens produisent chaque année et qui sont en quête d'une occupation se sentent sérieusement concurrencés par les étrangers auxquels vont souvent, par la force même des choses, les meilleures places.

La situation spéciale des Suisses.

La colonie suisse n'échappe pas à cette xénophobie. Elle fait partie de la minorité occidentale et chrétienne dans la communauté égyptienne qui est musulmane et orientale. Individuellement, nos compatriotes paraissent, pour le moment, moins exposés à cette antipathie que d'autres étrangers. La Suisse est neutre, elle ne se rattache à aucun mouvement politique international, elle n'est pas une puissance coloniale: aussi, rien dans cet ordre d'idées ne vient-il opposer les Suisses aux Egyptiens. Au contraire, notre pays est parfois admiré par ces derniers parce que, dans certains domaines, il est à la tête du progrès social, technique et scientifique en Europe et aussi parce qu'une grande partie de sa population est d'origine germanique, les Egyptiens étant particulièrement bien disposés à l'égard des Allemands. Il est probable aussi que l'Egypte pressera moins les Suisses à quitter le pays parce qu'ils sont peu nombreux et parce que, dans leur grande majorité, ils font preuve de discrétion. Mais ces nuances ne compteront guère que dans les rapports d'homme à homme et ils perdront leur valeur dans des mouvements collectifs.

Les protecteurs des étrangers.

Les seuls véritables soutiens des étrangers, et notamment des Suisses, sont aujourd'hui le Trône et les classes gouvernantes de droite. La dynastie de Mohamed Aly est traditionnellement amie des Occidentaux auxquels elle doit en grande partie la formation de l'Egypte moderne. De leur côté, les

classes gouvernantes de droite savent que les étrangers sont, dans leur grande majorité, des éléments d'ordre et qu'ils donnent le bon exemple dans beaucoup de domaines.

Cela vaut également pour les Suisses. Aux yeux de la Dynastie comme à ceux des dirigeants du pays, la collectivité helvétique a toujours été, dans son ensemble, une sorte de colonie modèle.

Mais l'affaiblissement de l'autorité de la Couronne et la désaffection progressive à l'égard de l'Occident des couches gouvernantes et moyennes, sans parler des classes pauvres, réduisent singulièrement la position des étrangers en Egypte, y compris celle des Suisses.

Perspectives d'existence des étrangers en général.

Les colonies étrangères en Egypte auront donc de la peine à se développer à l'avenir; quelques-unes essayeront de se maintenir à leur niveau actuel; dans la plupart des cas, elle s'amenuiseront. De toute façon, elles ne pourront subsister que grâce à de profonds changements de structure.

Pour ce qui est de nos compatriotes, ils seront amenés petit à petit à abandonner certaines positions-clefs. Déjà il existe une législation interdisant aux étrangers l'acquisition de la propriété rurale; d'autres lois limitent le capital et le travail étrangers dans certaines entreprises. Un changement radical de cet état de choses est peu probable; au contraire, il n'est pas exclu que dans certains moments, la xénophobie s'accentue encore, passagèrement du moins.

et des Suisses en particulier.

Dans ces circonstances, la plupart des ressortissants suisses cesseront, avec le temps, de travailler avec des capitaux propres; ils ne pourront plus diriger des établissements importants; ils renonceront à être des propriétaires de leurs entreprises. Pour pouvoir entrer dans le pays ou pour y demeurer sans trop d'aléas, les nouveaux venus se contenteront de plus en plus d'être des spécialistes travaillant à titre temporaire et pour le compte d'autrui, en particulier pour le compte d'établissements égyptiens officiels ou privés.

De l'intérêt pour la Suisse à maintenir une colonie suisse en Egypte.

Cependant si, d'un côté, nous ne pouvons pas empêcher nos compatriotes de se ménager une sortie d'Egypte au cas où des catastrophes comme celle du 26 janvier 1952 devraient se reproduire, nous n'avons, de l'autre, aucun intérêt à voir notre colonie se réduire. Nous avons besoin d'appuis solides et durables et de compatriotes capables de nous donner des conseils judicieux en vue du développement de nos échanges commerciaux. Il en est de même en ce qui concerne l'entretien de bonnes relations politiques avec un pays qui joue toujours un rôle prépondérant dans l'important monde arabe et musulman. Ce n'est pas manquer de modestie non plus que de penser que la Suisse, qui a atteint un niveau élevé dans beaucoup de domaines grâce à la paix et à l'incomparable continuité de ses institutions, se doit d'apporter, pour autant qu'on le lui demande, son concours aux pays moins ou peu développés.

Une des conditions essentielles de l'existence d'une colonie suisse en Egypte:

A côté de ces questions générales, il reste un point particulier à traiter par rapport aux institutions suisses en Egypte.

La présence d'institutions suisses.

Vu le caractère très particulier de l'Egypte, tant au point de vue religieux que culturel, une colonie suisse, même réduite, ne pourra y exister à la longue sans être assurée d'un entourage approprié. En effet, les arrangements conventionnels entre gouvernements suisse et égyptien mis à part, nous ne pourrons guère demander à des compatriotes de rester dans ce pays auquel, par la nature des choses, ils ne pourront jamais s'assimiler que s'ils peuvent compter sur un certain nombre d'institutions spécifiquement suisses ou occidentales qui leur permettra de vivre dans le cadre traditionnel auquel ils sont habitués (écoles, églises, hôpitaux, cercles, journal, chambre de commerce, sociétés de secours, cimetières, etc.).

Or, l'existence d'institutions suisses en Egypte dépend directement du nombre de nos ressortissants établis dans ce pays. Si notre colonie au Caire par exemple venait à se réduire à 450 personnes, il semblerait difficile, voir presque impossible, d'y maintenir, entre d'autres, une institution comme notre école où les frais de son entretien dépasseraient rapidement les ressources d'une colonie aussi diminuée.

Nous aurons donc un double intérêt à défendre âprement les droits acquis de nos compatriotes déjà établis en Egypte; dans de nombreux cas il s'agit, d'ailleurs, de familles établies depuis plus d'une génération dans ce pays.

On pourrait aussi rappeler ici les assurances données dans ce domaine par l'Egypte à la Conférence de Montreux[2].

Conclusions.

Voici, en résumé, les conclusions qui se dégagent de cet état de choses.

La colonie suisse d'Egypte ne pourra probablement plus guère se développer beaucoup et elle se réduira plutôt, dans certains secteurs au moins.

Ce ne sera que dans des cas exceptionnels que des compatriotes pourront ou voudront aller s'établir en Egypte avec leurs propres capitaux. Par contre, le danger d'émeutes sanglantes mis à part, il n'y aura rien ou peu à redire à ce que des Suisses se rendent dans ce pays pour un temps plus ou moins long et sur la base de contrats conclus avec des employeurs égyptiens, officiels ou privés.

Notre pays a un intérêt précis à ce qu'une colonie suisse, même réduite, subsiste dans la Vallée du Nil et cela pour des raisons économiques et politiques.

Cependant, pour que pareilles colonies vivent, il sera essentiel que nous puissions conserver dans ce pays les quelques institutions suisses qui y existent déjà et qui sont viables.

---

2. *La Conférence internationale sur les capitulations à Montreux a eu lieu du 12 avril au 8 mai 1937. Cf. DDS, vol. 11, N° 320.*

137

E 2800(-)1990/106/20
[DoDiS-7200]

Notice interne du Département politique

NOTICE CONCERNANT L'ENTRETIEN DU CHEF DU DÉPARTEMENT AVEC LE MINISTRE PATTERSON, LE 27 FÉVRIER 1952, À 10 H. 15[1]

[Berne, 27 février 1952]

I. Le Ministre Patterson, accompagné de son collaborateur M. Henderson, remet au Chef du Département l'aide-mémoire confidentiel ci-joint[2], en lui déclarant qu'il lui est loisible d'y répondre à une date ultérieure.

Le Chef du Département, après avoir pris connaissance de ce document, déclare qu'il ne peut prendre définitivement position tout de suite. Il relève cependant immédiatement que la délégation[3] qui représente le Conseil fédéral à la Conférence de Londres sur les dettes allemandes doit avoir une liberté d'action aussi large que possible et que, par conséquent, il sera vraisemblablement difficile au Conseil fédéral d'entrer dans les vues américaines[4].

Le Ministre Patterson précise que son Gouvernement souhaite vivement que les propositions allemandes[5] relatives à l'Accord de Washington soient acceptées et mises à exécution sans attendre que le problème des dettes allemandes ait été réglé. L'exécution de l'accord intervenu avec l'Allemagne et les Alliés devrait donc être absolument indépendante du problème des dettes allemandes.

---

1. *Cette notice se compose de trois parties. L'auteur des deux dernières parties est Ch. A. Dubois, qui a vraisemblablement rédigé aussi la première.*
2. *Cf. l'aide-mémoire de R. C. Patterson du 27 février 1952.* E 2800(-)1990/106/20 (DoDiS-7227): Mon Gouvernement pense que le Gouvernement suisse conviendra qu'il est dans l'intérêt le mieux compris des deux pays d'en arriver à une solution prompte et définitive du problème des avoirs allemands en Suisse. Mon Gouvernement a estimé que la proposition du Gouvernement de la République fédérale allemande constituait une base suffisante pour une telle solution et présentait de plus l'avantage qu'émanant du Gouvernement allemand lui-même, elle supprimait l'une des objections les plus tenaces faites par votre Gouvernement aux propositions précédentes, à savoir que celles-ci ne tenaient pas compte des intérêts allemands. Il paraîtrait donc regrettable à mon Gouvernement que les perspectives offertes par cette proposition se trouvent compromises par quelque tentative de l'utiliser comme un moyen de faire accorder à la Suisse des conditions plus favorables en ce qui concerne les montants avancés à l'Allemagne durant la dernière guerre que celles déjà acceptées par les puissances alliées dont le territoire a souffert de l'occupation allemande.
3. *La délégation est composée de W. Stucki (président), E. von Graffenried (vice-président), M. Iklé, E. Mehnert, P. Vieli, H. König; R. Keller et H. Miesch (secrétaires). Cf. PVCF N° 236 du 5 février 1952,* E 1004.1(-)-/1/538 (DoDiS-8286).
4. *Cf. les instructions du Conseil fédéral, ibid.:* Die Delegation hat sich dafür einzusetzen, dass die weitere Geltendmachung der aus der Kriegszeit stammenden Forderungen des Bundes an der Londoner Konferenz nicht nachteilig präjudiziert wird sondern, dass die Schweiz diese durch bilaterale Verhandlungen regeln kann.
5. *Cf. N° 119 dans le présent volume.*

Le Chef du Département confirme que les deux problèmes sont importants pour la Suisse. Il rappelle que, d'après l'Accord de Washington[6], la créance de clearing d'un milliard sur le Reich doit être mise à contribution pour assurer le paiement aux propriétaires de la contre-valeur de la somme revenant à la Suisse sur la liquidation des biens allemands. Les autorités fédérales ne peuvent pas se désintéresser des victimes suisses de la guerre, qui n'auront guère de chance d'être indemnisées que si la créance de clearing d'un milliard est reconnue et remboursée, au moins partiellement. Le Chef du Département ajoute qu'il prendra contact dès qu'il le pourra avec le Ministre Stucki, qui vient de partir pour Londres, et répondra ultérieurement à la demande du Gouvernement américain. Il constate en terminant que les autorités suisses désirent aussi vivement que le Gouvernement américain qu'un arrangement intervienne sur l'exécution de l'Accord de Washington et que cet arrangement soit exécuté aussi rapidement que possible. Toutefois la Suisse n'est pas disposée à renoncer dans ce but à la défense d'intérêts qu'elle considère comme légitimes.

Suite de la notice concernant l'entretien du Chef du Département avec le Ministre Patterson, le 27 février, à 10 h. 15

RY *Berne*, 28 février 1952

II. Le Ministre Patterson aborde ensuite la question de transformer la Légation des Etats-Unis en Ambassade, question à laquelle le Département d'Etat attache de l'importance. Le Secrétaire d'Etat serait prêt à prendre cette décision aussitôt que la Suisse aura pris position dans cette affaire. Aussi M. Patterson désirerait savoir s'il peut espérer une réponse affirmative de la part des autorités suisses.

Le Chef du Département lui répond, ainsi qu'il l'avait communiqué précédemment, soit à lui, soit à M. Reams, soit à deux représentants du Département d'Etat[7] qui avaient séjourné en Suisse au mois de décembre, qu'il espère pouvoir donner une réponse, tout au moins provisoire, dans le courant ou à la fin du premier trimestre 1952.

Il ajoute qu'un rapport[8] sur la question de la transformation de légations en ambassades vient d'être soumis aux commissions des Affaires étrangères du Conseil national et du Conseil des Etats[9]. Le Conseil fédéral, avant de

---

6. *Pour l'accord de Washington, cf. DDS, vol. 16, table méthodique:* Relations financières générales *et DDS, vol. 17, table méthodique:* Suite des accords de Washington.

7. *Il s'agit de Homer Morrison Byington, directeur du service des Affaires l'Europe occidentale au* Département d'État*, et de Leslie Biffle, secrétaire du Sénat américain, reçus par M. Petitpierre le 20 novembre 1951 à 11 h 30. Cf. agenda 1951 de M. Petitpierre,* E 2800(-)1990/106/22.

8. *Cf. le rapport* La Suisse et les ambassadeurs *du 19 novembre 1951,* E 2800(-)1967/61/95.

9. *Pour le débat dans la commission du Conseil national, cf. le procès-verbal de la séance du 6 et 7 mars 1952,* E 1050.12(-)1995/511/2. *Pour le débat dans la commission du Conseil des Etats, cf. le procès-verbal de la séance du 5 et 6 mars 1952,* E 1050.12(-)1995/512/1. *Cf. aussi* E 2800(-)1967/60/4.

prendre lui-même une décision et de faire éventuellement des propositions aux Chambres fédérales, désire connaître l'avis de ces deux commissions.

M. Patterson exprime la crainte qu'à Washington on ne considère qu'il y ait discrimination entre la France, qui a une ambassade à Berne, et les Etats-Unis. Le Chef du Département répond que cela n'est certainement pas le cas et qu'il se rend bien compte de la position politique des Etats-Unis; si la France jouit du droit d'ambassade à Berne, c'est pour des raisons historiques qui datent de l'année 1516, durant laquelle fut conclue l'alliance entre la France et la Suisse. Depuis ce moment, la France a toujours envoyé des ambassadeurs en Suisse, sauf durant de brèves et rares interruptions. Il relève que, dans l'affaire discutée, il convient de ne rien brusquer car, comme le sait sans doute M. Patterson, il faut tenir compte de l'opinion publique. Or, en Suisse, il y a une opposition marquée contre les titres, décorations etc. Cet élément jouera un rôle dans la décision des Chambres. Le Chef du Département constate pour terminer que le préavis des commissions mentionnées plus haut sera vraisemblablement déterminant pour la décision du Conseil fédéral et éventuellement des Chambres fédérales.

Suite de la notice concernant l'entretien du Chef du Département avec le Ministre Patterson, le 27 février à 10 h. 15

RY *Berne,* 28 février 1952

III. Pour terminer, le Ministre Patterson annonce au Chef du Département qu'il se rendra par avion à Washington le 14 mars. La raison de son voyage est d'avoir des entretiens pour obtenir que les livraisons à la Suisse de marchandises, et en particulier d'armements, soient accélérées. Il estime en effet que des conversations personnelles à Washington, spécialement avec le Secrétaire de la Guerre[10] auront certainement des résultats plus concrets que des télégrammes envoyés par sa Légation. En faisant ces démarches, le Ministre Patterson est d'avis qu'il rend non seulement service à la Suisse, mais également à son pays.

Le Chef du Département remercie M. Patterson des efforts qu'il a faits dans ce sens et constate qu'il est heureux qu'un accord de principe ait déjà pu être mis sur pied dans les questions d'armements. Il constate cependant que, d'après les renseignements en sa possession, les délais de livraison sont dus avant tout à des raisons techniques.

---

10. *R. A. Lovett.*

138

E 2300 London/46
[DoDiS-7700]

Le Ministre de Suisse à Londres, H. de Torrenté,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre

ALLEMAGNE

RP Londres, 13 mars 1952

Dès que fut connu le texte de la note russe du 11 mars relative au traité de paix avec l'Allemagne[1], je me suis mis en rapport avec Mr. Frank Roberts, Sous-Secrétaire d'Etat pour les affaires allemandes au *Foreign Office*.

Voici en quelques lignes l'essentiel de l'entretien que j'ai eu aujourd'hui même avec Mr. Roberts.

1. R. ne peut me faire part que de la réaction spontanée du Gouvernement britannique. Londres ne pourra naturellement définir son attitude à l'égard des propositions russes qu'après des échanges de vues avec Paris et Washington. Les contacts sont pris, les conversations se poursuivront partiellement à Paris et les trois puissances intéressés seront en mesure de répondre à Moscou dans un bref délai, vu qu'il ne saurait y avoir entre elles de divergences graves sur le fond même du problème.

2. L'initiative russe est, selon mon interlocuteur, «*rather encouraging*». Certes, l'on s'attendait, après les récentes conversations de Londres et de Lisbonne, à quelque réaction de Moscou. Mais le caractère pressant de la démarche et l'aveu implicite que celle-ci comporte prouvent que les Russes ont été très impressionnés par le résultat de ces conversations.

3. Une conclusion s'impose: les alliés occidentaux ne s'arrêteront pas en si bonne voie. Ils se doivent de poursuivre leurs entreprises et d'aller résolument de l'avant.

4. Ce qui ne les dispensera pas d'examiner avec le plus grand soin la note russe, comme ils le firent par le passé de toute proposition émanant de Moscou. Des consultations avec le Gouvernement de Bonn seront indispensables.

5. La note russe parle d'une Allemagne représentée par un «*all German Gouvernment*». Le Gouvernement britannique accepte ce principe. Toutefois, il estime – et c'est là un point essentiel – qu'un «*all German Gouvernment*» ne peut être fondé que sur des élections libres, dont sortirait un gouvernement libre et librement élu. A première vue, la note soviétique semble admettre cette conception en précisant que les «droits démocratiques doivent être assurés au peuple allemand, pour que toute personne qui se trouve sous juridiction allemande jouisse des droits de l'homme («rights of man») et des libertés fondamentales…».

6. R. me rappelle en outre que le principe des élections libres a déjà été défini et précisé

a) dans les 14 points du Chancelier Adenauer;

---

1. *H. de Torrenté se réfère ici à la «Note de Staline» du 10 mars 1952 qui prévoit l'unification et la neutralisation du territoire allemand.*

b) dans le projet de loi fédérale sur les élections, projet auquel «nous avons déjà donné notre accord, dans une certaine mesure, en le notifiant à l'ONU et aux autorités soviétiques de l'Allemagne de l'Est».

c) Au surplus, la Commission spéciale des Nations Unies est prête à exécuter son mandat. Elle arrivera dans quelques jours à Bonn, d'où elle compte gagner Berlin, bien que le Gouvernement de l'Allemagne de l'Est refuse toujours de la reconnaître.

7. Les Alliés occidentaux devront tout d'abord demander aux Russes: «Si vous êtes d'accord avec nous sur la nécessité d'élections libres, pourquoi vous opposez-vous à toutes mesures qui tendent à cette fin?»

8. R. souligne que pour la première fois l'URSS parle de remilitarisation de l'Allemagne. Cette suggestion n'est pas de nature à gagner à la note les sympathies des Français, qui préfèrent sans doute le pis aller du réarmement conditionnel de l'Allemagne dans le dispositif de l'Ouest. Mais Moscou, alarmé par l'intégration de l'Allemagne dans la défense occidentale, cherche à faire miroiter aux yeux des Allemands la création d'une armée nationale destinée à la seule défense de leur pays.

9. R. possède déjà quelques indices sur la réaction de l'Allemagne occidentale à la note russe (discours Kaiser, déclaration Hallstein, etc.). Les propositions soviétiques ne paraissent pas très attrayantes au Dr. Adenauer; elles n'en devront pas moins être examinées avec tout le soin désirable. Il n'est du reste pas certain qu'elles aggraveront la tâche du Chancelier. Au contraire! Quoi qu'il en soit, R. remarque que la presse allemande s'est montrée raisonnable et modérée encore que très sceptique.

10. R. n'est pas sans connaître les divergences de vues qui divisent le Ministre Jakob Kaiser et le Dr. Adenauer. Selon R., le point de vue de M. Kaiser ne tient pas suffisamment compte du fait que les restrictions à la souveraineté allemande, que tendent à préciser le statut contractuel en voie d'élaboration, procèdent moins d'une attitude arbitraire des Alliés de l'Ouest que d'un état de fait: la division de l'Allemagne et la situation spéciale de Berlin.

La seconde partie de mon entretien avec R. a porté sur la Conférence de Lisbonne[2]. Je ne m'y attarderai point, car vous êtes déjà abondamment renseigné sur les résultats de cette Conférence, en particulier par les déclarations faites par Mr. Eden à la Chambre des Communes, le 28 février, au cours du débat sur la politique étrangère.

1. Concernant l'appui de la Grande-Bretagne à l'*European Defence Community*, R. me dit qu'il ne saurait être question de donner à la France des garanties définitives à ce sujet tant que l'existence de l'EDC ne sera pas un fait accompli. Toutefois, Londres a son plan qui serait de nature à donner satisfaction aux Français. Au surplus, R. ne croit guère au danger de sécession de l'Allemagne, vu les précautions dont sera entourée l'armée européenne. Il serait assez difficile pour l'Allemagne de se dégager de ces formules pour créer une armée nationale. Au surplus, la France incite la Grande-Bretagne à adhérer à l'EDC. «Mais cela», ajoute R., «nous ne le voulons pas».

---

2. *Conférence de l'OTAN en février 1952 pendant laquelle on décide la création de la Communauté européenne de Défense.*

2. Quant à la contribution allemande à la défense de l'Ouest, R. s'en réfère aux chiffres cités le 28 février par Mr. Eden (cf. également mon rapport du 13 mars). Le «*breaking up*» de la contribution allemande – qui doit couvrir d'une part les frais locaux des troupes alliées et d'autre part la participation initiale de l'Allemagne à l'EDC – n'est pas encore fixée, car il s'agit:

a) de déterminer la quotepart afférente à l'EDC. Cette quotepart sera modeste aussi longtemps que l'apport allemand à l'EDC en hommes et matériel n'aura pas atteint un certain développement.

b) de répartir le solde entre les puissances qui ont des troupes en Allemagne, en tenant compte du fait que les Etats Unis et la Grande-Bretagne ne font pas partie de l'EDC.

139

E 1001(-)-/1/93
[DoDiS-8296]

Le Département politique au Conseil fédéral

ECHANGE DE LETTRES ENTRE LA LÉGATION DE SUISSE À WASHINGTON ET LE DÉPARTEMENT D'ETAT AMÉRICAIN CONCERNANT L'ACHAT ÉVENTUEL DE MATÉRIEL DE GUERRE POUR L'ARMÉE SUISSE ET ENVOI D'UNE MISSION TECHNIQUE MILITAIRE AUX ETATS-UNIS POUR SE DOCUMENTER SUR CE MATÉRIEL

P RP Pas pour la presse distribuée — Berne, 13 mars 1952

Dans le cadre d'exécution de notre programme de réarmement, le Département militaire fédéral a envisagé d'acquérir aux Etats-Unis du matériel de guerre, notamment des chars, des canons, des fusées anti-chars et de défense contre avions, des appareils de radar, etc. Le Ministre de Suisse à Washington[1] a été chargé d'approcher, à ce propos, les autorités américaines. La réponse ne put être obtenue qu'après un certain laps de temps, car plusieurs administrations américaines y étaient intéressées. C'est le «National Security Council» qui se prononça en dernier ressort sur cette affaire. Il constitue une sorte de Cabinet restreint sous la direction du Président des Etats-Unis[2] et les membres en sont notamment le Secrétaire d'Etat[3], le Secrétaire à la Défense[4] et les Chefs des Départements militaires (armée[5], marine[6], aviation[7]). La décision prise[8] confirmait que la Suisse pouvait être admise à recevoir des équipements et des fournitures militaires américaines à condition de se conformer

1. *K. Bruggmann.*
2. *H. S. Truman.*
3. *D. Acheson.*
4. *R. A. Lovett.*
5. *F. Pace jr.*
6. *D. A. Kimball.*
7. *Th. K. Finletter.*
8. *Pour la décision du National Security Council, cf. N° 131 dans le présent volume.*

aux dispositions de la loi pour la sécurité mutuelle. Elle impliquait donc la conclusion d'un accord bilatéral entre la Suisse et les Etats-Unis, analogue, sur le fond et dans la forme, à ceux signés à Washington entre les Etats-Unis et les Etats bénéficiaires de l'aide militaire américaine. Nous avons alors invité notre Ministre à Washington à s'efforcer de faire comprendre aux autorités américaines que la Suisse ne pouvait pas conclure un accord semblable à ceux liant les Etats-Unis à ses alliés et surtout contracter des obligations qui seraient incompatibles avec sa neutralité.

Il résulte des conversations que notre Ministre à Washington a eues à ce propos que le Département d'Etat serait prêt à renoncer à la conclusion d'un accord bilatéral dans la forme et dans les termes prévus par la loi et à se contenter d'un engagement de notre part sur la non-réexportation, la sauvegarde du secret de construction et le paiement, engagement donné dans une lettre que M. Bruggmann adresserait au Département d'Etat, qui en a approuvé le texte, et dont voici la traduction:

«En me référant aux conversations que j'ai eues avec le State Department, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement suisse a pris note que le Gouvernement des Etats-Unis est d'accord en principe de vendre à la Suisse des équipements militaires, du matériel et d'offrir une aide technique.

Le Gouvernement suisse m'a chargé de vous informer dans les termes suivants qu'il accepte les conditions dans lesquelles ces livraisons auront lieu: Le Gouvernement suisse déclare que les équipements, le matériel et l'aide technique fournis par les Etats-Unis seront uniquement employés aux fins d'assurer sa sécurité intérieure et sa défense légitime, conformément à sa politique traditionnelle qui exclut évidemment tout acte d'agression. Le droit à recevoir ou la possession d'équipements, de matériel, d'informations ou de ‹services› fournis au Gouvernement suisse ne seront pas transférés sans le consentement du Gouvernement des Etats-Unis. Le Gouvernement suisse assurera la sécurité de tout matériel et le secret de l'aide technique et des informations fournies. Il a été pris note qu'avant de transférer le matériel ou de fournir l'aide technique mentionnés ci-dessus, le Gouvernement des Etats-Unis se réserve le droit d'annuler la transaction. En ce qui concerne le paiement du matériel et des ‹services› fournis, la Suisse est prête à accepter les conditions usuelles fixées à ce sujet par le Gouvernement des Etats-Unis.»

Quelle est la signification exacte et la portée politique de cet engagement pour la Suisse?

I.

Au lendemain de la dernière guerre, les Etats-Unis avaient mis tous leurs espoirs dans les Nations-Unies. Les événements politiques qui suivirent, principalement les difficultés économiques et financières de la Grande-Bretagne et de la France, l'impossibilité d'un accord avec l'URSS, les engagèrent à réviser leur position dans le sens d'une aide directe à certains pays européens. Ils avaient déjà accordé, à fin 1945, un prêt important à la Grande-Bretagne, de même qu'à la France, en mai 1946. Ces prêts furent rapidement absorbés; la situation économique des pays européens empira, au point que dès juin 1947, le Gouvernement américain lançait, par l'entremise du Général Marshall,

l'idée d'un plan, appelé Plan Marshall, qui devait, à partir d'avril 1948, apporter à l'Europe occidentale une aide substantielle et lui permettre de redresser son économie.

Mais avant même que le Plan Marshall ne fût appliqué, les événements avaient marché si vite que l'idée d'un redressement total de l'Europe par une aide strictement économique et financière était dépassée. Le 12 mars 1947 déjà, le Président Truman avait affirmé le principe que les Etats-Unis soutiendraient les peuples libres qui refusaient de se laisser subjuguer par des minorités armées ou par des pressions extérieures. Le 11 juin 1948, le Sénat vota une résolution informant le Président Truman que le Sénat préconisait en outre «le développement progressif d'accords régionaux et autres pour la légitime défense et l'association des Etats-Unis à celle des ententes collectives régionales et autres qui sont basées sur une auto-aide et une aide mutuelle, et dans la mesure où ces ententes intéressent la sécurité nationale des Etats-Unis». Ceci préparait la voie qui devait aboutir à la conclusion du Pacte de l'Atlantique du Nord, qui fut accepté le 2 avril 1949 par toutes les puissances intéressées et signé le 4 avril 1949 par le Président Truman.

Le Pacte Atlantique émettait des principes, créait un cadre de travail etc., mais ne donnait pas à l'Europe les moyens matériels de participer effectivement à sa propre défense. Le réarmement européen supposait une aide financière des Etats-Unis, comme son relèvement économique avait exigé les crédits du Plan Marshall. A peine la signature du Pacte de l'Atlantique Nord était-elle acquise que les cinq puissances signataires du Traité de Bruxelles remettaient un mémorandum aux Etats-Unis dans lequel elles exposaient les grandes lignes de leur programme et demandaient une aide matérielle et financière. Le Gouvernement américain répondit favorablement et déposa, sur le bureau du Congrès, le projet de loi d'aide pour la défense mutuelle qui, après avoir subi quelques amendements, fut approuvé par les deux Chambres le 6 octobre 1949. L'aide prévue pourrait prendre trois formes:

1. Livraison en nature d'armes et de matériel américains, y compris les surplus;

2. aide économique aux pays signataires pour accroître leur propre production d'armes et de matériel pour la fourniture de matières premières et de machines-outils;

3. assistance technique.

L'exportation de matériel de guerre peut également, dans le cadre de cette loi, s'effectuer sur la base de prêts remboursables. Dans ces cas, les Etats-Unis ont aussi exigé des pays bénéficiaires la signature d'accords bilatéraux comportant des clauses comparables à celles qui sont obligatoires pour les pays qui reçoivent l'aide gratuitement. Cette procédure se fonde sur la conviction que toute aide demandée ne doit être fournie que si le bénéficiaire accepte de l'utiliser dans le cadre des principes de la loi sur l'aide pour la défense mutuelle. Les Etats-Unis proposèrent aux puissances demandant l'aide de signer avec eux un accord bilatéral, comme il avait été fait pour le Plan Marshall. En janvier 1951, les accords bilatéraux d'aide pour la défense mutuelle, tous à peu près semblables sur le fond et dans la forme, étaient signés à Washington entre les Etats-Unis d'une part, et, d'autre part, la Belgique, le

Danemark, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège et les Pays-Bas.

Le programme d'aide pour la défense mutuelle a fonctionné selon un certain nombre de principes:

1. Il avait un caractère purement militaire;

2. il concernait essentiellement les pays signataires du Pacte de l'Atlantique Nord, mais également, quoique dans une plus faible proportion, la Grèce, la Turquie, l'Iran, la Corée et les Philippines;

3. il impliquait la contribution réciproque des Etats-Unis et des pays bénéficiaires de l'aide.

L'aspect militaire du programme avait été mis en lumière dès le départ. Ainsi, pour les pays européens déjà bénéficiaires, depuis 1948, du Plan Marshall, s'est ajoutée à l'aide purement économique reçue jusqu'alors, une nouvelle sorte d'aide américaine, très différente par sa forme de la première, mais dont les liens avec elle devaient se confirmer par la suite.

Pour l'année fiscale 1951/1952, les fonds alloués à l'Europe occidentale atteignent 4,8 milliards de dollars pour l'aide militaire et 1,2 milliards pour l'aide économique.

II.

Il ressort du chapitre précédent que l'aide militaire américaine à l'Europe est la conséquence logique du durcissement de la politique des Etats-Unis à l'égard de l'Union Soviétique et du communisme international. La loi pour la sécurité mutuelle n'est pas la conséquence du Plan Marshall, dont le but était différent. Cependant, dans l'esprit des Américains, il y a entre eux un certain lien, puisque les pays bénéficiaires sont à peu près les mêmes dans les deux cas. En 1948, lors de l'introduction du Plan Marshall, la Suisse a été sollicitée par les Etats-Unis de signer un accord bilatéral au même titre que tous les autres Etats bénéficiaires de l'aide économique. Le Conseil fédéral se souviendra qu'à cette époque le Ministre de Suisse à Washington a été chargé par le Conseil fédéral de faire comprendre aux Américains la situation particulière de la Suisse, particulière en ce sens que la Suisse bien que disposée à faire partie de l'OECE ne saurait accepter l'aide américaine et devenir ainsi un «recipient country». Après des négociations qui durèrent plusieurs mois, Washington reconnut le point de vue suisse et renonça à l'accord bilatéral.

Aujourd'hui, nous nous trouvons en présence d'un problème tout à fait analogue, et il s'agit de ne pas compromettre la reconnaissance du statut particulier de la Suisse obtenu en 1948. C'est la raison pour laquelle, cette fois aussi, nous avons demandé à notre Ministre à Washington d'expliquer encore une fois la situation particulière de la Suisse comme pays ne bénéficiant d'aucune aide américaine et résolu à ne pas se la faire octroyer et de veiller, si le matériel de guerre ne pouvait être obtenu que moyennant un accord bilatéral, que l'engagement ainsi contracté ne nous range pas parmi les pays bénéficiaires de l'aide militaire américaine.

Il nous semble que le texte des lettres à échanger proposé par M. Bruggmann d'entente avec le Département d'Etat tient compte de nos scrupules.

En effet, il diffère sensiblement des engagements que les pays du NATO ont dû assumer en vertu de la même loi américaine. Ce que les Américains demandent de nous n'est autre chose que ce que nous demandons aux Etats qui achètent du matériel de guerre suisse, avec la différence que nous le demandons dans chaque cas particulier de livraison tandis que Washington nous demande un engagement couvrant tous nos achats de matériel de guerre aux Etats-Unis. En analysant la lettre proposée, nous relevons trois espèces d'obligations:

1) Non-réexportation du matériel acheté.
2) Garantie du secret de fabrication.
3) Renonciation aux dons et prêts («paiement aux conditions usuelles»).

Un point qui n'est pas encore tout à fait clair est celui concernant l'aide technique. L'expression en anglais est «service», mais il s'agit évidemment de l'explication de la construction et de la manipulation des engins et de l'entraînement des troupes. Il est compréhensible qu'en nous procurant du matériel de guerre le plus moderne, nos militaires doivent connaître les données techniques et le maniement. Il faudra donc préciser à un moment donné que nous ne désirons pas l'envoi en Suisse de spécialistes américains, mais l'envoi de nos techniciens aux Etats-Unis ou dans ceux des pays européens qui pourraient nous démontrer le maniement des engins qui nous intéresseraient. Nous ne croyons pas qu'il faille modifier, à cette fin, le projet de lettre proposé par M. Bruggmann et le Département d'Etat.

On remarquera, par ailleurs, qu'aucune allusion n'est faite dans le projet de lettre à la loi sur la sécurité mutuelle. En revanche, la lettre contient une allusion à «la politique traditionnelle» de la Suisse qui «exclut évidemment tout acte d'agression». Il faut donc reconnaître que rien ne s'opposerait, du point de vue de notre neutralité, à ce que le Ministre de Suisse à Washington y apposât sa signature.

III.

Est-il nécessaire que nous procédions incessamment à l'échange de lettres?

Le Département militaire désire s'assurer la possibilité d'acheter du matériel de guerre aux Etats-Unis, mais il n'est pas encore en mesure de procéder aux achats substantiels faute d'indications suffisantes. Il importe donc de pouvoir vérifier dans quelle mesure les différentes sortes de matériel de guerre fabriqué en Amérique peuvent satisfaire aux besoins de notre armée et s'adapter à notre stratégie militaire. En plus, il conviendrait également d'être fixé, d'une part sur les délais de livraison, et de pouvoir se rendre compte, d'autre part, si les prix américains sont acceptables.

Ainsi, il apparaît comme indispensable qu'une mission technique militaire puisse se rendre aux Etats-Unis pour se documenter. Par ailleurs, il serait utile de tirer au clair, à la même occasion, ce que les Américains entendent par aide technique et, le cas échéant, de leur faire comprendre notre manière de voir. La Délégation devrait être composée de quelques personnalités suffisamment importantes pour inspirer confiance aux autorités américaines, de sorte que celles-ci aient moins d'hésitation à dévoiler des secrets militaires.

Selon une communication récente reçue du Ministre de Suisse à Washington, le Département d'Etat semble comprendre que nous ne voudrions envoyer telle lettre que si nous pouvions acheter sûrement les armes et le matériel que nous demandons. En revanche, il n'est pas exclu que nos hésitations n'impatientent pas le Pentagone et n'y créent pas d'atmosphère moins favorable. Le Département d'Etat ajoute que la livraison des 250'000 cartouches pour les avions Moustang, commandés par le Département militaire fédéral ne serait possible qu'après l'échange des lettres dont il s'agit. Quelques commandes de moindre importance sont également en panne pour la même raison.

Le Département militaire est de l'avis qu'il faudrait procéder, aussi rapidement que possible, à l'échange de lettres afin d'obtenir d'une part l'exécution des commandes en suspens et de faciliter d'autre part la tâche de la délégation technique militaire à laquelle les services américains ne sauraient fournir les renseignements désirés à défaut d'un accord entre les gouvernements.

Dès le début, le Département politique a exprimé la crainte que le gouvernement américain ne subordonne la livraison de matériel de guerre à notre pays à des conditions de nature politique inacceptables pour nous.

Le texte de la lettre qui sera remise au Département d'Etat en renferme toutefois aucun engagement qui soit contraire à notre neutralité. Aucun obstacle sérieux ne s'oppose donc à l'échange de lettres prévu.

Le Département politique est d'avis que dans ces conditions il vaut mieux procéder immédiatement à cet échange que d'essayer de l'ajourner au risque d'indisposer le partenaire et de reprendre les mêmes négociations dans des conditions moins favorables.

D'entente avec le Département militaire, le Département politique a l'honneur de *proposer*:

1. La Légation de Suisse à Washington est chargé d'intervenir auprès des autorités américaines pour qu'elles donnent leur agrément à l'envoi d'une mission technique militaire suisse aux Etats-Unis pour se documenter sur le matériel militaire que ce pays pourrait éventuellement livrer à la Suisse.

2. La Légation est autorisée à procéder immédiatement à l'échange de lettres envisagé pour faciliter tant la tâche de la délégation technique que la livraison du matériel de guerre déjà commandé aux Etats-Unis[9].

---

9. *Ces deux propositions sont acceptées par le Conseil fédéral lors de sa séance du 14 mars 1952, cf. PVCF N° 484 du même jour,* E 1004.1(-)-/1/539 (DoDiS-8288).

140

E 2001(E)1969/121/161
[DoDiS-8298]

Notice interne du Département politique[1]

RP Berne, 15 mars 1952

Le Service technique du Département militaire vient de nous adresser[2] pour approbation une demande d'autorisation de fabrication de la Fabrique de machines-outils Oerlikon, Bührle & Cie à Zurich, pour 240'000 fusées 8 cm, d'une valeur de Frs. 139'835'355.– à destination des Etats-Unis. La commande est passée pour l'armée américaine, mais les roquettes sont destinées aux forces aériennes. Les livraisons s'échelonneraient de janvier-février 1952 jusqu'à juin 1953. M. Bührle croit que les autorités américaines ne seraient pas d'accord de prolonger ces délais de livraison; peut-être pourrait-on, au maximum, obtenir une prolongation de deux mois.

Il peut être utile de rappeler que l'attitude du Conseil fédéral, en ce qui concerne l'exportation de matériel de guerre, est fixée par l'article 41 de la Constitution fédérale. Dans l'arrêté du 28 mars 1949[3], concernant l'exportation de matériel de guerre, le Conseil fédéral a fixé en quelque sorte la ligne de conduite qu'il entend suivre. Il ressort des articles 1 et 2 de cet arrêté qu'en principe l'exportation d'armes et de leurs munitions est *interdite* mais que des *exceptions* peuvent être autorisées si elles ne contreviennent pas aux accords internationaux et ne nuisent pas aux intérêts du pays. L'article 2 contient en outre la liste des catégories d'armes dont seul le Conseil fédéral peut, par exception, autoriser l'exportation. L'arrêté ne contient aucune disposition qui exige que le Gouvernement étranger doit fournir une déclaration que le matériel lui est destiné et ne sera pas réexporté. Une telle déclaration n'est exigée (article 15 de l'arrêté) que pour le matériel de guerre exporté au bénéfice d'une autorisation du Département militaire et du Département politique.

Donc, le Conseil fédéral est libre d'exiger ou de ne pas exiger une déclaration de non-réexportation du Gouvernement étranger acheteur d'armes de fabrication suisse.

Ceci en pratique peut constituer un état de fait quelque peu surprenant. En effet, pour le matériel «plus dangereux», dont seul le Conseil fédéral peut autoriser l'exportation, le Gouvernement étranger bénéficiaire peut ne pas être tenu de fournir une déclaration de non réexportation, alors que cette dernière est strictement exigée lorsqu'il s'agit de matériel moins dangereux, exporté au bénéfice d'une autorisation du Département militaire et du Département politique.

---

1. *Cette notice est rédigée par J. Decroux et adressée à M. Petitpierre. Note en marge de M. Petitpierre:* Secret. *Note en marge de A. Zehnder:* M. Richard: A rendre à M. Decroux sous pli fermé.
2. *Cf. la lettre de A. Kradolfer au DMF du 11 mars 1952. Non reproduite.*
3. *Sur cet arrêté et son interprétation, cf. N° 37, note 2, dans le présent volume.*

C'est le Département militaire qui, dans la règle, demande aux fabricants suisses de fournir cette déclaration de non-réexportation. Le Département politique est appelé à donner son avis sur l'opportunité, du point de vue politique, d'effectuer une exportation d'armes vers tel pays déterminé.

Dans le cas particulier, le Conseil fédéral peut donc demander à M. Bührle de fournir une déclaration de non-réexportation de la part du Gouvernement américain. Il semble que l'on pourrait se contenter d'une déclaration établissant que les fusées ne seront pas cédées à un pays étranger. Il faut remarquer que jusqu'à présent, en pratique, on ne s'est pas montré très strict quant à la signification de cette déclaration de non-réexportation. En effet, nous fournissons à des marines étrangères du matériel de DCA et leurs munitions qui sont installés sur des navires de guerre, lesquels ne sont souvent que rarement dans leurs eaux territoriales et ce matériel ne demeure donc pas dans les limites du territoire douanier du pays auquel nous avons vendu ce matériel.

P. S. La somme de 139 millions de francs indiquée par M. Bührle contient un surprix de 26 dollars pour chaque fusée, à titre de contribution pour la construction aux États-Unis d'une usine Bührle pour la fabrication de fusées. Par conséquent la valeur réelle de l'exportation de ces fusées est de 139 millions moins 26 millions de francs, soit 114 millions de francs. C'est, d'après une communication du Service technique militaire, ce dernier montant que M. Bührle fera figurer sur sa demande d'exportation.

141

E 2001(E)1970/1/7
[DoDIS-8026]

Le Ministre de Suisse à Moscou, C. Gorgé, au Chef de la Divsion des Affaires politiques du Département politique, A. Zehnder

Attaques contre le CICR

Communication politique N° 16 Moscou, 27 mars 1952

Dès que j'en ai eu connaissance, je vous ai informé de l'article publié par la «*Pravda*» au sujet des attaques de l'Agence chinoise *Hsinhua* contre le Comité international de la Croix-Rouge à propos de l'enquête que demandent avec raison les Etats-Unis d'Amérique pour établir si, oui ou non, leurs troupes se sont servi d'armes dites bactériologiques en Corée[1].

Comme je vous l'ai fait savoir, ces attaques sont extrêmement violentes, puisqu'on va, du côté chinois, jusqu'à dire que le Comité de Genève n'est qu'un «complice» et un «laquais» de l'impérialisme américain.

1. *Cf. le télégramme de la Légation de Suisse à Moscou au DPF du 26 mars 1952. Non reproduit.*

Je vous remets ci-jointe une traduction en allemand de l'article de la «*Pravda*»[2].

Il n'est pas douteux que la sauvage et stupide agression de l'Agence chinoise contre le Comité de Genève a obtenu l'assentiment préalable du Gouvernement de Pékin. Jamais ladite agence n'aurait pu d'elle-même déclencher une telle attaque de dénigrement, puisque son Gouvernement était précisément saisi par le Département d'Etat à Washington d'une proposition tendant à confier au Comité de la Croix-Rouge l'ouverture d'une enquête en Corée. La riposte de l'agence Hsinhua peut même, en dernière analyse, être considérée comme la réponse du Gouvernement de Mao-Tse-Toung à la demande d'enquête de M. Acheson, étant entendu que Pékin pourra toujours, à l'instar de ce qui se fait régulièrement ici, invoquer la liberté de la presse pour décliner, le cas échéant, toute responsabilité quant aux viles calomnies dont le CICR est l'objet.

L'attaque de l'agence *Hsinhua* est donc assez grave, puisqu'elle sort du cadre d'une simple polémique de presse pour mettre en jeu les relations mêmes du CICR avec la Chine. Elle est d'autant plus regrettable qu'il en rejaillira nécessairement quelque chose sur notre neutralité. Comment nier de la sorte la neutralité du Comité de Genève sans nier, en même temps, celle de la Suisse elle-même?

Autre aspect de la question. Ce que le Gouvernement chinois a permis, sinon provoqué, le Gouvernement soviétique n'a pu que l'autoriser aussi de son côté. On ne voit pas bien, en effet, un journal important comme la «Pravda» reproduire, sans commentaires, des critiques aussi injurieuses contre le CICR, sans que ses dirigeants les aient préalablement approuvées[3]. On ne publie pas, sans les faire plus ou moins siennes, des accusations de ce calibre contre une institution internationale hautement honorée dans le monde entier. Si l'on publie, c'est à dessein qu'on le fait. C'est pour nuire au Comité de Genève. Or la «*Pravda*», c'est le parti communiste, et le parti communiste, c'est le gouvernement; c'est même, en un sens, plus que le gouvernement, celui-ci n'étant, en définitive, qu'un organe d'exécution du parti.

On peut en tirer certaines conclusions. Le Gouvernement soviétique croit ou ne croit pas à la neutralité du Comité de Genève. S'il y croyait, il n'en ferait, certes, pas l'aveu. Pour le moment, il tient, comme le prouve déjà l'article de la «*Pravda*», à contester le caractère neutre de cette institution. Il voit un intérêt à le faire. C'est assez étrange. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'à Moscou, il y a beaucoup de rancune contre Genève.

Ce que le Gouvernement soviétique pense du Comité de Genève – et il y a tout lieu d'admettre aujourd'hui qu'il en pense plus de mal que de bien – il doit le penser aussi de la Suisse. Même s'il reconnaissait in petto que nous faisons tout pour demeurer fidèles à nos principes de neutralité, il n'en conviendrait jamais. Tout le porterait, au contraire, à saisir la première occasion venue pour nous reprocher de prétendus manquements à la neutralité.

---

2. *Non reproduit.*

3. *A ce propos voir l'intervention de J. Malik devant la Commission du désarmement le 26 mars 1952,* E 2300 Moskau/12 (DoDiS-7706).

A ce propos, je m'étonne toujours qu'on ne m'ait pas encore appelé au Ministère des Affaires étrangères, sous un prétexte ou sous un autre, pour me faire la leçon. Il faudrait croire que, pour le moment, on nous ménage quelque peu. Il y a trêve, mais une trêve qui, par définition même, peut être rompue à tout moment. Souhaitons qu'elle se prolonge le plus longtemps possible.

En tout état de cause, nous sommes, pour le Gouvernement des Soviets, des «capitalistes», des «bourgeois», soit des ennemis des «démocraties populaires»; nous ne saurions donc être neutres envers un pays comme l'URSS. On est pour le communisme ou on ne l'est pas; mais si l'on n'est pas pour lui, on est contre lui. Les doctrinaires russes – et ce sont eux qui font la politique soviétique – n'admettent pas de position intermédiaire. Ils se contenteront, le cas échéant, d'en profiter. Sans rien dire, bien entendu.

142

E 2300 Wien/58
[DoDiS-8280]

Der schweizerische Gesandte in Wien, P. A. Feldscher, an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre

PB Nr. 4 Wien, 9. April 1952

Anschliessend an meinen Bericht vom 18. v. M.[1] beehre ich mich, Ihnen mitzuteilen, dass am 2. April d. J. der österreichische Nationalrat eine Sondersitzung abhielt, die zum Protest gegen die Fortdauer der Besetzung Österreichs einberufen worden war[2]. Die österreichische Volksvertretung hat auf Grund der bedeutsamen Erklärungen, die vom Bundeskanzler Figl und Aussenminister Gruber abgegeben wurden und nach eingehender zum Teil leidenschaftlicher Debatte mit den Stimmen der Volkspartei, der Sozialistischen Partei und der Partei der Unabhängigen gegen die Stimmen des sogenannten Linksblocks, bestehend aus vier Kommunisten und einem Linkssozialisten, folgende Resolution angenommen:

Der Nationalrat nimmt den Bericht der Bundesregierung zur Kenntnis. Er gibt der tiefen Empörung des österreichischen Volkes Ausdruck und protestiert neuerlich gegen die völkerrechtswidrige Fortsetzung der Besetzung Österreichs durch fremde Armeen, gegen die Aufrechterhaltung der Militärgerichtsbarkeit in allen Zonen, gegen die Ausbeutung der wirtschaftlichen Hilfsquellen und gegen die fortgesetzte Einmischung der Besatzungsmächte in die inneren Angelegenheiten Österreichs.

Der Nationalrat protestiert leidenschaftlich gegen das Unwesen alliierter Geschäftsbetriebe innerhalb der Republik Österreich, die die Wirtschaftsgesetze missachten und die österreichischen Steuern schuldig bleiben.

---

1. *Nicht abgedruckt.*
2. *Vgl. die drei Zeitungsartikel der österreichischen Presse in der Beilage des politischen Berichts. Nicht abgedruckt.*

Über die einzelnen in der Sitzung gefallenen Voten gibt der als Anlage hier beigeschlossene Bericht der «*Wiener Zeitung*» vom 3. April d. J. Aufschluss[3]. Besonderes Interesse verdienen die Ausführungen von Herrn Minister Gruber, der namentlich auch zu der Frage einer «Neutralität» Österreichs und zu den polemischen Äusserungen des kommunistischen Abgeordneten Fischer, die in der beigelegten Nummer der kommunistischen «*Volksstimme*» vom 3. d. M. wiedergegeben sind, Stellung nahm. Er betonte, dass die österreichische Regierung auf dem Boden der völkerrechtlichen Neutralität stehe, die aber nichts gemein habe mit jener Neutralität, die Herr Fischer «uns einreden» möchte. Die Haltung der sowjetischen Diplomaten in den Staatsvertragsverhandlungen fasste er dahin zusammen, dass diese erklärt hätten, «in einer Zeit der Spannungen, in der wir nicht wissen, wie sich die weitere Geschichte und die Weltgeschichte überhaupt bewegen wird, in der wir nicht wissen, ob es zu einer Verständigung oder ob es zum Kriege kommt, nicht riskieren zu können, weitere Positionen zu räumen».

Diese Äusserung des österreichischen Aussenministers spricht für sich und er hat sie noch unterstrichen, indem er beifügte, dass er sehr gut wisse, dass erst gewisse weltpolitische Konstellationen die Räumung des Landes herbeiführen werden und dass auch das Schicksal Österreichs von den friedlichen oder kriegerischen Auseinandersetzungen der Grossmächte abhängen werde. Im Hinblick auf diese Erklärungen kann der grundsätzlichen Zustimmung des Parlaments, die österreichische Frage gegebenenfalls vor die UNO zu bringen, bloss sekundäre Bedeutung beigemessen werden.

Von der demokratischen Union Dobretsbergers, deren Chef gegenwärtig als österreichischer Delegierter bei der internationalen Wirtschaftskonferenz in Moskau weilt[4], ist stets die Forderung wahrhafter Neutralitätspolitik Österreichs nach schweizerischem Muster vertreten worden. Das Organ dieser kleinen russlandfreundlichen Partei «*Die Union*» gibt in seinem Kommentar zur Sitzung des Nationalrates der Meinung Ausdruck, Volksvertretung und Bundesregierung hätten in feierlicher Form eine Entschliessung nehmen sollen, derzufolge sich Österreich mit dem Tage des Abschlusses eines Staatsvertrages, des Abzuges aller Besatzungstruppen und der Wiederherstellung der österreichischen Souveränität verpflichten würde, eine im Sinne des Völkerrechts und nach dem Muster der Schweiz geartete Neutralitätspolitik zu betreiben, d. h. eine bündnis- und paktfreie Aussenpolitik, die es ein für allemal unmöglich mache, dass das endgültig befreite Österreich zu einem strategischen oder politischen Instrument des einen oder andern Weltmachtblocks werde.

Für die Richtigkeit dieser Ansicht scheint manches zu sprechen, doch wird übersehen, dass die schweizerische Neutralitätspolitik etwas im Laufe der Jahrhunderte beinahe organisch Gewordenes und im Bewusstsein unseres ganzen Volkes fest Verankertes ist. Es ist nun aber kein Geheimnis, dass weder bei der österreichischen Regierung noch im österreichischen Volk ähnliche

---

3. *Nicht abgedruckt.*

4. *Zu den Beziehungen zwischen J. Dobretsberger und G. Duttweiler vgl. das Schreiben von P. A. Feldscher an A. Zehnder vom 9. März 1951,* E 2200.53(-)1971/145/14 (DoDiS-8746).

Voraussetzungen für die Verfolgung einer Neutralitätspolitik und im besonderen nicht der Wille und die feste Entschlusskraft zur Verteidigung eines neutralen Österreichs mit den Waffen vorhanden sein dürften. Weil nun diese unabweisbare Vorbedingung fehlt, wird es auch schwer fallen, den Grossmächten den Zweifel daran zu nehmen, dass Österreich nicht imstande sein wird, nach Abzug der Besatzungstruppen eine völlig unabhängige Politik zu führen und sich nicht in die strategischen Kalküls einbeziehen zu lassen. Die in der «*Union*» enthaltenen Ausführungen entbehren immerhin nicht eines gewissen Interesses, weshalb ich mir erlaube, sie ebenfalls hier beizuschliessen.

143

E 2801(-)1968/84/4
[DoDiS-8021]

Interne Notiz des Politischen Departements[1]

PROTOKOLL ÜBER DIE BESPRECHUNG ZWISCHEN EINER SCHWEIZERISCHEN UND EINER DEUTSCHEN DELEGATION BETREFFEND DAS PROBLEM DER SCHWEIZERISCHEN CLEARINGFORDERUNG AN DEUTSCHLAND UND FRAGEN IM ZUSAMMENHANG MIT DER ABLÖSUNG DES ABKOMMENS VON WASHINGTON, VOM 24. APRIL 1952, 1000 UHR

[Bern, 24. April 1952]

[…][2]

Stucki begrüsst die Herren und bittet Herrn Wolff, über seine Fühlungnahme mit Bonn zu berichten[3].

Wolff: Ich muss Ihnen insofern eine Enttäuschung bereiten, als ich die endgültige Stellungnahme meiner Regierung noch nicht bekanntgeben kann. Meine Regierung ist grundsätzlich bereit, auf den schweizerischen Plan einzutreten und anerkennt durchaus die von schweizerischer Seite gemachten Zugeständnisse. Das Gesamtergebnis scheint uns nun aber doch für die Schweiz eine Behandlung vorzusehen, wie sie den andern Gläubigern in London nicht zugestanden werden könnte. Ausgehend von einem Betrag von 1,5 Mrd. kommt der schweizerische Plan zu einer Schlussumme von 750 Mio. Fr., was einer 50%igen Reduktion gleichkommt. Wir haben aber die Absicht, von den andern Gläubigern mehr zu verlangen. Wahrscheinlich wird auch die Dreimächtekommission einen Abschluss auf der jetzigen Basis

---

1. *Diese Notiz wurde von H. Miesch unterzeichnet.*
2. *Anwesend waren: B. Wolff, H. U. Granow (deutscherseits); W. Stucki, M. Iklé, E. von Graffenried sowie H. Miesch, E. Suter und R. Pestalozzi (schweizerischerseits).*
3. *Die schweizerisch-deutschen Verhandlungen in Bern dauerten vom 17. bis 19. April, wurden am 24. April weitergeführt und endeten am 25. April mit einem bereinigten Abkommensentwurf zur Clearing-Milliarde und einem paraphierten Abkommen zu den deutschen Vermögenswerten in der Schweiz.*

zwischen Deutschland und der Schweiz nicht genehmigen. Der Betrag von 750 Mio. Fr. wird vom Bundesfinanzminister[4] von der Etatseite her als nicht unerhebliche Belastung betrachtet, was sich bei den in Aussicht genommenen Zahlungsmodalitäten vor allem am Anfang auswirken würde. Z. Z. bereiten wir einen Vorschlag für eine Schuldenregelung vor, den wir in London vorlegen wollen. Dabei müssen auch diejenigen Forderungen berücksichtigt werden, die an sich nicht unter das Scope-Dokument[5] fallen, wie z. B. die schweizerische Clearing Milliarde. Die Prüfung der dabei sich stellenden Aufbringungs- und Transferprobleme ist noch nicht abgeschlossen, und ich bitte daher um Verständnis dafür, dass wir bis zum Zeitpunkt, wo diese Arbeiten beendet sein werden, unsererseits nicht endgültig zum schweizerischen Plan Stellung nehmen können. Bei der vorläufigen Prüfung in Bonn sind wir auf die gleichen Fragen gekommen, die ich bereits einmal mir erlaubte aufzuwerfen:

1. Was den nunmehr auf 318 Mio. SFr. festgelegten Zinszuschlag anbetrifft, so scheint es uns schwer möglich, diesen Betrag zuzugestehen, wenn wir in London von den andern Gläubigern einen Verzicht auf Zinsrückstände erreichen wollen.

2. Können wir beim allgemeinen Reduktionsfaktor nicht auf 50% gehen? Wenn wir die vorgesehenen 40% annehmen, dann wären uns wiederum in London die Hände gebunden. Eventuell können wir 40% belassen und beifügen, dass die Schweiz bereit ist, den Reduktionsfaktor zu erhöhen, falls in London von der deutschen Delegation ein besseres Ereignis erzielt werden sollte.

3. Kann man beim Restbetrag nicht auf die Verzinsung verzichten und einfach 25 gleiche Jahresraten zugrundelegen?

Kann sich die Schweiz nicht nochmals zu einer Überprüfung der Gesamtrechnung herbeilassen?

Schliesslich möchte ich erwähnen, dass Art. 7 (Transferklausel) beim Bundeswirtschaftsministerium ebenfalls im Hinblick auf London auf gewisse Bedenken stösst. Wir sind daran, für London mehrere Sicherheitsklauseln vorzubereiten und möchten Sie bitten, mitbezug auf diesen Punkt ebenfalls zuzuwarten. Im übrigen bin ich der Meinung, dass wir unsere Arbeiten möglichst soweit treiben sollten, dass nachher nur noch die Zahlen diskutiert werden müssten (Bereinigung des Liquidationsabkommens und des Abkommens über die Clearing Milliarde).

Stucki: Sie werden sich nicht wundern, wenn ich sage, dass ich eine ganz andere Reaktion erwartet habe. Von Methode 2 geht man in Bonn nunmehr offensichtlich auf Methode 1 über. Ich bin allerdings gewiss, dass die Opposition nicht von Herrn Abs[6] herkommt. Man will nun in Bonn versuchen, herauszupressen was immer möglich ist. Was mich erstaunt, ist Ihre Bemerkung, wonach Sie hoffen von den übrigen Gläubigern Kapitalabstriche von

---

4. *Es handelt sich um Fritz Schäffer.*
5. *Hierbei handelt es sich um das Memorandum des alliierten Dreimächteausschusses vom Dezember 1951.*
6. *W. Stucki und H. J. Abs haben am 14. April einen Plan zur Regelung der Clearing-Milliarde ausgearbeitet.*

über 50% zu erreichen. Ich bin im Gegenteil überzeugt davon, dass kein in London vertretener Gläubiger auch nur annähernd bereit ist, Kapitalabstriche von 50% hinzunehmen. Es ist verschiedentlich in London zum Ausdruck gekommen, dass die Gläubiger irgendwelchen Kapitalabstrichen nicht zustimmen werden. Ich glaube mich auch daran zu erinnern, dass andere Erleichterungen als Kapitalabstriche auch von der deutschen Delegation ins Auge gefasst wurden. Ihr Argument lässt mich daher gleichgültig; es wird nie spielen. Was Ihre übrigen Bemerkungen anbetrifft, so möchte ich zunächst sagen, dass bezüglich der Zinsfrage, Herrn Abs ein anderer Vorschlag gemacht wurde. Er legte aber grösstes Gewicht darauf, dass wir beim Geographiefaktor möglichst weit entgegenkommen. Ich könnte mir lediglich denken, dass ich allenfalls der schweizerischen Regierung empfehlen könnte, Ihren Vorschlag zu prüfen, wonach der von uns vorgeschlagene Reduktionsfaktor neu zu besprechen wäre, falls deutscherseits von den übrigen Gläubigern ein weitergehendes Zugeständnis erwirkt werden sollte. Wir könnten das allenfalls in einem Briefwechsel festhalten. Damit, glaube ich, würden wir überhaupt kein Risiko eingehen. Wenn Sie von uns Zugeständnisse bei den Zinsen verlangen, dann könnten wir natürlich auch nicht auf 40% gehen, nachdem für uns, wie ich schon früher bemerkte, nur die Schlussumme von Bedeutung ist. Ich hatte Gelegenheit, bei den zuständigen parlamentarischen Kommissionen zu sondieren[7] und halte es für ausgeschlossen, dass das Parlament unter die Summe geht, die wir Ihnen genannt haben.

Die Tatsache, dass Sie nicht endgültig Stellung nehmen können, bringt unseren Fahrplan in Unordnung. Das ist zu bedauern, aber wir können warten. Wir hofften allerdings, mit Ihnen und mit den Alliierten die uns hier beschäftigenden Fragen soweit voranzutreiben, dass die entsprechenden Botschaften bereits in der Juni-Session hätten zur parlamentarischen Behandlung kommen können. Aber wie gesagt, von allen Beteiligten können wir am ehesten warten. Wir müssten dann allerdings die Öffentlichkeit vermehrt darauf aufmerksam machen, dass die Verzögerung der Ablösung des Abkommens von Washington in keiner Weise der schweizerischen Seite zur Last gelegt werden kann.

Was die Haltung der Dreimächtekommission anbetrifft, so befürchte ich genau das Gegenteil von dem was Sie sagten. Die Dreimächtekommission wird eher sagen, dass unser Abkommen die Stellung der übrigen Gläubiger allzusehr schwäche. Auf Grund von Gesprächen, die ich in den letzten Tagen mit alliierten Kreisen hatte, hat sich diese Meinung bei mir verstärkt.

Wolff: Ich möchte bemerken, dass die von mir aufgeworfenen Punkte bereits in einer der letzten Sitzungen vorgetragen worden sind. Ich habe von allem Anfang an die Sorge gehabt, dass diese Punkte in Bonn Anlass zu Kritik geben würden. Nach sehr eingehenden Beratungen innerhalb der deutschen Schuldendelegation hatten wir den allgemeinen Eindruck, dass wir bei Festlegung auf die schweizerischen Vorschläge unsere Position in London wesent-

---

7. *Vgl. auch die undatierte Notiz für die Sitzung der ständerätlichen Kommission für auswärtige Angelegenheiten vom 5. März 1952,* E 2800(-)1967/59/5.

lich gefährden würden. Wir hofften, dass die Sache nochmals in diesem Sinne überprüft werden könne. Wenn ich sagte, dass wir von den andern Gläubigern mehr Zugeständnisse erwarten, so meinte ich vor allem die Zinsfrage. Wenn in London die rückständigen Zinsen gestrichen werden können, dann spielt das Kapital nicht mehr eine so grosse Rolle. Was die Dreimächtekommission sagt, weiss ich nicht. Nach den Besprechungen in London waren die Alliierten der Meinung, dass über die 121,5 Mio. hinaus verhältnismässig nur wenig zugestanden würde. Natürlich dachten wir an mehr als etwa 20 Mio., aber jetzt sind wir auf einen neuen, erheblich grösseren Betrag gekommen. Ich wäre verwundert, wenn die Dreimächtekommission ohne weiteres ihre Zustimmung geben würde. Aber in erster Linie muss die Bundesregierung ihren eigenen Standpunkt vertreten. Im übrigen betone ich nochmals, dass wir nicht definitiv Stellung genommen haben. Ich bedaure die dadurch eingetretene Verzögerung und möchte Sie noch um Bekanntgabe des Termins bitten, den Sie brauchen, um die Sache noch in der Juni-Session vorzubringen.

Stucki: Das muss ich noch abklären und werde Ihnen eine Mitteilung zukommen lassen. Den Parlamentariern wurde aber versprochen, dass Ihnen die entsprechenden Botschaften rechtzeitig vorgelegt würden. Es sind sechs Kommissionen, die sich um die Kompetenz zur Behandlung streiten. Je zwei bestehen für auswärtige und Finanzfragen. Deren Kompetenz wird nicht bestritten. Dann hat sich aber die Zollkommission für die Sache interessiert und auf den 7. Mai Bericht verlangt[8]. Es stellt sich ferner die Frage, ob nicht für die Ablösung des Abkommens von Washington eine besondere Kommission gebildet werden muss, weil dies seinerzeit auch bei der Genehmigung der Fall war.

Wolff: Ich stellte die Frage, weil ich gerne versuchen will, die Sache nach Möglichkeit so zu beschleunigen, dass sie von Ihnen noch in die Juni-Session hineingenommen werden kann. Es bleibt aber immer noch das Abkommen mit den Alliierten.

Stucki: Das ist eine Sache von ein oder zwei Tagen. Ich will Ihnen nicht verhehlen, dass in den letzten Tagen die Alliierten den dringenden Wunsch geäussert haben, einigermassen zu wissen, auf welcher Grundlage die Bereinigung der Clearing Milliarde erfolgen werde[9]. Ich glaubte nicht ablehnen zu können und habe die Alliierten in grossen Zügen orientiert. Diese waren erstaunt über die grossen Konzessionen der Schweiz.

Wolff: Ich möchte meinerseits nicht verhehlen, dass ich die Vertreter der Alliierten Hohen Kommission ebenfalls in grossen Zügen orientiert habe. Die Reaktion war genau umgekehrt.

Stucki: Wenn Ihnen die Zinsen Kummer machen, können wir ja eine andere Rechnung aufstellen. Wir könnten z. B. die Zinsen streichen und dafür die Raubgoldforderung und gewisse Ansprüche für die Beherbergung von Zivilflüchtlingen geltend machen. Das ergäbe ebenfalls einen Betrag von rund 300 Mio. Bezüglich des Raubgoldes können wir auf Grund der in den Archiven

---

8. *Vgl. das Schreiben von W. Stucki an K. Obrecht vom 22. April 1952. Nicht abgedruckt.*
9. *Die allliierten Gesandtschaften in Bern wurden über den schweizerisch-deutschen Plan am 22. April orientiert.*

der Reichsbank gefundenen Protokolle den eindeutigen Nachweis erbringen, dass uns die Reichsbank gröblich getäuscht hat[10]. Das hat uns 250 Mio. Fr. gekostet, trotzdem der gute Glaube der Nationalbank von den Alliierten nicht bestritten wurde. Für uns wäre es ein Kinderspiel, die Rechnung so zu machen.

Iklé: Allenfalls können wir auch eine andere Rechnung in dem Sinne machen, als Sie uns zwar während der ersten Jahre einen guten Zins, während der restlichen Jahre (Hinweis auf 25-jährige Amortisationsfrist) jedoch einen schlechten Zins zahlen, und das Kapital überhaupt nicht zurückbezahlt wird.

Wolff: Ich habe schon früher immer auf die gespannte Finanzlage der Bundesrepublik verwiesen. Es ist nicht abzuschätzen, welche Verpflichtungen wir schliesslich in London übernehmen müssen; ich erinnere z. B. an die Forderungen von Israel. Wenn wir nur die Schweiz hätten, dann wäre die Sache einfach. Wenn wir aber z. B. die Forderungen Israels voll erfüllen würden, dann hätten wir überhaupt keine Möglichkeit, für andere Gläubiger etwas zu leisten.

Stucki: Wenn ich an die seinerzeitigen Verhandlungen in Bonn vom 30. April 1951 denke, wo noch der Plan bestand, die deutschen Vermögen in der Schweiz restlos zu liquidieren (Deutschland hätte 90 Mio. in Devisen erhalten, hätte aber 360 Mio. aufbringen müssen), und den Vergleich mit heute ziehe, dann muss ich sagen, dass Sie gewaltige Fortschritte gemacht haben. Wenn Sie jetzt den Bogen überspannen, dann laufen Sie das Risiko, dass alles über den Haufen geworfen wird.

Wolff möchte die Sache vorläufig damit bewenden lassen und bringt die Sprache auf gewisse Spezialfragen.

Granow: Ich hatte Gelegenheit, mit Herrn Iklé über die Bezahlung der 121,5 Mio. zu sprechen. Wir haben die Variante gewählt, 121,5 Mio. in zwei Jahren zu bezahlen unter Verzinsung zu 5%. Wir haben die Möglichkeit in Betracht gezogen, Ihnen allenfalls einen andern Vorschlag zu machen. Eventuell könnte man die Zahlung in zwei Raten teilen und 60 Mio. auf den 1. April 1953 und den Rest auf den 1. April 1954 bezahlen. Ich habe einen Entwurf vorbereitet für eine entsprechende Klausel (wird vorgelegt). Des weitern haben wir die Frage der Liquidation der pendenten Zahlungsaufträge diskutiert. Diese Frage ist sehr kompliziert und kann hier nicht erledigt werden. Sie muss irgendwie vorbehalten bleiben, aber ohne dass die Alliierten darauf aufmerksam werden. Ich habe daher einen entsprechenden Entwurf für einen Briefwechsel gemacht (wird vorgelegt). Es gab noch gewisse Differenzen betreffend Rheinregulierung, die praktisch mit Herrn Iklé geklärt werden konnten. Bezüglich der Internierungskosten konnte ich mich mit Herrn Oberst Bieler und Herrn Major Zehnder unterhalten; die Sache ist klar. Aus einer Diskussion zwischen unserem Herrn Verger und Ihrem Herrn Egli über die Forderungen der SBB ergaben sich gewisse Unklarheiten, die noch zu bereinigen wären. Im übrigen ist der Text des Abkommens soweit klar, wie auch der Wortlaut des schweizerischen Planes.

---

10. *Vgl. DDS, Bd. 15, Thematisches Verzeichnis:* III.1.2. Relations financières avec l'Allemagne.

Stucki: Ich bin damit einverstanden, dass alles bereinigt wird. Wir haben die Sache unsererseits vom Rechtsstandpunkt aus überprüfen lassen und Herr von Graffenried wird Sie kurz über unsere Bemerkungen orientieren.

Graffenried: Neben gewissen rein redaktionellen Punkten haben wir zwei oder drei materielle Fragen vorzubringen. Das Hauptproblem liegt bei Art. 8 betreffend Saldoquittung. Auf Grund der jetzigen Formulierung könnten Schadenersatzforderungen aus völkerrechtswidrigen Handlungen deutscher Organe im Moment der Geltendmachung deutscherseits unter Hinweis auf Art. 8 zurückgewiesen werden. Wir haben in der Tat z. B. 200 Fälle von Schweizern, die in Konzentrationslagern waren und z. T. dort umkamen[11]. Wenn auch diese Angelegenheiten zahlenmässig keinen sehr hohen Betrag ausmachen dürften, so konnten sie doch bis jetzt nicht restlos abgeklärt werden. Wir sollten daher einen Vorbehalt machen. Für uns ist es insbesondere eine interne Frage, da wir Schadenersatzansprüche seitens der Betroffenen zu gewärtigen haben, wenn wir jetzt von vorneherein auf die weitere Geltendmachung dieser Ansprüche verzichten. Ich habe hier einen entsprechenden Entwurf für Alinea 2 von Art. 8.

Bei der anschliessenden Diskussion zeigt sich, dass man deutscherseits möglichst alle Pendenzen bereinigen möchte. Die Schwierigkeiten, diese Forderungen jetzt klar zu präzisieren, lassen indessen diese Möglichkeit ausscheiden. Nachdem schweizerischerseits erklärt wurde, man gehe in London und hier an sich nur von anerkannten Forderungen aus und die Prüfung und allfällige Zurückweisung deutscherseits bleibe vorbehalten, einigt man sich darauf, eine Formel zu suchen, welche der Schweiz die Möglichkeit zur Geltendmachung der in Rede stehenden Fälle auf diplomatischem Wege offen lässt. Diese Ergänzung wird entweder in das Abkommen hineingenommen oder in einem Briefwechsel verankert.

Graffenried: Ist die jetzige Formulierung der Revisionsmöglichkeit nicht unbefriedigend?

Wolff: Wir hatten die Auffassung, die von uns gewählte Formel sei genügend. Gegen einen allgemeinen Vorbehalt im Sinne der Ausführungen im Scope-Dokument haben wir keine Bedenken.

Graffenried: Die Frage der Liquidation des alten Clearing haben wir bereits besprochen. Eine weitere Frage ergibt sich daraus, dass noch nicht bestimmt ist, was geschehen soll, wenn Deutschland mit der Erfüllung in Verzug kommt. Man könnte in Art. 8 folgende Formulierung übernehmen «… vorbehältlich der Erfüllung der durch die Bundesrepublik übernommenen Verpflichtungen …».

Stucki: Mit dieser Formulierung wäre ich nicht einverstanden. Diese Frage wird mit absoluter Sicherheit im Parlament aufgeworfen werden. Als Jurist würde ich eine Formulierung folgenden Sinnes vorziehen «Wenn die deutsche Seite in Verzug ist, und auf erfolgte Mahnung nicht nacherfüllt, dann kann die Schweiz vom Vertrag zurücktreten, wobei die ursprünglichen Forderungen – abzüglich des bisher Geleisteten – wieder aufleben.»

---

11. *Vgl.* E 2001-08(-)1978/107/1.

Wolff: Das Bedenkliche an dieser Formulierung ist das Wiederaufleben der alten Forderungen. Ich hoffe nur, dass diese Möglichkeit Theorie sei. Ich gebe allerdings zu, dass eine Bestimmung für den Fall der Nicht-Erfüllung ins Abkommen aufgenommen werden muss. Im Grunde genommen können wir uns an das Zivilrecht halten, welches die Mahnung kennt und den Rücktritt vom Vertrag, wobei der alte Zustand wiederhergestellt wird.

Stucki: Die Frage ist nur, ob man es sagen muss oder ob es selbstverständlich ist, dass die ursprünglichen Forderungen wieder aufleben.

Wolff: Wir können sagen: Rücktritt vom Vertrag nach Mahnung.

Graffenried: Zu den schweizerischen Ansprüchen aus der Rheinregulierung mit Österreich ist unsere Haltung klar. Wir unterstützen die Österreicher nicht, die Ihnen die Zahlung der betreffenden Kosten aus der Kriegszeit überbinden wollen.

In der Diskussion wird festgestellt, dass Österreich selbst dann Schuldner gegenüber der Schweiz bleibt, wenn Deutschland die Verpflichtungen in London übernehmen müsste. Dieser Fall braucht daher bei der Neuformulierung der Saldoquittungsklausel nicht berücksichtigt zu werden. Dasselbe gilt, wie Herr Iklé feststellt, auch für allfällige Salden aus dem gegenseitigen Postverkehr etc.

Granow bringt die Sprache auf die Bereinigung des Ablösungs-Abkommens, insbesondere auf das Problem der in Ostdeutschland lebenden Deutschen.

Stucki: Ich glaube nicht, dass wir irgendwelche Richtlinien zu dieser Frage festlegen können. In der Tat verhandelt z. Z. eine schweizerische Delegation in Berlin über den Schutz der schweizerischen Interessen in Ostdeutschland[12]. Neben einer zahlreichen Schweizerkolonie haben wir dort auch wesentliche vermögensrechtliche Interessen. Die rund 30 Mio. Guthaben in der Schweiz von Deutschen in Ostdeutschland müssen wir als Trumpf bewahren. Wir werden weder Ihnen noch den Alliierten dieserhalb irgendwelche Erklärung abgeben können. Das hindert nicht, dass folgende Fälle vorgesehen sind:

a) Wir sind bereit, Fälle anzuerkennen, in denen Firmen mit Sitz in Ostdeutschland auch einen empfangsberechtigten Sitz in Westdeutschland haben.
b) Punkto Domizil stellen wir ab auf den Moment der Durchführung des Planes.
c) Wenn ein Ostdeutscher zuverlässig erklärt, er wünsche 1/3 zugunsten der Bundesrepublik zu verzichten, dann geben wir sein Guthaben frei.

Eventuell ändern wir unsere Haltung nach Rückkehr der in Berlin weilenden Delegation.

Wolff: Es genügt uns, dass wir dies zur Kenntnis nehmen können. Wir bitten Sie, uns im Moment der Unterzeichnung des Abkommens zu sagen, wie die Sache dann steht.

Stucki: Ich bitte Sie, diese Erklärung nicht irgendwie zu verwerten, sonst müssen wir Schwierigkeiten seitens der Ostdeutschen gewärtigen.

---

12. *Vgl. Nr. 133 in diesem Band.*

Weiteres Programm: Donnerstag Nachmittag: Bereinigung der Schiedsgerichtsklausel im Ablösungsabkommen. Freitag Nachmittag 1600 Uhr Paraphierung dieses Abkommens. Bereinigung des Abkommens über die Clearing Milliarde soweit z. Z. möglich. Abklärung gewisser Zahlungsfragen zwischen den Herren Iklé und Granow.

144

E 1004.1(-)-/1/540
[DoDiS-7644]

BUNDESRAT
Beschlussprotokoll der Sitzung vom 29. April 1952

762. Schaffung eines Militärattachépostens in Warschau

Militärdepartement. Antrag vom 6. März 1952.
Finanz- und Zolldepartement. Mitbericht vom 12. März 1952.
Politisches Departement. Mitbericht vom 20. März 1952.
Militärdepartement. Stellungnahme vom 22. April 1952.

In seiner Sitzung vom 13. Dezember 1937[1] beschloss der Bundesrat die Schaffung der Posten von Militärattachés bei den Schweizerischen Gesandtschaften in Paris, Berlin und Rom. Die Gründe, die damals dazu führten, diese Neuerung zu schaffen, dürften zu bekannt sein, als dass es heute noch nötig wäre, darauf zurückzukommen. In allen drei Hauptstädten konnten die Militärattachés ihre Tätigkeit zu Beginn des Jahres 1938 aufnehmen und die Erwartungen, die in die Tätigkeit dieser Militärattachés gesetzt worden waren, gingen in jeder Beziehung in Erfüllung. Mit Kriegsausbruch machte sich die Notwendigkeit geltend, wenn möglich auch in England einen Militärattaché akkreditieren zu können. Am 24. Januar 1941[2] beschloss der Bundesrat die Schaffung eines Militärattachépostens in London. Mit fortschreitender Entwicklung des Krieges sah sich der Bundesrat genötigt, ebenfalls in Washington und Ankara Militärattachéposten zu errichten[3]. Im Interesse der Aufrechterhaltung unserer Beziehungen zu den Nordstaaten und um Erfahrungen sammeln zu können über die Kriegsführung in den unsern schweizerischen alpinen Verhältnissen nahe kommenden skandinavischen Staaten, beschloss der Bundesrat am 7. Januar 1943[4], Militärattachés nach Stockholm und Helsinki zu entsenden. Der zeitweiligen Verlagerung des Krieges in die Balkanländer Rechnung tragend, beschloss der Bundesrat, auch in Budapest[5] einen Militärattaché zu akkreditieren.

Es bestanden deshalb bis zur Beendigung der Feindseligkeiten Militärattachéposten bei den Gesandtschaften in Paris, Berlin, Rom, London, Wa-

1. *Vgl. BR-Prot. Nr. 2026 vom 13. Dezember 1937,* E 1004.1(-)-/1/368.
2. *Vgl. BR-Prot. Nr. 108 vom 24. Januar 1941,* E 1004.1(-)-/1/405.
3. *Vgl. BR-Prot. Nr. 1147 vom 7. Juli 1942,* E 1004.1(-)-/1/423.
4. *Vgl. BR-Prot. Nr. 27 vom 7 Januar 1943,* E 1004.1(-)-/1/429.
5. *Vgl. BR-Prot. Nr. 60 vom 11. Januar 1944,* E 1004.1(-)-/1/441.

shington, Ankara, Stockholm, Helsinki und Budapest. Mit der Beendigung des Krieges ergaben sich wesentliche Verschiebungen im Bestande der Militärattachés. So fielen nach und nach die Militärattachéposten in Helsinki, Budapest, Rom und Berlin dahin.

Seither hat der Bundesrat den Beschluss vom 24. November 1948[6] betreffend die Schaffung eines Militärattachépostens in Belgrad und Sofia gefasst, ausserdem den Militärattaché in Stockholm auch in Kopenhagen und Oslo akkreditieren lassen[7], den nach dem Zusammenbruch in Italien aufgehobenen Posten von Rom wieder besetzt[8] und den Militärattachéposten von Ankara nach Teheran[9] unter gleichzeitiger Akkreditierung in Damaskus und Bagdad verlegt. Heute bestehen deshalb noch Militärattachés bei den Schweizerischen Gesandtschaften in Paris, London, Washington, Rom, Stockholm, Teheran, zu denen in letzter Zeit auch noch Madrid[10] hinzugekommen ist.

Schon seit längerer Zeit bestanden Bestrebungen, auch in osteuropäischen Staaten einen Militärattaché akkreditieren zu lassen[11], einerseits um ein Gleichgewicht schaffen zu können gegenüber den Posten, die bei Weststaaten schon seit längerer Zeit bestanden und andererseits, um in einem Gebiet, von welchem aus notwendigerweise eine Aktion gegen Westeuropa gestartet werden müsste, einen militärisch geschulten Beobachter zu wissen. Dieser Wunsch auf Akkreditierung eines Militärattachés bei osteuropäischen Staaten wurde umso dringender, als der erst im Jahre 1948 geschaffene Posten von Sofia und Belgrad der dortigen Verhältnisse wegen wieder aufgehoben werden musste[12].

Heute zeigt sich nun die Möglichkeit, einen Militärattachéposten bei der Schweizerischen Gesandtschaft in Warschau ins Leben zu rufen, da die Pol-

---

6. *Eigentlich wurde dieser Entscheid am 24. Februar 1948 gefasst. Vgl. BR-Prot. Nr. 475 vom 24. Februar 1948,* E 1004.1(-)-/1/490.

7. *Der schweizerische Militär- und Luftattaché in Stockholm wurde am 13. Februar 1946 in gleicher Eigenschaft bei der schweizerischen Gesandtschaft in Kopenhagen und im März 1946 bei der schweizerischen Gesandtschaft in Oslo ernannt. Vgl.* E 2001(E)1968/83/113.

8. *Vgl. auch die Notiz von R. Frick an L. de Montmollin vom 1. November 1948*, E 27/9778 (DoDiS-6741). *Der seit März 1944 vakante Posten wurde 1949 wiederbesetzt. Vgl.* E 2001(E)1968/83/112.

9. *Betreffend die Abkommandierung eines Militärattachés in Iran, Irak, Syrien und Libanon mit Sitz in Teheran vgl. das Schreiben* Kommandierung eines Militär- und Luftattachés nach Teheran *von K. Kobelt vom 30. Januar 1951,* E 2001(E)1968/83/113.

10. *Vgl. das Schreiben* Kommandierung eines Militär- und Luftattachés nach Madrid *von K. Kobelt vom 12. September 1951,* E 2001(E)1968/83/112.

11. *Die Ausbaupläne des Generalstabes, die im Schreiben von L. de Montmollin an K. Kobelt vom 20. Februar 1951*, E 5001(F)-/6/R 3467 (DoDiS-7648), *festgehalten wurden, stiessen auf den Widerstand des EPD. Vgl. das Schreiben von M. Petitpierre an K. Kobelt vom 18. Mai 1951, ebd.* (DoDiS-7646).

12. *Gegen die Meinung des EMD und der Stellungnahme des EPD folgend, entschied der Bundesrat, auf den Militärattachéposten in Sofia praktisch zu verzichten. Vgl. das Verhandlungsprotokoll der 92. Sitzung des Bundesrates vom 28. Dezember 1950,* E 1003(-)-/1/R 3104. *Vgl. auch die Notiz von A. Zehnder an M. Petitpierre vom 20. Dezember 1950*, E 2001(E)1968/83/112 (DoDiS-7423).

nische Regierung durch ihre Gesandtschaft in Bern um die Zustimmung der Einsetzung eines Militärattachés nachsuchte und bereit ist, volles Gegenrecht zu halten[13]. Das Militärdepartement glaubt deshalb, dass von dieser lang erwarteten Möglichkeit Gebrauch gemacht werden sollte. Die von der Polnischen Regierung gegebenen Zusicherungen lassen erwarten, dass ein Militärattaché bei der Schweizerischen Gesandtschaft in Warschau die für unsere Armee wichtige Funktion eines Bindegliedes zur polnischen Armee erfüllen könnte. Es würde sich damit auch erstmals die Möglichkeit bieten, in einem Gebiete, das bisher unserer Aufmerksamkeit entging, einen offiziellen Vertreter der Armee zu haben. Die Erfahrung lehrt, dass auch weitgehende Sicherungsmassnahmen nicht verhindern können, dass geübte Beobachter Anzeichen militärischer Entschlüsse und Bewegungen feststellen können, wie sie sich durch Vermehrung oder Wegfall des Militär in den Strassen, durch Verschwinden einberufener Reservisten, Veränderung in der fliegerischen Belegung des Luftraumes, Wegfall von Zugsverbindungen, Sperrung von Strassenzügen und andere derartige Verbotsmassnahmen feststellen lassen. Es handelt sich hierbei um durchaus erlaubte Beobachtungen des täglichen Lebens, die oft wertvoller sind als Berichte zweifelhafter Agenten, sofern sie von einem Offizier stammen, der unser volles Vertrauen besitzt und über grosse Erfahrung im Nachrichtendienst verfügt.

Ausschlaggebend für die Einsetzung eines Militärattachés ist die militärische Lage. Wenn es an sich auch wünschbar wäre, in allen Staaten, die Durchgangs- und Sammelstellen für eine vorbereitete Aktion gegen den Westen sein können, einen militärischen Beobachter zu haben, so zwingen finanzielle Gründe doch zu einer Auswahl. Die Wahl fiel auf Polen, da dieses Land doch die Haupttransitstelle für Truppenverschiebungen nach Ost-Deutschland bildet, wobei man immerhin vorsehen kann, den Militärattaché gleichzeitig auch in Prag zu akkreditieren. Bei den Militärattachéposten handelt es sich niemals um eine Repräsentation, sondern immer um eine lagebedingte Einrichtung mit dem Endziel der Sicherheit unseres Landes gegen Überraschungen.

In seinem Mitbericht bemerkt das Finanz- und Zolldepartement, dass mit der Errichtung dieses 8. Postens über diese Zahl nicht mehr weiter hinausgegangen werden sollte. Bei Änderungen in der Zuteilung von Militärattachés zu den Gesandtschaften sollte der Ausgleich innerhalb der 8 Militärattaché-Posten gesucht werden.

Das Politische Departement stimmt ebenfalls dem Antrage zu, möchte aber davon absehen, dass der Militärattaché in Warschau gleichzeitig in Prag akkreditiert werde.

Das Militärdepartement gibt in seiner Vernehmlassung die Zusicherung ab, dass über eine Zahl von 8 Militärattachés insgesamt nicht hinausgegangen werden soll, wogegen veränderte Verhältnisse in der weltpolitischen Lage im Rahmen dieser Gesamtzahl allenfalls gewisse Änderungen bedingen. Auch dem Vorbehalt des Politischen Departementes stimmt das Militärdepartement zu.

---

13. *Vgl.* E 2001(E)1968/83/113.

Demgemäss wird
beschlossen:
1) Der Entsendung eines Militärattachés zu der Schweizerischen Gesandtschaft in Warschau wird zugestimmt.
2) Es wird davon abgesehen, den Militärattaché in Warschau gleichzeitig in Prag zu akkreditieren.
3) Von der Zusicherung, dass über eine Zahl von 8 Militärattachés insgesamt nicht hinausgegangen werden soll, wird Vormerk genommen.

145

E 2001(E)1988/16/662/5
[DoDiS-7623]

Der Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, A. Zehnder, an den Vorsteher des Departements des Innern, Ph. Etter

Betrifft: Neutrale Militärmissionen nach Korea

No AG *Bern*, 30. April 1952

Beiliegend ein Telegramm aus Washington[1], aus welchem hervorgeht, dass das Staatsdepartement Schweden und die Schweiz einlädt, einen Vertreter nach Washington zu entsenden, um mit dem «porte-parole»[2] des Generals Ridgway Fühlung zu nehmen zwecks Abklärung gewisser technischer Fragen. Es sollte sich dabei um einen höheren Offizier handeln, der Mitglied der künftigen neutralen Mission zur Überwachung der Einhaltung der Waffenstillstandsbedingungen sein wird.

Vom politischen Standpunkte aus glaube ich nicht, dass es richtig wäre, wenn die Schweiz vorgängig der formellen Annahme einer Mission als neutraler Staat bereits einen Offizier nach Washington entsendet. Es würde ja aussehen, als ob dieser Instruktionen von der amerikanischen Regierung in Empfang nehmen müsste. Deshalb wäre das Politische Departement für Ablehnung.

Nun will es der Zufall, dass unser jetziger Militärattaché in Washington, Herr Oberst de Bremond, sich ebenfalls für die Mission nach Korea melden möchte. Unter diesen Umständen könnte man ihn bitten, mit dem erwähnten «porte-parole» den Kontakt aufzunehmen und ihn gleichzeitig ermächtigen, zu erklären, dass er auf der Liste der schweizerischen Offiziere steht, die sich

---

1. *Vgl. das Telegramm Nr. 51 von K. Bruggmann an das EPD vom 29. April 1952. Nicht abgedruckt.*
2. *Die Gespräche wurden mit Oberst Douglas M. Cairns, Delegierter des Befehlshabers der Truppen der UNO in Korea, durchgeführt. Vgl. den* Rapport sur la réunion au sujet de la Commission de surveillance des Nations Neutres pour l'Armistice en Corée (Neutral Nations Supervisory Commission (NNSC) *von Oberst L. de Bremond vom 5. Juni 1952,* E 2001(E)1988/16/662/5 (DoDiS-7624).

in Mission nach Korea zu begeben haben werden. Eine Besprechung dieser Art zwischen einem schweizerischen Militärattaché und den fremden Armeebehörden gehört zu den Normalattributionen.

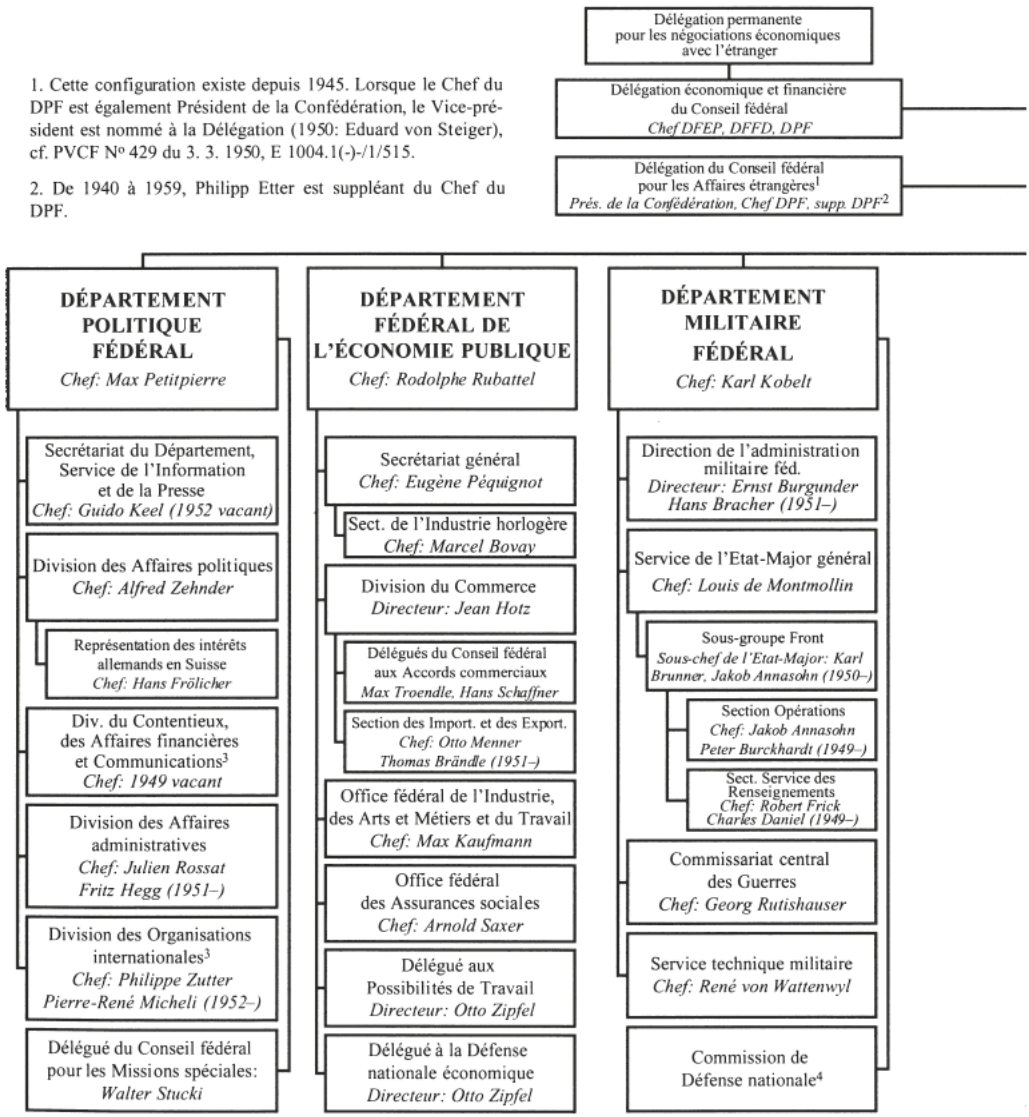
Sollte diese Formel durch den Bundesrat aufgenommen werden können[3], so hätte das Politische Departement keine Bedenken.

---

3. *In seiner 32. Sitzung vom 2. Mai 1952 entschied der Bundesrat, den schweizerischen Militärattaché in Washington, Oberst L. de Bremond, zu den oben erwähnten Gesprächen zu delegieren. Vgl. das Verhandlungsprotokoll des Bundesrates,* E 1003(-)1970/343/R 3105.

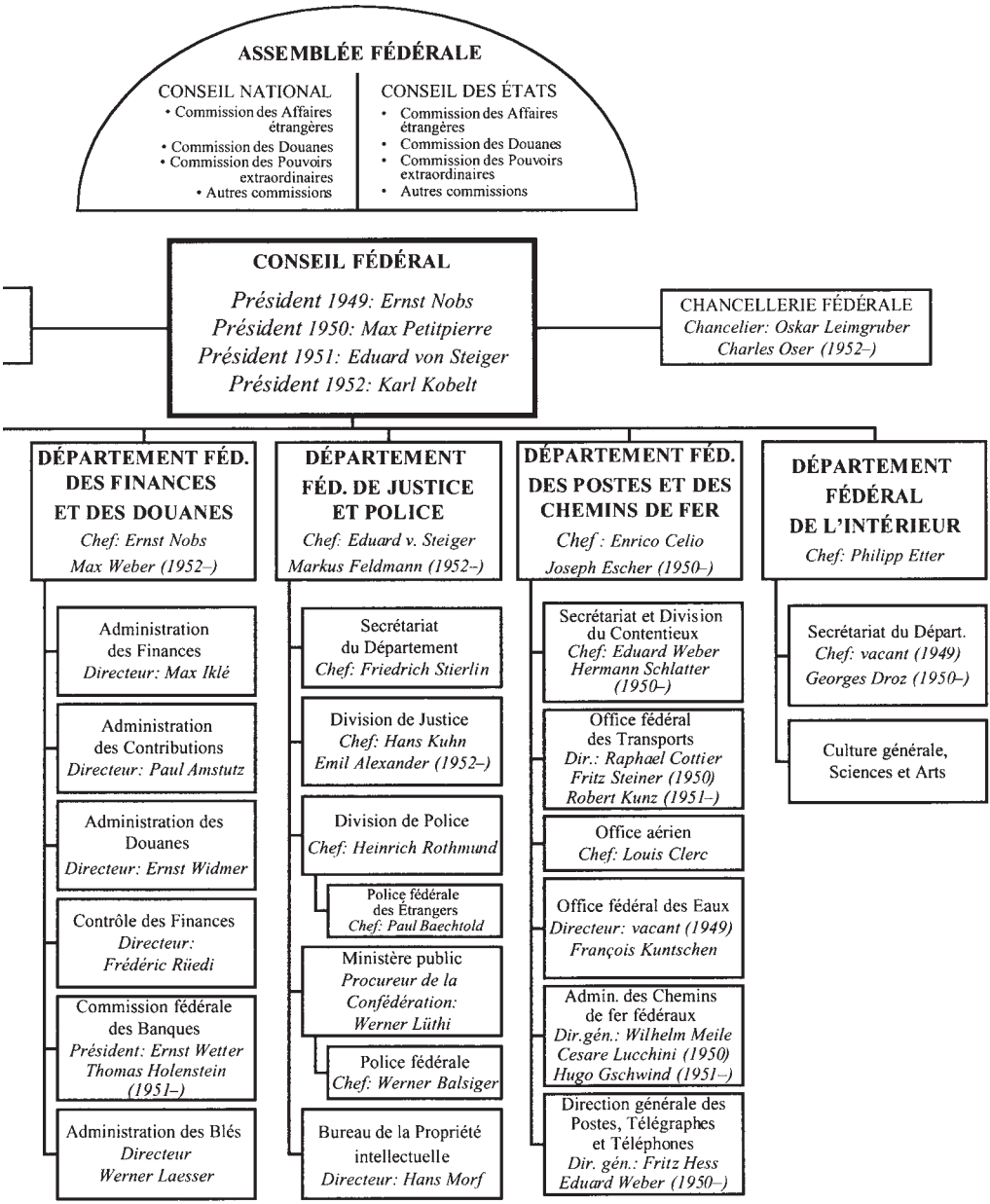
VI. ANNEXES / ANHANG

VI.1. Organigramme de l'administration fédérale concernée par les relations internationales (1er juillet 1949–30 avril 1952)



1. Cette configuration existe depuis 1945. Lorsque le Chef du DPF est également Président de la Confédération, le Vice-président est nommé à la Délégation (1950: Eduard von Steiger), cf. PVCF N° 429 du 3. 3. 1950, E 1004.1(-)-/1/515.

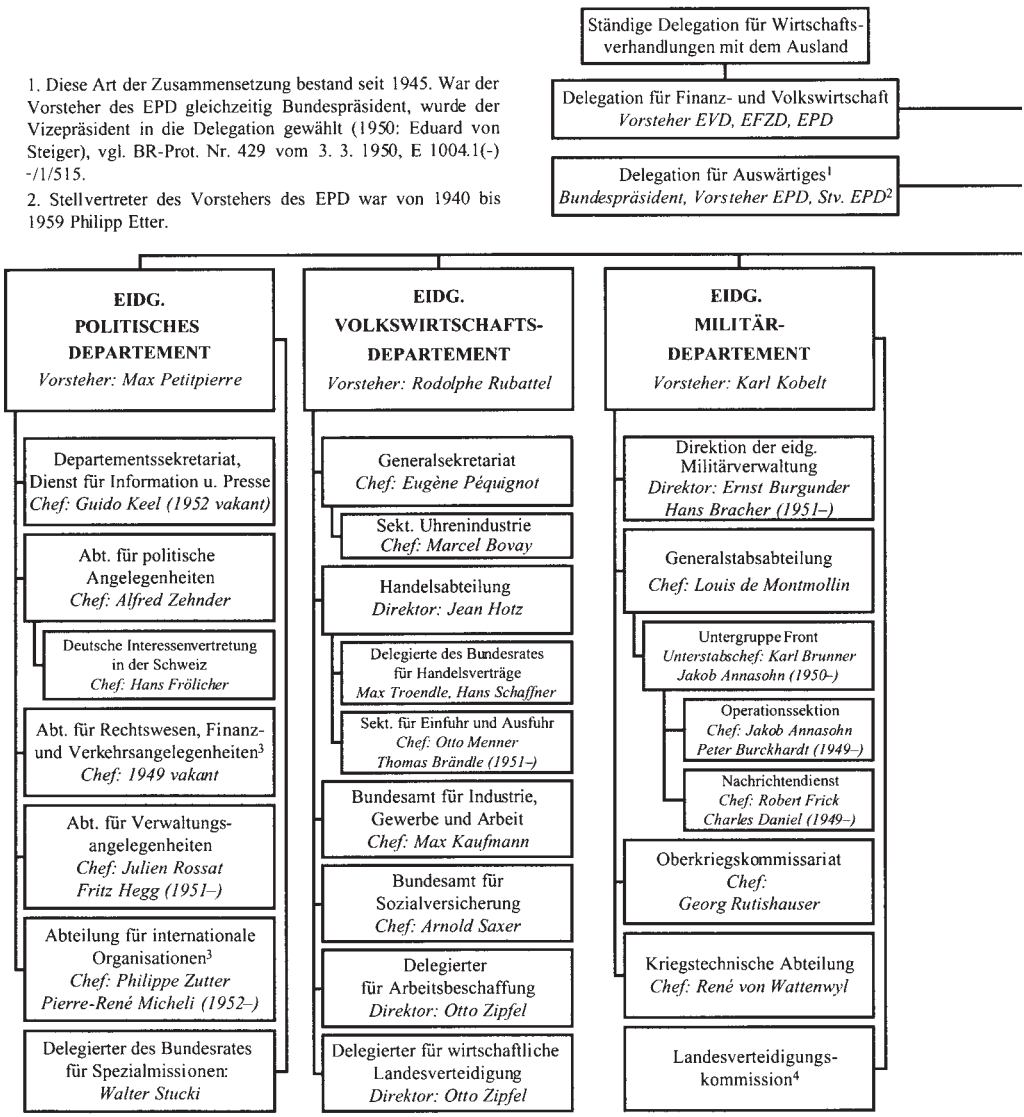
2. De 1940 à 1959, Philipp Etter est suppléant du Chef du DPF.



3. Sur décision du Conseil fédéral du 20. 1. 1950, la *Division du Contentieux, Affaires financières et Communications* fut supprimée et ses tâches attribuées à différentes divisions. De plus le *Service des Organisations internationales* fut élevé au rang de Division. Cf. PVCF N° 145, E 1004.1(-)-/1/513.

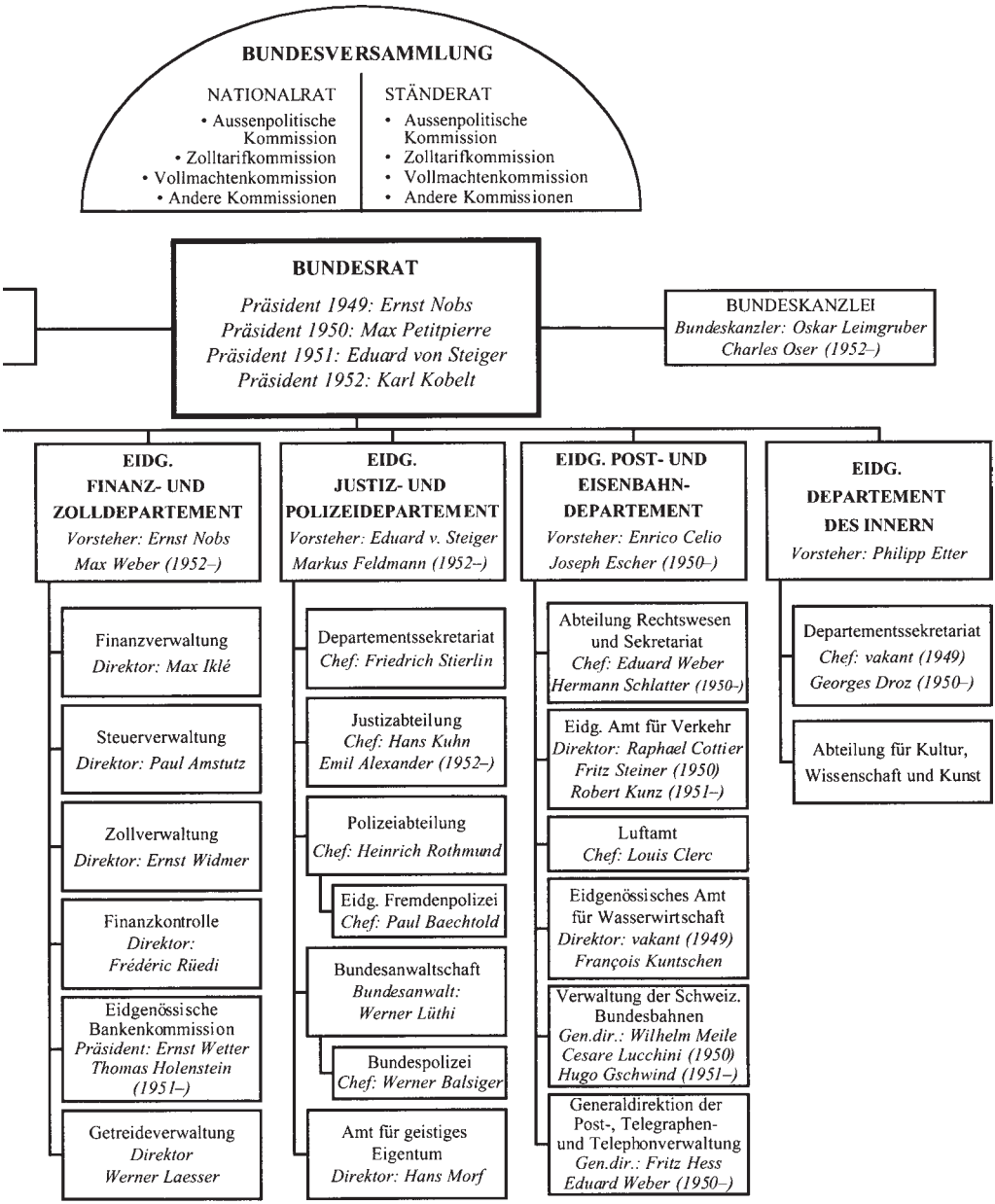
4. Membres de la *Commission de Défense nationale:* Chef DMF (Président), Chef de l'État-Major, Chef de l'Instruction, Commandants des quatre Corps d'Armée, Commandant des Troupes d'Aviation et de DCA. Cf. Ordonnance sur les attributions du 30. 4. 1948, RO 1948, p. 441 f.

VI.2. Organigramm der für die internationalen Beziehungen zuständigen Stellen des Bundes (1. Juli 1949–30. April 1952)



1. Diese Art der Zusammensetzung bestand seit 1945. War der Vorsteher des EPD gleichzeitig Bundespräsident, wurde der Vizepräsident in die Delegation gewählt (1950: Eduard von Steiger), vgl. BR-Prot. Nr. 429 vom 3. 3. 1950, E 1004.1(-)-/1/515.

2. Stellvertreter des Vorstehers des EPD war von 1940 bis 1959 Philipp Etter.



3. Durch Beschluss des Bundesrates vom 20. 1. 1950 wurde die *Abteilung für Rechtswesen, Finanz- und Verkehrsangelegenheiten* aufgelöst und deren Aufgaben verschiedenen Abteilungen zugewiesen. Ferner wurde der *Dienst für internationale Organisationen* zu einer Abteilung aufgewertet. Vgl. BR-Prot. Nr. 145, E 1004.1(-)-/1/513.

4. Mitglieder der *Landesverteidigungskommission:* Vorsteher EMD (Präsident), Generalstabschef, Ausbildungschef, Kommandanten der 4 Armeekorps, Kommandant der Flieger- und Flabtruppen. Vgl. Dienstordnung vom 30. 4. 1948, AS 1948, S. 453 f.

VI.3. LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES SUISSES À L'ÉTRANGER (1ER JUILLET 1949–30 AVRIL 1952)
DIE DIPLOMATISCHEN UND KONSULARISCHEN VERTRETUNGEN DER SCHWEIZ IM AUSLAND (1. JULI 1949–30. APRIL 1952)

1 Date de la reconnaissance par la Suisse – Datum der Anerkennung durch die Schweiz.
2 Date de nomination par le Conseil fédéral – Datum der Ernennung durch den Bundesrat.

Etats[1]	Légation (L), Mission Diplomatique (MD)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire[2]	Chargé d'Affaires de la Légation (a. i.)[2]	Chancellerie de Légation (CL), Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac), Chancellerie consulaire (Cc)
		EUROPE		
1. Allemagne (Zones d'occupation administrées par les Alliés; République fédérale d'Allemagne, dès 16. 3. 1951)	Berlin (Délégation suisse), Cologne (MD auprès de la Haute Commission Alliée à Bonn, dès 1951: L)	Felix Schnyder (Conseiller de Légation); Albert Huber (Ministre)		Francfort s. M. (Cg), Baden-Baden (C), Brême (C), Cologne (C), Düsseldorf-Oberkassel (Ac, dès 1951: C), Hambourg (C), Hanovre (Représentation consulaire, dès 1950: C), Munich (C), Stuttgart (C), Constance (Ac), Tettnang (Ac, jusqu'en 1950)
2. Autriche	Vienne (L)	Peter Anton Feldscher		Bregenz (C), Innsbruck (Ac, jusqu'en 1950), Salzbourg (Ac, jusqu'en 1950)
3. Belgique (et possessions belges)	Bruxelles (L)	Etienne Lardy; Henry Vallotton (14. 12. 1951)		Anvers (C) *Possessions belges:* cf. *Afrique* N° 4

4. Bulgarie	Sofia (L)		Walter Hofer (jusqu'en 1951); vacant	
5. Danemark	Copenhague (L)	Alexandre Girardet		
6. Espagne	Madrid (L)	Eugène Broye; Philippe Zutter (14. 12. 1951)		Barcelone (C), Séville (C), Bilbao (Ac), Las Palmas de Gran Canaria (Ac), Malaga (Ac)
7. Finlande	Helsinki (L)	Anton Roy Ganz		Abo (Ac, fermée 1951)
8. France (et possessions françaises)	Paris (L)	Carl Burckhardt; Peter Anton von Salis (11. 11. 1949)		Lyon (Cg), Annecy (C), Besançon (C), Bordeaux (C), Dijon (C), Le Havre (C), Lille (C), Marseille (C), Mulhouse (C), Nancy (C, jusqu'en 1949), Nantes (C), Nice (C), Strasbourg (C), Toulouse (C, jusqu'en 1949), Ajaccio (Ac), Belfort (Ac), Vesoul (Ac) *Possessions françaises:* cf. *Afrique* N° 7 et *Asie/Océanie* N° 19
9. Grande-Bretagne (Empire britannique)	Londres (L)	Henry de Torrenté		Liverpool (C, jusqu'en 1950), Manchester (C), Balloch (Ac) *Possessions britanniques:* Europe: La Valette (Ac), Nicosia (Ac); Afrique: Johannesburg (Cg), Accra (C), Tanga (C): dès 1951 cf. *Afrique* N° 5; Ville du Cap (C, jusqu'en 1949): dès 1950 cf. *Afrique* N° 1; Asie/Océanie: Singapour (C), Hongkong (C); Sydney (C) Melbourne (C), Wellington (C): dès 1950 cf. *Asie/Océanie* N°s 1 et 16; Amérique: Kingston (Ac), Port of Spain (Ac)

Etats[1]	Légation (L), Mission Diplomatique (MD)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire[2]	Chargé d'Affaires de la Légation (a. i.)[2]	Chancellerie de Légation (CL), Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac), Chancellerie consulaire (Cc)
10. Grèce	Athènes (L)	Carl Theodor Stucki		Salonique (Ac)
11. Hongrie	Budapest (L)	Max Grässli (24. 10. 1949)	Otto Karl Seifert (a. i.)	
12. Irlande	Dublin (L)	Walter Adolf von Burg		
13. Islande	Copenhague (L), cf. N° 5; Oslo (L, dès 13. 10. 1951), cf. N° 16			
14. Italie	Rome (L)	René de Weck; Enrico Celio (23. 6. 1950)		Milan (Cg), Catane (C), Florence (C), Gênes (C), Naples (C), Turin (C), Venise (C), Bari (Ac), Bologna (Ac), Livorno (Ac)
15. Luxembourg	Bruxelles (L), cf. N° 3	Etienne Lardy; Henry Vallotton (14. 12. 1951)		Luxembourg (C)
16. Norvège	Oslo (L)	Eduard de Haller		Bergen (Ac)
17. Pays-Bas (et possessions néerlandaises)	La Haye (L)	Robert Kohli; Daniel Secrétan (23. 12. 1949)		Amsterdam (C), Rotterdam (C) *Possessions néerlandaises* (jusqu'en 1949): Batavia/Djakarta (C), Medan (C), Surabaja (Ac); dès 1950 cf. *Asie/Océanie* N° 6
18. Pologne	Varsovie (L)	Gaston Jaccard		Dantzig (Ac, jusqu'en 1949), Kattowice (C, jusqu'en 1949)

19. Portugal (et possessions portugaises)	Lisbonne (L)	Alfred Brunner		Porto (C), Funchal (Ac) *Possessions portugaises:* cf. *Afrique* N° 6
20. Roumanie	Bucarest (L)	Peter Anton von Salis	Bernard Mallet (a. i., 5. 12. 1949); Eric Kessler (3. 11. 1950)	
21. Suède	Stockholm (L)	Henry Vallotton; Armin Daeniker (14. 12. 1951)	Jakob Burckhardt (a. i., 1. 1. 1952–14. 4. 1952)	Malmoe (Ac), Norrköping (Ac)
22. Tchéco-slovaquie	Prague (L)	Reinhard Hohl		Bratislava (Cg, jusqu'en 1950), Jablonec (Ac, fermée 1950)
23. Trieste (territoire libre)				Trieste (C)
24. Turquie	Ankara (L)	Camille Gorgé; Julien Rossat (2. 2. 1951)		Istanbul (C)
25. URSS	Moscou (L)	Hans Zurlinden; Camille Gorgé (12. 5. 1950)	Silvio Masnata (a. i., 25. 3. 1949)	
26. Yougoslavie	Belgrade (L)	Eduard Zellweger; Robert Kohli (24. 10. 1949)		Zagreb (C)
		AMÉRIQUE		
1. Argentine	Buenos Aires (L)	Eduard Feer; Mario Fumasoli (5. 1. 1950)		Córdoba (C), Rosario de Santa Fé (C), Concordia (Ac), Mendoza (Ac), Santa Fé (Ac, jusqu'en 1951)
2. Bolivie	Lima (L), cf. N° 18			La Paz (Cg), Cochabamba (Ac), Riberalta (Ac)

Etats[1]	Légation (L), Mission Diplomatique (MD)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire[2]	Chargé d'Affaires de la Légation (a. i.)[2]	Chancellerie de Légation (CL), Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac), Chancellerie consulaire (Cc)
3. Brésil	Rio de Janeiro (L)	Charles Arthur Redard; Eduard Feer (27. 12. 1949)		Bahia (C), Curitiba (C), Porto Alegre (C), Recife-Pernambuco (C), São Paulo (C), Belo Horizonte (Ac), João Pessõa (Ac), Santos (Ac), Florianopolis (VC, jusqu'en 1950)
4. Canada	Ottawa (L)	Viktor Nef		Montréal (Cg), Toronto (C), Vancouver (C), Winnipeg (C)
5. Chili	Santiago du Chili (L)		Charles Humbert	Valparaiso (C), Magallanes-Punta Arenas (VC), Osorno (VC), Traiguén (VC), Valdivia (Ac)
6. Colombie	Bogotá (L)		Ernst Schlatter; Jacques-Albert Cuttat (9. 8. 1951)	Cali (VC), Barranquila (Ac), Medellin (Ac)
7. Costa Rica				San José (C)
8. Cuba	Washington (L), cf. N° 10			La Havane (Cg)
9. Équateur	Bogotá (L), cf. N° 6			Quito (CL), Guayaquil (C)

10. États-Unis d'Amérique	Washington (L)	Karl Bruggmann		New York (Cg), Chicago (C), Cincinnati (C), Los Angeles (C), New Orleans (C), Philadelphie (C), Saint-Louis (C), San Francisco (C), Seattle (C), Baltimore (Ac), Boston (Ac), Buffalo (Ac, fermée 1950), Cleveland (Ac), Denver (Ac), Pittsburgh (Ac), Salt Lake City (Ac, jus-qu'en 1949); San Juan de Porto Rico (Ac)
11. Guatemala				Guatemala-City (C)
12. Haïti				Port-au-Prince (C)
13. Honduras				Tegucigalpa (C), San Pedro Sula (Ac)
14. Mexique	Mexico (L)	Mario Fumasoli; Charles-Edouard de Bavier (5. 1. 1951)	Werner Weingärtner (a. i., 22. 4. 1950)	Guadalajara (C, dès 1950: Ac), Chihuahua (Ac), Monterrey (Ac), Tapachula (Ac), Torréon (Ac), Veracruz (Ac)
15. Nicaragua				Managua (C)
16. Panama	Carácas (L), cf. N° 22			Panama (C)
17. Paraguay	Buenos Aires, cf. N° 1			Asunción (Cg), Encarnación (Ac)
18. Pérou	Lima (L)		Hans-Adolf Berger	Arequipa (Ac), Iquitos (Ac, fermée 1950)
19. République Dominicaine				Ciudad Trujillo (C)
20. Salvador				San Salvador (C)

Etats[1]	Légation (L), Mission Diplomatique (MD)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire[2]	Chargé d'Affaires de la Légation (a. i.)[2]	Chancellerie de Légation (CL), Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac), Chancellerie consulaire (Cc)
21. Uruguay	Montevideo (L)		Hans Gremminger; Emile Fontanel (25. 11. 1949)	
22. Venezuela	Carácas (L)		Carlo Fedele (a. i.); Werner Fuchss (12. 5. 1950)	Maracaibo (Ac)
		ASIE/OCÉANIE		
1. Australie	Londres (L), cf. *Europe* N° 9			Sydney (Cg), Melbourne (C), Brisbane (Ac)
2. Burma				Rangoon (Ac)
3. Ceylon				Colombo (C)
4. Chine (République populaire du Chine dès 17. 1. 1950)	Nankin (L), Pékin (L, dès 1950)	(Charles von Jenner, 11. 5. 1948, jamais entré en fonction); Clemente Rezzonico (2. 10. 1950)	Jean-Pierre Jéquier (a.i.); Sven Stiner (a.i., 31. 3. 1950)	Shanghaï (Cg), Canton (C), Tientsin (C)
5. Inde	Nouvelle Delhi (L)	Armin Daeniker Max Grässli (18. 4. 1952)		Bombay (Cg), Calcutta (C), Cochin (Ac), Karachi (Ac), Madras (Ac)
6. Indonésie (dès 27. 12. 1949)	Djakarta (L, dès 1952)		René Naville (8. 1. 1952)	Jusqu'en 1949 cf. *Europe* N° 17; Djakarta (C, dès 1952: L), Medan (C), Surabaja (Ac)

7. Irak	Le Caire (L), cf. *Afrique* N° 2; Beyrouth (L), cf. N° 14 (dès 1950)			Bagdad (CL)
8. Iran (Perse)	Téhéran (L)	Charles Edouard de Bavier; Alfred Escher (22. 6. 1951)		
9. Israël	Tel-Aviv (L, dès 1951)	Otto Karl Seiffert (22. 6. 1951)		Tel-Aviv (C, dès 1951: L), Haifa (Ac)
10. Japon	Tokyo (MD)	Charles-Albert Dubois (représentant diplomatique); Charly-Maurice Weibel (représentant diplomatique, 26. 7. 1950)		Kobe (C)
11. Yémen				Jérusalem (C, fermé 29.2.1952)
12. Jérusalem (jusqu'à 29. 2. 1952)				
13. Jordanie	Beyrouth (L), cf. N° 14			
14. Liban	Beyrouth (L)	Franz Kappeler (4. 12. 1950)	Henri Blanchard (a. i.); Franz Kappeler (12. 12. 1949)	
15. Libye (dès 28. 12. 1951)				
16. Nouvelle-Zélande	Londres (L), cf. *Europe* N° 9			Wellington (C)

Etats[1]	Légation (L), Mission Diplomatique (MD)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire[2]	Chargé d'Affaires de la Légation (a. i.)[2]	Chancellerie de Légation (CL), Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac), Chancellerie consulaire (Cc)
17. Pakistan	Karachi (L)		Clemente Rezzonico (8. 7. 1949); Walter Jaggi (a. i. 22. 9. 1950); Walter Hofer (23. 8. 1951)	
18. Philippines				Manille (C)
19. Possesions françaises: Indochine française				Saïgon (C), Haïphong (Ac)
20. Syrie	Beyrouth (L), cf. N° 14			Damas (CL)
21. Thaïlande (Siam)	Nouvelle Delhi (L), cf. N° 5			Bangkok (C)
		AFRIQUE		
1. Afrique du Sud; Empire britanique; Union Sud-africaine	Londres (L), cf. *Europe* N° 9;			Jusqu'en 1951 cf. *Europe* N° 9
	Pretoria (L, dès 1952)		Jean de Rham (14. 12. 1951)	Johannesburg (Cg, dès 1951: C), Ville du Cap (C), Durban (Ac, fermée 1951)
2. Égypte	Le Caire (L)	Daniel Secrétan; Beat von Fischer (4. 11. 1949)		

3. Ethiopie	Le Caire (L), cf. N° 2			Addis Abeba (Ac, dès 1952)
4. Possessions belges: Congo belge				Léopoldville (C)
5. Possessions britanniques: Afrique orientale				Jusqu'en 1950, cf. *Europe* N° 9 Tanga (C), Nairobi (Ac)
Afrique occidentale				Accra (C), Bathurst (Ac, fermée 1951), Freetown (Ac)
6. Possessions portugaises: Mozambique				Laurenço-Marques (C), Antonio-Enes (Ac), Beira (Ac), Quelimane (Ac)
7. Union française, protectorats et possessions: Afrique équatoriale				Alger (C) Brazzaville, cf. N° 4: Léopoldville (C), Doula (Ac)
Madagascar				Tananarive (C)
Maroc				Rabat (C), Casablanca (Cc), Marrakech (Ac)
Tunisie				Tunis (C)
Afrique, occidentale				Dakar (C), Abidjan (Ac, dès 1952: VC), Cotonou (Ac), Port-Gentil (Ac)
8. Tanger (Zone d'administration internationale)				Tanger (Ac, dès 1950: VC)

VI.4. LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES ÉTRANGERS EN SUISSE (1ER JUILLET 194)–30 AVRIL 1952)
DIE DIPLOMATISCHEN UND KONSULARISCHEN VERTRETUNGEN DES AUSLANDES IN DER SCHWEIZ (1. JULI 1949–30. APRIL 1952)

1 Date de la reconnaissance par la Suisse – Datum der Anerkennung durch die Schweiz.
2 Date de la remise des lettres de créance. Pour les dates des décisions du Conseil fédéral concernant l'agrément et les lettres de créance cf. notre banque des donnés www.dodis.ch – Datum der Übergabe des Beglaubigungsschreibens. Für das Datum des Beschlusses des Bundesrates betreffend Agrément und Beglaubigungsschreiben vgl. unsere Datenbank www.dodis.ch.

Etats[1]	Légation (L) Ambassade (A)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire[2]	Chargé d'Affaires de la Légation (CA et CA a. i.)[2]	Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac), Chancellerie consulaire (Cc)
		EUROPE		
1. Allemagne (RFA dès 16. 3. 1951)	Berne (L, dès 6. 5. 1952)	Friedrich Holzapfel (dès 6. 5. 1952)		Bâle (Cg, dès 1952), Zurich (Cg, dès 1951), St-Gall (C, dès 1952)
2. Autriche	Berne (L)	Karl Wildmann		Zurich (Cg), Lugano (C)
3. Belgique	Berne (L)	Vicomte de Lantsheere		Bâle (C), Berne (C), Davos (VC, dès 1951: C), Genève (C), Lausanne (C), Lucerne (C), Lugano (VC, dès 1951: C), Neuchâtel (C), Zurich (Cg, dès 1952: C)
4. Bulgarie	Berne (L)	Kosta Bogilov Svetlov; Dimitri Bratanov (dès 9. 6. 1950)		Berne (Cg, jusqu'en 1949)

5. Danemark	Berne (L)	Hans Jakob Hansen		Bâle (C), Berne (C), Genève (C), Zurich (C), Montreux (VC)
6. Espagne	Berne (L)	Luis Calderón y Martin; San Lucar la Mayor (dès 21. 9. 1951)		Zurich (Cg), Genève (C)
7. Finlande	Berne (L)	Reinhold Svento; Ake Henrik Gartz (dès 9. 10. 1951)	Risto Solanko (CA a. i. dès 8. 7. 1951)	Berne (Cg), Bâle (C), Lausanne (C), Lugano (C), Genève (C), Zurich (C), Lucerne (VC)
8. France	Berne (A)	Henri Hoppenot (Ambassadeur); Jean Chauvel (dès 8.2.1952)		Genève (Cg), Bâle (C, dès 1951: Cg), Lausanne (C, dès 1951: Cg), Zurich (C, dès 1951: Cg), Berne (C), Lugano (C), Baden (Ac), Bienne (Ac), Davos (Ac), La Chaux-de-Fonds (Ac), Lucerne (Ac), Porrentruy (Ac), St-Gall (Ac), Schaffhouse (Ac), Sion (Ac)
9. Grande-Bretagne	Berne (L)	Thomas Maitland Snow; Patrick Stratford Scrivener (dès 10. 1. 1950)		Bâle (Cg, dès 1950: C), Zurich (Cg), Genève (C, dès 1950: Cg), Lucerne (C, dès 1951: VC), Lugano (C, jusqu'en 1951), Montreux (VC)
10. Grèce	Berne (L)	Philon Philon		Davos (C), Lugano (C)
11. Hongrie	Berne (L)	Imre Oltványi; André Köves (dès 20. 1. 1950); Pàl Korbacsics (dès 5. 10. 1951)		
12. Irlande	Berne (L)	William Warnock (dès 3. 2. 1950)	Frank T. Cremins (CA)	
13. Islande	Paris (L)	Pétur Benediktsson (dès 28. 8. 1950)		Genève (C, dès 1951)

Etats[1]	Légation (L) Ambassade (A)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire[2]	Chargé d'Affaires de la Légation (CA et CA a. i.)[2]	Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac), Chancellerie consulaire (Cc)
14. Italie	Berne (L)	Egidio Reale		Genève (Cg), Lugano (Cg), Zurich (Cg), Bâle (C), Coire (C), Lausanne (C), Locarno (VC), Chiasso (VC), St-Gall (VC)
15. Liechtenstein	Berne (L)		Heinrich von Lichtenstein (CA)	
16. Luxembourg	Berne (L)		Jean Sturm (CA)	Genève (C), Lausanne (C), Berne (C)
17. Monaco				Genève (Cg), Berne (C), Zurich (C), Bâle (C), Lugano (C)
18. Norvège	Berne (L)	Rolf Andersen; Peter Martin Anker (dès 18. 5. 1951)		Zurich (Cg), Berne (C, jusqu'en 1950), Bâle (C), Genève (C), Lausanne (C)
19. Pays-Bas	Berne (L)	Johan J. B. Bosch de Rosenthal; Adolph Bentinck (dès 23. 11. 1951)		Bâle (C), Berne (C), Davos (C), Genève (C), Lugano (C), Zurich (C), Lucerne (VC, jusqu'en 1950)
20. Pologne	Berne (L)	Julian Przybos; Stanislav Trojanowski (dès 5. 10. 1951)		Berne (C, jusqu'en 1949), Genève (Ac, jusqu'en 1949)
21. Portugal	Berne (L)	Antonio Ferro (dès 17. 2. 1950)	Gonçalo Caldeira Coelho (CA, dès 15. 3. 1949)	Berne (C), Davos (C), Genève (C), Zurich (C)
22. Roumanie	Berne (L)	Mihail Magheru	Emeric Stoffel (CA, dès 22. 6. 1951)	

23. Saint-Marin	Berne (L)	Emilio del Sera Fiaschi		
24. Saint-Siège (Vatican)	Berne (Nonciature)	Philippe Bernardini (Nonce apostolique)		
25. Suède	Berne (L)	Staffan John Söderblom; Thorsten Hammarström (dès 7. 12. 1951)		Bâle (C), Berne (C), Genève (C), Locarno (C), Zurich (C)
26. Tchéco-slovaquie	Berne (L)	Jaromir Lang Arnost Tauber (dès 23. 9. 1949)		Zurich (Cg)
27. Turquie	Berne (L)	vacant; Yakup Kadri Karaos-manoglu (dès 8. 6. 1951)		Genève (Cg)
28. URSS	Berne (L)	Anatole Koulagenkov; Fedor Molotchkov (dès 27 .2. 1951)		Genève (Cg), Zurich (Cg), Bâle (C)
29. Yougoslavie	Berne (L)	Milan Ristic; Zivota Djerma-novic (dès 31 3 1950)		

AMÉRIQUE

1. Argentine	Berne (L)	Benito Pedro Llambi; Oscar Oneto Astengo (dès 20. 1. 1950)		Zurich (Cg), Berne (C), Genève (C)
2. Bolivie	Berne (L, dès 1950)	Eduardo Guzman Vila (dès 1. 6. 1950)		Bâle (C, dès 1950: Cg), Genève (C), Lausanne (C, réouvert en 1950), Zurich (C, réouvert 1950)
3. Brésil	Berne (L)	Mario Moreira da Silva; Fran-cisco d'Alamo Lousada (dès 26. 1. 1951)		Genève (Cg), Lausanne (Cg, dès 1950: C), Zurich (Cg, dès 1951: C)

Etats[1]	Légation (L) Ambassade (A)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire[2]	Chargé d'Affaires de la Légation (CA et CA a. i.)[2]	Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac), Chancellerie consulaire (Cc)
4. Canada	Berne (L)	Victor Doré (dès 20.6.1950)	Paul-Emile Renaud (CA a. i.)	
5. Chili	Berne (L)	Fernando Cisternas Ortiz		Genève (C, dès 1951: Cg)
6. Colombie	Berne (L)	Gabriel de la Vega; Miguel Sanjuan (dès 31. 3. 1950); Max Duque-Gomez (dès 4. 3. 1952)		Genève (Cg), Berne (C, jusqu'en 1951)
7. Costa Rica				Genève (C, dès 1952: Cg), Montreux (Cg), Zurich (C)
8. Cuba	Berne (L)	Hector de Ayala; Mariano Brull y Caballero (dès 21. 10. 1949); Luis E. del Valle Raez (dès 6. 7. 1951)		Genève (C)
9. Équateur	Rome (L) Berne (L, dès 1952)	Rodrigo Jacome-Moscoso	Bolivar Paredes-Zarma (CA, dès 13. 5. 1952)	Genève (Cg)
10. États-Unis d'Amérique	Berne (L)	John Carter Vincent; Richard C. Patterson jr. (dès 27. 6. 1951)		Zurich (Cg), Bâle (C), Berne (C, jusqu'en 1949), Genève (C, dès 1952: Cg)
11. Guatemala	Paris (L) Berne (L, dès 1952)	Victor Salomón Pinto-Juárez (dès 1. 4. 1952)	Carlos Manuel Pellecer (CA a .i.); Antonio Morales Nadler (CA a.i., dès 1950)	Genève (C), Zurich (C)
12. Haïti				Genève (Cg)

13. Honduras				Berne (Cg), Lugano (C)
14. Mexique	Berne (L)	Waldo Romo Castro		Genève (C)
15. Nicaragua				Berne (C, dès 1950: vacant)
16. Panama	Rome (L)	Miguel Amado Burgos; vacant (dès 1950)		Zurich (Cg), Berne (C), Genève (C), Lausanne (C), Lugano (C)
17. Paraguay				Berne (Cg)
18. Pérou	Berne (L)	Enrique P. Manchego Herrera (dès 2. 12. 1949)	Gonzalo Pizarro (CA a. i., dès 8. 1. 1949)	Zurich (Cg, dès 1951: C), Genève (Cg, dès 1951), Bâle (C, réouvert en 1950), Berne (C dès 1950),
19. République Dominicaine	Berne (L)	Tulio Franco Franco; José B. Peynado (dès 31. 7. 1950)		Berne (Cg, dès 1951: C), Genève (Cg), Bâle (C), Zurich (C)
20. Salvador				Genève (Cg), Zurich (Cg)
21. Uruguay	Rome (L) Berne (L, dès 1952)	Alfredo Carbonell-Debali; Italo Eduardo Perotti (dès 2. 11. 1951)		Genève (Cg), Bâle (C), Berne (C), Lugano (C), Zurich (C)
22. Venezuela	Berne (L)	Alberto Posse de Rivas; Santiago E. Vera Yzquierdo (dès 10. 7. 1950); Hugo Rojas Moncada (dès 18. 5. 1951)	Luis Alvarez Marcano (CA a. i., dès 28. 4. 1950 et dès 2. 12. 1950)	Genève (Cg, dès 1950: C), Bâle (C)

Etats[1]	Légation (L) Ambassade (A)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire[2]	Chargé d'Affaires de la Légation (CA et CA a. i.)[2]	Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac), Chancellerie consulaire (Cc)
		ASIE		
1. Afghanistan	Paris (L)	Mohammed Daoud Khan		
2. Chine (dès 17. 1. 1950 Rép. populaire de Chine)	Berne (L)	Nan-Ju Wu; Hsuan Feng (dès 8. 12. 1950)		Lucerne (C, jusqu'en 1949)
3. Inde	Berne (L)	Dhirajlal Bhulabhai Desai; Nedyam Raghavan (dès 10. 7. 1951)		
4. Indonésie (dès 27. 12. 1949)	Berne (L, dès 1951)	Alfian Yusuf Helmi (dès 2. 11. 1951)		
5. Irak	Berne (L, fermée en 1950)		Usamah Kadry (CA a. i., dès 22. 1. 1949)	
6. Iran (Perse)	Berne (L)	Abolghassem Forouhar; Mohammad Ali Homayoundjah (dès 7. 8. 1951)		Genève (Cg, dès 1950)
7. Israël	Berne (L, dès 1951)	Samuel Tolkowsky		Zurich (Cg)
8. Liban	Berne (L)	Jamil Mikaoui		

9. Syrie	Berne (L)		Omar Bey El Djabri (CA a. i.)	
10. Thaïlande (Siam)	Berne (L)	Luang Dithakar Bhakdi		
		AFRIQUE		
1. Égypte	Berne (L)	Abdel Karim Safwat Bey Mohamed Abdel Monem Mostafa Bey (dès 19.1.1951)		
2. Éthiopie				Zurich (Cg)
3. Libéria				Berne (Cg)
		OCÉANIE		
1. Australie				Geneve (Cg dès 1951)

VII. INDEX / REGISTER

VII.1. INDEX DES NOMS DE PERSONNES
PERSONENREGISTER

Les chiffres de l'index renvoient aux **numéros des documents** dans le volume. Pour des raisons de place, les fonctions n'ont été indiquées qu'en français. Le nom de Max Petitpierre n'a pas été retenu en raison de ses trop nombreuses occurrences. De plus amples informations biographiques sur les personnes mentionnées ci-dessous sont disponibles dans la banque de données des *Documents Diplomatiques Suisses* DoDiS (www.dodis.ch).

Die Nummern verweisen auf die **Dokumentennummern** im Band. Aus Platzgründen wurden die Funktionen nur auf französisch aufgenommen. Der Name Max Petitpierre wurde im Register nicht berücksichtigt, da er zu häufig erscheint. Ausführliche biografische Informationen zu den nachfolgend erwähnten Personen sind in der Datenbank der *Diplomatischen Dokumente der Schweiz* DoDiS zugänglich (www.dodis.ch).

Abdullah, Ibn Hussein (Roi de Jordanie), **97**

Abetz, Otto (Ancien ambassadeur d'Allemagne à Paris), **46**

Abs, Hermann Josef (Chef de la Délégation allemande pour les négociations sur les dettes allemandes), **143**

Acheson, Dean (Secrétaire d'Etat américain), **20, 79, 89, 131, 137, 139, 141**

Ackermann, Joseph (Membre du groupe conservateur-catholique au Conseil national, puis chef du Département des finances du canton de Fribourg dès janvier 1952), **83**

Adenauer, Konrad (Chancelier et ministre des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne), **49, 59, 72, 93, 138**

Adler-Rudel, Samuel M. (Représentant de l'Agence juive pour la Palestine), **5**

Aebi, Peter (Premier secrétaire du Directoire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie), **15**

Alexander, Emil (Chef de la Division de justice du DFJP dès janvier 1952), **5**

Alfieri, Dino (Ancien ambassadeur d'Italie à Berlin), **46**

Anderegg, Emil (Membre du groupe radical-démocratique au Conseil national jusqu'en décembre 1951), **65**

Annasohn, Jakob (Chef de la Section opérations à l'état-major général du DMF, puis colonel divisionnaire et sous-chef de la Section front à l'état-major général dès janvier 1950), **30**

Attlee, Clement Richard (Premier ministre britannique jusqu'en octobre 1951), **50**

Aubert de la Rüe, Philippe (Secrétaire de légation à la Mission diplomatique suisse auprès de la Haute Commission interalliée en Allemagne dès janvier 1950, puis à la Légation suisse à Cologne dès 1951), **93**

Aubert, Marcel (Citoyen suisse), **28**

Auchinleck, Claude George (Général britannique), **9**

Auriol, Vincent (Président de la République française), **24**

Bacon, Paul (Ministre français des Travaux publics jusqu'en février 1952), **76**

Baechtold, Paul (Chef de la Police fédérale des étrangers du DFJP), **47, 107**

Bajpai, Girja Shankar (Secrétaire général du Ministère indien des Affaires étrangères), **27**

Balmer, Peter (Ancien membre du groupe radical-démocratique au Conseil national), **47**

Balsiger, Werner (Chef de la Police fédérale au Ministère public de la Confédération), **67**

Bao-Daï (Ancien empereur, chef de l'Etat sud-vietnamien), **36**

Barazetti, Erich (Juriste à la Division du contentieux, affaires financières et communications du DPF), **52, 53, 103**

Barbey, Bernard (Conseiller de presse à la Légation de Suisse à Paris, délégué du Conseil fédéral auprès de l'UNESCO dès décembre 1951), **16, 28**

Bäschlin, Hans (Ancien juge suppléant au Tribunal fédéral), **46**

Bastian, Maurice (Conseiller de légation à la Division des organisations internationales du DPF), **54**
Bauer, Friedrich (Chef de section à la Division du commerce du DFEP), **7, 133**
Bauer, Gérard (Conseiller de légation suisse à Paris, délégué permanent du Conseil fédéral à l'OECE), **38, 42, 48, 55, 84, 95, 98, 115, 118**
Bébié, Edmundo (Industriel suisse), **126**
Bebler, Alexius Franziscus (Ministre adjoint au Ministère yougoslave des Affaires étrangères), **11**
Berchtold, Oskar (Consul de Suisse à Johannesburg), **45, 78, 129**
Berei, Andor (Secrétaire d'Etat hongrois pour les affaires politiques au Ministère des affaires étrangères), **32**
Bernath, Erwin (Conseiller de légation suisse à Londres), **19, 59, 66, 72, 78**
Bertholet, René (Socialiste et syndicaliste genevois), **110**
Berthoud, Eric (Sous-secrétaire d'Etat adjoint au Ministère britannique des affaires étrangères), **50**
Berthoud, Yves (Attaché à la Légation de Suisse à Paris, puis au DPF dès janvier 1951), **28**
Beusch, Ulrich (Consul de Suisse à Djakarta (Batavia) jusqu'en janvier 1952), **31**
Bevan, Aneurin (Ministre britannique de la Santé publique jusqu'en janvier 1951), **50**
Bevin, Ernest L. (Ministre britannique des Affaires étrangères jusqu'en mars 1951, décédé en avril 1951), **50**
Biber, Egon (Adjoint à la Division du commerce du DFEP), **15**
Bidault, Georges (Président du Conseil des Ministres français jusqu'en octobre 1949, puis vice-président jusqu'en janvier 1952, ministre de la Défense dès février 1952), **42, 69, 96**
Bieler, Ernst (Colonel suisse, chef de la section de la comptabilité au Commissariat central des guerres du DMF), **143**
Bienenfeld, F.R. (Représentant du Congrès juif mondial), **5**
Biffle, Leslie (Secrétaire du Sénat américain), **137**
Bijaya, Shamsher Jung (Directeur du Bureau de l'aide au développement du Ministère népalais des affaires étrangères), **73**
Bindschedler, Rudolf (Chef du Service juridique du DPF), **38, 44, 72, 76, 92**
Bircher, Eugen (Colonel divisionnaire, membre du groupe des paysans, artisans et bourgeois au Conseil national), **80**
Black, Eugen Robert (Directeur de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement), **91**
Blanco, Hernandez (Capitaine espagnol), **126**
Blonay, Richard de (Attaché militaire à la Légation de Suisse à Paris), **81**
Boerlin, Ernst (Membre du groupe radical-démocratique au Conseil national, membre de la Commission des affaires étrangères du Conseil national, vice-président de l'Union parlementaire européenne), **98, 121**
Boheman, Erik (Ambassadeur de Suède à Washington), **86**
Boissier, André (Chef du Protocole au DPF, puis conseiller de légation suisse à Washington dès janvier 1952), **82**
Bolla, Plinio (Juge fédéral), **96**
Bolz, Lothar (Président du parti national démocratique de la République démocratique allemande), **15**
Bonbright, James C. M. (Adjoint du sous-secrétaire d'Etat américain aux Affaires européennes), **131**
Bonnant, Georges (Secrétaire de légation à la Division des affaires administratives du DPF, puis secrétaire de légation à Lisbonne dès 1952), **111**
Bonnefous, Edouard (Ministre français du Commerce de janvier à février 1952), **118**
Bonnet, Georges (Ancien ministre français), **46**
Böök, Klas (Président de la Banque royale de Suède), **86**
Bossi, Walter (Secrétaire de légation à la Division des affaires politiques du DPF, puis secrétaire de légation à Bruxelles dès 1952), **86**
Bourquin, Constant (Fondateur des Editions du cheval ailé à Genève), **46**
Boveri, Theodor (Ancien directeur de Brown, Boveri & Cie, président de Motor-Columbus dès 1951), **34**
Bracher, Hans (Directeur suppléant à la Direction de l'administration militaire fédérale du DMF, directeur dès janvier 1951), **25, 30, 80, 85, 114**
Bremond, Ludovic de (Colonel, attaché militaire suisse à Washington), **145**
Bretscher, Willy (Rédacteur en chef de la Neue Zürcher Zeitung, membre du groupe radical-démocratique au Conseil national dès décembre 1951), **57**

Broches, A. (Délégué du Président de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en 1951), **91**
Broye, Eugène (Ministre de Suisse à Madrid jusqu'en décembre 1951), **52, 126**
Bruggmann, Karl (Ministre de Suisse à Washington), **8, 40, 54, 63, 82, 84, 86, 109, 113, 120, 127, 131, 139, 145**
Brunner, Alfred (Ministre de Suisse à Lisbonne), **113**
Brunner, Hans (Juriste à la Division du commerce du DFEP), **85**
Brunner, Karl (Colonel divisionnaire, sous-chef de la Section front à l'état-major général du DMF jusqu'en janvier 1950), **30**
Brunschvig, Georges (Secrétaire de la Fédération suisse des communautés israélites), **5, 10**
Buehrer, Rudolf (Juriste à la Division des affaires politiques du DPF, puis chef de section au Secrétariat de la Commission des indemnités de nationalisation du DPF dès octobre 1950), **59**
Bühler, René (Membre du groupe radical-démocratique au Conseil national), **31, 48**
Bührle, Emil Georg (Directeur de la Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon, Bührle & Co.), **9, 37, 126, 140**
Burckhardt, Carl Jacob (Ministre de Suisse à Paris jusqu'en décembre 1949), **5, 10, 24**
Burg, Walter Adolf von (Conseiller de légation suisse à Dublin, puis Ministre de Suisse à Dublin dès mars 1951), **113**
Burki, Otto (Conseiller juridique à la Délégation suisse à Berlin), **15**
Byington, Homer Morrison jr. (Directeur du Service des affaires ouest-européennes au Département d'Etat américain), **137**
Cahn-Debré, Sylvain (Directeur exécutif pour la France du Congrès juif mondial), **10**
Cairns, Douglas M. (Colonel de l'armée de l'air américaine), **145**
Campiche, Roger (Attaché de légation suisse à Budapest, juriste au Protocole du DPF dès décembre 1951), **63**
Campiche, Samuel François (Secrétaire de légation au DPF), **28**
Cavanillas, Rafael Maria Prosper (Lieutenant-colonel du haut état-major central des forces armées espagnoles), **126**
Celio, Enrico (Conseiller fédéral, chef du DFPCF, puis Ministre de Suisse à Rome dès octobre 1950), **12, 55, 62, 68, 70, 86, 104, 113, 123**
Charpentier, René (Homme politique français), **77**
Chavaz, Georges (Attaché social à la Légation de Suisse à Paris, puis conseiller social à Paris dès janvier 1951), **111**
Chaves, Federico (Président du Paraguay), **69**
Chiang-Kai-Chek (Président de la République de Chine dès mars 1950), **53, 56, 58, 121**
Churchill, Winston (Ancien premier ministre britannique, chef du gouvernement dès octobre 1951), **50, 58**
Clement (Premier ministre dès octobre 1951, membre du groupe conservateur), **50**
Clottu, Paul (Conseiller de légation suisse à Londres dès janvier 1951), **111**
Cochran, Jacqueline (Citoyenne américaine, aviatrice, épouse de Floyd Odlum), **52**
Corbat, Marius (Colonel commandant de Corps de l'armée suisse), **127**
Corbaz, Roger (Procureur général extraordinaire au Ministère public de la Confédération), **115**
Cot, Pierre (Député français, ancien ministre du Front populaire), **44**
Cottier, Fernand (Membre du groupe conservateur-catholique au Conseil national jusqu'en décembre 1951), **111**
Cottrel-Hill, Robert C. (Général britannique), **35**
Cramer, Hans (Secrétaire de légation suisse à Rome dès juin 1951), **101, 110**
Crausaz, Robert (Editeur lausannois), **46**
Cripps, Stafford (Ministre britannique des Finances jusqu'en octobre 1951), **50**
Crivelli, Giuseppe (Directeur général de Caritas jusqu'en 1951, membre des comités directeurs de Pro Juventute et de Pro Infirmis), **110**
Currie, Lauchlin Bernard (Chef de la délégation américaine pour les négociations avec la Suisse en février 1945, chef de la Foreign Economic Administration), **5**
Custer, Walter (Architecte, chef du groupe d'experts suisses au Népal en 1950), **73**
Cuttat, Jacques-Albert (Chef de section au DPF, adjoint du chef de la Division des Affaires politiques du DPF en 1950, chargé d'affaires à la Légation de Suisse à Bogotà dès août 1951), **7, 19, 21, 28, 31, 36, 37, 46, 54, 63, 65, 70, 85**
Daeniker, Armin (Ministre de Suisse à New Delhi, puis à Stockholm dès décembre 1951), **5, 27, 36, 73, 114**
Daniel, Charles (Chef de la Section service de

renseignements à l'état-major général du DMF), **18, 30, 86**
Davies, Ernest (Sous-secrétaire d'Etat au Ministère britannique des affaires étrangères), **50**
Davis, Charles (Espion américain), **74, 79**
De Gasperi, Alcide (Président du Conseil des ministres italien), **104**
Decroux, Jean (Conseiller de légation au DPF, puis adjoint du chef de la Division des Affaires politiques du DPF), **84, 86, 109, 122, 139, 140**
Degrelle, Léon (Homme politique belge, instigateur du mouvement rexiste), **46**
Dertinger, Georg (Ministre des Affaires étrangères de la République démocratique allemande), **15, 19**
Desai, Dhirajlal Bhulabhai (Ministre de l'Inde à Berne) **31, 114**
Devèze, Albert (Ministre belge de la Défense jusqu'en juin 1950), **41, 46**
Dewey, Charles S. (Membre du Congrès américain, observateur à la Conférence monétaire de Bretton Woods), **79**
Dick, Fritz (Adjoint du chef de la Police fédérale au DFJP), **43, 46**
Dieckhoff, Hans Heinrich (Ambassadeur allemand à Madrid pendant la Deuxième Guerre mondiale), **52**
Diesbach, François de (Chef de la Délégation suisse pour le rapatriement à Berlin, décédé en août 1949), **19**
Diethelm, Charles Robert (Consul général de Suisse à Johannesburg jusqu'en 1951), **78**
Diez, Emanuel (Adjoint du chef du Service juridique du DPF dès 1950), **44**
Dimitroff, Gregorij (Chef du gouvernement bulgare libre à Washington jusqu'en 1951), **20**
Dithakar Bhakdi, Luang (Ministre du Siam à Berne), **125**
Dittmann, Herbert (Conseiller de légation allemand), **72**
Dobi, Istvan (Premier ministre hongrois), **32**
Dobretsberger, Josef (Professeur et politicien autrichien), **142, 145**
Dodd, Norris E. (Directeur de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), **121**
D'Orlandi, Giovanni (Président du groupe consultatif du Coordinating Committee for Multilateral Export Controls), **104**
Dorr, Russell H. (Chef de section de l'Economic Cooperation Agency), **18**
Drahos, Lajos (Président du parlement hongrois), **32**
Dubler, César (Industriel suisse établi en Espagne), **126**
Dubois, Charles Albert (Représentant diplomatique à la Légation de Suisse à Tokyo jusqu'en 1950, adjoint du chef du Service information et presse du DPF en 1951, chef en 1952), **137**
Dunand, Georges (Directeur du Service des questions d'émigration dans la République fédérale d'Allemagne au Bureau international du travail), **107**
Dupont, Pierre (Secrétaire de légation suisse à Bruxelles), **117**
Dürr, Roger (Capitaine suisse, attaché militaire et de l'air en Bulgarie et en Yougoslavie, puis secrétaire de légation au DPF dès mai 1950), **128**
Durrer, Robert (Directeur de la société Ludwig von Roll Eisenwerke A.G.), **48**
Duttweiler, Gottlieb (Membre du groupe indépendant au Conseil national jusqu'en septembre 1949, puis au Conseil des Etats de septembre 1949 à décembre 1951, puis à nouveau au Conseil national dès décembre 1951), **145**
Eden, Anthony (Ministre britannique des Affaires étrangères dès octobre 1951), **50, 138**
Eggenberger, Matthias (Membre du groupe socialiste au Conseil national), **47**
Eggenschwiler, Walter (Economiste à l'Administration des finances du DFFD), **61**
Egli, Hermann (Chef de section de l'Administration des chemins de fer fédéraux suisses), **143**
Einaudi, Luigi (Président de la République italienne), **104**
Eisenhower, Dwight David (Général américain, commandant en chef des Forces expéditionnaires alliées en Europe de décembre 1950 à juin 1952), **99, 109, 120, 121, 134**
Erhard, Ludwig (Ministre de l'Economie de la République fédérale d'Allemagne), **72**
Erlander, Tage (Premier ministre suédois), **86**
Ernst, Albert (Vice-directeur de la Société Moos Eisenwerke à Lucerne), **48**
Escher, Josef (Membre du groupe conservateur-catholique au Conseil national jusqu'en septembre 1950, puis Conseiller fédéral, chef du DFPCF), **62, 83, 111**
Etter, Philipp (Conseiller fédéral, chef du DFI), **12, 16, 34, 55, 62, 83, 109, 145**

Faessler, René (Secrétaire de légation suisse au Caire), **108**
Fanfani, Amintore (Homme politique italien, membre du parti démocrate-chrétien), **104**
Farag Pacha, Ibrahim (Ministre intérimaire égyptien des Affaires étrangères dès novembre 1951), **122**
Feer, Eduard (Ministre de Suisse à Buenos Aires, puis à Rio de Janeiro dès decembre 1950), **89, 110, 113**
Feisst, Ernst (Ancien Ministre de Suisse à Budapest), **20**
Feldscher, Peter Anton (Ministre de Suisse à Vienne), **64, 67, 113, 142, 145**
Felten, C. von (Fonctionnaire au DFJP), **5**
Fette, Christian (Président de la Fédération allemande des syndicats de 1951 à 1952), **99**
Figl, Leopold (Chancelier autrichien), **142**
Finletter, Thomas K. (Chef de l'Aviation militaire américaine), **139**
Fischer, Beat von (Ministre de Suisse au Caire), **113, 122, 136**
Fischer, Ernst (Communiste autrichien), **142**
Flückiger, Hermann (Ancien Ministre de Suisse à Moscou), **108**
Fontanel, Emile (Chargé d'affaires à la Légation de Suisse à Montevideo), **5**
Franco, Francisco (Général, chef de l'Etat espagnol), **20, 52, 126**
Franco, Nicolas (Ambassadeur d'Espagne à Lisbonne), **126**
François-Poncet, André (Ancien ambassadeur de France à Rome), **19, 69, 72**
Frick, Hans (Chef du groupe de l'instruction du DMF, membre de la Commission de défense nationale du DMF), **30, 35**
Frick, Robert (Chef de la Section service de renseignements à l'état-major général du DMF jusqu'en décembre 1949, colonel divisionaire dès janvier 1951), **83, 144**
Frochaux, Pascal (Juriste au DPF dès janvier 1950), **111**
Frölicher, Hans (Ancien Ministre de Suisse à Berlin, chef de la Représentation des intérêts allemands en Suisse), **49, 113**
Fumasoli, Mario (Ministre de Suisse à Mexico, puis à Buenos Aires dès janvier 1950), **69, 89**
Gallusser, Reinhold (Major de l'armée suisse), **114**
Ganz, Anton Roy (Ministre de Suisse à Helsinki), **20, 26**
Garaudy, Roger (Communiste français, professeur de philosophie), **44**
Gaulle, Charles de (Général français), **52**
Gauthier, Louis (Chef de la Police du canton de Fribourg), **83**
Gelzer, Michael (Juriste au DPF, secrétaire de légation à Bucarest dès août 1951), **108**
George VI (Roi d'Angleterre, décédé en février 1952), **24**
Godet, Rémy (Economiste à la Commission des indemnités de nationalisation du DPF), **44**
Goizueta, Ricardo (Président de la Manufacturas Metálicas Madrileñas S. A.), **126**
Gonard, Samuel (Colonel de l'armée suisse), **127**
Gorgé, Camille (Ministre de Suisse à Ankara, puis à Moscou dès mai 1950), **18, 108, 141**
Graber, Pierre (Membre du groupe socialiste au Conseil national), **67**
Graffenried, Egbert von (Conseiller de légation suisse à Londres, puis chef de service au DPF dès 1950), **8, 68, 84, 86, 132, 137, 143**
Granow, Hans Ulrich (Membre de la Délégation allemande pour les négociations quadripartites concernant l'application de l'Accord de Washington), **43**
Grässli, Max (Ministre de Suisse à Budapest), **113**
Gressot, Jean (Membre du groupe conservateur-catholique au Conseil national), **44**
Gros, André (Jurisconsulte au Quai d'Orsay), **76**
Grotewohl, Otto (Premier ministre de la République démocratique allemande), **15**
Gruber, Karl (Ministre autrichien des Affaires étrangères), **113, 142**
Guggenheim, Paul (Professeur de droit à l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève), **5, 108**
Gugger, Ivo (Chef des Affaires du personnel concernant l'armée au DPF), **127**
Guillaume, Lucien (Secrétaire de légation suisse à Budapest dès octobre 1949), **22**
Guillebon, Jacques de (Attaché militaire à l'Ambassade de France à Berne), **25**
Guinand, André (Membre du groupe radical-démocratique au Conseil national), **28**
Guisan, Henri (Général, chef de l'armée suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale), **80**
Haas, Wilhelm (Haut fonctionnaire allemand auprès du Service des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne), **59**
Hägglöf, Gunnar (Ambassadeur de Suède à Londres), **86**

Hallstein, Walter (Secrétaire d'Etat au Ministère des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne dès 1951), **93, 138**
Hammarskjöld, Dag (Secrétaire général suédois aux Affaires étrangères, puis ministre sans portefeuille dès février 1951), **86, 118**
Hammer, Max (Chef du Service du personnel à la Direction générale des PTT), **67**
Hansen, Hans Jakob (Ministre du Danemark à Berne), **1**
Hartmann, Alfred (Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances de la République fédérale d'Allemagne dès novembre 1949), **93, 119**
Hauswirth, Hermann (Chef de section à la Division du commerce du DFEP, puis vice-directeur dès janvier 1952), **118**
Havenga, Nicolaas Christiaan (Ministre des Finances d'Afrique du Sud), **14, 129**
Hegg, Fritz (Adjoint du chef à la Division des affaires administratives du DPF, puis chef dès janvier 1952), **31, 128**
Helmer, Oskar (Ministre autrichien de l'Intérieur), **67**
Hertzog, James Barry Munnick (Ancien Premier ministre d'Afrique du Sud), **129**
Heuss, Theodor (Président de la République fédérale d'Allemagne dès septembre 1949), **19, 49**
Hirs, Alfred (Directeur général de la Banque nationale suisse), **45**
Hiss, Alger (Citoyen américain), **79**
Hitler, Adolf (Führer et Chancelier du Reich allemand), **46, 58, 113**
Ho-Chi-Minh (Président du gouvernement nord-vietnamien), **36**
Hofer, Walter (Conseiller de légation suisse à Sofia, chargé d'affaires à Karachi dès août 1951), **52**
Hohl, Reinhard (Ministre de Suisse à Prague), **8, 39, 108, 113**
Holzapfel, Friedrich (Ministre de la République fédérale d'Allemagne à Berne dès mai 1952), **59**
Holzer, Max (Vice-directeur de l'OFIAMT du DFEP), **107**
Homberger, Heinrich (Directeur du Directoire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, puis délégué du Directoire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie dès 1951), **9, 48, 55, 68, 84, 86, 110, 133**
Honnold, William Lincoln (Membre dirigeant de la Anglo-American Corporation of South Africa), **45**
Hoppenot, Henri (Ambassadeur de France à Berne jusqu'en février 1952) **25, 36, 75, 84**
Hotz, Jean (Directeur de la Division du commerce du DFEP), **8, 12, 26, 48, 55, 58, 62, 63, 68, 77, 83, 84, 86, 95, 102, 105, 106, 109, 117, 118, 123, 124, 125, 129, 133**
Huber, Albert (Consul général de Suisse à Francfort, puis Ministre de Suisse auprès de la Haute Commission interalliée en Allemagne dès novembre 1949, puis auprès de la République fédérale d'Allemagne dès mars 1951), **43, 49, 72, 88, 99, 107, 119**
Huber, Max (Ancien président du CICR, membre de la Commission consultative suisse pour l'examen de la Charte des Nations Unies), **113**
Huber, Paul (Professeur de physique à l'Université de Bâle), **34**
Humbert, Jean (Secrétaire de légation suisse à Santiago du Chili), **114**
Hummler, Friedrich Walter (Secrétaire de la Société suisse des constructeurs de machines), **48**
Hunziker, Roy (Secrétaire de légation à la Section presse et information du DPF, puis conseiller de légation à Washington dès janvier 1951), **35, 79**
Hunziker, Walter (Directeur de la Fédération suisse du tourisme), **43**
Huxley, Julian (Ancien directeur de l'UNESCO), **16**
Iklé, Max (Directeur de l'Administration des finances du DFFD), **12, 23, 55, 61, 84, 101, 113, 123, 129, 132, 137, 143**
Iselin, Heinrich (Colonel commandant de corps de l'armée suisse), **127**
Isenbergh, Max (Responsable de l'American Jewish Committee), **5, 10**
Jaccard, Gaston (Ministre de Suisse à Varsovie), **113**
Jaccard, Maurice (Juriste au DPF), **103**
Jacobson, Jerome (Représentant de l'American Jewish Joint Distribution Committee), **5**
Jacot, Louis (Vice-directeur de l'Administration des finances du DFFD), **2, 3, 6, 23, 61, 84**
Jäggi, Walter (Secrétaire de légation à la Division du contentieux, des affaires financières et communications du DPF, puis secrétaire de légation à Karachi dès mai 1950), **114**
Jann, Adolf (Vice-directeur de l'Union de Banques Suisses), **129**

Janson, Paul Emile (Ancien ministre belge de la Justice), **46**
Jaurès, Jean (Ancien homme politique français), **24**
Jeanneret, Maurice (Membre du groupe du parti du travail au Conseil national), **44**
Jeanrenaud, Louis G. (Secrétaire de l'Union suisse des paysans), **15**
Jenner, Charles von (Ancien Ministre de Suisse à Sofia), **20**
Jéquier, Jean-Pierre (Chargé d'affaires a. i. de Suisse à Nankin jusqu'en octobre 1949), **4**
Johnson, Louis Arthur (Ministre américain de la Défense jusqu'en septembre 1950), **41**
Jonnes, Lloyd (Membre de la Légation américaine à Berne), **68**
Kaiser, Jakob (Ministre aux Questions allemandes de la République fédérale d'Allemagne), **138**
Kállai, Julius (Ministre hongrois des Affaires étrangères jusqu'en mai 1951), **32**
Kämpfen, Moritz (Membre du groupe conservateur-catholique au Conseil national dès décembre 1951), **26**
Kappeler, Franz (Adjoint du chef de la Division du contentieux, des affaires financières et communications du DPF, chargé d'affaires à Beyrouth dès décembre 1949, puis Ministre de Suisse à Beyrouth dès décembre 1950), **2, 3, 10, 14, 97, 113**
Kardelj, Eduard (Ministre yougoslave des Affaires étrangères), **11**
Kartowisastro, Hermen (Haut fonctionnaire indonésien, Président de la délégation pour les négociations avec la Suisse), **94**
Kastner, Hermann (Président du parti libéral démocratique de la République démocratique allemande jusqu'en juillet 1950), **15**
Kaufmann, Max (Directeur de l'OFIAMT du DFEP), **9, 84, 107**
Keel, Guido (Secrétaire du DPF, chef du Service presse et information, puis conseiller de légation à Rome dès août 1951), **82, 90**
Keller, Guy von (Secrétaire de légation au DPF, puis secrétaire de légation à Varsovie dès janvier 1950), **14**
Keller, Paul Victor (Président de la direction générale de la Banque nationale suisse), **12, 14, 45, 51, 58, 84, 129, 130**
Keller, René (Secrétaire de légation au DPF), **137**
Kémal Atatürk, Moustafa (Général et homme politique turc), **18**
Kimball, Dan A. (Ministre américain de la Marine de guerre dès juin 1951), **139**
Knapp, Charles (Juriste suisse), **5, 10**
Kobel, Willy (Adjoint à la Division du commerce du DFEP), **26**
Kobelt, Karl (Conseiller fédéral, chef du DMF), **2, 12, 34, 35, 37, 51, 55, 62, 80, 83, 85, 126, 127, 128, 134, 144**
Koch, Adalbert (Consul général de Suisse à Shanghai), **4, 52, 102**
Kohli, Robert (Ministre de Suisse à La Haye, puis à Belgrade dès novembre 1950), **13, 113**
König, Hans (Ancien directeur général de la Société suisse d'assurances générales sur la vie humaine), **107, 132, 137**
König, Marie Pierre (Général français), **80**
König, Max (Secrétaire de légation au DPF, puis conseiller de légation dès janvier 1951), **108, 133**
Koren, Finn (Diplomate norvégien), **116**
Koulagenkov, Anatole (Ministre d'URSS à Berne jusqu'en janvier 1951), **21, 36, 39**
Kradolfer, Alfred (Adjoint du chef au Service technique militaire du DMF), **140**
Kravchenko, Viktor (Exilé russe et opposant au régime de l'URSS), **44, 46**
La Cierva, Emilio (Colonel espagnol), **126**
Labhart, Jacob (Ancien chef d'état-major colonel de l'armée suisse), **80**
Ladame, Paul Alexis (Journaliste suisse), **39**
Lamb, Lionel Henry (Diplomate britannique), **116**
Lardy, Etienne (Ministre de Suisse à Bruxelles jusqu'en décembre 1951), **47, 76, 98, 113**
Lattre de Tassigny, Jean-Marie Gabriel de (Général français), **80**
Laval, Pierre (Homme politique français), **38**
Leimgruber, Oskar (Chancelier de la Confédération jusqu'en décembre 1951), **12, 63**
Lempen, Robert (Secrétaire de légation au DPF dès janvier 1951), **48**
Lenin, Wladimir Iljitch (Chef du parti bolchevique, fondateur de l'URSS), **11, 58**
Léopold III (Roi des Belges jusqu'en juillet 1951), **46, 47**
Leupold, Erich (Secrétaire général de l'Aide suisse à l'Europe), **110**
Lie, Trygve (Secrétaire général de l'ONU), **58, 65, 121**
Linder, Albert (Directeur général du Crédit Suisse), **105, 106**
Lindt, August (Attaché de presse suisse à Londres, puis conseiller de légation à

Londres dès janvier 1951, président du Comité de programme de l'UNICEF dès fin 1950), **50, 101**

Lippmann, Walter (Journaliste et publiciste américain), **18, 20, 79**

Long, Olivier (Secrétaire de légation au DPF), **5**

Louvel, Jean-Marie (Député à l'Assemblée nationale française), **22**

Lovett, Robert Abercrombie (Sous-secrétaire d'Etat américain, ministre de la Défense dès septembre 1951), **131, 137, 139**

Ludwig, Carl (Professeur de droit à l'Université de Bâle, président de l'Aide suisse à l'Europe), **110**

Lüthi, Werner (Procureur général de la Confédération au DFJP), **46, 67, 74, 115**

MacArthur, Douglas (Général américain, commandant en chef au Haut-Quartier général du Commandant suprême des forces alliées au Japon jusqu'en 1950), **56, 79, 134**

Malan, Daniel François (Premier ministre d'Afrique du Sud), **78, 129**

Malche, Albert (Membre du groupe radical-démocratique au Conseil des Etats jusqu'en décembre 1951), **90**

Malik, Jakow Aleksandrowitsch (Ministre adjoint au Ministère soviétique des affaires étrangères), **141**

Man, Hendrik de (Ancien ministre belge des Finances), **46**

Mao Zedong (Président de la République populaire de Chine), **4, 58, 102, 141**

Margueirat, Raúl (Chef du Protocole du Gouvernement argentin), **69**

Marie, André (Ancien ministre français de la Justice), **28**

Marjolin, Robert (Secrétaire général de l'OECE), **42**

Marshall, George Catlett (Ministre américain de la Défense de septembre 1950 à septembre 1951), **118**

Marti, Hans (Chef de section à la Division du commerce du DFEP), **15, 62, 133**

Martin, Victor (Juriste au DPF), **118**

Martinaud-Déplat, Léon (Ministre français de la Justice dès janvier 1952), **28**

Marx, Karl (Philosophe, économiste et théoricien politique allemand), **24**

Masselin, (Haut fonctionnaire français), **76**

Matarasse (Communiste français), **44**

Mates, (Ministre adjoint au Ministère yougoslave des affaires étrangères), **11**

Matter, Friedrich Alfred (Secrétaire de légation suisse à Stockholm, puis secrétaire de légation au DPF dès janvier 1951), **98**

Matthews, Francis Patrick (Ministre américain de la Marine de guerre jusqu'en juin 1951), **20**

Matti, Gérald (Citoyen suisse en Corée du Sud), **52, 53**

Mayer, René (Ministre français de la Justice, ministre des Finances d'août 1951 à janvier 1952), **28, 124, 126**

McCarthy, Joseph Raymond (Sénateur américain), **74, 79**

McCloy, John J. (Commandant en chef des autorités d'occupation américaines en Allemagne jusqu'en septembre 1949, puis haut commissaire à la Haute Commission interalliée en Allemagne), **19, 99**

Mehnert, Eric (Directeur de l'Office suisse de compensation), **132, 137**

Meier, Ludwig (Attaché à la Légation de Suisse à Bucarest, puis secrétaire de légation au DPF dès décembre 1950, puis juriste au DPF dès octobre 1951), **21, 66**

Mentha, Eric (Attaché de légation au DPF), **1**

Menzies, Robert Gordon (Premier ministre australien dès décembre 1949), **56**

Meyer, Heinz (Fonctionnaire de la Section des réfugiés du DFJP), **5**

Meykadeh, A. H. (Conseiller de légation iranien à Berne), **100**

Meyrier, Jacques (Ambassadeur de France à Nankin), **4**

Michailow, Nikolai Alexandrowitsch (Chef de section au Ministère soviétique des affaires étrangères), **108**

Michel, Jean (Avocat-conseil de la Légation de Suisse à Paris), **76**

Micheli, Pierre (Conseiller de légation à la Division des affaires administratives du DPF, puis chef de la Division des organisations internationales du DPF dès février 1952), **54, 65, 91, 110**

Miesch, Hans (Attaché de légation au DPF, puis juriste au DPF dès septembre 1950), **59, 72, 132, 137, 143**

Miescher, P. (Industriel de Schaffhouse), **48**

Mikoyan, Anastassi Ivanovitch (Ministre soviétique du Commerce extérieur), **108**

Miller, Edward (Sous-secrétaire d'Etat américain), **89**

Mindszenty, Jozef (Cardinal hongrois), **32**

Minger, Rudolf (Conseiller fédéral de 1929 à 1940), **80**

Miranda, Miguel (Homme d'affaires argentin, président du Conseil national économique argentin), **69**
Moderow, Wlodzimierz (Directeur de l'Office européen de l'ONU), **65**
Mollet, Guy (Secrétaire d'Etat au Ministère français des affaires étrangères, puis vice-président du Conseil des ministres dès mars 1951), **118**
Molotchkov, Fedor (Ministre d'URSS à Berne), **92**
Montandon, Charles (Délégué suisse à l'OECE), **48**
Montgomery, Bernard Law (Chef de l'état-major impérial britannique, puis commandant adjoint des forces de l'OTAN), **30, 35, 80**
Montmollin, Louis de (Chef de l'état-major général du DMF), **30, 35, 71, 84, 144**
Morand, Oswald (Attaché commercial à la Légation de Suisse à Rio de Janeiro), **38**
Morf, Hans (Directeur du Bureau de la propriété intellectuelle du DFJP), **59**
Morgenthau, Henry J. Jr. (Secrétaire d'Etat américain au Trésor de 1933 à 1945), **2**
Morrison (Journaliste américain), **20**
Morse, David A. (Directeur général du BIT), **121**
Moser, Emilio (Adjoint à la Division du commerce du DFEP), **68**
Mossadegh, Mohammed (Premier ministre d'Iran), **100**
Mostafa Bey, Mohamed Abdel Monem (Ministre d'Egypte à Berne), **122**
Muggli, Arnold K. (Président du Comité de coordination pour l'aide culturelle et spirituelle aux pays de langue allemande), **16**
Muhammad Reza Pahlavi (Shah d'Iran), **100**
Mulatier, Léon (Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications), **121**
Müller, Ernest (Membre de la délégation suisse à l'OECE), **48**
Nadi, Nadir (Journaliste turc), **18**
Nager, Franz (Colonel commandant de corps de l'armée suisse, puis membre de la Commission de défense nationale du DMF dès 1951), **127**
Naville, René (Chargé d'affaires à la Légation de Suisse à Caracas, puis à Djakarta dès janvier 1952), **31**
Nef, Victor (Ministre de Suisse à Ottawa), **29, 113**
Neves, João (Chancelier brésilien), **89**
Nguyen Xuan Lai (Communiste vietnamien), **44**
Nicole, Léon (Membre du groupe du parti du travail au Conseil national), **67, 85**
Nicole, Pierre (Membre du parti du travail), **115**
Nicolet (Responsable des Editions du cheval ailé à Genève), **46**
Niemöller, Martin (Pasteur allemand), **99**
Nimitz, Chester William (Amiral de la Marine américaine, président de la Commission on Internal Security and Individual Rights), **27, 79**
Noack, Ulrich (Professeur allemand), **99**
Nobs, Ernst (Conseiller fédéral, chef du DFFD, puis président du Conseil d'administration du fonds de compensation de l'assurance vieillesse et survivants dès janvier 1952), **2, 3, 6, 12, 14, 23, 41, 45, 55, 65, 83, 119**
Nuschke, Otto (Premier ministre de la République démocratique allemande), **15**
Nussbaumer, Charles-Albert (Directeur général de la Société de Banque Suisse), **14**
Obrecht, Karl (Membre du groupe radical-démocratique au Conseil national), **143**
Odlum, Floyd (Citoyen américain, président de l'Atlas Corporation), **52**
Olive, William (Vice-consul américain à Shanghai), **4**
Oppenheimer, Ernest (Fondateur de la Anglo-American Corporation of South Africa), **45**
Oprecht, Emil (Editeur, membre de la délégation suisse à la conférence générale de l'UNESCO), **16**
Orelli, Walther M. von (Industriel suisse), **48**
Oser, Charles (Vice-chancelier de la Confédération, puis chancelier dès décembre 1951), **12**
Ott, Max (Directeur de l'Office suisse de compensation), **2**
Owsley, Charles H. (Secrétaire de légation américain à Berne), **25**
Pacciardi, Randolfo (Ministre italien de la Défense), **41**
Pace, Frank jr. (Chef de l'état-major américain de l'armée de terre), **139**
Pallmann, Hans (Président du Conseil de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, membre de la Commission pour l'assistance technique aux pays sous-développés), **73**
Panikkar, Kavalam Madhava (Ambassadeur d'Inde à Pékin), **116**
Paquis, Jean (Ecrivain français), **46**
Parodi, André (Conseiller de légation suisse

à Rome, puis membre suppléant du Comité de la caisse des pensions du personnel de la FAO dès janvier 1952), **123**

Patterson, Richard C. jr. (Ministre des Etats-Unis à Berne dès juin 1951), **6, 79, 116, 120, 131, 137**

Paz, Hipolito Jesus (Ministre argentin des Affaires étrangères), **69**

Penson, J.H. (Chef de la délégation britannique pour les négociations quadripartites concernant l'application de l'accord de Washington), **2**

Perón, Juan Domingo (Président de l'Argentine), **69, 89**

Perón, Maria Eva Duarte de (Epouse de Juan Domingo Perón), **69**

Pestalozzi, Richard (Vice-consul de Suisse à New York, puis juriste au DPF dès janvier 1952), **143**

Pétain, Philippe (Maréchal de France, chef de l'Etat français de 1940 à 1944), **46**

Petit (Général, ancien chef d'état-major français), **44**

Petsche, Maurice (Ministre français des Finances, puis Secrétaire d'Etat dès août 1951), **76**

Pfenninger, Rudolf (Directeur à la Banque nationale suisse), **2, 91**

Pflimlin, Pierre (Ministre français de l'Agriculture, puis ministre des Affaires européennes dès janvier 1952, puis ministre des Colonies dès mars 1952), **96, 118, 124**

Philipps, Morgan (Secrétaire général du parti travailliste britannique), **50**

Piaget, Jean (Professeur de psychologie à l'Université de Genève, membre de la délégation suisse à l'UNESCO dès novembre 1951), **16**

Pieck, Wilhelm (Président de la République démocratique allemande), **15**

Pierlot, Hubert (Premier ministre belge de 1934 à 1945), **46**

Pilet-Golaz, Marcel (Ancien conseiller fédéral, chef du DPF de 1940 à 1944), **27**

Pleven, René (Ministre français de la Défense, premier ministre français dès juillet 1950), **41, 76**

Plowden, Edwin (Chef du Comité britannique de planification économique), **50**

Pochidajew (Ancien remplaçant du chef de la section européenne du Ministère soviétique des affaires étrangères), **108**

Prince Bernhard (Epoux de la Reine des Pays-Bas), **41**

Probst, Fritz (Vice-directeur à la Division du commerce du DFEP), **8**

Puschkin, Georgi M. (Représentant diplomatique des autorités d'occupation soviétiques en Allemagne), **17**

Räber, Hans (Attaché militaire à la Légation de Suisse à Stockholm), **144**

Rădulescu, Gogu (Vice-ministre roumain pour le Commerce extérieur), **66**

Rajk, Ladislas (Ancien ministre hongrois des Affaires étrangères), **11, 32**

Rakosi, Matyas (Secrétaire général du parti communiste hongrois), **32**

Rasmussen, Gustav (Ministre danois des Affaires étrangères), **1**

Real, Fritz (Conseiller de légation suisse à Washington), **84**

Reale, Egidio (Ministre italien à Berne), **70**

Reams, Borden R. (Conseiller de légation américain à Berne), **134, 135, 137**

Rebsamen, Auguste (Juriste au DPF, puis conseiller de légation à Cologne dès mars 1951), **19, 22, 59**

Redard, Charles Arthur (Ministre de Suisse à Rio de Janeiro), **110**

Reinhardt, Eberhard (Membre du conseil d'administration de l'Association suisse des banquiers), **98**

Rezzonico, Clemente (Chargé d'affaires à la Légation de Suisse à Karachi, puis Ministre de Suisse à Pékin dès novembre 1950), **31, 102, 116**

Rham, Jean de (Conseiller de légation suisse à Rome, puis chargé d'affaires à la Légation de Suisse à Prétoria dès décembre 1951), **129**

Ribbentrop, Joachim von (Ancien ministre allemand des Affaires étrangères), **46**

Richard, Jean (Secrétaire de légation suisse à Madrid), **140**

Ridgway, Matthew (Général américain, commandant en chef des forces de l'ONU en Corée), **145**

Rieser, Hans (Attaché militaire à la Légation de Suisse à Londres), **30**

Rihner, Friedrich (Chef du Service de l'aviation et de la défense contre avions du DMF), **127**

Rimensberger, Emil-Friedrich (Attaché social à la Légation de Suisse à Washington), **111**

Ris, Karl (Chef de section à la Division du commerce du DFEP), **87**

Ritter, Paul (Consul général de Suisse à Tel-Aviv, puis à Florence dès janvier 1952), **33**

Roa, Luis (Colonel espagnol), **126**

Roberts, Frank Kenyon (Sous-secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères), **138**
Robertson, Brian (Haut commissaire britannique à la Haute Commission interalliée en Allemagne), **19**
Roches, Louis (Adjoint à la Division du commerce du DFEP), **7**
Rohan, Josef (Secrétaire de légation tchécoslovaque à Berne), **82**
Rokossovski, Konstantine Konstantinovitch (Maréchal soviétique, ministre polonais de la Défense dès novembre 1949), **24**
Roshin, Nikolai (Ambassadeur d'URSS à Pékin), **116**
Rossat, Julien (Chef de la Division des affaires administratives du DPF, puis Ministre de Suisse à Ankara dès février 1951), **9, 113**
Rossy, Paul (Directeur général de la Banque nationale suisse), **8, 12, 14, 84, 130**
Rothmund, Heinrich (Chef de la Division de police du DFJP), **43, 64, 70, 107**
Rougemont, Denis de (Ecrivain, militant fédéraliste suisse), **60**
Rubattel, Jean (Président de l'Association de la presse suisse), **111**
Rubattel, Rodolphe (Conseiller fédéral, chef du DFEP), **2, 9, 12, 14, 23, 34, 41, 45, 48, 51, 55, 63, 84, 123, 126, 129**
Rubin, Seymour J. (Représentant de l'American Jewish Committee), **2, 5**
Ruedi, Jacques (Attaché de légation suisse à Bucarest), **39**
Ruegger, Paul (Président du CICR), **23**
Saillant, Louis (Communiste français), **44**
Saka, Hasan (Ancien Premier ministre turc), **18**
Salis, Peter Anton von (Ministre de Suisse à Bucarest, puis à Paris dès novembre 1949), **7, 21, 28, 38, 42, 48, 50, 58, 76, 77, 81, 82, 84, 86, 113, 124**
Sangroniz y Castro, José Antonio de (Ambassadeur d'Espagne à Rome), **126**
Sauer, Heinrich (Président de l'Office allemand du travail à Hessen), **107**
Sauser-Hall, Georges (Jurisconsulte au DPF, membre de la Commission suisse pour l'application de l'accord de Washington), **5, 10, 38**
Saxer, Arnold (Directeur de l'Office fédéral des assurances sociales), **111**
Scapini, Georges (Ancien Ambassadeur français, membre de la délégation du gouvernement de Vichy à la Commission d'armistice de Wiesbaden), **28**
Schaefer, Alfred (Directeur général de l'Union de Banques Suisses), **7**
Schäffer, Fritz (Ministre des Finances de la République fédérale d'Allemagne), **93, 143**
Schaffner, Hans (Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux), **26, 55, 62, 84, 94, 125, 129**
Schauwecker, Carl (Consul général de Finlande à Berne), **26**
Scheim, Ernst (Adjoint à la Division de police du DFJP), **59, 72**
Scherrer, Paul (Président de la Commission suisse d'étude pour l'énergie atomique), **34**
Scheuble, Julius (Chef du Bureau de placement au Ministère du Travail de la République fédérale d'Allemagne), **107**
Schmid, Carlo (Membre socialiste au parlement de la République fédérale d'Allemagne), **99**
Schmid, Werner (Membre du groupe des indépendants au Conseil national), **10, 113**
Schmidlin, Théodore (Secrétaire de légation au DPF), **108**
Schmid-Ruedin, Philipp (Membre du groupe radical-démocratique au Conseil national), **111**
Schnitzer, Adolf Friedrich (Juriste), **5, 10**
Schnyder, Felix (Conseiller de légation suisse à Moscou, puis chef de la Délégation suisse à Berlin dès octobre 1949), **7, 10, 19, 21, 59, 72**
Schokking, Willem Frederik (Ministre néerlandais de la Défense jusqu'en octobre 1950), **41**
Schueller, Werner (Conseiller de légation allemand), **62**
Schuman, Robert (Homme d'Etat français, ministre des Affaires étrangères), **48, 50, 76, 118, 126**
Schürch, Oscar (Adjoint à la Division de police du DFJP), **5**
Schwegler, Walter (Directeur à la Banque nationale suisse), **12**
Scrivener, Patrick Stratford (Ministre de Grande-Bretagne à Berne dès janvier 1950), **36, 75, 84, 122**
Secrétan, Daniel (Ministre de Suisse au Caire, puis à La Haye dès janvier 1950), **41, 84, 113**
Seifert, Otto Karl (Chargé d'affaires à la Légation de Suisse à Budapest, puis Ministre de Suisse à Tel-Aviv dès juin 1951), **113**
Serban, Basil (Chargé d'affaires à la Légation de Roumanie à Berne), **7, 21**
Sforza, Carlo (Ministre italien des Affaires

étrangères, puis ministre sans portefeuille dès juillet 1951), **70**
Shinwell, Emanuel (Ministre britannique de la Défense jusqu'en octobre 1951), **41**
Simone, Bertrand (Communiste française), **44**
Siriphol, Banchop H. (Attaché à la Légation de Thaïlande à Berne dès janvier 1951), **125**
Sitwell, Guy (Attaché militaire à la Légation de Grande-Bretagne à Berne), **25**
Skobelev, Nicolas N. (Secrétaire à la Légation d'URSS à Berne), **92**
Smuts, Jan Christiaan (Ancien Premier ministre sud-africain), **78**
Snow, Thomas Maitland (Ministre de Grande-Bretagne à Berne jusqu'en janvier 1950), **25**
Söderblom, Staffan John (Ministre de Suède à Berne jusqu'en décembre 1951), **86, 116**
Spaak, Paul-Henri (Ministre belge des Affaires étrangères), **46**
Spaatz, Carl (Général américain, ancien chef de l'état-major de l'Aviation), **80**
Stadelhofer, Emile (Secrétaire de légation suisse à Berlin), **15, 19**
Staline, Joseph (Maréchal, secrétaire général du comité central du parti communiste de l'URSS), **17, 32, 58, 60, 121, 138**
Stedtfeld, Fritz (Conseiller de légation allemand), **43**
Steffen, Hans (Adjoint à la Division du commerce du DFEP), **125**
Steiger, Eduard von (Conseiller fédéral, chef du DFJP, Président de la Confédération en 1951), **5, 10, 12, 43, 44, 46, 51, 59, 64, 67, 74, 83, 112**
Stikker, Dirk Ulco (Ministre néerlandais des Affaires étrangères), **41, 58**
Stiner, Sven (Consul de Suisse à Hongkong, puis conseiller de légation à Pékin dès juin 1950), **52, 53**
Storch, Anton (Ministre des Travaux publics de la République fédérale d'Allemagne), **107**
Stoutz, Maxime de (Ministre de Suisse à Bruxelles de 1937 à 1945), **47, 129**
Stroehlin, Jean (Secrétaire de légation à la Division des organisations internationales du DPF), **54, 60**
Stuart, J. Leighton (Ambassadeur des Etats-Unis à Nankin), **4**
Stucki, Carl Theodor (Ministre de Suisse à Athènes), **39, 113**
Stucki, Walter Otto (Délégué du Conseil fédéral pour les missions spéciales, président de la Commission suisse pour l'application de l'accord de Washington, président de la délégation suisse à la conférence de Londres sur les dettes allemandes dès février 1952), **2, 5, 6, 10, 27, 38, 47, 52, 58, 84, 93, 119, 129, 132, 137, 143**
Studer, Jean (Chancelier de légation à Shanghai, puis vice-consul de Suisse à Saigon en 1952), **36, 86**
Sulzer, Hans (Président de la Chambre suisse du commerce, Président du Directoire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie), **48**
Sun Yat-Sen (Président de la Chine de 1921 à 1925), **56**
Suter, Etienne (Attaché de légation au DPF, puis juriste dès juillet 1950), **143**
Szakasits, Arpad (Président de la Hongrie jusqu'en janvier 1950), **32**
Taft, Robert Alphonso (Sénateur américain, membre du parti républicain), **79, 121**
Tauber, Arnost (Ministre de Tchécoslovaquie à Berne), **82**
Tedder, Arthur W. (Chef de l'état-major de l'Armée de l'air britannique), **80**
Teitgen, Pierre-Henri (Ministre français de l'Information jusqu'en juin 1950), **28**
Thévenaz, Henri-Louis (Chef de section à la Division des organisations internationales du DPF), **91**
Thévenaz, Pierre (Secrétaire de légation au DPF), **36, 86**
Thorp, Willard (Sous-secrétaire d'Etat américain), **2, 6**
Tito, Josip Brosz dit (Maréchal, chef de l'Etat yougoslave), **11, 18, 20, 52, 90, 121**
Tolkowsky, Samuel (Ministre d'Israël à Berne), **33**
Töndury, Jean-Eugène (Adjoint à la Division du commerce du DFEP), **8**
Topovic, (Ministre yougoslave adjoint des affaires étrangères), **11**
Torche, Paul-Robert (Chef du Département de police et santé publique du canton de Fribourg), **83**
Torrenté, Henry de (Ministre de Suisse à Londres), **4, 9, 48, 50, 52, 78, 82, 84, 86, 95, 100, 113, 118, 138**
Torrès Bodet, Jaime (Directeur général de l'UNESCO), **16**
Tribolet, Jean-Jacques (Secrétaire de légation au DPF), **70**
Troendle, Max (Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux), **7, 10, 15, 66, 108**

Truman, Harry S. (Président des Etats-Unis), **18, 20, 40, 51, 58, 73, 79, 131, 139**
Tschuikow, Wassili Iwanowitsch (Maréchal, chef de la Commission de contrôle soviétique dans la République démocratique allemande), **15**
Turnes, Florian (Juriste au DPF), **7**
Turquey (Haute fonctionnaire du Ministère français de la Justice), **28**
Umbricht, Victor Hermann (Secrétaire de légation suisse chargé des affaires économiques à Londres, puis conseiller de légation dès février 1952), **61, 84, 118**
Undén, Östen (Ministre suédois des Affaires étrangères), **86, 116**
Vallotton, Etienne (Adjoint au DPF, secrétaire de légation dès janvier 1952), **25**
Vallotton, Henry (Ministre de Suisse à Stockholm, puis à Bruxelles dès janvier 1952), **34, 86, 118**
Van den Brink, Johannes Roelof Marie (Ministre néerlandais de l'Economie), **41**
Vargas, Getullio Dornelles (Président du Brésil), **89**
Vayda, Jean (Délégué de l'Aide suisse à l'Europe au Brésil), **110**
Vieli, Peter (Directeur général du Crédit Suisse, vice-président du conseil d'administration de l'Association suisse des banquiers), **132, 137**
Vijoli, Aurel (Président de la Banque nationale de Roumanie), **7**
Vincent, Jean (Membre du groupe du parti du travail au Conseil national), **96**
Vincent, John Carter (Ministre des Etats-Unis à Berne jusqu'en juin 1951), **6, 20, 25, 63, 84**
Vischer, Heinz (Conseiller de légation au DPF, puis chef de section dès janvier 1951), **7, 10**
Vitianu, Solvan (Agent roumain arrêté à Zurich en 1948), **7, 21**
Vollenweider, Jakob (Vice-directeur de la Division du commerce du DFEP), **68**
Vontobel, William (Membre du groupe des indépendants au Conseil national), **112**
Wacker, Alfred (Attaché de légation au DPF, puis secrétaire de légation dès janvier 1951), **43**
Wadsworth, George (Ambassadeur des Etats-Unis à Ankara), **18**
Wagnière, Jean Frédéric (Observateur suisse auprès de l'ONU à New York), **54, 65**
Wahlen, Friedrich Traugott (Directeur de la Division agriculture de la FAO), **29, 73**
Wattenwyl, René de (Chef du service technique du DMF, membre de la Commission suisse d'étude pour l'énergie atomique), **34, 84**
Watteville, Charles de (Colonel, ancien attaché militaire à la Légation de Suisse à Rome), **37**
Weber, Karl (Professeur aux Universités de Berne et Zurich), **57**
Weber, Max (Membre du groupe socialiste au Conseil national, puis chef du DFFD dès janvier 1952), **130**
Weck, René de (Ministre de Suisse à Rome jusqu'en juin 1950), **58**
Wehrli, Hans (Industriel suisse), **9**
Weibel, Charly-Maurice (Secrétaire de légation suisse à Londres, puis chef de la Mission diplomatique suisse au Japon dès juillet 1950), **56**
Weitnauer, Albert (Adjoint à la Division du commerce du DFEP, puis chef de section dès juin 1950), **68**
Weizmann, Chaim (Président de l'Etat d'Israël), **33**
Westman, Karl Ivan (Ambassadeur de Suède à Paris), **86**
Wick, Karl (Membre du groupe catholique-conservateur au Conseil national, membre de la Commission des affaires étrangères du Conseil national), **110**
Wieland, August (Lieutenant-colonel suisse, puis colonel dès janvier 1951), **85**
Wildmann, Karl (Ministre d'Autriche à Berne), **67**
Wilgress, Leolyn Dana (Ancien Ministre du Canada à Berne), **29**
Wille, Ulrich (Colonel commandant de corps de l'armée suisse), **80**
Wilson, Thomas Woodrow (Président des Etats-Unis de 1913 à 1921), **11**
Wolff, Bernhard (Chef de section au Ministère des Finances de la République fédérale d'Allemagne), **93, 119, 143**
Woltjer, H. R. (Secrétaire de la Commission néerlandaise pour l'énergie atomique), **34**
Wood, W. O. (Officier et homme d'affaires britannique), **9**
Wurmser, André (Communiste français), **44**
Zafrulla Khan, Sir Mohammed (Ministre pakistanais des Affaires étrangères), **114**
Zeeland, Paul van (Ministre néerlandais des Affaires étrangères), **76**
Zehnder, Alfred (Chef de la Division des af-

faires politiques du DPF), **4, 7, 10, 12, 15, 17, 19, 20, 21, 25, 26, 28, 31, 34, 36, 38, 40, 42, 43, 46, 47, 48, 49, 50, 53, 56, 59, 64, 67, 72, 74, 78, 79, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 91, 97, 98, 104, 105, 107, 108, 109, 113, 114, 115, 116, 118, 122, 128, 129, 133, 134, 135, 140, 143, 144, 145**

Zellweger, Eduard (Ministre de Suisse à Belgrade jusqu'en septembre 1949), **11**

Zhou Enlai (Ministre chinois des Affaires étrangères), **116**

Zipfel, Otto (Délégué du Conseil fédéral aux possibilités de travail, délégué à la défense nationale économique, membre de la Commission suisse d'étude pour l'énergie atomique), **9, 40, 84**

Zurbriggen, Robert (Lieutenant-colonel de l'armée suisse), 114

Zurlinden, Hans (Ministre de Suisse à Moscou jusqu'en mai 1950), **11, 17**

Zutter, Philippe (Chef de la Division des organisations internationales du DPF, puis Ministre de Suisse à Madrid dès janvier 1952), **16, 34, 39, 60, 73, 84, 91, 101, 110, 113, 121**

VII.2. INDEX DES ORGANISATIONS ORGANISATIONENREGISTER

Les chiffres de l'index renvoient aux **numéros des documents** dans le volume. Dans l'index publié ont été retenus les noms des entreprises, des organisations internationales, des partis politiques et des journaux. Les structures administratives et les institutions officielles n'ont pas été prises en compte.

Die Nummern verweisen auf die **Dokumentennummern** im Band. Im abgedruckten Index wurden die Namen von Unternehmen, internationalen Organisationen, politischen Parteien und Zeitungen aufgenommen. Verwaltungseinheiten und öffentliche Einrichtungen sind nicht angeführt.

Agence de presse Chine Nouvelle (Hsinhua), 141
Agence France Presse, 96
Agence interalliée des Réparations, 2, 75
Agence télégraphique suisse (ATS), 96
Agraria, 110
Aide suisse à l'Europe, 110
Allied Permit Office, 43
Alliierte Hohe Kommission in Deutschland, vgl. Haute Commission interalliée en Allemagne
Aluminium-Industrie A. G., 38
Aluminiumwalzwerke für China A. G., 52
American Jewish Committee, 5, 10
American Jewish Joint Distribution Committee, 5
Anglo-American Corporation of South Africa Ltd., 45
Anglo-Iranian Oil Company, 100
Ansaldo, 123
Arabische Liga, vgl. Ligue arabe
Argentinische Zentralbank, vgl. Banque nationale d'Argentine
Association des compagnies suisses d'assurances concessionnées, 53
Association suisse des banquiers (ASB), 10, 38, 53
Association Suisse-Pays-Bas, 41
Association Suisse-Russie, 44, 92
Ateliers de Sécheron S. A., 129
Atlas Corporation, 52
Auslandschweizer-Werk der Neuen Helvetischen Gesellschaft, vgl. Secrétariat des Suisses à l'étranger de la Nouvelle société helvétique
Axis Victims League, Swiss Branch, 5
Azed, 46
Banque de Rotterdam, 41
Banque GOS, 108
Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), 91
Banque nationale d'Afrique du Sud, cf. Südafrikanische Notenbank
Banque nationale d'Argentine, 69
Banque nationale de Grande-Bretagne, 61
Banque nationale de Roumanie, 7
Banque nationale des Pays-Bas, 61
Banque nationale du Brésil, 110
Banque nationale suisse (BNS), 7, 8, 12, 14, 45, 51, 61, 68, 91, 103, 130, 132, 143
Berner Tagblatt, 46
Brasilianische Nationalbank, vgl. Banque nationale du Brésil
Britische Notenbank, vgl. Banque nationale de Grande-Bretagne
Brown, Boveri & Cie, 129
Bühler Frères, 31
Bührle & Co, 37, 122, 126, 129, 140
Bund, Der, 90
Cahiers du Communisme, 46
Centre européen de la Culture, 60
Chambre de commerce internationale, 98
Chinesischer Arbeiterverband, vgl. Fédération chinoise du Travail
Chungking Import S. A., 52
Ciba, 8, 31, 52, 126
CoCom (Coordinating Committee for Multilateral Export Controls), 104
Combined Travel Board, 43
Comité d'aide aux écoles suisses de l'étranger, 112
Comité du Molybdène et du Tungstène, 86
Comité international de la Croix-Rouge (CICR), 39, 56, 58, 65, 103, 141
Comité national suisse pour la coopération européenne, 1
Comité suisse pour l'assistance technique au Népal, 73
Commission de surveillance des Nations neutres pour l'armistice en Corée, 145
Commission industrielle pour l'énergie ato-

mique, cf. Industriekommission für Atomenergie
Commission on Internal Security and Individual Rights, 79
Commission pour l'assistance technique aux Pays sous-développés, 73
Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), 50, 58, 118
Compagnie genevoise du gaz, 38, 76
Compagnie suisse de réassurances, 52
Compañia Sevillana de Electricidad, 126
Congrès juif mondial, 5
Conseil de l'Europe, 1, 32, 41, 42, 48, 50, 58, 60, 61, 96, 98, 101, 113, 117
Corriere del Ticino, 70
Cour permanente de Justice internationale, 108
Crédit Suisse, 45, 78, 91, 98
Croix-Rouge suédoise, 39
Croix-Rouge suisse, 39
De Telegraaf, 84
Delphinia A. G., 123
Demokratische Partei der Vereinigten Staaten von Amerika, vgl. Parti démocrate américain
Directoire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie (Vorort), 8, 9, 23, 31, 45, 48, 53, 87, 91, 132, 133
Don suisse pour les victimes de la guerre, 110
Editions du cheval ailé, 46
Electro-Watt (Entreprises électriques et industrielles S. A.), 126
Emigrar S. A., 110
English Electric Company, 129
Europäische Kohle- und Stahlunion, vgl. Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA)
Europäische Liga für wirtschaftliche Kooperation, vgl. Ligue européenne de coopération économique (LECE)
Europäische Zahlungsunion (EZU), vgl. Union européenne des paiements (UEP)
Europäisches Kulturzentrum, vgl. Centre européen de la Culture
Europarat, vgl. Conseil de l'Europe
Fabrique de Tabac et Cigarettes F. J. Burrus, 76
Fédération chinoise du Travail, 4
Fédération française des compagnies d'assurances, 38
Fédération suisse des communautés israélites, 5, 10
Fédération suisse du Tourisme, 43
Feuille d'avis de Neuchâtel, 115
FINEBEL, 118
Französische Fremdenlegion, vgl. Légion étrangère française
Französischer Verband der Versicherungsgesellschaften, vgl. Fédération française des compagnies d'assurances
Freie Jugend der Schweiz, 44
Geigy S. A., 8, 52
General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), 63, 95, 113
General Aniline & Film Corporation, 2
Genfer Radio, vgl. Radio Genève
GOS-Bank, vgl. Banque GOS
Haute Commission interalliée en Allemagne, 19, 43, 49, 62, 72, 93, 99, 119, 143
Hilfskomitee für die Auslandschweizerschulen, vgl. Comité d'aide aux écoles suisses de l'étranger
Hilfsorganisation für Schweizer, vgl. Secours aux Suisses
Hispano-Suiza, 122
Hoffmann-La Roche & Co. A. G., 8, 52
I. G. Chemie, 2, 6
I. G. Farben, 2
Imprimerie de la Plaine de Rhône S. A., 46
Industrial Development Corporation of South Africa Ltd., 129
Industriekommission für Atomenergie, 34
Interalliierte Reparationsagentur, vgl. Agence interalliée des Réparations
Internationale Arbeitsorganisation (ILO), vgl. Organisation internationale du Travail (OIT)
Internationale Bank für Wiederaufbau und Entwicklung, vgl. Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)
Internationale Flüchtlingsorganisation, vgl. Organisation internationale pour les réfugiés (OIR)
Internationale Handelskammer, vgl. Chambre de commerce internationale
Internationaler Fernmeldeverein, vgl. Union internationale des Télécommunications (UIT)
Internationales Komitee vom Roten Kreuz (IKRK), vgl. Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
Isolux, 126
Italnavi, 123
Jeunesse du Monde, 46
Jewish Agency, 5
J. H. Trachsler A. G., 52
Journal de Genève, 60

Jüdischer Weltkongress, vgl. Congrès juif mondial
Kinderhilfsfonds der Vereinten Nationen, vgl. UNICEF (Fonds international des Nations Unies pour le secours de l'enfance)
Kominform, 11, 136
Komitee für Molybdenum und Tungstenum, vgl. Comité du Molybdène et du Tungstène
Kommission für technische Hilfe an Entwicklungsländer, vgl. Commission pour l'assistance technique aux Pays sous-développés
Kommunistische Partei Brasiliens, vgl. Parti communiste brésilien
Kommunistische Partei Chinas, vgl. Parti communiste chinois
Kommunistische Partei der UdSSR, vgl. Parti communiste soviétique
Kommunistische Partei Frankreichs, vgl. Parti communiste français
Kommunistische Partei Italiens, vgl. Parti communiste italien
Kommunistische Partei Jugoslawiens, vgl. Parti communiste yougoslave
Kommunistische Partei Österreichs, vgl. Parti communiste autrichien
Kommunistische Partei Westdeutschlands, vgl. Parti communiste ouest-allemand
Labour Party, vgl. Parti travailliste anglais
Légion étrangère française, 81
Ligue arabe, 97
Ligue européenne de coopération économique (LECE), 98
Maison suisse de Milan, 123
Manufacturas Metálicas Madrileñas S. A., 126
Metallbodio A. G., 84
Missionsgesellschaft Bethlehem, vgl. Société missionnaire de Bethléem
Mobile Development Services Limited, 9
Mouvement populaire féminin, 44
Nationalistische Partei Chinas, vgl. Parti nationaliste chinois
Nationalistische Partei Südafrikas, vgl. Parti nationaliste sud-africain
Nautilus S. A., 123
Naville, 46
Nestlé and Anglo Swiss Holding Company, 52, 126
Neue Zürcher Zeitung (NZZ), 46, 57, 68, 115
Neutrale Überwachungskommission des Waffenstillstandes in Korea, vgl. Commission de surveillance des Nations neutres pour l'armistice en Corée
New York Herald Tribune, 79
Niederländische Nationalbank, vgl. Banque nationale des Pays-Bas
Niederländisch-Indonesische Union, vgl. Union indienne
Niederländisch-Schweizerische Vereinigung, vgl. Association Suisse-Pays-Bas
Nordatlantikpakt, vgl. OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord)
Nouvelle Gazette de Zurich, cf. Neue Zürcher Zeitung
Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO), 110
Office du livre S. A., 46
Office suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), 5
Office suisse de compensation (OSC), 2, 5, 10, 23, 72, 119, 126, 132
ONU, 5, 11, 27, 39, 40, 54, 56, 58, 65, 78, 89, 91, 101, 104, 113, 121, 127, 138, 139, 142, 145
ONU/Assemblée générale, 52, 78
ONU/Bureau pour l'assistance technique, 40, 73
ONU/Bureaux internationaux, 96
ONU/Commission économique pour l'Europe (CEE), 118
ONU/Conseil de sécurité, 27, 58, 65
ONU/Conseil économique et social (ECOSOC), 65
ONU/Cour internationale de Justice, 7, 78
Organisation der Vereinten Nationen für Ernährung und Landwirtschaft, vgl. Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)
Organisation der Vereinten Nationen für Erziehung, Wissenschaft und Kultur, vgl. UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture)
Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), 73, 110, 121
Organisation européenne de coopération économique (OECE), 3, 6, 18, 23, 25, 41, 42, 48, 50, 55, 58, 62, 86, 89, 95, 104, 115, 117, 118, 135, 139
Organisation für europäische wirtschaftliche Zusammenarbeit, vgl. Organisation européenne de coopération économique (OECE)
Organisation internationale du Travail (OIT), 110, 121
Organisation internationale pour les réfugiés (OIR), 110
Österreichische Demokratische Union, 142
Österreichische Partei der Unabhängigen, 142

Österreichische Volkspartei, vgl. Parti populaire autrichien
OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord), 20, 32, 34, 35, 41, 42, 50, 52, 58, 98, 109, 117, 118, 120, 130, 134, 135, 138, 139
Parallele 50, 46
Partei der Arbeit (PdA), vgl. Parti suisse du Travail (PST)
Parti autrichien des indépendants, cf. Österreichische Partei der Unabhängigen, 142
Parti communiste autrichien, 142
Parti communiste brésilien, 89
Parti communiste chinois, 4
Parti communiste français, 24, 71
Parti communiste italien, 71, 104
Parti communiste ouest-allemand, 99
Parti communiste soviétique, 141
Parti communiste yougoslave, 11
Parti démocrate américain, 63, 79
Parti nationaliste chinois, 4, 102
Parti nationaliste sud-africain, 78
Parti populaire autrichien, 142
Parti républicain américain, 79
Parti socialiste autrichien, 142
Parti socialiste ouest-allemand, 99
Parti socialiste suisse (PSS), 37
Parti suisse du Travail (PST), 44, 92
Parti travailliste anglais, 24, 50
Parti Wafd égyptien, 122
Payot, 46
Philips, 34
Pour une paix durable, 46
Pravda, 141
Presseagentur Neue China (Hsinhua), vgl. Agence de presse Chine Nouvelle (Hsinhua)
Pro Juventute, 112
Radio Genève, 39
Radio suisse, 60
Reich, Das, 119
Reichsbank (Allemagne), 143
Republikanische Partei der Vereinigten Staaten von Amerika, vgl. Parti républicain américain
Rheinkraftwerke Albbruck-Dogern A. G., 62
Rotterdamer Bank, vgl. Banque de Rotterdam
Royal Institute of International Affairs, 52
Rumänische Nationalbank, vgl. Banque nationale de Roumanie
Sandoz S. A., 8, 52, 126
Sapt, 133
Schwedisches Rotes Kreuz, vgl. Croix-Rouge suédoise
Schweizer Europahilfe, vgl. Aide suisse à l'Europe
Schweizer Haus in Mailand, vgl. Maison suisse de Milan
Schweizer Radio, vgl. Radio suisse
Schweizer Spende an die Kriegsgeschädigten, vgl. Don Suisse pour les victimes de la guerre
Schweizerische Bankgesellschaft (SBG), vgl. Union de Banques Suisses (UBS)
Schweizerische Bankiervereinigung, vgl. Association suisse des banquiers (ASB)
Schweizerische Depeschenagentur, vgl. Agence télégraphique suisse
Schweizerische Gesellschaft für Chemische Industrie, vgl. Société suisse des industries chimiques
Schweizerische Kreditanstalt, vgl. Crédit Suisse
Schweizerische Nationalbank, vgl. Banque nationale suisse (BNS)
Schweizerische Verrechnungsstelle (SVS), vgl. Office suisse de compensation (OSC)
Schweizerische Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, vgl. Office suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)
Schweizerischer Bankverein (SBV), vgl. Société de Banque Suisse (SBS)
Schweizerischer Bauernverband, vgl. Union suisse des paysans
Schweizerischer Caritasverband, vgl. Union suisse de Caritas
Schweizerischer Fremdenverkehrsverband, vgl. Fédération suisse du Tourisme
Schweizerischer Hilfs- und Kreditorengenossenschaft für Russland, vgl. Secrusse
Schweizerischer Israelitischer Gemeindebund, vgl. Fédération suisse des communautés israélites
Schweizerisches Arbeiterhilfswerk, vgl. Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO)
Schweizerisches Komitee für die technische Hilfe an Nepal, vgl. Comité suisse pour l'assistance technique au Népal
Schweizerisches Nationalkomitee für Europäische Zusammenarbeit, vgl. Comité national suisse pour la coopération européenne
Schweizerisches Rotes Kreuz, vgl. Croix-Rouge suisse
Secours aux Suisses, 112
Secrétariat des Suisses à l'étranger de la Nouvelle société helvétique, 112
Secrusse, 108
Siber Hegner & Cie, 52
Société de Banque Suisse (SBS), 14, 45, 78, 91, 119
Société des Nations (SdN), 3, 78, 113
Société missionnaire de Bethléem, 53

Société suisse des constructeurs de machines, 48
Société suisse des industries chimiques, 133
Sowjetstimme, Die, 46
Sozial-demokratische Partei der Schweiz, vgl. Parti socialiste suisse (PSS)
Sozial-demokratische Partei Österreichs, vgl. Parti socialiste autrichien
Sozial-demokratische Partei Westdeutschlands, vgl. Parti socialiste ouest-allemand
Standard Oil, 32
Ständiger Internationaler Gerichtshof, vgl. Cour permanente de Justice internationale
Suchard Holding S. A., 126
Südafrikanische Notenbank, 45
Suisse, La, 46
Sulzer & Cie – Sulzer Frères S. A., 52
Swiss Nepal Forward Team, 73
Syndicat des maisons suisses du commerce mondial et du commerce de transit, 53
Transferable Account Group, 61
Tribune de Genève, 115
Trüb Täuber & Co., 126
Übersee-Handel A. G., 52
UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture), 16
UNICEF (Fonds international des Nations Unies pour le secours de l'enfance), 101
Union, Die, 142
Union de Banques Suisses (UBS), 7, 45
Union démocratique autrichienne, cf. Österreichische Demokratische Union
Union européenne des paiements (UEP), 38, 55, 58, 61, 62, 68, 76, 95, 115, 124, 125, 129
Union indienne, 41
Union internationale des Télécommunications (UIT), 121
Union panaméricaine, 89
Union suisse de Caritas, 110
Union suisse des paysans, 96
UNO, vgl. ONU
UNO/Bureau für technische Hilfe, vgl. ONU/Bureau pour l'assistance technique
UNO/Generalversammlung, vgl ONU/Assemblée générale
UNO/Internationale Bureaux, vgl. ONU/Bureaux internationaux
UNO/Internationaler Gerichtshof, vgl. ONU/Cour internationale de Justice
UNO/Sicherheitsrat, vgl. ONU/Conseil de sécurité
UNO/Wirtschaftskommission für Europa, vgl. ONU/Commission économique pour l'Europe (CEE)
UNO/Wirtschafts- und Sozialrat, vgl. ONU/Conseil économique et social
United Nations Relief and Rehabilitation Administration (UNRRA), 101
Verband konzessionierter schweizerischer Versicherungsgesellschaften, vgl. Association des compagnies suisses d'assurances concessionnées
Verband schweizerischer Transit- und Welthandelsfirmen, vgl. Syndicat des maisons suisses du commerce mondial et du commerce de transit
Verein Schweizerischer Maschinen-Industrieller (VSM), vgl. Société suisse des constructeurs de machines
Viscose Suisse, 87
Volkart A. G., 52
Völkerbund, vgl. Société des Nations
Volksbewegung der Frauen, vgl. Mouvement populaire féminin
Volksstimme, 142
Voix ouvrière, 115
Von Schulthess & Co., 52
Vorort des schweizerischen Handels- und Industrievereins, vgl. Directoire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie
Washington Post, 79
Wafd Partei Ägyptens, vgl. Parti Wafd égyptien
Weg und Ziel, 46
Wiener Zeitung, 142
Yokohama Specie Bank, 103
Zündholztrust, 32

VII.3. INDEX DES NOMS GÉOGRAPHIQUES REGISTER DER GEOGRAPHISCHEN BEZEICHNUNGEN

Les termes «Berne» et «Suisse» n'ont pas été retenus vu leur fréquence très élevée. Les chiffres de l'index renvoient aux **numéros des documents** dans le volume.

Die Bezeichnungen «Bern» und «Schweiz» werden im Register nicht berücksichtigt, da sie zu häufig vorkommen. Die Nummern verweisen auf die **Dokumentennummern** im Band.

Açores, 52
Afrika, vgl. Afrique
Afrique, 35, 78
Afrique (Sud-Ouest), 78
Afrique centrale, 78
Afrique du Nord, 78, 81, 121
Afrique du Sud, 9, 14, 45, 78, 129
Ägypten, vgl. Egypte
Aigle, 46
Alger / Algier, 46
Allemagne, 2, 24, 30, 38, 41, 49, 50, 58, 59, 69, 70, 72, 76, 78, 81, 87, 88, 112, 113, 118, 122, 132, 137, 138, 143
Allemagne du Nord, 24
Allemagne du Sud, 24
Allemagne occidentale, 2, 8, 19, 43, 48, 49, 51, 52, 58, 59, 62, 71, 72, 82, 84, 88, 93, 99, 101, 107, 112, 113, 138, 143
Allemagne orientale, 84,15,17, 19, 49, 59, 72, 84, 88, 104, 121, 133, 138, 143, 144
Allemagne, zone d'occupation américaine, 5
Allemagne, zone d'occupation britannique, 5
Allemagne, zone d'occupation française, 5, 76
Allemagne, zones d'occupation occidentales, 7
Alpes / Alpen, 30, 35
Alsace, 38
Ambri, 104
Amerika, vgl. Amérique
Amérique, 42, 50, 58, 89, 113, 118
Amérique centrale, 41
Amérique du Nord, 41
Amérique du Sud, 9, 41, 52, 89, 91, 110
Amérique latine, 52
Amman, 97
Amsterdam, 34
Anatolie / Anatolien, 18
Angola, 40
Ankara, 18, 33, 144
Arabie / Arabien, 33, 113
Argentine / Argentinien, 9, 46, 69, 89, 91, 113
Asie / Asien, 9, 31, 56, 58, 113
Asie du Sud-Est, 9, 35, 36, 41
Assomption, 69
Athen, vgl. Athènes
Athènes, 39
Äthiopien, vgl. Ethiopie
Atlantik (Charta von 1941), vgl. Atlantique (Charte de 1941)
Atlantik (Ozean), vgl. Atlantique (Océan)
Atlantique (Charte de 1941), 113
Atlantique (Océan), 99, 118
Atlantique (Pacte de 1949), 4, 20, 25, 42, 50, 104, 134, 139
Australie / Australien, 9, 35, 41, 61, 101
Autriche, 5, 64, 67, 71, 87, 96, 110, 113, 142, 143, 145
Autriche, zone d'occupation américaine, 142
Autriche, zone d'occupation anglaise, 142
Autriche, zone d'occupation française, 142
Autriche, zone d'occupation soviétique, 142
Autriche-Hongrie, 41
Avaré, 110
Azoren, vgl. Açores
Baden, 129
Baden (Autriche / Österreich), 51
Bâle, 2, 14, 33, 52, 84, 110, 112
Balkans / Balkan, 13, 51, 58, 144
Baltes (Etats) / Baltische (Staaten), 108
Bangkok, 125
Basel, vgl. Bâle
Bavière, 107
Bavois, 46
Bayern, vgl. Bavière
Belgique / Belgien, 2, 3, 6, 12, 30, 34, 38, 41, 46, 47, 50, 76, 88, 98, 118, 134, 139
Belgrade / Belgrad, 13, 121, 128, 144
Benelux, 95, 98
Berchtesgaden, 46
Berlin, 15, 19, 46, 104, 113, 121, 133, 138, 143, 144
Bessarabie / Bessarabien, 108
Biel / Bienne, 92
Birmanie, 35, 116
Bonn, 19, 17, 58, 72, 88, 93, 138, 143
Brasilien, vgl. Brésil
Brésil, 9, 89, 91, 110

Bretton Woods (Conférence de 1944 / Konferenz von 1944), 91, 113
Britisches Reich, vgl. Empire britannique
Brüssel, vgl. Bruxelles
Brüssel (Pakt von 1948), vgl. Bruxelles (Pacte de 1948)
Bruxelles, 2, 25, 35, 41, 75, 98, 99
Bruxelles (Pacte de 1948), 20, 139
Bucarest, 7
Budapest, 11, 32, 144
Buenos Aires, 69, 89
Bukarest, vgl. Bucarest
Bukowina, 108
Bulgarie / Bulgarien, 39, 59, 84, 104
Burma, vgl. Birmanie
Cachemire, 27, 114, 121
Cambodge, 36
Canada, 13, 29, 41, 58, 85, 87, 101, 130
Cape Town, 129
Catalogne, 126
Chaumont, 49
Chili / Chile, 91, 110
Chine / China, 4, 35, 51, 56, 52, 53, 57, 58, 79, 85, 102, 104, 113, 116, 133, 141
Chine du Nord, 4
Chur, vgl. Coire
Coire, 52
Cologne, 72, 88, 93, 99, 107, 119
Congo, 78, 124
Copenhague, 25, 144
Corée, 50, 51, 52, 54, 56, 58, 65, 79, 89, 90, 99, 102, 110, 121, 127, 134, 139, 141, 145
Corée du Nord, 53, 56, 58, 65, 89
Corée du Sud, 56, 65
Damas / Damaskus, 144
Danemark / Dänemark, 1, 2, 6, 15, 34, 116, 139
Danube, 110
Désert libyen, 122
Deutschland, vgl. Allemagne
Deutschland, Amerikanische Besatzungszone, vgl. Allemagne, zone d'occupation américaine
Deutschland, Englische Besatzungszone, vgl. Allemagne, zone d'occupation britannique
Deutschland, Französische Besatzungszone, vgl. Allemagne, zone d'occupation française
Deutschland, Westliche alliierte Zonen, vgl. Allemagne, zones d'occupation occidentales
Djakarta, 31, 116
Donau, vgl. Danube
Egypte, 37, 61, 121, 122, 125, 136
El Alamein, 35
Elsass, vgl. Alsace
Emmenbrücke, 87
Empire britannique, 9
Espagne, 38, 46, 52, 61, 69, 88, 93, 124, 126
Etats-Unis d'Amérique, 2, 3, 5, 6, 10, 11, 18, 19, 20, 24, 25, 30, 31, 32, 35, 38, 39, 40, 41, 49, 51, 52, 53, 54, 58, 60, 61, 63, 65, 69, 74, 75, 77, 79, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 91, 97, 99, 101, 102, 104, 105, 106, 109, 112, 113, 116, 120, 125, 126, 131, 132, 134, 137, 138, 139, 140, 141
Ethiopie, 31
Europa, vgl. Europe
Europe, 1, 3, 9, 18, 20, 23, 30, 42, 46, 50, 51, 52, 58, 69, 71, 78, 79, 95, 96, 99, 112, 113, 115, 118, 121, 129, 131, 134, 135, 136, 139
Europe centrale, 3
Europe occidentale, 5, 20, 25, 35, 71, 101, 104, 109, 117, 121, 139
Europe orientale, 11, 35, 84, 101, 102, 105, 106, 128, 144
Extrême-Orient, 30, 51, 56, 58, 102, 103
Ferner Osten, vgl. Extrême-Orient
Finlande / Finnland, 26, 41, 87, 121
Formosa, vgl. Formose
Formose, 51, 52, 56, 58, 121
France, 2, 6, 10, 11, 12, 19, 20, 22, 24, 25, 28, 30, 35, 37, 38, 39, 41, 42, 46, 48, 49, 50, 51, 52, 55, 58, 63, 69, 71, 75, 76, 77, 78, 79, 81, 84, 85, 86, 88, 98, 99, 111, 112, 113, 118, 121, 122, 124, 126, 132, 137, 138, 139
Francfort-sur-le-Main / Frankfurt am Main, 43, 62
Frankreich, vgl. France
Freiburg, vgl. Fribourg
Fribourg, 83
Gênes, 110
Genève, 6, 12, 38, 39, 46, 47, 50, 60, 60, 104, 111, 118, 121, 129, 141
Genève (Conférence diplomatique de 1949), 58
Genève (Conventions de 1949), 58
Genf, vgl. Genève
Genf (Diplomatische Konferenz von 1949), vgl. Genève (Conférence diplomatique de 1949)
Genf (Konventionen von 1949), vgl. Genève (Conventions de 1949)
Genua, vgl. Gênes
Goiàs (Etat) / Goias (Gliedstaat), 110
Grande Syrie, 97
Grande-Bretagne, 2, 3, 6, 10, 11, 12, 19, 20, 23, 24, 25, 31, 32, 35, 38, 39, 41, 42, 49, 50, 51, 55, 56, 58, 60, 61, 63, 69, 75, 84, 85, 86, 88, 97, 98, 99, 100, 101, 111, 112, 113, 116, 118, 121, 122, 130, 132, 134, 138, 139, 144
Grèce, 5, 39, 113, 139
Griechenland, vgl. Grèce

Groenland / Grönland, 108
Grossbritannien, vgl. Grande-Bretagne
Gross-Syrien, vgl. Grande Syrie
Guangzhou, 4
Havanna, vgl. La Havane
Havanna (Konferenz von 1947/1948), vgl. La Havane (Conférence de 1947/1948)
Helsinki, 26, 144
Honan, 4
Hongkong, 52, 102, 104
Hongrie, 5, 7, 11, 32, 39, 59, 84, 104, 112
Immensee, 53
Inde / Indien, 9, 27, 31, 35, 78, 88, 113, 114
Indonésie / Indonesien, 31, 35, 41, 78, 94, 113
Indochine / Indochina, 35, 36, 51, 81, 86, 121
Iran, 9, 40, 51, 58, 100, 121, 139, 144
Iraq / Irak, 97, 144
Islande / Island, 31
Israël / Israel, 33, 37, 97, 143
Italie / Italien, 7, 12, 25, 26, 30, 41, 42, 50, 51, 58, 61, 68, 69, 71, 85, 104, 118, 123, 124, 139, 144
Japon / Japan, 8, 35, 56, 84, 103, 113, 116, 121
Jérusalem / Jerusalem, 97
Johannesburg, 45
Jordanie / Jordanien, 9, 97
Jugoslawien, vgl. Yougoslavie
Kairo, vgl. Le Caire
Kambodscha, vgl. Cambodge
Kanada, vgl. Canada
Karachi, 31, 114
Kashgar, 116
Kaschmir, vgl. Cachemire
Katalonien, vgl. Catalogne
Katmandu, 73
Köln, vgl. Cologne
Kongo, vgl. Congo
Kopenhagen, vgl. Copenhague
Korea, vgl. Corée
La Charité-sur-Loire, 80
La Havane, 95
La Havane (Conférence de 1947/1948), 113
La Haye, 13, 25, 41
Lake Success, 16, 40, 58, 89
Laos, 36
Lateinamerika, vgl. Amérique latine
Lausanne, 46, 104
Le Caire, 46, 122, 136
Liban / Libanon, 9, 40, 97, 144
Liechtenstein, 22, 38, 76, 81
Liège, 46
Limmat, 30
Lisbonne / Lissabon, 46, 126, 138
Lisbonne (Conférence de 1952), 138
Lissabon (Konferenz von 1952), vgl. Lisbonne (Conférence de 1952)
Londres / London, 4, 14, 23, 25, 29, 30, 48, 50, 52, 59, 61, 78, 80, 84, 95, 100, 101, 111, 118, 130, 138, 143, 144, 137
London (Londoner Deklaration von 1920), vgl. Londres (Déclaration de Londres de 1920)
London (Schuldenkonferenz von 1952), vgl. Londres (Conférence sur les dettes allemandes de 1952)
Londres (Conférence sur les dettes allemandes de 1952), 48, 50, 119, 132, 137
Londres (Déclaration de Londres de 1920), 59
Lüttich, vgl. Liège
Luxembourg / Luxemburg, 41, 50, 88, 118, 139
Lybische Wüste, vgl. Désert libyen
Lyon, 42
Madrid, 38, 46, 52, 69, 126, 128
Malaisie / Malaysia, 35, 51
Mandchourie / Mandschurei, 121
Mannheim (Convention de 1868 / Konvention von 1868), 41
Maroc / Marokko, 52
Méditerranée, 18, 35, 78, 113
Mer du Nord, 35
Mexique / Mexico, 89
Mitteldeutschland, vgl. Allemagne centrale
Mitteleuropa, vgl. Europe centrale
Mittelmeer, vgl. Méditerranée
Mittlerer Osten, vgl. Moyen-Orient
Montreux, 136
Moscou / Moskau, 4, 11, 17, 18, 20, 32, 35, 39, 56, 82, 104, 108, 113, 116, 138, 141
Moscou (Conférence internationale de 1952), 142
Moskau (Internationale Konferenz von 1952), vgl. Moscou (Conférence internationale de 1952)
Mourmansk, 121
Moyen-Orient, 9, 58, 121
Munich / München, 35, 46
Mürren, 30, 35
Naher Osten, vgl. Proche-Orient
Nankin / Nanking, 4
Népal / Nepal, 40
Neuchâtel, 12, 48
Neuseeland, vgl. Nouvelle Zélande
New Delhi, 27, 31, 36, 73, 116
New York, 27, 54, 61
Niederlande, vgl. Pays-Bas
Nil, 122, 136
Nordafrika, vgl. Afrique du Nord
Nordamerika, vgl. Amérique du Nord

Nordatlantik (Charta von 1941), vgl. Atlantique (Charte de 1941)
Nordatlantik (Pakt von 1949), vgl. Atlantique (Pacte de 1949)
Nordchina, vgl. Chine du Nord
Norddeutschland, vgl. Allemagne du Nord
Nordkorea, vgl. Corée du Nord
Nordsee, vgl. Mer du Nord
Normandie, 30
Norvège / Norwegen, 2, 6, 15, 26, 34, 77, 87, 101, 116, 121, 134, 139
Nouvelle Zélande, 9, 35
Nuremberg (Procès) / Nürnberg (Prozess), 43
Oerlikon (Zurich / Zürich), 37, 126, 129
Oslo, 25, 144
Ostdeutschland, vgl. Allemagne orientale
Österreich, vgl. Autriche
Österreich, Amerikanische Besatzungszone, vgl. Autriche, zone d'occupation américaine
Österreich, Englische Besatzungszone, vgl. Autriche, zone d'occupation britannique
Österreich, Französische Besatzungszone, vgl. Autriche, zone d'occupation française
Österreich, Sowjetische Besatzungszone, vgl. Autriche, zone d'occupation soviétique
Österreich-Ungarn, vgl. Autriche-Hongrie
Osteuropa, vgl. Europe orientale
Ostpreussen, vgl. Prusse orientale
Ottawa, 29, 50, 118, 130
Pakistan, 9, 31, 114, 116, 121
Palestine / Palästina, 33, 37, 97, 136
Paranà (Etat) / Parana (Gliedstaat), 110
Paris, 3, 5, 10, 22, 24, 25, 28, 38, 41, 42, 46, 48, 50, 62, 74, 75, 76, 77, 79, 80, 81, 82, 84, 85, 86, 95, 96, 98, 104, 109, 111, 117, 118, 124, 134, 135, 138
Paris (Conférence sur les réparations de 1945 / Reparationskonferenz von 1945), 10
Pays-Bas, 2, 5, 6, 13, 15, 31, 34, 35, 41, 46, 50, 61, 78, 84, 88, 95, 118, 124, 134, 139
Pékin / Peking, 4, 52, 53, 56, 102, 116, 141
Petersberg (Accord de 1949 / Abkommen von 1949), 59
Philippines / Philippinen, 139
Pologne / Polen, 5, 10, 11, 24, 26, 38, 39, 59, 76, 77, 84, 86, 104, 108, 112, 128, 144
Pontresina, 6
Portugal, 42, 52, 88, 93, 96
Potsdam (Accords de 1945 / Abkommen von 1945), 38
Prague / Prag, 39, 82, 104, 144
Pregny, 47
Prétoria / Pretoria, 78, 129
Preussen, vgl. Prusse
Proche-Orient, 18, 20, 37, 121
Prusse, 89
Prusse orientale, 108
Pully, 104
Qiqihar, 53
Réduit national, 30
Rhein, vgl. Rhin
Rhin, 30, 35, 38, 41, 143
Rhodésie / Rhodesien, 9, 45
Rio de Janeiro, 89, 110
Rome / Rom, 5, 25, 46, 58, 68, 69, 70, 104, 123, 144
Rotterdam, 41, 84
Roumanie, 5, 7, 21, 39, 66, 84, 104, 112
Rumänien, vgl. Roumanie
Russie blanche, 104
Saigon, 36, 81
San Diego, 52
San Francisco, 116, 121
San Francisco (Charte de 1945 / Charta von 1945), 41
Sao Paolo, 110
Scandinavie, 26, 77, 78, 118, 144
Schlesien, vgl. Silésie
Schweden, vgl. Suède
Schwyz, 64
Séoul / Seoul, 53
Séville / Sevilla, 46
Shanghai, 4, 53, 102
Sicile / Sizilien, 30
Silésie, 86
Skandinavien, vgl. Scandinavie
Sofia, 128, 144
Soleure / Solothurn, 38
Sowjetunion, vgl. Union soviétique
Spanien, vgl. Espagne
Stalingrad, 35
Stockholm, 25, 50, 86, 116, 118, 144
Stockholm (Appel pour la Paix de 1950 / Friedensappel von 1950), 58
Strasbourg / Strassburg, 1, 35, 48, 50, 58, 93, 96, 118
Südafrika, vgl. Afrique du Sud
Südamerika, vgl. Amérique du Sud
Süddeutschland, vgl. Allemagne du Sud
Südkorea, vgl. Corée du Sud
Südwest-Afrika, vgl. Afrique (Sud-Ouest)
Südwest-Asien, vgl. Asie du Sud-Est
Suède, 1, 3, 15, 25, 27, 32, 34, 39, 41, 42, 49, 50, 58, 61, 62, 77, 85, 86, 87, 88, 93, 113, 116, 118, 121, 126, 135, 145
Suez, 122
Syrie / Syrien, 144

Tchécoslovaquie, 7, 10, 59, 67, 82, 84, 104, 112
Téhéran / Teheran, 35, 100, 144
Tel-Aviv, 33, 97
Thaïlande / Thailand, 125
Tientsin, 102
Tokyo / Tokio, 8, 56
Torquay (Conférence de 1950 / Konferenz von 1950), 63, 95
Trieste / Triest, 35, 123
Tschechoslowakei, vgl. Tchécoslovaquie
Tunis, 46
Türkei, vgl. Turquie
Turquie, 18, 33, 42, 51, 85, 93, 113, 139
Ukraine, 104
Ungarn, vgl. Hongrie
Union soviétique, 3, 5, 11, 17, 18, 20, 24, 25, 35, 39, 44, 46, 49, 51, 56, 58, 59, 60, 61, 69, 71, 79, 84, 86, 90, 92, 102, 104, 108, 113, 115, 116, 121, 122, 134, 138, 139, 141
Uzwil, 31
Varsovie, 10, 104, 128, 144
Vatican / Vatikan, 88
Vereinigte Staaten von Amerika, vgl. Etats-Unis d'Amérique
Vevey, 52
Vienne, 51, 64, 67, 142
Vietnam, 36
Vorarlberg, 30
Warschau, vgl. Varsovie
Washington, 2, 5, 20, 25, 29, 46, 63, 75, 77, 79, 80, 84, 89, 99, 104, 105, 106, 109, 111, 113, 116, 130, 131, 134, 138, 139, 141, 144, 145
Washington (Accord de 1946 / Abkommen von 1946), 5, 2, 3, 6, 10, 38, 68, 72, 75, 93, 112, 119, 137, 143
Weissrussland, vgl. Russie blanche
Westdeutschland, vgl. Allemagne occidentale
Westeuropa, vgl. Europe occidentale
Wien, vgl. Vienne
Winterthur, 52, 129
Wurtemberg, zone d'occupation américaine, 107
Wurtemberg, zone d'occupation française, 107
Württemberg, Amerikanische Besatzungszone, vgl. Wurtemberg, zone d'occupation américaine
Württemberg, Französische Besatzungszone, vgl. Wurtemberg, zone d'occupation française
Yalta, 35
Yang Tse, 4
Yougoslavie, 10, 11, 13, 18, 20, 39, 51, 52, 58, 110, 112, 113, 121
Zentralafrika, vgl. Afrique centrale
Zentralamerika, vgl. Amérique centrale
Zurich / Zürich, 8, 11, 14, 20, 33, 38, 45, 46, 48, 49, 52, 57, 67, 73, 81, 86, 98, 126, 130, 140
Zweisimmen, 35

VIII. LISTE DES FONDS UTILISÉS DES ARCHIVES FÉDÉRALES VERZEICHNIS DER BENUTZTEN BESTÄNDE DES BUNDESARCHIVS

FONDS OFFICIELS / AMTLICHE BESTÄNDE

A. Fonds de matières / Pertinenzbestände

E 27 Affaires militaires / Landesverteidigung

B. Fonds de Provenance / Provenienzbestände

Chancellerie fédérale / Bundeskanzlei

E 1001(-) Propositions de la Chancellerie fédérale et des Départements / Anträge der Bundeskanzlei und der Departemente

E 1003(-) Procès-verbaux des déliberations du Conseil fédéral / Verhandlungsprotokolle des Bundesrats

E 1004.1(-) Procès-verbaux du Conseil fédéral / Bundesratsprotokolle

E 1005(-) Procès-verbaux secrets du Conseil fédéral / Geheime Bundesratsprotokolle

Chambres fédérales / Eidgenössische Räte

E 1050.12(-) Commissions des Affaires étrangères / Kommissionen für auswärtige Angelegenheiten

E 1301(-) Procès-verbaux du Conseil national / Verhandlungsprotokolle des Nationalrats

E 1401(-) Procès-verbaux du Conseil des Etats / Verhandlungsprotokolle des Ständerats

Département politique / Politisches Departement

E 2001(D) Division des Affaires étrangères (1937–1945) / Abteilung für Auswärtiges (1937–1945)

E 2001(E) Division des Affaires politiques (1946–1979) / Abteilung für Politische Angelegenheiten (1946–1979)

E 2001-04(-) Division des Organisations internationales / Abteilung für internationale Organisationen

E 2001-06(-) Commission des indemnités concernant le Japon / Kommission für Japan-Entschädigungen

E 2001-08(-) Commission pour les allocations anticipées à des Suisses victimes de la persécution nationale-socialiste / Kommission für Vorauszahlungen an schweizerische Opfer der NS-Verfolgung

E 2200(-) Représentations diplomatiques et consulaires de la Suisse / Diplomatische und konsularische Vertretungen der Schweiz

E 2210.2(-) Délégation suisse à l'OECE à Paris / Schweizerische Delegation bei der OECE in Paris
E 2300(-) Rapports politiques et consulaires des représentants diplomatiques et consulaires de la Suisse / Politische und konsularische Berichte der diplomatischen und konsularischen Vertretungen der Schweiz
E 2400(-) Rapports de gestion des représentations diplomatiques à l'étranger / Geschäftsberichte der Auslandvertretungen
E 2800(-) Papiers Max Petitpierre / Handakten Max Petitpierre
E 2801(-) Papiers Walter Stucki / Handakten Walter Stucki
E 2802(-) Papiers Alfred Zehnder / Handakten Alfred Zehnder

Département de Justice et Police / Justiz- und Polizeidepartement
E 4001(C) Secrétariat du Département (Papiers Eduard von Steiger – 1941–1951) / Departementssekretariat (Handakten Eduard von Steiger – 1941–1951)
E 4260(C) Division de Police (1931–1956) / Polizeiabteilung (1931–1956)
E 4265(A) Office central fédéral chargé des questions relatives aux Suisses à l'étranger (–1957) / Eidgenössische Zentralstelle für Auslandschweizerfragen (–1957)
E 4300(B) Office central de la Police fédérale des étrangers (1925–1965) / Zentralstelle für Fremdenpolizei (1925–1965)
E 4320(B) Ministère public (1931–1959) / Bundesanwaltschaft (1931–1959)
E 4800.1(-) Papiers Heinrich Rothmund / Handakten Heinrich Rothmund

Département militaire / Militärdepartement
E 5001(F) Chancellerie du Département militaire (1940–1959) / Kanzlei des Militärdepartements (1940–1959)
E 5155(-) Secrétariat du Service technique militaire / Sekretariat der Kriegstechnischen Abteilung
E 5800(-) Papiers Karl Kobelt / Handakten Karl Kobelt

Département des Finances et des Douanes / Finanz- und Zolldepartement
E 6100(A) Administration des Finances (1922–1949) / Finanzverwaltung (1922–1949)
E 6100(B) Administration des Finances (1950–1989) / Finanzverwaltung (1950–1989)

Département de l'Economie publique / Volkswirtschaftsdepartement
E 7001(B) Secrétariat général (1940–1955)/ Generalsekretariat (1940–1955)
E 7110(-) Division du Commerce / Handelsabteilung
E 7110-01(-) Papiers Willy Kobel / Handakten Willy Kobel
E 7111(A) Section pour l'organisation européenne de coopération économique (1951–1954) / Dienst für wirtschaftliche Zusammenarbeit in Europa (1951–1954)

E 7160-07(-) Office suisse de compensation – Liquidation des avoirs allemands / Schweizerische Verrechnungsstelle – Liquidation deutscher Vermögenswerte
E 7170(A) Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail (1928–1948) / Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (1928–1948)
E 7170(B) Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail (1949–) / Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (1949–)
E 7175(B) Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail – Main-d'œuvre et émigration (1942–1977) / Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit – Arbeitskraft und Auswanderung (1942–1977)
E 7800(-) Papiers Walter Stampfli et Rodolphe Rubattel / Handakten Walter Stampfli und Rodolphe Rubattel

Commissions extra-parlementaires / Ausserparlamentarische Kommissionen
E 9500.2-04(A) Commission des indemnités de nationalisation – Indemnités Roumanie (1951–1980) / Kommission für Nationalisierungsentschädigungen – Entschädigungen Rumänien (1951–1980)
E 9500.77(-) Commission suisse d'Etude pour l'Energie atomique / Schweizerische Studienkommission für Atomenergie

C. Actes juridiques / Urkunden
K I(-) Traités internationaux / Staatsverträge

FONDS PRIVÉS / PRIVATNACHLÄSSE

Personnes morales / Juristische Personen
J II.79(-) Société coopérative de secours mutuel et de protection des intérêts suisses en Russie (Secrusse) / Schweizerische Hilfs- und Kreditoren-Genossenschaft für Russland

DOCUMENTS OFFICIELS CONSULTÉS ET CITÉS
BERÜCKSICHTIGTE UND ZITIERTE AMTLICHE DRUCKSCHRIFTEN

- Feuille fédérale de la Confédération suisse / Bundesblatt der schweizerischen Eidgenossenschaft.
- Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse / Amtliche Sammlung der Bundesgesetze und Verordnungen der Schweizerischen Eidgenossenschaft.

- Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale / Amtliches stenographisches Bulletin der schweizerischen Bundesversammlung.
- Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur sa gestion / Bericht des Schweizerischen Bundesrates an die Bundesversammlung über seine Geschäftsführung

INSTRUMENTS DE TRAVAIL / HILFSMITTEL

- Annuaire de la Confédération suisse / Staatskalender der Schweizerischen Eidgenossenschaft
- Annuaire des autorités fédérales / Jahrbuch der eidgenössischen Räte und Gerichte
- Schweizerisches Bundesarchiv, Systematische Beständeübersicht. Bearbeitet von Niklaus Bütikofer, Hugo Caduff u. a., unter der Leitung von Christoph Graf, Bern 1992
- Etudes et sources / Studien & Quellen / Studi e Fonti. Zeitschrift des Schweizerischen Bundesarchivs
- Die diplomatischen und konsularischen Vertretungen der Schweiz seit 1798, Eidgenössisches Politisches Departement, Bern 1997
- Das Eidgenössische Politische Departement (Zentrale) von 1848 bis 1970 (Amtschronik), Bern 1971
- Liste alphabétique des membres du Conseil national et du Conseil des Etats entrés au Parlement, pour la première fois, à partir de 1920, Service du Parlement, 1996 / Alphabetische Liste der Mitglieder des National- und Ständerates, die zum ersten Mal ab 1920 dem Parlament angehört haben, 1996, Parlamentsdienste

  Bericht über die Aufgaben, die Organisation und den Personalbestand des Eidgenössischen Politischen Departements, erstattet im Auftrage von Herrn Bundesrat M. Petitpierre durch A. Muggli, Küsnacht, 10. Dezember 1949

IX. LISTE DES PARAPHES DES CORRESPONDANTS DU DÉPARTEMENT POLITIQUE
PARAPHENLISTE DER KORRESPONDENTEN DES POLITISCHEN DEPARTMENTS

Seuls les correspondants figurant dans les documents publiés ont été retenus. Les paraphes des correspondants des autres départements et des représentants diplomatiques n'ont pas été décodés. Les paraphes des correspondants du DPF changent chaque année.

Es sind lediglich die in den abgedruckten Dokumenten erwähnten Korrespondenten aufgeführt. Die Paraphen der Korrespondenten der andern Departemente und der diplomatischen Vertretungen sind nicht aufgeschlüsselt. Die Paraphen der Korrespondenten des EPD wechseln jedes Jahr.

Paraphes Paraphen	Année Jahr	Nom Name
AG	1952	Zehnder Alfred
AJ	1950	Tribolet Jean-Jacques
BD	1951	Barazetti Erich
BO	1951	Bindschedler Rudolf
BR	1949	Turnes Florian
BT	1949	Vallotton Etienne
CR	1949	Zehnder Alfred
CS	1951	Cramer Hans
CV	1951	Decroux Jean
CX	1949	Zutter Philippe
DO	1949	Schnyder Felix
EC	1951	Frochaux Pascal
EM	1951	Gelzer Michael
FT	1951	Humbert Jean
FY	1951	Jaccard Maurice
GF	1950	Barazetti Erich
GP	1950	Bernath Erwin
HB	1951	Martin Victor
HK	1951	Micheli Pierre-René
JH	1950	Cuttat Jacques-Albert
JM	1950	Diez Emanuel
KW	1950	Godet Rémy
LB	1951	Schmidlin Théodore
MX	1951	Zehnder Alfred
ND	1951	Matter Friedrich Alfred
NF	1951	Sulzer Robert
OD	1950	Morand Oswald
OT	1949	Bernath Erwin

Paraphes Paraphen	Année Jahr	Nom Name
RP	1952	Decroux Jean
RY	1952	Dubois Charles Albert
TZ	1950	Stroehlin Jean
UL	1949	Guillaume Lucien
VT	1950	Zehnder Alfred
WA	1950	Zutter Philippe